L'ACCESSION AU POUVOIR DE HITLER FINANCÉE PAR L'ARGENT JUIF : MYTHE OU RÉALITÉ ?

L'ACCESSION AU POUVOIR DE

HITLER

FINANCÉE PAR L'ARGENT JUIF : MYTHE OU RÉALITÉ ?

Henry Ashby Turner, Jr.

Présenté par
Valérie Devon

Didi18
Editions

Titre original : *« German Big Business & the Rise of Hitler »*
Couverture réalisée par : Didi18 Éditions
Composition et mise en page : Didi18 Éditions

Les notes sans parenthèses sont les notes de la traductrice ; les notes entre parenthèses sont les notes de l'auteur situées à la fin de cet ouvrage.

©2022 Didi18 Éditions

Tous les droits sont réservés.
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite
expresse de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations
dans une revue de livres ou un journal scientifique.

« Hitler, comme Oswald Spengler, est un descendant spirituel de Frédéric le Grand ; le 'socialisme' du National-Socialisme est enraciné dans 'l'instinct collectif' du Volk allemand, qui aspire à subordonner volontairement l'individu au bien-être de l'ensemble, ce qui est tout à fait contraire à l'enrégimentement du marxisme. »

Rechtsanwalt Dr. Paul Krumm

Table des matières

AVANT PROPOS DE L'ÉDITEUR 11

INTRODUCTION

1. Les enjeux et les sources 21
2. Les grandes entreprises dans le contexte de Weimar 26

I - Le grand capital pendant la démocratie de Weimar (1919-1933)

1. Le capitalisme allemand survit à une révolution 33
2. L'argent face aux votes 48
3. Actifs 63
4. Passif 70

II - Les débuts du Parti, les hommes d'affaires et l'économie nationale-socialiste

1. Les mécènes du mouvement naissant 81
2. La cacophonie des politiques économiques nationales-socialistes 95
3. L'économie de Hitler 107
4. Une campagne de séduction avortée pour l'industrie de la Ruhr – Le National-Socialisme en disgrâce 122

III - Fin de la démocratie parlementaire et percée du National-Socialisme

1. La Grande Coalition cède la place au régime présidentiel 141
2. Les moyens de la percée nationale-socialiste 153
3. Un « long jeu de devinettes » commence 167
4. Sympathisants capitalistes et Nationaux-Socialistes subventionnés 188

IV - Les capitalistes, les Nationaux-Socialistes et la politique de l'aggravation de la dépression

1. Brüning : la désillusion – Le « Front de Harzburg » – Les capitalistes ont peur du dirigeant 207
2. Le charbon de la Rurh : ragot et calculs 221
3. Profusion du double langage chez les Nationaux-Socialistes…….232
4. Les Nationaux-Socialistes et les petits hommes d'affaires... 243

V - Politique et économie dans la vacuité du pouvoir

1. Le discours de Hitler au Club de l'industrie et ses retombées…….259
2. Les grandes entreprises abordent le maelström politique dans le désarroi..... 276
3. Tentatives de dialogue avec l'hydre national-socialiste..... 291
4. Primes d'assurance et argent de protection pour les dirigeants potentiels..... 313

VI - Les grandes entreprises et le triomphe du National-Socialisme

1. Les Nationaux-Socialistes, champions du Parlement et des ouvriers – Les capitalistes trouvent leur Chancelier 333
2. L'argent politique dans la campagne électorale d'automne – Manœuvres au crépuscule de Weimar..... 354
3. Les capitalistes s'adaptent à un « général rouge » à la Chancellerie 368
4. Les grandes entreprises assistent à la naissance du Troisième Reich..... 377

CONCLUSIONS

1. Capitalistes, Nationaux-Socialistes et culpabilité..... ……407
2. Mythes, idées préconçues et utilisation fallacieuse de l'histoire..... 417

Abréviations utilisées dans les notes..... 429

NOTES 431

Bibliographie 557
INDEX 585

AVANT PROPOS DE L'ÉDITEUR

Pour rappel, la Première Guerre mondiale était d'essence juive et avant l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler – de façon tout à fait légale – l'Allemagne avait été saignée à blanc et devait payer des réparations faramineuses aux vainqueurs. En outre, l'Allemagne comptait près de 10 millions de chômeurs et quelque 20 millions de personnes affamées. L'Allemagne était toujours sous le joug d'un blocus allié et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants avaient déjà succombé à la faim.

Nous vous encourageons vivement à lire les notes de bas de page fournies par la traductrice qui apportent un complèment d'information et une version différente sur plusieurs aspects de la version officielle sur laquelle s'appuie l'auteur clairement anti-Hitler.

Sans aucun doute, l'un des mythes les plus pernicieux et persistant entourant Hitler et son parti est qu'il fut prétendument une marionnette de la finance internationale, des grandes entreprises et de l'argent juif. Cette accusation s'étend à divers médias indépendants, d'Alain Soral à vos dissidents favoris, en passant par les essayistes Pierre Hillard et Pierre Jovanovic. Les racines de ce mythe remontent aux années 1920 dans les cercles des rivaux politiques de Hitler, à savoir le parti communiste allemand et la faction de gauche dure du NSDAP lui-même : les frères Straßer. Étant donné que ces derniers luttaient pour le pouvoir politique contre Hitler et avaient donc beaucoup à gagner à le salir afin de le couper de sa base, on peut comprendre le motif de ces accusations. Néanmoins, ces mythes persistent encore aujourd'hui.

Sans exception, l'accusation selon laquelle Hitler aurait été financé par des banques juives est la pierre angulaire de toute étude sur Hitler. La réitération moderne de ces calomnies s'appuie principalement sur le livre d'Antony Sutton, *Wall Street and the Rise of Hitler*. Ceux qui se font un plaisir de citer ce livre comme preuve du soutien de Hitler par les grandes banques ne l'ont généralement jamais lu eux-mêmes, ni même pris la peine de vérifier certaines sources. Le problème fondamental du livre d'Antony Sutton est qu'il s'appuie fortement sur des mémoires écrits au lieu d'une documentation de première main. Par exemple, Sutton s'appuie sur l'ouvrage anonyme *Hitler's Secret Backers*, prétendument écrit par un certain Sydney Warburg, qui circulait dans les cafés de Berlin dans les années 1920. Il s'avère que Sydney Warburg n'a jamais existé et n'était qu'un nom de plume pour un auteur inconnu. Sutton s'appuie également fortement sur les

mémoires de Fritz Thyssen intitulées *I Paid Hitler*, qui, il faut bien l'admettre, n'ont même pas été écrits par Thyssen lui-même, et qui, en fait, les désavouera plus tard. À plusieurs reprises dans son livre, Antony Sutton a des moments d'honnêteté candide en admettant que ni les Bush ni la Standard Oil de Rockefeller n'ont jamais financé Hitler. Une preuve de plus que ceux qui citent Sutton n'ont même pas lu son livre. Le travail de Sutton a cependant été réfuté par un autre professeur et historien, Henry Ashby Turner, dans son ouvrage de référence de 1985 intitulé : *German Big Business and the Rise of Hitler*. Contrairement à Antony Sutton, le Dr Turner a recherché des sources directes et originales. Au cours des années 1980, ce professeur a passé plusieurs années à voyager dans l'est et l'ouest de l'Allemagne, passant au peigne fin les voûtes de la documentation archivistique dans le but de retracer avec précision qui a réellement financé l'ascension de Hitler au pouvoir. Sans surprise, le Dr Turner n'a trouvé aucune preuve du rôle des grandes entreprises et des sociétés bancaires internationales dans l'ascension politique de Hitler. Il est important de savoir que le Dr Turner était en fait anti-Hitler et ne poursuivait aucun objectif, si ce n'est celui d'être un universitaire honnête, alors que Sutton, un libertaire et un libéral classique, souhaitait relier le communisme et le national-socialisme comme étant tous deux fondamentalement synonymes. Par conséquent, si l'on compare et contraste la véracité des travaux de Sutton et de Turner, il va sans dire que le livre du Dr Turner est le fruit d'une recherche érudite impeccable qui s'appuie sur des sources de première main, tandis que le livre de Sutton se résume à une spéculation sans fondement. S'il est vrai que les sociétés américaines avaient des intérêts en Allemagne avant l'arrivée de Hitler en politique, et qu'il est également vrai que les sociétés multinationales ont donné de l'argent au corps politique en Allemagne, après la Première Guerre mondiale, les sommes d'argent substantielles sont allées aux rivaux politiques de Hitler, comme les sociaux-démocrates. Le livre du professeur Henry Ashby Turner le prouve avec précision et le replace dans son contexte.

Le livre du professeur Turner est disponible depuis 35 ans et pourtant il est encore largement inconnu alors que le livre de Sutton est connu de tous. En soi, cela en dit long sur l'agenda global de ceux qui contrôlent le récit de la Seconde Guerre mondiale. Au-delà de cela, il est tout simplement gênant et moins excitant d'admettre que Hitler n'était en fait pas un client des grandes entreprises et de la finance. En outre, à l'époque du plan Dawes et Young, présidé par les banques prédatrices Goldman Sachs et J. P. Morgan, l'Allemagne était totalement redevable aux internationalistes de Wall Street. Hitler et le NSDAP n'ont pu échapper à leur contrôle qu'en adoptant des méthodes bancaires peu orthodoxes, comme, par exemple, l'émission de bons du Trésor. Pourquoi les banques internationales, qui avaient atteint le contrôle de l'argent, auraient-t-elles soutenu un mouvement politique dont elles savaient qu'il leur enlèverait leur contrôle sur

l'Allemagne et même qu'il supprimerait leur monnaie basée sur la dette ? Ce n'était pas un mystère pour les élites financières. Hitler a fait campagne tout au long des années 1920 en exposant ouvertement le modèle économique de Gottfried Feder, opposé au marché libre et à l'esclavage des intérêts. De même, le programme ouvert de Hitler visant à écarter les juifs des postes de pouvoir a permis à des banquiers d'élite comme Max Warburg d'être démis de ses fonctions à la banque du Reich et finalement expulsés d'Allemagne. Pourquoi les Warburg auraient-ils financé un parti dont ils savaient qu'il entraînerait ce résultat final catastrophique pour eux ? Ces questions ne sont jamais posées ni abordées par ceux qui affirment que Hitler a été financé.

Quand l'Allemagne s'est libérée des banquiers, ceux-ci ont déclaré la guerre à l'Allemagne. Même si c'était vrai, quand on regarde l'ensemble des faits, l'accusation selon laquelle les juifs auraient financé Hitler devient caduque. Ellen Brown, une avocate de Los Angeles, en parle dans son livre *Web of Debt*. Lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, l'Allemagne était désespérément ruinée. Le traité de Versailles avait imposé au peuple allemand des réparations écrasantes, exigeant que les Allemands remboursent le coût de la guerre à chaque nation. Ces coûts s'élevaient à 3 fois la valeur de tous les biens en Allemagne. Les spéculateurs privés ont fait chuter le mark allemand, précipitant l'une des pires inflations des temps modernes. Une brouette de 100 milliards de marks pouvait à peine acheter une miche de pain. Le Trésor public était vide. D'innombrables maisons et fermes ont été perdues au profit des spéculateurs et des banques privées, pour la plupart contrôlées par des juifs. Les Allemands vivaient dans des taudis. Ils mouraient de faim. Rien de tel n'était jamais arrivé auparavant. La destruction totale de la monnaie nationale, l'anéantissement de l'épargne des gens et des entreprises, le tout accompagné d'une dépression mondiale. L'Allemagne n'a eu d'autre choix que de succomber à l'esclavage de la dette sous l'égide de banquiers internationaux, principalement juifs, jusqu'en 1933, lorsque les Nationaux-Socialistes ont pris le pouvoir.

À ce moment-là, le gouvernement allemand a contrecarré les cartels bancaires internationaux en émettant sa propre monnaie. Le monde juif a alors réagit en déclarant un boycott international contre l'Allemagne. Hitler a lancé un programme de crédit national en élaborant un plan de travaux publics qui comprenait la lutte contre les inondations, la réparation des bâtiments publics et des résidences privées, et la construction de nouvelles routes, de ponts, de canaux et d'installations portuaires. Tout cela était payé avec de l'argent qui ne provenait plus des banquiers internationaux privés. La valeur prévisionnelle de ces différents programmes a été fixée à environ un milliard d'unités de la monnaie nationale. Pour le payer, le gouvernement allemand, et non les banquiers internationaux, a émis des lettres de change appelées « certificats de trésorerie du travail ». De cette façon, les Nationaux-Socialistes ont mis des millions de

personnes au travail et les ont payées en certificats du trésor. Sous le régime national-socialiste, l'argent de l'Allemagne n'était pas garanti par l'or, qui appartenait aux banquiers internationaux, mais était essentiellement un reçu pour le travail et les matériaux fournis au gouvernement. Hitler disait : *« Pour chaque mark émis, nous exigeons l'équivalent d'un mark de travail effectué ou de biens produits. »* Le gouvernement payait les travailleurs en certificats. Les travailleurs dépensaient ces certificats sur d'autres biens et services, créant ainsi plus d'emplois pour davantage de personnes. De cette façon, le peuple allemand s'est sorti de la dette écrasante que lui avaient imposée les banquiers internationaux. En deux ans, le problème du chômage a été résolu et l'Allemagne s'est remise sur pied. Elle avait une monnaie solide et stable, sans dette et sans inflation. À une époque où des millions de personnes aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux contrôlés par les banquiers internationaux étaient toujours sans emploi.

En cinq ans, l'Allemagne est passée de la nation la plus pauvre d'Europe à la plus riche. L'Allemagne a même réussi à rétablir son commerce extérieur malgré le refus des banquiers internationaux de lui accorder des crédits étrangers et malgré le boycott mondial des industries juives. L'Allemagne y est parvenue en échangeant des équipements et des marchandises directement avec d'autres pays, en utilisant un système de troc qui excluait les banquiers. L'Allemagne a prospéré car le troc élimine les dettes nationales et les déficits commerciaux. La liberté économique de l'Allemagne a été de courte durée. Mais elle a laissé plusieurs monuments, dont la célèbre Autobahn, la première autoroute super extensive du monde. Hjalmar Schacht, un agent de Rothschild qui était temporairement à la tête de la Banque centrale allemande, en héritant du poste du gouvernement précédent, en raison de la façon dont fonctionnait le transfert parlementaire de l'administration de la République de Weimar, a résumé la situation comme suit... un banquier américain avait commenté : *« Dr. Schacht, vous devriez venir en Amérique. Nous avons beaucoup d'argent et c'est ça la vraie banque ! »* Mais Schacht a répondu : *« Vous devriez venir à Berlin ! Nous n'avons même pas d'argent ! Ça, c'est de la vraie banque ! »*

Il faut noter que Schacht a en fait soutenu les banquiers privés internationaux contre l'Allemagne et a même été impliqué dans des complots visant à assassiner Hitler pour lesquels il a été arrêté et envoyé dans un camp de concentration par la suite. Pour son opposition à Hitler, il a été récompensé par l'abandon de toutes les charges retenues contre lui lors du procès de Nuremberg.

Ce système économique a rendu Hitler extrêmement populaire auprès du peuple allemand. L'Allemagne a été sauvée de la théorie économique anglaise, selon laquelle toute monnaie doit être empruntée contre l'or détenu par un cartel bancaire privé et secret, comme la Réserve fédérale ou la Banque centrale européenne, plutôt qu'émise par le gouvernement au profit du peuple.

Même les agents de désinformation comme le chercheur canadien Dr Henry Makow, qui est lui-même juif, dit que : *« La principale raison pour laquelle les banquiers ont organisé une guerre mondiale contre l'Allemagne était que Hitler s'était mis à dos les banquiers en créant sa propre monnaie, libérant ainsi le peuple allemand. Pire, cette liberté et cette prospérité menaçaient de s'étendre à d'autres nations. Il fallait arrêter Hitler. »* Makow cite l'interrogatoire de 1938 de C. G. Rakovski, l'un des fondateurs du bolchevisme soviétique et un intime de Trotski. Rakovski a été jugé dans des procès pour l'exemple en URSS sous Staline. Selon Rakovski, la République de Weimar a été fondée par les banquiers internationaux par l'intermédiaire de l'agent des banquiers, Hjalmar Schacht.

Les banquiers ont financé l'Allemagne afin de créer une révolution comme ils l'avaient fait en Russie. Ce n'est pas Staline qui devait prendre le pouvoir mais leur meilleur agent, Trotski. C'est toutefois Hitler qui est devenu la plus grande menace lorsqu'il a commencé à imprimer sa propre monnaie. Staline est arrivé au pouvoir en 1922, soit 11 ans avant l'arrivée de Hitler. Rakovski a déclaré *: « Hitler s'est emparé du privilège de fabriquer de l'argent, et pas seulement de l'argent physique, mais aussi de l'argent financier. Il s'est emparé de la machine à falsifier et l'a mise au service du peuple. Pouvez-vous imaginer ce qui serait arrivé si cela avait infecté un certain nombre d'autres États ? »*

L'économiste Henry C. K. Liu écrit sur la remarquable transformation de l'Allemagne : *« Les nazis sont arrivés au pouvoir en 1933 alors que l'économie allemande était en plein effondrement. Avec des obligations de réparation de guerre ruineuses et aucune perspective d'investissement ou de crédit étranger. Grâce à une politique monétaire indépendante de crédit souverain et à un programme de travaux publics de plein emploi, le III^e Reich a pu transformer une Allemagne en faillite, dépouillée de ses colonies d'outre-mer, en l'économie la plus forte d'Europe en l'espace de 4 ans, avant même que les dépenses d'armement ne commencent. »* Dans *Billions for the Bankers, Debts for the People*, Sheldon Emery commente : *« L'Allemagne a émis de la monnaie sans dette et sans intérêt à partir de 1935, ce qui explique l'étonnante ascension de l'Allemagne de la dépression à une puissance mondiale en seulement 5 ans. Le gouvernement allemand a financé l'ensemble de ses opérations de 1935 à 1945 sans or et sans dette. Il a fallu l'ensemble du monde capitaliste et communiste pour détruire la révolution allemande et ramener l'Europe sous le joug des banquiers. »*

Ces faits n'apparaissent dans aucun manuel scolaire d'aujourd'hui, puisque les juifs possèdent la plupart des maisons d'édition. Ce qui apparaît en revanche, c'est l'inflation désastreuse subie en 1923 par la République de Weimar, qui a gouverné l'Allemagne de 1919 à 1933. Les manuels scolaires d'aujourd'hui utilisent cette inflation pour tordre la vérité en son contraire. Ils présentent la dévaluation radicale du mark allemand comme un exemple de ce qui se passe lorsque les gouvernements impriment leur propre monnaie plutôt que de l'emprunter à des cartels privés. En réalité, la crise financière de Weimar a commencé par les

impossibles paiements de réparation imposés par le traité de Versailles. Hjalmar Schacht, l'agent des Rothschild qui était le commissaire aux devises de la République, s'est opposé à ce que le gouvernement allemand imprime sa propre monnaie. Il a déclaré : *« Le traité de Versailles est un modèle de mesures ingénieuses pour la destruction économique de l'Allemagne. L'Allemagne n'a pu trouver aucun moyen de maintenir sa tête hors de l'eau autrement que par l'expédient inflationniste de l'impression de billets de banque. »* Schacht reprend le mensonge du manuel selon lequel l'inflation de Weimar a été provoquée lorsque le gouvernement allemand a imprimé sa propre monnaie. Cependant, dans son livre de 1967, *The Magic of Money*, Schacht a vendu la mèche en révélant que c'était la banque privée du Reich et non le gouvernement allemand qui injectait de la nouvelle monnaie dans l'économie. C'est donc la banque privée qui a provoqué l'hyperinflation de Weimar. À l'instar de la Réserve fédérale américaine, la banque du Reich était supervisée par des fonctionnaires nommés par le gouvernement, mais était exploitée à des fins privées.

Ce qui a transformé l'inflation du temps de guerre en hyperinflation, c'est la spéculation des investisseurs étrangers qui ont vendu le mark à découvert, en misant sur sa valeur décroissante dans le cadre d'un mécanisme de manipulation connu sous le nom de « vente à découvert ». Les spéculateurs empruntent un bien qu'ils ne possèdent pas, le vendent, puis se reprennent en le rachetant à un prix inférieur. La spéculation sur le mark allemand a été rendue possible par le fait que la banque privée du Reich, qui n'était pas encore sous le contrôle du National-Socialisme, a mis à disposition des quantités massives de monnaie pour l'emprunt. Cette monnaie, comme la monnaie américaine aujourd'hui, était créée par des écritures comptables dans les livres de la banque. Ensuite, la monnaie fictive était prêtée avec des intérêts cumulés. Lorsque la banque du Reich ne pouvait plus répondre à la demande vorace de marks, d'autres banques privées étaient autorisées à créer des marks à partir de rien et à les prêter avec des intérêts. Le résultat était une dette et une inflation galopantes. Ainsi, selon Schacht lui-même, le gouvernement allemand n'a pas créé l'hyperinflation de Weimar. Au contraire, le gouvernement national-socialiste a maîtrisé l'hyperinflation.

Les Nationaux-Socialistes ont soumis la banque du Reich à une réglementation gouvernementale stricte et ont pris des mesures correctives rapides afin d'éliminer la spéculation étrangère. L'une de ces mesures consistait à éliminer l'accès facile aux prêts d'argent fictifs des banques privées. C'est après cela que Hitler a remis l'Allemagne sur pied en émettant des certificats du Trésor. Schacht, l'agent des Rothschild, désapprouve cette monnaie fiduciaire gouvernementale et est renvoyé de la tête de la banque du Reich lorsqu'il refuse de l'émettre. Il a été remplacé par un vrai National-Socialiste, Walther Funk. Schacht a reconnu plus tard dans ses mémoires que le fait de permettre au

gouvernement d'émettre l'argent dont il avait besoin n'avait pas produit l'inflation des prix prévue par la théorie économique classique, selon laquelle la monnaie doit être empruntée à des cartels privés. Ce qui provoque l'hyperinflation, c'est la spéculation incontrôlée. Lorsque la spéculation est associée à une dette détenue par des cartels bancaires privés, le résultat est un désastre. À l'inverse, lorsqu'un gouvernement émet de la monnaie, de manière soigneusement mesurée, l'offre et la demande augmentent ensemble, sans que les prix soient affectés. Il n'y a donc pas d'inflation, pas de dette, pas de chômage et pas besoin d'impôts sur le revenu. Naturellement, cela terrifie les banquiers car cela élimine leur pouvoir. Cela terrifie également les juifs puisque leur contrôle des banques leur permet d'acheter les medias, les gouvernements et tout le reste. Par conséquent, à ceux qui se plaisent à dire « les juifs ont financé Hitler », je vous demande de regarder les faits. Les faits montrent que tel ne fut pas le cas.

En outre, le fait suivant a été établi par différents auteurs, notamment Arnold S. Leese[1], et Benton L. Bradberry[2] : le bolchevisme et le communisme sont d'essence judaïque.

Ne pas perdre de vue que le but premier de cet ouvrage consiste à démontrer que le National-Socialisme et Adolf Hitler n'ont pas été financés par les grands groupes industriels allemands, et non à juger de son programme politique.

Sans connaître la Question Juive, le judaïsme, et le nombre extraordinaire de fois où ce peuple « élu de dieu » a été expulsé d'innombrables pays à travers le monde et les siècles, tous les auteurs qui ont traité ou traiteront de l'Histoire ne pourront jamais saisir les raisons profondes qui ont poussé certains grands hommes à prendre les décisions qu'ils ont prises.

Que la première victime de la guerre soit la vérité est un aphorisme ancien que nul ne saurait démentir. Cela se vérifie tout particulièrement dans le cas de deux guerres mondiales déclenchées avec pour seul objectif d'anéantir l'Allemagne une fois pour toutes. Afin de promouvoir par tous les moyens un élan belliciste contre le Reich la « Malsaine Alliance »[3] missionna la totalité de ses médias de représenter les Allemands sous l'aspect de monstres sadiques et répugnants. Cette stratégie de conditionnement psychologique basée sur une propagande d'atrocités déboucha finalement sur l'un des conflits les plus violents de l'histoire de l'humanité : la Seconde Guerre mondiale, qui, pour mieux dissimuler les objectifs ignobles des Alliés fut travestie par ceux-ci comme une croisade humanitaire.

---

[1] [NdT : *Les guerres de survie juives*, *Sottise du Gentil : les Rothschild*, Arnold S.Leese, éd. Didi18, 2020.]

[2] [NdT : *Le Sale Boche raconté aux braves gens*, Benton L. Bradberry, éd. Didi18, 2020.]

[3] [NdT : l'équipe de l'édition allemande du *Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton Bradberry joue ici (avant-propos) d'ironie par analogie avec la Sainte Alliance (« Heilige Allianz »).]

Des millions de femmes, d'hommes, de vieillards et d'enfants périrent sous un véritable déluge de bombes ; dans les incendies et dans des ouragans de feu systématiquement déclenchés contre les populations civiles, au mépris du droit des gens et des lois de la guerre. Dresde ; Cologne ; Hambourg ; Berlin ; Würzburg ; Nuremberg et bien d'autres villes encore, qui comptaient parmi les plus belles de l'Allemagne, et dont les richesses culturelles étaient irremplaçables, furent anéanties.

Mais pour beaucoup d'Allemands, le véritable martyre n'a commencé qu'en 1945, lorsque, chassés de leur patrie ancestrale de l'Est dans les conditions les plus atroces ; abandonnés ; sans défense ; ils se trouvèrent livrés aux tortures, aux viols et aux massacres de foules chauffées à blanc.

Dans l'Ouest de l'Allemagne vaincue, à l'instar des bandes d'assassins déchaînés de l'Est ; les vainqueurs mirent en œuvre des camps d'anéantissement baptisés Rheinwiesenlager ou « camps des prairies des bords du Rhin », dans lesquels ils laissèrent environ un million de civils et de soldats (ces derniers avaient été dépouillés de la protection juridique que leur aurait conféré le statut international de prisonniers de guerre par le fait qu'ils étaient désormais classés comme « disarmed enemy forces » ou « forces ennemies désarmées »), mourir misérablement de faim, de soif et de maladie dans la boue, les marécages et le froid.

Pour cacher leurs crimes au monde, ils ont utilisé le principe de l'inversion accusatoire en se moquant de leurs victimes en disant qu'ils étaient venus les 'libérer'.

Quelques semaines après le largage des bombes américaines sur Hiroshima et sur Nagasaki, commençaient à Nuremberg, les grands procès-spectacles contre les personnalités du Reich. Ces hommes et ces femmes furent jugés et condamnés en criminels sur la base de lois à effet rétroactif inconnues au moment des faits allégués et dont on n'entendit plus jamais parler par la suite.

Les délibérations des procès de Nuremberg, qui constituent un déni de justice flagrant unique dans l'histoire du droit, n'avaient pas d'autre objectif que la monstrueuse liquidation physique de la quasi-totalité de la classe dirigeante du Reich.

Nous sommes toutefois encore loin du compte : au cours des décennies qui suivirent Nuremberg, le génocide du peuple allemand fut perpétré avec toute l'autorité « morale » des plans magistralement élaborés des décennies plus tôt par des Earnest Hooton, des Theodore Kaufman, des Louis Nizer, des Henry Morgenthau Jr, des Ilya Ehrenbourg et bien d'autres encore, en vue de l'asservissement et du métissage en profondeur des Allemands par l'importation massive d'étrangers.

Par les jeux de la culpabilisation ; de la destruction de la culture populaire traditionnelle par la mise en place d'une culture étrangère ; et par celui d'une repopulation progressive depuis le début des années soixante, tout s'est déroulé comme prévu.

Par la suite, depuis la mise en place des crises mondiales de réfugiés, provoquées et alimentées par des appâts sociaux généreux, il devient clair que les peuples blancs voisins sont offerts en qualité de « dommages collatéraux ».

Il est désormais évident que l'objectif ultime est la domination mondiale.

Dans son livre, *Le Sale Boche raconté aux braves gens*, Benton Bradberry démontre que la presse de la prétendue « communauté des valeurs » européenne est en réalité un diabolique instrument de sidération et d'intoxication.

Comment s'expliquer autrement que des vainqueurs puissent tolérer de telles brutalités à l'encontre d'un adversaire en telle situation d'infériorité ? Comment s'expliquer autrement que le peuple allemand pourrait se trouver spirituellement et moralement anéanti au point d'en venir à accepter sa propre disparition ?

Peut-être est-il encore possible que la lutte entre l'idéalisme allemand et le matérialisme juif en vienne à se résoudre en faveur du premier. Car c'est sur la destruction croissante de l'Allemagne et des cultures européennes que se construit la résistance des peuples.

Les contours d'une nouvelle ère deviennent désormais mieux perceptibles ; et peut-être entendrons-nous bientôt à nouveau ces paroles de Carl Theodor Körner (1791-1813) : *« Le peuple se réveille et la tempête se déchaîne ».*

✠✠✠

Les quelques paragraphes suivants sont extraits du *Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton L. Bradberry :

« En perdant deux apocalyptiques guerres mondiales, l'Allemagne fut gratifiée de l'étiquette de nation la plus maléfique d'Europe, voire de nation la plus diabolique de tous les temps. La simple mention du mot 'Allemand' fait encore naître à l'esprit une image de soldats robotisés, marchant au pas de l'oie, sous le commandement d'officiers prussiens aux nuques raides, prêts à faire irruption chez leurs pacifiques voisins épris de paix pour leur faire subir sans aucune raison meurtres et destructions.

Nous sommes les produits d'une propagande incessante qui nous a conditionnés afin que nous considérions les Allemands comme des êtres intrinsèquement militaristes, agressifs, brutaux, racistes et antisémites, avec une prédilection pour l'obéissance aveugle à l'autorité. Grâce aux centaines de films

hollywoodiens ; une propagande holocaustique incessante ; et d'innombrables livres et articles de magazines, cette image négative de l'Allemagne a été constamment renforcée dans l'esprit populaire. Il est superflu d'invoquer des motifs rationnels pour justifier les horreurs inexplicables que les Allemands sont régulièrement accusés d'avoir commises. Il va de soi que leur nature maléfique suffit à tout expliquer. Les Allemands sont 'mauvais', et donc, ils font des choses 'mauvaises'. Aucune autre explication n'est nécessaire.

Pourtant, l'Allemagne n'a pas toujours été considérée sous cet angle. Ce n'est qu'au XX^{e} siècle que l'image de l'Allemagne est apparue comme celle d'une nation sinistre, prédatrice et belliqueuse. L'Allemagne du XIX^{e} siècle, en revanche, était considérée comme un havre de paix et de sagesse.

En 1905, neuf ans seulement avant le début de la Grande guerre, Andrew Dickson White, historien, éducateur et ambassadeur des États-Unis en Allemagne, écrivait :

> *'Alors qu'elle renvoyait l'image d'une grande masse confuse constituée de combattants, de penseurs et d'ouvriers militants à contre-courant, s'épuisant dans de vaines luttes, et exploités par des voisins malveillants, l'Allemagne est devenue [après sa réunification] une grande puissance dans le domaine de l'armement , de l'art, de la science, de la littérature ; une forteresse de la pensée ; une gardienne de la civilisation ; l'alliée naturelle de toute nation aspirant à un monde meilleur pour l'humanité.'*

Du jour au lendemain, le déclenchement de la Grande guerre allait bouleverser cette image. Dès 1914, ce fut un tableau grotesque d'une Allemagne rapace, sanguinaire et particulièrement agressive qui prit rapidement forme, devenant ainsi, en Europe et aux États-Unis, le stéréotype pour caractériser ce pays. Ce nouveau visage de l'Allemagne fut le résultat direct d'une virulente campagne de propagande antiallemande menée par le gouvernement britannique, rejoint plus tard par le gouvernement étatsunien, au cours de laquelle des mensonges délibérés et systématiques ; des récits dénaturés et de fausses histoires d'atrocités furent diffusés à l'attention des populations britannique et américaine. Les émotions volontairement exacerbées de ces dernières allèrent jusqu'à susciter chez elles une haine féroce envers le 'Hun'. Cette habile campagne de propagande donna naissance à une hostilité pathologique dirigée contre tout ce qui était allemand, et allait devenir plus tard un élément caractéristique de la pensée occidentale à l'égard de l'Allemagne. »

INTRODUCTION

1. Les enjeux et les sources

Les grandes entreprises ont-elles joué un rôle important dans l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler ? Les capitalistes allemands ont-ils miné la République de Weimar ? Ont-ils financé le parti [~~nazi~~] national-socialiste ?[4] Ont-ils usé de leur influence pour obtenir la nomination de Hitler au poste de Chancelier ? Depuis le début des années 30 jusqu'à aujourd'hui, de telles accusations ont été formulées à maintes reprises. Elles forment le noyau de l'une des premières et des plus persistantes explications des origines du Troisième Reich. Cette explication accorde un rôle décisif aux grandes entreprises et classe le régime hitlérien comme une manifestation du capitalisme. Ce point de vue s'est révélé trop doctrinaire et réducteur pour la plupart des historiens, qui préfèrent les analyses prenant en compte un plus grand nombre de facteurs. Toutefois, en raison de la plausibilité apparente des accusations portées contre les grandes entreprises et de la répétition incessante de ces accusations, même les historiens classiques se sont sentis obligés, à quelques exceptions près, d'inclure le soutien des grandes entreprises parmi les facteurs contribuant au triomphe du National-Socialisme. Néanmoins, si les accusations portées contre les grandes entreprises sont valables, il ne suffit pas – comme c'est la pratique courante – de faire allusion à l'hostilité des milieux d'affaires à l'égard de la République de Weimar, de mentionner les noms de quelques présumés mécènes capitalistes du National-Socialisme et de citer quelques incidents pour suggérer que les grandes entreprises ont soutenu la quête de pouvoir de Hitler. Si les capitalistes allemands ont en fait saboté la République, s'ils ont en fait financé l'énorme machinerie du parti avec laquelle Hitler a accédé au pouvoir, et s'ils ont en fait utilisé efficacement leur influence en haut lieu pour favoriser son installation à la Chancellerie, alors l'interprétation historique dominante des origines du Troisième Reich devra être radicalement révisée. Tant que le rôle des grandes entreprises ne sera pas clarifié, un point d'interrogation majeur

[4] [NdT : la contraction de « National-Socialiste » en « nazi » fut inventée à New York, où il avait prudemment émigré, par le juif Konrad Heiden pour servir les besoins de la propagande antiallemande ; le terme « nazi » était alors inconnu des Allemands. Aussi, ce terme diffamatoire et toutes ses déclinaisons ont-ils été remplacés dans la présente traduction.]

continuera donc de planer sur les efforts visant à identifier les causes de l'un des régimes les plus critiquables[5] de l'histoire.

Ce point d'interrogation persiste, du moins en grande partie, et ce, en raison d'un manque de recherche. Des légions d'historiens ont laborieusement analysé les faiblesses de la République de Weimar et documenté minutieusement les développements aux niveaux national, régional et local qui ont contribué à la croissance et à la propagation du National-Socialisme. Des analyses des traditions culturelles et intellectuelles et de la structure sociale de l'Allemagne ont fourni des explications sur les attraits du National-Socialisme. D'autres études ont examiné de près les rôles joués par l'armée, par les rivaux politiques et les collaborateurs du Parti lui-même, faisant l'objet d'un vaste corpus d'études détaillées. Mais contrairement à l'abondance d'investigations sur ces sujets, la recherche sur le rôle politique joué par les grandes entreprises n'a atteint que des proportions très modestes. Les publications sur ce sujet ont, en outre, été entachées de graves défauts qualitatifs. Certaines, qui ont longtemps passé pour des contributions importantes, se sont révélées si peu fondées et si peu fiables qu'elles étaient pratiquement inexploitables.(1) D'autres sont trop entravées par des contraintes idéologiques pour mériter un examen sérieux.(2) D'autres encore violent les règles de l'érudition historique de façon si flagrante qu'elles sont sans valeur.(3) Ces dernières années, des études scrupuleuses et approfondies ont commencé à apparaître, mais elles n'ont jusqu'à présent traité que des aspects partiels de la question. (4)

L'objectif de ce livre est de fournir un examen complet des questions soulevées ci-dessus. Il couvre la période allant de la création du parti national-socialiste aux premiers mois du Troisième Reich. Il commence par une analyse de la place des grandes entreprises dans la République de Weimar et de leur rôle dans la politique républicaine. Suit un examen des premières années du parti national-socialiste et de l'attitude de ses dirigeants – en particulier Adolf Hitler – à l'égard des questions économiques. La majeure partie du livre est ensuite consacrée à l'examen des contacts documentés entre les Nationaux-Socialistes et les hommes qui présidaient le monde des affaires. Cette étude représente la première tentative d'examiner ces contacts des deux côtés et dans le contexte économique et politique global, afin d'évaluer les motivations des Nationaux-Socialistes et des grands hommes d'affaires, ainsi que leurs perceptions respectives. L'objectif ultime du livre est de fournir des réponses aux questions susmentionnées qui soient fondées sur toutes les preuves disponibles.

[5] [NdT : le lecteur est vivement encouragé à creuser la question et à se forger sa propre opinion quant à ce qu'affirme ici l'auteur, en lisant le remarquable ouvrage de Benton L. Bradberry, *Le Sale Boche raconté aux braves gens*, ed. Didi18, 2020.]

La rareté des recherches sur ce sujet s'explique notamment par l'hypothèse, répandue pendant de nombreuses années, selon laquelle l'insuffisance des preuves empêcherait toute enquête approfondie. Dès le début de mes recherches pour ce livre, des collègues bien intentionnés m'ont averti que la documentation poserait des problèmes. Cela s'est avéré être le cas, mais pas dans le sens qu'ils avaient en tête. Plutôt qu'une pénurie de preuves, leur abondance déconcertante est rapidement devenue une difficulté majeure. La volumineuse documentation recueillie pour les procès des grands industriels accusés de crimes de guerre à Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale, et générée par ces procès, s'est avérée n'avoir été évaluée que de manière très sommaire. Plus important encore, les archives des grandes entreprises allemandes ont livré de grandes quantités de documents de haute qualité, jusqu'alors ignorés, sur la période en question. Heureusement, la plupart des cadres qui présidaient ces entreprises dans les années 1920 et au début des années 1930 n'étaient pas encore familiarisés avec cet ennemi mortel de l'historien qu'est le téléphone. Ils préféraient échanger des lettres entre eux et avec un grand nombre d'autres personnes, dont beaucoup étaient actives dans la vie politique. Et ils disposaient d'excellentes équipes qui préservaient les lettres et autres communications qu'ils recevaient, ainsi que les copies carbones de leurs communications avec d'autres personnes, et bien d'autres documents pertinents. À la manière allemande, ces documents se sont retrouvés dans des archives d'entreprise bien organisées qui, à quelques exceptions près, ont été protégées des ravages de la Seconde Guerre mondiale. La décision, de la part des successeurs actuels de ces dirigeants, d'ouvrir à la recherche historique certaines des principales archives d'entreprise d'Allemagne a rendu ce livre possible et a fait faire un bond en avant au niveau du discours scientifique sur ce sujet.

Un historien a affirmé, en se référant à certaines de mes études préliminaires sur certains aspects du sujet, que l'on ne pouvait pas se fier au contenu des archives des entreprises allemandes.[5] Selon lui, toute preuve incriminante pourrait bien, pour autant que l'on sache, avoir été retirée avant que les historiens n'y aient accès. Un certain nombre de considérations remettent toutefois en cause la validité de cette accusation. Tout d'abord, il est très difficile de supprimer complètement des éléments importants d'un ensemble substantiel de correspondance. S'il s'agit d'un élément important pour les correspondants, une trace de cet élément finit presque invariablement par apparaître ailleurs dans leurs échanges. Mais un tel gommage est difficile, voire impossible, à réaliser dans les grandes organisations qui doivent maintenir des systèmes complexes de communication interne pour fonctionner efficacement. C'est ce que démontre

l'expérience d'IG Farben.[6] Au cours des derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, la direction de Farben a ordonné la destruction de nombreuses catégories de documents au siège de la firme à Francfort, y compris les procès-verbaux des réunions de ses organes directeurs.(6) Néanmoins, malgré l'incinération d'environ quinze tonnes de documents, il s'est avéré possible de reconstituer, dans une très large mesure, les archives de ces organes exécutifs ainsi que les opérations de la société, puisque des copies des procès-verbaux des réunions importantes et d'autres documents essentiels avaient été envoyés, au moment de leur création, aux bureaux exécutifs de Farben dans d'autres régions d'Allemagne, où ils ont été préservés. Ainsi, suffisamment de documents ont échappé à la destruction pour constituer la base probante du procès et de la condamnation des dirigeants de Farben pour crimes de guerre à Nuremberg, ainsi que pour des études scientifiques approfondies sur les politiques et les opérations de l'entreprise.(7) Il n'y a aucune preuve de tentative de destruction délibérée des autres dossiers de l'entreprise utilisés ici, pas plus qu'il n'y a de raisons de soupçonner un « nettoyage » de ces dossiers destiné à éliminer les documents préjudiciables. Il est certain que si de tels efforts avaient été entrepris, ils se seraient concentrés sur la période suivant la prise de pouvoir des Nationaux-Socialistes plutôt que sur celle traitée dans la présente étude. Pourtant, dans le cas de deux des principales collections utilisées ici, Flick et Krupp, d'abondantes preuves incriminantes concernant la période 1933-1945 ont été conservées et ont servi de base à des condamnations pour crimes de guerre. Seuls ceux qui ont effectué des recherches dans l'une des principales archives d'entreprise d'Allemagne peuvent apprécier pleinement l'ampleur des obstacles qui se sont dressés devant toute tentation de suppression des preuves. À moins d'une destruction totale de leur contenu, le volume et la complexité des collections

[6] [NdT : Paul, Max et Félix Warburg étaient agents des Rothschild et œuvraient dans les « deux camps ». Morris Engelman, Quinze ans d'effort au nom des juifs du monde, New York : Conférence de Presse, 1929, p. 39. Paul Warburg, citoyen allemand mais aussi américain à partir de 1911 était à la tête d'IG Farben qui fabriquait le Zyklon B. Max Warburg était chef des renseignements pour l'empereur d'Allemagne. Source : http://vho.org/GB/Books/tfh/9.html. IG Farben produisait l'insecticide Zyklon B. IG Farben dont le quartier général de Francfort (capitale et berceau des Rothschild) n'a jamais été frappé par les bombardements alliés pendant la guerre alors que tout Francfort fut détruit. Paul Warburg était un richissime banquier juif allemand, le roi d'Auschwitz. IG Farben avait construit une nouvelle usine de production complète à Auschwitz où une variété de produits synthétiques était fabriquée à partir du charbon, particulièrement du benzène, du caoutchouc et du pétrole. Mais IG Farben c'était aussi Paul Warburg, le boss, richissime juif et banquier allemand, l'un des signataires de la Réserve fédérale américaine le soir du 24 décembre 1913, en catimini… (lire *Les secrets de la Réserve fédérale* d'Eustace Mullins.) Si les Allemands avaient eu pour projet de tuer les juifs avec les quantités de gaz nécessairement inépuisables, alors de nombreux autres produits chimiques auraient été beaucoup plus efficaces pour ce faire. De manière grotesque, les Allemands sont censés avoir choisi un produit fabriqué près de Berlin à 489 km, le Zyklon B, un gaz hautement explosif et ne convenant aucunement au gazage rapide. Source : http://www.cwporter.com/bild2.html.]

auraient nécessité l'affectation, sur une période de temps considérable, d'un personnel très qualifié et totalement fiable à la tâche de lecture et d'évaluation de milliers de documents. Selon toute vraisemblance, aucune allocation de ce type n'a été faite pour les archives d'entreprise utilisées ici. Ces archives représentent une mine inestimable de documentation contemporaine de la plus haute qualité pour le sujet de ce livre, ainsi que pour de nombreux autres sujets. Ces documents offrent une occasion unique d'examiner le comportement des grandes entreprises modernes et de leurs dirigeants, dans la mesure où il n'existe aucun accès comparable aux archives de ces entreprises dans d'autres grands pays industriels couvrant une période aussi récente.

Quelques observations semblent également appropriées en ce qui concerne l'utilisation faite ici des témoignages donnés pendant, ou en préparation, des procès pour crimes de guerre de Nuremberg. Les récits d'évènements passés rendus dans de telles circonstances ne représentent évidemment pas la meilleure forme de preuve historique. Mais l'historien doit prendre en considération toutes les preuves, et tant d'informations sur le sujet de ce livre sont apparues à Nuremberg qu'il ne reste d'autre choix que de les examiner et de les évaluer avec la prudence qui s'impose. La prudence est toutefois moins nécessaire dans un certain nombre de cas où les témoins de Nuremberg (dont beaucoup n'étaient pas eux-mêmes mis en accusation) ont été interrogés sur les mêmes questions à plusieurs reprises – souvent après des laps de temps considérables – et ont néanmoins donné des comptes rendus essentiellement cohérents. Dans d'autres cas, les récits de deux ou plusieurs témoins peuvent être vérifiés l'un par rapport à l'autre ou par rapport aux documents qui subsistent de la période en question. J'ai cherché à maximiser ces tests de fiabilité en examinant tous les témoignages pertinents de Nuremberg, y compris les interrogatoires préalables au procès, rarement utilisés. J'ai également cherché à indiquer au lecteur les points sur lesquels je m'appuie sur les témoignages de Nuremberg, en soulignant (parfois dans les notes)[7] la nature de ces preuves et tous les aspects de celles-ci qui semblent pertinents pour évaluer leur fiabilité. Le lecteur critique voudra bien prendre ces informations en considération.

La tâche consistant à citer les preuves utilisées dans ce volume est compliquée par le caractère incertain d'un ensemble relativement récent de documents. Certains des documents que j'ai utilisés dans un dépôt d'archives ont maintenant été transférés dans un autre. D'autres sont accessibles dans des collections de microfilms ainsi que sous forme d'archives. Quelques-uns, comme certains documents de Nuremberg, figurent dans deux ou plusieurs collections sous différentes appellations. D'autres encore ont été publiés. En règle générale, j'ai

[7] [NdT : Voir « NOTES » à la fin de cet ouvrage.]

cité les dépôts ou collections où j'ai moi-même localisé les documents utilisés ici, en indiquant, lorsqu'elle est connue, la localisation actuelle de ceux qui ont été déplacés. Ce n'est que dans le cas d'éditions savantes impeccables que je me suis appuyé sur des versions publiées de documents que j'avais initialement utilisés sous forme d'archives.

Ce livre est le fruit d'un long travail. Il a été précédé d'une succession d'articles (énumérés dans la bibliographie) dans lesquels les lecteurs peuvent trouver des traitements plus complets de certains des aspects les plus techniques et détaillés du sujet. L'un des objectifs de ces études préliminaires était de tester la validité de mes interprétations initiales en donnant à d'autres chercheurs l'occasion de les contester. Comme en témoignent les échanges publiés auxquels ces études ont donné lieu, cette approche s'est avérée fructueuse, et ses résultats sont reflétés dans ces pages. Un autre objectif de ces études préliminaires était d'encourager d'autres chercheurs à apporter d'autres preuves pertinentes. Cela aussi a été réalisé. Il semble maintenant évident que suffisamment de preuves ont été mises en lumière pour justifier la synthèse que représente ce livre.

2. Les grandes entreprises dans le contexte de Weimar

Le concept de grande entreprise existe aussi bien en anglais qu'en allemand, où, bien sûr, il prend diverses formes, telles que *Großindustrie*, *Großunternehmen*, *Großwirtschaft*, ou, dans la période couverte par cette étude, simplement *die Wirtschaft*. Pourtant, malgré son utilisation fréquente, ce concept est rarement défini avec précision.(1) Dans cet ouvrage, il désignera les grandes entreprises privées détenues et exploitées par des Allemands dans les domaines du commerce, de la finance, de l'industrie et des assurances. Étant donné que les chemins de fer et la plupart des lignes d'autobus, ainsi que les systèmes de transport urbain, ont depuis longtemps été pris en charge par le gouvernement, et que les voyages aériens ne représentent encore qu'un facteur mineur, les transports n'entrent pas dans cette définition. Il en va de même pour les services d'utilité publique tels que l'approvisionnement en électricité et en eau, étant donné qu'ils sont exploités soit par les municipalités, soit par de grandes entreprises publiques-privées dans lesquelles diverses entités gouvernementales occupent généralement une position dominante. En outre, une part appréciable des entreprises industrielles était entre les mains du secteur public sous la République de Weimar, non pas en raison d'une socialisation de grande envergure, mais plutôt parce que le gouvernement national et les gouvernements des États fédérés avaient hérité d'un grand nombre d'usines et de mines des entités politiques qui avaient constitué l'Empire qui s'est effondré en 1918.(2) Étant donné que ces entreprises détenues ou dominées par l'État ne faisaient pas

partie du secteur privé et ne pouvaient pas agir en tant qu'agents libres dans la sphère politique, elles ne sont pas incluses dans la définition de la grande entreprise appliquée dans cette étude.

Le problème fondamental de toute définition de la grande entreprise réside dans la manière de déterminer sa taille. Les auteurs qui ont tenté d'utiliser ce terme de manière systématique ont employé un certain nombre de critères pour le mesurer, notamment le nombre d'employés, le chiffre d'affaires annuel, la capitalisation et le total des actifs. Pour cette étude, le critère le plus approprié est le *Nominalkapital*, ou la valeur comptable des actions émises. La quasi-totalité des plus grandes entreprises de l'Allemagne de Weimar opéraient sous la forme de sociétés par actions (*Aktiengesellschaften*), et l'abondance de données statistiques facilement accessibles permet une délimitation assez précise de la taille en fonction de ce critère. En guise de critère quelque peu arbitraire, le niveau inférieur du *Nominalkapital* permettant à une entreprise de faire partie des grandes entreprises de Weimar sera fixé ici à vingt millions de marks post-stabilisation. Cela semble justifié d'un point de vue statistique puisque le nombre d'entreprises augmente rapidement alors que leur taille diminue sensiblement en dessous de ce niveau. En outre, l'application de ce seuil produit un ensemble d'entreprises qui englobe toutes celles qui sont habituellement considérées comme faisant partie des grandes entreprises par les contemporains et les spécialistes.(3)

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une étude d'histoire économique, un coup d'œil sur certaines caractéristiques des entreprises qui composaient le grand capital de Weimar peut être utile aux lecteurs qui ne connaissent pas ses particularités. Pour commencer par ses aspects quantifiables, la grande entreprise de la première République allemande était marquée par un très haut degré de concentration du capital. Les 158 *Aktiengesellschaften* [sociétés anonymes] opérant en 1927 avec un capital nominal de vingt millions de marks ou plus ne représentaient que 1,32 % de toutes les sociétés anonymes, mais ensemble, elles représentaient 46,67 % du capital nominal total des sociétés anonymes qui, à leur tour, représentaient pratiquement toutes les entreprises économiques à grande échelle.(4) Ces chiffres sont quelque peu trompeurs car ils incluent les sociétés détenues ou dominées par le gouvernement, les municipalités et les entreprises étrangères. Mais, même en tenant compte de cela, le degré de concentration du capital reste frappant, tout comme la taille des grandes entreprises privées de l'Allemagne de Weimar.(5) Les plus gigantesques se regroupent dans les jeunes industries chimiques et d'équipements électriques, dans les industries plus anciennes du charbon, du fer, de l'acier, et dans le secteur bancaire. Au sommet de la liste des géants de 1927 se trouve le groupe chimique IG Farben, dont le capital nominal s'élève à 1,1 milliard de marks. À sa création en 1925, Farben est devenue la plus grande entreprise d'Europe, dépassée seulement par trois titans américains, General Motors, U.S. Steel et Standard Oil of New Jersey. L'étendue de la domination de

Farben sur l'industrie chimique allemande devient évidente lorsqu'on constate que la deuxième plus grande entreprise de ce secteur ne disposait que d'un peu plus d'un dixième de son capital nominal. En 1930, selon une estimation éclairée, Farben produisait 100 % des teintures synthétiques de l'Allemagne, entre 60 et 85 % de son azote, 40 % de ses produits pharmaceutiques et 30 % de sa rayonne.[6] Deux autres grandes entreprises dominaient le secteur en pleine expansion de l'équipement électrique : le groupe Siemens, dont le capital nominal s'élevait à 217,5 millions de marks en 1927, et AEG (Allgemeine Elektricitäts-Gesellschaft), avec 186,25 millions de marks. Avec leurs filiales, elles représentaient en 1930 60 % de la production de leur secteur industriel.[7] L'industrie sidérurgique était dominée par les aciéries unies (Vereinigte Stahlwerke). Formée en 1926 par la fusion de trois grandes entreprises et disposant d'un capital nominal de 800 millions de marks, elle est immédiatement devenue la deuxième plus grande entreprise sidérurgique du monde, derrière U.S. Steel. Les autres grands producteurs de fer et d'acier, Mannesmann, Krupp, Klöckner, Gutehoffnungshütte, Hoesch et Mitteldeutsche Stahl, ont enregistré des capitaux nominaux allant d'environ 160,3 millions de marks pour le premier à 50 millions de marks pour le dernier. Avec United Steel, elles représentaient plus de 80 % de la production allemande de fer et d'acier à la fin des années 1920.[8] Dans le domaine financier, cinq grandes banques opérant à l'échelle nationale – la Deutsche Bank, la Disconto-Gesellschaft, la Dresdner Bank, la Commerz- und Privatbank et la Darmstädter und Nationalbank – dominaient de loin tous leurs concurrents, avec un capital nominal compris entre 150 millions de marks pour la première et 60 millions de marks pour la dernière.

Une caractéristique répandue des grandes entreprises allemandes pendant la période de Weimar, qui ne ressort pas immédiatement des données statistiques sur les grandes sociétés, est le degré élevé d'intégration verticale dans l'industrie. Dans les années 1920, un grand nombre de grandes entreprises industrielles produisaient elles-mêmes une grande partie des matières premières et des composants nécessaires à leurs produits finis, ainsi qu'une grande partie de l'énergie qu'elles utilisaient. Ainsi, IG Farben, United Steel, ainsi que la plupart des autres grands producteurs de fer et d'acier, comptaient parmi les principales entreprises d'extraction de charbon bitumineux du pays. En fait, bon nombre des grandes entreprises sidérurgiques ne le sont restées que de nom, étant devenues depuis longtemps des « entreprises mixtes » diversifiées en raison de leur forte implication dans l'exploitation minière. Par conséquent, les grandes entreprises indépendantes d'extraction du charbon n'étaient plus que relativement peu nombreuses en 1927. IG Farben et la plupart des grandes entreprises sidérurgiques étaient alors également devenues verticalement intégrées dans l'autre sens, fabriquant non seulement des produits chimiques, du fer et de l'acier, mais aussi des produits finis qu'elles commercialisaient elles-mêmes directement

ou par l'intermédiaire de filiales. Farben produisait des films photographiques et des produits pharmaceutiques, tandis que Krupp et d'autres producteurs de fer et d'acier fabriquaient des véhicules et des machines en plus de la fonte brute et des barres ou des tôles d'acier. Certaines grandes entreprises se sont diversifiées au point de devenir des proto-conglomérats. La Gutehoffnungshütte, qui était à l'origine une société sidérurgique, avait, au milieu des années 1920, pris le contrôle d'une foule d'entreprises diversifiées dans des régions très dispersées de l'Allemagne qui produisaient du cuivre, des machines industrielles, des navires, des camions, du fil métallique, et exploitaient une librairie et un hôtel.(9) Ces proto-conglomérats, ou *Konzerne*, comme les contemporains les appelaient, défiaient la tendance – que l'on rencontre fréquemment dans les écrits sur le sujet de ce livre – à reléguer toutes les grandes entreprises et leurs dirigeants de la période de Weimar dans des catégories hermétiques simplistes, telles que l'« industrie lourde » (charbon, fer et acier), plus appropriées à un stade antérieur du développement économique.

Une autre caractéristique frappante du grand capital de Weimar réside dans la répartition géographique extrêmement inégale de l'industrie. Les grandes entreprises industrielles ne fonctionnaient que dans un nombre très restreint de régions du pays, comme le montrent les statistiques fournies par le recensement de 1925 sur la puissance des machines utilisées à des fins productives.(10) La plupart des seize petits États fédéraux et les quatorze provinces de la Prusse (qui étaient plus comparables à ces États que ne l'était la Prusse dans son ensemble, avec ses 61,2 % de la population) enregistraient une part de la puissance nationale inférieure ou à peine supérieure au pourcentage de la population qui vivait à l'intérieur de leurs frontières. Dans certains cas, les statistiques reflètent un degré frappant de retard industriel. La Bavière, avec 11,8 % de la population, ne représentait que 7,3 % de la puissance nationale ; la Prusse orientale, avec 3,6 %, seulement 1,1 %. À l'autre extrême se trouvaient les deux provinces prussiennes de Rhénanie et de Westphalie. Ensemble, elles représentaient 19,4 % de la population nationale, mais 40,6 % de la puissance du pays. Cette région servait de centre d'opérations pour « l'industrie occidentale », comme on l'appelait généralement à l'époque. Elle englobait la vallée de la Ruhr, très développée, mais s'étendait également au-delà, jusqu'au complexe industriel du nord de la Rhénanie. C'est dans cette région rhéno-westphalienne que la plupart des grandes entreprises avaient leur siège social et exploitaient la majeure partie de leurs usines, ce qui en faisait le cœur industriel de l'Allemagne.(11)

Seul Berlin était en mesure de concurrencer la Rhénanie-Westphalie en tant que centre géographique des grandes entreprises. Bien que la capitale ne fût pas très performante en termes de rapport entre la production industrielle et la population, elle servait également de base aux grandes entreprises. Les industries des équipements électriques et de la construction de machines, qui nécessitaient

moins d'énergie que les mines ou la production de fer et d'acier, y étaient fortement représentées. En outre, les grandes entreprises minières et manufacturières opérant dans les provinces de Prusse centrale et en Silésie avaient généralement leur siège dans la capitale. Berlin dominait également le domaine de la finance à grande échelle. Les cinq banques nationales géantes y concentraient leurs opérations et, à l'époque républicaine, le marché boursier de la capitale avait éclipsé ceux d'autres centres financiers tels que Cologne, Francfort et Hambourg. Les grandes entreprises ne se limitaient pas, bien sûr, à Berlin et à la Rhénanie-Westphalie. Les principales compagnies maritimes étaient regroupées dans les villes portuaires de Hambourg et de Brême ; Stuttgart était devenu le centre de certaines des principales industries automobiles ; et la région de Hanovre avait commencé à développer quelques grandes entreprises. Mais en termes de prépondérance pure, les grandes entreprises de l'Allemagne de Weimar se concentraient en Rhénanie-Westphalie et à Berlin.

Bien avant la période de Weimar, une multiplicité de liens organisationnels avaient fini par relier entre elles les entreprises composant la grande entreprise allemande, ce qui a conduit à la caractériser de « capitalisme organisé ».(12) Il est certain que, dans les années 1920, les grandes sociétés industrielles et commerciales allemandes ne fonctionnaient pas, conformément au modèle classique d'une économie capitaliste, comme des unités complètement autonomes sur un marché librement concurrentiel. L'Allemagne républicaine a hérité de l'Empire l'une des collections de cartels les plus répandues au monde, conçue pour « stabiliser » et réguler les marchés par le biais d'accords fixant les prix et limitant les niveaux de production.(13) Ces cartels, dont certains avaient été dissous après la guerre mais se sont reconstitués au milieu des années 1920, comptaient plus de mille cinq cents membres dans la seule industrie en 1925.(14) Dans de nombreuses branches, les grandes entreprises jouaient un rôle de premier plan dans les cartels en raison de leur taille, et les cartels à leur tour liaient ces entreprises entre elles de nombreuses façons. Un autre aspect du caractère « organisé » de la grande entreprise de Weimar réside dans sa structure très développée d'associations commerciales, ou *Verbände*, bien financées et dotées d'un personnel professionnel.(15) Un maillage serré d'associations sectorielles et régionales sillonnait tout le pays, rassemblant au niveau national les producteurs de biens similaires et reliant au niveau régional les producteurs de biens divers qui opéraient dans la même zone géographique.

Dans l'industrie, deux structures associatives distinctes existaient côte à côte, l'une pour traiter des questions syndicales et patronales et l'autre pour traiter des questions plus larges de politique économique, notamment celles impliquant le gouvernement. Ces structures culminaient au niveau national dans ce que l'on appelle les *Spitzenverbände* industriels, ou associations de pointe ; la Vereiningung der Deutschen Arbeitgeberverbände (union des employeurs) et la Reichsverband

der Deutschen Industrie (ligue industrielle nationale – appelée Reichsverband industriel dans cette étude). Un réseau de chambres de commerce et d'industrie reliait ces deux branches et entretenait également une organisation nationale, le Deutscher Industrie- und Handelstag. D'autres branches de la grande entreprise, telles que la banque, le commerce de gros et les assurances, disposaient de leurs propres associations de pointe, qui, comme celles de leurs intérêts, étaient séparées. En outre, une pléthore d'associations commerciales à vocation spécifique fournissait encore des liens supplémentaires entre les composantes de la grande entreprise. Dans cette étude, ces associations commerciales – ou du moins les principales – fourniront fréquemment des preuves de l'attitude et des actions du grand capital allemand dans la sphère politique. Leurs responsables exécutifs, qui ont été reconnus dans les années 1920 comme des quasi-professionnels (*Syndikus*, au singulier ; *Syndizi*, au pluriel), ont souvent servi d'agents exécutifs aux différentes composantes du grand capital.

La structure de gestion interne des sociétés allemandes de la période de Weimar présentait également certaines caractéristiques distinctives.(16) Au sommet se trouvait l'*Aufsichtsrat*, ou conseil de surveillance, un organe largement honorifique élu par les actionnaires. Il se réunissait tout au plus quelques fois par an et exerçait une surveillance nominale sur l'organe exécutif réel, le conseil d'administration ou *Vorstand* (parfois désigné par *Direktion*), qu'il nommait. Dans la plupart des cas, seul le président du conseil de surveillance s'occupait de près des opérations de la société. Les décisions quotidiennes, et dans la plupart des cas même les décisions importantes, incombaient au conseil d'administration, composé d'administrateurs. Sa composition variait d'une entreprise à l'autre. Dans certaines, le conseil d'administration fonctionnait selon un principe collégial, l'autorité étant répartie entre plusieurs administrateurs. D'autres entreprises concentraient l'autorité entre les mains du président, qui régnait de manière quasi-monarchique en tant que *Generaldirektor*, le titre le plus prestigieux et le plus impressionnant dans les milieux d'affaires allemands. Ni le *Vorstand* ni l'*Aufsichtsrat* n'avaient généralement à craindre un conflit avec les actionnaires. La plupart des actions appartenaient à d'autres sociétés ou étaient régulièrement votées par grands blocs par des banques qui détenaient des procurations pour les propriétaires réels, de sorte que l'opposition à la politique de l'entreprise était rare.(17) Les assemblées d'actionnaires se résumaient, comme l'a observé un contemporain, à des *Jasagemaschinen* (machines à dire oui), qui ratifiaient régulièrement les décisions, votaient les dividendes proposés et « élisaient » les membres de l'*Aufsichtsrat*, qui à leur tour installaient ou confirmaient les directeurs qui composaient le *Vorstand*.(18) La démocratisation de l'État allemand après la Première Guerre mondiale ne s'est pas accompagnée d'un développement parallèle dans la sphère des entreprises.

Un dernier mot s'impose ici sur la manière dont les termes « grandes entreprises » et « communauté des affaires » (utilisés ici de manière interchangeable) seront employés dans cette étude. En particulier lorsqu'il s'agit d'affaires politiques, ces termes ne désignent généralement pas l'ensemble des grandes entreprises telles qu'elles sont définies ici, mais plutôt les individus, les entreprises et les associations commerciales qui sont devenus actifs sur le plan politique, ne serait-ce qu'en exprimant des opinions sur des questions politiques ou des questions économiques d'importance politique. Ce type d'engagement politique varie largement parmi les composantes de la grande entreprise au sens économique large de ce terme. Les dirigeants de certaines des plus grandes entreprises, telles que l'aciérie Mannesmann et l'usine automobile Daimler-Benz, s'abstenaient manifestement de toute activité politique et même d'un rôle actif dans les grandes associations commerciales nationales. En revanche, Ernst von Borsig, l'un des héritiers d'une vénérable entreprise berlinoise de construction de locomotives et de machines qui, dans les années 1920, se situait près du bas de l'échelle des entreprises désignées ici comme étant de grandes entreprises, a joué un rôle politique actif et a participé de manière importante à la définition des politiques des principales associations industrielles, du moins jusqu'à la faillite de son entreprise en 1931. Ni la taille de l'entreprise, ni la branche de l'économie dans laquelle elle opérait ne semblent avoir déterminé quels cadres s'impliqueraient dans des questions plus larges, en dehors du champ d'action direct de leur rôle de gestionnaire. Cette décision semble avoir été prise par le dirigeant à titre individuel, bien que l'abstention constante des dirigeants d'entreprises telles que Mannesmann et Daimler-Benz suggère la possibilité, dans certains cas, d'une interdiction par l'entreprise des activités extérieures, du moins de nature politique. Comme nous le verrons dans ces pages, seule une partie relativement limitée des grandes entreprises, au sens purement économique du terme, a pris part activement à de telles activités.

I

Le grand capital pendant la démocratie de Weimar (1919-1933)

1. Le capitalisme allemand survit à une révolution

Selon toute vraisemblance, les grandes entreprises faisaient partie intégrante de l'ordre privilégié de l'Empire allemand, terrassé par la révolution de novembre 1918. La création du nouvel État en 1871 avait balayé les derniers obstacles à la mise en place d'une économie nationale intégrée. L'adoption par l'Empire d'une législation économique libérale a stimulé une industrialisation rapide sous des auspices privés. Le passage du gouvernement impérial à une politique commerciale protectionniste en réponse à la récession des années 1870 a protégé l'industrie émergente de l'Allemagne de la concurrence étrangère. La tolérance du gouvernement à l'égard des cartels conçus pour « stabiliser » les marchés en limitant la production et en supprimant la concurrence par les prix a permis aux entreprises établies de protéger leurs avantages. Lorsque la propagation d'un mouvement ouvrier anticapitaliste de masse a constitué une menace pour le grand capital, le gouvernement l'a protégé, d'abord au moyen d'une législation anti-socialiste, puis par des mesures répressives moins visibles destinées à entraver le Parti social-démocrate (SPD) et ses affiliés syndicaux.(1) Grâce à ces faveurs de l'État et à bien d'autres encore, les grandes entreprises apparaissent comme des enfants choyés de l'Allemagne impériale.

Pour autant, l'Empire n'a pas toujours été vécu comme une époque faste par les hommes d'affaires. La plupart d'entre eux auraient préféré une répression étatique encore plus forte à l'encontre du parti social-démocrate à la politique de tolérance limitée qui lui a permis de participer à la politique parlementaire et de devenir la plus grande force politique du pays à la fin de l'Empire. La flambée des prix liés à la tentative de Bismarck de modifier les régimes d'assurance des salariés allemands avec le système d'assurance publique le plus élaboré au monde en a également offensé plus d'un. Tout comme la croissance et les prétentions de la bureaucratie. Nombreux étaient ceux qui considéraient avec une appréhension particulière les tentatives répétées de la bureaucratie de restituer à l'État certaines des exploitations de certaines industries de base, comme le charbon, qui avaient

été confiées à des entreprises privées quelques décennies auparavant.(2) Alors même que les capitalistes allemands sollicitaient l'aide du gouvernement pour combattre les Sociaux-Démocrates, ils soupçonnaient les fonctionnaires de nourrir des ambitions pour une forme de socialisme d'État presque aussi inacceptable de leur point de vue que celle proposée par le SPD. Ils ne trouvaient pas non plus de réconfort dans le plaidoyer public en faveur de l'intervention de l'État dans l'économie au nom de la justice sociale, qui valait à certains des économistes les plus éminents du pays, titulaires de chaires dans des universités gérées par le gouvernement, la réputation de « socialistes de salon ».(3) Certains économistes universitaires sont allés jusqu'à remettre en question l'idée même de l'industrialisation et ont exhorté le gouvernement à mettre en place des politiques destinées à enrayer son développement.(4)

Les capitalistes allemands éprouvèrent des difficultés à présenter un front uni sous l'Empire, car des conflits d'intérêts les opposaient sur de nombreuses questions. La politique commerciale, en particulier, a fait naître des divisions acrimonieuses. Les secteurs d'activité dont les profits dépendaient fortement des exportations étaient fermement opposés aux droits de douane protectionnistes, au motif qu'ils provoquaient des représailles contre les ventes de leurs produits à l'étranger. L'industrie sidérurgique en plein essor, en revanche, a cherché à se réserver le marché allemand en rapide expansion en s'associant aux agriculteurs céréaliers de Prusse orientale, dans le cadre de l'alliance dite du fer et du seigle, pour faire pression en faveur de tarifs douaniers protégeant les produits des deux groupes de la concurrence étrangère. Les cartels suscitèrent d'autres divisions, les hommes d'affaires opposés à la restriction du marché ouvert s'opposant à ceux qui considéraient cette combinaison comme un moyen essentiel de contenir les effets destructeurs de la concurrence totale. Tout au long de la période de l'Empire, diverses composantes des grandes entreprises se sont affrontées.(5) Au cours de la dernière décennie et demie de son existence en temps de paix, la menace croissante posée par les rangs du parti social-démocrate et une période soutenue de prospérité ont servi à atténuer quelque peu ces conflits d'intérêts souvent acrimonieux. Ces années ont conféré à la période impériale, dans la mémoire des grands hommes d'affaires allemands, l'image quelque peu trompeuse d'une ère stable et harmonieuse dans laquelle les fortunes des grandes entreprises et de la nation dans son ensemble semblaient aller de pair.

Les capitalistes d'Allemagne ont payé cher les faveurs qu'ils ont reçues de l'ordre impérial. Comme l'a observé le sociologue Ralf Dahrendorf, dans un certain sens, l'Empire *« s'est transformé en une société industrielle, mais pas en une société capitaliste »*, c'est-à-dire qu'une élite précapitaliste exerçait encore son influence dans l'Empire et surtout dans l'État prédominant, la Prusse.(6) Malgré leur richesse croissante, même les hommes d'affaires les plus puissants devaient s'incliner devant les aristocrates, les militaires et les bureaucrates qui occupaient

les rangs supérieurs de la société et de la structure du pouvoir politique. Au fur et à mesure que l'importance économique des hommes d'affaires augmentait, ils étaient progressivement admis, au moins à la périphérie des cercles intérieurs de l'Empire. Nombre d'entre eux en sont venus à adopter les manières hautaines et les vues impérieuses de leurs supérieurs sociaux, les surpassant souvent dans l'étalage ostentatoire. Leurs rangs fournissent de nombreux exemples de la « féodalisation » de la classe moyenne supérieure, si caractéristique de l'Allemagne impériale. Cette situation a influencé leur attitude envers les employés, qui reflétait la structure hiérarchique de l'État et de la société, et a donné naissance à une conception de type *Herr-im-Hause* (maître de maison). Selon les hypothèses qui sous-tendent cet amalgame d'autoritarisme et de paternalisme, l'employeur, même dans une entreprise industrielle énorme et impersonnelle, faisait office de maître envers qui les employés devaient respect et obéissance, recevant en retour un gagne-pain et un traitement bienveillant. Dans certains cas, un véritable paternalisme, sous la forme de logements de fonction et de programmes d'aide sociale, atténuait cette attitude autoritaire : mais si les exemples d'une telle sollicitude étaient largement médiatisés, seules quelques entreprises poussaient la démarche aussi loin. Malgré leurs prétentions aristocratiques, peu de grands hommes d'affaires de l'Allemagne impériale ont fait preuve à l'égard de leurs employés d'un plus grand sens des responsabilités que leurs homologues d'autres pays.

D'autres aspects encore de la période impériale ont marqué la mentalité des hommes d'affaires allemands.(7) Alors que leurs homologues de la plupart des autres pays capitalistes adhéraient encore généralement aux principes du libéralisme classique et considéraient avec suspicion toute intervention étendue de l'État dans les affaires économiques, ils appliquaient une politique de deux poids, deux mesures très marquée. Habitués aux aides publiques de toutes sortes, ils n'avaient rien à redire sur l'intervention de l'État dans l'économie tant qu'elle profitait à leurs entreprises. En revanche, ils dénonçaient les mesures économiques prises par le gouvernement dans l'intérêt des salariés, qui constituaient la majeure partie de la population, comme une politisation démagogique de l'économie. De même, ils considéraient qu'ils avaient le droit de s'associer pour restreindre le commerce en formant des cartels et s'attendaient à ce que le gouvernement accepte de telles associations, alors que la plupart d'entre eux niaient toute légitimité aux demandes syndicales de négociation collective et au recours à la grève. Si la plupart des capitalistes des autres pays avaient à l'époque des opinions fondamentalement similaires sur les efforts des travailleurs pour s'organiser et agir collectivement, une véhémence particulière marquait la vision dominante sur ce sujet chez les entrepreneurs allemands. À leurs yeux, les relations patronales-syndicales étaient bien plus qu'une simple question économique ; pour eux, elles ne représentaient rien de moins qu'une partie de la

lutte pour défendre, contre un défi venu d'en bas, le système précaire de privilèges sur lequel reposait l'Empire, et finalement toute leur société. À l'instar des autres groupes favorisés dans l'Allemagne impériale, ils sacrifiaient leurs avantages sur l'autel de l'insécurité. Reconnaissant que le régime dont les politiques leur permettaient de prospérer avait échoué à gagner l'allégeance des salariés urbains, la plupart d'entre eux craignaient que tout déplacement de la force vers les ouvriers et leurs organisations n'ébranle l'ensemble de l'ordre impérial, qu'ils considéraient comme le seul obstacle efficace au radicalisme de la classe ouvrière. Ils ne se voyaient pas non plus menacés uniquement par la gauche. La persistance exceptionnellement forte en Allemagne de formes nostalgiques et réactionnaires d'agitation anticapitaliste et anti-industrielle avait encore renforcé leur sentiment d'insécurité.(8) L'attitude défensive et le sentiment de danger affichés par les capitalistes allemands pendant la République de Weimar ne sont pas apparus avec la révolution de novembre 1918 ; ces attitudes avaient déjà, dans une large mesure, pris forme sous l'Empire allemand, fondamentalement conservateur et autoritaire.

En tant que membre de l'élite impériale, les grandes entreprises portaient une part de responsabilité dans la révolution. Au cours des dernières décennies de l'Empire, certains de ses principaux porte-parole se joignirent à d'autres membres des ordres privilégiés et propriétaires pour défendre divers plans d'expansion de l'influence économique et politique de l'Allemagne dans le monde. Ils ont ainsi contribué à créer un climat qui a encouragé les dirigeants de l'Empire à se lancer dans les aventures étrangères inconsidérées qui ont offensé une grande puissance après l'autre et qui ont finalement plongé l'Allemagne dans une guerre européenne générale alignée uniquement sur les empires moribonds des Habsbourg et des Ottomans.(9) Le monde des affaires n'a pas eu voix au chapitre pour déterminer les politiques spécifiques qui ont conduit l'Allemagne à la guerre à l'été 1914. Comme l'a souligné un spécialiste de cette période :

> *« On ne peut pas dire... que des groupes de pression économiques particuliers aient eu une influence directe sur les décisions prises par le gouvernement allemand à la veille de la Première Guerre mondiale, ou qu'une attention particulière ait été accordée à des problèmes économiques particuliers par les hommes au pouvoir à ce moment précis. Pour autant que l'on puisse retracer une quelconque influence des hommes d'affaires en juin et juillet 1914, ils travaillaient plutôt contre que pour l'entrée en guerre... »*(10)

Mais une fois le conflit déclenché, la plupart des milieux d'affaires ont répondu avec enthousiasme à l'effort de guerre. En outre, certaines de ses figures de proue ont rapidement commencé à s'impatienter devant l'hésitation du gouvernement à s'engager ouvertement dans une politique d'expansionnisme territorial. Dans le but de forcer la main du gouvernement, ils se sont joints à d'autres groupes pour faire de l'agitation en faveur d'une politique de guerre

annexionniste radicale.[11] En 1917, après avoir participé à la campagne réussie visant à faire tomber le Chancelier Theobald von Bethmann Hollweg, ces porte-parole pro-expansionnistes du grand capital ont soutenu avec enthousiasme la dictature militaire dirigée par Hindenburg et Ludendorff, dont les politiques ont effectivement éliminé la dernière possibilité d'un compromis de paix. D'importants segments du grand capital allemand ont ainsi contribué indirectement à la guerre. Le refus de la plupart des employeurs, en particulier dans la grande industrie, d'abandonner leur position traditionnelle « *Herr-im-Hause* » dans les relations patronales-syndicales les a conduits à résister obstinément aux demandes croissantes de leurs ouvriers pour la reconnaissance des syndicats et la négociation collective. En revanche, cette résistance a renforcé l'aile gauche militante du mouvement social-démocrate, dont les adhérents allaient jouer un rôle crucial dans la précipitation de la révolution.

Malgré l'étroite identification des grandes entreprises avec les groupes privilégiés de l'Empire et leur implication dans les politiques de guerre désastreuses du gouvernement impérial, le capitalisme allemand a réussi à survivre pratiquement indemne lorsque les socialistes ont pris le pouvoir en novembre 1918. Cette remarquable tournure des évènements est généralement expliquée par l'incapacité, ou le manque de volonté, des factions mal divisées du socialisme allemand d'effectuer des changements économiques ou sociaux fondamentaux après l'effondrement inattendu du système impérial ; les capitalistes ont généralement été considérés comme les heureux bénéficiaires de l'échec des socialistes à faire usage du pouvoir qui leur était conféré. Mais les grandes entreprises ne sont pas restées des spectateurs passifs durant l'automne 1918. Au contraire, ses porte-parole ont joué un rôle actif pour assurer la survie du capitalisme en Allemagne. Bien avant qu'il n'y ait des signes manifestes de révolution, des membres éminents du monde des affaires avaient secrètement jeté les bases d'une alliance avec les dirigeants du mouvement ouvrier, alliance qui dresserait de formidables obstacles à toute tentative de socialisation de l'économie allemande.

Ironiquement, le gouvernement impérial lui-même avait rapproché les grandes entreprises et les syndicats.[12] En 1916, sous la pression de plus en plus forte de l'armée pour s'assurer la coopération des syndicats dans l'affectation des ouvriers aux industries vitales pour l'effort militaire, le gouvernement a forcé les employeurs à accorder une reconnaissance de facto aux syndicats et à siéger avec leurs représentants dans les commissions créées pour traiter les problèmes de travail. Initialement, c'est contraints et forcés que les grandes entreprises ont accepté cet arrangement, mais au fil de leur collaboration avec les dirigeants syndicaux au nom de l'effort de guerre, un lien de compréhension s'est développé entre eux. Ce lien est né en grande partie d'une inimitié commune à l'égard des politiques économiques du gouvernement pendant la guerre. Les dirigeants

syndicaux partageaient l'inquiétude des grandes entreprises face à la trame vaste et complexe des contrôles étatiques (Zwangswirtschaft) imposés à l'activité économique par le poids de la bureaucratie en temps de guerre. Réconfortés par les progrès qu'ils avaient réalisés pendant la guerre en matière de reconnaissance légale et de négociation collective, les syndicalistes ne voulaient pas voir leur rôle réduit ou usurpé par les officiels du gouvernement. Ils étaient donc tout à fait prêts à collaborer avec les grandes entreprises dans la perspective de résister aux empiètements bureaucratiques sur les relations patronales-syndicales et pour empêcher la perpétuation des restrictions du temps de guerre dans la période d'après-guerre. Les négociations entre les deux parties ont commencé en 1917 et se sont poursuivies sporadiquement et timidement jusqu'à l'automne 1918, lorsque l'effondrement de l'armée et la perspective d'une longue période de démobilisation sous les auspices de la bureaucratie ont accéléré le rythme des pourparlers. La révolution du 9 novembre n'a pas réussi à perturber ce rapprochement, qui a culminé le 15 novembre avec la signature d'un accord officiel.

Les deux principaux signataires étant Hugo Stinnes, alors la figure la plus importante des magnats de l'industrie de la Ruhr, et Carl Legien, chef du mouvement syndical socialiste ou « libre », ce pacte est connu sous le nom d'Accords Stinnes-Legien. Il fut également approuvé par les principales organisations patronales industrielles du pays et par les petites organisations syndicales chrétiennes et libérales. Aux termes de ces accords, l'industrie a accepté de reconnaître les syndicats en tant qu'agents de la main-d'œuvre ; d'accepter la négociation collective complète à l'échelle de l'industrie ; d'introduire la journée de travail de huit heures et de retirer son soutien financier aux syndicats « jaunes », ou d'entreprise. Afin de mettre en œuvre ces conditions et de réglementer les relations futures entre les ouvriers et les patrons sur la base d'un partenariat social, les organisations participantes avaient convenu d'établir un réseau national de communautés de travail (*Arbeitgemeinschaften*) pour l'ensemble des principales branches de la production industrielle, dans lesquelles les ouvriers et les patrons seraient représentés de manière égale. Les accords du 15 novembre prévoyaient également une pierre angulaire pour cette structure sous la forme d'un organisme national de composition similaire dans lequel les porte-parole des deux parties et de toutes les branches de l'industrie seraient réunis. Créé en 1919, cet organisme est connu sous le nom de « communauté centrale de travail » (Zentralarbeitsgemeinschaft ou ZAG). L'influence des signataires des Accords Stinnes-Legien fut telle qu'ils reçurent immédiatement l'aval du Conseil révolutionnaire des commissaires du peuple au pouvoir, qui en publia le texte dans le bulletin officiel du gouvernement, leur conférant ainsi un statut légal.

Alors que leurs dispositions spécifiques semblaient faire des ouvriers les principaux bénéficiaires, les circonstances dans lesquelles les Accords Stinnes-

Legien ont vu le jour ont incontestablement donné l'avantage aux grandes entreprises. Étant donné qu'un gouvernement révolutionnaire avait pris le pouvoir seulement six jours auparavant, le patronat n'a rien concédé qu'il aurait pu raisonnablement espérer conserver dans les nouvelles circonstances politiques. En abandonnant simplement les positions perdues, les dirigeants de l'industrie sont sortis indemnes de la première vague de la révolution. En apaisant les dirigeants des syndicats socialistes, les Accords de Stinnes-Legien ont servi à réduire la pression en faveur d'une socialisation immédiate de la grande industrie au sein du parti social-démocrate majoritaire où ces syndicats avaient beaucoup de poids. Ceci, ajouté à la réticence des dirigeants de ce parti à agir sur une question aussi fondamentale sans mandat parlementaire et à leur préoccupation pour les problèmes de rétablissement de la paix, de démobilisation militaire, de pénurie alimentaire critique et de menace bolchevique de l'extrême gauche, a suffi à faire échouer les demandes des socialistes indépendants, partenaires de la coalition du parti majoritaire, pour une socialisation immédiate d'au moins certaines industries clés. Rétrospectivement, il semble clair que la seule occasion de procéder à une socialisation rapide et complète s'est présentée pendant la période comprise entre la révolution de novembre et l'élection de l'Assemblée nationale à la mi-janvier 1919, lorsque les socialistes détenaient le pouvoir exclusif en Allemagne. Mais les dirigeants industriels allemands ont contribué à contrecarrer une telle démarche, ajoutant aux divisions entre les socialistes en introduisant dans leur camp – avec les dirigeants syndicaux – un cheval de Troie, les Accords de Stinnes-Legien.

Bien que les Accords Stinnes-Legien aient attiré beaucoup moins d'attention, ils ont eu à peu près la même fonction que les accords issus de la conversation téléphonique Ebert-Groener du 9 novembre 1918. Cet accord, conclu entre le chef du nouveau gouvernement révolutionnaire et le premier quartier-maître général de l'armée, permettait au corps des officiers de rester intact et de conserver le contrôle de l'armée en échange d'un engagement à défendre le nouveau gouvernement républicain – du moins contre les menaces de l'extrême gauche. Les Accords Stinnes-Legien ont produit à peu près les mêmes résultats pour l'industrie allemande. Comme le corps des officiers, les dirigeants de la grande industrie avaient froidement et sobrement évalué la nouvelle situation. Ils avaient conclu que leur ancienne alliance « fer et seigle » avec les aristocrates junkers serait dorénavant beaucoup moins efficace en raison de la diminution de leur influence politique. Les classes moyennes étaient trop fragmentées pour représenter un allié puissant. Seule une stratégie d'alliance au moins temporaire avec le principal adversaire du patronat, les syndicats, pouvait permettre à l'industrie privée de traverser une période critique de changement imminent.

Les Accords Stinnes-Legien et l'entente Ebert-Groener ont permis à des éléments clés de l'ancien ordre impérial de parvenir à un modus vivendi avec le

nouvel ordre et d'assurer leur propre survie en faisant des concessions relativement mineures. Tous deux ont révélé l'étendue de la faillite de l'Empire, puisque deux de ses groupes privilégiés ont abandonné la cause impériale sans résistance. Plus important encore, les deux ont érigé – à la naissance même de la nouvelle République allemande – de formidables barrières au changement fondamental. Les industriels qui ont conclu les Accords Stinnes-Legien ont prétendu avoir agi dans le meilleur intérêt de leur pays. Que cela ait été le cas ou non, on ne peut nier qu'à un moment de grave péril, les dirigeants de l'industrie allemande ont agi, comme les généraux de l'armée, avec audace et discernement pour défendre leurs propres intérêts.

Après s'être accommodés du nouvel ordre républicain, les grandes entreprises et le corps des officiers ont collaboré afin de repousser les tentatives de prise de pouvoir de l'extrême gauche politique qui ont commencé par des soulèvements armés à Berlin en décembre 1918 et janvier 1919. Les militaires ont répondu aux appels à la protection du gouvernement socialiste majoritaire assiégé en remplaçant l'armée du temps de guerre démoralisée et en voie de désintégration par des unités mercenaires, les *Freikorps*.[8] L'État étant à court de fonds, les industriels et les banquiers, en particulier à Berlin et dans la Ruhr, où les extrémistes étaient les plus actifs, contribuèrent largement au financement des nouvelles unités de mercenaires, ainsi qu'à la diffusion de la propagande anti-bolchevique.(13) Les *Freikorps* ont accompli avec succès les tâches qui leur étaient assignées, réprimant à plusieurs reprises les soulèvements de gauche tout au long des années 1919 et 1920. Mais sous le commandement d'anciens officiers de l'armée régulière, ces unités ont souvent agi avec une brutalité et une soif de sang[9] qui ont contribué aux hostilités politiques et sociales empoisonnées qui allaient si lourdement handicaper la première tentative de démocratie de l'Allemagne. Jusqu'à leur dissolution au cours de l'été 1920, les *Freikorps* ont également servi d'écoles de formation pour une génération de jeunes voyous politiques réactionnaires qui allaient plus tard assassiner d'éminents dirigeants républicains, servir de fantassins dans le Putsch de la brasserie de Munich en 1923, et diriger les armées politiques qui ont finalement transformé les rues de l'Allemagne en

[8] [NdT : *« Cette répression des insurrections communistes fut le fait des* Freikorps *et non du gouvernement de Weimar. Ces unités avaient vu le jour dans toute l'Allemagne en réaction à la menace communiste qui pesait sur le pays et, comme nous l'avons dit plus haut, elles étaient principalement composées de soldats rentrés de la guerre. Elles étaient dirigées par des ex-officiers et étaient dans l'ensemble nationalistes, patriotiques et ultra-conservatrices. »* Extrait du *Sale Boche raconté aux braves gens* de B. Bradberry, chapitre 6, page 131, section « Les juifs dans la révolution allemande », éd. Didi18, 2020.]

[9] [NdT : le lecteur est encore une fois vivement encouragé à lire les ouvrages suivants : *Les guerres de survie juives* d'Arnold Leese, éd. Didi18, 2020 ; *Le Sale Boche raconté aux braves gens* de B. Bradberry, éd. Didi18, 2020, *Le testament politique de Julius Streicher*, éd, Didi18, 2020, afin de comprendre la véritable nature de cette révolution et de découvrir qui était véritablement « assoiffé de sang » comme le prétend l'auteur de cet ouvrage.]

champs de bataille.[10] Les grands hommes d'affaires qui ont contribué à financer les *Freikorps* ont donc assumé une part de responsabilité – tout comme les socialistes majoritaires qui ont créé ces unités – pour avoir gonflé les rangs des jeunes hommes enclins à la violence qui allaient perturber le processus démocratique de la République tout au long de sa brève existence.

Ni la suppression de l'extrémisme de gauche par les *Freikorps* ni les Accords Stinnes-Legien ont été suffisants pour garantir la préservation du capitalisme en Allemagne. Les grandes entreprises ont dû faire face à un débat prolongé sur la socialisation au sein de l'Assemblée nationale élue en janvier 1919 et du premier Reichstag républicain élu en juin 1920.(14) Plus tard, Paul Silverberg[11], un cadre éminent de l'industrie du charbon, s'est vanté que les grandes entreprises avaient tué la socialisation en suggérant constamment de nouvelles façons de la réaliser.(15) Bien que Silverberg ait exagéré, les porte-parole parlementaires des grandes entreprises ont en réalité fait à maintes reprises des propositions qu'ils ont qualifiées de constructives pendant le débat sur la socialisation, au lieu d'adopter une position totalement négative. Soucieux, comme on peut le comprendre, d'éviter la nationalisation de leurs entreprises, ils ont offert une variété de plans pour accorder au public et aux travailleurs une part de la propriété et des profits des industries de base tout en réservant le contrôle ultime à la gestion privée. Ces propositions ont brouillé davantage le débat national de plus en plus obscur sur la socialisation. Le sabotage des grandes entreprises se révéla toutefois inutile, car ni les politiciens socialistes ni les conseils d'experts nommés par la République ne purent s'entendre sur la forme que devait prendre

---

[10] [NdT : *« Le 6 avril 1919, une 'République soviétique' fut officiellement proclamée, mais elle s'effondra en six jours en raison de l'incompétence de ses dirigeants. Mais dans les coulisses se trouvait Eugen Leviné, un autre juif communiste, qui devint le nouveau chef du gouvernement 'Soviet'. Leviné prit les mesures communistes habituelles consistant à confisquer des appartements luxueux pour les donner aux sans-abri et à placer les usines sous la propriété et le contrôle des ouvriers. Leviné organisa sa propre armée, appelée – excusez du peu – 'Armée rouge' ! Des foules de chômeurs vinrent grossir cette nouvelle armée (qui allait approcher les 20 000 hommes). 'Les Gardes rouges' commencèrent alors à arrêter et à exécuter les présumés 'contre-révolutionnaires', c'est-à-dire tous ceux qui s'opposaient à la mainmise communiste sur le gouvernement. Parmi les personnes exécutées figuraient le prince Gustav von Thurn und Taxis et la comtesse Hella von Westarp. La 'Terreur Rouge' de Bavière était sur le point de commencer, sur le même mode opératoire qu'en Russie et qu'en Hongrie. Mais avant que cette nouvelle terreur à la russe ne prenne son envol, ses membres furent éliminés par des forces patriotiques de droite. Le 3 mai 1919, une force de 9 000 soldats de l'Armée allemande, opérant indépendamment du gouvernement, combinée à des unités de Freikorps (ou 'corps franc', unités paramilitaires volontaires, composées d'officiers et de soldats rentrés chez eux après la guerre) totalisant 30 000 hommes, entra dans Munich et mit rapidement un terme à la 'République socialiste soviétique de Bavière'. Un millier de soldats de cette 'Armée rouge' furent tués, et environ 700 personnes associées à cette 'République soviétique' furent exécutées par les Freikorps, y compris Leviné. Les Freikorps avaient sauvé la Bavière. » Le Sale Boche raconté aux braves gens* de B. Bradberry, Chapitre 6, pp. 131-135, éd. Didi18, 2020.]

[11] [NdT : Ce livre pourrait induire les lecteurs en erreur en leur faisant croire que les juifs ne jouaient aucun rôle dans les grandes entreprises allemandes, ce qui n'est absolument pas le cas. Cependant, le seul homme d'affaires juif dont Turner parle longuement est l'anti-national-socialiste Paul Silverberg, sans doute parce qu'il était si important que Turner ne pouvait pas prétendre qu'il n'existait pas.]

la socialisation ou sur les secteurs de l'économie qu'elle devait englober. De plus, comme les épreuves de force parlementaires le révélèrent à plusieurs reprises, il n'existait aucune majorité en faveur d'une socialisation approfondie, que ce soit à l'Assemblée nationale ou au premier Reichstag républicain. Seules deux lois de « socialisation » inefficaces seront promulguées. Elles soumettaient les industries du charbon et de la potasse à la surveillance de conseils représentant le gouvernement, le public et les ouvriers de ces industries, mais laissaient la propriété aux mains des particuliers.

Non seulement les grandes entreprises ont échappé à toute socialisation notable, mais elles se sont retrouvées, à certains égards, dans une position encore plus forte que celle qu'elles occupaient sous l'Empire. Les avancées des années de guerre ont permis à la grande industrie d'obtenir une plus grande part des marchés qu'auparavant.(16) Cela s'explique en partie par le fait que les bureaux d'approvisionnement militaire préféraient traiter avec quelques grandes entreprises plutôt que de distribuer les contrats lucratifs de matériel de guerre à l'ensemble des producteurs. En outre, les grandes entreprises pouvaient plus facilement fournir des fonds et du personnel aux conseils de guerre quasi-officiels qui allouaient les ressources et la main-d'œuvre. Étant donné la composition de ces conseils, les besoins des grandes entreprises ont généralement reçu des réponses favorables. Une partie des gros profits réalisés grâce à ces contrats a permis de financer l'expansion des usines et le remplacement des machines obsolètes, de sorte qu'une grande partie des grandes entreprises sont entrées dans la République grandement renforcées. Le statut des hommes de la grande entreprise s'est aussi nettement amélioré à la suite de la guerre perdue et de la révolution. En raison des dommages causés au prestige et à l'influence des militaires et de l'aristocratie, les capitalistes allemands ne devaient plus se contenter de figurer au second plan. Ils pouvaient, et l'ont fait dans de nombreux cas, se considérer comme l'élite socio-économique suprême. Et à plusieurs égards objectifs, ils l'étaient. En tant que propriétaires ou gestionnaires de grandes concentrations de capital et en tant qu'experts en compétences managériales dans un pays dont le bien-être dépend inéluctablement de la production industrielle, ils occupaient une position clé, c'est le moins que l'on puisse dire. Le cours des évènements de 1918-19 a relié inextricablement le destin de la jeune République au leur. En l'absence de toute socialisation significative, la République ne pouvait prospérer que dans la mesure où les capitalistes allemands le faisaient ; ce n'est que si les milieux d'affaires prospéraient que les masses, au nom desquelles la révolution avait été faite, pouvaient améliorer leur sort matériel. Paradoxalement, une révolution faite par des socialistes [non ! des bolcheviques, donc des juifs communistes – NdT] avait renforcé à la fois le prestige et l'importance des grandes entreprises tout en perpétuant la dépendance des ouvriers à leur égard.

Les conséquences de cette situation sont rapidement devenues évidentes. Confrontés à la nécessité de réinsérer des millions d'anciens militaires dans la vie civile et de relancer les exportations industrielles afin de payer les denrées alimentaires dont ils avaient cruellement besoin, les dirigeants de l'Allemagne républicaine n'avaient d'autre choix que de s'appuyer sur l'ordre économique existant en encourageant l'entreprise privée. Ainsi, alors que le gouvernement républicain n'offrait que peu ou pas d'aide aux anciens combattants de retour au pays, qui avaient sacrifié des années de leur vie, il a rapidement indemnisé les entreprises industrielles qui avaient perdu des mines et des usines dans les territoires que l'Allemagne avait été forcée de céder aux pays voisins en vertu des accords de Versailles et des plébiscites subséquents.(17) Les entreprises qui détenaient des contrats militaires non exécutés au moment de l'armistice ont obtenu de généreux règlements en espèces de la part du gouvernement.(18) Les grandes entreprises ont également eu leur mot à dire dans la détermination des politiques nationales de démobilisation qui ont réglementé de vastes secteurs de l'activité économique ou les ont libérés de tout contrôle.(19) Cet arrangement, lui aussi, a souvent été à l'avantage des grandes entreprises, souvent aux dépens du public.

Malgré ces résultats favorables, les grands hommes d'affaires allemands – à de rares exceptions près – ont déploré le remplacement de l'Empire par une république. Leur attitude ne procédait pas d'un principe politique ou d'un sentiment ; les monarchistes purs et durs étaient rares dans leurs rangs. Pour des hommes qui pensaient avant tout en termes de cheminées et de terrils, de livres de comptes et de marges bénéficiaires, le sort des têtes couronnées importait peu. La monarchie, telle une entreprise mal gérée, a échoué et a été mise en liquidation judiciaire. Il était vain de se lamenter sur sa disparition. Les anciens associés de la faillite devaient éviter d'être eux-mêmes acculés au mur. Pourtant, si, en 1918, les hommes d'affaires allemands n'ont pas pleuré les Hohenzollern et les autres dynasties déchues, la plupart ont ressenti un énorme sentiment d'insécurité après la disparition de l'État militaro-bureaucratique et du système autoritaire qu'il avait mis en place. Comme d'autres éléments réfractaires, ils ont généralement refusé de reconnaître les évènements de novembre 1918 comme une véritable révolution. Au lieu de cela, ils s'y référaient habituellement, dans les termes antirépublicains de l'époque, en parlant « d'effondrement ». Ils ont ainsi rejoint ceux qui confondaient la démocratisation de leur pays avec la débâcle militaire provoquée par la politique des autorités impériales. Weimar et Versailles, la démocratie et la défaite, resteront liés dans l'esprit de la plupart des capitalistes allemands pendant toute la durée de la République.

Certains grands hommes d'affaires ont, certes, cherché à trouver un côté positif au changement de régime. Toutefois, c'est l'opportunisme, plutôt que la conviction politique, qui a façonné leurs perspectives. Le dirigeant de l'industrie

chimique Carl Duisberg, qui allait bientôt devenir l'un des architectes de l'IG Farben, avait été frustré par les inefficacités du régime impérial avant même la révolution et saluait l'avènement d'un gouvernement parlementaire et démocratique. Mais sa correspondance révèle qu'il s'attendait à ce qu'une république, même *« rouge »*, donne naissance à un *« esprit plus commercial et technique »* qui s'avèrerait plus favorable aux affaires que la *« manière largement formaliste, même si strictement logique, de penser et de faire les choses introduite dans notre administration par les juristes »* de l'Empire.(20) Une évaluation plus sobre a été faite par Robert Bosch, le vieux pionnier de Stuttgart dans la fabrication de bougies d'allumage et d'autres accessoires électriques. Homme aux idées relativement progressistes, il partageait l'opinion largement répandue selon laquelle il n'y avait en 1918 qu'une seule alternative à une république parlementaire et démocratique : le bolchevisme. En 1919, Bosch a tenté d'expliquer à un collègue industriel peu disposé à accepter les résultats de la révolution comment la République devait, vue sous cet angle, apparaître comme un moindre mal : *« Si votre maison prend feu, vous devez utiliser de l'eau de purin si vous n'avez pas d'eau fraîche. »*(21) Un grand nombre de capitalistes allemands ont adhéré au nouveau régime parce qu'ils croyaient, eux aussi, avoir été sauvés d'une conflagration bolchevique par un arrosage à l'« eau de purin » démocratique. Les séquelles persistantes pouvaient être désagréables, mais les pensées effrayantes de ce qui aurait pu se passer contribuaient à apaiser les doutes sur le cours des évènements.

Ce genre de consentement produit rarement une allégeance ferme à la République, et la plupart des capitalistes allemands sont restés très réservés quant au tournant politique pris par leur pays. Comme des millions d'autres Allemands, ils considéraient le nouvel État comme le produit d'une usurpation qui portait la marque honteuse du « coup de poignard dans le dos » prétendument infligé à l'armée allemande en 1918 par des traîtres à la patrie. La République restait pour eux, comme pour tant de leurs compatriotes, une entité politique dépourvue de légitimité et, probablement, de permanence. Bien qu'ils ne souhaitaient pas conspirer pour renverser la République, principalement par crainte de déclencher un nouveau soulèvement révolutionnaire de gauche encore plus radical, la plupart des grands hommes d'affaires ne se sont pas sentis obligés de soutenir le nouveau régime pendant ses premières années chancelantes contre les menaces de la droite. Le Putsch Kapp de mars 1920, au cours duquel une cabale réactionnaire et une partie du corps des officiers de l'armée ont utilisé des unités des *Freikorps* pour prendre le contrôle de Berlin, l'a démontré avec force.(22) Une grande partie des milieux d'affaires ont déploré le putsch en privé, non pas pour des raisons de principe politique, mais plutôt parce qu'ils craignaient que les troubles qui en résulteraient n'interrompent une reprise prometteuse de l'activité économique. Tant que la tentative de renversement du gouvernement républicain semblait avoir une chance de réussir, les hommes d'affaires les plus importants ont

néanmoins maintenu une position qu'ils ont qualifiée de « neutralité », ce qui revenait à accorder au nouveau gouvernement la parité avec l'ancien. Ce n'est que lorsque l'échec de l'entreprise est apparu évident qu'ils ont pris leurs distances avec les putschistes. Plus tard, leurs porte-parole ont cherché à justifier ce comportement temporisateur en le comparant à leur réponse à la révolution de novembre 1918. Ils se sont ainsi montrés incapables de reconnaître l'importante distinction entre, d'une part, une tentative de conspiration par des restes de l'ancienne élite privilégiée pour renverser une république parlementaire établie par une Assemblée nationale démocratiquement élue et, d'autre part, un soulèvement populaire contre l'Empire seulement partiellement réformé et complètement discrédité.

Alors que les dirigeants de la République s'efforçaient de faire face aux difficultés, souvent apparemment insurmontables, qui assaillaient le nouvel État au cours de ses premières années, certains éléments du grand patronat allemand gardaient l'espoir que le nouveau système de gouvernement se révèlerait inapplicable et devrait être abandonné au profit d'un système moins démocratique. Ce sentiment s'est exprimé ouvertement pendant la crise de l'automne 1923, lorsque des différends parlementaires sur des questions économiques ont menacé de priver le gouvernement national d'une majorité viable au Reichstag. Alors que la crise atteignait son paroxysme au début du mois d'octobre, le conseil d'administration de l'organisation nationale des fabricants de fer et d'acier a brièvement abandonné sa pratique d'abstention des prises de position politiques pour proclamer publiquement : *« Le système parlementaire de gouvernement n'a pas fonctionné. Seuls des hommes de forte volonté, aux objectifs clairs, soutenus par la confiance du peuple, peuvent nous aider à surmonter l'urgence actuelle »*(23) Parallèlement à cette déclaration, le plus grand capitaliste allemand, Hugo Stinnes, caressait l'idée de remplacer le gouvernement républicain par un directoire composé de trois hommes forts.(24) La République a bien sûr survécu, de sorte que la prophétie des hommes du fer et de l'acier et le projet de Stinnes se sont avérés prématurés. Mais ces réactions à la première grande crise du nouvel État ont mis en évidence les espoirs persistants, dans les cercles influents des grandes entreprises, d'une réduction drastique, voire d'une élimination, des pouvoirs des parlements démocratiquement élus de l'Allemagne républicaine.

L'élection du maréchal Paul von Hindenburg à la présidence de la République en 1925 a une fois de plus suscité de tels espoirs. En décembre de cette année-là, en plein marasme économique, une délégation d'industriels a profité d'une audience avec le Président pour lui demander d'intercéder en faveur des milieux d'affaires. Afin de réduire les dépenses publiques et donc les impôts, ils ont proposé de limiter l'autorité du Reichstag en accordant au Ministre des finances un droit de veto sur toutes les dépenses publiques. L'un des membres de la délégation, l'éminent industriel de la Ruhr Paul Reusch, a évoqué la possibilité de

recourir aux pouvoirs d'urgence étendus du Président en vertu de l'article 48 de la Constitution pour garantir des pratiques économiques saines de la part du gouvernement.(25) Mais, malgré une réponse favorable, Hindenburg ne montra aucune inclination, ni à ce moment-là ni pendant le reste de la décennie, à utiliser les pleins pouvoirs de la présidence en vue de façonner la politique économique ou fiscale.

L'attitude des grands hommes d'affaires pendant la période républicaine avait beaucoup de points communs avec celle du corps des officiers de l'armée. Tous deux concentraient leur allégeance politique non pas sur la République mais sur des notions « supérieures » telles que le *Vaterland* ou le *Reich*. Tous deux établissaient une distinction entre ce qu'ils considéraient comme la permanence de « l'État » et le caractère transitoire d'une constitution particulière, y compris celle adoptée par l'Assemblée nationale de Weimar. Chacun se considérait comme le gardien légitime, bien qu'autoproclamé, d'un aspect vital de la vie nationale allemande. Les généraux se considéraient comme les gardiens du fier héritage militaire de leur pays ; les dirigeants des grandes entreprises se considéraient comme les gardiens d'une chose qui avait également une valeur durable pour la nation, bien que d'origine moins vénérable : *die Wirtschaft*. Bien que ce terme signifie littéralement « l'économie », dans leur esprit, il ne désignait pas l'économie nationale dans son ensemble, mais plutôt ses grandes entreprises commerciales, financières, manufacturières et minières. Tout comme les officiers à la tête de l'établissement militaire de la République, les membres de la Reichswehr, se considéraient comme l'armée et revendiquaient le droit de parler en son nom, les grandes figures du monde des affaires se désignaient habituellement comme *die Wirtschaft* et se présentaient comme ses porte-parole. Tout en étant tout à fait disposés à élargir la base de leur électorat en permettant aux propriétaires de petites et moyennes entreprises de s'identifier à *die Wirtschaft*, les dirigeants de la grande entreprise s'arrogeaient le privilège de déterminer ses intérêts et de les représenter devant le peuple allemand ainsi que devant les titulaires de fonctions politiques. Bien qu'ils aient souligné à maintes reprises leur lourde responsabilité à l'égard de *die Wirtschaft*, ils ont rarement montré qu'ils se sentaient responsables devant qui que ce soit de l'exécution de cette gestion. Tout au long de la République de Weimar, les attitudes des grandes entreprises – comme celles des militaires – ont révélé le manque d'intégration sociale et politique qui a constitué un tel handicap pour la première expérience de démocratie de l'Allemagne.

Les grands hommes d'affaires allemands sont également entrés dans l'ère républicaine avec une conception essentiellement inchangée de leur rôle économique. S'ils ne défendaient plus ouvertement le point de vue de *Herr-im-Hause*, leur attitude envers les entreprises qu'ils dirigeaient restait fondamentalement propriétariste et paternaliste. Ils continuaient à professer le

caractère sacré de la propriété privée et la supériorité de l'entreprise privée. Ils se considéraient comme des hommes appelés en quelque sorte à une responsabilité particulière. Selon Carl Duisberg, l'un des fondateurs du trust chimique IG Farben créé en 1925 et président du Reichsverband industriel de 1925 à 1931, *die Wirtschaft* avait la lourde responsabilité de *« pourvoir aux besoins matériels de la nation de manière lucide et objective »*.(26) Les entrepreneurs allemands considéraient qu'eux seuls possédaient la capacité d'exécuter cette tâche de manière éclairée et désintéressée, car l'égoïsme et la myopie disqualifiaient tous les autres groupes. Cette opinion est exprimée avec force par Ernst Brandi, directeur d'une grande partie des mines de charbon du géant United Steel Works créé en 1926 :

> *« Les ouvriers, soutenus par le pouvoir totalement injustifié mais légalement sanctionné des syndicats, poursuivent de manière unilatérale, égoïste et même impitoyable leur intérêt pour des salaires plus élevés ainsi que pour un travail moins pénible et plus facile. Ils ont réussi dans une très large mesure à faire aboutir leurs revendications, au détriment des branches de l'économie concernées, au détriment de la nation entière...*
>
> *En comparaison, l'employeur représente l'intérêt général de l'ensemble de sa branche économique et, par conséquent, il préserve la base économique de toute la nation. Cette activité de l'employeur n'est donc pas une activité égoïste, mais plutôt une activité de valeur générale, ce qui est exactement le contraire de l'activité ruineuse des ouvriers et de leurs organisations. »*(27)

Les paroles de Brandi, auxquelles la plupart des entrepreneurs de la République auraient souscrit, montrent à quel point le grand patronat allemand s'accrochait à des notions naïves et intéressées sur son rôle. Ils reflètent également un mythe qui a joué un rôle non négligeable dans l'histoire politique de l'Empire : celui selon lequel un noyau d'hommes compétents, soigneusement sélectionnés et hautement formés, pouvait transcender tout intérêt personnel et toute pression de groupe pour gouverner de manière objective et impartiale (*sachlich*). Discrédité, du moins temporairement, dans la sphère politique par la guerre, la défaite et la révolution, ce mythe a persisté dans la perception qu'avaient les grandes entreprises de leur propre rôle dans l'Allemagne de Weimar. Il a servi à masquer ce qui s'apparentait à la revendication d'un statut privilégié par un groupe de participants dans la lutte pluraliste pour l'avantage entre les groupes socio-économiques de la République. Il sous-tend une réticence généralisée à accorder aux ouvriers allemands une égalité totale dans la détermination des politiques économiques et sociales du pays. Cette croyance dans le rôle spécial et désintéressé des hommes qui contrôlaient *die Wirtschaft* révélait également un résidu d'idéologie politique autoritaire qui remonterait à la surface chaque fois que le nouvel État vacillerait face aux difficultés économiques.

Les sociaux-démocrates qui ont proclamé la République et dominé ses cabinets ont à plusieurs reprises éprouvé du chagrin à se voir contraints de collaborer avec des hommes d'affaires qui avaient encore de telles attitudes. Mais l'incapacité des socialistes du pays à modifier en profondeur la structure économique ne leur laissait d'autre choix que de consolider l'ordre capitaliste existant, augmentant ainsi les profits et l'influence économique des grandes entreprises. Ils pouvaient se consoler avec la position de leur parti selon laquelle la République capitaliste de Weimar ne représentait qu'une étape dans l'inévitable progression vers la République socialiste de l'avenir. Mais ni eux ni aucune autre force politique républicaine significative n'ont réussi à formuler un ensemble de politiques pour effectuer une telle transition. En fait, personne n'a jamais fait un effort déterminé pour résoudre le paradoxe central de la République de Weimar, un État créé et gouverné pendant sa phase de formation par des socialistes, qui ont néanmoins encouragé le capitalisme et se sont appuyés sur lui pour le bien-être matériel de la nation.

2. L'argent face aux votes

Du côté des grandes entreprises, les institutions politiques de la République représentaient une menace potentiellement sérieuse. Sous l'Empire, en raison des barrières constitutionnelles imposées à l'autorité parlementaire, les représentants élus du peuple n'avaient exercé qu'une influence limitée sur la politique gouvernementale. Dans la plupart des États fédéraux, des lois électorales discriminatoires avaient limité la représentation des personnes possédant peu de biens. Au niveau national, malgré le suffrage universel et nominalement égal pour les hommes aux élections du Reichstag, l'absence de nouvelle répartition des circonscriptions après 1871 a entraîné une sous-représentation croissante de la population urbaine à une époque de migration rapide de la campagne vers la ville. Cela a limité l'impact politique de la marée montante des votes ouvriers dans les villes industrielles. L'avènement de la République démocratique et parlementaire a balayé ces obstacles à la pleine souveraineté populaire et à la représentation équitable. Pour la première fois, les questions d'intérêt vital pour les grandes entreprises ont été soumises à la volonté des représentants du peuple équitablement élus. En l'absence de partisans de masse pour défendre leurs intérêts dans les urnes, les grands hommes d'affaires allemands se sentaient vulnérables. Le fait de savoir qu'une majorité parlementaire pouvait à tout moment menacer leur rôle économique a considérablement atténué leur soulagement d'avoir échappé à la socialisation, tout comme le fait de savoir que la constitution de Weimar autorisait explicitement de futurs défis à leur position en habilitant le gouvernement à nationaliser toute entreprise privée jugée apte à la socialisation et en garantissant aux employés la parité avec les employeurs dans la

détermination des salaires, des conditions de travail et du « développement économique global des forces productives ». Ces dispositions niaient, aux yeux des hommes d'affaires allemands, les garanties constitutionnelles tout aussi explicites de la propriété privée et d'une compensation équitable en cas de confiscation par l'État.

Pour les milieux d'affaires, l'aspect le plus inquiétant du nouvel ordre républicain résidait dans la mesure où il menaçait de soumettre l'économie à la politique, et qui plus est à la politique démocratique. Les capitalistes allemands avaient suffisamment adhéré aux doctrines économiques libérales du XIX^{e} siècle pour considérer la politique comme une sphère d'activité tout à fait différente et essentiellement distincte de celle de l'économie.(1) Cette dernière leur paraissait plus centrale, plus fondamentale, plus déterminante que la politique, et comme les marxistes, ils accordaient à l'économie la primauté – bien que pour des raisons différentes – sur la politique. Ils considéraient eux aussi l'économie comme une question objective, régie par des lois immuables et perceptibles, tandis que la politique, en revanche, semblait vulnérable aux passions dangereuses et sujette à l'imprévisibilité, en particulier lorsque les masses non averties jouissaient de tous les droits politiques. Confier la responsabilité ultime des politiques économiques de la nation à un parlement élu par le peuple semblait à la plupart des grands hommes d'affaires une grave folie, voire une violation des principes les plus fondamentaux de la société humaine. Presque tous étaient d'accord pour dire que cela ne pouvait pas être bon pour *die Wirtschaft* et pour les hommes qui avaient la responsabilité de répondre à ses besoins.

Au cours des premières années de la République, les dirigeants de l'industrie allemande ont répondu aux dangers qu'ils voyaient dans la nouvelle politique en cherchant à dépolitiser les questions de politique économique. Ils ont trouvé un soutien dans cette entreprise parmi leurs nouveaux alliés dans les syndicats. De nombreux dirigeants syndicaux partageaient avec les industriels la conviction que des hommes pratiques habitués à faire face aux réalités de la vie économique pouvaient mieux déterminer des politiques économiques saines que les parlementaires et les bureaucrates, qui n'avaient souvent pas une connaissance directe du monde quotidien et étaient soumis à des pressions étrangères aux questions économiques en jeu. C'est pourquoi, au début de la période républicaine, la grande industrie et les syndicats étaient favorables à ce que de vastes domaines de la prise de décision économique soient soustraits au contrôle de l'État et confiés à des organismes quasi-officiels dans lesquels les ouvriers et le patronat jouissaient d'une représentation égale.(2) Cet arrangement plaisait aux capitalistes car il offrait un moyen de compenser la supériorité numérique autrement insurmontable des ouvriers. Si la politique économique pouvait être placée sous l'influence d'organes dans lesquels le patronat était représenté à égalité avec les ouvriers, les dirigeants industriels allemands, politiquement actifs,

auraient plus de facilité à défendre leurs intérêts que si ces questions étaient laissées au libre jeu des forces dans les parlements démocratiquement élus de la République.

Pendant un certain temps, cette stratégie de dépolitisation a semblé réussir. Elle a pris une forme institutionnelle dans la Zentralarbeitsgemeinschaft (ZAG), la pierre angulaire nationale de la structure des conseils patronaux et syndicaux établis sous les auspices des Accords de Stinnes-Legien. En 1919, alors que l'appareil d'État était encore affaibli par la révolution et surchargé par les problèmes de démobilisation et de rétablissement de la paix, la ZAG s'est arrogé une variété de fonctions quasi-officielles. Avec ses porte-parole industriels et syndicaux qui ont souvent coopéré en vertu d'un engagement commun à restaurer la productivité en temps de paix, la ZAG est parvenue à exercer une influence forte, souvent décisive, sur l'élaboration de la politique économique allemande d'après-guerre. Elle a joué un rôle important dans le démantèlement du réseau de contrôles économiques du temps de guerre, une étape qui a grandement facilité les efforts des grandes entreprises pour se libérer des contraintes gouvernementales.(3) La ZAG s'est également avérée utile pour contrer les menaces gauchistes visant à restaurer les conditions de fonctionnement habituelles souhaitées par les capitalistes allemands. Lorsqu'en 1919 des groupes politiques de gauche ont fait pression afin de réduire la journée de travail dans les mines, malgré une pénurie aiguë de charbon, les porte-parole syndicaux de la ZAG ont soutenu la résistance de la direction à cette mesure. Ils se sont également joints à la direction en opposant le poids de la ZAG aux propositions visant à conférer des pouvoirs étendus aux conseils ouvriers qui ont vu le jour dans le sillage de la révolution et qui constituaient une menace non seulement pour l'autorité de la direction mais aussi pour le rôle des syndicats en tant qu'agents des ouvriers. Du point de vue des grandes entreprises, la ZAG a remporté un succès retentissant dans les premières phases de la République en isolant la sphère économique des nouvelles pressions de la politique de masse libérée par la révolution.

Les tensions qui sont réapparues entre le patronat et les syndicats ont rapidement sapé l'efficacité de la ZAG. En mars 1920, le refus de la direction industrielle de dénoncer le Putsch de Kapp et de soutenir l'appel à la grève générale des syndicats a considérablement envenimé les relations. Mais en fin de compte, l'expérience de collaboration de classe a succombé à une foule de pressions, en particulier celles exercées par l'inflation chronique d'après-guerre. Le patronat pouvait faire face à l'inflation simplement en augmentant les prix à sa discrétion. En raison de ses droits de négociation renforcés, le mouvement syndical ne s'en est pas trop mal sorti au départ. Mais dans la phase d'hyperinflation, les salaires – qui n'étaient payés qu'à intervalles fixes – ont pris de plus en plus de retard sur les prix.(4) Malgré les plaidoyers des représentants

syndicaux de la ZAG pour que les augmentations de salaires suivent le rythme des prix, la plupart des entreprises industrielles ont préféré exploiter cette situation favorable et maximiser leurs profits. En conséquence, le soutien des ouvriers à la ZAG s'est érodé, car plusieurs syndicats se sont retirés. L'autorité de la ZAG a également diminué en raison de la prise en charge d'un grand nombre de ses fonctions consultatives par le conseil économique provisoire (vorläufiger Reichswirtschaftsrat, ou RWR), une chambre consultative établie par la constitution de Weimar et composée de délégués syndicaux, patronaux et d'intérêt public. En 1923, alors que la ZAG est déjà fortement affaiblie par les défections syndicales et les empiètements du RWR, elle reçoit un coup fatal lorsque les industriels du charbon profitent de l'occupation franco-belge de la Ruhr pour imposer la suspension de la journée de travail de huit heures qui constitue l'une des pierres angulaires des Accords Stinnes-Legien, à l'origine de la ZAG. L'organisation a subsisté pendant quelques années mais a cessé d'exercer une autorité significative. Avec sa neutralisation, la stratégie de dépolitisation a également pris fin.

Bien avant la désintégration de la ZAG, les limites de cette stratégie étaient devenues évidentes. Une fois la bureaucratie du Reich remise du choc de la révolution et des changements de personnel qui l'ont rendue acceptable par le nouveau régime, elle a commencé à réaffirmer son contrôle sur la politique économique. Suite à la convocation du premier Reichstag républicain au cours de l'été 1920, les questions d'intérêt vital pour les grandes entreprises, telles que les impôts, font de plus en plus l'objet de batailles législatives parlementaires et de luttes au sein des partis politiques et des cabinets de coalition. Les dirigeants du grand patronat s'étaient préparés à cette évolution, ayant décidé très tôt de compléter la stratégie de dépolitisation en se plongeant dans la politique partisane de la nouvelle République. Sous l'Empire, ils n'avaient guère ressenti le besoin de s'engager personnellement dans la politique, car les hommes d'affaires trouvaient généralement plus pratique de contourner les partis et de traiter directement avec les fonctionnaires du gouvernement, qui étaient, pour la plupart, bien disposés à l'égard de leurs intérêts et que l'ordre constitutionnel quasi autoritaire mettait à l'abri des pressions populaires et parlementaires. Au cours des dernières décennies de l'Empire, la participation ouverte des hommes d'affaires importants à la politique partisane a nettement diminué, bien que certains aient cherché à défendre leurs intérêts en exerçant une influence en coulisse sur les partis de droite.(5) L'avènement de la République démocratique a toutefois entraîné un brusque renversement de cette tendance, puisque certains des hommes d'affaires les plus importants d'Allemagne ont abandonné leur position non partisane habituelle pour assumer un rôle actif et ouvert dans les partis dits *bürgerlich*, ou bourgeois.(6)

La plupart des grands hommes d'affaires qui se lançaient dans la politique s'affiliaient au principal parti de droite, le Parti national populaire allemand (DNVP), ou – en plus grand nombre encore – au Parti populaire allemand (DVP), plus modéré et libéral. Un plus petit nombre avait rejoint le Parti du centre catholique et le Parti démocratique allemand (DDP) de gauche, qui ont tous deux collaboré avec les Sociaux-Démocrates majoritaires dans la « coalition de Weimar » qui avait gouverné la République pendant une grande partie de son existence initiale. Des facteurs qui différaient d'une personne à l'autre déterminaient le choix des partis : la religion, les loyautés traditionnelles, les configurations politiques régionales et les liens personnels. Mais indépendamment de l'affiliation officielle à un parti, les grands hommes d'affaires politiquement actifs se sentaient liés les uns aux autres par un lien qui transcendait les divisions partisanes, car la politique restait pour eux une simple question d'intérêts et de convenance. La plupart d'entre eux avaient peu de bagages idéologiques, si ce n'est leur attachement à la propriété privée et à l'entreprise privée. Ils partageaient une aversion pour le socialisme sous toutes ses formes et une forte aversion pour la réglementation de l'activité économique par le gouvernement, ainsi que pour les mesures de protection sociale de l'État qui nécessitaient une augmentation des impôts. Mais, hormis le fait qu'ils partageaient une vision généralement nationaliste du reste du monde et le rejet amer de l'accord territorial de Versailles, alors si répandu en Allemagne, ils s'intéressaient rarement aux questions non économiques. Lorsqu'ils faisaient un rare effort pour articuler leurs philosophies politiques, ils employaient le plus souvent les mots « national » et « libéral ». Dans l'usage allemand de l'époque, une vision « nationale » se résumait à un dévouement autoproclamé à la poursuite désintéressée de l'intérêt de la nation, qui masquait trop souvent une allégeance nostalgique au statu quo de 1914. La signification du mot « libéral » a souvent été problématique en Allemagne, mais dans les cercles d'affaires de la période républicaine, ce terme avait des connotations particulièrement larges. Un industriel l'a exprimé lorsqu'il a expliqué sa position à une connaissance après la disparition de la République : *« Comme vous le savez bien, j'ai toujours été libéral, au sens de Kant et de Frédéric le Grand ».*[7]

Certains membres du monde des affaires ont non seulement adhéré à des partis politiques, mais ont également été élus députés au Parlement. Le système de représentation proportionnelle de la République facilitait cette évolution en permettant aux candidats d'être élus sur la liste des candidats d'un parti sans avoir à faire activement campagne. Le nouveau système est entré en vigueur avec les élections du premier Reichstag républicain en 1920, produisant une chambre constellée de personnalités issues des rangs de la grande entreprise, notamment Hugo Stinnes, son directeur général, Albert Vögler ; Kurt Sorge, un directeur de Krupp et président du Reichsverband industriel, l'ancien directeur général de

Krupp, Alfred Hugenberg, et Carl Friedrich von Siemens, de la dynastie berlinoise des équipements électriques. Mais comme la plupart de ces hommes se consacraient avant tout à leurs affaires courantes et, dans certains cas, siégeaient également à la ZAG ou au RWR, ils ne pouvaient consacrer beaucoup de temps aux responsabilités parlementaires. Ils n'assistaient que rarement aux séances plénières du Reichstag et participaient peu aux travaux de ses commissions permanentes. En raison de leurs activités professionnelles exigeantes et de leur répugnance à assumer des responsabilités politiques à un moment où des circonstances difficiles rendaient inévitables des mesures impopulaires, la plupart d'entre eux avaient refusé des postes ministériels, privant ainsi leur parti de la possibilité d'accroître son influence au niveau ministériel.(8) Leurs collègues parlementaires en vinrent bientôt à les considérer avec méfiance, car ils manquaient souvent d'assister à des appels nominaux importants, tout en servant de cibles vulnérables aux gauchistes qui cherchaient à dépeindre les partis bourgeois comme des laquais des grands capitalistes.(9) Comme leurs fonctions parlementaires s'avéraient un fardeau fastidieux, la plupart des grandes figures du monde des affaires avaient décidé, avant les élections de 1924, de se retirer du Reichstag. Par la suite, la représentation parlementaire des grandes entreprises fut dévolue à des hommes qui ne participaient pas du tout à la gestion ou à des cadres secondaires.

Dans aucun des partis bourgeois, les grandes entreprises n'occupaient une position dominante, et dans la concurrence souvent acharnée avec d'autres groupes d'intérêts pour obtenir des places favorables sur les listes de candidats des partis, les grandes entreprises souffraient d'un sérieux handicap. Contrairement à la plupart de ces groupes – les syndicats, les organisations d'artisans, de cols blancs, de commerçants de détail, de fonctionnaires et d'agriculteurs – elles ne disposaient pas d'un électorat de masse qui leur soit propre. En négociant des candidatures avantageuses, les porte-parole des grandes entreprises ne pouvaient pas promettre aux partis le bien le plus précieux de la politique électorale : de grands blocs de votes fiables. Pour compenser cette lacune, les grandes entreprises ont puisé dans un autre bien dont les partis avaient besoin et qu'elles possédaient en abondance : l'argent. Du point de vue des hommes d'affaires allemands, la politique électorale dans la République de Weimar est rapidement devenue une question de compensation des chiffres derrière d'autres groupes d'intérêt avec les ressources financières des grandes entreprises – une question d'opposer l'argent aux votes.

En utilisant l'argent pour protéger leurs intérêts politiques, les grands hommes d'affaires ont employé une variété de stratagèmes.(10) Certains de leurs porte-parole ont obtenu des places « sûres » convoitées sur les listes de candidats des partis bourgeois lorsque les intérêts commerciaux ont intercédé en leur faveur auprès de la direction nationale de ces partis en leur faisant miroiter une aide

financière. Dans d'autres cas, les grands intérêts commerciaux ont concentré leurs ressources au niveau local ou régional pour assurer la nomination et l'élection de leurs candidats en utilisant essentiellement la même méthode. Une solution plus directe consistait tout simplement à acheter les services de parlementaires : un député ou un futur député recevait une sinécure sur le registre du personnel d'une entreprise, avec l'accord tacite qu'il servirait d'agent parlementaire. Une manière plus décente d'atteindre le même objectif consistait à donner à un homme politique influent un siège au conseil de surveillance d'une entreprise, un poste qui comportait peu de tâches et de responsabilités mais qui était assorti d'honoraires lucratifs. Dans d'autres cas encore, l'initiative est venue du côté des partis. Dans l'espoir d'obtenir des subventions de la part des grandes entreprises, les dirigeants des partis recherchaient des personnes issues des milieux d'affaires et leur accordaient des places sur leurs listes de candidats qui garantissaient l'élection, démontrant ainsi le souci du parti pour le bien-être des grandes entreprises. Dans l'ensemble, les partis bourgeois accueillaient favorablement la participation des entreprises, car elle se traduisait généralement par un soutien financier.

Le cas d'IG Farben, le géant de la chimie créé en 1925, illustre les possibilités d'utiliser l'argent des entreprises pour s'assurer une représentation parlementaire.(11) À la fin des années 1920, le conseil de surveillance de Farben comprenait trois députés du Reichstag, un pour le DDP, un pour le Centre et un pour le DVP. En outre, l'un des directeurs de la société, Wilhelm Kalle, était député DVP à la fois au Reichstag et au Landtag prussien. Un comité secret spécial, présidé par Kalle et connu sous le nom de Kalle-Kreis ou Kränzchen, gérait l'argent politique de Farben. Agissant avec des pouvoirs discrétionnaires étendus, il accordait chaque année un total d'environ 300 000 marks au DDP, au Centre et au DVP, le montant le plus important allant normalement au DVP. Pendant les campagnes électorales nationales ou prussiennes, les entreprises distribuaient des paiements supplémentaires d'un montant à peu près équivalent aux mêmes partis. Il s'agissait de sommes considérables à une époque où le budget annuel du siège national d'un grand parti comme le DNVP ne s'élevait qu'à environ un demi-million de marks et où un parti bourgeois pouvait organiser une campagne électorale dans certaines des trente-cinq circonscriptions électorales de la République pour seulement 20 000 à 30 000 marks.(12)

Farben ne fut pas le seul à contribuer à plus d'un parti. Peu de grands hommes d'affaires ressentaient une forte loyauté envers l'un des partis de Weimar, à l'exception peut-être de certains catholiques qui s'accrochaient au Parti du Centre pour des raisons d'identification religieuse.(13) Pour la plupart d'entre eux, la politique des partis n'était guère plus qu'une sphère d'activité gênante qui exigeait au moins un minimum d'attention et l'allocation de quelques fonds. Ils considéraient leurs contributions comme des investissements destinés à maintenir

les barrières au socialisme et à assurer l'accès de leurs entreprises aux personnes au pouvoir. Ils auraient préféré un seul parti bourgeois uni et regardaient avec envie les États-Unis, où un système de partis plus simple semblait permettre à leurs homologues américains d'influencer plus facilement la forme de la politique nationale.(14) En l'absence d'un tel parti uni, d'autres se sont joints à Farben pour distribuer leur argent politique à travers le spectre politique dans l'espoir de renforcer ainsi les éléments bourgeois de la politique allemande et de s'assurer qu'ils auraient des amis au pouvoir, quels que soient les partis en place à n'importe quel moment.

L'absence de toute direction centralisée ou même de toute coordination des efforts déployés par les hommes d'affaires pour opposer l'argent aux votes a considérablement réduit l'efficacité de ces efforts. Contrairement à une croyance répandue, les associations nationales ou de pointe des grandes entreprises – les « *Spitzenverbände* » – qui auraient pu servir de leviers de pression sur les politiciens, ne jouaient aucun rôle dans la collecte ou le versement de l'argent politique.(15) Les dirigeants du Reichsverband industriel, qui reposait sur une fusion précaire de groupes dont les intérêts économiques étaient souvent en conflit, s'abstenaient scrupuleusement de toute activité politique partisane afin d'éviter toute dissension interne supplémentaire ; il en allait de même, pour des raisons similaires, des dirigeants de la Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, l'association nationale des organisations patronales chargée de défendre les intérêts de l'industrie dans les questions syndicales. Des associations commerciales nationales plus spécialisées, représentant des branches particulières des grandes entreprises, se sont également abstenues de toute participation directe à la politique des partis. Toutes ces associations nationales se sont engagées dans des activités politiques, bien sûr, car leurs responsables ont assidûment cultivé les figures clés de la bureaucratie et exercé un lobbying vigoureux dans les parlements d'Allemagne au nom des grandes entreprises. Mais elles ne jouaient aucun rôle direct dans le délicat processus de transformation de l'argent en influence.

En l'absence de tout système national de gestion de leur argent politique, les grands hommes d'affaires ont mis en commun leurs ressources financières à des fins politiques de diverses manières. Dans certaines parties du pays, les associations industrielles régionales, plus petites et souvent plus homogènes, collectaient l'argent des entreprises membres et le distribuaient aux partis politiques. Cependant, selon toutes vraisemblances, des sommes beaucoup plus importantes provenaient d'accords de mise en commun régionaux établis spécifiquement à des fins politiques en dehors du cadre des associations commerciales existantes. Le Kuratorium für den Wiederaufbau des Deutschen Wirtschaftslebens de Berlin, créé en 1919, gérait les fonds politiques des entreprises industrielles de la capitale et des environs ainsi que ceux des grandes

banques berlinoises qui desservaient toute l'Allemagne.[16] Il cherchait à faire participer le plus grand nombre possible d'hommes d'affaires actifs à la politique et à influencer les politiques des partis. À ces fins, il a versé des sommes considérables à tous les grands partis bourgeois pendant les campagnes électorales nationales. La part la plus importante est allée, au début, au DDP, puis au DVP, le Parti du Centre et le DNVP recevant également des sommes importantes. En 1928, les ressources du Kuratorium ont subi une diminution importante lorsque les grandes banques berlinoises, préférant gérer elles-mêmes leurs contributions politiques, ont retiré leur soutien. Plus tard, la dépression a réduit l'organisation à sa plus simple expression en réduisant considérablement la volonté de contribution des participants restants. D'autres organisations régionales similaires au Kuratorium, dont on sait moins de choses, ont opéré dans de nombreuses régions du pays.[17]

Les entreprises de charbon, de fer et d'acier de la Ruhr ont également cherché à combiner leur argent politique pour en augmenter l'impact. Dans les premières années de la République, elles ont fait appel à une organisation autonome créée à la fin de l'Empire dans ce but : la Kommission zur Sammlung, Verwaltung und Verwendung des Industriellen Wahlfonds.[18] Ses fonds, comme ceux du Kuratorium, provenaient de cotisations prélevées sur les entreprises participantes. À l'occasion des élections de 1919 et 1920, la Kommission a versé aux partis bourgeois des sommes considérables, souvent destinées à des candidats considérés comme particulièrement intéressants du point de vue industriel. Mais avec la dépréciation de ses réserves financières pendant l'inflation, elle périclita. En 1924, après la stabilisation du mark, la Kommission céda la place à un arrangement moins formel par lequel les industriels du charbon, d'une part, et ceux du fer et de l'acier, d'autre part, créèrent des fonds séparés qui furent déboursés de manière coordonnée.

L'administration de ces deux fonds fut initialement confiée à Alfred Hugenberg, qui avait longtemps joué un rôle important dans les coulisses de la Kommission.[19] Ancien fonctionnaire qui siégea comme député du DNVP au Parlement national pendant toute la République, après avoir été directeur général de Krupp de 1909 à 1918, Hugenberg était à l'époque – et l'est toujours – souvent dépeint à tort comme un agent de l'industrie. En investissant astucieusement les importantes sommes d'argent industrielles mises à sa disposition pendant la guerre pour mobiliser l'opinion publique en faveur des objectifs annexionnistes, il s'est rendu financièrement indépendant de ses bailleurs de fonds dans l'après-guerre et est devenu une force politique à part entière. Bien qu'il ait continué à avoir des partisans dans les cercles industriels de la Ruhr, en particulier parmi les exploitants de charbon, il s'est aliéné bon nombre des hommes les plus influents de l'industrie sidérurgique à la fin des années 1920. Ils n'appréciaient pas son arrogance croissante et déploraient son adhésion

idéologique à la ligne rigide de la Ligue pangermanique ultranationaliste. À l'occasion, ses convictions l'ont amené à faire fi des intérêts économiques immédiats des grandes entreprises, comme dans le cas du plan Dawes, auquel il s'est opposé malgré le fait que l'industrie allemande avait désespérément besoin du crédit américain que seule l'approbation du plan Dawes pouvait rendre disponible. Ces différences ont atteint leur paroxysme en 1927, lorsque Hugenberg a cherché à utiliser les fonds politiques de l'industrie pour prendre le contrôle du DNVP en refusant à son président, le comte Kuno von Westarp, une voix dans l'allocation de la part de ce parti de ces fonds. Certains des principaux industriels du fer et de l'acier de la Ruhr, qui se méfiaient depuis longtemps de Hugenberg en raison, entre autres, de ses liens plus étroits avec les exploitants de charbon, considéraient cette démarche comme un détournement autoritaire de leur argent et une menace pour l'unité d'un parti qu'ils considéraient comme un rempart du conservatisme. Fournissant généreusement à Westarp des fonds provenant d'une taxe spéciale sur les entreprises sidérurgiques, ils contournèrent Hugenberg et prirent en charge la gestion de leurs propres fonds politiques.(20) Hugenberg, qui prit la tête du DNVP en 1928, continua à bénéficier de l'allégeance et du soutien financier d'industriels influents et à représenter les espoirs politiques des éléments d'extrême droite du monde des affaires, au moins jusqu'à la phase finale de la période républicaine. Puis, comme nous le verrons plus loin, ses partisans dans les milieux d'affaires ont commencé à se faire rares, aliénés par sa politique obstinément négative, qui le privait de toute voix au gouvernement, ainsi que par son soutien aux intérêts agraires dans leurs affrontements de plus en plus acrimonieux avec l'industrie sur la politique commerciale.

La collaboration entre les industriels du fer et de l'acier de la Ruhr et les exploitants de charbon reprit au début de 1928 lorsque le plus influent des critiques industriels de Hugenberg, Paul Reusch, du groupement Gutehoffnungshütte, prit l'initiative de former une organisation secrète de douze industriels de premier plan, la Ruhrlade.(21) Ce groupe, issu des industries du charbon et du fer de la Ruhr et des régions rhénanes, se réunissait une fois par mois, en tenue officielle, pour une soirée de sociabilité et de délibération sur des sujets d'intérêt commun. En mars 1928, ils ont convenu d'utiliser leur nouvelle organisation pour gérer les contributions politiques des grandes entreprises industrielles de la Ruhr pendant la campagne pour les élections du Reichstag en mai de cette année-là. Les hommes de la Ruhrlade se sont eux-mêmes chargés de l'évaluation et de la collecte des contributions de l'industrie sidérurgique. L'évaluation et la collecte de la taxe pour l'industrie du charbon sont restées entre les mains des exploitants du charbon. La Ruhrlade s'est toutefois arrogé le pouvoir de dépenser les deux prélèvements et a poursuivi cette pratique au cours des années suivantes. Sur la base des preuves disponibles, la somme annuelle

dont elle disposait s'élevait, au cours de la période 1928-30, à au moins 1,2 million de marks, et peut-être même à 1,5 million de marks. Cela donnait à ses membres le contrôle du plus grand fonds politique des grandes entreprises, et probablement de tout groupe d'intérêt spécial, en Allemagne. Au moment des élections de 1928, la Ruhrlade a versé au moins 200 000 marks au siège national du DNVP, ce qui représente près de la moitié de l'argent que ce parti a reçu des grands donateurs. Un montant similaire est probablement allé au DVP, et une somme moindre au Parti du Centre. La Ruhrlade soutenait également des candidats individuels qu'elle considérait comme particulièrement favorables à l'industrie. Après les élections de 1928, elle a subventionné le DNVP et le DVP à hauteur de 5 000 marks par mois chacun, et elle a donné 3 000 marks par mois au Parti populaire bavarois catholique et conservateur.

Les efforts déployés par les grandes entreprises en vue d'utiliser leur argent pour exercer une influence sur les partis non socialistes et pour assurer la représentation de leurs intérêts dans les parlements de la République ont donné des résultats décevants.(22) Malgré les ressources financières souvent considérables que les capitalistes et leurs agents pouvaient mettre à contribution, les hommes politiques se sont montrés d'une résistance déconcertante à la manipulation par des récompenses et des sanctions matérielles. Cela s'est avéré particulièrement vrai en ce qui concerne l'attribution cruciale des premières places convoitées sur les listes de candidats parlementaires des partis, qui garantissaient pratiquement l'élection dans le cadre du système de représentation proportionnelle de la République. Si les dirigeants des partis bourgeois se sont montrés disposés à confier quelques-unes de ces nominations aux porte-parole des grandes entreprises, ils ont résisté obstinément aux pressions visant à en augmenter sensiblement le nombre. Les agents politiques des grandes entreprises ont riposté à plusieurs reprises en menaçant de ne pas verser de contributions financières si les partis ne répondaient pas à leurs exigences. Cette tactique a cependant donné peu de résultats. Du point de vue des politiciens, les grandes entreprises ne représentaient qu'un groupe de pression parmi d'autres, et loin d'être le plus puissant sur le plan politique. Si elles pouvaient menacer de ne pas verser d'argent, leurs concurrents des groupes de pression moins riches pouvaient confronter les chefs de parti à une perspective plus sombre : la perte des blocs d'électeurs sur lesquels ils exerçaient leur influence. En outre, les politiciens savaient par expérience que les menaces des grandes entreprises s'avéraient presque invariablement vaines, car les capitalistes n'avaient pas de réelle alternative. Leur principale préoccupation politique était de maintenir les partis non socialistes comme un rempart contre les partis de gauche, et le fait de retenir les contributions habituelles au moment des élections ne ferait que contrarier cet objectif. Les politiciens pouvaient ainsi défier les grandes entreprises en toute impunité. Après avoir tergiversé, ses porte-parole ont finalement presque

toujours fait des dons comme d'habitude, craignant que le fait de ne pas le faire ne fasse que renforcer les ennemis du capitalisme dans les urnes. Seuls les tumultueux bouleversements de 1932 ont finalement conduit certains capitalistes politiquement actifs à ne pas verser leurs contributions habituelles.

En raison de ces limites, les grandes entreprises restaient faiblement représentées au Reichstag. Ses porte-parole ne représentaient qu'une petite minorité, même dans les partis bourgeois. Dans l'ensemble de la chambre, la proportion de porte-parole de l'industrie oscillait entre 4 et 7 % avant 1930, lorsque les avancées massives du National-Socialisme ont encore réduit ce niveau.(23) Les porte-parole des groupes d'intérêt comprenant un grand nombre d'électeurs bénéficiaient d'une représentation nettement plus forte. Malgré le déclin continu de l'agriculture, les porte-parole agraires ont obtenu 14 % des sièges dans les parlements des années 1920.(24) Selon des estimations bien informées, le nombre de députés identifiés aux intérêts de la fonction publique atteignait le quart de la chambre, en comptant tous ceux qui, comme les officiers militaires à la retraite et les membres du clergé, dépendaient de la rémunération ou des pensions du gouvernement.(25) Un autre bloc important et puissant de députés était composé de porte-parole et de membres des trois mouvements syndicaux – socialiste, chrétien et libéral. En raison de l'appartenance syndicale de la plupart des députés du SPD, le bloc syndical avait beaucoup plus de poids que le nombre de représentants syndicaux dans la chambre ne le laissait supposer.(26)

Les grands hommes d'affaires ont également subi de nombreuses déceptions dans leurs efforts pour influencer indirectement la politique en contrôlant la presse.(27) Au début des années 1920, profitant des revers que la guerre et l'inflation avaient infligés aux entrepreneurs indépendants qui possédaient auparavant la majeure partie de la presse allemande, les grandes entreprises ont pris le contrôle de nombreux journaux importants d'Allemagne. Hugenberg, utilisant les fonds qui lui avaient été confiés par ses bailleurs de fonds industriels pendant la guerre, a mis en place un empire médiatique qui comprenait un service de presse national, des dizaines de journaux provinciaux, plusieurs grands journaux à Berlin et, finalement, le plus grand studio de cinéma du pays. Cependant, Hugenberg a rapidement commencé à utiliser les médias qu'il contrôlait à des fins politiques qui, comme nous l'avons déjà noté, entraient parfois en conflit avec les intérêts de la communauté des affaires. Pendant l'inflation, Hugo Stinnes, prétendument l'industriel le plus riche d'Allemagne, a acquis une série de journaux, dont le *Deutsche Allgemeine Zeitung* (DAZ), l'un des principaux quotidiens de la capitale. Après l'effondrement de l'empire financier de Stinnes suite à sa mort en 1924, le gouvernement a secrètement subventionné le DAZ pour empêcher son acquisition par Hugenberg ou par des critiques de gauche du gouvernement. En 1927, lorsque les révélations publiques ont rendu impossible la poursuite de cet arrangement, le DAZ est secrètement passé, par

l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères Gustav Stresemann, en possession d'un consortium de grands intérêts commerciaux comprenant des industriels de la Ruhr, les principales sociétés de transport maritime de Hambourg et de Brême, et les grandes banques de Berlin. Lorsque le DAZ a commencé à enregistrer des déficits au début de la dépression, il a reçu d'importantes subventions de la Ruhrlade, tout comme un grand journal conservateur de la Ruhr, le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* d'Essen. La figure de proue de la Ruhrlade, Paul Reusch, exerçait également un contrôle, par le biais des participations financières de son entreprise, sur trois journaux importants, le *Münchner Neueste Nachrichten* de Munich, le *Schwäbischer Merkur* de Stuttgart et le *Fränkischer Kurier* de Nuremberg. En 1929, IG Farben a secrètement investi dans un prestigieux quotidien de gauche qui avait un lectorat national, le *Frankfurter Zeitung*, faisant ainsi entrer un autre grand journal, au moins partiellement, dans l'orbite des grandes entreprises.

Du point de vue des grands hommes d'affaires impliqués, ces efforts pour façonner l'opinion publique en exerçant des droits de propriété sur les journaux ont donné de maigres résultats. Il s'est même avéré difficile de contrôler le contenu des journaux dans lesquels ils avaient investi. Une grande partie de la difficulté tient à la nature même des activités des journaux. La nécessité d'une prise de décision rapide, sur place, sous la pression de délais inexorables, empêchait effectivement les bailleurs de fonds, eux-mêmes très occupés par les tâches exigeantes de la gestion de grandes entreprises et d'organisations associatives, de dicter au jour le jour les informations et le contenu éditorial. Les grands hommes d'affaires se voyaient donc généralement contraints de dépendre d'intermédiaires dans leurs relations avec les journaux dans lesquels ils avaient investi. Le cas de Hugenberg, qui a exploité son rôle d'intermédiaire pour dicter, à ses propres fins politiques, la politique éditoriale des journaux qu'il avait acquis, illustre les dangers d'un tel arrangement. Il en va de même pour les expériences de Stinnes, Reusch et du consortium propriétaire du DAZ, qui ont tous dû s'en remettre aux rédacteurs des journaux sur lesquels ils exerçaient un contrôle financier. Dans la même mesure, ces rédacteurs en chef ont pu utiliser leur contrôle sur les opérations quotidiennes pour maintenir un degré appréciable d'indépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds de leurs journaux.(28) Une autre limite à l'efficacité des efforts des grandes entreprises pour utiliser la presse résidait dans le paradoxe suivant : le contrôle manifeste des journaux en question ne faisait que diminuer leur efficacité en les discréditant en tant que porte-parole capitalistes aux yeux d'une grande partie du public qu'ils étaient censés influencer. C'est cette considération qui a dicté à IG Farben sa gestion circonspecte du *Frankfurter Zeitung*, qui a laissé le personnel de ce journal libre de toute intervention directe dans la politique éditoriale. Les grands hommes d'affaires directement impliqués dans la presse ont parfois cherché à surmonter ces

obstacles en publiant des directives politiques, en publiant des éditoriaux de leur propre conception ou en obtenant le renvoi d'un journaliste fautif.(29) Ils ont sans doute réussi à diffuser une grande quantité de propagande simplement en maintenant à flot les journaux qu'ils subventionnaient. Mais ces membres de la communauté des affaires qui se sont impliqués dans la presse sont restés, presque sans exception, insatisfaits des résultats de leurs entreprises journalistiques, souvent extrêmement coûteuses.

Les efforts déployés par les grandes entreprises pour diffuser leurs points de vue par le biais des agences de relations publiques créées par diverses organisations industrielles au cours des années 1920 se sont avérés tout aussi décevants.(30) En général, seuls les journaux et les magazines déjà bien disposés à l'égard des milieux d'affaires ont utilisé les publications et les documents de ces agences. Les grands journaux libéraux, dont la couverture de qualité des affaires économiques leur a valu un large lectorat dans les cercles politiques et économiques influents, se sont montrés imperméables à ces tentatives d'influence maladroites. En outre, à la grande frustration des grands hommes d'affaires allemands, la presse libérale prestigieuse et influente a constamment adopté une position critique à l'égard des grandes entreprises, des trusts et des cartels du pays. Même le *Frankfurter Zeitung*, malgré les actions détenues par Farben, dénonçait fermement les périls des grandes concentrations de capital – tout en évitant de dénoncer explicitement Farben lui-même – et défendait le principe d'une économie pluraliste composée de nombreux coéquipiers entrepreneurs.(31) Il n'est pas surprenant que la plupart des grands hommes d'affaires considéraient la presse comme une force essentiellement hostile dans toute la République.

Un autre aspect désillusionnant de l'implication des grandes entreprises dans la politique réside dans la réticence des politiciens à rester fidèles à leurs engagements. Hugenberg en fournit l'exemple le plus flagrant et le plus douloureux. Son intransigeance doctrinaire et son mépris fréquent pour les intérêts matériels immédiats de la communauté des affaires ont progressivement aliéné ceux qui l'avaient initialement propulsé en politique. À la fin de l'ère républicaine, un nombre croissant de ses anciens soutiens dans l'industrie cherchaient – en vain – à l'écarter de la direction du DNVP.(32) Gustav Stresemann fournit un exemple moins dramatique du même phénomène.(33) Il était entré en politique sous l'Empire comme porte-parole des industries de finition et de biens de consommation. Après la révolution, il sollicita le soutien des dirigeants du monde des affaires pour son nouveau parti, le DVP, en leur assurant qu'il défendrait leurs intérêts. Mais lui aussi s'est avéré décevant, car il a vigoureusement résisté aux manœuvres visant à faire du DVP un simple outil des grandes entreprises. Il a poursuivi ce que la plupart des chefs d'entreprise considéraient comme une politique de collaboration téméraire et périlleuse avec les Sociaux-Démocrates, jouant un rôle de premier plan dans leur entrée au

cabinet en 1923 et à nouveau en 1928. Ce n'est que dans les dernières années de sa vie, alors qu'il était préoccupé par ses fonctions de Ministre des affaires étrangères et que sa santé déclinait, que Stresemann a suffisamment négligé les affaires de ce parti peu organisé pour permettre aux grands intérêts commerciaux d'augmenter le nombre de ses députés qui leur sont redevables. Mais jusqu'à sa mort en 1929, il réussit, bien qu'avec de plus en plus de difficultés, à maintenir le parti derrière sa politique de conciliation avec la gauche.

Julius Curtius, collègue de parti et successeur de Stresemann au poste de Ministre des affaires étrangères, fournit un autre exemple du manque de fiabilité des politiciens du point de vue des grandes entreprises. Avocat ayant de nombreux clients industriels ainsi que des liens familiaux étroits avec l'un des plus grands groupes miniers, producteurs de fer et manufacturiers d'Allemagne, la Gutehoffnungshütte, Curtius a été élu député DVP avec le soutien du grand capital. Lorsqu'il devient Ministre de l'économie en 1925, il s'attire d'abord l'ire de nombre de ses anciens soutiens en prenant des décisions fondées sur sa perception du bien-être général, comme lorsqu'il oppose son veto à des propositions d'augmentation du prix du charbon.(34) Lorsque Curtius quitte le ministère de l'Économie en 1929 pour succéder à Stresemann au ministère des Affaires étrangères, il est considéré avec suspicion et aversion dans la plupart des milieux d'affaires. Un sort similaire attend son successeur à court terme au poste de Ministre de l'économie, Paul Moldenhauer, un autre parlementaire DVP, que IG Farben avait recruté en l'élisant à son conseil de surveillance.(35) Transféré au poste de Ministre des finances à la fin de l'année 1929, au moment où les premiers effets de la dépression se font sentir, Moldenhauer s'attire rapidement l'ire des milieux d'affaires par ses tentatives de concevoir une politique fiscale politiquement viable. Au printemps 1930, l'hostilité des éléments industriels au sein de son propre parti a contribué à sa décision de démissionner.

Les observateurs contemporains, ainsi que la plupart des historiens, ont eu tendance à considérer comme très efficaces les ressources financières que les grandes entreprises allemandes ont apportées à la politique pendant la République de Weimar. Les hommes d'affaires eux-mêmes voyaient les choses sous un jour très différent. Ils étaient, en fait, pleinement conscients des multiples et formidables obstacles qu'ils rencontraient lorsqu'ils tentaient de transformer leur puissance économique en influence politique. Bien qu'ils soient d'accord avec les observateurs qui considèrent que la lutte entre l'argent et les votes est inégale, de leur point de vue, l'avantage ne réside pas dans la supériorité des ressources financières mais dans celle du nombre.

3. Actifs

Bien que fréquemment frustrés dans leurs tentatives d'influencer les processus électoraux, de modeler l'opinion publique et de manipuler les politiciens, les capitalistes allemands n'ont pas vu leurs pires craintes concernant la nouvelle République démocratique se réaliser. Après les efforts avortés de la période post-révolutionnaire, la question de la socialisation s'est éloignée. Au lieu du déclin économique que beaucoup avaient prédit, une reprise étonnante eut lieu au cours de la seconde moitié de la décennie. Une fois l'hyperinflation et les politiques déflationnistes sévères de la stabilisation surmontées, l'économie a regagné le terrain perdu à une vitesse étonnante. Malgré les pertes territoriales qui réduisirent considérablement l'approvisionnement du pays en de nombreuses ressources naturelles essentielles et diminuèrent sa capacité industrielle, et malgré la contraction générale de l'activité économique en Europe, la production industrielle et le commerce extérieur de la République avaient dépassé ceux de l'Empire, considérablement plus grand, à la fin de l'avant-guerre, et le chômage restait élevé, un degré appréciable de prospérité revint néanmoins en Allemagne, accordant des bénéfices considérables à la plupart de ses capitalistes. En outre, les hommes d'affaires ont découvert au cours des années 1920 que, sous la République, ils possédaient un certain nombre d'actifs notables, dont certains étaient dus, du moins en partie, aux développements survenus depuis 1918.

Même le traité de paix de Versailles, qui a tant heurté les sensibilités nationalistes des grands hommes d'affaires allemands, n'a pas manqué d'avoir des effets secondaires bénéfiques pour eux. La question des réparations s'est avérée particulièrement importante à cet égard. En évoquant le spectre d'une confiscation des biens matériels par les vainqueurs, cette question a ajouté aux obstacles à la socialisation, car il était largement supposé que les anciens ennemis du pays respecteraient davantage le principe de la propriété privée que celui de la propriété publique.(1) Les aspects pratiques des paiements de réparation ont également rapidement rétabli l'influence du milieu des affaires dans les cercles gouvernementaux désormais républicains de Berlin. Confrontés à une myriade de problèmes techniques, économiques et financiers, dont beaucoup étaient de portée internationale, les dirigeants du nouvel État ont commencé très tôt à s'appuyer sur l'expertise de banquiers et d'industriels de premier plan pour concevoir des réponses aux exigences des vainqueurs. Loin d'être des marginaux confrontés à un environnement officiel hostile, certains des capitalistes les plus éminents du pays ont vu leurs conseils sur des questions ayant des ramifications de grande envergure être sollicités avec empressement par les dirigeants du nouvel État.(2) La question des réparations a également renforcé la position des milieux d'affaires dans la politique intérieure, donnant à leurs intérêts économiques un poids bien supérieur au nombre de leurs partisans

parlementaires. Comme les responsables républicains l'ont rapidement découvert, les puissances victorieuses préféraient les accords de réparation qui bénéficiaient au moins de l'assentiment des cercles industriels et bancaires qui contrôlaient les principales sources de capitaux en Allemagne. Étant donné que les vainqueurs se montraient beaucoup moins conciliants à l'égard des calendriers de réparations et des modalités de paiement en l'absence d'un tel assentiment, même les cabinets orientés à gauche se virent contraints de faire d'importantes concessions aux porte-parole politiques des grandes entreprises au cours des premières années de la République, afin de démontrer que ces intérêts soutenaient au moins les aspects fiscaux de la politique gouvernementale. Ce besoin d'apaiser l'opinion étrangère en résolvant la question des réparations a largement contribué à l'incapacité des premiers gouvernements républicains à adopter une législation qui aurait obligé les grandes entreprises à payer une part réaliste des impôts lorsque l'inflation d'après-guerre a rendu le système de revenus existant inefficace.(3) À l'automne 1923, l'effondrement de la résistance passive allemande à l'occupation franco-belge de la Ruhr après le défaut de paiement des réparations par le Reich a permis aux dirigeants industriels du pays de saper l'un des principaux acquis révolutionnaires des ouvriers. Exploitant la nécessité d'augmenter la production afin de répondre aux demandes de réparations du vainqueur, les industriels ont amené les autorités berlinoises à assouplir l'interdiction d'une journée de travail de plus de huit heures.(4) Les grandes entreprises n'ont pas tiré tout ce qu'elles avaient espéré de la question des réparations, n'ayant pas réussi à obtenir le retour des chemins de fer d'État à la propriété privée, par exemple. Mais les capitalistes allemands, même s'ils dénonçaient comme exorbitant et irréalisable le « tribut » extorqué à leur pays par ses anciens ennemis, ont exploité les problèmes que la question des réparations a créés en Allemagne pour améliorer leur propre position dans le nouvel ordre d'après-guerre.

L'inflation chronique qui a marqué les cinq premières années de la République a également profité à une grande partie du monde des affaires, notamment à la grande industrie.(5) La dépréciation de la monnaie a entraîné non seulement une réduction considérable de la valeur réelle des impôts payés par les entreprises, mais a également donné à ces dernières l'occasion de réduire les coûts effectifs de leurs salaires, qui ont été ajustés à la hausse moins fréquemment, et donc plus lentement, que les prix. En outre, l'inflation galopante a fortement réduit l'endettement des entreprises dont les dirigeants ont choisi de rembourser leurs anciennes dettes en papier-monnaie fortement dévalué. L'industrie allemande en particulier a augmenté ses actifs de façon spectaculaire aux dépens de ses créanciers, y compris les banques qui avaient traditionnellement contrôlé de grandes quantités de capitaux d'investissement. De nouveaux investissements considérables ont été réalisés aux frais de l'État, car la banque nationale, la

Reichsbank, a permis aux entreprises d'emprunter, à des taux d'intérêt bien inférieurs au taux de dépréciation de la monnaie, l'argent qu'elle avait frénétiquement imprimé pour répondre à la demande croissante de crédit. Les industriels alertes ont rapidement investi ces prêts dans des biens d'équipement qui conservaient leur valeur, puis ont remboursé les prêts avec du papier mark déprécié, que la Reichsbank a accepté à sa valeur nominale. La baisse de la valeur du mark par rapport aux devises étrangères a stimulé l'expansion industrielle en augmentant la demande à l'étranger pour les exportations allemandes, qui se vendaient à des prix bien inférieurs à ceux des concurrents. Bien que les grandes entreprises n'aient pas, comme le prétendent certains critiques, contrôlé ou déterminé le cours de la grande inflation, nombre d'entre elles ont abondamment profité des politiques gouvernementales infortunées qui ont permis à la monnaie de perdre de la valeur. Une partie de la communauté des affaires a contribué à alimenter l'inflation, en a profité, a échappé à une part significative de l'impôt, et a émergé avec des avoirs agrandis aux dépens des groupes sociaux moins capables de profiter des opportunités offertes par la dépréciation rapide de la monnaie.

Après la stabilisation de la monnaie à la fin de 1923, les cabinets non socialistes qui ont réorganisé l'économie ont adopté des politiques très favorables au monde des affaires.(6) La plupart des vestiges de la *Zwangswirtschaft* du temps de la guerre ont disparu. Le gouvernement a autorisé les employeurs à exiger des heures de travail plus longues dans un nombre croissant d'industries. De nouvelles lois fiscales ont accordé un traitement favorable aux entreprises et limité les impôts sur le revenu des riches tout en augmentant les droits d'accise qui ont pesé davantage sur la masse des consommateurs. Les dettes fiscales passées des entreprises ont été réduites ou effacées. Les industries de la Ruhr ont reçu une généreuse compensation du trésor public sous la forme de marks neufs et forts pour les livraisons de réparation en nature qu'elles avaient effectuées après l'effondrement de la résistance passive. Le gouvernement a effectivement fait obstacle aux tentatives des créanciers lésés d'exiger une restitution rapide et équitable de la part des débiteurs, y compris les nombreuses entreprises industrielles qui avaient profité de l'inflation pour effacer leurs obligations financières exprimées en montants fixes de papier déprécié.(7)

La politique étrangère républicaine s'est avérée, au cours des années de stabilisation, présenter des avantages pour le monde des affaires. Le plan Dawes, qui, en 1924, prévoyait une régularisation des paiements de réparations selon les lignes définies par un comité international d'experts, a entraîné une importante injection de crédits étrangers, notamment en provenance des États-Unis. Ce développement a contribué à protéger les capitalistes allemands de l'impact total des politiques monétaires déflationnistes de la période post-inflationniste. Avec l'aide du crédit étranger, une grande partie de l'industrie s'est lancée dans ce qu'on

a appelé le mouvement de rationalisation.[8] Dans de nombreux secteurs, la production était désormais concentrée dans de grandes unités utilisant des chaînes de montage et les techniques de gestion mises au point par l'Américain Frederick W. Taylor ; des machines sophistiquées permettant d'économiser de la main-d'œuvre automatisaient et accéléraient la production ; ainsi, le besoin de main-d'œuvre diminuait. La politique commerciale a également profité au monde des affaires. Lorsqu'en 1925, selon les termes du Traité de Versailles, l'Allemagne a repris le contrôle de ses tarifs douaniers, un cabinet orienté à droite a présidé à l'adoption d'un barème de droits d'importation qui allait largement dans le sens de la protection exigée par une alliance d'intérêts industriels et agraires.[9] Au cours du reste de la décennie, le gouvernement a cherché à apaiser les intérêts protectionnistes tout en négociant des accords avec d'autres pays européens visant à réduire les barrières commerciales afin d'augmenter les exportations allemandes. En profitant du besoin continu de la communauté des affaires pour des prêts et des investissements des pays de l'Europe occidentale et des États-Unis, le ministère des Affaires étrangères sous Stresemann a réussi à amortir l'opposition de ce groupe à la politique de satisfaire les obligations de réparations et de concilier les anciens ennemis de l'Allemagne dans l'ouest, particulièrement la Grande-Bretagne et la France. En tant qu'architecte de la politique étrangère allemande tout au long de la période de stabilisation, Stresemann a cherché à exploiter l'économie robuste de l'Allemagne afin de compenser les avantages militaires et politiques des puissances victorieuses. En conséquence, le ministère des Affaires étrangères a travaillé main dans la main avec les intérêts des grandes entreprises – en particulier ceux des industries clés du fer et de l'acier – dans le but de coordonner la politique économique publique et privée de manière à obtenir les meilleurs résultats en matière de politique étrangère dans le sens d'une révision des accords de Versailles. Lorsque les intérêts des groupes d'entreprises entraient en conflit avec la politique gouvernementale, cette dernière prévalait, parfois au grand dam des hommes d'affaires concernés. Mais à une époque où l'Allemagne ne possédait aucune force militaire pour soutenir ses objectifs dans la sphère internationale, Stresemann et les autres fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères considéraient les grandes entreprises comme un atout vital. Les dirigeants du monde des affaires pouvaient, dans l'ensemble, s'attendre à des réponses attentives à leurs souhaits du côté de la Wilhelmstrasse.[10]

Tout au long de la période républicaine, les capitalistes allemands ont pu également compter sur le soutien du ministère de l'Économie.[11] Après 1922, ce ministère est resté, avec une seule brève interruption, entre les mains d'une succession de ministres non socialistes bien disposés à l'égard des intérêts du monde des affaires. Les porte-parole des grandes entreprises pouvaient compter sur une écoute bienveillante de la part de ses fonctionnaires, qui appliquaient la plupart des lois réglementaires et rédigeaient une grande partie de la législation

économique nationale. Les demandes des intérêts commerciaux ne recevaient pas toujours une réponse favorable, car ces fonctionnaires défendaient les traditions de la fière et professionnelle fonction publique allemande et se montraient tout à fait capables de rejeter les requêtes des pétitionnaires, même les plus imposants. Néanmoins, un certain nombre de préjugés prédisposaient les hommes qui dirigeaient le ministère de l'Économie à considérer favorablement les grandes entreprises. Produit de la guerre, ce ministère portait encore les marques de ses années de formation, durant lesquelles le gouvernement impérial avait choisi, au nom de l'efficacité, de traiter principalement avec les grandes entreprises et les organisations associatives qu'elles dominaient. Ses fonctionnaires avaient également tendance à préférer l'apparente rationalité de l'« autorégulation » des entreprises au fonctionnement moins ordonné d'un marché concurrentiel en roue libre. Dans une large mesure, en raison de l'orientation de son personnel et de sa domination par des ministres favorables aux grandes entreprises, le ministère a sapé la seule législation importante de la République en matière de réglementation des cartels, adoptée en 1923 alors que les Sociaux-Démocrates participaient au cabinet. Sous la surveillance bienveillante du ministère de l'Économie, qui était chargé de faire appliquer la loi de 1923, les cartels ont continué à prospérer dans une grande partie de l'industrie, limitant la production et fixant les prix.(12) Avec la bénédiction du ministère, d'énormes trusts dominant des industries clés se sont développés à côté des cartels plus souples, les plus remarquables étant le combinat chimique IG Farben, formé en 1925, et l'United Steel Works, créé un an plus tard par la fusion de certaines des plus grandes entreprises sidérurgiques du pays. Encouragés par les ministères des Affaires étrangères et de l'Économie, les producteurs d'acier allemands ont également joué un rôle de premier plan dans la formation, en 1926, du cartel international de l'acier, qui a réglementé la production et les prix dans toute l'Europe occidentale. L'assentiment du gouvernement républicain à ces combinaisons de restriction du commerce a permis à certains des capitalistes les plus éminents d'Allemagne, malgré leurs assertions des vertus du capitalisme, de se livrer – comme sous l'Empire – à une aversion persistante pour la concurrence ainsi qu'à un penchant pour le contrôle de la production et la fixation des prix dans le but de s'assurer des marchés sans risque et à profit garanti.(13)

Les dirigeants des grandes entreprises ont pu légitimement revendiquer une part du mérite de l'amélioration frappante de leur position au cours des années 1920. En termes d'organisation, les industriels allemands jouissaient d'une cohésion bien plus grande que sous l'Empire. La mobilisation économique en temps de guerre et la réduction du commerce extérieur ont atténué les divergences d'intérêts qui avaient auparavant provoqué des affrontements ouverts et répétés entre les industries de base orientées vers le marché intérieur et les fabricants orientés vers l'exportation. Auparavant organisés au niveau national en

associations rivales, ces deux groupes ont coopéré étroitement pendant la guerre et la période révolutionnaire. En 1919, ils se sont regroupés, avec les jeunes industries chimiques, en une seule association industrielle, le Reichsverband der Deutschen Industrie.(14) S'intéressant principalement aux politiques économiques nationales, le Reichsverband a pris place aux côtés de la ligue nationale des organisations patronales industrielles, la Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, créée peu avant la guerre, et de la vénérable organisation nationale des chambres locales d'industrie et de commerce, la Deutscher Industrie- und Handelstag.(15) Parmi ces *Spitzenverbände*, ou associations de pointe, la plus active politiquement, le Reichsverband, était dominée par les intérêts des grandes entreprises. Bien financé, organisé de manière élaborée et dirigé par d'éminents industriels, il se chargeait de diriger le lobby de *die Wirtschaft*. Ses agents avaient accès aux plus hauts responsables de la République, y compris les chanceliers et les présidents, et pouvaient leur présenter directement leurs arguments. Son personnel professionnel bombardait les membres du cabinet, les fonctionnaires ministériels et les parlementaires de séries de statistiques et de documents de synthèse destinés à étayer ces arguments. Les fonctionnaires compétents et bien informés du Reichsverband ont aidé à former les porte-parole de l'industrie au Reichstag, qui étaient dispersés parmi les partis bourgeois, en un petit bloc cohésif qui s'est parfois avéré très efficace pour échanger des votes avec d'autres groupes d'intérêt afin de construire ou de bloquer des majorités sur des questions importantes pour l'industrie.(16) Le Reichsverband lui-même servait de forum national où les groupes d'intérêts industriels disparates pouvaient chercher à concilier leurs différences.

Une diminution générale des conflits au sein du camp industriel a facilité ces efforts de réconciliation de la part du Reichsverband. Cette évolution reflétait en partie une solidarité accrue entre des hommes qui partageaient le sentiment d'être sur la défensive dans un nouvel environnement politique dangereux. Dans une certaine mesure, elle reflétait également la propagation d'entreprises mixtes à grande échelle, dont les implications étaient suffisamment complexes pour brouiller certaines des lignes qui avaient parfois divisé l'industrie en camps belligérants sous l'Empire, notamment en matière de politique commerciale. Mais l'un des principaux facteurs de l'apaisement des conflits au sein du camp industriel réside dans le succès de la diplomatie interindustrielle, qui a permis de trouver des compromis entre des branches de production aux intérêts divergents. Le plus important de ces accords est intervenu au milieu de la décennie, lorsque les principaux producteurs de fer et d'acier ont conclu le premier d'une série d'accords secrets, connus sous le nom d'accords AVI, avec les principaux utilisateurs de fer et d'acier dans l'industrie manufacturière.(17) Ces accords ont éliminé les objections des principaux transformateurs nationaux de ces produits vitaux aux prix plus élevés qui résulteraient de tarifs protectionnistes, puisque les

producteurs leur garantissaient des rabais importants sur les parties de leurs achats de fer et d'acier qu'ils mettaient dans les produits exportés. Cela permettait aux fabricants d'être compétitifs sur le marché mondial en facturant des prix plus bas pour les marchandises qu'ils vendaient à l'étranger que pour celles qu'ils vendaient sur le marché allemand protégé. En conséquence, ils ont abandonné leur opposition traditionnelle aux tarifs protecteurs, du moins jusqu'à ce que la dépression vienne bouleverser ces arrangements. Ainsi, l'industrie allemande a serré les rangs face à la perte de la position protégée et privilégiée dont elle avait bénéficié sous l'Empire.

L'amélioration remarquable de la situation des milieux d'affaires au cours des années 1920 doit beaucoup au désarroi qui régnait dans les rangs de ses principaux adversaires, les socialistes du pays. La guerre et la révolution les avaient laissés irréconciliablement divisés politiquement par des schismes qui ont fini par se durcir en une lutte fratricide entre les partis social-démocrate et communiste. Sous Weimar, les grandes entreprises n'avaient plus à faire face à un mouvement socialiste formidablement uni et en croissance constante, du type de celui qui avait semblé menacer l'ordre capitaliste avant la guerre. Dans le plus grand des partis socialistes, le SPD, des éléments révisionnistes modérés et réformistes ont tenu le haut du pavé après la sécession de son aile marxiste radicale et l'échec des tentatives de socialisation. Ils envisageaient une transformation graduelle du système capitaliste plutôt que son renversement. Un déterminisme marxiste résiduel a conduit une grande partie de la direction intellectuelle du SPD et du mouvement syndical socialiste étroitement affilié à considérer positivement le cours général du développement capitaliste en Allemagne. Avec un fatalisme optimiste, des hommes comme Rudolf Hilferding, le plus grand théoricien du SPD de Weimar, concluaient que le « capitalisme organisé » qu'ils voyaient prendre forme conduirait inexorablement à un socialisme encore plus organisé si on permettait aux capitalistes de continuer à remodeler l'ordre économique.(18) Même les cartels et autres combinaisons de fixation des prix et de régulation de la production semblaient représenter des signes positifs d'un individualisme capitaliste en rapide déclin et la preuve d'une tendance collectiviste émergente.(19) Se considérant davantage comme les héritiers éventuels du système capitaliste que comme ses conquérants, les Sociaux-Démocrates, sous la direction d'hommes de la même trempe que Hilferding, n'opposèrent guère de résistance, même lorsque leur parti siégeait au gouvernement de la République, à la domination de la politique économique nationale globale – la *Wirtschaftspolitik* – par des forces politiques non socialistes bien disposées à l'égard des milieux d'affaires.

4. *Passif*

Malgré leur bonne fortune générale, les capitalistes allemands ont constaté que l'ordre républicain ne leur a pas seulement laissé des actifs notables, mais leur a également imposé certaines responsabilités pénibles. Le plus onéreux d'entre eux, de leur point de vue, est connu collectivement sous le nom de *Sozialpolitik*.(1) Dans le contexte de la République de Weimar, ce terme désignait un ensemble de mesures de l'État-providence destinées à améliorer le sort des salariés. Se fondant sur les bases posées par Bismarck, le régime républicain a élargi le système allemand d'assurance sociale, déjà très élaboré, pour le couronner en 1927 par un programme national complet d'assurance chômage. D'autres mesures sont venues réglementer les heures et les conditions de travail, régir les relations patronales-syndicales et protéger les intérêts des salariés sous d'autres formes encore. Cette expansion de la *Sozialpolitik* a bénéficié d'un large soutien politique, non seulement de la part de la gauche, mais aussi du centre et même de la droite de l'échiquier politique. Comme l'expliquait en 1927 le comte Kuno von Westarp, chef du DNVP de droite, à un capitaliste mécontent qui s'était plaint du soutien apporté par son parti à une loi supplémentaire sur la *Sozialpolitik*, l'affaire se résumait à une arithmétique politique élémentaire : les trois quarts des électeurs étaient des salariés.(2)

Un des aspects de la *Sozialpolitik* de Weimar a suscité l'ire des milieux d'affaires : le système d'arbitrage obligatoire des conflits entre ouvriers et employeurs.(3) À partir de 1923, les négociations contractuelles non résolues étaient portées devant des commissions mixtes patronales-syndicales, chacune étant présidée par un fonctionnaire qui votait de façon décisive en cas d'impasse. À la demande de l'une des deux parties, le verdict de l'arbitre gouvernemental devenait juridiquement contraignant pour les deux. Même en l'absence d'une telle demande, il pouvait imposer un règlement. Associé au système de contrats industriels institué au cours des premières années de la République sur l'insistance des ouvriers, le nouveau système conférait aux arbitres gouvernementaux une autorité considérable dans le domaine des relations entre les ouvriers et les employeurs. Au départ, le patronat a accepté le nouveau système, qui offrait un moyen pratique de contraindre les employés à travailler plus de huit heures, conformément aux concessions faites par le gouvernement au patronat après l'effondrement de la résistance passive à l'occupation de la Ruhr en 1923. Après la stabilisation du mark, cependant, les conflits patronaux-syndicaux se sont de plus en plus focalisés sur les salaires, les syndicats cherchant, avec un succès croissant, à améliorer la rémunération du travail en cette période de prospérité retrouvée. Alors que les jugements successifs entraînaient des augmentations de salaire, le monde des affaires en vint à considérer le ministère du Travail, qui administrait le système d'arbitrage, comme hostile et partial. Un chœur de

protestations grandissant accusait les capitalistes allemands d'être contraints de payer des salaires excessifs qui n'avaient que peu ou rien à voir avec les forces du marché qui devraient déterminer la valeur du travail dans une économie saine et qui le faisaient encore dans les pays avec lesquels les producteurs allemands devaient rivaliser.(4) La *Zwangswirtschaft*, le système coercitif et – aux yeux du monde des affaires – abrutissant de réglementations économiques imposé par l'État pendant et immédiatement après la guerre, semblait avoir survécu à un nœud crucial du processus de production : la relation entre employeur et employé.

Malgré les objections du milieu des affaires, la *Sozialpolitik* de la République a continué de s'étendre tout au long des années 1920, de sorte qu'à la fin de la décennie, l'Allemagne avait dépassé tous les pays européens comparables en termes de proposition de productivité allouée par le gouvernement national à des fins sociales et d'aide sociale.(5) À d'autres niveaux de gouvernement, un modèle similaire a prévalu : les États fédéraux et les municipalités ont dépensé massivement pour de nouvelles installations publiques et ont étendu leurs activités entrepreneuriales dans des domaines tels que les services publics, dans une mesure qui a semblé être une sorte de « socialisation à froid » à une grande partie de la communauté des affaires.(6) Les défenseurs de la *Sozialpolitik* se sont contentés de dire que le pays pouvait se permettre de payer les impôts nécessaires pour soutenir cette redistribution de sa richesse, attendue depuis longtemps, en faveur de ceux dont le labeur l'avait finalement créée. Les salaires réels en Allemagne, soulignaient-ils, étaient à la traîne par rapport à ceux de pays industrialisés concurrents comme la Grande-Bretagne, la Suède et les États-Unis. Les dirigeants syndicaux ont fait valoir qu'en augmentant le pouvoir d'achat des masses, la *Sozialpolitik* déclencherait une nouvelle expansion industrielle en réponse à la hausse de la demande intérieure.(7) Mais de l'avis quasi unanime des capitalistes du pays, la *Sozialpolitik* de la République, en plein essor, représentait une intrusion lourde, voire paralysante, du pouvoir de l'État dans les affaires économiques, qui contrevenait à tous les principes sains et mettait en péril le redressement du pays.(8) Ils attribuaient les problèmes économiques persistants du pays à l'augmentation toujours plus rapide des impôts et autres prélèvements à des fins sociales et d'assistance, qu'ils comparaient aux niveaux beaucoup plus bas d'avant-guerre. Citant la pénurie de capitaux qui maintenait les taux d'intérêt allemands nettement plus élevés que ceux de tout autre grand pays, ils affirmaient que les lourds prélèvements pour la *Sozialpolitik* entravaient la formation de capital nécessaire pour alimenter le type d'investissement à grande échelle qui avait rendu possible la croissance économique soutenue de l'avant-guerre. En raison des pertes en capital subies pendant la guerre et du fardeau des réparations, l'Allemagne ne pouvait tout simplement pas se permettre une forte augmentation des dépenses publiques à des fins non productives. Au contraire, il

fallait laisser autant de capitaux que possible dans le secteur privé afin de stimuler l'investissement. Les salaires poussés à des sommets artificiels par le système d'arbitrage de l'État entravaient, selon eux, l'investissement en retenant le capital de ceux qui étaient en mesure de l'utiliser à des fins productives. Ils imputaient le chômage persistant, même pendant les années les plus prospères de la République, au système d'arbitrage, arguant que lorsque certains travailleurs recevaient des salaires supérieurs à ce que leur productivité justifiait, d'autres devaient perdre leur emploi puisque l'argent disponible pour les salaires ne suffisait plus pour tous. Soulignant la balance commerciale négative de l'Allemagne, ils ont averti que les salaires gonflés handicapaient les efforts d'exportation des produits allemands en forçant leurs prix à la hausse tout en stimulant les importations non essentielles en augmentant le pouvoir d'achat des masses dans le pays. L'économie n'était devenue ni capitaliste ni socialiste, selon les critiques des grandes entreprises, mais plutôt une construction bâtarde qu'elles et la presse économique appelaient diversement socialisme d'État, État des retraités ou État syndical.(9)

Cette mise en accusation de la *Sozialpolitik* de Weimar pouvait être, et a été, contestée sur de nombreux points.(10) Comme c'est souvent le cas dans les litiges portant sur des questions économiques, les données utilisées ne répondaient pas toujours aux normes les plus élevées en matière d'exactitude ou d'objectivité. Par exemple, les détracteurs commerciaux du système d'arbitrage étatique avaient l'habitude d'exagérer l'ampleur des augmentations de salaire en comparant les taux de salaire républicains à ceux de l'Empire sur une base nominale plutôt qu'en termes de pouvoir d'achat. Ils omettaient également de mentionner la tendance à l'instauration d'un État-providence, même sous le gouvernement impérial. Ils n'ont pas non plus envisagé la possibilité que les effets de déplacement de la main-d'œuvre du mouvement de rationalisation industrielle d'après-guerre aient pu contribuer de manière significative au chômage déconcertant qui a marqué même les années relativement prospères de la fin des années 1920. L'accusation portée par les entreprises contre l'État-providence interventionniste n'était pas non plus exempte d'incohérences. Certains parmi les mêmes capitalistes éminents qui se sont joints au chœur des plaintes concernant l'aide gouvernementale aux ouvriers n'ont pas hésité à demander l'aide de l'État lorsque leurs propres entreprises ont rencontré des difficultés.(11)

Malgré tout, les critiques économiques à l'encontre de la *Sozialpolitik* de Weimar ne peuvent être rejetées comme étant hypocrites et partiales. Les coûts des mesures de l'État-providence ont en effet augmenté rapidement, ce qui a inévitablement entraîné une hausse des impôts et une augmentation significative des prélèvements sociaux pour les employeurs. Au cours de la seconde moitié de la décennie, les salaires ont augmenté de façon spectaculaire à la suite de décisions arbitrales de l'État en faveur des ouvriers. La critique de la *Sozialpolitik*

républicaine de la part des milieux d'affaires a incontestablement soulevé des questions légitimes quant aux répercussions sur les prix et la formation du capital d'une expansion rapide de l'État-providence et de l'intervention de l'État dans les relations patronales-syndicales. La plupart des économistes professionnels de l'époque se sont rangés du côté des critiques de la *Sozialpolitik*.(12) Un demi-siècle plus tard, les recherches d'un historien économique respecté l'ont amené à conclure, lui aussi, que la *Sozialpolitik* républicaine est allée trop loin, trop vite, dépassant la productivité et agissant comme un frein à la croissance.(13) Ces questions complexes sont appelées à faire l'objet de controverses pendant un certain temps encore. Mais peu importe qui avait, ou a, raison, l'important est que les hommes d'affaires allemands ont pris pour acquis que l'intervention de l'État dans les affaires socio-économiques avait, à l'époque républicaine, dépassé toute limite raisonnable. La *Sozialpolitik*, croyaient-ils fermement, était à l'origine de la plupart, sinon de la totalité, des difficultés économiques de la nation.

Le bilan négatif de la *Socialpolitik* républicaine prévalait parmi les dirigeants des grandes entreprises situées dans le cœur industriel de l'Allemagne de Weimar, la Ruhr. Ces entreprises s'étaient développées au cours du XIX^{e} siècle principalement grâce à leur production de produits industriels lourds, notamment le charbon, le fer et l'acier. Dans les années 1920, cependant, la diversification et l'expansion verticale ont impliqué de nombreuses entreprises de la Ruhr dans la fabrication de produits finis au point de rendre anachronique la désignation « industrie lourde » généralement appliquée à ces entreprises à l'époque et depuis lors. Certes, les entreprises de la Ruhr devaient encore leur importance à leur production de charbon, de fer et d'acier, mais la demande accrue de ces produits industriels de base, conséquence de la guerre et des réparations, servait à dissimuler la diminution de leurs besoins dans l'économie intérieure allemande en pleine maturité. Le traité de Versailles avait encore renforcé l'importance de la Ruhr en séparant du Reich certaines de ses autres grandes régions industrielles. Sous la République, la production industrielle se concentrait dans une mesure sans précédent dans la Ruhr, de sorte que les dirigeants de ses grandes entreprises occupaient une place plus importante que jamais dans le monde des affaires. Ces cadres manifestaient rarement une attitude socialement progressiste. Malgré la rationalisation et la mécanisation croissantes, leurs entreprises nécessitaient toujours une main-d'œuvre importante, de sorte que les salaires et les conditions de travail occupaient une place prépondérante dans leurs activités. Ces questions ont donné lieu à une longue histoire de conflits patronaux-syndicaux qui remontent à la période impériale et qui ont façonné la vision des dirigeants de la Ruhr à l'époque de Weimar. Leur attitude hostile à l'égard de la main-d'œuvre se renforça encore au cours des premières années de la République, lorsque la région devint le point central d'un violent conflit civil. En 1920, en réponse au Putsch de Kapp, des bandes armées gauchistes avaient pris le contrôle de vastes

portions de la Ruhr jusqu'à ce que des unités du *Freikorps* les suppriment dans des combats de rue sanglants et prolongés.

Entourés d'une armée de travailleurs manuels souvent maussades, parfois ouvertement hostiles, les magnats de la Ruhr se souvenaient avec nostalgie des jours de l'Empire, lorsqu'ils dirigeaient leurs domaines industriels selon le principe *Herr-im-Hause*. Ils se souvenaient aussi avec nostalgie des profits à deux chiffres qu'ils avaient réalisés avant la guerre. En revanche, ils constataient que la rentabilité d'après-guerre de leurs entreprises était inférieure à celle des autres industries, et ils n'avaient aucun doute sur ce qui était à blâmer, ils accusaient bien sûr les actions des gouvernements républicains.(14) La loi dite de socialisation du charbon est restée une source particulière de ressentiment. Elle laissait aux mains des particuliers la propriété des mines qui produisaient ce produit d'extraction vital pour la Ruhr, mais elle limitait l'autorité de la direction en soumettant certains aspects des opérations de l'industrie du charbon – le plus important, les prix – à la réglementation gouvernementale. La *Sozialpolitik* a en outre réduit la liberté de décision des industriels de la Ruhr. Ils déploraient en particulier les restrictions légales imposées à la durée de la journée de travail, qui rendaient plus coûteuse leur pratique consistant à faire fonctionner les hauts fourneaux et les mines 24 heures sur 24. Ils dénonçaient comme des « salaires politiques » les contrats de travail imposés par le système d'arbitrage de l'État. Ces salaires, soutenaient-ils, ajoutés aux taxes et autres prélèvements pour les besoins de l'État providence, avaient fait grimper les coûts de production et donc les prix de leurs produits. Les acheteurs potentiels, eux-mêmes handicapés par la pénurie de capitaux d'investissement imputable en grande partie aux excès de la *Sozialpolitik* républicaine, devaient restreindre leurs commandes. Leurs problèmes, se lamentaient les hommes de la Ruhr, provenaient de lois malavisées promulguées par des politiciens qui cherchaient à obtenir la faveur des masses en uniforme sans tenir compte des dictats de la rationalité économique. Les critiques de l'industrie de la Ruhr, cependant, avaient une autre explication pour ces problèmes. Ils accusaient la direction des grandes entreprises de la région d'avoir mal calculé la demande de fer et d'acier et d'avoir surexpansé leurs usines pendant la période d'après-guerre. Ces entreprises se sont retrouvées avec de lourdes capacités excédentaires et des paiements d'intérêts débilitants sur de grandes quantités de capital emprunté – par opposition au capital investi. Les industries de la Ruhr n'avaient pas été victimes de la *Sozialpolitik* de Weimar, selon leurs détracteurs, mais s'étaient au contraire infligés leurs problèmes par des décisions financières et d'investissement erronées.(15)

Les industriels de la Ruhr sont restés imperméables à cette contre-critique, convaincus comme toujours que les sources de leurs problèmes se trouvaient chez les autres. Regroupés dans une petite zone compacte et reliés par des liens personnels et organisationnels, ils formaient un clan distinct au sein de la

communauté des affaires, unifié autant par des expériences communes, une solidarité régionale et des préjugés partagés que par des intérêts économiques spécifiques. Entre autres choses, une forte aversion pour les syndicats et le SPD les unissait. Ils se méfiaient également de presque tous ceux qui se trouvaient en dehors de leur *Revier*, ou « chasse gardée », comme ils appelaient la Ruhr. Cette méfiance s'appliquait surtout au gouvernement républicain de Berlin, mais aussi aux hommes d'affaires d'ailleurs et aux autres branches de production. Les cadres de la Ruhr avaient accepté de hautes fonctions au sein du Reichsverband industriel, mais au milieu de la décennie, leurs dirigeants avaient commencé à trouver cette organisation nationale à large assise trop prudente, trop conciliante à l'égard des ouvriers et trop favorable aux intérêts de l'exportation à leur goût. Pour donner plus de poids à leurs propres points de vue, ils ont développé un ensemble d'associations régionales entrelacées qui leur ont permis de monter leur propre lobby tout en maintenant la façade de la solidarité industrielle en restant au sein du Reichsverband. La plus grande et la plus active de ces associations régionales était l'association vénérable Verein zur Wahrung der Gemeinsamen Wirtschaftlichen Interessen in Rheinland und Westfalen, appelée Langnamverein, ou association « au nom long ». Étroitement lié à la branche régionale de l'association commerciale des producteurs de fer et d'acier, le Langnamverein est devenu le principal forum et instrument de lobbying de l'industrie de la Ruhr, lui fournissant une forme institutionnalisée d'accès privilégié aux politiciens et aux membres du cabinet de la République. Vers la fin des années 1920, sa ligne dure se fit de plus en plus sentir aux côtés de celle du Reichsverband, alors que les hommes de la Ruhr cherchaient à opposer une résistance plus forte aux aspects de l'ère républicaine, en particulier sa *Sozialpolitik*, qu'ils déploraient.(16)

En 1928, les industriels du fer et de l'acier de la Ruhr ont eu recours à l'action directe en défiant une décision arbitrale.(17) Lorsqu'un arbitre du gouvernement, agissant à la demande des ouvriers, a déclaré contraignante une décision, rejetée par la direction, qui augmentait les salaires dans ces industries, les industriels de la Ruhr ont refusé de reconnaître cette décision pour des raisons techniques et ont ensuite fermé sommairement leurs usines, mettant en lock-out près d'un quart de million d'ouvriers. Cet acte de défi a démontré la vulnérabilité du gouvernement républicain, qui s'est avéré incapable d'imposer le respect de la décision arbitrale. Mais les hommes du fer et de l'acier ont vu leur triomphe se transformer en victoire à la Pyrrhus lorsque la plupart des autres industries, y compris le Reichsverband, se sont abstenues d'approuver leur action, qui a affecté le gagne-pain de près d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants. La réaction de l'opinion publique a été si forte que deux tiers des députés du DVP, habituellement favorables aux entreprises, ont voté à la majorité du Reichstag en faveur de l'octroi d'une aide gouvernementale aux victimes du lock-out. En fin de compte, les industriels du fer et de l'acier aigris ont dû faire marche arrière et

accepter une décision arbitrale modifiée, après avoir été privés d'une victoire décisive sur l'« État syndical » par ce qu'ils considéraient comme la soumission des politiciens aux masses et la pusillanimité de la plupart de leurs collègues hommes d'affaires.

En 1929, les industriels de la Ruhr rompirent à nouveau avec le reste de l'industrie en s'opposant au Plan Young, le nouveau règlement des réparations qui réduirait les paiements annuels de l'Allemagne tout en les étalant sur les cinquante-neuf années à venir.(18) Malgré leurs réserves quant à la capacité de l'Allemagne à payer, les dirigeants du Reichsverband ont tacitement approuvé le plan. À leurs yeux, ses inconvénients étaient compensés par la baisse des impôts et le flux continu de crédits étrangers qu'ils en attendaient, ainsi que par le retrait promis des troupes d'occupation de la Rhénanie cinq ans plus tôt que prévu. Les industriels de la Ruhr refusaient toutefois de laisser les considérations politiques l'emporter sur ce qu'ils considéraient comme un engagement financier inacceptable de la part de l'Allemagne et des failles techniques graves dans les mécanismes du nouveau plan. S'opposant à l'effort évident du gouvernement visant à lier l'industrie au plan, ils ont amené le Langnamverein à se soustraire à toute responsabilité quant à sa mise en œuvre. Leur opposition a certainement contribué à alimenter la réaction nationaliste contre le nouveau règlement des réparations. Mais seule une poignée d'industriels de la Ruhr est allée jusqu'à soutenir l'effort infructueux, mené par Alfred Hugenberg, visant à bloquer le plan Young par le biais d'un plébiscite soutenu par une série de groupes de droite, dont le petit parti d'Adolf Hitler. Lorsqu'Albert Vögler de United Steel a démissionné de la délégation allemande plutôt que d'approuver le plan, Ludwig Kastl, directeur exécutif du Reichsverband industriel, a pris sa place et apposé sa signature sur la version finale.(19)

Quoique l'attitude contestataire des industriels de la Ruhr n'était pas représentative de celle de l'ensemble du monde des affaires, un nouveau militantisme s'est manifesté à la fin de la décennie, même dans les rangs des dirigeants du Reichsverband, traditionnellement réservé.(20) L'un des principaux facteurs de cette situation était le déficit qui se creusait rapidement dans le budget du gouvernement du Reich en raison de la récession qui se faisait sentir au début de 1929. Les milieux d'affaires imputaient principalement la responsabilité de la récession et du déficit à la *Sozialpolitik* républicaine. Pour les hommes d'affaires, le déclin de l'activité économique, et donc des recettes fiscales, semblait être le résultat direct d'une pénurie de capital produite par des prélèvements sociaux exorbitants et des « salaires politiques » trop élevés. Du côté des charges dans le cadre du déficit, les porte-parole des entreprises ont souligné l'augmentation des dépenses pour l'État-providence, en particulier pour le système national d'assurance-chômage établi en 1927. Les recettes régulières de ce système, provenant de prélèvements imposés aux employeurs et aux ouvriers salariés, se

sont rapidement révélées insuffisantes pour faire face au chômage élevé de la fin des années 1920, de sorte que le système est devenu dépendant d'importantes subventions du trésor national. Pendant un temps, le plan Young a semblé offrir l'espoir d'une issue en réduisant les paiements annuels de réparations du gouvernement. Une croyance répandue a d'abord prévalu selon laquelle le nouveau plan permettrait non seulement au gouvernement de couvrir son déficit, mais aussi de procéder à des réductions d'impôts qui stimuleraient l'économie en encourageant les investissements des entreprises. Mais alors que les négociations internationales nécessaires à la mise en œuvre du plan se prolongeaient au-delà de la fin de l'année 1929, le déficit sans cesse croissant rendait ces espoirs illusoires. Les dirigeants du Reichsverband ont réagi à cette tournure des évènements en décembre par un barrage de discours de colère et un manifeste portant le titre alarmant de « Essor ou ruine ? »[21] Ils ont prévenu que l'on ne pouvait plus s'attendre à ce que le plan Young résolve les problèmes fiscaux du Reich. Au lieu de cela, l'Allemagne ne pouvait espérer remplir ses obligations en matière de réparations, même réduites, que si elle apportait des changements radicaux à sa politique intérieure afin de libérer autant de capitaux que possible pour les investir dans le secteur privé. À cette fin, le Reichsverband a dressé une longue liste de demandes. Les dépenses de l'État-providence devaient être réduites ; la bureaucratie devait être allégée ; l'intervention de l'État dans les conflits entre ouvriers et employeurs devait être limitée aux cas qui touchaient les besoins les plus fondamentaux de la population ; les impôts directs, tels que l'impôt sur le revenu progressif et l'impôt sur les sociétés, devaient être réduits ; les impôts indirects sur les articles de grande consommation devaient être augmentés ; une révision générale des finances publiques à tous les niveaux devait être entreprise afin de réaliser la plus grande économie possible au sein du gouvernement. Le temps était venu, proclamait le Reichsverband, de mettre un terme aux compromis avec le socialisme. En fait, ses dirigeants avaient proclamé quelque chose de moins abstrait : la fin de leur consentement au compromis socio-économique tacite qui en était venu à lubrifier le système parlementaire de la démocratie de Weimar par l'apaisement du travail au moyen de la *Sozialpolitik* et du management au moyen de la *Wirtschaftspolitik*.

Ce mécontentement croissant à l'égard des politiques gouvernementales a donné lieu, à la fin de la décennie, à une nouvelle critique des institutions politiques de la République. Jusque dans les années 1920, certains hommes d'affaires importants ont continué à exprimer leur désir de revenir à l'état « non partisan » de la période impériale.[22] Mais tant que la République semblait accepter le capitalisme, la plupart se réconciliaient avec la démocratie parlementaire.[23] La demi-décennie de gouvernement non socialiste qui a commencé avec le départ du SPD du cabinet à la fin de 1923 a facilité cette adaptation. Elle se compliqua lorsque, après les impressionnants scores du SPD

aux élections du printemps 1928 au Reichstag, un social-démocrate, Hermann Müller, devint Chancelier d'un grand cabinet de coalition qui comprenait le DVP pro-affaires de Stresemann à droite. En dépit des nombreuses preuves établissant que le SPD était devenu un représentant prudemment réformiste des intérêts des travailleurs organisés, les capitalistes allemands se sont emparés des restes de rhétorique marxiste dans ses programmes et ses déclarations comme preuve que les « Rouges » n'avaient pas abandonné leur objectif de renverser le capitalisme. L'adoption en 1928 par les syndicats socialistes d'un programme à long terme visant à réaliser la « démocratie économique » était particulièrement inquiétante. L'un des principes de ce programme demandait que les ouvriers aient de plus en plus voix au chapitre dans la prise de décision au niveau de l'entreprise.(24) Comme cela ne pouvait se faire qu'au détriment de l'autorité de la direction, la « démocratie économique » n'était pour les chefs d'entreprise allemands rien d'autre qu'une socialisation sous un nouveau jour.(25) La forte présence du SPD dans le nouveau gouvernement constituait également un formidable obstacle à la réduction, voire à l'endiguement, de la *Sozialpolitik* républicaine. À peu près en même temps que la formation du nouveau cabinet, les attaques contre le système parlementaire ont commencé à apparaître de plus en plus fréquemment dans la presse économique et dans les déclarations des porte-parole des entreprises.(26) Pourtant, bien que l'on ait souvent émis l'opinion que trop d'autorité se trouvait entre les mains du parlement élu par le peuple et des partis qui le dominaient, aucun consensus n'a prévalu sur la façon de remédier à cette situation. Une formule discutée dans la presse économique préconisait la création, à côté du Reichstag, d'une chambre corporatiste dotée d'un droit de veto sur la législation socio-économique. Composée de représentants des ouvriers, du patronat et des consommateurs de tous les secteurs de l'économie, une telle chambre agirait, selon ses partisans, comme un contrôle des masses salariées et favoriserait un plus grand réalisme quant aux contraintes économiques. Mais le corporatisme est apparu à de nombreux dirigeants de grandes entreprises comme un système rigide et abrutissant qui pourrait bien profiter aux petits producteurs les plus nombreux au détriment des plus grands. Les projets corporatistes n'ont donc guère trouvé d'adeptes dans le monde des affaires. À l'exception de l'industriel de l'acier Fritz Thyssen, dont les vues étaient marquées par la pensée sociale catholique, les partisans du corporatisme étaient des professeurs, des journalistes et des responsables associatifs.(27) Quoi qu'il en soit, la création d'une chambre corporatiste, tout comme d'autres projets proposés pour contrôler le Reichstag – tels que l'élargissement de l'autorité du président ou du ministre des finances – aurait nécessité la majorité des deux tiers du parlement national requise pour les modifications constitutionnelles.(28) Étant donné la composition du Reichstag élu en 1928, qui vit la résurgence du SPD, une telle majorité était loin d'être réalisable.

Il serait trompeur de donner l'impression qu'une vague d'opposition convertie à la République a balayé les milieux d'affaires à la fin des années 1920. Les données disponibles ne permettent pas de tirer une telle conclusion. On trouve plutôt un schéma complexe d'attitudes, allant du négatif au positif. En septembre 1929, l'influent quotidien libéral *Frankfurter Zeitung* constatait une division des perspectives politiques parmi les industriels du pays.[29] D'une part, en particulier dans la Ruhr, le mécontentement croissant à l'égard des institutions républicaines semblait indubitable. D'autre part, le journal de Francfort a constaté qu'ailleurs, une volonté généralisée de coopération positive dans le cadre du nouvel État prévalait dans les milieux industriels. Le journal a vu comme un défi aux cercles mécontents de la Ruhr la réunion de septembre du Reichsverband industriel à Düsseldorf, le siège de la principale association de la Ruhr, le Langnamverein, plutôt qu'à Berlin, comme c'était la coutume. Lors de cette réunion, qui a attiré beaucoup moins d'attention de la part des historiens que celle qui a produit le manifeste « Essor ou ruine ? » trois mois plus tard, le président de la plus grande association d'industriels d'Allemagne, Carl Duisberg de l'IG Farben, a pris une position franche à l'égard de la République. *« Le Reichsverband de l'industrie allemande »*, a-t-il proclamé lors de la séance plénière de Düsseldorf, *« ne peut pas adopter une position d'opposition ou de distanciation vis-à-vis du nouvel État tel qu'il est aujourd'hui, mais doit au contraire prendre position dans cet État et avec cet État. »* Le fait même que Duisberg se soit senti obligé de faire une telle déclaration révèle, bien sûr, que l'allégeance à la République était loin d'être évidente dans les milieux industriels. Mais après avoir cité les mots de Duisberg, le *Frankfurter Zeitung* tirait, à la veille de la Grande Dépression, une conclusion optimiste sur la position politique des industriels allemands après une décennie de démocratie : *« La majeure partie de l'industrie s'est depuis longtemps alignée sur cette perspective positive. »*

II

Les débuts du Parti, les hommes d'affaires et l'économie nationale-socialiste

1. Les mécènes du mouvement naissant

Au début du mois de janvier 1919, deux semaines avant l'élection d'une Assemblée nationale chargée de rédiger la constitution de la République nouvellement proclamée, l'organisation destinée à remplacer l'ordre républicain voyait le jour dans l'arrière-salle d'une taverne de Munich. Baptisé à l'origine Parti ouvrier allemand, le National-Socialisme a entamé son parcours tumultueux en rassemblant des inadaptés sociaux : des ouvriers qualifiés qui ne pouvaient accepter l'internationalisme ou l'image prolétarienne du mouvement socialiste, des petits commerçants marginaux, des professionnels sans succès et d'anciens militaires aigris sans occupation fixe. Au cours de sa première année d'existence, ce minuscule parti ne représentait qu'un des nombreux groupes dissidents *völkisch*, ou racistes, qui rejetaient à la fois la nouvelle République et l'ancien système impérial. Il aurait très probablement été victime des factions et de la faiblesse organisationnelle qui ont détruit le reste de ces organisations si la branche munichoise des services secrets de l'armée allemande n'avait pas demandé à l'un de ses agents, l'ex-caporal Adolf Hitler, de recueillir des informations sur le parti lors d'une réunion publique organisée en septembre 1919. Impressionné par ce qu'il entend, Hitler adhère au parti. En faisant usage de ses remarquables talents de démagogue, il devient rapidement la force motrice de la jeune organisation. En février 1920, il annonce lors d'un rassemblement dans une brasserie de Munich que le parti prenait le nom de Parti national socialiste des travailleurs allemands (Nationalsozialistiche Deutsche Arbeiterpartei, ou NSDAP). À cette même occasion, il proclame le programme en vingt-cinq points[12] qui restera la doctrine officielle du parti jusqu'à sa disparition apocalyptique un quart de siècle plus tard.(1)

Le programme adopté en février 1920 en dit long sur le nouveau mouvement.(2) Ses premières sections ne laissent aucun doute sur le rejet

[12] [NdT : voir l'annexe à la fin de cet ouvrage.]

véhément du traité de Versailles et l'engagement du parti à unir tous les Allemands d'Europe dans un grand Reich qui régnerait sur un empire colonial. Vient ensuite une série de revendications antisémites qui demandent le retrait des droits de citoyenneté aux juifs d'Allemagne, la fin de l'immigration juive et l'expulsion des juifs en cas de difficultés à nourrir et à fournir du travail à la population. Vient ensuite une série de revendications à consonance socialiste, dont l'abolition des « revenus non gagnés par le travail » ainsi que de « la servitude liée aux paiements d'intérêts » pour l'argent emprunté, la confiscation de tous les bénéfices de guerre, la prise en charge par l'État de « toutes les entreprises (fiduciaires) déjà constituées (jusqu'alors) » et « la participation aux bénéfices dans les grandes industries ». D'autres éléments du programme prévoyaient une expansion des mesures de l'État-providence destinées à aider les personnes défavorisées, ainsi que des chambres professionnelles corporatistes chargées d'appliquer la loi. Cependant, le programme n'allait pas jusqu'à épouser une solution socialiste aux problèmes économiques et sociaux de l'Allemagne. L'engagement à maintenir une « classe moyenne saine » est particulièrement instructif à cet égard. Pour atteindre cet objectif, les Nationaux-Socialistes proposaient de « communautariser » les grands magasins et de les louer aux petits commerçants à des prix avantageux, ainsi que de diriger les achats de l'État vers les petits commerçants. Ainsi, l'anticapitalisme du national-socialisme s'est concentré dès le départ sur les grandes entreprises et a épargné les petites entreprises traditionnelles.

Nonobstant l'hostilité du programme de 1920 à l'égard des grandes entreprises, des rumeurs circulèrent au cours des premières années de la décennie, alors que les Nationaux-Socialistes étendaient leurs activités à d'autres parties de l'Allemagne du Sud, selon lesquelles le NSDAP dépendait de l'aide financière des grands capitalistes du pays.[3] La plausibilité de ces rumeurs découlait en partie de la bellicosité incessante des Nationaux-Socialistes à l'égard des « marxistes », un terme qu'ils utilisaient de manière interchangeable avec les bolcheviques et qu'ils appliquaient indistinctement aux Sociaux-Démocrates modérés et réformistes et aux communistes révolutionnaires. L'opposition au marxisme occupe très tôt une place centrale dans la propagande nationale-socialiste. Les porte-parole du parti accusent les agitateurs et les conspirateurs marxistes d'être responsables de la défaite de l'Empire dans la guerre et du déclenchement de la révolution. Ils qualifient les marxistes de traîtres désireux de soumettre la nation allemande, travailleuse, honnête mais sans méfiance – comme ils l'ont déjà fait dans le cas des Russes – à une conspiration internationale contrôlée par des juifs qui exercent leur volonté aussi habilement par l'agitation socialiste que par la manipulation des marchés boursiers. En raison de l'accent mis par les Nationaux-Socialistes sur leur anti-marxisme, certains soupçonnèrent que la taille croissante du NSDAP pouvait être attribuée aux subventions de ceux

qui avaient le plus à perdre en cas de révolution marxiste : les grands hommes d'affaires allemands.

Hitler lui-même a contribué à renforcer la crédibilité de ces soupçons en fréquentant des capitalistes dès 1922. Ces premiers contacts constituaient une conséquence apparemment imprévue de sa volonté d'établir une branche de son mouvement bavarois à Berlin. Parmi les premiers adeptes de la capitale, on trouve Emil Ganßer, un chimiste excentrique et futur inventeur qui a travaillé jusqu'en 1919 dans la société d'équipement électrique Siemens. Ganßer a joué un rôle actif au sein du National Club de 1919, dont les membres étaient principalement des officiers de l'armée et des hauts fonctionnaires, mais comprenaient également quelques hommes d'affaires. Il a fait en sorte que Hitler s'adresse au Club le 29 mai 1922, en envoyant personnellement les invitations.(4) Selon les souvenirs ultérieurs de certaines des personnes présentes, Hitler a habilement adapté sa version des objectifs du National-Socialisme à son auditoire conservateur. Il a omis toute mention de l'hostilité de son parti envers les grandes entreprises ou de son engagement dans son programme en faveur de mesures socialistes. Au lieu de cela, il insistait sur la nécessité de sauver l'Allemagne des griffes du bolchevisme russe et de la vindicte française. Son parti, promettait-il, jouerait un rôle clé dans la lutte pour l'émancipation nationale. Il dépeignait l'antimarxisme des partis traditionnels comme inefficace, car ces partis ne pouvaient pas s'attaquer à la tête de pont que le marxisme international avait déjà établie en Allemagne grâce à son soutien parmi les ouvriers du pays. Seul le NSDAP, expliquait-il à ses auditeurs, offrait le type de renouveau économique, politique et social nécessaire pour retourner les ouvriers contre leurs séducteurs marxistes. Seul son parti jouissait d'une liberté totale vis-à-vis des trois autres forces internationales qui menaçaient l'Allemagne : les juifs, les francs-maçons et le catholicisme politique. Le National-Socialisme était prêt à opposer la terreur à la terreur, à arrêter l'inflation et la décadence morale qui sapaient la force de l'Allemagne, et à inverser la politique désastreuse qui consistait à essayer de remplir les conditions du honteux Traité de Versailles, dicté à l'Allemagne par ses ennemis étrangers victorieux.

La participation de Hitler au National Club a certainement été un grand succès. Ses auditeurs l'ont généreusement récompensé par des applaudissements, et il a reçu une invitation à revenir, ce qu'il a fait, en donnant une deuxième conférence le mois suivant.(5) Ses discours à Berlin lui ont également permis d'entrer en contact avec les industriels de Bavière. Parmi ceux qui l'avaient entendu parler devant le National Club se trouvait Hermann Aust, un cadre âgé d'une entreprise de café malté de Munich, qui se trouvait en visite dans la capitale. Impressionné par ce que Hitler avait dit, Aust organisa une rencontre informelle avec certains membres de la Ligue des industriels bavarois au siège de l'organisation à Munich. Cette rencontre déboucha sur une réunion un peu plus

large dans les salles d'un club masculin de Munich, le Herrenklub, puis sur un discours prononcé par Hitler devant un public plus nombreux d'hommes d'affaires dans le hall de la Guilde des marchands.(6) Il n'existe aucune trace de ce que Hitler a dit à ses auditeurs à Munich à ces occasions, mais selon toute vraisemblance, ils ont entendu à peu près la même lecture des objectifs du National-Socialisme que ses auditoires de Berlin. Lorsque les rapports de ces apparitions de Hitler sont parvenus à la presse, les soupçons des journalistes et d'autres observateurs inquiets selon lesquels l'autoproclamé pourfendeur du marxisme en Bavière bénéficiait du soutien financier d'au moins une partie des grandes entreprises allemandes semblaient confirmés.(7)

Ces soupçons n'étaient pas totalement dénués de fondement, du moins pendant un certain temps. Hitler a apparemment fait une impression très favorable sur certains de ces hommes d'affaires qui, en 1922, l'ont entendu présenter la version du National-Socialisme qu'il avait adaptée à un public conservateur. Selon un témoignage ultérieur d'Aust, certains de ceux qui avaient assisté à la conférence à la Guilde des commerçants de Munich lui ont ensuite remis de l'argent en lui demandant de le transmettre au chef national-socialiste. Évidemment, Aust a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait que de sommes modestes.(8) Personne ne s'attendrait non plus à ce que les industriels de Bavière soient la source de grandes quantités d'argent pour financer la politique, puisque cette partie de l'Allemagne était restée relativement sous-développée. Et Hitler lui-même se plaignit plus tard qu'une petite bourgeoisie avare prédominait à Munich.(9)

Il en allait autrement à Berlin. La capitale avait pris la tête de nombreuses branches de l'industrie manufacturière au cours du XIX^{e} siècle et occupait encore cette position dans plusieurs d'entre elles au début du XX^{e} siècle. Les efforts entrepris par Hitler dans cette ville en 1922 lui ont valu, pour un temps, le soutien de l'un des plus grands industriels allemands, Ernst von Borsig. Bien que la vénérable entreprise berlinoise de la famille Borsig, qui fabriquait des locomotives, des chaudières et d'autres équipements industriels lourds, ne comptait plus depuis longtemps parmi les plus grandes d'Allemagne, Ernst von Borsig continuait à jouer un rôle de premier plan dans le monde des affaires du pays. Membre fondateur du présidium du Reichsverband, il a été élu en 1923 président de la Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, qui défendait les intérêts des employeurs industriels au niveau national dans les affaires syndicales. Depuis 1919, il était également président de la branche nord-allemande de la principale organisation de l'industrie sidérurgique, le Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller. En outre, Borsig a joué un rôle important dans la Zentralarbeitsgemeinschaft, une organisation patronale et syndicale créée en vertu des Accords de Stinnes-Legien de novembre 1918, dont il fut le premier coprésident. Dans cette fonction, Borsig apparaît comme un

partisan de la modération et de la conciliation avec les syndicats et les ouvriers en général. Mais ses véritables sentiments politiques, qu'il dissimulait à la fois en raison de son rôle au sein de la ZAG et par souci de la forte dépendance de son entreprise vis-à-vis des contrats du gouvernement républicain, se situaient à l'extrême droite. Comme beaucoup de grands hommes d'affaires, il contribuait financièrement à la fois au DVP et au DNVP, mais il canalisait aussi secrètement des fonds vers des organisations d'extrême droite telles que la Ligue anti-bolchevique d'Eduard Stadtler, la Ligue pangermanique, la légion des vétérans du Stahlhelm, diverses unités des *Freikorps* et la « Reichswehr noire » (unités de troupes entretenues secrètement par l'armée au-delà des limites imposées par le traité de Versailles).(10)

Borsig a rencontré Hitler lorsque son secrétaire privé, qui avait assisté à sa demande à la première conférence de celui-ci au National Club, l'a persuadé d'assister à la seconde.(11) Ce qu'il a entendu l'a fortement impressionné, a-t-il expliqué plus tard. Il pensait avoir trouvé en Hitler *« un homme qui pourrait, par son mouvement, contribuer à combler le fossé entre les classes sociales en ravivant le sentiment national de la classe ouvrière ».*(12) Par l'intermédiaire de son secrétaire, Borsig organise une rencontre privée avec le chef national-socialiste au cours de laquelle il demande comment il pourrait aider Hitler dans ses efforts pour étendre son mouvement à Berlin. Il n'est pas surprenant que la réponse ait impliqué de l'argent. En plus de sa propre contribution, Borsig a entrepris de collecter des fonds auprès d'autres industriels berlinois afin d'aider Hitler à établir une branche du NSDAP dans la capitale. Dans cette entreprise, il est aidé par Karl Burhenne, qui gère les prestations sociales pour l'entreprise d'équipement électrique Siemens, qui jusqu'à la révolution s'était fait le champion du mouvement syndical « jaune », ou d'entreprise.(13) Burhenne, une connaissance d'Emil Ganßer, a lui aussi reçu une visite personnelle de Hitler. Il en ressort également convaincu que le National-Socialisme offre la promesse de détourner les ouvriers des partis marxistes. En conséquence, il se joint à Borsig pour tenter de collecter des fonds afin d'aider Hitler à ouvrir une branche berlinoise du NSDAP. Cependant, aucun des deux n'a rejoint le parti.

Sous le Troisième Reich, alors qu'il aurait été dans leur intérêt de prétendre le contraire, tant le secrétaire de Borsig que Burhenne concédèrent que ces efforts de collecte de fonds pour la cause nationale-socialiste en 1922 avaient donné des résultats décevants. Cela semble confirmé par l'échec de la tentative de Hitler d'établir une branche du NSDAP à Berlin à cette époque. Burhenne a expliqué son manque de succès et celui de Borsig par l'hyperinflation de l'époque et les effets perturbateurs de l'occupation française de la Ruhr, qui n'a toutefois pas commencé avant janvier 1923.(14) Selon le secrétaire de Borsig, l'industriel ne réussit à convaincre qu'une poignée de nationalistes purs et durs parmi ses associés les plus intimes de verser des fonds au NSDAP. Le secrétaire attribuait

l'échec de l'entreprise à la domination, dans les milieux d'affaires berlinois, d'éléments « non Aryens ».[15] Bien qu'il soit possible que les juifs aient occupé des postes commerciaux plus importants à Berlin qu'ailleurs, seule une déformation grossière pourrait présenter leur influence comme étant si omniprésente qu'elle empêchait les hommes d'affaires non juifs de la capitale de mener des activités politiques qui leur déplaisaient. La raison pour laquelle la plupart des hommes d'affaires berlinois ont refusé de soutenir le NSDAP en 1922 reste incertaine, mais il est fort possible qu'ils aient eu une impression négative du mouvement hitlérien dès cette première date. Même Borsig peut avoir rapidement révisé son opinion initialement favorable du NSDAP, puisque ses efforts en faveur de ce parti semblent n'avoir été que de courte durée.[16] Au moment où Hitler revient à Berlin au printemps 1923, la cote du National-Socialisme dans la capitale avait fortement baissé. Il en était réduit à faire des allers-retours à travers Berlin à l'arrière d'un camion de livraison lambrissé piloté par l'excentrique Ganßer, qui le conduisait d'un donateur potentiel à un autre. Un camarade qui attendait dans le camion pendant les arrêts en retira l'impression que ces efforts donnaient de maigres résultats.[17] Ce n'est qu'en 1925 qu'une branche du NSDAP a vu le jour à Berlin, et quand ce fut le cas, elle a connu des origines modestes, sans l'aide des capitalistes de la capitale. [18]

L'attitude des milieux d'affaires à l'égard du NSDAP peut contribuer à expliquer la résistance rencontrée par Borsig et Burhenne à Berlin. Dès 1921, Paul Reusch, l'un des principaux industriels de la Ruhr, avait une opinion résolument négative sur le nouveau parti. Les Nationaux-Socialistes ont commencé à solliciter des fonds auprès de Reusch au printemps, sachant que sa société contrôlait l'une des principales entreprises manufacturières de Bavière, la Maschinenfabrik Augsburg-Nürnberg. Reusch a répondu en indiquant qu'il ne souhaitait pas s'impliquer dans la politique bavaroise.[19] Mais lorsque le directeur de la filiale bavaroise de son entreprise lui a envoyé un pamphlet qui comprenait des extraits du programme du NSDAP, il a informé avec colère le porte-parole national-socialiste qui lui avait demandé des fonds qu'il ne pouvait pas comprendre comment quelqu'un pouvait soutenir un mouvement qui, *« en plus d'un grand nombre d'autres absurdités dans son programme, exigeait la nationalisation de toutes les entreprises commerciales constituées en société ».* Reusch avait sèchement informé son correspondant national-socialiste qu'il avait fait savoir à son directeur bavarois que *« nous n'avons aucune raison de soutenir nos propres fossoyeurs. »*[20] Fin 1922, un verdict négatif similaire et franc a été rendu sur le National-Socialisme dans un éditorial publié dans l'organe de l'association des industriels du Württemberg. Aucune personne éduquée et politiquement consciente ne pouvait accorder sa sympathie, disait l'éditorial, à un mouvement qui faisait preuve d'une telle pauvreté d'idées politiques, d'un tel charlatanisme économique et d'un comportement aussi grossier. L'industrie, en particulier, ne pouvait pas approuver

un appel à résoudre les différences politiques par le recours à la force, car cela ne ferait qu'ajouter aux difficultés déjà énormes de l'industrie.(21)

En dépit de ces réactions négatives, Hitler et d'autres porte-parole nationaux-socialistes ont continué à rechercher l'aide financière des hommes d'affaires jusqu'au putsch avorté de la brasserie de 1923.(22) Mais même les hommes d'affaires du Nord industriel qui étaient idéologiquement en phase avec le National-Socialisme ne prenaient pas toujours au sérieux le petit mouvement allemand du Sud qui se démenait. Ainsi, Ludwig Roselius, héritier d'une entreprise de Brême qui a fait fortune en transformant et en commercialisant une marque de café à faible teneur en caféine, Kaffee Hag, qui connaissait un grand succès. Roselius entretenait des liens étroits avec les milieux *völkisch* et participait activement à la promotion de l'art et de l'architecture « authentiquement allemands ».(23) En 1933, alors qu'il était devenu un adhérent enthousiaste du National-Socialisme, il a raconté dans ses mémoires une visite qu'il avait reçue de Hitler onze ans auparavant. Hitler n'avait laissé aucun doute sur le but de sa visite : *« Je suis en train de créer un parti »*, avait rapporté Roselius à propos de cette annonce. *« Voulez-vous m'aider ? »* Au grand dam de Roselius, il reconnaîtra en 1933 avoir répondu négativement. Il avait expliqué à son visiteur qu'il pouvait accomplir davantage par lui-même que dans un parti. Mais le récit de Roselius suggère fortement qu'en 1922, il avait pris Hitler pour un simple rêveur.(24) On ignore combien d'autres hommes d'affaires et d'industries ont réagi de la même manière, mais, à part Borsig, il n'existe aucune preuve solide qu'un homme d'affaires notable ait aidé le NSDAP avant 1923. Ce n'est certainement pas par manque de volonté de la part de Hitler et d'autres Nationaux-Socialistes, qui n'ont pas hésité à solliciter des fonds auprès de ceux-là mêmes qu'ils fustigeaient dans leurs discours et menaçaient avec leur programme radical de 1920. Dans ce qui allait devenir un modèle familier, lorsqu'il était confronté à des allégations d'aide financière de la part de sources entrepreneuriales, Hitler niait tout en bloc, qualifiant ces déclarations de « mensonges abjects ».(25) De toute évidence, il a compris très tôt que l'établissement d'un lien entre son mouvement et les grandes entreprises lui coûterait un soutien précieux parmi ses partisans anticapitalistes.

Au cours de l'été et de l'automne 1923, une nouvelle vague de rumeurs concernant de prétendues subventions des grandes entreprises au NSDAP déferlait dans la presse de gauche. À cette époque, la République de Weimar traversait l'une de ses plus graves crises, alors que l'inflation galopante, l'occupation étrangère du cœur industriel de l'Allemagne dans la Ruhr, les mouvements séparatistes en Rhénanie et le défi de l'autorité fédérale par le gouvernement bavarois menaçaient de mettre fin prématurément à la République. L'extrémisme, et avec lui le parti national-socialiste, prospérait. Dans certains milieux, on soupçonnait à nouveau que les Nationaux-Socialistes devaient dans une large mesure leurs ressources manifestement croissantes aux capitalistes du

pays. Il n'est pas surprenant, dans ces circonstances, que l'on commençât à pointer du doigt le plus grand capitaliste allemand de tous, Hugo Stinnes.[26] Ayant commencé sa carrière commerciale en développant l'entreprise familiale de transport maritime dans la Ruhr, Stinnes s'était lancé dans le charbon et l'acier avant la guerre, puis avait profité de la grande inflation pour acquérir un énorme conglomérat d'entreprises très disparates. En 1923, il disposait de vastes capitaux. Pourtant, malgré l'inclinaison de Stinnes pour une solution autoritaire à la crise politique de 1923, aucune preuve n'a jamais été produite pour l'impliquer, lui ou ses subordonnés, dans l'aide au NSDAP ou à Hitler.[27] En effet, les dénonciations de Hitler à l'encontre de Stinnes, dans ses discours et dans la presse écrite, pour avoir répandu la notion absurde que les problèmes de l'Allemagne pouvaient être résolus par des mesures économiques plutôt que politiques, rendent les rumeurs de soutien de Stinnes au NSDAP peu plausibles.[28]

Bien que les allégations gauchistes relatives à l'aide apportée par Stinnes se soient révélées sans fondement, les Nationaux-Socialistes ont probablement bénéficié en 1923 des largesses d'un autre industriel de la Ruhr, Fritz Thyssen. Au début des années 1920, à cinquante ans, Thyssen, héritier agité et frustré d'un titan octogénaire de l'industrie sidérurgique qui refusait de céder le contrôle de l'entreprise familiale à son fils, canalisa de plus en plus son énergie vers la politique au début.[29] Dès le début, il était devenu un ennemi implacable de la République après avoir été capturé, avec son père et d'autres industriels de la Ruhr, en décembre 1918 par des milices ouvrières et transporté sous bonne garde à Berlin, où lui et les autres furent brièvement emprisonnés dans des conditions difficiles jusqu'à ce que les accusations de collaboration avec les Français soient abandonnées. Fervents catholiques et jusqu'alors fidèles partisans du Parti du Centre, les Thyssen passèrent à droite, faisant allégeance au DNVP. Début 1923, alors que les Français occupaient la Ruhr, Fritz Thyssen a défié les autorités d'occupation, qui ont répondu en l'arrêtant, en le condamnant devant une cour martiale et en lui imposant une lourde amende. Rentré chez lui en tant que héros populaire, il a soutenu une organisation paramilitaire terroriste dans la Ruhr jusqu'à ce que l'armée allemande la détruise. Puis, en octobre 1923, il s'est rendu à Munich afin d'aider la rébellion contre la République qui y prenait forme. À cette époque, selon un passage souvent cité des mémoires de Thyssen, il a fait don de la somme appréciable de 100 000 marks-or au NSDAP. Ce passage est toutefois d'une authenticité douteuse, car les mémoires de Thyssen ont été écrites par un nègre.[30] À la lumière de toutes les preuves disponibles, il semble peu probable que Thyssen ait donné une telle somme aux Nationaux-Socialistes. Dans le même paragraphe de ses prétendus mémoires, un autre passage indique explicitement que Thyssen a fait sa contribution non pas à Hitler mais au général Erich Ludendorff, alors de loin la figure la plus éminente des cercles de droite anti-

républicains de Munich, *« pour qu'il l'utilise de son mieux »*. Dans les entretiens qu'il a eus avec son nègre avant la préparation de ses mémoires, ainsi qu'en réponse à des interrogatoires après la Seconde Guerre mondiale, Thyssen a toujours maintenu cette version, affirmant qu'il avait donné son argent à Ludendorff plutôt qu'à Hitler, encore peu connu.(31) Le général a, selon toute vraisemblance, alloué une partie de la contribution de Thyssen aux Nationaux-socialistes, mais il était à la tête d'une importante coalition de groupes de droite et ne pouvait guère se permettre d'en favoriser un à l'exclusion des autres.

Si, comme cela semble clairement être le cas, l'argent qui parvenait au NSDAP au cours de ses premières années d'existence de la part d'éminents capitalistes tels que Fritz Thyssen et Ernst von Borsig ne suffisait pas à répondre aux besoins matériels d'un parti en pleine expansion qui, à l'automne 1923, pouvait revendiquer plus de 55 000 membres, où Hitler et ses partisans trouvaient-ils leur argent ? Il ne sera jamais possible de répondre précisément à cette question puisque les archives du parti ont été détruites lors de sa dissolution après la tentative de putsch de Munich.(32) Mais une variété de preuves fournit une base raisonnable afin de reconstituer les sources des fonds du parti. Pratiquement tous ceux qui se sont penchés sur la question s'accordent à dire, par exemple, que dans ses premières années, le NSDAP a reçu de l'aide, sous forme d'argent et d'équipement, de la branche bavaroise de l'armée de la République.(33) D'autres fonds provenaient probablement de la Ligue pangermanique, qui, bien qu'en phase de déclin, comptait encore un nombre important de partisans, mais pas dans les cercles des grandes entreprises.(34) Certains des premiers partisans aisés de Hitler ont également financé le jeune parti. Parmi eux, on trouve un assortiment hétéroclite de personnes comprenant notamment des notables méconnus, des émigrés russes blancs, des sympathisants suisses et une riche veuve finlandaise.(35)

Aux premiers stades du développement du parti, lorsque de modestes sommes d'argent pouvaient faire la différence entre la survie et l'extinction, le parti a reçu à plusieurs reprises de l'aide de certains des proches associés de Hitler. L'un d'entre eux, le vieux poète raciste et journaliste Dietrich Eckart, une sommité dans les cercles littéraires et artistiques réactionnaires de Munich, a fourni à la fois des fonds propres et des contacts avec d'autres bienfaiteurs.(36) Pendant la période d'hyperinflation, l'argent provenait également d'Ernst Franz Sedgwick (« Putzi ») Hanfstaengl, le rejeton quasi-bohème d'une famille germano-américaine de marchands d'art, qui avait étudié à Harvard et exploité la galerie familiale à New York pendant toute la guerre, grâce à des connaissances haut placées de Harvard. En 1921, Hanfstaengl est retourné à Munich, où il est tombé sous le charme de Hitler et a mis à la disposition des Nationaux-Socialistes une partie de ses ressources en dollars, dont le pouvoir d'achat avait considérablement augmenté en raison de la chute précipitée de la valeur du mark. Selon ses

mémoires, les contributions de Hanfstaengl au parti n'étaient pas toujours entièrement volontaires.[37] Il raconte qu'à une occasion, il est venu au secours du *Völkischer Beobachter* au plus fort de la grande inflation en accordant au journal du parti un prêt en dollars américains qu'il n'a jamais réussi à faire rembourser.[38] Kurt Ludecke, un jeune homme sans attaches qui avait accumulé des avoirs à l'étranger en achetant et en vendant diverses marchandises lors de voyages en Europe et en Amérique du Nord, était une autre source de devises étrangères très convoitées pendant l'inflation.[39] En raison des taux de change extraordinairement favorables durant la période inflationniste, Ludecke a pu convertir ces actifs relativement modestes en grandes quantités de monnaie allemande. Cela lui a permis, entre autres, de recruter, d'équiper et de nourrir personnellement une unité de stormtroopers nationaux-socialistes.[40] En outre, Ludecke est allé en Italie au cours de l'été 1923 et aux États-Unis l'hiver suivant dans le but – qui s'avèrera infructueux – d'obtenir une aide financière pour le NSDAP de la part de Mussolini et de Henry Ford. [41]

Un certain nombre d'hommes d'affaires figuraient également parmi les premiers et loyaux mécènes du parti, mais ceux dont on sait qu'ils ont aidé le NSDAP de manière significative ne se trouvaient pas, loin s'en faut, à l'avant-garde du capitalisme hautement industrialisé et cartellisé de l'Allemagne. Ils venaient plutôt de milieux beaucoup plus modestes. L'examen de leurs moyens de subsistance révèle une collection de modestes commerçants, artisans et détaillants munichois ; un riche fermier qui avait épousé une famille de brasseurs dans un village du nord de la Bavière ; le propriétaire d'une entreprise familiale qui traitait et vendait des huiles de cuisson et des épices à Augsbourg et dans la région environnante ; l'exploitant d'une fabrique de sous-vêtements dans une ville provinciale de la Souabe ; et l'un des propriétaires d'une entreprise familiale qui traitait des marques bon marché d'ersatz de café à Ludwigsburg, non loin de Stuttgart.[42] Tous ces petits patrons ne donnaient pas simplement de l'argent au NSDAP. Certains accordaient des crédits lorsque les ressources propres du parti étaient épuisées, ce qui pouvait s'avérer d'une importance vitale, comme dans le cas des imprimeurs qui produisaient les journaux, les tracts de propagande et les affiches nationaux-socialistes.[43] D'autres faisaient don de leurs marchandises, notamment de meubles pour les bureaux du parti et d'autres fournitures indispensables. D'autres encore prêtaient au NSDAP des automobiles et des camions pour transporter ses légions en uniforme vers les rassemblements.[44] L'aide apportée par ces petits hommes d'affaires était parfois loin d'être de simples dons. L'héritier de l'usine de traitement du café de Ludwigsburg, par exemple, a fourni à Hitler 60 000 francs suisses dont il avait cruellement besoin en 1923 – alors que l'hyperinflation avait rendu le mark pratiquement sans valeur – mais uniquement contre la garantie de bijoux et d'œuvres d'art offerts au chef national-socialiste par des admiratrices.[45]

Ce genre d'admiratrices a entraîné une confusion considérable quant au type de personnes qui ont aidé financièrement le NSDAP au cours de ses premières années. Dans de nombreux récits, Edwin Bechstein et Hugo Bruckmann sont mentionnés en bonne place en tant qu'hommes d'affaires qui se sont avancés pour subventionner les Nationaux-socialistes à cette époque. Or, ces deux hommes ne sont entrés dans le cercle de Hitler que grâce à la vie sociale de leurs épouses. Au début des années 1920, Helene Bechstein et Elsa Bruckmann sont des femmes d'âge mûr. Confortablement installées matériellement et avides d'entrer dans le monde des arts et des lettres, elles présidaient à Munich des salons concurrents fréquentés par des intellectuels et des esthètes issus de la haute société réactionnaire de la capitale bavaroise. Bien que jalouses l'une de l'autre à bien des égards, elles partageaient une dévotion pour les opéras de Richard Wagner qui leur conférait le statut d'archétypes de wagnériens fortunés. Lorsqu'elles découvrirent, par le biais de connaissances mutuelles, un jeune Autrichien intense qui pouvait s'exprimer avec autant d'éloquence sur le maître de Bayreuth que sur le traité de Versailles, la révolution bolchevique et d'innombrables autres sujets politiques, les deux femmes furent fascinées par lui.(46) Hitler commença à recevoir des invitations dans leurs salons, où elles prenaient plaisir à le présenter comme une conquête exotique issue des bas étages menaçants de la société. D'après tous les témoignages, les habitués de leurs cercles trouvaient émouvant d'assister à une réunion où un invité, entre autres choses, accrochait à son arrivée sur le portemanteau, à côté de son manteau et de son chapeau, un fouet et un étui de ceinture avec un pistolet.(47) La rivalité jalousive des deux femmes pour attirer l'attention de Hitler a parfois pris des proportions comiques, comme lorsque Frau Bruckmann a dénoncé avec indignation les informations selon lesquelles Frau Bechstein avait donné à Hitler le fouet qu'il portait, affirmant qu'elle le lui avait offert elle-même, sans savoir que Hitler avait reçu des fouets de ses deux protectrices, permettant à chacune de croire qu'il ne possédait que le sien. (48)

Edwin Bechstein et Hugo Bruckmann sont entrés en contact avec Hitler et sont rapidement devenus des sympathisants de sa cause, car leurs épouses l'invitaient fréquemment. Tous deux lui ont sans doute apporté une aide matérielle, mais aucun n'était en mesure de distribuer de grosses sommes d'argent à des fins politiques. Tous deux possédaient une fortune personnelle, en grande partie héritée, et vivaient dans le style de la haute bourgeoisie du XIX^{e} siècle. Mais leurs ressources financières étaient insignifiantes comparées à celles générées par les entreprises géantes de l'industrie, du commerce et de la finance allemands modernes. Bechstein, ainsi que plusieurs de ses frères, avaient hérité d'une fabrique de pianos berlinoise bien établie qui apposait le nom de la famille sur des instruments de qualité exportés dans le monde entier. Mais malgré sa renommée, l'entreprise Bechstein restait une très petite entreprise par rapport aux

normes de l'industrie allemande du XXe siècle, dépendant comme elle l'était d'une main-d'œuvre artisanale qualifiée. Ce n'est qu'en 1923 que les propriétaires l'ont fait passer d'une entreprise purement familiale à une société par actions, et trois ans plus tard, sa capitalisation ne s'élevait qu'à trois millions de marks.(49) Les circonstances de Bechstein ont donc fixé des limites à ses largesses politiques. En 1924, Frau Bechstein a témoigné que son mari avait aidé Hitler à plusieurs reprises à faire face aux difficultés financières du *Völkischer Beobachter*.(50) Mais selon les mémoires de Hanfstaengl, Hitler et lui ont découvert que Bechstein ne distribuait pas l'argent avec désinvolture lorsqu'il s'est longuement attardé sur la situation financière critique de son mouvement au cours d'une soirée qu'ils ont passée chez les Bechstein.(51) Cet appel évident à l'aide financière a suscité une réponse brutale de la part de son hôte : la firme Bechstein avait ses propres problèmes, et aucun argent n'était disponible à ce moment-là, bien que les circonstances puissent peut-être changer plus tard. Hanfstaengl rapporte qu'il s'est alors risqué à faire remarquer que le parti pourrait survivre pendant plusieurs mois avec l'argent que l'on pourrait obtenir chez un prêteur sur gages simplement en échange des bijoux que Frau Bechstein portait ce soir-là. Cette suggestion a peut-être conduit Frau Bechstein à confier à Hitler les objets d'art de grande valeur qu'elle a dit lui avoir donnés lors de son interrogatoire à la suite de son putsch raté de 1923.(52) Elle lui rendit visite pendant son emprisonnement, et les Berchstein lui restèrent fidèles après sa libération en 1924. À cette époque, Edwin Bechstein a contribué à relancer la carrière politique de Hitler en contresignant un prêt bancaire de 45 000 marks en sa faveur, dont la majeure partie a finalement dû être remboursée par Bechstein, Hitler n'ayant remboursé qu'une partie de cette somme.(53)

Comme Edwin Bechstein, Hugo Bruckmann ne disposait que de ressources financières limitées. Héritier parmi d'autres d'une maison d'édition munichoise, il s'était mis à son compte en 1917, créant une entreprise d'édition indépendante qu'il a exploitée jusqu'en 1930, lorsque la dépression l'a apparemment forcé à la liquider et à réintégrer l'entreprise familiale.(54) La maison d'édition de la famille Bruckmann a enregistré une capitalisation de seulement 2,8 millions de marks au cours de l'année prospère de 1926, et l'entreprise indépendante d'Hugo Bruckmann était, selon toutes les indications, considérablement plus petite que cela.(55) L'aide matérielle directe apportée par Bruckmann à Hitler reste incertaine, mais une connaissance a rapporté plus tard qu'à la fin des années 1920, Bruckmann avait aidé Hitler à obtenir le bail d'un luxueux appartement dans un quartier chic de Munich, ce qui conférait au chef national-socialiste une aura de respectabilité, en garantissant au propriétaire qu'il s'acquitterait de tout défaut de paiement du loyer par Hitler.(56) Si cette histoire est vraie, l'implication matérielle de Bruckmann a été minime, mais Hitler en a bénéficié de manière significative. Comme pour Bechstein, l'aide de Bruckmann est allée à Hitler personnellement

plutôt qu'au NSDAP ; tous deux cherchaient à favoriser un protégé de leur femme autant qu'une cause politique.

Malgré leurs ressources matérielles limitées, les Bechstein et les Bruckmann pouvaient accorder à Hitler des cadeaux moins tangibles que l'argent mais néanmoins d'une valeur indispensable pour un politicien en herbe d'origine modeste et socialement restreinte. En tant qu'invité dans leurs salons et à leurs tables, il a maîtrisé les canons de base de l'apparence et du comportement polis suffisamment pour lui permettre plus tard d'évoluer avec confiance dans les hautes sphères de la société et de la politique.(57) Sur l'insistance de Frau Bechstein et Frau Bruckmann, il se défait des vêtements en piteux état faits à partir d'un vieil uniforme de l'armée qu'il avait l'habitude de porter au début de sa carrière politique. Elles lui font découvrir les costumes bleus à rayures, les smokings et les chaussures en cuir verni. À leurs tables, il a appris à manier des plats exotiques tels que les artichauts, qui l'avaient jusqu'alors mystifié. En plus de l'initier à ces arcanes de la haute société, les Bechstein et les Bruckmann ont ouvert une toute nouvelle strate de la société à leur protégé plébéien, qui avait auparavant évolué presque exclusivement dans les cercles qui fréquentaient les cafés et les brasseries de Munich. Dans leurs salons, il a rencontré des professeurs, des écrivains, des artistes établis ainsi que des nobles.(58) Chez Frau Bruckmann, il a rallié à sa cause le futur chef des jeunes nationaux-socialistes Baldur von Schirach, qui à son tour a rallié au National-Socialisme un autre jeune aristocrate, le Prince Friedrich Christian de Schaumburg-Lippe. La présence de tels hommes au sein du parti a incontestablement conféré une certaine respectabilité au NSDAP aux yeux de certains Allemands conservateurs. Les Bechstein ont présenté pour la première fois Hitler à la famille Wagner à Bayreuth, lui donnant ainsi accès au réseau de contacts parmi les Wagnériens d'Allemagne, ce qui a également renforcé sa stature de responsable politique plausible.(59) En l'espace d'un an, son introduction auprès de la famille Wagner lui apporta un précieux soutien de la part du gendre du barde du Valhalla, Houston Stewart Chamberlain, le prophète vieillissant de la doctrine raciste germanique.(60) C'est au domicile de Frau Bruckmann que Hitler allait avoir sa première occasion de s'entretenir longuement avec un grand industriel de la Ruhr.(61) À un moment crucial de janvier 1933, les relations sociales des Bechstein lui permettront de rencontrer secrètement, dans leur résidence berlinoise, un personnage clé de l'establishment militaire dans le cadre de ses efforts pour obtenir l'assentiment de celui-ci à sa nomination au poste de Chancelier.(62)

Hugo Bruckmann a également aidé Hitler et son mouvement à gagner en respectabilité en jouant un rôle de premier plan dans une organisation de façade national-socialiste conçue pour faire des incursions dans les cercles artistiques et intellectuels conservateurs, le Kampfbund für Deutsche Kultur, fondé en 1927, prétendument pour combattre les influences étrangères sur la vie culturelle

allemande. Échappant à tout lien formel avec le NSDAP, ce qu'il pouvait faire du fait que Bruckmann n'appartenait pas au parti, le Kampfbund recrutait des membres parmi l'élite culturelle et épousait à plusieurs reprises les positions nationales-socialistes dans les vives controverses artistiques et littéraires qui faisaient rage à la fin de la période de Weimar. À la fin de la décennie, le Kampfbund organisait des réunions publiques dans le grand auditorium de l'université de Munich, au cours desquelles des académiciens de renom tel que le professeur Othmar Spann de Vienne, partisan du corporatisme comme alternative à la démocratie capitaliste, s'adressaient à un large public.(63) Bien que Bruckmann ait servi en tant qu'administrateur du Kampfbund, il a clairement montré son incapacité à remédier à ses difficultés financières chroniques.(64) Néanmoins, son rôle ostensible dans l'organisation lui a sans doute conféré une certaine respectabilité et a incité d'autres personnes à s'y joindre et à se rallier ainsi à l'influence du National-Socialisme.

Bien plus importante que l'aide matérielle directe ou indirecte que Hitler a reçue de ses riches mécènes wagnériens, ou des personnes aisées auxquelles ils l'ont présenté, était la respectabilité que leur parrainage social lui conférait. Ils l'ont rendu *gesellschaftsfähig*, acceptable pour la société raffinée. Cela a joué un rôle inestimable en le faisant passer du statut de personnage farfelu, maladroit et gauche issu des couches inférieures de la société à celui d'homme susceptible d'être admis dans les hautes sphères de la politique et, en fin de compte, d'accéder à de hautes fonctions étatiques. La fascination qu'Adolf Hitler exerçait sur ses deux ferventes admiratrices, Helene Bechstein et Elsa Bruckmann, lui a permis d'avancer dans sa quête du pouvoir – une avancée difficile, voire impossible, à obtenir avec peu d'argent.

Dans l'ensemble, les importantes contributions monétaires des mécènes semblent avoir joué un rôle minime dans la croissance du National-Socialisme au cours de ses premières années. Contrairement aux hypothèses de nombreux journalistes, le NSDAP ne dépendait pas autant des subventions à grande échelle que les partis traditionnels non socialistes de la République. Très tôt, les Nationaux-Socialistes ont adopté la pratique des Sociaux-Démocrates consistant à imposer la collecte régulière des cotisations de leurs membres. Bien que ce système ait d'abord été moins bien géré que par la suite, il a produit une source régulière de revenus qui ont été répartis entre les unités locales et le siège du parti, du moins jusqu'à ce que l'inflation rende problématique la valeur de la monnaie, même en grande quantité.(65) Pendant l'hyperinflation du printemps 1923, le parti a déclaré qu'une campagne de collecte de fonds pour l'anniversaire de Hitler avait rapporté onze millions de marks.(66) Le parti a récolté encore plus d'argent en demandant fréquemment à ses adhérents de souscrire à des prêts sans intérêt, ce qui, en période d'inflation, équivalait à des dons au parti.(67) De nombreux membres aidaient également leur parti en donnant de longues heures de travail

bénévole, fournissant des services et des équipements pour lesquels les partis traditionnels devaient payer comptant ou s'endetter.(68) Très tôt dans le développement de leur parti, les Nationaux-Socialistes ont commencé à utiliser les rassemblements de masse comme moyen de collecte de fonds, en faisant payer l'entrée et en distribuant des tasses et des chapeaux après que leurs orateurs, en particulier Hitler, aient déchaîné les passions de leurs auditeurs. L'empressement des gens de condition modeste à donner ce qui était pour eux des sommes considérables frisait, de l'avis d'un agent de police observateur, « l'incroyable ».(69) Un autre a rapporté avoir vu de l'argent collecté « à la pelle » après un rassemblement national-socialiste.(70) Il est clair que Hitler et ses associés apportaient un message pour lequel beaucoup de gens humbles étaient prêts à payer, même au prix d'un sacrifice matériel considérable pour eux-mêmes. Loin de dépendre des subventions des capitalistes allemands, le National-Socialisme était à ses débuts un mouvement véritablement populiste qui s'est enraciné et est devenu un mouvement politique à part entière grâce à la dévotion fanatique de ses partisans.

2. La cacophonie des politiques économiques nationales-socialistes

En 1924, le NSDAP était devenu un parti à part entière d'importance nationale. Lors des élections au Reichstag en mai de cette année-là, une liste composée de ses candidats et de ceux d'une organisation *völksich* d'Allemagne du Nord a recueilli près de deux millions de voix et obtenu trente-deux sièges. Plus de la moitié de ces voix ont été perdues lors d'une deuxième élection nationale tenue en décembre de la même année, de sorte que le bloc national-socialiste-*völkisch* n'a conservé que quatorze sièges à la chambre. En 1928, les Nationaux-Socialistes, qui avaient entre-temps battu ou absorbé leurs rivaux *völkisch*, ne remportèrent que douze sièges au Reichstag lors d'une élection tenue au plus fort de la brève période de stabilité et de prospérité de la République. Mais même pendant les années de vaches maigres du National-Socialisme, sa présence dans la législature nationale a fait de sa politique économique un sujet d'intérêt pour ceux qui s'intéressaient à ces questions. Quiconque tentait de déterminer la position du NSDAP sur les questions vitales de la vie économique de l'Allemagne se heurtait toutefois à une tâche ardue. Malgré sa structure autoritaire, le NSDAP s'exprimait sur les affaires économiques avec une multitude de voix. Et loin d'atteindre l'unanimité, ces voix proclamaient un éventail dissonant de positions, même sur les questions les plus fondamentales de la politique économique.

Très tôt, des personnalités du parti ont cherché à faire la lumière sur ses principes et ses objectifs en publiant leurs interprétations du programme en vingt-cinq points de 1920 et en développant davantage la position du parti sur

des questions importantes, notamment la politique économique. C'est Alfred Rosenberg, futur idéologue du National-Socialisme et rédacteur en chef du journal du parti, le *Völkischer Beobachter*, qui a rédigé le premier de ces commentaires, un pamphlet de quarante-cinq pages paru fin 1922 ou début 1923. Promettant dans son titre de révéler *« la nature, les principes fondamentaux et les objectifs »* du NSDAP, le pamphlet de Rosenberg donne l'impression d'être approuvé par le parti. L'auteur l'a orné d'une dédicace à Hitler et a expliqué dans son avant-propos qu'il avait écrit le pamphlet pour contrer les fausses informations sur le National-Socialisme jusqu'à la parution d'une prochaine publication du chef du parti.(1)

Les lecteurs du commentaire de Rosenberg ont fort bien pu conclure que l'un de ces faux rapports impliquait un engagement ferme de la part du NSDAP envers le mot « socialiste » dans son nom. Rosenberg évitait d'utiliser ce mot, sauf dans son composé neutralisant toute spécificité économique, le définissant au moyen d'une circonlocution pesante comme *« la reconnaissance du fait qu'il ne suffit pas d'étendre la charité sociale à ceux qui aident à créer et à construire un État, mais que l'État a le devoir d'exercer une fonction de supervision sur toutes les choses dont chacun de ses membres a besoin »*.(2) Rosenberg a ensuite entrepris de circonscrire cette fonction de supervision en nuançant fortement le principe le plus anticapitaliste du programme du NSDAP de 1920. Le point 13, qui appelait, dans un langage confus, à une prise de contrôle par l'État de *« toutes les entreprises (trusts) déjà constituées (jusqu'alors) »*. Rosenberg a expliqué que ce point ne devait pas être interprété comme un engagement en faveur de la « socialisation totale », une doctrine pernicieuse qui sonnait le glas de tout « esprit d'entreprise créatif ». Le point 13 indiquait simplement la détermination du National-Socialisme à « combattre » et « briser » les forces qui entravaient l'entreprise libre et créative en établissant des monopoles. Au premier rang de ces forces figuraient les « trusts mondiaux » contrôlés par un puissant réseau de banquiers et d'agents de change internationaux, dirigés en dernier ressort par une conspiration mondiale de juifs.(3) Le « trust-busting » national-socialiste, tel qu'exposé par Rosenberg, tendait à devenir virtuellement synonyme d'antisémitisme. Pour lui, les problèmes économiques se réduisaient facilement à des questions de « race ».

Les industriels allemands honnêtes et travailleurs avaient peu à craindre du National-Socialisme de Rosenberg. Les Nationaux-Socialistes ne s'opposaient en aucun cas à « l'esprit d'entreprise inventif et productif » ou à « l'industrie nationale » de l'Allemagne, rassurait-il ses lecteurs.(4) Même la croissance des grandes entreprises ne gênait pas Rosenberg. Le National-Socialisme, expliquait-il, refusait de considérer les entreprises comme mauvaises simplement en raison de leur taille, car dans de nombreux cas, les grandes entreprises pouvaient fournir à la population les biens nécessaires au moindre coût. Ce qui compte, ce n'est pas la taille d'une entreprise mais plutôt le fait qu'elle soit employée dans l'intérêt de

la nation. Si les hommes d'affaires allemands répondaient à ce critère, Rosenberg n'avait aucune objection à ce qu'ils fassent des millions de profits. Ce n'est que s'ils ne répondaient pas à cette norme plutôt vague qu'ils devaient faire face à la colère d'un État national-socialiste.(5)

Si une grande partie du commentaire de Rosenberg pouvait apaiser les inquiétudes des milieux d'affaires concernant la politique économique nationale-socialiste, d'autres passages de cette publication ne pouvaient qu'accroître ces inquiétudes. Tout au long de son pamphlet, Rosenberg affichait une hostilité implacable envers les banquiers et les agents de change, auxquels il attribuait pratiquement tous les maux économiques. Alors qu'il adoucissait le programme de 1920 dans la mesure où il concernait les autres types d'hommes d'affaires, il allait bien au-delà de ce programme en ce qui concerne ces deux groupes. Un gouvernement national-socialiste, annonçait-il, transférerait immédiatement à l'État les banques et les bourses d'Allemagne.(6) Rosenberg n'épargnait cependant pas le reste des grandes entreprises. Son pamphlet comprenait une approbation de l'engagement du programme de 1920 en faveur du partage des bénéfices dans les grandes entreprises.(7) Plus inquiétant encore, à l'exception de son rejet de la « socialisation complète », Rosenberg ne fixait nulle part de limites à l'autorité d'un État national-socialiste d'intervenir dans le secteur privé pour s'assurer que les entreprises et les hommes d'affaires allemands servent ce que le NSDAP considérait comme l'intérêt national.

Moins d'un an après la publication du pamphlet de Rosenberg, un deuxième commentaire sur les objectifs programmatiques du National-Socialisme apparaissait sous la forme d'un livre de deux cents pages écrit par Gottfried Feder.(8) Ingénieur en bâtiment bavarois, Feder avait, après une carrière professionnelle moyennement réussie, trouvé le chemin du Deutsche Arbeiterpartei avant même l'arrivée de Hitler. Grâce à ses publications antérieures, il avait acquis une réputation méritée de fanatique radical sur les questions monétaires et de crédit. L'un de ses slogans, « Briser le carcan des paiements d'intérêts », occupait une place de choix dans le programme du NSDAP de 1920. Son commentaire, qui parut au moment du putsch avorté de novembre 1923, donnait l'impression d'être encore plus officiel que celui de Rosenberg. Il s'agit du premier livre publié par la propre maison d'édition du parti, l'Eher Verlag, et il débutait par une déclaration de Hitler dans laquelle il le décrivait comme le « catéchisme » des déclarations programmatiques du NSDAP. Dans un parti conventionnel, le livre de Feder aurait signalé un changement fondamental de politique, car il omettait le programme en vingt-cinq points de 1920, que Feder considérait comme « l'ancien programme ».(9) À sa place, Feder présenta un programme en trente-neuf points de sa propre conception qui éliminait certains principes du programme original, en modifiait d'autres et en ajoutait de nouveaux.(10) Le NSDAP n'était cependant pas un parti

conventionnel. Malgré l'habillage officiel de son livre de 1923, les vingt-cinq points de 1920 restaient le programme officiel du parti. En effet, lorsque Feder lui-même publia, en 1927, une deuxième version différente des objectifs du parti, il incluait à la fois les vingt-cinq points originaux et ses propres trente-neuf points de 1923, sans aucune explication de la relation entre ces deux programmes souvent divergents.(11)

Bien que le commentaire de Feder de 1923 contenait des engagements radicaux, comme sa promesse qu'un gouvernement national-socialiste reprendrait immédiatement la Reichsbank et les autres banques d'émission, il partageait l'aversion de Rosenberg pour le mot « socialisme ». Il tempérait sa rigueur anticapitaliste en invoquant une distinction longtemps populaire dans les cercles de la droite radicale. Le même capital, explique Feder, devient quelque chose de très différent lorsqu'il est employé de manière productive d'une part, ou de manière exploitable d'autre part. S'ils restaient fidèles à leur héritage, les Allemands utilisaient le capital de manière productive, pour répondre aux besoins de leurs compatriotes, et non pour enregistrer des profits. Les juifs, en revanche, ont toujours utilisé le capital de manière exploitable, comme un moyen d'accumuler des richesses supplémentaires et de les transformer en pouvoir.(12) Tout comme Rosenberg, Feder attribuait la plupart des maux économiques de l'Allemagne à des forces étrangères qu'il qualifiait diversement de « capitalisme de prêt », de « capitalisme boursier » ou de « capitalisme mondial d'usure », derrière lesquels il voyait des juifs. Son commentaire accordait la plus haute priorité à la protection et à la préservation du *Mittelstand* des *« ouvriers indépendants, en particulier dans les moyennes et petites entreprises. »*(13) Aux salariés d'Allemagne, il ne promettait aucune réforme fondamentale du système capitaliste. Au lieu de cela, il a fait miroiter une amélioration progressive du sort matériel de l'ouvrier grâce à l'expansion des mesures de l'État-providence et à l'augmentation des possibilités d'atteindre l'indépendance économique au moyen du crédit facile et sans intérêt qu'il proposait dans le cadre de son plan de réforme monétaire. En accordant à l'État le contrôle absolu de la politique monétaire, Feder appelait à une énorme expansion de son pouvoir. Comme Rosenberg, il ne fixait pratiquement aucune limite à l'autorité de l'État en matière d'intervention dans le secteur privé de l'économie, si ce n'est qu'il évitait un programme complet de nationalisation.

Si, en 1923, Feder résumait son attitude à l'égard des questions économiques par la phrase à peine radicale « chacun ses goûts », il se montra finalement beaucoup moins conciliant envers les grandes entreprises que Rosenberg.(14) Contrairement à Rosenberg qui acceptait volontiers les grandes entreprises tant que leur direction restait allemande, l'un des trente-neuf points du programme de Feder engageait le NSDAP à combattre les « entreprises géantes ».(15) À l'époque, il avait assorti cette promesse de réserves importantes : elle ne s'appliquait pas, par exemple, aux branches de la production, telle que l'industrie lourde, où les

impératifs d'efficacité exigeaient une organisation à grande échelle.[16] Elle ne s'appliquait pas non plus aux grandes entreprises restées entre les mains de « créateurs » qui les exploitaient dans l'intérêt public. C'était le cas, précise Feder, de trois grandes entreprises sidérurgiques, Krupp, Mannesmann et Thyssen.[17] Une lecture attentive du commentaire de Feder de 1923 révèle qu'une grande entreprise n'encourrait la colère des Nationaux-Socialistes que si elle devenait un « syndicat », que Feder définissait de façon caractéristique et apodictique comme une entreprise qui ignorait le bien-être général en s'engageant dans des pratiques telles que la fixation des prix.[18] Mais même en ce qui concerne les transgressions de ce genre, le commentaire de Feder laissait planer un doute considérable sur la volonté du NSDAP d'adopter des contre-mesures radicales, car l'un de ses trente-neuf points ajoutait un engagement important qui manquait au programme initial du parti : *« Le National-Socialisme accorde une reconnaissance fondamentale à la propriété privée et la place sous la protection de l'État. »*[19] Son commentaire de 1927 montrait, cependant, une perspective plus anticapitaliste. Il y déclarait que les grandes entreprises, bureaucratisées et anonymes, qui cherchaient à étouffer la concurrence et recherchaient le profit pour le profit, étaient « mûres pour la socialisation ».[20] Un État national-socialiste, promettait-il, utiliserait son autorité pour faire baisser les prix maintenus artificiellement élevés par ces entreprises.[21] À la fin de son commentaire de 1927, il énonçait, en caractères gras, une déclaration peu rassurante pour la communauté des affaires : *« Le National-Socialisme est une vision du monde qui s'oppose fortement au monde actuel du capitalisme et de ses satellites. »*[22] En 1930, la version de son programme en trente-neuf points qui apparaissait dans la réimpression de son commentaire de 1927 avait été modifiée pour appeler – comme le point 13 du programme officiel du NSDAP – à une reprise par l'État des entreprises constituées en société.[23] Ces propos ne sont pas passés inaperçus. En 1930, le journal financier conservateur *Berliner Börsen-Zeitung* l'identifie à ce que ses rédacteurs considèrent comme des « tendances marxistes » au sein du NSDAP.[24]

Lier les Nationaux-Socialistes au Marxisme impliquait bien sûr une méprise fondamentale, mais dans la seconde moitié des années 1920, des changements au sein du NSDAP amenèrent de nombreux observateurs à prendre plus au sérieux les mots « socialiste » et « travailleurs » dans le nom du parti. Ces changements résultaient en grande partie de la pénétration du National-Socialisme, à partir de 1924, dans des régions d'Allemagne beaucoup plus urbaines et industrialisées que la Bavière et les autres régions du sud de l'Allemagne où le parti avait pris racine. Cette extension géographique du parti a donné naissance à ce qu'on appelle l'aile gauche national-socialiste.[25] Ses partisans provenaient pour la plupart des rangs des organisateurs nationaux-socialistes qui s'efforçaient de gagner des partisans en Rhénanie, dans la Ruhr, en Westphalie, en Saxe et à Berlin. Ils jugeaient essentiel d'y rivaliser avec les partis ouvriers établis pour obtenir l'allégeance et les

votes des millions de salariés de l'industrie qui constituaient la plus grande partie de la population dans ces régions d'Allemagne. Alors que le NSDAP avait auparavant mis l'accent sur des questions « nationales » telles que Versailles et la prétendue soumission du régime républicain à des influences trahisonnistes et internationalistes, ces Nationaux-Socialistes de gauche insistèrent sur les questions « sociales », affirmant la revendication du NSDAP au statut de parti ouvrier et soulignant les composantes socialistes de son programme. Certains gauchistes se qualifiaient de *national Sozialisten*, une formulation qui élevait le second mot au rang de substantif et réduisait le premier à un simple adjectif.(26) Si l'opportunisme cynique a pu motiver certains Nationaux-Socialistes de gauche, d'autres souhaitaient sincèrement des changements profonds dans le système économique. Leur ardeur ne provenait cependant pas de la vision d'un prolétariat émancipé conquérant le nouvel ordre industriel et délogeant la bourgeoisie, mais plutôt du ressentiment des petits bourgeois envers les riches et les puissants, ainsi que d'une vision nostalgique et souvent romantique du passé préindustriel. Ils ne contestaient que le capitalisme industriel, international, impersonnel et à grande échelle du XX^{e} siècle, et non les entreprises privées en tant que telles. Leurs projets de « socialisation », même pour les grandes entreprises, étaient loin d'aller jusqu'à la prise de contrôle pure et simple par l'État. Ils proposaient plutôt des formules élaborées pour répartir divers degrés de propriété entre les employés, d'une part, et les gouvernements fédéraux, étatiques et municipaux, d'autre part, une grande partie du capital d'investissement devant rester entre les mains de particuliers.(27) Ils voulaient une sorte de compromis avec le socialisme qui se traduirait par une plus grande dispersion de la propriété du capital plutôt que par un contrôle étatique complet de l'économie. Ils recherchaient un plus grand degré d'égalité économique et sociale, mais ils voulaient atteindre ce but par un processus de nivellement par le haut, c'est-à-dire l'absorption de membres de la classe ouvrière par la classe moyenne, et non par un triomphe décisif du prolétariat sur la bourgeoisie.

Comme ces limites au radicalisme de l'aile gauche du parti national-socialiste étaient rarement exprimées publiquement, les observateurs extérieurs au NSDAP n'entendaient généralement de cette aile qu'un barrage de rhétorique anticapitaliste qui ressemblait de manière inquiétante à celle employée par les Sociaux-Démocrates et les Communistes. En 1927, par exemple, le porte-parole le plus éminent de l'aile gauche, Gregor Straßer, publia dans un périodique du parti une déclaration qui semblait ne laisser aucun doute sur la position des Nationaux-Socialistes sur les questions économiques : *« Nous, socialistes, sommes des ennemis, des ennemis mortels du système capitaliste actuel avec son exploitation des économiquement faibles, avec son injustice à l'égard du salariat... et nous sommes résolus, quelles que soient les circonstances, à détruire ce système. »*(28) Deux ans plus tard, Straßer proclamait que les Nationaux-Socialistes devaient toujours *« représenter les*

revendications les plus radicales des ouvriers. »[29] Toujours en 1929, un périodique national-socialiste publié par Straßer et son cercle recourait à un langage encore plus radical en proclamant que *« le chemin de la liberté allemande passe par la conquête de la bourgeoisie par le prolétariat allemand ».*[30] Dans chaque numéro, ce périodique imprimait une colonne intitulée « Capital contre Travail ».[31] Joseph Goebbels, un agitateur national-socialiste dans la Rhénanie industrielle, puis Gauleiter de Berlin à partir de 1926, employait une rhétorique anticapitaliste tout aussi radicale. *« Nous sommes des socialistes... »*, écrivait-il en 1925, ajoutant que *« le jour n'est pas loin où nous dévoilerons tout... Ils seront alors effarés par le radicalisme de nos revendications. »*[32] Trois ans plus tard, dans *Der Angriff*, l'hebdomadaire national-socialiste qu'il a lancé en tant que Gauleiter de Berlin, Goebbels a donné une expression à la théorie de l'aliénation humaine par le capitalisme dans des mots qui auraient bien pu attirer l'envie d'un agitateur marxiste : *« Le travailleur dans l'État capitaliste n'est – c'est son plus grand malheur – plus un être humain vivant, plus un créateur, plus un façonneur de choses. Il est devenu une machine. Un numéro, un engrenage dans une usine dépourvue de compréhension ou d'entendement. »*[33]

De telles déclarations dans les publications sectaires du National-Socialisme pouvaient passer inaperçues aux yeux des dirigeants des grandes entreprises et de leurs agents, mais le comportement de la délégation du NSDAP au Reichstag leur échappait moins facilement. Les développements au sein de la législature nationale étaient régulièrement couverts par les principaux journaux, et les porte-parole parlementaires des grandes entreprises tenaient leurs clients informés des activités des députés nationaux-socialistes.[34] Ces activités ont laissé perplexes la plupart des observateurs contemporains. Sur les questions de politique étrangère, de défense et d'application de la loi, les Nationaux-Socialistes semblaient faire partie de l'extrême droite, mais sur les questions socio-économiques, le NSDAP adoptait fréquemment des positions pratiquement indiscernables de celles de l'extrême gauche. L'emplacement des Nationaux-Socialistes dans la chambre semblait souligner cette indétermination. De 1924 à 1928, les députés du NSDAP siégeaient vers l'arrière, entre le DVP et le DNVP, et de 1928 à 1930, ils se perchaient de manière ambiguë à l'arrière de la chambre, au milieu d'un groupe de petits partis. Ils ne prendront leur position définitive à la droite de tous les autres partis qu'après les élections de 1930, date à laquelle le Reichstag a perdu le contrôle de la législation nationale vitale et a même cessé de se réunir régulièrement. Dans les années où le Parlement représentait le centre du pouvoir dans la République, le National-Socialisme semblait donc être un phénomène énigmatique qui ne pouvait être placé sur le spectre politique habituel.

Le radicalisme socio-économique des parlementaires Nationaux-Socialistes s'exprimait de diverses manières. Leurs initiatives législatives, relativement peu nombreuses, comprenaient l'introduction répétée de projets de loi reprenant certains des projets favoris de Gottfried Feder, tels que la réduction des taux

d'intérêt imposée par l'État, le crédit d'État sans intérêt et la nationalisation de toutes les banques.(35) Les députés nationaux-socialistes ont également déposé à plusieurs reprises devant la chambre des projets de loi demandant la confiscation des « fortunes des princes de la banque et de la bourse » ainsi que de tous les profits tirés de la guerre, de l'inflation et – plus tard – de la dépression.(36) Aucun de ces projets de loi n'avait la moindre chance d'obtenir une majorité et pouvait donc être considéré comme un coup de publicité démagogique, même si leur orientation ne manquait pas de susciter l'inquiétude des milieux aisés. La tendance des Nationaux-Socialistes à voter avec les partis traditionnels de gauche sur les questions législatives qui détermineraient le cours de la politique économique nationale était moins facile à ignorer. Sur une question récurrente, la fiscalité, les Nationaux-Socialistes ont voté à plusieurs reprises contre les augmentations des impôts indirects, rejetant ces augmentations, comme les partis de gauche, au motif que ces prélèvements alourdissaient injustement la charge de la masse des salariés et pesaient moins sur les riches.(37) De même, les députés nationaux-socialistes ont généralement soutenu les propositions des partis de gauche visant à augmenter le niveau des dépenses pour la protection sociale de l'État et les programmes sociaux. Ils se sont également joints à la gauche afin de rejeter les demandes des partis de droite d'exiger un examen des ressources des candidats à l'aide sociale de l'État.(38) En 1925, lorsque le Reichstag a traité de la question des tarifs douaniers pour la première fois dans la République, les Nationaux-Socialistes ont voté avec les démocrates, les Sociaux-Démocrates et les Communistes pour rejeter le barème de droits protecteurs adopté par la majorité, qui favorisait les intérêts des producteurs par rapport à ceux des consommateurs.(39)

En plus de cette tendance générale à se ranger du côté de la gauche sur les questions socio-économiques, les parlementaires nationaux-socialistes ont été, à plusieurs reprises, le seul parti à approuver les propositions anticapitalistes extrêmes faites par les communistes. Ils ont agi ainsi alors que le NSDAP qualifiait les communistes de traîtres à la cause des ouvriers allemands et d'instruments d'une conspiration juive qui s'étendait des bourses au Kremlin. À l'une de ces occasions, en 1927, la délégation nationale-socialiste annonça son soutien à un projet de loi communiste qui, s'il avait été adopté, aurait porté un coup sévère aux grandes entreprises sidérurgiques de la Ruhr en les obligeant à rembourser des centaines de millions de marks qu'elles avaient reçus du gouvernement en compensation de livraisons de charbon et d'autres réparations en nature qu'elles avaient effectuées après l'effondrement de la résistance passive à l'occupation franco-belge en 1923.(40) Plus tard, en 1927, les Nationaux-Socialistes se joignirent à nouveau aux Communistes, votant contre la loi sur l'assurance chômage nationale adoptée par presque tous les autres partis. Pour des raisons légèrement différentes, les députés nationaux-socialistes se sont ralliés

à l'affirmation des communistes selon laquelle les dispositions de la nouvelle loi lésaient les travailleurs.(41) Seuls les Nationaux-Socialistes ont soutenu les propositions répétées des communistes visant à augmenter fortement le niveau des salaires exonérés d'impôts pour les groupes à faibles revenus, à réduire les taux d'imposition de ces groupes et à imposer plus lourdement les riches.(42) Lors du lock-out dans l'industrie sidérurgique de la Ruhr en 1928, seule la délégation du NSDAP a voté en faveur d'un projet de loi communiste visant à indemniser les ouvriers mis au chômage à un taux beaucoup plus élevé que celui approuvé par les partis majoritaires et à faire supporter aux entreprises industrielles concernées le coût total de cette indemnisation.(43) Sur une question extrêmement sensible pour l'industrie allemande – la durée de la journée de travail – les Nationaux-Socialistes du Reichstag se sont à plusieurs reprises rangés du côté des Communistes et des Sociaux-Démocrates pour demander le rétablissement de la journée de huit heures et s'opposer à des compromis comme celui de 1927, qui permettait aux employeurs d'exiger un travail de plus de huit heures.(44)

À ces occasions, ainsi qu'à d'autres, la rhétorique des députés nationaux-socialistes rivalisait avec celle des communistes en matière d'anticapitalisme véhément. En expliquant le vote des Nationaux-Socialistes contre le tarif de 1925, leur porte-parole l'a qualifié de produit des pressions exercées par les « grands syndicats » et les « puissants lobbies » et a prédit qu'il conduirait au « pillage » des consommateurs.(45) Au cours du débat sur le lock-out de la Ruhr, le porte-parole de la délégation nationale-socialiste a protesté contre le flux de « profits gigantesques » dans les poches des « coupeurs de coupons » et de *« ceux qui ne font rien d'autre que siéger dans les conseils de surveillance ».* L'industrie allemande s'est alliée au capital financier, se plaignait-il, adoptant ainsi une position *« hostile à celle du* Volk *dans un sens absolu ».* Il ajoutait un avertissement qui a dû sembler inquiétant pour les groupes économiquement privilégiés : *« Cette noble chambre ne redeviendra représentative du* Volk *que lorsque des bataillons d'ouvriers y entreront et remettront les choses en ordre. »*(46) Au début de 1929, un autre député national-socialiste utilisa la tribune du Reichstag pour attaquer le SPD avec des mots pratiquement identiques à ceux employés par les Communistes contre les Sociaux-Démocrates. Le SPD, déclarait-il, était devenu un parti timoré de fonctionnaires syndicaux égoïstes. Il avait trahi les ouvriers en n'apportant pas de changements profonds en 1918-19 et les trahissait à nouveau en collaborant à la grande coalition avec le « parti de l'industrie lourde » (DVP) et le « parti des banques et du capital boursier » (DDP). Contrairement au SPD, malhonnête et sans morale, qui avait abandonné les principes de dirigeants socialistes tels qu'Ignaz Auer et August Bebel, le NSDAP défendait inébranlablement les intérêts des ouvriers allemands, proclamait le porte-parole national-socialiste à la tribune de la législature nationale.(47) Une telle attaque contre le SPD n'aurait

guère pu réconforter les capitalistes allemands, malgré leur propre hostilité envers les Sociaux-Démocrates.

Bien qu'un ton radical ait prévalu au sein de la délégation du NSDAP au Reichstag sur les questions économiques, l'aile gauche nationale-socialiste n'obtint pas l'approbation officielle de sa version du National-Socialisme. Son porte-parole en chef, Gregor Straßer, a fait une telle tentative au début de 1926, en faisant circuler parmi les organisateurs nationaux-socialistes du nord-ouest de l'Allemagne le projet d'un nouveau programme du parti qui incluait dans sa section économique la proposition de l'aile gauche de disperser la propriété des grandes entreprises. Cependant, le projet de Straßer n'aboutit à rien, car Hitler fit clairement savoir, lors d'une réunion des responsables du parti à Bamberg en février 1926, qu'il n'était pas disposé à envisager une quelconque révision du programme du parti.(48) Quatre mois plus tard, Hitler chercha à étouffer toute autre discussion sur le programme du NSDAP en demandant à l'Assemblée générale des membres du parti de réaffirmer le statut « inaltérable » des vingt-cinq points de 1920.(49)

Hitler n'a pas complètement étouffé les éléments de gauche. Même après que le parti ait commencé, vers la fin de la décennie, à élargir ses appels pour englober les agriculteurs économiquement conservateurs et les électeurs de la classe moyenne, l'aile gauche a continué à rivaliser vigoureusement avec les partis de gauche pour obtenir le soutien des ouvriers. Hitler a même acquiescé lorsque des organisateurs de gauche ont contourné son interdiction des syndicats nationaux-socialistes en créant des cellules d'usine du parti. Ces cellules menaient une campagne d'agitation national-socialiste et présentaient des candidats aux élections des conseils d'usine établis par la constitution de Weimar afin de fournir des forums représentatifs pour l'expression des points de vue et des griefs des ouvriers. Étant donné que les ouvriers sociaux-démocrates et communistes dominaient habituellement ces conseils, les nouvelles cellules d'usine des Nationaux-Socialistes de gauche leur fournissaient un moyen de contester la prééminence des partis ouvriers traditionnels sur le lieu de travail. À l'automne 1929, le mouvement des cellules d'usine était devenu un organe à part entière du parti, l'Organisation nationale-socialiste des cellules d'usine (NSBO), et avait obtenu la reconnaissance de Hitler.(50) Hitler ne souleva également aucune objection à la rhétorique anticapitaliste qui imprégnait un certain nombre de périodiques quasi-officiels largement diffusés et publiés par les deux frères Straßer. La querelle d'Otto Straßer avec Hitler et sa sortie du parti en juillet 1930, après avoir accusé Hitler d'avoir trahi les socialistes du NSDAP, n'eurent que peu ou pas d'effet sur l'aile gauche nationale-socialiste. Seule une poignée de personnages insignifiants suivirent le jeune Straßer hors du parti et le rejoignirent dans un effort vain pour établir une organisation rivalisant avec le NSDAP.(51) Après le départ d'Otto, son frère Gregor, qui avait dénoncé son accusation

contre Hitler et rompu avec lui, continua à soutenir la ligne anticapitaliste de l'aile gauche. Il en va de même pour Goebbels, les dirigeants de la NSBO, une grande partie de la délégation du Reichstag et de nombreux porte-parole de moindre importance du parti. Jusqu'à la nomination de Hitler à la Chancellerie, en fait, les éléments de gauche ont persisté dans leur agitation radicale.

À la fin des années 1920, en raison des nombreuses interprétations divergentes quant à la position du NSDAP sur les questions économiques, Hitler a subi des pressions croissantes au sein du parti visant à clarifier la politique nationale-socialiste sur ce point. Après avoir repoussé de nombreuses demandes de ce type, il accepta finalement, à la veille du congrès du parti de 1929, d'autoriser la préparation d'un « catéchisme » qui exposerait la doctrine économique nationale-socialiste et la distinguerait à la fois du capitalisme libéral et du marxisme. Il désigna comme auteur Hans Buchner, rédacteur économique du *Völkischer Beobachter*.(52) Buchner produisit un pamphlet sur la théorie économique nationale-socialiste qui parut en 1930 sous l'impression de la maison d'édition du parti dans la série « Bibliothèque nationale-socialiste », pour laquelle Feder servit d'éditeur général.(53) Contrairement à l'aversion de Rosenberg et Feder pour le mot même de « socialisme », Buchner proclamait le « socialisme d'État » comme le but de la politique économique nationale-socialiste.(54) Pourtant, une lecture de son pamphlet prétentieusement formulé et souvent abscons ne révèle aucune trace de ce que l'on considère habituellement comme du socialisme. Au contraire, il a engagé le National-Socialisme dans un ordre économique corporatiste complet, prenant l'Italie de Mussolini comme modèle.(55) Les vingt-cinq points de 1920 et les trente-neuf points de Feder de 1923 avaient tous deux inclus des dispositions pour des chambres corporatistes, ou professionnelles, mais aucun n'accordait à ces chambres un rôle aussi central que celui de Buchner. Un État national-socialiste, annonçait-il, organiserait toutes les unités productives en domaines (*Stände*) correspondant aux branches de l'économie. De manière pyramidale, les domaines locaux enverraient des représentants aux chambres régionales et celles-ci feraient de même auprès des organes nationaux. À chaque niveau, les porte-parole des syndicats et du patronat composeraient ces chambres. En travaillant ensemble, ils résoudraient leurs problèmes et parviendraient à une économie auto-administrée. La version du corporatisme de Buchner ne présentait aucune menace immédiate pour la répartition actuelle des richesses. Le National-Socialisme, proclamait-il, accordait une « reconnaissance fondamentale » à la propriété privée.(56) Dans la mesure où son type de corporatisme produirait des changements dans l'économie, ceux-ci ne se produiraient que progressivement et avec le consentement des représentants du patronat. Tout homme d'affaires qui a pris la peine d'examiner le schéma de Buchner aura été heureux de constater que non seulement il rejetait la lutte des classes, mais qu'il excluait également le recours à la grève dans les conflits entre

ouvriers et patrons. Mais bien que son schéma corporatiste ait fait la promesse d'une économie autogérée, il n'a fourni aucune formule pour surmonter les différences entre les ouvriers et le patronat. En dernière analyse, Buchner, comme Rosenberg et Feder, accordait une autorité potentiellement illimitée sur tous les aspects du secteur privé de l'économie à l'État national-socialiste du futur.

Bien que le pamphlet de Buchner ait été imprimé à cinq reprises avant l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes et qu'il ait été repris dans ses colonnes pour le journal national du parti, il n'a pas résolu la confusion concernant la politique économique des Nationaux-Socialistes. À peu près au moment de sa première publication, un membre de la délégation du parti au Reichstag a pris la parole pour répondre aux accusations de la gauche selon lesquelles les Nationaux-Socialistes étaient les pendants allemands du mouvement de Mussolini et n'étaient pas plus favorables envers les ouvriers que le régime italien répressif. *« Nous ne sommes pas des fascistes »*, avait-il lancé avec colère. *« Nous sommes socialistes. »*[57] De plus, bien que Hitler avait décrit à l'avance le pamphlet de Buchner comme un « catéchisme », le chef du parti a continué à insister sur la nature « inaltérable » du programme en vingt-cinq points de 1920, dont les vues de Buchner s'écartaient à de nombreux égards. Parallèlement à la publication de Buchner, les commentaires antérieurs de Rosenberg et Feder sur la politique du parti circulaient dans de nouvelles éditions. Dans certains cas, ces nouvelles éditions incorporaient des changements mineurs, mais pas toujours insignifiants, dans leurs sections économiques.[58] Au début des années 1930, Rosenberg et Feder brouillèrent encore davantage les eaux programmatiques déjà troubles du National-Socialisme en publiant de nouveaux commentaires qui s'écartaient à certains égards de leurs écrits antérieurs.[59] En outre, d'autres Nationaux-Socialistes publièrent des commentaires idiosyncrasiques sur le programme économique du parti.[60] Tout au long de la « *Kampfzeit* », les opinions des Nationaux-Socialistes de gauche sur les questions économiques ont continué à s'exprimer dans les publications quasi-officielles contrôlées par Gregor Straßer et dans des organes locaux tels que le journal berlinois de Goebbels, *Der Angriff*. Après 1930, lors des occasions de plus en plus rares où le Reichstag se réunissait, les déclarations des députés nationaux-socialistes ne contribuaient guère à clarifier la position du NSDAP. Quiconque cherchait à établir les politiques économiques du National-Socialisme sur la base des déclarations programmatiques publiques des porte-parole nationaux-socialistes eux-mêmes se heurtait à une profusion vertigineuse de contre-courants, jusqu'à la nomination de Hitler comme Chancelier en janvier 1933.

Comment des positions aussi diverses et parfois incompatibles ont pu coexister dans les plus hautes sphères d'un même parti politique a laissé perplexes de nombreux observateurs, à l'époque et depuis. L'explication est pourtant

simple : le NSDAP n'était pas un parti politique ordinaire. Il ne s'agissait évidemment pas d'une organisation démocratique, de sorte que ses programmes et ses politiques ne résultaient ni de décisions majoritaires ni d'un consensus entre ses membres ou même entre ses dirigeants. Et à l'exception de son racisme, le NSDAP n'était pas fondamentalement un parti doctrinal, c'est-à-dire que ses autres politiques, y compris celles traitant des questions économiques, ne découlaient pas d'un corps de théorie unique et cohérent. Au contraire, le parti national-socialiste était au fond un mouvement charismatique dont la cohésion résultait de la loyauté de ses membres, quelles que soient leurs opinions sur des questions particulières, envers un seul homme : Adolf Hitler. Il a soudé en une organisation politique viable les composantes disparates du nord et du sud du National-Socialisme qu'il avait trouvées vaguement liées à sa sortie de prison à la fin de 1924. Il a assuré la cohésion du parti et a déterminé son orientation par la suite, souvent dans l'adversité et la démoralisation. Toute tentative de comprendre les politiques économiques du National-Socialisme, ou leur absence, doit donc s'appuyer sur une analyse de l'attitude de Hitler lui-même à cet égard.

3. L'économie de Hitler

Chez Hitler, il est trompeur de parler de pensée économique au sens habituel du terme. Bien que son exercice de l'autorité dictatoriale sur l'une des nations industrielles les plus avancées du monde l'ait forcé à s'attaquer à des problèmes économiques concrets pendant plus d'une décennie, souvent avec un succès remarquable, il n'a jamais atteint une compréhension même élémentaire de la discipline formelle de l'économie. D'après le témoignage de ceux qui l'ont côtoyé, ainsi que d'après ses propres écrits et déclarations enregistrées, il est évident qu'il ne connaissait pratiquement rien à la micro-économie et qu'il n'avait pas plus de connaissances en macro-économie que celles qu'il pouvait acquérir en lisant les journaux. Une fois au pouvoir, il s'est montré à plusieurs reprises incapable d'accepter le fait le plus simple de l'économie, la rareté des biens.(1)

Une raison majeure de l'ignorance de Hitler en matière d'économie réside sans aucun doute dans la nature de son éducation. N'ayant pas terminé ses études secondaires, il est devenu par la force des choses un autodidacte dont la connaissance de la plupart des domaines du savoir provenait principalement de la lecture non systématique de publications vulgarisées et pseudo-scolaires. Il a réussi par lui-même à accumuler un nombre considérable de connaissances, bien que très subjectives et déformées, en anthropologie, en histoire et en théorie sociale et politique. Cependant, il est évident que ses lectures ont contourné le domaine plus technique et, pour le profane, moins accessible de l'économie. Un autre facteur pouvant expliquer l'ignorance de Hitler en matière d'économie

formelle est que la rationalité et l'utilitarisme de cette dernière, son acceptation des contraintes et des limitations, la rendaient peu propice à son esprit démesuré. Cependant, une fois entré dans la vie politique, Hitler ne pouvait plus simplement ignorer les questions économiques. Ce qui émergea, dans ses discours et ses écrits, peut être décrit comme un ensemble d'attitudes socio-économiques parfois contradictoires.

Dans un de ses premiers discours, Hitler a exprimé succinctement le rôle qu'il allait attribuer à l'économie dans les affaires humaines tout au long de sa carrière politique : *« L'économie est quelque chose de secondaire ».*(2) Dans *Mein Kampf*, il dénonça ce qu'il considérait comme une perception erronée, dangereusement répandue et potentiellement ruineuse, de la relation entre économie et politique :

> *« …L'État n'a en revanche rien à voir avec une perspective économique ou une ligne de développement particulière.*
>
> *Ce n'est pas une combinaison de parties contractuelles à des transactions économiques dans un espace vital spécifiquement délimité dans le but d'accomplir une tâche économique, mais plutôt une communauté de créatures physiquement et spirituellement semblables dans le but de faciliter la perpétuation de leur espèce ainsi que la réalisation du but de leur existence, tel que prescrit par la providence. C'est cela et rien d'autre qui constitue le but et la signification d'un État. Dans ce contexte, l'économie n'est qu'une des nombreuses ressources nécessaires à la réalisation de ce but. Mais elle n'est jamais la source ou la finalité d'un État, à moins que celui-ci ne repose sur une base fausse parce que, dès le départ, elle défie la nature. »*(3)

Dans une certaine mesure, ce dédain reflétait sans doute l'aversion de l'artiste en herbe pour les activités matérielles, ainsi que le malaise de l'autodidacte – et donc son hostilité à l'égard de quelque chose de significatif qui dépassait le cadre de son esprit. Mais la vision qu'avait Hitler de l'humanité et de la société a également joué un rôle. Comme on l'a reconnu depuis longtemps, sa pensée ne contenait rien d'original ; elle consistait plutôt en un amalgame de théories pseudo-scientifiques du XIX^{e} siècle qui, ensemble, formaient l'un des credo sociaux et politiques les plus pernicieux de tous les temps. Un élément de base de ce credo était le racisme, que Hitler allait poursuivre – sous la forme d'un antisémitisme virulent – jusqu'à mener la plus effroyable campagne de génocide prémédité de l'histoire.[13] Mais un autre élément clé de son credo jouait un rôle

[13] [NdT : ces propos n'engagent que l'auteur de ces lignes, auteur qui fait montre ici de son endoctrinement crasse et de son conditionnement judéo-maçonnique. Aucune preuve venant corroborer cette assertion n'a jamais été retrouvée où que ce soit, même Raul Hilberg, historien expert de la question juive en Europe l'a révélé dans un documentaire de la PBS, mais qui a aussitôt été censuré : « En 1976, je suis allé dans une petite ville de Bavière, Ludwigsburg, où se trouve le siège pour les enquêtes de ce qu'on appelle les crimes nationaux-socialistes, un bureau géré par les provinces de la République fédérale d'Allemagne. Environ une trentaine de procureurs étaient logés dans ce bâtiment particulier et je suis allé là-bas pour étudier des dossiers judiciaires, diverses déclarations sous serment et d'autres documents. Mais un après-midi, ils ont

plus central dans sa vision des affaires économiques : le darwinisme social. Lorsqu'il est entré en politique, il avait accepté sans critique la variante autrichienne collectiviste de cette doctrine. Au lieu de voir la vie essentiellement en termes de compétition pour l'avantage et l'avancement entre les individus, comme le faisaient la plupart des darwinistes sociaux anglais et américains, Hitler pensait que pour les humains, la lutte darwinienne cruciale avait lieu entre les nations. Pour lui, ce conflit ne se limitait pas aux avantages et à l'avancement ; il condamnait finalement certaines nations à l'extinction et en destinait d'autres à la gloire et à la grandeur. Hitler voyait cette « lutte pour l'existence » (*Lebenskampf*) entre les peuples sous un jour optimiste. Elle seule garantissait que parmi l'humanité, comme parmi les autres formes de vie, les plus aptes survivraient tandis que les faibles et les déficients périraient. Elle seule rendait possible le progrès continu de l'évolution en accordant aux nations les plus fortes et les plus aptes le contrôle du destin de l'humanité.[14]

Selon Hitler, l'issue de la lutte entre les nations doit toujours, en fin de compte, être déterminée par la guerre ou, comme il le disait souvent, par « l'épée » ou « le sacrifice du sang » (*Bluteinsatz*). Il accordait donc à l'État, qui manie les armes, une primauté absolue sur l'économie. L'économie doit toujours rester, insistait-il, la « servante » de l'État, jamais sa maîtresse, car aucune nation ne pourra jamais survivre en s'appuyant uniquement sur l'effort économique et la guerre ne pourra jamais être remplacée par une domination économique pacifique. Pour Hitler, se préoccuper d'activités économiques pacifiques n'était

---

dit : 'Nous avons une fête aujourd'hui, voudriez-vous vous joindre à nous ?' Et j'ai dit : 'Pourquoi pas.' Ils m'ont dit : 'Nous avons une bouteille de vin par personne.' (rire de l'auditoire) Et après un certain temps, il se trouve que j'ai parlé au chef adjoint de ce bureau et je lui ai dit ceci : J'ai été troublé par une question. Et je crains d'avoir publié quelque chose qui n'est pas tout à fait exact. Et il s'agit du rôle tenu par Adolf Hitler lui-même dans l'anéantissement du peuple juif en Europe. Je sais bien qu'ici vous n'êtes seulement concernés que par les individus vivants et que vous n'enquêter pas sur les morts. Mais quand même ... qu'en pensez-vous ? 'Ah !' a-t-il dit, 'nous avons souvent fantasmé sur l'élaboration d'un acte d'accusation contre Adolf Hitler lui-même. Et de mettre dans cet acte la principale accusation : la solution finale de la question juive en Europe, l'anéantissement physique de la communauté juive. Et puis l'évidence a germé en nous, qu'aurions-nous pu faire ? Nous n'en avons pas la preuve.' Et il se mit à rire. Elie Wiesel, un autre survivant, demande parfois : 'Où était Dieu ?' Les procureurs allemands, les scientifiques, les politiques, les historiens lui ont posé une question modeste : 'Où était Adolf Hitler ?' La question est d'une importance énorme, pour l'Allemagne d'aujourd'hui et même au-delà de l'Allemagne, pour notre appréciation de ce qu'est un système totalitaire. » Source :

https://archive.org/details/RaulHilbergAveuStupefiantCensureParPBS].

[14] [NdT : la vision de Hitler était juste en bien des points. L'auteur interprète de façon biaisais les propos de Hitler qui n'a jamais souhaité la guerre et dont la seule motivation était la survie de son peuple. Il n'a jamais dit qu'il voulait conquérir le monde et asservir les plus faibles. Car si tel avait été le cas, il n'aurait pas épargné la vie des milliers de soldats britanniques acculés à la Manche sur les plages de Dunkerque. Hitler était doté d'une spiritualité hors norme (rien à voir avec les religions), et sans la connaissance de cette spiritualité, l'auteur ne peut saisir l'essence même de la démarche d'Adolf Hitler. Le lecteur doit, ici, faire appel à sa logique et à son discernement.]

donc pas seulement malavisé, mais aussi nuisible, voire suicidaire. *« L'histoire du monde nous enseigne »*, a-t-il dit lors d'un discours en 1922, *« qu'aucun peuple n'est devenu grand par son économie, mais en revanche il peut très bien en périr. »*[4] Il voyait dans les qualités nécessaires à la construction et au maintien d'un État *« les qualités héroïques et jamais l'égoïsme du commerçant, car la perversion de l'existence d'une espèce exige la disposition de l'individu au sacrifice de soi »*. Pour prouver que ces « vertus héroïques » n'avaient rien à voir avec les questions économiques, Hitler offrait une maxime lapidaire : *« Les gens ne sont pas prêts à mourir pour les affaires, seulement pour des idéaux »*.[5] Une politique pacifique fondée sur des considérations économiques ne pouvait, à ses yeux, que conduire à un « pacifisme dissolu » qui laisserait ceux qui en sont atteints sans défense contre quiconque serait plus fort et prêt à utiliser *« les forces plus authentiques du pouvoir politique. »*[6]

L'état d'esprit qui conduit au succès dans les activités économiques était, selon Hitler, fondamentalement incompatible avec les attributs nécessaires aux réalisations politiques. Ce n'est que dans de très rares cas, a-t-il écrit dans *Mein Kampf*, que les périodes de force politique d'un État coïncident avec la prospérité économique. L'histoire de la Prusse a démontré de manière concluante que *« la création d'un État est rendue possible non pas par des attributs matériels mais uniquement par des vertus idéales. »*[7] Un État fort pouvait fournir la base du développement économique, mais l'inverse n'a jamais été vrai. En effet, Hitler insistait sur le fait que, dans l'histoire de l'Allemagne, les triomphes du pouvoir politique avaient été à plusieurs reprises réduits à néant par des préoccupations matérialistes alimentées par la prospérité générée par ces mêmes triomphes. C'est ce qui s'était produit sous les successeurs de Bismarck, dont la confiance dans un développement économique pacifique avait abouti à ce que Hitler appelait avec mépris *« l'asservissement de la nation à l'économie »*.[8] Il attribuait la perte de la guerre, en définitive, au déplacement des idées par des préoccupations matérialistes – c'est-à-dire économiques.[9]

Le penchant de Hitler pour la simplification lui a permis de reléguer d'énormes secteurs d'activité économique à la périphérie de la réalité. Tout comme il réduisait les affaires internationales à une lutte à mort darwinienne entre les nations, il ramenait cette lutte essentiellement au niveau de la biologie. Il voyait l'humanité motivée, comme toutes les autres espèces, par deux pulsions élémentaires : le besoin de se nourrir et le désir de procréer. Lorsqu'il est en santé et plein de vitalité, un peuple augmente invariablement en nombre. Mais au lieu de tirer de cette hypothèse la conclusion malthusienne pessimiste habituelle, Hitler considérait l'augmentation de la population sous un jour tout à fait optimiste ; en effet, elle représentait pour lui l'indice le plus fiable de la santé d'une nation. Il reconnaissait que l'assouvissement incontrôlé du désir de procréation entraînerait une pénurie de nourriture ; il l'acceptait sans réserve comme une loi inexorable de la nature. À ses yeux, cependant, la privation qui en

résulte a une valeur positive. En effet, la faim pousse les nations robustes et vitales à s'engager dans ce qu'il appelle « l'impérialisme naturel », c'est-à-dire à éliminer les peuples plus faibles, donc inférieurs, et à poursuivre ainsi le processus d'évolution humaine. Cette quête d'une plus grande quantité de nourriture ne pouvait être réalisée que par l'acquisition de terres arables supplémentaires par la conquête, ou, comme Hitler a parfois euphémisé la même formule, par *« l'ajustement de temps en temps de la quantité de terre à l'augmentation de la population. »*(10) Dans sa pensée pleine de contradictions, cette « lutte pour l'existence » n'avait, malgré sa base matérielle, rien à voir avec le « matérialisme » qu'il dénonçait rondement et régulièrement. En effet, il mettait en garde contre le fait de laisser un idéalisme excessif détourner un peuple de la tâche élémentaire de conquérir davantage de terres.(11)

Les objectifs de politique étrangère de Hitler portaient la marque de ces hypothèses darwinistes sociales. Au début de sa carrière politique, il se mit à considérer la croissance démographique de l'Allemagne, dont il supposait qu'elle avait depuis longtemps dépassé la capacité de production alimentaire du pays, comme le facteur central de ses relations avec le reste du monde. En 1920, il a adopté la position à laquelle il allait se tenir jusqu'à la fin de sa vie. Le seul remède à ce prétendu déséquilibre réside, proclamait-il, dans l'obtention de « terres et de sols » supplémentaires. Pendant un certain temps, Hitler envisagea des colonies d'outre-mer susceptibles d'accueillir un grand nombre de colons allemands. Mais en 1924, au plus tard, il avait opté pour la conquête de « l'espace vital » (*Lebensraum*) à l'est, principalement en Russie, où des millions d'Allemands seraient réinstallés.(12)

Le sang-froid avec lequel Hitler a proclamé ses intentions agressives à l'égard de la Russie et des « États frontaliers » d'Europe de l'Est dans *Mein Kampf* et a ensuite cherché à atteindre ses objectifs par la guerre a détourné l'attention d'un aspect révélateur de sa politique étrangère, à savoir sa base agraire. Dans ses écrits sur le sujet, il justifie la conquête du *Lebenstraum* exclusivement par le besoin de sol pour garantir l'autosuffisance agricole de l'Allemagne. Seule une nation qui possède à l'intérieur de ses propres frontières suffisamment de terres pour produire toute la nourriture qu'elle consomme peut survivre dans la jungle darwinienne, un monde *« où une créature se nourrit d'une autre »* et où *« il ne peut y avoir d'autre moyen de traiter avec un ennemi que de le tuer. »*(13) Les seules indications indiquant que Hitler a pris en considération, avant de prendre le pouvoir, les autres ressources économiques de l'Est, telles que les combustibles et les matières premières industrielles, apparaissent dans les rapports de contemporains sur des conversations qu'ils eurent avec lui. Et de manière frappante, même dans les conversations, où des considérations plus larges étaient inévitablement abordées, Hitler a toujours accordé un rôle subordonné aux potentialités non agricoles de son rêve de *Lebensraum* à l'est.(14) Sa conception de l'autarcie économique restait

étroitement et archaïquement agraire, attribuant tout au plus un statut secondaire aux vastes et immenses ressources industrielles que la réalisation de son projet grandiose de conquête aurait mis à la disposition de l'Allemagne. Pendant les années où il s'efforçait de prendre le contrôle d'une des nations industrielles les plus avancées du monde, Adolf Hitler accordait la primauté, dans ses plans d'avenir, aux aspects agraires de la vie économique.

Les préférences agraires de Hitler font écho aux opinions des critiques de l'industrialisation allemande qui, lors de la grande controverse de la fin du XIX^e^ siècle, se sont opposés à une dépendance accrue du commerce et de la fabrication par la libéralisation des échanges et ont soutenu que le pays devait conserver un équilibre entre ses secteurs industriel et agricole.(15) Il déplorait les revers subis par cette école de pensée. Il attribuait aux percées réalisées par les partisans de l'industrialisme et du libre-échange une grande partie de ce qui avait mal tourné depuis, y compris l'éloignement de l'Allemagne de l'Angleterre dans les années précédant 1914. Tout au long des années 1920, il a réitéré dans ses écrits et ses discours les points de vue des critiques de l'industrialisme du début du siècle. Lorsqu'il parle de l'industrialisation de l'Allemagne, il emploie généralement des adjectifs tels que « nuisible », « excessif » ou « débridé », et il fait souvent référence à la « surindustrialisation » du pays.(16) Comme tant d'autres critiques de l'industrialisation, il éprouvait une profonde répulsion pour les énormes concentrations urbaines de population auxquelles ce processus avait donné lieu. Il considérait les grandes villes industrielles d'Allemagne comme *« des abcès sur le corps du* Volk*, dans lesquels tous les vices, les mauvaises habitudes et les maladies semblent converger ».*(17)

La vision négative de Hitler à l'égard de l'industrie et des villes se transpose dans son attitude à l'égard des acteurs du monde des affaires. Lorsqu'il évoque les capitalistes allemands dans *Mein Kampf*, il utilise à plusieurs reprises des clichés péjoratifs, parlant d'*« hommes d'affaires assoiffés de dividendes »*, de leur *« avidité et de leur impitoyabilité »* et de leur *« étroitesse d'esprit à courte vue ».*(18) Au début de sa carrière politique, il avait fait de deux grands hommes d'affaires les cibles de son ire : le magnat de la Ruhr Hugo Stinnes et Wilhelm Cuno, directeur général de la compagnie maritime Hambourg-Amérique, qui avait été Chancelier du Reich en 1922-23, au moment de l'occupation de la Ruhr, de l'échec de la résistance passive à celle-ci et de la phase finale d'hyperinflation. Comme nous l'avons déjà noté, Hitler a plusieurs fois cloué Stinnes au pilori en public pour avoir répandu la *« notion absurde »* selon laquelle *« l'économie en tant que telle pouvait à elle seule relever l'Allemagne. »*(19) Cuno, qu'il qualifiait de *« marchand se mêlant de politique »*, devint la cible de ses railleries. Selon lui, l'armateur avait commis la folie d'aborder les problèmes d'État comme s'il s'agissait de transactions commerciales, ce qui s'était inévitablement soldé par un échec désastreux.(20) Une telle rhétorique pourrait être considérée comme l'exploitation par un démagogue d'une hostilité

généralisée envers les riches ostentatoires si Hitler n'avait pas affiché le même mépris et la même méfiance envers les acteurs de la grande entreprise, même dans des conversations privées où les considérations tactiques de ce genre ne jouaient aucun rôle. En 1932, selon un participant, il a par exemple déclaré à un petit groupe de dirigeants nationaux-socialistes : *« Je ne laisserai pas ces capitaines d'industrie me mettre à mal. Capitaines ! J'aimerais connaître le pont sur lequel ils ont déjà tenu la barre. Ce sont des gens superficiels qui ne voient pas plus loin que leurs petites affaires. »*(21) Les neuf années qui suivirent, dont huit en tant que dictateur, ne contribuèrent pas à améliorer ses opinions. En octobre 1941, s'adressant en privé à son entourage, il qualifie les grands hommes d'affaires (*die Wirtschaft*) de *« voyous »* et de *« grippe-sous »* qui ne cessent de se lamenter sur leur sort. Il n'avait jamais rencontré d'industriel qui, en l'apercevant, n'avait pas pris une expression de tristesse dans l'espoir d'obtenir quelque chose.(22)

Hitler n'a pas tiré de son aversion pour l'industrialisme et de son mépris pour ses représentants le genre de conclusion radicale que certains Nationaux-Socialistes de gauche ont tirée. Encore une fois, le darwinisme social déterminait ses perspectives. Mais il est allé au-delà de la variante collectiviste de cette doctrine qui prévalait en Europe centrale. Bien qu'il ait été convaincu que la lutte pour la survie se déroulait avant tout entre les nations, il accordait également une place à la lutte entre les individus. Dans son monde de luttes omniprésentes, les individus se battaient entre eux pour obtenir des avantages au sein des nations, tout comme les nations se battaient entre elles sur la scène internationale.(23) Cela l'a impliqué dans au moins deux contradictions. Tout d'abord, cette insistance sur le conflit au sein de la nation ne pouvait logiquement pas être mise en accord avec sa promesse de forger la nation allemande en une communauté populaire unifiée, voire monolithique. Deuxièmement, malgré ses critiques concernant les effets néfastes d'une préoccupation matérialiste, il supposait que la lutte entre les individus au sein d'une nation prenait une forme principalement économique. Cette hypothèse a fourni la base d'une autre, à savoir que la concurrence économique – ou, comme il le disait parfois, le *« jeu des forces libres »* – était essentielle à la santé d'une nation.(24) Ce n'est que par la concurrence que le *« principe aristocratique de la nature »* pouvait s'affirmer dans la vie d'une nation, garantissant ainsi que les personnes les plus aptes, les *« individus supérieurs »* (*Persönlichkeiten*), comme il le disait, l'emporteraient.(25) Pour Hitler, l'erreur cardinale du marxisme consiste à nier cette loi élémentaire de la nature et à étouffer la concurrence économique pour promouvoir le bien-être des masses, le résultat d'une telle politique erronée étant de condamner à un pouvoir inférieur – et donc à un statut subordonné – les nations qui en sont victimes. De même, Hitler a condamné l'attaque du marxisme contre la propriété privée. Il considérait que l'engagement intense qui naissait du fait que l'individu risquait de perdre ses ressources personnelles pour obtenir un gain était la seule base possible pour le

type de concurrence économique qu'il considérait comme essentiel à la santé d'une nation et au progrès.[26]

À l'époque et depuis, les observateurs n'ont cessé de prétendre que Hitler avait abandonné les principes socialistes du NSDAP dans sa quête du pouvoir afin d'apaiser les mécènes du grand capital. Pourtant, un examen de ses écrits et de ses déclarations révèle qu'il n'avait rien à abandonner ; il n'a jamais été socialiste, dans le sens de favoriser la propriété étatique des moyens de production.[27] Son engagement en faveur de la concurrence économique et de la propriété privée ne découlait pas de l'opportunité mais plutôt de ses croyances fanatiques de darwinisme social sur la nature de l'homme et de la société humaine. Il en allait de même pour son refus d'accepter la légitimité de la lutte des classes, qui n'avait pas sa place dans sa vision essentiellement biologique du monde, dans laquelle les divisions fondamentales de l'humanité étaient fondées sur la race, jamais sur la classe. Hitler était un anti-socialiste par conviction, et non par opportunisme.

Ses paroles et son comportement trahissaient son attitude à plusieurs égards. Très tôt, le programme officiel en vingt-cinq points du NSDAP de 1920 le met manifestement mal à l'aise. Bien qu'il ait participé à la préparation de ce programme, il ne semble pas avoir rédigé une grande partie du projet de base ; il n'avait pas non plus à l'époque une influence suffisante pour en dicter le contenu.[28] Par la suite, même s'il a proclamé l'exactitude du programme dans son ensemble, il s'est toujours abstenu de citer ses termes de manière détaillée. Il a ostensiblement omis son texte dans *Mein Kampf*, où il y fait allusion de façon désobligeante comme *« le soi-disant programme du mouvement »*.[29] Étant donné que les principes politiques et racistes des vingt-cinq points coïncidaient étroitement avec les opinions exprimées à plusieurs reprises par Hitler, sa réticence à énoncer les termes du programme officiel du NSDAP en public résultait, selon toute probabilité, d'objections à ses promesses économiques radicales, quoique parfois vagues. Hitler se sentait également mal à l'aise avec la place importante qu'occupait le mot « socialiste » dans le nom de son parti, un héritage des débuts du NSDAP, comme le programme de 1920. *« Socialisme ! C'est un mot tout à fait malheureux »*, se serait-il exclamé lors d'une discussion avec un groupe de dirigeants nationaux-socialistes au début de 1929.[30] À une autre occasion, il a perdu son sang-froid de manière révélatrice, si l'on en croit l'une des personnes présentes : *« Le socialisme ! Que signifie vraiment le socialisme ? Si les gens ont de quoi manger et des plaisirs, alors ils ont leur socialisme »*.[31] Malgré cette vision cynique, Hitler était un démagogue trop habile pour ne pas reconnaître l'avantage qu'il pouvait tirer de permettre aux personnes qui souhaitaient le voir, lui et son mouvement, comme socialistes, ou au moins anticapitalistes, de continuer à le faire. Ses déclarations publiques étaient donc parsemées d'affirmations sur le « socialisme » du NSDAP. Il ne pouvait cependant pas aller au-delà des

invocations rhétoriques de ce terme sans entrer en conflit avec son engagement personnel en faveur de la concurrence et de la propriété privée. En conséquence, il dépeignait généralement le socialisme comme un credo éthique qui n'impliquait aucun système économique spécifique. Dans un discours de 1922, il a même attribué au socialisme une base raciale exclusive, le décrivant comme une *« noble conception qui n'a jailli que du cœur aryen et qui n'a atteint sa maturité spirituelle que dans les cerveaux aryens ».*(32) Une grande partie de l'attrait populaire du NSDAP provenait, comme on le sait depuis longtemps, de l'affirmation des Nationaux-Socialistes selon laquelle ils avaient réussi à réconcilier deux grandes idées, longtemps considérées comme antithétiques, qui avaient profondément divisé l'Allemagne : le nationalisme et le socialisme. Dans ses écrits et ses déclarations, Hitler liait presque invariablement ces deux idées et les accompagnait de l'affirmation selon laquelle il avait trouvé un moyen de les synthétiser. Un examen révèle cependant qu'au lieu de les synthétiser, il a en fait subsumé le socialisme sous le nationalisme. Dans le discours de 1922 cité plus haut, il proclame :

> *« Tout principe vraiment national est en dernière analyse social, c'est-à-dire : celui qui est prêt à se dévouer si complètement à son Volk qu'il ne reconnaît aucune idée plus élevée que le bien-être de son Volk, celui qui comprend notre grand hymne 'Deutschland, Deutschland über Alles' pour signifier que rien dans ce monde n'est plus important pour lui que cette Allemagne, Volk et terre, terre et Volk, celui-là est un socialiste. »*(33)

Un an plus tard, il désignait ce qu'il considérait comme deux institutions « socialistes » modèles, dignes d'être imitées par les Nationaux-Socialistes, l'armée et la fonction publique allemandes.(34)

Si Hitler n'était pas un socialiste, il n'était pas non plus un partisan du capitalisme libéral. Il considérait la propriété privée et la concurrence économique comme les conditions préalables à une société saine, mais le principe du laissez-faire n'avait pas sa place dans sa pensée. Comme il l'a imaginé, et plus tard mis en pratique dans le Troisième Reich, la propriété privée des moyens de production doit toujours rester subordonnée à la conformité des objectifs de l'État. Pour s'assurer qu'il en soit ainsi, l'État à parti unique doit jouir d'une autorité illimitée pour intervenir dans l'économie – comme dans toutes les autres sphères de la vie. Le contrôle politique, en bref, ne connaîtrait aucune limite dans un État national-socialiste. Et ce contrôle serait si omniprésent que les aspirations des socialistes pâliraient en comparaison. Au début du Troisième Reich, Hitler a ainsi expliqué ses perspectives à un confident :

> *« Le parti est universel. Il régit la vie dans toute son ampleur et sa profondeur... Il n'y a plus de licence, plus de sphère privée où l'individu s'appartient. C'est cela le socialisme, et non des choses aussi insignifiantes que la possibilité de posséder en privé les moyens de production. De telles choses ne signifient rien si je soumets les gens à une sorte de discipline à*

laquelle ils ne peuvent échapper. Qu'ils possèdent autant de terres ou d'usines qu'ils le souhaitent. Ce qui est décisif, c'est que l'État, par l'intermédiaire du parti, dispose d'eux, qu'ils soient propriétaires ou ouvriers. Comprenez ceci : tout cela ne signifie plus rien. Notre socialisme est plus profond. Il ne modifie pas les formes superficielles mais ordonne les rapports de l'individu avec l'État, avec la communauté populaire... Quel besoin avons-nous de socialiser les banques et les usines ? Nous socialisons l'être humain. »[35]

Hitler ne voulait pas socialiser les grandes entreprises allemandes mais plutôt les enrôler.[36] Il voulait, en d'autres termes, les mettre au service de son projet grandiose de conquête du *Lebensraum* qui servirait de base à un nouveau Reich, largement étendu et revigoré.

Malgré les remarques citées ici, Hitler ne s'est jamais réconcilié avec l'idée de laisser inaltérées les « formes superficielles » qui prévalaient dans la vie économique de l'Allemagne pendant son ascension au pouvoir. Son malaise face à l'ordre des choses hérité du passé provenait d'une contradiction entre son attachement à une formule darwiniste sociale dans le domaine économique et ses vues sur la société allemande contemporaine. D'une part, il défendait la propriété privée et la concurrence économique comme étant essentielles à un environnement salubre de lutte au sein de la nation. D'autre part, il nourrissait un profond mépris pour l'élite possédante de son époque, qui s'était développée en grande partie – sinon uniquement – en exploitant ce « jeu des forces libres » sur le marché économique que Hitler vantait comme la clé du bien-être social. Les pages de *Mein Kampf* regorgent de remarques méprisantes et dépréciatives sur le *Bürgertum*, ou la bourgeoisie allemande. Hitler dépeint le *Bürgertum* de son époque comme un groupe social complaisant, indolent, lâche, bas et dégénéré, *« sans valeur pour toute tâche noble de l'humanité ».*[37] Son attitude trahissait des ressentiments accumulés pendant ses années de privation et de marginalité sociale à Vienne et à Munich avant la guerre et peut-être aussi des cicatrices psychiques qui remontaient encore plus loin dans sa vie. Mais quelles qu'en soient les raisons, Hitler a clairement indiqué dans *Mein Kampf* que le National-Socialisme ne préserverait pas les avantages des privilégiés ; au contraire, le National-Socialisme ouvrirait la voie à l'ascension d'une nouvelle élite maîtresse de caractère et de talent.[38] Ici, cependant, Hitler était confronté à un dilemme. En effet, comment déplacer l'élite des propriétaires sans remplacer, ou du moins modifier radicalement, le système économique existant, dont Hitler considérait les caractéristiques centrales comme essentielles à la montée des participants les plus aptes dans la vie économique de la nation ?

Tout au long de sa carrière politique, Hitler s'est débattu avec ce dilemme sans jamais trouver le moyen de le résoudre. Dans *Mein Kampf*, certes, il prétendait avoir découvert très tôt une formule qui expliquait comment les mauvaises personnes étaient arrivées au sommet en Allemagne. Dans l'une de ses rares reconnaissances de dette intellectuelle, Hitler a écrit qu'il devait cette découverte à

Gottfried Feder, qui avait jeté un nouvel éclairage sur le sujet lors d'un discours prononcé à l'une des premières réunions nationales-socialistes auxquelles Hitler avait assisté en 1919. Feder avait attribué les maux économiques de l'Allemagne au laxisme et au manque de vigilance des gouvernements allemands précédents à l'égard des éléments étrangers. En conséquence, *« la finance internationale et le capital boursier »* avaient empiété sur la *« communauté d'affaires nationale »* (*Wirtschaft nationale*) du pays, fondamentalement saine. Alors que ces derniers investissaient le capital à des fins productives et socialement bénéfiques, les premiers manipulaient le capital à des fins non productives et spéculatives afin d'accumuler d'énormes profits sans travail honnête, le tout aux dépens des Allemands honnêtes et travailleurs.(39) Conformément à la distinction de Feder, Hitler dirigeait ses critiques publiques du système économique allemand principalement vers *« la finance internationale et le capital boursier »*, qu'il identifiait, comme Feder, comme un phénomène fondamentalement juif. Il utilisait fréquemment une autre formule de Feder, faisant la distinction entre le « capital industriel » allemand productif et le « capital de prêt » international ou juif exploiteur.(40)

Mais même dans *Mein Kampf*, Hitler a montré qu'il était conscient que l'exclusion des influences « étrangères » de la vie allemande ne suffirait pas à éliminer les inégalités sociales qui l'irritaient. Il déplorait la concentration du capital dans d'énormes sociétés par actions, décriant leurs effets ruineux sur le vieux *Mittelstand* individualiste des commerçants et des petits fabricants indépendants. Il déplorait l'impersonnalité des grandes entreprises et la facilité avec laquelle les riches oisifs augmentaient leur fortune sans effort personnel. Il exprimait sa consternation devant l'anonymat croissant de l'activité économique et la quasi-disparition des possibilités d'avancement pour les individus entreprenants et diligents dans une économie dominée par les grandes entreprises. Il s'est plaint que la propriété était devenue trop inégalement répartie et a parlé de l'opportunité de la répartir plus largement. De même, déclarait-il, il ne faut pas laisser les différences de revenus entre les cols blancs et les cols bleus s'accentuer.(41)

Si Hitler était loin d'être un défenseur de l'ordre social existant, il n'était pas non plus un réformateur social altruiste. Dans *Mein Kampf*, il a attribué une fonction purement instrumentale aux changements socio-économiques qu'il y a abordés. Il a spécifié que la *« nationalisation des masses »* – leur conversion aux valeurs nationalistes – représentait une condition préalable indispensable pour que l'Allemagne retrouve sa *« liberté extérieure »*. Et il a précisé que *« l'éducation nationale des grandes masses »* ne pouvait se faire que *« par un processus d'élévation sociale »* d'ordre matériel qui créerait les conditions nécessaires pour permettre à chacun de *« participer aux richesses culturelles de la nation »*. Cela, prévenait-il, exigerait des *« concessions économiques »* de la part des employeurs, mais les récompenses seraient si grandes qu'elles dépasseraient de loin ce prix. La réalisation de la

solidarité ethnique et culturelle (*völkisch*) au sein de l'Allemagne ouvrirait la voie à la fois à la restauration de la puissance nationale dans le monde et à un renouveau économique durable. Mais, plus important encore pour lui, cette solidarité préparerait l'Allemagne à se battre contre des adversaires dans la sphère internationale, un autre exemple du degré d'influence du darwinisme social sur les attitudes sociales de Hitler.(42)

Dans sa réflexion sur la manière de résoudre ces problèmes, Hitler s'est montré réceptif (comme tant d'autres qui trouvaient le capitalisme industriel du début du XXe siècle répugnant mais ne pouvaient accepter le socialisme comme alternative) à la notion de « troisième voie », un système économique entièrement nouveau, ni capitaliste ni socialiste. Dans *Mein Kampf* et dans certains de ses discours, il semblait engager le NSDAP dans une économie corporatiste qui chercherait à éliminer les conflits de classe et l'injustice sociale en unissant les employeurs et les employés dans des organisations communes englobant chaque branche de l'économie.(43) Pendant un temps, l'exemple de l'Italie fasciste encouragea Hitler dans cette direction, et il parla à plusieurs reprises avec admiration de la politique économique de Mussolini.(44) Mais lorsque les structures corporatistes élaborées du régime italien se sont révélées être une simple façade qui n'apportait aucun correctif aux problèmes sociaux et aucun remède à la Grande Dépression, Hitler s'est tourné ailleurs. Selon le journal de Joseph Goebbels, Hitler parlait en privé, dès 1926, d'établir un mélange d'individualisme et de collectivisme qui impliquerait la nationalisation des ressources minérales et autres ressources du sous-sol ainsi que des trusts, des transports et des industries de finition, tout en laissant toutes les autres productions aux mains des particuliers.(45) Début 1931, il a établi une section de politique économique dans le Reichsleitung de Munich du parti pour préparer des plans pour un régime de National-Socialisme à venir.(46) Au cours des mois où il entreprit la course finale au pouvoir politique qui le mènerait à la Chancellerie du Reich en janvier 1933, il attacha suffisamment d'importance aux efforts de cette nouvelle organisation pour participer à une série de longs séminaires organisés par son chef, Otto Wagener. Au cours de ces sessions, Wagener et d'autres experts économiques autoproclamés nationaux-socialistes ont présenté leurs projets pour un nouvel ordre économique qui réaliserait une synthèse du capitalisme libéral et du socialisme d'État. Certaines de leurs propositions impliquaient des changements profonds dans les schémas existants de propriété et de gestion ; mais tant que ces schémas préservaient les principes de la propriété privée et de la concurrence économique, Hitler ne soulevait pas d'objections fondamentales. Selon les mémoires de Wagener, Hitler répondit avec enthousiasme à une de ses propositions élaborées qui aurait transféré une grande partie du capital de l'industrie des actionnaires actuels aux employés de chaque entreprise commerciale au moyen d'un processus de transfert progressif conçu

pour récompenser les personnes diligentes et économes et pénaliser celles qui cherchaient à vivre de revenus non gagnés provenant d'investissements. Toutefois, les projets générés par la section de politique économique sont restés lettre morte. À l'automne 1932, Hitler n'était plus satisfait de Wagener, qui renonça à son poste au sein de la Reichsleitung, ouvrant la voie à la neutralisation de son organisation.(47)

À mesure qu'il s'approche du pouvoir, Hitler parle de plus en plus de l'économie comme d'une simple question de volonté et de force. Pendant la dernière phase de sa quête du poste de Chancelier, il a expliqué à un confident :

> *« L'inflation, c'est le manque de discipline... Je veillerai à ce que les prix restent stables. C'est pour cela que j'ai mes Stormtroopers. Malheur à ceux qui augmentent leurs prix. Nous n'avons pas besoin d'une loi pour nous occuper d'eux. Nous le ferons avec le parti seul. Vous verrez : une fois que nos soldats d'assaut se rendront dans un magasin pour remettre les choses en ordre, rien de semblable ne se reproduira. »*

Hitler a ensuite ajouté : *« J'ai le don de la simplification, et cela fait avancer les choses. Les difficultés ne sont qu'imaginaires ! »* Faisant spécifiquement référence à l'économie, Hitler a expliqué : *« Tout cela n'est pas une science secrète, comme le pensent les professeurs, mais plutôt une question de bon sens et de volonté. »*(48) La gestion d'une économie complexe s'est, bien sûr, avérée plus compliquée que cela. Hitler dut s'appuyer fortement sur des technocrates tels que Hjalmar Schacht,[15] l'ancien directeur de la Reichsbank sous la République, et Albert Speer, l'architecte qui devint un ministre de l'armement remarquablement efficace pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais il les a utilisés, comme il a utilisé l'économie allemande, pour ses objectifs plutôt que d'ajuster ses objectifs aux contraintes économiques. Cela allait s'avérer un facteur majeur dans son échec final. Cela démontre toutefois que Hitler était sincère lorsqu'il a proclamé que l'économie devait jouer le rôle de servante de la politique.

Pendant l'ascension de Hitler au pouvoir, peu, voire aucune de ses réflexions sur les formules de remodelage de l'économie ne sont parvenues au public ou n'ont même dépassé le cercle restreint de ses confidents. Il semble qu'il ait senti très tôt que les questions économiques fondamentales représentaient une menace explosive, potentiellement source de divisions, pour un parti aussi hétérogène que le NSDAP. Il chercha donc, avec un succès remarquable, à éviter toute discussion sur ces questions, que ce soit en public ou dans les forums plus larges

[15] [NdT : Hjalmar Schacht était un agent de Rothschild et fut temporairement à la tête de la Banque centrale allemande, en héritant du poste du gouvernement précédent, en raison de la façon dont fonctionnait le transfert parlementaire de l'administration de la République de Weimar. Il faut noter que Schacht a en fait soutenu les banquiers privés internationaux contre l'Allemagne et a même été impliqué dans des complots visant à assassiner Hitler pour lesquels il a été arrêté et envoyé dans un camp de concentration par la suite. Pour son opposition à Hitler, il a été récompensé par l'abandon de toutes les charges retenues contre lui lors du procès de Nuremberg.]

du parti. Le programme en vingt-cinq points de 1920, avec ses engagements spécifiques – bien que, dans certains cas, confus – sur certaines questions économiques sensibles, lui posait un problème particulier. D'après toutes les indications, il a rapidement été désillusionné par les axes économiques du programme de son parti, mais n'avait aucune idée claire de ce qu'il fallait mettre à la place. Il a d'abord répondu à ce problème en prenant simplement ses distances par rapport au programme de 1920, comme dans ses remarques désobligeantes à son sujet dans *Mein Kampf*. Finalement, il est arrivé à une solution ingénieuse pour gérer cet ensemble de promesses potentiellement divisibles et contraignantes : en faisant réaffirmer la nature « inaltérable » du programme en 1926, il a en effet exclu toute discussion ouverte, même au sein du parti, sur ses principes économiques inquiétants. Chaque fois que des propositions de ce genre se présentaient, il pouvait alors invoquer le statut inaltérable du programme pour supprimer toutes les révisions proposées et donc toute considération des questions économiques fondamentales.

Hitler adopta des tactiques d'évitement similaires chaque fois que le NSDAP fut confronté à un problème majeur qui menaçait de soulever des questions fondamentales sur ses politiques économiques et donc de diviser ses rangs et de lui aliéner des partisans potentiels. Le plébiscite demandant l'expropriation des princes allemands, parrainé par les Communistes et les Sociaux-Démocrates en 1926, posait un problème particulier, car les gauchistes nationaux-socialistes voulaient le soutenir tandis que d'autres membres du parti estimaient, à l'instar des partis de la classe moyenne, qu'il représentait une menace pour l'institution même de la propriété privée. L'approbation du plébiscite aurait aligné le NSDAP avec la gauche sur une question qui attirait l'attention de tout le pays et suscitait des sentiments extrêmement forts. Adroitement, Hitler évita une division parmi ses partisans en brouillant les pistes. Le NSDAP n'avait rien à dire aux princes, expliqua-t-il, puisque la plupart d'entre eux lui étaient hostiles, mais en tant qu'Allemands, ils méritaient que leurs biens soient protégés du système d'exploitation juif qui dominait la République.[49] Hitler a également résisté à l'agitation en faveur de la formation de syndicats nationaux-socialistes, un geste qui aurait impliqué un engagement envers un côté du conflit entre les ouvriers et le patronat qui divisait une grande partie du pays. Mais en rejetant les syndicats nationaux-socialistes, il a évité les questions fondamentales en jeu et a plutôt invoqué une série d'obstacles pratiques afin de dissuader ceux qui voulaient que le parti se batte pour représenter les ouvriers dans l'arène des négociations collectives. Il assura à plusieurs reprises à ceux qui voulaient des syndicats nationaux-socialistes que le parti reprendrait la question plus tard, à un moment plus favorable, mais il ne permit jamais que la question soit soumise à un congrès du parti, malgré la pression soutenue des Nationaux-Socialistes de gauche.[50] Au cours des séminaires organisés par Otto Wagener de la section de politique

économique, Hitler a répété à plusieurs reprises que les participants devaient garder le secret, selon le compte rendu ultérieur de Wagener sur ces réunions. Les nouvelles du type de réformes qu'ils envisageaient, avertit Hitler, fourniraient des armes dangereuses aux mains de ceux qui cherchaient à discréditer le NSDAP auprès du public. Ils devaient donc *« dissimuler la torche rougeoyante derrière des portes verrouillées ».*(51)

Compte tenu de sa sensibilité évidente quant au danger potentiel que présentaient les questions économiques pour le NSDAP, il semble étonnant, à première vue, que Hitler ait fait preuve d'une indifférence quasi totale à l'égard du chœur cacophonique des points de vue sur ces questions exprimés publiquement par d'autres membres du parti. Bien qu'il ait joui d'un contrôle souverain sur le parti à partir de l'été 1921, il n'a fait aucun effort pour empêcher les députés du NSDAP au Reichstag d'employer une rhétorique radicale sur les questions économiques ou pour freiner l'anticapitalisme souvent strident de la presse nationale-socialiste de gauche. Il ne manifesta pas non plus de mécontentement à l'égard des versions souvent idiosyncratiques et parfois contradictoires de la politique économique nationale-socialiste présentées dans les publications de Rosenberg, Feder et Buchner, malgré leur large diffusion et leur nature apparemment officielle.(52) En fait, Hitler n'accordait aucune attention publique à ce que les autres Nationaux-Socialistes disaient ou écrivaient sur les questions économiques ou à la façon dont les représentants parlementaires du parti votaient, tant que ni le programme de 1920 ni son autorité personnelle n'étaient remis en question. Il n'est pas certain que cela résulte de la ruse audacieuse qui caractérise une grande partie de la carrière politique de Hitler ou de sa réticence générale à s'engager publiquement sur les questions économiques. Mais quelle que soit l'explication, la position de Hitler s'est avérée être une solution astucieuse. En permettant aux autres Nationaux-Socialistes d'adopter une variété de positions sur les questions économiques et en maintenant la position officielle du parti et ses propres déclarations ambiguës, il permit aux personnes attirées par le NSDAP de saisir les points de vue nationaux-socialistes qui leur plaisaient et d'écarter ceux qui étaient contradictoires. Ainsi, le parti jouissait de l'avantage de paraître, à défaut de tout faire pour tout le monde, du moins de tout faire pour de nombreux groupes d'intérêt. En privé, ou lors de réunions à huis clos devant des publics particuliers, Hitler lui-même profitait de l'avantage de pouvoir se dissocier des déclarations d'autres Nationaux-Socialistes ou même de rejeter comme des déviations non autorisées de la politique du parti celles qui dérangeaient particulièrement ses auditeurs du moment. Comme le notait un observateur perspicace dans le *Frankfurter Zeitung* de gauche, *« La force des Nationaux-Socialistes réside dans une large mesure dans le fait qu'ils ne disent pas exactement ce qu'ils veulent ».*(53)

4. Une campagne de séduction avortée pour l'industrie de la Ruhr – Le National-Socialisme en disgrâce

Le 20 juin 1926, le *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, un journal conservateur publié à Essen, rapporte que deux jours plus tôt, Adolf Hitler avait pris la parole dans cette ville pendant une heure et demie devant une assemblée fermée de « chefs d'entreprise invités du district » à la demande d'un « cercle d'hommes d'affaires ouest-allemands ». Ce rapport s'est avéré remarquable à plusieurs égards. Tout d'abord, il marque le succès d'une ruse, car l'initiative de l'apparition de Hitler à Essen revient en fait aux Nationaux-Socialistes. L'organisation locale du parti avait loué la salle, lancé des invitations qui servaient de billets d'entrée et obtenu l'autorisation préalable de la police pour une réunion à huis clos des porteurs de billets, contournant ainsi l'interdiction faite par l'État prussien aux discours publics de Hitler.(1) Mais, plus important encore, l'article de presse consignait le début d'une campagne de séduction de dix-huit mois entreprise par Hitler destinée aux cercles d'affaires de la région rhéno-westphalienne connue par les étrangers comme la Ruhr et par les initiés comme *das Revier*. Au cours de cette période, Hitler prit la parole dans des circonstances similaires devant trois autres auditoires à Essen et un autre dans la station balnéaire rhénane de Königswinter.(2) Ces apparitions et la réaction de l'élite industrielle ouest-allemande à leur égard en disent long sur l'état des relations entre cette élite et le NSDAP. La première campagne de séduction de Hitler en direction de la Ruhr, et ses retombées, ont également établi certains modèles dans son approche du monde des affaires – et dans les attitudes des grandes entreprises envers le National-Socialisme – qui persisteront dans les années à venir.

Bien que parfois sommaires, les rapports de presse sur les quatre discours d'Essen de Hitler contenaient suffisamment d'informations pour révéler non seulement ce qu'il cherchait à transmettre à ses auditeurs, mais aussi ce qu'il choisissait de leur cacher.(3) Plus particulièrement, il ne voulait manifestement pas partager avec son public ses plans drastiques visant à transformer l'Allemagne. Ayant apparemment appris que les grands hommes d'affaires considéraient l'antisémitisme comme un phénomène déplaisant et plébéien, il a omis dans ses discours d'Essen les tirades contre les juifs qu'il avait l'habitude d'intégrer dans pratiquement tous ses arguments politiques et économiques. Aucune personne assistant aux discours d'Essen de Hitler ne pouvait savoir, d'après ce qu'il disait, qu'elle écoutait un antisémite fanatique et meurtrier déterminé à extirper tous les juifs de la société allemande.[16] Le chef national-socialiste s'est également montré

[16] [NdT : Cette déclaration de l'auteur est inexacte puisque de nombreux juifs ont continué à vivre paisiblement et sans problème sous le Troisième Reich et que nombreux sont restés en Allemagne tout au

réservé sur un autre de ses objectifs centraux, l'acquisition du *Lebensraum* au moyen d'une guerre de conquête contre la Russie. Bien qu'il ait déjà exposé dans le premier volume de *Mein Kampf*, publié au milieu de 1925, sa conviction que seule une telle politique étrangère pouvait permettre à l'Allemagne de survivre, il ne confia pas à ses auditeurs d'Essen toute l'étendue de ses visées belliqueuses et expansionnistes. Dans plusieurs des discours qu'il y a prononcés, il a fait référence au besoin de l'Allemagne de disposer de plus de terres arables afin d'assurer une alimentation adéquate à sa population ; mais il n'a fait aucune mention de la conquête du sol de la Russie. En fait, lors de sa dernière apparition, à la fin de 1927, il a explicitement exclu le recours à la conquête. Aux yeux de son auditoire, il devait sembler n'être qu'un autre révisionniste territorial déterminé à reconquérir pour l'Allemagne, par des moyens non précisés, les terres perdues à Versailles. Il n'a pas non plus dénigré, comme il l'avait fait dans *Mein Kampf*, une politique économique de promotion des exportations. Probablement bien conscient de la forte dépendance de l'industrie à l'égard des ventes à l'étranger, il ne donnait à ses auditeurs aucune raison de supposer qu'il avait une quelconque objection à la promotion du commerce extérieur.

Dans le premier de ses discours d'Essen, intitulé « La politique économique et sociale allemande », Hitler a dissimulé davantage de choses à ses auditeurs. Il a passé sous silence les axes économiques radicaux du programme officiel du NSDAP, ou les plans monétaires et de crédit proposés par Gottfried Feder dans les publications officielles du parti, ou encore l'agitation anticapitaliste de l'aile gauche nationale-socialiste en vue d'obtenir le soutien de la classe ouvrière. Il ne trahit pas non plus ses propres objections à la « surindustrialisation » de l'Allemagne, son mépris pour le *Bürgertum* du pays, ou ses doutes sur un système économique qui avait permis à un tel élément de la société de prospérer aux dépens des autres et avait produit ce qu'il considérait comme une distribution malsaine de la propriété et des opportunités. Hitler n'a pas non plus révélé sa conviction que l'État devait jouir d'une primauté sur l'économie si absolue qu'il devait disposer d'une autorité illimitée pour intervenir dans le secteur privé. Au contraire, il s'est contenté d'assurer ses auditeurs – en toute sincérité – de ses convictions sur la supériorité de la propriété et de l'entreprise privées. Pour souligner cette conviction, il ne laissait aucun doute sur son opposition au référendum social-démocrate-communiste en cours proposant l'expropriation des princes allemands, que le monde des affaires considérait avec inquiétude comme une menace pour le caractère sacré des droits de propriété. Quiconque ne connaissait rien de Hitler, si ce n'est ce qu'il avait dit à Essen le soir du 18 juin

---

long de la guerre. Lire le livre de John Wear *Germany's War: The Origins, Aftermath & Atrocities of World War II* (en anglais), paru en 2022.]

1926, ne pouvait que conclure qu'il n'avait aucun problème avec l'ordre social et économique existant.

À l'instar de la première apparition de Hitler à Essen, le contenu de ses trois autres discours devant des auditoires privés se reflète dans leurs titres. Le 3 décembre 1926, il parle de « Nouvelles voies vers le pouvoir » ; le 27 avril 1927, de « Chef et masse » ; et le 5 décembre 1927, de « La politique étrangère de l'Allemagne : notre chute finale ou notre avenir ». Mais Hitler s'en tenait rarement, voire jamais, à un seul sujet dans chacun de ses milliers de discours, qui abondaient généralement en longues digressions. Tel fut le cas de ses discours d'Essen, dont la durée variait entre une heure et demie et deux heures et trois quarts. Néanmoins, un ensemble commun de refrains qui constituaient le message que Hitler voulait transmettre à ses auditeurs revenait dans les quatre discours. Il avait transmis une grande partie de ce même message au National Club de Berlin en 1922 et en avait présenté une version entièrement élaborée au National Club de Hambourg, tout aussi conservateur et establishmentariste, en février 1926.(4) Une demi-décennie après ses apparitions à Essen, dans son discours très médiatisé au Club de l'industrie de Düsseldorf, il a livré essentiellement le même message. Les points centraux que Hitler a soulevés à ces occasions, et probablement dans d'autres déclarations non enregistrées à des auditeurs du même type, coïncident dans une large mesure avec les opinions profondes qu'il a exprimées dans *Mein Kampf* et ailleurs. Ses auditeurs d'Essen ont entendu ce qui équivalait à une version soigneusement éditée de sa vision du monde et ont reçu un aperçu très limité de ses plans pour l'avenir de leur pays. Ils n'entendaient rien sur les questions spécifiques de politique économique qui préoccupaient la plupart des milieux d'affaires. Au lieu de cela, Hitler leur a fait miroiter la perspective de balayer les problèmes économiques de la nation au moyen d'un coup politique audacieux.

Le message sous-jacent que Hitler a tissé dans ses discours d'Essen de 1926 et 1927 consistait en une mise en accusation du passé récent de l'Allemagne, un diagnostic idiosyncratique et réducteur des causes de ce qu'il décrivait comme un déclin national précipité et continu, et – enfin – une prescription d'une simplicité saisissante visant à inverser ce déclin. Selon lui, la cause profonde du déclin du pays résidait dans une hypothèse qui prévalait depuis la fin de la période impériale, à savoir qu'une économie forte suffirait à maintenir et à protéger la place de l'Allemagne dans le monde. Les dirigeants allemands, accusait-il, avaient ignoré le fait central de la politique mondiale : que seul le pouvoir politique – qui se manifestait finalement par les armes – pouvait assurer la sécurité et la prospérité matérielle d'une nation. Invoquant la doctrine de la primauté absolue de la politique, si centrale dans sa propre pensée, Hitler expliquait que, bien que l'économie joue le rôle de servante indispensable de l'État en fournissant des moyens de subsistance à la population et des armes à l'armée, elle ne pouvait

jamais prendre le pas sur l'État. Un État fort pouvait rendre possible la prospérité, mais la productivité matérielle ne suffirait jamais à elle seule à rendre une nation forte. Le sort de l'Allemagne pendant la guerre et à la Conférence de Versailles avait démontré la folie de supposer le contraire. Il en va de même pour les efforts déployés après la guerre afin de remédier aux maux du pays par des moyens économiques. Tant que les Allemands ne reconnaîtraient pas que seule une renaissance du pouvoir politique de leur pays pourrait inverser sa chute dans l'impuissance et l'humiliation, aucune amélioration ne pourrait se produire. Dans son premier discours d'Essen, Hitler pouvait citer la montée en flèche du chômage résultant de la grave récession de 1925-26 comme preuve de la futilité des efforts républicains de redressement. Dans les discours qu'il prononça par la suite, il rejeta le recul du chômage et les autres signes de retour à la prospérité comme des fluctuations superficielles qui ne faisaient que masquer temporairement la faiblesse fondamentale du pays. L'Allemagne demeurait, insistait-il, une colonie enchaînée de ses anciens ennemis victorieux, qui contrôlaient et exploitaient son économie pour leur propre enrichissement.

Une fois ce lugubre diagnostic posé, Hitler présentait un remède simple. Il ridiculisait les efforts des hommes d'État républicains qui tentaient de trouver des remèdes au moyen de nouvelles politiques économiques à l'intérieur et de traités à l'étranger avec les puissances de l'Entente, implacablement hostiles et rapaces. Tant que le peuple allemand resterait divisé politiquement, croyait-il, aucune politique ni aucun traité ne pourrait remédier à sa faiblesse fondamentale. Ce n'est que lorsqu'une volonté nationale unie envahirait à nouveau la nation qu'elle pourrait briser ses chaînes et revenir au pouvoir et à la respectabilité. Mais deux obstacles se dressaient sur le chemin d'une telle restauration de la volonté nationale. Le marxisme et la démocratie. Le marxisme avait creusé un fossé dans la population, la divisant en deux parties à peu près égales qui s'opposaient l'une à l'autre, l'une toujours fidèle aux solides valeurs nationales et l'autre infectée par un credo internationaliste subversif qui tournait ses adhérents contre leur propre nation.[17] La démocratie, résultat néfaste de l'effondrement de 1918, avait propagé la division entretenue par le marxisme au cœur même de l'État, rendant les gouvernements de la République inefficaces. Le marxisme, à son tour, avait exploité le nouvel ordre politique pour étendre la démocratisation à l'économie, détruisant toute autorité légitime dans cette sphère de la vie nationale également. Travaillant en tandem, le marxisme et la démocratie avaient, en moins d'une décennie, réduit l'Allemagne à une impuissance virtuelle, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Ce n'est qu'en les extirpant tous les deux que la nation pourrait se relever.

[17] [NdT : il n'y a qu'à voir l'état de la France aujourd'hui !]

Seul son parti possédait les moyens de mener à bien cette extirpation ; Hitler l'a assuré à plusieurs reprises à ses auditeurs d'Essen. Les partis bourgeois ne pourraient jamais reconquérir des millions d'ouvriers si profondément infectés par la doctrine marxiste qu'ils ne pouvaient même plus comprendre les modes de pensée bourgeois. Seule une idée totalement nouvelle pourrait libérer les adhérents du marxisme, et son mouvement, annonçait Hitler, possédait justement une telle idée puisqu'il avait réussi à marier le nationalisme et le socialisme. Ses camarades et lui avaient découvert que, lorsqu'ils étaient bien compris, le socialisme et le nationalisme formaient deux éléments complémentaires d'un tout. Le nationalisme oblige l'individu à servir la nation dans son ensemble, tandis que le socialisme oblige la nation entière à servir les individus qui la composent. Armé de cette nouvelle idée puissante, il s'était donné pour mission, avec son parti, de briser l'emprise du marxisme sur la moitié de la population et de restaurer ainsi la volonté unie nécessaire à une résurgence nationale. Comme dans *Mein Kampf*, Hitler a fait savoir que la reconquête des ouvriers nécessiterait également des concessions matérielles de la part des employeurs. Mais, selon lui, ces concessions n'étaient rien en comparaison des avantages incalculables du retour des ouvriers dans le camp national. Pour prouver que les ouvriers pouvaient être éloignés du marxisme, Hitler a cité l'exemple de l'Italie fasciste. Le régime de Mussolini avait réussi le « miracle », affirmait-il, de transformer un peuple démoralisé en une nation unie et fière. Tout comme le Fascisme, le National-Socialisme bannit l'internationalisme au profit du nationalisme, la règle de la majorité au profit d'un gouvernement d'hommes forts et le pacifisme au profit de la résistance à l'oppression étrangère. De concert avec ses alliés naturels, l'Italie et l'Angleterre, une Allemagne unie et revivifiée par le National-Socialisme briserait alors la mainmise sur sa vie nationale dont jouit depuis 1918 son ennemi juré, la France. Ainsi le Reich retrouverait-il la place qui lui revient dans le monde.

D'après tous les témoignages, le public d'Essen se montra très réceptif aux discours de Hitler, qu'il parsemait de remarques séduisantes sur les qualités supérieures des Allemands de cette région du pays. Il serait difficilement revenu trois fois pour s'adresser à de tels groupes si ses remarques n'avaient pas été bien accueillies. Les rapports des journalistes écrivant pour les journaux conservateurs de la Ruhr sont unanimes quant à la réponse favorable de ses auditeurs. Ces journalistes ont noté que ses paroles lui avaient valu de chaleureux applaudissements et même des cris d'approbation. Le nombre de ses auditeurs ne cessait également de croître, remplissant des salles plus grandes et plus connues. Si le premier ne comptait qu'une quarantaine de personnes, on estime que dans les rassemblements suivants elles se comptaient par centaines, allant même parfois jusqu'à 600 voire 800 lors du dernier discours d'Essen.(5)

Les Nationaux-Socialistes qui organisèrent les rassemblements d'Essen cherchèrent à donner l'impression que les audiences de Hitler comprenaient l'élite

des cadres de la Ruhr, et les journalistes de la presse conservatrice reprirent cette version. Mais, en fait, les Nationaux-Socialistes n'ont pas réussi à attirer les principaux industriels de la Ruhr aux discours de Hitler en 1926 et 1927. Dans aucun des documents privés, souvent volumineux, laissés par certains des cadres les plus importants de la Ruhr de l'époque, on ne trouve la moindre indication qu'eux-mêmes, d'autres membres de leur cercle ou même des subordonnés y aient assisté. La seule mention des apparitions de Hitler à Essen dans la correspondance conservée des principaux industriels de la Ruhr est apparue lorsque l'un des comptes rendus de journal du discours final a été porté à l'attention de Paul Reusch, le magnat de la Ruhr le plus actif en politique. Il l'a fait découper et joindre à un message adressé à un autre industriel engagé politiquement, Albert Vögler, directeur général du géant United Steel Works. Après avoir noté que Vögler avait peut-être aussi pris connaissance des activités de Hitler et mentionné son désir de discuter du National-Socialisme avec Vögler lorsque l'occasion se présenterait, Reusch a exprimé sa propre réaction à la campagne de séduction que Hitler faisait à la Ruhr : *« Hitler nous apportera peu de joie dans le Revier ».*(6)

Si ce n'est pas l'élite des cadres de la Ruhr, qui composait le public de plus en plus nombreux qui accueillait les discours d'Essen de Hitler avec tant d'enthousiasme ? À moins que les listes des personnes invitées par les Nationaux-Socialistes ne soient publiées plus tard, personne ne pourra jamais le savoir avec certitude ; mais selon toute vraisemblance, les hommes d'affaires présents provenaient principalement des nombreuses petites et moyennes entreprises industrielles de la Ruhr. L'obscur personnage nommé Arnold, qui a organisé la première apparition de Hitler à Essen, en est un bon exemple. Membre actif du parti, il occupait un poste de direction à la Henrichshütte, une fonderie de taille moyenne située à Hattingen, une ville proche d'Essen. Lorsque United Steel a absorbé l'entreprise en 1930 et réduit fortement son personnel, Arnold a perdu son emploi. Il est alors devenu un frondeur national-socialiste amer envers les grandes entreprises.(7) La Ruhr regorgeait d'hommes d'affaires tel qu'Arnold. Bien que la plupart d'entre eux aient échappé à son sort, ils étaient eux aussi exclus des cercles internes des puissantes organisations de la grande industrie, et leurs entreprises devaient également dépendre des cartels et des trusts géants pour le fer et l'acier qu'elles transformaient et le charbon dont elles dépendaient pour leur énergie. Ces hommes se retrouvaient souvent en désaccord avec les grandes entreprises. Évoluant dans des milieux moins exaltés que ceux des barons de l'industrie et de la finance, ils se sentaient sans doute moins à l'aise pour s'exposer à l'ambiance plébéienne qui caractérisait le NSDAP dans la Ruhr dans les années 1920. En outre, aux yeux des Nationaux-Socialistes, ils semblaient être des figures imposantes du monde des affaires.(8)

Le public de Hitler à Essen était loin d'être composé uniquement d'hommes d'affaires. Certains rapports de presse et deux lettres écrites par le secrétaire privé de Hitler, Rudolf Heß, à un autre National-Socialiste, révèlent la présence de personnes de types très différents. Un compte rendu de presse fait référence à des « cercles intellectuels », et Heß à des « scientifiques », par exemple.(9) Comme la Ruhr n'avait pas d'université ni de grands instituts de recherche, cela signifiait selon toute vraisemblance que le personnel technique de certaines entreprises industrielles et les enseignants des écoles secondaires locales y avaient assisté. Le journal conservateur *Rheinisch-Westfälische Zeitung* nota également, après l'apparition de Hitler en avril 1927, la présence de nombreuses personnes politiquement actives de la région proche, dont un important contingent de l'organisation de vétérans Stahlhelm.(10) Le propre organe du NSDAP, le *Völkischer Beobachter*, rapporta après son dernier discours d'Essen qu'à la demande expresse de Hitler, *« des membres du parti de tous les horizons »* avaient été présents.(11) Ce rapport peut s'apparenter à un geste tactique destiné à protéger le chef du parti des accusations de fréquentation des capitalistes à huis clos. Mais compte tenu du rôle actif joué par les Nationaux-Socialistes locaux dans l'organisation des rassemblements d'Essen, il semble probable qu'ils aient représenté une part considérable des centaines de personnes qui ont assisté aux deux derniers discours de Hitler à Essen.

Mais un autre groupe est venu grossir ces audiences. Comme Heß l'a confié dans sa correspondance, les Nationaux-Socialistes se sont donné beaucoup de mal pour inciter « les dames » à venir. Reflétant peut-être les expériences de Hitler avec les riches femmes wagnériennes à Munich, Heß explique que *« une fois qu'elles ont été conquises, elles sont souvent plus importantes que les hommes et exercent une influence sur leurs maris qui ne doit pas être sous-estimée ».*(12) Les efforts dans ce sens ont apparemment été couronnés de succès, puisque l'un des journalistes couvrant la quatrième apparition de Hitler à Essen a noté un nombre remarquablement élevé de femmes présentes.(13)

Bien que l'apparition de Hitler à Essen n'ait pas réussi à attirer les dirigeants de l'industrie de la Ruhr de l'époque, elle a ouvert la voie à une conversion notable au National-Socialisme. En avril 1927, l'audience de Hitler comprenait « le Bismarck du charbon », Emil Kirdorf, un monument vivant, âgé de quatre-vingts ans, des premières décennies exubérantes de l'émergence de la Ruhr en tant que puissance industrielle de l'Allemagne.(14) L'un des fondateurs, dans les années 1870, d'une importante entreprise d'extraction de charbon, la Gelsenkirchener Bergwerks AG, Kirdorf en a été le directeur général tout au long de l'Empire, étendant ses avoirs au fer et à l'acier. Il a également joué, dans les années 1890, un rôle de premier plan dans la formation du cartel du charbon bitumineux, le Rheinisch-Westfälisches Kohlensyndikat. Ennemi implacable du syndicalisme et des mesures de protection sociale de l'État, il incarnait, à la fin de

l'Empire, l'exécutif industriel réactionnaire *Herr-im-Hause*. Son adhésion inflexible à ses principes l'a finalement amené à rompre avec le christianisme en faveur du culte teutonique, en raison de l'attitude de ces églises à l'égard des ouvriers. Il refusa également une décoration de Guillaume II, à qui il ne pardonna jamais d'avoir laissé passer les lois anti-socialistes de Bismarck. Férocement nationaliste, Kirdorf faisait partie de presque toutes les ligues dites patriotiques qui, sous l'Empire, militaient pour une armée plus forte et une politique étrangère plus agressive dans le monde. Il s'impliquait également dans la politique impériale et soutenait financièrement, en coulisse, avec d'autres industriels de la Ruhr, des personnalités politiques de droite ainsi que des journaux qui suivaient une ligne éditoriale conservatrice et nationaliste. Pendant la guerre, Kirdorf a joué un rôle de premier plan dans le camp annexionniste qui préconisait l'imposition de revendications territoriales draconiennes aux ennemis de l'Allemagne après la victoire anticipée. La défaite du Reich et la révolution de 1918-19 lui portèrent un coup très dur. Il considérait la révolution comme un acte de trahison et la République comme son rejeton mal conçu et illégitime. Dans les premières années de la République, il gravita autour du parti d'extrême droite, le DNVP, mais dans la seconde moitié des années 1920, il fut désillusionné par la participation de ce parti au gouvernement républicain, son acquiescement à la politique de conciliation du Ministre des affaires étrangères Gustav Stresemann envers les anciens ennemis de l'Allemagne, et son soutien à l'expansion de l'État-providence républicain. Lorsqu'il entend Hitler pour la première fois à Essen, Kirdorf est dans un état d'esprit politiquement aigri et agité. Ce qu'il entend l'impressionne si favorablement qu'il se lève de son siège à la fin du discours et s'avance pour serrer la main de l'orateur.

Cette exposition ne suffira pas à faire d'Emil Kirdorf un National-Socialiste. Hitler ne semble pas avoir reconnu immédiatement l'industriel âgé, et un trop grand fossé social sépare le NSDAP local d'un homme de la stature de Kirdorf pour permettre un suivi à ce niveau. Ce n'est que grâce aux efforts d'un intermédiaire socialement acceptable que Kirdorf finit par se rapprocher de Hitler. C'est Elsa Bruckmann, admiratrice et protectrice de longue date de Hitler dans les milieux mondains munichois, qui joua ce rôle d'intermédiaire. Ayant appris que Kirdorf était en vacances en Autriche durant l'été 1927, elle lui écrivit qu'elle s'était chargée de mettre Hitler en contact avec d'éminents industriels. Frau Bruckmann a informé Kirdorf qu'une connaissance commune, le prince Karl zu Löwenstein, l'avait spécialement recommandé. Compte tenu du fait que le prince avait présidé les réunions du Nationalklub de Berlin au cours desquelles Hitler avait pris la parole en 1922, et compte tenu de l'indulgence de Frau Bruckmann à l'égard de son protégé, il n'est pas inconcevable que des sollicitations du responsable national-socialiste l'aient amenée à invoquer une connaissance mutuelle avec le prince pour inciter Kirdorf à rencontrer Hitler à

Munich, à son retour d'Autriche. Quel que soit l'instigateur des évènements, Kirdorf accepta l'invitation de Mme Bruckmann. Le 4 juillet, il rencontre Hitler pendant quatre heures et demie à la résidence Bruckmann. Une fois de plus, Kirdorf succombe à la rhétorique de Hitler. L'industriel âgé est depuis longtemps convaincu que la clé du rétablissement de la santé nationale réside dans la nécessité de vacciner les ouvriers allemands contre le marxisme et de leur inculquer les valeurs nationales. La version de la mission du National-Socialisme employée par Hitler dans sa campagne de séduction de la Ruhr avait donc trouvé des oreilles attentives. Seuls deux aspects du National-Socialisme dérangeaient Kirdorf : sa complaisance envers ce qu'il percevait comme la menace du catholicisme et son antisémitisme. Hitler apaisa ses inquiétudes sur le premier point en faisant remarquer qu'on ne pouvait pas lutter simultanément contre le marxisme et le catholicisme. L'antisémitisme posait un problème plus difficile, puisqu'il était omniprésent dans les déclarations publiques du National-Socialisme, comme Kirdorf le savait bien, et que lui-même ne souscrivait pas à ses principes et comptait parmi ses amis et associés proches des juifs conservateurs et patriotes. Kirdorf est cependant parvenu à surmonter ses réserves sur cet aspect du National-Socialisme. Comme il l'a expliqué à un ami juif de longue date, il était convaincu que l'antisémitisme national-socialiste n'était qu'une arme tactique pour gagner les masses. Une fois cette tâche accomplie, les attaques répugnantes des Nationaux-Socialistes contre les juifs cesseraient, prédisait-il avec confiance.

Ses réserves surmontées, Kirdorf rejoignit le NSDAP. Bien qu'aucune preuve n'ait jamais été apportée qu'il ait marqué son entrée dans le parti par une contribution financière, selon toute vraisemblance, il l'a fait. Improbable, cependant, est une histoire racontée par Albert Speer, Ministre de l'armement et confident de Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale. Selon Speer, Hitler lui aurait confié, des années plus tard, que le NSDAP était au bord de la faillite lorsque Frau Bruckmann l'a mis en contact avec Kirdorf, qui s'est empressé de rembourser la quasi-totalité des dettes du parti.(15) Cette histoire semble invraisemblable à plusieurs égards. Premièrement, rien n'indique que le NSDAP ait connu des problèmes financiers plus importants au cours de l'été 1927 que pendant la seconde moitié de la décennie.(16) Deuxièmement, Kirodorf était une source peu probable de grandes quantités d'argent en 1927. Sa fortune commerciale avait chuté précipitamment à la suite du traité de paix, qui avait dépouillé son entreprise de ses vastes avoirs en minerai de fer à la suite de la cession de la Lorraine à la France. Incapable de faire face efficacement à l'inflation d'après-guerre, Kirdorf avait dû consentir à la fusion de son entreprise avec l'empire industriel d'Hugo Stinnes, puis, après la mort de ce dernier en 1924, à son absorption par la United Steel Works. À chacun de ces réaménagements, le rôle de l'industriel âgé devenait plus périphérique, et il se retirait progressivement

vers la retraite. En 1926-27, il était encore membre honoraire d'organisations telles que le cartel du charbon, mais il ne disposait plus d'importantes sommes d'argent provenant des entreprises et n'avait plus son mot à dire dans l'utilisation des fonds des associations. Il est donc probable que Kirdorf a dû payer de sa poche toute contribution qu'il a apportée en devenant National-Socialiste. Étant donné qu'il avait, à juste titre, la réputation d'être un homme frugal, autodidacte, qui ne mettait pas souvent ou généreusement la main à la poche, il est peu probable qu'une contribution de sa part ait été énorme.(17)

Plus importants que les fonds que Kirdorf a pu donner en devenant membre du NSDAP à l'été 1927 sont ses efforts de prosélytisme dans les milieux industriels de la Ruhr au nom du parti. Sur son insistance, Hitler a rédigé une version résumée de ce qu'il avait dit lors de leur rencontre de quatre heures et demie chez Frau Bruckmann. Kirdorf a ensuite fait imprimer ce document sous la forme d'une brochure de vingt-deux pages par la maison d'édition munichoise de Hugo Bruckmann sous le titre *Der Weg sum Wiederaufstieg*, ou *La voie vers la résurgence*, avec Hitler comme auteur.(18) Bien qu'il eût toutes les apparences d'un ouvrage publié, le pamphlet n'eut droit qu'à une circulation privée limitée, et une note sur sa couverture ne laissait aucun doute sur sa provenance : *« Présenté par Emil Kirdorf »*. Si des doutes subsistaient quant à l'objectif du pamphlet, une phrase de la lettre que Hitler avait envoyée à Kirdorf avec le texte et qui apparaissait comme son préambule laissait peu de place à la spéculation : *« Je ferai de mon mieux, dans l'obscurité de ces jours, pour ouvrir la voie à cette volonté [de poursuivre la résurgence intérieure et extérieure] et je serai heureux si vous, estimé conseiller privé, souhaitez contribuer à la diffusion de ces idées dans vos cercles »*. Emil Kirdorf, le « Bismarck du charbon », s'était porté volontaire pour servir de recruteur national-socialiste.

Dans *La voie vers la résurgence*, Hitler avait une fois de plus adapté ses propos, comme il l'avait fait dans ses discours d'Essen, à un public d'hommes d'affaires. Il a minimisé son antisémitisme, condamnant une seule fois le « juif international » dans un contexte qui permettait à ses lecteurs de penser que sa remarque ne s'appliquait pas aux Allemands juifs patriotes. Dissimulant son engagement en faveur d'une politique étrangère visant principalement la conquête du *Lebensraum*, il a laissé entendre à ses lecteurs qu'il croyait qu'une politique économique traditionnelle, axée sur l'exportation, devait accompagner la recherche de terres arables supplémentaires par la restauration des territoires perdus à Versailles. Ne mentionnant pas les éléments économiques radicaux du programme en vingt-cinq points du NSDAP de 1920, il a une seule fois fait allusion, de façon sibylline, au « programme de type échafaudage » du parti. Comme dans ses discours d'Essen, il n'a fait aucune allusion à son propre mécontentement à l'égard de nombreux aspects de l'ordre social et économique auquel le capitalisme a donné naissance en Allemagne. Au contraire, il s'est présenté comme un défenseur de l'entreprise privée et de l'initiative individuelle, qu'il dépeignait comme des

impératifs dictés par un monde darwinien. Son diagnostic des maux de l'Allemagne faisait écho à ce qui avait été dit dans ses discours. Le marxisme et la démocratie, l'internationalisme et le pacifisme menaçaient de saper la volonté du peuple et de rendre impossible la restauration de la force intérieure et de la détermination de la nation, qui seules pouvaient la préserver des ennemis étrangers prédateurs. Une fois encore, Hitler soutenait que le remède aux maux économiques se trouvait dans la sphère politique plutôt que l'inverse. Sur le marché international, avertissait-il, *« le facteur décisif... n'a encore jamais reposé sur l'habileté et le savoir-faire relatifs des différents concurrents, mais plutôt sur la puissance de l'épée qu'ils pouvaient brandir pour faire pencher la balance de leurs affaires et donc de leurs vies ».* Comme dans ses discours d'Essen, il affirmait que seul son mouvement pouvait redonner de la puissance à l'épée de l'Allemagne. Seul le NSDAP, grâce à sa synthèse réussie du nationalisme et du socialisme, pouvait ramener les ouvriers dans le giron national. Il précisait à nouveau que des concessions, se résumant à *« l'accomplissement de revendications sociales légitimes »*, seraient nécessaires pour cette tâche. Mais ces concessions devaient, écrivait-il, être considérées par rapport à *« l'immense gain à tirer d'une communauté nationale intime et universelle et du pouvoir qu'elle engendre ».*

Comme Hitler l'avait apparemment reconnu, l'amélioration des conditions commerciales en 1927 rendait moins plausible son affirmation selon laquelle le climat économique s'était constamment détérioré depuis l'établissement de la République. Il a donc consacré un espace considérable dans son pamphlet à une discussion sur le chômage, la balance commerciale, les prêts étrangers et les faillites. Il ne voulait manifestement pas seulement démontrer sa maîtrise de l'économie à ses lecteurs, mais il a même inclus, pour leur édification, ce qu'il devait considérer comme une note de bas de page récurrente. Mais tout chef d'entreprise qui a lu *La voie vers la résurgence* n'aurait eu que peu de difficultés à reconnaître que les connaissances économiques de l'auteur ne dépassaient pas celles qu'il aurait pu acquérir en parcourant la presse quotidienne. En effet, Hitler a fourni plus d'un exemple de ses notions confuses sur les questions économiques élémentaires.(19)

La question demeure de savoir qui a lu *La route de la résurgence*. Aucune trace n'a été conservée du nombre d'exemplaires que Kirdorf a fait imprimer ni des personnes à qui il les a envoyés. À l'époque, et pendant plus de quarante ans par la suite, ce document est resté secret. Au cours des années suivantes, seul Kirdorf lui-même a fait référence en public à son existence. Si l'on excepte la survie d'un seul exemplaire, le pamphlet aurait pu disparaître sans laisser de trace. Le fait que l'exemplaire qui subsiste appartient à la bibliothèque d'une grande entreprise industrielle de la Ruhr indique toutefois que Kirdorf l'a distribué à des industriels importants du *Revier*. (20) Mais si le pamphlet a été distribué sous des auspices aussi vénérables, pourquoi a-t-il suscité si peu d'attention ? La réponse la plus

probable est que ceux qui en ont reçu des exemplaires étaient des hommes occupés qui ne pouvaient pas savoir à l'époque que l'auteur allait bientôt devenir un homme politique important – voire le plus important – du pays. Si l'un des principaux dirigeants de la Ruhr s'est donné la peine de se frotter à la prose de Hitler assez longtemps pour lire ce qu'il avait écrit, cela a dû leur sembler bien éloigné de leurs préoccupations en 1927. Ils n'auraient trouvé aucune mention des syndicats, ni de l'arbitrage obligatoire de l'État pour les conflits entre ouvriers et employeurs. Ils n'auraient trouvé aucune prise de position de Hitler sur la question de la réglementation législative de la durée de la journée de travail, ou sur toute autre manifestation concrète de l'intervention du gouvernement dans les affaires économiques. Au lieu de cela, ils auraient trouvé ce qui devait sembler être une panacée farfelue pour tous les maux de l'Allemagne, offerte par le chef d'un parti politique insignifiant qui avait récemment purgé une peine de prison après avoir mené une tentative quasi-grotesque de renverser le gouvernement national dans la lointaine capitale de la Bavière, où son mouvement trouvait encore ses principaux partisans. Dans ces circonstances, beaucoup, sinon la plupart, de ceux qui ont reçu des exemplaires de *La voie vers la résurgence* de Hitler ont sans doute décidé qu'ils ne méritaient même pas un quart d'heure de leur temps. La disparition quasi-totale des exemplaires du pamphlet suggère fortement que la plupart des destinataires l'ont mis à la poubelle.

Ces mêmes handicaps ont pu contrarier les efforts ultérieurs de Kirdorf pour gagner le soutien de Hitler et de son mouvement. Dans ses mémoires privés, écrits des années plus tard, Kirdorf se souvient qu'en plus de la distribution de *La voie vers la résurgence*, il a réussi à réunir chez lui, en octobre 1927, Hitler et quatorze de ses amis proches de l'industrie, dont il n'a pas révélé les noms.(21) Comme pour les discours d'Essen, cette réunion n'a pas été enregistrée dans la correspondance des dirigeants de la Ruhr. Cela suggère que les dirigeants de la Ruhr n'ont pas assisté à la réunion au domicile de Kirdorf, selon toute vraisemblance pour les mêmes raisons qui ont fait que le pamphlet de Hitler a attiré si peu d'attention. Kirdorf lui-même admet dans ses mémoires que certains de ceux qu'il avait invités à rencontrer le chef national-socialiste ont refusé de venir. On ne sait pas exactement qui est venu, mais étant donné l'âge présumé des amis proches d'un homme de quatre-vingts ans, il est probable que bon nombre de ceux qui ont rencontré Hitler chez Kirdorf en 1927 avaient, comme lui, déjà pris leur retraite. Ceux qui ont rencontré Hitler, et l'ont écouté expliquer ses idées et ses objectifs pendant trois heures chez Kirdorf en octobre 1927, n'ont apparemment pas tous succombé aussi facilement que leur hôte. Dans ses mémoires, Kirdorf précise qu'ils ont soulevé des objections quant à l'antisémitisme du NSDAP et à son orientation socialiste. Pour autant que l'on sache, la réunion n'a donné lieu à aucune autre conversation sur le National-Socialisme.

Comme le révèlent les mémoires de Kirdorf, la rhétorique socialiste nationale-socialiste constituait une barrière entre le NSDAP et le monde des affaires, malgré les efforts de Hitler pour la contrer avec des mots rassurants de son cru. Le lendemain de la réunion d'octobre 1927 au domicile de Kirdorf, Paul Reusch écrivit à Albert Vögler en lui joignant une copie du deuxième commentaire de Gottfried Feder sur le programme du NSDAP, qui venait d'être publié. Bien que Feder ne se situait guère à l'extrême gauche du parti, ses opinions le plaçaient bien en dehors du champ d'acceptabilité de Reusch. Lorsqu'il avertit Vögler de la nouvelle publication de Feder, Reusch se contenta d'une remarque laconique : *« Commentaire superflu ! ».*(22) Plus tard, Reusch a fait distribuer des copies supplémentaires du commentaire de Feder à d'autres chefs d'entreprise, en demandant à son secrétaire de souligner ce qu'il décrivait comme *« les passages les plus remarquables ».*(23) Grâce en partie à la large diffusion réalisée par la publication de Feder, la connaissance des plans socialistes du programme national-socialiste se diffusa dans le monde des affaires. Deux ans après la publication de l'ouvrage, un organisateur national-socialiste de Hambourg déclara avoir constaté que d'éminents chefs d'entreprise de la ville avaient pris du recul par rapport au National-Socialisme, le trouvant plus « social » que « national » et craignant qu'il ne mette en danger la propriété privée s'il arrivait au pouvoir. Un banquier hambourgeois à la retraite, ami de longue date d'Emil Kirdorf, lui adressa un reproche particulièrement cinglant. Un « abîme » le séparait, a-t-il dit à l'organisateur national-socialiste, d'un parti dont la presse et les parlementaires appelaient à l'expropriation des banques allemandes.(24) Rudolf Heß a rencontré une hostilité similaire lorsqu'il a tenté de solliciter des contributions pour le NSDAP dans les cercles d'affaires de Hambourg à la fin de la décennie. Le stock du parti était si bas dans la ville commerciale hanséatique que les Nationaux-Socialistes locaux ne trouvèrent que cinq ou six hommes d'affaires prêts à écouter ce que le secrétaire de Hitler avait à dire. Lorsqu'ils arrivèrent à l'heure prévue, Heß leur remit une série de photos représentant des scènes de tumulte révolutionnaire de masse dans lesquelles des drapeaux rouges occupaient des places de choix. Il leur a ensuite montré des images de formations en uniforme d'hommes SA et SS, marchant en formations étroitement disciplinées. Lorsque son minuscule auditoire a commencé à s'impatienter de faire circuler ces images, Heß annonça qu'ils voyaient, d'une part, une « force de destruction » qui menaçait leurs usines et leurs entrepôts et, d'autre part, une « force d'ordre » remplie de la détermination fanatique d'extirper « l'esprit d'insurrection ». Lorsque Heß ne répondait pas de manière informative aux questions concrètes sur la politique du NSDAP, ses auditeurs, de plus en plus sceptiques, cherchaient à le provoquer – sans succès, selon le récit ultérieur d'un témoin – avec des questions sarcastiques telles que : *« Vous ne voulez sûrement pas nous dire, Herr Heß, que votre NSDAP souhaite servir de service de sécurité pour la propriété à grande échelle ? ».* Cela ne semblait guère

plausible, raillaient-ils, étant donné les nombreuses indications selon lesquelles les Nationaux-Socialistes de la base se considéraient comme « profondément révolutionnaires et anticapitalistes ». Après moins de quarante minutes, la réunion s'était terminée, et Heß était reparti les mains vides.(25)

L'agitation socialiste de l'aile gauche du parti national-socialiste se révéla bientôt trop forte, même pour Emil Kirdorf.(26) En août 1928, un peu plus d'un an après son adhésion au NSDAP, Kirdorf remettait avec colère sa démission au siège du parti à Munich. Pendant l'année de son adhésion au parti, Kirdorf était parvenu à supporter l'anticapitalisme qui imprégnait les déclarations de l'aile gauche nationale-socialiste. Mais au cours de l'été 1928, un article paru dans une publication nationale-socialiste de la Ruhr a touché une corde sensible en attaquant le cartel du charbon bitumineux qu'il avait contribué à fonder et qu'il considérait toujours comme l'une de ses principales réalisations. Dans sa lettre de démission, Kirdorf accusait l'article de *« reprendre les mêmes méthodes de combat que celles employées par les syndicats sans patrie dans leur incitation des ouvriers contre les entrepreneurs »*. Il se sentait donc obligé de rompre avec le National-Socialisme, avait annoncé Kirdorf, malgré sa sympathie et son amitié pour Adolf Hitler. Après avoir quitté le NSDAP, il rejoignit discrètement le DNVP. L'élection de son vieil ami Alfred Hugenberg à sa présidence en octobre 1928 renforcera l'attachement de Kirdorf à son ancien parti. Hitler cherchera à plusieurs reprises à le faire revenir dans le giron national-socialiste, l'envoyant au congrès du parti en tant qu'invité d'honneur en août de la même année. Mais bien qu'il ait continué à exprimer son admiration pour Hitler, Kirdorf ne laissa aucun doute sur le fait que certaines parties du programme des Nationaux-Socialistes constituaient pour lui un obstacle insurmontable. Ce n'est que des années plus tard, dans les conditions très différentes qui ont suivi l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes, qu'il reconsidéra sa position et, grâce à l'intercession personnelle de Hitler, réintégra le NSDAP en tant que fier porteur de son ancien numéro de membre, prestigieusement bas. Hitler ordonna la réécriture de son dossier d'adhésion afin de dissimuler son apostasie, et jusqu'à sa mort en 1938 à l'âge de quatre-vingt-onze ans, le régime le célébra comme un *alter Kämpfer*, l'un de ces disciples de la première heure du Führer qui n'avaient jamais trahi leur foi au cours des années difficiles qui précédèrent les succès du parti.

Mis à part la brève participation de Kirdorf, le National-Socialisme restait au plus bas dans les milieux d'affaires à la fin des années 1920. Malgré les assurances que Hitler cherchait à diffuser, les hommes d'affaires ne trouvaient rien d'attrayant dans un parti dissident inondé de slogans anticapitalistes et d'engagements programmatiques socialistes, entaché d'illégalité et enclin à des tapages de rue peu recommandables. L'expérience de ces hommes d'affaires bavarois qui avaient été traînés devant une commission d'enquête après le putsch avorté de la brasserie en raison de rumeurs les liant au NSDAP a dû servir de

dissuasion supplémentaire à l'engagement dans le National-Socialisme. Comme le révèlent les mémoires de Kirdorf, de nombreux membres du monde des affaires trouvaient également l'antisémitisme national-socialiste répugnant. Ce dégoût pour un phénomène associé, dans l'esprit de la plupart des chefs d'entreprise, aux couches inférieures de la société, pouvait avoir des conséquences désagréables pour certains des Nationaux-Socialistes qui dépendaient des grandes entreprises pour leur subsistance. Robert Ley, Gauleiter en Rhénanie et plus tard chef du Front du Travail dans le Troisième Reich, le découvrit en 1927. Chimiste employé dans un laboratoire du géant IG Farben, Ley offensa ses employeurs lorsqu'il lança des attaques antisémites dans la presse nationale-socialiste locale contre un éminent banquier de Hambourg, Max Warburg, qui siégeait au conseil de surveillance de Farben. Lorsque Farben a donné à Ley le choix entre cesser de s'exprimer politiquement et être licencié, il a refusé de faire marche arrière et a donc perdu son emploi.(27) Une autre indication de la mauvaise réputation du National-Socialisme dans les cercles des grandes entreprises pendant la deuxième moitié de la décennie est fournie par un article dans un numéro de 1927 de l'organe interne de la plus grande entreprise industrielle de Stuttgart, la société de bougies d'allumage Bosch. Il s'agit du texte d'une lettre de sollicitation adressée par le siège du NSDAP de l'État de Württemberg aux *« cercles non juifs de l'industrie et du commerce »*, dont la société Bosch. Malgré les assurances données dans la lettre quant à l'engagement du NSDAP à protéger la « propriété légitimement acquise » et à combattre le terrorisme de gauche, Robert Bosch, le patriarche de la société, a ordonné sa publication sous un titre qui exprimait succinctement son opinion sur le National-Socialisme : *« Une lettre qui n'a pas reçu de réponse ».*(28) Un an plus tard, le *Deutsche Allgemeine Zeintung* de Berlin, un journal appartenant à un consortium de grandes entreprises, a rejeté le NSDAP comme un mouvement bavarois insignifiant avec un programme de type « salade italienne ». Hitler s'était, selon le journal, discrédité lui-même par ses actions de 1923 et les excès barbares de ses partisans.(29)

De nombreux éléments indiquent que les hommes d'affaires allemands pensaient, durant la seconde moitié des années 1920, que même l'apparence d'un lien avec le National-Socialisme pouvait nuire à leurs entreprises. En 1926, la firme de pianos Bechstein, qui dépendait d'une clientèle sophistiquée et cosmopolite, a sommairement expulsé Edwin Bechstein lorsque des rapports sur sa fraternisation avec Hitler ont fait surface dans la presse. La firme a publiquement annoncé qu'il avait démissionné de son conseil de surveillance, vendu ses parts dans la firme et rompu tout lien avec elle. Sans mentionner spécifiquement son délit, la société Bechstein a assuré qu'elle maintenait *« une neutralité totale en matière de politique ».*(30) De même, lorsque la presse a fait courir des rumeurs en 1927 selon lesquelles Ernst von Borsig subventionnait Hitler, cet industriel, dont l'entreprise dépendait fortement des contrats du gouvernement

républicain, s'est senti obligé de prendre ses distances avec le National-Socialisme. Dans un communiqué de presse, Borsig reconnaissait avoir rencontré Hitler à deux reprises à Berlin avant la tentative de putsch mais niait tout contact depuis. À l'époque, Hitler l'avait favorablement impressionné, avait déclaré Borsig, mais il avait expliqué que le National-Socialisme n'avait pas encore pris le caractère politique qu'il a ensuite revêtu. Sans préciser s'il faisait référence au passé comme au présent, Borsig a nié les allégations selon lesquelles il aurait donné de l'argent à Hitler.(31) Les expériences de certaines personnalités moins importantes du monde des affaires suggèrent que Borsig avait de bonnes raisons de se sentir mal à l'aise face aux rapports qui l'associaient au National-Socialisme. Un petit cadre de la Ruhr qui devint un National-Socialiste actif en 1926 trouva rapidement que son affiliation politique était un tel handicap pour les affaires qu'il démissionna officiellement du parti moins de six mois plus tard, après avoir assuré au gauleiter local qu'il continuerait à travailler secrètement pour le NSDAP.(32) Hitler lui-même avait pris conscience, à la fin de la décennie, du handicap que l'adhésion à son parti pouvait représenter pour les hommes d'affaires. Lorsqu'en 1929, le beau-fils d'Emil Kirdorf, qui dirigeait une usine de carrelage familiale à Bonn, lui exprima le désir d'adhérer au NSDAP, Hitler lui conseilla de s'abstenir d'adhérer officiellement, car il pourrait ainsi servir les intérêts du parti plus efficacement et ce, sans mettre en péril son entreprise.(33)

Malgré les rumeurs répétées dans la presse selon lesquelles des capitalistes auraient fourni d'énormes sommes d'argent aux Nationaux-Socialistes, la première campagne de séduction de Hitler auprès des cercles industriels de la Ruhr ainsi que les efforts ultérieurs des Nationaux-Socialistes pour gagner les membres de la communauté des affaires ne parvinrent pas à combler le large fossé qui séparait le NSDAP des grandes entreprises dans la seconde moitié des années 1920. Hitler semble avoir reconnu que ses efforts étaient vains et a abandonné sa chasse aux industriels, du moins pour un temps. Les comptes-rendus de presse de ses apparitions à huis clos devant des audiences d'hommes d'affaires avaient provoqué une certaine consternation parmi les Nationaux-Socialistes de la base, donnant lieu à des démentis de la part du *Völkischer Beabachter* selon lesquels il aurait tenu un discours différent aux industriels de la Ruhr de celui qu'il tenait aux rassemblements de membres du parti auxquels il s'adressait également lors de ses visites dans cette région.(34) Lui-même se sentait à nouveau obligé de réfuter les allégations de ses adversaires politiques selon lesquelles il acceptait des subventions des capitalistes.(35) Dans ces circonstances, l'abandon de sa démarche auprès des industriels de la Ruhr a probablement été facile pour Hitler. Il n'a cependant eu aucun scrupule à s'adresser à des publics similaires mais moins visibles ailleurs. En mars 1928, il a pris la parole à Heidelberg devant un autre public spécialement invité, composé en grande partie d'hommes d'affaires.(36) Il continua également à adopter des positions propices à

un éventuel rapprochement avec les milieux d'affaires. Avant l'élection nationale de 1928, par exemple, il modifia en fait le programme en vingt-cinq points du NSDAP de 1920. En réponse à l'exploitation par les autres partis de la promesse programmatique du NSDAP de promulguer une loi habilitant le gouvernement à effectuer une réforme agraire en confisquant des terres sans compensation, Hitler ajouta une note de bas de page à ce point du programme qui le qualifiait drastiquement et, en outre, engagea officiellement son parti pour la première fois à respecter le principe de la propriété privée.(37) Au cours de la campagne pour les élections de 1928, le parti évita les questions économiques et mit l'accent sur les questions nationales, dirigeant son attaque contre les adversaires étrangers de l'Allemagne et ceux qui, dans le pays, étaient coupables de ne pas défendre suffisamment l'intérêt national.(38) Au cours de l'été 1929, Hitler désavoua publiquement les Nationaux-Socialistes de gauche qui voulaient chercher des coalitions avec le SPD et le KPD dans les gouvernements des Länder, révélant ainsi qu'il était favorable à une collaboration avec les partis de droite.(39) Comme pour souligner sa position sur ce point, le même été, il fit en sorte que le NSDAP se joigne au DNVP, à des partis dissidents de droite et à l'organisation des vétérans du Stahlhelm pour soutenir le référendum contre le Plan Young, qui révisait les dispositions relatives au paiement des réparations allemandes. Mais malgré ces signes d'évolution vers la droite, la suspicion et la méfiance à l'égard du National-Socialisme prévalaient dans les milieux d'affaires, qui ne pouvaient oublier la rhétorique radicale de nombreux porte-parole du National-Socialisme. L'attitude prédominante dans ces milieux s'exprimait dans une série de directives sur la politique éditoriale que Paul Reusch a mises en œuvre à la fin de 1929 pour le journal contrôlé par sa société. Dans ces directives, le NSDAP apparaissait, avec les Communistes, les Sociaux-Démocrates et les syndicats, comme l'un des porteurs du marxisme, de sa pernicieuse *« idée de conflit de classes »* et de ses *« objectifs utopiques dans le domaine de la politique économique. »*(40)

Comme l'a observé plus tard l'un des associés de Hitler, son premier effort soutenu destiné à cultiver l'élite des cadres du cœur industriel de l'Allemagne n'a rencontré qu'un succès décevant.(41) Il avait fait preuve d'une grande habileté pour adapter une version du National-Socialisme aux préférences des grandes entreprises. En dissimulant bon nombre des engagements programmatiques de son parti en matière économique, ainsi que ses propres aspirations à des modifications de l'ordre existant, il avait présenté le National-Socialisme comme un mouvement sans objections fondamentales au capitalisme. L'objectif de son parti, tel qu'il le présentait aux hommes d'affaires, était de purger l'Allemagne du marxisme et de lui rendre sa puissance et sa grandeur dans le monde. Pourtant, malgré tous ses efforts, ces flatteries n'ont pas réussi à dissiper la méfiance à l'égard du National-Socialisme dans les hautes sphères de la Ruhr. Cette réponse démontre que la stratégie de Hilter, consistant à cultiver l'ambiguïté quant à la

position de son parti sur les questions économiques, avait ses limites. Alors que les Nationaux-Socialistes pouvaient s'en tirer en faisant des promesses contradictoires à des groupes tels que les agriculteurs, les commerçants et les salariés urbains, il était moins facile de duper les grands capitalistes du pays. Ils disposaient de trop de moyens de collecte d'informations pour n'écouter que ce que Hitler choisissait de leur dire, et ce qu'ils avaient entendu de la part d'autres éléments du NSDAP les rebutait. Indépendamment de ce que le chef du parti pouvait dire, ils savaient que les autres Nationaux-Socialistes parlaient un langage très différent, qu'ils trouvaient incompatible avec leurs vues économiques. Tant que Hitler refusait de maîtriser les radicaux de son parti, un obstacle formidable le séparait des chefs d'entreprise qu'il avait espéré atteindre en 1926 et 1927. Sa campagne de séduction dans la Ruhr n'est cependant pas restée totalement sans résultats positifs de son point de vue. Il avait commencé à se forger la réputation d'un National-Socialiste modéré sur les questions économiques, réputation qu'il cherchera à cultiver par la suite. En outre, son insistance, à un moment où la République de Weimar semblait avoir réussi à restaurer un minimum de stabilité et de prospérité, sur les bases défectueuses de cette reprise pourrait bien avoir conduit certains des chefs d'entreprise qui ont appris le message qu'il apportait dans la Ruhr à le prendre un peu plus au sérieux une fois que la Grande Dépression a balayé les réalisations du régime républicain dans la sphère économique.

III

Fin de la démocratie parlementaire et percée du National-Socialisme

1. La Grande Coalition cède la place au régime présidentiel

L'année 1930 a été marquée par des changements majeurs dans la vie politique de l'Allemagne. La décennie de démocratie de la République a pris fin lorsque le gouvernement parlementaire a cessé de fonctionner. Plus jamais un cabinet ne reposerait sur une majorité démocratique affirmative au Reichstag. Au lieu de cela, le gouvernement national a commencé à s'appuyer sur les vastes pouvoirs d'urgence accordés au Président par la constitution de Weimar. L'érosion des institutions républicaines qui allait se terminer par le transfert sans effusion de sang du pouvoir à un dictateur avait commencé. Des élections nationales qui avaient gravement affaibli les partis modérés et propulsé les Nationaux-Socialistes sur le devant de la scène nationale ont donné une impulsion supplémentaire à ce processus d'érosion. Ces développements ont commencé avec l'effondrement, en mars 1930, du grand cabinet de coalition qui était en place sous la direction du Chancelier social-démocrate Hermann Müller depuis 1928. Les questions qui ont divisé la coalition étaient d'une importance vitale pour les grandes entreprises, et leur rôle dans l'éclatement du cabinet a longtemps suscité la controverse. Il en va de même pour les évènements qui ont suivi et qui ont donné naissance à un système de gouvernement « présidentiel ».

Les dissensions qui ont déchiré la grande coalition ont porté sur des questions qui semblaient nouvelles à l'époque, mais qui sont depuis devenues des dilemmes familiers des États-providence capitalistes du XX^{e} siècle. L'enjeu était de savoir si, en période de contraction économique, les programmes sociaux devaient être maintenus, quel qu'en soit le coût, afin d'aider les personnes les plus touchées par la crise, ou si ces programmes devaient être réduits afin de permettre l'accumulation de capital privé nécessaire pour stimuler l'investissement et relancer la croissance. Lorsque l'économie allemande a commencé à décliner à la fin des années 1920, avant même le début de la dépression mondiale, les sociaux-démocrates et leurs alliés syndicaux se sont vigoureusement opposés à tous les efforts visant à réduire les réalisations de la *Sozialpolitik* républicaine. Ils ont

défendu avec une véhémence particulière le programme d'assurance chômage de 1927, sur lequel le débat s'est focalisé de plus en plus à la fin de l'année 1929, lorsque l'augmentation du nombre de chômeurs a épuisé les sources régulières de revenus du programme, le transformant en une ponction sur le budget national et en un facteur majeur dans le déficit rapidement croissant du budget du Reich. Pour le SDP, la législation sociale de la République représentait le principal gain tangible de la révolution pour les salariés allemands. Les sociaux-démocrates se sont donc opposés aux demandes de leurs partenaires de la coalition de réduire la *Sozialpolitik* au profit d'une *Wirtschaftspolitik* plus stimulante. Emmenés par le DVP, le « parti de l'aile » de la droite, les non-socialistes de la coalition ont insisté sur une réduction des impôts et des dépenses publiques afin de remédier à la pénurie de capitaux à laquelle le monde des affaires et la plupart des économistes attribuaient le ralentissement de l'économie allemande. Un engagement commun en faveur du plan Young, qui prévoyait une révision à la baisse des paiements de réparations, a permis à la coalition de rester soudée jusqu'en mars 1930. À ce moment-là, l'adoption finale des lois nécessaires à la mise en œuvre du nouveau plan de réparations a permis d'éliminer les contraintes de politique étrangère qui avaient produit une série de solutions provisoires aux problèmes fiscaux de plus en plus graves du gouvernement. Alors que la coalition reconnaît que le déficit du fonds d'assurance chômage doit être maîtrisé, de profondes divergences sont apparues sur la manière d'atteindre cet objectif. Les Sociaux-Démocrates insistaient sur le maintien des allocations de chômage aux niveaux fixés en 1927. Ils proposaient de couvrir les coûts en augmentant les prélèvements sur les employeurs et les ouvriers salariés qui fournissaient les revenus réguliers de la caisse, en étendant les subventions gouvernementales à celle-ci et en imposant de nouveaux impôts pour couvrir le déficit national. Les partis bourgeois se sont opposés à ces propositions, estimant qu'il s'agissait simplement d'une nouvelle manifestation de l'irresponsabilité fiscale et de l'imposition sociale excessive auxquelles ils attribuaient dans une large mesure le ralentissement de l'activité économique. Les partis bourgeois proposèrent de réduire le niveau et le nombre d'allocations de chômage, de resserrer le programme afin d'éliminer le gaspillage et les abus, et d'abaisser de manière générale les impôts sur le capital. Au cours du mois de mars 1930, des tentatives répétées ont été faites pour résoudre ces différences par le compromis. Mais à la fin du mois, alors que les deux parties ne sont séparées que par des différences relativement mineures, les négociations sont rompues et la coalition prend fin.[1]

Certains historiens ont attribué au leadership industriel de l'Allemagne une responsabilité lourde, voire décisive, dans l'effondrement de la grande coalition, mais ces accusations semblent exagérées à la lumière des faits. Certains industriels de la Ruhr étaient clairement convaincus que le moment était venu de rompre avec le SPD.[2] Mais les porte-parole politiques de l'industrie, qui ne partageaient

pas tous cette conviction, n'avaient pas la force parlementaire nécessaire pour bloquer la législation, et encore moins pour menacer la survie d'un cabinet, à eux seuls. Même au sein du DVP, qui était connu comme le parti des grandes entreprises, ils restaient minoritaires.(3) Dans la mesure où ils ont réussi à influencer le cours des évènements en mars 1930, ils n'ont pu le faire que parce qu'ils avaient des alliés. Ils les ont trouvés parmi les groupes d'intérêt de la classe moyenne qui s'étaient éveillés lorsque le cabinet Müller avait réalisé, face à un déficit galopant, qu'il faudrait plus que de simples ajustements du programme d'assurance-chômage pour rétablir l'équilibre fiscal. Alors que le public avait été amené à penser que le plan Young permettrait une réduction des impôts, le cabinet proposait maintenant à la hâte, au début de 1930, une variété d'impôts spéciaux qui menaçaient les intérêts matériels de nombreux groupes. Les modifications prévues de la loi sur l'impôt sur le revenu touchaient les nerfs sensibles habituels ; un projet d'impôt spécial sur les personnes à revenu fixe a provoqué le ressentiment des fonctionnaires ; les augmentations prévues de la taxe d'accise sur la bière se sont heurtées à l'opposition obstinée du parti populaire bavarois. Au cours du dernier mois de la grande coalition, ces questions de pain et de beurre se mêlaient inextricablement à celle de la *Sozialpolitik*, puisque chaque formule proposée consistait en un ensemble complexe de taxes et de mesures de réforme du programme d'assurance chômage. Cette situation a permis à l'aile droite du DVP, y compris aux porte-parole de l'industrie de la Ruhr, de mobiliser leur propre parti ainsi que des éléments des autres partis de la coalition non socialistes et de bloquer l'approbation d'une succession de ces propositions.(4)

Mais si les intérêts industriels ont largement contribué à l'escalade des divergences sur la politique fiscale en une crise ministérielle, ils n'ont pas fait tomber le gouvernement Müller. En effet, alors que la crise approchait de son paroxysme, la plupart des parlementaires qui s'étaient ralliés à l'aile droite du DVP ont abandonné leur opposition à une résolution des questions litigieuses par la grande coalition. À la fin du mois de mars, une formule de compromis proposée par le chef du parti centriste, Heinrich Brüning, a apaisé suffisamment de groupes d'intérêts pour obtenir l'approbation d'une majorité importante de députés du DVP, laissant l'aile droite de ce parti en minorité isolée. À l'exception du parti populaire bavarois, dont les votes ne revêtaient pas une importance cruciale, les autres partis bourgeois ont également approuvé le compromis de Brüning. Il connaît cependant un échec lorsque le SPD le rejette, entraînant ainsi la chute du cabinet. Il a été dit que le plan Brüning penchait tellement du côté des partis bourgeois qu'il était impossible pour les Sociaux-Démocrates de l'accepter. À l'époque, cependant, une grande partie de la direction du SPD, y compris la plupart de ses ministres, n'était pas de cet avis. Ils ont vigoureusement défendu l'adoption du compromis. Il a également été affirmé que le soutien du DVP au

compromis n'était qu'une simple manœuvre tactique, destinée à faire porter la responsabilité de la chute du cabinet sur le SPD. Ce point de vue présuppose que le DVP savait à l'avance que les Sociaux-Démocrates rejetteraient le compromis. Pourtant, le soutien de la direction du SPD au plan a donné l'impression que ses perspectives étaient bonnes à l'époque, et le Ministre des finances du DVP, Moldenhauer, qui était favorable au compromis, n'a décelé aucune déviance dans le comportement de son propre parti.(5) L'aile droite du DVP, qui aurait vraisemblablement soutenu une approbation tactiquement motivée du compromis Brüning, a tout simplement perdu la partie lorsque les députés DVP ont été confrontés à la question de savoir s'il fallait accepter le compromis ou rompre la coalition. Confrontés aux mêmes choix, une majorité de députés du SPD a cédé à la forte pression des syndicats socialistes et a voté le rejet du compromis Brüning. Par leur acte, ils ont renversé le dernier cabinet Weimar dirigé par un chancelier issu des rangs du SPD et plongé l'Allemagne dans un avenir incertain. Selon toute vraisemblance, de nombreux membres du SPD ont cédé à l'envie croissante de fuir les responsabilités gouvernementales à un moment où rester au pouvoir aurait impliqué d'assumer la responsabilité de décisions impopulaires parmi les partisans du parti. Bien que certains historiens aient fait preuve d'une grande réticence à attribuer au SPD la responsabilité de la chute du cabinet Müller, les dirigeants sociaux-démocrates qui se sont opposés au rejet du compromis final par leur délégation n'ont pas hésité à le faire. L'action des députés SPD, écrit Rudolf Hilferding, revenait à *« se suicider par peur de la mort »*.(6)

Si une partie au moins des milieux d'affaires a une part de responsabilité non négligeable dans la crise qui a abouti à l'éclatement de la grande coalition, rien ne permet d'affirmer que le grand patronat a lancé au printemps 1930 une offensive visant à détruire les institutions démocratiques de la République.(7) Cette accusation repose ici sur un a posteriori. À l'époque, peu de contemporains, y compris les dirigeants des milieux d'affaires, voyaient se profiler un tournant constitutionnel majeur. Un cabinet était tombé ; un autre allait le remplacer, comme toujours. D'une manière ou d'une autre, le problème du soutien parlementaire serait résolu, même en l'absence d'une coalition majoritaire, puisque les cabinets minoritaires s'étaient révélés tout à fait viables les années précédentes. On s'attendait généralement à ce que le prochain cabinet se situe un peu plus à droite que l'ancien et qu'il soit dirigé par une personne se situant sur l'échiquier politique entre l'ancien Chancelier Müller et le chef du DNVP Alfred Hugenberg.(8) Il n'y avait pas de consensus dans les milieux d'affaires quant à la personne qui ferait le meilleur chancelier. Jusqu'à peu de temps avant la chute de la grande coalition, un sentiment considérable existait en faveur du retour à la Chancellerie de Hans Luther, qui avait occupé ce poste en dehors du parti de 1925 à 1927.(9) Mais l'acceptation par Luther, à la mi-mars, de la présidence de la

Reichsbank, à la suite de la démission de Hjalmar Schacht qui protestait contre la mise en œuvre du plan Young, a fait que son maintien à ce nouveau poste économiquement important semblait essentiel, tant pour lui que pour ses partisans du grand capital, du moins pour le moment.(10) Après l'effondrement de la grande coalition, les milieux d'affaires se sont donc retrouvés sans candidat à la Chancellerie, sans accord sur la composition la plus souhaitable du prochain cabinet et, en fin de compte, sans accès au lieu de décision, la présidence. En bref, ils étaient très mal équipés pour lancer une offensive politique de quelque nature que ce soit.

L'attaque contre les institutions démocratiques de la République qui a commencé au printemps 1930 n'est pas venue des grandes entreprises, mais plutôt d'un autre vestige de l'ère impériale, beaucoup plus puissant politiquement : l'armée.(11) Alors que les capitalistes allemands regardaient passivement et sans concertation, les généraux sont intervenus et ont mis en marche un remodelage des institutions politiques du pays. Profitant de leur accès privilégié à Hindenburg, le Ministre de la défense Wilhelm Groener et son assistant, le général Kurt von Schleicher, ont contribué à retourner le Président contre la grande coalition. Alors que la crise du cabinet Müller s'aggravait, ses ministres, y compris ceux du SPD, envisagèrent sérieusement de régler les problèmes fiscaux épineux auxquels ils étaient confrontés en faisant usage des pouvoirs d'urgence accordés au Président par l'article 48 de la Constitution, une idée également répandue à l'époque dans les cercles politiques de droite, qui avaient toutefois en tête un gouvernement de composition différente.(12) Dans un premier temps, le Président s'est montré disposé à mettre ses pouvoirs d'urgence à la disposition du cabinet.(13) Mais au plus fort de la crise politique de mars 1930, Hindenburg, au moins en partie sous l'influence de ses confidents militaires, porta un coup dur au cabinet Müller en faisant savoir qu'il n'utiliserait pas l'article 48 en son nom.(14) Bien avant la chute du cabinet, les dirigeants militaires avaient choisi le successeur de Müller. Il s'agissait, bien entendu, de Heinrich Brüning, chef de la délégation du Parti catholique du centre au Reichstag, ancien responsable syndical chrétien et – détail non négligeable – ancien commandant d'une unité de mitrailleuses pendant la guerre. Au cours des derniers mois de la grande coalition, Groener et Schleicher ont veillé à ce qu'une relation particulière se développe entre Hindenburg et Brüning. Ils pensaient, à juste titre, avoir trouvé dans le chef centriste un homme politique prêt à réduire la dépendance de l'exécutif vis-à-vis du parlement démocratiquement élu. Dès le début de sa chancellerie, Brüning a indiqué sans ambiguïté la direction qu'il comptait prendre. S'engageant à maintenir son cabinet au-dessus des partis, il a annoncé qu'il était prêt à recourir, si nécessaire, à *« tous les moyens constitutionnels disponibles »*, ce que les observateurs ont correctement interprété comme signifiant que le nouveau

Chancelier avait reçu des assurances du Président concernant l'accès à l'article 48.[15]

Bien que les milieux d'affaires n'aient pas eu voix au chapitre lors de l'installation de Brüning à la Chancellerie, ils se sont rapidement rapprochés du nouveau cabinet. Malgré sa carrière syndicale, le Chancelier était issu d'une solide classe moyenne et ses propositions pour faire face à la crise économique correspondaient étroitement à celles des milieux d'affaires. Dès son entrée en fonction, Brüning a annoncé son engagement en faveur de l'austérité budgétaire. Il a promis de réduire les dépenses publiques et d'accorder des allégements fiscaux afin de favoriser la reprise économique. Son cabinet a également fait miroiter la perspective d'une réforme générale des politiques financières à tous les niveaux du gouvernement afin d'éliminer le gaspillage et de réduire la charge fiscale – une mesure que les grandes entreprises réclamaient depuis longtemps. En outre, le cabinet de Brüning a rapidement démontré qu'il ne s'agissait pas que de promesses. Moins de deux semaines après son entrée en fonction, il a fait adopter, par une majorité de centre-droit du Reichstag, une série de mesures destinées à réduire le déficit budgétaire selon la formule exigée par le Reichsverband industriel et d'autres associations de grandes entreprises : augmentation des droits d'accise qui pesaient lourdement sur les groupes à faible revenu, et réduction des impôts directs qui frappaient les entreprises et les détenteurs de capitaux.[16] Ces mesures ont tellement encouragé les milieux d'affaires qu'ils ont accepté sans broncher une augmentation des prélèvements pour l'assurance chômage, alors qu'ils s'étaient opposés à cette mesure au point de provoquer la crise fatale de la grande coalition. En juin, un autre développement encourageant du point de vue des grandes entreprises a eu lieu. À la consternation des syndicats, le Ministre du travail de Brüning a accordé une autorité contraignante, à la demande du patronat, à la recommandation d'un conseil d'arbitrage pour une réduction des salaires dans les industries du fer et de l'acier de la Ruhr.[17] Après des années de règlements favorables aux ouvriers, le système d'arbitrage obligatoire de la République a donné lieu à une réduction, plutôt qu'à une augmentation, dans un conflit salarial. Même s'il a maintenu ses objections de principe à l'arbitrage obligatoire, le monde des affaires a salué l'action du ministre.[18] Le nouveau Chancelier s'était également rangé à l'avis des capitalistes allemands selon lequel les réductions de salaires devaient précéder les réductions de prix nécessaires pour déclencher un mouvement économique à la hausse.

L'innovation politique la plus importante du cabinet Brüning a consisté à recourir systématiquement aux pouvoirs d'urgence présidentiels pour adopter des lois fiscales. Le monde des affaires n'a pas manifesté d'objections de principe à l'utilisation de l'article 48, qui avait souvent été utilisé – seulement temporairement, il est vrai – par les précédents cabinets républicains. Mais

lorsque la question s'est posée au printemps 1930, des personnalités influentes des milieux d'affaires ont considéré avec appréhension, pour des raisons pratiques, la perspective d'un tel contournement du Parlement par l'exécutif. Ils craignaient que l'apparence même d'un conflit constitutionnel n'ébranle la confiance de l'étranger dans l'Allemagne et ne provoque un retrait des capitaux étrangers dont l'économie dépendait si fortement. Au début du mois de mars, le Reichsverband industriel avait encouragé le cabinet Müller à résoudre ses problèmes fiscaux au moyen d'une loi d'habilitation parlementaire, une méthode permettant d'accorder une autorité exceptionnelle au cabinet sans soulever de problèmes constitutionnels. Cette proposition s'est toutefois avérée irréalisable car les divisions croissantes entre les partis de la grande coalition excluaient l'autorisation d'une telle mesure par le Reichstag.(19) Lorsque Brüning a entamé sa chancellerie en menaçant d'invoquer l'article 48, le directeur exécutif de la principale association de banquiers a immédiatement averti qu'il fallait éviter toute mesure de nature antiparlementaire en raison de la réaction possible des créanciers américains.(20) Plus tard, au cours de l'été, lorsque Brüning met sa menace à exécution en promulguant les premières mesures fiscales au moyen de l'article 48, même Paul Reusch, l'industriel de la Ruhr politiquement actif, qui n'était pas connu comme un défenseur de la démocratie parlementaire, a craint que le conflit entre l'exécutif et le législatif n'ébranle la cote de crédit de l'Allemagne dans le monde.(21)

Si les grandes entreprises avaient pu influencer les développements politiques au cours du printemps et de l'été 1930, Brüning n'aurait pas eu l'occasion de faire appel au Président pour utiliser l'article 48. En d'autres termes, si les porte-parole du monde des affaires qui cherchaient à influencer le cours des évènements avaient réussi, Brüning et son cabinet auraient bénéficié du soutien d'une majorité parlementaire, ce qui aurait rendu inutile le recours aux pouvoirs exceptionnels. Soucieux d'éviter une période d'instabilité gouvernementale et convaincus de la nécessité de coopérer avec le SPD, les éléments modérés du monde des affaires œuvrèrent, au printemps 1930, à la restauration de la collaboration patronale-syndicale sur le modèle de la ZAG établie par les Accords de Stinnes-Legien, qui avaient expiré au moment de l'inflation.(22) Sous la direction de Hans von Raumer, directeur exécutif de l'association des industries électrotechniques et l'un des architectes du ZAG, les porte-parole du Reichsverband industriel et de l'association nationale des employeurs ont commencé à négocier avec les responsables des syndicats socialistes en mai. Les deux parties cherchaient une formule de compromis basée sur des sacrifices matériels mutuels qui permettrait au cabinet Brüning d'équilibrer le budget et de stimuler la reprise en baissant à la fois les prix et les salaires. S'ils parvenaient à un accord, ils espéraient que les deux principaux représentants politiques de l'industrie et du patronat, le DVP et le SPD, se rallieraient au nouveau cabinet Brüning et lui donneraient une majorité

parlementaire fiable en rétablissant la grande coalition sur une base au moins de facto. Pour une grande partie de l'industrie, les demandes de plus en plus extrêmes des intérêts agricoles pour des droits d'importation plus élevés sur les denrées alimentaires, qui provoqueraient des représailles à l'étranger contre les exportations manufacturières allemandes, rendaient attrayante la perspective d'une coopération renouvelée avec les syndicats, qui s'engageaient à réduire les coûts des denrées alimentaires et à promouvoir les exportations. Malgré la résistance de certains industriels intransigeants qui s'opposaient aux concessions accordées aux syndicats, les porte-parole des industriels ont presque réussi à conclure un accord avec les syndicalistes. Les négociations ont finalement échoué à la fin du mois de juin lorsque les porte-parole syndicaux se sont retirés, ayant conclu que leur position était devenue trop défavorable à la suite de la décision d'arbitrage dans l'industrie du fer et de l'acier par le Ministre du travail de Brüning et d'autres développements. Le Reichsverband a néanmoins insisté sur le fait que les perspectives d'une reprise de la collaboration entre les syndicats et le patronat étaient bonnes et a laissé la porte ouverte à de nouvelles négociations.

Alors que certains porte-parole des grandes entreprises cherchaient une base parlementaire pour le cabinet Brüning à gauche, d'autres regardaient vers la droite, vers le DNVP. Si les votes des députés du Reichstag de ce parti conservateur pouvaient être rassemblés derrière le nouveau cabinet et combinés avec ceux des partis du centre et de la droite qui s'étaient déjà ralliés au Chancelier, une majorité étroite deviendrait possible. Même si Brüning s'était engagé à garder son cabinet libre de tout lien formel avec un parti, il avait indiqué dès le départ qu'il accueillerait favorablement le soutien du DNVP. Dans cette optique, les porte-parole industriels du DNVP se sont joints à son aile agraire, qui attendait également avec espoir le nouveau gouvernement, pour faire pression sur le parti afin qu'il se range derrière Brüning. Leurs efforts se heurtèrent toutefois à la résistance obstinée du président national du parti, Alfred Hugenberg.(23) Bien qu'il ait permis à la délégation du DNVP au Reichstag de se joindre à Brüning pour lui donner une majorité lors du premier vote de confiance sur son cabinet, Hugenberg n'avait aucune intention de permettre à son parti de contribuer à une réanimation, même partielle, du système parlementaire. Motivé par une vision réactionnaire colorée par son association étroite avec la Ligue panallemande, il ne cherchait rien d'autre que la destruction de l'ensemble du système politique républicain et l'ascension éventuelle d'un bloc qui engloberait tous les groupes de droite sous sa direction. Lorsque Brüning exprima clairement son refus de renoncer aux obligations de réparations de l'Allemagne dans le cadre du Plan Young et proposa son paquet de nouvelles taxes destinées à combler le déficit budgétaire en avril, Hugenberg dénonça le nouveau cabinet comme une autre administration de fortune, timorée et provisoire, et ordonna à son parti de passer dans l'opposition. Cependant, se joignant aux députés qui parlaient au

nom d'autres groupes d'intérêts qui plaçaient également leurs espoirs en Brüning, les porte-parole des grandes entreprises dans la délégation du DNVP au Reichstag défièrent le chef du parti tout au long du printemps et au début de l'été en votant à plusieurs reprises pour des mesures parrainées par le gouvernement.

Dans l'épreuve de force qui suivit, Hugenberg l'emporta, mais au prix de l'affaiblissement des liens de son parti avec le monde des affaires. Mettant à profit son empire de presse et son contrôle dans l'appareil organisationnel du parti, il réussit à maintenir la majorité des députés du DNVP dans l'opposition à Brüning, bloquant ainsi la promulgation du programme fiscal du Chancelier lorsqu'il fut présenté au Reichstag en juillet. Mais il ne put à nouveau empêcher la plupart des porte-parole industriels de la délégation du DNVP de rompre les rangs et de se ranger du côté du cabinet. C'est en réponse à cette défaite que Brüning a invoqué pour la première fois l'article 48 afin de promulguer les mesures fiscales de son cabinet. Ces mesures furent immédiatement révoquées lorsqu'une majorité du Reichstag, comprenant les votes cruciaux de la majeure partie de la délégation du DNVP, a annulé cette utilisation des pouvoirs d'urgence présidentiels par une faible marge. Une fois de plus, la plupart des porte-parole industriels du DNVP défièrent Hugenberg et prirent le parti du cabinet. Leurs relations avec le chef du parti atteignirent un point de rupture et, au cours du mois de juillet, ils se joignirent à d'autres opposants à la politique de Hugenberg pour faire sécession de son parti.(24) Jamais plus le DNVP ne serait aussi étroitement lié aux milieux d'affaires que durant la première décennie de la République. Il était devenu un parti idéologique, dominé par un chef obsessionnel, impitoyablement déterminé à prendre le contrôle de l'État par le biais d'un bloc de forces nationalistes et de droite. Pour Hugenberg, la poursuite d'objectifs économiques immédiats par les chefs d'entreprise allemands semblait paroissiale et mesquine par rapport à ses propres objectifs de grande envergure. Il se rangea parfois de leur côté, et conserva un noyau dur de partisans, surtout dans la Ruhr, mais il résista avec défi aux efforts qu'ils déployaient pour l'utiliser, lui et son parti, à leurs fins.

La défaite de Brüning au Reichstag précipita ses premières mesures visant à réduire l'autorité du parlement. Le Chancelier réagit à son revers en obtenant une ordonnance présidentielle dissolvant le Reichstag et en programmant des élections nationales pour la fin du mois de septembre. Il a ensuite de nouveau invoqué l'article 48 pour promulguer un ensemble de mesures fiscales encore plus radicales que celles révoquées par la chambre. Brüning a ainsi lancé l'Allemagne sur la voie d'un gouvernement d'urgence présidentiel qui allait finir par anéantir le système parlementaire de la République. Mais malgré les réserves largement répandues sur le système parlementaire dans les cercles des grandes entreprises, les développements réels qui ont abouti à la décision de Brüning dans cette direction en juillet 1930 se sont produits en dépit, plutôt qu'à cause, de l'activité des porte-parole politiques de la communauté des affaires. Ces porte-parole

avaient, jusqu'à la fin, cherché à fournir au Chancelier des majorités parlementaires. Satisfaits de la substance de ses politiques, ils ne voyaient pas la nécessité d'un changement radical dans la méthode de gouvernement qui pourrait précipiter une crise constitutionnelle et alarmer les créanciers étrangers dont le capital de l'économie allemande dépendait si fortement. La décision de s'engager dans cette voie fatale revenait à Brüning, au Président Hindenburg et à son petit groupe de conseillers, qui ne comptait aucun porte-parole des grandes entreprises.(25)

Une fois qu'il devint clair que la confrontation de Brüning avec le Reichstag n'avait pas, comme on le craignait, déclenché un retrait du crédit étranger, la communauté des affaires accepta facilement son utilisation latitudinaire de l'article 48. En fait, certains de ses porte-parole ont encouragé son cabinet à faire un usage immédiat et massif de l'autorité d'urgence présidentielle pendant que le Reichstag n'était pas en session durant la campagne électorale, afin de mettre le pays sur ce qu'ils considéraient comme une nouvelle voie économique plus saine.(26) Mais même ceux qui préconisaient cette voie considéraient initialement l'utilisation de l'article 48 par Brüning comme le même type d'expédient temporaire auquel les gouvernements républicains précédents avaient eu recours. Comme la plupart des autres observateurs, ils s'attendaient à ce que le Parlement réaffirme son autorité après les élections. Ils espéraient simplement que le Chancelier, dans l'intervalle avant que le Reichstag ne se réunisse à nouveau, exploiterait au maximum l'opportunité offerte par sa dissolution afin de présenter à la nouvelle chambre une série de faits accomplis. Brüning n'eut pas besoin d'être encouragé par le grand patronat sur ce point. Bien avant que ses porte-parole ne fassent connaître leur point de vue, lui et ses collaborateurs avaient déjà commencé à rédiger les prochaines mesures d'urgence.(27)

Alors que la campagne pour les élections au Reichstag de septembre commençait, les militants politiques du camp des grandes entreprises cherchaient à renforcer la position parlementaire du cabinet Brüning. Une grande partie de leur soutien est allée à une nouvelle organisation, le Parti populaire conservateur (Konservative Volkspartei, ou KVP) pro-Brüning.(28) Formé en juillet par des transfuges du DNVP, y compris pratiquement tous les porte-parole industriels importants de l'ancienne délégation du Reichstag de ce parti, le KVP souffrait de grands handicaps. Il souffrait d'une faiblesse organisationnelle aiguë, Hugenberg ayant conservé le contrôle de l'appareil du DNVP, de ses unités locales à son siège national, ainsi que de la presse du parti. Le KVP ne parvenait pas non plus à gagner l'allégeance des agrariens du DNVP qui avaient également rompu avec Hugenberg en raison de son opposition à Brüning. Désireux d'augmenter fortement les droits de douane sur les produits agricoles, les agrariens ne souhaitaient pas faire allégeance à un parti tourné vers l'industrie, qui s'opposait à l'augmentation des droits de douane sur les produits alimentaires de peur qu'ils

n'entraînent des représailles à l'étranger contre les exportations manufacturières allemandes. Rejetant l'offre de subventionnement de l'industrie de la Ruhr s'ils rejoignaient le KVP, les anciens agrariens du DNVP ont rejoint le Parti national chrétien des agriculteurs et des ruraux, un groupe dissident qui avait obtenu en 1928 une petite représentation au Reichstag. Certains industriels avaient des doutes sur le KVP en raison de la présence parmi ses dirigeants d'anciens membres du DNVP actifs dans le plus grand syndicat de cols blancs du pays, qui collaborait avec les syndicats de cols bleus sur de nombreuses questions.(29) Mais le nouveau parti a néanmoins bénéficié d'une aide importante de la part des grandes entreprises. Reconnaissant que l'argent seul ne suffirait pas, les grandes entreprises ont même affecté certains de leurs propres employés au KVP dans l'espoir de compenser la faiblesse de ses rangs et de son organisation. IG Farben et l'industrie sidérurgique de la Ruhr ont puisé dans leurs cadres subalternes et leur personnel associatif pour fournir au nouveau parti des aides de campagne et même des candidats.(30) Le KVP a porté dans la campagne électorale de 1930 les espoirs d'une grande partie de la communauté des affaires, ainsi que des contributions financières importantes.(31)

Les partis établis qui bénéficiaient normalement du soutien des grandes entreprises ont également reçu des subventions pour la campagne électorale. Mais contrairement à la pratique antérieure, les subventions politiques collectives et importantes des grandes entreprises n'ont pas été versées de manière routinière.(32) Au contraire, les dirigeants politiquement actifs des grandes entreprises ont tenté d'utiliser leur argent pour inverser ce qu'ils considéraient comme une fragmentation alarmante du secteur de droite du centre de l'échiquier politique. En 1930, la fission et la prolifération des partis qui allaient affecter la politique de la République au cours de ses dernières années s'étaient sensiblement accélérées, sous l'impulsion des défections du DNVP. Dans l'espoir d'éviter des luttes intestines qui pourraient conduire à la désillusion et à l'abstention des électeurs de la classe moyenne, ou à des votes perdus dans le cas de votes exprimés en faveur de petits partis dissidents sans espoir, les principaux groupes de grandes entreprises actives dans la politique ont encouragé les efforts de certains politiciens de la droite moyenne et modérée pour réaliser une consolidation des partis. Au début de la campagne, les porte-parole de la Ruhrlade, qui distribuait les fonds politiques du charbon et de l'acier de la Ruhr, et les grandes banques berlinoises ont conjointement informé les dirigeants des partis bourgeois autres que le Centre catholique et le DNVP qu'ils n'apporteraient pas leurs contributions financières habituelles jusqu'à ce que ces partis surmontent leurs différences et travaillent ensemble. Idéalement, le grand patronat aurait préféré voir les partis en question fusionner en un grand parti d'unité bourgeois. Lorsqu'il est devenu évident qu'une solution aussi radicale ne serait pas possible, les agents politiques du grand capital ont insisté pour que les

six partis composant la partie médiane non catholique de l'échiquier politique, gravement divisée, s'entendent au moins sur un appel de campagne commun et une liste commune de candidats au niveau national. Dans le cadre du système électoral proportionnel complexe de la République, une telle liste commune aurait maximisé la représentation de ces groupes au prochain Reichstag.

Afin de forcer les politiciens à rentrer dans le rang, les agents politiques des grandes entreprises ont monté une campagne de lobbying vigoureuse et soutenue, alternant menaces et incitations.(33) Avertissant qu'aucune contribution financière ne serait disponible tant que des progrès significatifs vers la coopération entre les parties ne seraient pas réalisés, ils ont fait miroiter la perspective de généreuses subventions même après les élections. Mais leurs efforts se sont avérés infructueux. Les rivalités entre les partis, leurs divergences politiques et la réticence de la plupart des chefs de parti à renoncer à leurs prérogatives ont dressé des obstacles insurmontables. Même une liste d'unité au niveau national ne pouvait être obtenue. Reconnaissant leur impuissance, les hommes de la Ruhrlade ont cédé. Plutôt que de risquer de voir les partis du centre perdre des voix, ils ont reculé et remis les contributions habituelles. Soucieuse de renforcer l'ensemble des forces bourgeoises, la Ruhrlade a même surmonté l'hostilité de certains de ses membres à l'égard de Hugenberg et autorisé des subventions au DNVP. Cependant, ils cherchèrent – en vain – à exercer une influence modératrice sur Hugenberg en insistant pour qu'il n'entretienne aucune relation avec les Nationaux-Socialistes et qu'il mette fin aux attaques de ses organes de presse contre le nouveau Parti populaire conservateur et les autres transfuges du DNVP, afin de maintenir ouverte la possibilité d'une collaboration dans le nouveau Reichstag.(34)

Comme le montrent leurs actions lors de la campagne de 1930, les grands hommes d'affaires allemands engagés politiquement abordèrent les élections en étant toujours prêts à travailler dans le cadre parlementaire de la politique républicaine. La plupart d'entre eux préféraient, certes, un virage à droite, mais ils rejetaient le type d'intransigeance pratiqué par Hugenberg. Certains de ceux qui soutenaient le mouvement de consolidation des partis du centre et de la droite le faisaient parce qu'ils considéraient que c'était la meilleure façon de créer un contrepoids bourgeois qui, espéraient-ils, serait suffisamment fort pour exclure le SPD de toute influence sur le gouvernement. Mais l'orientation de leurs efforts indique clairement qu'ils partaient du principe que le Reichstag resterait le lieu décisif du pouvoir. Sa composition leur semblait toujours d'une importance énorme, malgré le recours de Brüning à l'article 48. En outre, si leurs efforts avaient été couronnés de succès, la position du Parlement aurait été considérablement renforcée, même si ce n'était pas l'intention première de tous les hommes d'affaires impliqués. La partie du secteur modéré de l'échiquier politique qu'ils cherchaient à renforcer constituait l'une des composantes

traditionnelles des majorités du Reichstag. Si elle avait gagné les élections, comme l'espéraient les militants du camp capitaliste, elle aurait pu fournir une base parlementaire au cabinet Brüning. Cela aurait rendu inutile ce qui allait devenir le recours permanent de Brüning à l'article 48 et réduit sa dépendance à l'égard du Président Hindenburg et de la cabale de réactionnaires qui entourait le vieux maréchal. Une revitalisation de cette partie du spectre politique en 1930 aurait pu, en fait, arrêter la dérive fatale de l'Allemagne vers l'autoritarisme. Mais l'inefficacité des efforts déployés par les porte-parole des grandes entreprises pour mettre un terme à l'éclatement du système des partis et constituer un bloc de droite fort n'a fait que démontrer une fois de plus l'efficacité politique extrêmement limitée de l'argent dans la politique complexe de la République de Weimar.

Le résultat du scrutin du 14 septembre 1930 a renforcé le sentiment d'impuissance éprouvé par les grands hommes d'affaires politiquement actifs pendant la campagne. Le nouveau Parti populaire conservateur, auquel ils avaient consacré tant d'attention, d'argent et de personnel, fut un fiasco. Il a obtenu moins de 1 % des voix et n'a remporté que quatre sièges dans le nouveau Reichstag. Le DNVP de Hugenberg, autrefois puissant mais dorénavant tronqué, a perdu près de la moitié de ses sièges, n'en récupérant que 41, dont aucun ne fut occupé par un porte-parole des grandes entreprises. Les milieux d'affaires étaient encore représentés dans les partis libéraux, le DVP et le Parti d'État (anciennement le DDP), mais ceux-ci ont subi de lourdes pertes dans les urnes. Comme l'avaient craint les partisans de la consolidation, les partis dissidents et les partis d'intérêt mineur ont drainé de larges blocs de voix, laissant le DVP avec seulement 30 sièges et le Parti d'État avec à peine 20. Les seuls vainqueurs furent les extrémistes. À gauche, les Communistes ont vu leur représentation au Reichstag passer de 54 à 77 sièges, en partie aux dépens du SPD, qui est passé de 154 à 143. Le véritable triomphe, cependant, revenait aux Nationaux-Socialistes. Ils ont réalisé les gains les plus spectaculaires jamais obtenus par un parti allemand lors d'une seule élection depuis les premières élections nationales de 1871, remportant 107 sièges, soit 95 de plus que dans l'ancienne chambre, et les votes de près de six millions et demi d'Allemands. Les fanatiques inconnus et impénétrables des années 1920 devenaient soudainement une force majeure dans la politique nationale.

2. Les moyens de la percée nationale-socialiste

Bien que l'ampleur de la percée du NSDAP ait surpris tout le monde, y compris les Nationaux-Socialistes eux-mêmes, la campagne électorale massive, élaborée et soutenue du parti avait alerté les observateurs politiques que quelque

chose d'inhabituel était en cours. Nombre de ceux qui cherchaient une explication en ont conclu que seules les grandes entreprises avaient les moyens de payer les dépenses d'une telle campagne. Bien avant le scrutin, un consensus en ce sens a émergé dans un spectre qui s'étendait des journalistes de gauche aux éditeurs libéraux, en passant par le ministre-président conservateur de Bavière et le chargé d'affaires américain à Berlin.(1) Pour de nombreux observateurs, le triomphe des Nationaux-Socialistes en septembre 1930 équivalait à l'expression du pouvoir politique des capitalistes allemands. Un chroniqueur de l'hebdomadaire de gauche à la mode *Die Weltbühne* résume une opinion largement répandue lorsqu'il écrit juste après l'élection : *« Le national-socialisme est à la solde des industriels qui cherchent à diviser le prolétariat en factions belligérantes selon le principe 'diviser pour régner' ».*(2) L'organe du parti communiste *Die Rote Fahne* qualifiait les Nationaux-Socialistes d'*« agents à la solde du capitalisme financier... la dernière carte de la bourgeoisie allemande ».*(3)

Les quelques bribes d'informations offertes pour étayer ces allégations s'avèrent moins convaincantes à l'examen. Il n'est pas surprenant qu'Emil Kirdorf figure en bonne place dans les rapports sur l'aide capitaliste au NSDAP, compte tenu de l'opinion publique suscitée par sa présence au congrès du parti national-socialiste en août 1929. Dans une déclaration publique publiée à la fin du mois d'août, Kirdorf a toutefois vigoureusement nié avoir soutenu les Nationaux-Socialistes de quelque manière que ce soit pendant la campagne de 1930.(4) Il avait rejoint le NSDAP en 1927 en raison de divergences avec la direction du DNVP de l'époque, annonce Kirdorf, mais avait démissionné un an plus tard, malgré son amitié et son estime pour Hitler, en raison de la position adoptée par les représentants de ce dernier au *Revier*. Il n'a soutenu que le DNVP de Hugenberg lors de la campagne de 1930, conclut Kirdorf. Aucune preuve ne vient contredire sa déclaration. Hugenberg lui-même était l'autre individu le plus souvent accusé de canaliser l'argent du grand capital vers Hitler, mais il ne daigna pas répondre à ces accusations, qui étaient de toute façon peu plausibles. Les porte-parole parlementaires des grandes entreprises au sein de son DNVP avaient fait sécession dès le début de la campagne électorale pour protester contre son opposition au cabinet Brüning, de sorte qu'il bénéficiait d'un soutien financier bien moindre qu'auparavant. Confronté à la tâche de payer la campagne de son propre parti diminué, Hugenberg aurait contrevenu à ses intérêts politiques les plus élémentaires s'il avait partagé l'argent des grandes entreprises avec un rival comme Hitler, dont le parti avait clairement l'intention d'attirer les électeurs loin du DNVP. Pour Hitler, la subvention de Hugenberg aurait comporté des risques politiques potentiellement graves puisque l'acceptation de fonds en provenance d'une telle source aurait rendu le chef national-socialiste dangereusement vulnérable au chantage ou à s'exposer aux yeux de ses partisans comme un laquais des intérêts financiers. Hugenberg a peut-être aidé les

Nationaux-Socialistes à améliorer leur respectabilité en les acceptant comme participants à la campagne contre le Plan Young en 1929, mais le NSDAP n'a pas puisé dans une source importante de subventions en participant à cette campagne, dont les efforts de collecte de fonds se sont avérés décevants, en partie à cause de l'opposition de la plupart des milieux d'affaires.(5) Il n'y a pas non plus de fondement à l'allégation maintes fois répétée selon laquelle Hugenberg aurait servi d'intermédiaire pour les subventions des grandes entreprises au NSDAP par la suite. En effet, aucune preuve n'a jamais été trouvée pour étayer les allégations de subventionnement des Nationaux-Socialistes par les milieux d'affaires qui ont été largement diffusées dans la presse allemande pendant et après la campagne électorale de 1930. Ces accusations, qui marquèrent le début de ce qui devint rapidement une version répandue de la relation entre le National-Socialisme et les grandes entreprises, ne semblent rétrospectivement dignes d'intérêt que dans la mesure où elles révèlent une prédisposition répandue à supposer que les capitalistes allemands devaient d'une certaine manière être de mèche avec le NSDAP.

En fait, les personnalités politiques actives dans le camp des grandes entreprises tenaient le National-Socialisme en piètre estime au moment de la campagne électorale de 1930, et ce pour de bonnes raisons. Jusqu'à la dissolution du Reichstag en juillet, les parlementaires nationaux-socialistes avaient continué à s'aligner sur la gauche en matière de questions socio-économiques. Après avoir rejoint les Sociaux-Démocrates et les Communistes pour excorier l'industrie sidérurgique pendant le long verrouillage de la Ruhr à la fin de l'année 1928, les députés nationaux-socialistes du Reichstag se rangèrent à nouveau de leur côté pour défendre les allocations d'assurance-chômage des ouvriers pendant la longue controverse sur cette question au cours de l'hiver 1929-30.(6) Sous Brüning, les députés nationaux-socialistes ont voté avec les Sociaux-Démocrates, les Communistes et l'aile Hugenberg du DNVP contre les propositions fiscales du gouvernement favorisées par les milieux d'affaires. Pendant la campagne électorale, la phrase d'accroche utilisée par Otto Straßer pour annoncer sa rupture avec Hitler au début du mois de juillet – *« Les socialistes quittent le NSDAP »* – ne semblait pas du tout confirmée par les déclarations des porte-parole du parti.(7) En utilisant abondamment un slogan appelant à la création d'un *« État ouvrier et soldat »*, ils ont employé des mots susceptibles d'évoquer dans les milieux économiques des souvenirs troublants de la révolution de 1918-19 ou des images effrayantes de la Russie bolchevique.(8) Dans le journal officiel du parti, Gottfried Feder a exposé ses théories radicales sur la monnaie et le crédit tout en écorchant vigoureusement le système capitaliste. La grande concentration du pouvoir économique et financier, proclamait-il, représentait une menace encore plus grande pour la propriété privée acquise honnêtement que la « populace marxiste ».(9) Joseph Goebbels, dans une édition spéciale de son journal berlinois

consacrée aux élections, a démenti les accusations selon lesquelles le NSDAP était en faveur de l'abolition de la propriété privée, mais il l'a fait d'une manière peu susceptible d'apaiser les inquiétudes concernant le radicalisme national-socialiste dans les cercles des grandes entreprises. Le NSDAP prévoyait, expliqua Goebbels, d'exproprier uniquement les banques et les trusts et entreprises géantes, qui avaient depuis longtemps cessé d'être des entreprises privées.(10) Dans tout le pays, les attaques contre les capitalistes, le capitalisme et la haute finance abondaient dans la propagande électorale du parti.(11) Bien sûr, les agitateurs nationaux-socialistes ont également continué leurs attaques verbales contre les « marxistes » et le « marxisme », et le NSDAP a poursuivi ses tentatives pour éloigner les ouvriers des partis traditionnels de gauche. Les efforts déployés par les Nationaux-Socialistes pour gagner les votes des salariés ne sont toutefois pas d'un grand réconfort pour les grandes entreprises, puisque leurs attaques contre le SPD comprenaient des accusations selon lesquelles les Sociaux-Démocrates n'avaient pas fait assez pour promouvoir les intérêts matériels des ouvriers lorsqu'ils étaient au pouvoir.(12) Afin d'indiquer ce que le NSDAP ferait avec le pouvoir, la presse du parti proposait une série de nouvelles mesures sociales, y compris une aide généreuse pour l'armée croissante de chômeurs.(13) Comme de telles mesures auraient inévitablement nécessité des augmentations d'impôts, leur approbation par les propagandistes du NSDAP ne pouvait que renforcer l'évaluation extrêmement négative du National-Socialisme dans le monde des affaires.

Cette évaluation négative a trouvé son expression dans une analyse du « Programme économique national-socialiste » parue à la veille de la campagne électorale dans l'organe de l'association industrielle des employeurs.(14) L'auteur constatait que les Nationaux-Socialistes reléguaient l'économie au second plan derrière la politique, mais il avertissait que les déclarations des principaux dirigeants du parti révélaient qu'ils ne cherchaient en fait rien de moins qu'une transformation fondamentale de l'ordre économique existant. Citant les propositions de Feder en matière de politique monétaire et de crédit, il concluait que le National-Socialisme au pouvoir conduirait à l'inflation et étoufferait les incitations à investir. Citant une demande de Gregor Straßer pour la participation des ouvriers aux décisions de gestion, il concluait que le NSDAP favorisait le type de démocratie économique préconisé par les syndicalistes socialistes. Il trouvait le National-Socialisme chargé de *« revendications utopiques »* et imprégné d'une *« hostilité agressive envers le monde des affaires »*. Pour étayer ce dernier point, il citait Goebbels, qui avait récemment décrit les hommes d'affaires comme les laquais d'un système économique qui *« nous semble immoral et intolérable, de sorte que nous le haïssons du plus profond de notre cœur, que nous luttons contre lui et qu'un jour, nous l'éliminerons radicalement »*. Rejetant l'éloge de l'individualisme par les Nationaux-Socialistes comme une simple rhétorique politique, l'auteur concluait que

l'objectif du NSDAP était le socialisme d'État. Quoi que ses porte-parole aient pu prétendre, écrivait-il, le National-Socialisme appartenait à la branche conspiratrice, démagogique et terroriste du socialisme contemporain.

Au cours de la campagne électorale, le Reichsverband industriel s'est également penché, bien qu'en termes voilés, sur les problèmes posés par le National-Socialisme. Attisée par les accusations communistes selon lesquelles il aurait collecté des fonds politiques auprès de ses entreprises membres et les aurait acheminés vers les Nationaux-Socialistes par l'intermédiaire de Hugenberg, l'organisation a publié un démenti public au début du mois d'août.(15) N'ayant pas réussi à faire taire les rumeurs d'aide industrielle au NSDAP, le Reichsverband a publié une deuxième déclaration dans laquelle il prenait la décision inhabituelle de recommander une ligne d'action politique à ses membres.(16) Selon cette déclaration, l'Allemagne avait besoin d'un gouvernement bénéficiant d'un large soutien, désireux d'effectuer des réformes et capable de faire avancer les choses. Pour y parvenir, les industriels allemands devaient voter et *« prendre une part active à la préparation des élections »*. Ils ne devaient cependant soutenir que les partis qui défendaient la constitution, soutenaient sans ambiguïté l'entreprise privée et la propriété privée, et rejetaient toutes les *« expériences collectivistes »*. Il n'était pas difficile d'identifier la cible implicite de ces admonestations. Il est peu probable que les membres du Reichsvergand aient envisagé d'aider les Communistes ou les Sociaux-Démocrates, et parmi les autres partis, seule la position du NSDAP sur les questions économiques pouvait être qualifiée d'ambiguë ou d'expérimentale.

Les industriels de premier plan qui appartenaient à la Ruhrlade, secrète et élitiste, partageaient cette méfiance à l'égard du National-Socialisme au moment de la campagne de 1930. Leur agent politique à Berlin exprima l'attitude dominante dans leur cercle lorsqu'à la fin du mois d'août, il signala le danger que les partis du centre, s'ils ne s'unissaient pas, seraient décimés dans les urnes, ce qui pourrait ouvrir la voie à une majorité absolue composée de Communistes, de Sociaux-Démocrates et de Nationaux-Socialistes empêchant ainsi la formation d'un gouvernement bourgeois.(17) Un mois plus tôt, cet agent a enregistré la décision des hommes de la Ruhrlade d'accorder une aide financière au DNVP, mais à la seule condition que Hugenberg ne maintienne aucun lien avec le NSDAP.(18) Cette méfiance à l'égard du National-Socialisme s'est à nouveau exprimée lorsqu'un ingénieur membre du NSDAP a tenté, pendant la campagne, de glisser des tracts nationaux-socialistes dans les exemplaires d'un bulletin d'entreprise qu'il était chargé d'imprimer et de distribuer aux employés d'une usine appartenant au conglomérat dirigé par le fondateur de la Ruhrlade, Paul Reusch. En dépit de ses arguments selon lesquels ces tracts représentaient des armes dans la lutte pour détourner les ouvriers des « rouges », les responsables de la direction ont ordonné à l'ingénieur de cesser de violer la ligne de conduite de l'entreprise en matière de neutralité politique à l'égard de sa main-d'œuvre. Ses

employeurs stupides, écrivit le National-Socialiste indigné au bureau de propagande du parti à Munich, considéraient les Nationaux-Socialistes comme rien d'autre que « des voyous et des fanatiques ».[19]

Si la méfiance des grandes entreprises exclut toute subvention de ce côté pour les Nationaux-Socialistes en 1930, il reste la question de savoir comment ils ont financé leur impressionnante campagne de cette année-là ainsi que leur organisation en expansion. Une abondance de preuves indique que la police politique prussienne était proche de la vérité lorsqu'elle a accepté la réponse du parti à cette question : les Nationaux-Socialistes ont collecté la plupart des fonds eux-mêmes.[20] La police a également remarqué que le NSDAP avait besoin de moins d'argent que les partis bourgeois avec lesquels il était en concurrence pour les votes. Tout comme les Sociaux-Démocrates et les Communistes, les Nationaux-Socialistes avaient construit un « parti de mobilisation » qui exigeait non seulement des sacrifices financiers mais aussi un engagement personnel de la part de ses membres ; et le dévouement fanatique de nombreux adeptes du parti produisait une réponse volontaire à ces exigences.[21] Cela permettait aux Nationaux-Socialistes de réduire leurs coûts en s'appuyant fortement sur le travail bénévole et les contributions en nature. Alors que les partis bourgeois devaient payer pour faire coller des affiches et distribuer des documents de campagne, les Stormtroopers et autres militants du parti national-socialiste effectuaient ces tâches gratuitement. S'appuyant sur cette même main-d'œuvre bénévole, les Nationaux-Socialistes ont amplifié leur impact politique en organisant les défilés en uniforme dans les rues d'Allemagne qui sont devenus leur marque de fabrique. Les militants du parti constituaient les clans d'acclamation lors des rassemblements nationaux-socialistes ainsi que les sections de chahut et les « escouades d'ajournement » (*Sprengtruppen*) qui perturbaient ou interrompaient les réunions des autres partis. Les membres ayant des talents artistiques offraient leurs services en concevant des affiches ou en fournissant de la musique lors des rassemblements. Ceux qui possédaient des voitures ou des camions les mettaient à la disposition du parti le soir ou le week-end, lorsque la campagne était particulièrement intense. Certains d'entre eux, qui étaient imprimeurs, fournissaient des tracts gratuitement. En raison de l'extraordinaire niveau d'engagement des membres du parti, constaté par tous les observateurs contemporains, ces efforts bénévoles représentaient un atout majeur pour le NSDAP, amplifiant l'efficacité des fonds dont il disposait.[22]

De nombreux contemporains considéraient la taille impressionnante de l'auxiliaire des Stormtroopers du NSDAP, la SA, comme la preuve de la dépendance des Nationaux-Socialistes vis-à-vis des subventions extérieures. Comment autrement, demandaient-ils, autant d'hommes pouvaient-ils être équipés d'uniformes et, dans certains cas, être nourris et logés ?[23] La réponse, aujourd'hui confirmée par une abondante documentation, est que, tout comme

les Nationaux-Socialistes l'ont affirmé, ils ont financé la SA presque exclusivement avec leurs propres ressources et par leurs propres efforts.[24] Le revenu régulier de la SA provenait d'une part des cotisations au NSDAP payées par ses propres membres (toutes les cotisations dans le cas de ceux qui n'adhéraient pas au parti) plus le produit d'une surtaxe prélevée sur les cotisations de tous les membres du parti sauf les hommes de la SA. En outre, les organisations locales et régionales du parti versaient des subventions aux unités de SA relevant de leur compétence. Les unités SA complétaient ces sources de revenus en menant des campagnes de sollicitation auprès des membres du parti, une pratique qui provoquait des frictions avec la direction politique, qui se plaignait que la collecte de fonds non autorisée par les SA interférait avec les propres efforts du parti dans ce domaine. Les dirigeants de la SA attendaient des Stormtroopers individuels qu'ils s'équipent à leurs propres frais d'uniformes, de bottes et d'autres équipements, mais des mécènes parmi les Nationaux-Socialistes les plus aisés sont intervenus pour couvrir le coût de ces articles pour ceux qui ne pouvaient pas se les offrir. Les Stormtroopers indigents bénéficiaient également d'efforts de charité en leur faveur, financés et dirigés par des volontaires des organisations du parti, en particulier celles destinées aux femmes. Les soupes populaires et les foyers des SA qui se répandaient dans une grande partie de l'Allemagne au fur et à mesure que la dépression s'aggravait ne dépendaient pas, comme on le croit souvent, d'importantes subventions financières, mais étaient plutôt rendus possibles par d'innombrables petits dons, souvent en nature, de la part de membres dévoués du parti.

La SA a augmenté ses ressources financières grâce à une variété d'entreprises inventives. Dès 1927, les chefs des Stormtroopers ont constaté que les fabricants et les marchands avertis avaient commencé à tirer profit des besoins de leurs hommes en chemises brunes, casquettes, brassards à croix gammée et autres accessoires indispensables au Stormtrooper bien équipé, tels que les poings américains, les poignards et les trousses de premiers secours. Dans le but de s'approprier ces bénéfices pour leur propre organisation, les dirigeants des SA ont créé un service de vente d'attirail officiellement certifié, utilisant les recettes pour financer les SA. En 1930, cette entreprise s'est transformée en une agence d'intendance nationale (Reichszeugmeisterei) qui offrait une livraison par correspondance et gérait plus d'une douzaine de points de vente au détail dans tout le pays.[25] Les SA augmentaient encore leurs revenus en concluant des accords de franchise sur les produits de base, en vertu desquels ils donnaient leur aval à des produits de grande consommation en échange d'une part des bénéfices tirés de leur vente. À partir de 1929, les Nationaux-Socialistes ont ainsi promu des lames de rasoir sous la marque suggestivement dynamique de « Stürmer » et, plus tard, une margarine sous l'étiquette incongrue de « Kampf ».[26] Ironiquement, pour un parti dirigé par un non-fumeur notoire, les cigarettes se

sont avérées être le marché le plus lucratif pour ces produits approuvés par le National-Socialisme. En 1929, en vertu d'un accord avec un fabricant de cigarettes de Dresde, la SA avait accordé une reconnaissance officielle à une cigarette appelée « Sturm ».[27] En février 1930, le commandant de la SA avait ordonné à ses membres de ne fumer rien d'autre et de *« faire preuve d'un peu d'énergie »* afin de dissuader les propriétaires des tavernes fréquentées par les membres du parti de stocker des marques concurrentes.[28] Ceux qui achetaient des paquets de « Sturm » obtenaient des coupons qu'ils pouvaient utiliser pour l'achat d'équipement SA auprès de l'agence de l'intendance. Mais pour encourager davantage les achats, chaque unité SA locale recevait une ristourne basée sur le nombre de ventes dans sa région.[29] Très vite, les bureaux de tabac, les tavernes et les kiosques où l'on vendait des cigarettes devinrent des champs de bataille, car les hommes de la SA faisaient valoir physiquement aux consommateurs la supériorité de la « Sturm » sur les marques concurrentes telles que la « Ostfront » du Stahlhelm ou les produits appelés « Kameradschaft », « Staffel » et « Kommando », que les organisations nationales-socialistes rivales parrainaient en échange d'une part similaire des bénéfices.[30] Dans l'atmosphère surchauffée de la fin de la République de Weimar, même le choix d'un paquet de cigarettes devenait un acte partisan plein de périls potentiels. Pour le NSDAP, cependant, le commerce du tabac s'est avéré une source de revenus précieuse.

Même la propagande nationale-socialiste servait de source de revenus. Les organisations locales achetaient au siège national des brochures et des dépliants officiellement approuvés et les vendaient ensuite à des prix majorés à leurs membres et à d'autres personnes. *Mein Kampf* de Hitler, dont les ventes augmentèrent rapidement lorsqu'il fut réédité en un seul volume et à bas prix en mai 1930, augmenta non seulement son revenu personnel mais aussi celui de l'Eher Verlag, la maison d'édition du parti.[31] Celle-ci imprimait et distribuait la plupart des publications de propagande nationale-socialiste, y compris la Bibliothèque nationale-socialiste, une série de pamphlets édités par Gottfried Feder, qui comptait dix-neuf exemplaires au moment de la campagne de 1930. L'Eher Verlag publiait également le journal officiel, le *Völkischer Beobachter*, qui, selon toutes les indications, avait atteint une solide assise financière bien avant la campagne de 1930. Les finances des autres journaux nationaux-socialistes, qui étaient laissées aux organisations régionales et locales du parti ou aux dirigeants individuels du parti, variaient considérablement. Certains journaux avaient des problèmes d'argent chroniques tandis que d'autres, comme l'organe berlinois de Goebbels, *Der Angriff*, généraient des bénéfices pour l'organisation locale.[32] Cependant, l'augmentation indirecte des ressources du parti par les journaux nationaux-socialistes était bien plus importante que ces rentrées d'argent. En offrant des places sur leurs listes de paie aux propagandistes qui se doublaient d'orateurs et d'agitateurs pendant la campagne électorale, les journaux gonflaient

les rangs des militants salariés à plein temps du parti. Parmi les partis de la République de Weimar, seuls les Sociaux-Démocrates et les Communistes faisaient un usage aussi large de la presse.

La presse nationale-socialiste remplissait une autre fonction vitale en faisant la promotion de ce que la police politique prussienne considérait, à juste titre, comme une source majeure de revenus pour le parti : ses rassemblements publics. En 1930, les Nationaux-Socialistes avaient presque perfectionné l'art de séparer les gens de leur argent tout en les soumettant à des torrents de rhétorique propagandiste. À cette époque, le rassemblement national-socialiste typique était un mélange de réunion de renouveau religieux, de carnaval et de revue militaire. Cette formule ajoutait une valeur divertissante aux discours politiques du National-Socialisme, en particulier dans les petites villes et villages isolés. Dans un tel contexte, les rassemblements étaient normalement précédés d'un défilé de troupes SA en chemise brune dans les rues jusqu'à la salle ou la tente où la réunion devait avoir lieu, où un concert de musique divertissait le public en attendant l'arrivée des orateurs.(33) Afin d'attirer davantage l'attention, les Nationaux-Socialistes incluaient fréquemment dans leurs rassemblements diverses formes de divertissement, telles que des pièces de théâtre, des films et des chansons.(34) Alors que les partis traditionnels non socialistes ouvraient généralement leurs réunions publiques à tous les visiteurs gratuitement, et que les Sociaux-Démocrates prélevaient tout au plus un petit droit d'entrée pour couvrir leurs dépenses, les Nationaux-Socialistes faisaient payer des montants substantiels pour l'entrée à leurs rassemblements. En 1930, dans les rassemblements où les notables du parti prenaient la parole, le prix d'entrée standard, avec des réductions pour les soldats de l'armée et les chômeurs, s'élevait à 1 mark.(35) À une époque où un employé des postes gagnait moins de 90 pfennigs de l'heure, où un employé des assurances pouvait subvenir aux besoins d'une famille à Berlin avec moins de 250 marks par mois, et où un costume d'homme convenable coûtait 25 marks et une paire de chaussettes 95 pfennigs, cela représentait une dépense considérable pour les personnes de condition modeste.(36) Selon les calculs de deux journalistes, trois rassemblements au Sportpalast de Berlin au cours desquels Hitler et d'autres Nationaux-Socialistes éminents avaient pris la parole pendant la campagne de 1930 avaient attiré un total de 38 000 personnes qui avaient payé jusqu'à 2 marks chacune pour l'entrée. Les journalistes ont estimé que les Nationaux-Socialistes avaient récolté au moins 30 000 marks rien qu'avec ces trois évènements.(37) La police politique a estimé qu'un seul rassemblement au cours duquel Hitler a pris la parole à Essen pendant la campagne de 1930 a attiré environ 10 000 personnes et a rapporté un bénéfice de 12 000 marks. Les partis traditionnels de la même région, a observé la police, n'avaient besoin que de 20 000 à 30 000 marks pour monter une campagne électorale entière.(38) Toutes les estimations des revenus du NSDAP provenant

des rassemblements étaient inévitablement insuffisantes car les observateurs extérieurs ne pouvaient pas avoir connaissance de l'argent collecté pendant et après les rassemblements par les hommes en uniforme de la SA qui passaient le chapeau parmi les personnes présentes pour les *« contributions au trésor de guerre »* (Kampfschatzpenden).(39)

Presque tous les observateurs contemporains ont exprimé leur étonnement devant le grand nombre de rassemblements organisés par les Nationaux-Socialistes. À partir de la fin des années 1920, ils se sont écartés de la pratique politique normale en programmant des rassemblements fréquents, même lorsqu'aucune élection n'était en cours ; en fait, les Nationaux-Socialistes menaient une campagne permanente. Avant même la dissolution du Reichstag en 1930, la police politique prussienne avait estimé que le NSDAP avait organisé une moyenne de 100 rassemblements par jour dans toute l'Allemagne. Pendant la campagne, les Nationaux-Socialistes s'étaient vantés de pouvoir organiser pas moins de 34 000 réunions de ce type en six semaines, un chiffre que la police politique n'avait pas trouvé invraisemblable.(40) À l'époque, les personnes extérieures ignoraient tout du système de motivation calculé qui a donné lieu à cette vague de rassemblements sans précédent. Les honoraires de conférencier que les dirigeants nationaux-socialistes – à l'exception de Hitler, qui s'abstenait de faire payer ses apparitions – recevaient pour se produire lors de ces rassemblements représentaient un supplément important au revenu de la plupart d'entre eux. En maintenant le plafond des honoraires à un niveau bas pendant les campagnes électorales, le parti obligeait ses sommités à parler fréquemment pour réaliser des gains importants, ce qui leur donnait un intérêt matériel à organiser davantage de rassemblements.(41) De plus, les Nationaux-Socialistes avaient constitué ce qui s'apparentait à une armée auxiliaire d'agitateurs semi-professionnels en recrutant de jeunes hommes sans emploi ou sous-employés, ambitieux et talentueux, comme orateurs itinérants pour de petits rassemblements dans des endroits isolés. En 1929, le parti a créé une école par correspondance afin de fournir un endoctrinement idéologique et une formation en rhétorique politique aux aspirants orateurs nationaux-socialistes.(42) Une fois qu'ils avaient obtenu la certification des responsables régionaux du parti, les diplômés de cette école se déplaçaient de ville en ville, recevant des repas et un logement gratuits de la part des membres du parti et percevant un cachet minimal d'orateur, parfois aussi peu que sept marks, pour chaque rassemblement qu'ils pouvaient convaincre les unités locales du parti de leur permettre d'organiser.(43) Les unités locales du parti étaient également fortement incitées à organiser le plus grand nombre de rassemblements possible, puisque la majeure partie des recettes allait dans leurs caisses. Étant donné la réceptivité croissante du public, ces incitations sont devenues une sorte de force auto-entretenue et croissante, multipliant le nombre de rassemblements et les fonds qu'ils rapportaient. La

police prussienne avait calculé que si les Nationaux-Socialistes s'en tenaient à leur rythme de pré-campagne de 100 rassemblements par jour, une participation moyenne de 500 personnes à chaque rassemblement produirait, même en supposant un bénéfice après dépenses de seulement dix pfennig par tête, un revenu annuel de 1,75 million de marks.(44)

Les rassemblements rapportaient de l'argent, mais l'essentiel des revenus du parti national-socialiste provenait des cotisations et autres contributions des membres.(45) Lorsque le parti fut reconstitué après la libération de Hitler à la fin de l'année 1924, un bureaucrate sans couleur mais astucieux, Franz Xaver Schwarz, prit le poste de trésorier et plaça ses finances internes sur une base si solide que Hitler n'eut plus besoin de chercher de subventions auprès de personnes fortunées. Schwarz copia la pratique des Sociaux-Démocrates consistant à délivrer à chaque membre un livret du parti ressemblant à un passeport. Ces livrets contenaient un espace vide pour chaque mois, sur lequel des timbres officiels étaient collés lorsque le membre payait ses cotisations. Ce n'est que lorsqu'un timbre recouvrait le blanc pour chaque mois écoulé que le membre était en règle. Une personne ne devenait officiellement membre qu'après que sa demande ait été transmise par l'unité locale à l'organisation régionale (Gau) et de là au bureau du trésorier à Munich afin d'être enregistrée dans un fichier principal des membres. Le trésorier était ainsi informé du nombre de membres cotisants dans chaque unité du parti. Cette connaissance était synonyme de pouvoir, car elle permettait au siège national de tenir les organisations régionales responsables de la part des cotisations qui lui était due, soit 40 % à l'été 1930. Un autre 35 % allait au siège régional, les unités locales conservant 25 %. Pour assurer la collecte régulière des cotisations et un flux ascendant régulier des fonds des unités locales vers les organisations régionales, et de là vers le siège national, le trésorier du parti disposait de sanctions très efficaces. Il pouvait retenir les livrets d'adhésion et les timbres de cotisation, que l'on ne pouvait obtenir qu'au bureau du trésorier à Munich, d'une unité en défaut de paiement, paralysant ainsi ses efforts pour recruter et conserver des membres. Il pouvait également priver ces unités des services des orateurs les plus prestigieux du parti, ce qui constituait un handicap majeur pour les efforts locaux de collecte de fonds.(46) Les unités locales ressentaient donc une forte pression venue d'en haut pour collecter rapidement les cotisations et transmettre les parts requises aux organes supérieurs du parti. À leur tour, elles soumettaient les membres délinquants à des sanctions allant de la persuasion à l'expulsion pure et simple, en passant par l'ostracisme et l'exclusion des réunions et même des rassemblements publics.(47)

Ces arrangements permirent au NSDAP de devenir le seul parti (à l'exception peut-être des Communistes, très secrets) à rejoindre le SPD dans l'établissement d'un système efficace et fiable de collecte des cotisations des membres.(48) Cependant, alors que les Sociaux-Démocrates payaient un taux fixe –

généralement vingt pfennigs par semaine pour les hommes, dix pour les femmes – les Nationaux-Socialistes demandaient souvent plus que le montant requis à leurs membres. Le taux minimum pour les membres ordinaires était, à l'été 1930, d'un mark par mois, certaines catégories de militants du parti, comme les hommes de la SA et des SS, ne devant payer que quatre-vingts pfennigs. Mais lorsque les organisations régionales ont découvert, à la fin des années 1920, qu'elles pouvaient demander plus que le minimum, le siège national a toléré cette pratique une fois qu'un accord avait été conclu pour lui assurer une part des revenus supplémentaires. Au début du mois de septembre 1930, en pleine campagne électorale, Hitler a apporté des modifications au système des cotisations afin de prélever davantage d'argent auprès des membres. La surtaxe de la SA fut doublée, passant de dix à vingt pfennigs par mois. En outre, le parti a institué une échelle graduée des cotisations en émettant des timbres de six couleurs différentes, dont la valeur pouvait atteindre cinq marks, avec lesquels les membres aisés pouvaient orner leurs livrets d'adhésion chaque mois. Un septième timbre, sans valeur, fut mis à la disposition de ceux qui pouvaient et voulaient payer des cotisations supérieures à cinq marks par mois, le montant étant inscrit à l'encre par le trésorier local du parti.

Le parti complétait le revenu des cotisations par un certain nombre de moyens inventifs. Lorsqu'un plan d'assurance conçu pour couvrir les frais médicaux des hommes SA blessés dans l'exercice de leurs fonctions s'est avéré attrayant pour d'autres membres également, début 1930, Hitler a décrété que la participation au plan devenait obligatoire pour tous les membres.(49) Au moment de l'élection, le fonds constitué par les primes – trente pfennigs par mois par membre – fournissait à la SA un bel excédent au-delà de ce dont elle avait besoin pour prendre soin de ses membres handicapés.(50) Des fonds supplémentaires étaient collectés de temps à autre par des prélèvements auprès des membres visant à constituer un « trésor de guerre » (Kampfschatz) destiné à financer une campagne électorale, à renforcer la SA ou à faire avancer matériellement la cause nationale-socialiste.(51) Avec l'autorisation du trésorier du parti, les unités locales pouvaient augmenter leurs revenus en imposant des prélèvements spéciaux aux membres. Les Nationaux-Socialistes prêts à s'engager à faire des sacrifices financiers extraordinaires pouvaient rejoindre des « cercles » (Opferringe) créés pour encourager et reconnaître un tel engagement.(52) Les Nationaux-Socialistes ne refusaient pas non plus d'accepter l'argent des non-membres. À la fin des années 1920, ils reconnaissent que de nombreuses personnes sympathisaient avec le parti mais ne pouvaient se résoudre à y adhérer, soit parce qu'elles ne se sentaient pas prêtes à un tel engagement politique, soit parce qu'elles craignaient qu'une affiliation ouverte au NSDAP ne leur porte préjudice et ne leur fasse perdre leur emploi, leurs clients ou leurs consommateurs. Afin d'accommoder ces sympathisants, les Nationaux-Socialistes leur facilitaient la tâche en leur

permettant de verser discrètement de l'argent. Les non-membres moins craintifs pouvaient verser leurs contributions sur des comptes postaux établis par les Nationaux-Socialistes, sachant que le parti recevrait une trace de leurs bienfaits.(53)

Bien que le NSDAP semble avoir connu des difficultés financières récurrentes tout au long des années 1920 en dépit de ces stratagèmes de collecte de fonds à la base, de nombreux éléments indiquent que sa situation financière s'est nettement améliorée en 1930. Cette amélioration est étroitement liée à une croissance rapide du nombre de membres, qui a plus que doublé cette année-là.(54) En gonflant les rangs de ceux qui payaient des cotisations et contribuaient aux prélèvements, cet afflux de nouveaux membres a vraisemblablement permis aux organisations locales et régionales de s'acquitter plus facilement de leurs obligations financières sans avoir à puiser dans la part substantielle des fonds collectés localement qui était due au siège national, comme cela s'était si souvent produit auparavant. En mai, le trésorier du parti, Franz Xaver Schwarz, a proclamé que presque toutes les organisations régionales avaient remis au siège national leur part des cotisations des membres, marquant ainsi une amélioration notable par rapport aux performances passées.(55) En 1930, la prospérité accrue du parti se traduisit par une expansion rapide du personnel rémunéré du siège national.(56) En partie en réponse à cette expansion, le parti a pris un engagement financier majeur à la fin du printemps lorsqu'il a contracté l'achat d'une grande villa cossue dans un quartier à la mode de Munich – la future Maison brune – pour accueillir le personnel du siège national, qui avait jusqu'alors loué des locaux dans un immeuble sans charme d'une rue anonyme.(57) Afin de réunir les fonds nécessaires pour payer le prix d'achat et les importants travaux de rénovation, le parti a demandé aux membres de contribuer à hauteur d'au moins deux marks chacun, récompensant ceux qui s'y conformaient par un certificat spécial.(58) Manifestement, le National-Socialisme avait cessé d'être une entreprise artisanale bien avant la campagne électorale de 1930.

S'il faut une preuve documentaire que cette marée montante de l'argent national-socialiste provenait de sources internes, les documents qui subsistent sur les finances du parti la fournissent. Ces documents ne constituent toutefois pas un dossier complet ou exhaustif. Les dossiers pertinents du bureau du trésorier à Munich semblent avoir été presque entièrement détruits à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne laissant aucun indice sur l'ampleur ou les sources des revenus du siège national au début des années 1930. À une exception près, les documents financiers des organisations régionales semblent également avoir été détruits. Cette exception est le Gau rhénan, dont un agent de la police prussienne subtilisait régulièrement des copies de rapports sur des questions financières dans son bureau de Cologne.(59) Ces rapports ont fini par être conservés par les archivistes du gouvernement et ont ainsi survécu au Troisième Reich et à la

guerre. Préparés périodiquement par le trésorier du Gau, les rapports consignent les sommes d'argent reçues par le siège régional de la part de ses unités subordonnées et les sommes transmises par le bureau de Cologne à Munich entre août 1930 et février 1932. Ils révèlent une organisation du parti qui connaît un succès phénoménal en matière de collecte de fonds. En un mois, en août 1930, au plus fort de la campagne électorale, les unités locales de la région ont remis au trésorier du Gau l'argent collecté sous forme de cotisations, de droits d'inscription et d'autres prélèvements auprès des membres, soit environ dix-huit marks par membre. Comme les organisations locales étaient autorisées à conserver un quart des cotisations et une partie des autres prélèvements, le rendement total par membre était en fait encore plus élevé. La somme transmise au Gau qui était attribuée aux « dons » – et qui provenait peut-être en partie de non-membres – représentait moins de 14 % du total. Sur l'argent reçu par le trésorier du Gau, plus de 30 % sont allés au siège national à Munich. Au cours du trimestre le plus normal, de septembre à novembre, dont seules les deux premières semaines sont comprises dans la campagne électorale, les unités locales continuent d'envoyer de l'argent au Gau à raison de six à sept marks par membre chaque mois, dont plus de la moitié est transmise à Munich par le bureau de Cologne.

Si les quelque 200 000 membres du NSDAP au moment des élections de 1930 avaient contribué aussi librement que ceux du Gau rhénan en août, le parti aurait recueilli dans ses propres rangs, en un mois seulement, plus que les quelque trois millions de marks que les Sociaux-Démocrates ont déclaré avoir dépensés pour l'ensemble de leur campagne électorale nationale.(60) Il est toutefois problématique de s'attendre à des résultats précis à partir d'extrapolations basées sur les finances d'une seule organisation régionale sur plus de trente. Il est possible que le Gau rhénan ait été atypique, bien que les statistiques fiscales du gouvernement ne révèlent aucune déviation significative de cette région par rapport à la norme économique nationale.(61) Néanmoins, ce Gau reste la seule composante du parti pour laquelle des données financières fiables sur le début des années 1930 ont été conservées, de sorte que les implications de son succès dans la sollicitation d'argent auprès des membres du parti ne peuvent être ignorées. Pour mettre les choses en perspective, on peut supposer un instant que les responsables nationaux-socialistes de tout le pays ont obtenu les trois quarts du succès, sur une base per capita, pour attirer l'argent de leurs partisans, comme l'ont fait ceux du Rhenish Gau en septembre, octobre et novembre 1930. Si tel avait été le cas, le NSDAP aurait extrait des fonds de ses propres rangs à un rythme qui aurait produit un rendement national annuel d'environ douze millions de marks, à peu près le même que celui obtenu en 1930 par le SPD, dont les membres étaient alors quatre fois plus nombreux que ceux du NSDAP.(62) Même si les organisations nationales-socialistes ne rencontrèrent ailleurs que la moitié

du succès de celles du Gau rhénan, le parti disposait de sources de revenus régulières impressionnantes. Il convient de noter que ces calculs sous-estiment l'ensemble des revenus du parti, car les documents du Gau rhénan ne font pas état des revenus appréciables que les unités locales tiraient des rassemblements.

En 1930, les observateurs contemporains qui ont immédiatement conclu de la campagne électorale massive des Nationaux-Socialistes qu'ils devaient être fortement subventionnés ont commis l'erreur de considérer le NSDAP comme un autre parti arriviste dépendant des aides financières. Il s'agissait au contraire d'une innovation politique remarquable, d'une organisation qui combinait un encadrement charismatique et une administration bureaucratique méticuleuse, d'un parti de mobilisation qui appliquait les techniques d'organisation et de financement socialistes à des partisans considérablement plus aisés que ceux du SPD. Le NSDAP n'avait à cet égard que peu de choses en commun avec les partis non socialistes de la République. Ces partis s'étaient avérés incapables d'inscrire plus qu'une petite fraction de leurs électeurs comme membres ou de collecter régulièrement les cotisations de ceux qui se considéraient comme tels. Par conséquent, ils ne tiraient que des revenus réguliers très limités de leurs adhésions, de sorte qu'ils dépendaient fortement des subventions de groupes d'intérêts organisés en dehors de leurs organisations, en particulier pendant les campagnes électorales. Même avec ces subventions, les budgets de ces partis restaient modestes. L'un des plus importants, le DNVP, n'a budgété son siège national qu'à environ un demi-million de marks en 1931.(63) Lorsque le Parti national-socialiste a fait irruption sur la scène politique allemande en tant que force nationale majeure, il était devenu, par contraste, une machine à générer de l'argent sans précédent. Alors que les partis non socialistes traditionnels vidaient leurs coffres pour couvrir les dépenses de campagne, le NSDAP a prospéré financièrement grâce aux élections de 1930, qu'il a habilement exploitées à des fins de collecte de fonds. En 1930, ses dirigeants pouvaient sincèrement se vanter que les ressources appréciables à l'origine du triomphe du parti dans les urnes provenaient des contributions des membres et des sympathisants, et non des subventions des grandes entreprises.(64)

3. Un « long jeu de devinettes » commence

Le résultat de l'élection du Reichstag en 1930 eut immédiatement un impact négatif sur l'économie allemande déjà en difficulté. Les cours de la bourse chutèrent de 10 % en moyenne ; la valeur des emprunts allemands diminua fortement sur les marchés monétaires internationaux ; une fuite des capitaux étrangers, qui fit sortir plus de 700 millions de marks du pays en six semaines, secoua les grandes banques de Berlin et ponctionna lourdement les avoirs en

devises de la Reichsbank, l'obligeant à relever fortement son taux d'escompte.(1) Les investisseurs nationaux et étrangers s'étaient alarmés des gains spectaculaires des Nationaux-Socialistes. Hitler ne facilita pas non plus les choses. Dix jours après les élections, il ajouta à la panique dans les cercles financiers à l'étranger lorsque, lors du procès de trois jeunes lieutenants accusés d'avoir organisé des cellules nationales-socialistes au sein de l'armée, il évoqua des images de conflits civils sanglants en promettant que des têtes tomberaient pour venger novembre 1918 une fois que le NSDAP serait au pouvoir.(2) Dans les colonnes de la presse économique et financière, la morosité régnait. Soulignant les pertes des partis moyens face aux Nationaux-Socialistes, un éminent journaliste économique concluait que l'élection avait déçu les espoirs, nourris dans certains milieux, que le NSDAP affaiblirait les partis de gauche et les syndicats. Au lieu de cela, les Nationaux-Socialistes avaient accéléré la propagation de l'anticapitalisme en Allemagne, en attirant les éléments de la classe moyenne, les jeunes et les membres de l'intelligentsia loin des partis d'orientation bourgeoise. Le National-Socialisme menaçait maintenant l'Allemagne, concluait le journaliste, d'un nouveau type de socialisme, petit-bourgeois dans ses perspectives, hostile à la fois au travail organisé et aux concentrations anonymes de pouvoir capitaliste.(3) Un autre journaliste économique soumettait les politiques économiques du NSDAP à un examen critique dévastateur, rappelant à ses lecteurs les glissements opportunistes des Nationaux-Socialistes sur les questions relatives à l'économie et mettant en garde contre les effets inflationnistes des plans monétaires proposés par Gottfried Feder.(4) L'éditorial d'un hebdomadaire économique publié dans la Ruhr qualifiait les résultats des élections de victoire des anticapitalistes et soulignait que, pour la première fois, plus de la moitié de l'électorat allemand avait voté pour des partis opposés au système d'entreprise privée : le SPD, le KPD – et le NSDAP.(5) Le rapport annuel du Hansa-Bund, une organisation pro-libre-échange et anti-cartel comptant de nombreux adeptes dans les milieux bancaires, commerciaux et industriels, déplorait les gains du NSDAP, qu'il qualifiait d'*« ennemi vigoureux de l'ordre individualiste et capitaliste que nous défendons »*.(6) Le lendemain des élections, Erich von Gilsa, un député DVP proche de l'industrie qui avait perdu son siège aux élections, mettait en garde l'industriel de la Ruhr Paul Reusch contre le National-Socialisme, qu'il accusait de n'être rien moins que du *« pur marxisme »*. L'élection pourrait bien marquer, déplorait-t-il, *« le début irréversible de la République sociale d'Allemagne. »* (7)

Dans un premier temps, les grandes entreprises ont répondu aux résultats des élections et au choc que celles-ci ont provoqué dans les milieux financiers en se ralliant au cabinet Brüning. Cependant, la manière de renforcer politiquement le cabinet en vue de la composition du nouveau Reichstag devint rapidement une source de désaccord. Bien que Brüning ait indiqué dès le début de sa chancellerie sa détermination à rester libre de tout lien avec les partis politiques, son cabinet,

comme les précédents gouvernements sans parti, devait réunir au moins des majorités parlementaires ad hoc, soit pour promulguer ses propositions législatives, soit pour empêcher le Reichstag de passer outre à son utilisation de l'article 48. Restait le problème de savoir où chercher ces majorités, ce qui, dans le nouveau Reichstag, se réduisait à la question de la gauche ou de la droite. La direction du Reichsverband industriel, soutenue par un large éventail de partisans, notamment dans les milieux manufacturiers, exhorta le Chancelier à élargir le soutien de son cabinet à la gauche en incluant les Sociaux-Démocrates dans un bloc parlementaire ferme soutenant le gouvernement.(8) Une telle mesure, qui calmerait la communauté financière internationale en mettant fin aux spéculations sur les dangers de troubles civils en Allemagne, a également reçu le soutien des milieux bancaires.(9) Le 19 septembre, devant le conseil d'administration du Reichsverband, son directeur général, Ludwig Kastl, a observé de façon prophétique que le processus démocratique disposait d'une dernière chance. L'organe suprême de l'organisation industrielle, son présidium, avait décidé, annonça Kastl, que ce serait de la folie de ne pas chercher à résoudre la crise dans le cadre de la constitution plutôt que de déraper vers une possible catastrophe. Le présidium avait donc décidé de profiter de la dernière chance de la démocratie en faisant pression pour un renouvellement de la grande coalition.(10) Le directeur général de l'organisation nationale des producteurs de fer et d'acier, Jakob Wilhelm Reichert, que l'on situait habituellement à droite sur le plan politique, voyait également une grande coalition comme la seule solution possible, du moins jusqu'à ce que les Nationaux-Socialistes aient révisé *leur « programme de parti mi-socialiste, mi-brouillard ».*(11)

Bien que Brüning ait rapidement fait savoir au fonctionnaire du Reichsverland qu'il n'envisageait aucune reprise formelle de la grande coalition, son cabinet l'encouragea dans ses efforts pour amener le SPD derrière le gouvernement. Répondant à une initiative de son Ministre du travail, les porte-parole des principales associations industrielles nationales ont renouvelé leur tentative du printemps de parvenir à un accord de compromis sur la politique économique et sociale avec les syndicats socialistes, qui résoudrait bon nombre des questions sensibles qui séparaient le mouvement ouvrier et le SPD du centre bourgeois de l'échiquier politique. Après un début prometteur, cependant, ces négociations ont de nouveau échoué en raison de l'opposition au sein du mouvement syndical.(12) En l'absence d'un tel accord, le SPD se montrait peu disposé à apporter ses voix au Reichstag pour soutenir les politiques d'austérité du cabinet Brüning, qui imposaient des sacrifices croissants aux salariés allemands. Les Sociaux-Démocrates ont néanmoins décidé d'éviter un conflit ouvert entre le cabinet et le Parlement. Plutôt que d'être confronté à de nouvelles élections et à des pertes de voix supplémentaires, le SPD a fait preuve de tolérance à l'égard du cabinet, en ne soutenant pas les motions de défiance et en refusant de soutenir les

résolutions visant à invalider les mesures mises en œuvre par Brüning et ses ministres en vertu des pouvoirs présidentiels de l'article 48. Le SPD est ainsi devenu une composante du système de gouvernement semi-parlementaire sur lequel le cabinet Brüning s'est appuyé.

Certains industriels se sont opposés à la décision du Reichsverband de tenter d'élargir la base du cabinet Brüning vers la gauche. Les industriels de la Ruhr, en particulier, s'opposaient fermement à toute reprise de la coopération avec le SPD. De leur point de vue, les compromis nécessaires à une telle coopération avaient provoqué la gravité de la crise économique et rendaient impossibles les mesures décisives nécessaires pour rétablir la stabilité fiscale et relancer l'économie. Au lieu d'un retour aux compromis avec la gauche, ils pensaient que le pays avait besoin d'un gouvernement dominé par les forces bourgeoises qui rassurerait les créanciers étrangers et endiguerait le flux de capitaux hors d'Allemagne.(13) À la veille de la session d'ouverture du nouveau Reichstag, à la mi-octobre, les hommes de la Ruhrlade ont décidé de rechercher une fusion des partis de droite et de centre. Une fois cela accompli, ils prévoyaient des négociations avec les partis catholiques, le Centre et les partis populaires bavarois, afin de préparer la voie à un éventuel contact avec le NSDAP. Leur objectif final était de créer un bloc de droite d'environ 300 députés, alignés derrière le cabinet Brüning.(14) Brüning lui-même visait le même arrangement. Comme un certain nombre de politiciens conservateurs modérés, le Chancelier pensait que faire entrer les Nationaux-Socialistes dans le cabinet les dégriserait en les obligeant à assumer la responsabilité de mesures impopulaires dans les moments difficiles et les empêcherait de continuer à récolter des voix en étant libres de tout critiquer dans une position d'opposition irresponsable.(15)

Les espoirs d'un bloc de droite se sont rapidement évanouis. Alors que l'ouverture du nouveau Reichstag à la mi-octobre approchait, Hugenberg montra clairement qu'il n'était toujours pas disposé à fusionner le DNVP avec d'autres partis ou à apporter les voix de ses députés au cabinet Brüning. Malgré les appels personnels à soutenir le cabinet par certains des capitalistes les plus importants d'Allemagne au cours de l'automne, il s'en tint à sa ligne d'opposition intransigeante.(16) De même, les Nationaux-Socialistes ne montrèrent aucun signe de changement dans leur position d'opposition. Lors de la première session du nouveau Reichstag, ils se joignirent au DNVP, aux Communistes et à certains partis dissidents afin de parrainer une motion de défiance qu'une majorité, soutenue par les voix du SPD, parvint à déposer.(17) Malgré l'absence de signes indiquant que leurs gains électoraux avaient produit les effets modérateurs attendus par de nombreux conservateurs, les Nationaux-Socialistes semblaient vouloir démontrer qu'ils n'abandonneraient pas les positions radicales sur les questions socio-économiques qui étaient devenues leur marque de fabrique au Parlement. À la veille de la nouvelle session législative, Goebbels publia une autre

interprétation du programme économique du NSDAP dans l'organe berlinois du parti, *Der Angriff*. Réaffirmant la nature contraignante du programme en vingt-cinq points de 1920, il soulignait son engagement en faveur de *« la socialisation des grandes entreprises constituées en sociétés, des entreprises et des trusts »* ainsi que de la participation des ouvriers aux bénéfices. En outre, Goebbels annonçait que chaque aspect de la vie économique serait réévalué par un gouvernement national-socialiste.(18)

Une fois le nouveau Reichstag convoqué, la délégation du NSDAP, considérablement élargie, ne tarda pas à montrer sa position sur les questions économiques. Dès que possible, elle introduisit un éventail de projets de loi démagogiques du type de ceux dont ses prédécesseurs s'étaient fait une spécialité au cours des années 1920. Si elles avaient été adoptées, leurs propositions auraient radicalement modifié la *Wirtschaftspolitik* du pays. Les Nationaux-Socialistes proposaient de nationaliser toutes les grandes banques, d'interdire le commerce des actions et des obligations, d'interdire les transferts impersonnels d'actions en exigeant l'enregistrement de la propriété auprès d'une agence d'État, de limiter les taux d'intérêt à 5 %, 1 % des paiements d'intérêts comptant pour l'amortissement, et de confisquer les biens des *« princes de la banque et de la bourse »* ainsi que tous les profits tirés de la guerre, de la révolution ou de l'inflation.(19) Afin de ne laisser aucun doute sur la position du parti, le *Völkischer Beobachter* a claironné ces propositions sur sa première page.(20) Elles ont eu un effet immédiat sur le monde des affaires, et en particulier sur ceux de ses membres qui avaient espéré qu'il serait possible de travailler avec les Nationaux-Socialistes. Face au barrage de projets de loi radicaux du NSDAP au Reichstag, les hommes d'affaires qui avaient nourri de tels espoirs ont soudainement commencé à avoir peur.(21) Il en va de même pour deux journaux conservateurs orientés vers les affaires qui, après les élections, avaient accueilli favorablement l'idée d'accorder aux Nationaux-Socialistes une part de responsabilité gouvernementale. Le *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf a averti que les Nationaux-Socialistes avaient maintenant clairement montré qu'ils représentaient une menace pour la propriété privée et qu'ils différaient peu des Communistes.(22) Le *Deutsche Allgemeine Zeitung* de Berlin, propriété d'un consortium d'industriels, de banquiers et de sociétés de transport maritime de la Ruhr, a observé que même si les Sociaux-Démocrates se distanciaient du marxisme, les Nationaux-Socialistes semblaient vouloir assumer cet héritage.(23)

Le monde des affaires a également trouvé extrêmement inquiétant le soutien du NSDAP à une grande grève organisée à l'automne 1930.(24) Deux jours après l'ouverture du nouveau Reichstag, plus de 126 000 métallurgistes berlinois déposaient leurs outils pour protester contre la décision d'une commission d'arbitrage qui les obligeait à accepter des réductions de salaire substantielles. Les Sociaux-Démocrates et les Communistes se sont immédiatement ralliés à la cause

des ouvriers. Les Nationaux-Socialistes aussi. Le dirigeant local, Goebbels, a ordonné aux ouvriers nationaux-socialistes de tenir un piquet de grève et a prévenu ses partisans que la participation à des activités briseuses de grève entraînerait l'expulsion du parti. Lorsque les Communistes ont introduit une résolution au Reichstag demandant la révocation de la décision d'arbitrage, les Nationaux-socialistes ont voté avec le KPD et le SPD en vue de garantir son adoption.(25) Les conseillers municipaux nationaux-socialistes d'au moins une autre ville se sont joints aux gauchistes de la ville pour allouer des fonds afin d'aider les grévistes de Berlin.(26) Tout au long de la grève, la presse nationale-socialiste a encouragé les grévistes à persévérer dans leur cause, qu'elle a cherché à dépeindre comme une révolte contre le fardeau des réparations imposé à l'Allemagne par le Plan Young. Mais les grandes entreprises ne pouvaient pas trouver beaucoup de réconfort dans la tactique du NSDAP à cet égard, puisque la presse nationale-socialiste fustigeait l'industrie pour avoir accepté à plusieurs reprises les réparations, auxquelles les Nationaux-Socialistes attribuaient les difficultés des ouvriers.(27) Les capitalistes ne pouvaient pas non plus trouver quelque chose de rassurant dans les rapports selon lesquels Goebbels avait annoncé que des grèves telles que celle des métallurgistes de Berlin seraient non seulement autorisées pendant le « Troisième Reich » à venir, mais que l'État favoriserait alors les ouvriers, et non – comme dans le présent conflit – les employeurs.(28)

Il est vrai que Hitler, après avoir approuvé la participation des Nationaux-Socialistes, a terminé par une équivoque au sujet de la grève des métallurgistes. Après que les ouvriers eurent accepté de reprendre le travail si le différend était à nouveau soumis à l'arbitrage, il écrivit sur les questions soulevées par la grève dans un article pour le *Völkischer Beobachter*.(29) Évitant toute mention spécifique du conflit berlinois, il s'est exprimé sur la vague de grèves qui se déroulait alors, leur attribuant deux causes. D'une part, de nombreux ouvriers avaient à souffrir de conditions atroces, ce dont il rendait responsable les erreurs des partis bourgeois. D'autre part, les « criminels de novembre » incitaient à la grève afin de détourner l'attention du fait que les difficultés économiques résultaient de leur politique de paiement des réparations. Le National-Socialisme reconnaissait le droit des ouvriers à faire des demandes salariales justifiées, déclarait Hitler. Mais il fixait des limites strictes à ce qui était considéré comme justifié : les demandes de meilleurs salaires ne devaient pas mettre en danger la santé sociale de la nation ni son économie nationale indépendante (il utilisait ici le terme ambigu de *die Wirtschaft*, qui pouvait également signifier la communauté des affaires). Dans les conditions actuelles, observait-il, il semblait à première vue que la raison conseillait de ne pas recourir à la grève pour obtenir de meilleurs salaires, car l'économie tout entière était au bord de l'effondrement. D'un autre côté, cette objection perdait beaucoup de sa validité si l'on reconnaissait que *die Wirtschaft*

parvenait à payer aux étrangers plus de deux milliards de marks par an en réparations. Tant que les milieux d'affaires continuaient à couvrir financièrement les crimes de la politique étrangère républicaine, rien ne pouvait justifier la réduction des salaires ou le maintien de salaires insuffisants, écrivait Hitler. Néanmoins, il a averti que dans les conditions actuelles, toute grève ne pouvait que mal se terminer. Les « provocateurs de novembre » l'avaient compris et avaient incité les ouvriers à faire grève afin de les détourner de la véritable source de leur détresse. Ces provocateurs voulaient créer le chaos pour que les ouvriers voient dans le bolchevisme leur seul espoir. La tâche du National-Socialisme consistait, concluait-il, à protéger les ouvriers allemands à la fois contre la folie du monde des affaires de payer des réparations et contre les intrigues des « provocateurs de novembre ». Il s'agissait notamment, ajoutait Hitler, d'indiquer aux ouvriers ce qui était impossible et n'aboutirait qu'à leur propre ruine plutôt qu'à leur salut. Tout en accordant une légitimation rétroactive au moins tiède à la grève de Berlin, il semblait terminer en mettant en garde les autres ouvriers contre la grève, dissociant ainsi le NSDAP des derniers arrêts de travail.

Dans son article ambigu, Hitler montrait une fois de plus qu'il ne voulait pas que son parti s'engage dans la voie du patronat ou des syndicats. Il adoptait également une position calculée pour lui permettre d'apparaître comme un modéré sur les questions socio-économiques au sein du NSDAP. Ces manœuvres n'ont pas échappé à l'examen critique du prestigieux *Frankfurter Zeitung*, qui disposait d'un large lectorat dans les milieux d'affaires. Dans une exégèse minutieuse, l'un de ses journalistes a souligné la duplicité calculée des propos de Hitler. Il a également ridiculisé les connaissances économiques de ce dernier. Dans une parenthèse de son article, le chef national-socialiste s'était contenté de dire que payer deux milliards de marks de réparations par an revenait en fait à soustraire l'équivalent de dix à douze milliards de marks de l'économie allemande, puisque deux milliards de marks en circulation généreraient au cours de l'année plusieurs fois ce montant en salaires et traitements. Hitler invoquait ici ce que l'on appelle aujourd'hui l'effet multiplicateur, mais qui était alors un concept nouveau et controversé, largement limité aux cercles économiques professionnels. Cela lui valut une réprimande méprisante de la part du journaliste du *Frankfurter Zeitung*, avec laquelle pratiquement tous les hommes d'affaires de l'époque auraient été d'accord : *« Nous nous abstenons ici de toute critique, car nous n'avons besoin de démontrer à personne le simple fait qu'une pièce de monnaie ne peut jamais se trouver simultanément dans plusieurs bourses. »* (30)

Durant l'automne 1930, outre sa position équivoque sur la question des grèves, Hitler transmit directement sa propre version des objectifs du National-Socialisme à des membres éminents du monde des affaires. Fin septembre, il a rencontré à Hambourg l'ancien Chancelier Wilhelm Cuno, alors à la tête de la compagnie maritime Hamburg-America. Plus tôt dans l'année, un groupe

d'admirateurs, dont Paul Reusch, avait fait naître chez Cuno l'espoir d'un retour en politique. Ils pensaient qu'il n'était pas improbable que Hindenburg n'aille pas au bout de son mandat de sept ans en tant que Président, et ils voulaient en tout cas préparer l'élection présidentielle de 1932 en apportant leur soutien à Cuno.(31) Le 29 septembre, dans l'espoir de rallier le NSDAP à une candidature de Cuno à la présidence, l'ancien amiral Magnus von Levetzow, l'un des principaux instigateurs de ce projet, organisa une rencontre entre l'ancien chancelier et Hitler dans l'hôtel berlinois de Cuno.(32) Comme d'habitude, Hitler a dominé la conversation. Il exposa ses objectifs de politique étrangère en termes de cessation unilatérale par l'Allemagne du paiement des réparations et de reconquête du corridor polonais par le biais d'une alliance anglo-germano-italienne contre le bolchevisme et la France. Il ne laissa également aucun doute sur sa détermination à détruire le système démocratique et parlementaire « corrompu » et à condamner à mort les « criminels de novembre » s'ils étaient reconnus coupables de trahison. Sur le plan économique, Hitler présenta à Cuno des objectifs beaucoup plus modestes. Son mouvement entendait rompre, expliquait-il, avec le système économique existant, qui favorisait l'égoïsme et la cupidité plutôt que le bien-être général. Le National-Socialisme encouragerait l'initiative individuelle, l'esprit d'entreprise et l'amour du travail. Il favoriserait le capital privé mais interviendrait sans compromis contre la richesse acquise aux dépens du grand public par des moyens frauduleux. Manifestement conscient du dégoût que l'antisémitisme national-socialiste suscitait dans les cercles des grandes entreprises, Hitler s'est efforcé de soulager l'esprit de Cuno sur cet aspect du National-Socialisme. Son parti agirait contre la *« prédominance juive dans l'État »*, et non contre les personnes juives en tant que telles. Hitler assura à Cuno qu'il n'y aurait pas de persécution violente des juifs dans une Allemagne gouvernée par les Nationaux-Socialistes. Selon Levetzow, qui était présent pendant la dernière partie de l'entretien de Cuno avec Hitler, l'ancien chancelier est reparti très favorablement impressionné par le chef national-socialiste. L'un des facteurs de la cordialité de la rencontre, confia Levetzow à un ami, avait été la dissociation apologétique de Hitler de ses commentaires méprisants sur Cuno dans *Mein Kampf*, qu'une publication nationale-socialiste avait réimprimé peu de temps auparavant.

Dans l'espoir de rallier le NSDAP à ses propres ambitions politiques, Cuno fit en sorte que Hitler prenne la parole devant le club national conservateur de Hambourg. Formé après la révolution de 1918 par des conservateurs bien pensants, le club comptait environ 500 aristocrates, anciens officiers militaires, politiciens de droite, hauts fonctionnaires et diplomates à la retraite, juges, avocats, expéditeurs, marchands et autres hommes d'affaires. Hitler y avait déjà pris la parole une fois, en janvier 1926.(33) À cette époque, alors qu'il était encore relativement inconnu, une curiosité générale avait prévalu parmi les membres du club. Au moment où Cuno avait organisé sa prochaine intervention, Hitler et son

mouvement étaient devenus beaucoup plus connus. Ainsi, une protestation significative avait-elle éclaté parmi les membres après que le comité exécutif du club ait annoncé que Hitler prendrait la parole en décembre 1930.(34) Néanmoins, le discours de Hitler s'est déroulé comme prévu et a duré plus de deux heures.(35) Comme souvent devant de telles audiences, Hitler a cherché à éduquer ses auditeurs sur les causes des évènements humains. En particulier, il a cherché à leur ôter l'idée selon laquelle les problèmes économiques pouvaient être résolus par des solutions économiques. C'est la politique, et non l'économie, leur fit-il comprendre, qui déterminait quelles nations prospéraient et lesquelles périssaient ; et en fin de compte, la politique se résumait au recours à la force. Dans un monde où d'autres nations s'affairaient à se rendre autosuffisantes, avait-il averti, la dépendance au commerce serait fatale. L'Allemagne avait besoin de plus de terres pour faire vivre sa population. D'autres peuples, moins méritants, avaient plus de terres qu'il ne leur en fallait. Dans un tel cas, avait-il informé son auditoire, le droit du plus fort s'applique. Mais l'Allemagne ne serait pas en mesure d'invoquer ce droit tant qu'elle resterait paralysée par la lutte des classes qui divisait ses habitants. L'objectif primordial de son mouvement consistait donc à guérir cette division interne du *Volk* en insufflant à nouveau des idéaux nationalistes aux ouvriers de la nation. Seul le National-Socialisme pouvait accomplir cette tâche, annonçait-il, car lui seul possédait le type d'idéalisme qui faisait totalement défaut aux anciens partis. Pour lui, le socialisme signifiait simplement la subordination des intérêts de chacun à l'intérêt général de l'ensemble du *Volk* allemand, et non un changement radical du système économique. Cela signifiait préserver l'ouvrier allemand sain, mais aussi une *Wirtschaft* nationale et indépendante. Ici encore, Hitler a habilement exploité le double sens de *die Wirtschaft* pour éveiller chez ses auditeurs l'impression qu'il entendait garantir l'indépendance du monde des affaires vis-à-vis de l'État. Pour renforcer cette impression, il a fait allusion de manière approbatrice à l'exemple de l'Italie fasciste. Il a également suscité les applaudissements des membres du club présents en laissant entendre que le NSDAP avait l'intention de réduire le nombre de bureaucrates à la solde du gouvernement et de réduire les impôts. Pour le reste, Hitler a évité toute mention de sa position ou de celle de son parti concernant les problèmes économiques urgents de l'Allemagne. Il a également omis les thèmes antisémites qui abondaient habituellement dans ses discours. À la fin de sa harangue, il a suscité des applaudissements fervents de la part de ses auditeurs, selon un témoin oculaire.(36) Après son discours, Hitler s'est retiré dans une salle plus petite de l'hôtel Atlantik, où une cinquantaine de ses auditeurs l'ont entendu s'étendre encore davantage. Un politicien du DNVP a noté avec soulagement que dans ces dernières remarques, le chef national-socialiste n'avait fait aucune mention d'un recours à la force et s'engageait explicitement à poursuivre ses objectifs par des méthodes légales.(37)

Plus tard dans l'automne, probablement vers la fin du mois de novembre, Hitler présenta ses vues à un groupe important d'industriels de la Ruhr chez Emil Kirdorf, près de Mülheim.(38) On ne sait pas exactement de quel côté est venue l'initiative de cette rencontre, mais il ne semble pas improbable que Kirdorf ait fait cette démarche. Malgré ses objections à l'égard des éléments anticapitalistes du NSDAP, l'apostat Kirdorf ne cachait pas qu'il continuait à admirer Hitler en tant qu'individu, bien qu'il ait lui-même retourné son allégeance politique au DNVP de Hugenberg. En réunissant le chef national-socialiste avec un groupe d'industriels, il espérait peut-être influencer l'attitude de Hitler sur les questions économiques en l'exposant à des hommes aux vues « saines ». Ou bien il espérait que certains de ces hommes, après avoir rencontré Hitler, entreraient dans le NSDAP et tenteraient de lui donner une orientation économique favorable à l'entreprise privée. Il existe des preuves qu'il a encouragé au moins un jeune cadre du secteur du charbon à rejoindre le parti.(39) On sait peu de choses sur les personnes qui ont assisté à la réunion au domicile de Kirdorf à l'automne 1930 ou sur ce que Hitler a dit à cette occasion. Les seules descriptions de ce que Hitler a dit aux personnes présentes proviennent d'Ernst Poensgen, l'un des cadres supérieurs de la United Steel Works et un homme respecté au niveau national, généralement sobre d'esprit, qui est resté à l'écart du National-Socialisme avant et tout au long du Troisième Reich.(40) Il s'est souvenu que Hitler avait fait une longue présentation de ses opinions politiques, de sorte qu'il semble probable que les personnes présentes aient entendu le même genre de rassurances que Hitler avait données à Cuno. Poensgen se souvient également que Hitler avait attaqué le gouvernement Brüning et exhorté ses auditeurs à répudier le Chancelier. Selon Poensgen, cela l'avait amené à répondre que les industriels soutenaient le cabinet Brüning car il poursuivait les mêmes objectifs qu'eux, même si ce n'était pas avec la rapidité qu'ils jugeaient nécessaire. Après la Seconde Guerre mondiale, Poensgen, alors en exil en Suisse, a affirmé avoir exprimé sa réaction de l'époque en ces termes : *« L'homme m'a laissé complètement froid. »* Il doutait également que l'apparition de Hitler chez Kirdorf lui ait valu un seul nouvel adhérent.

Hermann Göring alla encore plus loin que Hitler dans sa tentative d'apaiser les craintes de radicalisme socio-économique des Nationaux-Socialistes. Fin septembre, il fit croire à l'ancien amiral Levetzow, l'un des promoteurs réactionnaires de la future candidature de Cuno à la présidence en 1932, que les Nationaux-Socialistes seraient prêts, entre-temps, à réinstaller Cuno à la Chancellerie si le NSDAP entrait au gouvernement national.(41) Un mois plus tard, à la fin du mois d'octobre, Göring chercha à rassurer Levetzow et Georg von Holten, un autre partisan de Cuno, sur la politique économique du NSDAP. À l'instar de nombreux partisans de la droite, ils étaient alarmés par le flot de projets de loi démagogiques que la délégation nationale-socialiste avait déposés au

Reichstag ce mois-là. Ils trouvaient particulièrement inquiétant le projet de loi qui demandait l'expropriation des « princes de la banque et de la bourse ». Ils considéraient également comme inquiétant le soutien du NSDAP à la grève des métallurgistes. Pressé sur ces questions par les promoteurs de Cuno, Göring fournit une explication improbable au projet de loi offensant du Reichstag. Il s'agissait d'une erreur, a-t-il expliqué. Les Nationaux-Socialistes avaient simplement l'intention d'introduire un projet de loi réduisant les indemnités journalières des députés du Reichstag. Comme le NSDAP avait déjà proposé cette mesure d'économie dans les années 1920, les députés nationaux-socialistes avaient demandé que l'ancien projet de loi soit à nouveau inscrit à l'ordre du jour. Mais dans leur hâte d'économiser de l'argent pour les contribuables allemands, ils avaient négligé de remarquer que l'ancien projet de loi contenait d'autres clauses, dont celle demandant l'expropriation. Ces autres clauses, expliquait encore Göring, avaient été rédigées par la délégation du NSDAP, totalement différente et beaucoup plus petite, dans le précédent Reichstag. Ces clauses ne reflétaient en aucun cas les vues de la nouvelle délégation nationale-socialiste élue en septembre. Il ne laissait aucun doute quant à son propre dégoût pour ces clauses. Cependant, il informa confidentiellement Levetzow que la direction du parti avait décrété qu'à l'avenir, aucun projet de loi ne serait présenté sans son approbation. S'identifiant comme faisant partie de cette direction, Göring assura aux amis de Cuno qu'il n'y aurait plus à l'avenir de gaffes parlementaires nationales-socialistes comme celles d'octobre. Quant à la grève des métallurgistes, Göring donna aux promoteurs de Cuno une explication tout aussi farfelue. Le NSDAP, avait-il déclaré sans ambages, était fondamentalement opposé aux grèves de toutes sortes, qu'elles fussent de nature économique ou politique. En revanche, son parti ne pouvait pas rester sans rien faire et voir certains groupes professionnels victimes des sacrifices imposés par la politique du gouvernement Brüning, qui continuait à soutirer un « tribut » au peuple allemand afin de payer les réparations. Les Nationaux-Socialistes exigeraient des sacrifices matériels lorsqu'ils prendraient le pouvoir, avait ajouté Göring, mais de tous les Allemands, et pas seulement de certains. Ils exigeraient ces sacrifices, comme l'avait fait la Prusse à l'époque napoléonienne, afin de frapper les ennemis étrangers, et non pour les aider, comme ce fut le cas avec les privations imposées par Brüning. En soutenant la grève des métallurgistes, avait résumé Göring, le NSDAP n'avait fait que s'opposer à la politique d'exécution de Brüning. Il exprima cependant sa désapprobation quant à l'initiative du parti de Berlin de soutenir la grève. De telles questions devaient être décidées par le parti national, avait-il insisté, laissant entendre que la position du NSDAP aurait été différente si les dirigeants, dont lui-même, avaient été consultés. Cette performance magistrale de Göring fonctionna à merveille. L'amiral Levetzow avait trouvé ses paroles « très rassurantes », voire « sages ». Selon toute vraisemblance, Göring a présenté les

mêmes explications fallacieuses, ou des explications similaires, pour justifier les positions radicales du NSDAP lorsqu'il a prononcé les discours prévus sur le programme économique du NSDAP à Berlin, Munich, Dortmund et Krefeld, dont il avait parlé à Levetzow et Holten fin octobre.

Aussi rassurantes qu'aient pu paraître les paroles de Göring et de Hitler au cours de l'automne 1930, les performances des Nationaux-Socialistes pendant et après la brève session du Reichstag en décembre n'ont pu que faire douter de leur valeur. Se joignant aux Communistes et au DNVP de Hugenberg, les députés nationaux-socialistes parrainèrent d'emblée une motion infructueuse visant à annuler les décrets législatifs sur les questions fiscales émis par le cabinet Brüning en vertu de l'article 48. Puis, ils choisirent Gottfried Feder comme porte-parole dans le débat sur le budget de 1931, que le cabinet Brüning avait exécuté par décret. En raison de son identification avec le programme en vingt-cinq points du NSDAP, de sa croisade contre « la servitude des paiements d'intérêts » et de sa proposition d'imprimer de la monnaie fiduciaire, Feder avait depuis longtemps gagné une réputation dans les cercles des grandes entreprises comme un excentrique anticapitaliste avec de fortes tendances inflationnistes. Depuis 1929, des rumeurs optimistes circulaient dans ces milieux, selon lesquelles son influence était en passe d'être éclipsée.(42) Mais pendant la campagne électorale, il était revenu sur le devant de la scène. Dans un article publié dans le *Völkischer Beobachter* à la fin du mois d'août, il attaquait *« la forme d'économie capitaliste existante ».*(43) Le choix de Feder comme porte-parole national-socialiste sur la question clé du budget ne pouvait qu'être un signe de mauvais augure pour les milieux d'affaires. Bien qu'il se soit efforcé, lors de son discours au Reichstag, de rejeter les « tendances socialistes » du NSDAP et d'affirmer son respect de la propriété privée, il a annulé une grande partie de l'effet apaisant que ces mots auraient pu avoir sur le monde des affaires en réitérant l'engagement du NSDAP à taxer les profits des banques et des marchés boursiers ainsi que tous les profits de la guerre.(44) Après la session législative, il a rapidement recommencé à défendre publiquement son projet favori de nationalisation de toutes les banques et de toutes les sociétés d'investissement.(45)

Au cours de la session de décembre, les autres députés nationaux-socialistes du Reichstag ont fait savoir qu'eux aussi n'avaient pas changé d'attitude. À la fin de la session, ils furent les seuls à se joindre au KPD pour voter en faveur de projets de loi communistes qui n'avaient pas abouti et qui auraient annulé les réductions de la couverture de l'assurance chômage et de l'assurance maladie du cabinet Brüning et étendu l'assurance maladie subventionnée par l'État aux chômeurs.(46) Si elles avaient été adoptées, ces mesures auraient nécessité d'importantes augmentations d'impôts, ce à quoi le monde des affaires restait farouchement opposé. Le dernier jour de la session, les Nationaux-Socialistes ont voté en faveur d'une proposition communiste visant à fournir une aide aux

nécessiteux pendant l'hiver à venir aux frais du gouvernement.[47] Après l'ajournement de la session, le NSDAP a annoncé en grande pompe dans le *Völkischer Beobachter* qu'il parrainait un projet de loi réclamant de lourdes taxes sur les dividendes des actions et sur les honoraires des membres des conseils d'administration des sociétés, proposant que ces revenus soient utilisés pour subventionner la viande et d'autres produits de première nécessité pour les ouvriers allemands sans emploi.[48] Dans un article paru dans le même numéro de l'organe du parti, son rédacteur économique, Hans Buchner, a développé le concept national-socialiste de la propriété privée d'une manière qui n'était guère réconfortante pour les capitalistes du pays. Démentant les accusations de la presse bourgeoise selon lesquelles le NSDAP serait hostile à la propriété privée, il proclamait le soutien du parti à ce principe. Il nuança toutefois son propos en ajoutant que le National-Socialisme ne cautionnerait pas le type d'utilisation égoïste et exploitante de la propriété privée qui est à la base du système économique capitaliste. Un gouvernement national-socialiste, expliquait Buchner, attacherait des devoirs au privilège de la propriété privée dans l'intérêt du bien-être général. Afin d'atteindre cet objectif, il imposerait des limites à la fois à la quantité de biens pouvant être ainsi détenus et à l'utilisation de ces biens. Dans cette entreprise, Buchner a prévenu que le National-Socialisme ne serait pas découragé par ceux qui verraient leur situation matérielle modifiée à leur désavantage.[49]

En conséquence de ces développements et d'autres, une grande incertitude et une profonde ambivalence ont marqué les évaluations du National-Socialisme dans le monde des affaires au tournant de 1930-31. Au milieu du mois de décembre, le *Deutsche Allgemeine Zeitung* de Berlin, contrôlé financièrement par un consortium de grandes entreprises, a abordé l'énigme posée par le National-Socialisme dans son éditorial. L'idéologie du nouveau parti consistait, explique l'éditorial, en un mélange de nationalisme anti-pacifiste, d'antisémitisme *« sauvage »* et de *« socialisme problématique »*. En raison de ce dernier, les Nationaux-Socialistes avaient dû faire des concessions à la *« propagande anticapitaliste vulgaire »*, comme le révélait un récent discours sur une catastrophe minière prononcé par leur porte-parole au Reichstag, qui *« aurait tout aussi bien pu être prononcé par un communiste. »* L'éditorial qualifiait le programme économique de Gottfried Feder de *« peu clair et utopique »*, mais rapportait que la direction du parti tentait de clarifier ses objectifs économiques et s'était montrée prête à accepter l'aide de personnes ayant des connaissances économiques. L'éditorial qualifiait cependant Hitler d'*« orateur plus que d'homme d'État »*. Il prédisait que la lutte entre les éléments anticapitalistes et nationalistes du parti serait de plus en plus féroce. Même s'il exprimait l'espoir que le National-Socialisme puisse être *« canalisé »* et conduit dans le *« bon lit de la rivière »*, l'éditorialiste avait conclu que l'issue de la lutte au sein du parti restait *« complètement incertaine. »*[50]

Parmi les hommes éminents du monde des affaires, des doutes et une ambivalence similaires à l'égard du National-Socialisme prévalaient au début de l'année. L'industriel de la Ruhr Paul Reusch considérait le NSDAP comme un *« phénomène non indésirable »* en ce qui concernait la politique étrangère, probablement parce qu'il pensait que sa croissance servirait d'avertissement aux puissances victorieuses des effets radicalisants sur l'Allemagne de leur insistance continue sur les réparations, et qu'elle exercerait également une pression sur le gouvernement de Berlin pour qu'il cherche à mettre fin à ces paiements. Mais en politique intérieure, Reusch considérait les activités des Nationaux-Socialistes comme *« extrêmement inquiétantes »* en raison de leurs positions sur les questions économiques.(51) Walter Rademacher, une figure de proue de l'industrie du charbon de Saxe, qui avait servi comme député DNVP au Reichstag jusqu'à ce qu'il rompe avec Hugenberg avant l'élection de 1930, trouvait les contradictions dans les positions du National-Socialisme sur les questions économiques fondamentales alarmantes. Alors que tous les théoriciens nationaux-socialistes reconnaissaient la propriété privée, l'initiative individuelle et le profit privé, il faisait remarquer qu'ils assortissaient cette reconnaissance de la condition que les activités des hommes d'affaires privés n'étaient acceptables que dans la mesure où elles servaient le bien-être général. Et l'autorité de déterminer ce qui servait cet intérêt général, observait Rademacher, semblait reposer entièrement sur l'État dans les plans nationaux-socialistes pour leur Troisième Reich. Si l'État pouvait contrevenir aux droits des hommes d'affaires à tout moment en déclarant simplement qu'ils avaient fait un usage inapproprié de leur propriété, conclut Rademacher, il ne resterait plus rien de l'entreprise privée ou du contrôle de l'homme d'affaires sur sa propriété.(52) Hans von Raumer, le rusé directeur commercial de l'organisation des fabricants d'appareils électrotechniques, exprima des préoccupations similaires. La croissance du NSDAP représentait à ses yeux un virage à droite sur le plan politique, mais à gauche sur le plan économique. Mais Raumer ne savait pas exactement jusqu'où les Nationaux-Socialistes pouvaient aller en matière économique, en raison du flou et des aspects contradictoires des déclarations et des actions du parti.(53)

À l'aube de l'année 1931, les industriels et les banquiers membres du National Club de Düsseldorf, un club conservateur, cherchèrent à obtenir des éclaircissements sur les politiques économiques nationales-socialistes auprès du président de la délégation du parti au Reichstag, Wilhelm Frick, en l'invitant comme conférencier.(54) Avocat et ancien fonctionnaire, Frick est devenu le premier National-Socialiste à occuper un poste ministériel au moment de l'entrée du parti dans le cabinet de Thuringe en janvier 1930, et il était largement considéré comme la figure la plus respectable et la plus responsable du cadre dirigeant du parti. La conférence de Frick semble ne pas avoir été enregistrée, mais un journaliste employé par l'industrie sidérurgique qui y avait assisté avec de

grands espoirs en est sorti extrêmement déçu. Frick avait complètement raté sa chance, écrivit le journaliste à un collègue qui était, comme lui, favorablement attiré par le National-Socialisme.(55) Un indice de sa déception peut être trouvé dans la réponse de Frick, après une autre conférence ailleurs en Rhénanie une semaine plus tard, à la demande d'un homme d'affaires d'expliquer la politique économique du National-Socialisme. Il était ravi, répondit Frick, de rapporter que le NSDAP n'avait pas de programme économique. Les Nationaux-Socialistes rejetaient la perspective grossièrement matérialiste qui suscitait une telle question. Leur préoccupation était d'élaborer la politique allemande, pas la politique économique. Il assura à son interlocuteur que ces questions banales pourraient être traitées au cas par cas une fois qu'ils auraient atteint le pouvoir. La remarquable déclaration de Frick lui valut le titre suivant dans un journal très lu dans les milieux d'affaires, le *Frankfurter Zeitung* : *« Ravi de ne pas avoir de programme économique, dit le ministre d'État Frick. »*(56)

Alors que certains grands hommes d'affaires cherchaient à apprendre des dirigeants comme Hitler et Frick quelle était la position du NSDAP sur les questions économiques, d'autres tentaient de découvrir ce que les Nationaux-Socialistes disaient entre eux sur ces questions. L'industriel de la Ruhr Paul Reusch a adopté cette approche et n'a pas aimé ce qu'il a découvert. Au début de l'année 1931, Reusch a obtenu une copie d'une directive national-socialiste établissant des lignes directrices pour les ouvriers d'usine qui avaient épousé la cause du parti et étaient devenus ses agents sur leur lieu de travail. Ces directives soulignaient que les ouvriers nationaux-socialistes devaient rester au sein des syndicats existants, participer aux grèves afin d'obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, et apporter leur soutien total à toutes les grèves. Bien que le NSDAP ait utilisé le système des conseils d'usine mis en place par la Constitution de Weimar, ce système était loin d'atteindre les objectifs du parti, explique la directive. Ces objectifs ne seraient atteints que lorsque l'État national-socialiste accorderait aux ouvriers une part de propriété, une participation à la gestion et une participation aux bénéfices.

> *« En tant que socialistes, nous avons le devoir d'exploiter les dispositions existantes pour en tirer tous les avantages possibles. Le fonctionnaire national-socialiste a l'obligation de ne pas se contenter d'un rôle consultatif passif, c'est-à-dire qu'il ne doit pas se contenter de donner des conseils si quelqu'un vient à lui, mais doit au contraire prendre l'initiative en tant qu'activiste dans ces domaines. »*

Reusch a trouvé cette directive si instructive qu'il en a envoyé des copies à d'autres industriels de premier plan après avoir marqué les passages qu'il trouvait les plus remarquables. Dans sa lettre d'accompagnement, Reusch se contentait de déclarer : *« Tout commentaire sur ces directives est superflu. »*(57)

Parallèlement à la prise de conscience par Reusch de ce qu'il découvrait au sein du NSDAP, un National-Socialiste clandestin bien placé cherchait à rassurer les capitalistes allemands sur le parti en l'identifiant au fascisme italien. Il s'agit de Hans Reupke, un avocat membre du personnel de la division du Reichsverband industriel qui s'occupait des problèmes juridiques liés au commerce extérieur. Reupke, dont l'appartenance au NSDAP depuis l'été 1930 n'est généralement pas connue, se passionne pour le fascisme lors d'un voyage en Italie pour y effectuer des recherches sur le droit commercial de ce pays.[58] En 1930, il publia un livre sur les politiques économiques du régime de Mussolini.[59] Comme le montrent les discussions sur l'Italie fasciste dans la presse économique allemande du début des années 1930, les opinions divergent fortement sur ses institutions et ses politiques économiques. Certains considéraient le corporatisme fasciste comme un système collectiviste et interventionniste qui mettait en péril l'initiative économique individuelle et l'entreprise privée, tandis que d'autres voyaient le régime fasciste d'un bon œil.[60] Dans son livre sur le sujet, Reupke a attribué des notes très élevées au système économique du fascisme. L'entreprise privée et l'entrepreneur individuel bénéficiaient d'une protection totale de la part du régime italien, affirmait-il. Le corporatisme fasciste ne représentait rien de plus qu'une expérience non doctrinaire de nouvelles façons de structurer une économie capitaliste. Reupke proclamait également que le gouvernement de Mussolini avait réussi à maintenir la *Sozialpolitik* dans les limites imposées par la productivité ainsi qu'à maintenir les dépenses de l'État à un niveau qui encourageait l'investissement privé. Son livre lui valut un éloge privé de Hitler et une critique favorable dans le bulletin du Reichsverband industriel, qui annonçait que les membres pouvaient en acheter des exemplaires à prix réduit.[61] L'un de ceux qui ont lu le livre était Albert Vögler de United Steel, qui a réagi avec enthousiasme et a recommandé que le présidium du Reichsverband demande à Reupke de présenter ses principales conclusions à l'une de ses sessions.[62]

En février 1931, Reupke fit suivre sa publication sur le fascisme d'un court volume sur l'orientation économique du National-Socialisme, dans lequel il ne révéla pas non plus son appartenance au NSDAP.[63] Il mettait en garde contre ce qu'il qualifiait d'erreur répandue consistant à prendre les dispositions économiques du programme en vingt-cinq points de 1920 ou les projets de loi démagogiques du Reichstag parrainés par les Nationaux-Socialistes pour des preuves de l'hostilité du NSDAP envers le capitalisme. Se concentrer sur de tels détails éphémères détourne l'attention des questions essentielles, a-t-il averti. On oublie trop souvent le respect du NSDAP pour la propriété privée, son engagement en faveur de l'initiative individuelle et du principe de direction, et son rejet du collectivisme et d'une économie dirigée et planifiée par l'État. Ce que d'autres prenaient pour de l'anticapitalisme dans le National-Socialisme, Reupke le rejetait comme un simple anti-matérialisme sain. Il assurait à ses lecteurs qu'une

fois au pouvoir, le National-Socialisme, en tant que mouvement dynamique, ne se sentirait pas plus lié par des doctrines ou des engagements programmatiques que Mussolini et ses partisans. On pouvait également compter sur les Nationaux-Socialistes pour suivre l'exemple des fascistes en brisant l'emprise des marxistes sur l'esprit des ouvriers et en restaurant ainsi l'unité nationale. Le National-Socialisme donnerait à l'économie une forme différente, prédit Reupke, une forme qui accorderait une plus grande attention au bien-être général. Mais il ajoutait qu'il mettrait fin à la politique d'assistance sociale de la République, y compris son programme d'assurance-chômage inutile et démoralisant. Dans la nouvelle économie nationale-socialiste, il n'y aurait pas besoin de telles allocations humiliantes puisqu'il y aurait du travail pour tous, comme c'était le cas, selon lui, dans l'Italie fasciste. Les hommes d'affaires allemands, prédisait-il, n'auraient pas plus de difficultés dans une Allemagne dirigée par les Nationaux-Socialistes que leurs homologues dans l'Italie de Mussolini.

Le livre de Reupke a reçu un accueil mitigé dans la presse économique. Contrairement à la critique favorable de son étude sur le fascisme italien, le bulletin d'information de son employeur, le Reichsverband, ne fit aucune mention de son nouveau livre. Un bulletin destiné aux cadres l'a accusé de tenter de rejeter comme des bagatelles les tendances anticapitalistes des Nationaux-Socialistes, qui n'avaient pas encore appris que le capitalisme et le socialisme ne pouvaient pas être réconciliés.(64) Un hebdomadaire économique de la Ruhr voyait dans le livre de Reupke une tentative de renforcer les cercles du NSDAP favorables au capitalisme et de leur recommander le cours pris par le fascisme italien. Mais il observait que, bien que Reupke ait soutenu de manière convaincante que le National-Socialisme ne devait pas être anticapitaliste, les jeunes incendiaires du parti rivalisaient avec les marxistes dans leur hostilité au capitalisme. En ce qui concerne l'économie, l'hebdomadaire concluait que la situation au sein du NSDAP restait – contrairement au tableau rose de Reupke – encore très changeante.(65) Certains industriels de la Ruhr étaient toutefois suffisamment intéressés par Reupke pour le faire parler lors d'une réunion de cadres sidérurgiques.(66)

Malheureusement pour ceux qui voyaient dans la publication de Reupke un signe d'espoir de changement au sein du NSDAP, le livre reçut une réponse très divisée parmi les Nationaux-Socialistes. L'édition nationale du *Völkischer Beobachter* lui accorda d'abord une brève critique favorable.(67) Quelques jours plus tard, cependant, l'édition berlinoise du même journal publiait un long article le dénonçant comme *« l'entreprise privée totalement ratée d'un individu non autorisé »* qui *« mélangeait de manière impardonnable les idées nationales-socialistes avec celles du fascisme ».* En outre, selon l'article, cette œuvre d'un écrivain *« déviant de droite »* avait été immédiatement placée à l'index du parti partout où elle avait atteint la base.(68) La version de Reupke sur la relation entre le National-Socialisme et le Fascisme

italien reçut une autre réprimande publique de la part du Gauleiter de Prusse orientale, Erich Koch. Dans un numéro de l'organe radical de l'organisation de la cellule industrielle du NSDAP, *Arbeitertum*, Koch dénonça sans ambages les *« gribouillages confus d'un certain Dr Reupke ». « Nous ne sommes pas des fascistes ! »* écrivait Koch. *« Nous sommes des socialistes ! »* Pour éviter tout doute sur ce que cela signifiait, il a poursuivi en expliquant les implications de cette distinction pour la politique économique : *« Alors que le fascisme en Italie approuve et soutient le système économique capitaliste à la fois théoriquement et politiquement, nous, les Nationaux-Socialistes, sommes des socialistes conscients pour qui la chute du capitalisme est à la fois une exigence de notre programme et une nécessité de notre politique. »*[69] Peu après que des copies du numéro d'*Arbeitertum* contenant l'article de Koch aient commencé à apparaître dans les usines, ses paroles ont attiré l'attention du directeur exécutif de l'organisation des exploitants de charbon de la Ruhr, le Bergbauverein, dont l'une des responsabilités était d'informer ses employeurs de tels développements politiques.[70]

Au cours du printemps 1931, certains dirigeants du monde des affaires eurent connaissance d'autres prises de position nationales-socialistes sur des questions économiques qui révélaient des perspectives très différentes de celles de Reupke. C'est le cas d'une ébauche non publiée d'un pamphlet qu'Otto Wagener, récemment nommé à la tête de la section de politique économique de la Reichsleitung du NSDAP, avait rédigé au moment des élections de 1930 sous le titre « Tâches économiques du National-Socialisme ».[71] Au printemps suivant, il avait été porté à l'attention du cercle de Paul Reusch, le plus actif et le plus influent des industriels de la Ruhr.[72] La réaction de Reusch et des autres industriels avec lesquels il partageait le projet de pamphlet de Wagener n'a pas été enregistrée, mais elle ne pouvait guère être positive. Certes, Wagener ne remettait pas en cause le principe de la propriété privée et proposait même de renforcer la position de l'entrepreneur en le plaçant à la tête d'une *Werksgemeinschaft*, ou communauté d'usine, dans laquelle les syndicats perdraient leur rôle d'agents de négociation des ouvriers et seraient réduits à des associations d'entraide de type guilde. L'idée maîtresse des propositions de Wagener était cependant moins rassurante du point de vue d'hommes comme Reusch, car Wagener accordait à l'État national-socialiste de l'avenir un rôle dans l'économie bien plus important et plus directif que ce qui avait été expérimenté jusqu'alors, même pendant la période de pointe de la *Zwangswirtschaft*, ou politique économique coercitive, pendant et après la guerre. L'État national-socialiste prendrait le contrôle de toutes les banques et de toutes les transactions boursières ; il aurait le pouvoir de prendre le contrôle des entreprises improductives et d'exproprier leurs propriétaires *« avec une restitution appropriée »* ; il surveillerait étroitement les trusts ou, si nécessaire, les nationaliserait. L'État national-socialiste réglementerait non seulement les salaires mais aussi les bénéfices. À cet égard, Wagener fixe un

plafond de 8 % pour les dividendes des entreprises ; tous les bénéfices au-delà de ce seuil appartiendraient à l'État. Wagener fait preuve d'une animosité prononcée à l'égard des grandes entreprises. L'État national-socialiste, annonce-t-il, mettrait fin au commerce anonyme des actions, qui favorise la spéculation et le profit. Sous un gouvernement national-socialiste, les actions des entreprises devraient être enregistrées au nom de leurs propriétaires auprès d'une agence d'État spéciale qui superviserait leur transfert d'un propriétaire à un autre. Le marché boursier disparaîtrait, ainsi que ses cotations et fluctuations fallacieuses. L'État national-socialiste mettrait également un frein aux honoraires lucratifs par lesquels les grands hommes d'affaires se récompensent mutuellement pour leur participation aux conseils de surveillance et aux conseils d'administration ; comme les salaires et les bénéfices, ces honoraires seraient soumis à la réglementation de l'État.

Le projet de brochure de Wagener témoigne également d'une préoccupation paternaliste pour les intérêts des ouvriers et d'une tendance à se ranger du côté des syndicats et contre le patronat dans les affaires en cours. Les cadres industriels ont dû trouver particulièrement troublant le rejet par Wagener de l'affirmation selon laquelle l'ouvrier travaillant dix heures permet une plus grande productivité que celui qui travaille huit heures par jour. Les industriels n'ont pas non plus pu considérer avec sérénité le rejet par Wagener de la réduction des salaires comme moyen de faire face à la dépression ou sa dénonciation expresse des efforts en cours de « l'industrie lourde » pour réduire le salaire de ses ouvriers. Tout aussi inacceptables pour des hommes comme Reusch étaient les plans de Wagener pour combattre la dépression au moyen d'un institut de crédit spécial de l'État qui accorderait des prêts aux petits entrepreneurs à des taux d'intérêt artificiellement bas. Le flou de Wagener sur le financement de ces prêts d'État, associé à son invocation du slogan de Feder pour *« briser le carcan des paiements d'intérêts »*, ne pouvait qu'éveiller les craintes de manipulation de la monnaie et d'une nouvelle inflation qui hantaient encore les milieux d'affaires allemands. L'appel de Wagener en faveur de droits de douane protectionnistes élevés, en particulier sur les produits agricoles, et d'une politique nationale globale d'autarcie économique a dû susciter des inquiétudes quant aux représailles à l'étranger contre les exportations industrielles allemandes dont même les producteurs de fer et d'acier dépendaient de façon précaire pour leurs marchés en 1931. L'organisation corporatiste que Wagener proposait d'imposer à l'économie comportait le danger, du point de vue des grandes entreprises, qu'un tel système d'« auto-administration » mette les grandes entreprises à la merci des petites, beaucoup plus nombreuses. L'antisémitisme national-socialiste brut de Wagener, qui qualifiait le principe de profit d'abomination juive et voyait une conspiration juive internationale derrière la bourse et les partis politiques marxistes, ne pouvait que susciter le dégoût de Reusch et des autres membres de la Ruhrlade, y compris

le « non-Aryen » Paul Silverberg, avec qui Reusch partageait le projet de brochure.(73)

Dans le but d'obtenir plus d'informations sur le projet de pamphlet de Wagener, Reusch le transmit à son conseiller politique et agent à Berlin, Martin Blank.(74) Blank, à son tour, s'est renseigné sur le document auprès d'un homme qui prenait une importance croissante dans les relations entre les grandes entreprises et les Nationaux-Socialistes, August Heinrichsbauer. Écrivain indépendant sur les affaires économiques basé à Essen, Heinrichsbauer produisait un bulletin hebdomadaire subventionné par les industriels de la Ruhr.(75) Après les succès du NSDAP aux élections de 1930, Heinrichsbauer développa des contacts au sein du parti et commença à servir de canal d'information sur le NSDAP, en particulier pour les industriels politiquement actifs de la Ruhrlade et l'organisation des exploitants de charbon de la Ruhr, le Bergbauverein.(76) En réponse à la demande de Blank concernant le projet de Wagener, Heinrichsbauer l'a rejeté comme un *« travail purement privé »* sans aucun statut officiel du parti.(77) En rapportant cela à Reusch, Blank a joint une critique des vues de Wagener par un économiste universitaire qui a depuis été dissociée de sa lettre dans les papiers de Reusch. Blank a également informé Reusch que depuis que Wagener avait écrit son projet, une autre tentative avait été faite pour publier un *« manifeste économique national-socialiste »*, dont il a également joint une copie à sa lettre. La provenance et le contenu de ce document restent inconnus puisque la copie jointe par Blank a également été séparée de la lettre. Il peut s'agir ou non d'un projet de document diffusé au sein du parti en mars 1931 par Konstantin Hierl, qui, en tant que chef de la Division II de la *Reichsorganisationsleitung*, l'organe exécutif national du NSDAP, était le supérieur immédiat de Wagener.(78)

Il avait appris de Heinrichsbauer, rapporta Blank à Reusch, que ce « manifeste » avait été retiré de la circulation en raison des critiques qu'il avait rencontrées, en particulier celles de Heinrichsbauer lui-même, qui avait écrit des lettres à ce sujet à Wagener et Gregor Straßer après avoir consulté un certain nombre d'amis, dont Blank.(79) Le fait que Heinrichsbauer revendique le mérite d'avoir annulé un manifeste économique national-socialiste hostile aux grandes entreprises ne surprend pas, étant donné qu'il dépendait pour sa subsistance des cercles dirigeants ou de l'industrie de la Ruhr. Il est toutefois peu probable qu'une intervention de sa part ait été nécessaire pour empêcher la publication d'un tel manifeste.(80) Comme le montre la préparation d'au moins un long contre-projet dirigé contre les vues de Wagerner par l'aile gauche du NSDAP, tout effort de clarification de la position économique nébuleuse du parti aurait immédiatement déclenché un débat acrimonieux dans ses rangs, mettant en danger la cohésion interne du National-Socialisme et lui coûtant le soutien de nombreux membres et même d'un plus grand nombre d'électeurs.(81) Personne ne le savait mieux

qu'Adolf Hitler. En raison de sa ferme opposition à tout engagement du parti envers un ensemble spécifique de mesures économiques, toute attribution précise de politiques économiques spécifiques au NSDAP n'avait aucune chance d'être publiée en tant que document national-socialiste officiel. Lorsque Wagener tenta à nouveau, en 1932, d'exposer la position du NSDAP sur les questions économiques, il parvint à imprimer ses idées et à les mettre en page, mais il vit son pamphlet supprimé, avec l'accord de Hitler, par ses ennemis au sein de la hiérarchie du parti.(82) Pour des hommes comme Reusch et les autres membres de la Ruhrlade qui ont lu le projet de pamphlet de Wagener en 1931, ce qui a dû sembler le plus important n'est pas qu'il n'ait pas été publié. Ce qui a dû les intéresser – et les inquiéter – par-dessus tout, c'est certainement l'attitude interventionniste de l'État et anti-grand capital révélée dans le projet écrit par l'homme que Hitler avait nommé à la tête de la section de politique économique de son parti au début de 1931.

Tout au long du printemps et de l'été 1931, les hommes d'affaires ont continué à chercher des signes de ce qu'ils considéraient comme la position du National-Socialisme en matière d'économie. Certains ont repris courage au début du printemps lorsque Hitler a réprimé une rébellion d'éléments dissidents des Stormtroopers à Berlin.(83) Le chef de cette rébellion, Walter Stennes, avait la réputation d'être un radical sur les questions économiques, aussi son expulsion du parti par Hitler semblait-elle un signe d'espoir du point de vue des affaires, tout comme la suppression des éléments indisciplinés et enclins à la violence.(84) Au moins une personnalité importante du grand capital, Hermann Bücher de la société d'équipement électrique AEG, avait cependant canalisé des fonds vers Stennes, peut-être parce que l'ennemi juré de ce dernier, le Gauleiter de Berlin Joseph Goebbels, semblait être un radical national-socialiste plus dangereux.(85) Pour certains observateurs, la réaffirmation par Hitler, au moment de la rébellion de Stennes, de sa promesse maintes fois répétée de ne rechercher le pouvoir que par des moyens légaux semblait renforcer l'idée qu'il représentait une force de modération au sein du NSDAP.(86) Il restait cependant l'ambiguïté ou le silence troublant du NSDAP sur la plupart des questions d'une importance pressante pour les grandes entreprises, telles que l'arbitrage obligatoire de l'État, les contrats de travail à l'échelle de l'industrie, l'assurance chômage, les tarifs douaniers prohibitifs sur les importations agricoles et la question fondamentale de la relation entre le secteur privé et l'État – en bref, pratiquement toute la gamme des questions relatives à la *Wirtschaftspolitik* et à la *Sozialpolitik*. Dans la mesure où il existait un consensus sur le National-Socialisme dans les milieux d'affaires au milieu de l'année 1931, le mouvement semblait déchiré entre une direction potentiellement raisonnable, mais hésitante, dirigée par Hitler et des éléments socialistes, voire communistes.(87) Le problème, comme l'a fait remarquer à la mi-juin un rédacteur du bulletin d'information économique bihebdomadaire, *Deutsche*

Führerbriefe, est que Hitler n'a pas étendu son « principe de légalité » de la sphère politique à la sphère économique.(88) Les capitalistes allemands furent donc forcés de poursuivre ce que Jakob Wilhelm Reichert, directeur de l'association nationale des industriels du fer et de l'acier, considéra en 1933 avec stupéfaction comme un *« long jeu de devinettes »*.(89)

4. Sympathisants capitalistes et Nationaux-Socialistes subventionnés

Alors que la plupart des grands hommes d'affaires considéraient le National-Socialisme avec perplexité et scepticisme à la suite de son spectaculaire succès électoral de septembre 1930, des contacts commencèrent à se développer entre le NSDAP et le camp capitaliste. Ces rencontres se sont produites de manière informelle, généralement dans le cadre de relations sociales, les individus entrant en contact les uns avec les autres par le biais de connaissances mutuelles. Avant l'avènement du Troisième Reich, seuls quelques hommes d'affaires importants se sont carrément convertis à la cause du National-Socialisme. Cependant, dès l'hiver 1930-1931, les Nationaux-Socialistes ont commencé à bénéficier de l'influence et, dans certains cas, des ressources financières de sympathisants bien connectés et d'autres bienfaiteurs issus des milieux d'affaires. Pour diverses raisons, ces membres du camp capitaliste ont choisi de considérer le National-Socialisme sous un jour optimiste.

La première initiative connue du monde des affaires visant à établir un tel contact avec les Nationaux-Socialistes après leur triomphe électoral vient d'Emil Georg von Stauss, un directeur de la Deutsch Bank und Disconto-Gesellschaft, l'une des plus grandes banques allemandes. Considéré par certains comme un parvenu impitoyable dont le brevet de noblesse du Wurtemberg, prétendument douteux, avait suscité le ridicule dans certains cercles prussiens, Stauss s'était établi à Berlin à la fin de l'Empire en exploitant les opportunités sociales que lui offrait son mariage avec la fille de l'amiral Georg von Müller, longtemps chef du cabinet naval du dernier Kaiser.(1) Sous la République, Stauss avait rejoint le DVP de Stresemann et y avait contribué généreusement sur le plan financier.(2) En 1930, il était entré au Reichstag au sein de la délégation réduite du DVP. Il commença rapidement à s'attirer les faveurs de la délégation nationale-socialiste, beaucoup plus nombreuse. À l'approche de l'ouverture de la nouvelle session, il aurait organisé une rencontre avec le Président Hindenburg pour Hitler et Göring, à leur demande mais de manière à laisser l'impression que l'initiative venait du Président.(3) La veille de l'ouverture du nouveau Reichstag, Stauss a déjeuné avec les membres de la nouvelle délégation nationale-socialiste et a aidé à organiser le soutien national-socialiste à la tentative infructueuse du nouveau chef du DVP, Ernst Scholz, de déloger le président social-démocrate en place depuis

longtemps au Reichstag.[4] Quelques jours plus tard, la proposition de la délégation nationale-socialiste concernant des projets de loi appelant à la nationalisation de toutes les grandes banques et à la confiscation des biens des « princes de la banque et de la bourse » a apparemment déconcerté Stauss, au moins temporairement, et a fait de lui la cible des moqueries de la presse libérale.[5] Mais cela et d'autres manifestations du radicalisme économique national-socialiste ne l'ont pas découragé dans ses efforts pour maintenir le contact avec les Nationaux-Socialistes. Fin octobre, il assura à une connaissance que, malgré des difficultés évidentes, il serait possible de travailler avec le NSDAP au Reichstag.[6]

Le National-Socialiste avec lequel Stauss a découvert qu'il avait le plus en commun était Hermann Göring, vice-président de la délégation National-Socialiste du Reichstag, largement élargie. Fils d'un gouverneur de la colonie allemande d'Afrique du Sud-Ouest, Göring est devenu un pilote d'élite pendant la guerre et fut le dernier commandant de la célèbre escadrille de chasse Richthofen. Pour ses exploits dans les batailles aériennes, il a reçu la plus haute décoration allemande pour sa bravoure, la médaille *Pour le Mérite*. Formé pour une carrière d'officier, il avait développé des prétentions aristocratiques qui ont été renforcées par son mariage après la guerre avec une femme issue d'une famille appartenant à la noblesse suédoise. Étant donné qu'il pouvait facilement entrer dans les cercles mondains et aisés, Göring pouvait, contrairement à la plupart des Nationaux-Socialistes importants, traiter avec un homme comme Stauss sur un pied d'égalité sociale. Son cynisme à l'égard du caractère « social » du National-Socialisme a vraisemblablement ajouté à leur compatibilité. Göring était donc en excellente position pour servir d'intermédiaire entre le banquier et Hitler. Au cours du printemps ou de l'été 1931, il s'est arrangé pour que les deux hommes s'entretiennent longuement au cours d'une croisière le long des fleuves à l'extérieur de Berlin sur le bateau à moteur de Stauss. Un autre invité à cette occasion, Otto Wagener, se souviendra plus tard que la présentation par Hitler de ses opinions politiques au cours du voyage avait tellement impressionné Stauss qu'il avait proposé de rompre avec le parti qu'il représentait au Reichstag et de rejoindre immédiatement le NSDAP. Mais, selon ce même récit, Göring a dissuadé Stauss de faire un tel pas en arguant que le banquier serait plus précieux pour les Nationaux-Socialistes s'il restait au DVP et y utilisait son influence dans l'intérêt du NSDAP.[7] Bien que cette histoire ne soit pas corroborée, Stauss est resté député DVP et a continué à contribuer financièrement jusqu'à la prise de pouvoir par les Nationaux-Socialistes en 1933, même si Wagener l'a ensuite compté parmi les conseillers de sa section de politique économique du NSDAP.[8] Les relations amicales de Stauss avec les Nationaux-Socialistes furent rapidement connues au point que des clients juifs de la banque dont il était le directeur auraient protesté ou se seraient même retirés de la clientèle. [9] Sa

réputation a également souffert de son rôle dans la crise bancaire de l'été 1931.[10] En 1932, à l'âge relativement jeune de cinquante-cinq ans, il démissionne de son poste de directeur et se retire dans le rôle moins actif et moins visible de membre du conseil de surveillance de la banque.[11] Bien que Stauss ne soit jamais devenu membre du parti national-socialiste, il a plus tard obtenu un siège au Reichstag du Troisième Reich, trié sur le volet, devenant un invité de la délégation national-socialiste et vice-président de la chambre.

Peu de temps après avoir établi le contact avec les Nationaux-Socialistes, Stauss les mit en contact avec un homme qui allait devenir l'un de leurs sympathisants les plus utiles : Hjalmar Schacht. [voir note 15 page 118 – NdT] Franc-maçon et l'un des fondateurs du parti démocrate allemand, farouchement républicain, Schacht devait sembler un candidat improbable pour ce rôle. D'autant plus que les Nationaux-socialistes ne cessaient de le dénoncer en raison de son rôle de président de la Reichsbank de 1923 à sa démission en mars 1930.[12] Les agitateurs nationaux-socialistes l'avaient également cloué au pilori à de nombreuses reprises en tant que personnage clé de la conspiration maçonnique internationale censée s'emparer de l'Allemagne.[13] En 1929, Gottfried Feder avait traité Schacht de manière si injurieuse lors d'un discours que celui-ci avait intenté une action en diffamation, qui ne fut abandonnée que lorsque Feder se réfugia derrière son immunité parlementaire.[14] Mais après sa démission de la Reichsbank en signe de protestation contre certaines modalités d'application du plan Young, Schacht passa rapidement à droite. Depuis l'exil qu'il s'était imposé dans sa propriété de campagne, Schacht fit des incursions répétées dans l'arène politique, prononçant des discours dans lesquels il dénonçait les initiatives du cabinet Brüning pour remplir les conditions du Plan Young, qu'il avait lui-même contribué à négocier. Après les gains électoraux des Nationaux-Socialistes en septembre 1930, Schacht commença à considérer le NSDAP sous un jour plus positif. En décembre, il exprima publiquement son admiration pour la vitalité de ce parti et proclama l'impossibilité de gouverner très longtemps en s'opposant à la volonté des quelque six millions et demi d'Allemands qui avaient voté pour les Nationaux-Socialistes.[15] Lorsque sa vieille connaissance bancaire Stauss l'invita à dîner avec Hermann Göring à la mi-décembre, il accepta volontiers. Schacht semble s'être bien entendu avec Göring, qui lui organisa un dîner chez lui le 5 janvier 1931, afin qu'il puisse rencontrer un National-Socialiste encore plus en vue, Adolf Hitler.[16]

Cette rencontre, elle aussi, fut un succès. Schacht, ainsi qu'il le confirmera à plusieurs reprises par la suite, était reparti avec une impression favorable quant à l'énergie de Hitler, convaincu d'avoir trouvé un homme avec lequel il pourrait coopérer.[17] De son côté, Hitler semble avoir considéré Schacht comme un expert prestigieux qui pourrait s'avérer précieux lorsqu'il aurait besoin de tels hommes pour diriger le gouvernement. Aucun des deux camps ne rendit

publique cette rencontre et les propagandistes nationaux-socialistes continuèrent à attaquer Schacht jusqu'en 1931.[18] Pourtant, au milieu de l'année, des rumeurs commencèrent à circuler selon lesquelles il aurait rejoint le NSDAP. Comme Schacht n'est jamais devenu membre du parti, il a pu démentir ces rumeurs.[19] Son attitude favorable à l'égard de Hitler était cependant connue dans les milieux d'affaires bien avant qu'il ne commence à promouvoir activement la cause du chef national-socialiste en 1932. Cela représentait certainement un atout pour Hitler, car bien que Schacht n'ait à l'époque aucun rôle actif en tant qu'homme d'affaires, la plupart des dirigeants des grandes entreprises allemandes le tenaient en haute estime.

Le 5 janvier 1931, Fritz Thyssen, autre figure importante du camp capitaliste, dîna chez Göring en compagnie de Schacht et de Hitler. En 1926, à la mort de son père octogénaire, la plupart des avoirs de la famille Thyssen furent absorbés par la United Steel Works. En tant que président du conseil de surveillance de cette entreprise, Thyssen occupait un poste largement honorifique qui lui permettait de jouer un rôle de premier plan dans le cartel international de l'acier et de se lancer dans la politique. Son parcours politique le conduisit vers la droite au sein du DNVP. Alors que la plupart des grands hommes d'affaires de ce parti étaient mécontents de la ligne dure et du négativisme obstiné de Hugenberg, Thyssen est resté fidèle à son président. En 1929, il a activement soutenu le parrainage par Hugenberg du référendum contre le plan Young, dont la plupart des grandes entreprises se tenaient à l'écart.[20] Lors d'une réunion publique du comité national pour le référendum, Thyssen a une nouvelle fois rencontré Hitler, qu'il avait brièvement croisé à Munich à l'automne 1923.[21] Aucun contact durable n'en a résulté, mais les gains des Nationaux-Socialistes aux élections de septembre 1930 ont éveillé chez Thyssen l'espoir d'une résurgence de la droite. Adepte des idées corporatistes, il trouvait particulièrement attrayant l'engagement du programme du NSDAP en faveur de la création de chambres corporatistes dans le cadre d'une restructuration de l'État.[22] En novembre 1930, lorsque Brüning assista à une réunion du Reichsverband industriel, Thyssen exprima l'espoir que le Chancelier parviendrait à rallier les Nationaux-Socialistes à son gouvernement.[23] De même, il exhorta Hugenberg et d'autres dirigeants du DNVP à rechercher des liens avec le NSDAP.[24] Les relations de Thyssen avec les Nationaux-Socialistes se sont resserrées peu après lorsqu'une connaissance, Wilhelm Tengelmann, un jeune cadre du secteur du charbon qui avait rejoint le NSDAP à l'instigation de Kirdorf en octobre 1930, l'a présenté à Göring.[25] Thyssen s'est immédiatement pris d'affection pour l'ancien as de l'aviation, qu'il trouvait à la fois impressionnant et raisonnable. Göring, à son tour, veilla à ce que Thyssen s'assoie bientôt à sa table pour écouter Hitler.[26] Thyssen, comme Schacht, semble avoir répondu favorablement à cette démarche personnelle. Bien qu'il soit resté membre du DNVP pendant une année supplémentaire et qu'il n'ait

officiellement rejoint le NSDAP qu'après la « prise de pouvoir » en 1933, Thyssen n'avait pas caché sa sympathie pour Hitler et son mouvement avant même de s'engager ouvertement dans la cause nationale-socialiste en 1932.(27)

D'autres personnes issues du camp capitaliste qui sont devenues des sympathisants du National-Socialisme après les gains électoraux stupéfiants du NSDAP en 1930 n'ont pas bénéficié de la même notoriété que Stauss, Schacht et Thyssen, mais se sont avérées dans certains cas encore plus précieuses pour la cause national-socialiste. Le journaliste August Heinrichsbauer en est un bon exemple. En raison de ses relations dans les cercles industriels de la Ruhr, sa rencontre avec Gregor Straßer, par l'intermédiaire d'une connaissance commune, à l'automne 1930, fut un évènement d'une certaine importance.(28) Heinrichsbauer, un fervent adversaire du socialisme et un partisan de la ligne dure dans les relations patronales-syndicales, découvrit qu'il avait beaucoup en commun avec Straßer, malgré les liens de ce dernier avec l'aile gauche nationale-socialiste et sa rhétorique anticapitaliste parfois virulente. Des relations amicales se sont développées entre les deux hommes, et Heinrichsbauer a commencé à faire des rapports favorables sur Straßer à ses mécènes industriels. Soulignant l'adhésion de Straßer à la propriété privée et à l'initiative entrepreneuriale tout en minimisant son hostilité envers les grandes entreprises, Heinrichsbauer comparaît Straßer à Goebbels et le décrivait comme un homme aux opinions modérées sur les questions économiques.(29)

Par l'intermédiaire de Heinrichsbauer, Straßer rencontra encore un autre journaliste, Walther Funk, qui devint un National-Socialiste actif après une brève période en tant que sympathisant.(30) En tant que rédacteur économique d'un journal financier berlinois conservateur, le *Berliner Börsen-Zeitung*, Funk avait attiré une attention considérable dans les cercles de droite en raison de son hostilité envers le SPD et les syndicats, de ses attaques contre la démocratie parlementaire et de son opposition militante au plan Young.(31) Lorsque Straßer trouva Funk bien disposé envers le National-Socialisme, il présenta le journaliste à Hitler.(32) Le chef national-socialiste apaisa rapidement les principales craintes de Funk à l'égard du NSDAP en l'informant que les écrits programmatiques de Feder et d'autres théoriciens économiques nationaux-socialistes ne devaient pas être considérés comme contraignants pour le parti à l'avenir.(33) Selon le témoignage de Funk après la guerre, après que ses contacts avec les Nationaux-Socialistes aient été connus, des hommes d'affaires de sa connaissance, en particulier parmi les industriels du charbon et de l'acier de la Ruhr, l'approchèrent et le pressèrent de rejoindre le NSDAP.(34) Ils étaient inquiets de l'attitude de ce parti à l'égard des affaires économiques, expliqua-t-il, et souhaitaient voir à la tête du parti quelqu'un dont le jugement sur ces questions leur inspirait confiance. Quelles que soient les circonstances, Funk démissionna de son poste de rédacteur à la fin de 1930 et alla travailler pour la nouvelle section de politique économique du

NSDAP. En juin 1931, il est officiellement devenu membre du parti.[35] Une ou deux fois par an, déclara Funk à Nuremberg, il rencontrait les industriels qui l'avaient poussé à rejoindre le NSDAP et partageait avec eux ses impressions sur l'orientation économique du parti.[36]

Parmi les journalistes, on trouve encore un autre sympathisant au National-Socialisme. Theodor Reismann-Grone, rédacteur en chef du quotidien conservateur d'Essen, *Rheinisch-Westfälische Zeitung*.[37] En 1930, Reismann-Grone, l'un des fondateurs, dans les années 1890, de la Ligue paneuropéenne nationaliste de droite et longtemps partisan des tendances antirépublicaines, avait donné une couverture favorable dans son journal à la campagne électorale des Nationaux-Socialistes.[38] Plus tard, en 1933, il deviendra le premier maire national-socialiste d'Essen.[39] Lorsque les Nationaux-Socialistes ont décidé qu'ils avaient besoin d'un journal à Essen, ils ont demandé son avis à Otto Wagener, l'ancien directeur d'une petite entreprise manufacturière qui était devenu chef de cabinet de la SA à l'automne 1929 et se préparait un an plus tard à mettre en place la section de politique économique du parti. Bien que Wagener nourrissait ce qu'il considérait comme des aspirations socialistes, ses origines de classe moyenne supérieure en tant qu'ancien officier de l'armée et homme d'affaires lui permettaient d'établir facilement des relations avec des hommes comme Reismann-Grone. Selon le récit ultérieur de Wagener, Reismann-Grone lui a offert son aide bien qu'il ait reconnu la concurrence potentielle pour sa propre entreprise que représenterait un journal national-socialiste. Par son intermédiaire, une imprimerie fut trouvée et des dispositions furent prises pour publier ce qui devint le *National-Zeitung* d'Essen.[40] De plus, le gendre de Reismann-Grone, Otto Dietrich, qui deviendra plus tard le porte-parole de Hitler, abandonna son poste de correspondant à Munich d'un grand journal de Leipzig pour devenir l'un des rédacteurs du nouveau journal.[41] Lorsque Wagener rencontra des problèmes financiers pour lancer le *National-Zeitung*, il s'est tourné vers Hans von Löwenstein, directeur exécutif du Bergbauverein, l'association des exploitants de charbon de la Ruhr.[42] Wagener n'explique pas dans ses mémoires comment il a pu entrer en contact avec Löwenstein, mais il semble probable que Reismann-Grone ait à nouveau joué un rôle. Reismann-Grone avait déjà été secrétaire général du Bergbauverein et entretenait toujours de bonnes relations avec cette organisation, qui avait sauvé son journal de ses difficultés financières en 1929 en achetant une part importante de ses actions.[43] Selon Wagener, Löwenstein ne l'a pas aidé mais l'a renvoyé à Ludwig Grauert, directeur général de l'association patronale de l'industrie sidérurgique de la Ruhr, généralement connue sous le nom de Arbeitnordwest, située à Düsseldorf. Comme Wagener et Grauert s'en souvinrent indépendamment l'un de l'autre après la guerre, Grauert avait organisé un prêt de l'association au *National-Zeitung*, qui, selon Wagener, s'élevait à 50 000 marks et selon Grauert à 100 000. Grauert a témoigné qu'il avait obtenu l'approbation du

prêt du président de l'association, Ernst Poensgen de United Steel, en faisant valoir qu'il s'agissait d'une occasion d'atténuer l'agitation anticapitaliste du NSDAP en endettant l'un des journaux du parti auprès d'une importante organisation commerciale.(44) Grâce à ce prêt, dont Grauert se rappellera plus tard que les Nationaux-Socialistes ne l'ont jamais remboursé, le *National-Zeitung* a commencé à paraître à la mi-décembre 1930, acquérant rapidement la réputation d'un organe national-socialiste relativement distingué.(45)

Ludwig Grauert est lui-même rapidement devenu un sympathisant au National-Socialisme. La disparition de l'éphémère Parti populaire conservateur, pour lequel il s'était présenté sans succès comme candidat au Reichstag en 1930, l'avait laissé politiquement à la rue. De plus, comme Fritz Thyssen, il trouvait la corporation attrayante et plaçait ses espoirs dans cette direction dans le National-Socialisme.(46) Ainsi, après l'élection, Grauert accepta une invitation de sa connaissance Heinrichsbauer à rencontrer Gregor Straßer.(47) Un autre signe d'intérêt de sa part est apparu en janvier 1931, lorsque le National Club de Düsseldorf, dont Grauert dirigeait le conseil d'administration, a invité Wilhelm Frick à donner ce qui s'est avéré être un discours décevant devant cette organisation.(48) Grauert connaissait un autre National-Socialiste important, Hermann Göring, depuis la guerre, époque à laquelle ils avaient servi dans le même escadron de l'armée de l'air. Il n'est cependant devenu National-Socialiste qu'en 1933, lorsqu'il a été nommé secrétaire d'État au ministère prussien de l'Intérieur par Göring.(49)

Grauert fut loin d'être le seul sympathisant à canaliser des fonds vers les Nationaux-Socialistes au lendemain de l'élection de 1930. Une partie de l'argent passait par Stauss. Bien que le banquier ait continué à soutenir financièrement le DVP, Otto Wagener rapporte dans ses mémoires que Stauss lui a dit en 1931 qu'il avait mis une somme d'argent considérable à la disposition de Göring et qu'il était prêt à en fournir davantage si le besoin s'en faisait sentir.(50) De plus, lors du lancement du *National-Zeitung* de Essen, sa cote de crédit a été renforcée, selon Wagener, lorsque la banque de Stauss a fait miroiter la possibilité que le jeune journal puisse compter sur un prêt s'il avait besoin de fonds supplémentaires.(51) Wagener rappelle également que lorsque le *National-Zeitung* a été confronté à la ruine financière en raison de l'interdiction qui lui a été imposée pendant plusieurs semaines par les autorités prussiennes, Stauss a répondu à son appel à l'aide en fournissant les fonds nécessaires pour assurer la survie du journal.(52)

Fritz Thyssen est également devenu une source de subventions.(53) Dans un témoignage d'après-guerre corroboré par certains de ses anciens employés de bureau, Thyssen explique avoir concentré sa générosité sur Hermann Göring, qu'il considérait comme un rempart contre le radicalisme économique de l'aile gauche national-socialiste. Dans l'espoir de renforcer la position de Göring au

sein du parti, Thyssen lui a remis des sommes d'argent estimées ultérieurement à environ 150 000 marks par le tribunal de dénazification qui a jugé l'industriel en 1946. Selon un récit confirmé par plusieurs sources indépendantes, Rudolf Heß a contacté Thyssen sur les conseils de Kirdorf, probablement au début de 1931, pour lui demander de l'aider à collecter des fonds afin de couvrir les coûts de la reconstruction et de la décoration élaborées du nouveau siège du parti à Munich, la Maison brune. Thyssen a répondu en contresignant un prêt d'une banque néerlandaise au NSDAP d'un montant qu'il a par la suite diversement estimé à des sommes allant de 200 000 à 400 000 marks. Thyssen affirme avoir conclu cet accord en partant du principe que les Nationaux-Socialistes considéraient le prêt comme une obligation commerciale normale, mais selon son témoignage d'après-guerre, corroboré par celui du trésorier du parti, Schwarz, le parti n'a remboursé qu'environ la moitié de la dette, de sorte que Thyssen a dû rembourser le reste.

Bien que Göring se soit vanté d'être le seul à avoir obtenu l'argent de l'industrie de la Ruhr, des fonds provenant de sources situées dans cette région sont également parvenus à d'autres Nationaux-Socialistes.(54) Une partie de ces fonds est passée par les mains du journaliste Heinrichsbauer. Dans les comptes-rendus d'après-guerre, il raconte systématiquement avoir transmis de l'argent à Gregor Straßer et Walther Funk pour un groupe d'industriels de la Ruhr, à partir du printemps ou de l'été 1931.(55) Heinrichsbauer aurait également transmis de l'argent à un proche associé de Straßer, l'ancien lieutenant de l'armée Paul Schulz, alors récemment libéré sur parole de la peine de prison résultant de sa participation à un meurtre politique de droite.(56) Straßer, rappelle Heinrichsbauer, recevait environ 10 000 marks par mois, Funk entre 2 000 et 3 000. Dans la plupart de ses déclarations, Heinrichsbauer indique que l'industrie du charbon de la Ruhr est la source de ces fonds. Lorsqu'on le presse, des années plus tard, d'identifier les personnes impliquées, il nomme deux cadres de l'industrie charbonnière de United Steel Works, Ernst Brandi (qui est également président de l'association des exploitants de charbon, le Bergbauverein) et Herbert Kauert, ainsi qu'Ernst Tengelmann, président du conseil d'administration d'une importante entreprise indépendante d'extraction de charbon, Essener Steinkohlenbergwerke AG, jusqu'à son absorption par Gelsenkirchener Bergwerks AG, une filiale de United Steel, en 1930. Mais les soutiens de Heinrichsbauer ne semblent pas s'être limités à l'industrie du charbon. Il nomme également deux éminents cadres de la Ruhr dont les activités principales sont la production de fer et d'acier, Fritz Springorum, de la firme Hoesch, et Albert Vögler, directeur général de United Steel.(57) L'implication des hommes de fer et d'acier semble être confirmée par des documents provenant de la Ruhrlade qui enregistrent des paiements de 2 500 marks à Funk pendant l'été 1931 et de 15 800 marks à Straßer entre la mi-octobre 1931 et la mi-janvier 1932.(58) Les affiliations commerciales disparates des hommes nommés par Heinrichsbauer

suggèrent que les fonds qu'il a transmis à Funk, Straßer et Schulz provenaient d'une collection informelle d'individus plutôt que d'une source organisationnelle. Au moins dans le cas de Straßer et Schulz, cet argent semble également ne pas avoir été versé sous forme de sommes forfaitaires régulières, mais plutôt sous forme de subventions affectées à des fins particulières telles que des frais de voyage.(59)

Connaissant bien les milieux d'affaires grâce à sa carrière journalistique, Funk était en mesure de lever des fonds par ses propres moyens. Un épisode relaté dans les mémoires d'Otto Wagener atteste des excellentes relations de Funk avec des hommes d'affaires de premier plan.(60) Wagener raconte qu'en février 1931, Hitler s'est inquiété du fait que la clique réactionnaire autour du Président Hindenburg pourrait tenter un coup d'État en utilisant l'armée, déclenchant ainsi une guerre civile avec les Sociaux-Démocrates et les Communistes. Hitler a craint qu'une telle tournure des évènements ne déchire le NSDAP en opposant ses ailes gauche et droite. Pour dissuader les « réactionnaires », Hitler proposa d'obtenir un accès aux armes pour les SA nationaux-socialistes, la seule force en Allemagne suffisamment importante pour défier l'armée. Wagener rapporte que lorsqu'il a suggéré qu'ils recherchaient un soutien financier pour cette entreprise auprès des milieux d'affaires en exploitant les contacts de Funk, Hitler a immédiatement consenti. Wagener raconte qu'il a ensuite joint Funk à Berlin par téléphone depuis Munich et, comme convenu avec Hitler, l'a seulement informé que le chef du parti voulait obtenir des promesses d'aide financière dans le but d'armer les SA en cas de guerre civile lancée par la gauche. Funk accepta d'aider en organisant des rencontres entre Hitler et des hommes d'affaires de sa connaissance à Berlin. Il insista cependant sur le fait que si Hitler devait avoir un quelconque espoir de succès, il devait séjourner au grand et chic hôtel Kaiserhof, situé en face de la Chancellerie du Reich à Berlin, au lieu du modeste hôtel près du terminus du chemin de fer du sud de l'Allemagne qu'il fréquentait auparavant. Hitler accepta et, selon Wagener, à son arrivée à Berlin le 3 février 1931, il découvrit que Funk avait réservé pour lui et son entourage une suite luxueuse de chambres au Kaiserhof, qui lui servirait de quartier général pendant son séjour à Berlin jusqu'à sa nomination comme Chancelier.

L'après-midi de leur arrivée au Kaiserhof, poursuit le récit de Wagener, Funk a amené deux cadres importants de l'une des plus grandes compagnies d'assurance allemandes, l'Allianz und Stuttgarter Verein Versicherungs-AG, pour rencontrer Hitler. Il s'agissait de Kurt Schmitt, directeur de la société et futur Ministre de l'économie du Troisième Reich, et d'August von Finck, associé de la banque munichoise Merck, Finck & Co. et président du conseil de surveillance de la société d'assurance. Une fois que Hitler leur eut fait un exposé dans lequel il évoquait le spectre de masses de chômeurs se soulevant dans une révolte gauchiste, Funk se retira avec les invités dans la pièce voisine. Lorsque Funk est

revenu seul cinq minutes plus tard, rapporte Wagener, il a annoncé que les deux interlocuteurs s'étaient engagés à verser cinq millions de marks à la SA en cas de guerre civile. Wagener note que l'étonnement de Hitler devant l'ampleur de cette somme le laisse brièvement sans voix – une condition vraiment extraordinaire pour le chef national-socialiste. Mais Funk ne faisait que commencer. Les jours suivants, Funk fit défiler une succession d'hommes d'affaires berlinois de premier plan dans la suite d'hôtel où Hitler leur fit le même accueil. Parmi ceux qui sont venus, Wagener n'en cite que trois, tous cadres de l'industrie de la potasse basée à Berlin, August Diehn, Günther Quandt et August Rosterg. À la fin du cortège, le montant total des promesses de dons s'élevait, selon Wagener, à vingt-cinq millions de marks.(61) L'exactitude de ce chiffre, rappelé quinze ans plus tard par Wagener, n'a pas d'importance matérielle puisque la guerre civile à laquelle était subordonné le versement des fonds n'a jamais eu lieu, de sorte que les hommes d'affaires impliqués n'ont pas été appelés à honorer leurs promesses. Néanmoins, cet épisode à l'hôtel Kaiserhof en février 1931 illustre l'étendue des contacts de Funk dans le monde des affaires et l'efficacité de Hitler à traiter personnellement avec les hommes d'affaires. Il révèle également que, dès le début de l'année 1931, certaines personnalités du monde des affaires allemand étaient prêtes à considérer les troupes d'assaut nationales-socialistes comme un bouclier potentiel en cas de soulèvement de la gauche.

Après que Funk soit devenu un National-Socialiste à part entière et non plus un simple sympathisant, il a commencé à traiter en espèces plutôt qu'avec le genre d'engagements conditionnels qu'il obtenait des hommes qu'il exposait au charme de Hitler à l'hôtel Kaiserhof. Afin de soutenir son bureau de Berlin, il vend des abonnements au bulletin économique national-socialiste bimensuel dont il prend la direction au milieu de l'année 1931. À Nuremberg, après la guerre, il estimait qu'une soixantaine d'industriels avaient bien payé pour cette publication, qu'il complétait par un bulletin non idéologique de son cru sur les développements politiques et économiques.(62) Comme déjà mentionné, il a commencé à recevoir des subventions à peu près à cette époque de la part des cercles industriels de la Ruhr. Par la suite, il a également demandé des subventions à d'autres hommes d'affaires, laissant croire à ses interlocuteurs qu'il utiliserait l'argent qu'il obtiendrait pour faire valoir son point de vue sur les questions économiques au sein du NSDAP par le biais de ses activités d'édition et de rédaction. Le montant qu'il a obtenu de cette manière reste incertain, mais son succès dans au moins plusieurs cas est documenté de manière convaincante.(63) Funk a également révélé à Nuremberg qu'en 1932, il avait sollicité à plusieurs reprises des contributions auprès de sources commerciales à la demande de Rudolf Heß, le chef adjoint du parti. Les estimations de Funk concernant les sommes qu'il a collectées à ces occasions varient énormément. À une occasion, il a soutenu qu'il n'avait obtenu que des résultats minimes ; à une

autre, il a déclaré que ses efforts avaient rapporté environ 500 000 marks.[64] Sa performance à l'hôtel Kaiserhof, telle qu'enregistrée par Wagener, rend certainement ce dernier chiffre plus plausible. Cependant, il serait erroné de supposer que Funk a principalement, ou même largement, fonctionné comme un collecteur de fonds national-socialiste. Dans la plupart de ses contacts avec les hommes d'affaires, il se présentait comme un expert cherchant à orienter la politique économique du parti sur des bases saines, et non comme un fonctionnaire du parti dont le rôle consistait à soutirer de l'argent au monde des affaires pour servir la cause nationale-socialiste. Il était essentiel de maintenir cette distinction, car le fait d'assumer le second rôle aurait nui à son succès dans le premier, dont la crédibilité exigeait que Funk conserve un certain degré de détachement par rapport à la direction politique du NSDAP. Pour réussir, il devait donc apparaître à la plupart des milieux d'affaires comme une sorte d'agent capitaliste au sein du NSDAP plutôt que comme un simple fonctionnaire du parti national-socialiste. Cela peut expliquer pourquoi il n'a occupé aucune position officielle au sein du parti jusqu'à la fin de 1932, lorsque Hitler lui a accordé – comme nous le verrons – un statut à tout le moins très ambigu. À en juger par les documents fragmentaires qui subsistent, Funk semble avoir limité ses demandes de dons plus importants à des sympathisants nationaux-socialistes ou à des responsables commerciaux qu'il savait favorables au parti. Lorsqu'il s'adressait à d'autres hommes d'affaires, sa pratique consistait, en revanche, à ne demander que des subventions limitées qu'il justifiait par ses efforts d'éclaircissement économique au sein du NSDAP, et non par son soutien à la course au pouvoir de ce parti.

Il y a de bonnes raisons de croire que Funk a utilisé à des fins personnelles une partie importante des subventions qu'il a obtenues des grandes entreprises. Bien qu'il ait échangé un poste de rédacteur bien rémunéré dans un grand journal contre un poste beaucoup moins prestigieux et rémunérateur au sein du NSDAP, il est parvenu à éviter toute baisse de son train de vie. En fait, la situation financière de Funk s'est peut-être même améliorée après qu'il a commencé à travailler pour les Nationaux-Socialistes. Son supérieur nominal au sein du parti, Otto Wagener, relate dans ses mémoires une visite mouvementée de la vie nocturne de Munich avec un Funk de plus en plus ivre en 1931. Selon Wagener, Funk a persuadé l'orchestre du restaurant à la mode dans lequel ils dînaient de l'accompagner dans une chanson qu'il souhaitait chanter en présentant au chef d'orchestre un billet de 100 marks. La réaction de la clientèle à cette performance a conduit la direction à lui demander de quitter les lieux. Dans une boîte de nuit où Funk insista alors pour se rendre, Wagener rapporte que son compagnon a commandé du champagne et, après l'avoir goûté, a disparu dans les toilettes pour dames. Il en est ressorti aussitôt avec la femme en uniforme qui le suivait et l'a entraînée dans un tour de la piste de danse avant de lui glisser ostensiblement un

billet de 100 marks dans la main. Funk fut alors expulsé de force de la boîte de nuit, criant à ses habitués indignés en partant, *« C'est ça le National-Socialisme ! »*. Wagener se souvient avoir retrouvé la trace de Funk dans une autre boîte de nuit avec l'aide du portier, qui avait hélé un taxi pour *« le sympathique personnage »* et avait reçu un billet de 50 marks pour cet effort.(65) La question de savoir si une telle utilisation de l'argent des industriels confié à Funk a servi la cause nationale-socialiste semble discutable.

Incontestablement, Göring a fait un usage personnel de l'argent mis à sa disposition par ses mécènes du monde des affaires. En effet, comme Fritz Thyssen l'expliquera plus tard, il a donné des subventions à Göring expressément pour permettre à cet ennemi intrépide du radicalisme national-socialiste de vivre dans un style qui refléterait l'importance que Thyssen pensait que l'ancien as de l'aviation méritait dans les rangs de la direction du NSDAP.(66) D'après toutes les indications, Göring ne déçut pas Thyssen à cet égard. Au cours de l'année 1931, il a repris les appartements adjacents de l'immeuble où il vivait à Berlin, a abattu les murs et a fait construire une suite de pièces spacieuses, qu'il a meublées et aménagées avec opulence. Là, vêtus de vêtements coûteux et disposant d'une cuisine raffinée et d'une cave à vin bien remplie, Göring et son épouse aristocratique organisaient des réceptions extravagantes, ouvrant ainsi la voie à la société berlinoise que Thyssen semblait avoir en tête. Cela a certainement magnifié sa stature déjà imposante dans certains cercles influents. On ne sait pas si les autres hommes d'affaires qui ont fait des dons à Göring s'attendaient à ce qu'il utilise leur argent de cette manière. Mais selon toute apparence, il n'avait aucun scrupule à utiliser à des fins personnelles l'argent qui lui était confié en raison de ses activités politiques. Göring semble également avoir utilisé une partie de l'argent que Thyssen et d'autres lui ont donné pour renforcer sa stature et son influence au sein du NSDAP de manière très directe. Selon Otto Wagener, Göring lui a dit à l'époque qu'il partageait avec Hitler une partie des subventions qu'il recevait de Thyssen et d'autres.(67)

Les finances de Hitler sont longtemps restées une source de spéculation. À l'époque, il gérait ses affaires financières de manière très secrète, et seules des preuves fragmentaires à leur sujet ont été conservées. Il est clair qu'il séparait nettement ses affaires financières de celles du NSDAP. Il ne percevait aucun salaire en tant que chef du parti et n'acceptait aucun argent de la trésorerie centrale du parti. Le trésorier du parti ne savait rien de ses finances, et Hitler ne savait rien ou presque des détails des finances du NSDAP.(68) Cet arrangement, dont Hitler se vantait publiquement, lui permettait de renforcer la réputation d'ascétisme désintéressé qu'il cultivait si assidûment. Mais cet arrangement avait également un côté pratique puisqu'il était de toute évidence un fraudeur fiscal sans scrupules qui cherchait par tous les moyens possibles à minimiser le montant des revenus qu'il déclarait dans ses déclarations annuelles.(69) Comme

Schwarz, le trésorier du parti, l'a expliqué à Otto Wagener à l'époque, Hitler craignait que les fonctionnaires républicains chargés des impôts ne fouillent dans les livres de comptes du parti et ne voulait donc pas que son nom y apparaisse.(70) Hitler laissait la gestion de son propre argent à son secrétaire particulier, Rudolf Heß.(71) Lorsque Heß a approché Fritz Thyssen pour qu'il contresigne la note d'un prêt destiné à couvrir la rénovation de la Maison brune et qu'il a demandé à Walther Funk de rechercher des contributions commerciales en 1932, il a agi au nom de Hitler.(72) Il n'existe aucune preuve crédible attestant que Hitler a sollicité des fonds directement auprès de sources commerciales dans les années 1930. Cela aurait nui à son image de plus en plus démesurée en le ramenant à l'un des niveaux les plus banals des affaires humaines, devant des personnes influentes du genre de celles qu'il préférait maintenant impressionner plutôt que cajoler. Contrairement au politicien débutant du début des années 1920, qui n'avait pas scrupule à demander de l'argent à des personnes riches, le futur Führer des années 1930 laissait ces questions aux autres.

Si Heß a effectivement approché Thyssen et Funk au nom de Hitler, cela suggérerait que ses dépenses dépassaient parfois l'argent dont il disposait, mais il semble en règle générale ne pas avoir dépendu des subventions des grandes entreprises. Avant même que le NSDAP n'attire largement l'attention sur lui par son triomphe électoral de 1930, Hitler avait prospéré personnellement. En 1929, il emménagea dans un grand appartement dans un quartier chic de Munich et devint propriétaire d'une coûteuse Mercedes-Benz.(73) Il a également commencé à accumuler un entourage de secrétaires, d'adjoints, de chauffeurs et de gardes du corps, dont il prenait soin lors de ses nombreux déplacements en Allemagne. L'écart entre son style de vie et les revenus qu'il déclarait, qui provenaient uniquement des droits d'auteur de *Mein Kampf* et d'autres publications, a éveillé les soupçons des fonctionnaires du fisc, mais ils n'ont jamais soumis ses déclarations de revenus à un contrôle approfondi, préférant plutôt lui soutirer le plus de revenus possible en rejetant un grand nombre des déductions qu'il réclamait.(74) Un contrôle aurait presque certainement révélé la preuve d'un grand nombre de revenus non déclarés. Dès les premiers jours de sa carrière politique, Hitler avait pris l'habitude d'accepter de l'argent de riches mécènes tels que les Bechstein et les Bruckmann. Devenu une sorte de célébrité, représentant un point de vue extrême qui suscitait une allégeance passionnée chez certaines catégories de personnes, il n'avait plus besoin de solliciter personnellement de l'aide, comme il l'avait fait dans les premières années du National-Socialisme. Il lui suffisait de faire savoir à ses partisans où ils devaient envoyer leurs dons. La présence sur l'en-tête de son papier à lettres du numéro de son compte chèque postal personnel à Munich suggère la manière dont il s'y est pris.(75) Après les gains surprenants des Nationaux-Socialistes dans les sondages en septembre 1930, les revenus de Hitler grimpent en flèche, puisque *Mein Kampf* devient un

best-seller. Alors qu'en 1929, il a déclaré avoir reçu des royalties de 15 448 marks, pour 1930, il a déclaré 45 472 marks provenant de la même source.(76) Pour mesurer la valeur de cette somme, Funk a déclaré à Nuremberg qu'il avait reçu un salaire annuel de 36 000 marks en tant que rédacteur d'un grand quotidien financier à Berlin.(77)

Hitler disposait encore d'autres sources de revenus que les dons de ses partisans dévoués et les droits d'auteur de *Mein Kampf*. Alors qu'il refusait d'accepter un salaire ou tout autre paiement du NSDAP en tant que tel, il n'avait aucun scrupule à accepter de l'argent des unités constitutives du National-Socialisme. Ainsi, il se laissait payer pour les fréquents articles qu'il contribuait à l'organe du parti, le *Völkischer Beobachter*.(78) Les ventes du *Völkischer Beobachter*, comme celles de *Mein Kampf*, ont grimpé en flèche en 1930, de sorte que les honoraires de Hitler ont vraisemblablement augmenté à cette époque également.(79) Baldur von Schirach a rappelé dans ses mémoires que Hitler avait reçu 800 marks pour un seul article au début des années 1930.(80) Hitler était fier de souligner publiquement que, contrairement à d'autres Nationaux-Socialistes, il n'acceptait aucun honoraire pour les innombrables discours qu'il prononçait au nom du parti pendant sa course au pouvoir. Mais, selon Schirach, ces interventions lui ont néanmoins servi de source de revenus. Bien que Hitler ait refusé tout honoraire, Schirach a rappelé dans ses mémoires que le chef du parti recevait de l'argent pour les dépenses liées à chacun de ses discours pour le parti. Schirach se souvient également que le montant versé par l'organisation du parti qui invitait Hitler à s'exprimer ne représentait pas le remboursement des dépenses réelles engagées par le chef du parti et son entourage souvent important. Au lieu de cela, les paiements variaient en fonction du bénéfice produit par les frais d'entrée et les sollicitations pendant les rassemblements au cours desquels Hitler déployait ses talents d'orateur. Selon Schirach, son adjudant de voyage et « Reisemarschall », Julius Schaub, négociait ces arrangements avec les chefs nationaux-socialistes locaux, tandis que Hitler restait à l'écart de ces aspects mondains lors de ses apparitions au nom du parti.(81) Comme ces paiements se présentaient sous la forme de remboursements de frais, ils représentaient une forme secrète de subventionnement interne du parti qui fournissait à Hitler une source supplémentaire de revenus exonérés d'impôts. Au vu du grand nombre de discours qu'il a prononcés entre 1930 et 1933, il a très probablement empoché des sommes importantes de cette manière.

Alors que le National-Socialisme s'imposait de plus en plus à l'attention du monde, Hitler découvrit qu'il pouvait exploiter sa nouvelle notoriété internationale afin d'augmenter davantage ses revenus. Il découvrit que les correspondants étrangers à Berlin, soumis à une forte pression de la part de leurs rédacteurs en chef pour obtenir des comptes rendus de première main sur le nouveau démagogue féroce de l'Allemagne, étaient prêts à payer pour le privilège

de l'interviewer et à payer encore plus pour des articles écrits par lui exclusivement pour leurs publications. En 1942, Hitler affirmait que ces interviews et articles lui avaient rapporté 2 000 à 3 000 dollars chacun, ce qui, au taux de change en vigueur au début des années 1930, représentait entre 8 400 et 12 600 marks. Selon lui, c'est son chef de la presse étrangère, Ernst Hanfstaengl, qui s'est chargé du marchandage à ces occasions. Il a raconté qu'une fois Hanfstaengl était venu le voir avec une offre d'un journal britannique de 1 000 livres, soit environ 21 000 marks, pour un article, mais qu'il avait refusé parce que Hitler n'était pas intéressé par le type d'article demandé.(82) Il est fort possible que Hitler ait exagéré les sommes d'argent en jeu lorsqu'il régalait ses convives de 1942 avec ces récits de la *Kampfzeit*, mais son histoire de paiements de la part de la presse étrangère est corroborée par les mémoires d'Otto Dietrich (plus tard chef de presse du Reich), Schirach, Hanfstaengl, et d'un ancien correspondant britannique à Berlin, Sefton Delmer.(83) Hanfstaengl a affirmé que Hitler partageait avec lui 30 % de l'argent reçu pour les articles et les interviews qu'il organisait.(84) En cherchant à couvrir Hitler, certains journaux étrangers ont involontairement fait partie de l'histoire de son ascension en augmentant secrètement ses ressources matérielles.

Au début des années 30, Hitler n'avait pas besoin d'énormes sommes d'argent. Le parti se suffisait à lui-même, grâce au flux ascendant ordonné de ses revenus réguliers, que venaient grossir les listes de membres. Le personnel de la Reichsleitung à la Maison brune recevait des salaires du parti, de sorte qu'il n'avait pas besoin de l'aide de Hitler. Il en était de même, selon toute vraisemblance, pour les membres de son entourage personnel, comme son secrétaire, Rudolf Heß, le « Reisemarschall » Schaub, et la « Chauffeureska », ainsi que Hanfstaengl appelait les chauffeurs et les gardes du corps de Hitler. Hitler ne devait donc couvrir de sa poche que ses besoins personnels plutôt austères, plus le loyer et l'entretien de son appartement de Munich, l'entretien de la maison de vacances qu'il avait achetée près de Berchtesgaden en 1928, le carburant et les réparations de son automobile, ainsi que les frais de voyage que lui et son entourage devaient engager, qui étaient au moins en partie compensés par les « frais » qu'il recevait dans le cadre de ses discours pour le parti. Lors de ses souvenirs de table en 1942, il a déclaré à son auditoire captif que pendant le *Kampfzeit*, un séjour d'une semaine pour lui et son entourage à l'hôtel Kaiserhof, repas compris, avait coûté environ 10 000 marks par semaine.(85) Ici, il a exagéré grossièrement, très probablement parce qu'il connaissait peu de détails financiers de ce genre, laissant Heß s'en occuper. Quelle que soit l'explication de cette divergence, les factures reçues pour ses séjours au Kaiserhof racontent une histoire bien différente. Au plus profond de la dépression, les prix, même dans cet hôtel de luxe, avaient fortement baissé. Comme le montre une facture détaillée d'un des séjours de Hitler au début de 1932, une chambre pouvait être obtenue pour seulement 6

marks par nuit.[86] Une autre facture révèle que fin 1931, Hitler et un entourage occupant sept chambres n'ont payé que 650,86 marks pour un séjour de trois jours, repas et services compris.[87] Le luxe était bon marché dans l'Allemagne de 1931 et 1932.

Étant donné que Hitler menait une vie d'abondance et de facilité, se déplaçant dans de luxueuses voitures avec chauffeur et séjournant dans les meilleurs hôtels, il n'est pas surprenant que la presse de gauche et libérale ait abondé d'allégations selon lesquelles seul l'argent capitaliste pouvait rendre possible un tel style de vie. La presse nationale-socialiste démentait avec indignation ces rapports, tout comme les autres dirigeants du parti. Hitler lui-même répondait rarement à ces railleries de la presse hostile. Lorsqu'il l'a fait, c'est avec son effronterie habituelle. En août 1931, en réponse à une information parue dans le libéral *Berliner Tageblatt*, selon laquelle il allait bientôt rompre avec le chef des SA Ernst Röhm en raison de la pression exercée par ses mécènes capitalistes, il a nié, dans le *Völkischer Beobachter*, toute intention de renvoyer Röhm et a demandé d'urgence des informations sur l'endroit où il pourrait trouver des mécènes capitalistes. *« Je cherche constamment des mécènes capitalistes, »* conclut-il, *« mais j'ai jusqu'à présent malheureusement découvert qu'ils se trouvent exclusivement dans le camp des partis alignés sur le Berliner Tageblatt. »*[88] Plus tard, vers la fin de l'année 1932, lorsque les fortunes du National-Socialisme ont connu un déclin précipité, Hitler a apparemment cherché l'aide financière des grandes entreprises en chargeant Heß de demander à Funk de solliciter des contributions. Mais jusqu'à ce moment-là, le chef national-socialiste n'a pas eu besoin de recourir à l'expédient qu'il avait rejeté avec une ironie si lourde dans cette déclaration moqueuse de l'été 1931.

Une tendance se dégage des cas des grands patrons qui ont accordé des subventions aux Nationaux-Socialistes à la suite des gains électoraux du parti en 1930. À quelques exceptions près, leur soutien ne reflète pas une conversion au National-Socialisme. La plupart n'ont pas rompu leurs liens politiques antérieurs, mais ont continué à contribuer à d'autres partis ou à y être actifs. Ils ont subventionné les Nationaux-Socialistes, du moins en partie dans l'espoir de s'assurer des amis au pouvoir si la croissance phénoménale du NSDAP devait le porter au gouvernement. À cet égard, leur soutien revenait simplement à ajouter une couverture supplémentaire aux polices d'assurance politique que beaucoup avaient souscrites depuis l'établissement de la République. Dans le cas du NSDAP, cependant, les grands hommes d'affaires ne donnaient pas au parti en tant que tel, mais plutôt à des Nationaux-Socialistes particuliers, qu'ils considéraient comme « raisonnables » ou « modérés » sur les questions économiques. Dans ses mémoires, Otto Wagener se rappelle avoir entendu cela au début des années 1930 de la bouche du Gauleiter national-socialiste de la Ruhr, Joseph Terboven. Les hommes d'affaires étaient uniquement préoccupés, expliqua Terboven, par le fait que le NSDAP n'empiétait pas sur leurs intérêts

économiques. Ils ne donnaient donc pas d'argent au parti mais subventionnaient des Nationaux-Socialistes individuels, comme Göring, a déclaré Terboven à Wagener.(89) En augmentant les ressources matérielles d'hommes tels que Göring, Funk et Straßer, leurs mécènes capitalistes espéraient influencer les politiques économiques du parti en renforçant la position au sein du parti des Nationaux-Socialistes qu'ils considéraient comme opposés à ses éléments radicaux sur le plan social et économique. Les efforts visant à solliciter des fonds auprès des mêmes sources pour des objectifs plus généraux du parti en 1930 et 1931 n'ont, pour autant que l'on sache, rencontré aucun succès. Selon Heinrichsbauer, le groupe d'industriels de la Ruhr qui subventionnait Straßer et Funk par son intermédiaire a répondu négativement, au cours de l'été 1931, à une demande qu'il leur avait transmise de la part de Hitler afin d'obtenir des fonds supplémentaires en vue de couvrir les frais d'aménagement de la Maison brune.(90) Ils ont également refusé, comme le rappelle Heinrichsbauer, une demande de fonds pour financer la création d'un centre d'endoctrinement du parti.(91) D'autre part, Heinrichsbauer rapporte qu'ils ont volontiers fourni à Straßer une subvention pour une série de conférences d'une semaine pour les organisateurs ouvriers nationaux-socialistes par August Winnig, un social-démocrate renégat devenu journaliste de droite qui prônait le nationalisme ouvrier et la réconciliation des classes.(92) Un tel projet offrait la perspective d'orienter le National-Socialisme dans une direction favorable au capitalisme, alors que la redécoration du siège du parti ou la création d'un centre d'endoctrinement ne le permettait pas. Il en va de même pour le prêt accordé par Grauert au *National-Zeitung* d'Essen et pour l'aide apportée par Stauss à ce quotidien national-socialiste « respectable ». Les mécènes capitalistes qui acheminaient des fonds aux Nationaux-Socialistes par l'intermédiaire de sympathisants aussi ambitieux que Heinrichsbauer et Grauert cherchaient, en d'autres termes, non seulement à utiliser leur argent pour se protéger contre un avenir incertain, mais aussi à manipuler et à remodeler le NSDAP.

L'attention accordée à certains Nationaux-Socialistes par des sympathisants et d'autres personnes du camp capitaliste à la suite des victoires électorales du NSDAP en 1930 contribua probablement à rendre le parti plus respectable dans ces milieux et prépara certainement le terrain pour des contacts ultérieurs. Mais l'argent qui passa de mains en mains n'augmenta que très marginalement la fortune matérielle du National-Socialisme, d'autant plus que la plupart de cet argent n'alla pas au parti mais à des Nationaux-Socialistes individuels, dont certains utilisèrent au moins une partie à des fins personnelles plutôt que strictement politiques. Les sommes en jeu perdent de leur importance lorsqu'on les compare aux énormes revenus réguliers du parti, qui augmentaient rapidement, provenant des cotisations et des prélèvements spéciaux payés par les membres, de ses rassemblements et de ses autres nombreuses méthodes de collecte de fonds. L'essentiel des efforts phénoménalement réussis du parti pour

recruter de nouveaux membres et diffuser son message auprès des électeurs potentiels continuait d'être alimenté financièrement par l'argent qui affluait dans l'organisation nationale-socialiste depuis la base de ce mouvement de masse. Le NSDAP n'a pas abordé les sympathisants bienfaiteurs du camp capitaliste le chapeau à la main ; ces derniers ont ciblé des Nationaux-Socialistes particuliers et leur ont versé de l'argent après que le NSDAP soit devenu – sans l'aide des grandes entreprises – une force puissante dans la politique allemande.

IV

Les capitalistes, les Nationaux-Socialistes et la politique de l'aggravation de la dépression

1. Brüning : la désillusion – Le « Front de Harzburg » – Les capitalistes ont peur du dirigeant

En 1931, l'Allemagne s'enfonçait de plus en plus dans un gouffre économique. De tous les pays européens, c'est elle qui a le plus souffert de la dépression mondiale. La détérioration de la situation dépassait les pires prévisions, même celles des hommes d'affaires les plus pessimistes. La production industrielle globale a chuté à un niveau équivalent à environ un tiers de celui de 1928. Le chômage avait déjà franchi la barre des quatre millions au début de l'année et a dépassé largement les cinq millions avant la fin de celle-ci. Plus d'un quart de la population active s'est retrouvée sans emploi. Les recettes fiscales ont chuté brutalement, parallèlement à l'activité économique ; le déficit du gouvernement national s'est rapidement creusé. La fuite des capitaux étrangers s'est accélérée, atteignant parfois des proportions hémorragiques. Les exportations ont chuté de façon spectaculaire, une vague de protectionnisme excluant les produits allemands de leurs marchés habituels à l'étranger. En septembre, la dévaluation de la livre anglaise a porté un nouveau coup aux exportations allemandes en faisant baisser les prix des marchandises concurrentes en provenance de ce pays. Les commandes se tarissaient et les stocks s'accumulaient, tandis qu'une grande partie de l'industrie dérivait mollement sur une mer d'encre rouge. Dans les rues, des cohortes croissantes d'ouvriers licenciés et maussades traînaient dans les rues, où des gangs politiques quasi-militaires s'affrontaient entre eux et avec la police, renforçant ainsi le sentiment croissant de désordre et de dissolution.

Ces développements ont donné lieu à un large consensus parmi les grands hommes d'affaires sur les causes de la situation critique de l'Allemagne.(1) La dépression découlait, croyaient-ils fermement, d'une pénurie de capitaux d'investissement et non, comme l'affirmaient les syndicalistes et les Sociaux-Démocrates, d'un pouvoir d'achat insuffisant des consommateurs. Lorsque l'industrie, privée d'un apport adéquat de nouveaux capitaux, a commencé à se

contracter plutôt qu'à se développer, le nombre de chômeurs a augmenté, la demande des consommateurs a chuté et la spirale descendante a commencé. La source de cette pénurie de capitaux ne se trouvait pas, selon les dirigeants des grandes entreprises, dans la sphère de l'économie mais plutôt dans celle de la politique. Les réparations, d'une part, et un excès de *Sozialpolitik*, d'autre part, avaient, selon eux, privé l'économie d'un approvisionnement suffisant en capitaux. Les réparations avaient transféré le capital allemand à l'étranger et empêché la formation de capital d'investissement intérieur supplémentaire en contribuant aux taux d'intérêt élevés nécessaires pour attirer de l'étranger les prêts avec lesquels le Reich s'acquittait si largement de ses obligations envers les puissances victorieuses. Une *Sozialpolitik* excessive avait détourné de grandes quantités de capitaux à des fins improductives et découragé l'investissement en imposant aux entreprises des charges qui augmentaient les coûts de production au point que la marge bénéficiaire devenait trop étroite pour stimuler de nouvelles entreprises. Le remède à ces problèmes semblait évident pour les milieux d'affaires : un retour à une saine *Wirtschaftspolitik*. Selon ses porte-parole, il ne pourrait y avoir de véritable reprise que si l'on permettait au système capitaliste de fonctionner à nouveau pleinement. Au cours de l'été 1931, un groupe d'industriels de premier plan a résumé leur position dans une lettre adressée à Brüning : *« Nous devons enlever les chaînes des entreprises et les libérer pour qu'elles mènent leurs affaires selon les lois éternellement valables de l'économie, afin qu'elles puissent libérer leur puissance. »*[2]

Un large consensus a également prévalu au sein des milieux économiques quant aux mesures concrètes nécessaires au redressement.[3] Dans de nombreuses communications, ses porte-parole ont donné des instructions à Brüning et à ses ministres à ce sujet. Avant tout, le cabinet devait faire tout ce qui était en son pouvoir pour faciliter et encourager les nouveaux investissements. Il devait rapidement mettre fin, ou du moins suspendre, le paiement des réparations. L'accélération du retrait des prêts étrangers rendait cette mesure encore plus urgente, car l'Allemagne n'étant plus en mesure d'honorer ses obligations en matière de réparations, comme elle l'avait fait pendant les années 1920, avec des capitaux empruntés, ses propres réserves de capitaux, qui s'amenuisaient, étaient gravement menacées. Le cabinet devait, en outre, prendre des mesures pour abaisser le coût de production de manière à rendre l'investissement attrayant en élargissant la marge bénéficiaire des entreprises. À cette fin, il devait tenir ses promesses de nouvelles réductions d'impôts. Il devait également tenir ses promesses de réformer les finances publiques et de réduire la taille et le coût de la bureaucratie. Il devait également réduire les prélèvements imposés aux entreprises pour les programmes de l'État-providence. Pour que cela soit possible, il devait diminuer les dépenses de ces programmes, en particulier l'assurance chômage nationale, en réduisant la taille et le nombre des prestations. Le cabinet devait

permettre aux salaires de baisser librement en fonction de l'économie gravement déprimée, afin de réduire le coût de production et de restaurer la marge bénéficiaire. Pour ce faire, le cabinet devait assouplir les restrictions imposées sous la République, qui rendaient impossible la révision des termes des contrats salariaux à long terme existants avant leur expiration, malgré une détérioration drastique des conditions commerciales. Le cabinet devait en outre mettre un terme à l'ingérence gouvernementale dans les relations patronales-syndicales en limitant l'arbitrage obligatoire de l'État aux litiges menaçant directement l'intérêt national. En 1931, le cabinet Brüning fit un usage intensif du système d'arbitrage pour imposer une série de réductions salariales après l'autre. Mais les industries à forte intensité de main-d'œuvre se plaignaient que ces réductions étaient inférieures à ce que des négociations sans entrave auraient donné en période de chômage massif. Dans l'ensemble, la prescription des milieux d'affaires pour contrer la dépression exigeait un retour en arrière radical sur une décennie de *Sozialpolitik* républicaine. Ses porte-parole étaient convaincus que la dépression avait donné raison à leurs terribles prédictions de la fin des années 1920, et ils espéraient voir le pays sortir de la crise avec une économie définitivement libérée de bon nombre des restrictions gouvernementales imposées à la suite de l'« effondrement » de 1918. C'est donc avec optimisme qu'ils ont d'abord considéré le cabinet Brüning. Son indépendance à l'égard des partis politiques, fièrement proclamée, et son recours aux pouvoirs d'urgence présidentiels laissaient entrevoir la perspective d'un gouvernement rationnel, libéré des pressions parlementaires qui, selon une grande partie des milieux d'affaires, avaient accordé une influence indue à ce qu'ils considéraient comme les porte-parole politiques opportunistes et à courte vue des syndicats. Un tel cabinet, espérait le grand patronat, restaurerait la primauté légitime des « lois éternellement valables de l'économie ».

Au cours du premier semestre 1931, la désillusion à l'égard du cabinet Brüning se répandit néanmoins dans les milieux d'affaires. Le Chancelier chercha, avec un certain succès, à contrer ce phénomène en cultivant les dirigeants des grandes entreprises.(4) Il se rendit personnellement accessible à leurs porte-parole avec une fréquence sans précédent et apparut à plusieurs reprises devant leurs organisations pour expliquer sa politique. À ces occasions, il laissa l'impression qu'il partageait fondamentalement leurs opinions sur ce qu'il fallait faire. Brüning ne s'est pas non plus caché à cet égard. Malgré sa carrière dans le mouvement syndical chrétien, il est resté fondamentalement un libéral du laissez-faire en matière économique. Il pensait que le gouvernement pouvait contribuer au mieux à la reprise par le biais d'une politique déflationniste qui réduisait les impôts et les dépenses publiques au niveau le plus bas possible afin de permettre au cycle économique de passer le plus rapidement possible à la phase de reprise de l'expansion qui avait invariablement suivi toutes les dépressions précédentes.

Comme les dirigeants des grandes entreprises, Brüning déplorait la croissance de l'interventionnisme gouvernemental qui a produit une forme d'économie qu'il qualifiait, lui aussi, de ni capitaliste ni socialiste. Comme eux, il voulait que l'Allemagne sorte de la crise avec une économie dépouillée et austère qui lui donnerait l'avantage sur le marché mondial.(5) Et il voulait en finir une fois pour toutes avec les réparations. Avec de tels points de vue, Brüning a généralement pu amadouer les dirigeants des grandes entreprises lors des nombreuses occasions où il s'est retrouvé face à face avec eux, mais son incapacité à agir de manière décisive conformément à ses assurances a suscité une désaffection croissante. Tout en reconnaissant l'urgence de mettre fin aux réparations, il a résisté à toutes les pressions en faveur d'une suspension unilatérale des paiements par l'Allemagne. Bien qu'il ait réduit le salaire des fonctionnaires, il n'a fait aucun pas vers le remaniement complet de la bureaucratie ou la réforme des finances de l'État qu'il avait encouragé les hommes d'affaires à prévoir. Il n'a pas non plus pris de mesures pour réduire de manière significative les programmes qui constituaient la *Sozialpolitik* de la République. Au lieu de cela, son cabinet a augmenté les prélèvements pour l'assurance chômage et imposé de nouveaux « impôts de crise » afin de couvrir les déficits occasionnés par les engagements de l'État-providence. Le cabinet a conservé le système d'arbitrage étatique de la République et a même augmenté son autorité pour imposer des accords salariaux. De même, Brüning a ignoré tous les appels visant à permettre une révision à la baisse des contrats salariaux industriels existants avant leur expiration. En revanche, son cabinet est intervenu par le biais de l'utilisation des pouvoirs d'urgence présidentiels pour forcer des réductions des prix fixés par les cartels. De la même manière, le cabinet a obtenu l'autorisation, mi-1931, d'abaisser la semaine de travail de quarante-huit à quarante heures, une mesure préconisée par les syndicats comme moyen de réduire le chômage en répartissant les emplois disponibles entre un plus grand nombre d'ouvriers. Bien que le Chancelier se soit abstenu d'utiliser cette autorisation, son obtention a provoqué un malaise dans certains milieux industriels. Malgré le discours de Brüning sur l'opportunité de libérer les entreprises de l'interférence du gouvernement, il semblait à certains que ses politiques tendaient en fait vers la pire forme de *Zwangwirtschaft* – l'économie par la coercition – et reflétaient une déférence alarmante envers les syndicats.

Les politiques de Brüning qui ont créé un malaise croissant dans certains milieux d'affaires ne résultaient pas, pour la plupart, d'un libre choix de sa part.(6) Sa conception de la relance économique ne s'écartait de celle des milieux d'affaires que sur un point essentiel. Alors que les grandes entreprises croyaient que les salaires devaient baisser plus tôt et plus rapidement que les prix afin d'élargir la marge bénéficiaire et de stimuler les nouveaux investissements, le Chancelier cherchait à faire baisser les prix en même temps que les salaires afin de stimuler les exportations et d'attirer sur le marché le pouvoir d'achat national

accumulé. La plupart des autres divergences de sa politique par rapport à celle préconisée par les milieux d'affaires se sont avérées nécessaires en raison de la stratégie qu'il a adoptée dans le but de mettre fin une fois pour toutes aux paiements de réparations. Convaincu que toute renonciation unilatérale de l'Allemagne à ces obligations provoquerait un retrait des capitaux étrangers si massif qu'il paralyserait l'économie, Brüning a cherché à mettre fin aux réparations de manière plus lente et plus ardue. Il entreprit de démontrer aux puissances victorieuses l'incapacité de l'Allemagne à effectuer des paiements supplémentaires malgré une politique d'austérité fiscale drastique qui avait réduit les dépenses intérieures dans une mesure sans précédent et rétréci l'économie allemande à un point tel que sa capacité à fournir un marché pour les exportations de ces puissances s'en trouvait diminuée. Pour mener à bien cette stratégie, Brüning devait conserver la confiance et la bonne volonté des démocraties occidentales, y compris les États-Unis, afin d'obtenir leur consentement pour mettre fin aux réparations et aux dettes de guerre interalliées qui y étaient inextricablement liées, ainsi que pour empêcher un retrait massif et calamiteux des prêts de ces pays qui soutenaient l'économie allemande précaire. Cette dépendance à l'égard des opinions officielles et publiques de ces pays imposait d'éviter tout développement qui remettrait en cause la stabilité politique du Reich. En raison de l'opposition obstinée du DNVP de Hugenberg, Brüning ne pouvait donc compter que sur la tolérance du SPD pour éviter un conflit avec une majorité parlementaire hostile qui aurait pu facilement dégénérer en une crise gouvernementale, voire constitutionnelle. En échange de cette tolérance, le Chancelier a dû faire d'importantes concessions aux Sociaux-Démocrates et à leurs alliés syndicaux dans le domaine de la *Sozialpolitik*. Des pressions soutenues pour de telles concessions ont également été exercées par l'aile syndicale chrétienne du propre parti de Brüning, dont il ne pouvait se permettre de perdre la loyauté.

Le Chancelier cherchait à apaiser les milieux d'affaires de plus en plus mécontents en leur faisant miroiter des politiques plus acceptables. Sans divulguer les détails de sa stratégie, il a laissé entendre à plusieurs reprises aux porte-parole des grandes entreprises, au cours du premier semestre de 1931, qu'il avait l'intention de reconstruire son cabinet selon des lignes qui leur conviendraient davantage. Des rumeurs récurrentes, émanant du Chancelier lui-même ou de ses proches collaborateurs dans la capitale, laissaient entrevoir la possibilité d'un remaniement du cabinet pour y inclure un ou plusieurs hommes d'affaires de premier plan.(7) Mais, dans le même temps, Brüning résistait invariablement à toutes les tentatives d'aligner sa politique sans compromis sur les souhaits des milieux d'affaires, invoquant toujours des exigences immédiates, comme le problème des réparations, qu'il devait d'abord régler avant d'aller dans cette direction.(8) Sans surprise, cela éveilla le scepticisme et la méfiance de

certains hommes d'affaires, qui commencèrent à redouter que, malgré ses paroles conciliantes, Brüning ne soit rien de plus que l'un de ces habituels politiciens républicains, prêts à poursuivre la pratique ruineuse consistant à mélanger, par opportunisme politique, ce qu'ils considéraient comme deux systèmes irréconciliables, le capitalisme et le socialisme.

La propagation de la désillusion à propos du cabinet Brüning dans les milieux industriels se fit de manière inégale, donnant lieu à des dissensions dans ces milieux au cours du premier semestre de 1931. Les industriels de la Ruhr, dont la plupart des entreprises subissaient des revers alarmants en raison de leur dépendance à l'égard de la demande de biens de production qui diminuait rapidement, perdirent patience avec le cabinet le plus rapidement. Par l'intermédiaire du Langnamverein régional, dont ils dominaient la direction, ils lancèrent des appels de plus en plus stridents en faveur d'un changement décisif de la politique gouvernementale dans la direction préconisée depuis longtemps par les grandes entreprises.(9) À leur grande déception, l'organisation nationale de l'industrie, le Reichsverband, continuait de suivre une ligne conciliante envers le cabinet. Dans ses conseils, les porte-parole des industries manufacturières moins directement touchées par la crise restaient disposés à faire confiance à Brüning. C'est notamment le cas du président du Reichsverband, Carl Dusiberg, l'un des dirigeants de l'entreprise chimique IG Farben, qui jouissait d'un statut de pionnier dans de nombreux domaines de cette jeune industrie, lui assurant ainsi une part importante d'un des rares marchés mondiaux encore robustes et lui permit d'enregistrer des bénéfices tout au long de la dépression. Duisberg considérait Brüning comme le Chancelier le plus compétent depuis Bismark et voyait en lui un rempart contre les demandes insistantes des intérêts agraires pour des tarifs sur les produits alimentaires si prohibitifs qu'ils garantissaient des représailles ruineuses à l'étranger contre les exportations industrielles allemandes.(10) Le personnel professionnel du Reichsverband, dirigé par Ludwig Kastl, un ancien fonctionnaire qui avait fini par jouir de la confiance de Brüning, partageait la confiance de Dusiberg quant aux capacités du Chancelier et à ses bonnes intentions envers le monde des affaires. Cette perspective plaçait les dirigeants en porte-à-faux avec les industriels de la Ruhr, de plus en plus impatients et sceptiques, et mettait à rude épreuve la capacité du Reichsverband à préserver l'unité organisationnelle nationale de l'industrie obtenue en 1919. Les porte-parole de l'industrie de la Ruhr dénoncèrent la direction du Reichsverband en privé comme étant trop douce envers la gauche et les syndicats, trop gouvernementale dans sa volonté de coopérer avec n'importe quel cabinet, et trop préoccupée par les intérêts des industries exportatrices par opposition à celles qui produisaient principalement pour le marché intérieur. Certains des industriels les plus militants de la Ruhr, comme Ernst Brandi du Bergbauverein, la principale organisation de l'industrie du charbon, et Fritz Thyssen des United

Steel Works, menaçaient de se retirer de l'organisation nationale. D'autres, comme Paul Reusch, s'opposaient à une telle rupture et recommandaient plutôt aux industries de la Ruhr de rechercher une plus grande influence au sein du Reichsverband.(11) Leurs conseils ont prévalu. Au cours du printemps, le cercle restreint des cadres industriels qui dominaient le Reichsverband élabora une solution de compromis. Saisissant l'opportunité d'un changement sans l'apparence d'une perturbation fournie par l'intention annoncée depuis longtemps par Duisberg de renoncer à la présidence lors de son soixante-dixième anniversaire en septembre, les oligarques du Reichsverband désignèrent comme son successeur Gustave Krupp von Bohlen und Halbach.(12) Figure majeure de la Ruhr qui ne s'était pas rangée du côté des critiques militants de Brüning ou de la direction précédente du Reichsverband, Krupp pouvait apaiser tous les intérêts industriels. En guise de concession aux modérés, Kastl et le reste du personnel permanent de l'organisation ne furent pas affectés par le changement de président.

À la fin du printemps et au cours de l'été 1931, la crise bancaire qui secoua le système financier allemand obligea les détracteurs industriels de Brüning à mettre en suspens leur campagne de protestation contre son incapacité à répondre aux exigences des grandes entreprises.(13) Dans le sillage du projet malheureux d'union douanière austro-allemande, des retraits massifs de capitaux français de la Credit Anstalt de Vienne ont entraîné l'effondrement de cette institution financière. Ses liens avec les grandes banques berlinoises ont déclenché à leur tour une ruée sur leurs avoirs menaçant leur solvabilité et faisant planer la perspective d'un effondrement de l'ensemble du système financier du Reich. Un nouveau retrait massif de capitaux étrangers s'ensuivit, et la bourse connut une chute alarmante. Cette crise eut pour effet politique immédiat de faire apparaître Brüning comme indispensable du point de vue des milieux d'affaires. Le cabinet s'efforçant de restaurer la confiance du pays dans le système bancaire, fortement ébranlée, les capitalistes allemands n'avaient aucun intérêt à éveiller l'impression que la position du Chancelier pouvait être précaire. En outre, le respect dont jouissait Brüning dans les capitales étrangères faisait qu'il semblait essentiel de le renforcer dans les négociations délicates concernant les ramifications internationales de la crise financière. Lorsque le DVP a menacé en juin de rejoindre l'opposition au cabinet Brüning, des éléments influents du monde des affaires sont donc intervenus pour forcer ce parti à se ranger derrière le Chancelier.(14) Peu de temps après, la stratégie gradualiste de Brüning consistant à mettre fin aux réparations a connu son premier grand succès, lorsque le Président américain Herbert Hoover a initié un moratoire d'un an sur les réparations et les paiements de la dette de guerre interalliée. Les chances du Chancelier furent encore accrues lorsque son cabinet parvint à stopper la ruée sur les banques et à restaurer la stabilité du système financier du pays.

L'indulgence suscitée dans les milieux économiques par ces succès de Brüning ne dura pas longtemps. Une fois la crise financière passée, les industriels de la Ruhr ont recommencé à exprimer leur mécontentement à l'égard du cabinet. L'été n'avait apporté aucun soulagement à leurs entreprises durement éprouvées. Des tas gigantesques de charbon s'étaient accumulés aux têtes de puits du *Revier*, invendus et sans clients en vue. Les arriérés de minerai de fer, que les sidérurgistes de la Ruhr s'étaient engagés à acheter aux prix d'avant la dépression en vertu d'un contrat à long terme avec des sociétés minières suédoises, attendaient d'être fondus dans des hauts fourneaux qui ne fonctionnaient qu'à une fraction de leur capacité. Un stock total estimé à 400 millions de marks pesait sur l'industrie lourde de la Ruhr, l'accablant d'intérêts faramineux.(15) Chaque mois, de plus en plus d'ouvriers devaient être licenciés. Vu de la Ruhr, le succès du cabinet Brüning à maîtriser la ruée vers les banques ne semblait avoir qu'une signification transitoire. Partout, les hommes d'affaires trouvaient alarmant le degré d'intervention gouvernementale auquel le cabinet avait eu recours pendant la crise bancaire en imposant des contrôles stricts sur les devises étrangères, en restreignant le droit de transférer des capitaux à l'étranger et en nationalisant de fait plusieurs grandes banques.(16) Et, indépendamment de ces préoccupations, les industriels de la Ruhr s'irritaient de l'incapacité du cabinet à prendre des mesures décisives dans le sens des nombreux appels lancés par l'industrie au cours de l'année et demie écoulée.

En plus de ces objections à la politique du cabinet, certains des principaux industriels allemands s'irritaient de l'absence de réponse de Brüning et de ses ministres à leurs demandes d'aide de plus en plus désespérées. Ils ne fondaient pas, comme on le suppose souvent, de grands espoirs sur les contrats d'armement. Avec les restrictions de désarmement du Traité de Versailles toujours en vigueur, toute production à grande échelle de matériel de guerre restait une possibilité lointaine qui n'offrait aucune perspective de marchés immédiats comme ceux recherchés par l'industrie. Au cours des années 1920, les projets de réarmement clandestins se sont avérés décevants, peu gratifiants et trop risqués pour les grandes entreprises soucieuses de respecter la légalité et préoccupées par la réaction des clients à l'étranger.(17) Le réarmement manquait d'attrait, en particulier pour les industriels de la Ruhr, car la Reichswehr avait décidé de ne pas confier la production d'armes à grande échelle à des entreprises situées dans des régions exposées aux risques militaires comme le *Revier*, préférant s'appuyer sur de petites entreprises situées dans des régions intérieures plus sûres comme la Saxe et la Thuringe.(18) Les industriels allemands savaient probablement aussi que, pour les experts militaires du pays, la première étape du réarmement consisterait à recruter et à former davantage de soldats plutôt qu'à investir dans du matériel militaire.(19) Étant donné que cela nécessiterait des dépenses publiques supplémentaires peu ou pas du tout bénéfiques pour les industries les

plus touchées, comme le fer et l'acier, le réarmement ne promettait aucun soulagement aux problèmes immédiats de *die Wirtschaft*. Les industriels de la Ruhr avaient des aspirations plus terre à terre. Ils plaidaient, avec un succès très limité, en faveur d'un vaste programme de renouvellement des voies et du matériel roulant du système ferroviaire national qui générerait rapidement des commandes de fer et d'acier.(20) Ils ont cherché en vain à faire intervenir le cabinet auprès du gouvernement suédois pour qu'il abroge son contrat à long terme de livraison de minerai de fer.(21) Ils ont également obtenu des résultats décevants avec leurs demandes de garanties gouvernementales supplémentaires pour les crédits à l'Union soviétique qui rendraient possible une expansion des « commandes russes » de marchandises fabriquées avec de l'acier allemand, que les industriels antibolcheviques recherchaient avec impatience alors que d'autres marchés se contractaient.(22) Brüning, cependant, se montra réticent à impliquer davantage le Reich dans de telles transactions commerciales avec l'Union soviétique, craignant des répercussions sur la politique étrangère allemande de la part des puissances occidentales, dont il avait besoin pour mettre un terme définitif aux réparations.(23) Le président de la Reichsbank, Hans Luther, ne se montra guère plus conciliant envers les appels à l'aide de l'industrie. Encore hanté par ses expériences pendant la grande inflation, il adhéra à une politique monétaire stricte qui maintenait les taux d'intérêt élevés et excluait les crédits pour les nouvelles dépenses gouvernementales du type recherché par l'industrie. En conséquence, Luther perdit la faveur des cadres de la Ruhr qui, à peine un an plus tôt, le considéraient comme leur candidat si Brüning venait à tomber.(24) Luther désormais occulté, le monde des affaires se retrouvait sans candidat à la direction politique, alors que l'Allemagne s'enfonçait un peu plus dans la crise.

Alors que la crise financière de l'été s'apaise, l'insensibilité du cabinet aux appels des grandes entreprises en faveur d'un changement de cap décisif réduit la réputation de Brüning dans ces cercles à un nouveau bas niveau au début de l'automne 1931. Max Schlenker, directeur du Langnamverein et des associations d'industriels du fer et de l'acier dans la Ruhr, revient d'un voyage à Berlin en septembre avec l'impression que l'attitude de la Chancellerie du Reich est devenue pire que jamais du point de vue de l'industrie.(25) Au Reichsverband, Ludwig Kastl s'efforçait de contenir les industriels de la Ruhr comme Paul Reusch, qui signalaient avec une inquiétude croissante l'effondrement imminent de nombreuses grandes entreprises et exigeaient une opposition « la plus vive possible » au cabinet. Reusch avait conclu que, malgré toutes les assurances de Brüning concernant la réorientation prochaine de son cabinet, aucune ne viendrait. Le Chancelier, écrivit Reusch à Kastl, n'a tout simplement pas le courage de faire le pas essentiel et de rompre, une fois pour toutes, avec les Sociaux-Démocrates. Le seul espoir, selon Reusch, était de tracer une ligne de démarcation nette entre la droite et la gauche et d'amener les partis bourgeois à

coopérer aussi étroitement que possible contre le SPD et les syndicats. Mais il ne croyait plus Brüning capable de réaliser un tel réalignement.[26] À la fin du mois de septembre, le Reichsverband adopta une ligne plus dure à l'égard du cabinet. Se joignant à neuf grandes associations d'entreprises, il parraina un manifeste critiquant sévèrement l'inactivité du cabinet et réitérant avec une urgence renouvelée les demandes de longue date du monde des affaires.[27] Au début du mois d'octobre, le *Deutsche Allgemeine Zeitung* de Berlin, qui appartenait à un consortium de grandes entreprises, exprimait l'espoir que Brüning revienne aux principes sains qu'il avait énoncés au début de sa chancellerie. Il pouvait y parvenir, affirmait le journal, en remaniant son cabinet pour y inclure des hommes qui inspiraient le respect général et en gouvernant sans tenir compte des partis, y compris le SPD, dont la politique de tolérance avait piégé le Chancelier et l'avait obligé à limiter son gouvernement à des mesures de compromis.[28] Selon des rumeurs largement répandues, le DVP, sous la pression de son aile économique, était résolu à donner ses voix à l'opposition lorsque le Reichstag se réunirait à la mi-octobre après une pause de six mois qu'il s'était lui-même imposée.[29]

Le remaniement ministériel de Brüning en octobre 1931 ne réussira pas à apaiser ses critiques de plus en plus nombreuses dans le milieu des affaires. Bien que motivé principalement par le désir de se débarrasser de certains ministres qui s'étaient discrédités et de satisfaire le souhait du Président Hindenburg d'avoir davantage de ministres hors parti, Brüning tenta également d'inclure certains industriels de premier plan dans son cabinet remanié.[30] Il aborda cette possibilité lors de consultations avec Paul Silverberg, dirigeant de l'industrie du charbon, à qui il offrit le ministère des Transports, avec Hermann Schmitz, directeur financier de IG Farben, et avec Albert Vögler, directeur général de United Steel. Ceux-ci cherchaient à leur tour à obtenir de lui l'engagement d'un changement fondamental dans les politiques gouvernementales touchant à l'économie. Brüning s'étant montré évasif sur ce point, les industriels refusèrent de participer au cabinet.[31] Par contre, le Chancelier réussit à obtenir que le professeur Hermann Warmbold, qui siégeait au conseil d'administration (*Vorstand*) d'IG Farben, devienne son nouveau Ministre de l'économie. Mais Warmbold, agronome et expert en engrais chimiques qui avait été brièvement Ministre de l'agriculture prussien au début des années 1920, n'appartenait pas aux cercles restreints de Farben ou du monde des affaires. Sa nomination représentait moins une réconciliation entre le cabinet et les grandes entreprises qu'un effort pour trouver un ministre qui pourrait servir de médiateur entre l'industrie et l'agriculture, deux groupes qui entraient de surcroît en conflit sur la politique commerciale.[32] Toutefois, l'inclusion de Warmbold dans le cabinet n'a guère impressionné les détracteurs de Brüning. Encouragé par les porte-parole de l'industrie dans ses rangs, le DVP est passé à l'opposition lorsque le Chancelier a

présenté son nouveau cabinet au Reichstag reconvoqué à la mi-octobre. Cela réduisit dangereusement le soutien parlementaire du cabinet, le rendant plus dépendant que jamais de la tolérance du SPD. Brüning conserva néanmoins le soutien de la personnalité politique décisive, le Président Hingenburg. Bien que Hindenburg ait espéré, selon Brüning, voir une représentation de *die Wirtschaft* dans un cabinet remanié, le Président résista à une tentative en coulisse de l'ancien Chancelier Wilhelm Cuno visant à l'amener à imposer à Brüning une ligne politique ouvertement favorable aux grandes entreprises.(33) En acceptant la nouvelle version du cabinet, le Président mit à nouveau ses pouvoirs d'urgence à la disposition de Brüning. Armé de cette autorité, le Chancelier obtient l'ajournement du Reichstag jusqu'à la fin février, quatre jours seulement après l'ouverture de la session d'octobre.

Le 11 octobre, juste avant le début de la session du Reichstag, une réunion très médiatisée des organisations de droite eut lieu dans la ville de Bad Harzburg. Dans un marathon oratoire, Hugenberg, Hitler et d'autres porte-parole autoproclamés de l'« opposition nationale » rivalisent d'ardeur pour accuser le cabinet Brüning et le gouvernement de coalition de Weimar en Prusse de tous les malheurs de l'Allemagne. Prétendant parler au nom de la majorité des Allemands, les orateurs de Bad Harzburg demandent au Président de les installer au pouvoir et de fixer de nouvelles élections afin que la volonté politique de la population puisse s'exprimer. Ils s'engagent à renoncer, dès leur arrivée au pouvoir, aux obligations de l'Allemagne en matière de réparations et aux dispositions du Traité de Versailles relatives au désarmement. Tout cela n'étonne personne, car cela fait écho à la ligne adoptée lorsque la plupart des mêmes groupes s'étaient réunis pour organiser deux plébiscites infructueux, le premier visant à désavouer le plan Young en 1929 et le second destiné à forcer la dissolution du parlement prussien et à organiser de nouvelles élections dans cet État au début de 1931. La seule véritable surprise de la réunion de Bad Harzburg est survenue lorsque Hjalmar Schacht, dont la participation n'avait pas été annoncée à l'avance, est monté à la tribune et s'est joint aux autres orateurs pour attaquer vertement la politique économique du cabinet Brüning. Au cours de ses remarques, l'ancien président de la Reichsbank a mis en doute la véracité de cette institution sous la direction de son successeur, Hans Luther, et a exprimé des doutes quant à la capacité de l'Allemagne à faire face aux obligations de sa dette extérieure. En concluant par l'observation que les maux économiques de l'Allemagne ne pourraient finalement pas être guéris par des politiques spécifiques mais seulement par le biais d'une unité nationale ferme, Schacht semblait s'aligner sur l'« opposition nationale ».(34)

En raison du discours de Schacht, qui a fait sensation, ainsi que de la présence présumée à Bad Harzburg de personnes identifiées à l'industrie, la presse de gauche a immédiatement présenté les grandes entreprises comme un partenaire du « Front de Harzburg » proclamé par les dirigeants politiques lors de la

réunion.[35] Bien que cette interprétation ait été largement répandue depuis, elle ne correspond pas aux faits. L'apparition de Schacht sur le podium et ses remarques incendiaires représentaient une entreprise indépendante de sa part ; rien n'indique qu'il ait même prévenu ses amis du monde des affaires de ses plans. Ses paroles ont surpris certaines des personnalités les plus en vue du monde des affaires, tout comme elles ont surpris les autres. Il y a une explication simple à cela : en octobre 1931, l'ancien président de la Reichsbank était devenu un aventurier politique, assoiffé de retour au pouvoir. Dès lors, il ne peut plus être considéré comme un porte-parole ou un agent du grand capital. Lorsque cela servait ses intérêts politiques, Schacht utilisait volontiers ses relations avec les milieux d'affaires, mais il ignorait sans hésiter leurs intérêts lorsqu'ils faisaient obstacle à ses ambitions. C'est ainsi qu'à Bad Harzburg, il n'a eu aucun scrupule à mettre en doute la fiabilité de la Reichsbank et la capacité de l'Allemagne à faire face à ses dettes, en dépit des effets néfastes que pouvaient avoir sur les grandes entreprises les insinuations d'un expert financier de renommée internationale, à une époque où les banquiers et les industriels allemands redoutaient une nouvelle perte de confiance des créanciers étrangers. Ce n'est qu'au prix d'efforts considérables et d'une certaine dissimulation que Schacht réussit par la suite à apaiser l'inquiétude que son discours de Bad Harzburg avait suscitée chez ses admirateurs industriels de la Ruhr.[36]

Contrairement à presque tous les comptes rendus historiques de la réunion de Bad Harzburg, aucun nombre significatif d'industriels ou d'autres hommes d'affaires importants n'y ont participé. Ces comptes-rendus dérivent tous d'une seule source, assez douteuse : une liste des participants publiée par l'agence de presse de Hugenberg, la Telegraphen-Union, et largement imprimée dans les journaux de toute l'Allemagne.[37] Comme il n'est pas surprenant dans ces circonstances, la liste du Telegraphen-Union donne l'impression d'un rassemblement très large, auquel ont participé des hommes importants de nombreux horizons. Quelque vingt-cinq (dans certaines versions vingt-six) d'entre eux, proclamait-elle, venaient des rangs de *die Wirtschaft*. Curieusement, les journaux qui se sont appuyés sur les témoignages de leurs propres reporters plutôt que sur la liste du Telegraphen-Union n'ont pas enregistré une telle concentration de grands hommes d'affaires.[38] Un examen attentif de cette liste révèle pourquoi : elle était principalement constituée de personnes lambda. Un seul des nombreux noms appartenait à un homme d'affaires de stature nationale, Ernst Brandi, chef d'une des divisions charbonnières de United Steel Works et président de l'organisation des exploitants de charbon de la Ruhr, le Bergbauverein. Un autre, Ernst Middendorf, occupait ce qui pouvait sembler une position exaltée en tant que directeur général du principal fournisseur de pétrole d'Allemagne, Deutsche Erdöl-AG qui, avec un capital de plus de 100 millions de marks, comptait parmi les plus grandes entreprises du pays. Mais Middendorf

n'appartenait pas à l'élite industrielle et ne jouait aucun rôle dans les conseils du Reichsverband, sans doute parce que sa société était essentiellement une entreprise commerciale qui vendait beaucoup de pétrole et d'essence importés. Certains des autres noms inclus par le Telegraphen-Union étaient si obscurs qu'ils étaient mal orthographiés dans les journaux qui ont utilisé la liste ;[39] en outre, certains continuent à défier l'identification aujourd'hui.[40] La plupart des autres personnes venaient, au mieux, de la *zweite Garnitur*, la deuxième ligne, de *die Wirtschaft* ; c'est-à-dire qu'elles occupaient des postes secondaires dans de grandes entreprises ou, plus souvent, des postes de direction dans d'obscures petites ou moyennes entreprises.[41] Près d'un quart des personnes citées n'étaient pas du tout des hommes d'affaires, mais plutôt des *Syndizi*, des cadres d'associations ou de cartels industriels.[42] Ces hommes servaient d'observateurs commodes pour leurs employeurs puisque leur présence aux rassemblements politiques ne liait en rien les organisations pour lesquelles ils travaillaient ; ils n'avaient pas non plus le pouvoir d'engager ces organisations. Certains de ceux qui étaient présents devaient l'importance nationale dont ils jouissaient plus à leurs activités politiques qu'à leur importance économique.[43] D'autres encore ont participé au rassemblement en tant que membres de l'organisation d'anciens combattants de droite, le Stahlhelm.[44] Ce dernier jouissait d'un prestige considérable dans les milieux d'affaires, qui avaient subventionné ses efforts pour renverser la coalition de Weimar dirigée par le SPD en Prusse par le biais d'un référendum en 1931.[45] Mais les grandes entreprises ne contrôlaient en aucun cas le Stahlhelm, qui a contribué à l'organisation de la réunion de Bad Harzburg et a mobilisé ses partisans de manière à répondre à la démonstration de force attendue des Nationaux-Socialistes.[46] Certains industriels éminents de la Ruhr qui n'appartenaient pas au Stahlhelm auraient reçu des invitations de cette organisation mais n'y auraient pas participé.[47]

En ajoutant encore d'autres noms à la liste diffusée par la Telegraphen-Union et en identifiant par erreur certaines personnes figurant sur cette liste, de nombreux historiens qui ont écrit sur le rassemblement de Bad Harzburg sont devenus la proie de la machine de propagande de Hugenberg.[48] Le mythe d'une démonstration impressionnante des grandes entreprises en général et de l'industrie en particulier s'est ancré dans pratiquement tous les ouvrages historiques sur la période.[49] Pourtant, des contemporains bien informés ont reconnu que *die Wirtschaft* n'avait brillé à Bad Harzburg que par son absence. Un journaliste du *Berliner Tageblatt* l'a fait remarquer dans sa dépêche sur l'évènement.[50] Paul Reusch, qui n'a pas assisté à l'évènement, l'a appris par l'un de ses informateurs politiques, Erich von Gilsa, qui était actif sur l'aile droite du DVP et qui y avait assisté en tant que militant du Stahlhelm. Pas un seul des *« vrais dirigeants de l'industrie »* n'était présent, rapporta Gilsa à Reusch par la suite.[51] Visiblement irrité, Schacht réprimanda Reusch quelques jours après le

rassemblement : *« Dommage que l'industrie ait été absente à Harzburg. »* L'industrie sacrifierait son intégrité, prévenait Schacht, si elle continuait à collaborer avec le « système » existant et ne trouvait pas le courage de défendre ses convictions.(52) De nombreux participants avaient remarqué l'absence de chefs d'entreprise, rapporte Gilsa à Reusch. Plusieurs d'entre eux, a-t-il raconté, l'avaient raillé en accusant ses amis industriels d'être restés à l'écart parce qu'ils avaient peur de Brüning et ne voulaient pas risquer de perdre des contrats gouvernementaux.(53)

Les railleries lancées à Erich von Gilsa à Bad Harzburg contenaient plus qu'un simple grain de vérité. Les hommes d'affaires allemands avaient des raisons d'éviter de s'impliquer dans des actions politiques qui auraient pu offenser ceux qui étaient au pouvoir, à une époque où *die Wirtschaft* se retrouvait – réellement ou potentiellement – de plus en plus dépendante de l'État. En raison d'une crise économique qui s'aggravait inexorablement et sans perspective de reprise, ils se tournaient avec un désespoir croissant vers l'État pour obtenir de l'aide. Ils ont accepté avec empressement les commandes de nouveaux rails et de matériel roulant pour les chemins de fer d'État que le cabinet Brüning a approuvées à l'automne 1931, et ils avaient soif de nouvelles commandes. Ils s'accrochaient aux commandes de l'Union soviétique qui dépendaient des garanties de crédit de l'État ou de l'acceptation des billets soviétiques par la Reichsbank, et ils espéraient en recevoir d'autres de ce côté-là aussi. Au cours de l'été 1931, les milieux d'affaires avaient assisté avec horreur à la survie de certaines des plus grandes banques du pays uniquement grâce à une intervention drastique du gouvernement qui équivalait à la nationalisation de ces institutions financières. Personne ne pouvait être sûr que sa propre entreprise n'aurait pas besoin d'une aide similaire de l'État pour éviter l'abîme de la faillite. Dans de telles circonstances, il semblait imprudent de contester politiquement les détenteurs du pouvoir de manière ouverte et directe. La critique de certaines politiques ou les pressions exercées en coulisses sur le DVP pour amener ce parti à menacer de ne pas accorder son soutien parlementaire si le cabinet n'adoptait pas les mesures demandées par les milieux d'affaires relevaient du domaine de l'acceptable. Mais la participation à une manifestation politique ouvertement oppositionnelle comme celle de Bad Harzburg était une autre affaire. Pour éviter tout doute à ce sujet, le cabinet Brüning a pris des mesures pour faire comprendre ce point. Avant le rassemblement, les porte-parole du cabinet firent savoir dans les milieux industriels, en termes très clairs, que tout cadre envisageant d'y participer devait se rendre compte qu'une telle démarche ne serait pas sans effet sur les décisions futures du Chancelier.(54) Après le rassemblement de Bad Harzburg, Gilsa, enthousiasmé par ce qu'il avait vu et persuadé que l'« opposition nationale » allait bientôt triompher, avertit Reusch que l'industrie ne pouvait pas attendre trop longtemps. Exprimer un engagement envers le « Front de Harzburg » seulement après qu'il ait atteint le pouvoir, a-t-il fortement laissé entendre, serait un

handicap pour traiter avec un nouveau gouvernement de cette complexion.(55) Reusch resta cependant prudent. Il rappela à Gilsa, impatient, que Brüning pourrait tout juste rassembler une majorité lorsque son nouveau cabinet se présenterait devant le Reichstag à la mi-octobre.(56) Lorsque le Chancelier réussit à le faire, Reusch et les autres dirigeants de l'industrie de la Ruhr gardèrent pour eux leur ressentiment croissant envers son cabinet. Les contrats d'équipement ferroviaire et les garanties de crédit pour les commandes de l'Union soviétique, pour lesquels ils avaient désespérément besoin de l'aide du gouvernement en place, étaient bien plus importants à leurs yeux que les manœuvres politiques. La peur de perdre les faveurs du dirigeant, expliqua plus tard Hjalmar Schacht à Adolf Hitler, avait, en combinaison avec le programme économique peu clair du NSDAP, empêché les hommes d'affaires allemands de le considérer comme une alternative politique viable.(57)

2. Le charbon de la Rurh : ragot et calculs

Dans les récits de l'ascension de Hitler au pouvoir, on trouve souvent l'histoire du succès de sa tournée en Allemagne en vue de gagner les principaux chefs d'entreprise du pays au cours de la seconde moitié de 1931.(1) Tous ces récits ont une source commune, un volume de mémoires du chef de presse du NSDAP, Otto Dietrich, que la maison d'édition du parti a publié en masse à partir de 1934. Selon les mémoires de Dietrich :

> *« Au cours de l'été 1931, le Führer a soudainement décidé de faire un travail systématique sur les dirigeants autoritaires de die Wirtschaft qui se trouvaient au centre de la résistance ainsi que sur les partis qu'ils soutenaient afin de les faire sortir, pierre par pierre, de la structure du régime...Au cours des mois suivants, le Führer a sillonné toute l'Allemagne dans sa Mercedes Kompressor. Il s'est présenté partout pour des conférences confidentielles avec des personnalités. Elles étaient organisées partout, que ce soit dans la capitale du Reich ou en province, à l'hôtel Kaiserhof ou dans une clairière isolée dans la nature libre du bon Dieu. La confidentialité devait être préservée afin de ne pas fournir à la presse du matériel d'agitation. L'effet recherché n'est pas resté sans effet. »*(2)

À force de répétition, mais peut-être aussi en raison de son panache littéraire, le récit de Dietrich a fini par être accepté comme une source d'information fiable. Pourtant, en tant que spécialiste de la technique de propagande national-socialiste du « gros mensonge », l'Otto Dietrich de 1934 ne semble guère être un candidat digne de confiance. Son livre s'avère, à l'examen, une codification flagorneuse des mythes générés par le NSDAP sur les exploits de Hitler sur le chemin de la Chancellerie du Reich. Le portrait que fait Dietrich de la poursuite et de l'élimination de la résistance des chefs d'entreprise allemands par Hitler est si conforme à la ligne officielle du parti, selon laquelle le Führer a obtenu le pouvoir

en gagnant la confiance des Allemands de tous horizons, qu'il mérite le plus grand scepticisme. De plus, dans ses mémoires d'après-guerre, moins faciles à citer, écrites sans l'aide de l'appareil de propagande national-socialiste, un Dietrich très discret ne fait aucune mention de la poursuite fructueuse de chefs d'entreprise effectuée par Hitler. Au lieu de cela, il se souvient : *« Les hommes autoritaires de die Wirtschaft et les responsables associatifs de l'industrie faisaient preuve d'une réserve politique froide et attendaient les développements. Hitler 'le batteur' devait compter dans ses efforts de propagande sur les sacrifices financiers de ses camarades de parti, sur les cotisations des membres et les droits d'entrée aux rassemblements. »*(3) Curieusement, ces mots de Dietrich n'ont pas été mentionnés dans les nombreuses études qui acceptent son tract propagandiste de 1934 comme la vérité.

Si les nombreuses réunions auxquelles Dietrich fait allusion en 1934 ont effectivement eu lieu, il est difficile d'expliquer pourquoi elles n'ont laissé aucune trace dans les riches et vastes papiers privés des principaux industriels de la Ruhr. En 1931, ces hommes étaient très curieux de connaître Hitler, mais leur correspondance, qui révèle les contacts de certains d'entre eux avec le chef national-socialiste en 1930 et 1932, n'en contient aucune pour 1931. Les lettres trouvées dans les dossiers de trois grands industriels de la Ruhr révèlent, certes, qu'en septembre 1931, Hitler avait fait savoir une semaine à l'avance, par le biais d'intermédiaires tels que Funk et Heinrichsbauer, qu'il était prêt à discuter de la situation politique avec douze ou quinze porte-parole de l'industrie lourde lors d'un *Bierabend* prévu en son honneur dans l'appartement berlinois du prince Viktor zu Wied, un diplomate à la retraite avec lequel Göring s'était lié d'amitié par l'intermédiaire de la famille de sa femme suédoise. Les trois personnes dont les réponses ont été conservées – Paul Reusch, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, et Hans von Löwenstein, directeur exécutif de la principale association de l'industrie du charbon de la Ruhr, le Bergbauverein – ont refusé.(4) Leur curiosité à l'égard de Hitler n'était manifestement pas suffisante pour mériter de bouleverser leur emploi du temps et de se rendre à Berlin afin de siroter une bière en présence du plus célèbre abstinent d'Allemagne. Il est possible que d'autres industriels aient assisté à la réunion chez le prince Wied, mais s'ils l'ont fait, l'absence de toute référence à cette rencontre dans la correspondance ultérieure suggère qu'ils n'ont rien appris de suffisamment important pour le partager avec ceux qui avaient refusé d'y aller. Quoi qu'il en soit, une telle invitation occasionnelle par le biais d'intermédiaires ne constituait pas une traque de l'élite industrielle allemande de la part d'Adolf Hitler.

Le contexte d'une autre histoire souvent répétée sur les prétendues relations secrètes entre les grands hommes d'affaires et Hitler, qui a pris forme en 1931, fournit des indications qui donnent à réfléchir sur les origines du type de comptes rendus journalistiques qui constituent la base de tant d'allégations d'aide au NSDAP de la part de ces milieux. Tout commence par un article publié à la mi-

janvier dans un journal pacifiste de gauche, le *General-Anzeiger* de Dortmund, un important centre charbonnier de la Ruhr.[5] Selon l'article, Hitler s'était rendu à Essen au moins trois fois au cours des derniers mois pour négocier avec Hans von Löwenstein du Bergbauverein. Ces négociations avaient eu lieu pour la plupart lors de dîners opulents auxquels Hitler s'était assis avec les « princes du charbon ». Il s'était déplacé à Essen dans une voiture que ses hôtes lui avaient prêtée et avait passé ses nuits dans l'une de leurs résidences. Au cours de leurs consultations, Hitler avait assuré les dirigeants du charbon de sa volonté de faire preuve de souplesse quant à la durée de la journée de travail, malgré l'engagement public du NSDAP de faire respecter les lois républicaines fixant la norme à huit heures. En retour, les dirigeants de l'industrie houillère ont fait deux contributions financières importantes, chacune à six chiffres, au parti national-socialiste. Ils avaient également souscrit un prêt bancaire de 90 000 marks au journal national-socialiste d'Essen, le *National-Zeitung*.

Répétée dans de nombreux journaux de gauche, cette histoire a rapidement commencé à être élaborée et embellie. Au printemps 1931, les rapports faisant état d'une contribution supplémentaire d'un demi-million de marks au NSDAP par le Bergbauverein – fournissant souvent de nombreux détails sur les prétendues sessions secrètes au cours desquelles ces subventions étaient approuvées – devinrent monnaie courante dans la presse sociale-démocrate, malgré les démentis catégoriques des responsables de cette organisation d'exploitants de charbon.[6] En octobre, Rudolf Breitscheid, un dirigeant social-démocrate très respecté, a proclamé avec assurance, du haut de la tribune du Reichstag, que l'industrie du charbon avait imposé une taxe de cinquante pfennigs sur chaque tonne de charbon que les mineurs sortaient du sol afin de collecter des fonds pour les coffres du DNVP de Hugenberg et du NSDAP de Hitler.[7] Les porte-parole de l'industrie ont répliqué en faisant remarquer qu'un prélèvement d'une telle ampleur rapporterait environ cinquante millions de marks par an, une somme que ces deux partis pourraient avoir du mal à dépenser ; les mêmes porte-parole ont également cité une enquête officielle du gouvernement selon laquelle le coût total des frais généraux par tonne de charbon ne s'élevait qu'à quarante-deux pfennigs.[8] Les répétitions ultérieures de l'histoire ont réduit la taille du prétendu prélèvement politique sur le charbon au chiffre plus plausible de cinq pfennigs par tonne, apparemment par le simple fait de rayer un zéro. En novembre, la presse sociale-démocrate a commencé à présenter les Nationaux-Socialistes comme les seuls bénéficiaires des fonds du charbon, le prélèvement étant attribué non pas au Bergbauverein mais au cartel du charbon bitumineux, le Rheinisch-Westfälisches Kohlensyndikat.[9] À un moment donné, l'histoire a pris une autre tournure lorsque la responsabilité de la décision du cartel de soutenir le NSDAP a été attribuée à l'ex-socialiste national Emil Kirdorf, âgé de 84 ans, qui, en 1931, s'était retiré de l'industrie du charbon depuis cinq ans.[10]

La police politique de la Prusse républicaine, au service d'un Ministre de l'intérieur social-démocrate, manifesta un vif intérêt, dès janvier 1931, pour les réunions secrètes signalées à Essen entre Hitler et les dirigeants du secteur du charbon de la Ruhr. La veille de la parution de l'article du *General-Anzeiger*, les deux journalistes qui en étaient responsables contactèrent un policier d'Essen et lui firent essentiellement le même récit, mais avec des détails supplémentaires.(11) Les journalistes ont précisé que les deux contributions au NSDAP s'étaient élevées à 700 000 et 400 000 marks. Ils ont affirmé que Hitler avait passé la nuit chez Löwenstein dès le 15 août 1930, après avoir pris la parole lors d'un rassemblement national-socialiste à Essen. Leurs informations, ont-ils expliqué, provenaient d'un industriel d'Essen au courant des faits qu'ils rapportaient, mais dont ils ne pouvaient pas encore révéler l'identité. Une semaine après que le *General-Anzeiger* eut imprimé son histoire, la police a trouvé potentiellement significatif que le *National-Zeitung* national-socialiste n'ait nié que l'accusation selon laquelle les exploitants de charbon avaient souscrit un prêt pour lui. La police a noté que le journal avait passé sous silence les allégations de rencontres entre Hitler et les exploitants ainsi que les contributions de ces derniers au NSDAP.(12) L'enquête officielle se poursuivit pendant six mois, jusqu'en juillet 1931, lorsque la police abandonna, frustrée, ses efforts afin de vérifier l'histoire du *General-Anzeiger*. La source du journaliste, expliqua le gouverneur de la province dans son rapport final au Ministre de l'intérieur prussien, avait refusé de faire une déclaration officielle, et la police n'avait pu trouver aucune preuve corroborante. Le gouverneur a ajouté que la police d'Essen insistait sur le fait que la source avait en fait des relations étroites avec les industriels en question et qu'elle maintenait son histoire.(13) Le gouverneur aurait également pu noter, mais ne l'a pas fait, combien il semblait curieux que pas un seul des 650 000 autres habitants d'Essen n'ait remarqué les allées et venues répétées de l'homme politique le plus controversé et le moins discret d'Allemagne.

Si la police prussienne en avait su davantage sur le comportement politique des exploitants de charbon, elle aurait évalué avec plus de scepticisme le récit des reporters du *General-Anziger*. Elle aurait alors reconnu l'improbabilité, sur au moins trois points, de l'affirmation selon laquelle des contributions d'un montant total de 1,1 million de marks avaient été versées aux Nationaux-Socialistes à la fin de 1930 et au début de 1931. Premièrement, depuis 1928, les dirigeants de l'industrie charbonnière avaient mis en commun leurs principaux fonds politiques avec ceux des producteurs de fer et d'acier, la Ruhrlade se chargeant des deux. Une contribution unilatérale de l'ampleur alléguée par les deux journalistes de Dortmund aurait constitué une rupture si brutale avec les pratiques établies qu'elle aurait été improbable. Deuxièmement, l'ampleur rapportée des contributions aurait représenté une subvention sans précédent à un seul parti ; les subventions collectives que les dirigeants du charbon ont combinées avec les

producteurs de fer et d'acier pour accorder à tous les partis bourgeois qu'ils ont soutenus dans les campagnes électorales nationales n'ont normalement totalisé qu'entre 1,2 million et 1,5 million de marks. Troisièmement, on peut se demander si les dirigeants de l'industrie houillère auraient été disposés à verser des contributions d'une telle ampleur à une époque où les profits étaient en chute libre, alors qu'ils avaient tout récemment épuisé leurs fonds politiques pour la campagne électorale nationale de 1930. La police aurait eu des raisons supplémentaires d'être sceptique quant à l'histoire que lui ont racontée les journalistes de Dortmund si elle avait été mieux informée des relations passées entre les industriels de la Ruhr et les Nationaux-Socialistes. Ils auraient alors eu connaissance de l'indifférence, voire de la froideur, à l'égard du NSDAP qui régnait dans les milieux industriels avant l'élection du Reichstag en septembre 1930. Sachant cela, ils auraient trouvé très douteuse l'affirmation selon laquelle un homme tel que Hans von Löwenstein avait invité Adolf Hitler à passer la nuit chez lui après un discours enflammé devant un rassemblement de masse national-socialiste à Essen au début de la campagne pour cette élection. Si elle avait disposé d'informations plus complètes, la police aurait également été sceptique quant à la fiabilité du *General-Anzeiger* en tant que source de faits sur les relations entre les industriels et les Nationaux-Socialistes. Depuis avril 1930, ce journal de Dortmund n'a cessé de décrire, sans preuves, des industriels de la Ruhr mal intentionnés qui se cachaient derrière le NSDAP et finançaient ce parti.(14)

L'histoire de Breitscheid quant à un prélèvement sur chaque tonne de charbon pour le NSDAP et le DNVP ne résiste pas davantage à un examen attentif. Cette histoire trouve probablement son origine dans un prélèvement unique de sept pfennigs par tonne de charbon extrait en 1929 que le comité exécutif du Bergbauverein avait imposé aux entreprises membres en février 1930. Dans leur notification aux entreprises, Löwenstein et le président du Bergbauverein, Ernst Brandi, ont expliqué que la taxe était nécessaire pour répondre à divers besoins au cours des années 1930. Le produit de la taxe serait affecté à la recherche scientifique, aux instituts de formation technique et à l'octroi de bourses d'études aux étudiants en exploitation minière ; à la promotion des sports ; au soutien de causes d'intérêt national, telles que le renforcement de la province isolée de Prusse orientale et la promotion des liens avec les Allemands à l'étranger, ainsi qu'à la couverture d'une cotisation spéciale prélevée par le Reichsverband industriel.(15)

De tels prélèvements destinés à couvrir les activités variées d'associations commerciales comme le Bergbauverein étaient depuis longtemps une pratique courante, mais le montant élevé de l'impôt de 1930, survenant à une époque de dépression naissante et de baisse de la demande de charbon, a provoqué des protestations de la part de petites entreprises non représentées au sein du comité exécutif de l'association. Le directeur général de l'une d'entre elles déplorait le fait

que si son entreprise payait la nouvelle taxe en plus des cotisations annuelles régulières dues au Bergbauverein et au Zechenverband, l'affilié des relations de travail de ce dernier, elle devrait verser une somme égale à la moitié du montant des salaires des cadres de l'entreprise.(16) Dans leurs réponses au cadre lésé, Brandi et Löwenstein l'ont informé que la décision d'imposer la taxe avait été prise sur une base représentative par les quatorze grandes entreprises qui représentaient plus de 82 % du total annuel du charbon extrait dans la Ruhr ; des considérations de confidentialité empêchaient de soumettre de telles décisions à l'ensemble des membres. Ils ont clairement indiqué que la petite entreprise en question devrait payer, en consolant l'exécutif avec la pensée qu'il s'agissait d'une dépense unique.(17) L'indignation suscitée par un tel traitement des petites entreprises par une organisation dominée par leurs voisins géants ne se limitait probablement pas invariablement à ces lettres de protestation adressées au Bergbauverein. Il ne semble pas improbable que certains de ces cadres qui n'appréciaient pas d'être exclus d'un processus de décision qui infligeait des difficultés financières à leurs entreprises aient pu s'écarter de la confidentialité rigide dans laquelle l'industrie du charbon enveloppait habituellement ses activités collectives. Une allusion furieuse à la taxe de sept pfennig en présence d'un employé de bureau indiscret ou mécontent aurait pu suffire à ouvrir la fuite vers les syndicats ou la presse sociale-démocrate qui a apparemment fourni le cœur du récit que Breitscheid a apporté au Reichstag dans une certaine version et qui a ensuite subi d'innombrables transformations.

Quelles que soient les origines de la taxe sur le charbon de sept pfennig de 1930 et les rumeurs qui circulaient à son sujet, la question se pose de savoir si les hommes du Bergbauverein n'auraient pas effectivement utilisé au moins une partie de son produit pour aider le DNVP ou le NSDAP. L'argent en jeu représentait une somme considérable, même si une partie des quelque sept millions de marks que la taxe aurait rapportés si toutes les entreprises membres avaient payé au taux spécifié est allée au Reichsverband. Un certain nombre de contraintes s'opposaient toutefois à son utilisation pour des contributions politiques. Selon une pratique bien établie, les fonds collectés par les prélèvements généraux des grandes associations d'entreprises industrielles n'étaient pas utilisés à des fins partisanes, car les préférences politiques disparates des membres excluaient toute possibilité d'accord sur la répartition appropriée entre les partis et les candidats. En fournissant leur part de l'argent distribué aux partis par la Ruhrlade depuis 1928, les dirigeants des entreprises charbonnières avaient puisé dans un fonds alimenté par des prélèvements informels spéciaux explicitement désignés comme politiques.(18) Toute utilisation à des fins partisanes des fonds officiels du Bergbauverein aurait risqué de provoquer d'âpres dissensions et d'affaiblir sérieusement, voire de détruire, cette association, ce que ses dirigeants et son personnel permanent n'auraient guère risqué. Un

deuxième facteur de dissuasion était l'appartenance au Bergbauverein et au Zechenverband des mines appartenant au gouvernement de l'État prussien.[19] Les dirigeants de ces mines répondaient au gouvernement de Prusse, qui en 1931 était encore dirigé par un gouvernement de coalition de Weimar dirigé par l'un des plus vigoureux politiciens sociaux-démocrates d'Allemagne, Otto Braun. Attribuer l'argent provenant en partie des mines de la Prusse républicaine aux ennemis politiques des Sociaux-Démocrates aurait été comme craquer une allumette dans un puits de mine mal ventilé et chargé de poussière de charbon. Même après la destitution du cabinet Braun en juillet 1932, lorsque le gouvernement de droite de Papen a pris en charge l'administration de l'État, les principaux responsables des mines de Prusse ont demandé des explications à Brandi lorsque les rapports sur l'aide financière généreuse apportée aux Nationaux-Socialistes par le Bergbauverein et le Zechenverband ont été mis en évidence dans le *General-Anzeiger* de Dortmund en août 1932. Dans sa réponse, Brandi nia catégoriquement que des fonds appartenant à l'une ou l'autre des organisations charbonnières aient été utilisés pour soutenir le NSDAP.[20] Quels que soient les critères de véracité de Brandi, une réponse aussi catégoriquement négative aurait été une folie si les faits ne l'avaient pas confirmée, car le cabinet prussien aurait pu exiger un audit des comptes financiers des associations. Les contributions au NSDAP du cartel du charbon bitumineux étaient encore moins probables que celles du Bergbauverein. En 1919, le cartel avait été transformé en un organisme semi-public dont le conseil de surveillance comprenait non seulement des fonctionnaires de l'État prussien mais aussi des représentants des syndicats de mineurs.[21]

De même que pour les prétendus pèlerinages de Hitler chez le « prince du charbon » à Essen, on s'attendrait à trouver des traces d'une quelconque subvention à grande échelle des Nationaux-Socialistes par les associations de charbon en 1931 dans la volumineuse correspondance des principaux industriels de la Ruhr. Pourtant, aucune trace n'a jamais été mise au jour. Certes, Löwenstein a abordé le sujet une fois dans une lettre à Brandi en juin de la même année, lorsqu'il a fait allusion à une coupure de journal sur le sujet jointe à une lettre que lui avait adressée Hugenberg, le prédécesseur de Brandi au poste de président. La lettre de Hugenberg indique que la coupure – qui n'a pas été conservée – contenait l'une des fréquentes allégations sociales-démocrates de contributions au NSDAP par le Bergbauverein. Hugenberg informa Löwenstein qu'il ne doutait pas que ces accusations étaient sans fondement ; Löwenstein ne permettrait pas une telle chose.[22] La lettre avec laquelle Löwenstein a transmis la lettre de Hugenberg et la coupure de presse à Brandi ne présente pas non plus le ton que l'on pourrait attendre d'une communication d'un conspirateur à un autre.[23] Au lieu de cela, le directeur exécutif du Bergbauverein semblait considérer les allégations de la presse, qui à ce moment-là paraissaient depuis des mois, comme

un ennui gênant mais familier. De plus, il se disait alarmé par le pessimisme croissant de Hugenberg et proposait que Brandi et lui trouvent des moyens d'aider financièrement le DNVP. Löwenstein prévint que si le DNVP, auquel Brandi appartenait, sombrait lors des élections parlementaires de l'automne suivant, comme beaucoup le prédisaient, l'industrie ne pourrait compter que sur le parti de Hugenberg. Ces mots ne semblent pas être ceux qu'un grand soutien financier secret du National-Socialisme adresserait à un co-conspirateur.

L'invraisemblance des ragots de l'époque concernant les subventions massives de l'industrie du charbon au NSDAP ne signifie pas qu'aucun fonds de cette industrie dans la Ruhr ne soit allé aux Nationaux-Socialistes en 1931, car, comme nous l'avons déjà noté, Walther Funk et Gregor Straßer ont alors commencé à recevoir des subventions régulières d'un groupe comprenant d'éminents dirigeants de cette industrie. En supposant que les entreprises charbonnières étaient réceptives au National-Socialisme, les inventeurs et les embellisseurs des histoires relatives aux énormes dons versés au NSDAP étaient probablement motivés en partie par le fait que les charbonniers de la Ruhr représentaient, en tant que groupe, la composante la plus récalcitrante de la grande industrie allemande, tant sur le plan social que politique. Pendant l'Empire, le charbon avait été une industrie en difficulté. Les exploitants charbonniers avaient résisté à la syndicalisation et à la négociation collective avec plus d'obstination que leurs homologues de l'industrie sidérurgique, moins gourmande en main-d'œuvre, donnant lieu à certaines des grèves les plus violentes et les plus longues de la fin de l'ère impériale.(24) De plus, jusqu'à la première décennie du XX^{e} siècle, l'industrie du charbon a dû lutter contre la volonté des fonctionnaires de la bureaucratie royale prussienne de réimposer, au moins partiellement, le système de propriété et d'exploitation minière d'État qui avait prédominé jusqu'au milieu du XIX^{e} siècle.(25) Puis, dans le sillage de la révolution de 1918-19, le charbon – avec la potasse – est devenu la cible des quelques lois dites de socialisation adoptées par le nouveau gouvernement républicain. Aux termes de la loi sur le charbon, l'industrie fut soumise à une série de contrôles spéciaux, y compris un veto du Ministre de l'économie du Reich sur toute augmentation des prix.(26) Bien que la plupart de ces contrôles ne se soient pas avérés aussi efficaces ou onéreux que prévu, les vetos répétés du gouvernement sur les augmentations de prix ont aigri les dirigeants de l'industrie du charbon. Avant même que la dépression ne frappe leur industrie avec une force particulièrement dévastatrice, ils avaient, en tant que groupe, développé une plus grande hostilité envers l'ordre républicain et sa *Sozialpolitik* que leurs homologues des autres branches de l'industrie.(27) Il n'est pas surprenant qu'ils aient regardé avec intérêt un mouvement ouvertement anti-marxiste qui s'est engagé à détruire ce système.

Les hommes qui ont dirigé le Bergbauverein et le Zechenverband, qui partageaient le même siège et les mêmes dirigeants, méritaient pleinement

l'étiquette de « réactionnaires ». Ernst Brandi, président depuis 1927, dirigeait dans le cadre de ses fonctions l'une des quatre unités minières régionales de United Steel.[28] Il portait le titre estimé de Bergassessor a.D., ce qui indiquait qu'avant sa carrière dans le secteur privé, il avait survécu aux examens théoriques rigoureux et à l'apprentissage pratique exigeant requis pour être employé dans le système de réglementation minière de l'État de Prusse, chargé de traditions.[29] C'est certainement en partie grâce à cette imprégnation de l'éthique de la vieille bureaucratie prussienne que Brandi a réussi à conserver, tout au long des années républicaines, une attitude patriarcale pure et simple envers les ouvriers et une hostilité implacable envers les syndicats. Il croyait fermement que le patronat cherchait à favoriser le bien-être économique de toute la nation, tandis que les syndicats poursuivaient leurs objectifs de manière myope et impitoyable, sans se soucier des effets sur le reste de la société. Brandi exprima succinctement son mépris pour tout ce qui ressemblait à la démocratie dans une lettre de colère lorsqu'il a découvert qu'un conseil consultatif économique spécial créé par le Président Hindenburg en octobre 1931 comprendrait un porte-parole des syndicats et du patronat :

> *« Nous ne ferons que nous enliser toujours plus profondément dans le malheur avec ces méthodes démocratiques, c'est-à-dire des méthodes selon les principes desquelles chacun a son mot à dire et la prétendue parité prévaut. Rien ne s'améliorera vraiment jusqu'à ce que vienne enfin un 'vrai homme' ['Kerl'] qui applique sans relâche ce qui est reconnu comme juste. »*

Brandi, qui avait été parmi les chefs de file de la campagne visant à forcer Brüning à aligner la politique de son cabinet sur les exigences de l'industrie, annonça à son correspondant qu'il avait abandonné tout espoir pour le Chancelier.[30] Aspirant à une renaissance de la *Sammlungspolitik* qui avait cherché à unir toutes les forces antisocialistes sous l'Empire.[31] Brandi a manifesté son opposition à Brüning, comme nous l'avons déjà noté, en participant à la réunion de Bad Harzburg douze jours avant d'écrire cette lettre.

Le parcours du directeur exécutif des deux associations charbonnières de la Ruhr, Hans von Löwenstein, ressemblait à celui de Brandi à l'exception de son vénérable titre de noblesse. Diplômé de l'Académie royale prussienne des mines de Clausthal-Zellerfeld et, comme Brandi, ancien Bergassessor, Löwenstein était fonctionnaire à plein temps des organisations charbonnières depuis 1906.[32] Il nourrissait un mépris sincère et à peine dissimulé pour la République ; après que le putsch de droite de mars 1920 ait échoué à renverser le nouvel État, il exprima publiquement son admiration pour son chef, Wolfgang Kapp.[33] Partisan d'une forme élitiste de corporatisme, Löwenstein devint également un admirateur de Mussolini dans les années 1920.[34] En 1931, il correspond avec des Nationaux-Socialistes tels que Hans Reupke et le Prince Friedrich Christian de Schaumburg-

Lippe, qui veulent calquer la politique économique du NSDAP sur celle du fascisme italien.(35) Il assista à la réunion de Harzburg en sa qualité d'ardent partisan du Stahlhelm, et écrivit ensuite à une connaissance qu'il s'était senti exalté par « l'excitation nationale » que le rassemblement avait suscitée.(36) Il y aurait rencontré Hitler et lui aurait envoyé peu après un livre sur la résistance allemande à l'occupation française de la Ruhr.(37)

Bien que les historiens aient coutume de regrouper les exploitants de charbon sous l'étiquette fourre-tout d'« industrie lourde », ces hommes se considéraient en fait comme tout à fait distincts des cadres de la sidérurgie qui dominaient les grandes entreprises « mixtes » qui avaient englouti une grande partie des opérations minières de la Ruhr dans les années 1920. Alors que leurs associations, le Bergbauverein et le Zecheverband, devenaient de plus en plus anachroniques, les charbonniers s'accrochaient jalousement à leur identité distincte. Ernst Brandi en est un bon exemple. Bien qu'il fut un cadre de United Steel, il a maintenu son allégeance au charbon, brandissant fièrement le titre de Bergassessor a.D. et jouant un rôle de premier plan dans les associations de charbonniers. Pour lui et d'autres comme lui, l'obtention du titre convoité de Bergassessor impliquait l'appartenance à vie à une fraternité exclusive, inaccessible même aux cadres les plus puissants de la sidérurgie. Ils faisaient preuve d'un esprit de clan qui n'était pas sans rappeler celui des mineurs de charbon, peut-être en raison de leur participation à l'extraordinaire société souterraine de l'exploitation minière pendant leur apprentissage dans l'inspection des mines de Prusse. Ils ont donc mal supporté la subordination de la mine à la production de fer et d'acier et à la fabrication dans les grandes entreprises « mixtes » qui ont dominé la Ruhr. Ils n'appréciaient pas ce qu'ils considéraient comme une résistance insuffisante de la part des dirigeants de ces entreprises aux empiètements de la République sur leur industrie. Ils croyaient que leur industrie, qui perdait, selon une enquête gouvernementale de juin 1931, trente-deux pfennigs par tonne de charbon extrait, portait une part indue des ravages de la dépression.(38) Ils étaient irrités par l'administration des fonds politiques qu'ils collectaient par la Ruhrlade, dans laquelle ils se sentaient sous-représentés.(39) Ils se considéraient également sous-représentés dans le Reichsverband industriel et insuffisamment servis par ses dirigeants. Ces ressentiments ont atteint leur paroxysme au cours de l'hiver 1930-1931, lorsque le Bergbauverein, dirigé par Brandi, a déclenché une querelle acrimonieuse dans la Ruhr en menaçant de faire quitter le Reichsverband à ses membres. Ce n'est que lorsque Paul Reusch menaça à son tour les entreprises « mixtes » de la Ruhr d'annuler l'adhésion de leurs filiales charbonnières au Bergbauverein que les charbonniers reculèrent.(40)

Au vu de l'attitude rancunière et abattue des exploitants de charbon de la Ruhr et des attitudes politiques et sociales d'hommes comme Brandi et Löwenstein, il n'est pas surprenant que certaines des premières subventions

industrielles accordées à Walther Funk et Gregor Straßer proviennent de cercles proches du Bergbauverein. Il reste également des traces du soutien apporté par Brandi à un notable national-socialiste local, le Gauleiter d'Essen Josef Terboven. Au cours de l'été 1934, lorsque le Bergbauverein s'est brouillé avec Terboven, qui était alors un personnage puissant du Troisième Reich, Brandi a demandé l'aide de Herbert Kauert, chef de la division des ventes des opérations charbonnières de United Steel et neveu d'Emil Kirdorf. Brandi demanda à Kauert, qui était en bons termes avec Terboven, de rappeler au gauleiter le soutien qu'il avait reçu de Brandi, par l'intermédiaire de Kauert, avant l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes.(41) Selon Heinrichsbauer, ce soutien a pris la forme de subventions régulières à Terboven, à partir du printemps 1931, du même type que celles accordées à Walther Funk et Gregor Straßer, issus des milieux charbonniers de la Ruhr. Heinrichsbauer a également précisé que l'argent utilisé pour ces subventions ne provenait pas des fonds réguliers du Bergbauverein et a supposé qu'il avait été collecté au moyen d'un prélèvement spécial en dehors du cadre de cette association.(42) Si Brandi et les autres charbonniers avaient, comme l'accusait la presse de gauche, fourni des centaines de milliers de marks au NSDAP, Brandi aurait certainement été en mesure de présenter des arguments bien plus solides concernant ses bienfaits passés lorsqu'il a eu besoin de munitions pour se protéger en 1934. Mais même l'allégation du *General-Anzeiger* de Dortmund concernant un prêt de 90 000 marks pour le *National-Zeitung* d'Essen ne tient pas la route à la lumière des preuves disponibles. En cherchant des fonds pour le nouveau journal national-socialiste, Otto Wagener n'a rencontré aucun succès lorsqu'il a abordé ce sujet avec Löwenstein. Ce dernier l'a toutefois adressé au sympathisant national-socialiste, Ludwig Grauert, de l'Arbeitnordwest, l'association patronale de l'industrie sidérurgique de la Ruhr, qui – comme nous l'avons déjà mentionné – lui a accordé un prêt.(43) Plus tard, le Bergbauverein, ainsi que les organisations des hommes du fer et de l'acier, ont inclus le *National-Zeitung* parmi les journaux dans lesquels ils achetaient de l'espace pour des annonces, mais cela n'équivalait guère à une subvention à grande échelle.(44)

À en juger par leurs attitudes et leurs actions avant la prise du pouvoir par les Nationaux-Socialistes en 1933, des industriels du charbon tels que Brandi et Löwenstein ont adopté, malgré leur propre tendance réactionnaire, une approche prudente vis-à-vis du NSDAP, très probablement parce que le radicalisme socio-économique des Nationaux-Socialistes les rendait méfiants. Ils conservaient leurs liens avec la droite traditionnelle et plaçaient en elle leurs espoirs de leadership politique.(45) Contrairement aux allégations de la presse de gauche, ils n'ont pas fait de contributions à six ou sept chiffres au NSDAP afin de le propulser au pouvoir. Au lieu de cela, ils ont, comme d'autres membres du monde des affaires, distribué des subventions relativement modestes à certains Nationaux-Socialistes. Ils voulaient sans doute, eux aussi, s'assurer d'avoir des amis au pouvoir si le

nouveau mouvement politique le plus dynamique d'Allemagne prenait le contrôle de l'État. Ils semblent également avoir espéré, comme d'autres, qu'en aidant des Nationaux-Socialistes comme Funk et Straßer, ils pourraient contrer les éléments radicaux inquiétants au sein du NSDAP en renforçant la position des porte-parole du parti largement considérés dans la communauté des affaires comme modérés et raisonnables en ce qui concerne les questions économiques. Les dirigeants des houillères de la Ruhr semblent, en résumé, avoir agi sur la base de calculs plutôt que d'un engagement dans leurs relations avec le National-Socialisme avant 1933.

3. Profusion du double langage chez les Nationaux-Socialistes

Au cours de l'année 1931, ceux qui, dans les milieux d'affaires, cherchaient à discerner la position du NSDAP sur les questions sociales et économiques d'importance vitale pour eux ne trouvèrent pas cette tâche plus aisée. Il semble au contraire que l'énigme de la politique économique du National-Socialisme s'épaississait à mesure que de nouvelles voix se joignaient au chœur dissonant de ceux qui prétendaient parler au nom du mouvement, qui continuait de croître et de s'étendre rapidement dans toute l'Allemagne.

Ceux qui, dans le monde des affaires, ont approuvé en 1931 l'octroi de subventions à des Nationaux-Socialistes particuliers ou à des organisations particulières du parti dont ils espéraient qu'elles serviraient leurs intérêts, l'ont fait en dépit d'une vague croissante d'agitation radicale dirigée contre les ouvriers du côté du NSDAP. Une grande partie de cette agitation émanait de la NSBO, l'organisation cellulaire d'usine, qui acquit le statut d'organe national du parti au début de 1929. Sa mission consistait à cultiver le soutien des ouvriers en organisant des cellules nationales-socialistes dans les usines et en obtenant leur représentation au sein des conseils d'usine élus par les ouvriers en vertu d'une disposition de la constitution de Weimar.(1) En mars, la NSBO commença à publier un organe bimensuel. *Arbeitertum*, un magazine élaboré mais peu coûteux, adressé aux ouvriers de l'industrie et recommandé à tous les Nationaux-Socialistes par le *Völkischer Beobachter*.(2) Il déversait un flot continu de slogans anticapitalistes nationaux-socialistes, appelant à la fin du *« système économique libéral-capitaliste »*, à la *« nationalisation socialiste d'État des industries de base »* et à l'élimination et la poursuite des *« hyènes de l'économie »*. *Arbeitertum* dénonçait également comme des *« parasites de la classe ouvrière »* les syndicats *« jaunes »*, ou d'entreprise, que de nombreux employeurs espéraient encore voir retrouver un rôle de premier plan. Les ouvriers nationaux-socialistes loyaux, proclamait *Arbeitertum*, abandonnaient leur emploi plutôt que d'adhérer à un syndicat d'entreprise. Dans les pages d'*Arbeitertum*, la NSBO faisait connaître son soutien au droit de grève des ouvriers

et proclamait que tout National-Socialiste surpris en train de briser une grève serait exclu du parti. En 1931, la NSBO a activement participé à quatre grèves très médiatisées, collectant des fonds auprès de ses membres dans tout le pays pour aider les ouvriers désœuvrés. Dans certains endroits, les responsables de la NSBO ont même appelé et dirigé les grèves. En septembre, Goebbels, en tant que Gauleiter de Berlin, lança à grand renfort de publicité une campagne visant à rallier les ouvriers industriels de la capitale à la NSBO et au parti, en utilisant le slogan « Dans les usines » (*Hib-Aktion*). Dans le quotidien Gau, *Der Angriff*, il demanda aux agitateurs nationaux-socialistes de mettre l'accent sur *« nos objectifs socialistes révolutionnaires »*. Dans toute l'Allemagne, les fonctionnaires de la NSBO et leurs partisans ouvriers distribuèrent un flot de pamphlets et de prospectus incendiaires dans les usines et les mines.

Un « tract de combat » de la NSBO publiée dans la Ruhr dirigea certaines de ses fulminations les plus radicales spécifiquement contre les cadres de l'industrie du charbon de cette région. Dans un numéro de novembre 1931, elle avait répondu avec véhémence à une annonce du Zechenverband selon laquelle il n'avait pas l'intention de renouveler le contrat existant avec le syndicat des mineurs de charbon lorsque cet accord viendrait à expiration à la fin de l'année.(3) Comme l'industrie n'a pas caché son intention de faire pression pour une nouvelle réduction importante des salaires, la publication nationale-socialiste annonçait que cette position révélait *« le visage impitoyable du capital »*. Les plans des industriels du charbon de la Ruhr signifiaient que *« toute une province industrielle sera condamnée à la famine si l'on ne cède pas aux exigences de l'industrie lourde en matière de réduction des salaires.... »*. Ces plans signifiaient, en outre, que le peuple allemand aurait à souffrir du froid pendant l'hiver à venir. Pour que le charbon de la Ruhr puisse à nouveau faire baisser la concurrence anglaise sur le marché international, les industriels allemands du charbon avaient décidé de réduire encore le *« salaire de la faim »* qu'ils versaient à leurs mineurs. Cette décision, proclamait la publication nationale-socialiste, révélait *« l'essence du capitalisme qui est glorifié dans les milieux qui en profitent »*. Les exploitants de mines n'ont pu trouver qu'une maigre consolation dans l'accusation portée par la publication nationale-socialiste contre les syndicats socialistes et chrétiens pour leur défense inadéquate des intérêts des mineurs contre leurs employeurs exploiteurs. Ils n'auraient pas non plus trouvé très rassurante la proclamation à la fin de la publication : *« Le monde ouvrier allemand (Arbeitertum), sous la direction de l'ouvrier Adolf Hitler, imprégnera un jour l'économie d'une éthique très différente. L'économie n'existe pas pour les profits mais pour la sustentation du peuple allemand. L'intérêt commun avant l'intérêt personnel ! »* Du point de vue des milieux d'affaires, ces diatribes ne différaient guère de celles de l'extrême gauche politique.

Alors que de tels tracts nationaux-socialistes anticapitalistes circulaient au niveau local, les porte-parole du parti de l'échelon supérieur fournissaient une

version tout à fait différente du National-Socialisme pour les publics d'affaires.[4] À la mi-octobre, Walther Funk s'est adressé au Herrenklub exclusif de Berlin, qui comptait parmi ses membres de nombreux personnages importants du monde des affaires.[5] Quelques semaines plus tard, à Essen, plus de 300 personnes issues des rangs des techniciens et des cadres de l'industrie charbonnière ont répondu à l'invitation de l'organisation nationale-socialiste locale et ont payé deux marks chacune pour entendre le discours de Gottfried Feder, qui coïncidait avec une importante conférence sur la technologie d'extraction du charbon parrainée par le Bergbauverein.[6] Au cours de la deuxième semaine de novembre, le parti a organisé une « conférence » spéciale sur la politique économique à Düsseldorf.[7] Elle consistait en deux discours annexés à une réunion de l'organisation locale Gau du NSDAP. À cette occasion, selon la police prussienne, 200 personnes, dont de nombreux hommes d'affaires, auraient assisté au discours de Feder, tandis que 800 personnes auraient assisté à un discours simultané d'Otto Wagener, chef de la section de politique économique du parti. Gregor Straßer, qui devait faire un discours à la conférence de Düsseldorf mais s'est désisté à la dernière minute, s'est adressé début décembre à une trentaine de cadres du secteur du charbon après avoir dîné avec eux dans une salle privée d'un hôtel d'Essen.[8]

L'examen des motifs probables de cette avalanche de discours prononcés par certaines des personnalités les plus en vue du NSDAP fournit des indications intéressantes sur l'attitude des Nationaux-Socialistes à l'égard des grandes entreprises et sur les stratégies adoptées pour y faire face. D'après toutes les indications, les apparitions de Funk, Feder, Straßer et Wagener n'avaient pas pour but de collecter des fonds ; hormis le prix d'entrée habituel demandé par les Nationaux-Socialistes locaux qui avaient loué les salles utilisées pour les évènements parrainés par le parti à Düsseldorf et Essen, aucune collecte n'a été effectuée sur place et il n'y a aucune trace de sollicitations ultérieures. Les discours ne semblent pas non plus avoir eu pour but de recruter des membres, car il n'y a aucune indication d'efforts systématiques dans ce sens. Si les discours n'avaient pas d'objectifs ultérieurs de ce genre, leur but semblerait résider dans leur contenu. Et, à en juger par les rapports sommaires qui ont été conservés, les discours étaient clairement conçus pour contrer les craintes des milieux d'affaires quant aux intentions économiques socialistes du National-Socialisme. Cela soulève une question intéressante : pourquoi l'apaisement des craintes d'un petit groupe social pour lequel aucun National-Socialiste éminent n'avait une grande estime – à l'exception peut-être de Walther Funk (dont l'importance au sein du parti à partir de 1931 est discutable) – méritait-il de tels efforts de la part d'orateurs très sollicités dans des secteurs plus manifestement actifs du front politique ? Il est clair que les Nationaux-Socialistes pensaient que quelque chose

de plus important que l'argent ou de nouveaux membres pouvait être obtenu en cultivant de grands hommes d'affaires.

Une remarque de Hitler datant du début des années 1930, évoquée par Otto Wagener dans ses mémoires, offre un indice révélateur de la pensée du chef du parti sur ce sujet. Wagener, qui se considérait comme un radical social, a déclaré avoir provoqué cette remarque en exhortant Hitler à s'exprimer ouvertement en faveur de ce que Wagener considérait comme l'engagement du NSDAP à apporter des changements économiques de grande envergure en réalisant une synthèse entre l'entreprise privée et le socialisme. Hitler expliqua que sa réticence était due à sa crainte des effets politiques négatifs de la réaction des milieux d'affaires à la promotion publique de tels changements. Wagener se souvient avoir rétorqué que le parti ne devait pas se retenir par égard pour les grands hommes d'affaires, qui étaient des ennemis naturels du National-Socialisme, incapables de comprendre ses objectifs. En réponse, selon Wagener, Hitler l'a averti qu'il sous-estimait le pouvoir politique des hommes d'affaires ; il avait le sentiment, lui dit Hitler, que le NSDAP ne serait pas capable d'atteindre le pouvoir si les hommes d'affaires s'y opposaient. Les plans de Wagener devaient rester secrets, poursuivit Hitler, jusqu'à ce que les Nationaux-Socialistes aient pris le pouvoir et aient rassemblé au moins deux tiers du peuple derrière eux.[9] Ces remarques révélatrices, qui sont cohérentes avec le comportement de Hitler envers les grands hommes d'affaires, suggèrent fortement qu'il adhérait à l'hypothèse, généralement associée à la gauche, selon laquelle le contrôle des moyens de production donnait lieu à une grande puissance politique. Le raisonnement de Hitler, tel qu'il est rapporté par Wagener, suggère également qu'il pensait que les grandes entreprises devaient simplement être neutralisées, et non conquises, pour permettre au National-Socialisme de triompher. Il ne ressentait donc pas le besoin d'essayer de transformer les capitalistes allemands en membres du parti. Quant à l'argent, les capacités financières propres du NSDAP rendaient superflue l'idée de compter sur eux comme donateurs. Un tacticien politique avisé comme Hitler aurait certainement aussi reconnu que si les Nationaux-Socialistes pouvaient neutraliser les objections des grandes entreprises à l'égard de leur parti, ils pouvaient affaiblir leurs adversaires et rivaux politiques en diminuant le soutien des entreprises à leur égard. De même, si les hommes d'affaires étaient soumis à un nombre suffisant d'assauts propagandistes du National-Socialisme contre le « système » de Weimar, leur confiance restante dans l'ordre existant pourrait diminuer dans une mesure qui les rendrait réceptifs à l'idée d'une rupture complète avec le passé politique immédiat. Si des pensées de ce genre ont effectivement façonné la stratégie de Hitler, il est moins difficile de comprendre que ses lieutenants aient cultivé les cercles des grandes entreprises pendant l'automne 1931 sans chercher à soutirer de l'argent ou à enrôler des convertis.

Malheureusement, du point de vue du National-Socialisme, les efforts oratoires de ces porte-parole du parti qui cherchaient à rassurer les grands hommes d'affaires de leur auditoire n'ont guère été couronnés de succès. Pour *Vorwärts*, le quotidien du SPD, le fait que des hommes d'affaires soient allés écouter un orateur national-socialiste suffit à prouver qu'ils ont versé des fonds au NSDAP. Ce journal qualifie le National-Socialisme de *« grand mouvement jaune, payé par des hommes d'affaires malins pour combattre les organisations ouvrières ».*(10) Les récits des témoins oculaires révèlent cependant une réponse beaucoup moins positive de la part des hommes d'affaires qui ont entendu Funk, Feder, Wagener et Straßer à l'automne 1931. La preuve en est le discours de Funk au Herrenklub de Berlin le 16 octobre, qui portait le titre prometteur de « National-Socialisme et économie ». Il fait l'objet d'un long rapport préparé par Jakob Wilhelm Reichert, le directeur commercial de l'association des fabricants de fer et d'acier, pour les principaux industriels de cette organisation qui, comme leurs homologues des autres branches de production, assistaient rarement aux discours des politiciens.(11) Selon Reichert, Funk a exprimé un engagement envers la préservation de la propriété privée et une forte opposition au marxisme. Il s'est également montré réceptif à l'idée de rompre avec le système existant de contrats de travail à l'échelle de l'industrie. Il a souligné l'intention du NSDAP de créer des emplois pour les chômeurs mais, comme l'a fait remarquer Reichert, sans fournir d'explication satisfaisante sur la façon dont cela pourrait être fait aux frais de l'État sans déclencher l'inflation et miner la monnaie. Funk parla également de la nécessité d'une certaine direction étatique du commerce extérieur, ce dont il se détourna rapidement lorsque Reichert, réagissant à ce qu'il considérait comme un soupçon de l'engagement autarcique proclamé haut et fort par le National-Socialisme de réduire, voire d'éliminer, la dépendance économique de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger, souleva des objections au cours de la discussion qui suivit le discours. Plus alarmant encore, rapporta Reichert, Funk avait suggéré un arrêt complet de tous les paiements allemands de dettes étrangères, tant pour les réparations que pour les crédits commerciaux ordinaires. Cette proposition a dû rappeler des déclarations similaires faites publiquement par d'autres porte-parole nationaux-socialistes, dont Hermman Göring. Elle a provoqué un avertissement de Reichert à Funk : toute mesure de ce type provoquerait des représailles massives contre les intérêts commerciaux allemands de la part d'autres pays et risquerait de provoquer un effondrement du crédit et du commerce extérieur sans lesquels l'économie allemande ne pourrait pas fonctionner. Dans son rapport, Reichert a trouvé tout aussi inquiétant que ces projets téméraires présentés par Funk, l'incapacité de ce dernier à proposer des solutions aux problèmes les plus importants pour les grandes entreprises à cette époque : la croissance vertigineuse du déficit budgétaire du Reich générée par le programme d'assurance chômage ou les charges imposées à l'industrie par les prélèvements

sociaux, les salaires fixés par l'arbitrage obligatoire de l'État et les limites, fixées par la réglementation de l'État, sur les heures de travail. La performance de Funk, conclut Reichert, s'est avérée décevante. Et comme Funk avait la réputation d'être le National-Socialiste le plus favorable aux grandes entreprises, cette déception a dû être d'autant plus grande. Fritz Springorum, directeur général de Hoesch Steel et trésorier de la Ruhrlade, faisait partie de ceux que le discours de Funk avait dérangés. Il n'a pas assisté au discours mais écrit à Funk pour le critiquer après l'avoir appris par le rapport de Reichert. Funk, qui eut du mal à expliquer ses remarques, eut recours, dans sa réponse évasive à Springorum, à l'affirmation peu rassurante que personne ne pouvait dire précisément quelle serait la politique spécifique d'un parti sans connaître les circonstances économiques au moment où il prenait le pouvoir.(12)

Les rapports qui subsistent sur les discours de Feder à Essen et Düsseldorf et sur la conférence de Straßer à Essen le 7 décembre ne fournissent que des impressions sommaires de leurs propos. Bien que Straßer soit largement considéré comme classé à la gauche du NSDAP, ses apparitions personnelles ont fait une impression favorable sur de nombreux hommes d'affaires. Cela peut peut-être s'expliquer par sa capacité, en tant qu'ancien propriétaire d'une boutique d'apothicaire, à parler, au moins de manière rudimentaire, le langage des profits et des pertes, des taux d'intérêt et des frais généraux, ce que peu d'autres officiels importants du parti pouvaient faire par expérience personnelle. À l'occasion de son apparition à Essen, se rappela un de ses auditeurs des années plus tard, il assura son audience que les Nationaux-Socialistes n'avaient pas l'intention de socialiser l'économie puisque la direction de l'État suffirait à leurs besoins.(13) Feder tenait généralement le même discours devant de tels auditoires, soulignant son attachement au principe de la propriété privée et tentant ensuite d'expliquer à ses auditeurs pourquoi ce principe ne serait pas mis en péril en accordant à l'État l'autorité illimitée d'employer toutes les mesures qu'il jugeait nécessaires, même l'expropriation, lorsque la propriété privée était utilisée contrairement aux intérêts du *Volk*. Feder avait également du mal à éviter ses projets favoris, l'abolition de l'intérêt de crédit et la création de travail pour les chômeurs en imprimant de la nouvelle monnaie, des projets qui manquaient rarement de provoquer des objections, voire la dérision, parmi les grands hommes d'affaires. La police prussienne rapporte, sur la base de ce qu'elle décrit comme une source fiable, que le discours de Feder à Essen *« n'a rencontré l'assentiment que d'une petite partie de son auditoire. »*(14)

Un observateur qui a assisté à la conférence économique nationale-socialiste de novembre à Düsseldorf n'a pas mentionné le discours de Feder lorsqu'il a rendu compte de cet évènement de manière anonyme dans un bulletin d'information qui a circulé parmi les hommes d'affaires. Il a trouvé beaucoup plus remarquables les observations d'Otto Wagener. Après avoir débité un

torrent de *« démagogie bon marché »*, raconte-t-il, Wagener a ensuite révélé *« un dilettantisme économique stupéfiant »*. Il soutenait l'autarcie comme politique économique nationale et recommandait deux monnaies, l'une à usage domestique, l'autre pour les transactions avec le monde extérieur. Il a également invoqué le célèbre slogan de Feder, appelant à *« mettre fin à la servitude des paiements d'intérêts »*. À la place du crédit basé sur les intérêts, le chef de la section de politique économique du NSDAP proposait que les créanciers deviennent copropriétaires de toute entreprise à laquelle ils avaient avancé des fonds, gagnant si elle faisait des profits, perdant si elle n'en faisait pas. Quant au problème des réparations, il assurait à ses auditeurs que l'Allemagne pouvait facilement rendre la France impuissante à percevoir un nouveau « tribut » en s'alliant à l'Angleterre et à l'Italie. Wagener a laissé une impression, poursuit le rapport, de *« grande superficialité, de flaccidité et de primitivité »*. Il manquait même d'originalité puisque la plupart de ses notions se retrouvaient ailleurs. *« Si Wagener incarne l'élite de la politique économique du National-Socialisme »*, concluait l'observateur de la conférence de Düsseldorf, *« on ne peut pas attendre grand-chose de l'engagement du mouvement dans cette sphère. »*(15)

Aussi limité que soit leur succès, Feder, Funk, Straßer et Wagener ont tous tenté à des degrés divers, durant l'automne 1931, ce que Hitler avait cherché à accomplir depuis qu'il avait écrit son pamphlet confidentiel pour les industriels à la demande d'Emil Kirdorf en 1927. C'est-à-dire qu'ils ont essayé d'assurer à leurs auditeurs que le National-Socialisme ne devait pas être confondu avec le socialisme de type traditionnel. Quoi qu'aient pu dire les agitateurs syndicaux et les journalistes nationaux-socialistes, leur message était le suivant : le National-Socialisme ne visait pas l'abolition de la propriété privée ou une socialisation complète de l'économie. Le « socialisme » du National-Socialisme, laissaient-ils entendre, n'était qu'une façade destinée à détourner les ouvriers allemands de leurs séducteurs « marxistes ».(16) La difficulté de toutes ces assurances, même pour ceux qui, dans les milieux d'affaires, étaient prêts à leur accorder du crédit, résidait dans le fait qu'elles indiquaient au mieux ce que le National-Socialisme n'était pas. Elles ne révélaient pas ce qu'il était ou ce qu'il ferait s'il arrivait au pouvoir. Funk, Feder, Straßer et Wagener n'ont pas non plus donné une idée claire de la politique économique d'un gouvernement national-socialiste, sauf dans la mesure où des déductions générales pouvaient être tirées de leurs remarques sur divers sujets. Les hommes d'affaires qui ont étudié leurs propos dans le but de discerner un modèle n'auraient guère pu être rassurés par leur plaidoyer en faveur de l'abolition de l'intérêt, de l'autarcie économique ou de la restriction du commerce, de la répudiation des dettes étrangères, des projets monétaires potentiellement inflationnistes et des projets visant à créer du travail pour les chômeurs, ou par leur explication selon laquelle le National-Socialisme cherchait simplement à obtenir une autorité gouvernementale illimitée pour

« diriger » l'économie. Même si les hommes d'affaires accordaient une certaine crédibilité aux Nationaux-Socialistes au double langage qui s'adressaient aux milieux d'affaires de manière conciliante, les messages qui en émanaient n'étaient ni clairs ni réconfortants.

Compte tenu de la variété déconcertante des impressions qui parvinrent au monde des affaires en provenance du NSDAP en 1931, il n'est pas surprenant que le jeu de devinettes sur l'orientation économique du parti se soit poursuivi, voire intensifié, alors que les Nationaux-Socialistes remportaient un triomphe après l'autre lors des élections locales et régionales de cette année-là. La curiosité ne cessa de croître à l'égard d'un phénomène à la fois déconcertant et de plus en plus difficile à ignorer ; des bribes d'informations, souvent de simples rumeurs, firent l'objet d'un examen minutieux dans les bureaux de direction des grandes entreprises allemandes. Pour certains, la question clé était la suivante : quels Nationaux-Socialistes contrôlaient le parti, ceux qui émettaient des avis radicaux sur l'économie ou ceux qui semblaient modérés sur ce front ? Dans les spéculations qui en résultèrent, Hitler occupa naturellement une place prépondérante. La plupart des observateurs des grandes entreprises étaient enclins à le classer parmi les modérés. Cela semble être dû en partie à son plaidoyer très médiatisé en faveur de l'adhésion à la légalité politique et à sa suppression des unités SA socialement radicales alignées avec le rebelle potentiel Stennes lors de la mutinerie SA avortée de Berlin au printemps. Mais la réputation de modération de Hitler découlait également de son silence sur la plupart des questions économiques et de l'ambiguïté oraculaire de ses rares déclarations sur ce sujet, comme celle concernant la grève des métallurgistes de Berlin en 1930.

Certains associés au monde des affaires ne partageaient pas cette évaluation optimiste de Hitler à l'été 1931. Parmi eux se trouvait Erich von Gilsa, l'informateur politique de Paul Reusch, qui, comme nous l'avons déjà noté, quitta le rassemblement de Bad Harzburg en octobre, enthousiasmé par la perspective d'un gouvernement d'« opposition nationale » qui inclurait les Nationaux-Socialistes. En août, Gilsa voyait les choses tout à fait différemment lorsqu'il transmettait à Reusch le rapport d'un *« politicien de droite de premier plan »* (qu'il ne nommait pas) sur une réunion privée avec Hitler. Gilsa raconte que l'homme politique était reparti avec le sentiment d'avoir parlé à une *« personne possédée »*, dotée d'une énorme réserve d'énergie volontaire qui pouvait, cependant, éclater dans des directions imprévues. Le politicien avait d'ailleurs été totalement frustré dans ses tentatives de coincer Hitler sur ce que le NSDAP prévoyait de faire s'il était, comme le demandait Hitler, admis au gouvernement. Hitler avait répondu à ses questions, avait déclaré le politicien à Gilsa, en exposant *« toutes sortes de points de vue historico-philosophiques de grande envergure, beaucoup de choses sur l'âme du Volk, les impondérables, les questions raciales, et ainsi de suite ».* Hitler n'avait cependant pas

mentionné *« une seule mesure pratique et concrète qu'il voulait faire passer »*. En conséquence, l'informateur de Gilsa lui avait dit que la participation des Nationaux-Socialistes au gouvernement serait impossible dans un avenir prévisible. Gilsa lui-même qualifia Hitler d'*« erratique »* et exprima de sérieux doutes sur sa capacité à gouverner. Il conclut son rapport à Reusch en observant qu'une lecture attentive de *Mein Kampf* pourrait conduire à la conclusion que Hitler avait l'intention de laisser les détails de l'action politique à ses associés au sein du NSDAP et se contenterait de fixer les objectifs généraux du parti. Mais il n'y avait aucune garantie de cela, prévenait-il.(17) Quelques jours après avoir reçu le rapport de Gilsa, Reusch en reçut un autre de son agent berlinois, Martin Blank, qui mettait en doute la sagesse de placer des espoirs dans les hommes qui entouraient Hitler. Blank rapportait que les cercles dirigeants du Stahlhelm considéraient Hitler avec le plus grand scepticisme, une évaluation à laquelle il souscrivait lui-même. De plus, lors d'une conversation la veille, deux participants éminents du NSDAP s'étaient exprimés de manière critique et inquiète sur les conditions de vie à la Maison brune, le siège national de leur parti. Le seul haut national-socialiste qui inspirait le respect semblait être Gregor Straßer, écrivait Blank à Reusch, tandis que tous les autres occupants de la Maison brune semblaient, pour diverses raisons, peu fiables ou incompétents.(18)

Alors que la grande majorité des grands hommes d'affaires et les experts professionnels auxquels ils s'en remettaient pour les questions politiques semblaient s'être abstenus de porter un jugement définitif sur le National-Socialisme en 1931, certaines voix au sein de la communauté des affaires ne cessaient de dépeindre le National-Socialisme comme un ennemi mortel de l'entreprise privée. C'est le cas du Hansa-Bund, l'organisation nationale des intérêts commerciaux, financiers et industriels d'orientation libérale. Dans son manuel des affaires publiques de 1931, l'article sur le National-Socialisme mettait en garde ses membres contre le risque d'être induits en erreur par l'antimarxisme de ce parti. Les Nationaux-Socialistes ne rejetaient que le matérialisme du marxisme, expliquait le Bund ; ils partageaient l'hostilité fondamentale du marxisme envers le capitalisme et son engagement envers le socialisme, qui, dans leur cas, découlait de notions romantiques plutôt que matérialistes. Et le socialisme restait le socialisme, avec des conséquences tout aussi fatales pour les propriétaires du capital, quelles que soient ses origines idéologiques. Gregor Straßer n'avait laissé aucun doute sur le fait que lui et ses camarades étaient des ennemis mortels du système économique capitaliste. Gottfried Feder reconnaissait en principe la propriété privée, mais il qualifiait les revenus tirés de la propriété de non mérités et, puisqu'ils étaient prétendument acquis aux dépens de ceux qui travaillaient, d'immoraux. L'objectif de ces hommes, prévint le Hansa-Bund, est le socialisme, quel que soit le nom qu'on lui donne, et il ne pouvait y avoir de compromis avec eux. *« Nous devons donc veiller »*, concluait

l'article, *« à ce que le Bürgertum allemand ne conclue pas, comme cela a parfois été le cas jusqu'à présent : Excellent ! Voilà les troupes de choc qui sauvegarderont les fondements idéologiques et matériels de notre existence ! »*.(19)

Une autre évaluation du National-Socialisme provenait de ceux que l'on pourrait appeler les optimistes, qui considéraient le NSDAP comme un phénomène passager. L'un des plus remarquables d'entre eux était Carl Friedrich von Siemens, à la tête de l'énorme entreprise de fabrication électrotechnique de sa dynastie. S'adressant à New York à la fin du mois d'octobre à un public de financiers américains – et donc, dans le but de renforcer la cote de crédit de l'Allemagne qui s'effondrait, probablement enclin à brosser un tableau optimiste – Siemens considère Hitler et ses partisans comme des adversaires idéalistes du socialisme ayant des notions enfantines de l'économie. Le National-Socialisme était essentiellement un mouvement de protestation, expliquait Siemens. De nombreux Allemands ne lui avaient accordé leurs suffrages qu'en raison de leur frustration face aux excès parlementaires et socialistes des gouvernements d'après-guerre. La plupart de ceux qui sympathisaient avec le mouvement ne pouvaient pas vraiment s'y engager au-delà d'un vote de protestation en raison de son opportunisme impitoyable, de sa démagogie et de son « jeu sur les instincts inférieurs » – apparemment un euphémisme pour l'antisémitisme. Comme pour les Communistes, Siemens affirmait que la force grandissante du NSDAP dans les urnes n'était qu'un symptôme fiévreux de la détresse économique. Elle s'atténuerait et disparaîtrait de la scène politique, tout comme le communisme, une fois que la reprise économique serait là.(20)

Plus nombreux que les pessimistes ou les optimistes purs et durs, il y avait ceux que l'on peut qualifier de réalistes en puissance. Ils considéraient le National-Socialisme comme une sorte de force élémentaire, différente de tout ce qu'on avait jamais vu dans la politique allemande, qu'ils ne pouvaient ni expliquer ni comprendre. Ce point de vue a prévalu lors d'une réunion révélatrice des responsables du personnel des associations industrielles régionales à Berlin à la fin du mois d'octobre. Les *Syndizi* participants, dont certains avaient été à Bad Harzburg, étaient manifestement encore sous l'influence de cette réunion et de l'énorme rassemblement des SA à Braunschweig, une semaine plus tard, où Hitler avait passé en revue les colonnes de plus de 100 000 de ses partisans en uniforme dans la plus grande manifestation paramilitaire nationale-socialiste de l'époque. Toutes les personnes présentes se sont rapidement accordées à dire que le National-Socialisme semblait encore gagner du terrain. En outre, elles ont approuvé la proposition de Martin Blank, représentant de Paul Reusch à Berlin, selon laquelle le monde des affaires devrait s'efforcer d'influencer le développement du National-Socialisme en lui fournissant *« non pas de l'argent mais des hommes et des idées »*. Max Schlenker, directeur commercial du complexe associatif clé des producteurs de fer et d'acier de la Ruhr, demanda instamment à

l'industrie de trouver un moyen d'implanter son esprit dans le National-Socialisme et suggéra que des hommes fiables ayant une bonne compréhension des nécessités économiques pourraient même recevoir l'ordre de rejoindre les rangs nationaux-socialistes. L'objectif, selon Schlenker, devait être de trouver un moyen d'utiliser le National-Socialisme dans ce qui restait pour le monde des affaires l'alpha et l'oméga de la politique, la lutte contre le « marxisme » et ses alliés. Lui et les autres intervenants de la réunion considéraient le National-Socialisme avec un mélange de fascination et de malaise. D'une part, il représentait, en tant qu'ennemi de leur ennemi, un allié potentiel ; d'autre part, les ambiguïtés et les cacophonies chroniques des propos nationaux-socialistes sur la sphère économique restaient une source d'inquiétude lancinante. Un accord général s'est dégagé sur le fait que pour mettre le NSDAP sur une voie économique saine, il devait être stabilisé par un ballast bourgeois. La première tâche à accomplir était donc de trouver les moyens de renforcer les forces politiques bourgeoises du pays afin qu'elles puissent affronter le National-Socialisme en position de force. Mais les participants à la réunion étaient également d'accord sur le fait que s'il y avait un espoir de mobiliser un bloc bourgeois suffisamment puissant pour freiner et diriger le National-Socialisme, il ne fallait pas gaspiller davantage d'argent dans les partis traditionnels, qui étaient devenus trop discrédités aux yeux du public. Il fallait donc trouver des moyens d'utiliser l'influence politique et l'argent des milieux d'affaires pour unir les éléments bourgeois orientés vers la « nationalité », soit au-dessus, soit en dehors des vieux partis.(21)

Il n'est pas surprenant que les agents politiques du grand capital qui s'étaient réunis à Berlin à la fin du mois d'octobre 1931 aient regardé avec grand intérêt l'« opposition nationale » qui semblait s'être formée à Bad Harzburg deux semaines plus tôt. En effet, bien que le National-Socialisme, quelle que soit la langue fourchue que l'on écoutait, ne pouvait prétendre à l'accolade « *bürgerlich* », ou bourgeois, les Nationaux-Socialistes étaient aussi indéniablement « nationaux » que le *Bürgertum* allemand. Une « opposition nationale » semblait donc offrir un terrain de rencontre. Elle offrait également plusieurs avantages potentiels du point de vue des grandes entreprises. Alors que le *Bürgertum* du pays incarnait la fiabilité économique, il était coupé des masses laborieuses qui pesaient si lourd à l'époque de la politique participative.(22) Les Nationaux-Socialistes, bien que leur position soit ambiguë en ce qui concernait les questions économiques, bénéficiaient d'un soutien massif qui s'étendait, la plupart des grandes entreprises en étaient convaincues, à la main-d'œuvre industrielle. Quel arrangement plus optimal que de lier le NSDAP, dynamique et imprévisible, à des forces bourgeoises sur lesquelles on pouvait compter pour défendre les intérêts économiques des grandes entreprises, dirigeant ainsi toute l'agressivité du National-Socialisme contre les « marxistes » ? Comme Gilsa, qui était redevenu

sceptique à l'égard du National-Socialisme, l'exprima en décembre dans un mémorandum à Reusch, qui est ensuite tombé d'une manière ou d'une autre entre les mains de la presse : *« Si Hitler et son État-major économique sont effectivement fermement décidés à laisser intact le cœur du système d'entreprises privées, il leur sera plus facile de réorienter leur peuple s'ils peuvent désigner, en éduquant leurs partisans, un groupe d'entreprises privées fort dans le front national. »*(23)

Les agents politiques des grandes entreprises qui quittèrent la réunion de Berlin à la fin du mois d'octobre avec une telle stratégie en tête ont dû trouver les développements de la fin de 1931 très déconcertants. Moins d'un mois après la réunion de Bad Harzburg, l'« opposition nationale » annoncée commençait à montrer des signes de fragilité, les Nationaux-Socialistes et les Stahlhelmer se querellant publiquement et avec vitupération au sujet de prétendues atteintes à l'honneur de l'autre, tandis que le NSDAP et le DNVP reprenaient les récriminations mutuelles qui marquaient habituellement leurs relations en l'absence d'une cause commune immédiate.(24) Au début de l'année 1932, même le Président Hindenburg trouva inéluctable la conclusion que *« le 'Front de Harzburg' n'est qu'une fiction ou, plus exactement, il n'a jamais vu le jour ».*(25) En Hesse, où les Nationaux-Socialistes remportèrent un triomphe électoral retentissant en novembre en s'emparant de près de 40 % des sièges d'un parlement d'État dans lequel ils n'avaient jusqu'alors eu aucune représentation, leurs nouveaux députés proposèrent rapidement une augmentation massive de l'aide aux chômeurs, ce qui aurait augmenté les dépenses de l'État de près de 30 %.(26) En outre, malgré les démentis des deux parties, des rumeurs circulèrent tout au long de l'automne selon lesquelles le Parti catholique du centre négociait avec les Nationaux-Socialistes dans le but de former des gouvernements de coalition dominés par ces deux partis, tant au niveau du Land qu'au niveau national.(27) Dans les cercles des grandes entreprises, une telle constellation évoquait la perspective effrayante de dirigeants syndicaux catholiques se joignant aux Nationaux-Socialistes de gauche pour gagner les ouvriers allemands en faisant des concessions aux dépens du monde des affaires.(28) Alors que l'année 1931 touchait à sa fin, il semblait qu'il n'y ait aucun moyen de prédire la prochaine action de ce prodige politique énigmatique en pleine expansion, qui parlait avec une langue toujours plus fourchue.

4. Les Nationaux-Socialistes et les petits hommes d'affaires

Il serait mensonger de donner l'impression que les Nationaux-Socialistes ne sont pas parvenus à convertir des entreprises en 1931. Selon toutes les indications, un nombre croissant d'hommes d'affaires de toute l'Allemagne sont devenus membres ou sympathisants du parti cette année-là. Ceux qui le firent,

cependant, ne venaient pas des rangs de la grande entreprise. Ils venaient plutôt des couches moyennes de l'industrie, du commerce et de la finance. Dans certains cas, ils étaient à la tête d'entreprises assez importantes, employant des centaines d'ouvriers et mobilisant des capitaux qui atteignaient parfois des millions de marks. Mais la plupart de ces entreprises étaient loin d'atteindre le seuil de 20 millions de marks de capital nominal appliqué ici aux grandes entreprises. Ces petites entreprises étaient beaucoup plus nombreuses que celles qui constituaient les grandes entreprises, telles que définies plus haut dans ce volume, et leurs propriétaires et dirigeants étaient beaucoup plus nombreux que ceux des plus grandes entreprises. Collectivement, elles contrôlaient de vastes quantités de capitaux. À la fin de 1929, près de la moitié du capital total de la forme de société la plus répandue, l'*Aktiengesellschaften*, était détenue par des entreprises dont le capital était inférieur à vingt millions de marks.(1) Pourtant, en dépit de leur nombre et de l'importance du capital dont ils disposaient, les dirigeants de ces entreprises se retrouvaient, à leur grand dam, sans voix ou presque dans les associations nationales de *die Wirtschaft*, en particulier le Reichsverband industriel, dont les conseils étaient dominés par les porte-parole des grandes entreprises.(2)

Les milieux d'affaires allemands avaient fourni au NSDAP certains de ses cadres dirigeants avant même que la dépression ne frappe. Martin Mutschmann, le Gauleiter national-socialiste de Saxe de 1925 jusqu'à la disparition du Troisième Reich vingt ans plus tard, était issu des rangs des petits fabricants. De manière incongrue pour un tenace national-socialiste qui se distinguait autant par l'usage de ses poings que par d'autres qualités, Mutschmann dirigeait dans sa vie privée trois usines de dentelle dans la petite ville de Plauen, dans le district reculé du Vogtland en Saxe.(3) Dans le nord du Bade, Wilhelm Keppler, qui deviendra plus tard l'un des conseillers économiques de Hitler et occupera un certain nombre de postes élevés dans le Troisième Reich, jouera un rôle de premier plan dans le développement d'une puissante organisation locale du parti après son adhésion en 1927. Keppler travaillait dans la ville d'Eberbach pour une entreprise chimique, appartenant à un oncle, qui produisait de la gélatine photographique dans le cadre d'un accord avec la société américaine Eastman Kodak. En mars 1928, Keppler aurait envoyé 800 invitations à une conférence de Hitler dans la salle municipale de Heidelberg. Un rapport de police décrit les 670 participants comme étant *« presque exclusivement des industriels »*. Compte tenu de la fabrication à petite échelle qui prédominait dans le nord du Bade, il est probable que les personnes présentes provenaient, comme Keppler lui-même, des rangs des petits hommes d'affaires allemands.(4) À Munich, le parti avait gagné un partisan actif et un défenseur au sein des cercles d'affaires en la personne d'Albert Pietzsch, propriétaire d'une petite mais prospère usine chimique de banlieue qui produisait un décolorant pour cheveux à base de peroxyde d'hydrogène. Dans le Troisième Reich, Pietzsch dirigeait le Conseil économique du Reich des Nationaux-

Socialistes.[5] En août 1929, Otto Wagener abandonna une carrière commerciale pour devenir chef de cabinet de la SA national-socialiste et, plus tard, chef de la section de politique économique du parti. Ancien directeur d'une entreprise de Karlsruhe qui fabriquait des machines à coudre et des bicyclettes, il renonça à un partenariat dans une société de vente en gros de contreplaqué et de placages pour se consacrer au NSDAP.[6] Wagener partageait avec Mutschmann, Keppler et Pietzsch une hostilité farouche non seulement envers les partis « marxistes » mais aussi envers les syndicats. Tous les quatre se vantaient d'avoir maintenu les usines qu'ils dirigeaient sans organisateurs ni grèves. Ce type de militantisme antisyndical était beaucoup plus fort dans les couches moyennes de l'industrie allemande que dans les milieux d'affaires, où les employeurs avaient été contraints de s'entendre avec les syndicats ou de voir leurs entreprises paralysées. Cette animosité à l'égard du syndicalisme se retrouvait dans les pages de l'hebdomadaire qui répondait aux besoins d'information des entrepreneurs de taille moyenne, *Die Deutsche Arbeitgeber-Zeitung*. Il avait adopté une ligne beaucoup plus dure à cet égard que l'organe de l'association des grands employeurs industriels, *Der Arbeitgeber*, et était devenu la première publication entrepreneuriale à accorder une attention favorable dans ses colonnes au NSDAP.[7]

L'importance politique du milieu des affaires était particulièrement importante dans la politique d'État du système fédéral de la République, comme le démontre l'expérience des Nationaux-Socialistes lorsqu'ils ont pris pied au gouvernement. Le NSDAP franchit cette frontière importante en janvier 1930, lorsque Wilhelm Frick devint Ministre de l'intérieur et de l'éducation de Thuringe dans un cabinet de coalition installé avec les voix de quatre partis bourgeois et du NSDAP.[8] Les négociations précédant la formation du cabinet de Thuringe s'avérèrent ardues, car les six députés DVP du Landtag nouvellement élu, dont les votes étaient nécessaires pour former une majorité, ont subi de fortes pressions pour ne pas soutenir l'installation du NSDAP au gouvernement. Les porte-parole du DVP dans le reste du pays déconseillèrent, au nom du libéralisme allemand, de s'allier dans une coalition avec un parti antiparlementaire tel que le NSDAP, et les intérêts commerciaux locaux du DVP hésitèrent à franchir le pas en raison des déclarations socialistes de la presse nationale-socialiste. Désireux d'obtenir pour son parti sa première nomination ministérielle, avec le gain de respectabilité nationale que cela impliquait, Hitler lui-même intervint. Accompagné de Rudolf Heß, Otto Wagener et Frick, il se rendit à Weimar, la capitale de l'État, et rencontra un groupe d'une vingtaine de personnalités issues des partis bourgeois, de la bureaucratie de l'État et du monde des affaires de Thuringe, invitées à prendre le thé par le Gauleiter Fritz Sauckel dans une salle à manger privée du célèbre Hotel zum Elephanten.[9] Ce soir-là, Hitler s'adressa à un public beaucoup plus nombreux composé de l'élite du Bürgertum de Thuringe dans un autre hôtel de Weimar, une rencontre également organisée par les Nationaux-Socialistes

locaux. Selon un journal pro-DNVP de Weimar, il réalisa une sorte de tour de force en ne mentionnant pas une seule fois les mots « national-socialiste » dans son discours de deux heures. Hitler n'aborda pas non plus les questions économiques, si ce n'est qu'il affirma que l'Allemagne devait réduire sa dépendance vis-à-vis du commerce extérieur et augmenter ses terres arables afin de devenir moins dépendante des autres pays. La majeure partie de son discours semble avoir été consacrée à des dénonciations de la démocratie parlementaire et des subversifs marxistes allemands, qui, a-t-il averti ses auditeurs, menaient le pays vers la guerre civile. Selon le compte rendu du journal de Weimar, le public a répondu par des applaudissements enthousiastes.(10) Deux semaines plus tard, après de longues négociations, le cabinet de coalition proposé, incluant Frick, fut élu lorsque les députés du DVP votèrent avec ceux des autres partis bourgeois et du NSDAP.

Quelques jours après l'installation de Frick comme ministre dans le Land de Thuringe, Hitler s'était vanté, dans une lettre à l'un de ses loyaux partisans, d'avoir renversé la vapeur dans la région en amenant le monde des affaires à faire pression sur le DVP pour soutenir l'admission du NSDAP au gouvernement du Land.(11) Au vu de l'abandon par les députés du DVP de leur résistance initiale à cet arrangement, cette fanfaronnade ne semble pas invraisemblable. Certains documents provenant des cercles industriels de Thuringe apportent une crédibilité supplémentaire à l'affirmation de Hitler. Dans un rapport adressé aux entreprises membres en mars 1930, le directeur d'une association d'entreprises de Thuringe – qui avait rejoint le NSDAP en janvier – décrivait son intervention dans le processus politique afin de parvenir à la formation d'un cabinet « convenable » et ainsi contribuer à résoudre la crise parlementaire.(12) L'organisation en question était la Ligue des relations de travail de l'industrie du ciment de Thuringe. Les principaux membres de la ligue, une douzaine d'entreprises produisant du ciment et des matériaux de construction connexes, occupaient une place importante dans le paysage industriel de la Thuringe, une région politiquement fragmentée jusqu'en 1920, peu dotée en ressources minérales, dépourvue de cours d'eau économiquement stratégiques et à l'écart du développement des grandes entreprises modernes. Territoire de petites villes, la Thuringe ne comptait pas de ville de plus de 100 000 habitants. Ses industries, spécialisées principalement dans les produits en verre, la porcelaine, les jouets et les instruments de précision, reflétaient encore leurs origines dans la première moitié du XIX^{e} siècle ou même avant. Ses usines étaient restées petites par rapport aux normes du XX^{e} siècle et, à l'exception de l'industrie des instruments optiques d'Iéna, elles étaient souvent dépassées. Elles étaient presque toutes à la traîne par rapport à leurs concurrentes plus grandes et plus innovantes d'autres régions du pays.(13)

Les dirigeants des entreprises membres de la Ligue thuringienne du ciment ressentaient une forte hostilité à l'égard des grands capitalistes allemands. Ayant observé que les partis bourgeois soutenus par les grandes entreprises se joignaient régulièrement aux Sociaux-Démocrates pour adopter au Reichstag des mesures d'État-providence coûteuses, ils prenaient au sérieux les accusations selon lesquelles les magnats du capital à Berlin s'étaient secrètement alliés au SPD dans un complot visant à faire supporter aux petits entrepreneurs du pays une charge fiscale toujours plus lourde.(14) Ces hommes d'affaires avaient probablement trouvé très attrayantes les promesses des Nationaux-Socialistes de Thuringe de réduire fortement les dépenses publiques par le biais de réductions d'impôts, si le NSDAP était admis au cabinet.(15) D'après toutes les indications, les producteurs de ciment se montrèrent également réceptifs aux assurances du directeur de leur organisation selon lesquelles le programme officiel du NSDAP ne devait pas être pris au sérieux. Malgré les déclarations publiques de certains de ses porte-parole, leur a-t-il dit, le parti n'était ni favorable à la socialisation ni opposé au type de fixation des prix que les cimentiers pratiquaient depuis longtemps par le biais d'un cartel.(16)

Une demande d'aide législative envoyée au siège du parti en Thuringe au début de l'année 1932 par le propriétaire d'une usine de thermomètres employant 600 ouvriers dans la ville de Roda suggère que l'attitude des producteurs de ciment ne représentait pas une aberration dans le contexte du monde des affaires de cet État. Ce fabricant avait adhéré au NSDAP au printemps 1931, apparemment en grande partie à cause de son indignation courroucée face aux effets ruineux sur son entreprise d'une loi « marxiste » promulguée sous la République qui soumettait les thermomètres médicaux à des tests d'exactitude. Il terminait son appel à l'aide en rappelant aux dirigeants du Parti ouvrier allemand national-socialiste de Thuringe que, dans sa région, les Nationaux-Socialistes se trouvaient parmi les petits fabricants, et non parmi les ouvriers.(17) À l'automne 1931, les relations entre les Nationaux-Socialistes et les industriels de Thuringe s'étaient déjà développées au point que l'association industrielle de l'État invita officiellement les six députés nationaux-socialistes du Landtag à assister à une réunion de ses membres à Weimar.(18)

Tous les petits et moyens fabricants allemands ne partageaient pas l'étroitesse d'esprit de ceux qui exploitaient des usines démodées dans des villes reculées de Thuringe, mais pratiquement tous souffraient gravement des effets de la dépression. La crise économique les menaçait beaucoup plus profondément que les hommes des grandes entreprises. Ces dernières ressemblaient au proverbial débiteur prodigue aisé pour lequel, lorsque la maladie frappait, les créanciers engageaient les meilleurs experts médicaux qu'ils pouvaient trouver, ne pouvant se permettre sa disparition. De nombreux tampons, soutenus par d'importantes réserves de capital, protégeaient les grandes entreprises du cauchemar ultime des

hommes d'affaires : l'insolvabilité et le dépôt de bilan. Le gouvernement national lui-même représentait le tampon de dernier recours. Le cabinet Brüning a démontré que les autorités du Reich n'étaient pas disposées à laisser les grandes entreprises subir les conséquences de l'insolvabilité lorsque plusieurs des grandes banques nationales ont dû cesser leurs paiements au cours de l'été 1931 et lorsque l'usine de locomotives Borsig, l'un des plus grands employeurs industriels de Berlin, n'a pas pu satisfaire aux exigences de ses créanciers au cours de l'automne.(19) Dans ces cas et dans d'autres, le gouvernement, ne voulant pas faire face aux conséquences économiques, sociales et – en fin de compte – politiques prévisibles de l'autorisation de l'effondrement de grandes entreprises qui avaient échoué selon les règles normales du capitalisme, a tenté de les renflouer avec des fonds publics. Dans d'autres cas, le gouvernement a évité les faillites en garantissant des crédits commerciaux, voire en accordant lui-même des prêts, à de grandes entreprises en péril. Ces entreprises, mais pas nécessairement leurs dirigeants, avaient manifestement acquis une sorte d'immortalité économique du simple fait de leur taille.(20) Leur faillite déclencherait des réactions en chaîne de faillites de la part d'autres entreprises qui leur avaient prêté des fonds ou qui dépendaient d'elles pour leurs affaires. La cessation de leurs activités pousserait sur les fonds de chômage de l'État non seulement leurs propres employés mais aussi ceux des entreprises qui leur fournissaient des matières premières ou distribuaient leurs produits. Le coût de ces conséquences de grande envergure en termes de réduction supplémentaire de l'activité commerciale, d'exacerbation de la baisse déjà chronique des recettes fiscales et de chômage supplémentaire avec toutes les dépenses et les risques qui en découlent, semblait tout simplement inacceptable pour tout gouvernement d'hommes rationnels. Pour les petites entreprises, cependant, ces mesures de dissuasion contre la calamité finale étaient rarement applicables. Leur danger suffit rarement à rallier leurs créanciers à un accord visant à suspendre les demandes de remboursement des dettes jusqu'à ce qu'elles aient surmonté la crise. Un danger d'insolvabilité de leur part n'a pas non plus attiré l'attention et éveillé les impulsions protectrices du gouvernement. Elles étaient trop nombreuses, trop discrètes, et les conséquences de leurs défaillances étaient trop limitées pour qu'elles puissent bénéficier du type de mesures tampons qui protégeaient les grandes entreprises. Pour ces petites entreprises, l'échec et l'extinction sont restés des possibilités réelles et effrayantes alors que la Grande Dépression étranglait implacablement l'activité commerciale dans une mesure que personne n'avait imaginée. Les hommes d'affaires allemands vraiment désespérés se sont exprimés dans les secteurs moyen et inférieur de l'industrie, du commerce et de la finance, et non dans le cercle charmant des grandes entreprises.

Un fabricant rhénan s'est souvenu dans ses mémoires de ce qu'il avait ressenti face à la dépression dans une position aussi vulnérable.(21) Jeune homme à

l'époque, il s'était battu pour aider à sauver deux usines familiales fondées dans la ville de Krefeld au XIXe siècle pour produire des machines industrielles spécialisées. Au début de la dépression, les usines employaient quelque 650 ouvriers et étaient rentables. Mais la crise les a frappées de plein fouet. Chaque semaine consistait en une lutte contre des créanciers de plus en plus insistants et des banquiers indignés qui menaçaient de saisir les dettes en souffrance. La direction a transféré frénétiquement des fonds d'un compte à l'autre, empruntant de l'argent à des taux d'intérêt toujours plus élevés pour faire face à des obligations qu'elle ne pouvait plus éviter. La famille a dû mettre de plus en plus de ses biens en garantie. Elle a dû licencier de plus en plus d'ouvriers, dont certains avaient une ancienneté considérable, de sorte que la main-d'œuvre a diminué de moitié par rapport à ce qu'elle était avant la dépression. La peur de l'échec et de la faillite, synonyme de déshonneur personnel pour une famille enracinée dans sa communauté et fière d'une longue tradition d'honnêteté, de prudence et de solvabilité, assombrissait chaque jour les efforts décourageants. Pour les hommes d'affaires dans une telle situation, le Hansa-Bund libéral a observé dans son rapport annuel de 1931 que la politique pouvait être facilement réduite à une formule inventée par Georg Lichtenberg, le célèbre aphoriste allemand du XVIIIe siècle : *« Je ne peux vraiment pas dire si les choses seront meilleures si elles sont changées ; ce que je peux dire, c'est que les choses doivent être changées si elles doivent s'améliorer. »* Et, selon le Hansa-Bund, cette perspective a conduit de nombreux hommes d'affaires allemands là où elle a conduit le jeune fabricant de Krefeld : vers le parti national-socialiste.(22)

Pour ces hommes, l'ambiguïté calculée du National-Socialisme sur les questions fondamentales de la politique économique semblait moins déconcertante qu'elle ne l'était pour les grands hommes d'affaires. Coincés, de leur point de vue, entre des salaires déterminés politiquement d'une part et des prix d'approvisionnement fixés par les cartels et les trusts de la grande entreprise d'autre part, les petits et moyens fabricants étaient en tout cas moins susceptibles que les géants de l'industrie de s'alarmer de la promesse du programme du NSDAP de nationaliser les trusts commerciaux. En raison de leurs luttes incessantes avec les banquiers pendant la dépression, ils étaient plus susceptibles de voir d'un bon œil les projets nationaux-socialistes visant à nationaliser le système de crédit et à *« mettre fin à la servitude des paiements d'intérêts »*. Désespérant de tout développement qui pourrait générer des commandes pour leurs produits, ils étaient moins susceptibles de s'inquiéter des effets inflationnistes possibles des appels nationaux-socialistes pour des projets de création d'emplois ou des programmes d'impression de monnaie afin de donner du travail aux chômeurs. Ceux qui ne dépendaient pas directement des marchés d'exportation devaient trouver moins menaçants que la plupart des grandes entreprises les discours nationaux-socialistes sur la répudiation des dettes étrangères, la réduction ou le

contrôle du commerce extérieur, voire l'autarcie économique. En effet, pour de nombreux petits et moyens producteurs désespérés, de tels propos offraient probablement la perspective bienvenue d'être libérés de la concurrence étrangère. Les hommes qui vivaient quotidiennement dans la crainte de perdre leur gagne-pain et tout ce qu'ils possédaient étaient également moins enclins à examiner attentivement toutes les implications des assurances provenant du double langage National-Socialiste, à savoir que dans une Allemagne national-socialiste, il n'y aurait pas de socialisme au sens « marxiste », mais simplement une autorité interventionniste illimitée du gouvernement pour diriger et discipliner les entreprises commerciales dans l'intérêt de la *« communauté du Volk »*. Enfin, l'antisémitisme du National-Socialisme était moins dissuasif pour ces entrepreneurs, car la rigueur et l'urbanité qui rendaient l'antisémitisme socialement inacceptable chez les grands hommes d'affaires étaient moins présentes dans leurs milieux.(23)[18]

Pour ces raisons, les petits hommes d'affaires allemands semblent plus susceptibles d'avoir montré une sensibilité envers le National-Socialisme que les cadres des grandes entreprises qui composaient le grand capital. Cela semble confirmé par l'attention que les Nationaux-Socialistes portèrent en 1931 aux auditoires d'affaires dans les centres industriels provinciaux où ces hommes d'affaires prédominaient. En mai, par exemple, Gottfried Feder a pris la parole devant un groupe d'hommes d'affaires d'Augsbourg invités par la direction nationale-socialiste locale – généralement – dans une salle privée de l'hôtel le plus élégant de la ville. Selon un rapport du quotidien social-démocrate *Vorwärts*, il a assuré à ses auditeurs que le NSDAP ne prévoyait aucune socialisation, sauf dans quelques domaines du transport et de la distribution. Les biens honnêtement acquis, a-t-il souligné, resteraient en possession des particuliers. Le National-Socialisme visait à mettre fin à la lutte des classes artificiellement attisée par les socialistes. Les employeurs et les employés devaient se rapprocher, et les syndicats socialistes qui s'étaient interposés devaient disparaître. Les Nationaux-Socialistes s'en chargeraient. Ils mettraient également les chômeurs au travail grâce à un service de travail obligatoire. En outre, ils supprimeraient « la servitude aux paiements d'intérêts » et réduiraient sévèrement l'importation de marchandises étrangères. Lorsque les méthodes plus raffinées ne fonctionneraient pas sur ce dernier point, l'action directe le ferait. Feder a informé son auditoire provincial que les troupes d'assaut national-socialistes

[18] [NdT : Les titans de l'industrie n'appréciaient pas l'antisémitisme du parti ? Turner a gravement sous-estimé l'importance de ce facteur pour expliquer pourquoi tant d'Allemands parmi les plus riches ont refusé de soutenir le parti. Étant donné la facilité avec laquelle les grandes entreprises s'accommodent des juifs, des socialistes, des mondialistes et même des communistes, ce facteur était beaucoup plus important que toute objection que les riches avaient à l'égard de l'anticapitalisme du parti.]

avaient déjà commencé à exprimer leur désapprobation à l'égard de l'achat d'automobiles étrangères en extirpant leurs propriétaires de leur voiture et en leur donnant physiquement un avant-goût de la colère patriotique allemande.(24)

En octobre, Feder s'adressa à un public similaire d'environ 150 hommes d'affaires d'Aix-la-Chapelle invités de la même manière dans un restaurant engagé pour l'occasion par les Nationaux-Socialistes locaux. L'agent de la police prussienne qui observa le rassemblement nota que beaucoup des personnes présentes étaient depuis longtemps membres du DVP. L'agent n'a pas enregistré les propos de Feder, mais on peut supposer que ses remarques étaient semblables à celles qu'il avait faites à Augsbourg, avec des ajustements pour tenir compte des intérêts locaux.(25) En novembre, Otto Wagener s'est adressé à une assemblée d'hommes d'affaires invités à Halle, un centre manufacturier de la province prussienne de Saxe. Il préconisa l'autarcie économique, la réduction des impôts et des taux d'intérêt. Pour libérer les hommes d'affaires de leur dépendance vis-à-vis des financiers, il proposa des mesures qui faciliteraient l'autofinancement des investissements. Enfin, Wagener esquissa pour ses auditeurs un schéma d'organisation corporatiste de l'ensemble de l'économie qui accorderait une autorité administrative et réglementaire très étendue aux différentes branches de la production et renforcerait considérablement l'influence des petits et moyens producteurs.(26)

L'attention soutenue que portaient les Nationaux-Socialistes aux hommes d'affaires de certaines villes de province indique la probabilité d'un succès particulier dans ces endroits. L'une d'entre elles était Düren, une vénérable ville industrielle rhénane située à mi-chemin entre Cologne et Aix-la-Chapelle, qui produisait une variété de textiles et de biens de consommation spécialisés. Elle avait été pionnière dans l'introduction des techniques industrielles en Allemagne au XVIII^{e} siècle, mais dans les années 1930, elle avait depuis longtemps dépassé son apogée en tant que centre manufacturier. De plus, les petites usines de la ville, souvent vétustes, étaient spécialisées dans les biens de consommation de qualité, voire de luxe – tapis, tissus spéciaux, verrerie, papiers fins et autres – dont les marchés ont été parmi les premiers à se tarir lorsque la dépression a entraîné une forte contraction des revenus disponibles.(27) Fin mars 1931, comme la police politique prussienne l'a appris plus tard par l'une des personnes présentes, Hermann Göring a visité Düren et s'est adressé à un groupe d'industriels locaux dans la salle à manger privée d'un restaurant à la mode. La police n'a pas rendu compte des propos de Göring, mais il semble qu'ils aient été bien accueillis puisqu'il a été invité à revenir.(28) Il l'a fait à la mi-juin, selon la police, s'adressant à un groupe plus important qui comprenait plusieurs membres de deux familles de Düren, les Schoeller et les Schüll, connues comme des « dynasties millionnaires » dès les années 1820, ainsi que quelques nouveaux venus à ce statut, tel que le directeur de la Dürener Bank.(29) Au moins l'une des personnes

présentes est rapidement devenue un National-Socialiste actif : un membre de la famille Peill, qui exploitait une usine produisant des composants pour des lampes modernes très appréciées conçues au Bauhaus. Peill se présenta comme un industriel et un Rittergutsbesitzer (propriétaire d'un « domaine de chevalier ») en raison de ses vastes propriétés foncières situées à l'extérieur de Düren, où il résidait et exploitait une usine de traitement des betteraves à sucre.(30) Comme pour les Schoeller et les Schüll, la fortune économique de Peill a sans doute subi des revers à cause de la dépression, mais il est resté un homme d'une richesse considérable, soutenue par un capital patiemment accumulé au fil des générations. Lui et les autres personnes réunies pour écouter Hermann Göring lors de ses visites dans la salle à manger privée du restaurant Harmonie à Düren étaient donc en mesure de veiller à ce que leur visiteur – qui cachait rarement aux personnes fortunées bien disposées sa difficulté à trouver les moyens matériels nécessaires à sa noble mission politique – quitte leur ville avec un pouvoir d'achat plus important qu'à son arrivée.

Des contacts répétés ont également eu lieu en 1931 entre les porte-parole nationaux-socialistes et les fabricants locaux dans une autre ville industrielle de province, Solingen, située entre Cologne et la Ruhr. Considérablement plus peuplée que Düren, Solingen était le centre de la Kleineisenindustrie, la petite industrie du fer, de la région appelée Berg et Mark, d'après les noms des deux principautés mineures entre lesquelles cette partie de l'Allemagne se trouvait avant que la Prusse ne les acquière. Le travail du fer y jouissait d'une vénérable tradition, puisqu'il était florissant depuis le XVI^{e} siècle et même avant dans certains endroits.(31) La qualité des articles en fer et en acier produits dans la région – notamment les couteaux, les autres articles de coutellerie, les aiguilles, les rasoirs, les ciseaux et les petits outils – a continué à servir de référence en Allemagne jusqu'au XX^{e} siècle. Les entreprises de Berg et de Mark sont généralement restées petites et leurs propriétaires ont continué à défendre obstinément la tradition. Lorsque la grande industrie a conclu une trêve avec les syndicats au moment des Accords Stinnes-Legien de 1918, la plupart des fabricants d'articles en fer de Berg et Mark se sont dissociés de ce pacte par défi, refusant de reconnaître les syndicats comme agents négociateurs de leurs ouvriers.(32) Pendant l'Empire, les relations entre les fabricants de ferronnerie de Berg et Mark et les grandes entreprises du nord de la Ruhr, dont ils dépendaient pour leur approvisionnement en fer et en acier, étaient devenues de plus en plus antagonistes.(33) Les producteurs s'efforçaient avec un succès croissant de maintenir leurs prix bien au-dessus du niveau du marché mondial au moyen de tarifs protecteurs et de prix administrés par des cartels. Les fabricants de ferronnerie, dont une grande partie du marché se trouvait dans d'autres pays, luttaient pour que leurs prix restent compétitifs au niveau international. Cet antagonisme a persisté jusqu'à la République, et les relations entre les deux

groupes sont restées houleuses pendant toute la première moitié des années 1920. Puis, à partir de 1924, les accords AVI ont réconcilié les deux parties en accordant aux fabricants de ferrures des rabais sur le fer et l'acier qu'ils achetaient pour produire des biens destinés à l'exportation. Les accords AVI ont préservé la paix entre les deux parties jusqu'à la dépression, lorsque le prix mondial du fer et de l'acier a chuté si brutalement que l'écart entre les prix nationaux des producteurs de fer et d'acier de la Ruhr, soutenus par leurs cartels, et les prix des mêmes produits sur le marché mondial s'est considérablement accru. Au début de 1931, les producteurs se sont rebellés contre le maintien de rabais aussi importants et ont fait savoir qu'ils se retireraient de l'accord à la fin du mois de mai 1931. Cette menace, qui fut finalement écartée par un compromis, fut un choc profond pour les petits fabricants d'articles en fer de Berg et Mark, qui devaient désormais choisir entre acheter tout le fer et l'acier dont ils avaient besoin à des prix intérieurs allemands artificiellement élevés ou trouver des substituts à l'étranger, ce qui impliquait de payer les droits de douane allemands très élevés. Dans les deux cas, ils se retrouvèrent désavantagés lorsqu'ils cherchèrent à vendre leurs propres produits finis aux prix mondiaux. L'empiètement des filiales de finition des entreprises productrices de fer et d'acier sur leurs marchés rétrécissants aggravait leurs difficultés. Il s'agissait d'une évolution particulièrement vexatoire, car les fabricants de quincaillerie, comme d'autres utilisateurs indépendants de fer et d'acier, soupçonnaient les producteurs de fournir à leurs filiales de fabrication ces produits essentiels à des prix bien inférieurs à ceux imposés par le cartel, ce qui permettait à ces filiales de pratiquer des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents indépendants. Les appels répétés de l'industrie sidérurgique au cabinet Brüning, demandant la dissolution des cartels de producteurs, ne donnèrent cependant aucun résultat. Par conséquent, la colère et le ressentiment à l'égard du gouvernement républicain et des grandes entreprises augmentèrent dans les rangs des fabricants de ferronnerie de Berg et Mark tout au long de la chancellerie de Brüning.

Peu après les élections de 1930, un important dirigeant du secteur textile, qui jouait un rôle de premier plan au sein du Reichsverband industriel, déclara au comité principal de cet organisme avoir découvert, lors d'un séjour à Berg, qu'un nombre considérable de petits et moyens fabricants avaient voté national-socialiste.(34) Reconnaissant apparemment un terrain fertile, le NSDAP cultiva assidûment les fabricants de ferrures de plus en plus mécontents. En janvier 1931, la police politique prussienne, le *General-Anzeiger* de Dortmund et un quotidien SPD de Cologne rapportèrent tous que des industriels de Solingen, de la ville voisine de Remscheid et des environs avaient répondu à l'invitation de la direction nationale-socialiste de Solingen à participer à une réunion à huis clos dans un restaurant local.(35) L'assistance, que le *General-Anzeiger* estima entre 300 et 400 personnes, s'avéra si forte que des salles supplémentaires du restaurant

durent être occupées pour l'accueillir. Les orateurs invités étaient Karl Florian, gauleiter de la région, et Josef Klein. Chef du NSDAP dans la ville d'Uerdingen près de Krefeld, Klein travaillait en tant que responsable du personnel dans la succursale voisine d'IG Farben à Dormagen, où ses fonctions comprenaient la supervision d'installations telles que la cafétéria des employés ainsi que tous les contacts entre les ouvriers de l'usine et sa direction.(36) En abordant le thème annoncé de la réunion, « Tâches pour l'économie allemande », Florian a imputé la situation difficile des hommes d'affaires allemands pendant la dépression aux « politiques marxistes » de la République. Le gauleiter assura son auditoire que le NSDAP était prêt à assumer la responsabilité du gouvernement et qu'on pouvait compter sur lui pour protéger les intérêts des entreprises allemandes. Klein attribua la dépression aux prélèvements sociaux hypertrophiés et aux salaires excessifs imposés aux employeurs par les gouvernements républicains. Selon le journal du SPD de Cologne, *Sozialistische Republik*, il préconisa de mettre fin à l'assurance chômage. Florian et lui auraient tous deux évoqué le « péril bolchevique » et fortement incité leurs auditeurs à rejoindre le NSDAP. Klein, l'un de ces Nationaux-Socialistes particulièrement épris des projets corporatistes visant à accorder un certain degré d'autorité administrative aux différentes branches de la production et à accorder une plus grande influence à la petite industrie, pourrait bien avoir joué sur ces thèmes également.(37) Si c'est le cas, son message semble avoir été favorablement accueilli, car plus tard dans l'année, l'organisation du parti de Solingen organisa une autre réunion fermée dans le même restaurant, invitant comme orateur principal l'un des partisans nationaux-socialistes les plus éloquents du corporatisme dans cette partie du pays, Paul Karrenbrock. Cette réunion, selon un rapport de police, attira environ 200 hommes d'affaires de Solingen et des environs.(38)

Étant donné que les rapports sur ces rassemblements à Solingen, contrairement à ceux de Düren, ne fournissent pas les noms des hommes d'affaires qui y ont participé, et qu'il n'existe pas d'études sur le développement du NSDAP à Berg et Mark, le degré de succès obtenu par la campagne de séduction nationale-socialiste auprès des fabricants de ferronnerie de cette région ne peut être établi avec précision. Une étude récente portant principalement sur l'industrie de la ferronnerie révèle toutefois que les Nationaux-Socialistes y ont fait des progrès considérables auprès des petites et moyennes entreprises industrielles. Laissés politiquement sans abri par l'indifférence affichée à l'égard de leur situation de plus en plus alarmante par le cabinet Brüning et les partis traditionnels, nombre d'entre eux gravitèrent vers le National-Socialisme.(39) La crainte de perdre des clients en s'identifiant ouvertement à un parti aussi controversé a sans doute empêché la plupart d'entre eux d'adhérer ouvertement au parti. Mais une fois que l'acquisition du pouvoir par les Nationaux-Socialistes en janvier 1933 a supprimé cette contrainte, un grand nombre de fabricants de

ferronnerie de Berg et Mark se sont soudainement révélés Nationaux-Socialistes et ont proclamé que le triomphe du parti représentait également leur victoire. L'historien le plus au fait de ces industries a observé qu'*« une véritable orgie de célébration »* s'est répandue dans toute la région.(40)

Tous les fabricants d'articles en fer de Berg et Mark ne cachèrent pas leur engagement envers le NSDAP, comme le démontra Paul Pleiger, un petit industriel de la région. Autodidacte, Pleiger avait suivi une école technique le soir tout en terminant son apprentissage de machiniste, puis avait travaillé pendant plusieurs années dans l'atelier de construction de machines de l'une des plus grandes entreprises d'extraction de charbon de la Ruhr. En 1925, il a créé sa propre usine de production de machines, de pompes et d'accessoires pour l'industrie minière.(41) Dans les années 1930, il avait acquis une réputation d'hostilité envers le gouvernement de la République et les grandes entreprises industrielles de la Ruhr, en particulier les producteurs de fer et d'acier.(42) En mars 1932, il a rejoint le NSDAP et est devenu un militant, servant comme Ortsgruppenleiter, ou chef de ville, à Sprockhoevel, où son usine était située. Après la prise du pouvoir par les Nationaux-Socialistes, Pleiger est devenu Gauwirtschaftsberater, ou conseiller en politique économique, pour l'organisation régionale du parti en Westphalie du Sud. Il a ensuite rejoint le personnel du plan quadriennal national-socialiste et a finalement pris la tête de la plus grande entreprise économique de l'Allemagne national-socialiste, les Usines Hermann Göring, qui, entre autres, ont réussi à défier la domination des entreprises sidérurgiques de la Ruhr dans la production de ces produits.(43)

Ailleurs en Allemagne, des hommes issus des milieux d'affaires de taille moyenne et inférieure apparaissent soudainement en 1933 comme des militants nationaux-socialistes, ce qui indique que le NSDAP a réussi à recruter des adeptes ou des sympathisants parmi ces hommes d'affaires avant l'arrivée au pouvoir de Hitler. Hans Kehrl, qui peu après l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes, devint président de la Chambre d'industrie et de commerce de la région de Basse-Lusace en Prusse et également conseiller en politique économique du Kurmark Gau du parti, en est un exemple.(44) Membre de la troisième génération de fabricants de tissus possédant une importante usine dans la ville de Cottbus, Kehrl a passé plusieurs années de sa jeunesse à voyager et à étudier les techniques de fabrication et de gestion aux États-Unis dans les années 1920. Dans ses mémoires, il raconte avoir lu Karl Marx et Frederick W. Taylor pendant son séjour aux États-Unis, trouvant le premier repoussant, le second extrêmement passionnant. Après avoir suivi un cours par correspondance sur la « gestion scientifique » à l'Alexander Hamilton Institute de Boston, un organisme taylorien, il retourne travailler dans l'usine familiale, qui produit des tissus spécialisés, principalement pour les manteaux. Là, il s'irrite de la résistance qu'il rencontre face aux idées « progressistes » qu'il a rapportées des États-Unis.

Lorsque la dépression frappe et s'aggrave, ses expériences sont très proches de celles du jeune fabricant de machines de Krefeld décrit plus haut. Au milieu de l'année 1932, l'usine familiale de Kehrl ne disposait pas de plus de deux semaines de commandes en cours, malgré ses voyages répétés à Berlin pour tenter de trouver de nouvelles affaires. Elle licencie des ouvriers et réduit la semaine de travail. Kehrl perd toute confiance dans le gouvernement et les partis bourgeois, y compris le DVP, auquel il avait appartenu – comme d'autres membres de sa famille – sous la République. Les cabinets de Berlin et les dirigeants des partis traditionnels lui semblent dépourvus de plans de lutte contre la crise économique et, d'une manière générale, de volonté d'agir. Le NSDAP, en revanche, lui apparaît comme une force énergique qui, au moins, nie le caractère inévitable d'une dépression qui ne cesse de s'aggraver et donne tous les signes d'une volonté de trouver des remèdes décisifs. Au début de l'année 1932, rapporte Kehrl, il fait secrètement connaître ses sympathies pour le parti aux Nationaux-Socialistes locaux et commence à apporter des contributions financières. Mais il n'adhère officiellement au parti qu'après la prise du pouvoir par les Nationaux-Socialistes un an plus tard, selon toute probabilité parce que le plus gros client des produits de l'usine Kehrl était une maison de vente par correspondance appartenant à une famille juive. Une fois qu'il s'est révélé être un National-Socialiste, Kehrl a connu une ascension rapide, devenant un personnage clé de la bureaucratie économique national-socialiste, d'abord dans le cadre du plan quadriennal, puis au ministère de l'Économie et enfin au ministère du Matériel de guerre d'Albert Speer.

Les pérégrinations politiques de Pleiger et de Kehrl ne sont connues qu'en raison de leur importance ultérieure, mais tout indique que de nombreux hommes d'affaires obscurs, issus des couches moyennes et inférieures de l'économie industrielle, ont gravité vers le National-Socialisme pour des raisons similaires dans les années précédant 1933. Certains, comme Pleiger, ont rejoint le parti avant qu'il n'arrive au pouvoir et ont obtenu des honneurs et des postes peu après la prise du pouvoir. Werner Daitz, un chimiste, inventeur, commerçant et entrepreneur indépendant qui présidait plusieurs petites mais rentables entreprises manufacturières spécialisées à Lübeck et était impliqué dans de nombreuses autres entreprises, là et ailleurs, a également atteint une certaine importance dans le Troisième Reich. Il adhéra lui aussi au parti en 1931.(45) D'autres s'abstinrent d'adhérer mais affichèrent ouvertement leur sympathie pour le NSDAP. Walther Dyckerhoff, à la tête d'une grande cimenterie familiale en Rhénanie qui avait subi des revers calamiteux à cause de la dépression dès 1930, signa une pétition en juillet 1931 demandant à Hindenburg d'attribuer aux Nationaux-Socialistes la première place dans un nouveau cabinet.(46) Mais les actions politiques manifestes de ces hommes d'affaires de moindre importance restent l'exception. La plupart d'entre eux, comme Kehrl, évitaient d'annoncer ouvertement leur engagement en faveur du National-Socialisme, de peur que cela

ne leur coûte, à eux ou à leurs entreprises, des clients à une époque où ils se réjouissaient désespérément de toute vente, même à un social-démocrate ou à un juif. Sans doute par crainte de perdre des clients, Ludwig Roselius, le marchand de café de Brême qui avait renvoyé Hitler les mains vides lors de sa première visite en 1922, a caché sa conversion au National-Socialisme dix ans plus tard. Roselius a offert une hospitalité beaucoup plus chaleureuse à Hitler au début des années 1930, lorsque le chef national-socialiste est revenu à Brême en tant qu'homme politique prospère. Selon Otto Wagener, Roselius accepta même de servir de conseiller officieux à la section de politique économique de Wagener.(47) À Breslau, le propriétaire d'une banque familiale vieille de 200 ans, Kurt von Eichborn, aida secrètement le parti et autorisa l'un de ses fils, un ardent militant national-socialiste, à organiser des réunions clandestines du parti dans sa maison.(48)

Dans la mesure où le National-Socialisme a réalisé une percée auprès des hommes d'affaires en 1931, la prétendue prise de contact personnelle de Hitler avec des chefs d'entreprise n'y est pour rien, et cette percée ne concerne pas non plus les hommes des grandes entreprises. Au lieu de cela, le NSDAP a pénétré les rangs d'hommes d'affaires moins importants, dont la plupart étaient à la tête de petites et moyennes entreprises – souvent encore exploitées par les familles d'origine – qui appartenaient à une composante plus traditionnelle de l'économie. (49) L'ampleur de cette percée reste à établir, car les cas cités ici ne suffisent guère à prouver que la plupart des petits entrepreneurs allemands sont passés en grand nombre du côté des Nationaux-Socialistes. Il y avait, après tout, des dizaines de milliers de ces entrepreneurs. Mais il est clair qu'à quelques exceptions près, ce sont des hommes comme ceux-là, plutôt que les cadres des nouvelles grandes entreprises qui composaient *die Wirtschaft*, qui se sont convertis au National-Socialisme.

V

Politique et économie dans la vacuité du pouvoir

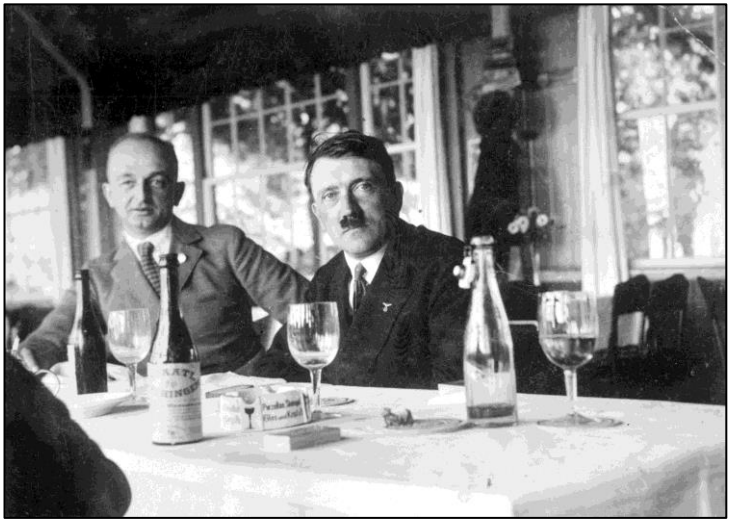
1. Le discours de Hitler au Club de l'industrie et ses retombées

À la fin de l'année 1931, la désillusion à l'égard du cabinet Brüning continua de croître dans les milieux économiques. Bien que le Chancelier ait cherché à restaurer un ordre économique fondé sur le laissez-faire, ses efforts pour faire face aux effets de la dépression et accélérer la reprise l'ont conduit à des interventions de plus en plus importantes de l'État dans la sphère économique. Pour un nombre croissant d'hommes d'affaires, les similitudes avec l'économie coercitive contrôlée par l'État pendant la guerre et l'immédiat après-guerre devenaient de plus en plus troublantes. Le quatrième et dernier grand décret économique de Brüning, publié en décembre 1931, offensa même certains de ses plus fidèles partisans dans les grandes entreprises. Pour la première fois, le cabinet invoqua les pouvoirs d'urgence du Président en vue de forcer une réduction de 10 % de tous les prix fixés par certains cartels ou arrangements similaires. Le décret prévoyait également une baisse de 25 % des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires et autres prêts à long terme. Cette mesure frappa une grande partie de la communauté des affaires, non seulement comme une nouvelle intrusion injustifiée du pouvoir de l'État dans le secteur économique privé, mais aussi comme un coup dur porté au caractère sacré des contrats, fondement même du système capitaliste. La décision du cabinet de ne pas abolir le système d'arbitrage de l'État ajouta à la consternation des grandes entreprises. Même si ce système ne fonctionnait à l'époque que pour faire baisser les salaires, la plupart des dirigeants de l'industrie pensaient qu'ils pourraient obtenir des réductions de salaire encore plus importantes en négociant sans entraves avec des employés craignant de perdre leur emploi en période de chômage de masse. Le plus impardonnable, c'est qu'aucune des mesures du cabinet Brüning ne sembla avoir d'effet sur la spirale descendante vertigineuse de l'économie en proie à la dépression. Le marché intérieur des produits industriels continua de se rétrécir et la demande d'exportations diminua fortement après que la dévaluation de la livre anglaise à l'automne 1931 ait donné aux produits de ce pays un avantage de prix sur ceux de l'Allemagne. Les entreprises réduisirent leur production, devinrent

L'industriel de l'acier Fritz Thyssen s'adressant au Club de l'industrie de Düsseldorf après le discours de Hitler. Hermann Göring est assis entre Thyssen et Hitler, 26 janvier 1932.

Adolf Hitler à l'aéroport de Tempelhof à Berlin avec Putzi Hanfstaengl et Hermann Göring, 13 juin 1932.

Gauleiter SA Obergruppenführer Friedrich Karl Florian



Adolf Hitler dans le restaurant Osteria Bavaria à Munich, 5 octobre 1932.

déficitaires et cessèrent de verser des dividendes. Le marché boursier s'effondra. Le chômage se répandit inexorablement, atteignant six millions de personnes au début de 1932 et laissant plus de 30 % de la population active sans moyens de subsistance. Malgré un régime d'austérité rigoureux, les dépenses de l'État augmentèrent en raison du coût de l'aide à l'armée croissante de chômeurs, qui dépassa les recettes et nécessita une augmentation des impôts. À l'aube de la nouvelle année, la confiance dans l'économie et dans la capacité du gouvernement à remédier à ses maux avait atteint un niveau alarmant.

C'est dans cette atmosphère lugubre que le Club de l'industrie de Düsseldorf a annoncé à ses membres que le chef du parti d'opposition le plus important et le plus dynamique du pays, Adolf Hitler, avait accepté une invitation à s'adresser au club le 26 janvier 1932.(1) Cette invitation résultait d'une chaîne d'évènements inhabituels.(2) À la fin de l'année 1931, le club avait dérogé à sa pratique de longue date consistant à exclure les hommes politiques de sa liste d'orateurs invités en invitant un social-démocrate, Max Cohen-Reuss, à prendre la parole. Certains membres se sont offusqués de l'apparition de Cohen-Reuss et Fritz Thyssen, qui siégeait au comité exécutif du club, a exigé qu'un porte-parole du NSDAP dispose du même temps de parole. Thyssen pensait initialement à Gregor Straßer, qui était déjà assez connu dans la Ruhr, mais lorsque Thyssen rencontra Hitler à Berlin et lui fit part de ses projets, le chef national-socialiste indiqua qu'il préférait parler lui-même. Thyssen a relayé ce message, et le comité exécutif du club a accepté. Il n'existe aucune trace de l'explication par Hitler des raisons pour lesquelles il souhaitait s'adresser au Club de l'industrie. Il se peut qu'il ait simplement voulu empêcher Straßer de jouer un rôle trop important. Il semble toutefois plus probable que sa volonté de s'adresser à un tel public soit née de la même préoccupation concernant l'image négative de son parti dans les milieux d'affaires que celle qui l'a conduit à tenir une conférence de presse sans précédent pour les journalistes étrangers au début du mois de décembre 1931.(3) Dans ses remarques très médiatisées à cette occasion, Hitler a fait tout son possible pour apaiser les inquiétudes des milieux d'affaires quant à l'effet sur la cote de crédit internationale chancelante de l'Allemagne des affirmations d'autres Nationaux-Socialistes selon lesquelles un gouvernement dirigé par le NSDAP répudierait toutes les dettes étrangères. Alors qu'un régime national-socialiste refuserait de reconnaître les obligations de l'Allemagne en matière de réparations, Hitler assura aux journalistes qu'il n'interviendrait pas dans les dettes privées envers les créanciers étrangers. Les remarques faites par Ernst Hanfstaengl, l'attaché de presse de Hitler à l'étranger, à un diplomate américain peu avant le discours au Club de l'industrie suggèrent également que le chef national-socialiste était préoccupé par la perception du NSDAP par le monde des affaires. Le parti devait rapidement devenir acceptable pour un rôle au sein du gouvernement, avait expliqué Hanfstaengl, et une tâche primordiale consistait donc à se faire accepter

par l'élite économique du pays, même au prix de la perte d'un certain soutien parmi les ouvriers.[4]

Bien que tenue secrète, l'apparition imminente de Hitler au Club de l'industrie suscita un émoi considérable.[5] La demande de billets parmi les membres du club atteignit une telle ampleur que ses dirigeants ont suspendu le privilège habituel des membres d'amener des invités. Pour faire face à l'affluence attendue, le club avait réservé la grande salle de bal du Park Hotel de Düsseldorf, où les membres avaient l'habitude d'entendre les orateurs invités dans une salle plus petite. Pour atteindre l'hôtel le soir du discours, les membres ont dû se frayer un chemin à travers une foule agitée. Alertée par la presse sociale-démocrate et communiste, une foule hostile s'était rassemblée devant l'hôtel en fin d'après-midi, scandant des slogans anti-national-socialistes et anticapitalistes, distribuant des tracts et se bagarrant avec la police et les manifestants pro-nationaux-socialistes. Pour éviter les dégâts causés par les objets lancés, la direction de l'hôtel avait ordonné de baisser les volets du premier et du deuxième étage, donnant au bâtiment l'apparence d'une forteresse assiégée. Alors que la police s'efforçait de maintenir l'ordre à l'avant de l'hôtel, Hitler était arrivé en voiture, presque inaperçu, à une entrée latérale peu avant le début prévu de son discours, fixé à six heures du soir. À l'intérieur, il a rejoint Hermann Göring et Fritz Thyssen sur un podium d'orateur improvisé sur le kiosque à musique de la salle de bal. Le public a largement dépassé les attentes des dirigeants du club. Environ 650 membres, soit plus des deux tiers de l'effectif total, étaient présents. Ils occupaient toutes les chaises disponibles, et certains ont dû rester debout. Les retardataires n'ont pas pu entrer dans la salle de bal bondée et ont dû écouter les débats de la soirée grâce à un haut-parleur situé dans une pièce adjacente.

Après une brève introduction par le maire DNVP de Düsseldorf, Hitler se lança dans une oraison de deux heures et demie.[6] À l'instar de ses précédents discours devant des publics comparables, et de la brochure qu'il avait rédigée pour Emil Kirdorf en 1927, il cacha à ses auditeurs beaucoup de choses sur le NSDAP et ses propres objectifs. Il ne prononça pas une seule fois le mot « juif », ne fit aucune référence au programme en vingt-cinq points de son parti et dissimula son engagement en faveur de la conquête d'un *Lebensraum* en Russie. Une grande partie de son discours se résuma à une conférence didactique sur les déterminants des affaires humaines, étayée par des exemples tirés de l'histoire et interprétés de manière à appuyer ses points de vue. Sans guère de références spécifiques à l'Allemagne de 1932 ou à ses problèmes, il exposa sa conviction de la primauté de la politique sur l'économie et, dans la sphère politique, de la primauté de la vision spirituelle d'un peuple. Les Allemands ne pouvaient pas blâmer les autres nations pour leur situation difficile, a-t-il averti, et ils ne pouvaient pas non plus espérer trouver des remèdes dans le domaine des affaires

étrangères. Ils devaient plutôt se tourner vers eux-mêmes, vers la condition et les attitudes de leur propre nation.

Lorsqu'il aborda le sort immédiat de l'Allemagne, Hitler se garda de mettre au pilori les politiques économiques de l'Empire, comme il l'avait fait dans les années 1920. Au lieu de cela, il se lança dans une discussion sur la dépression. Sciemment, mais pas toujours de façon éclairée, il parla de la surproduction mondiale, de l'intensification de la concurrence internationale pour les marchés, de la montée du chômage et de la propagation du protectionnisme. Il n'a cependant fourni aucune explication cohérente à la crise économique. Il l'a finalement décrite comme une simple lutte de plus pour la survie économique qui se produit de temps à autre, un peu comme des épidémies massives, lorsque les relations entre les peuples « s'effondrent », propageant la « maladie » dans leurs économies. Face à une évolution d'une telle ampleur, les retouches économiques du cabinet Brüning se résumaient à de vains efforts visant à soigner une maladie en traitant ses symptômes. La cause ultime de la situation critique de l'Allemagne, déclara Hitler à ses auditeurs, ne se trouvait pas du tout dans la sphère de l'économie, mais plutôt dans celle de la politique. Ce n'est que lorsque l'Allemagne redeviendrait puissante en tant que nation qu'elle pourrait rivaliser avec succès dans la lutte internationale pour le pouvoir qui a toujours déterminé et déterminera toujours les gagnants et les perdants économiques de l'histoire. Seul un État fort garantissait une économie forte.

Après avoir déplacé son attention de l'économie à la politique, Hitler présenta sa formule familière pour le salut de l'Allemagne. Tant que la nation n'aurait pas retrouvé l'unité de volonté dont elle avait fait preuve à l'époque de Bismarck, elle resterait faible et vulnérable. Pour atteindre cette unité, il fallait extirper le marxisme étranger et subversif qui avait divisé les Allemands en camps patriotique et internationaliste. Seule une nouvelle foi puissante pouvait accomplir cette tâche, et le National-Socialisme était le seul à posséder une telle foi. Dès que l'Allemagne aurait retrouvé sa force grâce à l'unité de sa volonté, elle résoudrait ses problèmes économiques, qu'elle choisisse d'augmenter ses exportations, de se concentrer sur le développement du marché intérieur ou de résoudre le « problème de l'espace » (*Raumfrage*) en acquérant de nouveaux *Lebensraum*. Ainsi qu'il l'avait fait si souvent devant des auditoires similaires, Hitler avait commencé par aborder les questions économiques pour finir par proposer une panacée politique.

Bien que Hitler n'ait rien dit sur les mesures économiques concrètes qu'un gouvernement dirigé par les Nationaux-Socialistes adopterait, il a cherché à apaiser certaines des craintes exprimées par ses auditeurs au Club de l'industrie sur les intentions de son mouvement. Il s'est donné beaucoup de mal pour expliquer, en termes de darwinisme social, son approbation de la propriété privée

et de la distribution inégale des récompenses économiques. Ces principes ne pouvaient plus être considérés comme évidents, prévenait-il, mais devaient être justifiés sur le plan éthique. Cela ne présentait aucune difficulté, cependant, si l'on croyait – comme il ne laissait aucun doute à ce sujet – que les réalisations des individus variaient. Or, si l'égalisation des récompenses ou la soumission de la propriété à la volonté de tous revenait à accorder aux incompétents et aux indolents une voix égale à celle des individus les plus capables et les plus accomplis, dont le niveau variait, la propriété privée et l'inégalité des récompenses sur la base du mérite individuel restaient des principes indispensables à une économie saine, expliquait Hitler. Sautant brusquement de ce point à la sphère politique, il tourna en dérision la République de Weimar, affirmant que la démocratie reposait sur le principe diamétralement opposé selon lequel tous les individus étaient identiques et que la politique ne nécessitait aucune aptitude particulière. Une telle dichotomie entre les principes sous-jacents des systèmes politiques et économiques d'une nation ne pouvait pas durer, a-t-il averti. Ce n'est qu'en éliminant le principe destructeur de la démocratie et en reconnaissant pleinement l'accomplissement individuel que le *Volk* allemand pourrait atteindre le règne des plus capables dans tous les domaines de la vie et ainsi réaliser son énorme potentiel. Dans la nouvelle Allemagne, assurait-il à ses auditeurs, la responsabilité, l'autorité et l'obéissance individuelles, et non le poids du nombre, détermineraient la forme de la société et le cours des évènements, dans la sphère économique comme dans toutes les autres.

Alors qu'il approchait de la fin de son long discours, Hitler interposa un démenti malhonnête. Il n'était pas venu devant eux, dit-il aux hommes rassemblés au Park Hotel, pour solliciter leurs votes ou une quelconque faveur pour le NSDAP. Mais il a ensuite invoqué un spectre destiné à susciter la sympathie pour son mouvement : le bolchevisme. Sans la bravoure et l'abnégation de centaines de milliers de Nationaux-Socialistes idéalistes en uniforme, les rues d'Allemagne ne seraient sûres pour aucun *Bürger*, se targuait-il. Sans le sang que ses troupes d'assaut avaient fait couler, la nouvelle religion perverse qui déferlait sur l'Europe depuis l'Asie aurait déjà triomphé et réduit l'Allemagne à un niveau d'existence inférieur. Avec fierté, il cita Trotski, affirmant que le National-Socialisme représentait la seule véritable barrière au bolchevisme. Il dépeignit le NSDAP comme le plus puissant mouvement politique populaire de l'histoire allemande. Malgré ses origines modestes, il l'avait construit contre l'opposition de l'opinion publique, de la presse, du gouvernement et du monde des affaires (*die Wirtschaft*). Le triomphe du NSDAP, qui, selon lui, ne se ferait que par des moyens légaux, transformerait le pays opprimé qu'ils voyaient autour d'eux. Se projetant vers ce jour, il a conclu en évoquant la perspective d'une Allemagne régénérée et puissante sous la direction des Nationaux-Socialistes, impitoyable envers ses

ennemis à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mais prête à vivre dans l'amitié et la paix avec tous ceux qui partageaient cette volonté.

Après que le président par intérim du Club de l'industrie, Karl Haniel, eut brièvement remercié Hitler pour son discours, Fritz Thyssen a lu quelques remarques préparées. Selon les récits de témoins oculaires, il s'identifia pleinement aux déclarations de Hitler. Visiblement déterminé à ne laisser aucun doute sur son allégeance, Thyssen avait terminé ses remarques en adressant une salutation incongrue à Hitler : *« Heil, Herr Hitler ! »*. Ernst Poensgen se rappellera plus tard qu'Albert Vögler – comme Thyssen et Poensgen, un fonctionnaire de l'United Steel Works et membre de la Ruhrlade – s'était alors levé pour tenter de poser une question à Hitler et d'entamer une discussion. Mais Thyssen ignorant Vögler, clôtura brusquement la séance.(7) Hitler, qui avait décliné l'invitation du club à rester pour le dîner qui suivait habituellement les interventions des orateurs invités, s'était retiré quelques instants dans une chambre d'hôtel, où il a rencontré brièvement le maire de Düsseldorf avant de partir. Göring restant pour le dîner du club, auquel environ 500 membres ont assisté.(8)

La réaction des personnes présentes au Park Hotel le 26 janvier 1932 au discours de Hitler est immédiatement devenue un sujet de controverse et l'est restée depuis. Étant donné que le club n'a pas autorisé les journalistes à y assister, les articles de journaux sur le discours ne transmettent que des impressions de seconde main ou des ouï-dire et varient considérablement dans leurs évaluations de la réaction du public. Les journaux de gauche ont décrit les auditeurs de Hitler comme ayant répondu avec un enthousiasme unanime à ses paroles.(9) Le catholique *Kölnische Volkszeitung*, en revanche, a qualifié l'auditoire de « froid » ; le libéral *Vossiche Zeitung* de Berlin a décrit les auditeurs comme « manifestement réservés » ; un autre quotidien libéral, le *Berliner Tageblatt*, a décelé une réponse divisée, avec des hommes d'affaires importants particulièrement dubitatifs quant aux opinions de Hitler.(10) Même parmi les témoins oculaires, il n'y a pas d'accord sur la façon dont les personnes présentes ont réagi. Un fonctionnaire de la police politique prussienne, qui avait pu entrer grâce à la demande de protection policière du club, a rapporté que les paroles de Hitler avaient fait une profonde impression sur ses auditeurs, qui l'avaient récompensé par des applaudissements nourris. Hitler pouvait être sûr de la loyauté des personnes présentes, a conclu le fonctionnaire de police.(11) Un autre témoin oculaire, le maire de la ville industrielle de la Ruhr de Duisburg-Hamborn, a contesté l'impression de l'observateur de la police d'un assentiment général de la part du public du Park Hotel. Il a observé que les applaudissements en faveur de Hitler ont eu lieu en réponse à des remarques dans lesquelles le chef national-socialiste approuvait des objectifs nationaux généraux partagés par d'innombrables Allemands, plutôt que des points de vue spécifiquement nationaux-socialistes.(12) Le premier enquêteur systématique sur le National-Socialisme, le journaliste extrêmement ingénieux et

scrupuleux Konrad Heiden, qui écrivit plus tard la première biographie sérieuse de Hitler, cita des témoins oculaires indiquant que seul un tiers environ de l'assemblée avait donné son assentiment au « Heil, Herr Hitler » de Thyssen, et que la réaction de la majorité au discours avait été tiède, voire négative.(13)

Les tentatives de tirer une quelconque signification de la quantité ou de la motivation des applaudissements suscités par les paroles de Hitler ont une valeur limitée lorsqu'il s'agit de déterminer l'impact de son discours sur les importants capitalistes présents. Contrairement à une impression répandue à l'époque et depuis, les membres du Club de l'industrie de Düsseldorf ne se limitaient pas à l'élite industrielle de l'Allemagne.(14) Ce club était un grand établissement qui servait de lieu de rencontre pour près de 1 000 membres de toute l'Allemagne, liés d'une manière ou d'une autre à l'industrie. Il s'agissait non seulement de cadres dirigeants des plus grandes entreprises industrielles, mais aussi de leurs subordonnés moins éminents, ainsi que de cadres de moyennes et même de petites entreprises, de représentants commerciaux, de responsables d'associations commerciales et d'avocats d'affaires. En termes de tonalité, le club était bien loin de la grandeur capitaliste que son nom suggère. Il mettait à la disposition de ses membres les installations du Park Hotel pour dîner, jouer aux cartes et au bowling, ainsi qu'une salle de lecture. Pendant l'été, le club organisait une excursion annuelle dans un endroit pittoresque de la campagne. Chaque automne, les membres participaient à un dîner traditionnel à base d'oie pour commémorer la Saint Martin. Les grands industriels, comme les hommes de la Ruhrlade, ne participaient pas à ces activités et n'avaient pas le temps d'utiliser les installations de loisirs du club. Toutefois, comme presque toutes les personnes d'envergure dans les milieux industriels, ils restaient membres du club et assistaient de temps en temps aux allocutions des conférenciers invités.(15)

En 1932, le Club de l'industrie subissait le contrecoup de la dépression.(16) Par égard pour les membres en difficulté financière, son conseil d'administration réduisit les cotisations de 200 marks par an à 150 pour l'année 1931, puis à 100 marks pour 1932. Au taux de change de l'époque, cela représentait moins de vingt-quatre dollars américains. Le Park Hotel, dans lequel le club détenait une participation financière, n'a survécu qu'en réduisant le service à un niveau tout à fait acceptable. Les locaux de plusieurs autres bâtiments appartenant au club et loués pour compléter ses revenus étaient devenus vacants en 1932, ce qui a suscité des inquiétudes au sein du conseil d'administration du club quant à sa solvabilité. Les membres, se plaignaient-ils dans leur rapport de 1932, n'ont pas aidé les choses en dînant de moins en moins souvent au Park Hotel et en ne commandant, lorsqu'ils fréquentaient la salle à manger, que les plats les moins chers. Les réalités du Club de l'industrie de Düsseldorf en 1932 étaient clairement loin de l'aura d'exclusivité et d'opulence que l'on attribuait habituellement à cette institution.

Comme la liste officielle des personnes ayant assisté au discours de Hitler n'a pas été conservée, il n'existe que des informations fragmentaires sur la composition de l'auditoire de ce soir-là. La présence d'Ernst Poensgen, Fritz Thyssen et Albert Vögler de United Steel et de Karl Haniel de la Gutehoffnungshütte est bien documentée. Ernst Brandi, du Bergbauverein, aurait été présent.(17) Les observateurs de la police ont également reconnu d'autres personnes.(18) Mais la police a souligné l'absence remarquée de certaines des personnalités les plus connues des cercles industriels, tels que Carl Duisberg de IG Farben, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, président du Reichsverband industriel, Paul Reusch, chef de la Gutehoffnungshütte, et Fritz Springorum des aciéries Hoesch.(19) Paul Silverberg, l'éminent dirigeant de l'industrie du charbon, n'était apparemment pas présent non plus.(20) En revanche, la police a été frappée par la présence d'un contingent important de petits fabricants de ferronnerie de la région de Berg et Mark, dans les rangs desquels, comme nous l'avons déjà noté, le National-Socialisme avait fait de profondes incursions. La police et les autres observateurs n'ont cependant pas reconnu la plupart des personnes présentes. L'identité d'un de ces visages inconnus nous éclaire sur la raison de cette méconnaissance. Il s'agit du jeune fabricant de Krefeld dont les mémoires décrivant le combat de sa famille afin de conserver leurs deux petites usines pendant la dépression sont cités dans le chapitre précédent. Il était présent parce que son père, qui, comme beaucoup d'autres hommes d'affaires de moindre importance, était membre du club, lui avait donné son laissez-passer de membre. Selon le récit ultérieur de ce jeune homme, il était déjà devenu un sympathisant national-socialiste avant d'entrer au Park Hotel. Des années plus tard, il se souvenait encore très bien de l'adhésion expresse de Hitler au principe de la propriété privée. Et ses mémoires ne laissent aucun doute sur le fait qu'il s'est joint avec enthousiasme aux applaudissements pour les paroles du chef national-socialiste.(21)

Compte tenu de la taille et de la composition diversifiée du public qui a écouté le discours de Hitler, la réponse de ses différentes composantes revêt une plus grande importance que la fréquence, le volume ou le moment des applaudissements. À cet égard, deux témoins oculaires bien informés ont rapporté indépendamment que les applaudissements provenaient principalement des jeunes et des personnes peu connues, tandis que les hauts dirigeants industriels importants restaient réservés. Gustav Brecht, un cadre de la plus grande entreprise d'extraction de lignite du pays, a fait part de ce verdict à une connaissance peu après avoir assisté au discours.(22) Le maire de Hamborn a déclaré à la police prussienne que les grandes figures de l'industrie avaient été déçues que Hitler n'ait parlé qu'en termes généraux, et principalement de politique.(23) Ils étaient venus pour connaître sa position sur les questions économiques spécifiques du jour, a noté le maire, mais dans la mesure où le chef

national-socialiste avait abordé ces questions, ses remarques avaient été si peu claires et si peu engageantes qu'ils n'avaient pu comprendre sa position. Le chef de l'administration prussienne à Düsseldorf a détecté la même déception chez les auditeurs de Hitler qu'il a ensuite interrogés à ce propos.(24) Ils semblaient impressionnés par l'éclat rhétorique du discours et son idéalisme nationaliste mais n'y avaient trouvé aucun contenu significatif, en particulier sur le point vital des intentions du National-Socialisme en matière d'économie. Des années plus tard, lors d'un interrogatoire à Nuremberg, Ludwig Grauert, le directeur général de l'association patronale du fer et de l'acier de la Ruhr, qui était devenu un sympathisant national-socialiste bien avant le discours du Club de l'industrie, se rappelait avoir fait remarquer à un fabricant âgé, après coup, que Hitler n'avait rien dit du tout sur les mesures qui pourraient l'aider à trouver des acheteurs pour les produits de son entreprise.(25)

Ceux qui étaient venus écouter le discours de Hitler dans l'espoir de connaître sa position sur les questions économiques avaient certainement de bonnes raisons d'être déçus. Il avait, bien sûr, fait tout son possible pour s'identifier aux principes de la propriété privée et de la distribution inégale des récompenses économiques, de sorte que quiconque le prenait au mot ne pouvait le prendre pour un socialiste au sens conventionnel du terme. Mais il tenait de tels propos depuis des années, comme devaient le savoir les membres bien informés de son auditoire. Ils espéraient sans doute connaître sa position sur des questions plus spécifiques qui les préoccupaient d'urgence, telles que les politiques monétaire et commerciale, au sujet desquelles d'autres porte-parole nationaux-socialistes faisaient des déclarations aussi alarmantes. Ils devaient également espérer connaître la position de Hitler sur l'assurance-chômage, la réglementation des prix, des salaires, des taux d'intérêt et des heures de travail par l'État. Ils voulaient certainement connaître sa position sur l'arbitrage obligatoire par l'État des conflits entre les ouvriers et les employeurs, les contrats industriels et les prérogatives de négociation collective des syndicats. Plus urgent encore, les nombreux cadres responsables d'entreprises luttant pour survivre aux effets de la dépression ont dû se rendre à la réunion du Park Hotel dans l'espoir d'apprendre comment le chef du parti politique connaissant la croissance la plus rapide du pays se proposait de gérer la crise économique s'il arrivait au pouvoir. Mais comme Hitler s'en est tenu à sa stratégie d'ambiguïté calculée en ce qui concerne les questions de politique économique, aucun de ses auditeurs n'est sorti de son discours mieux informé de sa position sur ces questions qui préoccupaient de toute urgence la communauté des affaires.(26)

Il ne faut pas en conclure que le discours de Hitler a suscité des réactions totalement négatives de la part de tous les hommes d'affaires chevronnés et éminents présents dans le public du Park Hotel. Il est impossible d'établir exactement comment sa prestation les a affectés en raison du manque de preuves.

La documentation limitée comprend toutefois un rapport sur un cadre industriel de premier plan qui a réagi autrement. L'homme en question était un cadre de la firme Krupp, qui a assisté au refus de Gustav Krupp von Bohlen de modifier ses plans pour être à Berlin le jour de l'apparition de Hitler.(27) Témoignant à Nuremberg après la guerre, le beau-frère de Krupp, Tilo von Wilmowsky, a identifié ce cadre comme étant Arthur Klotzbach, un membre du conseil d'administration composé de trois hommes qui supervisait les opérations d'extraction de charbon de la société et qui appartenait également à la Ruhrlade, l'organisation secrète de douze industriels de premier plan.(28) Des documents contemporains et un livre commandé ultérieurement par la société Krupp laissent toutefois penser que l'homme présent pour Krupp était en fait Friedrich Janssen, un cadre inférieur qui partageait avec un autre homme la responsabilité d'une branche de Krupp chargée de superviser ses participations dans d'autres entreprises.(29) Peu importe qui était le cadre de Krupp, Wilmowsky l'a décrit comme un homme d'affaires sobre et sceptique. Néanmoins, Wilmowsky a témoigné qu'il était sorti impressionné du discours de Hitler. Le récit de Wilmowsky ne permet pas de savoir s'il avait été impressionné par la substance de ce que Hitler avait dit ou par la personnalité et la performance oratoire du chef national-socialiste. Mais le souvenir conservé par Wilmowsky de la réponse de Krupp, sceptique, à la description de son expérience par le dirigeant de son entreprise, implique davantage la seconde que la première : *« Oui, tout cela n'est qu'un tas de phrases creuses ; il n'y a pas grand-chose derrière. »*(30) Toujours est-il que ce cas révèle que même les cadres chevronnés des grandes entreprises commerciales n'étaient pas nécessairement immunisés contre l'effet charismatique, presque hypnotique, que l'exposition directe à l'art oratoire de Hitler a exercé, ne serait-ce que temporairement, sur tant d'Allemands.

Dans les nombreux récits relatifs à l'apparition de Hitler au Club de l'Industrie dans les ouvrages historiques, on trouve une version très simplifiée de ce qui s'est passé : Hitler est venu, a parlé et a conquis. Comme ces versions le révèlent, de nombreux historiens ont, comme dans le cas de la prétendue campagne du chef national-socialiste pour cultiver le soutien des grandes entreprises à l'été 1931, été la proie de l'art de la propagande des Nationaux-Socialistes. En d'autres termes, ces versions de l'apparence du Club de l'industrie dérivent en fin de compte de la même source que celle des Nationaux-Socialistes : les « mémoires » d'Otto Dietrich sur l'ascension de Hitler, publiés en 1934. Ce volume fournit un compte rendu vivant du rassemblement de Düsseldorf :

> *« Le 27 janvier 1932 marquera à jamais l'histoire du NSDAP. Ce jour-là, le Führer a réalisé une percée avec les capitaines de l'industrie de l'Allemagne occidentale...*
>
> *Je peux encore voir les hommes importants présents à ce rassemblement. Nous sommes arrivés de Godesberg et sommes entrés dans la cour de l'hôtel au milieu des hurlements des*

marxistes. La salle était pleine à craquer. L'élite de die Wirtschaft d'Allemagne occidentale entassée dans les rangées de chaises. Visages familiers et inconnus...

Attente joyeuse de la part de ceux qui étaient déjà conquis. Une réserve froide dans les expressions hautaines des visages d'une grande majorité qui – peut-être flattée que Hitler soit venu à eux – avaient été attirés par la curiosité et l'indiscrétion... Ils n'avaient aucune intention de se convertir, mais étaient venus avec une attitude critique, désireux de confirmer leurs propres opinions infaillibles.

Le Führer, qui a été accueilli avec la plus grande réserve, parle depuis une balustrade légèrement surélevée qui s'avance dans la salle, en posant légèrement ses mains sur la rampe en fonte devant lui. Je suis assis, au milieu des auditeurs, derrière lui, je prends des notes, j'observe l'effet de son discours de plus de deux heures. Le Führer développe les relations entre l'économie et la politique dans une perspective historique mondiale, leur interaction, les conséquences en Allemagne. Pourquoi on en est arrivé là en Allemagne et le seul moyen d'y remédier.

L'impression sur ce cercle d'auditeurs sobres est stupéfiante. Après seulement une heure, la réserve froide fait place à un intérêt passionné. Le Führer parle de la lutte héroïque sans précédent de ses soldats politiques, pauvres et odieusement persécutés, mais sacrifiant tout, même leur vie, à leur Volk...

Les visages commencent à rougir, les yeux sont suspendus aux lèvres du Führer, on sent que les cœurs se réchauffent. Ils suivent attentivement, ils se perdent dans les mots. Les mains bougent d'abord avec hésitation, puis des salves d'applaudissements retentissent. Au moment où Adolf Hitler cesse de parler, il a gagné une bataille. (31)

Cette description convaincante faite par un homme qui, après tout, était un témoin oculaire, a eu un impact profond sur l'histoire de la montée au pouvoir de Hitler. Acceptée sans conteste, jusqu'à la date erronée, dans deux études fondamentales sur lesquelles une foule d'auteurs ultérieurs se sont appuyés depuis, elle a donné naissance à l'une des nombreuses légendes tenaces entourant les relations entre les grandes entreprises et les Nationaux-Socialistes.(32) Particulièrement révélatrice, aux yeux de la plupart des auteurs qui se sont appuyés sur la publication de Dietrich de 1934, est une phrase qui suit le récit de l'apparition au Club de l'industrie : *« L'effet sur les hommes d'affaires, dans la mesure où ils méritaient ce nom, fut profond et devint évident au cours des difficiles mois de lutte qui suivirent. »*(33) Ceci a généralement été considéré comme un témoignage de Dietrich selon lequel les grandes entreprises ont fortement subventionné Hitler à la suite de son discours du 26 janvier 1932. Si l'on consulte les mémoires plus prosaïques de Dietrich de 1955, on trouve cependant une histoire très différente. Là, dans un style si différent qu'il suggère qu'il s'est largement appuyé en 1934 sur son personnel nombreux et talentueux pour la préparation de son premier mémoire, on trouve ces souvenirs :

« Ce n'est qu'en 1932, après que Göring ait établi des relations étroites avec le chef du Stahlhelm [sic] *Fritz Thyssen et que ce dernier se soit ouvertement prononcé en faveur de Hitler lors du rassemblement industriel de Düsseldorf, que la glace s'est brisée et que de nombreuses attitudes sympathiques se sont exprimées. À cette occasion, une collecte a été tentée à la porte, qui a produit quelques sommes bien intentionnées mais insignifiantes. Au-delà de cela, on ne peut pas parler d'un soutien digne d'être mentionné, et encore moins d'un financement de la lutte politique de Hitler par die Wirtschaft ou 'l'industrie lourde', bien que quelques contributions plus ou moins notables aient pu parvenir aux organisations locales du parti lors de leurs rassemblements, de la part d'hommes d'affaires de leurs régions, individuellement sympathiques. Les grandes tournées de propagande de Hitler en 1932 s'autofinançaient dans les premiers rangs et atteignaient souvent des prix fantastiques. »*(34)

Malgré ce compte-rendu très différent de l'Otto Dietrich de 1955, son tract propagandiste de 1934 a servi à plusieurs reprises de source de référence sur le discours prononcé au Club de l'industrie et ses conséquences, souvent en conjonction avec un compte-rendu tout aussi enjolivé dans les « mémoires » écrits par Fritz Thyssen.(35)

D'après toutes les indications, ni Hitler ni aucun autre National-Socialiste n'a organisé de campagne de suivi soutenue, que ce soit pour obtenir un soutien financier de la part de ceux qui avaient assisté à son discours au Club de l'industrie ou pour les enrôler dans leurs objectifs. Il n'y a, en fait, qu'une seule preuve d'un effort bref et apparemment malheureux dans cette direction. Cela s'est produit le lendemain du discours, lorsque Thyssen a invité ses collègues dirigeants de United Steel, Ernst Poensgen et Albert Vögler, à rencontrer chez lui, dans la Ruhr, Hitler, Göring et Ernst Röhm, chef des troupes d'assaut national-socialistes. À cette occasion, se rappellera plus tard Poensgen, Göring le prit à part et lui demanda si Ludwig Grauert, qui était le subordonné de Poensgen au sein de l'association patronale du fer et de l'acier de la Ruhr, pourrait être disponible pour être nommé Ministre du travail du Reich. Grauert, expliqua Göring, se sentait attiré par certaines des idées sociales et corporatistes de Hitler.(36) Étant donné que Grauert, qui avait joué un rôle de premier plan dans le grand lock-out de la Ruhr en 1928, figurait parmi les figures antisyndicales les plus militantes au service de l'industrie, la demande de Göring semblait être une tentative maladroite de sa part d'indiquer que les grandes entreprises pouvaient s'attendre à une ligne dure envers les ouvriers de la part d'un gouvernement dirigé par les Nationaux-Socialistes. Il est difficile de savoir si Göring a agi de son propre chef ou en accord avec Hitler. Mais il a utilisé la mauvaise approche avec Poensgen, qui – contrairement à Thyssen – considérait les projets corporatistes avec beaucoup d'appréhension et ne partageait pas le moins du monde l'enthousiasme croissant de Grauert pour les idées d'Othmar Spann, l'influent théoricien autrichien du corporatisme. D'après tous les rapports, Poensgen resta, malgré son contact avec Hitler et Göring, sceptique et froid envers le National-

Socialisme jusqu'à la création du Troisième Reich, et même après.[37] Quant à Vögler, une de ses connaissances a rapporté avoir entendu peu après la réunion chez Thyssen le 27 janvier que Hitler avait à nouveau évité de discuter des questions économiques à cette occasion, laissant son public beaucoup plus restreint frustré une fois de plus dans ses efforts pour coincer le chef national-socialiste sur des questions d'intérêt vital pour eux.[38]

Le fait que Hitler n'ait pas donné une suite vigoureuse à l'entrée qu'il avait obtenue dans le monde des affaires grâce à son discours au Club de l'industrie tend à corroborer l'hypothèse selon laquelle il cherchait simplement à neutraliser les grandes entreprises, et non à rallier activement leurs dirigeants au NSDAP ou à exploiter leurs ressources financières pour son parti. Toutefois, même s'il l'avait voulu, il aurait payé un prix élevé pour cultiver d'autres contacts avec les milieux d'affaires, car la gauche politique a rapidement transformé son apparition à Düsseldorf en une arme de propagande nuisible contre le NSDAP. La presse communiste, en particulier, exploita vigoureusement l'évènement. L'organe du parti KPD, *Die Rote Fahne*, dépeint la prestation de Hitler au Park Hotel comme l'obséquieux compte rendu d'un mercenaire à ses maîtres derrière des portes fermées ; des textes fabriqués lui attribuaient des réponses séduisantes à des questions fictives prétendument posées par des membres de l'auditoire ; des caricatures et des articles le dépeignaient en train de dévorer ensuite un coûteux banquet de sept plats avec du vin coulant à flot, entouré de capitalistes gavés.[39]

La presse nationale-socialiste a d'abord cherché à minimiser l'évènement. Le lendemain du discours, les journaux du parti, citant le bureau de presse national-socialiste de Munich, publiaient une annonce brève et laconique selon laquelle Hitler avait remporté un grand succès pour les idées du National-Socialisme en s'adressant à un grand groupe d'industriels à Düsseldorf.[40] La réaction des salariés de la base du parti à la propagande de la gauche a cependant clairement dérangé la direction. Le quotidien national-socialiste de Cologne a révélé cette préoccupation lorsqu'il a cherché à contrer les accusations de la gauche avec un article intitulé « Hitler recrute pour le socialisme ». Il proclamait que le chef du parti avait cherché à démanteler les barrières de classe en aiguisant la conscience sociale de son auditoire au Club de l'industrie.[41] Hitler lui-même s'est abstenu d'accepter une invitation à s'adresser à un autre public d'hommes d'affaires à Hanovre, qui lui avait été adressée peu après son discours de Düsseldorf.[42] Lorsque la gauche a malgré tout maintenu son barrage d'allégations, la direction du NSDAP s'est sentie obligée de répondre. À la mi-février, l'organe national du parti a démenti les rapports des « calomniateurs » selon lesquels Hitler avait déclaré la guerre aux syndicats dans son discours avant de participer à un banquet somptueux avec les membres du Club de l'industrie. En fait, le *Völkischer Beobachter* affirmait que Hitler avait déclaré la guerre au matérialisme et avait

exhorté ses auditeurs à se montrer plus sensibles au sort de leurs « camarades raciaux » moins fortunés.(43)

Malgré cette tentative ainsi que d'autres de la part des Nationaux-Socialistes d'étouffer l'affaire, la version de gauche du discours au Club de l'industrie continua à harceler Hitler et son parti longtemps après l'évènement. Lorsque le Chancelier Brüning s'en servit pendant les campagnes électorales du printemps, les Nationaux-Socialistes se sentirent suffisamment concernés pour se livrer à l'un de leurs rares exercices de sincérité. Dans un souci de contrer les nombreuses allégations sur ce que Hitler avait dit à son auditoire de Düsseldorf, le *Völkischer Beobachter* a consacré quatre de ses pages à la mi-avril à de larges extraits verbatim du discours.(44) Comme l'annonçait encore le journal, le texte intégral avait été imprimé sous forme de brochure par la maison d'édition du parti et pouvait être acheté pour seulement vingt pfennigs. Un avant-propos à cette brochure indiquait clairement que le texte suivant avait été publié à grands frais uniquement pour réfuter les accusations de Brüning et d'autres personnes selon lesquelles Hitler avait dit à son auditoire au Club de l'industrie quelque chose de différent de ce qu'il avait dit dans ses autres discours.(45) D'après toutes les indications, les suites du discours au Club de l'industrie se révélèrent très embarrassantes pour le NSDAP.

Comme s'il s'agissait d'une réponse à l'agitation des partisans salariés du NSDAP, le double langage radical du Nationale-Socialiste s'exprima avec une rhétorique anticapitaliste intensifiée à la suite de l'apparition de Hitler à Düsseldorf. L'Organisation nationale-socialiste des cellules d'usine (NSBO) a publié un pamphlet protestant contre l'exploitation des ouvriers par le *« système capitaliste libéral »* et appelant à sa destruction et à l'établissement d'une *« économie de l'offre »* à la place de l'*« économie du profit »* existante.(46) Dans un autre pamphlet, un membre de la Section de politique économique dénonçait avec véhémence les *« grands trusts »* et les *« monopoles privés »*, proclamant qu'ils devaient être démantelés ou repris par l'État.(47) Ces publications ont immédiatement attiré l'attention de la presse économique. Commentant le pamphlet de la NSBO, le *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf, favorable aux entreprises, conclut que sa signification ne serait pas altérée si, partout où apparaissait le mot « national-socialisme », le mot « socialisme » était substitué. En expliquant leur « socialisme allemand », le journal note que certains Nationaux-Socialistes mettaient l'accent sur le principe de l'accomplissement individuel. Pourtant, l'idée du parti d'une « économie d'approvisionnement » semblait avoir peu à voir avec l'accomplissement. Il s'agissait plutôt de rien de moins qu'une planification économique socialiste. En supposant que l'économie ne pouvait être redressée que par de tels moyens, les Nationaux-Socialistes ne différaient en rien des Sociaux-Démocrates, qui avaient eux aussi la vision d'un futur ordre parfait. Les ouvriers allemands devaient se

méfier de tous ces faux prophètes économiques, avertissait le *Deutsche Bergwerks-Zeitung*.[48]

Un document publié dans le bulletin parlementaire officiel du NSDAP, une semaine seulement après l'apparition de Hitler au Club de l'industrie, attira également l'attention des milieux d'affaires. Apparemment une réponse aux questions et réponses fallacieuses concoctées par la presse communiste, il consistait en des réponses inhabituellement directes à dix questions sur des sujets spécifiques de politique économique.[49] Bien que le texte original n'attribuait pas les réponses à Hitler lui-même, les publications non-nationales-socialistes ont supposé qu'il était leur source lorsqu'elles ont réimprimé les questions et les réponses. En conséquence, Hitler semblait avoir approuvé certaines positions inhabituellement directes et – du point de vue de la communauté des affaires – très inquiétantes. Il s'agissait notamment de l'approbation de la journée de huit heures, de l'inviolabilité des contrats de négociation collective à l'échelle du syndicat et du droit de grève des ouvriers tant que le système capitaliste immoral existant prévaudrait. Le mouvement hitlérien ne s'opposait pas aux syndicats, annonçait une autre réponse ; il était fondamentalement favorable aux syndicats, s'opposant seulement aux dirigeants syndicaux qui encourageaient le conflit de classe et promouvaient l'application du Traité de Versailles. Une autre réponse encore déclarait que le National-Socialisme s'opposait à la fois aux tentatives du système capitaliste de réduire les salaires des travailleurs et aux mesures du gouvernement Brüning visant à réduire les avantages des travailleurs tels que les assurances sociales et les pensions. D'autres réponses appelaient à une expansion de la *Sozialpolitik* par le biais de règles de sécurité plus strictes dans les usines, de logements supplémentaires pour les ouvriers et d'une protection accrue de l'État pour les jeunes ouvriers. Ces prises de position ont été largement diffusées dans les publications conservatrices et libérales.[50] Elles ont également circulé parmi certains des principaux industriels allemands, qui les ont étudiées avec inquiétude.[51]

Proclamées par une publication nationale-socialiste officielle, et largement attribuées dans la presse à Hitler lui-même, ces dix déclarations ont largement contribué à annuler toutes les assurances que le monde des affaires aurait pu tirer des remarques de Hitler devant le Club de l'industrie. Dans son discours de Düsseldorf, il avait donné l'impression d'être l'ami de l'homme d'affaires, désormais son parti avait l'air presque indiscernable d'un syndicat. Quelques semaines seulement après l'apparition de Hitler au Club de l'industrie, les hommes d'affaires qui cherchaient à comprendre la position économique du parti politique le plus dynamique et en pleine expansion d'Allemagne pouvaient être pardonnés de le percevoir une fois de plus comme une collection déconcertante et énigmatique de contradictions.

2. *Les grandes entreprises abordent le maelström politique dans le désarroi*

Au cours du semestre qui suit l'apparition de Hitler au Club de l'industrie, les courants politiques tourbillonnants de l'Allemagne commencent à converger vers le maelström qui va bientôt engloutir le pays tout entier. En mars et avril, l'électorat passe par deux tours de scrutin avant de réélire Hindenburg à la présidence du Reich. À la fin du mois d'avril, les électeurs de Bavière, de Prusse et de plusieurs petits États choisissent de nouveaux parlements dans lesquels les Nationaux-Socialistes voient leur position considérablement renforcée. À la fin du mois de mai, Brüning doit démissionner de son poste de Chancelier et Hindenburg le remplace par un certain Franz von Papen. À la demande de Papen, le Président dissout le Reichstag au début du mois de juin et prévoit des élections pour le 31 juillet. Le résultat du scrutin fait du NSDAP le parti le plus puissant de la législature nationale. Ces développements placent les grands hommes d'affaires allemands, politiquement actifs, face à des problèmes complexes. En réponse, ils n'affichent plus le degré de consensus qui avait marqué leur comportement politique dans le passé. Ils se trouvent maintenant souvent en désaccord et à contre-courant. Nombre d'entre eux se sentent plus limités qu'auparavant dans leur participation financière à la politique, que ce soit en raison des contraintes économiques ou de la désillusion résultant des échecs passés à influencer les développements politiques. D'autres encore ont hésité à accorder leurs subventions habituelles lorsque les partis bourgeois ont ignoré leurs demandes renouvelées d'une fusion qui mettrait fin à leur désunion. Le grand patronat étant divisé et de plus en plus hésitant quant à son rôle politique, le général Schleicher doit intervenir et chercher à obtenir des subventions pour le DVP et le DNVP au moment de l'élection du Reichstag en juillet 1932. Alors que la crise politique allemande approche de son paroxysme, les éléments politiquement actifs du grand patronat font preuve de moins de cohésion et d'engagement politique que jamais auparavant pendant la période républicaine.

L'élection présidentielle de 1932 posa un dilemme à une grande partie du monde des affaires, tout comme aux autres Allemands de droite. L'éventail politique habituel se brouille lorsque le Président sortant Hindenburg, derrière lequel les grandes entreprises s'étaient ralliées au reste de la droite en 1925, se présente à la réélection avec le soutien du cabinet Brüning et des partis modérés de la République, dont le SPD. Ses adversaires au premier tour de scrutin sont Hitler, le Communiste Ernst Thälmann et Theodor Duesterberg, le candidat du DNVP et de l'organisation des vétérans de droite, le Stahlhelm. Dès le départ, la plupart des observateurs s'attendaient à ce que Hindenburg l'emporte, ce qu'il fit finalement avec 53 % des voix au second tour d'avril, après avoir manqué de quatre dixièmes de point de pourcentage la majorité requise lors du scrutin de mars. Hitler est arrivé en deuxième position les deux fois, avec 30,1 % puis

36,8 %. Après avoir obtenu seulement 6,8 % des voix au premier tour, Duesterberg se retire. La campagne ne se limite pas à l'élection d'un président ; elle devient une sorte de plébiscite du cabinet Brüning. En s'identifiant pleinement à la campagne de réélection du Président et en y jouant un rôle de premier plan, le Chancelier a fait en sorte qu'un vote pour Hindenburg soit perçu par de nombreux Allemands comme une expression de confiance dans les politiques de son cabinet. En conséquence, de nombreux membres de la droite se retrouvent déchirés entre la loyauté envers le vénérable chef d'État et l'opposition à un cabinet qu'ils ont fini par considérer comme inacceptable.

Cet alignement des candidats à la présidence divisa les éléments politiquement actifs des grandes entreprises. Le quotidien berlinois *Deutsche Allgemeine Zeitung*, qui appartenait à un consortium d'intérêts commerciaux, prit carrément parti pour Hindenburg.(1) Tout comme un certain nombre de personnalités, dont le président du Reichsverband industriel, Krupp von Bohlen, et son ancien président, Carl Duisberg, de IG Farben.(2) Jouant un rôle actif dans la campagne, Duisberg dirigea, au nom de la réélection du Président, un comité financier national qui rassembla un important trésor de campagne dans les milieux d'affaires.(3) Mais à l'exception notable de Krupp von Bohlen, Friedrich Flick et Paul Silverberg, les magnats du charbon, du fer et de l'acier du *Revier* rhéno-westphalien ont répondu négativement aux demandes de contributions de Duisberg. Bien qu'ils aient parfois invoqué des contraintes financières, leurs réponses à Duisberg et leur correspondance entre eux ne laissent aucun doute sur le fait qu'ils considéraient l'aide à la campagne de Hindenburg comme équivalente à un soutien à Brüning et à sa politique de compromis avec les Sociaux-Démocrates et les syndicats.(4) Mais malgré le soutien public de Fritz Thyssen à Hitler et la distribution à d'autres industriels d'un pamphlet qui dépeignait Hitler comme l'héritier de la tradition prussienne de paternalisme strict, la plupart des hommes importants de l'industrie de la Ruhr n'étaient pas attirés par la candidature du chef national-socialiste.(5) Paul Reusch, le très influent représentant de la Ruhrlade, vota pour Duesterberg.(6) Bien que le responsable du Stahlhelm n'ait aucune chance de gagner, sa candidature permit d'enregistrer un vote de protestation à droite. De plus, le stratège politique de Duesterberg, Alfred Hugenberg du DNVP, entretenait l'espoir, qui s'avéra vain, que si un second tour de scrutin s'avérait nécessaire, un accord pourrait être conclu avec le camp Hindenburg, selon lequel Duesterberg se retirerait en faveur du Président et ce dernier programmerait de nouvelles élections au Reichstag qui produiraient un cabinet issu de la droite.(7) Lors de la campagne pour le second tour, alors que Hindenburg n'a besoin que d'un petit nombre de voix pour atteindre la majorité nécessaire et que Duesterberg a libéré ses partisans pour qu'ils votent pour le Président, la plupart des industriels de la Ruhr refusent la nouvelle demande de fonds de Duisberg. Considérant la réélection du Président comme une fatalité, ils

préfèrent rassembler leurs fonds politiques pour les utiliser dans les campagnes pour les élections régionales du 24 avril 1932.[8] Désertées par la plupart des milieux d'affaires, les forces de Hindenburg, aux abois, doivent puiser clandestinement dans les fonds de l'État pour organiser une campagne pour le second tour de scrutin présidentiel qui rivaliserait au moins avec les efforts déployés par les Nationaux-Socialistes en faveur de Hitler.[9]

L'élection prussienne était particulièrement importante du point de vue des grandes entreprises. Le siège social et le domicile légal de la plupart des grandes entreprises se trouvaient dans cet État – de loin le plus grand et le plus peuplé des États fédéraux – tout comme bon nombre de leurs activités. Les impôts et les dépenses de la Prusse, ses lois et son système judiciaire, sa police, ses administrateurs régionaux et locaux affectaient le monde des affaires d'innombrables façons. À quelques brèves exceptions près, le gouvernement de l'État avait été dirigé pendant toute la période républicaine par des Sociaux-Démocrates et soutenu par la coalition de Weimar, composée de Sociaux-Démocrates, de centristes et de démocrates, qui avait initialement façonné la République. Sous ce régime « rouge-noir », la Prusse était devenue, aux yeux des milieux d'affaires, une source majeure de taxation excessive, de dépenses inutiles et de socialisme d'État rampant. Au printemps 1932, Otto Braun, l'un des dirigeants les plus imposants et les plus énergiques du SPD, se trouvait à la tête du cabinet prussien. En raison de sa grande bureaucratie, la Prusse était la principale source restante de patronage sur laquelle le SPD pouvait s'appuyer pour fournir des emplois à ses hauts dirigeants. Le cabinet Braun apparut donc à de nombreux hommes d'affaires comme un vestige particulièrement irritant de l'ère « marxiste » dont l'Allemagne semblait enfin sortir.[10] Un an plus tôt, une tentative de renverser le gouvernement prussien avant l'expiration de son mandat de quatre ans au moyen d'un plébiscite parrainé par le Stahlhelm avait échoué malgré l'aide financière de certains membres de l'industrie.[11] Mais au printemps 1932, la plupart des grandes entreprises attendaient avec espoir l'élection quadriennale de l'État, qui, de l'avis de presque tous les observateurs, allait balayer la majorité de la coalition de Weimar.

Dans les cercles industriels de la Ruhr, on s'accordait généralement sur l'issue la plus souhaitable des élections prussiennes. Comme la plupart des observateurs, les cadres de la Ruhr s'attendaient à ce que les Nationaux-Socialistes réalisent des gains importants. La plupart d'entre eux considéraient cette probabilité de manière positive, espérant que de tels résultats, malgré le conflit interne à la droite auquel l'élection présidentielle avait donné lieu, ouvriraient la voie à une coalition des forces politiques bourgeoises et des Nationaux-Socialistes qui arracherait le gouvernement du Land aux « marxistes » et à leurs alliés. Ils s'attendaient à ce qu'une telle coalition au niveau de l'État impose des responsabilités aux Nationaux-Socialistes, diminuant ainsi leur attrait pour

l'électorat, mais sans leur donner une voix dans l'élaboration de la politique nationale. Elle reléguerait également les éléments radicaux du National-Socialisme sur le plan économique et social à la périphérie et renforcerait les modérés du NSDAP. Afin de permettre à une coalition de ce type de fonctionner comme ils le souhaitaient, les hommes d'affaires qui étaient favorables à un tel résultat ont décidé qu'ils devaient concentrer leurs ressources financières sur la maximisation de la participation aux élections de sa composante bourgeoise potentielle.(12)

L'accord en resta là, car des dissensions apparurent rapidement sur la meilleure façon de renforcer les forces bourgeoises. Gustav Krupp von Bohlen et Paul Reusch, entre autres, étaient fermement convaincus que le temps était venu de fusionner le DNVP, le DVP et les petits partis à la droite du Centre catholique. Seule la création d'un tel nouveau parti pourrait, insistaient-ils, mettre fin à la désunion chronique de la droite traditionnelle et assurer une voix bourgeoise dominante dans une nouvelle coalition prussienne incluant les Nationaux-Socialistes. Lorsqu'il devint rapidement évident que Hugenberg ne permettrait pas au DNVP d'entrer dans une telle fusion, Krupp et Reusch préconisèrent de déposer ce chef de parti impérieux en encourageant une rébellion contre lui dans les rangs du DNVP.(13) Ils se heurtèrent cependant à l'opposition inflexible de membres de la Ruhrlade tels que Fritz Springorum et Albert Vögler, ainsi que d'Ernst Brandi du Bergbauverein. Ces hommes résistèrent à toute tentative d'éviction de Hugenberg, arguant que son retrait offenserait tant de fidèles qu'une grande partie du DNVP resterait en dehors de tout nouveau parti créé par la fusion. Le meilleur espoir de consolider la droite bourgeoise, selon ces hommes, était de concentrer l'aide financière sur le DNVP et de rendre ce parti si fort que les partisans des partis moins importants seraient attirés loin de ces organisations chancelantes et absorbés dans un DNVP élargi qui engloberait bientôt toute la droite bourgeoise. Hugenberg avait ses défauts, concédaient ses défenseurs, mais il était au moins un dirigeant établi. Il devait rester, insistaient-ils.(14) En raison de son désaccord, la Ruhrlade resta paralysée politiquement jusqu'à la fin de la campagne prussienne. À dix jours de l'élection, Reusch et ceux qui s'étaient rangés de son côté cèdent finalement à l'insistance du trésorier de l'organisation, Springorum, qui leur a demandé de verser au moins des contributions nominales afin de garder le contact avec les partis qu'ils avaient l'habitude de soutenir. Mais ces contributions étaient loin d'atteindre les importantes subventions des années précédentes, reflétant à la fois l'état économique déprimé de l'industrie de la Ruhr et le dégoût d'hommes comme Reusch et Krupp face à la désunion et à l'inefficacité des partis bourgeois.(15)

Ces partis ont également reçu moins d'argent que par le passé de la part d'autres grandes entreprises pendant la campagne pour les élections prussiennes. Les presque deux ans de règne « sans parti » de Brüning par décret présidentiel avaient diminué l'importance des partis aux yeux de la plupart des hommes

d'affaires. En raison des conditions économiques épouvantables, les industriels encore disposés à contribuer avaient réduit le montant de leurs versements.(16) D'autres sources d'argent politique des grandes entreprises se sont taries ou ont disparu. Les grandes banques berlinoises, qui avaient auparavant versé des sommes importantes de manière routinière à tous les partis bourgeois, ne pouvaient plus débourser d'argent politique au printemps 1932. Certaines d'entre elles étaient sorties de la crise bancaire de l'été 1931 sous le contrôle du gouvernement, tandis que les autres conservaient au mieux une indépendance financière précaire. Les banquiers individuels pouvaient encore faire des contributions politiques personnelles, mais le montant de celles-ci était bien inférieur à celui des dons des grandes banques.(17) Les banques elles-mêmes pouvaient tout au plus accorder des crédits par l'intermédiaire de leurs succursales aux unités locales ou régionales des partis bourgeois.(18) D'autres sources de contributions des grandes entreprises lors des campagnes précédentes étaient devenues inaccessibles en raison d'une combinaison de conditions commerciales défavorables et de désillusions vis-à-vis de la politique. Au printemps 1932, Carl Friedrich von Siemens, chef de la dynastie berlinoise des fabricants de matériel électrique, est l'une de ces personnes. Fondateur du Kuratorium établi dans la capitale après la révolution pour financer les partis bourgeois et accroître l'influence des grandes entreprises en leur sein, Siemens avait désespéré en 1932 de la possibilité d'influencer le cours de la politique par le biais de l'argent. Inquiet de la dégradation de la situation des entreprises familiales et découragé par la fragmentation du camp bourgeois, il avait renoncé à s'engager financièrement dans la politique. Au moment du premier tour des élections présidentielles, Siemens a répondu à contrecœur à l'appel de Duisberg en faisant un don de 40 000 marks à la campagne de Hindenburg, expliquant que seul un plaidoyer personnel de Brüning avait eu raison de sa détermination à s'abstenir. À l'approche des élections prussiennes, Siemens a fait savoir qu'il ne souhaitait pas apporter de contribution supplémentaire, invoquant la désunion des partis bourgeois.(19)

Les grandes entreprises ne se sont pas toutes abstenues de participer à la campagne électorale prussienne. IG Farben a apparemment poursuivi sa pratique consistant à répartir son argent politique sur l'ensemble des partis bourgeois, et les industriels de Hanovre ont collecté des fonds pour le DNVP et le DVP comme d'habitude.(20) Le président du Bergbauverein, Ernst Brandi, joua un rôle plus actif que jamais. Son zèle politique accru résultait sans aucun doute en grande partie des nouvelles demandes syndicales de socialisation de l'industrie du charbon.(21) Mais quelle qu'en soit la cause, Brandi a profité de l'impasse dans la Ruhrlade pour arracher à cette organisation le contrôle de l'argent politique des exploitants de charbon. Il a ensuite utilisé ces fonds pour subventionner la campagne du DNVP pour les élections prussiennes. Contrairement aux années

précédentes, aucun de ces fonds n'est allé au DVP, car Brandi avait décidé que la meilleure façon de réaliser l'unité de la bourgeoisie était de détruire le DVP, laissant ses partisans sans autre choix que de se ranger derrière Hugenberg.(22) Dans la poursuite de cet objectif, Brandi contribua à la défection vers le DNVP d'une importante unité régionale du DVP dans la Ruhr. Il fut aidé dans cette entreprise par l'un des conseillers politiques de Paul Reusch, Erich von Gilsa, qui passa du DVP au DNVP de manière très médiatisée.(23) Adolf Hueck, un directeur de la United Steel Works qui avait représenté le DVP au Reichstag, suivit la même voie, ce qui amena les responsables locaux du DVP dans la Ruhr à conclure que le directeur général de ce combinat, Albert Vögler, souhaitait également l'expiration de leur parti.(24) Le DVP ne s'est toutefois pas avéré aussi facile à éliminer. Pourtant, les défections provoquées par ses ennemis dans la Ruhr ne firent qu'affaiblir un parti durement secoué par l'expulsion ou la démission de certaines de ses rares personnalités nationales et affaibli par la diminution des contributions des entreprises. En conséquence, le DVP donnait l'impression d'un parti en déclin rapide et en voie de désintégration lorsque les électeurs prussiens se sont rendus aux urnes le 24 avril 1932.(25)

En Prusse, le scrutin réduisit le DVP à l'insignifiance dans le nouveau parlement de l'État, ne lui laissant que 7 des 40 sièges qu'il détenait auparavant. Contrairement aux attentes des industriels qui ont encouragé les défections du DVP vers le DNVP, les électeurs mécontents du petit parti n'ont pas afflué en grand nombre vers le DNVP. Ce parti a également subi de lourdes pertes, ne récupérant que 31 de ses 40 sièges. Dans la mesure où une autre composante du centre-droit, le Parti de l'économie, avait perdu la totalité de ses 21 sièges, les partis bourgeois n'étaient pas de taille à affronter le NSDAP, qui avait obtenu le soutien de la plupart des électeurs que les autres avaient perdus. En obtenant 36,3 % des voix et en faisant passer leur représentation de 6 à 162, les Nationaux-Socialistes ont remporté l'un de leurs plus grands triomphes électoraux. Ils ont délogé le SPD, qui a chuté de 136 à 94 sièges, en tant que parti le plus puissant du nouveau parlement du plus grand État allemand. Mais en raison des pertes subies par les partis bourgeois de droite, les sièges des Nationaux-Socialistes ne suffiront pas à former une majorité de coalition qui donnerait naissance à un gouvernement majoritaire *national-bürgerlich*, comme l'avaient espéré certains dirigeants de l'industrie de la Ruhr. La bourse réagit calmement aux résultats des scrutins en Prusse et ailleurs. Les journalistes du *Frankfuter Zeitung* qui ont couvert les marchés à Berlin et à Francfort ont attribué cette réaction à un manque de surprise, le résultat étant proche de ce qui avait été prévu à la lumière des résultats de l'élection présidentielle.(26) Autrement dit, les investisseurs s'étaient ajustés à l'avance au lieu d'être soudainement surpris, comme lors de l'élection du Reichstag en 1930. Les résultats n'ont pas non plus provoqué de bouleversements politiques susceptibles de perturber les investisseurs. Étant donné que le Parti du

centre catholique a refusé d'abandonner son partenariat de longue date avec les Sociaux-Démocrates en Prusse pour participer à la formation d'une nouvelle majorité de centre-droit, l'ancien cabinet dirigé par le Social-Démocrate Otto Braun, désormais soutenu par une minorité de députés, est resté en place. Et malgré leurs gains électoraux dans les autres États, les Nationaux-Socialistes ne sont parvenus à entrer au gouvernement que dans le petit État d'Anhalt.

Presque tous les dirigeants politiquement actifs des grandes entreprises avaient souhaité renforcer les forces bourgeoises lors des élections prussiennes, mais ils ont fini par contribuer de nombreuses manières à la sottise de cette partie du spectre politique. Tout indique que les partis de la droite traditionnelle, y compris le DNVP, ont souffert de graves handicaps financiers en tentant de monter leurs campagnes. Comme la plupart des organisations bénévoles, ils ont eu de plus en plus de mal à collecter des fonds en période de dépression économique. En retenant leurs contributions habituelles, en raison de leurs propres désaccords, jusqu'à peu de temps avant les élections, puis en les réduisant, les hommes de la Ruhrlade ont aggravé ces handicaps. Il en va de même pour ceux qui, comme Siemens, se sont complètement retirés de la vie politique. La privation financière particulièrement aiguë du DVP, ainsi que la désintégration partielle de ce parti délibérément encouragée par les militants politiques de l'industrie de la Ruhr, ont encore sapé la force du camp bourgeois. Il est certain qu'un soutien financier et organisationnel supplémentaire de la part de cadres industriels politiquement actifs n'aurait pas suffi à inverser complètement le déclin politique des partis de la droite traditionnelle, de plus en plus discrédités. Mais un soutien plus important de la part des grandes entreprises aurait pu permettre à ces partis de faire au moins une apparition un peu plus forte dans la bataille d'affiches, de pamphlets et de rassemblements qui a précédé le vote en Prusse le 24 avril 1932.

Comme le révèlent les évènements du printemps 1932, la dépendance de longue date des partis bourgeois d'Allemagne à l'égard des contributions financières des grandes entreprises a commencé à prendre les proportions d'une responsabilité mortelle. Ayant pris l'habitude de recevoir régulièrement et de manière prévisible de généreuses subventions de ce secteur pendant les années de stabilité et de prospérité de la République, les dirigeants des partis traditionnels du centre et de la droite se sont retrouvés sans autres sources de financement adéquates lorsque la dépression économique et les bouleversements politiques ont considérablement réduit le flux des subventions des grandes entreprises. En raison de la facilité d'accès à ces contributions dans le passé, ils n'avaient pris aucune mesure efficace pour élargir les adhésions à leurs partis ou même pour percevoir des cotisations régulières de ceux qui devenaient membres.[27] Ils ne se sont pas non plus engagés de manière intensive dans d'autres méthodes de collecte de fonds, comme faire payer l'entrée aux rassemblements et lancer des

campagnes de sollicitation soutenues en utilisant du personnel bénévole. L'empire de presse et de cinéma de Hugenberg, qu'il utilisait pour générer des fonds pour le DNVP, représentait une sorte d'exception. Mais son rendement, lui aussi, a diminué avec l'apparition de la dépression, de sorte qu'il ne s'est pas avéré être un substitut à la collecte de fonds à la base.(28) Dans l'ensemble, les partis bourgeois étaient très mal équipés pour s'adapter à une diminution soudaine des subventions aux grandes entreprises. Ces partis s'étaient habitués à un flux descendant abondant de fonds, alors que leur nouvel et puissant adversaire, le NSDAP, avait perfectionné un flux ascendant provenant de la base qui lui permettait de les dépasser de loin. Les Nationaux-Socialistes pouvaient désormais compter parmi leurs atouts les difficultés financières croissantes des partis traditionnels, qui étaient en partie dues à la myopie, à l'entêtement et au manque de sens politique de certaines figures de proue du grand capital allemand.

Un peu plus d'un mois après le résultat troublant des élections prussiennes, le monde politique allemand subit un choc encore plus grand lorsque Brüning démissionne soudainement à la fin du mois de mai, ayant perdu la confiance du Président Hindenburg. Cette nouvelle à peine parvenue à la presse, les communistes et les syndicalistes accusèrent les intérêts industriels d'avoir conspiré avec d'autres éléments réactionnaires pour empoisonner l'esprit du Président contre le Chancelier.(29) Au cours du demi-siècle qui a suivi, cependant, aucune preuve étayant cette accusation n'est apparue. Dans le dossier bien documenté des évènements immédiats qui ont conduit à la chute de Brüning, les grandes entreprises ne figurent pas directement.(30) La démission de Brüning fut plutôt le point culminant d'un éloignement progressif entre le Chancelier et Hindenburg, qui était de plus en plus déçu par l'incapacité de Brüning à tenir ses promesses de faire évoluer la base de son cabinet vers la droite. Le fossé entre les deux hommes s'est creusé lorsque le cabinet a imposé une interdiction aux troupes d'assaut nationales-socialistes mais pas aux organisations para-militaires de gauche, une mesure qui a provoqué des protestations indignées de la part des cercles conservateurs et militaires proches du Président. La désertion de Brüning par l'homme qui avait beaucoup contribué à lui obtenir la Chancellerie, le général Kurt von Schleicher, fut particulièrement dommageable. Convaincu que l'interdiction des SA entraverait les efforts de l'armée visant à mobiliser les organisations paramilitaires de droite dans le cadre de ses efforts pour accroître la force militaire de l'Allemagne, Schleicher se retourna contre le Chancelier et son Ministre de la défense, le général Wilhelm Groener. Le cabinet suscita davantage d'opposition lorsqu'il annonça un plan visant à saisir des propriétés foncières désespérément endettées en Allemagne de l'Est et à les diviser afin de céder des fermes à des colons pour combattre le chômage de masse. Ce plan, qui a suscité des accusations de « bolchevisme agraire » contre Brüning de la part des agrariens

de l'Est et d'autres personnes qui avaient accès à Hindenburg, scella le sort du cabinet.

Cela ne veut pas dire que les capitalistes allemands n'ont joué aucun rôle dans la chute de Brüning. Bien qu'ils n'aient pas participé directement à l'éviction du Chancelier, un chœur croissant de protestations de la communauté des affaires contre les politiques économiques de son cabinet a contribué à la détérioration générale de la position de Brüning. Malgré les tentatives de modération de la direction du Reichsverband industriel, les cercles industriels de la Ruhr, en particulier, critiquaient de plus en plus ouvertement le cabinet au cours du printemps 1932.(31) Les industries du charbon, du fer et de l'acier figurent parmi les secteurs de l'économie les plus durement touchés par la dépression. En 1932, la production de charbon bitumineux a chuté à un niveau inférieur de 36,6 % à celui de 1929 ; la baisse de la production de fonte brute pour la même période s'est élevée à 76 %, celle du fer et de l'acier à 65 %.(32) Bien que les politiques de prix cartellisés aient partiellement protégé ces industries de l'impact de la contraction de la demande en leur permettant d'empêcher les prix de chuter rapidement, elles ont connu leur pire effondrement. Alors que leurs pertes s'accumulaient de manière inquiétante, la valeur marchande de leurs actions a chuté à des niveaux jusqu'alors inimaginables. Il n'est pas surprenant que leurs dirigeants et les porte-parole de leurs associations se soient montrés de plus en plus critiques envers un gouvernement qui semblait incapable d'enrayer le déclin. Le Chancelier s'en est pourtant tenu résolument à sa politique de conciliation avec le SPD et les syndicats et n'a pas répondu aux demandes de révision fondamentale de sa position sur les questions économiques et sociales dans le sens proposé par les milieux d'affaires. En effet, son cabinet a montré ce qui semblait être une volonté de faire davantage de concessions aux ouvriers. À la mi-avril, le Ministre du travail de Brüning, Adam Stegerwald, également un centriste catholique, a publiquement soutenu les demandes des syndicats en faveur d'une réduction de la semaine de travail industrielle de quarante-huit à quarante heures, afin de répartir les emplois disponibles entre un plus grand nombre d'ouvriers.(33) Cette proposition, qui aurait entraîné une augmentation importante du coût de la main-d'œuvre dans les industries fonctionnant 24 hr/24 en nécessitant le passage du système existant à deux équipes à un système à trois équipes, a aggravé l'agitation dans les milieux industriels.(34) La proposition de Stegerwald semble avoir également joué un rôle dans la décision du Ministre de l'économie Hermann Warmbold de démissionner fin avril. Bien que Warmbold, un agronome, ne puisse pas être considéré comme un porte-parole des milieux d'affaires, et qu'il semble avoir démissionné de lui-même pour un ensemble complexe de raisons, le fait qu'il ait occupé un poste chez IG Farben a inévitablement fait apparaître son départ comme faisant partie d'un rejet croissant de Brüning par les grandes entreprises.(35) Le retrait de Warmbold ne suffit pas à

faire tomber le cabinet, mais il ne renforça guère la position de Brüning. Il en va de même pour les attaques de plus en plus virulentes contre son cabinet dans la presse économique.(36) L'éloignement de Brüning de Hindenburg s'est donc produit dans un contexte de mécontentement croissant de la part des milieux d'affaires qui ne pouvait qu'affaiblir la position du Chancelier et renforcer celle des hommes qui ont finalement convaincu le Président de le lâcher.

Même si les détracteurs du grand patronat de Brüning avaient souhaité intercéder auprès du Président Hindenburg pour le retourner contre son Chancelier, comme le prétendaient les journalistes de gauche, ils n'étaient pas en mesure de le faire. Il existait, bien sûr, la possibilité de soumettre un mémorandum au Président ou de lui demander une audience, mais ces deux voies d'approche avaient été utilisées à plusieurs reprises dans le passé et avaient donné des résultats décevants. Lorsque l'industriel de la Ruhr Paul Reusch proposa en septembre 1931 que les porte-parole de l'industrie rencontrent le Président pour lui exposer leurs doléances, Ludwig Kastl, le vétéran directeur exécutif du Reichsverband industriel, déconseilla l'idée. *« L'expérience a montré »*, expliqua-t-il à Reusch, *« que de telles présentations au Président du Reich ne donnent pas grand-chose. »* Kastl a ensuite exprimé à Reusch sa conviction qu'une tentative d'enrôler Hindenburg dans la cause de *die Wirtschaft* serait une tentative inutile.(37) La situation aurait pu être différente si les milieux d'affaires avaient été en mesure d'utiliser le type de canaux d'influence informels et non officiels qui ont joué un rôle si crucial dans la formation des attitudes du Président au cours de ses dernières années. Mais les porte-parole des grandes entreprises ne disposaient d'aucun moyen d'influence de ce type. Pas un seul homme d'affaires ne pouvait obtenir le type d'accès informel à l'oreille du Président dont jouissaient de nombreux militaires et porte-parole agraires. Cela valait également pour le président aristocratique du Reichsverband industriel, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach. Les antécédents de Krupp lui avaient permis d'accueillir le nouvel élu Hindenburg lors d'un grand banquet organisé en son honneur en 1925 dans le palais familial, la Villa Hügel, près d'Essen.(38) Mais Hindenburg restait distant, même pour un Krupp. Quelques jours après la chute de Brüning et son remplacement par Franz von Papen, Krupp von Bohlen exprima son mécontentement face à la tournure des évènements politiques à un haut fonctionnaire du Reichsverband dans une lettre écrite depuis la station balnéaire autrichienne où il s'était rendu la semaine précédente. Krupp ajoutait qu'il avait envisagé de reporter ses vacances en raison de la crise ministérielle, mais qu'il s'était ravisé. *« Après tout »*, a écrit l'industriel le plus connu d'Allemagne et chef de l'association primordiale des grandes entreprises, *« il ne m'aurait guère été possible d'intervenir dans le cours des évènements. »*(39)

La nomination de l'obscur Papen au poste de Chancelier fut tout aussi surprenante pour les dirigeants les mieux informés des grandes entreprises que

pour le reste de l'Allemagne.[40] Comme pour l'installation de Brüning deux ans plus tôt, les militaires, à nouveau en la personne de Schleicher, avaient choisi le nouveau chef du gouvernement. Papen n'était cependant pas aussi inconnu dans les cercles des grandes entreprises que dans le pays en général. Certains hommes d'affaires le connaissaient socialement en raison de son mariage avec la fille d'un éminent fabricant sarrois de produits en faïence et en porcelaine. D'autres l'avaient rencontré au Herrenklub exclusif de Berlin, qu'il fréquentait régulièrement. La carrière politique de Papen en tant que député de droite du Parti du Centre au parlement de l'État prussien avait attiré l'attention d'autres membres du monde des affaires, même s'il était principalement lié à des intérêts agraires catholiques. Il en était de même de sa position, depuis 1925, en tant que président du conseil de surveillance du journal catholique *Germania*. Papen avait initialement acquis ce poste grâce à l'aide financière des aristocrates catholiques agrariens, mais lorsque *Germania*, comme tant d'autres journaux, commença à enregistrer des déficits pendant la dépression, la Ruhrlade accorda à Papen une subvention mensuelle de 1 000 marks pour compenser ses pertes.[41] Certains hommes d'affaires connaissaient donc Franz von Papen et avaient un penchant favorable pour lui en raison de sa vision conservatrice. Mais aucun ne considérait cet élégant, mais aussi superficiel et frivole, dilettante de la politique, comme un prétendant sérieux aux hautes fonctions. Sa nomination au poste de Chancelier a d'abord suscité un malaise considérable dans les milieux d'affaires, notamment parce que les industriels craignaient qu'il ne cède aux exigences de l'agriculture organisée en matière de droits de douane sur les denrées alimentaires, droits si prohibitifs qu'ils provoqueraient des représailles à l'étranger contre les exportations industrielles allemandes. Ce malaise s'est accru lorsque Papen a choisi de prononcer son premier discours en tant que Chancelier devant un rassemblement d'agrariens et de parler de manière conciliante de la situation critique de l'agriculture tout en critiquant les *« erreurs du système capitaliste. »*[42]

Les premières actions et proclamations du cabinet Papen dissipèrent une partie de ce malaise. La composition non partisane du cabinet, soulignée par la réaction du Parti du Centre, qui avait expulsé Papen pour avoir accepté la Chancellerie sans avoir obtenu le consentement de ses dirigeants, laissait entrevoir la promesse d'un gouvernement libéré de cette dépendance à l'égard des politiciens et du soutien parlementaire, à laquelle tant de porte-parole des grandes entreprises attribuaient ce qu'ils considéraient comme les échecs du cabinet Brüning. De plus, en annonçant la nomination de Papen, Hindenburg lui avait demandé de former un « gouvernement de concentration nationale ». Dans le contexte de l'époque, ces mots suggéraient fortement une intention de rassembler derrière le cabinet les groupes qui s'étaient proclamés « opposition nationale » à Bad Harzburg l'automne précédent. Un tel arrangement était encore très attrayant pour les droites politiques des milieux d'affaires. Il excluait le SPD et les syndicats

de toute influence sur la politique gouvernementale. Il offrait également la perspective d'attirer le NSDAP hors de sa position d'opposition radicale et de le placer sous la tutelle d'éléments bourgeois économiquement fiables, sapant ainsi l'aile « socialiste » du National-Socialisme. Papen semblait certainement déterminé à gagner le soutien des Nationaux-Socialistes. Peu après son entrée en fonction, il a satisfait deux de leurs demandes les plus insistantes en levant l'interdiction imposée aux SA par le cabinet Brüning et en acceptant une dissolution du Reichstag afin qu'une nouvelle élection nationale puisse avoir lieu à la fin du mois de juillet. Il fit en outre pression sur les délégations du Centre et du DNVP au Parlement du Land de Prusse pour qu'elles se mettent d'accord sur un gouvernement de coalition avec la délégation du NSDAP, fortement renforcée. L'« opposition nationale » de Bad Harzburg semblait en juin 1932 en bonne voie de devenir le type de « gouvernement national » tant attendu par le grand capital.

À d'autres égards également, le nouveau cabinet encourageait les droites politiques dans les milieux d'affaires. Le Ministre de l'intérieur de Papen, le baron réactionnaire von Gayl, ne perdit pas de temps pour faire connaître l'intention du cabinet de réviser la constitution de Weimar. Puisque ni lui ni le Chancelier ne cachaient leur aversion pour la démocratie parlementaire, la direction d'une telle révision semblait claire, même si Gayl refusait de s'étendre sur ses intentions. Deux semaines après son entrée en fonction, le cabinet publie un décret d'urgence qui répond en grande partie aux critiques des entreprises à l'égard de la *Sozialpolitik* républicaine.(43) Abandonnant les plans de Brüning visant à couvrir le déficit croissant de la caisse d'assurance-chômage en associant des réductions modestes des prestations à des subventions gouvernementales obtenues en partie grâce à un nouvel impôt sur le revenu, le cabinet Papen a encore réduit les prestations des chômeurs. Outre la réintroduction d'une condition de ressources pour l'assurance chômage, le cabinet a réduit les taux d'aide d'un quart à la moitié des niveaux prescrits par la loi de 1927 qui avait créé l'assurance chômage.(44) Au lieu de l'impôt sur le revenu proposé, le nouveau cabinet a augmenté les taux des impôts indirects qui pesaient principalement sur les groupes à faible revenu. Bien que le cabinet n'ait pris aucune mesure pour annuler les bases législatives du système étatique d'arbitrage obligatoire des conflits patronaux-syndicaux qui avait si longtemps attiré l'ire de l'industrie, le Ministre du travail de Papen l'a effectivement rendu caduc en ne l'utilisant tout simplement pas. La mesure la plus spectaculaire du cabinet a cependant été prise le 20 juillet, lorsque Papen a publié un décret présidentiel d'urgence déposant le cabinet Braun en Prusse et donnant au Chancelier l'autorité sur le gouvernement de l'État. Le gouvernement « marxiste » dans le plus grand État fédéral, ce vestige de la décennie de démocratie parlementaire de Weimar, a finalement pris fin aux mains du nouveau « gouvernement de concentration nationale ». À l'approche de l'élection du Reichstag du 31 juillet, les chefs d'entreprise allemands avaient des raisons de se

sentir bien disposés à l'égard du cabinet Papen, même si celui-ci n'avait pas encore clarifié ses positions sur bon nombre des questions économiques urgentes qui les préoccupaient.

Au cours de la campagne d'été du Reichstag, le comportement des composantes du monde des affaires qui avaient par le passé apporté d'importantes contributions politiques a suivi à peu près le même schéma qu'au moment de l'élection de l'État prussien. Comme au printemps, les restrictions financières, la désillusion à l'égard de la politique et les désaccords sur la meilleure façon de consolider les forces bourgeoises ont réduit le flux de fonds des grandes entreprises vers les partis qu'elles avaient traditionnellement soutenus. Siemens s'abstient une fois de plus et les grandes banques berlinoises, qui souffraient encore des séquelles de la crise bancaire de l'année précédente, ne sont pas plus généreuses qu'elles ne l'avaient été pendant la campagne prussienne.(45) En général, l'incitation à contribuer a souffert de l'importance de plus en plus douteuse des partis politiques face à la volonté exprimée par le nouveau cabinet de gouverner sans tenir compte de l'opinion parlementaire. Ceux qui voulaient soutenir la position du nouveau gouvernement étaient confrontés à un dilemme supplémentaire, étant donné qu'aucun des partis – pas même le DNVP – ne s'alignait pleinement sur le cabinet Papen, et que le cabinet ne soutenait aucun des partis. Dans l'espoir de consolider les forces bourgeoises au cas où un front national incluant les Nationaux-Socialistes émergerait des élections, Paul Reusch et d'autres personnalités de la Ruhr, ainsi que des cadres d'IG Farben, ont relancé le projet de fusionner les partis traditionnels de droite et de centre-droit en un parti bourgeois uni. Pour diriger cette nouvelle organisation, Reusch et d'autres pensaient à Carl Goerdeler, le maire DNVP de Leipzig et commissaire aux prix du Reich depuis décembre 1931, qui joua plus tard un rôle important dans les conspirations conservatrices anti-national-socialistes sous le Troisième Reich. Mais une fois encore, Hugenberg contrecarra toutes les tentatives d'unité de la bourgeoisie en refusant de céder la présidence du DNVP.(46) Son obstination raviva les frictions au sein de la Ruhrlade qui l'avaient paralysée politiquement pendant la plus grande partie de la campagne prussienne, car Reusch et ceux qui étaient de son côté refusèrent d'autoriser toute contribution au DNVP tant que Hugenberg serait à sa tête.

En raison d'une autre question qui suscitait la discorde, la Ruhrlade est restée complètement immobile sur le plan politique pendant la majeure partie de la campagne du Reichstag. Cette question est apparue lorsque la presse a soudainement révélé en juin que le cabinet Brüning avait secrètement acheté au financier-industriel Friedrich Flick la majorité des actions de la société minière de Gelsenkirchen à un prix exagéré. En raison d'un arrangement complexe de société holding, la possession de ce bloc d'actions par le Reich a entraîné une participation majoritaire dans le plus grand producteur de fer et d'acier du pays, la

United Steel Works. Lorsqu'ils apprirent la transaction de Gelsenkirchen, Paul Reusch et Fritz Springorum, les dirigeants de la Ruhrlade, la dénoncèrent avec colère comme un pas dangereux dans la direction du socialisme d'État. En consentant à la vente d'une participation majoritaire dans United Steel au Reich, ses dirigeants ont, selon eux, trahi la cause de l'entreprise privée. Comme trois des principaux dirigeants de United Steel, Ernst Poensgen, Fritz Thyssen et Albert Vögler, appartenaient à la Ruhrlade, ces accusations ont provoqué une tension considérable parmi ses membres, si bien qu'à l'été, ce groupe a cessé de se réunir régulièrement.(47) Profitant, comme au printemps, de la paralysie de la Ruhrlade, Brandi et Löwenstein, du Bergbauverein, prirent à nouveau en charge le déboursement de l'argent politique des charbonniers, que la Ruhrlade avait auparavant alloué. En tant que fidèles de Hugenberg, ils ont dirigé les fonds vers son DNVP, excluant le DVP conformément à la stratégie de Brandi pour unifier la droite.(48) Ils auraient également détourné certains fonds vers le NSDAP, une question qui sera abordée plus loin.

La diminution des subventions des grandes entreprises a provoqué une grave crise financière au sein du DVP. La stratégie de Brandi, qui consistait à affamer le parti jusqu'à son extinction, s'est répandue dans les régions industrielles de l'ouest de l'Allemagne, comme l'apprirent les responsables du parti, de plus en plus désespérés, au siège national. À plusieurs reprises, des entreprises qui avaient auparavant contribué régulièrement au DVP ont fait savoir aux représentants de ce parti que leur argent irait désormais uniquement au DNVP.(49) Les finances des organisations du DVP dans la Ruhr devenaient de plus en plus désespérées. Dans la circonscription électorale de Westphalie du Sud, le seul fonctionnaire à plein temps du parti a dû être licencié au milieu de la campagne parce qu'il n'y avait pas d'argent pour payer son salaire.(50) Des conditions similaires se sont développées dans des régions telles que Branschweig, où la défection d'hommes d'affaires de moindre importance vers le National-Socialisme a handicapé le parti.(51) La campagne électorale du DVP en pâtit. Faute d'argent pour imprimer suffisamment de tracts pour la campagne du Reichstag, le parti a recommencé à distribuer la littérature pro-Hindenburg laissée en plan lors de l'élection présidentielle.(52)

Alors que le jour des élections du 31 juillet approche, le président du DVP en voie de disparition, Eduard Dingeldey, lance un appel désespéré à l'aide au général Schleicher, désormais Ministre de la défense de Papen.(53) Schleicher craignait apparemment qu'un effondrement du DVP ne pousse de nombreux anciens électeurs de ce parti vers le NSDAP, renforçant ainsi la position des Nationaux-Socialistes dans les négociations avec le cabinet Papen qui devaient avoir lieu après les élections. Dans l'espoir de renforcer la position du cabinet dans lequel il avait joué un si grand rôle, le général intervint dans le financement de la campagne. Par l'intermédiaire d'une connaissance personnelle, le marchand

de fer de Cologne Otto Wolff, Schleicher demanda à Albert Vögler un quart de million de marks dans le but de produire un résultat électoral favorable au cabinet Papen. Vögler répondit en amenant les hommes de la Ruhrlade à satisfaire la demande de Schleicher avec les fonds politiques de l'industrie sidérurgique qui avaient été gelés en raison de la paralysie continue de cette organisation en proie aux dissensions.(54) Schleicher a rapidement donné 200 000 marks de cet argent au DVP et 50 000 au DNVP.(55) Trois jours plus tard, le 28 juillet, le général répond aux nouveaux appels à l'aide de Dingeldey en obtenant 110 000 marks supplémentaires de Vögler, toujours par l'intermédiaire d'Otto Wolff.(56) Comme le révèlent ces développements, le système de financement des partis bourgeois de Weimar par le grand patronat a fortement failli, pour diverses raisons, au moment de l'élection du Reichstag de juillet 1932. Pour la première fois, l'intervention du gouvernement s'est avérée nécessaire pour produire un flux de fonds adéquat pour les partis qui avaient jusqu'alors reçu des subventions des composantes politiquement actives de la communauté des affaires.

L'injection de fonds à la dernière minute, négociée par Schleicher, se révéla inadéquate pour sauver les deux principaux partis bourgeois de la droite de leurs lourdes pertes lors du scrutin national du 31 juillet. Le DVP subit une défaite dévastatrice, plus des deux tiers de son électorat de 1930 désertant le parti, ce qui lui laisse à peine plus de 1 % des voix. Entré dans la campagne en tant que parti respectable avec 30 députés au Reichstag, le DVP n'en compte que 7, trop peu pour bénéficier des privilèges d'une délégation parlementaire reconnue. Le DNVP s'en sort avec des pertes moins importantes, mais sa part des voix tombe en dessous de 6 % et ses sièges passent de 41 à 37. À l'exception des deux partis catholiques, le Centre et le Parti populaire bavarois, qui augmentent en fait leur force, la partie médiane de l'éventail politique se rétrécit de façon spectaculaire. Comme en 1930, les Communistes gagnent du terrain sur la gauche, tandis que les Sociaux-Démocrates perdent à nouveau du terrain. La véritable victoire appartient aux Nationaux-Socialistes. Ils font plus que doubler à la fois leurs votes de 1930 et leurs sièges au Reichstag. Avec 37,4 % de l'électorat national derrière lui et 230 des 608 députés de la nouvelle chambre, le NSDAP devient le parti politique le plus puissant d'Allemagne.

Les marchés boursiers allemands sont restés stables lorsque les résultats du scrutin de juillet ont été connus. Un journaliste financier du journal libéral *Frankfurter Zeitung,* présent à la bourse de cette ville, a attribué ce phénomène au sentiment général de soulagement que les gains des Nationaux-Socialistes n'aient pas été encore plus importants. Une fois encore, comme lors des élections prussiennes et d'autres élections d'État en avril, le nombre de votes nationaux-socialistes n'a pas constitué une surprise susceptible de déclencher des secousses sismiques sur le marché. Le journaliste boursier berlinois du journal a observé une croyance répandue selon laquelle le résultat de l'élection ne perturberait pas la

continuité du gouvernement que la communauté financière privilégiait au-dessus de toute autre considération politique.(57) Les investisseurs restaient optimistes quant à la capacité du cabinet Papen à conserver le contrôle du gouvernement, même face aux gains spectaculaires des Nationaux-Socialistes. Pourtant, malgré ces expressions de confiance de la part du marché boursier, les résultats des élections indiquaient clairement que toute personne sérieusement préoccupée par l'avenir de l'Allemagne devrait réfléchir sérieusement, si elle n'avait pas déjà commencé à le faire, à l'impact sur l'économie des bataillons en chemise brune d'Adolf Hitler, désormais plus nombreux et exultants.

3. Tentatives de dialogue avec l'hydre national-socialiste

Alors que le juggernaut électoral national-socialiste prend de l'ampleur en 1932, un certain nombre de tentatives sont faites pour établir des communications entre le monde des affaires et le NSDAP. Le succès remarquable du parti suscite une inquiétude croissante chez les hommes d'affaires quant à sa politique économique et pousse certains d'entre eux à tenter d'exercer une influence sur celle-ci. Ainsi, au moins un grand homme d'affaires de premier plan a cherché à modérer la position du NSDAP sur les questions économiques en éliminant les obstacles à une coalition au niveau de l'État entre le parti et les forces bourgeoises conservatrices. D'autres ont cherché des moyens de protéger les intérêts particuliers de leurs entreprises. Pendant un certain temps, des signes encourageants semblaient indiquer une réceptivité de la part de certains Nationaux-Socialistes de premier plan, notamment Hitler lui-même, à des échanges d'informations et de points de vue avec les grandes entreprises. Il semblait même probable que des canaux de communication officiels puissent être établis. Mais les divers efforts entrepris dans ce sens n'ont guère eu de conséquences. Au lieu de cela, une forte dérive du NSDAP vers un radicalisme plus prononcé a conduit, au cours de « l'année des élections », à une inquiétude croissante à l'égard de ce parti, même parmi certains des hommes d'affaires qui avaient auparavant considéré avec faveur l'inclusion des Nationaux-Socialistes dans le gouvernement.

Dans le cadre de leurs efforts visant à établir un contact avec le parti politique qui connaît la croissance la plus rapide du pays, les porte-parole du monde des affaires furent confrontés à un handicap puisque peu d'entre eux ont rejoint les rangs du NSDAP. En fait, le seul grand homme d'affaires de premier plan à s'identifier au parti en 1932 est Fritz Thyssen. Mais bien qu'il se soit considéré comme un National-Socialiste au plus tard à l'automne 1932, Thyssen ne devint officiellement un « camarade de parti » qu'en 1933, après l'arrivée au pouvoir de Hitler.(1) Son adulation inconditionnelle pour Hitler et son exubérance ont fait

que les autres hommes d'affaires ne l'ont souvent pas pris tout à fait au sérieux en matière de politique.(2) Les quelques autres grands chefs d'entreprise qui sont devenus Nationaux-Socialistes n'occupaient pas un rang assez élevé dans la communauté des affaires ou dans le parti pour exercer une influence significative sur l'un ou l'autre. C'est le cas de Wilhelm et Walter Tengelmann. Fils d'un éminent exploitant de charbon de la Ruhr, Ernst Tengelmann, ils avaient une trentaine d'années et occupaient d'obscures postes subalternes dans l'industrie charbonnière lorsqu'ils rejoignirent le NSDAP en 1930 et 1931.(3) Erich Winnacker, un autre cadre minier national-socialiste, était un peu plus âgé et dirigeait, à l'âge de quarante-trois ans, l'une des quatre exploitations régionales de charbon de United Steel dans la Ruhr. Auparavant membre de droite du DNVP, Winnacker passe au NSDAP en avril 1932.(4) Il semble toutefois peu probable que son entrée dans le parti ait été le reflet de la politique de l'entreprise, puisqu'il a quitté le DNVP au moment même où Ernst Brandi, le plus éminent et le plus actif politiquement des cadres de l'industrie charbonnière de United Steel, cherchait par tous les moyens possibles à renforcer le parti de Hugenberg en vue des prochaines élections de l'État prussien.(5) D'après toutes les indications, Winnacker n'est pas devenu National-Socialiste par calcul ou par opportunité. Il semble avoir été un véritable adepte, un vrai croyant. Longtemps fanatique du marxisme, il ne s'est pas contenté de devenir un « camarade de parti », mais a également rejoint l'unité locale des S.A. stormtrooper, a revêtu son uniforme et a pris part à ses activités dans sa ville natale de Hamborn, théâtre de violents affrontements entre Nationaux-Socialistes et Communistes. Le National-Socialisme prit fermement racine dans le foyer de Winnacker. Sa femme, qui était entrée au parti un mois plus tôt que lui, devint également une militante nationale-socialiste, fondant une branche de l'auxiliaire féminin national-socialiste, la NS-Frauenschaft, à Hamborn.(6) Rien n'indique que Winnacker ait obtenu l'approbation de ses supérieurs à United Steel pour son entrée dans le NSDAP ou pour ses activités en son nom. Il restait, en tout cas, essentiellement un technicien, très éloigné de l'échelon politique de l'entreprise. Il en va de même pour Wilhelm Rudolf Mann, le seul dirigeant d'IG Farben à avoir adhéré au parti avant la prise de pouvoir des Nationaux-Socialistes. Ancien combattant décoré de la guerre âgé de trente-huit ans et fils de l'un des fondateurs de Farben, Mann était un responsable commercial de la société et un membre adjoint du grand conseil d'administration de Farben au moment de son entrée dans le NSDAP en décembre 1931.(7) À Nuremberg, après la Seconde Guerre mondiale, il a expliqué qu'il avait rejoint le NSDAP en raison de sa peur du communisme et de sa conviction croissante que seul le National-Socialisme représentait un rempart contre lui.[19] Dans un témoignage qui n'a pas été contesté par celui d'autres

[19] [NdT : il suffit de voir l'état du monde dans lequel nous vivons 80 ans plus tard, la dégénérescence de

responsables de Farben, il a en outre déclaré qu'il n'avait, dans le cadre de ses activités professionnelles, fait aucune mention de son appartenance au parti et qu'il doutait que même certains de ses plus proches associés chez Farben en aient eu connaissance.(8) Ceci semble confirmé par le fait que la direction de Farben n'a pas utilisé Mann dans ses efforts, décrits ci-dessous, pour établir des contacts avec Hitler et d'autres Nationaux-Socialistes. Les efforts de Mann au nom du NSDAP semblent s'être limités à une promesse de cotisation mensuelle volontaire de cinquante marks, chiffre qu'il a réduit de moitié en avril 1932, invoquant une baisse de ses revenus.(9)

Bien que le NSDAP restât une option personnelle peu attrayante pour la plupart des grands hommes d'affaires, certains firent l'effort de rencontrer l'homme mystérieux qui l'avait conduit à une importance nationale. C'est le cas de Friedrich Flick, un jeune magnat du fer et de l'acier dont la situation financière précaire l'incita à observer la scène politique avec beaucoup d'attention lorsqu'il entama les négociations avec le gouvernement du Reich qui devaient aboutir à la transaction controversée de Gelsenkirchen. Par l'intermédiaire de Walther Funk, dont l'adjoint de Flick, Otto Steinbrinck, avait déjà fait la connaissance, Flick réussit, fin février 1932, à rencontrer seul Hitler, alors en visite de plus en plus fréquente à l'hôtel Kaiserhof de Berlin. Selon le témoignage de Flick à Nuremberg en 1947, Hitler lui avait demandé en vain son soutien dans la campagne pour l'élection présidentielle. Mais à part mentionner que Hitler avait fait toute la conversation, Flick n'a rien révélé de plus sur cette rencontre.(10) Le témoignage de Steinbrinck, qui avait accompagné Flick au Kaiserhof, a cependant apporté un éclairage supplémentaire sur ce qui s'était passé. Héros de sous-marin de la Première Guerre mondiale, Steinbrinck a déclaré qu'il avait attendu pendant que Flick rencontrait Hitler. Puis, alors qu'ils regagnaient leurs bureaux à Berlin,

---

nos sociétés est partout, la prostitution, la pédophilie, la zoophilie, la nécrophilie, le trafic d'organes à grande échelle, etc. Tout cela encouragé et mis en place par des gouvernements à la solde de ces mêmes bolcheviques. Hitler avait vu juste, et nombre de gens sont en train de s'en rendre compte, enfin ! Pour rappel : Berlin était devenue la ville européenne des rêves érotiques et des cauchemars moraux. Si sa réputation de Sodome moderne était fondée sur la réalité de la vie des Berlinois – offrant, entre autres plaisirs, des bars et restaurants pour homosexuels masculins le long de la Friedrichstrasse, des cafés pour lesbiennes dans la Bülowstraße et des prostitués masculins le long de diverses avenues du Tiergarten –, dans le reste de l'Allemagne et au-delà, les rapports de cette réalité étaient simplifiés et répétés à des fins inavouées. Berlin est devenu le symbole à la fois des choses merveilleuses que l'on pouvait réaliser si l'on se battait pour elles et des choses terribles qui pouvaient se produire si l'on ne se battait pas contre elles. L'ouverture et la prolifération de la vie homosexuelle berlinoise étaient à la fois une promesse et une menace. http://www.weimarberlin.com/2019/04/pornography-in-weimar-germany.html. L'histoire se répète, Volodymyr Zelensky, président ukrainien dans les années 2020, un « ancien » acteur juif, jouant du piano avec son pénis ; Justin Trudeau, premier ministre canadien dans les années 2020 qui légalisa la zoophilie entre autre chose ; Emmanuel Macron, président français dans les années 2020, et sa notoire fête de la musique célébrant l'homosexualité, le transgenrisme, etc. il aura été l'un de ces présidents invertis quasi-officiellement reconnu comme tel, etc.]

l'ancien officier de marine s'est souvenu que Flick lui avait raconté avec amusement que Hitler l'avait apparemment confondu avec Steinbrinck. Le chef national-socialiste lui avait longuement expliqué, selon Flick, ses plans pour une flottille navale allemande dans la Baltique, suffisamment importante pour défier la marine polonaise. Steinbrinck se souvint que Flick était sorti perplexe et déçu de sa rencontre avec Hitler.(11) Comme le révèle son généreux soutien financier à la campagne présidentielle de Hindenburg, Flick avait choisi de manifester concrètement cette déception.(12)

Paul Reusch, l'influent industriel de la Ruhr et responsable de la Ruhrlade, chercha également à rencontrer Hitler. La montée en puissance du NSDAP le préoccupait, car il craignait que les tendances socialistes du National-Socialisme ne se renforcent à mesure que son attrait pour les masses grandissait. Reusch redoutait particulièrement la perspective d'une alliance entre le NSDAP et le Parti du Centre catholique, craignant qu'une telle combinaison n'impose au Reich un gouvernement de gauche à coloration nationaliste qui serait de mauvais augure pour le monde des affaires.(13) Afin de bloquer un tel alignement, il chercha à encourager les coalitions entre les Nationaux-Socialistes et les partis bourgeois de droite au niveau des États. Comme son entreprise avait des activités étendues en Bavière, Reusch avait au fil des ans cultivé de bonnes relations avec le Parti populaire bavarois, catholique et conservateur.(14) Il espérait utiliser son influence auprès de la direction de ce parti pour promouvoir une coalition entre celui-ci et le NSDAP au niveau du Land au lendemain des élections du Landtag prévues en Bavière pour avril 1932. Ce plan présentait l'avantage de confier aux Nationaux-Socialistes une responsabilité gouvernementale à un moment où des mesures impopulaires étaient inévitables, mais sans leur donner accès à la politique nationale ou aux organes centraux du Reich. L'élection présidentielle mettait cependant en péril le plan de Reusch, en opposant le Parti populaire bavarois, qui soutenait Hindenburg, au NSDAP dans une campagne acrimonieuse. Après avoir observé avec inquiétude le mauvais sentiment généré par la campagne qui a précédé le premier tour du scrutin présidentiel, Reusch demanda et obtint une rencontre privée avec Hitler à la Maison brune, le siège munichois du NSDAP, six jours après le premier vote.

Le 19 mars, au cours de ce qui devint une conversation de deux heures avec Hitler, Reusch réussit à soulever un certain nombre de questions qui l'intéressaient particulièrement.(15) Troublé par la dérive vers la gauche des réponses à dix questions de politique économique publiées par le bulletin parlementaire des Nationaux-Socialistes peu après le discours de Hitler au Club de l'industrie, Reusch confronta le chef national-socialiste avec un article reprenant leur texte. Il fit part à Hitler de son opinion sur ces réponses, informa le beau-frère de Krupp, Wilmowsky, le lendemain, mais sans mentionner la réaction de Hitler. Reusch a également rapporté après coup avoir exhorté Hitler à

s'appuyer sur des experts de premier ordre dans la formulation de ses politiques en matière d'économie, ainsi que de finances, d'affaires étrangères et d'affaires intérieures. Il a raconté que Hitler avait été d'accord avec lui lorsqu'il avait proposé que la qualification pour de telles tâches, plutôt que l'appartenance au NSDAP, devrait déterminer la nomination des hommes à ces postes. Reusch n'obtint cependant aucun succès avec sa principale proposition, qui demandait à Hitler de retirer sa candidature à l'élection présidentielle en raison de la quasi-certitude de la réélection de Hindenburg au second tour de scrutin. En faisant cette proposition, Reusch espérait manifestement éviter une nouvelle série d'attaques et de contre-attaques de campagne meurtrières qui avaient déjà gravement empoisonné les relations entre les Nationaux-Socialistes et le Parti populaire bavarois. Hitler ne réagit pas à l'appel de Reusch, ne laissant aucun doute sur sa détermination à poursuivre sa candidature à la présidence. Dans l'espoir d'atténuer au moins les invectives de la campagne, afin de faciliter une éventuelle coalition entre le NSDAP et le Parti populaire bavarois, Reusch obtint alors ce qu'il prit pour l'assentiment de Hitler à un accord.(16) En échange de garanties réciproques de la part du chef national-socialiste, il a promis que les deux principaux journaux bavarois sur lesquels sa société exerçait un contrôle financier, le *Münchner Neueste Nachrichten* de la capitale et le *Fränkischer Kurier* de Nuremberg, renonceraient à toute attaque personnelle contre Hitler. En guise de preuve supplémentaire de sa bonne volonté, Reusch a rapidement demandé au rédacteur du *Fränkischer Kurier*, qui avec sa permission avait soutenu Hindenburg avant le premier tour de scrutin, de maintenir une stricte neutralité avant le second tour.(17)

À l'instar de tous ceux qui ont tenté de conclure un marché avec Adolf Hitler, Reusch finit par se heurter à une fin de non-recevoir dans celui qu'il croyait avoir conclu le 19 mars 1932. Alors qu'il avait imposé des contraintes strictes aux journaux appartenant à sa société, la presse nationale-socialiste continuait à se livrer à ses attaques vitupérantes habituelles contre tous ceux qui se dressaient entre Hitler et le pouvoir, y compris Hindenburg et les dirigeants du parti populaire bavarois. Confronté à ces manquements nationaux-socialistes à son accord avec Hitler, Reusch protesta naïvement auprès de l'adjoint de Hitler, Rudolf Heß. Fidèles à leur tactique habituelle, les Nationaux-Socialistes ont répliqué par des accusations contre les journaux de sa société. Comme preuve de la violation de l'accord par les rédacteurs du *Münchner Neueste Nachrichten*, les Nationaux-Socialistes invoquèrent avec colère la publication par ce journal de citations directes d'articles du *Völkischer Beobachter*, dont certains dans lesquels divers Nationaux-Socialistes avaient, les années précédentes, fait l'éloge de Hindenburg et lui avaient juré fidélité.(18) Reusch a néanmoins respecté sa part de l'accord, obligeant les journaux de sa société à rester neutres pendant les campagnes pour la deuxième phase du scrutin présidentiel et pour l'élection du

Land de Bavière du 24 avril. Même lorsque les résultats de ces dernières élections ont échoué à produire une coalition entre le NSDAP et le Parti populaire bavarois, il a refusé d'abandonner l'espoir qu'un tel arrangement pourrait finalement être conclu. Les rédacteurs du *Münchner Neueste Nachrichten*, qui avaient subi les directives de Reusch, se rebellent finalement contre lui en juin. Incapable de diriger le journal lui-même et peu désireux d'assumer la tâche de regarnir l'ensemble du comité de rédaction, Reusch, frustré, abandonne et démissionne du conseil d'administration du journal.(19) L'entreprise qu'il avait lancée avec de si grands espoirs lors de sa rencontre avec Hitler le 19 mars s'est donc soldée par un échec presque total de son point de vue. Hitler, en revanche, avait réussi à museler le soutien à Hindenburg et la critique de sa propre aptitude à la présidence dans deux quotidiens bavarois influents, sans rien céder d'autre que de vaines assurances en retour. Avec un seul mensonge, il avait dupé l'industriel allemand le mieux informé politiquement et le plus influent, qui avait fait l'erreur de tenter de jouer le jeu auquel Adolf Hitler excellait : la politique du pouvoir.

Le lendemain de sa rencontre avec Hitler, Reusch reçut une proposition qui laissait entrevoir la possibilité d'une influence soutenue des grandes entreprises sur les responsables de la politique économique du NSDAP. Elle émanait de Hjalmar Schacht, l'ancien président de la Reichsbank qui s'était aligné sur l'« opposition nationale » à Bad Harzburg. Dans sa quête d'un retour au pouvoir, Schacht avait commencé en 1931 à cultiver Hitler et d'autres Nationaux-Socialistes de premier plan en leur offrant des conseils sur la situation politique et économique.(20) En mars 1932, Schacht écrit à Reusch que les résultats du premier scrutin présidentiel, une semaine plus tôt, ont démontré la force croissante du mouvement de droite dans la politique allemande et le rôle important des Nationaux-Socialistes dans ce mouvement.(21) Cela soulevait avec une urgence renouvelée, poursuit Schacht, le problème de la politique économique du NSDAP. Comme il y avait peu d'espoir que Hugenberg puisse dissuader les Nationaux-Socialistes de faire des folies dans ce domaine, il pensait que le moment était venu pour les milieux d'affaires d'orienter les perspectives économiques du National-Socialisme dans une « direction raisonnable ». Il a donc proposé d'engager, pour une période initiale de deux ans, un homme politiquement expérimenté qui jouissait de sa confiance. Cet homme établirait le contact avec l'organisation de politique économique de Hitler afin de travailler sur les problèmes à résoudre de manière à produire un programme pour le NSDAP que l'industrie et le commerce trouveraient acceptable. Le succès lui semblait possible, a ajouté Schacht, mais même en son absence, les milieux d'affaires auraient une vision plus claire des choses. En ce qui concernait le coût d'un tel arrangement, Schacht prévoyait des honoraires annuels modestes de 12 000 marks pour l'homme auquel il pensait, plus 3 000 marks de dépenses annuelles pour un bureau. Comme ces chiffres le révèlent, il ne pensait qu'à un

poste à temps partiel. Schacht se disait prêt à assumer lui-même 10 % des frais et demandait à Reusch s'il pensait que la somme pouvait être augmentée. Reusch répondit avec enthousiasme à la proposition de Schacht.(22) Il a également intéressé plusieurs autres membres de la Ruhrlade aux plans de Schacht pour un tel « bureau », ou Arbeitsstelle.(23) De plus, Schacht a rapidement obtenu ce qu'il prenait pour un encouragement de Hitler pour son projet.(24)

Malgré ce début prometteur, Schacht, comme Reusch, est devenu la proie de la duplicité de Hitler[20]. À son insu, à celui de Reusch et des hommes de la Ruhrlade, le chef national-socialiste avait autorisé la création d'un groupe consultatif d'hommes d'affaires du côté du NSDAP à peu près au moment où Schacht lançait son entreprise. L'homme chargé par Hitler de la formation de ce groupe était Wilhelm Keppler, l'un des plus petits hommes d'affaires attirés par le National-Socialisme à la fin des années 1920 et un « camarade de parti » loyal par la suite. Après avoir joué un rôle important dans la pénétration du National-Socialisme dans sa région du nord de Baden, Keppler fut convoqué à Munich à la fin de 1931 par Hitler.(25) Selon le témoignage de Keppler à Nuremberg, Hitler lui confia son mécontentement à l'égard de la politique économique du NSDAP. Il n'attachait aucun caractère sacré, expliqua Hitler, au programme en vingt-cinq points de 1920, qu'il avait déclaré inaltérable en 1926. Il n'avait pas non plus confiance dans les conseils qu'il recevait sur les questions économiques de la part de Nationaux-Socialistes tels que Gregor Straßer, Gottfried Feder et Otto Wagener.(26) Hitler craignait que leur discours sur le socialisme ne perturbe les hommes d'affaires et n'empêche la restauration de la confiance des entreprises, essentielle à la reprise lorsque les Nationaux-Socialistes arriveraient au pouvoir. La politique économique ne devrait pas être subordonnée à des considérations politiques, se souvient Keppler, mais devrait plutôt être façonnée uniquement en fonction de la rationalité économique. L'État doit laisser l'économie tranquille autant que possible, n'intervenant que lorsque l'initiative privée s'avère inefficace. Dans l'espoir de guider la politique économique nationale-socialiste dans cette direction, Hitler invita Keppler à accepter un poste au sein de la Reichsleitung du parti. Keppler refusa, expliquant qu'il ne voulait pas se soumettre à l'autorité de la bureaucratie du parti. Il a toutefois accepté lorsque Hitler lui a demandé de devenir son conseiller personnel pour les questions économiques. Au début de 1932, Keppler a vendu ses intérêts commerciaux et s'est installé à Munich pour se consacrer à plein temps à ses nouvelles responsabilités.

Sur les instructions de Hitler, Keppler a commencé à contacter des hommes d'affaires de sa connaissance sans liens préalables avec le NSDAP et à les sonder pour qu'ils fournissent au parti des conseils économiques. Sa tâche, expliquera

[20] [NdT : il aurait tout à fait pu s'agir de prudence, tout simplement.]

plus tard Keppler, était d'agir en tant qu'émissaire auprès d'une communauté d'affaires « très sceptique » à l'égard du National-Socialisme.[27] Fin avril, Keppler a rencontré Hitler pour lui rapporter que les réponses à ses sondages avaient été favorables.[28] Il proposa de formaliser les contacts qu'il avait établis en créant un corps permanent d'hommes d'affaires-conseillers sous sa direction. Hitler a immédiatement accepté ce plan et, notant que Schacht l'avait récemment approché dans une veine similaire, a suggéré que Keppler inclue l'ancien président de la Reichsbank dans son groupe consultatif. Lors d'une autre rencontre avec Hitler, le 14 mai, Keppler reçoit l'assurance qu'il n'a pas à se préoccuper des théories économiques élaborées à la Maison brune. Hitler était prêt, selon Keppler, à supprimer les publications émanant de la section de politique économique du NSDAP d'Otto Wagener.[29] Keppler avait donc de bonnes raisons de croire que lui et son groupe seraient chargés de façonner les politiques économiques du parti. Vers le milieu du mois de mai, Hjalmar Schacht, qui pensait encore avoir obtenu le rôle d'émissaire entre les grandes entreprises et le NSDAP, ainsi que celui de conseiller économique de Hitler, eut une surprise des plus désagréables lorsque le National-Socialiste Wilhelm Keppler l'invita à devenir membre d'un groupe consultatif économique que Keppler, avec l'autorisation personnelle de Hitler, était en train de former.[30]

Au cours du mois suivant, une lutte discrète s'engage entre Keppler et Schacht pour la prééminence dans l'établissement de relations officielles entre les Nationaux-Socialistes et le monde des affaires. Schacht répond d'abord sans enthousiasme à l'invitation de Keppler de se joindre à ce que l'on appelle bientôt le cercle Keppler.[31] Puis, à la fin du mois de mai, il décline effectivement cette invitation dans une lettre adressée à Keppler. Schacht annonce qu'il a décidé de poursuivre son projet de création d'un « bureau » indépendant, mais qu'il est prêt à coopérer avec Keppler, un arrangement que Hitler aurait trouvé satisfaisant.[32] Entre-temps, Keppler avait commencé à saper la position de Schacht. Comme le pèlerinage de Keppler dans le monde des affaires l'avait conduit à deux des hommes qui avaient promis de l'argent pour le projet de Schacht, l'industriel de la potasse August Rosterg et le banquier de Cologne Kurt von Schröder, il chercha à les convaincre que le projet de Schacht serait inadéquat. Keppler fait valoir que Schacht a choisi ses associés non pas pour leur intelligence mais pour leur portefeuille. Les intérêts de la communauté des affaires seraient mieux servis, selon lui, par un groupe à base plus large du type de celui qu'il était en train de réunir, un groupe qui s'étendrait au-delà de l'industrie et de la banque, à l'agriculture et même aux coopératives de consommateurs.[33]

Keppler l'emporte rapidement sur Schacht. Il est aidé en cela par Hitler qui, dans une lettre écrite fin mai, informe Schacht qu'il attend de lui qu'il travaille avec Keppler et ses associés.[34] Hitler commence également à faire savoir dans tout le parti qu'il a chargé Keppler d'établir des contacts avec les milieux d'affaires

et d'obtenir leur avis sur les questions économiques.[35] Schacht essaya, même après avoir reçu la lettre de Hitler, de rester indépendant de l'entreprise de Keppler, proposant simplement de maintenir la communication avec elle.[36] Mais au début du mois de juin, Schacht capitule et accepte de devenir membre du cercle Keppler.[37] Il maintient les préparatifs de son Arbeitsstelle gagnée, mais un changement subtil se produit dans sa mission déclarée. Alors que Schacht avait d'abord fait miroiter la possibilité d'exercer une influence sur la politique économique nationale-socialiste, il informe maintenant Reusch que l'Arbeitsstelle Schacht maintiendra le contact avec deux hommes mandatés par Adolf Hitler, Keppler et son assistant. L'Arbeitsstelle chercherait, expliquait-il, à s'assurer que les opinions sur la politique économique qu'elle produirait resteraient en harmonie avec les positions du NSDAP.[38] Dans la poursuite de ses propres ambitions, Schacht était manifestement prêt à transformer ce qu'il avait projeté comme un instrument pour influencer la politique économique nationale-socialiste en un auxiliaire du cercle Keppler dirigé par les Nationaux-Socialistes. Mais ce dernier groupe suit sa propre voie, de sorte que l'Arbeitsstelle de Schacht ne joue même pas ce rôle. Le journaliste financier qu'il avait engagé pour diriger son Arbeitsstelle, Carl Krämer, se morfondait dans l'isolement de ses petits locaux berlinois, rédigeant à l'occasion une prise de position récurrente sur un problème économique technique pour l'édification des abonnés qui avaient pris en charge ses honoraires et ses dépenses.[39] En décembre 1932, un abonné important, Krupp von Bohlen, se demandait pourquoi Schacht lui envoyait un article sur les monopoles d'importation d'État par l'intermédiaire d'un bureau à Berlin présidé par un certain Krämer.[40] En raison de la victoire du National-Socialiste Keppler sur Schacht, le « bureau » de ce dernier resta essentiellement mort-né, tout comme les espoirs qu'il avait suscités dans le monde des affaires de façonner la politique économique du NSDAP.

Subsistait le cercle Keppler, d'inspiration nationale-socialiste. Sa composition reflétait encore moins la forme du grand capital allemand que celle des partisans du projet de Schacht. À sa création en juin 1932, il se composait d'un étrange assortiment d'hommes dont la sélection ne révèle aucun plan et peu de liberté de choix. En dehors de Schacht, désigné par Hitler à Keppler, la composition du cercle semble avoir été façonnée par le succès de ce dernier dans l'exploitation de ses propres liens personnels et commerciaux, ainsi que de ceux de certains des hommes qu'il a enrôlés. Son rôle dans la gestion de deux petites usines chimiques exploitées par des membres de sa famille dans une ville provinciale du sud-ouest de l'Allemagne ne lui avait valu aucune reconnaissance dans les cercles des grandes entreprises. Au début, un homme comme Schacht ne pouvait pas le prendre au sérieux et supposait que l'un des membres un peu plus connus du cercle devait être en fait le responsable.[41] Mais au cours de sa carrière d'homme d'affaires, Keppler avait noué des relations qu'il exploitait désormais. Il avait

rencontré le banquier Kurt von Schröder environ un an plus tôt, par exemple, au cours de ses tentatives infructueuses pour emprunter de l'argent pour une entreprise commerciale, ce qui l'avait conduit d'abord à un associé d'une petite banque privée de Hambourg et, par son intermédiaire, à Schröder.(42) Le même banquier hambourgeois présente Keppler au printemps 1932 à Emil Helfferich, frère cadet du défunt Secrétaire impérial au trésor et politicien du DNVP Karl Helfferich. Récemment rentré de plusieurs années de travail comme directeur de plantation dans les Indes orientales néerlandaises, Helfferich n'avait pas d'engagements fermes et répondit avec empressement à l'invitation de Keppler à rejoindre son cercle.(43) Helfferich sert alors d'intermédiaire entre Keppler et deux marchands hambourgeois qui rejoignent rapidement le cercle, Karl Vincent Krogmann, qui devient le maire national-socialiste de Hambourg en 1933, et Franz Heinrich Witthoeft.(44) Helfferich gagne également pour le groupe Friedrich Reinhart, un directeur de la Commerz- und Privatbank de Berlin, qui avait connu son frère aîné.(45) Keppler a lui-même recruté un cadre de l'entreprise d'équipement électrique Siemens, Rudolf Bingel, qu'il avait apparemment appris à connaître lors du long emploi de Bingel dans une petite succursale de Siemens située à Baden, près de la ville où travaillait Keppler.(46) Par le biais d'autres contacts qui ne sont pas encore clairs, Keppler a fait appel au comte Gottfried von Bismarck en tant que porte-parole de l'agriculture, ainsi qu'aux deux membres industriels notables du cercle initial, le dirigeant de potasse August Rosterg et Ewald Hecker, président de la chambre d'industrie et de commerce de Hanovre et président du conseil d'administration de la Ilseder Hütte, une entreprise sidérurgique de taille moyenne en Basse-Saxe. Keppler ajoute à ce groupe son cousin, Emil Meyer, avocat, expert en coopératives de consommateurs pour la Dresdner Bank à Berlin.(47) Ses efforts pour recruter des porte-parole dans les rangs de l'industrie ont échoué. Pendant un temps, le dirigeant de la potasse Rosterg a fait miroiter la possibilité que Reusch, qu'il avait informé du groupe, se joigne à lui, mais le chef de la Ruhrlade ne l'a pas fait.(48) Mi-juin, Schröder informa Keppler qu'Albert Vögler, avec qui il siégeait au conseil de surveillance d'une entreprise industrielle, avait rejoint le cercle, mais il n'y a aucune trace que Vögler ait jamais assisté à l'une des conférences du cercle.(49) L'industrie de la Ruhr, ainsi que les industries chimique et textile, sont donc restées sans représentation dans le cercle Keppler tel qu'il a été constitué à l'origine au printemps 1932.

Le cercle recruté par Keppler ne constituait pas un ensemble imposant de grands talents du monde des affaires. Seuls deux membres, Rosterg et Schacht, jouissaient d'une large reconnaissance dans le milieu des affaires. Mais même eux ne faisaient pas partie des cercles restreints de la grande entreprise. Schacht s'était fait connaître en tant que fonctionnaire et n'avait joué aucun rôle actif dans les affaires après avoir démissionné de la présidence de la Reichsbank. Rosterg se

classait parmi les hommes les plus importants dans le domaine de l'extraction et du traitement de la potasse, mais la dispersion des opérations et les liens étroits avec l'agriculture font de cette industrie une sorte d'anomalie qui ne s'intégrait dans aucune des grandes organisations régionales ou sectorielles de l'industrie allemande. Rosterg, qui avait son siège dans la ville provinciale de Kassel, s'était fait connaître principalement par ses écrits sur les affaires économiques, qu'il publiait dans des organes commerciaux tel que le *Deutsche Bergwerks-Zeitung*.(50) Les seuls autres industriels du cercle, Hecker et Bingel, appartenaient respectivement aux deuxième et troisième échelons de la grande entreprise. Hecker, ancien officier de carrière dans l'armée impériale, devait sa position à son mariage avec la famille Meyer qui contrôlait la Ilseder Hütte depuis les années 1860 et continuait à la dominer même après l'avancement nominal de Hecker à la tête de sa direction en 1929. Son élection à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de Hanovre en 1931 ne reflète qu'une reconnaissance régionale, car l'industrie à prédominance artisanale autour de Hanovre restait en dehors de l'axe Berlin-Ruhr-Rhineland qui dominait l'establishment des grandes entreprises.(51) Bingel, un ingénieur de cinquante ans qui dirigeait plusieurs succursales de la société Siemens, n'avait pas la cote auprès des personnalités de la grande entreprise.(52) Aucun des trois membres du cercle de Hambourg, Emil Helfferich et les marchands Krogmann et Witthoeft, ne pouvait être considéré comme un grand homme d'affaires.(53) Helfferich pouvait cependant se prévaloir du nom de son frère aîné, plus célèbre et plus important, que beaucoup de membres des cercles d'affaires vénéraient encore.(54) Parmi les banquiers du cercle, sans compter Schacht, le cousin de Keppler, Emil Meyer, était un obscur expert financier, tandis que Friedrich Reinhart avait gagné une certaine attention dans les cercles d'affaires en raison de sa participation au débat public.(55) Reinhart siégeait également aux conseils d'administration de nombreuses petites entreprises industrielles et minières en Allemagne centrale, en Saxe et en Silésie, mais pas dans la Ruhr ni en Rhénanie.(56) Le troisième banquier du cercle, Kurt von Schröder, est mentionné de façon proéminente dans la plupart des comptes rendus de l'accession au pouvoir de Hitler. Schröder ne devait cependant devenir célèbre que *parce qu'il* avait rejoint le cercle Keppler. Pour preuve de son obscurité, on cherche en vain son nom dans un annuaire de 13 000 dirigeants d'entreprises et financiers paru en 1929 et qui fait autorité. Au moment de son entrée dans le cercle, il n'était pas mieux classé que l'un des partenaires d'une banque privée régionale de taille moyenne, spécialisée dans le type même de transactions financières internationales contre lesquelles les Nationaux-Socialistes se sont élevés.(57) On ne pouvait pas s'attendre à ce que même un homme d'affaires bien informé tel que Paul Reusch sache qui il était.(58)

Le cercle Keppler connaît un départ fulgurant. Le 20 juin 1932, ses membres se réunissent pour la première fois à l'hôtel Kaiserhof à Berlin, où ils rencontrent

Adolf Hitler lui-même.[59] Trois des membres du cercle présents au Kaiserhof ont par la suite donné sensiblement le même compte rendu de ce que Hitler a dit au groupe.[60] Après les avoir remerciés d'avoir accepté de se joindre à lui, il a expliqué sa conception du rôle de leur groupe. Le NSDAP, annonça-t-il, allait bientôt prendre le pouvoir en Allemagne. Lorsqu'il le ferait, il aurait besoin de l'aide d'hommes qui comprennent l'économie. Il comprenait la politique, disait Hitler, mais pas l'économie. La tâche du groupe consisterait donc à le guider dans les questions économiques pendant qu'il s'occuperait des questions politiques, dont Keppler et son cercle ne devraient pas se préoccuper. Ils ne devraient pas non plus se préoccuper des précédentes déclarations de politique économique du NSDAP. L'économie devait être au service du *Volk*, et non l'inverse, mais pour le reste, le groupe devait fonder ses recommandations uniquement sur des nécessités économiques et des considérations d'efficacité, notamment pour faire face au problème pressant du chômage. *« Je ne suis pas doctrinaire »*, se rappellera plus tard Emil Helfferich, comme Hitler l'avait dit.[61] Keppler se souvient que le chef du parti a dit au groupe qu'il avait l'intention d'abolir les syndicats et tous les autres partis lorsqu'il prendrait le pouvoir.[62] Mais les autres personnes qui ont donné des comptes rendus de première main de la réunion au Kaiserhof après la guerre ne se souvenaient pas de telles remarques. Schröder, interrogé à Nuremberg, a explicitement nié avoir entendu Hitler parler de supprimer les syndicats ou les autres partis.[63] Il ne semble pas non plus probable que Hitler ait pris une telle position, car s'il l'avait fait, cela aurait constitué une nouvelle si sensationnelle qu'elle ne serait guère restée limitée au groupe hétéroclite de non-nationaux-socialistes qui composait le cercle Keppler ; au contraire, elle aurait rapidement balayé la communauté des affaires. Lorsque Hitler eut fini de parler, Schacht – qui après la guerre nia avoir eu quoi que ce soit à voir avec le cercle – clôtura la réunion par une réponse au chef national-socialiste que Helfferich qualifia plus tard d'« éloge ».[64]

De l'avis général, le discours de Hitler a captivé toutes les personnes présentes. À leur grande surprise, le démagogue déchaîné apparaissait modéré, compréhensif, voire modeste. Keppler se souviendra plus tard du scepticisme général quant à la capacité de Hitler à imposer au NSDAP, ou à un gouvernement le comprenant, les vues sur les relations entre économie et politique qu'il leur avait exprimées.[65] Néanmoins, le témoignage des personnes présentes ne laisse aucun doute sur le fait que le groupe est clairement reparti excité d'avoir été reçu de telle manière par le chef du mouvement politique le plus dynamique d'Allemagne. Pour autant qu'ils aient pu le déterminer, Hitler leur avait en effet demandé – des non-nationaux-socialistes à l'exception de Keppler – de préparer des politiques économiques pour l'éventualité de sa prise de pouvoir. Par l'intermédiaire de Keppler, qu'ils avaient été amenés à considérer comme le principal conseiller économique de Hitler, ils bénéficiaient désormais d'un accès

direct à l'un des hommes les plus puissants d'Allemagne. Ils saisirent avec empressement, comme Schröder le rappellera plus tard, l'occasion de contrer les « idées folles » des théoriciens économiques nationaux-socialistes comme Gottfried Feder.(66) Pour lancer leur entreprise, les membres du Comité d'étude des questions économiques – nom que le groupe s'est brièvement donné – se sont divisés en trois sous-comités pour les finances, l'industrie et la politique économique générale.(67)

Malgré ce lancement enthousiaste, le cercle Keppler a rapidement perdu son élan. Le simple fait de réunir les membres pour les réunions se révéla être un problème chronique. À l'exception de Schacht et Helfferich, tous les membres du groupe initial occupaient des postes à responsabilité qui leur imposaient des emplois du temps serrés et ne leur permettaient pas de se déplacer depuis le nord de l'Allemagne pour rencontrer Keppler à Munich. Il en va de même pour un nouveau membre ajouté au cours de l'été ou au début de l'automne, Otto Steinbrinck, le héros des sous-marins et assistant de l'industriel du fer et de l'acier Friedrich Flick.(68) Keppler atténua quelque peu le problème de la logistique en s'installant à Berlin à la mi-septembre, mais la programmation des réunions restait un problème.(69) Le groupe souffrait également d'un manque de personnel puisqu'il n'était pas une partie officielle du NSDAP.(70) Après la formation du cercle, Keppler continua à agir comme conseiller personnel de Hitler et dut compter uniquement sur l'aide d'un neveu, Fritz Kranefuss.(71) Comme il l'avait fait à Munich, Keppler n'avait pas de bureau mais opérait à partir de son domicile après son déménagement à Berlin.(72)

Des difficultés encore plus graves sont apparues lorsque le cercle a commencé à aborder des questions économiques concrètes. Comme Keppler l'a rappelé plus tard, de nombreux désaccords sont apparus, car, comme les membres l'ont rapidement constaté, ils n'étaient pas plus d'accord sur de nombreuses questions que les politiciens allemands.(73) Les divisions ont commencé à se développer presque immédiatement sur des questions telles que la politique commerciale, la politique monétaire et les dépenses contracycliques et déficitaires. Il n'est pas surprenant que les membres du cercle actifs dans l'industrie d'exportation et le commerce extérieur se soient opposés aux demandes agraires de restrictions sur l'importation de denrées alimentaires.(74) Les partisans du projet de Keppler de dévaluer le mark se sont heurtés à la résistance du banquier Reinhart.(75) Schacht, qui participait rarement, voire jamais, aux réunions du groupe, traînait les pieds sur les projets d'amorçage de déficit, se plaignant que trop d'argent était déjà en circulation.(76) Reinhart était opposé aux projets de création d'emplois par le gouvernement. L'État pourrait tout aussi bien, aurait-il dit, faire travailler des ouvriers pendant une semaine pour arracher tous les pavés de la Leipzigerplatz, un grand carrefour de Berlin, puis, lorsqu'ils auraient terminé, faire travailler les mêmes hommes pendant une autre semaine pour remplacer tous les pavés qu'ils

venaient d'enlever.[77] Outre ces différences, le groupe s'est trouvé divisé même sur la question fondamentale concernant la meilleure façon de mener à bien sa mission. Certains, menés par Helfferich et Krogmann, insistaient sur la rédaction d'un nouveau programme économique global pour le NSDAP, tandis que d'autres, Keppler et Schacht en tête, s'opposaient à tout effort visant à engager le parti dans des politiques particulières.[78] À l'automne, ces différences avaient effectivement immobilisé le cercle Keppler. Certains de ses membres continuaient à se réunir sporadiquement, mais ces rencontres ne produisaient, selon le souvenir d'un participant, guère plus que de *« pures palabres, des conversations complètement superficielles »*.[79] Quoi qu'il en soit, aucun projet de politique économique d'un Troisième Reich national-socialiste n'a vu le jour.[80] Le groupe n'a pas non plus exercé d'influence sur la politique économique national-socialiste. Il n'a pas été consulté sur les principales publications programmatiques de l'été et de l'automne. Keppler, comme Reusch et Schacht, fut victime de la tromperie de Hitler. Alors que la lutte politique s'intensifiait durant l'été et l'automne 1932, le chef du parti semblait avoir perdu tout intérêt pour le cercle. Contrairement à ce qu'il avait assuré à Keppler en mai, Hitler n'a pris aucune mesure systématique pour museler les autres porte-parole économiques potentiels du NSDAP, de sorte que la cacophonie du parti sur cette série de questions se poursuivit sans relâche. À la fin de l'été 1932, au moins un membre du cercle avait commencé à se demander – à bon escient, d'ailleurs – si Wilhelm Keppler jouissait réellement de l'influence qu'il prétendait avoir auprès de Hitler.[81] Pour sa part, le Reichsverband industriel, qui recherchait toutes les informations possibles sur le National-Socialisme, n'était apparemment pas au courant des efforts du cercle.[82]

Non seulement les activités du cercle Keppler n'ont pas eu d'impact sur le NSDAP, mais elles n'ont pas non plus eu d'effet perceptible sur la réflexion des grandes entreprises sur le National-Socialisme au cours de l'été 1932. Les membres éminents de la communauté des affaires, politiquement actifs, semblent être restés dans l'ignorance du discours de Hitler devant le groupe et de l'optimisme précoce de ses membres. Aucune nouvelle de ces développements n'a atteint même Paul Reusch, le grand homme d'affaires avec les contacts les plus étendus et l'appareil le plus élaboré pour recueillir des informations politiques. Cela n'est pas surprenant compte tenu de l'éloignement de la plupart des membres du cercle des centres d'influence des grandes entreprises. Schacht, le seul membre qui bénéficiait d'un accès facile et direct à des hommes comme Reusch, semble avoir choisi de garder pour lui ce qu'il savait des activités du cercle. Selon toute vraisemblance, il espérait encore devenir l'ambassadeur des milieux d'affaires auprès du NSDAP et n'avait donc aucun intérêt à faire connaître les activités du groupe formé par Keppler. Le cercle de Keppler, ou du moins certains de ses membres, finira par jouer un rôle essentiel dans la montée

au pouvoir de Hitler. Ce rôle se situe toutefois dans la sphère de la politique pratique, et non dans celle de la politique économique, et il est né d'une chaîne fortuite de connaissances personnelles, et non d'une quelconque importance intrinsèque des membres concernés dans le monde des affaires. Plus tard encore, après l'instauration de la dictature, Heinrich Himmler s'appropria le cercle comme une sorte d'entourage personnel de personnes aisées.(83) En échange de ses attentions, les membres se sont lancés en 1935 ou 1936 dans une activité tout à fait étrangère aux délibérations de bon aloi du cercle sous la direction de Keppler : la collecte de fonds.(84) Au cours de la dernière partie de l'année 1932, la portée limitée de ses membres, ses impasses internes et l'indifférence des dirigeants Nationaux-Socialistes à son égard marquent l'échec d'une autre tentative d'établir une communication formelle entre le monde des affaires et le NSDAP.

En l'absence de canaux de communication réguliers avec les Nationaux-Socialistes, la plupart des grands hommes d'affaires restent mal à l'aise face aux politiques économiques du NSDAP, alors que la force de ce parti augmente au cours du printemps et de l'été 1932. Ce malaise devient particulièrement aigu dans une branche du plus grand groupe chimique du pays, IG Farben. La chute du Chancelier Heinrich Brüning est un évènement malvenu pour Farben. L'entreprise avait entretenu de bonnes relations avec le cabinet de Brüning, et ses dirigeants avaient compté parmi les partisans les plus enthousiastes du Chancelier dans la communauté des affaires.(85) Sans conflit avec les syndicats, Farben n'avait aucune objection à ce que Brüning compte sur le SPD pour obtenir la tolérance parlementaire de son gouvernement. Puisque l'entreprise avait réussi à continuer à faire des profits et à déclarer des dividendes importants malgré la dépression en exportant environ la moitié de sa production, ses dirigeants se sont félicités de la résistance du cabinet Brüning aux demandes des intérêts agraires pour des tarifs protectionnistes sur les importations alimentaires à un niveau qui provoquerait de manière prévisible des représailles à l'étranger contre les exportations industrielles allemandes.(86) En même temps, Farben a convaincu le cabinet Brüning d'étendre la protection tarifaire à un produit dans lequel l'une de ses branches avait fait un énorme investissement : l'essence synthétique.(87) Au milieu des années 1920, les prévisions d'un épuisement imminent des réserves mondiales de pétrole et la disponibilité de nouvelles technologies avaient conduit Farben à lancer un grand projet d'extraction d'essence à partir du charbon en adaptant un procédé d'hydrogénation initialement développé pour produire de l'azote synthétique pendant la Première Guerre mondiale. Cette adaptation s'est avérée plus difficile, plus longue et beaucoup plus coûteuse que prévu. Peu après que le nouveau procédé ait commencé à donner des résultats, le début de la dépression et la découverte de vastes nouvelles réserves de pétrole ont remis en question sa faisabilité commerciale en faisant chuter le prix mondial du pétrole bien en

dessous du coût du produit synthétique de Farben. Le cabinet Brüning réagit en augmentant les droits de douane allemands sur l'essence importée à un niveau qui rendait la commercialisation du produit synthétique de Farben à peine réalisable, voire non rentable. Mais au printemps 1932, l'entreprise fut confrontée à une décision fondamentale, car le projet d'essence synthétique approchait du point de non-retour. Avec plus de dix millions de marks investis dans le projet, ses partisans, menés par l'un des fondateurs de Farben, le président de son conseil d'administration, Carl Bosch, affirment que la société n'a pas d'autre choix que de continuer, car le coût du démantèlement complet des installations construites pour produire de l'essence synthétique dépasserait celui de la poursuite des opérations, même à perte. D'autres, dont un autre des fondateurs de Farben, Carl Duisberg, dont l'intérêt se concentrait principalement sur ses activités de teinture et de produits pharmaceutiques orientées vers l'exportation, étaient enclins à considérer le projet d'essence synthétique comme un mauvais investissement. Au milieu de cette lutte interne au sein de Farben, les calculs des partisans du projet d'essence synthétique furent bouleversés par la chute de Brüning et son remplacement par Franz von Papen, dont le cabinet offrait la perspective de faire entrer le NSDAP au gouvernement.

La possibilité d'une entrée imminente des Nationaux-Socialistes au gouvernement perturba grandement la direction de Farben, car l'entreprise était depuis longtemps sous le feu du NSDAP. Dans son commentaire de 1927 sur le programme national-socialiste, deux ans seulement après la création du trust chimique, Gottfried Feder l'avait désigné, seul parmi tous les géants de l'Allemagne, pour l'attaquer comme l'exemple parfait du profit égoïste des actionnaires aux dépens du bien-être général.(88) Un an plus tard, le *Völkischer Beobachter* clouait Farben au pilori en le qualifiant d'outil des « juifs puissants » lorsque la firme a licencié le National-Socialiste Robert Ley de son poste de chimiste en raison de ses activités politiques.(89) Par la suite, les attaques antisémites contre Farben sont devenues un élément de base de la propagande Nationale-Socialiste.(90) En 1931, Farben a fait l'objet de critiques particulièrement virulentes de la part de la presse nationale-socialiste, qui a qualifié l'entreprise de création d'intérêts financiers juifs et internationaux, tout en dénonçant sa monopolisation des marchés et le versement de dividendes élevés alors qu'elle licenciait des employés.(91)

Dans le but de s'attirer la sympathie pour son projet d'essence synthétique, Farben organise des visites de sa principale usine d'hydrogénation à Leuna, dans le centre de l'Allemagne, au début du mois d'octobre 1931. Des invitations ont été envoyées aux journalistes et à tous les partis importants du Reichstag autres que les Communistes, y compris le SPD et le NSDAP, chacun d'eux étant invité à envoyer une délégation pour une inspection séparée de l'usine.(92) La législature devant se réunir à nouveau à la mi-octobre après un ajournement de six mois et

demi, la direction de l'entreprise espérait manifestement éviter les efforts parlementaires visant à annuler l'utilisation par Brüning du pouvoir d'urgence présidentiel au printemps pour augmenter fortement le tarif de l'essence. À l'usine de Leuna, les responsables de Farben ont donné aux journalistes et aux politiciens en visite un aperçu de l'essence synthétique ainsi qu'une présentation des arguments de la société sur l'opportunité du projet en termes d'intérêt national de l'Allemagne. La réponse des Nationaux-Socialistes s'est avérée encourageante. Après le déjeuner que la société avait l'habitude d'offrir aux délégations invitées, Otto Wagener, chef de la section de politique économique de la Reichsleitung du parti national-socialiste, a annoncé que l'approvisionnement du marché allemand en essence allemande correspondait parfaitement aux objectifs du National-Socialisme.(93) Dans les mois qui suivirent, cependant, la presse nationale-socialiste donna aux cadres de Farben des raisons de mettre en doute l'autorité des assurances de Wagener, car le projet d'essence synthétique était à nouveau critiqué dans les journaux du parti au début de 1932.(94) Certes, à une occasion au printemps 1932, le *Völkischer Beobachter* a accordé une couverture favorable à ce projet, car une conférence promotionnelle sous forme de diapositives par un ingénieur de Farben dans un cinéma de Munich a été acclamée par le journal.(95) Pourtant, peu de temps auparavant, Farben avait de nouveau fait l'objet d'attaques dans l'organe du parti, qui ravivait les accusations de sa soumission aux *« seigneurs financiers internationaux »* exploiteurs et se demandait si le projet d'essence synthétique et le soutien que lui accordait le gouvernement étaient justifiés.(96) D'autres publications nationales-socialistes avaient également continué à dénoncer l'aide de l'État au projet.(97)

Dans l'espoir de clarifier une fois pour toutes la position des Nationaux-Socialistes sur l'essence synthétique, Carl Bosch décida d'approcher directement Hitler. Sans doute pour minimiser les dommages si l'aventure tournait mal, il évita d'impliquer l'un des principaux cadres de Farben. Au lieu de cela, il q accepté la proposition d'établir un contact avec le chef national-socialiste faite par Heinrich Gattineau, un jeune responsable des relations publiques de Farben.(98) Gattineau disposait d'une ligne de communication vers les plus hautes sphères du NSDAP par l'intermédiaire de son ancien professeur, Karl Haushofer, le promoteur de la géopolitique à l'université de Munich, qui entretenait des relations cordiales avec un autre ancien étudiant, l'adjoint de Hitler, Rudolf Heß. En 1931, Gattineau avait écrit à Haushofer, lui demandant d'intercéder auprès de Hitler pour empêcher les attaques de la presse nationale-socialiste contre Farben.(99) Lorsque Gattineau réussit à s'arranger avec Haushofer pour rencontrer Hitler au printemps 1932, Bosch chargea un autre jeune fonctionnaire de Farben, Heinrich Bütefisch, directeur technique de la plus grande usine d'essence synthétique de la firme, d'accompagner Gattineau à Munich et de lui expliquer les détails du processus d'hydrogénation.(100) Un jour prédéterminé de juin 1932, une

voiture est venue chercher Gattineau et Bütefisch à leur hôtel de Munich et les a conduits à l'appartement privé de Hitler.(101) Comme Bütefisch le rappela plus tard, Hitler arriva en retard et fatigué d'un voyage de campagne électorale. Selon Bütefisch et Gattineau, il s'est néanmoins tout de suite intéressé au sujet de leur visite et leur a longuement parlé de ses plans pour la motorisation de l'Allemagne et la construction de nouvelles autoroutes. La production d'essence synthétique s'inscrivait idéalement dans ses plans, leur dit-il. Il interrogea ensuite longuement Bütefisch sur les aspects techniques du procédé de Farben, accordant à ses visiteurs deux heures et demie de son temps au lieu de la demi-heure initialement prévue. Lorsqu'ils trouvèrent enfin l'occasion de lui demander s'il ferait cesser les attaques de la presse nationale-socialiste contre le projet d'hydrogénation de Farben et maintiendrait le tarif protecteur sur le pétrole si le NSDAP arrivait au pouvoir, Hitler répondit par l'affirmative. L'entretien s'était terminé là. Plus tard, à Nuremberg, Bütefisch insista sur le fait que ni la politique ni les besoins financiers du NSDAP n'avaient été mentionnés.(102) Lorsqu'il l'a informé de sa visite avec Hitler, Bosch a répondu, a rappelé Bütefisch à Nuremberg, *« Alors l'homme est plus raisonnable que je ne l'avais pensé. »*(103) Peu après, Farben décida de poursuivre le développement du projet d'essence synthétique.(104)

La mission de Bütefisch et Gattineau s'avère tout au plus un succès mitigé. Si les journalistes nationaux-socialistes s'abstenaient désormais d'attaquer le projet d'essence synthétique de Farben, la presse du parti continuait de dénoncer la firme elle-même comme une tête de pont du capitalisme financier international en Allemagne.(105) L'hostilité révélée dans de tels articles donnait aux dirigeants de Farben de bonnes raisons de se méfier du National-Socialisme. La réponse positive de Hitler au projet d'essence synthétique n'a pas non plus donné à Farben un intérêt dans une victoire du National-Socialisme dans la lutte pour le pouvoir. Un soutien similaire pouvait être obtenu d'autres milieux, comme le gouvernement Papen le démontrerait bientôt en s'engageant à maintenir le tarif de l'essence au niveau fixé par le cabinet de Brüning. La promesse du chef national-socialiste, soutenue par la cessation des attaques de la presse contre le projet d'hydrogénation du charbon, signifiait tout au plus que la branche de Farben engagée dans cette entreprise ne devait pas craindre l'extinction si les Nationaux-Socialistes arrivaient au pouvoir. Les craintes de Farben quant aux conséquences éventuelles de l'engagement apparent du NSDAP en faveur de l'autarcie économique restaient entières. Ce n'est qu'en vendant plus de la moitié de sa production à l'étranger que l'entreprise pouvait rester dans les chiffres positifs, en couvrant ses pertes dans le pays avec les bénéfices des exportations. La plupart des cadres de Farben, y compris Carl Bosch, plaçaient leurs espoirs de sortie de la dépression dans une relance du commerce mondial et regardaient donc avec inquiétude les slogans nationaux-socialistes appelant à un étranglement des importations allemandes.(106)

Malgré tous les efforts de dialogue déployés par les milieux d'affaires, les partisans nationaux-socialistes de l'autarcie, mais aussi d'autres politiques socio-économiques radicales, se multiplient durant l'été et le printemps de l'« année des élections. Dès la campagne de Hitler pour la présidence, qui l'oppose à Hindenburg, le NSDAP dirige de plus en plus son barrage verbal contre ce que ses porte-parole qualifient de forces de la réaction. Au moment de la campagne pour l'élection du Reichstag de juillet, avec le « cabinet des barons » de Papen au pouvoir, les Nationaux-Socialistes cherchent à se présenter comme les défenseurs socialistes des opprimés et consacrent une part considérable de leurs efforts à arracher des voix aux Sociaux-Démocrates et aux Communistes. Hitler lui-même se joignit au chœur du radicalisme national-socialiste, proclamant : *« Je suis socialiste parce qu'il me semble insensé de prendre soin d'une machine et de l'utiliser avec soin, mais de laisser languir le plus noble représentant du travail, le Volk ».*(107) La machine de propagande de Goebbels exhortait les orateurs du parti à dénoncer le *« système capitaliste d'exploitation »*, définissant le capitalisme comme le droit de profiter aux dépens des autres.(108) Le bureau de propagande du parti a en outre demandé à ces orateurs de défendre la *Sozialpolitik* de la République contre les tentatives de réduction des prestations d'assurance sociale, de défendre les contrats de négociation collective dans l'industrie et le rôle des syndicats (à l'exception des activités en faveur des causes internationalistes et de la lutte des classes), et de préconiser la participation aux bénéfices pour les ouvriers, la nationalisation du système bancaire et des grandes entreprises, ainsi que des contrôles stricts sur les importations afin de permettre à l'Allemagne d'atteindre l'autosuffisance économique.(109) Afin de manifester leur préoccupation pour l'homme du peuple, les parlementaires nationaux-socialistes ont présenté des projets de loi qui demandaient de fortes augmentations des prélèvements fiscaux sur les riches et la réduction ou l'élimination des impôts sur les faibles revenus.(110) D'autres Nationaux-Socialistes ont concentré leurs attaques sur les grandes entreprises, qualifiant de *Konzernbolschewismus* leur pratique consistant à mettre les petites entreprises au pied du mur.(111) Gregor Straßer a proclamé qu'un *« désir anticapitaliste »* s'était emparé de 95 % de la population, et a promis des mesures pour desserrer l'emprise des capitalistes exploiteurs sur le peuple allemand.(112) Au cours de la campagne estivale du Reichstag, sans aucune consultation avec le cercle de Keppler, Straßer publie en masse un pamphlet qui présente un programme audacieux pour combattre la dépression. Ce *Wirtschaftliches Sofortprogramm*, ou « Programme économique immédiat », promettait des avancées décisives vers l'autarcie et la création à grande échelle d'emplois pour les chômeurs sous les auspices du gouvernement, cette entreprise devant être financée par des dépenses déficitaires et des impôts plus élevés pour les plus riches.(113)

Comme souvent par le passé, d'autres Nationaux-Socialistes tenant un double discours cherchèrent à rassurer le monde des affaires sur les intentions du NSDAP en matière d'économie. Hermann Göring, qui, comme on pouvait s'y attendre, était un ennemi du radicalisme socio-économique national-socialiste, s'est adressé à 100 à 150 membres du club industriel de Dortmund au cours du premier semestre de l'année.(114) En avril, juste avant les élections de l'État de Bavière, Hitler, lors d'une apparition devant le Herrenklub de Munich, un club exclusivement masculin dont les membres comprenaient une grande partie de l'élite économique locale, a prononcé un discours qui, selon l'une des personnes présentes, aurait pu, avec seulement quelques modifications mineures, être fait par un membre de n'importe quel parti non marxiste.(115) Walther Funk chercha à apaiser l'inquiétude croissante des milieux d'affaires quant à la direction prise par le NSDAP en publiant des articles et en prononçant des discours devant des auditoires d'affaires. Il expliqua les déclarations radicales et inquiétantes d'autres Nationaux-Socialistes comme de simples produits des exigences de l'agitation.(116) De petits porte-parole du parti ont également profité de leurs apparitions devant des auditoires d'hommes d'affaires invités par les organisations locales du parti pour suggérer que les déclarations nationales-socialistes sur les questions économiques ne devaient pas être prises de manière trop tragique puisque, dans la pratique, tout s'arrangerait de manière raisonnable.(117)

En 1932, ce genre de flatterie national-socialiste avait commencé à prendre un caractère éculé, du moins pour certains membres du monde des affaires. Face aux déclarations radicales persistantes du NSDAP, la répétition des déclarations rassurantes des Nationaux-Socialistes « modérés », alors bien connues, suscitait le scepticisme. L'un de ceux qui l'ont exprimé est Tilo von Wilmowsky, beau-frère et confident de Krupp von Bohlen. En mars, il s'était suffisamment alarmé du National-Socialisme pour user de son influence dans les cercles agricoles saxons afin de susciter une opposition à l'approbation de la candidature de Hitler à la présidence par la principale association agraire nationale, le Reichslandbund.(118) Dans une lettre écrite à Paul Reusch en juin, juste après que Wilmowsky ait entendu Walther Funk faire un discours devant une association d'hommes d'affaires en Allemagne centrale, il qualifia de « tableau classique » l'affirmation du porte-parole national-socialiste selon laquelle les objectifs du NSDAP coïncidaient complètement avec ceux du monde des affaires. Le problème, fit observer Wilmowsky avec exaspération, était que le National-Socialisme s'écartait en pratique de plus en plus radicalement des objectifs que Funk lui attribuait. Wilmowsky craignait que les espoirs et les attentes que les Nationaux-Socialistes suscitaient parmi les masses ne soient difficiles à contenir. Il se disait prêt à faire usage de l'offre de Funk de servir d'intermédiaire entre le NSDAP et le monde des affaires, mais il le faisait manifestement sans grand optimisme.(119) Un autre chef d'entreprise qui prit note de ce que les Nationaux-Socialistes disaient à la

population était Clemens Lammers, un conseiller juridique d'IG Farben et membre de son conseil de surveillance qui représenta le Parti du Centre au Reichstag de 1924 à 1929 et occupa un certain nombre de postes élevés dans le Reichsverband industriel. Dans un discours prononcé devant le comité principal du Reichsverband le 24 juin, qui fut publié peu après sous forme de brochure, Lammers mettait en garde contre le National-Socialisme, dénonçant comme économiquement non fondées les politiques d'autarcie, de planification économique et de corporation prônées par certains porte-parole de ce parti. Certains hommes d'affaires avaient rapporté, a-t-il dit, que les figures de proue du National-Socialisme avaient à plusieurs reprises exprimé leur volonté d'accepter la coopération d'hommes d'affaires importants afin de garantir le maintien d'une direction éclairée de l'économie allemande. Ceux qui croyaient à ces flatteries, a averti Lammers, couraient un grave danger. Il suffisait d'écouter ce que les Nationaux-Socialistes disaient aux masses. Ce faisant, on entendait le même message, inlassablement : les dirigeants du NSDAP se proposaient de prendre le contrôle total et de ne tolérer personne autour d'eux qui ne réponde pas à leurs propres valeurs.(120) Erich von Gilsa, conseiller politique de Paul Reusch, qui avait salué avec enthousiasme la participation des Nationaux-Socialistes à l'éphémère « opposition nationale », proclamée à Bad Harzburg en octobre 1931, devint à nouveau extrêmement sceptique, voire carrément négatif, à l'égard du National-Socialisme à la suite de son exposition aux orateurs du parti pendant la campagne du Reichstag de juillet 1932. Sur la base de ce qu'il avait entendu, Gilsa a qualifié le National-Socialisme dans un rapport à Reusch de *« grave péril »* pour le monde des affaires.(121) Reusch lui-même était consterné par ce qu'il trouvait dans le « Programme économique immédiat » national-socialiste distribué pour la campagne du Reichstag sous les auspices de Straßer. Aussi, exhorta-t-il Schacht à éclairer *« les messieurs de Munich »* sur les *« grandes absurdités »* qu'il contenait.(122) De son côté, Schacht a pris la défense du NSDAP dans un échange de lettres avec Gilsa, niant qu'il ait jamais approuvé la socialisation des moyens de production.(123) Dans une lettre adressée à Reusch, Gilsa qualifiait l'utilisation du mot *« socialisme »* par Schacht de *« jonglage »* et avertissait l'industriel de ne pas se laisser abuser par une telle casuistique.(124)

En 1932, certains observateurs du monde des affaires ont commencé à s'inquiéter d'aspects du National-Socialisme autres que les politiques économiques qui avaient jusqu'alors préoccupé les hommes d'affaires qui cherchaient à discerner les intentions de ce parti. Parmi les caractéristiques de plus en plus inquiétantes du NSDAP figurait son antisémitisme virulent. Les hommes d'affaires allemands les plus influents n'ont pas apprécié cette forme de préjugé, qu'ils considéraient comme arriérée et plébéienne. Au début de l'année 1932, le très respecté Secrétaire d'État juif au ministère des Finances du Reich, Hans Schäffer, qui était un proche confident et conseiller de Brüning, a consigné

dans son journal une conversation avec Albert Vögler, de la United Steel, qui lui a rapporté avoir peu auparavant rabroué Hitler et Göring sur leur attitude envers les juifs.(125) En juillet, au plus fort de la campagne frénétique des Nationaux-Socialistes pour l'élection du Reichstag le même mois, Paul Reusch a applaudi l'acceptation d'une publicité d'une entreprise juive par le journal de Nuremberg contrôlé par sa société. Il a également exhorté le directeur du journal à protester par écrit contre l'agitation antisémite du National-Socialisme.(126) Une autre caractéristique du National-Socialisme qui a suscité une inquiétude croissante dans les milieux d'affaires était ses aspirations dictatoriales. Au cours de la campagne présidentielle, un éditorialiste du *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf, orienté vers les affaires, notait que si l'on écoutait ce que disaient les Nationaux-Socialistes, il devenait évident qu'ils n'avaient pas l'intention de s'allier avec les autres participants du « Front de Harzbourg » mais plutôt de les soumettre. Les Nationaux-Socialistes devaient apprendre que l'Allemagne n'accepterait pas la perte de liberté que le fascisme avait apportée à l'Italie, déclarait l'éditorialiste. Ce dont elle avait besoin, c'était du mélange de liberté et d'autorité qui avait prévalu dans l'Empire, et non de la camisole de force dictatoriale que les Nationaux-Socialistes entendaient imposer au pays.(127) En juin, Oskar Funcke, un éminent fabricant de machines-outils de Westphalie qui avait longtemps joué un rôle de premier plan dans les organisations de cette industrie, s'est prononcé contre le National-Socialisme et pour la défense du libéralisme. Dans un communiqué de presse, il a dénoncé le NSDAP comme *« une nouvelle ligue pour la bonne volonté et la servilité de l'homme »*.(128) Dans son discours du Reichsverband de juin, qui a été publié peu après, Clemens Lammers a averti que les Nationaux-Socialistes finiraient par recourir à une répression brutale pour imposer leur volonté. Il demanda à ses auditeurs de prendre note de la manière dont les régimes dictatoriaux existants ailleurs s'appuyaient lourdement sur la police politique et secrète pour diriger leurs populations.(129) [21]

Au cours du printemps et de l'été 1932, alors que le chaudron politique allemand s'approchait du point d'ébullition, au moins quelques voix comme celles-ci, au sein de la communauté des affaires, commencèrent à mettre en garde contre le fait de se concentrer uniquement sur les politiques économiques du nouveau mouvement politique de masse qui proclamait quotidiennement le pouvoir total comme son objectif ultime. Bien que les chefs d'entreprise qui ont exprimé publiquement leur inquiétude à cet égard restent des exceptions, le radicalisme politique du National-Socialisme devenait une source de

[21] [NdT : tout ceci et plus encore se produit pourtant dans tous les pays dit « civilisés et 'démocratiques' » au moment où nous produisons ce livre en français. Un contrôle total de la population se met en place, des peines de prisons, etc., pour toute personne exprimant une simple opinion. Voir le « Convoie des camionneurs canadiens 2022 ».]

préoccupation pour un nombre croissant d'entre eux. Au cours de l'été 1932, cette inquiétude convergea avec une conscience accrue des déclarations nationales-socialistes encore très divergentes sur les questions économiques pour faire chuter brutalement la cote du NSDAP dans le monde des affaires.

4. Primes d'assurance et argent de protection pour les dirigeants potentiels

Au cours du printemps et du début de l'été 1932, plus d'argent que jamais auparavant a afflué des milieux d'affaires vers divers Nationaux-Socialistes. Cela ne s'est pas produit parce qu'un nombre croissant de grands hommes d'affaires s'étaient convertis au National-Socialisme. Malgré les efforts de Hitler et d'autres porte-parole nationaux-socialistes pour dissiper les doutes concernant leur mouvement, toutes les personnalités du monde des affaires, à l'exception d'un très petit nombre, sont restées à l'écart de celui-ci. Lorsqu'en février, Albert Vögler, de United Steel, mit au défi Hans Schäffer, le Secrétaire d'État juif au ministère des Finances du Reich, de citer un grand dirigeant d'entreprise, à part Fritz Thyssen, qui s'était rangé du côté de ce que Schäffer avait furieusement appelé la « bande des gardes blancs » de l'Allemagne, Schäffer, un homme bien informé, ne put en citer aucun.(1) La situation n'avait pas non plus changé au moment de l'élection du Reichstag en juillet. La quasi-totalité des contributions versées aux Nationaux-Socialistes par les grandes entreprises au cours de la première moitié de l'année 1932 sont donc le fruit de motivations autres que la conviction. La plupart ne résultaient pas non plus d'un désir de voir les Nationaux-Socialistes réussir. Le NSDAP semblait en tout cas se débrouiller très bien à cet égard sans l'aide appréciable des grandes entreprises. De triomphe en triomphe jusqu'à l'été 1932, le parti a rapidement élargi ses rangs avec un flot de nouvelles recrues qui, chaque jour, donnait plus de crédit à sa prétention au titre de mouvement de masse. Sur le plan financier également, le National-Socialisme continuait de prospérer, soutirant à ses membres et à ses partisans de la base un abondant flux d'argent soutenu par l'expansion du mouvement.(2) Le parti respirait la prospérité. Au cours de la campagne pour l'élection du Reichstag en juillet, le siège national a inauguré en grande pompe une nouvelle annexe de cinquante mètres de long et de deux étages à la Maison brune, rendue nécessaire par l'expansion de son administration.(3) Le succès des Nationaux-Socialistes était tel que les observateurs réfléchis, y compris un grand nombre d'hommes d'affaires, ont dû envisager la possibilité qu'ils deviennent des gouvernants dans un avenir proche. Peu d'entre eux pensaient que les Nationaux-Socialistes avaient de grandes chances d'atteindre le pouvoir total, mais il semblait de plus en plus probable qu'ils pourraient occuper une place importante au sein du

gouvernement et peut-être même prendre le contrôle de la Chancellerie. À la lumière de cette possibilité, certains chefs d'entreprise qui se sentaient particulièrement peu sûrs d'eux ou vulnérables sur le plan politique ont commencé à considérer les Nationaux-Socialistes avec la crainte que ces hommes ressentent habituellement à l'égard des dirigeants ou même des dirigeants potentiels. Ils ont commencé, en conséquence, à inclure les Nationaux-Socialistes parmi les bénéficiaires des « primes d'assurance » politiques avec lesquelles ils cherchaient à acheter une sécurité contre les changements dans la distribution interne du pouvoir en Allemagne.(4) D'autres ont réagi de manière opportuniste à la perspective de voir le NSDAP atteindre une part du pouvoir. Cela prit diverses formes, mais l'une des plus courantes fut la pratique familière consistant à accorder des subventions à des Nationaux-Socialistes individuels, en particulier ceux considérés comme susceptibles d'influencer la politique économique de leur parti. D'autres sommes d'argent provenant de grandes entreprises sont allées en quantités croissantes à la presse nationale-socialiste en 1932, en raison des opportunités commerciales offertes par son lectorat de masse. Quelles que soient les causes, le printemps et l'été 1932 constituent le point culminant du flux d'argent des grandes entreprises vers le National-Socialisme.

Le cas de Friedrich Flick fournit un exemple bien documenté de la manière dont les Nationaux-Socialistes pouvaient exploiter un entrepreneur financièrement précaire et politiquement peu scrupuleux. En 1932, les avoirs spéculatifs en fer et en acier de Flick avaient atteint un niveau si précaire qu'il a dû recourir à des moyens désespérés pour éviter le désastre. Seul le fait d'avoir réussi à convaincre le cabinet Brüning d'acheter ses actions dans la société minière de Gelsenkirchen pour près de 100 millions de marks, soit plus de quatre fois la valeur du marché, au printemps 1932, lui permit de survivre financièrement. L'« affaire de Gelsenkirchen » suscite cependant l'indignation générale lorsqu'elle est connue en juin de la même année. Flick se retrouve sous le feu des critiques non seulement de la gauche politique, mais aussi de la presse économique et même de certains des principaux dirigeants sidérurgiques de la Ruhr, qui dénoncent la transaction comme un premier pas vers la socialisation de leur industrie.(5) Craignant un retournement de la vente, Flick entreprit, comme l'expliqua plus tard son assistant Otto Steinbrinck, d'affecter l'argent au maintien d'un gouvernement bourgeois à l'esprit d'entreprise qui, comme le cabinet Papen le fit finalement, laisserait l'« accord de Gelsenkirchen » intact.(6) Flick avait déjà une expérience politique considérable. En tant que membre du DVP, il avait participé en 1924 à une insurrection infructueuse contre la politique de collaboration avec les Sociaux-Démocrates de Gustav Stresemann, son dirigeant.(7)

Cependant, Flick ne limita pas ses attentions à un seul parti. Au début des années 1930, lui et ses agents utilisaient de l'argent pour entretenir des relations

avec tous les grands partis bourgeois et, malgré ses objections antérieures à la collaboration de Stresemann avec le SPD, avec ce parti également.[8] Lorsqu'en 1932 sa situation financière devient alarmante et sa dépendance à l'égard de la protection du gouvernement cruciale, Flick a recours à des dépenses politiques somptueuses. Au moment de l'élection présidentielle, il a contribué à la campagne de Brüning en faveur de Hindenburg pour un montant d'au moins 450 000 marks, voire plus du double.[9] Pendant la campagne du Reichstag de juillet, il a accordé de généreuses contributions aux principaux partis bourgeois. Comme le révèlent des documents tirés de ses dossiers, il a répondu avec empressement à l'appel du général Schleicher en juillet pour obtenir des fonds afin d'aider les partis traditionnels de droite en difficulté financière dans les dernières étapes de la campagne, donnant 120 000 marks de l'argent que le général a collecté à cette occasion.[10] D'autres documents montrent que pendant la campagne pour l'élection du Reichstag en novembre, Flick a mis 100 000 marks à la disposition du Chancelier Franz von Papen.[11] Flick a également affirmé à Nuremberg avoir continué à subventionner les efforts de Brüning au sein du Parti du Centre longtemps après la chute de l'ex-Chancelier. Toujours à Nuremberg, Flick a estimé que le montant total qu'il avait donné en 1932 à des non-Nationaux-Socialistes s'élevait à 800 000 et 1,45 million de marks, affirmant dans ce dernier cas qu'il avait donné deux fois à la campagne de Hindenburg.[12] Les archives et le témoignage de ses assistants rendent le premier chiffre plus probable, mais le second n'est pas invraisemblable.

En envoyant 20 000 marks au DNVP en juillet, Flick explique à Hugenberg qu'il fait cette contribution afin de permettre au *Bürgertum* allemand de resserrer les rangs contre le National-Socialisme et afin d'éviter que ce mouvement ne prenne le dessus.[13] Flick avait de bonnes raisons d'appréhender le NSDAP. Le programme de ce parti l'engageait, après tout, à nationaliser les trusts, et les journalistes et orateurs nationaux-socialistes avaient depuis longtemps réservé une mesure spéciale d'invectives aux spéculateurs en bourse. La tentative peu concluante de Flick d'établir un contact avec Hitler en février n'avait, comme nous l'avons déjà mentionné, produit aucun signe encourageant lui permettant d'espérer une exception dans son cas. Certes, Hermann Göring n'a fait aucune difficulté lorsque, en sa qualité de député du Reichstag, il s'est rendu dans les bureaux berlinois de Flick pour inspecter les dossiers de la société concernant la vente de Gelsenkirchen au Reich.[14] Göring n'a vraisemblablement rien trouvé d'incriminant dans les dossiers de Flick, puisque les irrégularités de la transaction de Gelsenkirchen étaient du côté du Reich et non de Flick. Cela semble confirmé par le fait qu'un député du SPD, qui a également inspecté les dossiers de Flick, n'a posé aucun problème, malgré la condamnation de la transaction par son parti.[15] Pour d'autres Nationaux-Socialistes, la simple absence de preuves contre Flick n'était pas dissuasive. Peu de temps après que la transaction ait été connue,

un article dans une publication du parti a vigoureusement dénoncé la transaction.(16) Un gouvernement national-socialiste, y est-il annoncé, aurait réagi en socialisant immédiatement l'ensemble du complexe concerné, y compris la Charlottenhütte de Flick, la Gelsenkirchener Bergwerks AG et United Steel. Les actionnaires auraient tout au plus pu espérer une compensation, sous la forme d'obligations d'État à long terme, pour la valeur marchande actuelle de l'action, qui s'élevait, selon l'article, à environ 14 % de sa valeur nominale. Quant à Flick, poursuit l'article, la question restait ouverte de savoir s'il ne devrait pas voir ses biens confisqués sans compensation et passer devant une haute cour pour avoir porté atteinte aux intérêts du *Volk*. De telles déclarations ne pouvaient guère contribuer à la tranquillité d'esprit de Flick, venant du parti politique qui semblait devoir devenir bientôt le plus grand d'Allemagne.

Dans ces circonstances, Flick saisit l'occasion d'établir un contact permanent avec le NSDAP qui se présente au début de l'été 1932. Elle se présente lorsque Wilhelm Keppler et son neveu Fritz Kranefuss arrivent au bureau berlinois de Flick, envoyés par Albert Vögler, à qui ils viennent de rendre visite dans son bureau situé à l'étage au-dessus de celui de Flick.(17) Les deux Nationaux-Socialistes sont reçus par le secrétaire particulier de Flick, Otto Steinbrinck, qui a témoigné à Nuremberg qu'il se doutait que Vögler avait téléphoné à l'avance et annoncé l'arrivée de Keppler et Kranefuss à Flick, qui était assis dans un bureau intérieur de sa suite. Flick s'est contenté d'apparaître à la porte pour serrer la main des visiteurs et les a laissés à Steinbrinck, selon le témoignage de ce dernier. Ils ont expliqué les plans du cercle d'hommes d'affaires de Keppler et ont indiqué que Schacht les avait exhortés à recruter davantage de membres. Avec l'approbation de Flick, Steinbrinck a accepté de rejoindre le cercle. À Nuremberg, Steinbrinck a exposé les motifs de cette décision. Il a expliqué qu'elle s'inscrivait dans la stratégie politique défensive globale de Flick et qu'elle lui donnait en outre l'occasion de découvrir « dans quelle direction soufflait le vent » au sein du NSDAP, un parti qui semblait devoir jouer bientôt un rôle au gouvernement.(18) Plus tard dans l'été, Steinbrinck, qui avait rejoint le cercle Keppler trop tard pour la rencontre avec Hitler le 20 juin, s'est rendu à Munich pour assister pour la première fois à l'un de ses rassemblements.(19) Les débats, a-t-il témoigné à Nuremberg, ne l'ont pas impressionné. Il s'est souvenu avec stupéfaction qu'on lui avait confié la tâche de rédiger une loi visant à empêcher la formation de *Konzerne*, le type même de fusion financière à grande échelle de plusieurs entreprises différentes qui avait permis à son employeur de s'agrandir, ainsi qu'une autre loi visant à interdire le type de ventes groupées d'actions qui était devenu la marque de fabrique du Flick spéculateur. Le cercle Keppler avait placé une chèvre pour garder le jardin, observe Steinbrinck en 1947. Il se souvient n'avoir participé par la suite qu'à quelques réunions peu organisées auxquelles assistaient quelques membres du groupe à Berlin, dont au moins une dans un

restaurant.[20] Lors de son interrogatoire à Nuremberg, Keppler s'est souvenu que Steinbrinck l'avait un jour invité chez lui au cours de l'hiver 1932-33 pour rencontrer Flick, qui semblait désireux de parler de la transaction de Gelsenkirchen. Il a fait savoir à Flick qu'il désapprouvait l'opération, a témoigné Keppler, et Flick a promis de ne plus jamais entreprendre quelque chose de ce genre.[21] L'affaire semble s'être arrêtée là, sans doute au grand soulagement de Flick.

Lorsque Flick est finalement parvenu à plaider sa cause auprès de Keppler – l'homme qu'il prenait pour le principal conseiller d'Adolf Hitler en matière économique – sa stratégie défensive était devenue très coûteuse pour le NSDAP. En raison de l'hostilité à l'égard des grandes entreprises exprimée dans les publications de l'organisation des Stormtrooper du parti, les SA, Steinbrinck entreprend de couvrir Flick dans cette direction.[22] Avec plus de 400 000 hommes en uniforme, et un grand nombre d'entre eux de plus en plus visibles dans les rues d'Allemagne, la SA représentait la manifestation la plus puissante de la force naissante du National-Socialisme, de sorte que, vue de l'extérieur, ses dirigeants occupaient une place importante dans la perception du National-Socialisme. Par l'intermédiaire d'un agent engagé pour observer et faire un rapport pour Flick sur les organisations de droite radicale, Steinbrinck était entré en contact avec l'une d'entre elles, le comte Wolf Heinrich von Helldorf, commandant de la SA de Berlin depuis le printemps 1931.[23] Comme Steinbrinck l'a raconté à Nuremberg, Helldorf s'est présenté un jour à son bureau et a annoncé que ses hommes SA avaient besoin de nouvelles bottes pour une prochaine parade aux flambeaux.[24] Usant de son pouvoir discrétionnaire de dépenser jusqu'à 2 000 ou 3 000 marks de son propre chef, Steinbrinck a donné une « contribution » à Helldorf. Helldorf revient à plusieurs reprises, toujours avec de nouveaux besoins pressants, et finit par soulager la caisse de Flick d'un total, estimé plus tard par Steinbrinck, d'environ 15 000 marks.[25]

Comme Steinbrinck l'a rapidement découvert, donner de l'argent aux Nationaux-Socialistes, c'était un peu comme répandre du sang en nageant en présence de requins. En Saxe, le chef de la SA, Manfred von Killinger, s'est adressé au bureau local de Flick et a également obtenu des fonds, se rappellera plus tard Steinbrinck.[26] En 1932, pendant la campagne électorale d'automne du Reichstag, Walther Funk se présente à Steinbrinck et reçoit 20 000 ou 30 000 marks de Flick.[27] Steinbrinck se souvient également avoir été approché par le Gauleiter rhénan Robert Ley et le comte Hans Reischach, directeur général du *Westdeutscher Beobachter*, le quotidien national-socialiste de Cologne publié par Ley.[28] Ley et Reischach ont donc vraisemblablement reçu une partie de l'argent que, selon Steinbrinck, les agents de Flick distribuaient aux éditeurs de journaux et de magazines nationaux-socialistes – ainsi qu'à ceux d'autres orientations politiques – dans l'espoir de s'attirer leurs faveurs.[29] Steinbrinck a également

témoigné à Nuremberg qu'à la fin de l'année 1932, lui et Flick ont appris de Hjalmar Schacht que les SS avaient également besoin d'argent.[30] Peu de temps après, ajoute Steinbrinck, son chef, Heinrich Himmler, s'est joint à la procession des solliciteurs nationaux-socialistes jusqu'à la porte du bureau de Flick à Berlin. Dans un effort pour contenir cette prolifération de sollicitations de la part de diverses unités du NSDAP, Flick et Steinbrinck, avec l'aide du neveu et assistant de Wilhelm Keppler, Fritz Kranefuss, conclurent un accord à la fin de 1932 avec Himmler selon lequel ils ne donneraient à l'avenir des dons pour le NSDAP qu'aux SS.[31] Avant la prise de pouvoir par les Nationaux-Socialistes, environ 15 000 marks sont allés à l'organisation de Himmler de cette manière, a témoigné Steinbrinck à Nuremberg.[32] Au total, Steinbrinck a estimé qu'un maximum de 40 000 marks de l'argent de Flick est parvenu à divers Nationaux-Socialistes sous forme de petits versements avant l'installation de Hitler comme Chancelier.[33] Flick lui-même a estimé le chiffre total à 50 000.[34] Comme aucune trace documentaire de ses contributions aux Nationaux-Socialistes n'a été conservée, le chiffre exact ne sera vraisemblablement jamais connu. D'après les témoignages séparés de Flick et de Steinbrinck, il semblerait que chacun ait sous-estimé le montant total, peut-être parce que la manière ad hoc dont l'argent semble avoir été distribué ne leur a pas permis d'avoir une connaissance précise du montant en question. [35] Le point important reste que Flick n'a donné aux Nationaux-Socialistes qu'une partie relativement faible des sommes importantes qu'il a distribuées à travers le spectre politique à des fins politiques en 1932. Et ce qu'il leur a donné, il l'a fait non pas parce qu'il voulait qu'ils prennent le pouvoir, mais parce qu'il voulait s'assurer, ainsi que ses entreprises douteuses, contre cette éventualité.

Le cas de Flick s'apparente à celui d'Otto Wolff, bien que les preuves soient plus minces dans le cas de Wolff, qui est mort en 1940 et dont les papiers n'ont jamais été retrouvés. D'origine obscure, Wolff est devenu un ferrailleur prospère à Cologne au début du siècle, alors qu'il avait encore une vingtaine d'années.[36] Avec l'aide d'un partenaire qui avait servi pendant la guerre comme officier d'approvisionnement dans l'Amirauté impériale, Wolff avait obtenu de nombreux contacts gouvernementaux importants et développé rapidement ses activités. Son partenaire ayant survécu avec succès à la transition de l'Empire à la République et obtenu un poste influent au sein de la commission d'armistice allemande, la chance de Wolff s'est poursuivie dans l'après-guerre. Au début des années 1920, il était non seulement devenu un important grossiste en fer, mais il est également connu pour avoir accaparé le marché allemand du fer blanc. En s'adaptant adroitement à l'hyperinflation du début des années 1920, il a étendu ses avoirs aux mines de cuivre, au transport maritime, à la fabrication de machines et à la production d'acier. Lorsque l'une des entreprises sidérurgiques dans laquelle il détenait une participation majoritaire a été absorbée par United Steel lors de sa

création en 1926, il est devenu membre du conseil de surveillance de ce groupe. Bien qu'il n'ait jamais fait partie de ses dirigeants, il a obtenu pour ses entreprises le contrôle des exportations de United Steel vers la Russie, les Balkans et la Turquie.(37)

Tout comme Flick, avec qui il a collaboré à certaines fins, Wolff est resté, malgré sa prospérité, un outsider aux yeux de l'élite industrielle allemande. Pour des hommes tels que Krupp von Bohlen, Reusch et même Fritz Thyssen, il apparaissait comme un spéculateur parvenu, potentiellement dangereux et imprévisible, qui s'était immiscé dans l'industrie de la Ruhr et pouvait étendre encore ses possessions. Pour sa part, Wolff n'avait pas grand-chose à voir avec ces spécialistes de la voie étroite, c'était un homme à l'esprit vif et aux intérêts intellectuels très variés. Il éprouvait un attrait particulier pour les Lumières françaises et les époques révolutionnaire et napoléonienne, rassemblant une importante bibliothèque sur ces périodes et échangeant des éditions anciennes des écrits de Voltaire avec un banquier berlinois qui partageait son enthousiasme pour ces chapitres émouvants de l'histoire.(38) Avec l'aide d'un historien professionnel, il entreprit d'écrire une biographie de Gabriel Julien Ouvrard, le spéculateur financier français qui, par d'habiles transactions, avait fait fortune pendant la révolution française et était devenu, successivement, le financier du Directoire, de Napoléon, du roi Charles IV d'Espagne et de Talleyrand. Les travaux de Wolff sur Ouvrard ont porté leurs fruits en 1932, lorsque le livre a été publié. Un demi-siècle plus tard, il reste une étude respectée d'un personnage historique remarquable et a fait l'objet d'une traduction anglaise.(39)

Peut-être pour imiter l'audacieux Français qui l'avait tant fasciné et dont il avait apparemment pris la carrière professionnelle comme modèle pour sa propre ascension, Wolff commença à s'intéresser à la politique au début des années 1920. Il se montrait particulièrement efficace pour cultiver les politiciens en devenir. En fournissant des subventions à un journal libéral que Gustav Streseman avait lancé et en cherchant à amener d'autres hommes d'affaires à le soutenir également, il a eu accès à l'homme qui allait bientôt devenir Chancelier puis, en tant que Ministre des affaires étrangères, la pierre angulaire de la politique républicaine pendant six ans.(40) Wolff réussit ensuite à attirer l'attention de Heinrich Brüning, devenant une sorte de confident de ce Chancelier habituellement distant et bénéficiant d'un accès facile à son bureau.(41) Au moment de l'élection présidentielle de 1932, Wolff contribue généreusement à la campagne menée par Brüning en faveur de Hindenburg et aide à persuader d'autres personnes, comme Flick, de faire de même.(42) Avec l'avènement de Franz von Papen, les activités politiques de Wolff s'intensifièrent car il était devenu très ami avec le patron de Papen, le général Kurt von Schleicher.(43) Alors que leur relation se resserre au cours de l'année 1932, Wolff semble aspirer à jouer l'Ouvrard face au Napoléon de Schleicher. Les deux hommes se

rencontrent fréquemment, et Wolff fournit généreusement au général des informations et des conseils. Lorsque Schleicher entreprend de lever des fonds auprès des grandes entreprises pour aider le DVP et le DNVP dans la campagne pour l'élection du Reichstag en juillet, Wolff lui prête secours.(44) À l'automne 1932, Wolff organise une réunion d'industriels à son domicile berlinois afin de collecter des fonds pour soutenir le cabinet Papen au moment de la campagne pour les élections au Reichstag de novembre.(45)

Wolff partage avec Flick bien plus que son simple statut d'outsider. Comme ce spéculateur débutant, il se retrouve en difficulté financière au début de 1932.(46) Ayant apparemment appris de Flick les préparatifs du cabinet Brüning pour l'achat d'actions à Gelsenkirchen qui a sauvé Flick de la ruine, Wolff demande à Brüning de l'aider à couvrir ses propres dettes, énormes et pressantes.(47) Ses demandes se heurtent à des retards et des excuses de la part du Chancelier, mais les liens étroits bien connus de Wolff avec le cabinet Brüning, et plus tard avec ceux de Papen et Schleicher, pourraient bien l'avoir aidé à repousser ses créanciers.(48) Il reste cependant vulnérable face aux Nationaux-Socialistes. Leur presse se délecte à le vilipender en le présentant comme un profiteur de guerre par excellence qui cherche maintenant à obtenir des gains supplémentaires par le biais de son amitié avec Schleicher.(49) À Düsseldorf, les Nationaux-Socialistes ont recours à des affiches murales dirigées contre Wolff, ce qui pousse ce dernier à demander à son avocat de déposer une plainte auprès de la Maison brune de Munich.(50) Selon toute vraisemblance à l'époque, Wolff a rendu la pareille aux Nationaux-Socialistes.(51) Considéré par beaucoup comme un ennemi du National-Socialisme, il déconseillait le plan de Schleicher de « dompter » les Nationaux-Socialistes en leur confiant des responsabilités gouvernementales tout en leur refusant le pouvoir. Si Hitler prenait le contrôle de la Chancellerie, prévient Wolff en août 1932, même Schleicher ne serait pas en sécurité.(52) En septembre, Wolff participe à un plan visant à faire dissoudre le parlement prussien si les députés du NSDAP se joignent à la délégation du Parti du Centre catholique pour s'opposer au cabinet Papen.(53)

À la lumière d'un tel bilan anti-national-socialiste, il semble stupéfiant que, selon les historiens est-allemands, Wolff ait déclaré à plusieurs reprises sous le Troisième Reich avoir versé 160 800 ou 180 000 marks au NSDAP en 1932.(54) Les rumeurs qui circulaient à l'époque affirmaient que Wolff avait donné de l'argent au National-Socialiste Robert Ley, alors membre de l'équipe de Gregor Straßer.(55) À Nuremberg, Walther Funk a répété cette allégation, mais n'a fourni aucun détail ni aucune indication sur la manière dont il avait obtenu cette information.(56) Étant donné que Wolff dirigeait conjointement avec Flick le bureau de relations publiques de Düsseldorf par lequel une partie de l'argent politique de Flick parvenait apparemment à Ley ou à son journal de Cologne, ces rumeurs ont pu naître d'une confusion compréhensible quant à l'identité de

l'auteur de ces contributions.[57] Il est bien sûr concevable que Wolff ait joué un double jeu, soutenant Brüning, Hindenburg, Papen et surtout Schleicher contre l'assaut national-socialiste tout en se couvrant contre l'éventualité d'une victoire national-socialiste en canalisant secrètement des contributions vers ce mouvement également. Plus plausible, cependant, est une version qui repose sur les mémoires de Günther Gerek, l'un des confidents de Schleicher qui devint le commissaire à la création d'emplois et à la réinstallation à l'Est dans le cabinet du général.[58] Selon ce récit, Wolff n'a pas donné son argent au NSDAP en tant que tel, mais plutôt à Gregor Straßer ; il ne l'a d'ailleurs pas fait de sa propre initiative, mais à la demande de Schleicher. En amenant Wolff à soutenir financièrement Straßer, selon cette version issue de Gereke, Schleicher espérait compenser l'influence de l'industrie de la Ruhr sur Hilter et rendre Straßer moins dépendant du chef du parti. De ces versions, celle de Gereke semble la plus plausible. Comme on le sait, Schleicher a en fait cherché à amener Straßer à accepter un poste ministériel, espérant ainsi affaiblir la demande de Hitler d'obtenir la Chancellerie comme prix de l'entrée des Nationaux-Socialistes au gouvernement.[59] Si la version attribuée à Gereke devait se vérifier, l'histoire de la contribution d'Otto Wolff aux Nationaux-Socialistes deviendrait un autre des nombreux écheveaux de la toile d'intrigues tissée par le personnage le plus mystérieux de la politique de la fin de Weimar, Kurt von Schleicher. Dans ce cas, les contributions de Wolff n'auraient que peu ou pas d'influence sur la réaction des milieux d'affaires face au National-Socialisme.

Bien que IG Farben n'ait pas connu de difficultés commerciales aussi graves que celles de Flick et Wolff, elle a également souffert de l'insécurité politique en 1932. Les problèmes du géant de l'industrie chimique ne sont pas dus aux conséquences d'une surexpansion spéculative, mais plutôt, comme nous l'avons déjà noté, à sa dépendance à l'égard de droits d'importation élevés sur l'essence pour protéger de la concurrence étrangère son projet d'essence synthétique extrêmement coûteux. Les inquiétudes de Farben à cet égard, ainsi que les préoccupations concernant un parti qui avait à plusieurs reprises désigné la firme comme cible d'attaques, rendaient ses représentants vulnérables aux appels de fonds du côté du NSDAP, qui semblait très susceptible d'occuper une place importante au sein du gouvernement dans un avenir proche, à l'approche des élections d'été au Reichstag. Sans l'autorisation, pour autant que l'on sache, des cadres supérieurs de la société, certains cadres subalternes de Farben ont commencé en 1932 à verser de modestes sommes à Walther Funk sur les fonds discrétionnaires dont ils disposaient. Leurs actions reflétaient probablement plus que l'intérêt de l'entreprise, car ils ne pouvaient pas ignorer qu'en cultivant la faveur des figures de proue du mouvement politique le plus dynamique d'Allemagne, ils pouvaient améliorer leurs propres perspectives au sein de l'entreprise.

Max Ilgner était l'un de ces jeunes fonctionnaires de Farben.(60) Descendant d'une famille d'officiers prussiens, Ilgner a rejoint une unité des *Freikorps* après que la révolution ait fait échouer ses propres projets de carrière militaire. Puis, après des études universitaires consacrées à l'administration des affaires et des emplois de courte durée dans plusieurs entreprises, il est allé travailler pour l'une des entreprises chimiques qui allaient bientôt être intégrées à IG Farben lors de sa création en 1925. Au sein de Farben, Ilgner progresse rapidement pour un jeune homme d'une vingtaine d'années, sans doute grâce au rôle de son oncle, Hermann Schmitz, en tant que principal directeur financier de l'entreprise. En 1932, à l'âge de trente-trois ans, Ilgner dirige le bureau de Berlin de Farben. À partir de ce poste, il entreprend de se rendre indispensable, devenant une sorte d'homme du monde de la politique économique dans la capitale. Entre autres activités, il prend part aux délibérations du groupe d'hommes qui, à partir de 1931, se forme autour du professeur Ernst Wagemann, chef de l'Office statistique du Reich et également de l'Institut für Konjunkturforschung, un organisme de recherche économique financé par des intérêts commerciaux, dont Farben. Wagemann et son entourage élaborent des plans de politiques monétaires contracycliques destinées à stimuler la reprise économique.(61) Un autre homme de Farben, l'influent ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'Économie du Reich, Wirchard von Moellendorf, qui avait travaillé étroitement pendant la guerre avec le Ministre des affaires étrangères assassiné [le juif] Walther Rathenau et qui entretenait des relations cordiales avec les principaux sociaux-démocrates, était également actif dans le cercle de Wagemann. Le cercle élargi englobait un certain nombre d'autres personnalités berlinoises du monde des affaires, dont certains membres juifs, notamment le conseiller juridique de Farben, Julius Flechtheim.

Il n'est pas surprenant que le cercle Wagemann se soit de plus en plus inquiété de la position du NSDAP en ce qui concernait les mesures contre la dépression, à mesure que ce parti gagnait en puissance lors des élections successives. Mais la cacophonie déconcertante des déclarations contradictoires émanant de personnes prétendant parler au nom du National-Socialisme laissait les membres du cercle tout aussi perplexes que tant d'autres observateurs. Afin de clarifier la position de ce parti, et plus particulièrement sa réponse aux projets du cercle, les autres membres demandèrent à Ilgner et Moellendorff, le premier témoignant après la guerre, de rencontrer Walther Funk. Par l'intermédiaire de Wagemann, deux rencontres de ce type ont lieu au cours du premier semestre 1932, rappelle Ilgner à Nuremberg, dont au moins une dans le restaurant du siège berlinois de Farben sur Unter den Linden, le principal boulevard cérémoniel de la capitale. Selon Ilgner, Funk s'est également arrangé à un moment donné pour que Hermann Schmitz, l'oncle d'Ilgner, rencontre Hitler.(62) Ilgner déclara plus tard en 1946 avoir trouvé en Funk un *« homme libéral, favorablement disposé envers les affaires. »*(63)

Quant aux plans du cercle Wagemann, Funk a exprimé l'opinion qu'ils semblaient raisonnables.(64) Lors de sa deuxième rencontre avec Ilgner et Moellendorff, Funk les informa que Hitler avait personnellement exprimé son approbation des plans du cercle Wagemann.(65) Néanmoins, la deuxième session ne s'est pas déroulée aussi bien que la première, se souvient Ilgner, se terminant sur une note discordante en raison de désaccords entre Funk et Moellendorff. Cela mit fin à ses rencontres avec Funk, témoigna Ilgner après la guerre.(66)

La cessation des contacts personnels d'Ilgner avec Funk n'a cependant pas empêché le jeune fonctionnaire de Farben de subventionner financièrement ce National-Socialiste. Cette subvention résulte de l'appel lancé par Funk à Ilgner, lors de leur première rencontre, pour obtenir de l'argent afin de soutenir le bureau que Funk gérait depuis son domicile dans la banlieue de Berlin, à Schlachtensee. En réponse à cet appel, a déclaré Ilgner à Nuremberg, il a organisé des versements mensuels à Funk à partir des fonds Farben dont il disposait, de l'ordre de 300 à 500 marks.(67) Selon Ilgner, il a découvert plus tard dans l'année que Heinrich Gattineau, le jeune homme des relations publiques qui avait fait appel à Hitler avec Heinrich Bütefisch au sujet du projet d'essence synthétique, effectuait des paiements similaires à Funk.(68) Gattineau n'a fourni aucune information à Nuremberg sur la façon dont il était entré en contact avec Funk, mais il a confirmé qu'il avait effectué de tels paiements, qu'il a décrits comme de *« petites subventions mensuelles ».*(69)

Il est également possible que de l'argent soit allé au NSDAP à partir du fonds politique central d'IG Farben au printemps ou au début de l'été 1932. Gattineau a mentionné à cette époque à Ilgner avoir appris que, pour la première fois, les Nationaux-Socialistes avaient été inclus dans les contributions distribuées aux partis politiques par le cercle Kalle, ou Kränzchen, le comité politique des cadres supérieurs de Farben dirigé par Wilhelm Kalle du conseil d'administration de Farben. Selon les souvenirs d'Ilgner après la guerre, Gattineau lui a dit que le NSDAP avait reçu 10 à 15 % du total de 200 000 à 300 000 marks versés par le Kränzchen.(70) À Nuremberg, Gattineau a répété la même histoire, fixant à 10 % la part allouée aux Nationaux-Socialistes.(71) On peut cependant douter de la fiabilité de sa version. On ne sait pas, en particulier, comment un jeune fonctionnaire chargé des relations publiques a pu avoir accès à de telles informations. Comme l'attestent unanimement les témoignages de nombreux cadres de Farben à Nuremberg, le Kränzchen opérait derrière un lourd voile de secret qui excluait même les cadres supérieurs qui ne faisaient pas partie du cercle de Kalle.(72) Étant donné que Gattineau n'entretenait, pour autant que l'on sache, aucun lien étroit avec les membres les plus anciens de ce cercle, il semblerait extraordinaire qu'il ait eu une connaissance précise des actions les plus sensibles du Kränzchen. La principale figure du cercle, Kalle lui-même, a fait plus tard un témoignage qui jette un doute supplémentaire sur l'histoire de Gattineau, puisque

Kalle a nié toute connaissance de contributions aux Nationaux-Socialistes avant leur prise de pouvoir en 1933.(73) Député DVP de gauche au Reichstag qui luttait au sein de ce parti pour défendre l'héritage libéral de Stresemann, Kalle semblerait être un partisan peu probable de l'aide au NSDAP. Sa correspondance politique de 1932 révèle qu'il était un homme qui se méfiait profondément du National-Socialisme.(74) L'affirmation inébranlable de Kalle à Nuremberg selon laquelle son Kränzchen n'avait pas donné de fonds au NSDAP, appuyée par le témoignage de son secrétaire privé de 1932, pèse donc d'un poids considérable.(75) Un autre membre du Kränzchen, Clemens Lammers, qui a également nié à Nuremberg que des fonds administrés par ce groupe soient allés aux Nationaux-Socialistes, semble également peu susceptible d'avoir accepté une aide à ce parti.(76) En juin 1932, à peu près au moment où, selon l'histoire de Gattineau, le Kränzchen allouait une partie de ses fonds politiques au NSDAP, Lammers prononçait devant le Reichsverband industriel un discours dans lequel il mettait en garde contre le péril représenté par ce parti.(77) Un doute supplémentaire est jeté sur l'histoire de Gattineau par la participation au Kränzchen d'au moins un cadre de Farben d'origine juive, qui aurait vraisemblablement refusé de soutenir un parti aussi violemment antisémite.(78) Pour toutes ces raisons, l'histoire de Gattineau ne peut pas être acceptée telle quelle. Même si l'histoire devait s'avérer fondée, cela ne signifierait pas que Farben cherchait à amener le NSDAP au pouvoir. Au contraire, cela révélerait simplement que la plus grande entreprise allemande, tout comme le jeune Friedrich Flick, souffrait en 1932 d'un degré d'insécurité politique qui a conduit ses cadres responsables des relations avec les partis à élargir la couverture d'assurance politique de Farben en accordant au mouvement politique qui connaissait la croissance la plus rapide du pays une part des primes payées dans le but de protéger leur entreprise contre un futur changement de pouvoir.

Une partie de l'argent de Farben géré par le Kränzchen est apparemment parvenue aux Nationaux-Socialistes en 1932, indirectement et à l'insu des dirigeants du trust chimique. En novembre 1931, le général Schleicher a écrit à Kalle pour lui demander une contribution de 10 000 marks pour le programme de l'armée de formation clandestine quasi-militaire pour les civils, qui fonctionnait sous le nom de Wehrsport.(79) Par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur, l'armée finançait ces entraînements par les *Wehrverbände*, les organisations paramilitaires de droite qui fleurissaient sous la République.(80) Kalle réagit rapidement en acceptant de fournir les 10 000 marks demandés.(81) Comme les papiers de Schleicher, dans lesquels ces lettres ont été trouvées, sont incomplets, il est possible que d'autres contributions aient été faites par Farben. D'autres documents dans ces papiers révèlent que Schleicher a accordé une part de l'argent qu'il a collecté pour Wehrsport au chef de la SA de Berlin, le comte Helldorf.(82) On peut supposer que le général discret n'a pas limité ses

sollicitations pour le Wehrsport à Farben et qu'il n'a pas non plus révélé aux cadres de cette entreprise ou à d'autres contributeurs industriels qu'il transmettait une partie de leur argent aux unités des troupes d'assaut nationales-socialistes. Les fonds des grandes entreprises qui sont parvenus au NSDAP de cette manière doivent donc être considérés comme des contributions involontaires qui ne révèlent rien d'autre que l'empressement de certains dirigeants d'entreprise à cultiver des détenteurs de pouvoir tels que Schleicher, ainsi que la susceptibilité de ces dirigeants aux appels patriotiques.

Des circonstances très différentes ont donné lieu à une autre contribution, plus substantielle, à la cause nationale-socialiste au printemps ou au début de l'été 1932. Le rôle clé dans ce transfert de fonds est joué par Ludwig Grauert, le directeur général de l'association patronale de l'industrie sidérurgique de la Ruhr, Arbeitnordweset. Comme nous l'avons déjà noté, Grauert était devenu en 1931 un sympathisant du National-Socialisme, faisant la connaissance de Nationaux-Socialistes tels que Wilhelm Frick, Hermann Göring, Gregor Straßer et Otto Wagener. Avec l'accord de son supérieur, le président d'Arbeitnordweset, Ernst Poensgen de United Steel, Grauert avait organisé en 1931 un « prêt » via Wagener pour soutenir le lancement d'un nouveau journal national-socialiste à Essen, le *National-Zeitung*.(83) Au début de 1932, la sympathie de Grauert pour le National-Socialisme était largement connue.(84) Ce fait n'a pas échappé à un autre sympathisant national-socialiste dans le camp de l'industrie lourde de la Ruhr, Fritz Thyssen. Lors d'interrogatoires répétés après la guerre, Grauert a raconté une histoire dont Poensgen a corroboré les grandes lignes.(85) Thyssen l'avait invité au Park Hotel de Düsseldorf, raconte Grauert, où il a trouvé Walther Funk avec l'industriel. Funk, qui a révélé à Nuremberg qu'il sollicitait parfois des fonds à la demande de Rudolf Heß, qui gérait les finances de Hitler et de son entourage, a exprimé un besoin d'argent lors de la réunion avec Thyssen et Grauert. Thyssen, soutenant qu'il n'avait pas d'accès immédiat à des fonds de l'ampleur nécessaire, a exhorté Grauert à mettre à disposition 100 000 marks de la trésorerie de l'Arbeitnordweset. Comme son patron, Poensgen, était en voyage, Grauert a obtenu l'approbation d'Ernst Borbet, un autre directeur de United Steel, qui était vice-président de l'Arbeitnordweset. Il a pris les 100 000 marks qu'il a donnés à Funk, a témoigné Grauert à Nuremberg, dans le fonds destiné à soutenir les employeurs dont les usines étaient en grève.

Comme Grauert le découvrit rapidement, il s'était sérieusement trompé sur l'attitude des dirigeants de l'Arbeitnordweset. Lorsque Poensgen revint et apprit que le directeur de l'organisation avait donné de l'argent à un National-Socialiste, il protesta vigoureusement.(86) À peu près au même moment, Poensgen avait réagi avec colère à des rumeurs de presse selon lesquelles certains des industriels membres de l'Arbeitnordweset avaient financé les Nationaux-Socialistes.(87) À son grand dam, il découvrait maintenant que son propre subordonné avait utilisé des

fonds dont il était responsable en tant que président de l'organisation. Lorsque Gustav Krupp von Bohlen entendit ce que Grauert avait fait, il entra dans une telle colère qu'il exigea le licenciement du directeur. Selon Grauert, il apprit à sa grande consternation que l'attitude de ses employeurs envers le National-Socialisme avait changée depuis le « prêt » pour le *National-Zeitung* de l'année précédente. Les dirigeants de la Ruhrlade avaient, à son insu, décidé de ne pas permettre que les fonds de l'organisation sidérurgique aillent au NSDAP et s'étaient vivement opposés à son action, a-t-il rappelé plus tard.(88) Seule l'intervention de Fritz Thyssen avait permis de sauver le poste de Grauert, expliqua ce dernier à Nuremberg. Ayant pris connaissance de la réaction indignée de certains hommes influents dans le domaine de l'acier, tels que Peonsgen et Krupp, Thyssen les informa qu'il avait simplement demandé à Grauert un prêt temporaire pour couvrir une contribution personnelle de sa part. Pour étayer cette affirmation, Thyssen a mis la main à la poche et a remboursé la totalité des 100 000 marks à Arbeitnordweset.(89) Grauert, maintenant conscient de la froideur croissante de ses employeurs à l'égard du National-Socialisme, fut autorisé à conserver son emploi mais se montra beaucoup plus circonspect à l'égard de ses nouveaux amis politiques jusqu'à l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes.

Les coffres des magnats de la Ruhr ne sont peut-être pas restés entièrement fermés au National-Socialisme au printemps 1932. Alors que certains des principaux hommes du secteur du fer et de l'acier avaient, comme Grauert l'a découvert, développé de sérieuses réserves à l'égard du National-Socialisme, les porte-parole politiques des exploitants de charbon semblent n'avoir souffert d'aucune inhibition préalable. En conséquence des dissensions dans la Ruhrlad à cause de la transaction de Gelsenkirchen et d'autres désaccords, les dirigeants du Bergbauverein avaient réussi à affirmer leur contrôle sur les fonds politiques provenant de l'industrie du charbon de la Ruhr.(90) Selon le journaliste itinérant August Heinrichsbauer, qui a effectué diverses tâches pour la direction du Bergbauverein, 100 000 marks de l'argent de l'industrie houillère sont allés aux Nationaux-Socialistes au printemps 1932.(91) Cela semble compatible avec ce que l'on sait des attitudes politiques du président du Bergbauverein, Ernst Brandi. À son retour d'une visite aux États-Unis au début de 1932, Brandi informa le conseil d'administration de l'organisation qu'il avait dit à des Américains curieux que le National-Socialisme représentait un mouvement de mécontents mais qu'il considérait Hitler comme *« un homme de grande stature. »*(92) Un rédacteur du *Münchner Neusten Nachrichten*, dont Brandi faisait partie du conseil consultatif, s'est souvenu plus tard que l'industriel s'était identifié au « Front de Harzburg » après avoir assisté à la réunion de Bad Harzburg et qu'il avait montré une *« légère inclination pour Hitler. »*(93) Après avoir assisté au discours de Hitler au Club de l'industrie en janvier 1932, Brandi avait, selon le rédacteur en chef, prophétisé que

Hitler était celui qui allait émerger.(94) En février 1933, après la nomination de Hitler au poste de Chancelier, Brandi s'est vanté auprès du rédacteur en chef Fritz Klein de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* d'avoir, l'été précédent, fait valoir au sein de l'organe consultatif de ce journal contrôlé par les milieux d'affaires que le NSDAP devait être perçu de manière positive et que la seule façon de s'en sortir était de confier la Chancellerie à Hitler.(95)

Malgré toutes ces preuves, il est permis de douter que les porte-parole politiques des exploitants de charbon de la Ruhr aient cherché, au printemps 1932, à porter les Nationaux-Socialistes au pouvoir. Heinrichsbauer, la seule source de l'histoire de la contribution de 100 000 marks au NSDAP, a précisé qu'elle ne représentait qu'une fraction de leurs dépenses politiques totales à cette époque. Il a rappelé que deux à trois fois ce montant étaient allés à chacun des *« trois grands partis bourgeois. »*(96) Ici, la mémoire de Heinrichsbauer ne concorde pas entièrement avec le dossier, car une foule d'autres preuves révèlent qu'au moment de la campagne pour l'élection du Reichstag de juillet, Brandi avait décidé de ne pas soutenir le DVP dans le but de consolider la droite bourgeoise.(97) Ces mêmes preuves confirment, d'autre part, la substance de l'affirmation de Heinrichsbauer puisque le véhicule de cette consolidation était, dans le plan de Brandi, le DNVP. Dans la mesure où il existe des preuves du désir de Brandi d'intervenir pour influencer le cours de la politique, le bénéficiaire devait être Hugenberg, et non Hitler. Même en février 1933, Brandi ne soutenait pas les Nationaux-Socialistes mais *« la composante non-nationale-socialiste »* de ce qu'il percevait comme « l'unification nationale » réalisée sous la chancellerie de Hitler.(98) Au cours du printemps et de l'été précédents, tout indiquait que le DNVP était le bénéficiaire de la part du lion de l'argent politique du charbon de la Ruhr. Quant au motif de la contribution de 100 000 marks au NSDAP dont se souvient Heinrischbauer, seule la spéculation reste possible en l'absence de documentation concluante. Une possibilité est que Brandi et ses associés aient pu vouloir promouvoir les Nationaux-Socialistes afin de préparer la voie à une alliance entre Hugenberg et Hitler sur la base d'une « Harzburg Front » renouvelée. Mais étant donné le dynamisme et la prospérité du NSDAP, comparés à la force déclinante et aux circonstances difficiles du DNVP – le parti auquel ils prêtaient principalement allégeance – Brandi et ses associés auraient sûrement concentré leurs ressources sur Hugenberg si seulement une telle considération avait joué un rôle. Le fait qu'ils aient choisi, si la mémoire de Heinrischbauer est bonne, d'inclure le NSDAP suggère un autre raisonnement de leur part, à savoir qu'ils ont peut-être compté parmi les hommes d'affaires qui ont réagi à la vague croissante du National-Socialisme en élargissant leur assurance politique par le détournement vers ce parti d'une partie des « primes » qu'ils avaient pris l'habitude de payer pour être couverts en cas de changement de régime. Un autre souvenir de Heinrischbauer soulève encore une autre

possibilité. D'après ses souvenirs, les exploitants de charbon ont versé leur contribution de 100 000 marks principalement pour renforcer la position de Walther Funk au sein du NSDAP.[99] Si tel est le cas, ils ont été victimes, comme tant d'autres, de l'idée fallacieuse selon laquelle on pouvait modifier le National-Socialisme en subventionnant certains Nationaux-Socialistes qui semblaient « raisonnables » ou « modérés ».

Des motifs très différents ont joué un rôle dans le flux de certains autres fonds du monde des affaires vers le National-Socialisme. Les preuves de ces paiements ne pouvaient pas être gardées secrètes ; elles apparaissaient quotidiennement, noir sur blanc, sous la forme de grandes publicités de grandes entreprises dans la presse nationale-socialiste. Dans les années précédentes, les journaux du parti avaient causé de grandes difficultés financières aux Nationaux-Socialistes qui les publiaient. À l'exception peut-être du *Völkischer Beaobachter*, ils ne recevaient que rarement, voire jamais, d'aide matérielle du parti lui-même. Les responsables du parti utilisaient les revenus abondants provenant des cotisations, des rassemblements et d'autres sources populaires à des fins plus directement politiques. Privés de l'accès à la majorité des fonds du parti, les journaux et magazines nationaux-socialistes devaient compter financièrement sur l'ingéniosité de leurs promoteurs et sur les revenus que ces publications généraient par les ventes et la publicité.[100] Dans les années 1920, la publicité, même dans l'organe national, le *Völkischer Beobachter*, provenait principalement de détaillants, y compris de grands magasins – non juifs – avec l'ajout occasionnel d'annonces de producteurs de produits ménagers de grande consommation comme les poudres de savon et les cafés. En 1932, cependant, les choses ont changé. Les lecteurs du *Völkischer Beobachter* trouvaient maintenant ses pages ornées de grandes publicités tape-à-l'œil payées par des entreprises telles que Daimler-Benz (pour ses voitures Mercedes-Benz), la Ford Motor Company, la société Auto-Union et les filiales allemandes des compagnies de pneus Continental et Dunlop.[101] Sans aucun doute, les revenus de ces publicités ont aidé la presse nationale-socialiste et donc la cause du parti. Mais ce revenu peut-il être considéré comme une subvention découlant de motifs politiques ? Les documents qui permettraient de répondre de manière concluante à cette question restent à trouver. Les preuves indirectes suggèrent fortement, cependant, que le placement de grandes annonces, vraisemblablement coûteuses, dans les publications nationales-socialistes en 1932 ne peut être considéré comme la preuve d'un désir d'aider le NSDAP dans sa quête du pouvoir. Cette preuve circonstancielle peut être trouvée dans les pages de l'organe quotidien officiel du parti social-démocrate, le *Vorwärts*. Là aussi, on trouve de grandes annonces, vraisemblablement coûteuses, payées par des sociétés capitalistes, proposant des automobiles (dont Mercedes-Benz), des pneus et des radios (à l'époque encore un article de luxe).[102] Il est concevable que les dirigeants de ces sociétés aient pu s'engager à payer des publicités dans l'organe

d'un parti officiellement engagé dans la socialisation de l'industrie afin de s'attirer les faveurs des dirigeants de ce parti. Mais bien qu'au moins quelques capitalistes allemands aient apparemment versé des fonds occasionnels au SPD, cette hypothèse semble très peu plausible au vu de l'hostilité qui prévalait envers ce parti dans les milieux d'affaires. Il est beaucoup plus probable que les entreprises ont payé pour des annonces dans le *Vorwärts* parce que leurs services de publicité les ont informées que le journal social-démocrate avait un large lectorat qui comprenait de nombreux acheteurs potentiels de leurs produits. Au printemps 1932, alors que près de treize millions et demi d'électeurs ont voté pour Adolf Hitler au second tour de l'élection présidentielle, le même raisonnement s'applique probablement aux publicités du *Völkischer Beobachter*.

Dans un cas au moins, la décision de payer de grandes annonces dans le *Völkischer Beobachter* n'a pas été prise sur la base de simples calculs commerciaux. Dans ce cas, la décision revenait à Philipp Reemtsma, le plus grand producteur de cigarettes d'Allemagne. L'entreprise hambourgeoise de Reemtsma n'est pas considérée comme une grande entreprise, car la production de cigarettes n'implique pas d'énormes investissements en capital. Mais en 1932, l'entreprise Reemtsma avait, par une succession de fusions, fini par dominer un marché de consommation lucratif. En ayant absorbé la plupart de ses principaux concurrents, elle vendait au moins deux tiers des quelque quarante millions de cigarettes achetées par les fumeurs du pays.(103) Comme les cigarettes étaient soumises à des droits d'accise représentant environ un tiers de leur prix de vente, Reemtsma a accordé une attention considérable aux politiciens qui pouvaient façonner la législation fiscale en sa faveur ou en sa défaveur. Ses activités politiques semblent s'être concentrées principalement sur le milieu du spectre du parti de Weimar. Depuis les années 1920, il s'était aligné sur le parti démocrate et le soutenait financièrement.(104) Après la Seconde Guerre mondiale, il prétendit également avoir aidé le Parti populaire conservateur mal dégrossi lorsque ses dirigeants rompirent avec le DNVP de Hubenberg et tentèrent sans succès de s'imposer comme une force au Reichstag lors des élections de 1930.(105) Pour l'élection présidentielle de 1932, Reemtsma a contribué à hauteur de 25 000 marks à la campagne de Hindenburg avant chacun des tours de scrutin.(106) À cette époque, Reemtsma et sa société étaient devenus depuis longtemps une cible privilégiée des invectives des Nationaux-Socialistes.(107) Cette hostilité de la part du NSDAP résultait moins de la politique modérée de Reemtsma que du succès de son entreprise à avaler des concurrents et à s'accaparer une grande partie d'une industrie d'articles de consommation courante, un succès qui en faisait le genre de *Konzern* que de nombreux porte-parole nationaux-socialistes aimaient rendre responsable de la situation économique déprimée de nombreux petits fabricants.(108) Les produits de Reemtsma suscitaient une hostilité particulièrement forte au sein de la SA, car les marques de cigarettes soutenues

par l'organisation des Stormtrooper, pour une part des bénéfices, trouvaient en Reemtsma exactement le genre de concurrent redoutable contre lequel les paquets de leurs propres marques mettaient en garde avec le slogan *« Gegen Trust und Konzern ! »*[22]. En 1932, l'usine de cigarettes de la SA a fait circuler un tract vitupérant dirigé contre Reemtsma.(109)

En 1932 également, alors que les Nationaux-Socialistes remportent les élections les unes après les autres, Reemtsma commence, comme Friedrich Flick et peut-être Otto Wolff, à les considérer avec une grande inquiétude comme de possibles futurs dirigeants. Dans le but de contrer l'hostilité à son égard et à l'égard de son cabinet au sein du NSDAP, Reemtsma adopte une approche directe, invitant à dîner trois dirigeants nationaux-socialistes locaux de Hambourg au printemps 1932. Il ne réussit pas, comme l'a rapporté plus tard l'un des trois, à les convaincre de la bienveillance de son entreprise. Il a cependant clairement fait part à ses invités de ses doutes quant aux buts et objectifs du National-Socialisme et de Hitler.(110) Néanmoins, Reemtsma a pris des dispositions pour rencontrer Hitler peu de temps après, apparemment en juillet 1932.(111) Le cours exact de leur conversation reste non documenté. Plus tard, Hitler se souviendra avec mépris de Reemtsma comme d'un homme d'affaires rustre : *« Si j'accepte d'être photographié avec un cigare entre les dents, je crois que Reemtsma m'offrira immédiatement un demi-million de marks ! »*.(112) Indépendamment des opinions que les deux hommes se faisaient l'un de l'autre, le résultat de leur rencontre devient évident pour quiconque inspecte les pages du *Völkischer Beobachter*. Là, à partir du 20 juillet, onze jours avant l'élection du Reichstag qui allait donner au NSDAP son plus grand triomphe électoral, des publicités élaborées d'une demi-page pour les cigarettes Reemtsma commencèrent soudainement à apparaître presque chaque jour jusqu'à l'élection, et ensuite à des intervalles de deux ou trois semaines.(113) Plus tard dans l'année, le propriétaire national-socialiste irrité d'une petite usine dans la ville bavaroise de Landshut, qui vendait également des cigarettes, se plaignit au siège national du parti de l'acceptation par le *Völkischer Beobachter* des annonces d'un trust rapace du type même que le National-Socialisme avait promis de briser.(114) Comme les autres Nationaux-Socialistes qui se sont plaints, il a reçu en guise d'explication une brève notification selon laquelle *« l'acceptation de la publicité de Reemtsma dans le Völkischer Beobachter a été faite sur l'ordre du Führer après consultation personnelle de Herr Reemtsma, suite à un examen approfondi par le bureau central de publicité du National-Socialisme »*.(115) Ni ces lettres ni l'apparition continue des publicités de Reemtsma n'ont suffi à surmonter l'hostilité envers cette entreprise dans les rangs du NSDAP, et après l'accession au pouvoir de Hitler, Reemtsma aurait survécu à un assaut national-socialiste, visant à l'envoyer en prison,

[22] [NdT : « Contre le trust et les multinationales ! »]

seulement en cultivant la faveur de Hermann Göring par de généreuses allocations de fonds sous la table pour les besoins matériels coûteux de ce chef de parti expansif.(116) Ses paiements pour des publicités en 1932 ont certainement aidé le NSDAP – ou du moins le *Völkischer Beobachter* – financièrement, mais cela ne semble pas avoir été son intention. Si son entretien avec Hitler l'avait converti au camp national-socialiste, il aurait sans doute simplement donné de l'argent directement au chef du parti ou à l'un de ses assistants, car cela aurait entraîné moins de difficultés au sein du NSDAP de la part de Nationaux-Socialistes tel que le fabricant de tabac à priser de Landshut. Pourtant, rien n'indique que Reemtsma ait fait de telles contributions ou qu'il ait abandonné sa réserve à l'égard du National-Socialisme. Au lieu de cela, il a apparemment conclu un marché avec Hitler dans le but d'obtenir des avantages commerciaux immédiats et, espérait-il, une diminution de l'hostilité de la part d'un détenteur potentiel du pouvoir politique. Comme tant d'autres, il cherchait une assurance politique pour les éventualités futures, et non un triomphe national-socialiste.

Les publicités d'une grande entreprise internationale parues dans le *Völksicher Beobachter* ont probablement contribué au développement précoce de l'un des mythes les plus persistants sur les relations entre le National-Socialisme et les grandes entreprises. Ce mythe trouve son origine dans des rumeurs qui circulaient à Berlin au printemps 1932 et qui associaient aux Nationaux-Socialistes sir Henri Deterding, le directeur de la Royal Dutch Shell Oil Company, qui, selon certaines versions, fournissait de grosses sommes d'argent au parti de Hitler.(117) Ces rumeurs peuvent avoir été déclenchées par le traitement amical accordé aux opinions de Deterding dans la presse nationale-socialiste, où son anti-bolchevisme ardent et ses propositions peu orthodoxes pour combattre la dépression étaient rapportés avec sympathie.(118) Mais il semble plus probable que la publication par son cabinet de grandes annonces bien visibles dans le *Völkischer Beobachter* ait déclenché les rumeurs de la capitale. Lorsqu'il a été informé de ces rumeurs à l'époque, Deterding les a catégoriquement démenties.(119) Elles se sont néanmoins avérées irrépressibles, se répandant dans la littérature sur l'ascension de Hitler et devenant de plus en plus élaborées sans le soutien d'aucune preuve.(120) Un historien est-allemand a évalué à un million de marks la somme d'argent que Deterding aurait donnée au NSDAP avant la nomination de Hitler au poste de Chancelier.(121)

La légende de l'aide apportée par Deterding au NSDAP avant 1933 a été renforcée dans certaines versions en confondant ses attitudes et ses actions de l'époque avec celles d'une période bien postérieure à la prise de pouvoir par les Nationaux-Socialistes. Deterding a effectivement manifesté un vif intérêt pour les affaires intérieures de l'Allemagne, mais seulement plusieurs années après que Hitler soit devenu dictateur. Après avoir pris sa retraite de Shell en 1936, il s'est installé en Allemagne, avec sa troisième épouse, une jeune Allemande, dans une

propriété du Mecklembourg, une province où il avait des ancêtres du côté de son père.[122] Là, Deterding développa des relations cordiales avec les dirigeants nationaux-socialistes locaux, contribuant généreusement aux œuvres de charité parrainées par les Nationaux-Socialistes et élaborant un plan pour faire don d'une partie de son domaine afin de fournir des fermes modèles aux colons.[123] Lorsque Deterding meurt en 1939, un responsable de l'organisation caritative gérée par le parti, Winterhilfswerk, est l'un des porteurs du cercueil, ayant été officiellement désigné comme représentant du Führer.[124] Hitler lui-même, il est vrai, fit plus tard des allusions désobligeantes à Deterding, l'associant à l'ancien Ministre de l'économie Hjalmar Schacht et lui imputant des pots-de-vin.[125] Pourtant, si Deterding avait, en fait, financé Hitler ou le parti avant 1933, cette information n'aurait sûrement pas été passée sous silence dans les nécrologies élogieuses parues dans la presse du Troisième Reich. Pourtant, aucune de ces nécrologies ne fait mention d'une aide quelconque du dirigeant pétrolier avant sa retraite dans le Mecklembourg,[126] et on ne trouve aucune mention de ce genre dans la protestation du gauleiter du Mecklembourg contre la dénonciation de Deterding par un magazine national-socialiste en 1941 comme étant un ploutocrate anglais avide.[127]

Quant aux publicités Shell de 1932 dans le *Völkischer Beobachter*, il n'y a pas plus de raisons de leur attribuer des motifs politiques qu'à celles des autres grandes entreprises qui y ont fait de la publicité. L'huile de moteur et l'essence Shell étaient des produits de consommation dont on pouvait s'attendre à ce que les ventes augmentent si des publicités attrayantes atteignaient le vaste lectorat d'un journal adressé aux partisans d'un parti qui pouvait mobiliser des millions d'électeurs et des centaines de milliers de membres. Comme dans le cas de Reemtsma, sir Henri Deterding aurait pu épargner aux dirigeants du NSDAP une désaffection considérable de leurs fidèles en donnant simplement de l'argent s'il avait eu l'intention d'aider la cause nationale-socialiste. En fait, la parution des annonces de Shell dans l'organe du parti a suscité le même genre de protestations indignées que les annonces de Reemtsma. L'une de ces protestations, émanant d'une organisation de district national-socialiste, fait perdre son sang-froid au directeur de la maison d'édition du parti, Max Amann. *« Nous acceptons les publicités de Shell »*, écrit Amann dans sa réponse, *« car même nous, les nationaux-socialistes, ne pouvons pas conduire avec de l'eau. »*[128] Vraisemblablement, la division de la publicité de la branche allemande de Shell croyait que leur entreprise ne pouvait pas vendre ses produits sans convaincre les consommateurs – indépendamment de leurs inclinations politiques – des mérites de ces produits. Même au milieu de la catastrophique « année des élections » en Allemagne, la politique n'a pas totalement supplanté les considérations commerciales.

VI

Les grandes entreprises et le triomphe du National-Socialisme

1. Les Nationaux-Socialistes, champions du Parlement et des ouvriers – Les capitalistes trouvent leur Chancelier

À la fin de l'été et à l'automne 1932, le NSDAP emprunte une voie qui lui aliène pratiquement toutes les grandes entreprises. Même certains des dirigeants d'entreprise qui s'étaient montrés favorables aux Nationaux-Socialistes ont reculé lorsqu'ils se sont soudainement transformés en défenseurs de la démocratie parlementaire et en champions des masses ouvrières. Ceux qui avaient espéré un gouvernement d'« opposition nationale » qui unirait les Nationaux-Socialistes aux politiciens de la droite traditionnelle virent avec consternation le NSDAP se retourner férocement contre ces mêmes politiciens, y compris un Chancelier qui bénéficiait d'un soutien enthousiaste dans le monde des affaires. Alors que l'Allemagne approche de sa cinquième élection nationale de 1932, la réputation du NSDAP dans les milieux d'affaires s'effondre brusquement.

Les élections au Reichstag du 31 juillet 1932 érodent davantage la position parlementaire déjà précaire du cabinet Papen en anéantissant pratiquement les partis non catholiques du centre. Seul le DNVP, qui se maintient en conservant 40 sièges, offre la perspective d'un soutien fiable à la chambre. Le lendemain de l'élection, Papen réaffirme sa volonté de maintenir son gouvernement libre de tout lien formel avec le Parlement. Il exprime cependant l'espoir qu'une collision avec le Reichstag puisse être évitée grâce à un accord de travail entre son cabinet et les deux partis qui contrôlent ensemble une majorité dans la nouvelle chambre, le Centre avec ses 75 sièges et le NSDAP avec ses 230.(1) Les dirigeants du Centre dissipent rapidement les illusions du Chancelier quant à leur volonté de coopérer avec un renégat issu de leurs rangs, qui semble vouloir instaurer un régime dictatorial, comme le prouve la destitution du gouvernement prussien, dans lequel le Centre était représenté. Les dirigeants catholiques préféraient un retour au gouvernement parlementaire, incluant le NSDAP si nécessaire, plutôt que la poursuite du règne de Papen par décret présidentiel au mépris du Reichstag.(2) À la mi-août, Papen se tourne vers les Nationaux-Socialistes et offre à Hitler le poste nominal de vice-Chancelier dans son cabinet, soit le maximum que le Président Hindenburg soit disposé à accorder au chef national-socialiste. Mais

lors de réunions avec Papen et Hindenburg au cours de la deuxième semaine d'août, Hitler rejette un tel arrangement. En tant que chef du plus grand parti du nouveau Reichstag, il insiste obstinément pour obtenir la Chancellerie. Comme Hindenburg ne cède pas, les négociations échouent. À la mi-août, Hitler déclare l'opposition du NSDAP au cabinet Papen.(3)

Selon toute vraisemblance, les grandes entreprises ont exercé peu ou pas d'influence sur ces négociations avortées avec Hitler. Un mois plus tard, August Heinrichsbauer, journaliste sympathisant ayant des liens avec les industriels de la Ruhr, écrit à Gregor Straßer que certains cadres non spécifiés du *Revier* ont communiqué en août à des personnes clés à Berlin leur soutien à la nomination de Hitler en tant que Chancelier.(4) Mais même si cela était vrai, les conseils des milieux industriels n'avaient clairement pas assez de poids pour surmonter les objections de Hindenburg. Le Président s'opposait encore si fortement à Hitler qu'il rejeta d'emblée même les recommandations de l'un de ses plus proches conseillers, le général von Schleicher, de nommer Hitler Chancelier et de l'entourer de ministres conservateurs.(5) De plus, même si un homme tel que Fritz Thyssen avait fait connaître à Berlin son soutien aux visées de Hitler sur la Chancellerie, il ne pouvait prétendre parler au nom de toute l'industrie de la Ruhr. Les opinions dans ces cercles variaient considérablement quant à la résolution la plus souhaitable de la situation politique. Thyssen, Ernst Brandi du Bergbauverein et Ludwig Grauert de Arbeitnordwest soutiennent que les Nationaux-Socialistes, en tant que parti le plus important, méritent de former un cabinet avec Hitler pour Chancelier.(6) Le *Deutsche Führerbriefe*, une publication destinée aux chefs d'entreprise, recommande l'octroi des pouvoirs présidentiels d'urgence à un cabinet dirigé par Hitler.(7) D'autres voix du monde des affaires adoptent une approche plus prudente. Le baron Tilo von Wilmowsky, beau-frère et proche conseiller de Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, était prêt à voir les Nationaux-Socialistes entrer au gouvernement uniquement dans le cadre d'une coalition parlementaire dans laquelle le NSDAP, même avec Hitler comme Chancelier, serait contrôlé par le Centre et le DNVP.(8) Un observateur bien informé à Berlin a rapporté au début du mois d'août que les milieux d'affaires de la capitale ne souhaitaient aucun changement dans le cabinet.(9) Le plus actif politiquement et le plus influent des industriels de la Ruhr, Paul Reusch, n'en voulait pas non plus. Tout au long du printemps, Reusch s'était efforcé de minimiser les frictions entre les Nationaux-Socialistes et les autres composantes de l'« opposition nationale » afin de faciliter l'inclusion du NSDAP dans un gouvernement de cette nature au niveau de l'État. Il est néanmoins favorable à leur entrée dans les gouvernements des petits États – mais plus dans celui de la Prusse – en coalition avec les partis catholique et bourgeois.(10) Mais admettre les Nationaux-Socialistes au gouvernement national est une toute autre affaire pour Reusch. En août, il demande aux journaux qu'il contrôle de ne pas préconiser la

nomination de Hitler ou de tout autre National-Socialiste au cabinet du Reich. Il s'était en effet offusqué du comportement de ces derniers lors des négociations avec Papen et Hindenburg, et avait ordonné à sa presse de les critiquer.(11) Mais la principale considération de Reusch pour souhaiter leur exclusion du gouvernement national provenait de son désir de voir le cabinet Papen poursuivre les « réformes » constitutionnelles et économiques qu'il avait promises. Il estimait que cela pourrait être mieux accompli si le gouvernement restait libre de tout lien avec un parti, y compris le NSDAP.(12)

Dans ses calculs, Reusch n'a pas tenu compte de l'implacable soif de pouvoir de Hitler et de sa volonté de recourir à tous les moyens pour détruire un obstacle, tel que le cabinet Papen, qui lui barrait la route. Reusch n'est donc pas préparé au changement soudain de la stratégie du chef national-socialiste qui conduit le NSDAP dans des postures qu'il juge, comme la plupart des grands hommes d'affaires, extrêmement alarmantes. Hitler, qui n'avait pas réussi à obtenir la Chancellerie de Hindenburg à la suite de sa victoire électorale éclatante de juillet, s'engageait maintenant dans une course à l'opposition totale, calculée de manière à pallier l'opposition du Président à la direction national-socialiste du gouvernement national en démontrant la vulnérabilité du cabinet Papen en raison de son manque de soutien populaire. À défaut, Hitler avait l'intention d'isoler et d'humilier Papen au Reichstag et d'exposer son impopularité lors d'une autre épreuve de force dans les urnes.

Dans la poursuite de ces objectifs stratégiques, Hitler adopta des tactiques impliquant des renversements audacieux et totalement cyniques de positions nationales-socialistes établies de longue date. Le plus frappant est qu'il commence à utiliser la promesse de Papen de gouverner sans tenir compte du Reichstag comme une arme contre le cabinet. Du jour au lendemain, le NSDAP est devenu un défenseur zélé de la démocratie parlementaire que Hitler avait jusqu'alors excoriée. Fin août, au Landtag de Prusse, les députés nationaux-socialistes se joignirent aux sociaux-démocrates et aux communistes pour faire passer des projets de loi visant à restaurer l'autorité du parlement de l'État et à mettre fin au régime d'exception de Papen dans cet État.(13) Les députés nationaux-socialistes du Landtag ont ensuite présenté une série de projets de loi qui allaient directement à l'encontre des politiques du cabinet Papen en demandant une aide gouvernementale à diverses catégories de personnes victimes de la dépression.(14) Lorsque le Reichstag se réunit au début du mois de septembre, les Nationaux-Socialistes collaborent avec le Parti du Centre pour élire le bureau de la chambre. Hermann Göring devient ainsi président de l'organe qu'il avait si longtemps raillé. Dès son entrée en fonction, Göring met en garde le cabinet Papen contre la dissolution du parlement nouvellement élu. Selon lui, il existait une majorité fonctionnelle, comme l'avait démontré le vote qui lui avait conféré sa nouvelle dignité. Renvoyer les députés chez eux dans de telles circonstances équivaudrait,

selon l'avertissement moralisateur de Göring, à une violation de la constitution.(15) Pour ces grands hommes d'affaires qui, comme Reusch, avaient supposé avec soulagement que le cabinet Papen avait mis fin, une fois pour toutes, à la démocratie parlementaire telle qu'elle était pratiquée sous la République, l'enthousiasme soudain de Göring et d'autres dirigeants nationaux-socialistes pour le gouvernement représentatif ne pouvait qu'apparaître comme un développement de mauvais augure.

Les grandes entreprises trouvent également très inquiétante la composition de la majorité potentielle du Reichstag à laquelle Göring fait allusion. Au moment où Göring prend la parole, tous ceux qui lisent un journal savent que des négociations très médiatisées sont en cours entre les Nationaux-Socialistes et le Centre. Rétrospectivement, il apparaît clairement que Hitler n'a jamais sérieusement envisagé de former un cabinet de coalition sur une base parlementaire avec le Parti catholique. Il semble simplement avoir encouragé les négociations afin d'utiliser au maximum la position puissante de son parti dans le nouveau Reichstag, de manière à rendre intenable la revendication d'autorité de Papen.(16) Mais comme les milieux d'affaires ne pouvaient pas savoir cela, ils considéraient la perspective apparemment réelle d'un gouvernement « noir-brun » avec une grande appréhension. Les milieux d'affaires craignaient depuis longtemps que, compte tenu de la force des syndicats chrétiens au sein du Parti du Centre, ceux-ci ne s'allient aux éléments de gauche du NSDAP si ce parti entrait dans une coalition avec le Centre, produisant ainsi un gouvernement pro-travail et anti-affaires. Lorsque d'éminents dirigeants syndicaux catholiques accueillent chaleureusement la perspective d'une coalition avec les Nationaux-Socialistes au début du mois de septembre, déclenchant des rumeurs sur les plans nationaux-socialistes-centristes de socialisation des industries de base, ces craintes semblent confirmées.(17) Les informations sur ces négociations parvenant à Reusch le confortent dans l'idée que les éléments socialistes du NSDAP ne cessent de se renforcer.(18) Entre-temps, les frictions croissantes entre le NSDAP et le DNVP, qui s'était rallié à la défense de Papen, rendent fantaisiste toute notion d'une « opposition nationale » unie.(19)

Au milieu de cet assaut national-socialiste croissant contre le cabinet Papen, le Chancelier et ses associés dévoilent des plans constitutionnels et économiques qui lèvent les réserves persistantes de la plupart des grands hommes d'affaires à l'égard de ce gouvernement. À la mi-août, le Ministre de l'intérieur de Papen, le baron Wilhelm von Gayl, profite de la commémoration du treizième anniversaire de la ratification de la constitution de Weimar pour annoncer l'intention du cabinet de chercher à modifier ce document. Il propose de restreindre le droit de vote, que la constitution accorde à tous les hommes et femmes de vingt ans, d'abolir la représentation proportionnelle afin de diminuer le rôle des partis politiques, et d'établir une chambre haute nommée ou indirectement élue comme

contrepoids au Reichstag.[20] Ces plans renforcent considérablement le prestige du cabinet dans les cercles des grandes entreprises qui avaient depuis longtemps envisagé des projets similaires pour réduire le pouvoir du parlement national populairement élu. C'était le cas de Reusch, qui était favorable au remplacement du Reichsrat républicain, dans lequel siégeaient des représentants du gouvernement de l'État, par une chambre haute nommée.[21]

L'annonce tant attendue du programme économique du cabinet était d'un intérêt encore plus immédiat pour les grandes entreprises. Cette annonce a été faite dans un discours que Papen a prononcé à Münster le 28 août, et une semaine plus tard, le Chancelier a mis en œuvre ce que l'on a appelé le programme de Münster au moyen de décrets d'urgence. En élaborant ses plans, le cabinet avait préservé un strict secret, de sorte que la spéculation sur les mesures à venir allait bon train. Deux jours seulement avant le discours de Papen à Münster, la presse avait publié des rumeurs selon lesquelles le gouvernement allait lancer un programme de création d'emplois à grande échelle, administré par l'État, pour l'armée de chômeurs allemands, financé par un impôt spécial sur la propriété privée ou par des prêts obligatoires à l'État par les propriétaires de capitaux.[22] Un grand soulagement s'est donc répandu dans les milieux d'affaires lorsque Papen a annoncé son véritable programme, qui visait à créer du travail pour les chômeurs en stimulant l'activité économique dans le secteur privé. Afin d'encourager l'expansion de la production et l'emploi d'un plus grand nombre de travailleurs, le programme de Münster offrait aux entreprises une forme d'allégement fiscal qui injecterait également de nouveaux crédits dans l'économie. Des allégements fiscaux supplémentaires sont accordés aux entreprises qui embauchent des travailleurs directement issus des rangs des chômeurs. En outre, le programme de Münster permet aux employeurs qui embauchent de nouveaux ouvriers de réduire une partie substantielle des salaires contractuels hebdomadaires de tous leurs employés. Seule une petite partie des efforts du gouvernement devait prendre la forme d'une création directe d'emplois par le biais de travaux publics financés par le gouvernement.[23]

Le programme de Münster de Papen a répondu aux espoirs les plus optimistes des grandes entreprises, qui l'ont approuvé avec enthousiasme.[24] En accordant la primauté au secteur privé dans son programme de relance, il semblait marquer une rupture nette avec le « collectivisme » que la plupart des milieux d'affaires avaient espéré en vain de Brüning. L'accent mis sur l'allègement fiscal semblait être une justification de l'affirmation selon laquelle la taxation excessive avait paralysé l'économie en premier lieu et qu'il fallait y mettre fin avant que la reprise puisse avoir lieu. La disposition autorisant la réduction des salaires contractuels était particulièrement bienvenue, car elle représentait la première brèche importante dans l'ensemble des lois et pratiques post-révolutionnaires qui avaient rendu les contrats de travail pratiquement inviolables.

Elle ouvrait la perspective d'une réduction générale des salaires que la quasi-totalité des grandes entreprises jugeait nécessaire pour faire baisser suffisamment les prix afin de relancer les investissements nécessaires à la reprise. En outre, associée à l'immobilisation du système d'arbitrage de l'État par le cabinet Papen et à la réduction des prestations de chômage et d'assurance sociale, la disposition relative à la réduction des salaires contractuels semblait annoncer l'intention de démanteler les mesures adoptées sous la République pour protéger les droits et le bien-être des ouvriers allemands. C'était une perspective bienvenue pour la plupart des grands hommes d'affaires, qui restaient convaincus que la *Sozialpolitik* excessive avait paralysé l'économie et causé la gravité particulière de la dépression dans leur pays. Aujourd'hui, enfin, un gouvernement faisait preuve de sagesse et de courage afin de démanteler à la fois ces mesures malencontreuses et l'ordre politique qui les avait engendrées. Les milieux d'affaires ont réalisé tardivement qu'ils avaient trouvé en Franz von Papen un Chancelier auquel ils pouvaient accorder leur entière et enthousiaste allégeance.

Les attaques des Nationaux-Socialistes contre ce même Chancelier font rapidement apparaître le NSDAP sous un jour de plus en plus défavorable aux yeux des milieux d'affaires. Au début du mois de septembre, les députés du parti au Reichstag, qui s'entretenaient avec des députés centristes au sujet d'une éventuelle coalition, se joignirent à leurs partenaires de négociation catholiques pour condamner les nouvelles mesures du cabinet comme étant injustes pour les ouvriers allemands.(25) Peu après, trois chefs de gouvernement nationaux-socialistes ont publié une déclaration publique dénonçant le cabinet pour avoir réduit les allocations de chômage et les pensions d'État.(26) Ces positions et d'autres similaires de la part des Nationaux-Socialistes ont rendu difficile la position des observateurs politiques qui soutenaient que la meilleure façon de contrôler les Nationaux-Socialistes était de leur confier des responsabilités gouvernementales, une opinion partagée, entre autres, par des personnalités juives respectées et politiquement modérées comme le banquier Carl Melchior et Hans Schäffer, ancien Secrétaire d'État au ministère des Finances sous Brüning. Lorsque Schäffer et Melchior leur présentent cet argument au début du mois de septembre, Ludwig Kastl, directeur exécutif du Reichsverband industriel, s'y oppose ; les dommages que le NSDAP causerait à l'économie rendaient une telle démarche inacceptable, insista Kastl.(27)

L'opposition des Nationaux-Socialistes à la politique économique du cabinet Papen causa également des problèmes au cercle Keppler. Au début du mois de septembre, Keppler et un autre membre du cercle, Karl Vincent Krogmann, constatent que les hommes d'affaires avec lesquels ils sont en contact sont mal disposés à l'égard du National-Socialisme et se rangent derrière le Chancelier.(28) Les dirigeants d'entreprise craignaient, expliquait Krogmann dans une lettre à Keppler, que si le NSDAP arrivait au pouvoir, la politique économique serait

dictée par des hommes dépourvus de toute expérience pratique et qui agiraient uniquement sur la base de théories.[29] Krogmann se plaint particulièrement d'une récente conférence économique de trois jours à la Maison brune qui avait fait l'objet d'une grande publicité dans la presse nationale-socialiste. Sous les auspices de la section ingénierie-technique de Gottfried Feder de la Reichsleitung, cette conférence a fourni un forum pour deux discours de Feder, dans lesquels il réitérait ses théories monétaires et demandait la nationalisation des institutions monétaires et de crédit. Lors de la conférence, le député national-socialiste du Reichstag Fritz Reinhardt annonce également que le NSDAP ne tolérera aucune nouvelle réduction des salaires ou des prestations sociales. Adrian von Renteln, le fonctionnaire de la section de politique économique désigné comme responsable du programme économique immédiat de juillet, déclare que le capitalisme est incapable de faire face à la dépression. Un autre membre de la section de politique économique, Werner Daitz, a de nouveau exposé les propositions contracycliques et déficitaires de ce programme.[30] Ces déclarations et la publicité positive qui leur est accordée dans la presse nationale-socialiste suscitaient la méfiance du monde des affaires, informait Krogmann à Keppler. L'approbation apparemment officielle des points de vue de tels théoriciens ne pouvait que jeter le doute, ajoutait Krogmann, sur les assurances répétées de Hitler selon lesquelles, une fois au pouvoir, il se contenterait d'établir des objectifs généraux et laisserait ensuite les décisions économiques aux hommes d'affaires. Des développements tels que la conférence économique de trois jours, poursuit Krogmann, sapaient la ligne d'argumentation qu'il utilisait pour approcher les dirigeants d'entreprise. Alors qu'il cherchait à les convaincre qu'un cercle de personnalités du monde des affaires se formait autour de Hitler afin d'empêcher toute sottise dans le domaine économique, les rapports enthousiastes sur la conférence économique de Munich dans la presse nationale-socialiste rendaient ses arguments peu crédibles.[31]

Les tactiques parlementaires du NSDAP ne faisaient qu'inquiéter davantage les milieux d'affaires. Une fois que Papen eut fait part de son intention de traiter avec une majorité du Reichstag implacablement hostile en utilisant un décret de dissolution que lui avait accordé Hindenburg, Hitler commença à railler le chancelier en l'accusant de bafouer de manière inconstitutionnelle la volonté démocratiquement exprimée par la population. Lui-même restait, en revanche, « strictement constitutionnel », proclamait Hitler ; le NSDAP prévoyait de modifier la constitution, mais uniquement par des moyens constitutionnels.[32] Lorsque le parlement nouvellement élu se réunit pour sa première session de travail le 12 septembre, Göring utilise sa position de président de la chambre pour humilier le Chancelier sur lequel la communauté des affaires avait placé ses espoirs. En ignorant les tentatives de Papen de lire dans le procès-verbal le décret de dissolution signé par Hindenburg, il a permis aux députés de voter sur une

motion de défiance communiste. Avec les votes des Nationaux-Socialistes et d'autres, la motion est adoptée par 513 voix contre 42. Seuls les petits DVP et DNVP ont soutenu Papen, qui a subi la défaite parlementaire la plus écrasante jamais infligée à un Chancelier allemand. Ce n'est qu'après le vote qu'il réussit à dissoudre la chambre.(33)

La position anti-Papen du NSDAP l'a très vite placé sur une trajectoire de collision avec le grand capital, l'attaque du parti contre le Chancelier et son cabinet ayant déclenché un torrent d'anticapitalisme national-socialiste. Le jour même du vote de défiance et de la dissolution, les Nationaux-Socialistes lancent une campagne électorale abrasive qui ne laisse aucun doute sur leur décision de recourir à un radicalisme socio-économique démagogique. Pour ouvrir la campagne, ils avaient préparé la publication, ce jour-là, d'un pamphlet qui qualifiait de réactionnaires à la fois Papen et son cabinet.(34) Le Chancelier s'était, selon ce pamphlet, complètement aligné sur le *« système capitaliste privé »* en publiant des décrets d'urgence *« dépourvus de toute étincelle de justice sociale »*. Le pamphlet met au pilori les efforts du cabinet pour réduire les salaires et saper le caractère sacré des salaires contractuels, et appelle le NSDAP à résister aux deux. Il décrit la réduction des prestations sociales de Papen comme un *« vol social »* perpétré contre *« la masse des ouvriers »* afin d'accorder un cadeau à une « petite bande » de grands entrepreneurs. Les liens étroits et unilatéraux de Papen avec le monde des affaires révèlent, annonce le pamphlet, que l'ensemble de sa politique économique n'est rien d'autre qu'un retour au *Manchestertum* (terme dérisoire pour désigner les politiques économiques de laissez-faire) conçu pour remplir les comptes bancaires de ces *« messieurs »*. Dans la lignée de ce pamphlet, Gottfried Feder monte au créneau et dénonce les mesures d'allègement fiscal du cabinet Papen comme une supercherie destinée à profiter aux *« gros bonnets »* du pays. De telles mesures ne font que préparer la voie au communisme, prévient Feder. Mais les ouvriers ne seront pas dupes, a-t-il ajouté. Les électeurs allemands verront que seuls les plans de création de travail du National-Socialisme, fondés sur ses théories monétaires, offrent un moyen sûr de sortir de la dépression.(35) D'autres orateurs de la campagne nationale-socialiste ont prononcé des discours de soutien intitulés *« À bas la dictature des rupins »*, promettant que le NSDAP repousserait le *« parti de la guerre des classes du capitalisme »* de Papen.(36) Un National-Socialiste qui s'était renseigné pendant la campagne sur la politique du NSDAP à l'égard des grandes entreprises a été informé que celles-ci seraient socialisées.(37)

Ce tournant national-socialiste prononcé vers le radicalisme socio-économique n'a pas échappé aux milieux d'affaires. Le dirigeant de la sidérurgie de la Ruhr, Fritz Springorum, qui avait établi des relations amicales avec Papen, s'exprima au début du mois de septembre de façon désobligeante à propos de *« l'agitation et de l'incitation violentes »* dirigées contre le Chancelier par le NSDAP.(38)

Martin Blank, l'un des agents politiques de Paul Reusch, lui rapporta de Berlin à peu près au même moment que la radicalisation du NSDAP, ainsi que l'aversion de Hindenburg pour ce parti, excluaient toute possibilité d'inclure les Nationaux-Socialistes dans le gouvernement.(39) Un autre informateur de Reusch dans la capitale, Erich von Gilsa, note au cours de la troisième semaine de septembre que la campagne des Nationaux-Socialistes est marquée par une démagogie extraordinaire et un recours à des *« idées purement socialistes »* afin d'attirer les votes du camp des *« ouvriers marxistes »*. Il ajoute qu'il est devenu à la mode chez les dirigeants nationaux-socialistes de ressembler à des prolétaires et de se comporter comme tels, conformément à la ligne de plus en plus socialiste de leur parti ; même Göring, à qui ce rôle ne convenait pas, s'est conformé au nouveau style national-socialiste. Parmi les grands partis, conclut Gilsa, seul le DNVP reste attaché à l'entreprise privée.(40) Le DNVP, pour sa part, répondit à la campagne radicale du NSDAP en abandonnant toute discussion sur la collaboration avec Hitler et son parti. Les nationalistes ont vigoureusement paré les poussées des Nationaux-Socialistes, les accusant de trahir l'« opposition nationale », d'abandonner le gouvernement présidentiel et de défendre le « système » démocratique de Weimar.(41)

L'attitude de la presse économique à l'égard du NSDAP se refroidit encore davantage sous l'assaut de la campagne radicale de ce parti. Le *Deutsche Allgemeine Zeitung* de Berlin, un journal de droite, s'alarme des rapports d'un discours dans lequel Gregor Straßer prône un « socialisme allemand ». Le socialiste Straßer, note le journal, demande une prise de contrôle par l'État de toutes les institutions financières et de crédit, bien conscient qu'une telle mesure donnerait au gouvernement un tel pouvoir sur l'économie qu'elle signifierait, de fait, un socialisme d'État. Les amis et électeurs bourgeois du NSDAP pouvaient difficilement trouver édifiant l'engagement ouvert du National-Socialisme envers l'objectif du socialisme, concluait l'éditorial du *DAZ*.(42) À Düsseldorf, le *Deutsche Bergwerks-Zeitung* observait au milieu de la campagne électorale que si un lecteur ne reconnaissait pas immédiatement un journal national-socialiste à son titre, il aurait souvent du mal à déterminer si ce qu'il lisait avait été écrit par un Communiste, un Social-Démocrate ou un National-Socialiste.(43)

L'orientation prise par la direction du NSDAP et la réaction négative des milieux d'affaires à son égard entravèrent considérablement les efforts déployés par le cercle Keppler pour rassurer les hommes d'affaires sur le fait que la politique économique nationale-socialiste était entre de bonnes mains. L'irrépressible Gottfried Feder se révèlera être un problème particulièrement gênant. Au grand désarroi de Keppler, Feder discute longuement à la fin du mois d'octobre de ses opinions économiques idiosyncrasiques devant un public invité à Berlin qui comprend un certain nombre d'hommes d'affaires. Le lendemain, Keppler qualifie ce discours de « catastrophe » et demande au siège du parti

d'interdire à Feder de tenir d'autres entretiens de ce type.[44] Au cours de la semaine suivante, la Maison brune reçoit un nombre considérable de lettres d'autres personnes présentes dans l'auditoire de Feder, protestant contre le fait que ses remarques ont porté préjudice au parti. En conséquence, l'adjoint de Hitler, Rudolf Heß, écrit à Feder, lui rappelant la demande du chef du parti qu'il s'abstienne dans ses discours d'entrer dans les détails des politiques économiques. Il demande à Feder d'annuler tout discours prévu à cet effet. Feder a protesté avec véhémence, mais le 9 novembre, Heß informe le principal théoricien économique du NSDAP que Hitler ne voulait plus qu'il fasse de discours sur les questions économiques devant des auditoires choisis.[45] Toutefois, à ce moment-là, le mal était fait car la campagne électorale de l'automne était terminée.

Pendant la campagne électorale d'automne, les Nationaux-Socialistes n'ont pas non plus limité leur radicalisme socio-économique à des paroles. Dans une mesure sans précédent, ils se sont impliqués activement dans des activités de grève au nom des ouvriers. En septembre, le parti revalorise l'Organisation nationale-socialiste des cellules d'usine (NSBO), qui reçoit un statut renforcé dans le Reichsleitung, un personnel élargi et des subventions du trésorier du parti.[46] Cette organisation, qui comptait environ 40 000 membres en 1931, prétendait en compter plus de 300 000 à l'automne 1932.[47] Dans l'une de ses publications, son dirigeant proclamait le capitalisme « immoral » et déclarait que les syndicats étaient une nécessité.[48] Un article largement diffusé dans la presse nationale-socialiste au cours du mois d'octobre rappelait à Papen que le parti n'avait jamais renoncé à la grève comme moyen le plus important de faire face aux employeurs cupides. Les grèves étaient rares dans l'Allemagne de la fin 1932, rongée par la dépression, mais lorsqu'elles se produisaient, généralement en réponse à des réductions de salaire, les Nationaux-Socialistes leur apportaient leur soutien dans la mesure du possible.[49] Les journaux du parti proclamaient fièrement la participation des hommes de la NSBO aux grèves et annonçaient qu'ils recevaient du parti une indemnité de soutien à la grève égale à celle distribuée par les syndicats à leurs membres. À la mi-octobre, le *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf a détecté une vague de grèves sauvages planifiées par les Nationaux-Socialistes dans toute l'Allemagne et a noté qu'un journal du parti à Düsseldorf parlait d'une grève générale. Le Gauleiter national-socialiste de Munich, Adolf Wagner, avait récemment proclamé que le NSDAP était le seul parti véritablement révolutionnaire en Allemagne, ajoutait le *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, sans contester l'exactitude de cette affirmation.[50] Une telle affirmation, associée au soutien actif des Nationaux-Socialistes aux ouvriers, ne pouvait qu'être de mauvais augure pour l'avenir en ce qui concernait les affaires.

À leur grand désarroi, les hommes du Bergbauverein découvrent que cette nouvelle ligne du parti conduit le NSDAP à ignorer les intérêts vitaux des exploitants de charbon de la Ruhr, malgré leur aide passée à divers Nationaux-

Socialistes et l'adhésion au parti d'Erich Winnacker, le responsable régional du charbon des United Steel Works qui avait quitté le DNVP pour rejoindre le NSDAP en avril. Au cours du mois de septembre, Winnacker participe aux délibérations des Nationaux-Socialistes de la Ruhr concernant la position du parti sur les questions en suspens dans l'industrie du charbon, dont l'une des plus importantes concerne une controverse sur les demandes des Sociaux-Démocrates et des syndicats pour une réduction de la journée de travail dans les mines de huit à sept heures. S'appuyant sur des données fournies par le Bergbauverein, Winnacker s'oppose au soutien des Nationaux-Socialistes à la journée de sept heures, insistant sur le fait que l'adoption d'une telle mesure rendrait l'exploitation des mines économiquement irréalisable. Les Nationaux-Socialistes employés dans les mines contestent vigoureusement la position de Winnacker, affirmant que les progrès techniques permettent d'accomplir en sept heures ce qui en prenait huit auparavant.(51) Lorsque le gauleiter local soumet la question à Gregor Straßer pour qu'il tranche, désignant Winnacker et exposant son point de vue ainsi que celui de ses opposants, Straßer balaie les arguments des exploitants et informe le gauleiter qu'il n'a aucune objection à ce que les Nationaux-Socialistes soutiennent la journée de sept heures.(52) Pour la hiérarchie nationale-socialiste, les intérêts des exploitants de charbon avaient manifestement moins de poids à l'automne 1932 que ceux des mineurs de charbon, qui avaient après tout beaucoup plus de bulletins de vote à déposer le 6 novembre. Les hommes du Bergbauverein tirent rapidement les conclusions du passage du NSDAP à une orientation socio-économique radicale. Au cours de l'été, le président de cette organisation, Ernst Brandi, avait été favorable à la nomination de Hitler comme Chancelier. En septembre, Brandi change de position et se range derrière le Chancelier Papen, qui l'a mis dans la confidence.(53) Dérogeant à sa pratique habituelle de s'abstenir de tout commentaire politique, l'organe interne du Bergbauverein rejette avec mépris en septembre les plans de Feder et d'autres Nationaux-Socialistes visant à créer des emplois grâce à des investissements à grande échelle dans un système d'énergie hydroélectrique qui – entre autres choses – menacerait la primauté du charbon comme source d'énergie en Allemagne.(54) Au cours de la deuxième semaine de septembre, Brandi se joint aux autres membres du conseil d'administration du *Rheinisch-Westfälische Zeitung* d'Essen, contrôlé par les entreprises, pour congédier son rédacteur en chef, le sympathisant Theodor Reismann-Grone, plutôt que de lui permettre d'aligner le journal sur le NSDAP.(55)

Le radicalisme agraire du NSDAP au cours de la campagne électorale d'automne est presque aussi déconcertant pour les grandes entreprises que le fait que les Nationaux-Socialistes épousent la cause des ouvriers industriels. Ce soutien aux intérêts agraires n'est pas surprenant puisque le parti avait, avec un succès notable, concentré une grande partie de son attention sur la population

rurale depuis 1930, lorsque ses percées dans les campagnes avaient contribué de manière importante à ses gains électoraux de cette année-là. Mais à l'automne 1932, les revendications des organisations agraires allemandes étaient devenues plus radicales et menaçantes du point de vue de l'industrie et des banques. Les Nationaux-Socialistes eux-mêmes ont joué un rôle dans ce processus de radicalisation, car ils ont infiltré la plus grande et la plus écoutée des organisations agraires, le Reichslandbund, au sein de laquelle leurs porte-parole ont constamment adopté des positions extrêmes.(56)

Lorsque, à l'automne 1932, le Reichslandbund et les autres organisations composant le « Front vert » qui défendent les intérêts agraires demandent un système complet de quotas d'importation stricts pour les produits agricoles et un ajustement à la baisse des taux d'intérêt sur les hypothèques agricoles en cours, les Nationaux-Socialistes approuvent instamment leurs demandes.(57) Cherchant à mobiliser le mécontentement des campagnes contre le cabinet Papen, les Nationaux-Socialistes accusent le gouvernement d'indifférence à l'égard des agriculteurs allemands. Au grand désarroi des intérêts industriels et commerciaux, qui craignent que les quotas d'importation ne provoquent des représailles à l'étranger contre les exportations industrielles allemandes, et à l'inquiétude des cercles financiers, qui s'opposent à la modification des conditions des prêts hypothécaires, Papen recule devant ce barrage d'agitation agraire national-socialiste. À la fin du mois de septembre, son Ministre de l'agriculture approuve en principe à la fois la réduction des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires agricoles et les quotas d'importation de denrées alimentaires.(58) Mais comme le cabinet n'a agi que de manière dilatoire sur ces questions, cet engagement n'a pas fait taire les accusations nationales-socialistes selon lesquelles Papen en faisait trop peu pour l'agriculture. L'engagement n'a pas non plus donné lieu à des mesures gouvernementales drastiques, comme le craignaient initialement l'industrie, le commerce et les banques. Néanmoins, l'impact de l'agitation agraire nationale-socialiste devient une source d'inquiétude croissante dans les milieux d'affaires. Wilhelm Keppler, sensible aux effets négatifs, dans les milieux d'affaires, des demandes du NSDAP en faveur d'un protectionnisme agraire accru, informe un membre de son cercle, début octobre, qu'il vient de s'entretenir avec Hitler et d'apprendre que le chef du parti rejette une telle politique anti-industrielle unilatérale. Dans le but évident de diffuser ce rapport, Keppler a ajouté qu'il ne s'opposerait pas à ce que son correspondant transmette cette information chaque fois que l'occasion se présenterait.(59) Il aurait cependant fallu bien plus que la diffusion de ces prétendues informations privilégiées pour contrecarrer les effets néfastes, dans les milieux d'affaires, de la campagne de propagande massive du NSDAP en faveur de quotas d'importation stricts sur les produits agricoles.

Au moins une tentative de conciliation entre le NSDAP et les milieux d'affaires a lieu alors que le parti passe au radicalisme socio-économique. Cette tentative débute lorsque Adrian von Renteln, le jeune assistant d'Otto Wagener, chef de la section de politique économique du parti, rend visite, alors qu'il se trouve à Berlin à la mi-juillet, à un ami d'enfance qui travaille au sein du personnel du Reichsverband industriel. Renteln se présente comme un personnage clé dans la formulation de la politique économique nationale-socialiste et demande au Reichsverband une liste d'industriels qui seraient intéressés par une coopération avec le NSDAP à cet égard. Il avait l'intention, dit-il à son ami, de les approcher personnellement et d'organiser pour eux des consultations avec des Nationaux-Socialistes tels que Hitler et Gregor Straßer. Selon Renteln, ce n'était ni Walther Funk ni Wagener, mais Straßer seul qui était le personnage décisif en ce qui concernait la position du parti sur les questions économiques.(60) Informé de cette évolution, le directeur du personnel du Reichsverband, Jakob Herle, accepte, après avoir consulté Reusch et probablement d'autres personnalités importantes de l'organisation, de rencontrer Renteln lors de sa prochaine visite à Berlin au début du mois d'août. À cette occasion, Renteln a répété à Herle la plus grosse partie de ce qu'il avait dit à son ami et a laissé entrevoir la perspective de communications directes continues entre la section de politique économique du parti et le Reichsverband. En guise d'amorce d'un tel dialogue, il suggère un échange de vues par écrit. Herle accède à cette suggestion, ainsi qu'à la demande de Renteln d'obtenir des informations du Reichsverband sur les questions économiques en suspens. Herle souligne toutefois que l'engagement du Reichsverband à adopter une position politique non partisane exclut tout ce qui va au-delà du type d'échange d'idées et d'informations que son organisation a toujours été prête à entreprendre avec tous les partis. Il laisse donc sans réponse la demande initiale de Renteln concernant les noms d'industriels qui pourraient être prêts à le rencontrer, lui et d'autres Nationaux-Socialistes. Au lieu de cela, Herle propose à Renteln d'entamer un dialogue en lui envoyant une déclaration des principales revendications de politique économique du NSDAP. Renteln accepte et ils se séparent à l'amiable.(61) Informé de ce qui s'était passé, Reusch félicite Herle d'avoir enfin établi le contact entre le Reichsverband et la section de politique économique du NSDAP.(62)

Malgré ce début prometteur, le dialogue avec le Reichsverband initié par Renteln s'avère unilatéral et de très courte durée. Au lieu de la lettre qu'il attendait, Herle ne reçut de Renteln qu'une copie du Programme économique immédiat publié par le NSDAP au plus fort de la campagne pour les élections au Reichstag de juillet.(63) Au moment de sa parution, la démagogie socio-économique de ce pamphlet et l'engagement du parti en faveur d'un vaste programme de création d'emplois financé par des dépenses déficitaires et des

impôts plus élevés sur les riches avaient suscité une grande inquiétude dans les milieux d'affaires.(64) À la consternation évidente de Herle, il découvre maintenant que le National-Socialiste désigné au dos de la page de titre comme responsable de cette publication offensante n'est autre que le jeune homme enthousiaste qui lui avait rendu visite dans les bureaux du Reichsverband. Tentant de tirer le meilleur parti d'une situation décevante, Herle répondit au contenu du pamphlet avec retenue dans une lettre de trente pages adressée à Renteln, qu'il fit immédiatement circuler parmi les principaux membres du Reichsverband, accompagnée d'une note expliquant ce qui avait conduit à cette communication.(65) La lettre de Herle à Renteln se résume à une critique dévastatrice du pamphlet de juillet. Herle informait Renteln dès le départ qu'il considérait le Programme économique immédiat comme un matériel d'agitation politique, impropre à servir de base à un échange de vues avec les membres du monde des affaires. Il se sentait néanmoins obligé, écrivait-il, de donner son point de vue personnel dans l'espoir que Renteln puisse en tenir compte dans son travail ultérieur.

Herle entreprend ensuite de disséquer le pamphlet de juillet des Nationaux-Socialistes, corrigeant patiemment les erreurs factuelles et soulignant l'incapacité du pamphlet à faire face aux conséquences économiques indésirables de slogans tels que l'autarcie agricole par le protectionnisme et le contrôle gouvernemental de tout le commerce extérieur et des transactions internationales. Il conteste les références désobligeantes du pamphlet aux hommes d'affaires, accusant Renteln de faire preuve de préjugés à l'égard des entrepreneurs industriels et de favoriser les agriculteurs et les membres du *Mittelstand*. Si le pamphlet ne rejette nulle part l'entreprise privée, observe Herle, son point particulier appelle à un degré d'intervention de l'État dans l'économie qui ne peut aboutir qu'à la socialisation et à une sorte de capitalisme d'État. En ce qui concerne l'idée maîtresse du Programme économique immédiat – son appel à un programme gouvernemental à grande échelle de création d'emplois par le biais de dépenses déficitaires – Herle rejette toute initiative dans ce sens comme un recours aux méthodes mêmes de dépenses publiques inutiles qui ont entraîné l'Allemagne dans ses difficultés économiques en premier lieu. Il a qualifié de particulièrement contre-productive la demande d'une augmentation des impôts sur les riches, affirmant qu'une telle mesure étoufferait les investissements et donc la reprise économique. Conformément à la vision du monde des affaires, qui considère la dépression comme une crise de la production plutôt que de la consommation, il avertit Renteln que seules des mesures destinées à stimuler la formation de capital et l'investissement peuvent sortir le pays de la dépression. Il rejette donc l'appel du pamphlet de juillet en faveur d'une taxation plus sévère des propriétaires. Seul un retour à la liberté économique, à un système qui permet aux entrepreneurs responsables et autonomes de réaliser des profits par un travail acharné et une

gestion habile, pouvait produire les résultats souhaités. Si Renteln acceptait cela – mais seulement dans ce cas – la voie des discussions avec des hommes d'industrie importants serait ouverte, conclut Herle.

Herle n'a jamais reçu de réponse à sa lettre. Au moment où il écrivait, le personnel de la politique économique du NSDAP était sur le point de subir un bouleversement majeur. Une indication de cela est apparue quelques jours plus tard, lorsque Schacht a écrit à Reusch que Hitler lui avait révélé qu'il avait retiré de la circulation le Programme économique immédiat de juillet.(66) Puis, à la mi-septembre, les milieux d'affaires ont commencé à recevoir des informations selon lesquelles le supérieur direct de Renteln, Otto Wagener, quittait la section de la politique économique et emmenait son assistant avec lui.(67) Ces rapports furent bientôt confirmés par les annonces officielles du parti concernant une réorganisation complète de cette section.(68) En apprenant ces développements, Herle a fait croire à Reusch que Wagener et Renteln avaient été écartés à cause du pamphlet de juillet du NSDAP.(69) Les véritables raisons de leur éviction restent floues, mais il est évident que des intrigues de longue date dans la hiérarchie nationale-socialiste ont certainement joué un rôle. Depuis le printemps, le conflit entre Wagener et Feder et Funk allait crescendo. Malgré leurs différences, ces deux derniers s'étaient unis pour s'opposer à la publication d'un pamphlet dans lequel Wagener avait exposé sa conception de la politique économique nationale-socialiste. En tant que président du Conseil économique du parti, Feder revendiquait le droit d'opposer son veto à une telle publication.(70) Wagener, pour sa part, considérait le Conseil économique de Feder, qui menait tout au plus une existence fantôme, comme un simple auxiliaire subordonné de sa Section de politique économique.(71) Confronté à ce différend, Hitler évitera de prendre une décision tranchée en confiant la question à une commission spéciale. À la suite de ses délibérations, la publication du pamphlet de Wagener, déjà imprimé, a été suspendue, et il a été rétrogradé au rang de document circulant en interne.(72) L'éviction de Wagener, et celle de son assistant, Renteln, représentait donc, au moins en partie, le dénouement d'un déclin d'influence qui avait commencé considérablement plus tôt en raison de rivalités internes et de l'aversion de Hitler pour une déclaration claire des politiques économiques du parti.

L'éviction de Wagener et de Renteln n'améliore pas la position du NSDAP dans le monde des affaires. À la place de Wagener, un duo improbable prend en charge ce qui reste de sa section de politique économique. Cette organisation est désormais divisée en deux parties : l'une, chargée de « l'économie privée », dirigée par Funk, et une seconde, désignée « économie d'État », sous la direction de Feder. Deux hommes connus pour leurs divergences de vues sur les questions économiques fondamentales présidaient désormais conjointement le Conseil économique du NSDAP, qui devient l'organe suprême du parti pour les questions économiques.(73) Face à cette évolution déconcertante, Herle et Reusch

conviennent qu'aucun autre contact avec le NSDAP de la part du Reichsverband ne semble utile.(74) Avant même l'annonce des nominations de Funk et Feder, Reusch avait fait part de sa consternation face à la voie socio-économique radicale suivie par les Nationaux-Socialistes. En lui écrivant pour l'informer de la déclaration de Hitler concernant le retrait du Programme économique immédiat, Schacht avait réprimandé Reusch au sujet de ce qu'il qualifiait de propension des dirigeants du monde des affaires à *« courir après le gouvernement au pouvoir »*.(75) Dans sa réponse, Reusch a nié avec colère que cela s'appliquait à lui. *« Je ne cache pas »*, ajoutait-il, *« que les Nationaux-Socialistes, envers lesquels j'avais une certaine sympathie, m'ont cruellement déçu au cours des dernières semaines. En dehors de leurs autres maladresses, ils ont perdu beaucoup de sympathie par leur collaboration avec les communistes. »*(76) Tous les industriels ne partagent pas la réaction négative de Reusch à l'égard de la voie suivie par le NSDAP. À la mi-septembre, l'un des informateurs politiques de Reusch, Erich von Gilsa, lui rapporte avec dégoût que certains cadres restent favorablement disposés à l'égard du National-Socialisme malgré sa position radicalement anti-Papen et anti-affaires. Selon une rumeur, un industriel dont Gilsa n'a pas appris le nom aurait déclaré qu'il avait investi trop d'argent dans le NSDAP pour l'abandonner maintenant.(77) Cet homme a vraisemblablement rejeté comme une rhétorique politique et une tactique parlementaire les développements qui ont tant dérangé Reusch. Cela semble également avoir été le cas du banquier berlinois Otto Christian Fischer. Dans un discours prononcé en septembre devant une assemblée fermée d'hommes d'affaires, Fischer rassura son auditoire en affirmant que le principe de direction des Nationaux-Socialistes ne leur laisserait finalement pas d'autre choix que d'accepter un ordre économique capitaliste.(78) Reusch, pour sa part, commença à réfléchir aux moyens d'écarter Hugenberg de la présidence du DNVP afin d'attirer les électeurs nationaux-socialistes vers ce parti lors du scrutin de novembre.(79)

D'après toutes les indications, la plupart des industriels de la Ruhr ont réagi comme Reusch au tournant pris par le NSDAP à la fin de l'été 1932. Une longue lettre, envoyée à Gregor Straßer depuis Essen par August Heinrichsbauer le 20 septembre, en fournit la preuve.(80) Heinrichsbauer y rapporte qu'il avait, la veille, réuni Walther Funk à Essen avec un groupe d'hommes d'affaires de la Ruhr dont il ne donne pas les noms mais qu'il caractérise comme étant jusque-là très favorables au NSDAP. Contrairement à ce qui s'était passé auparavant, ces hommes avaient vertement critiqué le comportement du parti et demandé à Heinrichsbauer de faire connaître leurs objections à Straßer. Ils s'opposent en particulier à l'abandon par le NSDAP de ses principes antiparlementaires en coopérant avec les Communistes du Reichstag contre le cabinet Papen et en entrant dans des négociations de coalition avec le Parti du Centre. Alors que le National-Socialisme, en tant que « mouvement », s'était auparavant tenu à l'écart des manœuvres partisanes, il semblait maintenant, selon les informateurs de

Heinrichsbauer, vouloir s'abaisser au niveau d'un simple parti politique. Ils s'opposent également à la position du tout ou rien de Hitler lors des négociations post-électorales avec Papen et Hindenburg, prédisant qu'une telle attitude conduirait à l'auto-isolement du NSDAP et à son auto-exclusion du gouvernement. Ils s'offusquent de la diffamation de Hugenberg par le NSDAP, craignant que l'aliénation mutuelle qui en résulterait ne détruise la cohésion du camp « national », aidant et encourageant ainsi ses ennemis. Ils s'offusquent également de l'agitation « marxiste » des Nationaux-Socialistes contre le cabinet Papen, malgré l'accord antérieur du NSDAP pour tolérer ce cabinet et malgré les nombreux accomplissements de Papen, dont le moindre n'est pas, à leurs yeux, son programme économique. Un tel recours à la démagogie, craignaient-ils, priverait le National-Socialisme de ses qualités « spirituelles » et contribuerait à une prolétarisation générale qui pousserait ultérieurement les Nationaux-Socialistes à des politiques de type marxiste. Les hommes d'affaires pensent, rapporte Heinrichsbauer à Straßer, que tôt ou tard, les Nationaux-Socialistes devront parvenir à un accord avec le cabinet Papen. Celui-ci, rappelaient-ils au parti, avait supprimé le « système » de Weimar, de sorte que les attaques nationales-socialistes contre l'ancien ordre politique n'étaient plus valables. Selon Heinrichsbauer, qui ne laisse aucun doute dans sa lettre à Straßer, les hommes d'affaires avec lesquels il s'est entretenu avec Funk le 19 septembre voulaient que le parti abandonne la voie dans laquelle il s'était engagé en août, lorsque Hitler avait vainement revendiqué la Chancellerie.

La publication, à la fin de l'été et à l'automne 1932, de la critique la plus dévastatrice de la politique économique nationale-socialiste jamais publiée dans un grand organe économique a révélé la désapprobation croissante des milieux d'affaires. Cette critique parut dans la publication hebdomadaire de l'organisation nationale des chambres de commerce et d'industrie, *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, sous la forme de six longs articles en août, septembre et octobre.(81) L'auteur a examiné avec soin les dispositions économiques du programme en vingt-cinq points de 1920 et les diverses publications programmatiques de Feder, Rosenberg et d'autres Nationaux-Socialistes, dont la plupart étaient encore distribuées par le NSDAP. Il les dissèque en profondeur, exposant leur manque de clarté, leurs incohérences et leurs contradictions, et soulignant leurs implications menaçantes pour l'entreprise privée. Tout en reconnaissant que Hitler et d'autres dirigeants nationaux-socialistes s'étaient engagés à défendre les droits de la propriété privée et de l'initiative individuelle, l'auteur a passé en revue les nombreuses autres déclarations du parti qui indiquaient qu'un État national-socialiste porterait gravement atteinte à ces droits de nombreuses manières. Il a particulièrement insisté sur la menace que représentaient les propositions nationales-socialistes de *« mettre fin à la servitude des paiements d'intérêts »*, de socialiser les banques, d'émettre une monnaie fiduciaire non garantie par le gouvernement et de dépenser sans

compter pour combattre le chômage. L'auteur a également documenté l'engagement du NSDAP en faveur de l'autarcie économique, expliquant ses implications pour les exportations industrielles allemandes et pour le commerce en général. À tout cela, il a joint une liste imposante de projets de loi présentés par les parlementaires nationaux-socialistes, dont un récent qui demandait le doublement de l'impôt sur les gros revenus. D'une manière générale, l'auteur des articles de la *Deutsche Wirtschafts-Zeitung* qualifie l'attitude des Nationaux-Socialistes à l'égard des questions économiques de nostalgique et de romantique, pleine de nostalgie pour un retour à des temps plus simples, de préférence au Moyen-Âge. Les Nationaux-Socialistes, note-t-il, préféraient tout simplement ignorer la plupart des réalités produites par les énormes changements qui avaient eu lieu dans l'économie au cours du siècle précédent. Au lieu d'une politique économique, ils n'avaient qu'un *« agrégat de revendications, dépourvues de tout système, issues de ressentiments et d'un manque de clarté. »* Les Nationaux-Socialistes, concluait-il, avaient négligé de réfléchir aux questions économiques de manière approfondie, avec pour conséquence que leurs positions sur les questions économiques devaient rester une source de grave préoccupation pour le monde des affaires. Tout homme d'affaires qui n'était pas déjà engagé sans critique dans le National-Socialisme et qui lisait ces articles bien documentés devait avoir du mal à échapper à une conclusion similaire.

D'autres publications orientées vers le monde des affaires réagirent négativement à la campagne électorale radicalisée du NSDAP. Le *Frankfurter Zeitung*, un journal libéral, proclamait que les Nationaux-Socialistes attaquaient le programme économique du cabinet Papen d'une manière qui ne différait guère de celle des marxistes. *Der Angriff*, l'organe berlinois de Goebbels, accusait le cabinet de *« vol social »*. Le *Völkischer Beobachter* protestait contre les violations du caractère sacré des conventions collectives. De manière révélatrice, le quotidien de Francfort observait que les Nationaux-Socialistes attaquaient la politique économique de Papen précisément en raison de son orientation libérale et capitaliste. L'article exposait ensuite les contradictions des publications de Gottfried Feder.(82) Le journal de droite *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf avertissait qu'espérer que les Nationaux-Socialistes abandonnent leurs *« idées et exigences économiques impossibles »* revenait à faire l'autruche. Si les Nationaux-Socialistes continuaient, par leurs activités subversives, à propager la *« peste marxiste »*, il fallait leur résister avec détermination et sans crainte. S'accrocher aux fictions d'un « front national » qui réunirait les Nationaux-Socialistes et les forces bourgeoises n'avait aucun sens puisqu'un tel front n'avait jamais réellement existé. S'il devait un jour se réaliser, ce ne serait que parce que les Nationaux-Socialistes seraient devenus plus sages au fil des pertes. Le journal de Düsseldorf exhortait donc ses lecteurs à voter pour renforcer l'aile bourgeoise économiquement raisonnable d'un éventuel « front national ». Les hommes d'affaires ne pouvaient

pas laisser le cabinet de Papen s'effondrer, car il représentait, comme l'avait proclamé le Chancelier, la dernière chance. S'il échouait, le résultat le plus probable serait une dictature socialiste d'une coloration ou d'une autre.(83)

Cette critique du NSDAP a probablement contribué à la réactivation, à la fin de la campagne électorale de l'automne, du double langage conciliant du National-Socialisme, si souvent utilisé dans le passé pour apaiser les craintes des entreprises. Ce côté du National-Socialisme a trouvé une expression partielle dans un nouveau pamphlet sur la politique économique national-socialiste publié en octobre. Ce *Wirtschaftliches Aufbauprogramm*, ou Programme économique constructif, semblait refléter l'influence croissante de Funk, suite à sa promotion à la tête de l'une des deux nouvelles divisions de ce qui avait été la section de politique économique de Wagener. Le renforcement de la position de Funk s'est également traduit par sa participation à la rédaction du discours dans lequel Gregor Straßer a annoncé le nouveau programme le 20 octobre.(84) Dans sa forme publiée, ce programme omettait l'anticapitalisme rhétorique strident du Programme économique immédiat de l'été précédent et révisait certaines de ses propositions qui s'étaient avérées si inacceptables pour les milieux d'affaires. Au lieu du contrôle des prix, il proposait une libération des prix. Tout en approuvant le protectionnisme agraire et la priorité au marché intérieur en général, le nouveau programme précisait que les exportations essentielles de l'Allemagne ne devaient pas être entravées. Mais s'il modifiait ces caractéristiques du pamphlet de juillet, il ne constituait pas un revirement de situation. Le pamphlet d'octobre maintenait les demandes d'abandon de l'étalon-or, de prise en charge par l'État des banques et de la monnaie, et de dépenses déficitaires à grande échelle pour financer les programmes publics de création d'emplois. Il répétait également la promesse selon laquelle les Nationaux-Socialistes substitueraient les principes du socialisme allemand à ceux du capitalisme libéral. En outre, le programme d'octobre poursuivait l'attaque du NSDAP contre les mesures économiques du cabinet Papen, les qualifiant de ploutocratiques dans leur orientation et totalement inadaptées à la tâche de redressement. Après avoir analysé le nouveau programme national-socialiste, le conseiller économique de Paul Reusch informa son employeur qu'en dépit de nombreux éléments critiquables, il représentait un progrès indéniable par rapport aux déclarations nationales-socialistes antérieures sur la politique économique.(85) Cependant, il restait le problème d'établir le statut du *Aufbauprogram*, car comme ce même conseiller l'avait récemment fait remarquer à Reusch, il était très difficile d'établir qui parlait en dernier ressort au nom du NSDAP sur les questions de politique économique.(86)

Le double langage conciliant des Nationaux-Socialistes s'est vraisemblablement fait entendre à nouveau lorsque Funk, Straßer et Hitler lui-même ont rencontré des groupes d'industriels dans la Ruhr en octobre 1932. Aucune trace ne semble avoir été conservée des participants ou de ce que Straßer

et Funk ont dit lors des entretiens du 28 octobre devant *« un petit cercle d'invités »* à Essen.[87] On en sait un peu plus sur la visite de Hitler à la maison de campagne de Fritz Thyssen, le Schloss Landsberg, près d'Essen, le 21 octobre. Thyssen avait envoyé à l'avance des invitations formelles à ce qu'il décrivait comme une « discussion » (*Aussprache*) avec le chef national-socialiste.[88] À son grand désarroi, un certain nombre des personnalités les plus importantes de la Ruhr ont décliné l'invitation. Thyssen est particulièrement irrité lorsque le président du Reichsverband industriel, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, répond à son invitation par une brève note de refus.[89] Hans von Löwenstein, le directeur exécutif du Bergbauverein, décline également l'invitation.[90] Paul Reusch ne s'est pas non plus présenté.[91] En fait, Thyssen ne nommera plus tard comme participants à la réunion avec Hitler chez lui que deux personnalités de la Ruhr, le vénérable Emil Kirdorf et Albert Vögler, le directeur général de United Steel, la firme dont Thyssen présidait le conseil de surveillance.[92] Vögler avait exprimé son intention de participer deux jours plus tôt à une réunion à Berlin au cours de laquelle, comme nous l'expliquerons plus loin, il avait convenu avec d'autres grandes figures de l'industrie allemande de réunir une importante somme d'argent pour aider les partis soutenant le cabinet Papen. Vögler a déclaré aux personnes présentes qu'il avait l'intention de se rendre à la réunion chez Thyssen dans l'espoir de parvenir à une réconciliation entre le NSDAP et le cabinet Papen. Cela serait plus facile avant les élections qu'après, pensait-il, lorsque Hitler devrait, quel que soit le résultat du scrutin, se radicaliser.[93] Vögler est vraisemblablement reparti de la réunion chez Thyssen avec des espoirs déçus, car aucune approche conciliante n'est parvenue à la Chancellerie du Reich depuis la Maison brune au cours des dernières semaines de la campagne électorale. On sait très peu de choses sur ce qui s'est passé chez Thyssen. Ce dernier s'est seulement souvenu plus tard que Hitler avait rassuré les personnes présentes quant à son intention de restaurer la monarchie.[94] Dans ces circonstances, cela suffisait à peine à dissiper la méfiance généralisée que le comportement radical de son parti avait engendrée dans les cercles des grandes entreprises. Dans l'ensemble, la réunion chez Thyssen semble avoir été beaucoup moins importante que ne le supposaient les journalistes communistes qui avaient suivi Hitler sur place.[95]

De même, rien de ce que les Nationaux-Socialistes ont dit pendant le reste de la campagne électorale n'a dissipé la méfiance qui régnait dans les milieux économiques à l'égard de leur parti. Jusqu'au jour de l'élection, le 6 novembre, le double langage radical du National-Socialisme domine son image publique. La marée d'invectives à l'encontre de Papen et de son *« cabinet de barons »* se poursuivit sans relâche, les Nationaux-Socialistes continuant à défendre la démocratie parlementaire contre une *« clique réactionnaire »* comprenant Hugenberg et son DNVP. Ils persistent également dans leurs promesses de défendre les ouvriers allemands contre les capitalistes exploiteurs. Le point culminant de la

campagne du NSDAP se situe au début du mois de novembre, juste avant le scrutin, lorsque les Nationaux-Socialistes ont ouvertement collaboré avec les Communistes dans le but d'inciter à une grève des ouvriers des transports de Berlin, immobilisant les transports publics de la capitale pendant près d'une semaine.(96) En septembre, Alfred Sohn-Rethel, un jeune économiste communiste plein de ressources, qui avait réussi à dissimuler son affiliation politique à l'association commerciale pour laquelle il travaillait à Berlin, réussit à faire paraître un long article anonyme en deux parties sur le National-Socialisme dans les *Deutsche Führerbriefe*, un bulletin d'information qui jouissait d'une grande popularité dans les cercles commerciaux.(97) L'article de Sohn-Rethel dépeignait le NSDAP comme le sauveur potentiel d'un système économique capitaliste en proie à une diminution du soutien des masses. Conformément à la ligne communiste sur le SPD, il affirmait que les Sociaux-Démocrates avaient sauvé le capitalisme après 1918 en renouvelant sa base de masse à cette époque. Aujourd'hui, cependant, la crise économique affaiblissait le SPD en réduisant la *Sozialpolitik* avec laquelle ce parti avait apaisé l'aristocratie du travail, maintenant ainsi la classe ouvrière divisée et impuissante. Le nouveau parti de masse de 1932, qui brandissait également des slogans anticapitalistes – le NSDAP – offrait donc le seul espoir d'une *« reconsolidation du capitalisme »* qui éviterait le recours à la dictature militaire et, finalement, à une révolution communiste. Le monde des affaires devait, comme le laissait entendre l'article de Sohn-Rethel, se rallier au National-Socialisme et le dompter, tout comme il avait dompté et exploité le SPD. En publiant son article, Sohn-Rethel a agi comme un agent provocateur, cherchant à aider le parti communiste dans les élections à venir en discréditant le SPD et en augmentant les craintes de réaction sociale. Dès qu'il apprit que son article serait publié dans les *Deutsche Führerbriefe*, il en envoya immédiatement une copie au journal communiste *Die Rote Fahne* afin qu'il soit prêt à exposer immédiatement les machinations sournoises des maîtres du capitalisme.(98) Lorsque l'article a été publié, la machine de propagande communiste a immédiatement commencé à s'en servir. Pendant près de quatre décennies, de nombreux historiens ont continué à citer les propos de Sohn-Rethel comme preuve de l'adhésion des grandes entreprises à la cause nationale-socialiste à l'automne 1932.(99) Ce n'est que lorsque Sohn-Rethel a révélé en 1970 son identité et ses motivations qu'il a dû abandonner ce qui avait longtemps été considéré comme une pièce à conviction essentielle dans une version répandue de la percée du National-Socialisme.(100) Si, à l'époque, Sohn-Rethel avait espéré, par le biais de son article, inciter les capitalistes allemands à se conformer, au cours de l'automne 1932, à l'analyse marxiste en s'alignant sur le NSDAP, ses espoirs ne se sont pas concrétisés. Son article ne trouva aucun écho dans le monde des affaires. Appréciant la performance des Nationaux-Socialistes, le *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf observe le jour des élections : *« Quiconque pense en termes d'entreprise*

privée ne peut donner son vote qu'aux partis qui soutiennent le gouvernement. Le National-Socialisme, qui s'est une fois de plus montré sous un jour répréhensible en collaborant avec les Communistes lors de la grève des transports berlinois, suit les mêmes chemins erronés que le marxisme. »[101] Quelques jours auparavant, le *Vossische Zeitung* de Berlin avait noté : *« Les frontières entre le National-Socialisme et le bolchevisme sont devenues ces derniers temps encore plus floues qu'auparavant. »*[102]

2. L'argent politique dans la campagne électorale d'automne – Manœuvres au crépuscule de Weimar

La ligne socio-économique radicale des Nationaux-Socialistes pendant la campagne électorale d'automne, leur rhétorique anticapitaliste stridente et leurs attaques incessantes contre un Chancelier qui avait obtenu le soutien enthousiaste des hommes d'affaires ont eu une incidence profonde sur le comportement politique de ces derniers. Tant pendant la campagne qu'après, la plupart des milieux d'affaires ont manifesté une aversion prononcée pour le National-Socialisme. S'il existait un doute à ce sujet, celui-ci a été dissipé lorsque les Nationaux-Socialistes et leurs sympathisants ont cherché, au cours des manœuvres visant à obtenir des avantages à la suite de l'élection de novembre, à obtenir le soutien des grandes entreprises pour la nomination de Hitler comme Chancelier.

Il n'est pas surprenant que le comportement des Nationaux-Socialistes pendant la campagne d'automne ait contribué à freiner les contributions financières des grandes entreprises au NSDAP. Selon Ludwig Grauert et August Heinrichsbauer, deux hommes étroitement liés à l'industrie de la Ruhr, les dirigeants politiquement actifs de cette dernière ont décidé qu'aucun de leurs fonds politiques ne devait aller aux Nationaux-Socialistes.(1) C'est ce que semble confirmer le souvenir qu'Otto Steinbrinck a gardé d'une visite que Walther Funk lui a rendue à Berlin à l'automne 1932. Steinbrinck se souvient que Funk lui avait exprimé à cette occasion son découragement face à l'absence de réaction qu'il avait rencontrée lors d'un récent voyage dans la région industrielle occidentale. En tant qu'étranger aux cercles de la Ruhr, l'employeur de Steinbrinck, Friedrich Flick, n'a pas été affecté par cette interdiction, de sorte que Steinbrinck a adhéré à la pratique de Flick consistant à payer des primes d'assurance aux Nationaux-Socialistes, fournissant à Funk à cette occasion ce qu'il a estimé plus tard être entre 20 000 et 30 000 marks.(2) Aucune preuve n'a été apportée sur l'utilisation des fonds politiques d'IG Farben à l'automne 1932, mais certains éléments indiquent une attitude de plus en plus négative à l'égard des Nationaux-Socialistes de ce côté-là également. Dans un pamphlet largement distribué dans les cercles industriels, Carl Bosch, président du conseil d'administration de Farben, lança

une sévère mise en garde contre l'idée d'autarcie économique, thème alors de plus en plus présent dans la propagande du NSDAP, qui cherchait à tirer parti des revendications agraires croissantes en faveur de tarifs protectionnistes élevés et d'autres barrières au commerce extérieur.[3] Max Ilgner, le jeune cadre responsable du bureau berlinois de Farben, témoigna plus tard qu'il avait mis fin à l'automne 1932 aux subventions mensuelles qu'il avait versées à Funk depuis le printemps.[4] Vers la fin de l'année 1932, le seul cadre de Farben qui avait adhéré au NSDAP, Wilhelm Rudolf Mann, a présenté sa démission du parti, une mesure qui n'est peut-être pas sans rapport avec les efforts de la NSBO pour relier les cellules d'usine nationales-socialistes dans toutes les usines de Farben afin de former une structure de type syndical dans cette entreprise.[5]

La réduction de l'aide financière des grandes entreprises survient au moment où le NSDAP connaît ses premiers graves problèmes financiers depuis le début de son essor fulgurant, plus de deux ans auparavant.[6] À la suite de l'échec du parti à obtenir une place au gouvernement malgré sa victoire électorale écrasante de juillet, le rendement de ses sources de financement internes a chuté. La croissance soutenue du nombre d'adhérents, qui avait alimenté l'organisation nationale-socialiste à la base avec d'importantes sommes d'argent sous forme de droits d'inscription et de cotisations, s'est essoufflée. Certains membres ont abandonné, d'autres ont simplement cessé de payer leurs cotisations. Le système de transmission qui avait acheminé l'argent des unités locales vers les organisations régionales, puis vers le siège national, a faibli dans certaines parties du pays et a généralement donné moins qu'avant. La lassitude suscitée par la cinquième grande campagne électorale de 1932 réduit l'affluence aux rassemblements nationaux-socialistes qui s'était avérée jusqu'alors une source de fonds si lucrative.[7] Les bénéfices tirés des efforts commerciaux du parti diminuèrent également.[8] Les journaux du parti ont vu leur diffusion, et donc leurs revenus, diminuer.[9] La presse non-nationale-socialiste fit circuler des rumeurs sur l'augmentation des dettes impayées du parti.[10]

Malgré tout cela, il serait trompeur de parler d'une crise financière majeure du NSDAP à l'automne 1932. En fait, le Parti semble avoir seulement éprouvé le genre de difficultés communes aux organisations en pleine expansion qui subissent une contraction de leurs revenus et découvrent les douleurs d'une extension excessive, conséquence de leur habitude de compter sur la croissance pour satisfaire leurs besoins matériels. En d'autres termes, les Nationaux-Socialistes disposaient encore de beaucoup d'argent, bien que leur habitude de dépenser sans tenir compte des priorités ait mis leurs ressources à rude épreuve. Ils continuèrent à collecter des millions de marks à partir de sources internes, et la disponibilité d'une abondance de volontaires et de contributions en nature de la part de membres et de sympathisants aux moyens modérés permit au NSDAP de ne pas dépendre de contributions financières majeures provenant de sources

extérieures pendant la campagne électorale d'automne. Cela impliquait certaines activités qui n'étaient pas tout à fait conformes à l'image d'autosuffisance soigneusement cultivée par le Parti, comme l'envoi dans les rues d'Allemagne d'hommes en uniforme de la SA qui, boîtes de conserve à la main, sollicitaient les contributions des passants.(11) Grâce à ces efforts, et à la cote de crédit dont il jouissait encore auprès de nombreux commerçants, le parti parvient à monter sa campagne massive habituelle. Néanmoins, la décision d'adopter une position dans la campagne d'automne qui offenserait de manière prévisible les grandes entreprises arrive à un moment inopportun en termes de besoins financiers du NSDAP. Or, c'est manifestement un prix que Hitler était prêt à payer, de même qu'une diminution générale de la sympathie envers son parti dans les milieux d'affaires. À l'automne 1932, il attachait manifestement beaucoup moins d'importance à l'argent et aux faveurs des grandes entreprises qu'à sa stratégie consistant à discréditer le cabinet Papen et à recourir à une propagande démagogique intensifiée dans le but de rallier ses partisans de plus en plus réticents et d'attirer de nouveaux adeptes pour remplacer ceux qui avaient déserté.

Troublées par le radicalisme et l'intransigeance des Nationaux-Socialistes et préoccupées par la position précaire du cabinet Papen, les composantes politiquement actives de l'industrie allemande jouent à nouveau un rôle actif dans la campagne électorale d'automne. Contrairement à la résignation et au pessimisme qui avaient gagné une grande partie des milieux d'affaires pendant la campagne du printemps et de l'été, un regain d'énergie et de détermination s'est manifesté. Le dynamisme de Carl Friedrich von Siemens, qui s'était retiré de l'activité politique au printemps, en est un bon exemple. En octobre, Siemens s'est joint aux sidérurgistes Fritz Springorum et Albert Vögler ainsi qu'au dirigeant du textile Abraham Frowein pour lancer des invitations à une réunion nationale spéciale à Berlin d'industriels et d'agents industriels politiquement actifs.(12) Le rassemblement qui en résulte comprend des figures majeures de l'industrie de la Ruhr telles que Krupp von Bohlen, Paul Silverberg, Fritz Springorum, Albert Vögler et Hans von Löwenstein du Bergbauverein. Siemens est rejoint par Hermann Bücher, directeur général de l'autre grande entreprise électrotechnique, AEG. L'industrie chimique est représentée par le directeur exécutif de son association nationale. Paul Reusch n'est pas présent, mais son agent berlinois, Martin Blank, y prend part et lui envoie un rapport complet par la suite. Le pro-national-socialiste Fritz Thyssen brille par son absence. La plupart des grandes branches industrielles et des associations régionales ont envoyé leurs principaux responsables. Avec le consentement de son président, Krupp, même le Reichsverband industriel abandonne sa traditionnelle position non partisane en permettant à ses hauts fonctionnaires de participer sous le prétexte qu'ils agissent uniquement à titre privé. En réalité, l'industrie allemande réunissait son premier

conclave politique national lorsque ces hommes se sont réunis au Club de Berlin dans l'après-midi du 19 octobre 1932.(13)

La conférence des organisateurs de ce conclave, qui s'est tenue juste avant que le groupe au complet ne se réunisse le 19, a permis de constater qu'ils agissaient de connivence avec le cabinet Papen. Le secrétaire d'État à la Chancellerie du Reich, Erwin Planck, s'est joint à eux et a réitéré ce qu'il leur avait déjà dit auparavant : le cabinet, et en particulier le Chancelier Papen, souhaitait la création d'un fonds électoral centralisé à utiliser selon les souhaits du gouvernement du Reich. L'argent n'irait qu'aux partis et organisations qui n'étaient ni radicaux ni des composants potentiels d'une coalition « noire-brune » du Parti du Centre et du NSDAP. En d'autres termes, le cabinet voulait que l'industrie n'aide que les partis qui se situaient politiquement entre ces deux-là. Il reconnaissait que l'obtention d'une majorité au Reichstag était hors de sa portée, mais le retour au régime parlementaire n'avait, en tout état de cause, aucune place dans ses plans. Le cabinet espérait néanmoins éviter un conflit avec le Reichstag. Si la coopération n'a pas été possible, ce n'est pas la faute du cabinet, mais plutôt celle des Nationaux-Socialistes. Le cabinet était toujours disposé à trouver un accord avec le NSDAP. Mais il s'agissait de réduire le nombre de voix du NSDAP et du Parti du centre, qui menaçaient le cabinet du fait qu'ils détenaient à eux deux la majorité mathématique. Le cabinet ne jugeait pas opportun, poursuit Planck, de dépenser tout l'argent collecté par l'industrie pour les élections de novembre ; il avait l'intention d'en garder une partie pour l'utiliser ensuite pour la propagande en faveur de ses projets de réformes constitutionnelles et de la restauration d'une atmosphère publique plus tranquille. En réponse à l'exposé de Planck, Vögler proposa, avec l'accord général des personnes présentes, que l'industrie cherche par tous les moyens à sa disposition à maintenir au pouvoir le cabinet actuel. Les organisateurs ont ensuite désigné Siemens pour présider l'assemblée plénière lorsqu'elle commencerait dans les minutes suivantes. Siemens a insisté sur le fait qu'il était souhaitable de donner à ceux qui venaient à ce rassemblement l'impression que l'initiative venait de l'industrie et non du cabinet. Le secrétaire d'État Planck est ensuite parti, et les organisateurs sont allés accueillir leurs invités.(14)

Lorsque les vingt et un participants au conclave complet du 19 octobre se réunissent à 16 heures, Ludwig Kastl, directeur général du Reichsverband, leur présente les propositions des organisateurs. En préambule à cette présentation, Kastl signale que les tentatives d'unification des forces bourgeoises entre le Centre catholique et le NSDAP ont à nouveau échoué, principalement en raison de la réticence de Hugenberg à quitter la tête du DNVP. Comme aucune consolidation du camp bourgeois ne sera possible avant les élections, poursuit-il, il est d'autant plus nécessaire de concentrer les ressources financières disponibles de l'industrie. Un accord général prévalait quant à l'opportunité de maintenir en

fonction l'actuel cabinet sans parti, affirma Kastl sans susciter de désaccord de la part des personnes présentes. L'industrie avait un intérêt particulier à préserver l'autorité du cabinet afin que Papen et ses ministres puissent procéder à la mise en œuvre de leurs réformes, a-t-il observé. En ce qui concerne le financement de la campagne électorale, Kastl a annoncé que le cabinet avait proposé la création d'un fonds de deux millions de marks provenant de sources privées, qui serait administré conjointement par un groupe d'industriels et le secrétaire d'État Planck. Kastl réitère ensuite la proposition de Planck de ne dépenser qu'une partie des deux millions de marks avant les élections. La nécessité de soutenir les partis bourgeois était si grande, ajouta Kastl, que l'industrie devait aider le DNVP malgré l'approbation récente par Hugenberg de quotas d'importation drastiques pour les produits agricoles. Dans la discussion qui s'ensuivit, plusieurs des personnes présentes soulignèrent qu'une partie généreuse des fonds devait aller à la relance du DVP. Personne ne s'opposa au consensus dominant selon lequel aucun argent ne devait aller au NSDAP et que, en fait, le but de la collecte de fonds était de renforcer les autres partis dans l'espoir d'attirer les électeurs du National-Socialisme.(15)

Le conclave a produit les résultats escomptés. Au cours d'une longue discussion, les participants se sont écartés radicalement de la pratique antérieure en révélant les uns aux autres les techniques que leurs différentes organisations avaient utilisées jusqu'alors pour collecter des fonds à des fins politiques. L'image qui en est ressortie est celle de systèmes multiples mais non coordonnés, chaque organisation ayant auparavant gardé jalousement ses secrets, mais ayant en même temps partagé un sentiment général de frustration, voire d'inutilité, face à ce qui a été considéré par tous ceux qui ont parlé du passé comme un impact décevant de l'industrie sur la politique électorale. À plusieurs reprises, ceux qui se sont exprimés ont attesté d'un intérêt décroissant pour la participation des industriels appartenant à leurs organisations. Ils ont donc décidé de créer, après les élections, une organisation nationale centralisée chargée de collecter et de faire fructifier les fonds politiques. En octobre 1932, l'industrie allemande a tenté, sur le tard, de transcender ses nombreuses divisions internes et régionales afin de coopérer sur le plan politique.

Dans l'immédiat, les participants au conclave ont accepté de lever sur-le-champ un fonds politique de deux millions de marks, comme l'avait proposé le cabinet Papen. Toutefois, certaines personnes présentes ont mis en doute la sagesse de placer un tel fonds, même partiellement, sous l'autorité du cabinet ; sa composition, ont-elles fait remarquer, pourrait changer à tout moment. En conséquence, l'assemblée nomme, dans le but d'administrer les fonds, un Kuratorium composé de Siemens, Springorum, et Willy Tischbein, directeur général de la German Continental Rubber Works et porte-parole de l'association des industriels de Hanovre. Plusieurs des personnes présentes ont suggéré de

collecter les fonds par l'intermédiaire du Reichsverband, mais les dirigeants de cette organisation ont rejeté cette proposition, estimant qu'il s'agissait d'un écart trop flagrant par rapport à sa position traditionnelle non partisane en matière de politique. Au lieu de cela, la collecte des deux millions de marks a été laissée à la discrétion des personnes présentes, avec une ligne directrice de quarante pfennigs par travailleur employé délimitant le niveau de contribution attendu des employeurs industriels.(16) Lorsque Siemens envoya, quelques jours plus tard, une lettre circulaire à ceux qui avaient assisté à la réunion au Club de Berlin, il pouvait annoncer que sur le million de marks nécessaires immédiatement, il ne restait que 600 000 à 700 000 marks à réunir.(17) Puisque toutes les personnes présentes le 19 avaient convenu que deux millions de marks ne posaient aucun problème, elles n'ont vraisemblablement eu aucune difficulté à réunir la somme visée.(18) À l'automne 1932, les fonds du cabinet Papen provenant de sources industrielles ne se limitaient pas non plus à ceux convenus lors du conclave du 19 octobre. À Nuremberg, après la guerre, Friedrich Flick a raconté qu'une autre réunion avait été organisée par Otto Wolff, qui avait invité un groupe d'industriels chez lui pour entendre Papen demander des fonds pour *« combattre Hitler »*.(19) À l'appui de ce témoignage, Flick a présenté des documents montrant qu'il a contribué à lui seul à hauteur de 100 000 marks à l'entreprise de Papen en octobre 1932.(20)

Une autre preuve du soutien des milieux d'affaires au cabinet Papen est apparue dans un appel électoral publié la veille du scrutin du 6 novembre.(21) Parrainé par un groupe du DNVP, le « Comité allemand 'Hindenburg pour le peuple et le Reich' », il identifiait le cabinet Papen comme la solution du Président Hindenburg à la « règle des partis » de l'ère républicaine, source de division, et demandait instamment le soutien du Chancelier et de ses ministres. Le cabinet donnerait au pays ce dont il avait besoin : une réorganisation fondamentale de la vie nationale, guidée par les croyances allemandes et chrétiennes, une pensée socialement organique et le respect de la famille. Le cabinet défendait les principes de la propriété privée, de l'initiative et de la responsabilité personnelles, de l'accomplissement, de la réussite et des justes récompenses. Afin d'aider le Chancelier et le Président à atteindre ces objectifs, les signataires invitaient les électeurs à voter pour le DNVP. Parmi les 339 signatures apposées sur l'appel, on trouve celles de plusieurs dizaines de personnalités du monde des affaires. Parmi elles, Ernst Brandi et Hans von Löwenstein du Bergbauverein ; Ernst von Borsig, président jusqu'à quelques mois auparavant de l'association nationale des employeurs industriels ; Konrad Piatscheck de l'industrie du lignite ; Fritz Springorum, dirigeant de la sidérurgie de la Ruhr et Carl Hoeppe, l'un des directeurs des mines de charbon de la firme Hoesch dirigée par Springorum ; deux dirigeants des mines de charbon de United Steel, Adolf Hueck et Gustav Knepper ; Friedrich Funcke, un autre dirigeant minier qui faisait partie du conseil de surveillance de United Steel ; et deux

éminents banquiers berlinois, Georg Solmssen et Oskar Wassermann. Le nom du milieu des affaires qui se distingue le plus est toutefois celui du directeur général de United Steel, Albert Vögler. Sa signature a contrarié Wilhelm Keppler, qui pensait avoir enrôlé Vögler plus tôt dans l'année dans son cercle de conseillers économiques du NSDAP.(22) D'autres industriels notables se sont trouvés dans l'impossibilité de signer l'appel en raison de leurs objections à Hugenberg et à son parti. Cela semble avoir été le cas de Krupp von Bohlen et de Paul Reusch, dont l'opposition de longue date à Hugenberg était bien connue.(23) Reusch ne soulève cependant aucune objection lorsque son employé et conseiller politique, Erich von Gilsa, signe l'appel. Il demanda également aux journaux contrôlés par sa société de ne pas attaquer le DNVP pendant les dernières étapes de la campagne, et fit savoir qu'il avait lui-même l'intention de voter pour ce parti.(24) D'autres, comme Siemens et Abraham Frowein, deux des organisateurs du conclave du 19 octobre au Club de Berlin, ont fait des tentatives séparées en faveur du cabinet Papen en publiant leurs propres déclarations dans la presse.(25)

En vertu de la détermination de tous ces hommes à aider les forces alignées derrière le cabinet Papen et à infliger un revers à ceux, y compris les Nationaux-Socialistes, qui s'opposaient à ce cabinet, les hommes politiquement actifs de l'industrie allemande étaient unis comme jamais auparavant à la veille des élections de novembre 1932. Pour la première fois, ils se montraient suffisamment motivés politiquement pour coordonner leur financement politique au niveau national. Dans le but de renforcer et de préserver le gouvernement existant, ils placèrent leur argent carrément derrière les partis alignés sur Papen et son cabinet. Il est impossible de déterminer l'impact de ces mesures sur le résultat du scrutin du 6 novembre, mais les résultats montrent que les deux partis qui ont reçu la plupart des fonds des grandes entreprises, le DVP et le DNVP, ont obtenu ensemble plus d'un million de voix de plus qu'en juillet. Les Nationaux-Socialistes, en revanche, ont subi les plus grandes pertes de leur histoire. Leur score a diminué de plus de deux millions de voix par rapport à juillet, et leur délégation au Reichstag est passée de 230 à 196. Comme l'avait espéré le cabinet Papen, la menace d'une majorité « noir-brun » s'était évanouie, alors que le Parti du centre subissait également des pertes. De nombreux facteurs ont contribué à ce résultat, parmi lesquels la désapprobation générale des demandes impérieuses que Hitler avait adressées en août au Président Hindenburg et l'inquiétude suscitée par les politiques radicales qui avaient plongé les Nationaux-Socialistes dans un conflit acrimonieux avec un cabinet que de nombreux Allemands de la droite politique trouvaient attrayant et identifiaient au vénéré Hindenburg. L'enthousiasme récent des Nationaux-Socialistes pour la démocratie parlementaire et le bien-être des ouvriers allemands ne les a pas non plus aidés. Aux élections de novembre 1932, le grand patronat ne constituait qu'une partie de la réaction générale contre un national-socialisme qui semblait se déplacer

rapidement vers la gauche. En réponse au revers des Nationaux-Socialistes, un sentiment de soulagement prévalait dans les milieux d'affaires et le marché boursier se redressait.(26)

Encouragés par le résultat du scrutin, la quasi-totalité des milieux d'affaires souhaitaient que le cabinet Papen reste au pouvoir. Toutefois, ce n'était pas simple. Malgré le revers massif subi par les Nationaux-Socialistes et les gains des partis alignés sur le cabinet, le Chancelier n'avait toujours pas de majorité parlementaire. Pour éviter une nouvelle crise, il devait trouver un modus vivendi avec le Reichstag. Les hostilités générées par l'acceptation par Papen de la Chancellerie en défiant son ancien parti, le Centre, et sa déposition du cabinet prussien dirigé par le SPD en juillet excluaient toute expansion de la base parlementaire du gouvernement vers la gauche. Il ne restait que la possibilité d'une expansion vers la droite par le biais d'une sorte d'arrangement avec le NSDAP. Jusqu'au scrutin, les milieux d'affaires espéraient que les pertes subies par les Nationaux-Socialistes les dégriseraient et les amèneraient à accepter un rôle subordonné à Papen.(27) Hitler anéantit rapidement ces espoirs en réitérant immédiatement après les élections sa demande de chancellerie et en renouvelant ses attaques contre le cabinet Papen. La situation politique était essentiellement revenue à celle de l'été, sauf que la menace d'une coalition « noir-brun » n'existait plus et que le cabinet ne pouvait plus recourir aussi facilement à la dissolution du Reichstag. En conséquence, l'inquiétant sentiment d'instabilité qui avait envahi la vie publique allemande avant les élections revenait avec encore plus de force. Désespérant de la prévisibilité à laquelle aspirent tous les capitalistes, mais voyant cet objectif s'éloigner à nouveau, la plupart des hommes d'affaires du pays observaient la situation avec un sentiment d'impuissance et de pessimisme. Certains, cependant, ont cherché à influencer le cours des évènements malgré tous les découragements passés.

Paul Silverberg, l'éminent industriel de Cologne, compte parmi ceux qui n'ont pas renoncé à leurs tentatives de façonner le développement politique. Il avait commencé sa carrière dans l'exploitation du lignite, puis s'était orienté vers l'électricité et, enfin, vers l'exploitation du charbon bitumineux.(28) Homme énergique, il joua dès le début un rôle de premier plan dans le Reichsverband industriel et fit partie du cercle restreint de nombreuses autres associations industrielles, dont l'élite de la Ruhrlade. Dans leurs conseils, son ingéniosité, conjuguée à une éloquence rare chez les cadres industriels, faisait de Silverberg l'un des porte-parole les plus connus et les plus respectés de l'industrie. À la fin des années 1920, il s'était fait le champion d'une politique d'accommodement avec les Sociaux-Démocrates, sans toutefois préconiser une rupture fondamentale avec la défense des intérêts de l'industrie.(29) Comme on le constate au début des années 1930, cette position n'était que tactique. En 1932, Silverberg s'efforçait de défendre la position du cabinet Papen, de droite et anti-ouvrier.(30)

Une étude récente a dépeint Silverberg comme un partisan de l'installation de Hitler à la Chancellerie dès la fin de l'été de cette année-là, malgré ses origines juives.(31) Outre son invraisemblance inhérente, cette interprétation repose sur deux hypothèses très discutables : premièrement, que les paroles de Werner von Alvensleben, secrétaire du Herrenklub de Berlin, peuvent être acceptées comme des informations totalement fiables ; et, deuxièmement, que les opinions exprimées dans le *Deutsche Führerbriefe*, un bulletin bihebdomadaire destiné aux cadres, reflétaient la pensée de Silverberg. La première de ces hypothèses est mise à mal par la réputation bien méritée d'Alvensleben en tant que bavard irresponsable et intrigant politique notoire, ainsi que par la documentation contemporaine sur les attitudes de Silverberg.(32) La deuxième hypothèse s'effondre lorsqu'on examine de près le *Deutsche Führerbriefe*, la publication dont les éditoriaux d'août et septembre 1932 en faveur de l'entrée des Nationaux-Socialistes au gouvernement ont été invoqués comme preuve de la décision de Silverberg de s'appuyer sur le National-Socialisme pour soutenir le capitalisme allemand. Ce bulletin d'actualité de quatre pages était envoyé deux fois par semaine à environ 1 000 abonnés depuis un petit bureau de Berlin.(33) Derrière ce bulletin se trouvaient deux jeunes hommes qui, en 1923, avaient compris que les hommes d'affaires et d'autres personnes occupant des postes de décision paieraient un abonnement important pour une publication qui promettait de leur fournir des informations privilégiées sur ce qui se passait dans la capitale. L'un de ces jeunes hommes, Otto Meynen, était également le représentant à Berlin de Silverberg, qui contribuait occasionnellement à la lettre d'information par un article anonyme. Il n'y a cependant aucune raison de croire que Silverberg ait tenté, depuis son siège social de Cologne, de déterminer de manière cohérente le contenu d'une lettre d'information mise sous presse à la hâte deux fois par semaine à Berlin dans un but lucratif par son représentant et un associé. Il est particulièrement improbable que Silverberg ait pu dicter les positions adoptées dans les éditoriaux des *Führerbriefe* qui traitaient des affaires politiques. Celles-ci ne relevaient pas de la compétence de l'économiste Meynen mais plutôt de celle de son associé, Franz Reuter, politologue de formation. Reuter, qui exerçait également un second métier, celui de responsable des relations publiques dans l'industrie, avait des liens avec Hjalmar Schacht, au sujet duquel il recueillait depuis quelque temps des éléments pour ce qui allait devenir une biographie admirative.(34) Dans la mesure où les éditoriaux anonymes de *Führerbriefe* sur la situation politique de la fin de l'été 1932 ont pu refléter une influence extérieure, Schacht, plutôt que Silverberg, semble être le principal suspect.

Quant à la politique de Silverberg à la fin de l'été et au début de l'automne 1932, des preuves de première main montrent qu'il était surtout préoccupé par la possibilité d'une coalition entre le NSDAP et le Parti du Centre. Il craignait qu'une telle combinaison ne propulse dans des positions décisives les éléments

anticapitalistes de ces partis qui s'efforceraient de socialiser les grandes industries telles que la chimie, le charbon, le fer et l'acier. Face à de telles exigences de la part d'une coalition « noir-brun », les partis de gauche n'auraient pas d'autre choix que de se rallier, prévenait Silverberg au début du mois de septembre. Afin de prévenir la formation d'une coalition National-Socialiste-Centre, avait-il ajouté, il a cherché des contacts dans toutes les directions.(35) En conséquence, il a rencontré Werner von Alvensleben dans la soirée du 31 août. La seule trace de cette rencontre provient d'Alvensleben.(36) Il semble clair, d'après le rapport d'Alvensleben au général von Schleicher, qu'il prétendait avoir également envoyé à Hitler, que Silverberg cherchait à exploiter l'accès d'Alvensleben à des Nationaux-Socialistes de haut rang afin de leur transmettre un message qui, espérait-il, les dissuaderait de conclure une alliance avec le Parti du Centre. Il les avertit, selon Alvensleben, qu'une telle alliance ferait évoluer le NSDAP vers le marxisme et le mettrait en concurrence avec le SPD et le KPD dans des conditions qui le désavantageraient fortement. Alvensleben rapporta les propos de Silverberg, et l'industriel fit alors miroiter la possibilité d'une coopération des grandes entreprises avec le National-Socialisme, à condition que celui-ci tourne le dos au Parti du Centre. Il est difficile de savoir quelle part du rapport d'Alvensleben provient de Silverberg et quelle part il a ajoutée ou modifiée, intentionnellement ou non. Il serait toutefois erroné d'interpréter ce rapport comme une preuve de la détermination de Silverberg à soutenir la volonté de pouvoir de Hitler. Même en accordant un haut degré d'exactitude à la version d'Alvensleben quant aux remarques de Silverberg, celles-ci peuvent tout aussi plausiblement être interprétées comme un mouvement tactique conçu pour servir l'objectif immédiat et temporaire de jeter des obstacles sur le chemin d'un développement possible qui préoccupait et inquiétait beaucoup Silverberg, à savoir une alliance « noir-brun » du NSDAP et du Parti du Centre. La participation de Silverberg au conclave du 19 octobre, au cours duquel les participants se sont mis d'accord sur une campagne de collecte de fonds pour soutenir Papen et infliger un revers au NSDAP, ne suggère pas qu'il considérait la situation politique d'une manière totalement différente de la plupart de l'élite de l'industrie allemande.

Des documents fragmentaires permettent de reconstituer ce qui semble avoir été les suites de la manœuvre de Silverberg de fin août 1932. À la mi-septembre, Alvensleben signala à Hitler que le *Führerbriefe* appelait à sa nomination à la tête du gouvernement et que Meynen, qu'il identifiait comme le bras droit de Silverberg, en était responsable. Dans ce même rapport, cependant, Alvensleben revendique de manière contradictoire le mérite de l'apparition d'articles pro-Hitler dans le *Fürherbriefe*. Il avertit ensuite Hitler que le cabinet Papen fait pression sur la publication pour qu'elle modifie sa ligne. Afin de contrecarrer cet tentative, Alvensleben exhorte Hitler à recevoir Meynen – un protestant de Westphalie,

précise-t-il.[37] Malgré une deuxième lettre à Hitler une semaine plus tard, dans laquelle Alvensleben fait l'éloge de Silverberg en tant qu'homme d'affaires extraordinairement accompli dont la seule faute était d'être un *Judenabkömmling* (un rejeton juif), rien ne découla de la proposition d'Alvensleben pour une rencontre entre Hitler et Meynen pendant la campagne électorale.[38] Après le scrutin du 6 novembre, cependant, Hitler a reçu Meynen et Reuter. À ce moment-là, la tactique de Silverberg, qui consistait à tenter de détourner le NSDAP d'une éventuelle alliance avec le Parti du Centre, n'était plus nécessaire, puisque les résultats des élections avaient effacé la menace d'une coalition « noir-brun ». En conséquence, la rencontre de Meynen et Reuter avec Hitler prit une tournure apolitique, le chef national-socialiste discutant des présages économiques avec ses jeunes visiteurs journalistes.[39] Hitler restant fermement opposé à toute coopération avec le cabinet Papen, Silverberg tourna son attention vers un autre National-Socialiste, Gregor Straßer. Par l'intermédiaire d'Alvensleben, Straßer s'était adressé à Meynen après les élections et lui avait demandé de l'aider à renforcer les éléments du NSDAP qui, comme lui, remettaient en question la stratégie du tout ou rien de Hitler et étaient favorables à un compromis avec Papen. Selon Meynen, Silverberg a immédiatement répondu favorablement à l'ouverture de Straßer et a commencé à lui faire parvenir des subventions par l'intermédiaire de Meynen.[40] Comme les évènements allaient bientôt le prouver, Silverberg avait parié sur un perdant.

Une autre tentative du côté des grandes entreprises visant à amener le NSDAP derrière le cabinet Papen en surmontant l'obstacle posé par l'obstination de Hitler se produit également peu après les élections de novembre. Elle fut entreprise par Max Schlenker, directeur de la plus grande association d'hommes d'affaires du nord de la Rhénanie et de la Ruhr, le Langnamverein, et également de la branche nord-ouest de l'association des industriels du fer et de l'acier. Après l'élection, Schlenker se rend à Berlin pour consulter des fonctionnaires du cabinet Papen, dont le commissaire prussien Franz Bracht.[41] Suite à ces consultations, Schlenker a écrit une lettre le 10 novembre au directeur de l'acier Fritz Thyssen, dont la défense du National-Socialisme était à ce moment-là bien connue. La lettre de Schlenker n'a pas été conservée, mais le contenu de la réponse de Thyssen le jour suivant montre clairement que Schlenker avait, sans révéler sa collaboration avec les fonctionnaires de Berlin, proposé que l'industriel contourne Hitler en incitant d'autres leaders nationaux-socialistes, tels que Straßer, à trouver un compromis avec le cabinet Papen. L'effort de Schlenker n'aboutit à rien, car Thyssen – alors un National-Socialiste loyal, mais pas encore un camarade officiel du parti – répétait comme un perroquet la ligne du parti sur la seule autorité de Hitler et la volonté unie du NSDAP.[42] Mais aussi infructueuse que fut l'entreprise de Schlenker, elle révéla le fort désir des cercles industriels de Rhénanie-Ruhr, à la fin de 1932, de préserver le cabinet Papen dans

l'espoir que le Chancelier et ses ministres, avec l'appui du Président, subordonneraient et contiendraient le National-Socialisme en le mettant au service de leurs objectifs conservateurs.

À la grande consternation du monde des affaires, les espoirs placés dans le cabinet Papen se révélèrent rapidement loin d'être fondés. Lorsque Papen écrivit à Hitler pour l'inviter à discuter de la participation du NSDAP à son cabinet après les élections, le chef national-socialiste accusa le Chancelier de mauvaise foi dans une lettre que le NSDAP s'empressa de publier.(43) Le Parti du Centre ne relâcha pas non plus son opposition au cabinet. Papen aurait pu à nouveau défier la majorité hostile du Reichstag si l'homme qui avait orchestré sa nomination cinq mois plus tôt, Kurt von Schleicher, n'avait soudainement retiré son soutien. Mécontent de l'indépendance dont le Chancelier avait fait preuve et convaincu qu'il ne pourrait pas « dompter » les Nationaux-Socialistes, Schleicher persuada Hindenburg de demander la démission de Papen et d'ouvrir des négociations avec les partis en vue d'obtenir une base parlementaire pour un nouveau gouvernement. Le Président s'exécuta à contrecœur et accepta la démission de Papen le 17 novembre. Il a néanmoins immédiatement chargé le Chancelier, qui est resté en fonction en tant qu'intérimaire, de former un nouveau cabinet. Comme aucun des partis n'a modifié sa position, les efforts de Papen dans ce sens sont restés vains. Au cours de la semaine qui suivit, la presse allemande publia un rapport après l'autre sur les efforts infructueux du Chancelier afin de débloquer ce qui était devenu un réseau d'impasses entre les partis et entre le parlement et l'exécutif. Ce qui restait du système politique établi avec tant d'espoirs à Weimar, treize ans plus tôt, commençait à sombrer dans ce qui allait rapidement s'avérer être une agonie. L'Allemagne commençait à ressentir pleinement les effets de la vacance du pouvoir qui allait bientôt déboucher sur l'une des plus grandes catastrophes de l'histoire.(44)

Dans cette atmosphère d'incertitude et de pessimisme croissant, le Langnamverein organisa une réunion très médiatisée de ses membres à Düsseldorf le 23 novembre.(45) Ce rassemblement avait initialement été prévu comme une célébration triomphale du « nouvel État » proclamé par les porte-parole du cabinet Papen, au cours de laquelle certains de ses représentants apparaîtraient pour exposer leurs plans de réforme constitutionnelle. Au lieu de cela, les 1 500 membres se sont réunis sans aucun porte-parole du cabinet, au moment même où les espoirs de survie de Papen commençaient à faiblir rapidement. En conséquence, une atmosphère de profond pessimisme avait imprégné le rassemblement. Un observateur a rapporté par la suite que la plupart des industriels avec lesquels il s'était entretenu étaient favorables à la nomination de Hitler au poste de Chancelier. Alors que ces mêmes hommes avaient fait l'éloge de Papen quelques semaines auparavant, l'observateur a noté qu'ils pensaient maintenant que ce serait une grave erreur de ne pas charger Hitler de

former un cabinet. Cette décision ne résultait pas d'un changement de sentiment en faveur du National-Socialiste, a-t-il ajouté. Au contraire, les hommes qui préconisaient désormais la nomination de Hitler étaient arrivés à la conclusion qu'il n'était tout simplement plus possible de l'éviter. Dans ces circonstances, ils estimaient qu'il était préférable de nommer Hitler aussi rapidement que possible. L'observateur a constaté que ces personnes ne s'attendaient pas à ce que Hitler parvienne à résoudre les problèmes de l'Allemagne. Il a également ajouté que les sceptiques parmi eux supposaient qu'un cabinet formé par le chef national-socialiste ne durerait que quelques semaines.(46) Le même type d'attitude était exprimé par un éditorial paru dans le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* d'Essen juste après que Papen eut présenté sa démission à Hindenburg. Faisant l'éloge de Papen, ce journal regrettait son incapacité à garantir une base populaire pour son cabinet. L'éditorial rappellait que depuis le mois d'août, il avait demandé l'inclusion des Nationaux-Socialistes dans le cabinet de Papen. Maintenant, la seule solution consistait à demander à Hitler de former un gouvernement. Il était trop tard pour faire autre chose.(47) On peut supposer que ces opinions n'étaient pas très éloignées de celles des hommes à la tête du Bergbauverein qui exerçaient un contrôle financier sur le quotidien d'Essen.

Les milieux d'affaires ne se sont pas tous résignés passivement en novembre 1932. Un ton beaucoup plus optimiste prévalait dans les discours qui émanaient du podium de la réunion du Langnamverein.(48) Les principaux orateurs étaient le directeur de cette association, Max Schlenker, son président, Fritz Springorum, et le théoricien politique Carl Schmitt, qui était l'invité d'honneur à la place des porte-parole du cabinet Papen, qui avaient refusé de venir. M. Schlenker a ouvert les débats en vantant les mérites du cabinet Papen, notamment en ce qui concerne la préparation de la réforme constitutionnelle et administrative. *« Les milieux d'affaires d'Allemagne occidentale sont prêts »*, a-t-il annoncé, *« à suivre tout gouvernement qui poursuit courageusement les récents débuts de réforme et qui offre aux milieux d'affaires de nouvelles possibilités de déployer leurs propres forces ininterrompues. »* Dans son discours, Springorum a fait l'éloge des réalisations de Papen et, sans s'engager expressément ou engager le Langnamverein, a fortement suggéré que le Chancelier devrait rester en fonction, même face à l'opposition populaire. Dans des remarques qui révélaient une inquiétude vis-à-vis du National-Socialisme, Springorum mettait en garde contre les expériences avec la monnaie et contre les programmes gouvernementaux de création d'emplois. La meilleure façon de créer des opportunités d'emploi résidait dans le retour aux méthodes saines du capitalisme privé que Papen avait soutenu. Les membres du Langnamverein ont entendu un discours de Carl Schmitt, qui s'était élevé contre un retour à l'« État-parti » de Weimar. L'appel de Schmitt en faveur d'un « État fort » qui prendrait les choses en main et gouvernerait sans tenir compte du sentiment populaire ou des résultats des élections équivalait également, dans les circonstances du

moment, à un plaidoyer pour le maintien de Papen. Une partie de la presse économique s'était également prononcée en faveur du maintien de Papen dans ses fonctions et avait soutenu cette position en lançant des avertissements sur le manque de fiabilité des Nationaux-Socialistes sur les questions économiques.(49)

En novembre, les personnalités les plus importantes du monde des affaires n'étaient toujours pas disposées à défendre la nomination de Hitler à la Chancellerie. Cela apparaît clairement dans la réponse à une pétition qui demandait à Hindenburg d'installer le chef national-socialiste à la tête d'un cabinet doté de pouvoirs d'urgence présidentiels. L'idée de cette pétition a été lancée fin octobre par le National-Socialiste Wilhelm Keppler, qui a utilisé son cercle pour rédiger la déclaration et recueillir les signatures.(50) L'entreprise a été orchestrée en étroite concertation avec Heinrich Himmler, qui a assuré la liaison avec la Maison brune. Rédigée avec l'aide de Schacht, la pétition était conçue pour donner l'impression qu'elle représentait un appel spontané de la part d'hommes éminents dans la vie économique allemande, y compris l'agriculture. En soumettant une telle pétition au Président après le scrutin de novembre, les organisateurs nationaux-socialistes espéraient vaincre sa résistance de longue date à la nomination de Hitler comme Chancelier. Début novembre, ils ont commencé à approcher les quelque trois douzaines d'hommes dont ils espéraient la signature.(51) Les résultats se sont avérés très décevants, notamment en ce qui concerne les industriels de la liste. Le 12 novembre, un Schacht agacé informa Hitler que l'effort ne semblait pas entièrement vain, malgré le refus de participer de l'industrie lourde, la *Schwerindustrie*, qui, se plaignait-il, méritait bien son nom en raison de sa *Schwerfälligkeit*, sa mollesse.(52) Lorsque la pétition parvint au Président une semaine plus tard, elle ne portait que dix-neuf signatures.(53) Huit appartenaient à des membres du cercle Keppler lui-même : Ewald Hecker, Emil Helferich, Karl-Vincent Krogmann, Friedrich Reinhart, August Rosterg, Schacht, Kurt von Schröder et Franz Heinrich Witthoeft. Un seul industriel vraiment important avait signé, Fritz Thyssen, mais son soutien à Hitler n'était guère une nouveauté en novembre 1932. Deux signatures provenaient d'hommes insignifiants de Hambourg, Erwin Merck, qui semble avoir été une connaissance bancaire de Kurt von Schröder, et le négociant-affréteur Kurt Woermann, qui s'était depuis un certain temps identifié au National-Socialisme.(54) Les autres signataires sont le sénateur Beindorff, fabricant d'encres et de fournitures pour artistes à Hanovre, Erich Lübbert, directeur d'une entreprise de construction à Berlin, Rudolf Ventzki, fabricant provincial de matériel agricole, et Kurt von Eichborn, associé d'une banque privée à Breslau, qui, en 1931, était devenu l'un des nombreux hommes d'affaires de moindre importance ralliés au National-Socialisme.(55) Les cinq autres signatures appartiennent à des agrariens. Dans une lettre adressée au secrétaire du Président Hindenburg, Friedrich Reinhart, du cercle Keppler, qui a remis la pétition, affirme que Paul Reusch, Fritz Springorum

et Albert Vögler ont également *« pleinement et entièrement »* approuvé la pétition mais qu'ils ne l'ont pas signée uniquement parce qu'ils ne souhaitaient pas s'engager politiquement.(56) D'autres preuves démentent cependant cette affirmation.(57) La pétition du cercle Keppler, contrôlé par les Nationaux-Socialistes, est parvenue à Hindenburg, malgré les efforts de recrutement énergiques de ses organisateurs, sans le soutien des grandes entreprises au-delà de ses propres membres, à l'exception de Fritz Thyssen, dont les opinions pro-national-socialistes enthousiastes représentaient une exception de longue date dans le camp de l'industrie.

Même si Hindenburg avait cru l'information trompeuse selon laquelle Reusch, Springorum et Vögler avaient approuvé la pétition du cercle Keppler, ni ce rapport ni la pétition elle-même ne suffisaient à vaincre sa résistance à Hitler. Après avoir constaté qu'il n'existait aucune combinaison de partis viable, le Président s'est à nouveau tourné vers Papen. Le Chancelier intérimaire avait demandé le soutien présidentiel pour une suspension indéfinie du Reichstag et pour une révision de la constitution dans une direction autoritaire par des moyens anticonstitutionnels. Face aux objections du Ministre de la défense Schleicher, qui estimait que l'armée ne pouvait à la fois défendre les frontières de l'Allemagne avec la Pologne et faire face aux troubles civils résultant de la politique extrême proposée par le Chancelier, Hindenburg rejetta les conditions de Papen. Au lieu de cela, le 2 décembre, il nomme Schleicher à la Chancellerie.(58) Tout au long de ces évènements, comme au moment des nominations de Brüning et de Papen, le grand patronat est resté un spectateur passif et mal informé. Une fois encore, l'impulsion décisive pour un changement de direction politique nationale est venue des militaires.

3. Les capitalistes s'adaptent à un « général rouge » à la Chancellerie

Si on les avait consultés, pratiquement aucun des chefs d'entreprise allemands n'aurait été favorable à l'attribution de la Chancellerie à Kurt von Schleicher. Dans leurs cercles, il était considéré comme un personnage douteux. Comme il entretenait des relations cordiales avec les dirigeants syndicaux, il avait acquis la réputation d'être indulgent envers les ouvriers.(1) En juillet, après avoir pris la tête du ministère de la Défense sous Papen, il avait renforcé cette image dans un discours radiodiffusé en proclamant un rôle social pour l'armée, notamment en faveur des pauvres. L'armée, avait-il annoncé à cette occasion, ne servirait pas de force protectrice pour « des formes économiques dépassées ou des répartitions indéfendables de la propriété. »(2) Certains grands hommes d'affaires considéraient, probablement à tort, Schleicher comme le moteur, durant l'été et l'automne 1932, du projet de coalition Centre-NSDAP, dont ils craignaient qu'il

ne débouche sur une politique anticapitaliste.[3] Le directeur de l'organisation nationale des chambres d'industrie et de commerce, Eduard Hamm, a exprimé les craintes de beaucoup lorsqu'il a parlé de la possibilité que le nouveau Chancelier établisse, sur une base parlementaire, un régime orienté vers les soldats et les ouvriers.[4] En bref, une grande partie du grand patronat avait tendance, au début, à considérer Schleicher comme un quasi-socialiste potentiel en tenue militaire, ou même, comme l'a dit l'un de ses admirateurs intellectuels, comme un « général rouge ».[5] Pourtant, en l'espace de six semaines seulement, la plupart des milieux d'affaires ont décidé qu'ils préféraient vivre avec Schleicher plutôt que d'affronter une autre crise gouvernementale avec toutes les incertitudes économiquement perturbatrices que cela entraînerait.

Aussitôt la nomination de Schleicher connue, les milieux d'affaires craignent que le nouveau Chancelier ne rompe avec les politiques de Papen. D'une part, le maintien par Schleicher de la plupart des membres du cabinet de Papen, y compris le Ministre de l'économie Hermann Warmbold, apparaît comme un signe rassurant. D'autre part, sa nomination, en tant que commissaire spécial pour la création d'emplois, de Günther-Gereke, un partisan déclaré des projets de travaux publics à grande échelle, administrés par le gouvernement, comme remède au chômage, a suscité des signaux d'alarme pour *die Wirtschaft*. Cette inquiétude a rapidement été exprimée dans un éditorial du journal économique *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf. Selon ce journal, la confiance de Papen dans l'entreprise privée produisait les premiers signes encourageants de reprise économique depuis des années. Selon l'éditorial, une rechute dans les expériences étatistes de la dernière décennie dans le but de créer artificiellement des emplois annulerait tout le bien accompli par Papen. L'éditorial s'inquiétait des rumeurs selon lesquelles le nouveau cabinet était prêt à rechercher un soutien politique en faisant des concessions aux syndicats et aux partis politiques dans les domaines de la politique économique et sociale. L'éditorial déplorait également le manque d'intérêt apparent du nouveau cabinet pour les réformes constitutionnelles projetées par le cabinet Papen. Le départ du Ministre de l'intérieur de Papen, le baron Wilhelm von Gayl, qui avait pris la tête de la planification des changements constitutionnels, frappait le journal de Düsseldorf comme un développement très inquiétant.[6] Ses rédacteurs, ainsi que les hommes d'affaires qui partageaient leurs opinions, auraient été encore plus inquiets s'ils avaient eu connaissance de la stratégie politique globale de Schleicher. Il ne visait rien de moins qu'un réalignement politique de grande envergure en amenant derrière son gouvernement les syndicats et au moins une partie du NSDAP. Il entretenait depuis un certain temps des relations avec Gregor Straßer et espérait inciter le NSDAP à soutenir son cabinet en offrant à Straßer les postes de vice-chancelier et de ministre-président de Prusse.[7] Si la stratégie de Schleicher avait réussi, le monde des affaires se serait trouvé confronté à une phalange politique hostile

dirigée par le Chancelier. Mais il ne réussit pas à mettre cette stratégie en œuvre, principalement en raison de la réticence de Straßer à défier l'interdiction faite par Hitler de toute participation des Nationaux-Socialistes au gouvernement avant sa propre nomination au poste de Chancelier. Ignorant toute l'étendue des plans de Schleicher, la plupart de la presse et du public ont considéré les négociations du Chancelier avec Straßer comme une simple tentative de relancer les efforts de Papen pour faire entrer les Nationaux-Socialistes dans le gouvernement dans un rôle subordonné.

Les hommes de la Ruhrlade nourrissaient une méfiance particulière à l'égard de Schleicher. Avant même sa nomination au poste de Chancelier, ils en étaient venus à le soupçonner de détourner une partie des fonds qu'ils avaient mis à sa disposition pour soutenir le cabinet Papen lors de la campagne pour les élections au Reichstag de juillet. L'achat, au mois d'août, d'un journal berlinois, le *Tägliche Rundschau*, par un groupe d'intellectuels associés à la revue *Die Tat* éveilla leurs soupçons à cet égard. Comme Schleicher était lié à ce groupe et surtout à son chef, Hans Zeher, certains observateurs supposaient que le général avait fourni une partie de l'argent utilisé pour l'achat. Des rumeurs parvenant aux hommes de la Ruhrlade les amenèrent à penser que Schleicher avait utilisé à cette fin une partie des fonds qu'ils lui avaient donnés pour aider les partis favorables au cabinet Papen. L'utilisation par Zehrer du *Tägliche Rundschau* afin de prôner le développement d'un axe syndical qui inclurait des éléments pro-travailleurs du Parti national-socialiste et préparerait la voie à une « révolution allemande » ajouta à leur chagrin. Lorsqu'ils confrontèrent Schleicher à leurs soupçons à l'automne, il s'ensuivit un échange rancunier de communications par l'intermédiaire d'Otto Wolff, l'ami industriel de Schleicher. Celui-ci nia avec véhémence avoir détourné des fonds, mais les hommes de la Ruhrlade restèrent sceptiques et aigris.(8) Désormais, à leur grande détresse, ils trouvaient à la Chancellerie du Reich un homme qu'ils considéraient non seulement comme peu fiable en matière de politique économique et sociale, mais qu'ils soupçonnaient également de les avoir escroqués financièrement à des fins politiques. En donnant des instructions début décembre 1932 aux rédacteurs des journaux appartenant à sa société, Paul Reusch, la figure de proue de la Ruhrlade, ordonna aux rédacteurs d'adopter une attitude réservée à l'égard du nouveau cabinet et de ne pas lui décerner de lauriers à l'avance. Il ne pensait pas que le cabinet de Schleicher tiendrait longtemps, confia Reusch à un rédacteur en chef.(9) Au moins en partie sous l'effet de l'inquiétude qu'ils partageaient au sujet du nouveau gouvernement, les membres de la Ruhrlade parvinrent en décembre à surmonter suffisamment les divergences internes de ce groupe pour programmer pour début janvier 1933 sa première réunion depuis l'été précédent.(10)

Pendant que Scleicher poursuivait ses efforts, finalement vains, visant à forger une base populaire pour son cabinet, les grandes entreprises lançaient une

campagne consistant à faire pression sur le Chancelier pour qu'il conserve le programme économique de Papen. Cette entreprise devint encore plus urgente lorsque le nouveau Reichstag se réunit le 6 décembre et, avant d'ajourner ses travaux trois jours plus tard, révéla une hostilité envers de nombreux aspects des décrets économiques de Papen de la part d'une large majorité qui englobait le KPD, le SPD et le NSDAP. Lors de réunions tenues au cours de la première moitié de décembre, l'organisation nationale des chambres d'industrie et de commerce, l'association nationale des employeurs industriels et le Reichsverband industriel réagissent à la nouvelle situation en réitérant leur soutien au programme de Papen. Tous trois ont lancé un avertissement : tout abandon des principes sains défendus par l'ancien Chancelier mettrait en péril la reprise économique qui commençait à peine à se faire sentir.(11) Le 14 décembre, lors d'une réunion du Reichsverband, son président, Krupp von Bohlen, avertit sans ambages le cabinet Schleicher de suivre la voie tracée par Papen en s'appuyant sur l'initiative et la responsabilité des entrepreneurs privés. Il met en garde le cabinet contre toute expérimentation du système monétaire et de crédit allemand et l'exhorte à tracer une ligne de démarcation nette entre la sphère de responsabilité de l'État et celle de l'économie privée. Krupp exhortait les dirigeants politiques du pays à cesser de mettre des chaînes à la communauté des affaires. Suite à ces remarques, deux membres du cabinet Papen, le Ministre des finances, le comte Schwerin von Krosigk, et le Ministre de l'économie, M. Warmbold, ont assuré à l'assemblée du Reichsverband qu'aucun départ radical n'était prévu. Tous deux se sont engagés à poursuivre les efforts du cabinet Papen pour réduire le chômage en stimulant l'entreprise privée par des allégements fiscaux. En outre, Warmbold s'est élevé contre les obstacles au commerce international, en faisant évidemment référence aux demandes agraires croissantes de quotas d'importation de denrées alimentaires.(12)

À peine le monde des affaires avait-t-il enregistré ces déclarations rassurantes que des propos tout à fait différents commençaient à émaner du cabinet Schleicher. Le jour même où Krosigk et Warmbold s'exprimaient devant le Reichsverband, le Chancelier annonçait qu'il avait décidé de restaurer l'inviolabilité des contrats salariaux, que Papen avait violée en utilisant les pouvoirs d'urgence présidentiels pour permettre aux employeurs de réduire les taux des salaires contractuels s'ils embauchaient des ouvriers supplémentaires.(13) Schleicher effaçait ainsi une mesure universellement applaudie dans les milieux économiques comme un pas vers la restauration de principes économiques sains. Le même jour, le cabinet approuvait un programme de création d'emplois très étendu, qui s'appuyait largement sur des projets de travaux publics du type de ceux préconisés par Gereke, remettant ainsi en question l'engagement du nouveau gouvernement envers la politique de Papen, qui visait à relancer l'économie en stimulant le secteur privé.(14) Des rumeurs ont également circulé

selon lesquelles l'« armistice » entre le cabinet et les partis, qui permettait l'ajournement du Reichstag le 9 décembre jusqu'à la mi-janvier, préfigurait un accord qui donnerait à Schleicher une majorité fonctionnelle à la chambre.(15) Le régime parlementaire, que beaucoup de gens d'affaires considéraient comme mort – du moins sous sa forme de Weimar – depuis l'été, menaçait maintenant de se réaffirmer sous la direction d'un général prussien très peu orthodoxe.

Le 15 décembre, un jour après la réunion du Reichsverband, le Chancelier prononce un discours radiophonique qui suscite des doutes supplémentaires sur l'engagement de Schleicher envers la politique de Papen.(16) Dans ce discours, Schleicher proclame comme unique programme de son cabinet le slogan *« Créez du travail ! »*. Acceptant allègrement l'étiquette de « général social » inventée par ses détracteurs, il annonce qu'il ne se sentait engagé ni dans le capitalisme ni dans le socialisme. Des concepts tels que l'entreprise privée et l'économie planifiée avaient perdu leur aspect terrifiant pour lui, ajoutait-il, car ces abstractions n'existaient pas dans la vie réelle. Il entendait donc simplement faire dans le domaine économique ce qui lui semblait raisonnable à ce moment-là et le plus susceptible de donner les meilleurs résultats pour le peuple et le pays. Selon lui, il ne servait à rien que les Allemands se cassent la tête sur des questions doctrinales. En accord avec cette position, le Chancelier a vigoureusement défendu son action en rétablissant l'inviolabilité des salaires contractuels ; les salaires des ouvriers étaient tombés si bas que toute nouvelle réduction serait tout simplement intolérable, expliqua-t-il. Schleicher a également justifié le programme de création d'emplois nouvellement annoncé par le gouvernement par les lois de l'économie, mais il fournirait un stimulant bien nécessaire à l'économie et un moyen d'aider ceux qui ne pouvaient pas continuer à se passer de revenus jusqu'à la reprise. Il semblait ainsi s'engager dans les plans bien connus de Gereke concernant les grands projets de travaux publics financés par le gouvernement. Certaines voix du monde des affaires ont réagi avec un optimisme prudent au discours du Chancelier, applaudissant son approche énergique des problèmes économiques du pays.(17) D'autres ont réagi avec colère à la fois aux politiques de Schleicher et à son attitude générale envers l'économie.(18)

Paul Reusch s'opposa vivement, bien qu'en privé, au fait que le Chancelier n'adhère ni au capitalisme ni au socialisme. Selon Reusch, l'une des certitudes de la vie résidait dans l'existence de principes économiques inébranlables qu'il fallait défendre en toutes circonstances. Il craignait les effets inflationnistes du programme de création d'emplois de Schleicher et reprochait à ce dernier d'avoir parlé de poursuivre les efforts de Papen pour réduire l'intervention de l'État dans l'économie, alors que le nouveau Chancelier n'avait rien fait dans ce sens. Reusch regrettait également l'absence dans le discours de Schleicher de tout engagement en faveur de réformes constitutionnelles. Dans l'ensemble, il trouvait que

Schleicher était étonnamment conciliant dans son attitude envers les partis politiques et les syndicats. Reusch s'inquiétait tout particulièrement de la possibilité que le Chancelier cède aux demandes agraires croissantes de restrictions à l'importation de denrées alimentaires si élevées qu'elles provoqueraient certaines représailles contre les exportations industrielles allemandes.(19) Le discours radiodiffusé de Schleicher à la nation a semblé à Reusch dépourvu de tout programme et constitué de simples « courbettes » destinées à accroître la popularité politique personnelle du Chancelier. Il craignait que Schleicher ne cherche, lors de la reprise des travaux du Reichstag en janvier, à s'attirer les faveurs des partis politiques en faisant de grandes concessions au détriment de *die Wirtschaft*, ce qui entraverait la reprise économique.(20)

Par ses actes, et non par ses paroles, Schleicher n'a pas réussi à dissiper les pires craintes des milieux d'affaires. Les efforts réels de son cabinet pour combattre la dépression se sont avérés n'impliquer que quelques modifications relativement modestes du programme de Papen.(21) Le cabinet a conservé et même étendu les mesures d'allègement fiscal avec lesquelles Papen avait cherché à stimuler les investissements du secteur privé. Les plans de création directe de travail par le gouvernement ont dû être réduits en raison de la résistance du président du Reichstag, Hans Luther, à toute extension à grande échelle du crédit au gouvernement. Le crédit de 500 millions de marks que Luther accorde finalement au cabinet Schleicher pour des projets de travaux publics ne représente guère une avancée considérable par rapport aux quelque 300 millions de marks que le cabinet Papen avait affectés à un usage similaire. Au grand soulagement des milieux d'affaires, le nouveau cabinet ne manifeste aucun intérêt pour une révision fondamentale des relations entre l'économie et le gouvernement. À l'agréable surprise des industriels et des commerçants, Schleicher ne se montre pas non plus enclin à céder aux demandes de plus en plus insistantes des intérêts agraires en faveur de quotas d'importation draconiens sur les denrées alimentaires. En effet, en ce qui concerne la politique commerciale, le nouveau cabinet se range plus nettement du côté de *die Wirtschaft* que ne l'avait fait celui de Papen, qui avait hésité sur la protection agricole.

Quant aux efforts du cabinet pour s'assurer une base politique ouvrière transcendant les partis, les évènements ont vite fait de reléguer ces aspirations au rang de vaines spéculations. Au début du mois de décembre, le flirt de Gregor Straßer avec Schleicher l'amena à une collision avec Hitler qui se solda par la démission de Straßer de ses fonctions au sein du parti.(22) Son départ laisse le National-Socialisme, sous l'autorité réaffirmée de Hitler, dans une position d'opposition intransigeante à Schleicher et à son cabinet. Les efforts du Chancelier pour cultiver le soutien de la gauche sont également vains. Au début, du moins, Schleicher trouve une certaine réceptivité à la collaboration parmi les dirigeants du mouvement syndical socialiste, mais le Parti social-démocrate

annule toute tentative sérieuse de coopération avec un Chancelier qui a joué un rôle clé dans la destitution du gouvernement prussien dirigé par le SPD et qui semble maintenant vouloir gouverner sans tenir compte du Parlement, peut-être en reportant inconstitutionnellement de nouvelles élections à la suite d'une nouvelle dissolution du Reichstag.(23) Incapables de trouver un soutien politique populaire, Schleicher et ses ministres s'abstiennent de toute mesure d'envergure, de peur d'offenser leurs partisans potentiels. Dans le domaine économique, le cabinet se transforme rapidement en un régime inactif qui poursuit essentiellement, avec des modifications insignifiantes, la politique de son prédécesseur.

Au début de l'année 1933, les avis des milieux d'affaires sont partagés sur le cabinet Schleicher. Certains, comme Carl Duisberg de IG Farben et Jakob Herle, directeur du personnel du Reichsverband industriel, restent troublés par les déclarations du Chancelier au cours de ses premières semaines de mandat.(24) D'autres commencent à considérer le nouveau cabinet sous un jour plus positif au cours du mois de janvier 1933. C'est le cas du beau-frère et confident politique de Krupp von Bohlen, le baron Tilo von Wilmowsky, qui établit une relation personnelle cordiale avec Schleicher.(25) Le Chancelier se rend également disponible pour d'autres chefs d'entreprise, leur laissant une impression généralement prometteuse de son attitude envers la politique économique.(26) Ces consultations encourageantes sont les bienvenues à une époque où la principale organisation agricole, le Reichslandbund, lance des attaques de plus en plus virulentes contre les *« intérêts tout-puissants de l'industrie d'exportation à vocation internationale »*. Sur un ton de plus en plus hostile, cette organisation accusait les intérêts industriels de bloquer les quotas d'importation de denrées alimentaires qui, selon ses porte-parole, étaient désespérément nécessaires pour rétablir le bien-être du secteur agraire.(27) Le rejet de ces revendications par le cabinet Schleicher à la mi-janvier, qui a conduit à une rupture des relations du gouvernement avec le Reichslandbund, a donc été un développement bienvenu pour l'industrie. Eduard Hamm, directeur général de l'organisation nationale des chambres d'industrie et de commerce, s'est exprimé de manière approbatrice sur la politique commerciale du cabinet lors d'une réunion de la direction de cette organisation quelques jours plus tard. En ce qui concerne la politique économique globale, Hamm a souligné que le cabinet Schleicher ne s'était pas encore écarté de manière significative de la voie tracée par Papen. Son programme de création d'emplois par le biais de travaux publics s'était révélé très différent de ce qui avait été prévu à l'origine et n'avait pas permis de dissiper les craintes des milieux économiques, qui redoutaient que Schleicher ne cherche une sorte de planification économique ou ne néglige les « forces motrices » de l'entreprise privée. Les dangers de ce genre ne peuvent pas être totalement écartés, a prévenu Hamm, en appelant à une vigilance continue.(28) Mais ses

remarques indiquaient indubitablement une évaluation de plus en plus positive du cabinet créé six semaines auparavant.

Ce changement résultait, du moins en partie, d'un désir largement répandu dans les milieux d'affaires de bénéficier d'une période de stabilité politique après les bouleversements répétés de 1932. Comme l'avaient observé les chefs d'entreprise les uns après les autres depuis l'automne précédent, l'incertitude découlant de l'instabilité politique constituait un sérieux handicap pour la reprise.(29) Manquant de confiance, en raison de cette instabilité, dans la continuité de la politique économique nationale ou même dans des questions quotidiennes telles que les différents types et niveaux d'imposition, les hommes d'affaires de la fin de l'Allemagne de Weimar – comme dans la plupart des endroits à la plupart des époques – hésitaient à engager de grandes quantités de capitaux dans des projets à long terme. Alors que les signes de reprise se multiplient à la fin de 1932 et au début de 1933 après de longues années de dépression, le maintien du cabinet Schleicher, même s'il laisse à désirer, semble au minimum représenter un moindre mal par rapport aux incertitudes d'une nouvelle crise gouvernementale, qui pourrait éventuellement déboucher sur une nouvelle élection nationale rancunière et indécise.(30)

En tout état de cause, en janvier 1933, il ne semblait guère y avoir d'alternatives réalistes au cabinet Schleicher. Le favori des milieux d'affaires, Papen, semblait abandonné par Hindenburg et ne bénéficiait toujours d'aucun soutien populaire. Le Parti catholique du centre était considéré avec méfiance par les milieux d'affaires en raison de son opposition au cabinet Papen et de l'affirmation de son aile syndicale. Malgré ses gains aux élections de novembre, le DVP restait un facteur négligeable, qui n'était plus qu'un simple satellite du DNVP. Hugenberg avait rendu ce dernier parti indigeste, même pour certains de ses partisans industriels les plus loyaux, en approuvant les demandes protectionnistes extrêmes des agrariens. Même Albert Vögler de United Steel, jusqu'à il y a peu un fidèle de Hugenberg, se joignait désormais aux pressions pour le persuader de quitter la présidence du DNVP qui préoccupaient Paul Reusch et d'autres industriels de la Ruhr politiquement actifs en janvier 1933.(31) La rupture entre le DNVP et les Nationaux-Socialistes ne semblait pas non plus se résorber de manière appréciable. Les gestes conciliants de Hugenberg envers Hitler ne rencontraient aucune réciprocité, de sorte qu'une recrudescence de l'« opposition nationale » ne semblait pas plus probable qu'à l'automne. En fait, aucune alternative au cabinet Schleicher n'apparaissait comme possible à l'approche du jour où le gouvernement devrait se présenter devant le Reichstag reconvoqué avec sa majorité hostile. Avec l'accord des Nationaux-Socialistes, ce jour fut repoussé deux fois, jusqu'à ce que le 31 janvier soit finalement la date fixée pour la convocation de la chambre. Le 23 janvier, le journal *Deutsche Allgemeine Zeitung*, propriété des grandes entreprises, après avoir examiné toutes

les possibilités, conclut que la seule façon de sortir de l'impasse politique était la suspension du Reichstag par le cabinet Schleicher, qui gouvernerait au mépris de la Constitution.(32)

Quant au NSDAP, il semblait à la fois en déclin et engagé dans des politiques inacceptables pour les grandes entreprises. Dans la foulée de leurs pertes lors de l'élection du Reichstag en novembre, les Nationaux-Socialistes subissent, au cours du mois suivant, des revers encore plus importants lors des élections locales organisées dans des régions où ils avaient auparavant obtenu de bons résultats dans les urnes.(33) En outre, leurs problèmes financiers ne montrent aucun signe de résolution. La démission de Straßer de ses fonctions au sein du parti, suite à sa tentative infructueuse d'amener Hitler à abandonner sa « politique de la catastrophe » du tout ou rien, semblait mettre fin à tout espoir de rassembler les Nationaux-Socialistes derrière un large gouvernement de droite. En évinçant Straßer, Hitler renforce sa réputation croissante d'obstructionniste intransigeant. Du point de vue des milieux d'affaires, l'éclipse de Straßer marque le triomphe de l'extrémisme sur la modération au sein du NSDAP.(34) Malgré son plaidoyer occasionnel en faveur des politiques économiques nationales-socialistes dont ils se méfiaient profondément, certains hommes d'affaires en étaient venus à considérer Straßer comme un National-Socialiste potentiellement raisonnable qui pourrait un jour amener son parti, avec ses partisans de masse, derrière un régime conservateur.(35) Hitler, autrefois considéré comme un modéré, s'était désormais imposé dans le rôle d'un obstacle déraisonnable et intransigeant à une coalition de droite. Le départ de Straßer rendait plus douteux que jamais le fait que le NSDAP consente à participer au gouvernement autrement qu'aux conditions déclarées publiquement par Hitler, qui comprenait maintenant une demande de pouvoirs présidentiels d'urgence en plus de la Chancellerie. Hindenburg ayant depuis longtemps rejeté fermement ces deux demandes, l'entrée des Nationaux-Socialistes au gouvernement semblait, à tout le moins, une possibilité très éloignée. Les Nationaux-Socialistes n'abandonnèrent pas non plus leur démagogie socio-économique, bien qu'ils aient cultivé la peur du rouge à la suite des gains du KPD aux élections du Reichstag en novembre.(36) À la mi-novembre, leur délégation au Landtag bavarois présente en grande pompe un projet de loi chargeant le gouvernement de Munich de demander au Reichstag de voter une loi dissolvant tous les trusts, entreprises et cartels.(37) Les orateurs et les journaux nationaux-socialistes attaquent vigoureusement Schleicher, mais sur des bases très différentes de celles de ses détracteurs du monde des affaires, en caractérisant son gouvernement comme une simple édition révisée du « cabinet des barons » de Papen. Avec un zèle particulier, les Nationaux-Socialistes dénoncent l'homme vers lequel les grandes entreprises se tournent pour protéger leurs intérêts au sein du cabinet, le Ministre de l'économie Warmbold. Se rangeant du côté des agrariens, dont les demandes de quotas drastiques

d'importation de denrées alimentaires ont été rejetées par Warmbold, les Nationaux-Socialistes ont qualifié le ministre d'agent d'IG Farben et de *« grands intérêts industriels liés au capital financier international »*.(38) Pendant la session du Reichstag de décembre 1932, les députés nationaux-socialistes rivalisèrent avec les sociaux-démocrates et les communistes pour dénoncer le programme économique de Papen comme étant antisocial, votant avec ces partis pour supprimer certaines des mesures de Papen les plus détestées par les travailleurs.(39) Lorsqu'une compagnie minière annonça son intention, à la fin de 1932, de fermer une mine de charbon qui perdait de l'argent, la presse nationale-socialiste se rangea – à la consternation de Hans von Löwenstein du Bergbauverin – du côté des mineurs qui demandaient au gouvernement d'interdire aux exploitants de fermer la mine.(40) Même le vieux national-socialiste renégat, Emil Kirdorf, dont Hitler avait continué à cultiver les faveurs, se garda de soutenir le NSDAP et prit manifestement ses distances avec ce parti en réaffirmant publiquement son allégeance au DNVP le premier jour de 1933.(41)

Alors que Hitler entame sa dernière course pour le pouvoir, les relations entre le NSDAP et le monde des affaires semblent avoir atteint un niveau historiquement bas. Le quotidien social-démocrate *Vorwärts* s'en aperçoit. Au début du mois de janvier 1933, il observe, dans des termes très inhabituels pour ses pages, que *« l'hitlérisme a depuis longtemps perdu tout crédit auprès de la haute finance, de l'industrie lourde et des grands propriétaires terriens »*.(42) Le journal libéral *Frankfurter Zeitung*, qui jouissait d'un respect considérable dans les milieux d'affaires, tirait une conclusion optimiste de la situation. Constatant l'apparent désarroi de la direction du NSDAP, son attrait populaire apparemment déclinant et ce qui semblait être sa démagogie de plus en plus désespérée, le *Frankfurter Zeitung* exprima dans son édition du nouvel an une opinion largement répandue à l'époque : *« Le puissant assaut national-socialiste contre un État démocratique a été repoussé... »*(43)

4. Les grandes entreprises assistent à la naissance du Troisième Reich

Malheureusement, la nécrologie politique du *Frankfurter Zeitung* s'est avérée prématurée de douze ans. Moins d'un mois après sa parution, Adolf Hitler était à la tête du gouvernement allemand. L'histoire de cette tournure inattendue et calamiteuse des évènements a été si souvent racontée qu'une brève esquisse suffira ici. Schleicher, bien qu'il ait occupé à la fois la Chancellerie et le ministère de la Défense, occupait une position plus précaire que ne laissaient supposer les apparences. Tout comme Papen, il a dû faire face au problème d'une majorité du Reichstag implacablement hostile. Il fit preuve d'une imagination et d'une audace considérables pour tenter d'obtenir le soutien parlementaire, ou du moins la

tolérance, de la part de politiciens allant du SPD de gauche au NSDAP. Mais au bout du compte, tous ses stratagèmes échouèrent. Même le DNVP passa dans l'opposition, laissant Schleicher avec une base de soutien encore plus étroite que celle dont Papen disposait. Alors que la Chambre devait se réunir à nouveau à la fin du mois de janvier, Schleicher, comme Papen avant lui, demanda au Président Hindenburg de dissoudre le Reichstag et de reporter indéfiniment de nouvelles élections, afin que le cabinet puisse gouverner au moyen des pouvoirs d'urgence présidentiels sans interférence du Parlement. Cependant, Hindenburg, sous l'influence de la camarilla qui l'entourait, ne supportait plus Schleicher. Il refusa un décret de dissolution au Chancelier, qui présenta sa démission le 28 janvier. Le Président confia alors la tâche de sonder les partis au sujet d'un nouveau gouvernement à Papen, dont il ne s'était séparé qu'à contrecœur en décembre et qui aspirait à la fois à un retour au pouvoir et à une revanche sur Schleicher. Sur la base des négociations avec Hitler et d'autres ennemis de Schleicher qui avaient commencé début janvier, Papen avait fait miroiter à Hindenburg la perspective d'un large gouvernement nationaliste qui engloberait le DNVP, le NSDAP et l'organisation des vétérans Stahlelm. Après plusieurs jours d'intrigues élaborées, au cours desquelles même Schleicher s'était rangé derrière la candidature de Hitler dans l'espoir de bloquer le retour au pouvoir de Papen, un nouveau cabinet entre en fonction le 30 janvier 1933. Hitler devient Chancelier, avec Papen comme Vice-Chancelier et commissaire pour la Prusse, tandis que Hugenberg prend en charge les ministères de l'Économie et de l'Agriculture. Werner von Blomberg, un général favorable à la nouvelle combinaison, remplace Schleicher au poste de Ministre de la défense. Outre Hitler, le cabinet ne comprend que deux autres Nationaux-Socialistes, Wilhelm Frick comme Ministre de l'intérieur et Hermann Göring comme Ministre sans portefeuille, chargé des fonctions de ministre-président prussien. Il se proclame immédiatement « gouvernement de concentration nationale ». Deux jours plus tard, après l'échec des négociations entre Hitler et le Parti du Centre, excluant ainsi une base parlementaire pour le nouveau cabinet, le Reichstag est dissous par décret présidentiel et de nouvelles élections nationales sont prévues pour le 5 mars.

De nombreux aspects de cette évolution capitale ont depuis lors fait l'objet de controverses, mais aucun ne l'a été davantage que le rôle des grandes entreprises. De nombreux observateurs contemporains lui ont immédiatement attribué un rôle important, voire crucial, dans les évènements qui ont conduit à l'installation de Hitler à la Chancellerie. À quelques nuances près, d'innombrables traitements ultérieurs du sujet ont fait écho à cette allégation. L'accusation généralisée se divise, à l'examen, en trois parties. Premièrement, il est allégué que les grandes entreprises ont joué un rôle essentiel dans la réconciliation entre Papen et Hitler qui a rendu possible leurs intrigues contre Schleicher et leur coopération dans la formation du cabinet du 30 janvier. Deuxièmement, on

prétend que les grandes entreprises ont sauvé le NSDAP de la ruine financière après la réconciliation entre Hitler et Papen, juste à temps pour permettre un triomphe électoral national-socialiste dans une élection d'État qui a rallié le National-Socialisme pour sa tentative finale et victorieuse de conquête du pouvoir. Troisièmement, on soutient que les grandes entreprises ont aidé à retourner Hindenburg contre Schleicher et à vaincre sa résistance à nommer Hitler Chancelier. À la lumière des preuves accumulées depuis un demi-siècle, chacune de ces trois allégations s'avère insoutenable.

L'accusation selon laquelle les grandes entreprises ont contribué à rapprocher Hitler et Papen repose sur le rôle du baron Kurt von Schröder, le banquier de Cologne chez qui les deux hommes politiques se sont rencontrés le 4 janvier 1933. Cette rencontre est considérée à juste titre comme une étape majeure, car à cette occasion, les deux conspirateurs mettent de côté leurs différends passés et commencent à intriguer pour remplacer le cabinet de Schleicher par un cabinet que chacun espère contrôler. La scène de leur rencontre, la présence de Schröder et son rôle dans les dispositions prises pour réunir les deux hommes politiques ont conduit de nombreuses personnes à supposer que le banquier – et donc le grand patronat – a joué un rôle essentiel dans la collaboration entre Papen et Hitler qui a abouti à la formation du cabinet du 30 janvier.(1) Cette supposition repose sur un certain nombre d'idées fausses. Si la maison de Schröder a été choisie comme lieu de réunion, c'est parce que son emplacement était pratique pour Papen et Hitler, qui avaient tous deux prévu de voyager en Rhénanie. Ils cherchaient un lieu de rendez-vous secret et confidentiel, et Schröder faisait partie des quelques personnes qui étaient au courant de leur intention de se rencontrer.(2) Quant à la participation de Schröder à la réunion, autant Schröder que Papen ont convenu plus tard que le banquier n'avait joué aucun rôle, et Papen a maintenu que Schröder n'avait été présent que pendant une partie de sa longue conférence avec Hitler.(3) Il semble pour le moins farfelu de suggérer qu'un outsider politique tel que Schröder ait pu influencer les décisions d'hommes tels que Papen et Hitler en janvier 1933. En tout état de cause, Schröder ne pouvait pas parler au nom des grandes entreprises, comme on le laisse souvent entendre. Il n'était qu'un associé d'une banque provinciale de taille moyenne dont l'implication personnelle dans la grande industrie consistait à siéger dans les conseils de surveillance largement honorifiques de plusieurs entreprises industrielles. Il avait peu de contacts avec les personnalités importantes du monde des affaires et restait inconnu de la plupart d'entre elles jusqu'à ce qu'il s'engage politiquement au nom du NSDAP au cours de la seconde moitié de 1932.(4) Il ne devint pas pour autant leur agent ou leur porte-parole.

Schröder a pu jouer son rôle non pas parce qu'il jouissait d'une grande importance en tant que figure du monde des affaires, mais plutôt parce qu'il constituait un maillon clé dans une chaîne fortuite de relations personnelles grâce

auxquelles des communications pouvaient se développer entre deux hommes qui souhaitaient se rencontrer : Papen et Hitler. Les contacts de Schröder avec Hitler remontent à l'enrôlement du banquier, à la fin du mois de mai, par le National-Socialiste Wilhelm Keppler dans le cercle de conseillers économiques que l'ancien petit entrepreneur mettait alors en place sur ordre de Hitler. Comme nous l'avons déjà mentionné, Schröder connaissait Keppler pour avoir tenté sans succès, quelques années auparavant, d'obtenir un prêt pour une entreprise commerciale. Peu de temps après que Schröder ait accepté de rejoindre le cercle de Keppler, un homme politique avec lequel il partageait une connaissance mutuelle a pris une importance inattendue : Franz von Papen devint Chancelier du Reich. Peu de temps après, Schröder rencontre Papen par le biais de leur connaissance mutuelle.(5) Étant l'une des rares personnes à avoir accès à la fois à Papen et à Hitler, deux hommes que sépare un large fossé social, Kurt von Schröder devient ainsi fortuitement un homme aux relations potentiellement très utiles. Ces relations prennent une grande importance lorsque Schröder rencontre Papen le 16 décembre 1932, au Herrenklub de Berlin, où il vient d'entendre l'ancien Chancelier révéler dans un discours son mécontentement à l'égard du cabinet Schleicher et son inclinaison favorable à l'inclusion du NSDAP dans le gouvernement.(6) Un mois auparavant, Schröder avait été amené par Keppler à espérer que Papen verrait d'un bon œil la nomination de Hitler à la Chancellerie et pourrait même intercéder auprès de Hindenburg en faveur du chef national-socialiste. Le discours de l'ancien Chancelier a donc éveillé son intérêt et l'a conduit à s'entretenir avec Papen par la suite.(7) Papen, dont les récits des évènements qui ont conduit à la nomination de Hitler sont notoirement peu dignes de confiance, a affirmé plus tard que Schröder avait abordé pour la première fois le sujet d'une rencontre avec Hitler à cette occasion.(8) À l'époque, Schröder a publiquement revendiqué la responsabilité de l'initiative de la rencontre.(9) Après la guerre, il a déclaré à plusieurs reprises que l'initiative venait de Papen.(10) Il n'y a aucun moyen de déterminer quelle version est vraie, mais il semble tout aussi probable que ce soit Papen, plutôt que Schröder, qui ait évoqué le premier la possibilité d'une rencontre avec Hitler.

Même si Schröder a pris l'initiative de réunir Papen et Hitler, aucune preuve ne vient étayer l'hypothèse répandue selon laquelle il aurait agi au nom des grandes entreprises. Il était peut-être convaincu, comme il l'a laissé entendre après la guerre, à Nuremberg, qu'il agissait dans l'intérêt du monde des affaires, mais ses dirigeants n'étaient pas au courant de ses actions. Aucun des grands industriels dont les opinions et les activités pour cette période sont documentées n'a eu de contact consigné avec Schröder en décembre 1932 ou janvier 1933, ou n'a montré de signes de connaissance de ses activités.(11) Même le National-Socialiste Fritz Thyssen n'a su ce que faisait Schröder qu'après la réunion du 4 janvier.(12) Dans une déclaration sous serment que Schröder a présentée à

Nuremberg en 1947, et qui a fait l'objet de beaucoup d'attention dans les écrits sur la rencontre Papen-Hitler, le banquier a déclaré qu'avant de se conformer au souhait de Papen de parler avec Hitler, il avait consulté *« un certain nombre de messieurs de la communauté des affaires »* (*die Wirtschaft*) et s'était informé de l'attitude de cette communauté envers une collaboration entre Papen et Hitler, qu'il avait trouvée favorable.(13) Cette déclaration a été présentée comme une preuve indiscutable que Schröder a agi au nom des grandes entreprises.(14) Ceux qui adoptent cette position n'ont cependant pas mentionné un long interrogatoire de Schröder à Nuremberg, au cours duquel on lui a demandé d'identifier les hommes d'affaires qu'il avait consultés.(15) À la question de savoir s'il avait parlé avec des hommes tels que Carl Duisberg ou Carl Bosch d'IG Farben, Schröder a expliqué qu'il ne l'avait pas fait puisqu'il n'avait pratiquement aucun contact avec Duisberg et qu'il n'avait même pas encore rencontré Bosch. À la question de savoir s'il avait consulté quelqu'un au Reichsverband industriel, Schröder a répondu qu'il n'avait en 1932 *« rien à voir avec l'industrie »* et qu'il ne connaissait pas le fonctionnement du Reichsverband. Lorsque l'interrogateur continue à le presser sur l'identité des hommes d'affaires avec lesquels il prétend avoir parlé en décembre 1932, Schröder admet que ses sondages ne sont pas allés plus loin que le cercle Keppler. Comme nous l'avons déjà mentionné, les membres de ce groupe d'inspiration nationale-socialiste et dirigé par des Nationaux-Socialistes ne constituaient en aucun cas, comme on le prétend si souvent, un ensemble impressionnant ou représentatif de cadres. Les encouragements qu'ils ont prodigués à Schröder ne constituent pas un soutien de la part des grandes entreprises allemandes pour son rôle dans le rapprochement entre Papen et Hitler. Le témoignage de Schröder lors de son interrogatoire sur l'importance que revêtait pour lui le cercle Keppler semble confirmé par le fait qu'il a immédiatement confié les préparatifs de la rencontre Papen-Hitler au chef du cercle, le National-Socialiste Wilhelm Keppler. En prenant ces dispositions, Keppler n'a utilisé Schröder que comme intermédiaire auprès de Papen et comme hôte pratique pour ce qui s'est avéré être un échange capital entre deux politiciens sans scrupules désireux de collaborer sur la base de l'une des formules les plus primitives de la politique, à savoir que l'ennemi de mon ennemi est mon ami.(16) Comparé aux rôles joués par Franz von Papen et Adolf Hitler le 4 janvier 1933, celui de Kurt von Schröder se résume à celui d'un simple porte-lance sur la scène de l'histoire.

Lorsqu'un journal berlinois, qui avait eu vent de la rencontre de Papen avec Hitler à temps pour poster un reporter devant la maison de Schröder, publia rapidement l'histoire sensationnelle de la rencontre de Papen avec le chef national-socialiste, cette nouvelle donna immédiatement naissance à une légende qui s'est depuis lors fermement ancrée dans les récits historiques de l'évènement : l'aide financière à grande échelle des grandes entreprises est allée aux Nationaux-

Socialistes à la suite d'un accord conclu lors de la réunion du 4 janvier 1933 chez Schröder.[17] Aucune preuve ne sous-tendait les rapports à cet effet, qui ont immédiatement proliféré dans la presse de gauche. Hitler, Papen et Schröder ont tous nié par la suite qu'il avait été question d'argent, et aucune preuve n'est venue depuis contredire leurs démentis.[18] La logique politique de la situation militait, en tout cas, contre toute tentative de Hitler de collecter des fonds pour le NSDAP de cette manière. Pour ce faire, il aurait dû admettre, au moins tacitement, que son mouvement était dans le besoin, un aveu qui n'aurait pu qu'affaiblir sa position de négociation dans la poursuite de son objectif primordial, la Chancellerie. Les journalistes gauchistes allemands n'ont cependant pas pensé à des considérations aussi évidentes. Dès qu'ils ont appris que la réunion avait eu lieu chez le « grand banquier » Schröder, comme le quotidien communiste *Die Rote Fahne* l'a décrit avec une délectation évidente et un point d'exclamation entre parenthèses, ils connaissaient avec certitude sa véritable signification.[19] *« Puisque Hitler a été fortement financé par de nombreux groupes de l'industrie rhéno-westphalienne »*, apprenaient les lecteurs de *Die Rote Fahne*, *« et puisque de telles subventions sont habituellement acheminées par des banques privées, le contexte de cette réunion devient clair. »*[20] Les capitalistes qui, pendant tout ce temps, s'étaient cachés dans l'ombre derrière le National-Socialisme avaient enfin été surpris dans leur sale besogne. Ou, selon certaines versions, la découverte de la réunion signifiait que Hitler, *« l'agent de la grande industrie »*, comme le qualifiait l'organe *Vorwärts* du SPD, avait été pris *« en flagrant délit »* avec ses patrons du grand capital.[21]

Pour ceux qui sautaient à de telles conclusions, aucun doute ne subsistait sur la véritable nature du National-Socialisme. Il se révélait être l'outil démagogique des mêmes exploiteurs du peuple qui manipulaient également des marionnettes politiques plus visibles telles que Schleicher, Papen et Hugenberg. Dans de nombreuses versions élaborées avec imagination, ce message se multiplia dans les publications de gauche en Allemagne au cours des dernières semaines cruciales de janvier 1933. Alors que Hitler se dirigeait vers son objectif de chancellerie avec un sens certain des réalités du pouvoir, ses adversaires de gauche proclamaient avec exaltation un message finalement désespérant et incapacitant, qui, selon eux, avait été confirmé par la réunion du 4 janvier : que le Chancelier du Reich se soit nommé Schleicher, Papen ou Hitler ne faisait aucune différence puisque tous étaient de simples outils des capitalistes.[22] Les analystes de gauche s'étaient convaincus qu'en portant à l'attention du peuple allemand cette corroboration incontestable de leur interprétation idéologique du National-Socialisme, ils pourraient déclencher une répulsion populaire massive qui, d'une manière ou d'une autre, balayerait le National-Socialisme dans l'oubli. Ceux qui, parmi eux, ont survécu aux conséquences épouvantables de la débâcle politique qui s'annonçait, ont sans doute trouvé plus tard une certaine consolation dans les nombreux triomphes obtenus dans les livres d'histoire ultérieurs grâce à leur

interprétation délibérément biaisée de la rencontre Hitler-Papen, selon laquelle Kurt von Schröder, et non Franz von Papen ou Adolf Hitler, apparaissait comme le principal participant.(23)

Certains auteurs qui se sont penchés sur l'histoire de cette période, ne pouvant accepter l'entière version gauchiste de la réunion du 4 janvier, ont allégué, tout en laissant la question de la causalité vague, que de grandes quantités d'argent capitaliste ont afflué vers le NSDAP immédiatement après cet évènement.(24) Mais aucune preuve convaincante ne vient non plus étayer cette allégation. Rien n'indique que les Nationaux-Socialistes aient reçu une infusion notable de fonds en janvier 1933, de quelque source que ce soit, et encore moins de la part des grandes entreprises. Les journaux intimes publiés de Goebbels, maintes fois cités à l'appui de telles allégations, ne révèlent rien de tel.(25) Pas plus que la campagne du NSDAP pour les élections du 15 janvier dans l'État de Lippe-Detmold. Une stratégie qui s'est avérée fructueuse a consisté à s'appuyer presque totalement sur la technique nationale-socialiste habituelle consistant à faire payer la campagne par elle-même.(26) En quête des 100 000 électeurs de Lippe-Detmold, le NSDAP a couvert ce petit État de pas moins de trente-huit rassemblements de masse au cours des douze jours précédant le scrutin. Pour raviver l'intérêt de l'électorat, les Nationaux-Socialistes mobilisèrent la plupart des « gros bras » oratoires du parti, dont Hitler, qui prendra lui-même la parole dans pas moins de dix-sept rassemblements en l'espace de deux jours. Et, pour couvrir leurs dépenses, les Nationaux-Socialistes faisaient payer à ceux qui venaient écouter ces célébrités des droits d'entrée largement supérieurs aux tarifs habituels. La stratégie fonctionne. Le NSDAP regagne à Lippe-Detmold suffisamment de voix qu'il avait perdues en novembre pour proclamer le résultat comme une victoire. Mais la campagne s'avère difficile sur le plan financier. À une occasion au moins, un huissier a mis sous séquestre les recettes du guichet d'un rassemblement du parti pour répondre à la demande de créanciers impatients.(27) Dans ses mémoires d'après-guerre, Otto Dietrich, qui fut l'attaché de presse de Hitler en janvier 1933, se souvient que l'adjudant du chef du parti lui avait demandé d'urgence, à un moment donné de la campagne de Lippe, un prêt personnel de 2 000 marks, expliquant qu'il n'avait pas assez d'argent pour payer le loyer exigé à l'avance pour la salle dans laquelle Hitler devait prendre la parole le lendemain.(28)

En tout état de cause, l'argent n'avait qu'une importance très limitée en janvier 1933. La clé du pouvoir résidait dans l'influence exercée sur Hindenburg, qui seul possédait l'autorité constitutionnelle pour nommer un chancelier et autoriser ou refuser la dissolution du Reichstag. Ainsi, la plus grave de toutes les accusations portées contre les grandes entreprises est qu'elles ont aidé à retourner le Président contre Schleicher et vers Hitler. Or, aucune preuve indiquant que les milieux d'affaires ont fait appel à Hindenburg pour obtenir le renvoi de Schleicher ou la

nomination de Hitler n'a jamais été apportée à l'appui de cette accusation.[29] Bien au contraire, la seule tentative documentée d'intervention au plus haut niveau auprès de Hindenburg de la part de *die Wirtschaft* en janvier 1933 visait à mettre en garde le Président contre l'installation d'un cabinet de droite comprenant le NSDAP. Cette intervention, qui venait du côté du Reichsverband industriel, doit être considérée à la lumière d'une lettre du 26 janvier 1933, dans laquelle Ludwig Kastl, le directeur exécutif de cette organisation, rendait compte des questions politiques à son président, Gustav Krupp von Bohlen, alors en vacances en Suisse.[30] Kastl informe Krupp que la situation à Berlin est devenue impénétrable. Il note que la décision du DNVP de se prononcer contre le cabinet Schleicher est généralement déplorée, et il trouve alarmante la spéculation selon laquelle le DNVP pourrait chercher à former un nouveau gouvernement avec les Nationaux-Socialistes. Le même jour, il avait appris par le secrétaire d'État de Schleicher, Erwin Planck, que l'on parlait d'un cabinet Papen-Hitler-Schacht. Papen reprendrait, selon cette rumeur, la Chancellerie ; Hitler deviendrait Ministre de la défense et de l'intérieur ; Schacht serait nommé Ministre des finances ; et Hugenberg prendrait en charge les ministères de l'Économie et de l'Agriculture. Kastl ne laisse aucun doute sur son évaluation négative d'un tel cabinet. Accorder à Hugenberg le contrôle des deux ministères concernés par les questions économiques aurait pour conséquence, craignait-il, de faire triompher, dans le domaine de la politique commerciale, le protectionnisme agraire tant redouté par l'industrie. Kastl craignait en outre qu'un tel cabinet ne soit une déclaration d'hostilité à l'égard de la majeure partie de la population – il entendait clairement par là les syndicats – et qu'il ne conduise à un désordre civique. Selon Kastl, un tel cabinet était proclamé *Bombenkabinett*, mais il avait l'impression que l'accent était mis davantage sur le mot *Bomben* que sur le *kabinett*. Il se consolait toutefois en pensant qu'une telle combinaison avait peu de chances de réussir. Les Sociaux-Démocrates s'y opposeraient vigoureusement, le Parti du Centre ne la soutiendrait jamais et il était hautement improbable que Hindenberg l'accepte. Après avoir relégué la possibilité inquiétante d'un cabinet Papen-Hitler-Schacht basé sur le NSDAP et le DNVP dans le domaine de l'improbabilité, Kastl poursuit en esquissant ce qu'il considère comme la solution politique la plus souhaitable du point de vue de *die Wirtschaft*. La meilleure façon de sortir de la situation actuelle, explique-t-il à Krupp, est de conserver le cabinet Schleicher. Cela permettrait d'éviter les effets économiquement perturbateurs d'un nouveau changement de gouvernement et de nouvelles élections. Si le Reichstag se montrait rebelle, il faudrait le dissoudre et s'efforcer d'obtenir l'accord des partis pour reporter à l'automne les nouvelles élections, que la Constitution prévoyait dans les 60 jours suivant la dissolution. Il est intéressant de noter que la formule de Kastl coïncide étroitement avec celle privilégiée par Schleicher lui-même à la

fin du mois de janvier 1933, un fait qui n'est probablement pas sans rapport avec les relations cordiales de Kastl avec le secrétaire d'État Planck.(31)

Lorsque Kastl écrit sa lettre à Krupp le 26 janvier, il ne voit pas la nécessité immédiate d'une intervention politique de la part du Reichsverband, mais l'accélération des évènements l'amène à reconsidérer sa position seulement deux jours plus tard. Lorsque, à midi le 28 janvier, la nouvelle de la démission de Schleicher est rendue publique, Kastl se joint immédiatement à Eduard Hamm, le responsable de l'organisation nationale des chambres d'industrie et de commerce, pour soumettre une brève lettre au secrétaire d'État du Président Hindenburg, Otto Meissner. Plus tard, Kastl a déclaré qu'il avait pris cette mesure à l'instigation d'Albert Vögler, de United Steel.(32) Écrivant à titre personnel, mais sur la base de larges sondages dans les milieux d'affaires, Kastl et Hamm soulignent que le calme et la stabilité sont indispensables à la reprise économique. Ils ont insisté pour que les *« difficultés politiques »* actuelles soient traitées de manière à causer le moins de perturbations possible dans le pays.(33) Dans une autre lettre adressée le même jour à Meissner, Kastl a indiqué que depuis l'envoi de sa lettre et de la lettre de Hamm, il s'était entretenu par téléphone avec Krupp et avait constaté que le président du Reichsverband approuvait pleinement la position que lui et Hamm avaient adoptée.(34) Meissner a répondu, également le 28, reconnaissant qu'il avait porté les deux lettres à l'attention de Hindenburg, qui, écrivait-il, souhaitait également résoudre les problèmes politiques en suspens avec le moins de perturbations possible pour le monde des affaires.(35) Plus tard, après la nomination de Hitler en tant que Chancelier, des rumeurs concernant cette lettre du 28 janvier ont constitué la base d'accusations virulentes selon lesquelles Kastl et Krupp étaient intervenus à la dernière minute auprès de Hindenburg au nom du Reichsverband dans le but de bloquer la nomination du chef national-socialiste à la Chancellerie.(36) Le libellé de ces très brèves lettres n'étayait pas cette accusation, de sorte que Kastl et Krupp pouvaient la nier sans crainte. Mais si l'on replace les lettres dans le contexte de l'opinion exprimée par Kastl dans sa lettre du 26 janvier à Krupp et du dégoût non dissimulé de Krupp pour le National-Socialisme, l'accusation prend une validité considérable.(37) Il semble également très improbable que Meissner, ce curieux bien informé, soit resté si ignorant des attitudes d'hommes éminents tels que Kastl et Krupp qu'il n'ait pas saisi l'avertissement contre un *Bombenkabinett* incluant les Nationaux-Socialistes qui se trouvait entre les lignes des lettres qui lui ont été soumises le 28 janvier. La possibilité d'une telle ignorance de la part de Meissner diminue d'autant plus que le commissaire à la création de Schleicher, Günther Gereke, s'est souvenu plus tard que le beau-frère et confident de Krupp, Tilo von Wilmowsky, qui était rarement, voire jamais, en désaccord avec Krupp sur les questions politiques, s'était prononcé au cours de la dernière semaine de janvier 1933 contre toute manipulation du cabinet Schleicher.(38) La prise de position

simultanée de Kastl et de Krupp au nom du Reichsverband, aussi prudente soit-elle, représentait une rupture sans précédent avec les pratiques antérieures. Tout au long de l'ère républicaine, les dirigeants de cette organisation avaient soigneusement évité de tenter d'influencer la formation des cabinets, conscients des conséquences désagréables d'avoir à traiter, en cas d'échec, avec des chanceliers et des ministres dont ils avaient contesté la nomination.(39) Pourtant, le 28 janvier 1933, le directeur général du Reichsverband, ainsi que son homologue de l'organisation nationale des chambres de commerce et d'industrie, se sont suffisamment alarmés pour aller au moins jusqu'à tenter d'influencer le choix du nouveau gouvernement par le Président Hindenburg. Et à la lumière de ce que l'on sait des opinions de Kastl et de Krupp, leurs messages au Président équivalaient à une mise en garde contre l'arrivée au pouvoir de Hitler et de son parti.(40)

Quant aux partisans et sympathisants de Hitler dans les milieux des grandes entreprises, aucune preuve ne suggère même qu'ils soient intervenus en sa faveur auprès de Hindenburg en janvier 1933. L'ardeur de certains sympathisants nationaux-socialistes des grandes entreprises s'était en tout cas refroidie en janvier 1933. Le banquier Emil Georg von Stauss devint moins enthousiaste à l'égard du NSDAP après une attaque de la presse nationale-socialiste à son encontre au cours de l'été 1932 ; ses activités politiques enregistrées par la suite se concentrèrent sur les efforts visant à soutenir son ancien parti, le DVP.(41) Le journaliste et lobbyiste August Heinrichsbauer a continué à promouvoir Gregor Straßer après la rupture de ce dernier avec Hitler. Il en va de même pour Hans Reupke, le National-Socialiste admirateur du fascisme italien qui travaillait comme expert juridique pour le Reichsverband industriel. Au cours du mois de janvier, Reupke et Heinrichsbauer, qui en étaient tous deux venus à considérer un cabinet Hitler comme une menace pour l'économie, collaborèrent secrètement aux plans de retour de Straßer au sein du NSDAP. (42) Fritz Thyssen resta fidèle à Hitler mais ignorait également les intrigues de la fin janvier, ne recevant aucun appel pour faire jouer l'influence qu'il avait à Berlin.(43) On peut supposer qu'à la fin janvier 1933, Hitler s'est rendu compte qu'un appui d'un homme d'affaires comme Thyssen ne serait pas d'une grande utilité pour surmonter le seul obstacle restant à sa conquête de la Chancellerie, la résistance de Hindenburg. De toute évidence, Hitler avait conclu que le succès dépendait de sa capacité à monter des rivaux comme Papen et Schleicher les uns contre les autres et à mobiliser en sa faveur les personnes qui, comme le fils de Hindenburg et certains généraux clés, pouvaient exercer une influence directe sur le Président. En ce qui concerne l'armée, les liens de Hitler avec les riches Wagnériens qui l'avaient aidé et parrainé pendant les premières années du parti à Munich ont pris, à un moment clé de la fin janvier 1933, une importance bien plus grande que tout ce qui peut être attribué aux grandes entreprises. Edwin et Helene Bechstein, en mettant leur

maison de Berlin à disposition le 29 janvier pour une réunion secrète entre Hitler et un autre de leurs amis, le chef du commandement de l'armée, le général Kurt von Hammerstein-Equord, apportèrent une aide vitale au chef national-socialiste dans son effort finalement couronné de succès visant à obtenir le soutien de l'establishment militaire pour sa candidature au poste de Chancelier.(44)

Lorsque certains des industriels de la Ruhr les plus actifs politiquement pensent, en janvier 1933, à remplacer Schleicher au poste de Chancelier, leur candidat n'est pas Hitler mais Papen. Ils n'envisagent toutefois pas un changement rapide de gouvernement. Papen lui-même nourrit l'espoir de revenir au pouvoir lorsqu'il rencontre, à sa demande, le 7 janvier au domicile d'Albert Vögler à Dortmund, Krupp von Bohlen, Reusch, Springorum et Vögler.(45) Papen fit croire à ce groupe que Hitler avait abandonné ses demandes de chancellerie et qu'il serait prêt à servir comme partenaire junior dans un *« cabinet de concentration nationale »* au sein duquel le National-Socialisme serait contrôlé par de solides forces bourgeoises.(46) Dans un souci apparent de contrer les rapports de presse faisant état d'une conspiration de sa part avec Hitler contre Schleicher, Papen fait comprendre aux industriels que la réunion de Cologne n'était pas dirigée contre le Chancelier et n'avait donné lieu à aucun plan précis. Toutefois, il indique son intention de jouer un rôle actif dans le ralliement du camp bourgeois pour faire contrepoids au National-Socialisme. Il a également laissé à ses amis industriels l'impression qu'il se rendrait éventuellement disponible pour diriger un *« cabinet de concentration nationale. »* Les nouvelles de Papen ont été bien accueillies par les industriels de la Ruhr avec lesquels il s'est entretenu à Dortmund le 7 janvier. Ils avaient de sérieuses réserves quant à la politique économique de Schleicher et – au moins dans le cas de Reusch – se méfiaient encore du Chancelier en raison du soupçon qui pesait sur lui selon lequel il avait utilisé à ses propres fins une partie des fonds des Ruhrlades qui lui avaient été acheminés pendant la campagne électorale de l'été 1932. Les industriels réunis à Dortmund répondent positivement au projet de Papen de lier les Nationaux-Socialistes à un gouvernement dominé par les conservateurs. Reusch considérait l'inclusion des premiers dans le gouvernement comme très souhaitable, car il pensait que la formation d'un gouvernement nationaliste fort, basé sur une majorité du peuple, renforcerait la main de la politique étrangère de l'Allemagne dans l'année à venir, alors qu'il s'attendait à des développements diplomatiques majeurs qui pourraient éventuellement conduire à des révisions significatives de l'accord de Versailles. Reusch pense qu'un tel gouvernement soutiendrait également la position de l'Allemagne à la Conférence économique mondiale prévue pour l'été. Il se réjouit de l'annonce faite par Papen à Dortmund selon laquelle Hitler est désormais prêt à renoncer à la Chancellerie, mais il s'inquiète des informations selon lesquelles le chef national-socialiste aurait des visées sur le ministère de la Défense, un arrangement que Reusch considère comme exclu.

Si les industriels qui rencontrent Papen le 7 janvier sont d'accord avec lui sur les objectifs, ils ne sont cependant pas d'accord avec lui sur la meilleure façon de les atteindre. Ils quitteront la réunion de Dortmund avec l'impression que l'ancien Chancelier jettera les bases d'un retour en force en cherchant à s'emparer de la direction du DNVP. Dans les milieux industriels, le sentiment s'était développé depuis un certain temps en faveur du remplacement de l'abrasif et obstiné Hugenberg par un leader plus attrayant, qui se montrerait plus sensible aux intérêts de *die Wirtschaft*. Ceux qui, comme Reusch, étaient en faveur de cette mesure attendaient du DNVP qu'il devienne, sous sa nouvelle direction, un pôle d'attraction pour les électeurs bourgeois laissés politiquement à la rue par le déclin des anciens partis du centre, ainsi que pour ceux qui avaient auparavant fait défection au NSDAP mais montraient maintenant des signes de désillusion avec ce mouvement. Ayant l'impression que Papen était prêt à prendre le contrôle du DNVP, Reusch et ses amis entreprirent en janvier de mobiliser les forces anti-Hugenberg au sein du DNVP.(47) Même Vögler, jusque-là fidèle à Hugenberg, a accepté ce plan à la suite de la rencontre de Dortmund avec Papen. Il s'engagea à convaincre le chef du DNVP, à la personnalité rigide, d'accepter au moins Papen comme son adjoint et héritier présomptif.(48) Le projet de remplacer Hugenberg par Papen aurait pu avoir un sens à une date antérieure, bien que sa faisabilité même à cette époque reste douteuse. Mais l'idée que la prise de contrôle par Franz von Papen du parti de la vieille droite, meurtri et appauvri, puisse représenter une étape significative vers la résolution de la crise politique de janvier 1933 témoigne éloquemment d'un étonnant manque de perspicacité de la part de certains des industriels allemands les plus actifs politiquement, ainsi que de leur éloignement de la réalité.

Le projet du DNVP est resté lettre morte, Papen ne montrant aucun intérêt à le poursuivre. Lorsqu'il écrit à Springorum le 20 janvier, il n'en fait pas mention.(49) Au lieu de cela, il rassure l'industriel sur la poursuite de ses efforts pour réaliser une « concentration nationale ». Papen écrit qu'il se heurte à la résistance de Hitler, qui se montre à nouveau réticent, après les bons résultats du NSDAP aux élections de Lippe-Detmold, à se résigner à la position de « partenaire en second » dans un cabinet basé sur une telle formule. Il ne restait que deux possibilités, poursuit Papen. L'une d'entre elles correspondait manifestement à ses prédictions au cas où le cabinet Schleicher resterait inchangé, bien qu'il n'ait pas mentionné le nom du Chancelier. Cette voie conduirait, prévient Papen, à une dissolution du Reichstag et à de nouvelles élections, des développements qu'il a qualifiés de très préjudiciables pour *die Wirtschaft* et peu susceptibles d'apporter une solution à l'impasse politique.

La seconde possibilité, que Papen a clairement privilégiée, impliquait une loi d'habilitation parlementaire pour un cabinet reconstruit *« avec Hitler »*, une formulation telle qu'elle ne permettait pas de savoir qui occuperait la

Chancellerie. Quelle que soit l'issue de ces deux possibilités, Papen a souligné que les forces politiques bourgeoises de l'Allemagne devaient être ralliées *« pour faire contrepoids à Hitler »*. Papen demande alors de l'aide pour ses tentatives à cet égard, répétant une proposition qu'il avait déjà faite à Springorum, le trésorier de la Ruhrlade, vraisemblablement lors de la réunion de Dortmund du 7 janvier. Il demande une subvention mensuelle, pendant un mois ou deux, de 5 000 marks, avec laquelle il se propose d'installer un petit bureau à Berlin qui le tiendrait informé en surveillant la presse provinciale et en repérant les occasions d'intervention. En répondant à la lettre de Papen le 24 janvier, Springorum observe qu'un raidissement de la position du NSDAP après les élections de Lippe-Detmold était prévisible, mais qu'il avait depuis détecté une fois de plus une plus grande inclination des Nationaux-Socialistes à coopérer avec la droite bourgeoise.(50) Il assure Papen de son soutien aux efforts d'unification des forces politiques bourgeoises en vue d'une « concentration nationale ». Springorum ne voyait cependant pas l'intérêt de créer un petit bureau du type de celui proposé par Papen, qui, selon lui, *« se faisait des illusions »*. Il était ressorti de leur entretien précédent, poursuit Springorum, en croyant que Papen avait l'intention d'obtenir une base organisationnelle solide pour son entreprise en entrant personnellement dans le DNVP. Seule cette étape, insiste l'industriel, permettrait d'espérer la création d'un mouvement national fort qui pourrait garantir un gouvernement national stable incluant le NSDAP. Lorsque la lettre de Springorum parvient à Papen à Berlin, l'ancien Chancelier vise des enjeux bien plus élevés et des résultats bien plus rapides que ce qu'il avait laissé entendre à ses amis industriels. Il préparait la voie, en coulisses et par le biais d'intrigues, à l'éruption volcanique qui allait très bientôt transformer radicalement le paysage politique allemand. Avec un retour au pouvoir apparemment à sa portée, Papen laissa sans surprise dans l'ombre les hommes de la Ruhr, étroits d'esprit et sans imagination, qui ne pouvaient encore penser qu'en termes conventionnels de partis politiques et restaient donc embourbés à un niveau de stratégie politique qu'il avait désormais transcendé, alors qu'il poursuivait son plan visant à exploiter Adolf Hitler pour servir ses propres objectifs.

Un groupe d'intérêt économique a contribué à la réalisation du projet de Papen, mais ce n'était pas *die Wirtschaft*. Cette aide provenait plutôt des agrariens d'Allemagne.(51) Dirigés par le Reichslandbund bien organisé, dans lequel l'infiltration nationale-socialiste avait alors pris des proportions importantes, les porte-parole du « Front vert » allemand adressèrent un chœur de plaintes de plus en plus bruyant au cabinet Schleicher en janvier 1933. Le refus du cabinet de suspendre les saisies de terres agricoles avait offensé pratiquement tous les intérêts agricoles du pays. Son refus d'imposer des quotas d'importation stricts sur les denrées alimentaires avait contribué à aliéner davantage de nombreux groupes agraires. Les Junkers et d'autres propriétaires fonciers de Prusse orientale

nourrissaient un grief particulier, découlant des plans du cabinet visant à diviser les grands domaines en faillite de cette province arriérée en fermes familiales dans le cadre d'un plan de réinstallation des chômeurs sur les terres. Ces Elbiens de l'Est ont été encore plus indignés lorsque le cabinet n'a fait aucun effort pour étouffer les conclusions d'une enquête parlementaire qui avait découvert de nombreux cas de mauvaise utilisation par les propriétaires fonciers des fonds gouvernementaux versés dans le cadre du programme Osthilfe institué sous Brüning pour aider l'agriculture en difficulté des provinces de l'Est. À la mi-janvier, le cabinet Schleicher avait en effet rompu ses relations avec le Reicslandbund pour protester contre son agitation démagogique, et les agrariens étaient entrés dans une opposition totale. Cette opposition avait une force politique particulière en raison de l'alignement de certains des plus anciens et des plus proches amis du Président Hindenburg sur le Reichslandbund. Les propriétaires fonciers de l'est de l'Elbe, comme Elard von Oldenburg-Januschau, disposaient, en vertu de leur accès privilégié et privé à l'oreille présidentielle, d'une arme particulièrement puissante, et tout indique qu'ils n'ont pas hésité à l'utiliser contre Schleicher.

Les agrariens n'ont pas cherché à obtenir l'aide des grandes entreprises dans leur attaque contre le cabinet Schleicher, et ils n'auraient probablement pas reçu de réponse positive s'ils l'avaient fait en janvier 1933. À cette époque, les relations entre *die Wirtschaft* et le Reichsblandbund sont au plus bas. Les demandes croissantes des porte-parole agraires en faveur d'une augmentation des droits de douane et d'une diminution des quotas d'importation de denrées alimentaires étrangères font craindre aux milieux industriels et financiers un passage à l'autarcie agricole pure et simple, aux conséquences ruineuses pour les exportations manufacturières de l'Allemagne. Ces craintes étaient devenues suffisamment pressantes en janvier pour susciter un renouveau de la collaboration entre l'industrie et les syndicats, les porte-parole de ces deux groupes d'intérêt unissant leurs forces pour exhorter le cabinet Schleicher à ne pas capituler devant les exigences des agrariens en matière de politique commerciale.(52) La communication entre les organisations industrielles et le Reichslandbund avait alors pris un ton de franche hostilité. En décembre 1932, les dirigeants du Reichslandbund avaient encore exacerbé les frictions nées de leur conflit d'intérêts frontal avec l'industrie en autorisant des attaques publiques dans la presse de leur organisation contre le président du Reichsverband, Krupp von Bohlen, et un porte-parole de l'industrie chimique, Edmund Pietrkowski.(53) La détérioration des relations qui a résulté de cette violation des pratiques acceptées en matière de lobbying a empêché le type de collaboration entre les grandes entreprises et les Junkers contre Schleicher que les journalistes de gauche ont inventé à l'époque sans le bénéfice de preuves et que de nombreux auteurs de textes historiques ont perpétué depuis.(54)

L'apogée du drame politique de janvier 1933 prend les dirigeants politiques des grandes entreprises au dépourvu. Krupp von Bohlen, qui ne s'est pas associé aux efforts de Springorum, Reusch et Vögler pour promouvoir le retour de Papen, reste isolé dans sa maison de vacances en Suisse, où il est tombé malade. Une lettre qu'il a écrite de là au Reichsverband le 30 janvier révèle qu'il n'avait aucune idée des grands évènements en cours dans la capitale.(55) Fritz Springorum part également en voyage fin janvier, après avoir repoussé à la deuxième semaine de février un entretien personnel demandé par Schleicher. Il part avec l'assurance d'un lobbyiste berlinois chevronné de l'industrie de la Ruhr qu'il ne doit s'attendre à aucun changement politique fondamental avant son retour prévu le 7 février.(56) Le vingt-huit, jour de la chute de Schleicher, Reusch ne peut rapporter à Krupp que la grande confusion qui règne à Berlin et que Schleicher va probablement « disparaître ».(57) Malgré ses nombreuses sources d'information, Reusch semble être resté ignorant des machinations à Berlin qui allaient installer Hitler à la tête du gouvernement le 30. Il est certain que ni lui ni les autres chefs d'entreprise n'auraient pu se faire une idée claire des évènements dans la capitale en lisant la presse.(58) Les rumeurs contradictoires abondaient dans les journaux d'affaires conservateurs, qui n'affichaient aucun consensus clair sur l'issue la plus probable ou la plus souhaitable de la crise. Le vingt-neuf, le journal de droite *Rheinisch-Westfälische Zeitung* d'Essen conclut que l'échec de Schleicher et la constellation politique globale excluent toute solution autre qu'un cabinet de « concentration nationale » sous Hitler. Mais le même jour, le *Deutsche Allgemeine Zeitung* de Berlin estime que la revendication de longue date de Hitler pour la Chancellerie pourrait exclure une telle solution, étant donné l'opposition notoire de Hindenburg à lui confier ce poste. Si tel était le cas, le quotidien berlinois prédisait qu'un autre cabinet Papen était probable, mais il avertissait ses lecteurs de ne pas s'attendre à une résolution rapide de la crise. Toujours le vingt-neuf, le *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf exprime l'espoir d'un cabinet dirigé conjointement par Papen et Hitler, qu'il présente comme le seul moyen d'éviter une rupture ouverte avec le Parlement. Mais le même éditorial exprime des doutes quant aux récentes propositions législatives nationales-socialistes qui vont à l'encontre de la formule de Papen pour la relance économique par la stimulation du secteur privé. Le matin du trente, quelques heures seulement avant que Hitler ne devienne Chancelier, le *Frankfurter Zeitung*, un journal libéral, fait état d'une incertitude persistante quant à savoir si ce poste reviendra à Hitler ou à Papen. À midi, lorsque les membres du nouveau cabinet arrivent au palais présidentiel pour les formalités d'usage, même les ministres désignés ne savent pas avec certitude si Papen ou Hitler sera à la tête du gouvernement.(59) Seul un cercle restreint était au courant des tractations qui ont donné naissance au cabinet Hitler, et d'après toutes les indications, il ne comprenait aucun porte-parole des grandes entreprises.

Conformément à la pratique habituelle, les milieux d'affaires ont réagi au changement de cabinet en adoptant une attitude prudente et en essayant de discerner les politiques économiques du nouveau régime. Paul Reusch a exprimé l'attitude dominante lorsqu'il a demandé au rédacteur en chef d'un journal appartenant à sa société d'*« adopter, comme d'habitude, une attitude réservée et calme envers le gouvernement »*. Il a ensuite ajouté : *« Pour l'instant, l'enthousiasme serait inapproprié. »*(60) Le calme de Reusch masquait cependant une grave inquiétude de sa part quant aux conséquences politiques de la dernière tournure des évènements. Il craignait que lors des nouvelles élections au Reichstag, le NSDAP ne submerge les forces bourgeoises au point de les priver de toute voix dans les affaires nationales dans un avenir prévisible. Dans l'espoir d'endiguer la marée nationale-socialiste, Reusch continua à entretenir son projet de longue date d'un parti bourgeois unique et uni et à exprimer son désir irréaliste de voir Hugenberg éliminer un obstacle majeur à ce projet en se retirant de la présidence du DNVP.(61) Ludwig Kastl, du Reichsverband industriel, se montre également très préoccupé par le cabinet qui entre en fonction le 30 janvier 1933.(62) Il prend la décision inhabituelle de participer le lendemain à une conférence au sommet à Berlin avec les directeurs généraux des autres grandes associations nationales de l'industrie, du commerce et des finances. Kastl écrit à Krupp en Suisse qu'ils ont décidé pour l'instant de ne pas chercher à obtenir une audience avec Hitler ou Hugenberg, du moins pas tant qu'aucun autre groupe d'intérêt ne le fasse, de peur de paraître importun. Sa préoccupation immédiate, comme l'indique clairement la lettre de Kastl, est centrée sur Hugenberg. Il craignait que le nouveau Ministre de l'économie et de l'agriculture n'élimine un haut fonctionnaire du ministère de l'Économie qui était favorable à l'industrie ou, pire encore, qu'il submerge tout le ministère dans un nouveau ministère englobant également les ministères de l'Agriculture et du Travail. L'un ou l'autre de ces développements aurait des conséquences très désagréables pour l'industrie, a informé Kastl à Krupp. Il a donc insisté pour que le Reichsverband fasse quelque chose pour les éviter. L'attitude méfiante de Kastl à l'égard du nouveau cabinet semble avoir été largement partagée par les investisseurs, car les cours de la bourse ont fluctué de manière instable pendant les premiers jours du gouvernement Hitler. Un analyste écrivant dans le journal libéral *Frankfurter Zeitung* a expliqué que la platitude (*Lustlosigkeit*) du marché résultait de l'imprécision des déclarations initiales du nouveau cabinet, de l'inquiétude quant aux expériences possibles avec la monnaie et la politique économique, et de l'inquiétude quant aux effets de la nouvelle campagne électorale sur l'économie.(63) Un autre rapport du même journal attribuait l'absence d'inquiétude des investisseurs à l'effet « antiseptique » de la composition mixte du nouveau cabinet, c'est-à-dire à la prépondérance numérique des ministres conservateurs.(64) Trois semaines après l'entrée en fonction du cabinet, les cours des actions sont restés à peu près au même niveau

qu'à la fin du mois de janvier, tandis que les cours des obligations ont quelque peu baissé.(65)

Le fait que même des hommes politiquement conscients comme Reusch et Kastl n'aient pas pris note des implications de l'installation d'Adolf Hitler à la Chancellerie du Reich reflète une myopie généralisée de la part des grands hommes d'affaires allemands. Dans une certaine mesure, cela peut être attribué à leur préoccupation pour des questions qui semblent insignifiantes rétrospectivement, mais qui étaient importantes pour eux à l'époque, comme c'est souvent le cas dans les affaires humaines. Mais dans une large mesure, ils ont été, comme de nombreux investisseurs boursiers et autres contemporains, induits en erreur par la composition du nouveau cabinet, dans lequel les neuf ministres conservateurs surpassaient largement en nombre les trois nationaux-socialistes. En février, Ernst Brandi, de United Steel et du Bergbauverein, s'est dit confiant que les hommes expérimentés de la vieille droite l'emporteraient bientôt sur Hitler. Il a donc insisté pour que le *Münchner Neuesten Nachrichten* [*MNN*], dont il faisait partie du conseil consultatif, soutienne le nouveau cabinet sur le plan éditorial.(66) Karl Haniel, un membre de la Ruhrlade qui siégeait également au conseil consultatif de la *MNN*, prédisait que Hitler serait rapidement écarté mais qu'entre-temps le National-Socialisme libérerait la Ruhr du spectre du communisme. Haniel était donc d'accord avec Brandi pour que le quotidien munichois soutienne le nouveau cabinet sur le plan rédactionnel, malgré les graves réserves que lui et d'autres membres du conseil consultatif nourrissaient à l'égard du National-Socialisme.(67) Aux yeux de nombreux hommes d'affaires, la place prépondérante qu'occupait apparemment dans le cabinet l'homme qui, plus que tout autre homme politique de toute l'ère républicaine, avait gagné leur confiance, revêtait une importance particulière : Franz von Papen. En tant que Vice-Chancelier, Papen semblait, notamment en raison de ses relations étroites et cordiales bien connues avec le Président Hindenburg, représenter une garantie contre toute politique radicale. Ludwig Grauert, dont le rôle de directeur général de l'association patronale industrielle de l'industrie sidérurgique de la Ruhr l'avait mis en contact avec de nombreux cadres, observa plus tard que le nouveau gouvernement avait d'abord semblé n'être pour la plupart qu'un cabinet Papen ressuscité auquel on avait ajouté quelques Nationaux-Socialistes.(68) Papen lui-même alimenta de telles appréhensions en déclarant à des connaissances : *« J'ai la confiance de Hindenburg. Dans deux mois, nous aurons tellement acculé Hitler qu'il couinera. »*(69)

Seuls quelques hommes d'affaires ont percé ces illusions et ont immédiatement reconnu les implications de l'accession de Hitler à la Chancellerie. Lorsque la nouvelle de ce développement est parvenue à Hermann Bücher, de la société d'équipement électrique AEG, lors d'une conférence franco-allemande à Paris, il n'a laissé aucun doute sur sa réaction, s'exclamant *« Et maintenant, tout est*

fini... ».[70] Otto Wolff, le marchand de fer et industriel de Cologne qui s'était allié à Schleicher, soutient le soir du 29 janvier que les informations sur la nomination imminente de Hitler appellent des actions extrêmes de la part du général, qui est resté Chancelier par intérim après sa démission la veille. Wolff exhorta Schleicher à entreprendre ce qui aurait été un coup d'État en déclarant l'état d'urgence, en emmenant Hindenburg sous bonne garde dans sa propriété en Prusse orientale et en arrêtant le général Werner von Blomberg, qui était en route pour Berlin afin de remplacer Schleicher en tant que Ministre de la défense.[71] Malheureusement, ces conseils semblaient trop extrêmes à l'époque, même pour Schleicher, qui allait mourir moins d'un an et demi plus tard aux mains de tireurs nationaux-socialistes dans une maison située à l'extérieur de Berlin et appartenant à Otto Wolff.[72]

Bien que le désir ardent des milieux d'affaires d'une période de stabilité politique durable qui favoriserait la reprise économique ait joué en faveur de l'acceptation du régime Hitler-Papen, ses premières mesures suscitent de sérieux doutes dans les milieux économiques. Dans le domaine du commerce, le cabinet a rapidement accordé des concessions importantes aux demandes protectionnistes des agrariens, en imposant en février des droits d'importation plus élevés sur la viande, le bétail et les graisses ainsi qu'un soutien supplémentaire des prix pour les cultures céréalières.[73] Les protestations contre cette protection accrue de l'agriculture, que les personnalités de *die Wirtschaft* adressèrent à Hugenberg, parfois personnellement, n'eurent aucun effet.[74]

Les hommes d'affaires sont également troublés par la vague d'autodéfense nationale-socialiste qui balaie l'Allemagne après la nomination de Hitler à la Chancellerie. Bien que les actes d'intimidation des Nationaux-Socialistes soient principalement dirigés contre les « marxistes », les syndicalistes et autres adversaires politiques, les propriétaires et les directeurs d'entreprises découvrent qu'ils ne jouissent d'aucune immunité. Certains employeurs se sont retrouvés menacés de représailles politiques, ou même de violence, s'ils n'accédaient pas aux demandes péremptoires d'augmentations, de promotions, ou même de participation à la gestion, formulées par les employés nationaux-socialistes.[75] L'Organisation des Cellules d'Usine National-Socialiste s'est avérée particulièrement assertive, comme l'ont découvert les exploitants de charbon de la Ruhr en février lorsqu'ils ont annoncé leur intention de ne pas renouveler le contrat existant avec les mineurs lorsqu'il expirerait à la fin du mois de mars. Injectant une dose massive de politique dans les relations patronales-syndicales, la branche de la Ruhr de la NSBO dénonce publiquement l'action des exploitants comme un *« sabotage de la reconstruction nationale et sociale »* et les avertit que s'ils ne tiennent pas compte des temps nouveaux, Adolf Hitler leur apprendra que *« penser nationalement signifie agir socialement ».*[76] De tels développements jettent un froid sur le présidium du Reichsverband industriel lorsqu'il se réunit les 16 et 17 février pour évaluer la situation. Dans la première déclaration publique sur le

cabinet Hitler publiée au nom du Reichsverband, le présidium adopte le ton sec et admonitif qu'il avait si souvent employé sous la République. L'attitude de l'industrie à l'égard du nouveau cabinet dépendrait, selon la déclaration, de ses mesures de politique économique. Si les conditions économiques devaient s'améliorer, ajoutait le communiqué, il faudrait éviter de *« troubler l'ordre civil et la paix sociale »*, afin de ne pas détruire les bases de la reprise.(77)

Comme les dirigeants de l'industrie allemande ne tardent pas à le découvrir, les admonestations s'avèrent peu utiles pour traiter avec le cabinet Hitler. Alors que le présidium du Reichsverband se réunissait, son président, Krupp von Bohlen, et plusieurs dizaines d'autres industriels de premier plan reçurent des télégrammes de Hermann Göring, les invitant à assister à une conférence dans sa résidence officielle le 20 février, au cours de laquelle Hitler expliquerait sa politique.(78) S'attendant à une discussion du type de celle à laquelle il avait participé avec les chanceliers précédents, Krupp se prépara à expliquer à Hitler les doutes de l'industrie sur les politiques de son gouvernement. Ses notes montrent qu'il avait l'intention de mettre particulièrement l'accent sur les effets positifs d'une politique commerciale protectionniste qui favorisait l'agriculture.(79) L'un des mémorandums préparés par Krupp pour la conférence à la résidence de Göring appelait à un retour à la démarcation claire entre l'État et l'économie que le Reichsverband avait applaudi comme l'un des accomplissements notables du cabinet Papen. Il exprimait également sa crainte que la purge de la bureaucratie d'État lancée par le nouveau régime ne devienne un simple transfert de postes gouvernementaux d'un parti politique à un autre.(80) Krupp se rendit à la conférence du 20 février bien préparé à parler au nom de l'industrie, mais il n'eut jamais l'occasion de présenter ses doutes ou d'engager un échange de vues du type de celui auquel il avait pris part avec les chanceliers précédents.

Lorsque Krupp et quelque deux douzaines d'autres industriels invités arrivent à la résidence de Göring en fin d'après-midi le 20 février, ils font l'expérience inhabituelle de devoir attendre des fonctionnaires du gouvernement.(81) Ce n'est qu'un quart d'heure après le début prévu de la « conférence » que leur hôte, Göring, apparaît, accompagné de Walther Funk, désormais porte-parole du cabinet. Hitler arrive encore plus tard, accompagné d'Otto Wagener, dont le rôle de chef de la section de politique économique du NSDAP jusqu'en septembre précédent avait rendu son nom anathème dans les cercles des grandes entreprises. Après avoir serré la main de toutes les personnes présentes, Hitler les soumet à l'un de ses longs monologues. Rejetant comme des rumeurs les rapports selon lesquels le nouveau gouvernement prévoyait des expériences audacieuses dans la sphère économique, il passe rapidement au niveau des généralisations, vantant à nouveau, comme si souvent devant des auditoires d'affaires, les vertus de la propriété privée, des droits de succession, de l'initiative individuelle et de la responsabilité personnelle. Il répète sa déclaration de l'année précédente au Club

de l'industrie de Düsseldorf sur l'incompatibilité de la démocratie politique avec l'entreprise privée. Il expose une fois de plus ses arguments sur la primauté de la politique sur l'économie et développe l'interprétation darwiniste de la société et de l'histoire qui sous-tend ces arguments. Il proclame à nouveau la nécessité d'extirper le marxisme à l'intérieur du pays afin qu'un peuple allemand uni puisse affronter ses ennemis à l'étranger. Ce n'est qu'après cela que l'Allemagne pourrait décider seule de ses forces armées, ajouta-t-il dans une allusion évidente aux négociations de désarmement dans l'impasse à Genève. Seule une nation martialement préparée pourrait, a-t-il expliqué, avoir une économie florissante.(82) Revenant à la politique intérieure alors qu'il approchait de la fin de sa longue présentation décousue, Hitler a annoncé que le pays se trouvait devant une *« dernière élection »*, qui offrait une dernière chance de rejeter le communisme par les urnes. Mais même si les élections n'aboutissaient pas à une majorité pour son cabinet, Hitler fit savoir qu'il n'avait pas l'intention de céder le pouvoir. Soit le communisme périrait par des moyens constitutionnels, soit d'*« autres armes »*, impliquant de *« plus grands sacrifices »*, seraient utilisées. Les seuls choix restants se situaient entre son régime et le communisme, et la lutte devait être menée jusqu'à la mort. Le résultat déterminerait le destin de l'Allemagne pour les dix, voire les cent années à venir.

Lorsque Hitler conclut enfin ses remarques, cela faisait environ une heure et demie qu'il parlait et qu'il n'avait même pas fait allusion aux questions concrètes de politique économique qui intéressaient tant les hommes d'industrie qui formaient son auditoire de choix. Au lieu de cela, il avait prononcé son habituel exposé didactique sur les facteurs déterminants de l'histoire humaine et leur application appropriée aux affaires politiques de l'Allemagne, auquel il avait, comme d'habitude, subordonné toute la sphère de l'économie. Il avait, en outre, menacé de recourir à la force si les prochaines élections ne donnaient pas un parlement favorable à son régime, plaçant ainsi les participants devant le choix entre une victoire de son cabinet dans les urnes et une guerre civile. Dans ces circonstances, Krupp décida, après que Hitler eut terminé, qu'il serait imprudent de remettre en question les opinions qu'il avait exprimées sur les relations entre la politique et l'économie ou d'exprimer les doutes de l'industrie sur les politiques du nouveau gouvernement. Mettant de côté son mémorandum, le président du Reichsverband déclara qu'une discussion détaillée ne semblait pas souhaitable et improvisa des mots de remerciement polis et quelques généralisations inoffensives sur la nécessité d'un État fort et indépendant qui clarifierait la situation politique intérieure et servirait impartialement le bien-être général.(83) Après avoir écouté les brèves remarques de Krupp, Hitler est parti.

Après son départ, les industriels présents à la résidence de Göring ont appris que l'assemblée avait un agenda caché qui rendrait leur visite extrêmement coûteuse pour eux. Leur hôte prit la parole et leur assura qu'aucune expérience

avec l'économie n'était à craindre.[84] La pacification politique aurait, selon Göring, un effet calmant sur l'économie. Il réitéra ensuite la déclaration de Hitler selon laquelle, quel que soit le résultat des élections, la *« répartition des forces »* actuelle resterait inchangée. Göring a néanmoins insisté sur l'importance de l'élection et, après avoir mentionné le besoin d'argent du NSDAP, a fait remarquer que ceux qui ne figuraient pas au premier rang de la bataille politique avaient l'obligation de faire au moins des sacrifices financiers. Ces sacrifices seraient plus faciles à supporter, a-t-il conclu, si l'on gardait à l'esprit que le scrutin du 5 mars serait *« le dernier pour les cinq prochaines années, probablement même pour les cent prochaines années »*. Après avoir laissé ses invités sur cette pensée saisissante, Göring prit également congé. Selon un arrangement préalable évident, Hjalmar Schacht s'avança et annonça que le moment était venu de passer à la caisse. Il présenta ce qui s'apparentait à une facture de trois millions de marks, somme qu'il avait déjà répartie entre les différentes branches de l'industrie. Bien que la plupart des cadres présents se soient révélés, à l'examen, bien moins que des figures majeures de l'industrie allemande, le groupe auquel Schacht avait adressé ce plan surprenant comprenait un nombre suffisant de personnes répondant à cette description pour rendre possible son succès. Les porte-parole des principales branches de l'industrie qu'il avait ciblées pour les contributions se sont conformés, certains immédiatement, d'autres après avoir consulté des associés ou des supérieurs absents. Ensemble, ils s'engagèrent à verser les trois millions de marks stipulés et les remirent au cours des semaines suivantes à Schacht, qui les administra.[85]

Ce qui s'est passé lors du rassemblement du 20 février 1933 dans la résidence de Göring est significatif à plusieurs égards. D'une part, aucun des nombreux récits de témoins oculaires ne mentionne que Hitler ait parlé de supprimer les syndicats ou même de restreindre leurs droits. Une déclaration de ce genre aurait certainement renforcé son attrait dans ces circonstances et aurait difficilement pu passer inaperçue aux yeux des personnes présentes. Mais Hitler n'était apparemment pas encore prêt à prendre les risques politiques liés à la divulgation de ses intentions dans ce sens. Le fait même que la réunion se soit déroulée comme cela fut le cas dissipe les affirmations, faites à l'époque et répétées depuis, selon lesquelles les caisses de l'industrie s'étaient depuis longtemps ouvertes aux Nationaux-Socialistes, que ce soit après le discours de Hitler au Club de l'industrie, ou pendant les campagnes électorales de 1932, ou encore après la rencontre du chef national-socialiste avec Papen chez le banquier Kurt von Schröder au début du mois de janvier 1933. Si ces coffres avaient déjà été ouverts, Hitler et ses complices n'auraient guère eu besoin de mettre en scène leur ruse élaborée pour rassembler les industriels à la résidence de Göring afin de leur soutirer de l'argent. Rien dans les comptes-rendus des participants à ce rassemblement ne suggère que ce qui s'est passé là n'était que la continuation d'un

modèle établi de subventionnement de Hitler et de son mouvement. Au contraire, tout indique que ce rassemblement a constitué une étape importante : la première contribution matérielle significative des grandes entreprises organisées à la cause national-socialiste. Cette contribution a incontestablement aidé les Nationaux-Socialistes à renforcer leur emprise sur le pouvoir. Les industriels qui se sont conformés aux spécifications de Schacht ont donc assumé une part de responsabilité dans la consolidation du régime de Hitler, si ce n'est dans sa création.

Cette responsabilité est toutefois quelque peu atténuée par le fait que certains n'ont pas compris qu'ils avaient affaire à une dictature naissante à parti unique. Un nombre suffisant de ceux qui ont contribué au prélèvement de Schacht croyaient encore que le cabinet Hitler représentait une coalition pour que le groupe insiste pour que Schacht attribue un quart du prélèvement au Kampffront-Schwarz-Rot, une alliance électorale formée par le Vice-Chancelier Papen, l'organisation des vétérans du Stahlhelm et le DNVP.(86) Certains, dont les dirigeants de la Ruhrlade, de Springorum et de Reusch, s'accrochaient encore à la conviction que Papen était la figure décisive du nouveau gouvernement et lui acheminaient des contributions supplémentaires pour la campagne.(87) Certains donnèrent de l'argent, au-delà de ce qui avait été promis le 20 février, directement au DNVP de Hugenberg dans un souci évident de le renforcer par rapport au NSDAP.(88) Au nom de ceux qui ont versé des fonds à la suite de la réunion chez Göring, il convient de noter que dans les circonstances du 20 février 1933, leurs paiements représentaient quelque chose qui était loin d'être une action entièrement volontaire, car cette réunion équivalait à une extorsion. Pendant la République, les grands hommes d'affaires avaient parfois apporté un soutien financier au pouvoir, mais – comme dans le cas de leur soutien généreux au cabinet Papen lors de la campagne électorale de l'automne 1932 – ils l'avaient fait en réponse à des demandes et avaient réuni et administré l'argent en question comme ils l'avaient jugé bon. En février 1933, ils ont un léger avant-goût de l'extorsion politique qui deviendra bientôt l'une des caractéristiques du troisième Reich d'Adolf Hitler.

Malgré l'intimidation généralisée des adversaires politiques par le nouveau gouvernement et les fonds industriels qui affluent vers les forces politiques qui le soutiennent à la suite du rassemblement du 20 février, le parti de Hitler ne parvient pas à obtenir une majorité parlementaire lors des élections de mars. Contrairement à ce que Hitler avait prédit aux industriels réunis à la résidence de Göring, aucune guerre civile ouverte ne s'ensuit, principalement parce que la division et l'irrésolution des partis de gauche les paralysent et excluent ainsi toute opposition significative au régime. En utilisant les pouvoirs d'urgence présidentiels accordés au cabinet après l'incendie du Reichstag à la fin du mois de février, les Nationaux-Socialistes entamèrent la *« révolution par étapes »* qui allait

progressivement subvertir les droits civils et politiques dont les Allemands avaient bénéficié sous la République. Afin de réduire sa dépendance à l'égard du Président Hindenburg, Hitler demande avec succès, après le scrutin de mars, que le nouveau Reichstag lui accorde des pouvoirs dictatoriaux pendant quatre ans en adoptant une loi d'habilitation parlementaire qui le dispenserait de recourir aux pouvoirs d'urgence du Président en vertu de l'article 48 de la Constitution. Lors de la dernière session turbulente du Reichstag, tenue le 23 mars en l'absence de dizaines de Communistes et de Sociaux-Démocrates qui avaient été arrêtés ou avaient fui pour échapper à l'arrestation, Hitler a finalement prononcé le discours tant attendu exposant le programme de son cabinet.(89) Lorsqu'il aborde brièvement les questions économiques, il prononce des mots destinés à apaiser les craintes du monde des affaires. Il réitère le slogan national-socialiste selon lequel le *Volk* ne vit pas pour l'économie, ni l'économie pour le capital, mais que le capital doit servir l'économie et l'économie le *Volk*. Il proclame ensuite que son gouvernement n'a pas l'intention de diriger l'économie au moyen d'une bureaucratie économique organisée par l'État, mais qu'il encouragera l'initiative privée par tous les moyens possibles, tout en respectant le principe de la propriété privée. Il promet une réduction des dépenses publiques et du coût du gouvernement lui-même, ainsi qu'une réforme administrative et une révision du système fiscal qui le simplifierait et réduirait la charge qu'il impose. En ce qui concerne la question sensible de la politique commerciale, Hitler déclare que la situation de l'Allemagne exclut toute autarcie complète et promet que son cabinet ne nourrit aucune hostilité envers les exportations. Enfin, il a promis d'éviter toute expérience avec la monnaie, renonçant ainsi apparemment aux plans monétaires de Gottfried Feder, qui avaient si longtemps suscité des inquiétudes quant au National-Socialisme parmi les chefs d'entreprise allemands. Après avoir lu les mots du nouveau Chancelier, que beaucoup de gens ont pris à tort pour des engagements sincères de sa part, de nombreux hommes d'affaires ont sans doute partagé la réaction de Jakob Wilhelm Reichert, directeur exécutif de l'association nationale des industriels du fer et de l'acier, qui a conclu que le « long jeu de devinettes » sur la position du National-Socialisme en matière d'économie avait enfin trouvé une fin heureuse le 23 mars 1933.(90)

Faire des affaires dans le Troisième Reich s'avèrera toutefois plus complexe que ne le laissait supposer le discours programmatique de Hitler du 23 mars. Cela est apparu clairement aux membres du présidium du Reichsverband industriel le jour même. Lorsqu'ils se sont réunis pour l'une de leurs réunions habituellement cordiales et collégiales, généralement structurées dès le départ pour produire un consensus, ils ont vécu une session turbulente révélant aux membres que leur propre organisation ne serait pas épargnée par les changements politiques que connaît l'Allemagne.(91) Un Fritz Thyssen exultant les a sermonnés en termes non équivoques sur les implications des récents développements pour le

Reichsverband : *« La révolution nationale n'est pas encore terminée. Elle n'a pas trébuché sur le communisme et elle ne trébuchera pas sur une paille comme le Reichsverband... À l'avenir, il faudra veiller à empêcher toute tendance oppositionnelle de se manifester contre le mouvement national. »* L'ère du libéralisme avait été vaincue une fois pour toutes, informa Thyssen à ses collègues industriels, et le temps était donc venu de faire régner un nouvel esprit au sein du Reichsverband. Pour commencer, il a exigé que tous les dirigeants du Reichsverband se retirent pour laisser la place à l'élection de successeurs plus en phase avec l'époque. Thyssen a ensuite dénoncé la direction de l'organisation qui servait de « porte-traîne » au système républicain. Il a rappellé avec colère que ses tentatives, deux ans et demi plus tôt, de réfuter les remarques faites par Brüning devant le Reichsverband et de prendre la parole en faveur du « mouvement national » avaient été accueillies par des sifflets. Il n'avait pas oublié les ricanements des rangs du Reichsverband qui avaient accueilli ses démarches pour établir des contacts entre l'industrie et le NSDAP, comme le discours qu'il avait organisé pour Hitler devant le Club de l'industrie à Düsseldorf, ou le refus de Krupp, le président du Reichsverband, de rencontrer Hitler au domicile de Thyssen l'automne précédent. Thyssen a également protesté contre le retrait par la direction de l'association d'un drapeau national-socialiste hissé au sommet du siège du Reichsverband quelques jours plus tôt par certains de ses employés « nationaux ». Il a applaudi, en revanche, les troupes d'assaut nationales-socialistes qui ont ensuite forcé l'entrée du bâtiment et hissé à nouveau la bannière de la Swastika afin d'enseigner au Reichsverband le respect du nouveau drapeau. Visant Kastl, Thyssen a dénoncé le directeur exécutif qui a utilisé les sessions de l'association pour assimiler le National-Socialisme au communisme. Thyssen a ensuite accusé Kastl d'être allé jusqu'à intervenir auprès du Président Hindenburg pour bloquer la nomination de Hitler, le jour même où celui-ci devenait Chancelier. Thyssen a ensuite conclu en accusant la direction du Reichsverband de comploter avec les syndicats dans le but de former une conspiration contre le nouveau gouvernement.

En portant cette dernière accusation, Thyssen déplaçait son attaque de Kastl vers le président du Reichsverband, Krupp von Bohlen lui-même. Cette accusation n'était pas non plus sans fondement. Au cours des semaines précédentes, Krupp s'était en effet joint à plusieurs autres industriels pour rencontrer des responsables syndicaux. Frustrés par l'engagement apparent du cabinet en faveur d'une politique commerciale autarcique favorable à l'agriculture mais préjudiciable aux exportations industrielles, et alarmés par les informations selon lesquelles le régime avait l'intention de substituer une structure corporatiste à l'italienne aux organisations de groupes d'intérêts existantes, Krupp et d'autres industriels avaient pris contact avec les dirigeants syndicaux, qui partageaient leurs vues sur le commerce extérieur et leur opposition au corporatisme. Au cours des entretiens qui ont suivi, les participants ont étudié la possibilité de faire

revivre la Zentralarbeitsgemeinschaft, créée par les syndicats et le patronat en 1918 aux termes des Accords de Stinnes-Legien.(92) Rien ne pourrait mieux révéler à quel point les dirigeants de l'industrie allemande étaient éloignés de la réalité en mars 1933 ou réfuter plus efficacement l'affirmation selon laquelle ils connaissaient et approuvaient dès le début l'intention du nouveau régime de détruire les syndicats. Le 23 mars, la participation de Krupp à ces pourparlers entre l'industrie et les syndicats le place dans une position très inconfortable puisque Thyssen s'en sert pour l'accuser de comploter contre le cabinet dirigé par l'homme qui, le jour même, a reçu des pouvoirs dictatoriaux du Reichstag. Tout en admettant avoir discuté avec les syndicalistes, Krupp affirme que lui et les autres ont décidé de demander au Chancelier s'il serait opportun de jeter les bases d'une coopération avec les ouvriers. Lui et Carl Friedrich von Siemens avaient pris rendez-vous avec Hitler le jour même pour en discuter avec lui, mais le rendez-vous avait été annulé par le bureau du Chancelier, a ajouté Krupp. Il a ensuite répondu à d'autres accusations de Thyssen. Il avait décliné l'invitation de Thyssen à rencontrer Hitler au mois d'octobre précédent parce que l'invitation lui avait été adressée en sa qualité officielle de président du Reichsverband plutôt qu'en privé et parce que, en tant qu'homme hors parti, il ne voyait aucune raison d'assister à une réunion de Nationaux-Socialistes.(93) Il n'avait pas autorisé le déploiement du drapeau à la Swastika au siège du Reichsverband parce que ce n'était toujours pas le drapeau national.(94) Enfin, Krupp nie l'accusation de Thyssen selon laquelle Kastl serait intervenu auprès de Hindenburg à la fin du mois de janvier contre Hitler. Kastl, profitant de la formulation prudente et ambiguë de la lettre que Hamm et lui avaient envoyée au secrétaire d'État Meissner le 28 janvier, a également nié cette accusation. Hamm et lui avaient simplement demandé à ce que la crise politique soit résolue le plus rapidement possible, a déclaré Kastl dans sa défense. Il a ajouté qu'il avait ensuite téléphoné à Meissner pour lui dire qu'il était impossible de gouverner contre l'opposition d'un parti qui avait douze millions d'électeurs derrière lui. Kastl n'a cependant pas précisé s'il avait passé ce coup de fil avant ou – ce qui semble plus probable – après que Hitler soit devenu Chancelier. La discussion animée qui a suivi, au cours de laquelle plusieurs membres du présidium ont dénoncé Thyssen et défendu Krupp et Kastl, n'a pris fin que lorsque Paul Reusch a fourni une formule pour sauver la face. Par un vote unanime, auquel se joint même Thyssen, le présidium exprime sa confiance à Krupp, qui accepte à son tour les nouvelles élections de dirigeants que Thyssen avait exigées. Le présidium proclame aussi publiquement son soutien au nouveau gouvernement, tout en continuant à exprimer son inquiétude face au protectionnisme commercial.(95)

Le Reichsverband ne s'est jamais remis de la séance houleuse du présidium le jour où le Reichstag a accordé des pouvoirs dictatoriaux à Hitler. Afin de sonder le dictateur avant d'aller plus loin, Krupp lui fixe un rendez-vous, en compagnie

de Carl Friedrich von Siemens, le 1er avril. Mais le jour où Krupp et Siemens se présentent à la Chancellerie du Reich pour une audience peu concluante avec Hitler, le Reichsverband, comme tant d'institutions allemandes au printemps 1933, perd son indépendance. Un groupe d'autodéfense national-socialiste dirigé par Otto Wagener, l'ancien chef de la section de politique économique du NSDAP, envahit le siège de l'organisation à Berlin.(96) Selon Wagener, le Reichsverband n'avait pas tenu compte de la révolution qui se déroulait en Allemagne et avait continué à fonctionner comme si rien n'avait changé. Afin de rectifier cette situation, Wagener demande le renvoi immédiat de Kastl, dont l'opposition au National-Socialisme et le soutien au plan Young le rendent inacceptable. Wagener demande également le renvoi des membres juifs du personnel et l'exclusion de tous les industriels juifs du présidium. Afin d'*« assurer l'accord entre la politique économique du Reichsverband »* et la politique économique et la Weltanschauung du mouvement national-socialiste, il installe à la tête de l'organisation deux personnalités inconnues qui, certifie-t-il, jouissent de la confiance du mouvement. À la consternation de la direction du Reichsverband, toutes les protestations auprès des hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris Hindenburg et Hugenberg, au sujet de la prise de contrôle par Wagener se sont avérées vaines. Au cours des premiers jours d'avril, Krupp entame des « négociations » avec Wagener qui aboutissent à une capitulation devant les plans du National-Socialiste visant à dissoudre les organisations de groupes d'intérêts économiques telles que le Reichsverband et à les remplacer par une structure corporatiste. Kastl est licencié, tout comme les employés juifs. Lorsque les industriels qui composaient le présidium apprirent que Krupp acceptait les demandes de Wagener, ils protestèrent par un vote à une écrasante majorité qui incluait même Fritz Thyssen, pour qui la servilité de Krupp allait trop loin. Mais cette protestation reste elle aussi sans effet, les conservateurs du cabinet s'avérant impuissants à résister à la pression des Nationaux-Socialistes. En mai, le Reichsverband se dissout « volontairement » et, en juin, ce qui reste de son organisation est englouti, avec d'autres associations industrielles, dans le Reichsstand der Deutschen Industrie, parrainé par les Nationaux-Socialistes. En juillet, Paul Reusch écrit avec résignation à un membre du personnel suspendu au sujet des perspectives du Reichsstand : *« Toute possibilité d'influencer la législation ou les organes de l'administration me semble désormais impossible. Que faire alors ? »*(97) Un historien a récemment caractérisé les relations entre l'industrie allemande et le régime national-socialiste comme *« un long processus d'accommodement mutuel »*.(98) Au cours des premiers mois du Troisième Reich, cependant, des changements ont eu lieu assez brusquement, et les accommodements sont venus du côté des industriels.

En commençant par la prise de contrôle du Reichsverband, les industriels allemands, que les marxistes ont depuis lors identifiés comme les autorités

décisives dans les coulisses du Troisième Reich, ont appris à plusieurs reprises au cours du printemps 1933 combien leurs souhaits pesaient dans la nouvelle dispensation politique. Leurs connaissances en la matière se sont considérablement accrues lorsqu'ils ont cherché à protéger leurs collègues juifs de l'antisémitisme que les nouveaux dirigeants avaient déclenché dans le pays. Quelles que soient les limites des hommes d'affaires allemands dans d'autres domaines, leurs rangs n'ont pas été contaminés par l'antisémitisme. Considérant cette forme de préjugé comme un phénomène anodin et plébéien, pratiquement tous les hommes d'affaires Gentils acceptaient leurs homologues juifs sur une base d'égalité. Ils se considéraient comme des réalistes à la tête dure, tournés vers l'avenir, pour lesquels des questions telles que l'affiliation religieuse ou l'ascendance n'avaient aucune importance. Bien que nombre d'entre eux n'aient pas entièrement adhéré aux principes politiques du libéralisme, ils partageaient pratiquement tous cette caractéristique de la vision libérale. Ils ne prennent pas au sérieux l'antisémitisme national-socialiste, le rejetant, comme tant d'Allemands, comme une simple expression démagogique. Pourtant, à partir de la demande du National-Socialiste Otto Wagener d'une purge antisémite du Reichsverband le 1er avril, le jour où les Nationaux-Socialistes ont lancé leur premier boycott national des entreprises juives[23], le monde des affaires a vu certains de ses membres juifs les plus respectés faire l'objet de calomnies publiques, de harcèlement physique et psychique et d'un renvoi péremptoire des postes qu'ils avaient occupés au sein du Reichsverband, des chambres de commerce et d'industrie et d'autres associations commerciales. Certains hommes d'affaires éminents ont cherché à atténuer les effets de ces évènements en soutenant une organisation créée par des juifs allemands bien connus dans le but de contrer les effets des mesures du régime.(99) D'autres, dont Emil Kirdorf, protestèrent auprès des nouveaux détenteurs du pouvoir contre les actions dirigées contre les juifs d'Allemagne.(100) Mais ces protestations n'ont suscité aucune réaction. Le chimiste Carl Bosch, chef du conseil d'administration d'IG Farben, le découvrit lorsqu'il tenta de profiter d'une audience avec Hitler au cours de l'été 1933 pour faire comprendre au Chancelier les coûts pour le pays des politiques qui rendaient les conditions insupportables pour certains de ses principaux scientifiques simplement parce qu'ils étaient juifs. Selon le biographe de Bosch, un Hitler de plus en plus impatient a fini par interrompre le vénérable scientifique et lauréat du prix Nobel pour l'informer qu'il ne comprenait rien à cette affaire. L'Allemagne se débrouillerait, si nécessaire, pendant cent ans sans physique et sans chimie, a assuré le Chancelier

[23] [NdT : Hitler avait en effet ordonné ce boycott d'une seule journée, en réponse à l'appel lancé depuis New York, le 27 mars 1933, par le juif Samuel Untermyer pour un boycott juif mondial de tous les biens et services allemands, qui dura, lui, plusieurs années. Voir les détails et le discours d'Untermyer à New York dans *Le Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton L. Bradberry, éd. Didi18, 2020]

du Reich à son invité étonné avant de lui indiquer péremptoirement la porte.(101) Peu de temps après, IG Farben a inauguré une pratique consistant à transférer discrètement des cadres juifs dans des filiales à l'étranger afin de les protéger de l'antisémitisme national-socialiste.(102)

Malgré ces expériences et d'autres expériences humiliantes, les hommes des grandes entreprises se sont accommodés, comme la plupart des Allemands, du Troisième Reich. Ne pas le faire aurait été étonnant, car les entreprises commerciales essaient presque toujours de faire la paix – si elles y sont autorisées – avec tous les régimes, y compris ceux contrôlés par les communistes. Agir autrement aurait été impensable pour les hommes d'affaires, qui ne pouvaient pas déplacer leurs usines, leurs mines et leurs banques dans un autre pays. Un industriel qui a protesté en avril 1933 contre la capitulation du Reichsverband et contre les mesures antisémites l'a exprimé en ajoutant néanmoins : *« Une opposition politique serait, pour une association économique, une folie totale. »*(103) L'acceptation du régime est devenue plus facile lorsque ses premiers mois ont apporté ou, plus exactement, coïncidé[24] avec le retour tant espéré de la prospérité. À partir de 1933, l'activité économique s'est rapidement accélérée jusqu'à ce que, trois ans plus tard seulement, l'Allemagne devienne le premier pays à se débarrasser de la Grande Dépression et à retrouver le plein emploi. Cette amélioration des conditions économiques a entraîné les bénéfices qui servent finalement à mesurer le succès ou l'échec dans le monde des affaires. Et la réapparition de l'encre noire dans les livres de comptes, alors que beaucoup de rouge était apparu les années précédentes, a calmé les objections aux concomitants moins agréables du régime national-socialiste, tels que le contrôle des prix et des salaires, les limitations strictes de l'utilisation des bénéfices, les impôts élevés, l'augmentation des dépenses publiques, le contrôle rigoureux des devises étrangères, le rationnement des matières premières et l'intervention bureaucratique impérieuse dans la sphère privée, qui font paraître insignifiante en comparaison la *Zwangswirtschaft* de la Première Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre. Capables à nouveau de produire et de vendre de manière rentable, les hommes d'affaires allemands n'ont eu que peu de difficultés à s'adapter à un régime qui, même s'il ne leur donnait pas voix au chapitre, contrôlait la main-d'œuvre et respectait dans l'ensemble la propriété privée. Ils ont pris leurs bénéfices, payé le tribut financier qui leur était extorqué par les nouveaux dirigeants et n'ont pas posé de questions. Ils ont fait ce que leur demandait un régime qui avait besoin de leur expertise, même pendant une guerre pour laquelle ils n'avaient pas été consultés et dont peu comprenaient les objectifs criminellement utopiques. Certains ont fini par être impliqués dans

[24] [NdT : l'auteur fait ici preuve d'une extraordinaire mauvaise foi, ou d'un aveuglement tout bonnement ahurissant.]

les horribles crimes contre l'humanité commis par le régime pendant cette guerre.[25]

Quant au dictateur qui a déterminé non seulement le destin de *die Wirtschaft* mais de l'Allemagne dans son ensemble, il n'a jamais abandonné ses espoirs de transformer la vie économique du pays de manière à faciliter l'ascension d'une nouvelle élite méritocratique. Hitler a simplement ajourné tout le sujet de la forme future de l'économie jusqu'au jour où il réaliserait ses plans grandioses de conquête de vastes territoires. Il a ainsi fait preuve de suffisamment de réalisme pour reconnaître qu'il ne pouvait pas préparer l'Allemagne à une grande guerre tout en entreprenant une réorganisation fondamentale de son économie. En conséquence, il a laissé en place l'élite économique dont il avait hérité et a mis ses talents au service de ses objectifs. Certains observateurs y ont vu la preuve qu'il n'avait jamais eu l'intention de modifier l'ordre social existant. Mais si l'on lit les monologues auxquels Hitler a soumis son entourage privé pendant les premières phases de la Seconde Guerre mondiale, lorsque ses armées semblaient invincibles et que la victoire semblait à portée de main, on doit arriver à une conclusion différente. En effet, dans ces monologues, Hitler affirmait son intention de modifier la vie économique de l'Allemagne après la guerre, afin de supprimer ce qu'il condamnait comme les défauts qui permettaient à trop de richesses de s'accumuler dans les mains d'un trop petit nombre, et trop souvent dans des mains qu'il considérait comme indignes.(104) Jusqu'à la fin, Adolf Hitler s'est tenu à sa quête d'une « troisième voie » entre le capitalisme et le socialisme.

Les hommes d'affaires qui figurent en bonne place dans ce livre ont connu des destins différents sous le Troisième Reich. La plupart sont restés à leur poste et ont prospéré, mais certains ont moins bien réussi. Le « non-Aryen » Paul Silverberg, après avoir vainement tenté d'apaiser les Nationaux-Socialistes en exprimant publiquement sa loyauté envers le nouveau régime, a dû renoncer à tous ses nombreux postes en 1933. À la fin de l'année, il s'exile en Suisse, où Gustav Krupp von Bohlen se fait un devoir de rendre visite à son ancien collègue.(105) Krupp, qui n'avait pas caché son aversion pour le National-Socialisme avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, fait volte-face et se soumet au nouveau dirigeant. Après que deux de ses fils soient morts à la guerre et que la Gestapo ait emprisonné sa belle-sœur et son mari, son confident Tilo von Wilmowsky, pour activités subversives, Krupp perd la tête.(106) Paul Reusch a été contraint par le régime de céder le contrôle de son empire industriel en 1942 après des affrontements répétés avec les autorités.(107) Il finit par graviter en marge de l'infortuné mouvement de résistance autour de Carl Goerdeler.(108) Fritz

[25] [NdT : Les lecteurs sont encouragés à lire *Le Sale Boche raconté aux braves gens* et tous les autres livres publiés par Didi18edition.com pour découvrir qui a effectivement commis des *« crimes horribles contre l'humanité »*.]

Springorum, incapable d'empêcher l'éviction, sous la pression des Nationaux-Socialistes, de Max Schlerker, le vétéran directeur commercial du Langnamverein, démissionne de son poste de président de cette association commerciale de la Ruhr, autrefois fière, au printemps 1933.(109) Springorum expliqua avec résignation à l'une de ses connaissances (à l'âge de quarante-six ans) : *« Nous devons accepter le fait que nous sommes dépassés et laisser le champ libre à la jeunesse. »*(110) Fritz Thyssen, qui succède brièvement à Springorum en tant que président de façade du Langnamverein, se proclame autorité économique suprême dans la Ruhr et tente de promouvoir le corporatisme comme base de l'ordre social et économique du Troisième Reich. Il perd toutefois rapidement les faveurs de Hitler. En 1934, lorsque Thyssen se plaint à Hitler de cette ingratitude, la réponse du dictateur donne un aperçu révélateur de son opinion sur le grand homme d'affaires qui l'a aidé sur la voie du pouvoir : *« Je ne vous ai jamais fait de promesse.... Je n'ai pas de raison de vous remercier. Ce que vous avez fait pour mon mouvement, vous l'avez fait pour votre propre bénéfice, et vous l'avez amorti comme une prime d'assurance. »*(111) Lorsqu'il s'est rendu compte en 1939 que les politiques de Hitler menaient l'Allemagne à la guerre[26], Thyssen a reconnu tardivement la folie de son soutien antérieur au National-Socialisme. Il s'enfuit à l'étranger, dénonce publiquement le régime, voit ses biens expropriés et, lorsque les autorités de Vichy le livrent aux Nationaux-Socialistes, se retrouve dans l'un des camps de concentration du Troisième Reich. (112) On ne peut cependant pas raconter ici l'histoire complète de la façon dont les grandes entreprises et les cadres qui les dirigeaient se sont comportés pendant les douze années de tyrannie imposée à l'Allemagne par les Nationaux-Socialistes. C'est une histoire à part entière qui attend toujours son historien.(113)

[26] [NdT : Pour être fidèle à la réalité, l'auteur aurait pu expliquer brièvement que c'est en fait la Grande-Bretagne, encouragée par la juiverie internationale, qui a poussé l'Allemagne de Hitler à la guerre, voyant qu'elle commençait à mettre sérieusement en péril son commerce international déjà bien sinistré. Hitler a fait pas moins de vingt offres de paix à Churchill, que celui-ci a tout simplement ignorées.]

CONCLUSIONS

1. Capitalistes, Nationaux-Socialistes et culpabilité

Que peut-on dire, à la lumière des résultats présentés ici, pour répondre aux questions posées au début de ce volume ? Dans quelle mesure les hommes du grand capital allemand ont-ils miné la République de Weimar ? Dans quelle mesure ont-ils financé le parti national-socialiste et utilisé leur influence pour porter Hitler au pouvoir ? Dans les deux cas, la réponse est évidente : beaucoup moins que ce que l'on croit généralement.

Ce n'est que par une déformation grossière que l'on peut accorder aux grandes entreprises un rôle crucial, voire majeur, dans la chute de la République. Les milieux d'affaires n'ont certes pas manifesté un grand enthousiasme pour le nouvel État démocratique, et très peu de grands dirigeants pouvaient être qualifiés de démocrates par conviction. En particulier au début de la période républicaine, ils se sont sentis mis en danger par un système politique qui attribuait l'autorité ultime sur la politique nationale à un électorat de masse. Ils déploraient également de nombreuses politiques républicaines, en particulier l'expansion rapide de la *Sozialpolitik* – la législation sur l'État-providence – et l'intervention directe du gouvernement dans les relations entre ouvriers et employeurs. Mais une fois que les difficultés des cinq premières années de la République ont été surmontées et qu'une certaine prospérité a été restaurée, la plupart des hommes d'affaires se sont réconciliés avec le nouvel État, si ce n'est toujours avec ses politiques. Tant que le pays prospérait, ils considéraient qu'il y avait peu de chances de changer de régime. La plupart d'entre eux restaient frustrés sur le plan politique, ayant découvert que la puissance économique ne se traduisait pas facilement en efficacité politique dans un régime démocratique, où les bulletins de vote pèsent plus lourd que l'argent et où les blocs d'électeurs disciplinés appartenant à des groupes d'intérêt comptent plus que les contributions financières.

Les grands hommes d'affaires ont, certes, joué un rôle dans la crise qui a abouti à la paralysie du système parlementaire de la République en 1930. L'insistance de certains secteurs des grandes entreprises à réduire la pierre angulaire de la *Sozialpolitik* républicaine, le programme national d'assurance-chômage, a contribué à l'époque à précipiter ce qui, rétrospectivement, apparaît comme l'une des premières crises fiscales, désormais familières, des États-providence capitalistes du XX^{e} siècle. L'issue de cette crise a toutefois été

déterminée non pas par le monde des affaires, mais plutôt par les porte-parole politiques des syndicats. De même, l'impasse parlementaire qui en a résulté n'a pas en soi mis fin à la démocratie de Weimar. Cette impasse n'a pris des proportions fatidiques que parce qu'elle a déclenché un transfert fondamental de l'autorité vers la présidence par l'utilisation des pouvoirs d'urgence attribués à cette fonction par la Constitution. Ce ne sont pas les capitalistes allemands qui sont à l'origine de ce changement, mais bien les dirigeants militaires. Ce sont les généraux, et non les dirigeants d'entreprise, qui ont instauré le régime présidentiel en 1930. En conséquence de cette évolution – qui a d'abord mis très mal à l'aise certaines des figures de proue de la communauté des affaires en raison de leur inquiétude quant à la réaction des marchés du crédit à l'étranger – ils se sont retrouvés, ainsi que leurs concurrents, avec une influence politique encore plus faible que celle dont ils avaient bénéficié auparavant. Tant que le système parlementaire a fonctionné, les éléments politiquement actifs des grandes entreprises ont souvent réussi à combiner leur petit bloc parlementaire avec d'autres groupes d'intérêts par le biais de marchandages habituels, afin d'influencer la forme de la législation. Les liens entre les grandes entreprises et les partis bourgeois qui recevaient régulièrement des subventions de leur part avaient permis à leurs porte-parole politiques d'exercer une pression, pas toujours couronnée de succès, sur les politiques gouvernementales lorsque ces partis participaient à des coalitions au pouvoir. Cependant, dans le système gouvernemental qui commence à prendre forme en 1930, les souhaits des milieux d'affaires n'ont que peu ou pas de poids auprès de la source décisive de l'autorité, le Président Hindenburg, ou auprès des militaires qui lui servent de conseillers. Pendant la période du régime présidentiel, les hommes choisis par ces conseillers, des hommes qui ne sont pas redevables aux grandes entreprises, ont déterminé la politique nationale. Et ce sont ces hommes – Brüning, Papen et Schleicher – et non les capitalistes allemands qui ont établi le cours politique et économique désastreux qui a détruit ce qui restait de la République de Weimar et a favorisé la croissance du parti national-socialiste.

Si le rôle des grandes entreprises dans la désintégration de la République a été exagéré, c'est encore plus vrai de son rôle dans l'ascension de Hitler. Alors qu'une partie importante de la communauté des affaires a contribué matériellement – même si ce n'est pas de manière totalement volontaire – à la consolidation du régime de Hitler après qu'il soit devenu Chancelier, son parti et lui-même avaient auparavant reçu relativement peu de soutien de ce côté. La croissance initiale du NSDAP se fait sans l'aide significative des cercles de la grande entreprise. Centré dans une Bavière sous-développée sur le plan industriel, entaché d'illégalité à la suite du putsch raté de la brasserie en 1923, doté d'un programme contenant d'inquiétants éléments anticapitalistes et ne représentant qu'un groupe dissident bruyant sur le plan politique, le NSDAP se morfond dans le discrédit aux yeux de

la plupart des hommes d'affaires pendant la dernière partie des années 1920. Les grands dirigeants allemands se montrent, à de rares exceptions près, résistants aux flatteries des Nationaux-Socialistes, y compris Hitler lui-même, qui cherchent à rassurer la communauté des affaires sur les intentions de leur parti. Seule la percée électorale des Nationaux-Socialistes en 1930, réalisée sans l'aide des grandes entreprises, a attiré l'attention de ce milieu. Les hommes d'affaires qui tentent d'évaluer ce nouveau mouvement soudainement formidable se heurtent à une énigme déconcertante. Plus ils examinaient le NSDAP de près, plus il était difficile de déterminer s'il soutenait ou non le capitalisme et, plus précisément, l'entreprise organisée à grande échelle à laquelle le capitalisme avait donné naissance en Allemagne. Cette énigme n'était pas le fruit du hasard. Hitler voulait que les choses soient ainsi. En cultivant une stratégie d'ambiguïté calculée sur les questions économiques, il cherchait à permettre aux appels de son parti de transcender les divisions sociales profondément ancrées dans le pays. Cette stratégie a suscité la perplexité et la méfiance des composantes politiquement actives des grandes entreprises, qui souhaitaient avant tout établir la position du NSDAP sur les questions économiques qui les préoccupaient et qui devenaient de plus en plus urgentes à mesure que la Grande Dépression s'aggravait.

Pendant près de deux ans – de l'automne 1930 à l'été 1932 – des éléments internes ou proches des grandes entreprises ont flirté avec le National-Socialisme, avec une intensité et une durée variables. Certains voyaient dans le National-Socialisme un allié potentiel contre la gauche politique et les syndicats, que de nombreux membres du monde des affaires tenaient pour responsables de la plupart des malheurs du pays, y compris de la dépression. Certains de ceux qui nourrissaient de tels espoirs se mirent à cultiver, souvent avec l'aide d'intermédiaires opportunistes, des personnalités de premier plan dans les rangs de la direction du NSDAP. Du côté national-socialiste, Hitler et certains de ses lieutenants semblent avoir opéré initialement sur la même hypothèse que celle qui a coloré les analyses de gauche, à savoir que les capitalistes représentaient un facteur important en politique. Mais alors que les partis de gauche cherchaient à mobiliser le soutien des masses contre les grandes entreprises afin de briser le prétendu contrôle des capitalistes sur l'État, Hitler et ses complices se sont contentés de neutraliser politiquement le monde des affaires afin d'empêcher les capitalistes allemands de faire obstacle à la prise du pouvoir par les Nationaux-Socialistes.

Hitler et les autres porte-parole nationaux-socialistes ont donc cherché à plusieurs reprises à convaincre les capitalistes dont ils pouvaient gagner l'oreille qu'il n'y avait pas à craindre le socialisme du National-Socialisme. Dans un sens strict, c'était vrai, puisque les Nationaux-Socialistes ne cherchaient pas à obtenir la propriété gouvernementale des moyens de production. Mais Hitler et d'autres émissaires nationaux-socialistes n'ont révélé aux membres du monde des affaires

que des versions très sélectives des objectifs de leur mouvement. Ils ont omis de mentionner les aspirations de nombreux Nationaux-Socialistes, y compris Hitler lui-même, à des changements profonds dans les relations sociales et économiques allemandes qui auraient, entre autres, eu un impact considérable sur la position des capitalistes. Ils ne promettaient pas non plus, comme on l'a souvent prétendu, de dissoudre les syndicats, de faire miroiter des contrats d'armement lucratifs ou de projeter une guerre d'exploitation et de conquête. Il est possible que les dirigeants nationaux-socialistes aient secrètement nourri de tels objectifs, mais les divulguer à un moment où le NSDAP s'efforçait d'attirer des électeurs de tous horizons et d'être admis au gouvernement national aurait été contraire à leur tactique opportuniste. Au lieu de cela, la plupart d'entre eux ont dépeint le National-Socialisme aux milieux d'affaires comme un mouvement patriotique qui allait affaiblir la gauche politique en ramenant les salariés d'Allemagne dans le camp politique « national ». Ignorant les questions économiques concrètes qui préoccupent les hommes d'affaires, Hitler fait miroiter à ceux avec qui il entre en contact la perspective d'une panacée politique qui balaierait les problèmes terre-à-terre de l'Allemagne en l'unifiant au niveau national et en la renforçant au niveau international. Il atténuait également son antisémitisme ou ne le mentionnait pas du tout lorsqu'il s'adressait aux hommes d'affaires, ayant reconnu son impopularité dans ces milieux. Ces versions rassurantes des objectifs du NSDAP suscitent généralement des réactions sceptiques parmi les membres de la communauté des affaires, car elles sont contrebalancées par la rhétorique anticapitaliste d'autres Nationaux-Socialistes et par l'alignement fréquent du NSDAP sur la gauche politique sur des questions socio-économiques concrètes. Jusqu'à l'installation de Hitler à la Chancellerie, le National-Socialisme tient un double langage et se comporte de façon trompeuse aux yeux de la plupart des magnats capitalistes. Par conséquent, les relations entre le NSDAP et les grandes entreprises n'ont que rarement dépassé le niveau de séduction qui prévalait avant la prise de pouvoir par les Nationaux-Socialistes. Malgré les flatteries répétées de Hitler lui-même et de certains membres de son entourage, la plupart des personnalités politiquement actives du monde des affaires restaient confuses face aux déclarations contradictoires sur les questions économiques émanant du NSDAP et mal à l'aise quant à la direction que ce parti allait finalement prendre. Hormis quelques cadres mineurs qui appartenaient, pour la plupart, à la jeune génération d'Allemands si fortement attirée par le mouvement national-socialiste, un seul capitaliste d'importance, Fritz Thyssen, devint un fidèle adhérent du National-Socialisme avant 1933.

La confusion qui a régné dans les publications traitant du sujet de ce livre est due au fait que l'absence de distinction entre les hommes de la grande entreprise (ou « capital monopolistique ») et ceux de la petite bourgeoisie a occulté l'existence d'un grand nombre d'entrepreneurs substantiels qui présidaient à des

entreprises souvent appréciables mais qui occupaient dans l'économie une place sensiblement différente de celle des grands capitalistes allemands. Par conséquent, le soutien au National-Socialisme de la part de ces petits entrepreneurs a souvent été pris pour une preuve de complicité de la part des grandes entreprises. La sensibilité de ces entrepreneurs vis-à-vis du National-Socialisme n'est pas difficile à comprendre. Alors que la dépression resserrait son emprise sur l'économie, nombre d'entre eux se sont retrouvés, ainsi que leurs entreprises, exposés à une concurrence de plus en plus féroce pour des marchés de plus en plus réduits. Peu d'entre eux pouvaient compter sur les cartels et autres types d'accords de fixation des prix grâce auxquels de nombreux grands producteurs se protégeaient contre la baisse rapide des prix. Ils ne pouvaient pas non plus compter sur le soutien des grandes associations commerciales nationales, telles que le Reichsverband industriel, qui étaient dominées par une élite issue des grandes entreprises. Par ailleurs, les grandes entreprises qui constituaient le grand patronat pouvaient compter sur la retenue des créanciers et sur diverses formes d'aide de l'État, car la perspective de leur insolvabilité représentait une menace intolérable pour l'ensemble de l'ordre économique, social et politique. La faillite d'entreprises de moindre importance, en revanche, ne suscitait pas une telle sollicitude. Ces entreprises pouvaient couler, et coulèrent, sans faire de vagues. En conséquence, une grande hostilité envers les grandes entreprises existait parmi les hommes d'affaires qui présidaient les entreprises, souvent de taille importante, qui, bien qu'éclipsées par les nouvelles grandes sociétés et les conglomérats du XX^{e} siècle, constituaient néanmoins une part significative de l'économie allemande. Pris entre ce qu'ils percevaient comme un grand patronat prédateur, d'une part, et un grand patronat affirmatif, allié à des organisations politiques de masse « marxistes », d'autre part, ces hommes ne se sentaient pas menacés par les dénonciations national-socialistes de la *Konzerne* et d'autres grandes concentrations de capital. Ceux qui se trouvaient dans une situation économique vraiment désespérée étaient également moins susceptibles que les cadres des grandes entreprises de regarder d'un mauvais œil les panacées nationales-socialistes telles que la « suppression de la servitude du paiement des intérêts » ou l'autarcie économique. Du point de vue de ces hommes, les propositions nationales-socialistes de déficit à grande échelle pouvaient sembler une lueur d'espoir plutôt qu'une menace pour les politiques monétaires et fiscales gouvernementales saines. Pour eux, les projets nationaux-socialistes d'organisation corporatiste de l'économie pouvaient sembler offrir la promesse d'une plus grande représentation de leurs intérêts que ce qui était possible dans la structure existante des associations commerciales dominées par les intérêts des grandes entreprises. C'est donc parmi ces hommes d'affaires de moindre importance, et non parmi les grands capitalistes allemands, que le National-Socialisme a fait des percées au cours de son ascension au pouvoir. La plupart de

ces hommes aux abois n'étaient cependant pas en mesure, pendant la Grande Dépression, d'apporter une aide financière à grande échelle au NSDAP, et aucun d'entre eux n'avait suffisamment d'influence dans les cercles politiques pour faciliter la quête de Hitler pour un poste élevé.

Quant aux grandes entreprises, un graphique de leurs relations avec le NSDAP, à la manière d'une carte des températures, montrerait une montée en flèche, bien qu'inégale, de pratiquement zéro avant l'élection du Reichstag en septembre 1930 à un point culminant au printemps ou au début de l'été 1932, suivie d'un déclin précipité tout au long de l'automne 1932 qui se poursuivit jusqu'à la nomination de Hitler au poste de Chancelier. Au point culminant de 1932, le NSDAP semble presque inarrêtable, ayant remporté les élections les unes après les autres. Malgré les dissensions croissantes entre les Nationaux-Socialistes et la droite traditionnelle, et malgré le déclin de la force politique de cette dernière, certains cercles d'affaires nourrissaient l'espoir d'une alliance qui subordonnerait le NSDAP, avec ses partisans de masse, aux forces conservatrices d'un régime nationaliste de droite. Au cours de la seconde moitié de l'été 1932, les Nationaux-Socialistes déçoivent ces espoirs. En lançant un assaut soutenu et débridé contre le cabinet Papen, qui avait fini par bénéficier du soutien quasi unanime et enthousiaste des grandes entreprises, Hitler a démontré qu'il attachait moins d'importance à l'opinion des milieux d'affaires qu'à l'élimination de l'obstacle à sa quête du pouvoir que représentait un gouvernement de la droite traditionnelle. En défendant les prérogatives du parlement et les intérêts des ouvriers dans le cadre d'une offensive destinée à discréditer le « cabinet des barons » présidentiel de Papen, le NSDAP semble dévier nettement vers la gauche et confirmer ainsi les pires soupçons de nombreux grands hommes d'affaires à l'égard du radicalisme social et économique des Nationaux-Socialistes. Le plaidoyer national-socialiste en faveur d'un vaste programme gouvernemental de création d'emplois par le biais de dépenses déficitaires à une échelle sans précédent indiquait le triomphe des éléments « fiscalement irresponsables » au sein du NSDAP qui avaient longtemps suscité des appréhensions dans les milieux d'affaires. L'adhésion du parti aux restrictions commerciales drastiques exigées par les intérêts agraires fait craindre des politiques d'autarcie extrême qui provoqueraient des représailles à l'étranger contre les exportations dont une grande partie de l'industrie allemande est devenue de plus en plus dépendante à mesure que le marché intérieur se rétrécissait sous l'effet de la dépression. À la fin de 1932, les efforts passés pour s'attacher des Nationaux-Socialistes « modérés » semblent vains. La chute de Gregor Straßer a fait disparaître un homme qui avait été largement perçu dans les milieux d'affaires comme un partisan national-socialiste des accommodements avec l'élite traditionnelle. Hitler, autrefois considéré dans certains milieux d'affaires comme une influence modératrice au

sein du parti, apparaissait désormais comme un adversaire intransigeant face à tout compromis de ce type.

Contrairement à l'impression répandue selon laquelle Hitler a accédé au pouvoir en janvier 1933 avec le soutien des grandes entreprises, sa nomination à la Chancellerie est intervenue au moment où les relations entre son mouvement et le monde des affaires avaient atteint leur point le plus bas depuis que les gains électoraux du NSDAP en 1930 l'avaient imposé à l'attention des hommes politiquement engagés des grandes entreprises. En effet, les principaux capitalistes allemands ont assisté passivement, en spectateurs mal informés, aux intrigues de coulisses des cercles entourant le Président Hindenburg, qui ont abouti à l'installation de Hitler en qualité de Chancelier. À cette époque, le monde des affaires se remettait de ses appréhensions initiales concernant le cabinet de Kurt von Schleicher. Son gouvernement avait échoué à suivre la voie de la gauche que beaucoup craignaient au départ ; au grand soulagement des milieux d'affaires, Schleicher a maintenu la plupart des politiques du cabinet Papen. Bien que peu de capitalistes du pays aient éprouvé un réel enthousiasme pour le général énigmatique qui se trouvait à la tête du gouvernement, une tendance à préférer son maintien au pouvoir prévalait à la fin du mois de janvier 1933. La plupart des dirigeants politiques des grandes entreprises craignaient que l'alternative d'une nouvelle crise ministérielle ne fasse à nouveau naître les incertitudes sur la politique économique qui, selon eux, ont empêché la reprise au cours de l'année politiquement turbulente qui venait de s'écouler. Plutôt que de risquer une rupture de l'embellie économique largement décelée depuis la fin de 1932, il semblait préférable d'espérer une période de stabilité sous la direction du général. Lorsque l'association industrielle la plus importante, le Reichsverband, rompt avec les pratiques antérieures et tente d'intervenir auprès du Président Hindenburg alors que la dernière crise ministérielle de l'Allemagne de Weimar éclate à la fin du mois de janvier 1933, elle le fait dans le but de mettre en garde contre l'octroi à Adolf Hitler d'une place importante dans un nouveau cabinet de droite provocateur. Toutefois, cette tentative d'utiliser l'influence des milieux d'affaires à des fins politiques se révélera vaine, comme tant d'autres entreprises pendant la période de Weimar.

Contrairement à une autre idée reçue, les porte-parole du monde des affaires ne se sont pas alliés à ceux de l'agriculture pour faire pression en faveur de l'installation de Hitler comme Chancelier en janvier 1933. À cette époque, les relations entre ces deux groupes d'intérêts s'étaient détériorées jusqu'au point de rupture en raison de désaccords de plus en plus irréconciliables et acrimonieux sur la politique commerciale. Quoi qu'il en soit de la recrudescence, au début de 1933, de l'alliance entre les élites traditionnelles de l'Empire pour soutenir la nomination de Hitler, un élément important – les grandes entreprises – brille par

son absence. La continuité souvent évoquée entre le régime impérial et le régime national-socialiste souffre donc d'une lacune cruciale.

Si les grandes entreprises n'ont pas, comme on le prétend souvent, aidé Hitler à accéder à la Chancellerie en exerçant leur influence sur lui, quel impact a eu l'argent politique qui a circulé des milieux d'affaires vers divers Nationaux-Socialistes ? Dans quelle mesure les contributions et les subventions comptabilisées ici, ainsi que d'autres contributions et subventions similaires probablement non documentées, ont-elles aidé Hitler et son parti dans leur quête du pouvoir ? Il est évidemment impossible de répondre avec certitude à cette question, car les preuves restent incomplètes. Certaines observations peuvent cependant être faites sur la base des modèles de comportement qui ont émergé de cette étude. Tout d'abord, les contributions de plusieurs millions de marks des grandes entreprises qui auraient alimenté le rouleau compresseur national-socialiste n'ont existé que dans l'imagination de certains observateurs contemporains et, plus tard, de certains écrivains de l'histoire. Les entreprises et les organisations qui s'engageaient régulièrement dans le financement politique à grande échelle ont continué – jusqu'à la dernière élection précédant la nomination de Hitler comme Chancelier – à accorder la majeure partie de leurs fonds aux opposants ou aux rivaux des Nationaux-Socialistes. Les quelques contributions importantes qui semblent être parvenues à ces derniers de la part de grandes entreprises ne représentent qu'un faible pourcentage des montants versés aux partis bourgeois et à la campagne de réélection du Président Hindenburg. À de rares exceptions près, ces contributions aux Nationaux-Socialistes n'étaient pas principalement destinées à renforcer le NSDAP ou à le propulser au pouvoir, mais plutôt à poursuivre diverses stratégies essentiellement défensives. Elles étaient généralement destinées à certains Nationaux-Socialistes, et non au parti en tant que tel. Certains donateurs considéraient le soutien financier apporté aux Nationaux-Socialistes de premier plan comme une prime d'assurance destinée à leur assurer des amis au pouvoir si le nouveau mouvement parvenait à prendre le contrôle de l'État. D'autres, qui estimaient que leurs entreprises avaient des raisons particulières de craindre le NSDAP s'il parvenait au pouvoir, versaient ce que l'on ne peut qualifier que d'argent de protection aux dirigeants potentiels. D'autres encore cherchaient à remodeler le National-Socialisme selon leurs souhaits en renforçant, par des subventions financières, la position au sein du parti de certains Nationaux-Socialistes qu'ils considéraient comme des représentants de politiques économiques « modérées » ou « raisonnables ». Une partie des subventions accordées à certains Nationaux-Socialistes par des hommes d'affaires pour de telles raisons peut avoir été utilisée par les bénéficiaires pour les besoins du parti, mais tout indique qu'une part considérable a servi à améliorer leur niveau de vie personnel.

Les discussions sur l'aide financière apportée aux Nationaux-Socialistes par les grandes entreprises reposent généralement sur une hypothèse fausse, à savoir que le NSDAP, comme les partis bourgeois de la République de Weimar, dépendait des subventions des grands donateurs. Ce n'était tout simplement pas le cas. Comme les dirigeants nationaux-socialistes le proclamaient fièrement à l'époque, leur parti se finançait très largement par ses propres moyens, du moins jusqu'à l'automne 1932. Le NSDAP s'est avéré, en fait, un précurseur d'une efficacité sans précédent de ces associations de collecte de fonds hautement organisées qui sont depuis devenues des caractéristiques familières des sociétés libérales et démocratiques. Contrairement aux partis bourgeois de la République, dont les échelons supérieurs sollicitaient d'importantes contributions et distribuaient ensuite les fonds aux échelons inférieurs, l'argent circulait au sein du NSDAP depuis la base, en passant par les organisations régionales, jusqu'à la direction nationale à Munich. Comparés à l'apport soutenu d'argent provenant des cotisations et autres contributions de la base du parti national-socialiste, les fonds qui parvenaient au NSDAP du côté des grandes entreprises n'avaient au mieux qu'une importance marginale. Comme le montrent abondamment les relations entre les dirigeants nationaux-socialistes et les membres du monde des affaires, les premiers adoptaient rarement l'attitude de suppliants en quête d'une aide matérielle, du moins jusqu'à ce que leur parti connaisse ses premières graves difficultés financières à l'automne 1932. À cette époque, cependant, la détérioration des relations avait rendu les membres du monde des affaires moins disposés que jamais à contribuer au NSDAP. Ce sont les Nationaux-Socialistes eux-mêmes, et non les capitalistes allemands, qui ont fourni le financement décisif pour l'accession de Hitler au pouvoir.

Plus importante que l'aide financière apportée aux Nationaux-Socialistes par les grandes entreprises ou que l'influence exercée en leur faveur par ces dernières, c'est l'aide apportée indirectement et par inadvertance par des éléments politiquement actifs du monde des affaires. De manière plus évidente, le soutien apporté à des individus et des organisations tels que Papen, Schleicher, Hugenberg, le DNVP et le Stahlhelm renforçait les forces politiques qui allaient finalement jouer un rôle clé dans l'installation de Hitler au pouvoir. À l'époque où ce soutien a été accordé, ces hommes et ces organisations semblaient, aux yeux de leurs bailleurs de fonds, représenter non pas des étriers pour Hitler, mais plutôt des remparts contre une prise de pouvoir national-socialiste, avec la perspective d'apprivoiser le NSDAP pour les besoins de la droite traditionnelle. En ne reconnaissant pas leur nature irresponsable, leurs patrons dans les grandes entreprises se sont rendus complices involontaires de leurs sottises, qui allaient coûter cher à l'Allemagne et à une grande partie du reste de l'Europe. Par d'autres moyens, également, les hommes d'affaires ont apporté une aide indirecte aux Nationaux-Socialistes. En invitant Hitler et d'autres porte-parole du parti à

s'exprimer lors de leurs réunions, ils leur conféraient un degré d'acceptabilité sociale qui pouvait inciter d'autres Allemands à voter pour le NSDAP ou à le rejoindre. Même l'abstinence d'activité politique des hommes d'affaires pouvait, par inadvertance, tourner à l'avantage des Nationaux-Socialistes. Les hommes d'affaires qui, au moment des élections prussiennes et nationales du printemps et de l'été 1932, ont refusé leurs subventions habituelles aux partis traditionnels ont indirectement aidé la cause nationale-socialiste, bien que ce ne fût pas leur intention. Si certains d'entre eux voulaient exprimer leur désillusion à l'égard de la politique partisane en général, la plupart voulaient contraindre les partis traditionnels de droite et de centre à résoudre leurs différends et à fusionner en une seule organisation, ou du moins en un bloc solide qui défendrait les intérêts du monde des affaires contre l'extrémisme politique de droite et de gauche. Le refus de ces contributions a toutefois eu pour effet d'affaiblir encore davantage les partis dont les électeurs étaient vigoureusement courtisés par les Nationaux-Socialistes. Compte tenu de la force déjà réduite de ces partis, il semble improbable qu'ils auraient pu s'en sortir indemnes même si leurs anciens bailleurs de fonds avaient fourni les subventions habituelles ou même les avaient augmentées. Mais il s'est avéré que la suspension de ces subventions n'a fait qu'ajouter un handicap supplémentaire aux efforts de ces partis assiégés pour conserver leurs électeurs. Dans ce cas également, c'est l'ineptie politique plutôt que la détermination qui a conduit certains membres du monde des affaires à apporter une aide indirecte et involontaire à Hitler et à son parti. Cette aide n'a cependant pas contribué de manière significative à l'ascension de Hitler.

Si le bilan politique des grandes entreprises est tristement dépourvu d'acuité politique, il est encore plus cruellement dépourvu de moralité publique et de courage civil. La plupart des dirigeants du monde des affaires n'ont jamais été tentés de devenir Nationaux-Socialistes. La promesse du NSDAP de détruire l'élite existante et d'en imposer une nouvelle à sa place n'avait que peu d'attrait pour les hommes déjà à la tête de leur société. Son ton plébéien heurtait leur sensibilité. Son antisémitisme aussi, car quels que soient les autres préjugés des dirigeants du grand capital allemand, cette forme de sectarisme était rare dans leurs rangs. La plupart d'entre eux trouvaient également dérangeantes les exigences du National-Socialisme en matière de pouvoir total et son anticapitalisme volubile, qui se concentrait principalement sur les grandes entreprises. Tout aussi inquiétants étaient les plans fiscaux et monétaires peu orthodoxes proposés par d'éminents Nationaux-Socialistes comme remèdes à la dépression. Pourtant, la plupart des hommes d'affaires considéraient le National-Socialisme comme un opportunisme à courte vue. Comme beaucoup d'autres Allemands dont la fierté nationale avait été blessée par la perte inattendue de la guerre et par un traité de paix humiliant, ils admiraient le nationalisme défiant du National-Socialisme et espéraient qu'il pourrait être utilisé afin d'aider à réaffirmer

ce qu'ils considéraient comme la place légitime de leur pays parmi les grandes puissances. Préoccupés par les questions économiques intérieures, ils espéraient également que le National-Socialisme pourrait être utilisé contre leurs adversaires de longue date, les partis socialistes et le mouvement syndical. Cet espoir a grandi et s'est estompé au fur et à mesure que les Nationaux-Socialistes changeaient de tactique politique. Au cours du dernier semestre précédant la nomination de Hitler en tant que Chancelier, il s'est calmé. Mais peu de porte-parole des grandes entreprises se sont publiquement exprimés contre le NSDAP. Considérant le NSDAP en termes d'intérêt personnel, la plupart d'entre eux n'ont pas perçu la menace qu'il représentait pour les fondements mêmes de la vie civilisée. C'est là que réside leur plus grande culpabilité, qu'ils partagent cependant avec une grande partie de l'élite allemande.

Pour être réaliste, il est probablement injuste de faire peser sur les hommes d'affaires un lourd fardeau de culpabilité pour leurs manquements face à un mouvement politique qui a balayé leur société comme une force élémentaire. Les hommes d'affaires, après tout, prennent rarement l'initiative sur le plan politique. Comme l'a fait remarquer Joseph Schumpeter, un observateur avisé et perspicace, peu de temps après les évènements relatés dans ce livre, *« Les attitudes des groupes capitalistes à l'égard de la politique de leurs nations sont principalement adaptatives plutôt que causales, aujourd'hui plus que jamais ».* Plutôt que de façonner les évènements, Schumpeter a noté que même les hommes d'affaires les plus puissants ne font que répondre aux évènements façonnés par d'autres. Pour expliquer cela, il a également observé que le type de leadership économique exercé par le capitaliste moderne *« ne s'étend pas facilement, comme le leadership militaire du seigneur médiéval, au leadership des nations. Au contraire, le grand livre et le calcul des coûts absorbent et confinent. »*(1) Les dirigeants de la grande entreprise allemande étaient, malgré toutes leurs prétentions, des hommes absorbés et confinés, préoccupés par la gestion d'une organisation vaste et complexe. Ils pouvaient tout au plus s'adonner à la politique. Ils ne pouvaient pas consacrer leurs énergies de manière soutenue à cette sphère d'activité, de sorte qu'ils restaient des amateurs à temps partiel, n'opérant que sporadiquement, et généralement de manière inefficace, à la périphérie de la politique. En tant que tels, ils étaient très mal placés pour faire face à un phénomène tel que le National-Socialisme.

2. Mythes, idées préconçues et utilisation fallacieuse de l'histoire

Ce livre est devenu, par la force des choses, un ouvrage qui traite non seulement du passé, mais aussi des mythes concernant ce passé. Afin de pouvoir raconter son histoire, de nombreux mythes ont dû être réfutés. C'est, bien sûr,

généralement le cas dans l'écriture de l'histoire, mais le volume même des mythes dans ce cas et leur persistance obstinée appellent une tentative d'explication.

Même dans les ouvrages, par ailleurs soigneusement étudiés, consacrés à la montée du National-Socialisme, les récits les plus éculés ont souvent servi à indiquer ou à impliquer la complicité des grandes entreprises. Quiconque est un tant soit peu familier avec la littérature historique connaît, pour le moins, les histoires souvent racontées d'une taxe sur le charbon de la Ruhr pour le NSDAP, de la représentation du monde des affaires à la réunion de Bad Harzburg, de sa réponse au discours de Hitler au Club de l'industrie de Düsseldorf, de sa participation à la pétition de novembre 1932 adressée à Hindenburg, et du rôle prétendument central du banquier Kurt von Schröder à la réunion Hitler-Papen du 4 janvier 1933. Ces mythes ont été présentés à plusieurs reprises comme des faits établis. Les allégations de soutien financier du NSDAP par les grandes entreprises abondent dans les ouvrages consacrés à l'ascension de ce parti. En guise de documentation, on trouve souvent des sources douteuses telles que les mémoires écrits par un nègre et attribués à Fritz Thyssen, les mémoires propagandistes d'Otto Dietrich sur le Troisième Reich, ou simplement des articles de presse non corroborés. L'adhésion d'Emil Kirdorf au NSDAP a longtemps servi de preuve du soutien du grand capital, même si des déclarations publiques de sa part à l'époque ont révélé sa démission du parti un an seulement après son adhésion. D'autres hommes d'affaires qui n'avaient aucun lien connu avec le National-Socialisme avant la prise du pouvoir par les Nationaux-Socialistes ont été présentés à plusieurs reprises comme des partisans et des financiers de Hitler. L'idée que les capitalistes allemands ont contribué de manière significative à l'ascension de Hitler est devenue une sorte de truisme. Le plus souvent, c'est le message véhiculé par les manuels américains destinés aux étudiants en histoire européenne et par d'autres ouvrages pédagogiques. En bref, avec une fréquence étonnante, les historiens ont traité les preuves et les prétendues preuves relatives au sujet de ce livre d'une manière marquée par une absence frappante de normes professionnelles.

Même les preuves solides ont souvent été interprétées de manière à les déformer. Les mêmes historiens qui présentent soigneusement les déclarations publiques d'autres groupes d'intérêt comme des positions de négociation susceptibles d'être révisées par la négociation ont dépeint celles du monde des affaires comme des demandes non négociables. Les déclarations d'hommes d'affaires prônant l'admission des Nationaux-Socialistes au gouvernement ont été interprétées comme une preuve concluante de leur désir d'un régime national-socialiste, bien que l'examen de ces déclarations dans leur contexte révèle souvent que ceux qui les ont prononcées partageaient simplement avec beaucoup d'autres, y compris certains ennemis acharnés du National-Socialisme, la conviction que le meilleur espoir de discréditer le NSDAP était de lui confier une part de

responsabilité gouvernementale en période de détresse économique. Le parti pris, en bref, apparaît sans cesse dans les traitements du rôle politique des grandes entreprises, même chez des historiens par ailleurs scrupuleux.

Ce parti pris ne devrait pas être une surprise. Les historiens professionnels ont généralement peu ou pas de contacts personnels avec le monde des affaires. Comme tant d'intellectuels, ils ont tendance à considérer les grandes entreprises avec une combinaison de condescendance et de méfiance. Relativement peu d'entre eux y trouvent un sujet de recherche agréable. En conséquence, la plupart des écrits des historiens sur le rôle politique des grandes entreprises allemandes au cours de la période traitée dans ce livre ont été en grande partie uniformisés par la connaissance des hommes d'affaires ou de leurs institutions. Étant donné que presque tous ceux qui se sont intéressés aux relations entre le monde des affaires et le National-Socialisme se situaient, à un degré ou à un autre, à gauche ou du moins à gauche du centre dans leurs sympathies politiques, un grand nombre d'entre eux ont eu du mal à résister à la tentation d'impliquer les grandes entreprises, qui appartenaient clairement à la droite, dans la montée du National-Socialisme. Bien que des déformations délibérées apparaissent dans certaines publications sur le sujet, la sensibilité de la plupart des historiens aux mythes traités dans ce volume n'est pas due à la malhonnêteté intellectuelle, mais plutôt au type d'idées préconçues qui entravent les tentatives d'appréhender le passé.

Dans un rare cas où de telles idées préconçues ont trouvé une expression explicite, un historien influent de la gauche libérale a clairement exprimé, au cours de l'été 1932, sa ferme conviction, même à ce stade précoce, de la complicité des grandes entreprises dans la poussée du National-Socialisme. Dans une lettre à son ami George W. F. Hallgarten, qui allait plus tard écrire une étude sur le sujet qui a longtemps fait autorité, Eckart Kehr écrivait : *« Dans trente ans, nous aurons, je l'espère, assez de matière pour montrer combien Adolf et ses treize millions d'Idiotenbürger déchaînés ont été des putains pour Thyssen, etc. ».*(1) Lorsque Kehr a écrit ces mots, ils ne pouvaient avoir d'autre fondement que des allégations glanées dans la presse et dans les polémiques politiques de l'époque. Pourtant, même à ce moment-là, avant que les Nationaux-Socialistes n'aient atteint le pouvoir, Kehr trouvait agréable, comme l'ont fait tant d'intellectuels depuis, d'attribuer aux capitalistes allemands à la fois des objectifs sinistres et une grande puissance politique. Il ne ressentait pas le besoin d'être éclairé davantage. La tâche de la recherche ne consisterait, pour lui, qu'à confirmer ce qu'il croyait déjà, ce qu'il avait préjugé. De telles idées préconçues ont trop souvent altéré le jugement de ceux qui ont cherché à expliquer la montée en puissance de Hitler. Trop souvent, les auteurs qui ont traité de ce sujet ont ignoré l'un des principes fondamentaux de l'étude de l'histoire, à savoir que les historiens doivent faire preuve de la plus grande vigilance critique précisément lorsqu'ils constatent qu'une proposition concernant le passé est conforme à leurs propres convictions.

La perpétuation des nombreux mythes spécifiques abordés dans ce livre a été favorisée par la culture, pendant plus d'un demi-siècle, d'un mythe plus global. Selon l'une des écoles d'interprétation les plus persistantes, les capitalistes allemands n'ont pas seulement été impliqués dans la montée du National-Socialisme, mais ont joué *le* rôle décisif dans son avènement. Cette interprétation trouve son origine dans les cercles intellectuels qui, au cours des années 1920, ont vu dans l'imposition de la dictature de Mussolini en Italie la confirmation des prédictions faites auparavant par des prophètes séculiers de grande renommée. Selon ces prédictions, on pouvait s'attendre à ce qu'une bourgeoisie de plus en plus assiégée, à l'approche de la révolution prolétarienne, fasse une tentative désespérée, mais finalement vaine, pour éviter sa perte inévitable en brisant les formes légales et constitutionnelles qui avaient jusqu'alors masqué sa domination afin d'imposer un régime ouvertement tyrannique. Comme le Fascisme italien, le National-Socialisme était un véhicule de répression bourgeoise. Derrière ses chefs ridicules, comme derrière Mussolini, se cachaient de puissants capitalistes qui finançaient le NSDAP et lui ouvraient par ailleurs la voie du pouvoir. Appliquée d'abord à l'Italie, cette formule faisait du National-Socialisme une simple manifestation d'un phénomène générique désigné par ses partisans comme le Fascisme. À une époque où aucun consensus ne prévalait parmi les autres observateurs sur les raisons du succès du National-Socialisme, cette interprétation a permis à ses partisans de fixer, pour ainsi dire, l'ordre du jour initial des enquêtes sur les causes du Troisième Reich. Et, comme c'est souvent le cas dans le développement de la recherche historique, ce programme initial a continué à influencer la discussion sur le sujet.

Les écrits historiques fondés sur la proposition selon laquelle les capitalistes ou, plus largement, le capitalisme ont joué un rôle décisif dans l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes ont produit plusieurs variations sur ce thème de base. La plus ancienne et la plus simple d'entre elles, la théorie de l'agent, soutient que les « capitalistes monopolistes » allemands ont collectivement mis à profit leur puissance économique pour nourrir le NSDAP et l'installer au pouvoir afin d'exploiter la classe ouvrière à l'intérieur du pays et de déclencher une guerre d'agression impérialiste à l'étranger. En raison de l'invraisemblance évidente d'attribuer un comportement politique aussi uniforme à la communauté des affaires dans son ensemble, il a fallu recourir à des théories plus élaborées. La plupart d'entre elles sont de nature structurelle. Elles cherchent à expliquer les développements politiques en termes de relations entre les groupements socio-économiques. Selon l'école d'interprétation structurelle la plus active, le Troisième Reich est né d'une lutte titanesque qui s'est déroulée à l'abri des regards dans la sphère économique entre de grands blocs capitalistes, ou « groupes monopolistes », engagés dans un combat pour défendre des intérêts économiques contradictoires. Les Nationaux-Socialistes ont pris le pouvoir lorsque le « groupe

monopoliste » avec lequel ils étaient alignés l'a emporté dans cette lutte dans la sphère économique.[2] Selon une autre ligne d'interprétation structurelle, le National-Socialisme a pris le contrôle de l'État lorsque les « contradictions » entre les « classes dominantes et les fractions de classe » (qui sont décrites comme s'étendant au-delà de la communauté des affaires) ont rendu impossible pour l'une de ces forces d'établir une « hégémonie » sur les autres, une situation qui a produit une crise qui a conduit à l'établissement de la domination du « grand capital monopolistique ».[3] D'autres variations de la même proportion de base, connues sous le nom de théories , sont moins rigidement structurelles. Les partisans des théories bonapartistes soutiennent que Hitler, comme l'empereur Napoléon III de France, est arrivé au pouvoir parce que la bourgeoisie avait perdu sa capacité à gouverner, mais qu'elle a réussi à conserver sa position économique en cédant la gestion de l'État à un dictateur de son choix parce que le prolétariat n'était pas encore prêt à mener sa propre révolution.[4]

Indépendamment des incompatibilités mutuelles de ces variations sur la thèse de base du capitalisme comme cause du National-Socialisme, les tentatives pour expliquer la montée de Hitler et de son parti en utilisant cette thèse comme point de départ ont produit un ensemble d'écrits historiques très défectueux. La théorie simpliste de l'agent, qui dépeint les capitalistes allemands comme ayant agi de concert pour amener Hitler au pouvoir, nécessite des distorsions si flagrantes du dossier historique qu'elle est à présent réservée à la propagande d'endoctrinement d'une variété primitive. Elle est maintenant principalement employée par des régimes qui y voient un moyen utile d'avertir ceux qu'ils gouvernent que toutes les sociétés capitalistes contiennent un potentiel inhérent de destruction meurtrière que seule une transformation totale de leurs systèmes économiques et sociaux peut dissiper. Quant aux interprétations structurelles, elles n'ont guère permis de s'accorder sur la composition des groupes dont les luttes supposées entre eux ont déterminé le cours des évènements qui ont abouti au Troisième Reich. Les catégories les plus fréquemment utilisées dans les interprétations du « groupe monopolistique » sont d'ailleurs d'une validité très douteuse. Malgré le processus de diversification qui a vu certaines des entreprises sidérurgiques allemandes les plus importantes se lancer dans la fabrication de produits finis dans les années 1920, ces interprétations postulent de manière anachronique l'existence continue d'un bloc « industrie lourde » essentiellement monolithique. Elles supposent également l'existence d'un bloc opposé composé de l'industrie chimique et des producteurs d'équipements électriques, même si des preuves de collaboration entre ces branches de production plutôt différentes n'ont pas encore été apportées. Pour le reste, les interprétations du « groupe monopolistique » varient largement sur des points particuliers. Il en va de même pour les théories bonapartistes de la montée du National-Socialisme. Toutes ces interprétations présentent, en fait, à peu près la même élasticité que les

interprétations psychanalytiques de Hitler et aboutissent donc à un manque d'accord similaire sur les détails comme sur les conclusions. Alors que les hypothèses valables tendent à générer un consensus, les versions de la montée en puissance du National-Socialisme basées sur l'hypothèse que le capitalisme est responsable de son triomphe ont donné lieu à un tel degré d'arbitraire et de désaccord qu'il en résulte un manque total de conclusion.

L'une des raisons de ce manque de clarté est que les travaux qui incarnent la théorie de l'agent, les théories structurelles et les théories bonapartistes ont été longs en thèse et courts en preuves. Une grande partie de ce qui passe pour des preuves consiste en des mythes du type mentionné ci-dessus. Embellies de manière inventive et interprétées de manière tendancieuse, ces informations et d'autres, souvent douteuses, sont sans cesse répétées. Les preuves qui pourraient contredire ou mettre en doute l'interprétation présentée sont tout simplement ignorées. Presque jamais un effort n'est fait pour documenter soigneusement la relation entre la cause présumée et l'effet présumé. Au lieu de cela, cette relation est suggérée de manière impressionniste au moyen d'un ensemble lâche de preuves circonstancielles et souvent douteuses. Dans les pays dotés de régimes répressifs qui ont incorporé dans leurs systèmes d'endoctrinement des explications sur le National-Socialisme en tant que manifestation du capitalisme, la recherche sans entrave a depuis longtemps cessé. Là où les régimes qui contrôlent l'accès des historiens à la publication ont accordé une approbation officielle à une telle interprétation des origines du Troisième Reich, l'une des voies les plus fructueuses pour le progrès de la connaissance – la correction des erreurs – reste fermée. Dans de telles circonstances, l'écriture historique devient un simple exercice de confirmation de la validité de la doctrine officielle, et le débat scolastique sur des concepts abstraits tels que le « capitalisme monopolistique d'État » se substitue à une enquête savante.

La plupart des publications qui expliquent la montée du National-Socialisme en termes de capitalisme n'ont pas besoin de s'appuyer lourdement sur des preuves. Elles partent d'un postulat réducteur qui rend inutile toute analyse rigoureuse et documentée des causes des évènements : la primauté de l'économie. Si l'on accepte cette hypothèse, les centres d'intérêt traditionnels de l'enquête sur les origines du Troisième Reich – les traditions intellectuelles, les politiques gouvernementales, les élections nationales, le comportement politique des groupes sociaux et les actions des partis et des politiciens, y compris Hitler et les Nationaux-Socialistes – sont relégués au rang de simples épiphénomènes situés dans la « superstructure » de la société. Loin de déterminer le cours des évènements, ces épiphénomènes reflètent tout au plus les développements qui se produisent dans la sphère économique décisive. Étant donné que la plupart des évènements qui se produisent dans la sphère économique sont censés rester cachés au public et même à l'historien, il faut supposer beaucoup de choses à

partir de quelques indices plutôt que de les démontrer par un rassemblement soutenu de preuves, comme dans la recherche historique traditionnelle. En proclamant, en s'appuyant sur de tels indices, la confirmation du rôle décisif de la sphère économique, l'affaire est prouvée. Dans de nombreux cas, cependant, les auteurs de ces interprétations ne font pas preuve d'une confiance totale dans leur méthode en étayant leurs arguments par des raisonnements fallacieux. Très souvent, ce qui devait être expliqué – le triomphe de Hitler – devient lui-même la preuve ultime de la validité de ces interprétations. En d'autres termes, par un raisonnement circulaire, l'acquisition du pouvoir par les Nationaux-Socialistes est présentée comme la preuve que les forces à l'œuvre dans l'économie capitaliste allemande devaient nécessairement aboutir à la création du Troisième Reich. On a également recours à un argument fonctionnaliste, ou « cui bono », fondamentalement similaire à celui employé par les antisémites du XIXe siècle qui insistaient sur le fait que les juifs devaient avoir causé la révolution française puisqu'ils en avaient grandement bénéficié : puisque les capitalistes ont profité du Troisième Reich, ils doivent certainement être à l'origine de sa création. La « fonction » du National-Socialisme devait donc, selon ce raisonnement, être de sauver le capitalisme allemand.[27]

Ce livre ne propose aucune nouvelle explication quant à l'ascension de Hitler. Au contraire, il confirme le jugement des historiens qui se sont concentrés sur la sphère politique. La malheureuse République de Weimar était un régime démocratique fragile qui a souffert tout au long de sa brève existence de l'association avec l'humiliante défaite de la Première Guerre mondiale. Dès le début, elle s'est heurtée à l'hostilité implacable de nombreux citoyens imprégnés de croyances incompatibles avec la démocratie. Les défenseurs de la République ont cherché à la légitimer aux yeux des salariés du pays en établissant l'État-providence le plus avancé de l'époque, dont le fardeau économique pourrait bien avoir miné la vitalité économique de l'Allemagne et certainement aliéné la plupart des milieux d'affaires. La République a également dû faire face à une série de problèmes insolubles qui auraient rendu difficile pour n'importe quel régime de gagner une popularité générale : les réparations pour une guerre perdue par le régime précédent, l'hyperinflation, une crise agraire, les difficultés fiscales d'un État-providence avancé et, enfin, les effets écrasants de la Grande Dépression. La République a également souffert d'une faille constitutionnelle fatale qui a permis le transfert de l'autorité en 1930 du parlement paralysé à la présidence en recourant aux pouvoirs d'urgence considérables investis dans cette fonction. En la personne du vieux Hindenburg, la présidence fut de plus en plus sous

[27] [NdT : dommage que H. Turner, décédé en 2008, n'ait pas eu l'occasion de lire, *Le Sale Boche raconté aux braves gens*, de Benton L. Bradberry, publié pour la première fois en 2012 et banni d'Amazon peu après, il faut se demander pourquoi.]

l'influence d'une camarilla irresponsable dans laquelle les dirigeants militaires jouèrent un rôle clé, créant et détruisant une succession de cabinets gouvernés par des décrets d'urgence présidentiels. Le mécontentement suscité par l'incapacité de ces cabinets à faire face aux effets de la dépression a favorisé la croissance de l'extrémisme politique, dont l'une des expressions était le National-Socialisme. En combinant l'attrait charismatique de son chef avec une organisation remarquablement efficace et en faisant appel aux préjugés et à la xénophobie, le NSDAP avait rassemblé un noyau dur de militants avant même que la dépression ne frappe. En promettant de défaire l'accord de Versailles et en exploitant les tensions sociales et les griefs économiques de nombreux éléments de la société par le recours à des appels à l'ambiguïté calculée et à la mendicité sans scrupules, les Nationaux-Socialistes ont constitué une formidable coalition de mécontents. En exploitant les politiques impopulaires du régime présidentiel, ainsi que les privations et l'insécurité résultant de la dépression, le NSDAP a pénétré de plus en plus profondément dans l'électorat, devenant à la mi-1932 le plus grand parti du pays. Empêché par le refus de Hindenburg de confier la Chancellerie à Hitler, le parti décline. Dans ce qui s'avère être la dernière élection libre, il subit de lourdes pertes dans les urnes à l'automne 1932. Des dissensions internes éclatent au sein du NSDAP. Ce n'est que lorsque les membres de la camarilla autour de Hindenburg se brouillent entre eux qu'une faction de conseillers présidentiels sauve le NSDAP chancelant en sabotant leurs rivaux et en persuadant le Président de nommer Hitler Chancelier d'un cabinet de coalition qu'ils comptent contrôler. Mais, en l'espace de quelques mois, les Nationaux-Socialistes ont rapidement surpassé les membres conservateurs de la coalition et imposé leur régime dictatorial.

La caractéristique frappante de cette explication de la montée de Hitler, qui apparaît ici sous une forme très simplifiée, est qu'elle ne nécessite que peu ou pas de mention des grandes entreprises. Ce n'est qu'au moment de la crise parlementaire de 1930 que les milieux d'affaires ont joué un rôle presque décisif dans le cours des évènements et, comme nous l'avons montré plus haut, leur rôle n'a pas été déterminant pour l'issue de cette crise. Par ailleurs, les hommes des grandes entreprises allemandes et leurs institutions sont insignifiants par rapport aux politiciens et aux militaires dont les gaffes et les erreurs de calcul ont permis à Hitler d'accéder au pouvoir. La primauté de la politique, et non de l'économie, a marqué les réalités de l'Allemagne de la fin de Weimar. Parmi ceux qui l'ont compris, il y a Adolf Hitler. Pendant un certain temps, il semble avoir partagé, du moins dans une certaine mesure, la croyance selon laquelle la puissance économique équivaut à la puissance politique, mais il s'est amélioré. Au cours de sa dernière course au pouvoir, il a concentré ses efforts exclusivement sur les élections et sur les personnalités politiques qui détenaient les clés du pouvoir de l'État, et il l'a fait d'une manière qui ne pouvait qu'aliéner une grande partie du

monde des affaires. L'une des raisons du succès de Hitler réside dans sa reconnaissance de la primauté de la politique et dans son habileté à agir en fonction de ce principe.

L'attrait soutenu des interprétations de l'ascension de Hitler en termes de primauté de l'économie pose un problème historique qui mérite d'être élucidé plus en profondeur que ce qui est possible ici. Jusqu'à une date assez récente, la popularité de ces interprétations pouvait, dans une large mesure, s'expliquer par le manque d'informations : en l'absence de connaissances, le mythe prospère. Mais la persistance de telles interprétations, même face à des preuves croissantes de leur caractère fallacieux, appelle une explication plus large. Comme nous l'avons déjà mentionné, les idées préconçues des intellectuels sur les hommes d'affaires ont évidemment joué un rôle important. Un autre facteur encore réside dans la promesse de ces interprétations de révéler des causes plus profondes que celles visibles pour les non-initiés. Que ce soit sous la forme de théories sur les forces agissant dans les coulisses de la sphère économique pour produire le Troisième Reich ou sous la forme de l'occultisme, la perspective d'accéder à des connaissances spéciales autrement cachées exerce une forte attraction sur certains types de personnes. Une interprétation de l'histoire qui attribue aux riches la responsabilité d'évènements désastreux fournit une autre forme de gratification. La proposition selon laquelle les grandes entreprises ou, plus largement, le capitalisme, ont joué un rôle décisif dans l'ascension de Hitler est également attrayante pour certains, car elle corrobore un ensemble de doctrines.

Mais surtout, l'attrait de cette proposition découle de son utilité politique. Depuis l'effondrement du Troisième Reich, les interprétations de ses origines basées sur cette proposition ont été utilisées pour discréditer et miner les sociétés à économie capitaliste et pour légitimer les régimes anticapitalistes répressifs. Au début des années 1930, l'identification du capitalisme au national-socialisme (généralement apostrophé sous le nom de fascisme) semblait un moyen commode de rallier les masses simultanément contre deux ennemis, du moins c'est ce que semblent avoir cru de nombreux dirigeants de la gauche politique en Allemagne. L'identification du National-Socialisme au capitalisme a peut-être contribué à l'époque à retenir certains électeurs allemands derrière les partis de gauche, mais cette même identification peut également expliquer en partie la curieuse passivité qui s'est emparée d'une grande partie des dirigeants de gauche et les a rendus inefficaces face à la course au pouvoir du National-Socialisme. Dépeindre Hitler – comme l'ont fait de nombreux porte-parole de la gauche – comme un simple laquais du capitalisme, essentiellement semblable à Brüning, Papen et Schleicher, revenait à banaliser imprudemment un phénomène politique mortel. Mais tout comme cette banalisation des Nationaux-Socialistes a induit une certaine complaisance chez certains de leurs adversaires, le fait de dépeindre le National-Socialisme comme une manifestation de la « phase monopoliste » du

capitalisme a pu le faire apparaître à d'autres membres de la gauche si redoutable qu'il a induit le désespoir, voire la paralysie. Car comment combattre le NSDAP avec un quelconque espoir de succès s'il ne s'annonçait pas comme un simple parti politique luttant pour le pouvoir, mais comme l'expression de l'étape finale de toute une phase de l'histoire, peut-être destinée à façonner le cours des évènements, au moins jusqu'à la victoire finale de la classe ouvrière ? Faire face aux assauts quotidiens du National-Socialisme représentait déjà un défi, mais les chances d'endiguer les forces sous-jacentes de l'histoire ont dû sembler bien décourageantes pour ceux qui croyaient en ces forces. Personne ne peut affirmer avec certitude que les dirigeants de la gauche politique de l'Allemagne de Weimar auraient pu, s'ils avaient agi différemment, stopper l'avancée du National-Socialisme. Mais il y a fort à parier que leurs chances auraient été plus grandes si davantage d'entre eux avaient évalué de manière réaliste les raisons pour lesquelles le NSDAP s'est avéré si attrayant pour des millions d'électeurs, et s'ils avaient cherché des moyens de se battre pour ces bulletins de vote plutôt que de tenter, conformément à une idée préconçue idéologique, de « démasquer » le National-Socialisme comme un outil des capitalistes.

La réaction à ce livre de la part de ceux qui posent la primauté de l'économie – et donc attribuent le triomphe de Hitler aux capitalistes allemands ou, plus généralement, à l'économie capitaliste de ce pays – est assez prévisible. Certains le rejetteront comme une apologie du capitalisme et son auteur comme un laquais des puissants intérêts économiques. Certains prétendront que le livre s'attaque à un homme de paille et que personne digne de ce nom n'a jamais sérieusement soutenu que quelque chose d'aussi rudimentaire qu'une aide financière directe ou une influence du côté des grandes entreprises a joué un rôle décisif, voire majeur, dans la montée au pouvoir du National-Socialisme. D'autres feront remarquer avec condescendance que l'auteur est un simple positiviste, un vulgaire factologue qui manque de toute compréhension des forces motrices sous-jacentes des évènements humains. D'autres encore prétendront que le tableau d'ensemble se perd désespérément dans une masse de détails, que l'arbre cache la forêt ; que l'auteur s'est préoccupé de simples questions de l'ordre de qui a dit quoi à qui et de ce qui s'est passé quand ; qu'il s'est excessivement concentré sur les actions des individus, omettant ainsi des déterminants plus fondamentaux. L'analyse doit se dérouler, dira-t-on, sur un « plan supérieur » et être éclairée par la conceptualisation et la théorie. De telles restrictions ont un air de profondeur superficielle qui en impressionnera sans doute plus d'un. Mais les déficiences du corpus d'écrits historiques produits par ceux qui se sont appuyés sur de telles formules sapent la possibilité de ces structures particulières. Les objections de ce genre n'ont aucune validité à moins que ceux qui les soulèvent ne puissent démontrer que l'histoire peut être écrite dans les termes qu'ils proposent sans se fier à l'utilisation impressionniste d'une poignée de preuves, sans interpréter de

manière erronée et omettre des preuves, et sans utiliser des preuves fabriquées ou autrement invalides. Il ne suffit pas de se réfugier dans un « plan supérieur » où les hypothèses ont une qualité abstraite telle qu'elles ne peuvent être ni confirmées ni réfutées. Il ne suffit pas non plus de poser des processus de causalité différents de ceux qui sont normalement employés pour expliquer les affaires humaines. L'une des prémisses les plus fondamentales de l'étude professionnelle de l'histoire est que les évènements ne sont pas directement causés par des concepts abstraits, qu'il s'agisse de « la main de Dieu », de « la destinée manifeste » ou du « capital monopolistique ». Les évènements concrets de l'histoire se produisent en raison des actions des êtres humains, qui exécutent souvent leur volonté, bien sûr, par le biais d'institutions qu'ils ont eux-mêmes créées. À moins que cette forme de causalité proche ne puisse être démontrée de manière convaincante, l'invocation de niveaux de causalité plus éloignés reste une spéculation vide, dépourvue de tout fondement dans les réalités de l'histoire.

Réfléchissant en 1940 à l'expérience qu'il a vécue en cherchant à identifier les raisons de l'effondrement de la Troisième République française face aux assauts du Troisième Reich, le brillant historien Marc Bloch, lui-même bientôt victime du national-socialisme, a écrit ces mots : *« ....L'ABC de mon métier consiste à éviter les grands termes abstraits. Ceux qui enseignent l'histoire devraient se préoccuper en permanence de rechercher le solide et le concret derrière le vide et l'abstrait. En d'autres termes, c'est sur les hommes plutôt que sur les fonctions qu'ils doivent concentrer leur attention. »* (5) Les intellectuels qui ont expliqué l'ascension d'Adolf Hitler et de son parti en recourant à des « plans supérieurs » d'analyse ont longtemps montré, et continuent de montrer, une grande réticence à penser en termes aussi concrets. Selon l'une des maximes les plus citées concernant le sujet de ce livre, il est impossible de parler du fascisme sans parler aussi du capitalisme. L'auteur de ce dicton désormais célèbre, Max Horkheimer, a énoncé cette formulation en tant qu'exilé qui avait été forcé de fuir l'Allemagne gouvernée par les Nationaux-Socialistes.(6) Comme ceux qui avaient appliqué cette formule, il s'était trompé sur la nature du National-Socialisme à l'époque, mais la plupart n'ont rien appris de leur défaite. Leurs disciples d'aujourd'hui n'ont pas non plus tiré de leçon, puisqu'ils continuent à subordonner l'étude du National-Socialisme à une croisade contre le capitalisme. Comme toujours lorsque l'écriture de l'histoire est subordonnée à un autre objectif, le résultat est une mauvaise histoire. Le Troisième Reich est cependant une manifestation trop effroyable de la capacité de notre espèce à faire le mal pour être laissée à des diagnostics erronés qui engendrent le genre de fausse sécurité qu'inspiraient, avant la science médicale moderne, les remèdes que nos ancêtres inventaient pour se protéger contre les maladies débilitantes. En histoire, comme en médecine, un faux diagnostic peut avoir des conséquences désastreuses. Si l'on veut éviter que ne se reproduise ce qui a ressemblé au régime meurtrier dirigé par Adolf Hitler, il faut soumettre ses

causes à une étude aussi rigoureuse que possible. Dans le cas du sujet de ce livre, cela implique une enquête empirique approfondie des relations entre les capitalistes réels et les Nationaux-Socialistes réels plutôt que de se fier à des théories grandioses sur le capitalisme et le fascisme. Les résultats de cette étude indiquent qu'une telle enquête ne peut que mener à la conclusion que, même s'il existe de nombreuses raisons légitimes de critiquer le capitalisme industriel organisé à grande échelle du XX^{e} siècle, la responsabilité du Troisième Reich n'est pas un argument valable pour dénigrer ce système économique.

Abréviations utilisées dans les notes

AfS	*Archiv für Sozialgeschichte*
AHR	*American Historical Review*
BBA	Bergbau Archiv, Bergbau Museum, Bochum
BAK	Bundesarchiv, Koblenz
BAL	Bayer-Archiv, Leverkusen
BA/MA	Bundesarchiv/Militärarchiv, Freiburg i. Br.
BBB	Bergbau Bücherei, Essen
BDC	Berlin Document Center
CEH	*Central European History*
DWI	Deutsches Wirtschaftsinstitut, Berlin-Est
FSGNSH	Forschungsstelle für die Geschichte des Nationalsozialismus à Hambourg
GBW	Archiv, Gelsenkirchener Bergwerks-AG., Essen
G & G	*Geschichte und Gesellschaft*
GHH	Historisches Archiv, Gutehoffnungshütte, Oberhaussen (Sauf indication contraire, cette citation fait référence aux documents de Paul Reusch.)
GSAD	Geheimes Staatsarchiv Dahlem, Berlin ouest
GWU	*Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*
HAD	Hoesch Archiv, Dortmund
HHSA	Hessisches Hauptstaatarchiv, Wiesbaden
HLH	Archiv, Hapag-Lloyd, Hambourg
HSAD	Hauptstaatarchiv Düsseldorf
HZ	*Historische Zeitschrift*
IDW	Institut der Deutschen Wirtschaft, Cologne
IHP	Werksarchiv, Ilseder Hütte, Peine
IfZ	Institut für Zeitgeschichte, Munich
JBG	*Jahrbuch für Geschichte*
JBIDG	*Jahrbuch des Instituts für Deutsche Geschichte* (Tel-Aviv)
JBWG	*Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*
JCH	*Journal of Contemporary History*
JEH	*Journal of Economic History*
JMH	*Journal of Modern History*
JSH	*Journal of Social History*
KA	Krupp-Archiv, Essen
KP	Klein Papers (Ces documents sont en la possession personnelle du Dr Fritz Klein, à Berlin-Est.)
LAB	Landesarchiv Berlin
LC	Library of Congress, Washington, D.C.

LHAK	Landeshauptarchiv Koblenz
NA	National Archives, Washington, D.C.
NPL	*Neue Politische Literatur*
NSDAP HA	NSDAP Hauptarchiv (Hoover Institution Microfilm)
NSHAH	Niedersächsisches Hauptstaatsarchiv Hannover
NSSAO	Niedersächsisches Staatsarchiv Osnabrück
P & P	*Past & Present*
PVJS	*Politische Vierteljahresschrift*
RG	Record Group (classification dans les Archives nationales des États-Unis)
RVB	*Rheinische Vierteljahrsblätter*
SA	Siemens-Archiv, Werner-von-Siemens-Institut für Geschichte des Hauses Siemens, Munich
SAD	Stadtarchiv Düsseldorf
SAE	Stadtarchiv Essen
SAM	Staatsarchiv Münster
SEG	*Schulthess' Europäischer Geschichtskalender*
SGB	Archiv, Spruchkammergericht, Bielefeld
SH	*Social History*
T/RP	Thyssen/Reves Papers (Exemplaires déposés par l'auteur dans les archives de l'Institut für Zeitgeschichte, Munich.)
VB	*Völkischer Beobachter*
VDAV	Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände
VDESI	Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller
VfZ	*Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*
VSWG	*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*
WA	*Wissenschaftliche Annalen* (Berlin-Est)
WLB	*Wiener Library Bulletin*
WP	Westarp Papers, Gaertringen
WWB	Weltwirtschaftsbücherei, Kiel
WWR	*Wehrwissenschaftliche Rundschau*
ZAP	Zentralarchiv der DDR, Postdam
ZARB	Zentralarchiv Rheinische Braunkohlenwerke, Pfaffendorf
ZfG	*Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*
ZfU	*Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*

NOTES

Introduction, section 1 : Les enjeux et les sources

1. Ce fut longtemps le cas de l'article de George W. F. Hallgarten, « Adolf Hitler and German Heavy Industry », *JEH* 12 (1952) : 222-46. Il a été imprimé à trois reprises en traduction allemande dans le cadre du livre de Hallgarten, *Hitler, Reichswehr und Industrie* (Francfort, 1ère et 2ème éd., 1955 ; 3ème éd., 1962). Voir aussi le livre apologétique de Louis P. Lochner, *Tycoons and Tyrant* (Chicago, 1954).
2. C'est notamment le cas des nombreuses publications de la ligne du parti en provenance d'Allemagne de l'Est ou d'Union soviétique. Pour un exemple récent, voir Kurt Pätzold et Manfred Weissbecker, *Geschichte der NSDAP 1920-1945* (Cologne, 1981), un livre d'abord publié à Berlin-Est sous le titre *Hakenkreuz und Totenfopf*.
3. Voir, par exemple, James et Suzanne Pool, *Who Financed Hitler?* (New York, 1978), traduit en allemand sous le titre *Hitlers Wegbereiter zur Macht* (Munich, 1979) ; ses auteurs y citent notamment des documents provenant d'archives qu'ils n'ont jamais visitées. Pour un exemple différent mais encore plus disqualifiant, voir David Abraham, *The Collapse of the Weimar Republic* (Princeton, 1981) ; l'utilisation des preuves par Abraham est discutée dans *AHR* 88 (1983) : 1143-49 ; pour une analyse détaillée, voir Ulrich Nocken, « Weimar Geschichte[n]. Zum neuen amerikanischen Buch 'Collapse of the Weimar Republic' », *VSWG* 71 (1984). Pour un exemple d'un autre genre, voir Ekkehard Franke-Gricksch (ed.), *So wurde Hitler finanziert* (Leonberg, 1983) ; cette publication récente repose sur un document fabriqué de toutes pièces qui a été discrédité de manière concluante il y a trente ans : Hermann Lutz, « Fälschungen zur Auslandsfinanzierung Hitlers », *VfZ* 2 (1954) : 586-96.
4. Voir, pour quelques exemples, Udo Wengst, « Unternehmerverbände und Gewerkschaften in Deutschland im Jahre 1930 », *VfZ* 25 (1977) : 99-119 ; idem, « Der Reichsverband der Deutschen Industrie in den ersten Monaten des Dritten Reiches », *VfZ* (1980) : 94-110 ; Bernd Weisbrod, *Schwerindustrie in der Weimar Republik* (Wuppertal, 1978) ; Reinhard Neebe, *Grossindustrie, Staat und NSDAP 1930-1933* (Göttingen, 1981).
5. Kurt Gossweiler, *Kapital, Reichswehr und NSDAP 1919-1924* (Cologne, 1982), pp. 321 sq. Gossweiler, membre de la faculté de l'université de Berlin-Est, a adressé ces remarques à mon *Faschismus und Kapitalismus in Deutschland* (Göttingen, 1972; 2nd éd., 1980).
6. Voir la déclaration sous serment (NI-9126) de Karl von Heider, le responsable du contre-espionnage au siège de Farben à Francfort, le 25 juillet 1947 : *Trials of War Criminals before the Nuernberg Military Tribunals under Control Council Law N°10*, 15 vols. (Washington, D.C., 1949-53), VII, pp. 446-60.

7. Peter Hayes, « The *Gleichschaltung* of IG Farben » (diss., Université de Yale, 1982) ; Helmuth Tammen, « Die I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft (1925-1933). Ein Chemiekonzern in der Weimarer Republik » (diss., Freie Universität Berlin, 1978). Voir aussi Rudolf Schröder, « Die Ausschussprotokolle der IG-Farben als Quelle zur Betriebsgeschichtsforschung über die Zeit des Kapitalismus », *JBWG* (1967), partie 1 : 250-69.

Introduction, section 2 : Les grandes entreprises dans le contexte de Weimar

1. Voir, par exemple, Alfred L. Bernheim (ed.) *Big Business: Its Growth and its Place* (New York, 1937); Survey Research Center, Université du Michigan, *Big Business from the Viewpoint of the Public* (Ann Arbor, 1951); David E. Lilienthal, Big Business: *A New Era* (New York, 1952); A. D. H. Kaplan, *Big Enterprise in a Corporative System* (Washington, D.C., 1954); Neville Abraham, *Big Business and Government* (Londres, 1974).
2. Voir Hans-Joachim Winkler, *Preussen als Unternehmer 1923-1932* (Berlin, 1965).
3. Hannes Siegrist, « Deutsche Grossunternehmen vom späten 19. Jahrhundert bis zur Weimarer Republik », *G & G* 6 (1980) : 84, 93-99.
4. Statistiches Reichsamt, *Wirtschaft und Statistik* 8 (1928) : 251.
5. Pour ce qui suit, je me suis appuyé sur Siegrist, « Grossunternehmen », pp. 60-102, qui ne couvre que les sociétés industrielles, et sur la couverture plus complète, mais uniquement des plus grandes sociétés, dans Statistiches Reichsamt, *Wirtschaft und Statistik* 8 (1928) : 250-54.
6. George Stocking and Myron Watkins, *Cartles in Action* (New York, 1947), pp. 413-14.
7. Peter Gzada, *Die Berliner Elektroindustrie in der Weimarer Zeit* (Berlin, 1969), reste la meilleure étude de l'industrie.
8. Hans Pohl, « Die Konzentration in der deutschen Wirtschaft vom ausgehenden 19. Jahrhundert bis 1945 », in *Die Konzentration in der deutschen Wirtschaft seit dem 19. Jahrundert*, ed. Hans Pohl et Wilhelm Treue (Wiesbaden, 1978), p. 21.
9. Voir Erich Maschke, *Es entsteht ein Konzern. Paul Reusch und die GHH* (Tübingen, 1969). Pour d'autres exemples, voir Statistiches Reichsamt, *Konzerne, Interessengemeinschaften und ähnliche Zuasammenschlüsse im Deutschen Reich Ende 1926* (Berlin, 1927). Voir aussi la courte étude accompagnée d'une bibliographie utile de Hartmut Pogge von Strandmann, « Entwicklungsstrukturen der Grossindustrie im Ruhrgebiet », dans Karl Rohe et Herbert Kürt (éd.), *Politik und Gesellschaft im Ruhrgebiet* (Königstein/Ts., 1979), pp. 142-61.
10. Pour les éléments suivants, je me suis appuyé sur Statistisches Reichamt, *Deusche Wirtschaftskunde. Ein Abriss der deutschen Reichstatistik*, 2nd éd. (Berlin, 1933) pp. 6 and 110.
11. Sur le développement de la Ruhr, voir Wilfried Feldenkirchen, *Die Eisen- und Stahlindustrie des Ruhrgebiets, 1879-1914* (Wiesbaden, 1982).

12. Voir l'utile symposium, Organisierter Kapitalismus, éd. par Heinrich August Winkler (Göttingen, 1974).
13. Voir Erich Maschke, *Grundzüge der deutschen Kartellgeschichte bi 1914* (Dortmund, 1964).
14. Une enquête gouvernementale a estimé le nombre de cartels industriels en 1925 à 2 500 : Horst Wagenführ, *Kartelle in Deutschland* (Nuremberg, 1931), p. xiii ; Rudolf K. Michels, *Cartels, Combines and Trusts in Post-War Germany* (New York, 1928), pp. 172 sq. Le chiffre plus conservateur utilisé ici est tiré de Wolfram Fischer, « Bergbau, Industrie und Handwerk, 1914-1970 », dans *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, ed. par Hermann Aubin et Wolfgang Zorn, 2 vol. (Stuttgart, 1917-76), II, p. 811.
15. Pour une vue d'ensemble, voir Alfred Kuhlo, *Die Organisation der deutschen Industrie* (Berlin, 1928), pour des informations plus complètes, voir *Handbuch wirtschaftlicher Verbände une Vereine des deutschen Reiches*, 3ème éd. (Berlin et Vienne, 1928).
16. Voir Helge Pross, *Manager und Aktionäre in Deutschland* (Francfort, 1965). La description de la structure des entreprises allemandes de l'après-guerre dans Heinz Hartmann, *Authority and Organization in German Management* (Princeton, 1959), pp. 16-20, s'applique presque aussi bien aux modèles d'entreprises de Weimar, à peine plus complexes. IG Farben, qui était dirigée par un système élaboré de comités, représentait une exception au modèle général ; voir Hayes, « The Gleichschaltung of IG Farben », ch. 1.
17. Statistisches Reichsamt, *Wirtschaft und Statistik* 11 (1931) : 710.
18. Kurt Wiedenfeld, « Führer der Wirtschaft », dans *Die deutsche Wirtschaft und ihre Führer*, ed. Par Kurt Wiedenfeld, vol. I (Gotha, 1925), pp. xi-xii.

Chapitre I, section 1 : Le capitalisme allemand survit à une révolution

1. Sur cet aspect moins connu de la période impériale, voir Klaus Saul, *Staat, Industrie, Arbeiterbewegung im Kaiserreich* (Düsseldorf, 1974).
2. Voir Agnès M. Prym, *Staatswirtschaft und Privatunternehmung in der Geschichte des Ruhrkohlenbergbaus* (Essen, 1950), pp. 31-44; Charles Medalen, « State Monopoly Capitalism in Germany: The Hibernia Affair », *P & P* n° 78 (Février 1978) : 82-112.
3. Voir James J. Sheehan, *The Career of Lujo Brentano* (Chicago, 1966).
4. Voir Kenneth D. Barkin, *The Controversy over German Industrialization, 1890-1902* (Chicago, 1970).
5. Voir Helga Nussbaum, *Unternehmer gegen Monopole* (Berlin-Est, 1966) ; Hartmut Kaelbe, *Industrielle Interessenpolitik in der wilhelminischen Gesellschaft* (Berlin, 1967) ; Fritz Blaich, *Kartell- und Monopolpolitik im kaiserlichen Deutschland* (Düsseldorf, 1973) ; Siegfried Mielke, *Der Hansa-Bund für Gewerbe, Handel und Industrie 1909-1914* (Göttingen, 1976) ; Hans-Peter Ullmann, *Der Bund der Industriellen* (Göttingen, 1976).

6. Ralf Dahrendorf, *Society and Democracy in Germany* (New York, 1967), p. 43.
7. Parmi les observations les plus perspicaces sur ce sujet, on trouve encore celles d'un contemporain, Mortiz Julius Bonn, *Das Schicksal des deutschen Kapitalismus* (Berlin, 1930). Voir aussi Saul, *Staat, Industrie, Arbeiterbewegung*, en particulier, pp. 54 sqq.
8. Voir Wolfgang Hock, *Deutscher Antikapitalismus* (Francfort, 1960) ; Armin Mohler, *Die konservative Revolution in Deutschland* (Stuttgart, 1950) ; Klemens von Klemperer, *Gemany's New Conservatism* (Princeton, 1957) ; Herman Lebovics, *Social Conservatism and the Middle Classes in Germany* (Princeton, 1969).
9. Sur le climat d'opinion en Allemagne avant la Première Guerre mondiale, voir Fritz Fischer, *Krieg der Illusionen* (Düsseldorf, 1969), et Klaus Wernecke, *Der Wille zur Weltgeltung* (Düsseldorf, 1970).
10. Wolfgang J. Mommsen, « Domestic Factors in German Foreign Policy before 1914 », *CEH* 6 (1973) : 10. Sur le rôle d'un grand homme d'affaires qui a voulu être un artisan de la paix, voir Lamar Cecil, *Albert Ballin* (Princeton, 1967).
11. Le rôle des grandes entreprises pendant la guerre n'a pratiquement pas été étudié. Sur le mouvement annexionniste et le rôle qu'y ont joué les hommes d'affaires, voir l'étude toujours précieuse de Hans W. Gatzke, *Germany's Drive to the West* (Baltimore, 1950).
12. Sur les points suivants, voir Gerald D. Feldman, *Army, Industry and Labor in Germany, 1914-1918* (Princeton, 1966) ; idem, « German Business between War and Revolution », dans Gerhard A. Ritter (éd.), *Entstehung und Wandel der modernen Gesellschaft* (Berlin, 1970), pp. 312-14 ; idem, « The Origins of the Stinnes-Legien Agreement: A Documentation », *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* 19/20 (1973) : 45-103. Voir aussi Jürgen Kocka, *Klassengesellschaft im Krieg 1914-1918* (Göttingen, 1973), spé. p. 126 ; Friedrich Zunkel, *Industrie und Staatssozialismus. Der Kampf um die Wirtschaftsordnung in Deutschland, 1914-1918* (Düsseldorf, 1974).
13. Voir SA, 4/Lf 646, Anlage, pour une ventilation des sources et des utilisations de plus de seize millions de marks gonflés versés par des intérêts commerciaux à ces fins, apparemment en 1919, une année où l'une des principales organisations de financement politique des grandes entreprises, le Kuratorium für den wiederaufbau des deutschen Wirtschaftslebens, n'a dépensé qu'un peu plus de trois millions de marks pour soutenir les candidats à l'Assemblée nationale qui rédigeraient une constitution tout en gouvernant le pays. Sur le soutien des grandes entreprises à la propagande antibolchévique, voir Eduard Stadtler, *Als Antibolschewist 1918/19* (Düsseldorf, 1935), pp. 46-49, 56-60, 70 sq.
14. L'échec des tentatives de socialisation a curieusement attiré peu d'attention de la part des historiens. Le compte rendu le plus complet est encore fourni par une thèse non publiée : Hans Schieck, « Der Kampf um die deutsche Wirtschaftpolitik nach dem Novemberumsturz 1918 » (diss., Université de Heidelberg, 1958) ; extrait, « Die Behandlung der Sozialisierungsfrage in den Monaten nach dem Staatsummsturz », dans Eberhard Kolb (éd.), *Vom*

Kaiserreich zur Republik (Cologne, 1972) ; voir aussi Peter Wulf, « Die Auseinandersetzung um die Sozialisierung der Kohle in Deutschland, 1920/1921 », *VfZ* 25 (1977) : 46-98.

15. Gerald D. Feldman, « The Social and Economic Policies of German Big Business, 1918-1929 », *AHR* 75 (1969) : 48.
16. Feldman, *Army, Industry and Labor*, pp. 59 sq. ; Kocka, *Klassengesellschaft*, p. 28 sq.
17. Richard Lewinsohn, *Die Umschichtung des europäischen Vermögens* (Berlin, 1925), pp. 117 sqq.
18. Voir la perspective intéressante sur l'impact de ce règlement sur une entreprise dans Edgar Salin, « Paul Reusch », *Mitteilungen der List-Gesellschaft* 8 (1957) : 197.
19. Gerald D. Feldman, « Economic and Social Problems of the German Demobilization, 1918-19 », *JMH* 47 (1975) : 1-47 ; idem, « Die Demobilmachung und die Sozialordnung der Zwischenkriegszeit in Europa », *G & G* 9 (1983) : 156-77.
20. Cité dans Feldman, « Social and Economic Policies », p. 48.
21. Cité dans Theodor Heuss, *Robert Bosch* (Stuttgart, 1946), p. 371.
22. Voir Gerald D. Feldman, « Big Business and the Kapp Putsch », *CEH* 4 (1971) : 99-130.
23. Minutes du Hauptvorstand du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, 5 octobre 1923, dans BAK, R13 I/98.
24. Peter Wulf, *Hugo Stinnes: Wirtschaft und Politik 1918-1924* (Stuttgart, 1979), pp. 452-65.
25. Voir Ludwig Kastl, du Reichsverband industriel, à Silverberg, 30 décembre 1925, avec une copie jointe du mémorandum soumis à Hindenburg la veille, tous deux dans BAK, Documents Silverberg, 235. D'après le compte-rendu de Kastl, Hindenburg et peut-être aussi Reusch ont fait preuve de confusion quant aux pouvoirs d'urgence présidentiels en vertu de l'article 48 de la Constitution d'une part et d'une loi d'habilitation parlementaire d'autre part. Kastl rapporte que le Président a accepté la proposition de Reusch de *« renforcer l'utilisation de l'article 48 sur la base d'une loi d'habilitation »*. Le procès-verbal de l'audience du 29 décembre de la Chancellerie ne contient aucune mention de la proposition de Reusch, et la rédaction n'a pu trouver aucune preuve dans les dossiers de la Chancellerie attestant que Hindenburg a pris des mesures en réponse aux supplications de son visiteur : Karl-Heinz Minuth (éd.), *Akten der Reichskanzlei. Weimarer Republik. Die Kabinette Luther I und II*, 2 vol. (Boppard, 1977), II, p. 1021-27. Sur cet incident, voir aussi Weisbrod, *Schwerindustrie*, p. 243 sq.
26. Voir son discours d'adieu en tant que Président du Reichsverband industriel le 25 septembre 1931, cité dans Hans-Joachim Flechtner, *Carl Duisberg : Vom Chemiker zum Wirtschaftsführer* (Düsseldorf, 1959), p. 402.
27. Lettre à Walther Bernhard, 23 octobre 1931 : KP.

1. Malgré toute l'attention récente portée par les chercheurs aux grands hommes d'affaires allemands, leur orientation idéologique a fait l'objet d'une attention systématique étonnamment faible. Au sujet des attitudes de la première élite entrepreneuriale de l'Allemagne occidentale, voir Friedrich Zunkel, *Der Rheinisch-Westfälische Unternehmer 1834-1879* (Cologne et Opladen, 1962), p. 133 sqq. ; ainsi que les observations occasionnelles sur ces questions dans l'étude sociologique presque exclusivement quantitative, Toni Pierenkemper, *Die westfälischen Schwerindustriellen 1852-1913* (Göttingen, 1979). Voir, pour l'Empire tardif, Hans Jaeger, *Unternehmer in der deutschen Politik (1890-1918)* (Bonn, 1967), pp. 293-305. Michael Schneider, *Unternehmer und Demokratie* (Bonn-Bad Godesberg, 1975), propose une interprétation souvent polémique des perspectives des milieux d'affaires sous la République. Voir aussi l'interprétation temporellement plus générale, bien que principalement organisationnelle, dans Hartmann, *Authority and Organization*, pp. 22-50. Les observations tranchantes d'un contemporain critique sont toujours éclairantes : Götz Briefs, *Betriebsführung und Betriebsleben in der Industrie* (Stuttgart, 1934).
2. Sur ces développements et ceux qui ont suivi, voir Feldam, « German Big Business Between War and Revolution » ; idem, « Die Freien Gewerkschaften und die Zentralarbeitsgemeinschaft », chez Heinze Oskar Vetter (éd.), *Vom Sozialistengesetz zur Mitbestimmung* (Cologne, 1975), pp. 229-52. Toujours utile : Heinrich Kaun, *Die Geschichte der Zentralarbeitsgemeinschaft der industriellen und gewerblichen Arbeitgeber und Arbeitnehmer Deutschlands* (Iéna, 1938).
3. Voir Feldman, « Economic and Social Problems of the German Demobilization ».
4. Voir Carl-Ludwig Holtferich, *Die deutsche Inflation, 1914-1923* (Berlin et New York, 1980), pp. 242-45. Pour des études détaillées qui remettent en cause certaines des interprétations de Holtfrerich, voir les contributions de Rudolf Tschirbs et Andreas Kunz dans Gerald D. Feldman et al. (éd.), *The German Inflation Reconsidered* (Berlin et New York, 1982).
5. Voir Jaeger, *Unternehmer in der deutschen Politik*, pp. 31 sqq.
6. Cette terminologie est utilisée ici conformément à l'usage de l'époque de Weimar, et non dans un sens descriptif, car aucun des partis en question n'était dans aucun sens sociologique purement « bourgeois ».
7. Karl Zell, membre du Vorstand de Kromprinz A. G. für Metallindustrie, à Witkugel, 27 avril 1933 : ZAP, papiers de la DVP, dossier 151.
8. Voir Charles S. Maier, *Recasting Bourgeois Europe* (Princeton, 1975), p. 247 ; Lothar Albertin, *Liberalismus und Demokratie am Anfang der Weimarer Republik* (Düsseldorf, 1972), pp. 397 sq.
9. La carrière d'Hugo Stinnes en tant que député DVP au Reichstag en est un exemple bien documenté : Wulf, *Stinnes*, notamment p. 526 sq.

10. Sujet de nombreuses spéculations, la participation des grandes entreprises aux partis bourgeois n'a pas encore été examinée avec précision ou minutie. Pour des tentatives dans ce sens, voir Manfred Dörr, « Die Deutschnationale Volkspartei 1925 bis 1928 » (diss., Unversität Marburg, 1964) ; Lothar Döhn, *Politik und Interesse : Die Interessenstruktur der Deutschen Volkspartei* (Meisenheim am Glan, 1970) ; Albertin, *Liberalismus und Demokratie* ; Konstanze Wegner (éd.), *Linksliberalismus in der Weimarer Republik* (Düsseldorf, 1980). Voir également l'étude contemporaine toujours remarquable de Ricard Lewinsohn, *Das Geld in der Politik* (Berlin, 1931).
11. Hayes, « The *Gleichschaltung* of IG Farben », pp. 67-70.
12. Sur le budget du DNVP, voir le rapport du trésorier du parti, 18 septembre 1931 : NSSAO, Erw. C 1, DNVP, Bd. 23. Sur le coût d'une campagne de circonscription, voir l'estimation de la police prussienne qui se réfère à la Ruhr : Rapport du Polizeipräsident, Essen, au Regierungspräsident, Düsseldorf, 28 nov. 1930 : HSAD, Regierung Düsseldorf, dossier 30653.
13. Tel semble avoir été le cas de Peter Klöckner, à la tête de l'entreprise sidérurgique du même nom dont le siège est à Duisbourg. Même en tant que membre de la Ruhrlade (voir ci-dessous), Klöckner entretient des liens étroits avec le Parti du Centre, que son frère Florian représente au Reichstag de 1920 à 1933. Sur Klöckner, voir Volkmar Muthesius, *Peter Klöckner und sein Werk*, 2e éd. (Essen, 1959).
14. Voir le discours de Carl Duisberg d'IG Farben, président de la fédération industrielle du Reich, à un rassemblement d'industriels à Berlin, le 26 novembre 1926, rapporté dans *Das Deutsche Volk. Katholische Wochenzeitung für das gesamte deutsche Volkstum*, Dec. 5, 1926 (#40) ; et *Der Deutsche. Tageszeitung für deutsche Volksgemeinschaft und für ein unabhängigese Deutschland*, Dec. 4, 1926 (#284).
15. Les affirmations de Döhn, *Politik und Interesse*, pp. 368 sq. sont trompeuses à cet égard.
16. Le bilan complet du Kuratorium reste à établir. Il est identifié à tort comme une création du Reichsverband industriel et de l'union des Arbeitgeberverbände dans Arnold J. Heidenheimer et Franck C. Langdon, *Business Associations and the Financing of Political Parties* (La Haye, 1968), p. 37. Le compte rendu suivant est basé sur les documents de son fondateur, Carlo Friedrich von Siemens : SA, en particulier les dossiers 4/Lf 519 et 646 ; également les papiers du trésorier de l'organisation, Eduard Mosler de la Disconto-Gesellschaft : DWI, dossier 6872 des archives de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft. Voir, en outre, Albertin, *Liberalismus und Demokratie*, p. 189-90 ; Werner Schneider, *Die Deutsche Demokratische Partei in der Weimarer Republik 1924-1930* (Munich, 1978), p. 71 sq., 234.
17. Des informations sur ces organisations sont contenues dans un long mémorandum sur la réunion d'un nombre important de grands hommes d'affaires politiquement actifs et d'agents des organisations politiques des grandes entreprises à Berlin le 19 octobre 1932, au cours de laquelle ils ont

échangé des rapports sur leurs activités passées : pièce jointe dans une lettre, Martin Blank à Paul Reusch, 20 octobre 1932 : GHH, dossier 40010112024/10.

18. Voir les documents sur la Commission publiés dans Kaelble, *Industrielle Interessenpolitik*, pp. 215-22 ; et dans Werner Müller et Jürgen Stockfisch, « Borsig und die Demokratie », *Beiträge, Dokumente, Informationen des Archivs der Hauptstadt der Deutschen Demokratischen Republik* 4 (1967) : 19-23. Voir également la correspondance entre Carl Friedrich von Siemens du Kuratorium et le directeur de la Commission, Johannes Flathmann, durant l'année 1919 : SA, 4/Lf 646. Voir en outre, Heidenheimer et Langdon, *Business Associations*, pp. 31 sq., 39 sq.
19. Sur la carrière de Hugenberg, voir Dankwart Guratzsch, *Macht durch Organisation : Die Grundlegung des Hugenbergschen Presseimperiums* (Düsselfdorf, 1974) ; Klaus-Peter Hoepke, « Alfred Hugenberg als Vermittler zwischen grossindustriellen Interessen und Deutschnationaler Volkspartei », chez Hans Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System und Politische Entwicklung in der Weimarer Republik* (Düsseldorf, 1974), pp. 907-19. Heidrun Holzbach, *Das 'System Hugenberg' : Die Organization bürgerlicher Sammlungspolitik vor dem Aufstieg der NSDAP* (Stuttgart, 1981) ; John A. Leopold, *Alfred Hugenberg : The Radical Nationalist Campaign against the Weimar Republic* (New Haven, 1977).
20. Voir H. A. Turner, Jr., « The *Ruhrlade*: Secret Cabinet of Ruhr Heavy Industry in the Weimar Republic », CEH 3 (1970) : 203.
21. Sur ce point, voir Turner, « The *Ruhrlade* », pp. 195-228. Jusqu'au décès d'un membre à la fin de 1932, la Ruhrlade se composait des douze membres fondateurs : Erich Fickler, directeur général de la société d'extraction de charbon Harpener Bergbau AG de Dortmund et président du conseil de surveillance du cartel du charbon bitumineux de Rhénanie-Westphalie ; Karl Haniel, président du conseil de surveillance du conglomérat Gutehoffnungshütte ; Peter Klöckner, fondateur et directeur de Klöckner-Werke AG, un combinat de charbon et d'acier à Duisburg ; Arthur Klozbach, directeur de Fried. Krupp AG ; Gustav Krupp von Bohlen und Halbach ; Ernst Poensgen, ancien directeur général de Phönix AG et premier directeur adjoint du trust United Steel, dans lequel Phönix avait été absorbé ; Paul Reusch, président de facto du Ruhrlade et directeur général du conglomérat Gutehoffnungshütte ; Paul Silverberg, président du conseil de surveillance de la plus grande entreprise allemande d'extraction de lignite, Rheinische AG für Braunkohlenbergbau und Brikettenfabrikation, et de la grande entreprise d'extraction de charbon bitumineux Harpener Bergbau, ainsi que président du cartel rhénan du lignite ; Fritz Springorum, directeur général de la Eisen- und Stahlwerk Hoesch AG de Dortmund et trésorier de la Ruhrlade ; Fritz Thyssen, président du conseil de surveillance de United Steel ; Albert Vögler, président du conseil d'administration de United Steel ; et Fritz Winkhaus, directeur général du Köln-Neuessener Bergwerksverein, une filiale d'extraction de charbon de la société Hoesch.

22. Les expériences bien documentées de la Ruhrlade, richement financée, confirment les observations suivantes : Turner, « The *Ruhrlade* ».
23. Voir Michael Stürmer, *Koalition und Opposition in der Weimarer Republik 1924-1928* (Düsseldorf, 1967), pp. 285 sq. ; Carl Böhret, *Aktionen gegen die 'kalte Sozialisierung' 1926-1930* (Berlin, 1966), pp. 117 sq., 222-35. Les intérêts des entreprises étaient encore moins bien représentés dans le parlement du plus grand et du plus important État fédéral, la Prusse : Horst Möller, « Parlamentarisierung und Demokratisierung im Preussen der Weimarer Republik », chez Gerhard A. Ritter (ed.), *Gesellschaft, Parlament und Regierung* (Düsseldorf, 1974), p. 380.
24. Stürmer, *Koalition und Opposition*, p. 285.
25. Lewinsohn, *Geld in der Politik*, p. 112. La plus importante de la demi-douzaine d'organisations de fonctionnaires pouvait à elle seule représenter trente et un députés, soit 5,4 % de la chambre élue en 1930 : Karl Dietrich Bracher, *Die Auflösung der Weimarer Republik*, 2e éd. (Stuttgart et Düsseldorf, 1957), p. 178, n. 24.
26. En ne comptant que les fonctionnaires des syndicats « libres » ou socialistes et des syndicats ouvriers chrétiens (omettant ainsi les syndicats blancs chrétiens et les syndicats libéraux Hirsch-Duncker), Michael Schneider a trouvé une représentation moyenne de 12 % dans les parlements nationaux entre 1919 et 1932 : *Die Christlichen Gewerkschaften, 1894-1933* (Bonn, 1982), p. 629. Sur l'importance de l'appartenance syndicale de la plupart des députés du SPD, voir Richard Hunt, *German Social Democracy* (New Haven, 1964), p. 172.
27. Sur ce point, voir Kurt Koszyk, *Deutsche Presse 1914-1945* (Berlin, 1972) ; idem, « Zum Verhältnis von Industrie und Presse », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 704-16. Modris Eksteins, *The Limits of Reason: The German Democratic Press and the Collapse of the Weimar Republik* (New York, 1975, pp. 160-79.
28. En 1931, le rédacteur en chef du *DAZ*, Fritz Klein, a conspiré avec le Chancelier Brüning pour tromper les hommes d'affaires propriétaires de son journal : Turner, « The *Ruhrlade* », p. 231.
29. Voir les documents révélateurs sur les efforts de Paul Reusch pour exercer un contrôle sur le *Münchner Neuesten Nachrichten*, l'un des nombreux journaux dans lesquels sa société détenait une participation majoritaire : Kurt Koszyk, « Paul Reusch und die Münchner Neuesten Nachrichten », *VfZ* 20 (1972) : 75-103. Finalement, au printemps 1932, Reusch abandonne et démissionne de son poste au sein du comité d'administration du journal.
30. L'émergence tardive et l'inefficacité des initiatives de relations publiques de l'industrie allemande ont généralement été négligées. Voir la description exagérée de l'une de ces tentatives dans Hans Radandt, *Kriegsverbrecherkonzern Mansfeld* (Berlin-Est, 1958), pp. 68-73. Pour une évaluation de première main, voir les observations d'un homme directement impliqué dans les tentatives

d'améliorer l'image de l'industrie lourde de la Ruhr : August Heinrichsbauer, *Schwerindustrie und Politik* (Essen, 1948), p. 13.

31. Voir, par exemple l'article de *FZ* cité par Bernd Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 211 sq.
32. Leopold, *Hugenberg*, passim ; voir également chapitre VI, section 4.
33. Voir H. A. Turner, Jr., *Stresemann and the Politics of the Weimar Republic* (Princeton, 1963).
34. Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 386 sq., 428.
35. Sur les antécédents de Moldenhauer, voir Paul Steller, *Führende Männer des rheinisch-westfälischen Wirtschaftslebens* (Berlin, 1930), p. 167. Sur ses relations avec Farben, voir la correspondance de cette entreprise avec Carl Duisberg ; également Duisberg à W. F. Kalle, 29 mai 1922 : BAL, Autographensammlung Dr. Concernant les difficultés de Moldenhaur avec les intérêts industriels en tant que Ministre de l'économie, voir Ilse Maurer, *Reichsfinanzen und grosse Koalition. Zur Geschichte des Reichskabinetts Müller, 1928-1930* (Bern et Francfort, 1973), et les extraits des mémoires inédits de Moldenhauer dans Ilse Maurer et Udo Wengst (ed.), *Politik und Wirtschaft in der Krise 1930-1932 : Quellen zur Ära Brüning*, 2 vol. (Düsseldorf, 1980), I, pp. 98-102, 121-24, 205-12, 243-46.

Chapitre I, section 3 : Actifs

1. Schieck, « Die Behandlung der Sozialisierungsfrage », p. 145.
2. Peter Krüger, *Deutschland und die Reparationen 1918/19* (Stuttgart, 1973) ; idem, « Die Rolle der Banken und der Industrie in den deutschen reparationspolitischen Entscheidungen nach dem Ersten Weltkrieg », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 568-82 ; Hermann Rupieper, « Industrie und Reparationen: Einige Aspekte des Reparationsproblems 1922-1924 », *ibid*, pp. 582-92 ; idem, *The Cuno Government and Reparations, 1922-1923* (La Haye, 1979), pp. 55 sqq.
3. Par exemple, voir Maier, *Recasting Bourgeois Europe*, notamment pp. 249-72.
4. Gerald D. Feldman et Irmgard Steinisch, « Die Weimarer Republik zwischen Sozial- und Wirtschaftsstaat », *AfS* 18 (1978) : 353-439.
5. Sur ce point, voir Gerald D. Feldman et Heidrun Homburg, *Industrie und Inflation* (Hambourg, 1977) ; Holtfrerich, *Die deutsche Inflation* ; Karsten Laursen et Jorgen Pedersen, *The German Inflation 1918-1923* (Amsterdam, 1964) ; Gerald D. Feldman, *Iron and Steel in the German Inflation 1916-1923* (Princeton, 1977). Une étude récente de la branche de la construction de machines a montré que toute l'industrie n'a pas profité de l'inflation : Dieter Lindenlaub, « Maschinenbauunternehmen in der Inflation 1919 bis 1923 », chez Feldman et al. (éd.), *The German Inflation Reconsidered*, pp. 49-106.
6. Sur ce point, voir Claus-Dieter Krohn, *Stabilisierung und ökonomische Interessen. Die Finanzpolitik des Deutschen Reiches 1923-1927* (Düsseldorf, 1974) ; idem, « Steuerpolitik und Industrie in der Stabilisierungsphase », chez Mommsen et al.

(éd.), *Industrielles System*, pp. 426-38 ; Karl Bernhard Netzband and Hans-Peter Widmaier, *Währungs- und Finanzpolitik der Ära Luther 1923-1925* (Basel and Tübingen, 1964).

7. Larry Eugene Jones, « Inflation, Revaluation, and the Crisis of Middle-Class Politics: A Study in the Dissolution of the German Party System, 1923-28 », *CEH* 12 (1979) : 143-68.
8. La meilleure étude de cette évolution reste Robert A. Brady, *The Rationalization Movement in German Industry* (Berkeley, 1933).
9. Dirk Stegmann, « Deutsche Zoll- und Handelspolitik 1924-25-1929 unter besonderer Berücksichtigung agrarischer und industrieller Interessen », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 499-513.
10. L'ouvrage de Karl Heinrich Pohl, *Weimars Weimars Wirtschaft und die Aussenpolitik der Republik 1924-1926* (Düsseldorf, 1979), dépeint de manière peu convaincante le ministère des Affaires étrangères comme soumis aux intérêts industriels ; pour une étude plus équilibrée et plus précise, voir Ulrich Nocken, « Das Internationale Stahlkartell und die deutschfranzösichen Beziehungen 1924-1932 », dans *Konstellationen internationaler Politik 1924-1932*, éd. par Gustav Schmidt (Bochum, 1983), pp. 165-202. De nombreuses personnalités du monde des affaires ont publiquement soutenu la politique de Locarno de Stresemann en 1925 ; voir Ernst W. Hansen, « Zur Wahrnehmung industrieller Interessen in der Weimarer Republik », *VfZ* 28 (1980) : 495, n. 41.
11. À l'exception d'un recueil d'informations institutionnelles de base – Walther Hubatsch, *Entstehung und Entwicklung des Reichswirtschaftsminiserium* (Berlin, 1978) – le ministère de l'Économie reste largement inexploré par les historiens. Les observations qui suivent sont basées sur des documents tirés de ses dossiers, qui se trouvent maintenant dans le Bundesarchiv ouest-allemand de Coblence et le Zentralarchiv est-allemand de Postdam, ainsi que sur les documents privés d'industriels de premier plan tels que Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, Paul Reusch, Paul Silverberg et Fritz Springorum, cités ailleurs dans ce volume.
12. Krohn, *Stabilisierung und ökonomische Interessen*, p. 94 ; Pohl, *Weimars Wirtschaft und die Aussenpolitik*, pp. 182 sq. ; Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 366 sqq. ; Fritz Blaich, *Staat und Verbände in Deutschland zwischen 1871 und 1945* (Wiesbaden, 1979), pp. 69-72.
13. Sur ce point, voir les observations perspicaces d'un contemporain avisé : Bonn, *Schicksal*, notamment p. 54 sq., 128 sq.
14. Le Reichsverband souffre encore d'un manque d'études adéquates. Sur ses débuts, voir Friedrich Zunkel, « Die Gewichtung der Industriegrupen bei der Etablierung des Reichsverbandes der Deutschen Industrie », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 637-47 ; et Gerhard Schulz, « Räte, Wirtschaftsstände und die Transformation des industriellen Verbandswesens am Anfang der Weimarer Republik », chez Ritter (éd.), *Gesellschaft, Parlament und Regierung*, pp. 355-66. Voir également les articles dans la publication interne de

l'organisation successeur de l'Allemagne de l'Ouest, Bundesverband der deutschen Industrie. *Der Weg zum industriellen Spitzenverband* (Darmstadt, 1956).

15. Voir Roswitha Leckebusch, *Entstehung und Wandlungen der Zielsetzungen, der Struktur und der Wirkungen von Arbeitgeberverbänden* (Berlin, 1966) ; Gerhard Erdmann, *Die deutschen Arbeitgeberverbande im sozialgeschichtlichen Wandel der Zeit* (Neuwied and Berlin, 1966). Voir aussi les publications internes : Alfred Kuhlo, *Die Organisation der deutschen Industrie* (Berlin, 1928) ; Fritz Tänzler, *Die deutschen Arbeitgeberverbände, 1904-1929* (Darmstadt, 1929) ; Dieter Schäfer, *Der Deutsche Industrie- und Handelstag als politisches Forum der Weimarer Republik* (Hambourg, 1966) ; voir aussi la publication interne de l'organisation qui lui a succédé en Allemagne de l'Ouest : Deutscher Industrie- und Handelstag, *Die Verantwortung des Unternehmers in der Selbstverwaltung* (Francfort, 1961).
16. Voir, par exemple, Stürmer, *Koalition und Opposition*, notamment pp. 223 sq.
17. Ulrich Nocken, « Inter-Industrial Conflicts and Alliances as Exemplified by the AVI-Agreement », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 693-704.
18. Voir Wilfried Gottschalch, *Strukturveränderungen der Gesellschaft und politisches Handeln in der Lehre von Rudolf Hilferding* (Berlin, 1962) ; Robrt A. Gates, « German Socialism and the Crisis of 1929-33 », *CEH* 7 (1974) : 343-48 ; Heinrich August Winkler, « Einleitende Bemerkungen zu Hilferdings Theorie des Organisierten Kapitalismus », chez Winkler (éd.), *Organisierter Kapitalismus* (Göttingen, 1974), pp. 9-18 ; Richard Breitman, *German Socialism and Weimar Democracy* (Chapel Hill, 1981), pp. 114-30.
19. Dietmar Petzina, « Gewerkschaften und Monopolfrage vor und während der Weimarer Republik », *AfS* 20 (1980) : 195-217.

Chapitre I, section 4 : Passifs

1. La meilleure chronique de ce développement reste Ludwig Preller, *Sozialpolitik in der Weimarer Republic* (Stuttgart, 1949).
2. Count Kuno von Westarp à Emil Kirdorf, 10 mars 1927 : WP:
3. Pour les détails du système, voir Hans-Hermann Hartwich, *Arbeitsmarkt, Verbände und Staat 1918-1933* (Berlin, 1967), notamment pp. 28-42.
4. Ibid., pp. 380-88 ; Weisbrod, *Schwerindustrie*, notamment pp. 395 sqq.
5. Peter Flora, Jens Alber, Jürgen Kohl, « Zur Entwicklung der westeuropäischen Wohlfahrtsstaaten », *PVJS* 18 (1977) : 728-29.
6. Voir Böhret, *Aktionen gegen die 'kalte Sozialisierung'*.
7. See Michael Schneider, *Das Arbeitsbeschaffungsprogramm des ADGB* (Bonn-Bad Godesberg, 1975), pp. 53-59.
8. Les dénonciations de la Sozialpolitik de Weimar constituent un élément essentiel des discours des chefs d'entreprise lors des réunions des principales organisations associatives de l'époque, ainsi que dans les publications de ces organisations. Voir, par exemple, le discours du directeur général du

Reichsverband, Ludwig Kastl, le 14 septembre 1928 : *Veröffentlichungen des Reichsverbandes der Deutschen Industrie*, no. 42 (1928) : 13-36.

9. Schneider, *Unternehmer und Demokratie*, pp. 168 sq.
10. Pour un résumé éclairant, voir Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 52-92.
11. Voir Fritz Blaich, « 'Garantierter Kapitalismus' : Subventionpolitik und Wirtschaftsordnung in Deutschland zwischen 1925 und 1932 », *ZfU* 22 (1977): 50-70.
12. Gerhard Kroll, *Von der Weltwirtschaftskrise zur Staatskonjunktur* (Berlin, 1958), pp. 131-93. Voir aussi l'ouvrage polémique de Claus-Dieter Krohn, *Wirtschaftstheorien als politische Interessen* (Francfort, 1981).
13. Voir les articles de Knut Borchardt, désormais rassemblés dans son ouvrage *Wachstum, Krisen, Handlungsspielräume der Wirtschaftspolitik* (Göttingen, 1982), pp. 165 sqq. Cf. la critique de Claus-Dieter Krohn, « 'Ökonomische Zwangslagen' und das Scheitern der Weimarer Republik », *G & G* 8 (1982) : 415-26.
14. Sur les attitudes des industriels de la Ruhr, voir Weisbrod, Schwerindustrie. Pour un résumé utile en anglais de l'interprétation de Weisbrod du rôle de l'industrie lourde de la Ruhr, voir son article, « Economic power and political stability reconsidered : heavy industry in Weimar Germany », *SH* 4 (1979) : 241-63.
15. Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 31-51.
16. Ibid., pp. 145-214.
17. Sur ce point, voir Ursula Hüllbüsch, « Der Ruhreisenstreit in gewerkschaftlicher Sicht », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 271-89 ; Michael Schneider, Auf dem Weg in die Krise (Wentorf près de Hambourg, 1974) ; Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 415-56. Une étude récente montre que la majorité des industriels qui ont soutenu le verrouillage ne souhaitaient pas le pousser jusqu'à une confrontation avec l'autorité gouvernementale, voir Gerald D. Feldman et Irmgard Steinisch, « Notwendigkeiten und Grenzen sozialstaatlicher Intervention », *AfS* 20 (1980) : 57-117.
18. Sur ce point, voir Jörg-Otto Spiller, « Reformismus nach rechts », chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 593-602 ; Weisbrod, Schwerindustrie, pp. 273-98.
19. Leopold, *Hugenberg*, pp. 55-67. Parmi les grands industriels allemands, seuls deux ont soutenu le plébiscite contre le plan Young : Emil Kirdorf et Fritz Thyssen. Certains articles de presse ont également associé Albert Vögler, de la United Steel Works, à ce plébiscite, mais il a publiquement démenti ces informations : Berliner Tageblatt, 13 novembre 1929 (#537). Paul Reusch dénonce en privé le plébiscite comme une *« grande stupidité »*, et deux autres industriels de premier plan, Robert Bosch et Hermann Bücher (AEG), signent une protestation publique contre le plébiscite, promue par le Ministre social-démocrate de l'intérieur, Carl Severing : Spiller, « Reformismus nach rechts », pp. 597 sq.
20. Sur ce point, voir Helga Timm, *Die deutsche Sozialpolitik und der Bruch der grossen Koalition im März 1930* (Düsseldorf, 1952) ; Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 457-

77 ; Albin Gladen, « Problem staatlicher Sozialpolitik in der Weimarer Republik, » chez Mommsen et al. (éd.), *Industrielles System*, pp. 248-59.

21. « Aufstieg oder Niedergang ? », *Veröffentlichungen des Reichsverbandes der Deutschen Industrie*, no. 49 (1929) ; « Wirtschafts- und Sozialpolitik. Steuer- und Finanzpolitik », ibid. no. 50 (1930).
22. Voir, par exemple, les remarques de l'industriel de l'acier Albert Vögler lors d'une réunion du Reichsverband en 1924, dans lesquelles il déplorait la perte de l'« überparteilicher Staat » du passé et exprimait l'espoir qu'il pourrait être retrouvé à l'avenir : Schneider, *Unternehmer und Demokratie*, p. 55.
23. Cette idée a été succinctement exprimée par un porte-parole de IG Farben, Hermann Hummel, lors d'une réunion du Reichsverband en 1925, lorsqu'il a déclaré que si les entrepreneurs du pays acceptaient la nouvelle forme de gouvernement, alors l'État et les citoyens devaient accepter l'économie existante : Weisbrod, *Schwerindustrie*, p. 247.
24. Schneider, *Unternehmer und Demokratie*, pp. 85-92, 149 sq.
25. Ibid. Aussi Heinrich August Winkler, « Unternehmer und Wirtschaftsdemokratie in der Weimarer Republik », *PVJS* 11 (1970) : 308-22, Sonderheft 2.
26. Schneider, *Unternehmer und Demokratie*, pp. 166 sq. ; *Politik und Interesse*, p. 383.
27. Heinrich August Winkler, « Unternehmerverbände zwischen Ständeideologie und Nationalsozialismus », *VfZ* 17 (1969) : 341-71. Voir aussi Ulrich Nocken, « Corporation and Pluralism in Modern German History », dans *Industrielle Gesellschaft und politisches System*, éd. Par Dirk Stegmann, Bernd-Jürgen Wendt, et Peter-Christian Witt (Bonn, 1978), pp. 37-56.
28. Des plans d'altérations constitutionnelles ont été développés par le Bund zur Erneuerung des Reichs, formé en 1928 sous la direction de l'ancien Chancelier Hans Luther. Voir les mémoires de Luther, *Vor dem Abgrund 1930-1933* (Berlin, 1964) ; également l'esquisse tendancieuse de Kurt Gossweiler, « Bund zur Erneuerung des Reiches (BER) », chez Dieter Fricke et al. (éd.), *Die bürgerlichen Parteien in Deutschland*, 2 vol. (Berlin-Est, 1968), I pp. 195-200.
29. « Industrie-Politik », édition du 23 septembre 1929 (#710). Pour le texte intégral du discours de Duisberg cité ici, voir *Veröffentlichungen des Reichsverbandes der Deutschen Industrie*, no. 48 (1929), pp. 10-23

Chapitre II, section 1 : Les mécènes du mouvement naissant

1. Pour la fondation et les débuts du parti, voir Dietrich Orlow, *The History of the Nazi Party*, 2 vol. (Pittsburgh, 1969-73), I, pp. 11 sqq. ; également le livre apologétique mais informatif de Georg Franz-Willing, *Die Hitlerbewegung. Der Ursprung, 1919-1922* (Hambourg et Berlin, 1962). Pour une analyse statistique des premiers membres, voir Donald M. Douglas, « The Parent Cell », *CEH* 10 (1977) : 55-72.

2. Une traduction anglaise du programme de 1920 se trouve dans Jeremy Noakes et Geoffrey Pridham (ed.), *Documents on Nazism* (New York, 1975), pp. 38-40.
3. Il est fait allusion à ces rumeurs dans les articles cités au point 7 ci-dessous.
4. « Emil Ganßer », nécrologie de Hans-Heinrich Lammers, *VB*, 17 janvier 1941 (#17) ; pour de plus amples informations sur les origines de la participation de Hitler au club, voir les souvenirs de l'un des amis de Ganßer : Wilhelm Weicher à Lammers, 18 janvier 1941, dans NSDAP HA, rouleau 52, dossier 1223. En 1942, Hitler se souvient de son apparition mais la situe par erreur en 1921 : *Hitler's Secret Conversations, 1941-1944* (New York, 1953), p. 509. Pour un résumé de la conférence basé sur les souvenirs de trois hommes qui y avaient assisté, voir Julius Karl von Engelbrechten et Hans Volz, *Wir wandern durch das nationalsozialistiche Berlin* (Munich, 1937), pp. 15 sq., 53. Le texte non édité du résumé est imprimé dans Hitler, *Sämtliche Aufzeichungen 1905-1924*, édité par Eberhard Jäckel (Stuttgart, 1980), pp. 642 sq. Un récit ultérieur d'un homme qui y a assisté fournit peu d'informations sur le contenu du discours de Hitler, mais dépeint le club et ses membres : Wilhelm Weicher, « Wie ich Adolf Hitler kennenlernte », *Der Türmer* 36 (avr., 1934), pp. 90 sq. Sur Ganßer, voir *Hitler's Secret Conversations*, p. 179 ; Franz-Willing, *Hitlerbewegung... 1919-1922*, pp. 137, 184 sq, 196 sq ; Ernst Hanfstaengl, *Zwischen Weissem und Braunem Haus* (Munich 1970), pp. 66, 69 sq, où Ganßer est identifié par erreur comme membre du conseil d'administration de Siemens ; Albrecht Tyrell, *Vom 'Trommler' zum 'Führer'* (Munich, 1975), p. 259, n. 440. Werner Jochmann (éd.), *Nationalsozialismus und Revolution* (Francfort, 1963), pp. 98, 139, qui documente sa carrière de député national-socialiste au Reichstag de mai à décembre 1924 ; BDC, Partei Kanzlei Korrespondenz : Dr. Emil Ganßer. Voir le texte de l'invitation de Ganßer dans Albrecht Tyrell (éd.), *Führer befiehl...* (Düsseldorf, 1969), p.46.
5. Engelbrechten und Volz, *Wir wandern*, p. 54.
6. Aust a longuement témoigné de ces évènements lors d'un procès en diffamation intenté par Hitler en 1929 ; voir NSDAP HA, 69/1507, Privatklagesache Hitler/Dr. Strausse wegen Beleidigung. Voir également le témoignage d'Aust devant la commission chargée d'enquêter sur les antécédents du putsch de la brasserie de 1923, réimprimé en partie dans Ernst Deuerlein (éd.), *Der Hitler-Putsch* (Stuggart, 1962), p. 63.
7. « Die Geldgeber der Nationalsozialisten », *Fränkische Tagespost*, 16 déc. 1922 (#295) ; « Die Geldgeber der Nationalsozialisten », *Frankfurter Zeitung*, 21 déc. 1922 (#916) ; « Die Geldgeber des Herrn Hitler », *Münchener Post*, 21 déc. 1922 (#297).
8. Voir n. 6, ci-haut.
9. *Hitler's Secret Conversations* (1953), p. 67. Dans les premières années du parti, il avait reçu davantage d'aide financière de Berlin et du Württemberg que de Munich, affirmait-il dans ces propos de 1941.

10. Müller et Stockfisch, « Borsig und die Demokratie », pp. 1-44 ; Eduard Stadtler, *Antibolschewist*, pp. 48 sq. ZAP, Alldeutscher Verband, dossier 202 ; Fritz Detert, secrétaire privé de Borsig, au fils de Borsig, 23 oct. 1937 : DWI, Dossiers de la Deutsche Bank et de la Disconto-Gesellschaft, Secrétariat général du Dr von Stauss. Une partie de cette lettre est citée dans Radandt, *Kriegsverbrecherkonzern*, pp. 12-15.
11. Pour cela et pour une grande partie de ce qui suit, voir la lettre de Detert citée dans la note précédente. Aucune preuve n'étaye l'affirmation selon laquelle Borsig aurait organisé la seconde apparition de Hitler : Dirk Stegmann, « Zwischen Repression und Manipulations », *AfS* 12 (1972) : 413, n. 256.
12. « 'Hitlers Gönner'. Eine Zuschrift des Herrn v. Borsig », Berliner Tageblatt, 12 mars 1927 (#120).
13. Voir la letter de Burhenne à Hans-Heinrich Lammers, 30 janvier 1942, et les lettres de Ganßer à Burhenne, dans NSDAP HA, 52/1223. Trois de ces lettres apparaissent dans le livre de Kurt Gossweiler, *Kapital Reichswehr und NSDAP 1919-1924* (Cologne, 1982), pp. 558-60, où Burhenne est identifié comme un « directeur » chez Siemens, poste qu'il n'a occupé que plus tard : Gossweiler, *Kapital*, p. 346. Sur le rôle de Buhrenne chez Siemens, voir Jürgen Kocka, *Unternehmensverwaltung und Angestelltenschaft am Beispiel 1847-1914* (Stuttgart, 1969), p. 447.
14. Burhenne à Lammers, 30 janvier 1942 : NSDAP HA, 52/1223.
15. Fritz Detert au fils de Borsig, 23 octobre 1937 (voir n. 10, ci-haut).
16. « Hitlers Geldgeber », *Bayerischer Kurier*, 5 janvier 1928 (#5) ; « Hitlers Gönner », Eine Zuschrift des Herrn v. Borsig », *Berliner Tageblatt*, 12 mars 1927 (#120).
17. Hanfstaengl, *Zwischen Weissem und Braunem Haus*, pp. 69 sq.
18. Engelbrechten et Volz, *Wir wander*, pp. 10 sq. Cette publication du parti explique les débuts tardifs de l'organisation berlinoise par l'interdiction des activités nataionles-socialistes par le gouvernement prussien. Cette interdiction n'a toutefois pas empêché le NSDAP de s'organiser dans d'autres régions de Prusse.
19. Alexander Glaser à Reusch, 18 avril 1921 : GHH, 30019393/5. Reush à Glaser, 23 avril 1921, ibid.
20. Reusch à Glaser, 8 mai 1921, ibid.
21. « 'Kapital' und 'Arbeiter', » Berliner Tageblatt, 30 décember 1922 (#594), citation extradite de *Die württembergische Industrie*.
22. Voir le mémorandum de Hitler du 22 octobre 1922, dont l'un des objectifs était clairement la collecte de fonds : Tyrell (éd.), *Führer befiehl*.... pp. 47-55. Voir aussi le récit de seconde main concernant les efforts de Hitler visant à collecter des fonds à Berlin, écrit en septembre 1933 par W. von Zezschwitz, un ami du compagnon de Hitler lors de ce voyage, Dietrich Eckart : BAK, NS 26/1308.
23. Voir la note biographique de Kurt Roselius chez Wilhelm Lührs (éd.) *Bremische Biograhien 1912-1962* (Brême, 1969), pp. 420 sq. Également, Hansi-Otto

Wesemann, « Schöpfer der Böttcherstrasse », chez Gustav Stein (éd.), *Unternehmer in der Politik* (Düsseldorf, 1954), pp. 203-13.

24. Roselius, Briefe und Schriften zu Deutschlands Erneuerung (Oldenbourg, 1933), pp. 5 sq.
25. Voir l'extrait d'un rapport sur son discours du 18 janvier 1923, dans Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen*, p. 797.
26. Des rumeurs concernant l'aide apportée par Stinnes aux Nationaux-Socialistes avaient fait surface dès 1920 : Franz-Willing, *Hitlerbewegung.... 1919-1922*, p. 90, 189.
27. L'étude la plus approfondie de la carrière de Stinnes ne trouve aucun fondement aux allégations d'aide au NSDAP, que ce soit de sa part ou de celle de son ambitieux subordonné Friedrich Minoux, qui a rompu avec Stinnes au début d'octobre 1923 et était fréquemment mentionné dans les cercles conservateurs avant le putsch de la brasserie comme candidat à un directoire dictatorial qui remplacerait la République : Wulf, *Stinnes*. Pour une description récente de Stinnes en tant que National-Socialiste, voir Hans-Hermann Hartwich, « Parteien und Verbände in der Spätphase der Weimarer Republik », dans Volker Rittberger (ed.), *1933 : Wie die Republik der Diktatur erlag* (Suttgart, 1983), p. 87. Parmi les historiens est-allemands, Stinnes est toujours considéré comme un financier important du National-Socialisme : Pätzold et Weissebecker, *Geschichte der NSDAP*, p. 69.
28. Voir ses discours de novembre 1921 et février 1923 dans Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen*, pp. 521, 836 ; également *Mein Kampf*, 11ème éd. (Munich, 1933) I, p. 257.
29. Sur le parcours de Thyssen, voir Wilhelm Treue et Helmut Uebbing, *Die Feuer verlöschen nie, August Thyssen-Hütte 1926-1966* (Düsseldorf et Vienne, 1966), notamment, pp. 198 sqq. ; également Harold J. Gordon, *The Reichswehr and the German Republic, 1919-1926* (Princeton, 1957), pp. 255 sq.
30. Thyssen, *I Paid Hitler* (New York, 1941), p. 82. Sur les origines et les limites de ce volume, voir mon article, « Fritz Thyssen und 'I paid Hitler' », *VfZ* 19 (1971) : 225-44.
31. T/RP (IfZ), stenogramme, feuille 278 ; NA, RG 238, NI-042, « Interview with Mr. Thyssen », 1 mars 1946 ; ibid., Interrogatoires préalables au procès, Thysse, 4 septembre 1945.
32. En ce qui concerne les vaines tentatives de la police visant à trouver les documents relatifs aux finances du parti, voir NSDAP HA, 26A/1765 et 68/1497.
33. Voir Franz-Villing, *Hitlerbewegung…. 1919-1922*, pp. 187, 190 ; Harold J. Gordon, « Ritter von Epp und Berlin, 1919-1923 », *WWR* 9 (1959): 333 sq.
34. Alfred Kruck, *Geschichte des Alledeutschen Verbandes*, *1890-1939* (Wiesbaden, 1954), pp. 192 sq. Également, mémorandum dans le dossier Partei-Kanzlei pour 1932 concernant une conversation entre Paul Bang de la ligue et un Dr Keller, dans NA, RG 242, Microcopie T-81, roll 1, frame 11317. Voir également les

affirmations non documentées de Georg Franz-Willing dans son *Krisenjahr der Hitlerbewegung* (Preußisch Oldendorf, 1975), p. 203 sq.

35. À propos des nobles, voir *Hitler's Secret Conversations* (1953), pp. 180, 498. À propos des Russes blancs, voir Robert C. Williams, *Culture in Exile : Russian Emigres in Germany, 1881-1941* (Ithaca, 1972), p. 167, où l'auteur ne fournit pas de documentation concluante. Sur les sympathisants suisses, auxquels Hitler rendit visite durant l'été 1923 lors de l'un de ses rares voyages hors d'Allemagne, voir Beat Glaus, *Die Nationale Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung* (Zurich, 1969), pp. 27 sq. ; Franz-Willing, *Hitlerbewegung.... 1919-1922*, pp. 196 sq. Sur la veuve de Finlande, qui était apparemment Gertrud von Sedlitz, voir ibid. p. 187 ; voir également sa déposition du 2 février 1929, dans NSDAP HA, 69/1507. Des rumeurs répétées circulaient en 1923 selon lesquelles le gouvernement français subventionnait le NSDAP afin de perturber l'État allemand ; Hitler répondit par deux procès en diffamation, qu'il gagna tous les deux : Franz-Willing, *Hitlerbewegung.... 1919-1922*, p. 189 ; et « Eine Abrechnung », *VB*, 20 avril 1926 (n° 89). De nombreuses informations sur les premiers bienfaiteurs du parti ont été mises en lumière par une commission parlementaire bavaroise au début de 1924, dont des extraits ont été publiés dans SPD Landesaussschuss Bayern, *Hitler und Kahr : Die Bayerischen Napoleonsgrössen von 1923* (Munich, 1928), notamment la partie II, pp. 98-105.
36. Voir l'interrogatoire d'Eckart par la police, le 15 novembre 1923 : LC, Division des manuscrits, Collection Rehse ; également la vantardise d'Eckart dans le *Völkischer Beobachter* en 1922, selon laquelle une partie considérable des premières ressources financières du parti lui était imputable, citée dans Konrad Heiden, *Hitler : Das Zeitalter der Verantwortunglosigkeit* (Zürich, 1936), p. 250. Eckart s'est également révélé être un intermédiaire précieux pour les autres : Margaret Plewnia, *Auf dem Weg zu Hitler. Der 'völkische' Publizist Dietrich Eckart* (Brême, 1970), pp. 69-71.
37. La version allemande des mémoires de Hanfstaengl, *Zwischen Weissem und Braunem Haus*, est plus détaillée que la version antérieure en langue anglaise.
38. Hanfstaengl, *Zwischen Weissem und Braunem Haus*, pp. 60, 66, 188.
39. Voir les mémoires de Ludecke, *I Knew Hitler* (New York, 1937), notamment, pp. 101-8.
40. Günter Schubert, *Anfänge nationalsozialistischer Aussenpolitik* (Cologne, 1963), pp. 148-50.
41. Ludecke, *I Knew Hitler*, pp. 69, 139, 141, 145, 191-201. Le récit de sa mission en Italie a été corroboré par d'autres éléments : Walter Werner Pese, « Hitler und Italien, 1920-1926 », *VfZ* 3 (1955) : 117. Des rumeurs de subventions de Ford pour le NSDAP se sont propagées de la presse allemande au *New York Times* en 1922 (éd. du 20 décembre). Le diplomate américain chargé de traquer ces rumeurs demanda à Hitler, début 1923, s'il y avait du vrai dans ces rumeurs et reçut une réponse négative : Robert D. Murphy, *Diplomat Among Warriors* (New York, 1964), p. 23. Hitler n'était guère une source d'information fiable, bien sûr,

mais dans ce cas précis, il a apparemment dit la vérité ; aucune preuve n'a jamais été trouvée pour corroborer la rumeur persistante selon laquelle Ford subventionnait le NSDAP. Les efforts de Ludecke et d'autres pour obtenir l'aide des fascistes italiens ne semblent pas non plus avoir porté leurs fruits : Schubert, *Anfänge*, pp. 206-19 ; Alan Cassels, « Mussolini and German Nationalism », *JMH* 25 (1963) : 137 sqq.

42. Sur les partisans munichois du parti, voir *Hitler's Secret Conversations* (1953), pp. 179 sq. ; et Ludecke, *I Knew Hitler*, pp. 92 sq. Le fermier de Basse-Bavière était Simon Eckart (aucun lien de parenté avec Dietrich Eckart), qui a fourni la garantie d'un prêt bancaire qui a permis au *Völkischer Beobachter* de surmonter l'une de ses premières crises : voir sa nécrologie dans *VB*, (Bayerische Ausgabe), 23 avril 1936 (#114), et la lettre à Simon Eckart de Bernhard Schick, ancien directeur de la Hansa-Bank de Munich, 6 juin 1935, maintenant dans BAK, NS 26/1218. Le transformateur d'épices et d'huiles de cuisson d'Augsbourg était Gottfried Grandel, qui a également fourni une garantie pour un prêt clé au premier parti et a prétendu l'avoir remboursé lorsque les Nationaux-Socialistes ont manqué à leurs engagements : voir Tyrell, *Vom 'Trommler' zum 'Führer'*, p. 255 ; également la longue lettre de Grandel du 22 octobre 1941, au Hauptarchiv national-socialiste, dans NSDAP HA, 26/514 ; également sa lettre à Hitler, 27 octobre 1920, dans NA, RG 242, Microcopie T-84, 5/4337-38 ; également une lettre à l'auteur de l'assesseur Geislinger, Hauptgeschäftsführer adjoint, Industrie- und Handelskammer Augsburg, 6 septembre 1971. Grandel a pris une part active à la politique radicale *völkisch* et a été inculpé pour un attentat contre le général Hans von Seeckt en 1924, mais acquitté lors du procès qui a suivi : voir Cuno Horbenbach (éd.), *Das Deutsche Reich von 1918 heute* (Berlin, 1930) p. 194. Le fabricant de sous-vêtements souabe était Heinrich Becker de la ville de Geislingen, un membre actif des SA ; voir anon, *Hitler und sein Anhang*, pp. 15-22 ; également NSDAP HA, 69/1507, Dr. Landmann à la Polizeidirektion München, 15 avril 1930. Le partenaire d'Erastz pour le café était Richard Franck ; voir *Hitler's Secret Conversations* (1953), p. 179 (où le nom est mal orthographié et où Franck est décrit par erreur comme « l'homme du blé », probablement une traduction erronée de Kornfranck, un surnom faisant allusion au succédané de café de sa société, qui était fabriqué à partir de céréales ; voir aussi Franz-Willing, *Hitlerbewegung..... 1919-1922*, pp. 184, 192 sq. ; également Alfred Marquard, *100 Jahre Franck, 1828-1928* (n. p., n. d.), pp. 14, 51 sq., 94 sq.
43. En 1921, l'une de ces crises financières avait déjà menacé de fermer le *Völkischer Beobachter* ; voir le télégramme de Dietrich Eckart à Emil Ganßer., No. 28, 1921, now in BAK, NS 26/1317.
44. Voir le rapport de police du 26 janvier 1923, in NSDAP HA, 69/1507; également Franz-Willing, *Krisenjahr*, pp. 158 sq.
45. Franz-Willing, *Hitlerbewegung…. 1919-1922*, pp. 192 sq.

46. On ne sait pas exactement quand Hitler a rencontré les Bechstein et les Bruckmann. Frau Bechstein a témoigné en 1924 avoir été présentée à Hitler par le poète et dramaturge *völkisch* Dietrich Eckart : SPD Landesaucsschuss Bayern, *Hitler und Kahr*, II, p. 102. Dans ses mémoires, l'historien munichois Karl Alexander von Müller soutient que Frau Bruckmann n'a rencontré Hitler qu'en 1924 : *Im Wandel einer Welt* (Munich, 1966), p. 300. Cependant, cette affirmation est contredite par d'autres éléments ; voir Hellmuth Auerbach, « Hitlers politisches Lehrjahre und die Münchener Gesellssachaft 1919-1923 », *VfZ* 25 (1977): 34. n. 152.
47. Un habitué du salon de Frau Bruckmann a décrit plus tard une telle arrivée de Hitler, qu'il a toutefois placée chez Hanfstaengl : Müller, Im Wandel einer Welt, p. 129 ; voir aussi la description par Müller de la manière dont Hitler a capté et retenu l'attention des autres invités du salon de Frau Bruckmann, dans ibid. p. 301-3. Voir également la description de la relation entre Hitler et Frau Bruckmann dans Ulrich von Hassel, Vom andern Deutschland (Francfort et Hambourg, 1964), pp. 24, 36, 97 sq., 184, 242.
48. Baldur von Schirach, *Ich glaubte an Hitler* (Hambourg, 1967), pp. 66 sq.
49. Georg Wenzel (éd.), *Deutscher Wirtschaftsführer* (Hambourg, 1929), col. 122. *Handbuch der Deutschen Aktien-Gesellschaften*, Ausgabe 1926, vol. 4 (Berlin et Leipzig, 1927), pp. 6001 sq.
50. SPD Landesausschuss Bayren, *Hitler und Kahr*, II, p. 102. Cette affirmation semble corroborée par la référence faite par Hitler en 1942 à l'aide apportée par Bechstein au journal en 1923 : *Hitler's Secret Conversations* (1953), p. 179.
51. Hanfstaengl, *Zwischen Weissem und Braunem Haus*, p. 76.
52. SPD Landesausschuss Bayern , *Hitler und Kahr*, II, p. 102.
53. Statement by Karl Rosenhauer, Director of Deutsche Hansabank, to Amtsgerich München, 14 janvier 1929, in NSDAP HA, 69/1507.
54. *Das Deutsche Führerlexikon 1934/1935* (Berlin, 1934), pp. 75 sq.
55. *Handbuch der Deutschen Aktiengesellschaften*, Ausgabe 1926, vol. 2, pp. 3314 sq.
56. Müller, *Im Wandel einer Welt*, p. 307.
57. Sur ce point, voir Schirach, *Ich glaubte an Hitler*, pp. 54 sq. Friedrich Christian Prinz zu Schaumburg-Lippe, *Zwischen Krone und Kerker* (Wiesbaden, 1952), pp. 74 sqq.
58. Müller, *Im Wandel einer Welt*, p. 301.
59. Winfried Schüler, *Der Bayreuther Kreis von seiner Entsthung bis zum Ausgang der wilhelminischen Ära* (Münster, 1971), p. 85.
60. Roderick Stackelberg, « Houston S. Chamberlain: From Monarchism to National—ocialism », *WLB* 31 (1978): 124.
61. Voir chapitre II, section 4.
62. Voir chapitre VI, section 4.
63. Hildegard Brenner, *Die Kunstpolitik des Nationalsozialismus* (Hambourg, 1963), pp. 7-10.

64. C'est ce qui ressort de la correspondance de Bruckmann en 1932 avec Alfred Rosenberg au sujet du Kampfbund, dans NA, RG 242, Microcopie T-454, 71/1402-11.
65. Jeremy Noakes, *The Nazi Party in Lower Saxony, 1921-1933* (Oxford, 1971), p. 17; Franz-Willing, *Krisenjahr*, p. 162. Hitler dans *VB*, 14 février 1923, réimprimé dans Hitler, *Sämtlich Aufzeichnungen*, p. 831.
66. Martin Vogt, « Zur Finanzierung der NSDAP zwischen 1924 und 1928 », *GWU* 21 (1970): 238.
67. Franz-Willing, *Hitlerbewegung…. 1919-1922*, p. 182.
68. Heinrich Hoffmann, *Hitler Was My Friend* (Londres, 1955), p. 62.
69. Franz-Willing, *Hitlerbewegung…. 1919-1922*, p. 186.
70. NSDAP HA, 69/1507, rapport de la Polizeidirektion, Munich, sur le NSDAP, 6 février 1923.

Chapitre II, section 2 : La cacophonie des politiques économiques nationales-socialistes

1. Rosenberg, *Wesen, Grundsätze und Ziele der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei* (Munich, 1923). Bien que datée de 1923, la publication est en fait parue en novembre 1922 : Hans Volz, *Daten aus der Geschichte des Nationalzozialismus*, 9e éd. (Berlin et Leipzig, 1939), p. 10.
2. Rosenberg, *Wesen*, pp. 8-9.
3. Ibid., pp. 27 sq.
4. Ibid.
5. Ibid., pp. 28 sq.
6. Ibid., p. 25.
7. Ibid., pp. 28 sq.
8. *Der Deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage. Neue Wege in Staat, Finanz und Wirtschaft* (Munich, 1923). Toutes les citations ici sont tirées de la deuxième édition, également publiée en 1923. Sur la carrière de Feder, voir Albrecht Tyrell, « Gottfried Feder and the NSDAP », dans Peter Stachura (ed.), *The Shaping of the Nazi State* (Londres, 1978).
9. Feder, *Staat*, p. 43. Il était symptomatique de la désinvolture avec laquelle les questions programmatiques étaient considérées au sein du NSDAP qu'une erreur typographique dans l'édition de 1923 du livre de Feder, qui indiquait par erreur que l'adoption des Vingt-cinq Points de 1920 avait eu lieu le « 24 février 1923 », n'ait toujours pas été corrigée dans la cinquième édition, parue en 1932 (p. 40).
10. Ibid., pp. 45-49.
11. Feder, *Das Programm der N.S.D.A.P. und seine weltanschaulichen Grundgedanken* (Munich, 1927).
12. Feder, *Staat*, pp. 21 sq.
13. Ibid., p. 23.

14. Ibid. ; la partie citée figure à la page 16.
15. Ibid., p. 45.
16. Ibid., p. 76.
17. Ibid., pp. 22 sq.
18. Ibid., p. 23.
19. Ibid., p. 45.
20. Feder, *Programm*, p. 37 sq.
21. Ibid., p. 47.
22. Ibid., p. 52.
23. Feder, *Das Programm*, 16e éd. (Munich, 1930), p. 24.
24. Issue du 18 mars 1930, citée dans Reinhard Kühnl, *Die nationalsozialisticsche Linke 1925-1930* (Meisenheim et Glan, 1966), pp. 235 sq.
25. Ibid., Voir également Max Kele, *Nazis and Workers. National-Socialist Appeals to German Labor, 1919-1933* (Chapel Hill, 1972).
26. Kele, *National-Socialists and Workers*, pp. 40 sq., 119 sq.
27. Ces idées ont trouvé leur expression la plus complète dans le projet de programme qui a été élaboré par Gregor Straßer à la fin de 1925 et qui a été annulé par Hitler quelques mois plus tard. Voir Reinhard Kühnl, « Zur Programmatik der nationalsozialistischen Linken : Das Straßer-Programm von 1925-26 », *VfZ* 14 (1966) : 317-33.
28. Cité dans Kele, *National-Socialists and Workers*, p. 119.
29. Cité dans Kühnl, *Linke*, p. 72.
30. Ibid., p. 73.
31. Ibid., p. 72.
32. Ibid., p. 15 sq.
33. « Warum Arbeiterpartei ? » *Der Angriff*, 23 juillet 1928 (#30).
34. Voir, par exemple, la lettre de l'un des porte-parole parlementaires d'IG Farben, Paul Moldenhauer, au président du conseil de surveillance de cette entreprise, Carl Duisberg, 9 juillet 1924 ; BAL, Autographensammlung Duisberg. Pour un exemple de la couverture médiatique, voir un article du journal conservateur *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 16 octobre 1930 (n° 484) : « Die Flut der Agitationsantrage ».
35. Wilhelm Frick, *Die Nationalsoziallisten im Reichstag 1924-1931* (Munich, 1932), pp. 93, 100 sq.
36. Voir, par exemple, le projet de loi présenté par les députés nationaux-socialistes en mai 1929 : *Verhandlungen des Reichstages* (Anlagen), vol. 436, #1034. Ce même projet de loi est réintroduit en octobre 1930 : Frick, *Reichstag*, p. 94.
37. Frick, *Reichstag*, p. 124.
38. Voir, par exemple, *Verhandlungen*, vol. 423, pp. 775 sq., 811-14.
39. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1930), p. 214.
40. *Verhandlungen,* vol. 394, p. 12221.
41. Ibid., vol. 393, pp. 11359, 11380-83.
42. Ibid., vol. 234, pp. 215-18 ; vol. 424, pp. 1946-50.

43. Ibid., vol. 423, pp. 304 sq., 399-410.
44. Ibid., vol. 393, pp. 10610, 10634-37 ; Frick, *Reichstag*, p. 134.
45. *Verhandlungen*, vol. 387, pp. 4281-89.
46. Ibid., vol. 423, pp. 305, 400.
47. Ibid., vol. 424, pp. 1126 sqq.
48. Kühnl, « Zur Programmatik », pp. 318-23.
49. Volz, *Daten*, p. 22. Voir aussi Tyrell, « Gottfried Feder and the NSDAP », p. 85, n. 111.
50. Kele, *Nazis and Workers*, pp. 149-51.
51. Ibid., pp.156-60.
52. Tyrell (éd.), *Führer befiehl*…., pp. 294-96.
53. Buchner, *Grundriss einer nationalsozialistischen Volkswirtschaftstheorie* (Munich, 1930).
54. Ibid., pp. 10, 19-21.
55. Ibid., p. 43.
56. Ibid., p. 22.
57. *Verhandlungen*, vol. 427, p. 4766.
58. Voir, par exemple, les divergences entre deux éditions de Feder, *Programm*, mentionnées ci-dessus. Pour les altérations dans Rosenberg, *Wesen*, comparer l'édition de 1933 avec l'original.
59. Rosenberg, *Das Wesengefüge des Nationalsozialismus. Grundlagen der deutschen Wiedergeburt* (Munich 1932); Feder, *Was will Adolf Hitler? Das Programm der N.S.D.A.P.* (Munich 1931).
60. Alfred Pfaff, *Der Wirtschafts-Aufbau im Dritten Reich* (Munich, 1932) ; Ottokar Lorenz, *Die Beseitigung der Arbeitslosigkeit* (Berlin, 1932).

Chapitre II, section 3 : L'économie de Hitler

1. Voir les mémoires de Lutz Graf Schwerin von Krosighk, *Staatsbankrott* (Göttingen, 1974), pp. 189 sq. ; également celles d'Albert Krebs, *Tendenzen und Gestalten*. (Stuttgart, 1959), pp. 149 sq. ; également Hermann Rauschning, *Gespräche mit Hitler* (Zurich, 1940), pp. 26 sq. L'ignorance de Hitler en matière d'économie a été analysée par Wilhelm Treue dans « Hitlers Denkschrift zum Vierjahrsplan 1936 », *VfZ* 3 (1955) : 196-202 ; et par Burton H. Klein, *Germany's Economic Preparations for War* (Cambridge, Mass., 1959), p. 170. Malgré son titre, l'article de John D. Heyl, « Hitler's Economic Though : A Reappraisal », *CEH* 6 (1973) : 83-96, traite principalement de la relation entre l'autorité politique et la politique économique durant le Troisième Reich, plutôt que de l'attitude de Hitler envers les questions économiques. J'ai traité de manière plus approfondie les questions traitées ici dans un article intitulé « Hitlers Einstellung zu sozial-ökonomischen Fragen vor der 'Machtergreifung' », *G &G* 2 (1976) : 89-117. Pour deux réponses à cet article, voir Avraham Barkai, « Sozialdarwinismus und Antiliberalismus in Hitlers Wirtschaftskonzept », dans *G &G* 3 (1977) : 406-17 ;

et Peter Krüger, « Zu Hitlers 'nationalsozialistischen Wirtschaftserkenntnissen' », dans *G &G* 6 (1980) : 263-82. Voir également *Das Wirtschaftssystem des Nationalsozialismus de Barkai* (Cologne, 1977), en particulier les pages 25-30.

2. Discours du 18 septembre 1922, cité – avec d'autres exemples – dans Turner, « Hitlers Einstellung », p. 90. Malgré cette conviction, Hitler avouait craindre que si un parti de la Weltanschauung s'occupait des questions économiques, celles-ci draineraient l'énergie des tâches politiques à accomplir : *Mein Kampf*, 2 vols. (Munich, 1933), II, p. 680.
3. *Mein Kampf*, I, pp. 164 sq.
4. Turner, « Hitlers Einstellung », pp. 91 sq.
5. *Mein Kampf*, I, pp. 166-68.
6. Turner, « Hitlers Einstellung », p. 91.
7. *Mein Kampf*, I, pp. 166 sqq.
8. Ibid., pp. 255-257.
9. Ibid., p. 168.
10. Turner, « Hitlers Einstellung », p. 92 sq.
11. *Hitlers zweites Buch* (Stuttgart, 1961), p. 53.
12. Le développement des idées de Hitler en matière de politique étrangère a été examiné de manière approfondie dans Axel Kuhn, *Hitlers aussenpolitisches Programm* (Stuttgart, 1970).
13. Hitler, « Warum musste ein 8. November kommen? » in *Deutschlands Erneuerung* 8 (1924): 205.
14. Voir, par exemple, Rauschning, *Gespräche*, (Zurich, 1940), pp. 35-47 ; voir aussi H. A. Turner, Jr., « Fascism and Modernization », *World Politics* 24 (1972) : 547-64.
15. Voir Barkin, *Controversy*.
16. Ce thème est apparu dans les discours de Hitler dès 1921 : Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen*, p. 505 ; voir aussi Hitler, « Warum muss ein 8. November Kommen? » pp. 199 sq. ; *Mein Kampf*, I, pp. 255 sq.
17. *Hitlers zweites Buch*, pp. 61 sq. ; voir aussi *Mein Kampf*, I, pp. 47, 288-92 ; H. A. Turner, Jr., « Hitler's Secret Pamphlet for Industrialists, 1927 » *JMH* 40 (1968): 359 ; Rauschning, *Gespräche*, p. 56.
18. *Mein Kampf*, I, pp. 49 sq., 370.
19. Ibid., p. 257.
20. *Mein Kampf*, II, p. 776. Voir aussi, pour ses dénonciations de Cuno dans des discours, Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen*, pp. 922 sq., 930 sq., 981-87, 1003 sq.
21. Rauschning, *Gespräche*, p. 26. Pour la datation de ce passage, je me suis référé à Theodor Schieder, *Hermann Rauschning « Gespräche mit Hitler » als Geschichtsquelle* (Opladen, 1972), p. 63.
22. *Hitlers Secret Conversations* (1953), p. 60 ; cf. cf. le texte allemand, dont la traduction s'écarte : Hitler, *Monologe im Führerhauptquartier 1941-1944*, édité par Werner Jochmann (Hambourg, 1980), pp. 93 sq.

23. Turner, « Hitlers Einstellung », p. 95 sq. récapitulations par Otto Wagener de ses nombreuses conversations avec Hitler : H. A. Turner, Jr. (ed.), *Hitler aus nächster Nähe, Aufzeichnungen eines Vertrauten, 1929-1932* (Berlin et Francfort, 1978).
24. *Mein Kampf*, II, pp. 570 sq. ; *Hitlers zweites Buch*, p. 55.
25. *Mein Kampf*, II, p. 421 ; Hitler, « Warum musste 8. November kommen? » pp. 200, 203.
26. « Warum musste 8. November kommen? », pp. 200 sq. *Mein Kampf*, II, pp. 420, 498 sq.
27. Au début de sa carrière politique, il a publiquement appelé à des mesures de socialisation, mais uniquement pour les ressources naturelles et les banques : Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen*, pp. 177, 218 (discours d'août 1920). Ces propositions ont rapidement disparu de son répertoire.
28. Tyrell, *Vom 'Trommler' zum 'Führer'*, pp. 84 sq.
29. *Mein Kampf*, II, p. 511.
30. Cité dans les mémoires romancés d'un National-Socialiste qui prétendait avoir été présent : Bodo Uhse, *Söldner und Soldat*, 2e édition. (Berlin-Est, 1956), p. 180. Une attaque beaucoup plus étendue contre le socialisme a été attribuée à Hitler par Otto Straßer après sa rupture avec le NSDAP en 1930 : Otto Straßer, *Aufbau des deutschen Sozialismus*, 2e éd. (Prague, 1936), pp. 116-36. Les écrits de Straßer sont cependant très polémiques et ne peuvent être considérés comme une source d'information fiable.
31. Krebs, *Tendenzen*, p. 143.
32. Ernst Beopple (éd.), *Adolf Hitlers Reden* (Munich, 1934), p. 25.
33. Ibid., p. 32.
34. Rapport sur le discours de Hitler du 29 janvier 1923 : « Die Delegiertenversammulung », *VB*, 31 janvier 1923 (#9).
35. Rauschning, *Gespräche*, pp. 179-81.
36. Norbert Schausberger, « Österreich und die deutsche Wirtschaftsexpansion nach dem Donauraum », dans *Österreich in Geschichte und Literatur* 16 (1972) : 197. Je suis reconnaissant au professeur Peter Hayes d'avoir porté cette métaphore à mon attention.
37. *Mein Kampf*, II, p. 451.
38. Ibid., pp. 480-85.
39. Ibid., I, pp. 232 sq.
40. Hitler, *Sämtliche Aufzeichnungen*, passim.
41. *Mein Kampf*, I, pp. 256 sq. 369 sq. ; II, pp. 485 sq. Voir aussi « Nazi Economics Policy. Hitler Interviewed. Share of Wealth for All », *The Manchester Guardian*, 20 août 1932.
42. *Mein Kampf*, I, pp. 366 sq., 369-73.
43. Ibid., II, pp. 672-77. Voir aussi son discours à Zwickau le 15 juillet 1925, dans le tract anonyme, *Rede eines Mannes, dem das Reden verboten wird* (Zwickay, 1925). Je

suis redevable envers le Dr Axel Kuhn de m'avoir fourni une copie de ce dernier document.

44. *Mein Kampf*, II, p. 774 ; discours prononcé devant le National Club de Hambourg le 28 février 1926, publié dans Werner Jochmann (éd.), *Im Kampf um die Macht* (Francfort, 1960), pp. 102-116.
45. Goebbels, *Das Tagebuch von Joseph Goebbels 1925/26*, édité par Helmut Heiber (Stuttgart, 1960), p. 72.
46. Ce texte et celui qui suit sont basés sur mon édition des mémoires de Wagener, *Hitler aus nächster Nähe*.
47. Voir chapitre VI, section 1.
48. Rausching, *Gespräche*, pp. 25 sqq.
49. « Um die Enteignung », VB, 19 février 1926 (#41) ; « Die Bamberger Tagung », ibid., 25 février 1926 (#46). Voir aussi Ulrich Schüren, *Der Volksentscheid zur Fürsteneinteignung 1926* (Düsseldorf, 1978), pp. 154-58.
50. Turner, « Hitlers Einstellung », pp. 106-11.
51. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 444.
52. Hitler aurait annoncé, au lendemain de la conférence de Bamberg de février 1926, qu'il avait confié à Gottfried Feder l'autorité finale sur les questions programmatiques. Il ne s'agit que d'une manœuvre tactique destinée à détourner le mécontentement à l'égard du programme de Hitler vers Feder. En réalité, Feder n'a jamais joui d'une telle autorité : Wolfgang Horn, *Führerideologie und Parteiorganisation in der NSDAP* (Düsseldorf, 1972), p. 242. Feder a néanmoins revendiqué cette autorité : *Programm*, 1ère éd. (Munich, 1927), p. 10.
53. « Hitler zwischen Arbeitern und Unternehmern », *Frankfurter Zeitung*, 6 novembre 1930 (#828).

Chapitre II, section 4 : Une campagne de séduction avortée pour l'industrie de la Ruhr – Le National-Socialisme en disgrâce

1. NSDAP HA, 5/136, Député Gauleiter Schlessmann du Gau Essen-Ruhr à Reichspressestelle, Munich, 17 mai 1943 ; également lettre, Polizei-Präsident de Essen au Gauleiter Josef Terboven, 28 mai 1926 (ce document, actuellement au BAK, a été utilisé lorsqu'il était encore au BDC, dans la collection Reichsschatzmeister, Ordner 155).
2. Les autres discours d'Essen ont eu lieu le 3 décembre 1926 ; le 27 avril 1927 ; et le 5 décembre 1927 (pour les sources, voir n. 3, ci-dessous). Le discours de Königswinter, auquel la presse ne semble pas avoir assisté, a eu lieu le 1er décembre 1926 ; voir la photocopie de l'invitation lancée par le gauleiter rhénan, Robert Ley, le 21 novembre 1926, dans Ley, *Deutschland ist schöner geworden* (Munich, 1940), face à la p. 54. Rudolf Heß l'a mentionné plus tard dans une lettre à un National-Socialist vivant à l'étranger, Walther Hewel, datée du 30 mars 1927 : NA, RG 238, 3753-PS, publié en traduction anglaise par Gerhard

Weinberg, « National Socialist Organization and Foreign Policy Aims in 1927 », *JMH* 36 (1964) : 428-33.

3. Pour le discours du 18 juin 1926, qui eut lieu dans une salle de l'Essen Vereinhaus, voir : « Deutsche Wirtschafts- und Sozialpolitik. Ein Vortrage Hitlers », *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 20 juin 1926 (#422), un rapport reproduit entièrement dans *VB*, 24 juin 1926 (#142), et partiellement dans anon, *Adolf Hitler und seine Bewegung im Lichte neutraler Beobachter und objektiver Gegner* (Munich, 1927), pp. 12-15. Pour le discours du 3 décembre 1926, au Kammermusiksaal au Städtischer Saalbau, voir : « Volksgesundung auf nationaler Grundlage. Adolf Hitler 2. Vortrag », *Essener Anzeiger*, 5 décembre 1926 (#285), réimprimé dans *Adolf Hilter und seine Bewegung*, pp. 17-20 ; également « Hitler vor westdeutschen Wirtschaftlern », *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 4 décembre 1926 (#850) ; également « Adolf Hitler vor den Wirtschaftsführern », *VB*, 8 décembre 1926. Sur le discours de Hitler du 27 avril 1927, qui eu lieu au Kruppsaal de Städtischer Saalbau, voir « 'Führer und Masse'. Ein Vortrage Hitlers im Essener Saalbau », *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 29 avril 29 1927 (#299), reproduit intégralement dans *VB*, 3 mai 1927 (#100), et partiellement dans *Adolf Hitler und seine Bewegung*, pp. 26-27. Voir également le bref compte rendu dans « Hitler vor den Wirtschaftsführern des Ruhrgebiets », *VB*, 29 avril 1927 (#97). Sur le discours du 5 décembre 1927, voir « Hitler sprach in Essen », *Essener Anzeiger*, 7 décembre 1927 (#286) ; « Adolf Hitler spricht zu 800 Vertreter der deutschen Wirtschaft », *VB*, 10 décembre 1927 (#285), reprenant des extraits du *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, du *Essener Allgemeine Zeitung*, et du *Der Mittag de Düsseldorf* ; voir extraits réimprimés de certains récits chez Tyrell (éd.), *Führer befiehl*.... pp. 189 sq.
4. Voir Jochmann (éd.), *Im Kampf um die Macht*.
5. Sur l'importance de la première audience, voir la lettre du Polizeipräsident d'Essen au Gauleiter Terboven du 28 mai 1926 (citée en n. 1, ci-dessus) et l'extrait du *Rheinisch-Westfälische Zeitung* cité dans le *Völkischer Beobachter* du 10 décembre 1927 (cité en n. 3, ci-dessus). Le *VB* fixe à 400 le nombre de participants au discours de Hitler de décembre 1926 (édition du 8 décembre), tandis que Rudolf Heß l'estime plus tard à 500 dans sa lettre du 30 mars 1927 à Walther Hewel (voir n. 2, ci-dessus) ; un agent de police, qui n'a pas pu entrer mais a observé les arrivants, fixe le rassemblement à 200 : rapport du Polizeipräsident d'Essen au Regierungspräsident, Düsseldorf, 5 février 1927 : HSAD, Regierung Düsseldorf, dossier 16738. Un rapport de police du 3 mai estime qu'environ 200 personnes ont assisté à la conférence de Hitler le 27 avril (ibid.), mais le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* affirme que deux fois plus de personnes y ont assisté (numéro du 29 avril). Le *Völkischer Beobachter* se vante que 800 personnes ont entendu le chef du parti en décembre 1927 (numéro du 10 décembre), mais les autres rapports de presse s'accordent sur le chiffre de 600.
6. GHH, 400101290/37, lettre à Vögler, 8 décembre 1927.

7. L'homme en question, qui reste enveloppé de mystère, fut diversement désigné par d'autres Nationaux-Socialistes comme « Gauwirtschaftsberater Arnold » (Schlessmann à Reichspresseestelle, 17 mai 1943 - voir n. 1, ci-dessus) et « Hüttendirektor Arnold » : Friedrich Alfred Beck, *Kampf und Sieg. Geschichte der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei im Gau Westfalen-Süd von den Anfängen bis zur Machtübernahme* (Dortmund, 1938), p. 221 ; voir également le rapport sur ses activités en faveur de l'organisation locale du parti, « Kampfabschnitt Gau Westfalen-Süd », *VB*, 31 décembre 1931 (#365) ; également, Goebbels, *Tagebuch.... 1925/26*, pp. 22, 53, 66 sq., 84, 109. L'éditeur du *Tagebuch* de Goebbels, Helmut Heiber, a émis l'hypothèse qu'Arnold pourrait en réalité être Robert Karl Arnhold, directeur du Deutsches Institut für technische Arbeitsschulung (ibid., p. 22, n. 3). L'historien est-allemand Kurt Goss weiler transforme cette spéculation en une certitude sans le bénéfice de preuves, déplaçant ainsi la résidence d'Arnhold de Düsseldorf à Hattingen, à une trentaine de kilomètres au nord-est : « Hitler und das Kapital (II) », *Blätter für deutsche und internationale Politik* 23 (1978) : 1002 sq. Sur la Henrichshütte, voir Wiel, *Wirtschaftsgeschichte des Ruhrgebietes* (Essen, 1970), p. 254. Sur l'agitation ultérieure d'Arnold contre les grandes entreprises de la Ruhr, voir Ludwig Grauert à Gottfried Feder, 14 juillet 1933 : GSAD, Rep. 77, Nr. 39, BI, 126-27. (Je suis redevable au Prof. Ernst Nolte de m'avoir fourni une copie de ce document).
8. En 1926, Goebbels prend Friedrich Carl vom Bruck, directeur d'une modeste entreprise de fabrication d'accessoires métalliques à Velbert, une ville située entre Düsseldorf et Essen, pour « un grand industriel de la Ruhr » : Goebbels, *Tagebuch... 1925/26*, pp. 57, 63. Sur le parcours de Bruck, voir IDW, Funcke Papers, vol. 6, partie 1, « Bergangene Zeiten », section « Der Eisen und Stahlwaren-Industriebund 1919 » ; également BAK, Silverberg Papers, vol. 258, p. 148, lettre de Kurt Sorge et Hermann Bücher du Reichsverband industriel à Bruck, 31 mai 1924, à une époque où ce dernier était impliqué dans une organisation sécessionniste, l'Industriellen Vereinigung. (Je suis redevable au Dr Ulrich Nocken pour cette documentation sur Bruck, qui est identifié par erreur dans l'édition de Heiber du journal de Goebbels, p. 57, n. 3, comme Fritz vom Bruck, un banquier qui n'avait que trente ans en 1926). Bruck a aidé Gregor Straßer à lancer sa maison d'édition, le Kampfverlag, en lui accordant un prêt de quatre mille marks, contre la garantie de la boutique d'apothicaire de Straßer (Goebbels, *Tagebuch... 1925/26*, pp. 130-33). Bruck n'est absolument pas identifié comme « l'un des principaux hommes du Hoesch-Concern » dans Gossweiler, « Hitler und das Kapital (II) », p. 1003.
9. Heß à Walther Hewel, 8 décembre 1928, qui provient du même dépôt que la lettre de Heß citée au n. 2, ci-dessus ; rapport du *Essener Allgemeine Zeitung*, cité dans *VB*, 10 décembre 1927 (#285). Goebbels a confié à son journal que le petit public qui a entendu le premier discours de Hitler à Essen comprenait un

ami écrivain sans le sou qui vendait des saucisses à Cologne : *Tagebuch...1925/26*, pp. 34 sq., 84.

10. *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 29 avril 1927 (#299).
11. *VB*, 10 décembre 1927 (#285).
12. Heß à Hewel, 30 mars 1927 (voir n. 2, ci-dessus).
13. *Essener Allgemeine Zeitung*, cité dans *VB*, 10 décembre 1927 (#285).
14. Ce qui suit est basé sur mon article, « Emil Kirdorf and the Nazi Party », *CEH* 1, (1968) : 324-44.
15. Albert Speer, *Spandauer Tagbücher* (Francfort, 1975), pp. 122 sq. Speer a concédé qu'on ne pouvait jamais être sûr de l'exactitude des réminiscences de Hitler, p. 123.
16. D'après toutes les indications, les circonstances financières du parti dans la Ruhr ont posé des difficultés continuelles tout au long des années 1920 : Wilfried Böhnke, *Die NSDAP im Ruhrgebiet 1920-1933* (Bonn-Bad Godsberg, 1974), pp. 114-16, 158-62 ; également, Goebbels, *Tagebuch... 1925/26*, passim.
17. August Heinrichsbauer, un journaliste proche de l'industrie de la Ruhr, a déclaré dans ses mémoires d'après-guerre que Kirdorf avait versé cent mille marks au NSDAP lors de son adhésion : *Schwerindustrie und Politik* p. 38. Heinrichsbauer a cependant fait cette déclaration plus de deux décennies après les évènements en question et n'a offert aucune source d'information. En outre, étant donné qu'il avait déclaré peu de temps auparavant sous serment qu'il n'avait jamais rencontré l'une ou l'autre des deux personnes prétendument impliquées – Kirdorf et Hitler – sa déclaration ne peut, au mieux, reposer que sur des informations de seconde main : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Heinrichsbauer, 9 janvier 1947.
18. Voir mon article, qui comprend le texte intégral du pamphlet en allemand et en traduction anglaise : « Hitler's Secret Pamphlet ».
19. Il a confondu les prêts étrangers avec la propriété étrangère des entreprises allemandes, par exemple, et a suggéré que les faillites des petites entreprises étaient une source majeure de chômage : ibid.
20. Cet exemplaire est en possession de la Bücherei, GHH.
21. Turner, « Emil Kirdorf and the Nazi Party », pp. 332 sq.
22. GHH, 400101290/37, Reusch à Vögler, 27 octobre 1927.
23. Ibid., 4001012024/6, secrétariat de Reusch à Martin Blank, 24 et 29 novembre 1929.
24. Friedrich Bucher à Hitler, 20 juillet 1929. Ce document, qui se trouve maintenant à la BAK, a été utilisé lorsqu'il était encore à la BDC, où il se trouvait dans la collection Reichsleitung, Personalakte Hüttmann. Le banquier en question était Maximilian von Schinckel, qui avait pris sa retraite en tant que chef de la Norddeutsche Bank de Hambourg en 1919, à l'âge de soixante-dix ans.
25. Krebs, *Tendenzen*, pp. 174 sq.
26. Voir, sur ce point, Turner, « Emil Kirdorf and the Nazi Party », pp. 333-39.

27. NSDAP HA, 56/1358a, Ley à Hitler, 21 décembre 1927 ; Grohé au Reichsleitung, 21 décembre 1927 ; également NA, RG 238, affaire 6, Dokumentenbuch Schmitz I, déclaration sous serment de Wilhelm Kalle, un directeur de IG Farben, 4 octobre 1947 ; également « Jüdische Kampfmittel gegen Nationalsozialisten. Pg. Dr. Ley auf die Strasse gesetzt, » *VB*, 5 janvier 1928 (#4). Voir, en outre, Albrecht Tyrell, « Führergedanke und Gauleiterwechsel », *VfZ* 23 (1975) : 360 sq. S'appuyant sur les allégations d'un national-socialiste renégat en 1932 et du chef du parti communiste Walter Ulbricht en 1956, l'historien est-allemand Kurt Gossweiler a affirmé que Farben a continué, après le licenciement de Ley, à lui donner de l'argent et donc à son journal national-socialiste de Cologne : « Hitler und das Kapital (II) », p. 1005 sq.
28. Heuss, *Bosch*, pp. 628 sq.
29. « Zum Tage », numéro du 26 avril 1928 (#196).
30. « Der völkische 'Seniorchef', » *Berliner Tageblatt*, 18 août 1926 (#387).
31. « 'Hitlers Gönner'. Eine Zuschrift des Herrn v. Borsig », Berliner Tageblatt, 12 mars 1927 (#120). Pour en savoir plus sur la déclaration de Borsig, voir Ernst Feder, *Heute sprach ich mit... Tagebücher eines Berliner Publizisten 1926-1932* (Stuttgart, 1971), pp. 107 sq.
32. L'homme en question, Paul Hoffmann, a occupé des postes de direction dans un certain nombre d'entreprises manufacturières de taille moyenne dans la Ruhr. Au début des années 1930, il reprend ses activités militantes pour le parti après plusieurs échecs dans sa carrière commerciale. Par ses activités en tant que président d'une organisation cherchant à obtenir le dédommagement des petits fabricants pour les pertes subies pendant l'occupation de la Ruhr, Hoffmann avait fini par être considéré comme anti-grosse industrie ; Gilsa à Reusch, 8 juillet 1932 : GHH, 400101293/4. Le dossier personnel de Hoffmann au Centre de documentation de Berlin contient des informations sur sa carrière commerciale ainsi que sur ses activités pour le NSDAP. L'historien est-allemand Kurt Gossweiler a classé Hoffmann parmi les *Ruhrmagnaten* : « Hitler und das Kapital (II) », p. 1003.
33. Le beau-fils de Kirdorf, Wilhelm Wessel, l'explique dans une lettre adressée à Rudolf Heß le 28 avril 1932. Sa version a été confirmée par la suite, vraisemblablement par Hitler : BDC, correspondance du Partei Kanslei sur Kirdorf. Otto Wagener, qui est lui-même venu au NSDAP en venant du monde des affaires, a rappelé plus tard les difficultés rencontrées au début des années 1930 par les hommes d'affaires connus pour être des sympathisants du National-Socialisme : Turner (ed.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 337.
34. « Adolf Hitler vor den Wirtschaftsführern », *VB*, 8 décembre 1926 (#284). Après le discours d'Essen de Hitler en décembre 1927, l'organe du parti se montre encore plus défensif. Les nombreux Nationaux-Socialistes salariés qui avaient jusqu'alors été désavantagés par l'hostilité de leurs employeurs envers le NSDAP avaient tout à gagner, affirmait-il, des efforts de leur chef pour

surmonter les préjugés sur le parti cultivés par les « agences de presse juives » : « Adolf Hitler spricht zu 800 Vertretern der deutschen Wirtschaft », ibid. 10 décembre 1927 (#285).

35. NSDAP HA, 70/1516, rapport de police sur le Landesparteitag du NSDAP à Stuttgart, 7 et 8 mai 1927. Hitler assure à ses partisans qu'il n'a pas l'intention de demander une aide financière à l'industrie ; le mouvement connaît trop bien ces « gros bonnets » (*Herrschaften*) pour se mêler à eux. *« Nous sommes tout aussi opposés aux objectifs politiques des hommes de l'industrie »*, aurait-il déclaré dans un rapport de police, *« que nous le sommes à ceux des marxistes ».*
36. Voir Joachim *Petzold, Die Demagogie des Hitlerfaschismus* (Francfort, 1983), pp. 256 sq.
37. « Aus der Bewegung. Erklärung », *VB*, 19 avril 1928 (#91).
38. Orlow, *History*, I, pp. 117 sq. Kele, *Nazis and Workers*, p. 126.
39. Horn, Führerideologie und Parteiorganisation, pp. 254 sq.
40. « Program des F. K. », joint à une lettre, Reusch à Ludwig Endres, 20 octobre 1929, concernant la politique du *Fränkischer de Nuremberg* : GHH, 4001012007/15.
41. Témoignage de Wilhelm Keppler à Nuremberg, 18 août 1947, NA, RG 238, affaire 5, vol. 17a, p. 5593.

Chapitre III, section 1 : La Grande Coalition cède la place au régime présidentiel

1. Voir Timm, *Die deutsche Sozialpolitik und der Bruch der großen Koalition*, pp. 149-207 ; Werner Conze, « Die politischen Entscheidungen in Deutschland 1929-1933 », chez Conze et Hans Raupach (éds.), *Die Staats- und Wirtschaftskrise des Deutschen Reichs 1929/33* (Stuttgart, 1967), p. 207 ; Maurer, *Reichsfinanzen* ; Martin Vogt, « Die Stellung der Koalitionsparteien zur Finanzpolitik 1928-1930 », chez Mommsen et al. (éds.), *Industrielles System*, pp. 439-62 ; Weisbrod, *Schwerindustrie*, pp. 457-77 ; idem, « Economic power and political stability reconsidered », pp. 260 sq. ; idem, « The Crisis of German Unemployment Insurance in 1928/1929 and its Political Repercussions », chez Wolfgang J. Mommsen (éd.), *The Emergence of the Welfare State in Britain and Germany* (Londres, 1981), pp. 188-204.
2. Voir, par exemple, Paul Reusch à Erich von Gilsa, 25 mars 1930 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, p. 97.
3. Dans ses mémoires, Paul Moldenhauer, ministre des finances du DVP dans le cabinet Müller, écrit que l'aile droite de l'opposition de la délégation du parti comptait rarement plus de quinze personnes. Il fixait à huit le nombre d'opposants purs et durs, parmi lesquels il comptait cinq députés liés à l'industrie de la Ruhr : ibid, I, p. 99.
4. Voir Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 33 sqq. ; Maurer, *Reichsfinanzen*, pp. 113 sqq. ; Martin Vogt (éd.), *Akten der Reichskanzei. Weimarer Republik. Das Kabinett Müller II*, 2 vols. (Boppard, 1970), II, pp. 1429 sqq.

5. Voir l'extrait de ses mémoires cité au point 3, ci-dessus.
6. Cité dans Maurer, *Reichsfinanzen*, p. 137. Voir aussi Ursula Hüllbüsch, « Die deutschen Gewerkschaften in der Weltwirtschaftskrise », chez Conze and Raupach (éds.), *Die Staats- und Wirtschaftskrise*, pp. 143-45.
7. Bracher, *Auflösung*, p. 303. Voir aussi Timm, *Bruch*, p. 201.
8. Voir Volker Berghahn, « Das Volksbegehren gegen den Young-Plan und die Ursprünge des Präsidialregimes, 1928-1930 », chez Dirk Stegmann et al. (éds.), *Industrielle Gesellschaft*, p. 445.
9. Reusch à Gilsa, 25 octobre et 9 novembre 1929 : GHH, 400101293/4.
10. Voir le mémorandum sur une conversation avec Luther le 9 mars 1930, par Walther Jänecke, éditeur du *Hannoverscher Kurier* et figure importante du DVP, dans Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 78-82.
11. Voir Maurer, *Reichsfinanzen*, pp. 121-28 ; Thilo Vogelsang, *Reichswehr, Staat und NSDAP* (Stuttgart, 1962), pp. 65 sqq. ; Edward W. Bennett, *German Rearmamend and the West, 1932-1933* (Princeton, 1979), pp. 22-47.
12. Maurer, *Reichsfinanzen,* p. 117. Sur les spéculations de la droite concernant l'article 48, voir Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 11, 23.
13. Maurer, *Reichsfinanzen*, p. 124.
14. Ibid., p. 134 ; Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 87 sq., Gilsa à Reusch, 18 mars 1930.
15. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1930), pp. 305 sq.
16. Sur cette législation, voir *SEG* 71 (1930) : 110-12.
17. Sur ce verdict d'arbitrage dit d'Oeynhausen, voir Preller, *Sozialpolitik*, p. 409 ; Hartwich, *Arbeitsmarkt, Verbände und Staat*, p. 162.
18. Voir l'article de Ludwig Grauert, directeur exécutif de l'association patronale des producteurs de fer et d'acier de la Ruhr : « Der Oeynhausener Schiedsspruch », *Stahl und Eisen*, 26 juin 1930 (Jg. 50, Nr. 26), pp. 913-15.
19. Voir Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, p. 70 ; Vogt (éd.), *Kabinett Müller II*, II, p. 1517. Bernd Weisbrod mistakes this for a call for use of Article 48 : *Schwerindustrie*, p. 474.
20. Neebe, *Grossindustrie*, p. 67.
21. Gilsa à Reusch, 17 juillet 1930 : GHH, 4001011293/4.
22. Sur ce point, voir Wengst, « Unternehmerverbände und Gewerkschaften », pp. 99-119 ; Neebe, *Grossindustrie*, pp. 67-72. Parmi ceux qui regrettent la rupture avec le SPD, Albert Vögler, de United Steel, l'exprime dans une lettre du 16 juillet 1930 à Fritz Klein, rédacteur en chef de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* : KP.
23. Pour la suite, voir Leopold, *Hugenberg*, pp. 73-80 ; Friedrich Freiherr Hiller von Gaertringen, « Die Deutschnationale Volkspartei », chez Erich Matthias et Rudolf Morsey (éds.), *Das Ende der Parteien 1933* (Düsseldorf, 1960), pp. 544-53.
24. Ibid.
25. Andreas Dorpalen, Hindenburg and the Weimar Republic (Princeton, 1964), pp. 168 sqq.

26. Blank à Reusch, 23 juillet 1930: GHH, 4001012024/7. Dans cette lettre, Blank, l'agent de Reusch à Berlin, rendait compte des recommandations faites dans ce sens par Roland Brauweiler, de la ligue des employeurs industriels (VDAV), au ministre du Travail Adam Stegerwald, et des installations de Blank qui, le lendemain, se joignait à un autre fonctionnaire de la VDAV pour recommander au général Schleicher une démarche similaire.
27. Heinrich Brüning, *Memoiren 1918-1934* (Stuttgart, 1970), pp. 181 sq.
28. Erasmus Jonas, *Die Volkskonservativen 1928-1933* (Düsseldorf, 1965).
29. Voir, par exemple, la lettre de Gottfried von Dryander, un transfuge du DNVP au KVP, à Reusch, non datée mais reçue le 3 septembre 1930, et la réponse de Reusch du 4 septembre : GHH, 400101293/1.
30. Le plus important d'entre eux est Jakob Wilhelm Reichert, directeur exécutif de l'association des producteurs de fer et d'acier (VDESI) et ancien député du DNVP au Reichstag, qui non seulement s'est porté candidat pour le KVP mais a également été président de la commission des finances du nouveau parti : appel de fonds imprimé, 20 août 1930 : GHH, 400101293/10. À la demande d'Ernst Poensgen, président de l'association patronale des producteurs de fer et d'acier de la Ruhr (Arbeitnordwest), le directeur exécutif de cette association, Ludwig Grauert, s'est présenté comme candidat du KVP ; voir l'interrogatoire de Grauert à Nuremberg, 23 août 1946 : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès. De même, Heinrich Gattineau, alors assistant de Carl Duisberg, président du conseil d'administration d'IG Farben et également du Reichsverband industriel, s'est présenté comme candidat du KVP au Reichstag : témoignage de Gattineau le 24 avril 1948, au procès Farben à Nuremberg : ibid, affaire 6, vol. 34a, pp. 12400 sq.
31. Ludwig Grauert (voir note précédente) a estimé plus tard que sa campagne pour le KVP avait coûté 380 000 marks et qu'environ 300 000 provenaient de sources industrielles : témoignage de Grauert lors du procès de dé-nazification de Fritz Thyssen HHSA, Spruchkammerverfahren gegen Dr. Fritz Thyssen in Königstein, Obertaunus, 1948, Verhandlungsprotokolle, 24 août 1948 ; interrogatoire de Grauert à Nuremberg, 23 août 1946, NA, RG 238, Pre-Trial Interrogations. Voir également la déclaration sous serment du 19 février 1948 de Martin Blank, agent berlinois de Reusch, pour le procès Krupp à Nuremberg : ibid, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow II, doc. 80. Gottfried Treviranus, du KVP, a estimé plus tard que seul un quart environ de ses fonds était constitué de subventions telles que celles provenant des entreprises : Jonas, *Volkskonservativen*, p. 138. Cependant, Treviranus n'avait probablement pas connaissance des finances des partis au niveau local, auxquelles Grauert a fait référence dans son témoignage.
32. Ce qui suit est basé sur l'importante documentation contenue dans le dossier Reusch, en particulier la correspondance entre Reusch et Blank : GHH, 4001012024/7. Voir aussi Turner, « *Ruhrlade* », pp. 209-11 ; Larry Eugene Jones, « 'The Dying Middle' », *CEH* 5 (1972) : 44-53.

33. Ibid.
34. Blank à Springorum, 29 juillet 1930 : GHH, 4001012024/7.

Chapitre III, section 2 : Les moyens de la percée nationale-socialiste

1. Voir l'article du quotidien communiste de Berlin, Welt am Abend, du 22 juillet (#168), réimprimé dans *Geschäftliche Mitteilungen für die Mitglieder des Reichsverbandes der Deutschen Industrie*, 5 août 1930 (Jg. 12, Nr. 19), p. 171. Pour un point de vue libéral, voir « Bemerkungen », *Frankfurter Zeitung*, 20 août 1930 (#617). Les opinions du ministre-président bavarois Heinrich Held ont été rapportées par l'envoyé du Württemberg à Munich : Wolfgang Benz (éd.), *Politik in Bayern, 1919-1933* (Stuttgart, 1971), p. 238. Pour l'analyse du chargé américain, voir *Foreign Relations of the United States*, 1930, vol. III, p. 84.
2. Kurt Hiller, « Warnung vor Koalitionen », *Die Weltbühne*, 23 septembre 1930 (Jg. 26, Nr. 39).
3. Cité dans *Internationale Presse-Korrespondenz*, 16 septembre 1930, p. 1940.
4. « Eine Erklärung Kirdorf's », *Berliner Lokal-Anzeiger*, 23 août 1930 (#397).
5. Berghahn, « Volksbegehren gegen den Young-Plan », pp. 444 sq.
6. Timm, *Die deutsche Sozialpolitik und der Bruch der grossen Koalition*, pp. 138 sq.
7. Kühnl, *Linke*, pp. 292-97.
8. Kele, *Nazis and Workers*, p. 143.
9. Feder, « Nationalsozialismus und Privateigentum », *VB*, 27 août 1930 (#203).
10. Cité dans David A. Hackett, « The Nazi Party in the Reichstag Election of 1930 », (diss., Université du Wisconsin, 1971), pp. 282 sq.
11. Ibid., p. 286.
12. Voir, par exemple, « Sozialismus in Theorie und Praxis », *VB*, 24 juillet 1930 (#174).
13. Kele, *Nazis and Workers*, pp. 161 sq.
14. Georg Schröder, « Das nationalsozialistische Wirtschaftsprogramm », *Der Arbeitgeber*, 15 juillet 1930 (Jg. 20, Nr. 14), pp. 404-06.
15. « Falschmeldungen über die Beteiligung des Reichsverbandes der Deutschen Industrie am Wahlkampf », *Geschäftliche Mitteilungen für die Mitglieder des Reichsverbandes der Deutschen Industrie*, 5 août 1930 (#19), p. 171.
16. « Industrie und Reichstagswahlen », ibid., 25 août 1930 (#21), p. 187. Cette déclaration avait été communiquée à la presse une semaine auparavant, selon un préambule annexé.
17. Martin Blank à Reusch, 28 août 1930 : GHH, 4001012024/7.
18. Ibid., Blank à Springorum, 29 juillet 1930 : cf. chapitre III, section 1.
19. Lettre du 13 septembre 1930, citée dans Hackett, « The Nazi Party in the Reichstag Election of 1930 », pp. 274 sq.
20. « Finanzierung der NSDAP », rapport du ministre prussien de l'Intérieur, présenté au ministère des Affaires étrangères le 16 septembre 1930 : NA, RG

242, Microcopie T-120, 4763/192210-15. Voir également le rapport de l'Oberpräsident de la Province de Westphalie à l'Oberpräsident de la Province de Rhénanie, 15 octobre 1930 : LHAK, 403/16733, BI. 297. L'Oberpräsident de Westphalie rapporte, entre autres, qu'un de ses agents a eu accès aux dossiers du Bergbauverein, l'organisation des exploitants de charbon bitumineux, et a établi qu'elle n'avait pas versé d'argent au NSDAP. Il en va de même, selon lui, pour la branche nord-ouest de l'Allemagne du Verein Deutscher Eisen und Stahlindustrieller.

21. Voir le rapport du Polizeipräsident de Cologne au Regierungspräsident de Cologne, 23 janvier 1931 : LHAK, 403/16740.
22. Ces aspects du National-Socialisme n'ont pas encore été entièrement cartographiés et analysés. Ils sont mieux appréhendés à travers les chroniques des unités locales du parti publiées pendant le Troisième Reich, par exemple : Franz Buchner, *Kamerad ! Halt aus ! Aus der Geschichte des Kreises Starnberg der NSDAP* (Munich, 1938). Sur les tracts gratuits, voir Thomas Schnabel, « Die NSDAP in Württemberg 1928-1933 », dans idem (éd.), *Die Machtergreifung in Südwestdeutschland* (Stuttgart, 1982), p. 55.
23. Voir, par exemple, « Hitlers Privatarmee », *Kölnische Volkszeitung*, 18 mars 1932 (#78), dans lequel l'auteur estime que le maintien des SA coûtait entre 200 000 et 250 000 marks par jour.
24. Voir Conan Fischer, *Stormtroopers* (Londres, 1983), pp. 110-42, et William Sheridan Allen, *The Nazi Seizure of Power*, éd. rév. (New York, 1984), p. 79. Voir également Richard Bessel, *Political Violence and the Rise of Nazism* (New Haven et Londres, 1984), pp. 54-57.
25. Adolf Dresler, *Das Braune Haus und die Verwaltungsgebäude der Reichsleitung der NSDAP*, 3e éd. (Munich, 1939), pp. 51 sq. ; Julius Karl von Engelbrechten, *Eine braune Armee entsteht* (Munich et Berlin, 1937), p. 95. Voir aussi NSDAP HA, 73/1549.
26. Voir la publicité pour les lames de rasoir dans *VB*, 6-7 octobre 1929 (#232). Concernant la margarine, voir NA, RG 242, Microcopie T-81, 91/105161, Unité SA Hesse-Kassel-Nord à tous les Dienststellen, 1er septembre 1932 ; également Fischer, *Stormtroopers*, p. 114.
27. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 61 sq. ; Fischer, *Stormtroopers*, pp. 128 sq.
28. Ordre SA du 27 février 1930 : NSDAP HA, 89/1849.
29. Heinrich Bennecke, *Hitler und die SA* (Munich, 1962), p. 204. Aussi NA, RG 242, Microcopie T-81, 91/105070, SA Chef de groupe Ouest au Chef des écuries, 21 septembre 1932.
30. Voir, par exemple, la lettre de Carl Raegener, directeur général de Kameradschaft-Zigaretten-Speditionsgesellschaft m.b.H., au Gauleiter Weimrich de Hessen-Nassau-Nord, le 17 août 1932, dans laquelle Raegener proteste contre l'obstruction coercitive des ventes de cigarettes de sa société :

NA, RG 242, T-81, 91/105147 sq. Sur la société, voir l'annonce de la Bezirksleitung nationale-socialiste de Gera du 20 mai 1932 : ibid. 91/105151.

31. Oren James Hale, « Adolf Hitler : Taxpayer », *AHR* 60 (1955): 837.
32. « Finanzierung der NSDAP » (voir n. 20) ; Hans-Georg Rham, « 'Der Angriff' 1927-1930 » (diss., Université de Berlin, 1938), p. 223. Contrairement à l'entreprise réussie de Goebbels à Berlin, la tentative du Gauleiter Rober Ley de créer un organe du parti à Cologne s'est avérée être un fiasco financier : Friedrich Christian Prinz zu Schaumburg-Lippe, ... *Verdammte Pflicht und Schuldigkeit.... Weg und Erlebnis, 1914-1933* (Leoni am Starnberger See, 1966), pp. 171 sq., 249 ; également la documentation dans NSDAP HA, 56/1358a.
33. Voir par exemple, Franz Josef Heyen, *Nationalsozialismus im Alltag* (Boppard, 1967), pp. 33 sqq.
34. Voir les comptes rendus dans l'étude classique du national-socialisme des petites villes : Allen, *Nazi Seizure*.
35. La police politique prussienne, qui surveillait attentivement les rassemblements des Nationaux-Socialistes, a fait cette observation ; voir, par exemple, Die Nationalsozialistische Deutsche Arbeitpartei. Referentendenkschrift, mai 1930 : LHAK, 403/16742.
36. Ces chiffres proviennent, respectivement, de Gerhard Bry, *Wages in Germany, 1871-1945* (Princeton, 1960), p. 381 ; Statistiches Reichsamt, *Deutsche Wirtschaftskunde* (Berlin, 1933), p. 291 ; *VB*, 27 septembre 1930 (#230), publicité de Knagge & Peitz, magasin d'ameublement pour hommes à Munich ; *VB*, 25 septembre 1930 (#228), publicité de Horn, un grand magasin de Munich.
37. Walter Oehme et Kurt Caro, *Kommt 'Das Dritte Reich' ?* (Berlin, 1931), p. 92.
38. Report of the Polizeipräsident, Essen, à la présidence du gouvernement, Düsseldorf, 28 novembre 1930 : HSAD, Gouvernement de Düsseldorf, 30653.
39. Buchner, *Kamerad ! Halt aus !*, p. 398.
40. « Finanzierung der NSDAP » (voir n. 20, ci-dessus).
41. Hackett, « The Nazi Party in the Reichstag Election of 1930 », pp. 295 sq. Voir également, *Nazi Seizure*, pp. 80 sq.
42. Tyrell (éd.), *Führer befiehl…*, pp. 257-61.
43. Jeremy Noakes, *The Nazi Party in Lower Saxony 1921-1933* (Londres, 1971), pp. 142 sqq.
44. « Finanzierung der NSDAP » (voir n. 20, ci-dessus).
45. Pour la documentation sur ce point, voir Horst Matzerath et Henry A. Turner, Jr, « Die Selbsfinanzierung der NSDAP », *G & G* 3 (1977) : 59-92.
46. Pour un exemple, voir l'avertissement de Rudolf Heß à l'Ortsgruppe Nürnberg le 26 juillet 1926, selon lequel Hitler refuserait de s'y exprimer si l'organisation locale ne payait pas au siège national sa part des cotisations passées : maintenant au BAK, ce document a été utilisé alors qu'il se trouvait encore au BDC, Sammlung Schumacher 199b.
47. Voir le rapport de l'Oberpräsident du Rheinprovinz au ministre prussien de l'Intérieur, 15 décembre 1930 : LHAK, 403/16733.

48. Sur ce point, voir Matzerath et Turner, « Selbstfinazierung ».
49. Voir la proclamation officielle de Hitler : « Aufruf ! » *VB*, 9-10 février 1930 (#35).
50. Hackett, « The Nazi Party in the Reichstag Election of 1930 », pp. 162-64. Après l'élection, l'accord d'assurance est transformé en un accord de bienfaisance qui libère le parti de ses obligations envers les membres qui contribuent à ce qui est connu sous le nom de SA-Hilfskasse.
51. Voir les Rundschreiben du Gau Westfalen, 27 octobre 1930 : SAM, Regierung Münster, Abt. VII, Nr. 67, Bd. 1 ; également l'extrait de l'accord financier entre le Gau et la SA locale, 19 novembre 1930 : ibid.
52. Voir Polizeidirektion München au Reichskommissar für Überwachung der öffentlichen Ordnung, 28 septembre 1928 : BAK, R 43 I/2252, BI. 259 (verso). Dans ce cas, ceux qui adhéraient à un tel cercle s'engageaient à payer cinquante pfenigs par mois en plus de leur cotisation.
53. Geoffrey Pridham, *Hitler's Rise to Power* (New York, 1973), p. 99 ; Böhnke, *NSDAP im Ruhrgebiet*, p. 147 ; Oehme and Caro, *Kommt 'Das Dritte Reich'?*, p. 22.
54. Wolfgang Schäfer, *NSDAP, Entwicklung und Struktur der Staatspartei des Driten Reiches* (Hanovre et Francfort, 1957), p. 17.
55. « Die NSDAP erwirbt ein Parteihaus! » *VB*, 25-26 mai 1930 (#123).
56. Voir le discours du trésorier Schwarz au congrès du parti de 1935, le 13 septembre 1935 ; copie utilisée à la BDC, Collection non biographique, Ordner 266 (maintenant située à la BAK).
57. « Die NSDAP erwirbt ein Parteihaus! » *VB*, 25-26 mai 1930 (#123).
58. « Parteihaus-Sonderumlage », *VB*, 22-23 juin 1930 (#147).
59. Sur ce point, voir Matzerath et Turner, « Selbstfinanzierung ».
60. Les numéros de parti attribués aux membres du NSDAP atteignaient 293 000 au moment de l'élection de 1930, mais ce chiffre ne tient pas compte des adhésions devenues caduques. Les Nationaux-Socialistes eux-mêmes utilisaient le chiffre probablement plus réaliste de 200 000 membres pour des raisons internes à la mi-septembre 1930 : Hackett, « The Nazi Party in the Election of 1930 », p. 137. Les dépenses du SPD pour la campagne ont été enregistrées dans SPD, *Jahrbuch der Deutschen Sozialdemokratie für das Jahr 1930* (Berlin, 1931), p. 209.
61. Matzerath et Turner, « Selbstfinanzierung », p. 67.
62. Cette extrapolation très approximative suppose que le NSDAP comptait en moyenne 250 000 membres en septembre, octobre et novembre 1930. À la fin de l'année, les numéros de parti attribués aux membres avaient atteint 389 000, mais ce chiffre exagère certainement le nombre d'adhérents pour les raisons mentionnées au n. 60. Le revenu du SPD au niveau du Bezirk, qui correspondait approximativement à celui du Gau du NSDAP, s'élevait à 12 846 337,94 marks en 1930 : SPD, *Jahrbuch.... 1930*, p. 196.
63. Rapport du trésorier, 18 septembre 1931, dans NSSAO, Erw. C1, DNVP, Bd. 23.

64. Une exception documentée a pris la forme d'une subvention de 30 000 marks accordée par le syndicat de droite des employés du commerce de détail pour soutenir la candidature d'un de ses employés qui s'est présenté sur le liste nationale-socialiste : Krebs, *Tendenzen*, p. 144.

Chapitre III, section 3 : Un « long jeu de devinettes » commence

1. Karl Erich Born, *Die deutsche Bankenkrise 1931* (Munich, 1967), pp. 57 sq. ; Rolf Lüke, *Von der Stabilisierung bis zur Krise* (Zurich, 1958), pp. 262 sq. ; Borchardt, *Wachstum*, p. 168. Voir aussi les données dans Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1930), pp. 324 sq.
2. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1930), p. 321.
3. Josef Winschuh, « Sozialpolitik und Nationalsozialismus », *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, 25 septembre 1930 (#39), pp. 911-13. Cette publication était l'organe officiel de l'organisation nationale des chambres de commerce et d'industrie, le Deutscher Industrie- und Handelstag.
4. Carl Landauer, « Das nationalsozialistische Wirtschaftsprogramm », *Der deutsche Volkswirt*, 26 septembre 1930 (#52), pp. 1764-68.
5. « Erwerbslosenwahl 1930 », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 19 septembre 1930 (#38), pp. 1233 sq.
6. Hansa-Bund, *Geschäftsbericht 1930* (Berlin, n. d.), p. 7.
7. Gilsa à Reusch, 15 septembre 1930 : GHH, 400101293/4.
8. Voir le mémorandum du secrétaire de Brüning, Hermann Pünder, du 15 septembre 1930 : BAK, R 43 I/1308, Bl. 597-99.
9. Ibid. ; également Papen à Schleicher, 24 septembre 1930 : BA/MA, Schleider Papers, N 42/80.
10. Neebe, *Grossindustrie*, pp. 81 sq.
11. Ibid., p. 76.
12. Wengst, « Unternehmerverbände und Gewerkschaften », pp. 109-15 ; Reinhard Neebe, « Unternehmerverbände und Gewerkschaften in den Jahren der grossen Krise 1929-33 », *G & G* 9 (1983): 315 sq.
13. Les opinions non atypiques de Paul Reusch sont apparues dans un article intitulé « Alle Mann an Deck ! » que le rédacteur d'un journal contrôlé par sa société, le *Schwäbischer Merkur*, a écrit sur son ordre ; voir les instructions de Reusch au rédacteur : Reusch à Dörge, 15 septembre 1930 : GHH, 4001012007/12 ; voir aussi la lettre de Reusch à Otto Weinlig, 5 septembre 1930, in Maurer et Wengst (éds.) *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 377 sq. Voir aussi les notes du secrétaire de Brüning sur la rencontre du Chancelier avec Albert Vögler, directeur général de United Steel Works, le 18 novembre : Hermann Pünder, *Politik in der Reichskanzlei* (Stuttgart, 1961), p. 75.
14. Karl Haniel à Paul Reusch, 16 octobre 1930 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 419-21.

15. Pour les opinions de Brüning et de son cabinet, voir Michael Grübler, *Die Spitzenverbände der Wirtschaft und das erste Kabinett Brüning* (Düsseldorf, 1982), p. 219. Cet ouvrage utile m'est parvenu trop tard pour que ses conclusions puissent être pleinement intégrées à cette étude. Pour les opinions d'autres modérés de droite, voir Bracher, *Auflösung*, p. 372 ; Martin Schumacher, *Mittelstandsfront und Republik, 1919-1933* (Düsseldorf, 1972), p. 163 sq. Voir aussi Hans von Lindeiner-Wildau à Martin Blank, 1er octobre 1930 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 402 sq.
16. Dans la soirée du 18 novembre, Albert Vögler, de la United Steel Works, rendit visite à Brüning et lui dit que huit banquiers et industriels de premier plan avaient cherché en vain, pendant huit heures, à amener Hugenberg à soutenir le cabinet, au motif qu'une telle mesure était nécessaire et urgente pour endiguer le flux de capitaux étrangers hors du pays : Pünder, *Politik in der Reichskanzlei*, p. 75.
17. Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, p. 431, n. 1.
18. Goebbels, « Das Wirtschaftsprogramm », *Der Angriff*, 12 octobre 1930 (#82).
19. Frick, *Nationalsozialisten im Reichstag*, pp. 93 sq., 122 sq. Des projets de loi similaires ont été introduits par des délégations national-socialistes dans des parlements d'État : Hans-Willi Schondelmaier, « Die NSDAP im Badischen Landtag 1929-1933 », chez Schnabel (éd.), *Machtergreifung in Südwestdeutschland*, p. 93.
20. Voir le numéro du 16 octobre 1930 (n° 246). Contrairement à une histoire souvent répétée, les Nationaux-Socialistes n'ont pas retiré ces projets de loi, et les communistes ne les ont pas réintroduits et n'ont pas manipulé les Nationaux-Socialistes pour qu'ils votent contre leurs propres propositions ; voir Gerhard Granier, *Magnus von Levetzow* (Boppard, 1982), p. 280 sq., n. 2.
21. Magnus von Levetzow à Beno Freiherr von Herman, 4 novembre 1930 : Granier, *Levetzow*, p. 285.
22. Article intitulé « Hitlerfreund », cité dans « Krach zwischen Schwerindustrie und Naziführern », *Dortmunder Generalanzeiger*, 22 octobere 1930 (#291).
23. « Die Flut der Agitationsanträge », numéro du 16 octobre 1930 (#484). Voir aussi la protestation similaire dans le journal financier *Berliner Börsen-Zeitung* du 11 novembre 1930 (#527), citée dans Klaus Wernecke et Peter Heller, *Der vergessene Führer. Alfred Hugenberg* (Hambourg, 1982), p. 161.
24. Voir le résumé d'une conversation d'un haut fonctionnaire prussien avec un banquier berlinois dans le rapport de l'Oberpräsident de la province de Saxe au ministre de l'Intérieur prussien, 20 octobre 1930 : LHAK, Koblenz, 403/16733.
25. Voir Hartwich, Arbeitsmarkt, *Verbände und Staat*, pp. 169-75.
26. « Nationalsozialisten zum Metallarbeiterstreik », *Frankfurter Zeitung*, 9 novembre 1930 (#837).
27. « NSDAP, solidarisch mit den Metallarbeitern », *VB*, 17 octobre 1930 (#247) ; « Der Metallarbeiterstreik als Protest gegen die Tributpolitik der Wirtschaft », ibid., 5 novembre 1930 (#263).
28. « Wenn Herr Goebbels Innenminister wird », 6 novembre 1930 (#828).

29. « Der Metallarbeiterstreik als Protest gegen die Tributpolitik der Wirtschaft », *VB*, 5 novembre 1930 (#263). J'ai traduit *die Wirtschaft* ici par « grande entreprise » alors que Hitler l'a clairement utilisé dans ce sens, bien que cette traduction masque l'ambiguïté de ses propos.
30. « Hitler zwischen Arbeitern und Unternehmern », *FZ*, 6 novembre 1930 (#828). Hitler a de nouveau invoqué l'effet multiplicateur un an plus tard dans une interview avec un journaliste du *New York Herald Trubine* : « Les dettes privées seront la priorité si Hitler est au pouvoir », édition du 5 décembre 1931.
31. Granier, *Levetzow*, pp. 145-49. Le projet échoue au cours de l'année 1931 en raison de la découverte de l'appartenance de Cuno au Rotary Club, qui soutient le traité de Versailles, et en raison des soupçons sur ses liens, en tant que catholique, avec le Parti du Centre et le Parti populaire bavarois : ibid., pp. 162, 167-70. Cuno meurt, oublié de la politique, le 5 janvier 1933.
32. Sur ce point, voir Granier, Levetzow, esp. Pp. 276-78, Lettre de Levetzow à Beno Freiherr von Herman, 3 octobre 1930, et l'extrait de la lettre de Levetzow à Prinz Heinrich XXXIII. Reuss du 23 octobre 1930, in n. 7, p. 278. Cf. Holger H. Herwig, « From Kaiser to Führer : The Political Road of a German Admiral, 1923-33 », *JCH* 9 (1974): 112-13.
33. Jochmann (éd.), *Im Kampf um die Macht*.
34. Ibid., p. 38 ; Ursula Büttner, *Hamburg in der Staats- und Wirtschaftskrise 1928-31* (Hambourg, 1982), p. 419. La controverse qui en a résulté au sein du club s'est poursuivie jusqu'à la fin du mois de décembre, lorsque certains membres ont menacé de démissionner afin d'exprimer leur mécontentement : « Hitlers Hamburger Gastspiel », *Vossiche Zeitung*, 30 décembre 1930 (#310).
35. Voir le résumé, par un auteur anonyme qui était présent, dans Jochmann (éd.), *Nationalsozialismus und Revolution*, pp. 309-14 ; cf. le compte rendu dans un rapport de Kohlbach, un fonctionnaire du Stahlhelm Landesamt Nordmark, au Bundesamt de cette organisation, le 4 décembre 1930 : ZAP, Stahlhelm, 25. Sur les préparatifs du discours de Cuno, voir sa lettre à Fritz Klein de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 29 novembre 1930 (#889).
36. Jochmann (éd.), *Nationalsozialismus und Revolution*, p. 313. Rudolf Blohm, le constructeur naval, a raconté à l'historien Alfred Vagts qu'il avait entendu Hitler parler à Hambourg, probablement à l'occasion de son discours devant le National Club. Vagts a écrit plus tard à cet auteur : *« D'après Blohm, un certain nombre de personnes dans l'auditoire se sont laissées entraîner au cours de la conférence. Mais la plupart d'entre eux se sont rétablis, peu ou prou. C'était, selon ses propres termes, ... comme s'ils avaient repris leur résistance à la vente.... ».* (Vagts à HAT, 8 septembre 1972).
37. Büttner, *Hamburg*, pp. 419, 642, n. 113.
38. Des rapports de presse ultérieurs situent la réunion en novembre : « Nationalsozialistische Werbung um die Schwerindustrie », *Frankfurter Zeitung*, 24 janvier 1931 (#64). Cela semble confirmé par la date du rapport sur la réaction d'Ernst Poensgen, cité au point 40 ci-dessous.

39. Voir la déclaration écrite de Wilhelm Tengelmann de 1945 : NA, RG 238, NI-635.
40. Peu après le rassemblement, Poensgen a décrit ce qui s'y était passé à Jakob Wilhelm Reichert, directeur de l'organisation nationale des industriels du fer et de l'acier (VDESI), qui a enregistré le rapport de Poensgen dans une lettre adressée à Max Schlenker, directeur du Langnamverein, le 4 décembre 1930 : BAK, R13 I/602. Après la guerre, depuis son exil en Suisse, Poensgen se souvient de la réunion chez Kirdorf, estimant le nombre de personnes présentes à une trentaine, mais sans en nommer aucune : « Hitler und die Ruhrindriellen. Ein Rückblick », NA, RG 238, affaire 10, Documentenbuch Bülow I. Des rumeurs selon lesquelles Hitler aurait fait une « forte impression » parmi les industriels de la Ruhr ont conduit Ludwig Kastl, directeur du Reichsverband industriel, à soupçonner que le chef national-socialiste était à l'origine de la menace de la part des dirigeants de la principale organisation des industriels du charbon de la Ruhr, le Bergbauverein, de faire sécession du Reichsverband ; voir la lettre de Reichert à Schlenker du 4 décembre 1930, citée plus haut. Cette menace provenait, cependant, d'un mécontentement de longue date dans les cercles houillers de la Ruhr à l'égard des politiques modérées et conciliantes du Reichsverband ainsi que de ce qu'ils considéraient comme leur représentation inadéquate dans ses conseils. La menace ne représentait, en tout état de cause, rien de plus qu'un bluff puisque ceux qui en étaient à l'origine n'avaient aucune intention sérieuse de faire sécession ; voir les remarques du président du Bergbauverein, Ernst Brandi, au conseil du Fachgruppe Bergbau beim Reichsverband der Deutschen Industrie, le 16 janvier 1931 : BBA, Bestand 15, Bd. 13. Les industriels du fer et de l'acier de la Ruhr font échouer un tel geste en menaçant de retirer les mines qu'ils contrôlent du Bergbauverein si celui-ci adopte une résolution en faveur de la sécession du Reichsverband ; voir Reusch à Blank, 28 janvier 1931 : GHH, 4001012024/8. Les soupçons de Kastl en disent plus sur la détérioration des relations entre le Reichsverband et les exploitants de charbon que sur l'influence de Hitler parmi les industriels de la Ruhr.
41. Sur ce point, voir lettre de Levetzow à Herman, 4 novembre 1930 : Granier, *Levetzow*, pp. 280-85.
42. Blank à Reusch, 23 novembre 1929 : GHH, 4001012024/6.
43. Feder, « Nationalisozialismus und Privateigentum », 27 août 1930 (#203).
44. Feder a pris la parole devant le Reichstag le 4 décembre 1930 : *Verhandlungen*, vol. 444, p. 242-50.
45. Kele, *Nazis and Workers*, p. 179.
46. *Verhandlungen*, vol. 444, pp. 485-91.
47. Ibid., pp. 633-36.
48. « Die Nationalsozialisten fordern eine Aufsichtsrats- und eine Dividendensteuer », 16 décembre 1930 (#298).
49. « Der nationalsozialistische Eigentumsbegriff », ibid.

50. « Führer », *DAZ*, 15 décembre 1930 (#584).
51. Reusch à Edgar J. Jung, 27 décembre 1930, et 2 janvier 1931 : GHH, 400101293/11.
52. Rademacher à Count Kuno von Westrap, 5 janvier 1931 : WP.
53. Discours à la DVP Vereinigung für Handel und Industrie, 18 décembre 1930 : BAK, Dingeldey Papers, 83.
54. « Nationalsozialistische Werbung um die Schwerindustrie », *Frankfurter Zeitung*, 24 janvier 1931 (#64).
55. Wilhelm Steinberg, directeur du Pressestelle Eisen à Düsseldorf, à August Heinrichsbauer, janvier 15, 1931 : IDW, papers of the Wirtschaftsvereinigung Eisen und Stahl, P2154.
56. « Froh, kein Wirtschaftsprogramm zu haben' sagt Herr Staatsminister Frick », 24 janvier 1931 (#64) ; Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1931), p. 29.
57. Une copie de la directive est jointe au carbone de la lettre de Reusch à Hermann Saemann, le 5 février 1931 : GHH, Allgemeine Verwaltung, 4001015/31 ; des copies des lettres adressées à d'autres industriels de premier plan, également datées du 5 février 1931, se trouvent dans le dossier 400101293/11 des Cahiers Reusch, ibid. Dans sa lettre d'accompagnement au sympathisant national-socialiste Fritz Thyssen, Reusch s'écarte de cette formulation et écrit : *« Je vous recommande de soumettre les directives ci-jointes à un examen minutieux. »*
58. Reupke témoignera plus tard que son voyage avait été partiellement subventionné par cinq cents à mille marks que lui avait donnés August Heinrichsbauer, qui servait fréquemment de coursier aux industriels de la Ruhr : Klaus-Peter Hoepke, *Die deutsche Rechte und der italienische Faschismus* (Düsseldorf, 1968), p. 150, n. 60.
59. *Das Wirtschaftssystem des Faschismus* (Berlin, 1930). Voir également son article, « Der Faschismus – warum kein Exportartikel ? » *Der Tag*, 9 septembre 1930 (#215).
60. Heinrich August Winkler, « Unternehmer und Wirtschaftsdemokratie », p. 313. Pour une dénonciation particulièrement cinglante du fascisme italien, voir le pamphlet de Hugo Kanter, Syndikus de la chambre de commerce de Braunschweig, *Staat und berufsständischer Aufbau* (n.p., 1932). Voir aussi l'extrait de l'appréciation favorable de mai 1930 de Max Schlenker, directeur exécutif du Langnamverein, cité dans Werner Sörgel, *Metallindustrie und Nationalsozialismus* (Francfort-sur-le-Main, 1965), p. 23.
61. Hoepke, Faschismus, p. 181, n. 150 ; *Geschäftilche Mitteilungen für die Mitglieder des Reichsverbandes der Deutschen Industrie*, 21 juin 1930 (#15), p. 150 ; ibid., 10 juillet 1930 (#17), p. 4.
62. Voir l'extrait de la lettre de Vögler à Jakob Herle du Reichsverband dans la lettre de Reupke à Martin Blank, le 1er juillet 1930 : GHH, 4001012024/7. On ne sait pas si la recommandation de Vögler a été suivie d'effet.

63. *Der Nationalsozialismus und die Wirtschaft* (Berlin, 1931). Reupke était suffisamment obscur pour que le rédacteur économique généralement bien informé du *Berliner Tageblatt*, Felix Pinner, s'interroge sur son parcours dans une critique du livre : « Geläuterte Phraseologie ? » 21 février 1931 (n° 89). Il existe une vaste documentation sur Reupke, qui a été exclu du parti en 1934, dans les dossiers de l'Oberstes Parteigericht du BDC.
64. « Nationalsozialismus und Wirtschaft », *Deutsche Führerbriefe*, 10 mars 1931 (#20).
65. « Wirtschaft und Nationalsozialismus », *Ruhr und und Rhein Wirtschaftszeitung*, 6 mars 1931 (#10).
66. Scherer à Kellermann, 9 mai 1931: GHH, Cahiers Kellermann, 40010137/12.
67. « Hans Reupke : Der Nationalsozialismus und die Wirtschaft », 10 mars 1931 (#69).
68. « Jüdisches Allerlei », dans *Berliner Beobachter*, supplément au numéro des 15-16 mars 1931 (#74/75). Le livre de Reupke a été dénoncé comme étant « subordonné à Rome » par des Nationaux-Socialistes de gauche dissidents à Hambourg ; voir Jochmann (éd.), *Nationalsozialismus und Revolution*, p. 340.
69. « Sind wir Faschisten? Ein paar notwendige Bemerkungen », *Arbeitertum*, 1 juillet 1931.
70. Ruprecht Schotte à Hans von und zu Löwenstein, 31 juillet 1931 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schriftwechsel.
71. Une copie dactylographiée du projet de Wagener se trouve dans les archives de la FSGNSH, dossier 916. Il porte le titre « National-Sozialistische Wirtschaftsaufgaben », l'avant-propos est daté du 14 septembre 1930.
72. Blank à Reusch, 19 juin 1931 : GHH, 4001012024/8.
73. Ordre du jour de la réunion de la Ruhrlade du 6 juillet 1931 : ibid, 40010124/14.
74. Blank à Reusch, 19 juin 1931 : ibid., 4001012024/8.
75. Sur les antécédents de Heinrichsbauer, voir Koszyk, *Deutsche Presse*, *1914-1945* pp. 176-78 ; Turner, « Grossunternehmertum und Nationalsozialismus, 1930-1933 », *HZ* 221 (1975): 47-50 ; Neebe, *Grossindustrie*, pp. 117, 250.
76. Voir section 4 de ce chapitre.
77. Blank à Reusch, 19 juin 1931 : GHH, 4001012024/8.
78. Avraham Barkai a supposé que la lettre de Blank faisait référence au projet diffusé par Hierl, mais la citation expresse dans la lettre du titre « nationalsozialistisches Wirtschaftsmanifest » entre guillemets permet d'en douter, puisque le projet de Hierl portait un titre tout à fait différent : Barkai, « Wirtschaftliche Grundanschauungen und Ziele der NSDAP », *JBIDG* 7 (1978) : 355-85.
79. Blank à Reusch, 19 juin 1931 : GHH, 4001012024/8.
80. Dirk Stegmann a accepté sans critique l'affirmation de Heinrichsbauer, telle qu'elle a été rapportée à Reusch par Blank, comme une preuve concluante que « l'aile droite de l'industrie de la Ruhr » pouvait forcer le NSDAP à supprimer

les opinions qui lui déplaisaient : Stegmann, « Zum Verhältnis », p. 416 sqq., 448, n. 240.

81. Voir le contre-projet d'Albert Krebs, également intitulé « Nationalsozialistische Wirtschaftsaufgaben », dans FSGNSH, fichier 913.
82. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 478-81.
83. Sur la rébellion, voir Orlow, *History*, I, pp. 216-19.
84. Voir l'évaluation positive dans « Die Vorgäne im Nationalsozialismus », *Deutsche Führerbriefe*, 10 avril 1931 (#28). D'après l'agent politique de Paul Reusch, Martin Blank, qui a également évalué la répression de la rébellion de manière positive, voire optimiste, August Heinrichsbauer est l'auteur de cet article : GHH, 4001012024/8, Blank à Reusch, 13 avril.
85. Bücher était la source des fonds qui parvenaient à Stennes par l'intermédiaire du vieil ami de l'industriel, Forstrat Georg Escherich ; voir la correspondance de Paul Reusch avec Bücher : GHH, 400101290/5. Sur l'amitié de Bücher avec Escherich, voir Heuss, *Bosch*, p. 557.
86. Voir « Wo steht der Nationalsozialismus ? » *Deutsche Führerbriefe*, 19 juin 1931 (#47). Il semble probable que cet article, comme celui cité au n° 84, ait été écrit par August Heinrichsbauer, puisque tous deux ont été attribués à un « Kenner » du parti national-socialiste. Voir aussi « Wirtschaft und Nationalsozialismus », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 6 mars 1931 (n° 10).
87. Voir, par exemple, le discours de l'ancien Chancelier Wilhelm Cuno de la Hamburg-Amerika shipping line devant le Düsseldorf Industry Club le 17 avril 1931 : « Der Krieg nach dem Kriege. Réminiscences et perspectives politico-économiques » (imprimé sous forme de sténogramme), copy in WWB. Voir aussi « Wirtschaft und Nationalsozialismus », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 6 mars 1931 (#10).
88. Voir n. 86, ci-dessus.
89. Minutes de la réunion de l'Association des sidérurgistes allemands, 3 mai 1933 : BAK, R13 I/17078.

Chapitre III, section 4 : Sympathisants capitalistes et Nationaux-Socialistes subventionnés

1. Sur le passé de Stauss, voir Friedrich Glum, *Zwischen Wissenschaft, Wirtschaft und Politik* (Bonn, 1964), pp. 165, 260 sq. ; Erich Achterberg et Maximilian Müller-Jabusch, *Lebensbilder deutscher Bankiers aus fünf Jahrhunderten*, 2e éd. (Frankfurt am Main, 1963), pp. 255-61 ; Ernst Wilhelm Schmidt, *Männer der Deutschen Bank und der Disconto-Gesellschaft* (Düsseldorf, 1957), p. 120.
2. Döhn, *Politik und Interesse*, p. 360.
3. Granier, *Levetzow*, p. 310.
4. « Löbe Reichstagspräsident », *Berliner Tageblatt*, 16 octobre 1930 (#458) ; « Stauss und Hitler », *Vorwärts*, 18 octobre 1930 (#490) ; Ernst Feder ; *Heute sprach ich mit*, p. 275.

5. « Armer Herr von Strauss! » *Berliner Tageblatt*, 16 octobre 1930 (#489) ; « Der enttäuschte Bankfürst », ibid. 17 octobre 1930 (#491).
6. Richard Kohn à Stauss, 1er novembre 1930 : DWI, dossiers de la Deutsche Bank et de la Disconto-Gesellschaft, fichier A23/4, n° 58.
7. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 455-60.
8. IfZ, ED 60, Aufzeichnungen des Gen. Maj. a.D. Dr. h. c. Otto Wagener, heft 16, p. 1033. Sur le rôle de Stauss au sein du DVP, voir sa lettre à son président, Eduard Dingeldey, du 21 juillet 1932 : BAK, Cahiers Dingeldey, 25.
9. Hans Radandt, « Das Monopolkapital und der deutsche Faschismus », WA, Beiheft 1956, p. 78.
10. Hans Radandt, « '100 Jahre Deutsche Bank'. Eine typische Konzerngeschichte », *JBWG*, 1972, Partie 3, p. 55 ; Karl Erich Born, *Die deutsche Bankenkrise* (Munich, 1967), p. 171.
11. Voir les données biographiques dans le dossier no. 673, papiers du Generalsekretariat, dossiers de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft : DWI, A23/22.
12. Hans Buchner, *Die goldene Internationale* (Munich, 1928), p. 43.
13. Alfred Rosenberg, *Freimauerische Weltpolitik im Lichte der kritischen Forschung* (Munich, 1929), p. 63.
14. Voir le dossier de la police sur Feder : NSDAP HA, 56/1346.
15. Voir le compte-rendu de son discours du 7 décembre 1930, au Conseil économique du Parti populaire bavarois : SEG 71 (1930) : 239-41 ; également son « Die Nation will nicht zugrundegehen », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 25 décembre 1930 (#601).
16. Schacht, *76 Jahre meines Lebens* (Bad Wörishofen, 1953), p. 350 sq. ; Fanny Gräfin von Wilamowitz-Moellendorf, *Carin Göring* (Berlin, 1934), p. 140.
17. Voir l'interrogatoire de Schacht, 20 juillet 1945 : NA, RG 238, 3725-PS.
18. « Hjalmar Schacht beim Kaiser in München », *Das Nationalsozialistische Montagsblatt*, 22 juin 1931 (#18).
19. « Schacht und die Nationalsozialisten », *Berliner Tageblatt*, 3 juillet 1931 (#308).
20. Leopold, *Hugenberg*, p. 59.
21. « Hugenbergs Kampffront », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 10 juillet 1929 (#314).
22. Thyssen a fait part de sa croyance dans les principes corporatistes du national-socialisme lors des entretiens avec le journaliste qui est devenu le nègre de ses prétendues mémoires, *I Paid Hitler* (New York, 1941) : T/RP, sténogramme, feuilles 281, 284 sq., 292, 295 sq.
23. Neebe, *Grossindustrie*, pp. 85 sq.
24. Otto Schmidt-Hannover, *Umdenken oder Anarchie* (Göttingen, 1959), p. 276.
25. Turner, « Fritz Thyssen und 'I paid Hitler' », pp. 238 sq.
26. Schacht, *76 Jahre*, p. 351 ; Wilamowitz-Moellendorf, *Carin Göring*, p. 140.
27. La femme de Thyssen, Amélie, a rejoint le parti bien plus tôt, le 1er mars 1931 : BDC, Parteikanzlei Korrespondenz, Mitgliedschaftsamt, Munich, au Gauschatzmeister des Gaues Essen, Wilhelm Beyer, 24 juin 1940.

28. Udo Kissenkoetter, *Gregor Straßer und die NSDAP* (Stuttgart, 1978), p. 125.
29. Neebe, *Grossindustrie*, pp. 117 sq.
30. Kissenkoetter, *Straßer*, p. 126.
31. Gerhard Schulz, *Aufstieg des Nationalsozialismus* (Francfort, Berlin, Vienne, 1975), pp. 623 sq. ; 873 ; voir aussi la biographie officielle national-socialiste de Funk : Paul Oestreich, *Walther Funk. Ein Leben für die Wirtschaft* (Munich, 1940).
32. Selon la déclaration écrite de Funk du 28 juin 1945, il a rencontré par l'intermédiaire de Heinrichsbauer Paul Schulz, un ami de Straßer, qui l'a ensuite présenté à ce dernier : NA, RG 238, EC-440.
33. Tribunal militaire international, *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international, Nuremberg, 14 novembre 1945-1er octobre 1946*, 42 volumes. (Nuremberg, 1947-49), XIII, p. 82, témoignage de Funk le 4 mai 1946.
34. Lors de l'interrogatoire du 4 juin 1945, Funk a précisé qu'Albert Vögler, directeur général de United Steel Works, et Gustav Knepper, chef de la division des mines de charbon de ce groupe, l'avaient incité à adhérer au NSDAP ; interrogé sur les noms d'autres personnes avec lesquelles il était en contact, Funk a mentionné l'industriel de l'acier de la Ruhr Peter Klöckner ainsi qu'August Diehn et August Rosterg, deux cadres de l'industrie de la potasse, mais il n'a pas précisé que ces hommes l'avaient incité à entrer dans le parti : NA, RG 238, 2828-PS. Interrogé à nouveau un an et demi plus tard, Funk a cité comme membres du groupe qui l'avait encouragé à rejoindre le parti Vögler, Knepper, Fritz Springorum, directeur général de l'aciérie Hoesch dans la Ruhr, et un membre de la famille Tengelmann, probablement le vieux Ernst Tengelmann, directeur général de la société d'extraction de charbon Essener Steinkohlenbergwerke jusqu'à son absorption par la Gelsenkirchener Bergwerks-AG en 1930. Lors de cet interrogatoire ultérieur, Funk a déclaré que Klöckner n'avait pas appartenu au groupe qui l'avait propulsé dans le NSDAP : ibid, Interrogatoires préalables au procès, Funk, 2 décembre 1946.
35. Voir la déclaration écrite de Funk du 28 juin 1945 : NA, RG 238 (documents de Nuremberg) EC-440. Voir également le dossier d'adhésion de Funk : BDC, Parteikanzlei Korrespondenz.
36. Interrogatoire de Funk du 2 décembre 1946 (voir n. 34).
37. Sur l'histoire de Reismann-Grone, voir Lothar Werner, *Der Alldeutsche Verband 1890-1918* (Berlin, 1935), p. 31 ; Kruck, *Alldeutschen Verbandes*, pp. 110 sq. Fritz Pudor, *Nekrologe aus dem rheinisch-westfälischen Industriegebiet, Jahrgang 1939-51* (Düsseldorf, 1955), pp. 174 sq. Kurt Koszyk, *Deutsche Presse*, pp. 170 sq. Selon les registres d'adhésion du NSDAP, Reismann-Grone est devenu membre national-socialiste le 1er janvier 1930, mais il est probable qu'il y soit entré bien plus tard : Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 494, n. 6.
38. Voir l'analyse de la couverture du NSDAP par le journal dans Richard F. Hamilton, *Who Voted for Hitler?* (Princeton, 1982), pp. 162-67.

39. Klaus Werner Schmidt, « Die 'Rheinisch-Westfälische Zeitung' und ihr Verleger Reismann-Grone », *Beiträg zur Geschichte Dortmunds und der Grafschaft Mark* 69 (1974) : 364.
40. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 215-18.
41. Edgar von Schmidt-Pauli, *Die Männer um Hitler* (Berlin, 1932), pp. 120 sq.
42. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 229.
43. Schmidt, « Die 'Rheinisch-Westfälische Zeitung' », p. 357 ; idem, « Rheinisch-Westfälische Zeitung (1883-1944) », dans *Deutsche Zeitungen des 17, bis 20. Jahrhunderts*, ed. par Heinz-Dietrich Fischer (Pullach, 1972), p. 376.
44. Grauert a toujours donné le même récit de cet épisode lors des interrogatoires d'après-guerre : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, 28 septembre 1946, 5 décembre 1946, 15 janvier 1947. Pour le récit de Wagener, voir Turner (ed.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 219.
45. Même pendant la première année du Troisième Reich, le *National-Zeitung* adhère à une ligne déviante sous la direction de Terboven : Koszyk, *Deutsche Presse*, p. 384 sq. Les documents cités par Koszyk n'étayent pas son affirmation selon laquelle Fritz Thyssen aurait subventionné le journal d'Essen.
46. Grauert était un disciple d'Othmar Spann, le théoricien autrichien du corporatisme. Voir Walter Ferber, « Othmar Spann und der Nationalsozialismus », *Civitas. Monatsschrift des schweizerischen Studentenvereins* 15 (1960) : 547-50. Voir aussi les interrogatoires d'après-guerre de Grauert (n. 44, ci-dessus).
47. Interrogatoire de Grauert du 28 septembre 1946 (voir n. 44, ci-dessus).
48. « Nationalsozialistische Werbung um die Schwerindustrie », *Frankfurter Zeitung*, 24 janvier 1931 (#64).
49. Entrevue de Grauert par Fritz Tobias, 3 octobre 1957, qui m'a gentiment envoyé une copie.
50. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 460.
51. Ibid., p. 219.
52. Ibid., p. 220.
53. Sur ce point, voir Turner, « Fritz Thyssen und 'I paid Hitler' ».
54. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 226-29. Ce récit est confirmé par un interrogatoire d'après-guerre de Grauert, qui y figure en bonne place : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Grauert, 28 septembre 1946.
55. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, pp. 40-42 ; NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Heinrichsbauer, 9 et 13 janvier, 20 novembre 1947.
56. Kissenkoetter, *Gregor Straßer*, pp. 125 sq.
57. Ibid., p. 126.
58. Turner, « *Ruhrlade* », p. 216 ; aussi HAD, Personen Konten 1931/33, p. 743.
59. Kissenkoetter, *Gregor Straßer*, p. 126.
60. Sur ce point, voir Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 368 sqq.
61. Ibid., p. 379.

62. NA, RG 238, interrogatoire de Funk du 4 juin 1945, 2828-PS. Des copies du bulletin d'information, *Wirtschaftspolitischer Informationsdienst*, avec lequel Funk a complété le *Wirtschaftspolitischer Pressidienst* national-socialiste, peuvent être trouvées dans NA, RG 242, Microcopie T-81, roll 714.
63. Voir le récit de ses relations avec Max Ilgner et Heinrich Gattineau de l'IG Farben au chapitre V, ci-dessous.
64. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Funk, 2 décembre 1946 ; ibid., 2828-PS, interrogatoire du 4 juin 1945.
65. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 389 sq.
66. Turner, « Fritz Thyssen und 'I paid Hitler' », pp. 236 sq.
67. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 227.
68. Voir le souvenir d'Otto Wagener d'une conversation au cours de laquelle le trésorier du parti, Schwarz, a expliqué ces questions au début des années trente : Turner (ed.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 239 sq. Une déclaration écrite par Schwarz pour le tribunal des crimes de guerre de Nuremberg confirme le récit de Wagener : BDC, Collection non biographique, Ordner 266, déclaration de Schwarz du 15 mai 1945. Dans l'un de ses monologues pendant la Seconde Guerre mondiale, Hitler a décrit l'administration du système de collecte des cotisations du NSDAP d'une manière qui ne laissait aucun doute sur son ignorance de ses subtilités : *Secret Conversations* (1953), p. 268.
69. Oren James Hale, « Adolf Hitler Taxpayer », *AHR* 60 (1955) : 830-42.
70. Turner (éd.), Hitler aus nächster Nähe, p. 240.
71. Voir la déclaration de Schwarz de 1945 citée au point 68 ci-dessus.
72. Funk lui-même a témoigné à Nuremberg que telle était sa compréhension à l'époque : NA, RG 238, 2828-PS, interrogatoire du 4 juin 1945.
73. Hale, « Adolf Hitler : Taxpayer », pp. 833 sq.
74. Ibid., p. 833.
75. Voir le fac-similé de la lettre de Hitler au prince Friedrich Christian de Schaumburg-Lippe, le 7 février 1929, dans les mémoires de ce dernier, *Pflicht und Schuldigkeit*, p. 159.
76. Hale, « Adolf Hitler : Taxpayer », p. 837.
77. NA, RG 238, 2828-PS, interrogatoire de Funk du 4 juin 1945.
78. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 239.
79. Roland V. Layton, « The Völkischer Beobachter, 1920-1933: The National-Socialist Party Newspaper in the Weimar Era », *CEH* 3 (1970): 362.
80. Schirach, *Ich glaubte an Hitler*, p. 112.
81. Ibid., p. 113.
82. *Hitler's Secret Conversations* (New York, 1953), pp. 457 sq.
83. Dietrich, *Zwölf Jahre mit Hitler*, p. 187 ; Schirach, Ich glaubte an Hitler, p. 162 ; Hanfstaengl, *Hitler – The Missing Years*, pp. 153 sq. ; idem, *Zwischen Weissem und Braunem Haus*, pp. 216 sq. Sefton Delmer, *Trail Sinister* (Londres, 1961), p. 143. Selon Delmer, le correspondant de Hearst à Berlin payait à Hitler un dollar par

mot pour les articles qu'il écrivait pour les journaux de Hearst : Delmer à l'auteur, 2 mai 1969.

84. Hanfstaengl, Hitler – The Missing Years, p. 154.
85. *Secret Conversations* (1953), p. 457.
86. LC, Manuscript Division, Adolf Hitler Collection: Facture du Kaiserhof datée du 2 mars 1932 et payée le jour même.
87. Ibid., facture pour le séjour du 1er au 4 septembre 1931, payée le 4.
88. « Adolf Hitler gegen die neuesten Verleumdungen », numéro du 1er août 1931 (#213).
89. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 314.
90. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 43 ; voir aussi l'affidavit de Heinrichsbauer du 3& janvier 1948 : NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Büllow II, #68.
91. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 43.
92. Déclaration de Heinrichsbauer du 9 janvier 1947 : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès. Winnig a raconté ces conférences dans ses mémoires : *Vom Proletariat zum Arbetiertum* (Hambourg, 1933), p. 167. À l'époque, Winnig était éditorialiste pour le *Berliner Börsen-Zeitung* : Wilhelm Ribhegge, *August Winnig* (Bonn, 1973), p. 268.

Chapitre IV, section 1 : Brüning : la désillusion – Le « Front de Harzburg » – Les capitalistes ont peur du dirigeant

1. Le texte imprimé d'un discours prononcé le 1er juillet 1931 devant la Vereinigung von Banken und Bankiers in Rheinland und Westfalen e. V. par un dirigeant de la banque Salomon Oppeheim Jr. and Cie. de Cologne, qui a ensuite été un proche conseiller du Chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer, constitue une expression exceptionnellement complète et claire de l'opinion de la communauté des affaires sur la cause de la dépression et la réponse à y apporter : Robert Pferdmenges, *Die deutsche Wirtschaft – wie sie ist und wie sie sein sollte* (Cologne, sans date). Voir également le discours de Paul Silverberg devant le Hauptausschuss du Reichsverband der Deutschen Industrie, 19 juin 1931 : BAL, Reichverband, 62/10, 5b.
2. Gustav Krupp von Bohlen und Hallbach et al. à Brüning, 30 juillet 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 800-806.
3. Ces recommandations et celles qui sont exposées ci-dessous ont été exprimées dans de nombreuses soumissions au Chancelier. Voir, par exemple, le compte rendu d'une réunion d'un groupe d'industriels avec Brüning le 26 janvier 1931, dans le procès-verbal de la réunion de la Ruhrlade du 2 février 1931, joint à une lettre d'Ernst Poensgen à Krupp von Bohlen du 3 février 1931 : KA, IV E 152 ; également le rapport sur cette même réunion dans la lettre de Martin Blank à Paul Reusch du 31 janvier 1931 : Maurer et Wengst (éd.), *Politik und Wirtschaft*, I, pp. 543 sq. Voir aussi la déclaration publique du Reichsverband industriel du 25

avril 1931, résumée dans Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1931), p. 145 ; lettre d'Ernst Brandi à Brüning, 14 août 1931 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schriftwechsel. Voir aussi Fritz Springorum à Fritz Winkhaus, 4 septembre 1931 : HAD, dossier Springorum, B1a 51/28.

4. On trouvera une documentation sur ce point et les suivants dans Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*.
5. Hans Mommsen, « Heinrich Brünings Politik als Reichskanzler: Das Scheitern eines poltischen Alleinganges », chez Karl Holl (éd.), *Wirtschaftskrise und liberale Demokartie* (Göttingen, 1978), p. 24.
6. Pour quelques observations informatives sur les politiques de Brüning, voir Gerhard Schulz, « Reparationen und Krisenprobleme nach dem wahlsieg der NSDAP 1930 : Betrachtungen zur Regierung Brüning », *VSWG* 67 (1980) : 200-22.
7. Voir, par exemple, Fritz Springorum à Blank, 15 mai 1931 : GHH, 4001012024/8 ; Fritz Klein à Walther Bernhard, 18 mai 1931 : KP. En juin 1931, Brüning fait croire à Albert Vögler, de la United Steel Works, qu'il envisage de le nommer ministre de l'économie, mais apparemment sans lui proposer le poste : Aktennotiz par Eduard Dingeldey, 13 juin 1931 : BAK, Dossiers Dingeldey, 38, BI. 79-85. Cet incident est dépeint de manière inexacte dans Döhn, *Interesse und Politik*, pp. 201-3, où Vögler aurait conditionné son entrée dans le cabinet à l'adoption de méthodes dictatoriales.
8. Gilsa à Reusch, 6 août 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, p. 872.
9. Voir le compte rendu de la réunion du Langnamverein du 1er juin 1931, dans Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1931), p. 190. Voir également le compte rendu de la réunion du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller du 17 juin 1931 : BAK, R13 I/130.
10. Duisberg explique son soutien à Brüning dans une lettre du 26 juin 1931, dans laquelle il répond à la dénonciation du Chancelier par Emil Kirdorf : BAL, Autographensammlung Duisberg. Voir aussi le compte rendu de son discours devant l'Industrie- und Handelskammer de Düsseldorf le 23 juin 1931 : « Duisberg für Brüning », *Berliner Börsen-Courier*, 24 juin 1931.
11. Voir les procès-verbaux des conférences confidentielles des grands industriels tenues à Bochum le 1er avril et le 5 mai 1931, où ces questions ont été abordées avec une franchise inhabituelle : BBB, Cahiers Löwenstein, B 1.
12. Reusch à Krupp, 5 mai 1931 ; Krupp à Duisberg, 10 juin 1931 : GHH, 400101290/27.
13. Voir Born, *Bankenkrise*.
14. Döhn, Politik und Interesse, pp. 193-95 ; Michael Grübler, *Spitzenverbände*, pp. 451 sq. Voir Blank à Reusch, 12 juin 1931 : GHH, 4001012024/8.
15. Sur ce point et les suivants, voir le procès-verbal de la réunion tendue de Brüning avec les porte-parole du Reichsverband le 18 septembre 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 967-75.

16. Pour un exemple des réticences que ces mesures suscitent, voir Peter Klöckner à Krupp von Bohlen, 31 juillet 1931 : KA, E IV 841. Voir également la lettre de Walther Bernhard, directeur de la Darmstädter und Nationalbank, à Fritz Klein, rédacteur en chef de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* de Berlin, qui appartenait au monde des affaires, le 11 novembre 1931 : KP.
17. Voir Berenice A. Carroll, *Design for Total War* (La Haye, 1968), pp. 66-71.
18. Voir Ernst Willi Hansen, *Reichswehr und Industrie* (Boppard, 1978).
19. Voir Bennett, *German Rearmament*.
20. Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, notamment, II, pp. 908-12, 961 sq., 967-75, 1452 ; Gert von Klass, *Albert Vögler* (Tübingen, 1957), pp. 197-207. Le cabinet Brüning finit par faire en sorte que le système ferroviaire obtienne des crédits qui lui permettent de passer des commandes importantes à l'industrie sidérurgique au cours des derniers mois de 1931, mais seulement après des frictions considérables entre cette dernière et le cabinet : Michael Wolffsohn, *Industrie und Handwerk im Konflikt mit staatlicher Wirtschaftspolitik?* (Berlin, 1977), p. 242-47.
21. Vermerk über eine Besprechung mit Geheimrat Klöckner, Dr. Poensgen und Dr. Reichert, am 14. August 1931 vormittags 10 Uhrs im Reichswirtschaftsministerium : ZAP, Reichswirtschaftsminis-terium, 20470.
22. Finalement, l'acceptation par la Reichsbank des billets russes a rendu possible la poursuite de l'expansion des crédits à l'Union soviétique : Fritz Springorum à Fritz Winkhaus, 4 septembre 1931 : HAD, Cahiers Springorum, B1a 51/28 ; Manfred Pohl, « Die Finanzierung der Russengeschäfte zwischen den beiden Weltkriegen », dans Beiheft 9 de *Tradition, Zeitschrift für Firmengeschichte und Unternehmerbiographie* (Francfort, 1975) ; Wolffsohn, *Industrie und Handwerk*, pp. 237-41 ; Dietmar Petzina, « Elemente der Wirtschaftspolitik in der Spätphase der Weimarer Republik », *VfZ* 21 (1973) : 130 sq. ; Hartmut Pogge von Strandmann, « Grossindustrie und Rapallopolitik », *HZ* 222 (1976) : 331-33.
23. Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 974 sq.
24. Voir les observations sur Luther dans Schulz, « Reparationen und Krisenprobleme », pp. 214-18 ; également la lettre, Gilsa à Reusch, 6 août 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 871-73 ; également, le rapport sur la réunion du présidium du Reichsverband, 26 novembre 1931, dans Richard Buz à Reusch, 27 novembre 1931 : GHH, 4001012010/17.
25. Schlenker à Reusch, 21 septembre 1931 : GHH, 400101221/11. Voir également Fritz Springorum à Fritz Winkhaus, 4 septembre 1931 : HAD, Cahiers Springorum, B1a 51/28.
26. Voir l'échange de lettres entre Reusch et Kastl à la mi-septembre : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 944 sq., 950 sq., 963. Voir aussi la lettre de Reusch du 21 septembre 1931 à Fritz Büchner, rédacteur des *Münchner Neuesten Nachrichten* : GHH, 4001012007/6.
27. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1931), pp. 318-20.

28. Fritz Klein, « Zweites Kabinett Brüning? » numéro du 5 octobre 1931 (#458). Un autre éditorial du même journal – « Vorfrucht der nationalen Diktatur ? » par Otto von Sethe, édition du 4 octobre 1931 (n° 457) – est décrit à tort dans Bracher, *Auflösung*, p. 415, comme un appel à la dictature ; en réalité, l'auteur exprimait des regrets quant aux propos sur la dictature et défendait le principe de la démocratie. La version de Bracher dérive apparemment de l'interprétation erronée d'une citation sélective dans Fritz Klein, « Zur Vorbereitung der faschistischen Diktatur durch die deutsche Grossbourgeoisie (1929-1932) », *ZfG* 1 (1953) : 895 sq.
29. Voir la note (Aktennotiz) préparée par Otto Steinbrinck pour Friedrich Flick, oct. 5, 1931 : NA, RG 238, NI-3615, imprimée dans Dietrich Eichholtz et Wolfgang Schumann (éds.), *Anatomie des Krieges* (Berlin-Est, 1969), pp. 89 sq. Voir aussi « Unsere Meinung », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, oct. 6, 1931 (#459).
30. Sur les souhaits de Hindenburg pour un remaniement ministériel, voir le rapport de Brüning aux députés du Reichstag de son parti dans Rudolf Morsey (éd.), *Die Protokolle der Reichstagsfraktion und des Fraktionsvorstandes der Deutschen Zentrumspartei 1926-1933* (Mayence, 1969), p. 545.
31. Voir l'entrée du journal de Fritz Klein du 9 octobre 1931, dans laquelle le rédacteur de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* a enregistré une conversation de ce soir-là avec Brüning : KP. Voir également Silverberg à Krupp von Bohlen, 12 octobre 1931, dans Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1035-38.
32. Ceci est reflété dans les rapports de presse de l'époque : « Brüning verhandelt », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 8 octobre 1931 (#463) ; « Enttäuschte Erwartungen », ibid., 10 octobre 1931 (#467). Otto Stark, « Die Kraftprobe », *Berliner Tageblatt*, 10 octobre 1931 (#479) : « Die neuen Männer », *Frankfurter Zeitung*, 11 octobre 1931 (#757-58) ; « Kabinett Brüning », ibid. 11 octobre 1931 (#759). Warmbold déclara plus tard que lorsqu'il reçut la convocation à la Chancellerie, il s'attendait à se voir proposer le ministère de l'Agriculture : Warmbold, « Irrtümer in Brünings Memoiren », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 janvier 1971 (#12).
33. Sur l'initiative de Cuno, voir le journal de Fritz Klein du 5 octobre 1931 et « Denkschrift Cuno/Meibom/Klein für Hindenburg 5.10.31 », tous deux dans : KP. Voir également Henning von Meibom à Cuno, 6 octobre 1931 : dans HLH, Documents Cuno, « Politik von February 1931 bis Januar 1933 ». Cf. la version biaisée de cet épisode dans Fritz Klein, « Zur Vorbereitung », pp. 896-901.
34. Pour le texte de son discours, voir *Nationale Kreditwirtschaft* de Schacht (Berlin, 1934), pp. 5-11. Sur la fureur qu'il a suscitée en octobre 1931, voir *SEG* 72 (1931) : 227-29.
35. « Es geht ums Ganze », *Vorwärts*, 12 octobre 1931 (#478).
36. Schacht à Reusch, 20 octobre 1931 ; Reusch à Schacht, 23 octobre 1931 : GHH, 400101290/33. Reusch à Krupp, 20 octobre 1931, et Krupp à Reusch, 22 octobre 1931 : KA, R 21 6 [1].

37. Pour cette liste, avec attribution, voir « Grosse und kleine Leute », *Frankfurter Zeitung*, 13 oct. 1931 (#761-62) ; pour un autre rapport l'utilisant, avec des variations mineures, voir « Auftakt in Harzburg », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 11 oct. 1931 (#469) ; pour une autre version encore, basée sur son utilisation dans le *München-Augsburger Abendzeitung* de Hugenberg, voir Leopold, *Hugenberg*, p. 103.
38. « 'Kein Mensch hat sich erschreckt' », *Berliner Tageblatt*, 13 octobre 1931 (#482) ; « Die Tagung der nationalen Opposition », *Kölnische Zeitung*, 12 octobre 1931 (#556). Le premier ne mentionne aucun homme d'affaires, le second seulement le Syndikus Max Schlenker (voir ci-dessous, n. 42) et Louis Ravené, grossiste en fer berlinois et membre actif du Stahlhelm (voir n. 44).
39. Le « Geheimrat Kreth » apparaît dans certaines versions comme un « Geheimrat Kreht » ; un « Krieger-Wintershall » parfois comme un « Krüger-Wintershall » ; un « Gen.-Dir. Heugst » parfois comme un « Gen.-Dir. Dir. Heubst » ; un « Geheimrat Böringer » en tant que « Geheimrat Böhlinger » ; un « Hüttendirektor Cubier » en tant que « Cuber » ou « Qubier » ou « Kubier » ; un « Paul Rohde » s'est avéré inexplicablement interchangeable dans certaines versions avec un « Paul Huth ».
40. En plus de ceux mentionnés au n. 42, cela s'applique, en raison de la fréquence des noms communs, à « Dir. Grosse », « Gen.-Dir. Möllers » et « Gen.-Dir. Hohn ». D'autres noms proviennent de familles provinciales reconnaissables, ayant une importance commerciale ou manufacturière locale, mais l'omission des prénoms ou des fonctions rend impossible l'identification des individus : « Dr. Meesmann (Mainz) », « Delius (Bielefeld) ».
41. « Gen.-Dir. Gottstein » était vraisemblablement Hans Gottstein de la Feldmühle, Papier- und Zellstoffwerke AG de Stettin (Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 757) ; « Gen.-Dir. Meydenbauer » était très probablement l'avocat berlinois Hans Meydenbauer, qui n'a pas porté ce titre élevé mais a plutôt servi dans les conseils de surveillance d'un certain nombre d'entreprises contrôlées par Hugenberg lui-même (ibid., col. 1485) ; « Dr. Regendanz » était probablement Wilhelm G. Regendanz, un banquier néerlandais d'origine allemande et un enthousiaste colonial qui en 1931 a occupé le poste d'administrateur délégué de l'Amstelbank à Amsterdam (ibid, col. 1777) ; le « Geheimrat Dr. Reinecker » (Chemnitz) était probablement le Geheimer königlicher sächsischer Kommerzienrat Dr. Johannes Reinecker, âgé de soixante-dix ans, directeur de la J. E. Reinecker AG, une entreprise de fabrication d'outils à Chemnitz (ibid., col. 1791) ; un marchand nommé Paul Rohde dirigeait la division des ventes de Berlin d'une aciérie de taille moyenne dans la Ruhr, la Rheinisch-Westfälische Stahl- und Walzwerke AG (ibid., col. 1854).
42. C'est le cas de Max Schlenker du Langnamverein et du groupe nord-ouest de l'association des industriels du fer et de l'acier, de Ludwig Grauert de l'organisation des employeurs industriels de la Ruhr (Arbeitnordwest), et de Hans von und zu Löwenstein, le directeur du Bergbauverein, dont la présence a

échappé à l'avis de la presse ; voir ses réflexions sur la réunion dans sa lettre au Bergrat Professor Böker, 26 octobre 1931 : BBB, Löwenstein Papers, Allgemeiner Schriftwechsel, Verschiedenes A 1. Martin Sogemeiner était le syndic de l'association Zweckverband Nordwestdeutscher Wirtschaftsvertretungen (Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 2161). « Geheimrat Kreth » (parfois Kreht) peut avoir été Regierungsrat a.D. Hermann Kreth of the Verwertungsverband Deutscher Spiritusfabrikanten (ibid., col. 1246) ; « Gen.-Dir. Möllers » peut avoir été Gustav Möllers of the Verkaufsvereinigung für Teererzeugnisse (ibid., col. 1520) ; « Gen.-Dir. Hohn » a été identifié dans certaines versions de la liste de l'Union télégraphique comme étant avec la Langnamverein (Leopold, *Hugenberg*, p. 103).

43. Rudolf Blohm et Gottfried Gok, tous deux directeurs de l'entreprise de construction navale hambourgeoise Blohm & Voss, étaient beaucoup plus imposants en tant que pangermanistes de longue date et partisans militants du DNVP pour Hugenberg qu'en tant que membres du monde des affaires : Leopold, *Hugenberg*, passim ; il en va de même pour Erich Winnacker, l'un des cinquante directeurs de United Steel, qui était un membre actif de l'aile droite du DNVP ; voir sa correspondance avec Kellermann de la Gutehoffnungshütte, citée au n. 45. Il en aurait été de même si le Poensgen cité parmi les participants était Hellmuth (cf. n. 48).

44. C'est le cas de Martin Blank, le représentant berlinois de la firme de Reusch, Gutehoffnungshütte ; sur ses activités au Stahlhelm, voir GHH, 4001012024/7, lettre à Reusch, 5 sept. 1930 ; sur son projet de participer à la réunion, voir GHH, 4001012024/9, lettre à Reusch, 5 oct. 1931. Un autre des participants, Erich von Gilsa, l'ancien député DVP étroitement lié à Reusch, était également membre du Stahlhelm : Volker Berghahn, Der Stahlhelm (Düsseldorf, 1966), pp. 117 sqq., 122, 174. Une autre figure présente (bien que cela ait échappé à l'attention même de la Telegraphen-Union de Hugenberg) avec des liens avec le Stahlhelm était Hans von Löwenstein, directeur exécutif de l'organisation des opérateurs de charbon de la Ruhr, le Bergbauverein : BBB, Documents Löwenstein, Anordnungen der Militärregierung für den Bereich Essen, Löwenstein à Friedrich Christian Prinz zu Schaumburg-Lippe, 8 oct. 1931. L'un des hommes d'affaires actifs cités comme présents par la Telegraphen-Union était également un Stahlhelmer actif, Louis Ravené, un grossiste en fer de Berlin : BAL, Autographen-Sammlung Duisberg, Ravené à Duisberg, 11 mars 1932. Il en était de même, selon August Heinrichsbauer, pour Hellmuth Poensgen (voir n. 48).

45. GHH, 400101293/4, Gilsa à Kellermann, 21 mars 1931 ; Reusch à Gilsa, 23 mars 1931 ; ibid., Kellermann Papers, 400101137/12, Erich Winnacker (un administrateur de United Steel qui était actif au sein du DNVP) à Kellermann, 18 mars 1931 ; Kellermann à Winnacker, 31 mars 1931 ; Winnacker à Kellermann, 1er avril 1931. Suite à cette correspondance, l'entreprise de Reusch, la Gutehoffnungshütte, verse la modeste somme de cinq cents marks chacune

au Stahlhelm et aux unités locales du DVP et du DNVP pour soutenir leurs efforts en faveur du référendum.

46. Voir Berghahn, *Stahlhelm*, pp. 179-86.

47. Pour ces rapports, qui ne mentionnaient que le nom de Fritz Springorum, directeur général de l'entreprise sidérurgique Hoesch et trésorier de la Ruhrlade, voir Blank à Reusch, 5 octobre 1931, et Blank à Springorum, 5 octobre 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1017-19.

48. Bracher, *Auflösung*, p. 410, ajoute des noms à la liste du Telegraphen-Union et en omet d'autres, ne donnant aucune source pour ces informations, pas même une référence pour la liste originale. Un des noms ajoutés est celui de Fritz Thyssen, dont le mémoire écrit par un nègre le place à Bad Harzburg (*I Paid Hitler*, p. 97), mais qui n'aurait pas pu y assister puisqu'il était en voyage prolongé aux États-Unis à l'époque ; voir le rapport sur son discours à l'Université de Columbia le 21 octobre : « Thyssen sees Reich Balked by the Mark », *The New York Times*, 22 octobre 1931. Le journaliste du *Berliner Tageblatt* commente l'absence de Thyssen et celle de Kirdorf : « 'Kein Mensch hat sich erschreckt' », édition du 13 octobre 1931 (n° 482). Dans de nombreuses versions de la réunion, Albert Vögler et Ernst Poensgen, respectivement président et vice-président du conseil d'administration de United Steel, figurent parmi les personnes prétendument présentes. Mais dans « 'Kein Mensch hat sich erschrekt' », le journaliste du *Berliner Tageblatt* commente expressément l'absence de Vögler. S'il avait été présent, en outre, il aurait été identifié, comme il est d'usage, comme Generaldirektor, le titre le plus prestigieux de l'industrie allemande ; le « Dr. Vögler » cité comme présent par l'agence de presse de Hugenberg était très probablement son frère cadet, le Dr : Klass, *Vögler*, p. 20 ; Wenzel, *Deutscher Wirtschaftsführer*, col. 2341. Comme l'a précisé le journaliste du *Berliner Tageblatt*, « un Poensgen » était présent à Bad Harzburg, mais il n'aurait guère exprimé son information de cette manière si le membre de cette grande famille présent avait été Ernst, l'un des plus grands dirigeants industriels d'Allemagne : « 'Kein Mensch hat sich erschreckt!' » numéro du 13 octobre 1931 (n° 482). La liste du Telegraphen-Union comprenait un « Geheimrat Poensgen », mais Ernst ne portait pas ce titre honorifique de l'époque impériale. Il est possible que ce titre ait été appliqué par erreur au Kommerzienrat Rudolf Poensgen, un parent éloigné à la retraite d'Ernst Poensgen : Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 1721. Mais il semble plus probable que le Poensgen à Harzburg était le cousin cadet d'Ernst, Hellmuth, qu'August Heinrichsbauer désigna plus tard comme l'une des personnes présentes : NA, RG 238, Case 10, Dokumentenbuch Bülow I, déclaration sous serment de Heinrichsbauer du 31 janvier 1948. Selon Heinrichsbauer, Hellmuth Poensgen était présent en tant que représentant du Stahlhelm. L'un des quelque cinquante membres du conseil d'administration de United Steel, Hellmuth Poensgen était également actif au sein du DNVP et a proclamé son soutien à l'« opposition nationale » lors d'un rassemblement de ce parti à Düsseldorf quelques jours avant le conclave de Bad

Harzburg : « Kampf der Erfüllungspolitik », *Tempo*, 10 oct. 10, 1931 ; un quotidien berlinois, *Tempo*, a identifié par erreur l'orateur comme Ernst Poensgen, mais les annonces de la réunion par le DNVP l'identifient explicitement comme Hellmuth : SAD, Nachlass Lehr, vol. 7, annonces datées du 5 octobre 1931 ; voir également Gisbert Gemein, « Die DNVP in Düsseldorf 1918-1933 » (diss, Gisbert Gemein, « Die DNVP in Düsseldorf 1918-1933 » (diss., Universität Köln, 1969), pp. 97 sq. ; Hellmuth y est incorrectement identifié comme le frère d'Ernst ; sur le lien familial, voir la lettre d'Albert Wiedemann à Hellmuth Poensgen, 8 novembre 1929 : BA/MA, Cahiers Wiedemann, N 158/17.

49. Voir, par exemple, Arthur Schweitzer, *Big Business in the Thrid Reich* (Bloomington, 1964), pp. 34, 96 sq. ; Michael Schneider, *Unternehmer und Domokratie*, p. 106 ; Dirk Stegmann, *Die Erben Bismarcks* (Cologne et Berlin, 1970), p. 521 ; Joachim C. Fest, *Hitler* (Francfort, 1973), p. 419. Pätzold et Weissbecker, *Geschichte der NSDAP*, p. 149. Dans l'une des versions de la réunion de Harzburg, les rumeurs sur les hommes d'affaires prétendument invités ou prévoyant d'y assister, qui ont circulé une semaine avant le rassemblement, servent de preuve sur ceux qui y ont effectivement participé : Dirk Stegmann, « Zum Verhältnis von Grossindustrie und Nationalsozialismus 1930-1933 », *AfS* 13 (1973) : 420 sq., esp. n. 102. La liste des participants, élargie de cette manière, est devenue la base d'une version encore plus poussée : Schulz, *Aufstieg*, p. 662.
50. « 'Kein Mensch hat sich erschreckt' », numéro du 13 octobre 1931 (#482).
51. Gilsa à Reusch, 13 octobre 1931 : Maurer and Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1043 sq. Sur l'absence de Reusch, voir GHH, 4001012024/9, Reusch à Blank, 6 octobre 1931.
52. Schacht à Reusch, 20 octobre 1931 : GHH, 400101290/33.
53. Gilsa à Reusch, 13 octobre 1931 : Maurer et Wengst (éds.), Politik und Wirtschaft, II, pp. 1043 sq.
54. Blank à Springorum, 5 octobre 1931 : ibid., II, pp. 1018 sq.
55. Gilsa à Reusch, 13 octobre 1931 : ibid., II, pp. 1043 sq.
56. Reusch à Gilsa, 14 octobre 1931 : GHH, 400101293/4.
57. Schacht à Hitler, 12 avril 1932 : texte dans Fritz Klein, « Neue Dokumente zur Rolle Schachts bei der Vorbereitung der Hitlerdiktatur », *ZfG* 5 (1957) : 821. Fritz Klein, rédacteur en chef de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* et père de l'auteur de l'article ci-dessus, était bien conscient que les grands hommes d'affaires qui possédaient son journal étaient à la merci du Chancelier, dont il bénéficiait de la confiance. Lorsque certains des industriels impliqués dans le consortium derrière le DAZ ont envisagé de le vendre à Hugenberg à la fin de l'année 1931, Klein a été rassuré par le fait que Brüning pouvait faire échouer une telle transaction en exploitant la dépendance de l'industrie vis-à-vis de son gouvernement ; voir ses notes de journal du 16 novembre et du 21 décembre 1931 : KP.

1. Voir, par exemple, *Bullock, Hitler*, pp. 156 sq. ; Fest, *Hitler*, p. 418 ; Schweitzer, *Big Business*, p. 100.
2. Otto Dietrich, *Mit Hitler in die Macht* (Munich, 1934), pp. 45 sq.
3. Otto Dietrich, *Zwölf Jahre mit Hitler* (Cologne, sans date [1955]), p. 185.
4. Blank à Reusch, 4 septembre 1931 ; Reusch à Blank, 5 septembre 1931 : GHH, 4001012024/9. NA, RG 238, NI-446, Heinrichsbauer à Krupp, 3 septembre 1931 ; NI-443, secrétaire de Krupp à Heinrichsbauer, 8 septembre 1931. Invitation du prince et de la princesse Wied à Löwenstein (sans date), et réponse du secrétariat de Löwenstein, 9 septembre 1931 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schriftwechsel. Sur les relations entre les Wied et Göring, voir Wilamowitz-Moellendorff, *Carin Göring*, pp. 126-28.
5. « Hitler als Gast in Essen. Finanzielle Hintergründe », *General-Anzeiger für Dortmund und das gesamte rheinisch-westfälische Industriegebiet*, 15 janvier 1931 (#15).
6. Voir, par exemple, « Zechengeld für Hitler », *Vorwärts*, 28 mai 1931 (#243) ; « Gelbe Garde vom Hakenkreuz », *Münchener Post*, 29 mai 1931 (#121) ; également le déni par le Bergbauverein, « Kein Industriegeld für Hitler », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, May 28, 1931 (#236).
7. *Verhandlungen des Reichstages*, vol. 446, p. 2082, discours de Breidscheid du 14 octobre 1931. La presse sociale-démocrate a immédiatement publié ses propos : « Sozialismus, nicht Reaktion ! » *Vorwärts*, 14 octobre 1931 (n° 482).
8. « Unsere Meinung », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 16 octobre 1931(#477).
9. « Durch Industriegelder werden die Nazi grossgezogen », *Münchener Post*, 14-15 novembre 1931 (#204).
10. Fritz Küster, *Die Hintermänner der Nazis. Von Papen bis Deterding* (Hanovre, 1946), p. 15. Trente-cinq ans plus tard, cette version de l'histoire était encore un article de foi non seulement dans les cercles communistes d'Allemagne de l'Est, mais aussi chez les sociaux-démocrates de la République fédérale ; voir le discours du trésorier du SPD, Alfred Nau : *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom I. bis 5. Juni 1966 in Dortmund* (Bonn, 1966), p. 225. La version est-allemande apparaît dans la publication d'endoctrinement largement diffusée : Institut für Gesllschaftswissenschaften beim ZK der SED, *Imperialismus heute*, 5e éd. (Berlin-Est, 1968), p. 56.
11. Rapport du commissaire de police d'Essen au président du gouvernement de Düsseldorf, Jan. 5, 1931 : LHAK, 403/16734, BI. 283-5. Cf. Böhnke, *Die NSDAP im Ruhrgebiet*, p. 160.
12. Rapport du commissaire de police à Essen au président du gouvernement à Düsseldorf, 22 janvier 1931 : HSAD, Regierung à Düsseldorf, 17251. Cf. « In

eigener Sache. Zurückweisung einer schmutzigen Verleumdung », *National-Zeitung*, 19 janvier 1931 (#15).

13. Rapport de l'Oberpräsident à Coblence au ministre de l'Intérieur, 25 juillet 1931 : LHAK, 403/16734, BI. 347.
14. Kurt Koszyk, « Jakob Stöcker und der Dortmunder 'General-Anzeiger' 1929-1933 », *Publizistik. Zeitschrift für die Wissenschaft von der Presse* 8 (juillet-août 1963), pp. 282-95.
15. Communication du Bergbauverein à ses membres, 4 février 1930 : copie dans HHSA, dossiers du procès de dé-nazification de Fritz Thyssen, Hauptakte 287.
16. Gustav Deschamps, General Direktor de Concordia-Bergbau A. G., à Brandi, 22 septembre 1930 : BBB, Cahiers Löwenstein Allgemeiner Schriftwechsel, Brandi.
17. Löwenstein à Brandi, 30 septembre 1930 : Brandi à Deschamps, 1er octobre 1930 ; mémorandum du personnel pour leurs réponses, 22 septembre, 1930 : BBB, Löwenstein Papers, Correspondance générale, Brandi.
18. Voir Turner, « The *Ruhrlade* ».
19. Les trois entreprises minières de l'État prussien appartenaient au Bergbauverein ; deux d'entre elles, la Steinkohlenbergwerk Hibernia et la Bergwerks-Aktiengesellschaft Recklinghausen, appartenaient également au Zechenverband ; le directeur général des deux dernières entreprises, Otto von Velsen, siégeait aux conseils d'administration et aux comités exécutifs des deux organisations : *Jahrbuch für den Ruhrkohlenbezirk*, herausgegeben vom Verein für die bergbaulichen Interessen, Jg. 30 (Essen, 1932), pp. 405-9. Voir également Paul Osthold, *Die Geschichte des Zechenverbandes 1908-1933* (Berlin, 1934) ; et Winkler, *Preussen als Unternehmer*.
20. Brandi à Oberberghauptmann Ernst Flemming, 15 août 1932 ; copie, ave notation, au général director Otto von Velsen : BAK, Cahiers Hugenberg, 36.
21. Helmut Lüthgen, *Das Rheinisch-Westfälische Kohlensyndikat in der Vorkriegs-, Kriegs- und Nachkriegszeit und seine Hauptprobleme* (Leipzig et Erlangen, 1926), *Handbuch der Deutschen Aktien-Gesellschaften*, Jg. 37, Bd. 4 (Berlin, 1932), pp. 5411-13. Voir également l'affidavit du 29 décembre 1947, dans laquelle le secrétaire général chevronné du cartel, Albert Janus, a catégoriquement nié toute contribution de celui-ci au NSDAP avant la prise de pouvoir par les nazis en 1933 : NA, RG 238, dossier 10, Dokumentenbuch II Bülow, # 14.
22. Hugenberg à Löwenstein, 29 mai 1931 : BAK, Cahiers Hugenberg, 192.
23. Löwenstein à Brandi, 5 juin 1931 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schriftwechsel, Brandi.
24. Voir, par exemple, Max Koch, *Die Bergarbeiterbewegung im Ruhrgebiet zur Zeit Wilhelms II., 1889-1914* (Düsseldorf, 1954). Pour une comparaison intéressante des déterminants des attitudes de la direction dans le charbon et dans le fer et l'acier, voir Elaine Glovka Spencer, « Between Capital and Labor : Supervisory Personnel in Ruhr Heavy Industry before 1914 », *JSH* 9 (1975) : 182-84.

25. Voir Prym, *Staatswirtschaft*, pp. 31-44 ; Medalen, « State Monopoly Capitalism », pp. 82-112.
26. Hugo Bonikowski, « Die öffentliche Bewirtschaftung der Kohle », *Handbuch der Kohlenwirtschaft*, éd. Par Karl Borchardt (Berlin, 1926), pp. 369-81. Voir également Peter Wulf, « Regierung, Parteien, Wirtschaftsverbände und die Sozialisierung des Kohlenbergbaues 1920-1921 », chez Hans Mommsen et al. (éds.), *Industrielles System*, pp. 647-57.
27. Hans Mommsen, « Sozialpolitik im Ruhrbergbau », dans idem et al. (éds.), *Industrielle System*, pp. 303-21 ; voir également Gerald D. Feldman, « Arbeitskonflikte im Ruhrbergbau 1919-1922, » *VfZ* 28 (1980) : 168-223.
28. Sur Brandi, voir la notice nécrologique dans Stahl und Eisen, 11 novembre 1937 (Jg. 57, #45), pp. 1291 sq. ; également Walter Bacmeister, *Nekrologe aus dem rheinisbc-westfälischen Industriegebiet. Jahrgang 1937* (Essen, 1940), pp. 12-14.
29. Selon Walter Serlo, *Die Preussischen Bergassessoren*, 4e éd. (Essen, 1933), seuls 1 750 hommes se sont qualifiés pour le titre depuis 1850.
30. Brandi à Walther Bernhard, 23 octobre 1931 : KP.
31. Brandi à Hans von Löwenstein, 21 février 1931 : BBB, Cahiers Löwenstein, dossier « Anordnungen der Militärregierung für den Bereich Essen ».
32. Sur Löwenstein, voir Fritz Pudor, *Lebensbilder aus dem rheinisch-westfälischen Industriegebiet. Jahrgang 1958-1959* (Düsseldorf, 1962), pp. 82-84.
33. Hans Mommsen, « Der Ruhrbergau im Spannungsfeld von Politik und Wirtschat in der Zeit der Weimarer Republik », *Blätter für deutsche Landesgeschichte* 108 (1972): 166 sq.
34. Depuis 1921, Löwenstein avait promu le Bund für Ständischen Aufbau, qui publiait le périodique *Blätter für Ständischen Aufbau* : BBB, Cahiers Löwenstein, Ständischer Aufbau.
35. Ibid., Allgemeiner Schriftwechsel, Löwenstein à Reupke, 9 novembre 1931 ; voir également le dossier « Anordnungen der Militärregierung für den Bereich Essen », Löwenstein à Schaumburg-Lippe, 8 octobre 1931, et 11 février 1932.
36. Ibid., Allgemeiner Schrifwechsel, Verschiedenes A 1, Löwenstein à Bergrat Prof. Dr.-Ing. Böker, Aix-la-Chapelle, 26 octobre 1931.
37. Ibid., Löwenstein à Hitler, 13 octobre 1931. Le livre était le vol. 5 de Hans Spethmann, *Zwölf Jahre Ruhrbergbau*, 5 vol. (Essen, 1928-1931), un ouvrage parrainé par le Bergbauverein.
38. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1931), p. 193.
39. Sur la Ruhrlade, voir Brandi à Springorum, 1er mars 1930 : HAD, Cahiers Springorum, B1a 84.
40. Niederschrift über die Vorstandssitzung der Fachgruppe Bergbau am 16. Januar 1931: BBA, 28 janvier 1931 : 4001012024/8.
41. Lettre du 4 décembre 1934 : BBA, Zechen-Verband, 13/703.
42. NA, RG 238, NI-12850, affidavit du 29 janvier 1947 ; voir également Interrogatoires préalables au procès, Heinrichsbauer, 9 janvier 1947.
43. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 229.

44. Voir, par exemple, « An unsere Angestellten und Arbeiter », une protestation commune contre les prétendues tentatives social-démocrates d'agitation de classe émise par le Bergbauverein et le groupe nord-ouest de l'association des industriels du fer et de l'acier, *National-Zeitung*, Essen, édition des 18-19 juillet 1931 (#166).
45. Sur les attitudes et les actions de Brandi et de Löwenstein en 1932, voir ci-dessous, chapitre V, section 4, et chapitre VI, section 2.

Chapitre IV, section 3 : Profusion du double langage chez les Nationaux-Socialistes

1. Hans-Gerd Schumann, *Nationalsozialismus und Gewerkschaftsbeegung* (Hanovre et Francfort, 1958), pp. 30 sqq.
2. Sur ce point, voir Kele, *Nazis and Workers*, pp. 168-98 ; voir également une interprétation est-allemande : Hermann Roth, « Die nationalsozialistiche Betriebszellenorganisation, (NSBO) von der Gründung bis zur Röhm-Affäre (1928 bis 1934) », *JBWG*, 1978, Partie 1, pp. 49-66.
3. « Theaterdonner der Gewerkschaften für den 1. Dez. », *Betriebsarbeiter und Hakenkreuz. Kampfblatt der National-Sozialisticschen-Betr. Zellen-Organisation*, Wanne, numéro du 21 novembre 1931, copie jointe au rapport du Polizeipräsident de Bochum à l'Oberpräsident de Münster, 26 novembre 1931 : SAM, Regierung Münster, Abt. VII, Nr. 67, Band 3.
4. Otto Wagener, chef de la section de politique économique de la Reichsleitung, a annoncé cette campagne dans un Rundschreiben à son organisation le 13 septembre 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 954-56.
5. Voir le rapport sur la conférence de Funk, qui a eu lieu le 16 octobre, « Nationalsozialismus und Wirtschaft », par J. W. Reichert, directeur de l'organisation nationale des industriels du fer et de l'acier, joint à sa lettre à l'industriel Friedrich Flick, le 19 octobre 1931 : NA, RG 238, NI-8316.
6. Feder a pris la parole le 22 octobre : Rapport du Regierungspräsident, Düsseldorf, au Oberpräsident, Coblence, 17 novembre 1931 : LHAK, 403/16735. *Vorwärts*, le quotidien du SPD, énumère plus tard certaines des personnes présentes dans un article intitulé de manière caractéristique « Hitlers Geldgeber » : édition du 14 novembre 1931 (#536). Sur les seize hommes cités, y compris un homme identifié comme directeur d'une brasserie locale, seuls deux, voire trois, méritaient d'être inscrits dans un annuaire de plus de 13 000 hommes d'affaires importants, Wenzel, *Wirtschaftsführer* : Karl Storkebaum, directeur de l'association des fabricants de câbles d'acier (ibid., cols. 2233 sq.) ; Eugen Wiskott, un ancien directeur général de soixante-quatre ans d'une défunte entreprise d'extraction de charbon, qui a siégé aux conseils de surveillance d'un certain nombre d'autres entreprises minières (ibid., col. 2479) ; et un membre de la famille Tengelmann d'Essen, énuméré sans prénom ou titre, qui pourrait être Ernst ou Fritz, cadres de l'Essener Steinkohlenbergwerke AG, qui a été englouti dans l'usine de Gelsenkirch.

7. Voir le programme de la « conférence » du 7 novembre 1931 et le rapport du Polizeipräsident, Düsseldorf, au Regierungspräsident, Düsseldorf, le 10 novembre 1931 : LHAK, 403/16736.
8. Dans une lettre adressée à Hans von Löwenstein, du Bergbauverein, le 28 novembre 1931, Gustav Knepper, chef des opérations charbonnières de la United Steel Works, invite Löwenstein à un *« simple dîner »* à l'hôtel Kaiserhof le soir du 7 décembre, après quoi Gregor Straßer participera à une discussion avec *« un petit cercle de représentants de l'industrie charbonnière »* : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeine Schriftwechsel, A 1. Löwenstein a accepté dans une lettre du 2 décembre à Knepper : ibid. Après la guerre, Ludwig Grauert, directeur de l'association patronale industrielle de la Ruhr (Arbeitnordwest), se souvient d'avoir entendu Straßer s'adresser à une trentaine d'exploitants charbonniers réunis au Kaiserhof à la fin de 1931 ou au début de 1932 : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Grauert, 8 octobre 1946.
9. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 441-43.
10. « Hitler's Geldgeber », numéro du 14 novembre 1931 (#536).
11. Reichert a largement diffusé son rapport, qui est apparu non seulement dans les documents Flick à Nuremberg (voir n. 5, ci-dessus) mais aussi dans les papiers Westarp à Gaertringen (avec la lettre de Reichert du 19 octobre au comte Kuno von Westarp) ; en outre, la réponse de Funk du 1er novembre à la lettre de Fritz Springorum du 24 octobre indique clairement que les informations de Springorum sur son discours provenaient de Reichert (voir n. 12).
12. HAD, Cahiers Springorum, 3370/6, Funk à Springorum, 1er novembre 1931. La lettre de Springorum à Funk du 24 octobre n'a apparemment pas été conservée.
13. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Ludwig Grauert, 2 septembre 1946.
14. LHAK, 403/16735, rapport de Regierungspräsident, Düsseldorf, à Oberpräsident, Koblenz, 17 novembre 1931.
15. « Wirtschaftspolitische Unklarheit im Nationalsozialismus », *Deutsche Führerbriefe*, 15 novembre 1931 (#89).
16. C'est la conclusion d'un homme après avoir entendu une conférence, à un *« petit cercle »* comprenant quelques hommes d'affaires, par Joachim Haupt, rédacteur d'un journal national-socialiste en Basse-Saxe et chef de l'Organisationsabteilung II du Gau Hannover-Süd Braunschweig : copie de la lettre, avec salutation *« Sehr geehrter Herr Doktor »*, sans date, sans signature, trouvée dans la correspondance de Paul Reusch avec Max Schlenker du Langnamverein et du groupe nord-ouest du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller pour 1931-32, dans GHH, 400101221/11.
17. Gilsa à Reusch, 6 août 1931 : Maurer et Wengst (éds.), Politik und Wirtschaft, II, p. 871.
18. Blank à Reusch, 11 août 1931 : ibid., II, p. 883.
19. « Nationalsozialismus », dans Hansa-Bund, *Wirtschaftspolitisches ABC-Buch* (Berlin, sans date [1931]), pp. 138-42.

20. Siemens, *Die gegenwärtige Lage Deutschlands. Rede gehalten auf dem Frühstück des Bond-Club in New York am 30. Oktober 1931* (pas de lieu, sans date).
21. BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeine Wirtschaftsfragen, Bd. 3, dossier sur Geschäftsführervereinigung der landschaftlichen Industrieverbände im Reichsverband der Deutschen Industrie, Niederschrift pour la reunion du 30 octobre 1931.
22. Ce point de vue a été explicité un an plus tôt par le jeune Hermann Winkhaus, fils d'un membre de la Ruhrlade qui occupait un poste subalterne dans la gestion des opérations d'extraction de charbon de la Gutehoffnungshütte de Paul Reusch : lettre à Fritz Springorum, 8 décembre 1930 : HAD, Springorum Papers, 3370/1.
23. Gilsa à Reusch, 18 décembre 1931 : GHH, 400101293/4. Voir également « Hitler soll kapitalistischer werden. Herr von Gilsa will dafür sorgen », *Frankfurter Zeitung*, 12 février 1932 (#113-114), reprenant la partie de la note citée ici de l'organe du mouvement syndical chrétien, *Der Deutsche*, du 11 février 1932.
24. Voir Leopold, *Hugenberg*, p. 105 ; Berghahn, *Stahlhelm*, pp. 187-90 ; Ernst-August Roloff, *Bürgertum und Nationalsozialismus 1930-1933. Braunschweigs Weg ins Dritte Reich* (Hanovre, 1961), pp. 73-75.
25. Mémo de Hindenburg du 25 février 1932 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, p. 1307.
26. Eberhart Schön, *Die Entstehung des Nationalsozialismus in Hessen* (Meisenheim-sur-Glane, 1972), p. 195.
27. Ibid., pp. 194 sq. Krebs, *Tendenzen*, p. 32 ; Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1931), pp. 339-344.
28. Döhn, *Politik und Interesse*, p. 204 ; Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1085-87, Gilsa à Reusch, 3 novembre 1931 ; ibid., pp. 1137 sq., Gilsa à Reusch, 3 décembre 1931 ; Gilsa à Kellermann, 3 novembre 1931 : GHH, Cahiers Kellermann, 400101308/9.

Chapitre IV, section 4 : Les Nationaux-Socialistes et les petits hommes d'affaires

1. Wirtschaft und Statistik, 14 mars 1930 (Jg. 10, Nr. 5), p. 214.
2. Voir, par exemple, Helmut Schwarzbach, « Die Differenzen zwischen dem Verband Sächsischer Industrieller und dem Reichsverband der Deutschen Industrie 1931 », dans *JBWG*, 1971, Partie 3, pp. 75-93.
3. « Der nationalsozialistische Kämfer Martin Mutschmann 60 Jahre », *VB*, 9 mars 1939 (#68) ; Peter Hüttenberger, *Die Gauleiter* (Stuttgart, 1969), p. 217 ; SPD, *Reichstagswahl 1930. Referentenmaterial* (Berlin, [1930]), p. 48.
4. Sur le discours de Heidelberg, voir Petzold, *Demagogie*, pp. 256 sq. Sur le parcours de Keppler, voir Turner, « Grossunternehmertum und

Nationalsozialismus », p. 34 ; Johnpeter Horst Grill, *The Nazi Movement in Baden, 1920-1945* (Chapel Hill, 1983), pp. 154-57.

5. « Albert Pietzsch », *Deutsche Zeitung*, 21 novembre 1941 ; *Das Deutsche Führerlexikon*, p. 355. La société de Pietzsch n'était capitalisée qu'à hauteur de trois millions de marks lorsqu'elle est devenue une Aktiengesellschaft en 1928 : Hans Radandt, « '100 Jahre Deutsche Bank' », p. 57 ; voir également les mémoires inédites d'Alfred Vagts, qui a rencontré Pietzsch lorsqu'il était étudiant à Munich : « Adolf Hitlers Maler – Adolf Ziegler » (manuscrit mis à disposition par le Dr. Vagts).
6. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, II, pp. 13.
7. Voir l'extrait de la recension favorable dans *Die Deutsche Arbeitgeber-Zeitung* de l'ouvrage d'Alfred Rosenberg *Der Mythos des 20 Jahrunderts*, repris dans Hans Reupke, *Der Nationalsozialismus und die Wirtschaft*, p. 26, n. 5a ; également « Wirtschaft und Wahlen », dans *Dei Deutsche Arbeitgeber-Zeitung*, 20 novembre 1932 (Jg. 31, Nr. 47). L'éditeur de l'article, Friedrich Fikentscher, a d'abord demandé à devenir membre du NSDAP en 1927 et a finalement adhéré en 1932 : BDC, dossiers personnels. Le journal, plutôt que *Der Arbeitgeber*, est identifié de manière erronée comme l'organe de la Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände dans Gerhard Jeschke, « Vom 'Neuen Staat' zur 'Volksgemeinschaft'. Unternehmerverbände und Reichspolitik vom Sturz Brüning bis zu den Märzwahlen 1933 », dans *Ergebnisse. Hefte für historische Öffentlichkeit*, Heft 8 (Oct. 1979) : 11-96. Voir également Jürgen John, « Die Faschismus-'Kritik' in der Zeitschrift 'Der Arbeitgeber' », *ZfG* 30 (1982) : 1072-86.
8. Sur ce point, voir Fritz Dickmann, « Die Regierungsbildung in Thüringen als Modell der Machtergreifung », *VfZ* 14 (1966): 454-64 ; « Die Regierungsbildung », *Weimarische Zeitung*, 10 janvier 1930 (#9) ; « Noch keine Entscheidung im Landtag », ibid., 11 janvier 1930 (#10).
9. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 312 sq.
10. « Adolf Hitler über Politik und Wirtschaft », *Weimarische Zeitung*, 11 janvier 1930 (#10) ; voir également « Die Volkspartei gegen Frick », *Vossische Zeitung*, 12 janvier 1930 (#11) ; également « Adolf Hitler von geladenen Gäste in Weimar », *VB*, 17 janvier 1930 (#13).
11. Dickmann, « Regierungsbildung », p. 462.
12. Rudolf Ludloff, *Kasernen statt Wohnungen. Zur Geschichte der deutschen Zementindustrie im Imperalismus bis 1945* (Berlin-Est, 1963), p. 182.
13. Johannes Müller, *Die Industrialisierung der deutschen Mittelgebirge* (Iéna, 1938).
14. Ludloff, *Kasernen*, pp. 181 sq.
15. « Ein Schritt näher. Die Regierungsbildung in Thüringen », *Weimarische Zeitung*, 9 janvier 1930 (#8).
16. Ludloff, *Kasernen*, pp. 181-86.
17. NA, RG 242, Microcopie T-81, 116/136685-7, Carl Hoesrich, Roda bei Ilmenau, à Gauleitung, Weimar, 1er mars 1932.

18. Ibid., image 136992, Verband der Mitteldeutschen Industrie e.V. à Fraktion der NSDAP, Weimar, 28 septembre 1931.
19. Sur les banques, voir Born, Bankenkrise. L'histoire de Borsig n'a pas encore été entièrement racontée ou analysée ; voir les informations sur l'avance de 1,2 million de marks faite par le gouvernement à Borsig en juillet 1931 dans Fritz Blaich, « 'Garantierter Kapitalismus'. Subventionspolitik und Wirtschaftsordnung in Deutschland zwischen 1925 und 1932 », *ZfU* 22 (1977) : 62 sq. Après une nouvelle aide du Reich au cours de l'été, l'entreprise se déclare finalement insolvable en décembre 1931, mais ses activités sont sauvées grâce à un redressement judiciaire subventionné en partie par le Reich. Je remercie le Dr. Dieter Lindenlaub de m'avoir signalé la documentation sur Borsig dans les archives du Reichsfinanzministerium, BAK, R2/14.968-14.973, 14.975, 17.273-17.239, et les archives de la Deutsche Revisions- und Treuhand AG, BAK, R84, Borsig 1930 und 1931.
20. En septembre 1931, Brüning déclare à un groupe d'industriels que le gouvernement doit intervenir pour éviter les dommages que l'effondrement des grandes entreprises entraîne pour l'économie : Maurer et Wengst (éds.), *Politik un Wirtschat*, II, p. 972.
21. Paul Kleinewefers, *Jahrgang 1905. Ein Bericht* (Stuttgart, 1977), pp. 83-85.
22. Hansa-Bund, *Jahresbericht 1931. Heft 29 der Flugschriften des Hansa-Bundes* (Berlin, sans date [1932]), pp. 5 sq. ; Kleinewefers, *Jahrgang 1905*, pp. 76 sq.
23. Voir, par exemple, les observations révélatrices sur le « problème juif » dans Kleinewefers, *Jahrgang 1905*, p. 78.
24. « Wirtschaftspräsident Feder », *Vorwärts*, 23 mai 1931 (#236).
25. Rapport de l'Oberpräsident de la Rhénanie au ministre prussien de l'Intérieur, 16 janvier 1932 : LHAK, 403/16736.
26. « Die Wirtschaftspolitik des Nationalsozialismus », *Der Tag*, 23 novembre 1931 (#280).
27. Lutz Graf Schwerin von Krosigk, *Die grosse Zeit des Feuers* ; *Der Weg der deutschen Industrie*, 3 vols. (Tübingen, 1957-59), III, pp. 251, 274.
28. Rapport du Oberregierungsrat Peters au Oberpräsident du Rhineland, 4 mai 1931 : LHAK, 403/16734.
29. Ibid., rapport du Oberpräsident du Rhinland au Ministre de l'intérieur prussien, 25 juillet 1931. Sur Schoeller et Schull, voir Zunkel, *Unternehmer*, pp. 15 sq., 29, 111. Schwerin von Krosigk, *Zeit des Feuers*, III, p. 274.
30. Sur Peill, voir Schwerin von Krosigk, *Zeit des Feuers*, III, p. 173 ; également Feder à l'Organisationsabteilung II, 1er février 1932, annonçant la nomination de Peill au Wirtschaftsrat du NSDAP : BAK, NS 22/11. Sur la famille Peill, voir Zunkel, *Unternehmer*, p. 114.
31. Schwerin von Krosigk, *Zeit des Feuers*, I, p. 293 sq.
32. Friedrich Zunkel, « Die Gewichtung der Industriegruppen bei der Etablierung des Reichsverbandes der Deutschen Industrie », chez Mommsen et al. (éds.), *Industrielles System*, p. 640.

33. Sur ce point, voir Ulrich Nocken, « Inter-Industrial Conflicts and Alliances as Exemplified by the AVI-Agreement », Mommsen et al. (éds.), *Industrielles System*, pp. 693-704. Voir également Oscar Funcke, *Der Kampf in der Eisenindustrie* (Hagen, 1934) ; Gerald D. Feldman, *Iron and Steel in the German Inflation*, pp. 457 sq. ; Fritz Ulrich Fack, « Die deutschen Stahlkartelle in der Weltwirtschaftskrise », (diss., Freie Universität Berlin, 1957), pp. 31 sq. ; Weisbrod, *Schwerindustrie*, p. 482.
34. Remarques d'Abraham Frowein au comité principal de la Reichsverband le 19 septembre 1930, citées dans Grübler, *Spitzenverbände*, p. 178.
35. « Nazis arbeiten mit Industriellen », *Dortmunder Generalanzeiger*, 13 janvier 1931 (#13) ; « Ein I.G. Farben-Syndikus rührt die Trommel für Hitler », ibid., 14 janvier 1931 (#14) ; « IG-Farbentrust wirbt für NSDAP », *Sozialistische Republik*, 15 janvier 1931 (#12) ; rapport du Polizeipräsident, Wuppertal, au Regierungpräsident, Düsseldorf, 16 janvier 1931 : LHAK, 403/16733.
36. Sur Klein, voir son Führerfragebogen, daté du 2 février 1933, dans BDC ; *Das Deutsche Führerlexikon*, p. 235 ; voir également la description de son poste chez Farben dans K. Krekeler, pour le Direckorium, aux Abteilungsvorstände et Betriebsführer, Dormagen, 28 janvier 1927 : BAL, 221/5, Rundschreiben der Sozialabteilung.
37. Voir Hans-Peter Görgen, *Düsseldorf und der Nationalsozialismus* (Düsseldorf, 1969), pp. 47, 49, 68, 105 sq. L'engagement de Klein en faveur de la société lui vaut d'être nommé en 1933 à la tête de l'Institut für Ständewesen de Cologne, soutenu par Fritz Thyssen. Mais son rôle lui vaut des ennuis avec d'autres éléments du parti ; il est finalement exclu en 1944 ; voir le rapport de la Gestapo, « Der Spannkreis. Gefahren und Auswirkungen. Ende Mai 1936 », IfZ, 413/52, p. 15 ; BDC, Partei Korrespondenz sur Klein.
38. Rapport, Regierungspräsident, Düsseldorf, au Oberpräsident du Rhinland, 21 décembre 1931 : LHAK, 403/16736.
39. Nocken, « Inter-Industrial Conflicts and Alliances », pp. 700-3.
40. Ibid., p. 702.
41. Voir la brève autobiographie de Pleiger, préparée le 3 novembre 1947, pour le tribunal militaire américain de Nuremberg : NA, RG 238, NI-12222.
42. Voir l'affidavit d'Adolf von Carlowitz, 30 janvier 1948, ibid., NI-13990.
43. Voir Matthias Riedel, *Eisen und Kohle für das Dritte Reich. Paul Pleigers Stellung in der NS-Wirtschaft* (Göttingen, 1973).
44. Voir ses mémoires, *Krisenmanager im Dritten Reich* (Düsseldorf, 1973).
45. Sur Daitz, voir Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 419 sq. ; *Das Deutsche Führerlexikon*, p. 89. Il est devenu membre du parti le 1er février 1931, selon le fichier des membres du BDC. En 1932, Daitz, qui était commissaire régional de la section de politique économique du NSDAP, a contribué à l'un des tracts théoriques du parti sur la création d'emplois par le biais de dépenses déficitaires : Karl Dietrich Bracher, Wolfgang Sauer, Gerhard Schulz, *Die nationalsozialistische Machtergreifung* (Cologne, 1960), p. 401. Sur sa carrière dans le Troisième Reich, où il occupait

un poste au ministère des Affaires étrangères, voir Hans-Adolf Jacobsen, *Nationalsozialistische Aussenpolitik 1933-1938* (Francfort et Berlin, 1968), p. 61 sqq. L'historien est-allemand Kurt Gossweiler a, de manière inexplicable, dépeint Daitz comme un homme d'IG Farben : « Hitler und das Kapital », p. 1008.

46. Wirtschaftspolitische Vereinigung, Francfort-sur-le-Main, à Hindenburg, 17 juillet 1931 : ZAP, Büro des Reichspräsidenten, 46. Ce document a été cité dans de nombreuses publications est-allemandes comme preuve du soutien des grandes entreprises au NSDAP, bien qu'aucun des signataires ne soit un dirigeant important. Wilhelm Traupel, par exemple, a été identifié dans ces publications comme un fonctionnaire de Krupp, mais il n'était en fait que le chef de la division des ventes de machines agricoles de Krupp, et son bureau se trouvait à Francfort, et non au siège de la société à Essen : Wenzel, *Deutscher Wirtschaftsführer*, col. 2303. Un autre, Hans Geisow, a été identifié comme un dirigeant d'IG Farben, même s'il n'a travaillé pour cette entreprise que dans une capacité technique, en tant que chimiste, jusqu'en 1931, date à laquelle il a démissionné pour promouvoir le NSDAP : Hermann A. L. Degener (éd.), *Wer ist's*, 10e éd. (Berlin, 1935), p. 479 ; Hans Geisow, *So wurde ich Nationalsozialist. Ein Bekenntnis* (Munich, 1931). L'identification erronée de Geisow avec IG Farben découle de la lettre d'accompagnement du 24 juillet 1931, avec laquelle le Präsidium des Vereinigten Vaterländischen Verbände a transmis la pétition au président. Cette erreur d'identification est désormais un fait accepté dans les publications est-allemandes ; cf. Wolfgang Rugge dans Hans-Joachim Bartmuss et al, *Deutsche Geschichte in drei Bänden*, 3 vol. (Berlin-Est, 1968), III, pp. 137 sq.
47. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 314, 385-88.
48. Sur l'établissement bancaire, voir Kurt von Eichborn, *Das Soll und Haben von Eichborn & Co. in 200 Jahren* (Munich et Leipzig, 1928). Sur Eichborn lui-même, voir Albert Pietzsch au Major Buch, 9 avril 1936 : BDC, Oberstes Parteigericht.
49. Voir les identifications révélatrices des hommes d'affaires qui ont assumé la direction des chambres d'industrie et de commerce en Bavière après la prise de pouvoir par les Nationaux-Socialistes dans Fritz Blaich, « Die bayerische Industrie 1933-1939 », dans *Bayern in der NS-Zeit*, éd. par Martin Broszat et al. 6 vol. (Munich, 1977-83), II, p. 241-44.

Chapitre V, section 1 : Le discours de Hitler au Club de l'industrie et ses retombées

1. Un journal communiste de Düsseldorf, *Freiheit*, a réussi à obtenir une copie de l'invitation et l'a imprimée en fac-similé le 24 janvier 1932 (# 20).
2. Ce qui suit est basé sur le compte rendu que Thyssen a systématiquement donné par la suite : Turner, « Fritz Thyssen und 'I paid Hitler' », p. 232. Cette version a été confirmée par le président du club, Karl Jarres, qui était en voyage au

moment du discours, dans une déclaration sous serment datée du 9 mars 1948 : NA, RG 238, dossier 10, Dokumentenbuch Bülow II.

3. « Hitler Pledges to Pay Berlin's Debts to World", *Chicago Tribune*, 5 décembre 1931 ; « Private Debts to be First if Hitler is Ruler », *New York Herald Tribune*, 5 décembre 1931. Hitler a donné des assurances similaires en privé à l'ambassadeur américain lors de la même visite à Berlin : Werner Link, *Die amerikanische Stabilisierungspolitik in Deutschland 1921-32* (Düsseldorf, 1970), p. 534.
4. Le diplomate, Kliefoth, premier secrétaire de l'ambassade, a relayé les propos de Hanfstaengl à Hans Schäffer, secrétaire d'État au ministère des Finances : IfZ, journal de Schäffer ED 93, entrée du 26 janvier 1932.
5. Sur ce point, voir, NA, RG 238, NI-4092, Bericht des Hausvorstandes zur ordentlichen Mitglieder-Versammlung des Industrie-Clubs am Montag, den 31. Oktober 1932 ; KA, E789, correspondance entre Karl Haniel et Krupp, janvier 1932 ; « Hitler in Düsseldorf », *Kölnische Volkszeitung*, 27 janvier 1932 (#27) ; « 'Heil Hitler', der Held der Schwerindustrie in Düsseldorf », *Volkszeitung* (Düsseldorf), 27 janvier 1932 (#22) ; Polizeipräsident, Düsseldorf, au Regierungspräsident, Düsseldorf, 27 janvier 1932 : LHAK, 403/16236 ; Görgen, *Düsseldorf und der Nationalsozialismus*, pp. 26 sq.
6. Voir le texte dans *Vortag Adolf Hitlers vor westdeutschen Wirtschaftlern im Industrie-Klub zu Düsseldorf am 27. [sic] Januar 1932* (Munich, 1932).
7. Ernst Poensgen, « Hitler und die Ruhrindustriellen. Ein Rückblick », dans NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow I. Également lettre de Max Schlenker du 1er septembre 1948, au juge présidant le procès de dé-nazification de Thyssen : HHSA, Hauptakte, 431.
8. Voir le compte rendu du maire de 1955, cité dans Walter Först, *Robert Lehr als Oberbürgermeister* (Düsseldorf, 1962), pp. 235 sq. ; également le rapport du Hausvorstandes.... (voir n. 5, ci-dessus).
9. Voir, par exemple, le rapport du SPD *Volkszeitung* de Düsseldorf du 29 janvier 1932 (n° 24).
10. « Hitler vor den Industriellen », *Kölnische Volkszeitung*, 28 janvier 1932 (#28) ; « Thyssen als Hitlers Schrittmacher », *Vossische Zeitung*, 27 janvier 1932 (#45) ; « Industrielle Reverenz », *Berliner Tageblatt*, 27 janvier 1932 (#45).
11. Rapport du Kiminal-Kommissar, Dr. Meyer, inclus dans le rapport du Polizeipräsident, Düsseldorf, au Regierungspräsident, Düsseldorf, 27 janvier 1932 : LHAK, 403/16736.
12. Les impressions du maire, le Dr Rosenthal, sont consignées dans le rapport de l'Oberpräsident, Coblence, au ministère de l'Intérieur prussien, le 3 février 1932 : LHAK, 403/16736. L'analyse du maire ne concorde pas entièrement avec les cas d'applaudissements enregistrés dans la version imprimée du discours complet (voir n. 6). Cette version a cependant été publiée par les Nationaux-Socialistes eux-mêmes plusieurs mois après le discours, de sorte que les notes d'applaudissements ne sont pas au-dessus de tout soupçon, d'autant

plus qu'elles n'apparaissent pas dans les extraits du discours publiés dans le *Völkischer Beobachter* du 19 avril 1932 (n° 110). La version du discours imprimée par les Nationaux-Socialistes provient apparemment d'un sténogramme réalisé par le club, qui n'a pas été conservé.

13. Konrad Heiden, *Geburt des Dritten Reiches* (Zurich, 1934), pp. 40 sq.
14. Ce qui suit est basé sur le rapport du club Hausvorstand à sa réunion du 31 octobre 1932 (voir n. 5) ; également le rapport détaillé du Regierungspräsident, Düsseldorf, à l'Oberpräsident, Coblence, 5 février 1932 : LHAK, 403/16736.
15. Cela ressort de la correspondance de Carl Duisberg, Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, Paul Reusch, Paul Silverberg et Fritz Springorum, citée ailleurs.
16. Ce qui suit est tiré du rapport du Hausvorstand du 31 octobre 1932 (voir n. 5) et de NA, RG 238, NI-10492.
17. Anton Betz, « Die Tragödie der 'Münchner Neuesten Nachrichten' 1932/33 », *Journalismus* 2 (1961) : 29.
18. La liste figure dans le rapport du Regierungspräsident, Düsseldorf, à l'Oberpräsident, Coblence, 5 février 1932 : LHAK, 403/16736. Les seules personnalités de la grande industrie mentionnées sont Jakob Hasslacher de la Rheinische Stahlwerke, Heinrich Pattberg, un directeur de mine de charbon à la retraite, et Wolfgang Reuter de la société de construction de machines Demag. En revanche, la présence de nombreux responsables d'associations industrielles a été enregistrée.
19. Ibid. Krupp était intéressé au point d'envoyer un observateur : lettre à Karl Haniel, 19 janvier 1932 : KA, E 789.
20. Neebe, *Grossindustrie*, p. 120.
21. Kleinewefers, *Jahrgang 1905*, pp. 74-76. Son souvenir du contenu du discours ne coïncide pas avec le texte qui a été conservé.
22. Journal de Hans Schäffer, entrée du 4 février 1932 ; IfZ, ED 93, vol. 18. Voir également les *Erinnerungen* (Munich, sans date) de Brecht, p. 49.
23. Voir n. 12.
24. Regierungspräsident, Düsseldorf, au Oberpräsident, Koblenz, 5 février 1932 : LHAK, 403/16736.
25. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, 23 août 1946. Grauert a identifié les industriels comme étant Georg Talbot de Gustav Talbot & Cie, une entreprise qui produisait des wagons de chemin de fer à Aix-la-Chapelle : cf. Wenzel, *Wirtschaftführer*, col. 2260. Grauert a été interrogé à nouveau sur le rassemblement le 2 septembre 1946, mais il n'a pas ajouté grand-chose à ce qu'il avait dit précédemment sur le discours et le public.
26. Peu après, le *Deutsche Führerbriefe*, un bulletin d'information destiné aux hommes d'affaires, rapporte à tort que Hitler s'est exprimé avec virulence contre les syndicats : « Hitler à Düsseldorf », 5 février 1932 (#10). Cette fausse rumeur a depuis fait son chemin dans la littérature savante : cf. Schweitzer, *Big Business*, p. 100 ; Helmut Heiber, *Die Republik von Weimar* (Munich, 1966), p. 242. William Carr, *A History of Germany, 1815-1945* (New York, 1969), p. 347.

27. Krupp à Karl Haniel, 19 janvier 1932 : KA, E 789.
28. NA, RG 238, affaire 10, témoignage de Wilmowsky du 31 mars 1948, vol. 14a, pp. 5305 sq.
29. La correspondance de Krupp avec Karl Haniel indiquait clairement que l'entreprise ne recevrait un billet que pour un seul de ses cadres, et Janssen a été désigné à plusieurs reprises comme le destinataire : Krupp à Haniel, 19 janvier 1932 ; Haniel à Krupp, 20 et 23 janvier 1932 : KA, E 789. Pour le parcours de Janssen, voir son curriculum vitae dans NA, RG 238, NI-9223 ; voir également *Jahrbuch für den Ruhrkohlenbezirk, herausgegeben vom Verein für die bergbaulichen Interessen, Jg. 30* (Essen, 1932), p. 147 sq. Voir aussi le livre de Gert von Klass, *Die drei Ringe* (Tübingen, 1953), p. 413, inspiré par Krupp.
30. Pour le témoignage de Wilmowsky, voir n. 28. Wilmowsky jouissait d'un grand respect en tant qu'homme intègre qui avait rejeté toute implication dans le National-Socialisme avant ou pendant le Troisième Reich. La substance de son témoignage sur le cadre de Krupp qui a assisté au discours au Club de l'industrie est grossièrement mal interprétée dans William Manchester, *The Arms of Krupp* (Boston, 1968), p. 360.
31. Dietrich, *Mit Hitler*, pp. 46-48.
32. Bullock, Hitler, pp. 177-79 ; Bracher, *Auflösung*, p. 441. Les répétitions de ces récits sont trop nombreuses pour être citées ici de manière exhaustive. Elles ont donné lieu à de nombreuses variations inventives, dont une selon laquelle « l'industrie allemande » aurait décidé, à l'occasion de la réunion « secrète » de Düsseldorf en janvier 1932, de *« prêter une aide financière à la campagne présidentielle de Hitler contre Hindenburg »*, bien que Hitler ne soit devenu candidat que près d'un mois plus tard : Karl A. Schleunes, *The Twisted Road to Auschwitz* (Urbana, 1970), p. 63. Pour des versions typiques, voir Schweizer, *Big Business*, p. 100 ; George H. Stein, *Hitler* (Englewood Cliffs, 1968), pp. 54 sq. ; Erich Eyck, *A History of the Weimar Republic*, 2 vol. (New York, 1973), p. 279. Pour une version encore courante dans les milieux gauchistes ouest-allemands, voir Eugen Eberle, « Der Nationalsozialismus aus lebensgeschichtlicher Perspektive », chez Volker Rittberger (éd.), 1933. *Wie die Republik der Diktatur erlag* (Stuttgart, 1983).
33. Dietrich, *Mit Hitler*, p. 49.
34. Dietrich, *Zwölf Jahre mit Hitler*, pp. 185 sq.
35. Thyssen, *I Paid Hitler*, pp. 100 sqq. Cf. Turner, « Fritz Thyssen und 'I Paid Hitler' », pp. 231 sq.
36. Poensgen, « Hitler und die Ruhrindustriellen », p. 6 ; Témoignage de Thyssen lors de son procès de dénazification, 18 août 1948 : HHSA, Spruchkammerverfahrengegen Dr. Fritz Thyssen dans Königstein, Obertaunus.
37. Pour les vues critiques de Poensgen sur le corporatisme, voir sa lettre à Jakob Wilhelm Reichert du 23 novembre 1932, dans BAK, R 13 I/105 ; pour l'enthousiasme de Grauert pour le corporatisme de Spann, voir sa lettre à Göring du 13 septembre 1932, qu'il accompagnait d'un livre d'un des disciples de Spann, Walter Heinrich : LC, Division des livres rares, Bibliothèque de

Hitler. (Je suis redevable au professeur John Haag d'avoir porté ce document à mon attention). Sur l'attitude de Poensgen envers le National-Socialisme, voir les dossiers de son procès de dé-nazification, HSAD, NW 1002, I 70 908.

38. Journal de Hans Schäffer, enregistrement d'une conversation avec Gustav Brecht le 4 février 1932 : IfZ, ED 93.
39. Voir, par exemple, « Hitler and der Festtafel des Kapitals », *Die Rote Fahne*, 27 janvier 1932 (#21) ; « Hitler bei den Industriellen » (Bande dessinée) et « Zehn Fragen der Trustherren und die Antworten Hitlers », ibid., 28 janvier 1932 (#22) ; « Wie Hitler mit Krupp und Thyssen schlemmt », ibid., 30 janvier 1932 (#24).
40. « Adolf Hitler vor der westdeutschen Industrie », *Westdeutscher Beobachter*, 27 janvier 1932 (#22).
41. « Hitler wirbt für den Sozialismus », *Westdeutscher Beobachter*, 28 janvier 1932 (#23). Voir également « Was wollte Adolf Hitler in Düsseldorf? » *National-Zeitung* (Essen), 29 janvier 1932 (#24).
42. Dr. Liebernickel, Geschäftsführendes Vorstandsmitglied des Wirtschaftsbundes Niedersachsen-Kassel, à Hitler, 29 janvier 1932 : NSHSAH, Hann. 310, 1 A 35.
43. « Verleumder am Pranger! Die Wahrheit über Hitlers Vortag vor den westdeutschen Industriellen », *VB*, 18 février 1932 (#49).
44. « Adolf Hitlers grosse Düsseldorfer Rede vor den Führern der Wirtschaft », *VB*, 19 avril 1932 (#110).
45. Voir n. 6. L'authenticité du texte, tel qu'il a été imprimé par les nationaux-socialistes, n'a pas été contestée par ceux qui ont entendu le discours.
46. Cité dans « Front gegen das Unternehmertum », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 4 février 1932 (#29).
47. Ottokar Lorenz, *Die Beseitigung der Arbeitslosigkeit* (Berlin, 1932). Les preuves internes montrent clairement que ce pamphlet a été publié fin janvier ou début février.
48. « Front gegen das Unternehmertum », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 4 février 1932 (#29).
49. « Zehn Fragen und Antworten », Nationalsozialistischer Parlamentsdienst, Ausgabe A, 4 février 1932.
50. « Wirtschaftssätze des Nationalsozialismus », *Kölnische Zeitung*, 23 février 1932 (#107) ; « Zehn Fragen an Hitler – sozialistische Antworten », *Der Ring*, 26 février 1932.
51. Wilmowsky à Reusch, 18 mars 1932 ; Reusch à Wilmowsky, 20 mars 1932 : GHH, 400101290/39.

Chapitre V, section 2 : Les grandes entreprises abordent le maelström politique dans le désarroi

1. « Unsere Meinung », numéro du 13 mars 1932 (#123).

2. Voir la liste de quelques-uns des 430 signataires de l'Aufruf Hindenburg de février : Berliner Börsen-Courier, 23 février 1932 (#89).
3. Les fonds n'ont jamais été entièrement comptabilisés, et les estimations du montant collecté vont jusqu'à 7,5 millions de marks. Voir les dossiers du procès de Günther Gereke, président de l'Arbeitsausschuss du Kuratorium de la Hindenburgausschüsse et plus tard Reichskommissar für Arbeitsbeschaffund sous Schleicher, qui fut accusé, après l'élection de Hitler, d'avoir détourné des fonds : LAB, Gereke Prozess, notamment vol. I, pp. 1-14, vol. II, pp. 143-44. Voir également les mémoires de Gereke, *Ich war königlich-preussischer Landrat* (Berlin-Est, 1970). Les documents utilisés dans une dissertation récente semblent ne couvrir qu'une petite période de la collecte de fonds pour Hindenburg : Tammen, « I.G. Farbeindustrie Aktiengesellschaft », pp. 178-82.
4. Voir, par exemple, la correspondance de Duisberg avec Fritz Springorum, Paul Reusch, Ernst Tengelmann et Albert Vögler au cours des mois de mars et d'avril : BAL, Autographensammlung Duisberg et 76/9.
5. Le pamphlet distribué par Thyssen, *Der Sozialismus der Hitlerbewegung im Lichte Spenglerscher Geschitsforschung oder die tiefste Ursache für den Aufstieg des Nationalsozialismus in Deutschland*,[28] par le Rechtsanwalt Dr. Paul Krumm (Geldern, 1932), soutient que Hitler, comme Spengler, est un descendant spirituel de Frédéric le Grand ; le « socialisme » du National-Socialisme est, selon Krumm, enraciné dans « l'instinct collectif » du *Volk* allemand, qui aspire à subordonner volontairement l'individu au bien-être de l'ensemble, ce qui est tout à fait contraire à l'enrégimentement du marxisme. À la demande de Thyssen, Paul Reusch a distribué des exemplaires aux membres de la Ruhrlade ; voir la correspondance dans GHH, 40010124/14. Thyssen fait également envoyer des exemplaires à d'autres hommes d'affaires ; voir l'accusé de réception du secrétaire d'Oscar Schlitter, directeur de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft, à August Thyssen-Hütte, 1er avril 1932 : DWI, archives de la DB & DG, Generalsekretariat Dr Schlitter, A20/30. Thyssen explique son soutien à Hitler dans sa réponse à la question *« Warum nicht Hindenburg, sondern Hitler ? »* dans *VB*, 13-14 mars 1932 (#73/74).
6. Reusch au Hindenburg-Ausschuss bavarois, 24 mars 1932 : GHH, 400101293/12. Dans cette lettre, Reusch annonce que le *Fränkischer Kurier*, un quotidien de Nuremberg qu'il contrôle, observera la neutralité avant le second tour de scrutin. Il se serait lui-même abstenu de voter une seconde fois : Franz Mariaux, « Einleitung » dans *Reden und Schriften* de Paul Silverberg (Cologne, 1951), p. LXXVI.
7. Leopold, *Hugenberg*, pp. 110 sq.
8. Springorum à Duisberg, 14 avril 1932 : BAL, 76/9 ; Springorum à Wilmowsky, 22 mars 1932 : GHH, 400101290/36.

[28] [NdT : « Le socialisme du mouvement hitlérien à la lumière des recherches historiques de Spengler ou la cause profonde de la montée du national-socialisme en Allemagne », par l'avocat Dr. Paul Krumm.]

9. Gottfried Treviranus, *Das Ende von Weimar* (Düsseldorf, 1968), pp. 296 sq. ; Brüning, *Memoiren*, pp. 531 sq. Les rumeurs qui sont parvenues à Brüning, selon lesquelles United Steel, qui a donné 5 000 marks à la campagne de Hindenburg, selon Brüning, a également donné un demi-million de marks à Hitler, restent sans fondement. Au vu des difficultés financières croissantes de United Steel et de sa dépendance croissante vis-à-vis du cabinet Brüning à travers l'affaire de Gelsenkirchen (voir ci-dessous), ces rumeurs semblent hautement invraisemblables. Sur les contradictions entre les mémoires de Brüning et ses écrits antérieurs sur ce point, voir Rudolf Morsey, *Zur Entstehung, Authentizität und Kritik von Brünings 'Memoiren 1918-1934'* (Opladen, 1975), p. 18.
10. Pour un exemple de l'attitude du monde des affaires à l'égard du cabinet Braun le jour de l'élection, voir la diatribe dans « Die Woche », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 24 avril 1932 (#96).
11. Voir chapitre IV, section 1.
12. Voir la lettre de Springorum à Tilo von Wilmowsky du 22 mars 1932 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1352-54. Voir également le procès-verbal confidentiel de la réunion du Wirtschaftsverband der Hannoverschen Industrie du 15 avril 1932 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeine Wirtschaftsfragen, Bd. 3. Cette organisation a décidé d'aider le DVP et le DNVP dans la campagne électorale prussienne. Voir aussi les rapports d'une réunion en mars des Syndizi de la Ruhr Grauert, Löwenstein et Schlenker avec les porte-parole des industriels de Hanovre dans Schlenker à Sprigorum, 23 mars 1932, et Schlenker à Reusch, 22 mars 1932 : GHH, 400101221/11.
13. Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, p. 1354, Reusch à Wilmowsky, 23 mars 1932 ; p. 1363, Wilmowsky à Reusch, 25 mars 1932 ; pp. 1366 sq., Wilmowsky à Goerdeler, 1er avril 1932 ; Leopold, *Hugenberg*, p. 113.
14. Voir, pour une articulation de cette position, Springorum à Wilmowsky, 22 mars 1932, Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1352-54.
15. Springorum à Reusch, 12 avril 1932, ibid., pp. 1373 sq. ; Reusch à Springorum, 15 avril 1932 : GHH, 400101290/36 ; Turner, « The *Ruhrlade* », pp. 214 sq.
16. Voir lettres de Springorum à Reusch du 26 mars et du 12 avril 1932, Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1364, 1373 sq.
17. Lors de la campagne pour l'élection du Reichstag de juillet, Oscar Schlitter, directeur de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft, actif depuis longtemps en politique, répond à une demande de fonds pour un candidat du DNVP par un don de seulement 1 000 marks : DWI, archives de la DB & DG, Generalsekretariat Schlitter, 6469, Max Schlenker à Schlitter, 13 juillet 1932 ; Schlitter à Schlenker, 13 juillet 1932.
18. Gilsa à Kellermann, 6 avril 1932 : GHH, Allgemeine Verwaltung, 400106/84.
19. Duisberg à Siemens, 25 février 1932 ; Siemens à Duisberg, 1er mars 1932 ; Duisberg à Siemens, 7 mars 1932 ; Duisberg à Siemens, 24 mars 1932 ; Siemens à Duisberg, 5 avril 1932, toutes dans SA, 4/Lf670.

20. Sur les actions du Wirtschaftsverband der Hannoverschen Industrie, voir n. 12. Aucune trace n'a été trouvée des contributions d'IG Farben, mais plusieurs responsables ont témoigné après la guerre que les pratiques commencées dans les années 1920 se sont poursuivies pendant toute la période républicaine : Hayes, « The *Gleichschaltung* of IG Farben », pp. 67-70.
21. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), pp. 30-48.
22. Brandi a expliqué ses plans dans une lettre du 7 mars 1932 à Karl Jarres, le maire DVP de Duisberg et candidat malheureux à la présidence en 1925 : BAK, Cahiers Jarres 44. Sur le soutien du Bergbauverein au DNVP, voir Hugenberg à Mann, 7 mai 1932 : BAK, Cahiers Hugenberg, 38. Sur le ressentiment de Brandi face à son exclusion des décisions politiques de la Ruhrlade, voir le journal de Fritz Klein, rédacteur du *Deutsche Allgemeine Zeitung*, entrée du 13 mai 1932 : KP.
23. Horst Romeyk, « Die Deutsche Volkspartei in Rheinland und Westfalen 1918-1933 », *RVB* 39 (1975) : 231 sq. Voir également BAK, Cahiers Dingeldey, 58, Dingeldey à Thiel, 26 février 1932 : ibid., rapport sur la réunion du Geschäftsführender Ausschuss et du Hauptvorstand de la DVP Wahlkreisorganisation Westfalen-Süd à Dortmund, 26 février 1932. Voir également le compte rendu d'une réunion au cours de laquelle Brandi a incité un autre député DVP à rompre avec le parti avant les élections au Landtag : journal de Fritz Klein, entrée du 21 avril, KP. L'homme en question, le Fregattenkapitän a.D. Ernst Hintzmann, démissionne – comme Brandi l'y avait incité – dans un contexte de publicité maximale juste avant le scrutin : *Stuttgarter Neues Tageblatt*, 23 avril 1932 (#187).
24. « Gelsenkirchen bleibt fest », *Nationalliberale Correspondenz*, 1er mars 1932 (#43). Voir aussi le compte-rendu informatif et rétrospectif « Bericht über Vorbereitung und Ergebnis der Reichstagswahlen vom 6. November 1932 im Wahlkreis 23 (Düsseldorf-Ouest », par Generalsekretär Krüger, daté du 6 décembre 1932, et transmis par Krüger à Dingeldey le 7 décembre 1932 : BAK, Cahiers Dingeldey, 97b.
25. Sur les troubles du DVP, voir Döhn, Politik und Interesse, pp. 200 sqq. ; Roloff, *Bürgertum und Nationalsozialismus*, pp. 105 sqq. Voir aussi Heinemann (secrétaire DVP de Westfalen-Süd) à Dingeldey, 2 juin 1932, BAK, Cahiers Dingeldey, 16 ; « exposé » de Hermann sur la Reichsgeschäftsstelle, soumis au chef du parti Dingeldey le 2 décembre 1932 : ibid. 96a.
26. « Von den Börsen », 26 avril 1932 (#308-309).
27. En 1932 encore, la DVP ne disposait d'aucun système fiable pour collecter les cotisations ou même enregistrer les membres. Le secrétaire de l'organisation DVP dans le Wahlkreis de Dresde-Bautzen, Johannes Dieckmann, se souviendra plus tard avoir distribué des listes d'adresses de personnes considérées comme sympathisantes du parti à des chômeurs, qui étaient censés partager avec le parti l'argent qu'ils parvenaient à collecter en faisant du porte-à-porte : entretien avec Dieckmann, Berlin-Est, 5 avril 1966.
28. Leopold, *Hugenberg*, pp. 117, 122 sq.

29. « Das Zentralkomite der KPD. Zum Sturz der Brüningregierung », *Die Rote Fahne*, 31 mai 1932 (#117) ; « Natürlich wieder die Industrie », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 1er juin 1932 (#126), rapportant les allégations d'un organe des syndicats chrétiens.
30. Pour un compte rendu succinct et bien documenté de ces évènements, voir Vogelsang, *Reichswehr*, pp. 166-202 : pour des compléments importants, voir Bennett, *German Rearmament*, pp. 70-77. Voir également Udo Wengst, « Schlange-Schöningen, Ostsiedlung und die Demission der Regierung Brüning », *GWU* 30 (1979) : 538-51.
31. Le soutien à Brüning au sein du Reichsverband provenait en particulier de son directeur exécutif, Ludwig Kastl, qui était devenu un proche conseiller officieux du Chancelier, en particulier pour les affaires économiques internationales ; voir les Memoiren de Brüning, passim ; pour un exemple des efforts de Kastl pour atténuer les critiques du Chancelier par les industriels de la Ruhr, voir Blank à Reusch, 18 mai 1932 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1460 sq.
32. Kroll, *Von der Weltwirtschaftskrise*, p. 98.
33. William Lewis Patch, Jr. « Christian Trade Union in the Politics of the Weimar Republic, 1918-1933 », (diss., Université de Yale, 1981), p. 311.
34. Voir la protestation envoyée à Brüning par le Reichsverband le 3 mai 1932 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, pp. 1431 sq. La protestation similaire de la ligue des employeurs industriels y est citée dans une note de bas de page.
35. Pour expliquer sa démission, Warmbold a invoqué un certain nombre de motifs, dont une désapprobation fondamentale de la politique déflationniste de Brüning ; voir sa lettre de démission à Hindenburg : ibid. p. 1423 sq. ; également sa déclaration sous serment de Nuremberg du 5 octobre 1947 : NA, RG 238, affaire 6, Dokumentenbuch Schmitz II ; également sa lettre au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 17 octobre 1968 (#242). La démission de Warmbold ne fut acceptée par Hindenburg que le 6 mai.
36. Voir Max Schlenker, « Deutschlands Wirtschaftslage und ihre Zukunftsaussichten », *Stahl und Eisen*, 12 mai 1932 (Jg. 52, Nr. 19), pp. 465-68. Voir également les attaques contre le cabinet dans le *Berliner Börsenzeitung* au mois de mai, citées dans Helmut J. Schorr, *Adam Stegerwald* (Recklinghausen, 1966) p. 242.
37. Kastl à Reusch, 11 septembre 1931 : Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, p. 950.
38. Une copie de l'invitation au banquet du 18 septembre 1925, envoyée à seize industriels, ainsi qu'à quelques politiciens de premier plan, dont le Ministre-Président social-démocrate de Prusse, Otto Braun, et son Ministre de l'intérieur, Carl Severing, se trouve dans l'Autographensammlung de Carl Duisberg : BAL.
39. Lettre à Jakob Herle, 3 juin 1932 : KA, IV E 178.

40. Voir par exemple les observations de Paul Reusch, généralement l'industriel le mieux informé du pays sur le plan politique, dans une lettre à Fritz Schäffer, le 1er juillet 1932 : GHH, 400101293/12 ; ainsi que la réaction de Robert Bosch, telle que relatée dans Heuss, *Bosch*, p. 522.
41. Voir l'ordre du jour préparé pour la réunion de la Ruhrlade du 3 novembre 1930 par son trésorier, Fritz Springorum, dans ses papiers : HAD, F1i 3 ; ibid. dossier B1a 84 ; également Herbert Gottwald, « Franz von Papen und die 'Germania' » *JBG* 6 (1972) : 539-604 ; Jürgen A. Bach, *Franz von Papen in der Weimarer Republik* (Düsseldorf, 1977), pp. 265 sqq.
42. Voir le rapport sur le discours du nouveau Chancelier devant le Deutscher Landwirtschaftsrat le 11 juin : *SEG* 73 (1932) : 105-07. Voir également le rapport de Luwig Kastl, directeur général du Reichsverband industriel, à son président, Krupp von Bohlen, le 20 juin 1932, au sujet des demandes de renseignements préoccupantes des membres de cette organisation après le discours : KA, IV E 178.
43. Preller, *Sozialpolitik*, pp. 448-50. Voir la réponse favorable du Reichsverband industriel : Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 210.
44. Bernd Weisbrod, « The Crisis of German Unemployment Insurance », p. 190.
45. Richard Meine au Präsidium du Reichsbürgerrat, 11 juillet 1932 : SA, 4/Lf 646 ; Oskar Schlitter à Schlenker, 13 juillet 1932 : DWI, dossiers de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft, Generalsekretariat Schlitter, 6469.
46. Larry Eugene Jones, « Sammlung oder Zersplitterung? », *VfZ* 25 (1977) : 285 sq. Sur le rôle de Farben dans cette entreprise, voir Kalle à Jarres, 5 juin 1932, et Jarres à Kalle, 11 juin 1932 : BAK, Documents de Jarres, 44.
47. Turner, « The *Ruhrlade* », pp. 214 sqq.
48. Voir la note à Löwenstein de Ernst Brandi, 9 juillet 1932, écrite sur une lettre de Hans Humann à Brandi, Springorum, Hugo Stinnes, 7 juillet : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schrifwechsel, Brandi ; également Löwenstein à Gutehoffnungshütte, 22 octobre 1932, et mémo de Kellermann du 26 octobre 1932 : GHH, Allgemeine Verwaltung, 400106/104 ; également Bericht über Vorbereitung und Ergebnis der Reichstagswahlen vom 6. November 1932 im Wahlkreis 23 (Düsseldorf-Ouest) par Generalsekretär Krüger, datée du 6 décembre 1932 et transmise par Krüger à Dingeldey le 7 décembre 1932 : BAK, Cahiers Dingeldey, 97b.
49. Wenderoth à Dingeldey, 3 août 1932, ibid., vol. 16 ; Sprangenberg à Hermann, 4 août 1932 : ZAP, Deutsche Volkspartei Papers, 117.
50. Wenderoth à Dingeldey, 10 juillet 1932 : BAK, Cahiers Dingeldey, 16.
51. Roloff, *Bürgertum und Nationalsozialismus*, pp. 105 sqq.
52. Voir dossier 149 des Deutsche Volkspartei Papers : ZAP.
53. Dingeldey à Schleicher, 12 et 18 juillet 1932 : BA/MA, Cahiers Schleicher, N 42/22.
54. Vögler à Schleicher, 25 juillet 1932 : Springorum à Schleicher, 23 juillet 1932 : ibid.

55. Schleicher (brouillon) à Vögler, 9 novembre 1932 : ibid.
56. Telegramme, Dingeldey à Schleicher, 25 juillet 1932 : Vögler à Schleicher, 14 novembre 1932 : ibid.
57. « Von den Börsen », 2 août 1932 (#569-70).

Chapitre V, section 3 : Tentatives de dialogue avec l'hydre national-socialiste

1. Turner, « Fritz Thyssen und 'I paid Hitler' », p. 239.
2. Thyssen se laissait parfois aller à une sorte de bouffonnerie politique qui suscitait plus d'hilarité que de soutien de la part de ses auditeurs ; voir, par exemple, ses remarques et la réponse à celles-ci dans le procès-verbal de la réunion du Vorstand du Reichsverband du 19 juin 1931 : BAL, collection Reichsverband der Deutschen Industrie. Le plaidoyer de Thyssen en faveur du corporatisme lui vaut également peu ou pas de soutien dans les milieux industriels ; voir le procès-verbal du Hauptvorstand du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller du 17 novembre 1932 : BAK, R 13 I/105.
3. Voir leurs dossiers nationaux-socialistes personnels au BDC ; également la déclaration écrite de Wilhelm Tengelmann de 1945 pour le procès des crimes de guerre de Nuremberg, NA, RG 238, NI-635 ; également le témoignage de Walter Tengelmann à Nuremberg, le 9 octobre 1947, NA, RG 238, Case 5, vol. 25a, pp. 8265 sq., 8361. Ernst Tengelmann n'a rejoint le parti de ses fils qu'en 1933, après l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes : BDC, Parteikartei.
4. Aktenvermerk dans le dossier de correspondance entre Reusch et Erich von Gilsa, enregistrant le message téléphonique de Gilsa du 11 avril 1932, concernant le changement de parti de Winnacker : GHH, 4001011293/4. Sur la position de Winnacker chez United Steel, voir *Jahrbuch für den Ruhrkohlenbezirk, herausgegeben vom Verein für die bergbaulichen Interessen, Jg. 30* (Essen, 1932), p. 248, 265. En mars 1931, Winnacker cherche en vain à obtenir des exploitants de charbon de la Ruhr qu'ils subventionnent un journal d'un « certain parti » en achetant des abonnements, afin d'avoir un moyen de pression pour empêcher une politique indésirable de sa part : GHH, Cahiers Kellermann, 40010137/12, échange de lettres avec Winnacker (voir notamment Winnacker à Kellermann, 12 mars 1931).
5. Voir ci-dessus, chapitre V, section 2.
6. Voir la correspondance du parti sur Winnacker dans BDC, Parteikanzlei Korrspondenz et Gauleitung München-Oberbayern.
7. Voir le résumé de l'autobiographie de Mann de 1947 : NA, RG 238, affaire 6, vol. 29a, pp. 10434-38.
8. Témoigne à Nuremberg, 31 mars 1948 : NA, RG 238, affaire 6, vol. 29a, pp. 10434-38.

9. Kassenverwaltung, Reichsleitung München, à la Gauleitung Cologne-Aix-la-Chapelle, 5 avril 1932 : BDC, Parteikanzlei Korrespondenz.
10. NA, RG 238, affaire 5, vol. 15a, pp. 5058 sq., témoignage du 7 août 1947 ; ibid., NI-3122, affidavit de Flick du 29 novembre 1946. Sur la connaissance que Steinbrinck avait de Funk, voir Steinbrinck à Funk, 11 décembre 1931 : NA, RG 238, NI-3218.
11. NA, RG 238, affaire 5, vol. 15a, pp. 5058 sq., témoignage du 7 août 1947.
12. Voir chapitre V, section 4, notamment n. 9.
13. Le point de vue de Reusch s'est exprimé dans un éditorial que le rédacteur en chef du quotidien *Schwäbischer Merkur* de Stuttgart, Georg Dörge, a rédigé sur ses instructions : G.D., *« National-bürgerlich ! »*, édition du 27 avril 1932 (n°97). Pour le rôle de Reusch dans la préparation de l'éditorial, voir sa lettre à Springorum du 27 avril 1932 : GHH, 400101290/36.
14. Reusch entretenait des relations particulièrement bonnes avec le président du BVP, Fritz Schäffer ; voir leur correspondance dans GHH, 400101293/12. Le BVP recevait des subventions de la Ruhrlade depuis 1928 : Turner, « The *Ruhrlade* », p. 207. Sur l'engagement de Reusch en Bavière, voir Falk Wiesemann, *Die Vorgeschichte der nationalsozialistischen Machtübernahme in Bayern 1932/1933* (Berlin, 1975), p. 64-67.
15. Reusch a raconté sa rencontre avec Hitler dans trois lettres écrites le lendemain, dont les carbones ont été conservés pour ses dossiers, maintenant dans le GHH : à Schacht, 400101290/33 ; à Wilmowsky, 400101290/39 ; à Rudolf Kötter, 4001012007/15. Le texte de la lettre à Schacht figure dans Stegmann, « Zum Verhältnis », p. 451 sq.
16. Sur ce point, voir les documents des Cahiers Reusch imprimés dans Kurt Koszyk, « Paul Reusch und die 'Münchner Neuesten Nachrichten' », *VfZ* 20 (1972) : 75-103. Koszyk n'offre aucune preuve quant à son affirmation selon laquelle Reusch aurait également rencontré Hitler plus tôt, le 23 février 1932 (p. 79).
17. Lettre à Kötter, 20 mars (voir note 15, ci-dessus).
18. Turner, « *Ruhrlade* », p. 218 ; Anton Betz, directeur du MNN, à Reusch, [*sic*] Heß, Munich, 6 avril 1932 : ibid., 400101293/12.
19. Voir Koszyk, « Paul Reusch » ; Erwein von Aretin, *Krone und Ketten* (Munich, 1955), pp. 70 sq. Ces développements ont été sérieusement déformés dans Willi Kinnigkeit, « Was hinter der Zeitung steht... », *Süddeutsche Zeitung*, February 14/15, 1959 (#39).
20. Voir les nouvelles informations sur les rencontres de Schacht avec Hitler et son entourage durant l'été et l'automne 1931 dans Granier, *Levetzow*, pp. 299 sq., 316.
21. Schacht à Reusch, 18 mars 1932 : GHH, 400101290/33.
22. Reusch à Schacht, 20 mars 1932 : ibid.
23. Pour la réponse favorable de Fritz Springorum, voir sa lettre à Reusch du 22 mars 1932 : HAD, Documents Springorum, B1a 78/42c. Schacht indique dans

une lettre à Reusch du 6 juin 1932 que ce dernier lui a laissé entendre que Krupp et Albert Vögler se joindraient probablement à lui et Springorum pour financer l'Arbeitsstelle : GHH, 400101290/33, Schacht à Reusch, 6 juin 1932, texte dans Koszyk, « Paul Reusch », p. 99 sq.

24. Schacht à Hitler, 12 avril 1932, texte dans Klein, « Neue Dokumente zur Rolle Schachts », p. 821.
25. Sur le parcours de Keppler, voir Turner, « Grossunternehmertum und Nationalsozialismus », p. 34 ; Grill, *Nazi Movement in Baden*, pp. 154-57 ; Reinhard Vogelsang, *Der Freundeskreis Himmler* (Göttingen, 1972), pp. 22 sq., 30.
26. Sur ce sujet et les suivants, voir le témoignage de Keppler à Nuremberg : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Keppler, 24 novembre 1945, 13 et 30 août 1946 ; NI-903, affidavit par Keppler, 24 septembre 1946 ; également son témoignage, ibid., affaire 5, vol. 17a, pp. 5591-93 (18 août 1947) ; ibid., affaire 11, vol. 30a, pp. 12688-99 (16 juillet 1948) ; ibid., vol. 45a, pp. 19219-21 (1er septembre 1948).
27. Témoignage du 18 août 1947, à Nuremberg, p. 5593 (voir n. 26).
28. Cette rencontre, qui a eu lieu le 30 avril 1932 à l'hôtel Kaiserhof, est relatée dans les mémoires d'Emil Helfferich, un futur membre du cercle de Keppler qui était présent : *1932-1946 Tatsachen* (Jever, 1969), p.8.
29. Fritz Kranefuss (neveu et assistant de Keppler) à Helfferich, 14 mai 1932 : ibid., p. 10.
30. Keppler a rencontré Schacht le 18 mai 1932 : ibid., p. 10.
31. Ibid., pp. 10 sqq.
32. Schacht à Keppler, 27 mai 1932 : ibid., p. 12.
33. Ibid., pp. 11 sq., notamment lettre de Keppler à Schröder, 1er juin 1932.
34. La lettre de Hitler, qui ne semble pas avoir été conservée, est mentionnée dans la lettre de Keppler à Schröder du 1er juin 1932 et dans la lettre de Schacht à Keppler du 27 mai 1932 : ibid. p. 11 sq.
35. Rudolf Heß au Gauleiter Bernhard Rust de Hannover-Süd-Braunschweig, 31 mai 1932 : NSHSAH, Hann. 310, 1A, 37[1].
36. Helfferich, *1932-1946*, p. 12, Schacht à Keppler, 27 mai 1932.
37. Ibid., pp. 12 sq., notamment le texte de la lettre de Keppler à Emil Helfferich, 5 juin 1932.
38. GHH, 400101290/33, Schacht à Reusch, 6 juin 1932, texte dans Koszyk, « Paul Reusch », pp. 99 sq.
39. Le 18 juillet, Schacht envoie à Krupp von Bohlen une copie d'un article de Krämer sur les effets de la dévaluation de la livre de l'automne précédent sur la situation économique et financière de la Grande-Bretagne, que Schacht décrit dans sa lettre d'accompagnement à Krupp comme le premier produit de l'Arbeitsstelle : KA, IV E 1124. Krupp, ainsi que Reusch, Springorum et Thyssen, ont contribué financièrement au soutien de l'Arbeitsstelle : GHH, 400101290/33, Reusch à Schacht, 25 juin 1932. Sur le parcours de Krämer, voir

Kroll, *Von der Weltwirtschaftskrise*, p. 376 ; Schneider, *Arbeitsbeschaffungsprogramm*, p. 39, n. 56.

40. KA, IV E 202, Krupp à Herle, 26 décembre 1932.
41. Voir lettre de Schacht à Keppler du 27 mai 1932 : Helfferich, *1932-1946*, p. 12. Schacht semble avoir considéré Helfferich comme le personnage décisif à ce moment-là. Otto Steinbrinck, qui a rejoint le cercle plus tard au cours de l'été 1932, a déclaré plus tard qu'il avait d'abord supposé que Schacht était le responsable : NA, RG 238, NI-5962, interrogatoire, 23 janvier 1947.
42. Voir le témoignage de Schröder lors de son procès de dé-nazification le 8 novembre 1948 : SGB, records of Spruchkammerverfahren gegen Kurt von Schröder, 1947, 1948, 1950, transcription du procès, vol. II, p. 65 sq. Voir également l'interrogatoire de Schröder à Nuremberg, le 10 mars 1947 : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès.
43. Helfferich, *1932-1946*, p. 7.
44. Ibid., pp. 13 sqq. ; Krogmann, *Es ging um Deutschlands Zukunft, 1932-1939* (voir Leoni am Starnberger, 1976), p. 10. Ce mémoire doit être utilisé avec prudence, car Krogmann a déformé certains des documents de ses papiers privés maintenant disponibles à la FSGNSH.
45. Helfferich, *1932-1946*, p. 13.
46. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Keppler, 13 août 1946.
47. Vogelsang, *Freundeskreis*, pp. 22-28.
48. Voir lettres de Keppler des 3 et 20 mai 1932, à Helfferich, dans les mémoires de ce dernier, *1932-1946*, pp. 9-11, et la lettre de Keppler à Schacht du 1er juin 1932, ibidem, pp. 11 sq.
49. Ibid., pp. 13 sq. Cf. Vogelsang, *Freundeskreis*, passim. Si Vögler avait effectivement rejoint activement le cercle Keppler, une mention de ses activités serait presque certainement parvenue à Reusch par l'intermédiaire de Vögler, malgré leur éloignement temporaire au cours de l'été 1932 à cause de l'affaire de Gelsenkirchen ; mais il semble, d'après les documents de Reusch, que cela n'ait pas été le cas. Emil Helfferich a expliqué dans ses mémoires que Vögler n'a pas assisté à la réunion du groupe avec Hitler le 20 juin 1932 : *1932-1946*, p. 14. Otto Steinbrinck a rappelé à Nuremberg ne pas avoir rencontré Vögler lors des réunions du cercle : NA, RG 238, NI-5962, interrogatoire, 23 janvier 1947. A une occasion, Keppler a déclaré à Nuremberg que Hitler avait initialement proposé Vögler en plus de Schacht comme membre de son groupe : témoignage du 18 août 1947 (voir n. 26), p. 5592 ; dans une déclaration sous serment du 24 septembre 1946, il a exprimé une incertitude, écrivant que Hitler a « peut-être » également nommé Vögler : ibid., NI-903. Pourtant, le 30 août 1946, Keppler précise que Hitler n'a nommé personne d'autre que Schacht (voir n. 26).
50. Voir, par exemple, son article, « Wann kommt der deutsche Wirtschaftsaufstieg ? » numéro du 22 juillet 1932 (#170). Un autre article de Rosterg pour le *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, qui a été réimprimé par le *Völkischer Beobachter* en août 1931, a été cité par un historien soviétique, sans mention de

son lieu de publication original ou du désaccord du journal national-socialiste avec les vues de Rosterg, comme une indication de son allégeance politique : Lev Israelevic Ginzberg, « Auf dem Wege zur Hitlerdiktatur », *ZfG* 17 (1969) : 829 sq.

51. Les archives de la Ilseder Hütte de Peine contiennent des documents sur l'ascension de Hecker au sein de l'entreprise après son mariage avec Emilie Meyer en 1912 ; voir IHP, dossiers WA 107 et 108. De 1921 à 1924, Hecker représente le DVP au Landtag prussien, puis reste actif dans le parti local, voir sa lettre à Stresemann du 24 février 1929 : NA, RG 242, Microcopie T-120, 3164/103/174668-70. Ses opinions politiques de droite sont exprimées dans sa lettre du 12 mai 1930 au Generaldirektor Albrecht : IHP, WA 1600. Voir aussi *Das Deutsche Führerlexikon*, p. 176 sq.
52. Sur les antécédents de Bingel, voir Georg Siemens, *Geschichte des Hauses Siemens*, 3 vols. (Fribourg et Munich, 1947-51), III, pp. 146, 344 ; Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 197.
53. Helfferich ne figurait même pas dans l'annuaire national de plus de 13 000 dirigeants d'entreprise qui fait autorité : Wenzel, *Wirtschaftsführer*. Krogmann, fils d'un éminent commerçant de Hambourg, se classait, à quarante-trois ans, comme une sorte de jeune homme impétueux parmi les anciens de la chambre de commerce de Hambourg après son admission en 1931 : Les antécédents de Witthoefft font de lui un membre improbable, à soixante-neuf ans, d'un groupe réuni au nom du NSDAP. Membre éminent du Hansa-Bund libéral depuis avant la Première Guerre mondiale, il se rangea par la suite dans l'aile gauche du DVP de Stresemann, le représentant à l'Assemblée nationale et au parlement de Hambourg, où il dénonça ouvertement le nationalisme chauvin : ibid. p. 49, 359, 365-68 ; Mielke, *Hansa-Bund*, p. 191.
54. Karl était l'aîné de six frères, Emil le plus jeune : John G. Williamson, *Karl Helfferich, 1872-1924* (Princeton, 1971), p.7.
55. Voir la réponse à un article de Reinhart dans le *Berliner Börsen-Courier* : « Herrn Reinharts falsches Ziel », *Frankfurter Zeitung*, 9 janvier 1932 (#21/22) ; également « Das deutsche Währungsproblem ». *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 16 juillet 1932 (#165), où il est fait mention de la position de Reinhart sur les problèmes monétaires.
56. Voir Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 1795 sq.
57. Pour une partie des preuves abondantes concernant le caractère obscur de Schröder, voir Turner, « Grossunternehmertum und Nationalsozialismus », pp. 32 sq. ; Born, *Bankenkrise*, p. 182. Sur sa société, voir la version interne dans Christian Eckert, *J. H. Stein. Werden und Wachsen eines Kölner Bankhaus in 150 Jahren* (Berlin, 1941) ; pour un point de vue plus critique, voir Willi Strauss, *Die Konzentrationsbewegung im deutschen Bankgewerbe* (Berlin et Leipzig, 1928), p. 127.
58. Quand il informe Reusch au sujet des hommes d'affaires qui se sont déclarés prêts à soutenir financièrement son Arbeitsstelle, Schacht se réfère à tous ses bailleurs de fonds potentiels, sauf un, uniquement par leur nom de famille ; la

seule exception est Schröder, dont Schacht a jugé bon d'inclure le nom complet, avec le nom de la société de Schröder entre parenthèses : lettre de Schacht à Reusch, 6 juin 1932, dans GHH, 400101290/33. Otto Steinbrinck, adjoint de l'industriel Friedrich Flick, identifie de la même manière Schröder lorsqu'il écrit le 11 décembre 1931 à Walther Funk, dont le passé d'ancien rédacteur en chef d'un grand journal financier aurait rendu inutile une telle identification dans le cas d'un banquier important : NA, RG 238, NI-3218.

59. En raison d'un apparent trou de mémoire de Keppler lors de son interrogatoire à Nuremberg, cette réunion a souvent été datée à tort du 18 mai, ce qui la placerait avant l'achèvement de la formation du cercle. Voir, par exemple, Vogelsang, *Freundeskreis*, pp. 28 sq. S'appuyant sur le journal publié par Goebbels, Vogelsang soutient que Hitler ne pouvait pas être à Berlin le 20 juin. Cependant, Hitler a rencontré dans la capitale ce jour-là le Ministre de l'Intérieur de Papen, le baron Wilhelm von Gayl : Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 204. De même, un fonctionnaire du ministère des Finances du Reich qui s'est rendu au Kaiserhof ce jour-là a consigné dans son journal avoir vu les gardes nationaux-socialistes en uniforme qui montaient habituellement la garde lorsque Hitler était présent, ainsi que Friedrich Reinhart, membre du cercle Keppler, et *« un certain nombre de messieurs à l'air très bourgeois »* qui attendaient dans l'antichambre de la suite de Hitler : journal de Hans Schäffer, 20 juin 1932, IfZ, ED 93, Bd. 21, Bl. 601.
60. Keppler a rappelé cette réunion à deux reprises à Nuremberg, la datant à chaque fois incorrectement au 18 mai 1932 : NA, RG 238, NI-903, déclaration sous serment du 24 septembre 1946 ; ibid, affaire 5, vol. 17a, p. 5614 sq., témoignage du 18 août 1947. Schröder a répondu trois fois à des questions sur la rencontre, la situant correctement en juin 1932 : ibid. NI-246, interrogatoire du 1er décembre 1945 ; Interrogatoires préalables au procès, 10 mars 1947 ; affaire 5, vol. 13a, pp. 4408 sq., témoignage du 28 juillet 1947. Le souvenir de cette rencontre par Helfferich figure dans ses mémoires, *1932-1946*, p. 14.
61. Helfferich, *1932-1946*, p. 14.
62. Voir son témoignage, tel que cité dans n. 60.
63. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, 10 mars 1947.
64. « *Lobrede* » – ce passage du manuscrit des mémoires de Helfferich, aujourd'hui à la FSGNSH, a été omis dans la version publiée ; cf. Helfferich, *1932-1946*, p. 14. Pour le démenti ultérieur de Schacht concernant son rôle dans le cercle Keppler, dont il prétendait n'avoir qu'une *« vague idée »*, voir NA, RG 238, Case 5, vol. 12a, p. 3943, témoignage du 21 juillet 1947.
65. Voir l'affidavit de Keppler du 24 septembre 1946, et son témoignage du 18 août 1947 (citations dans n. 60).
66. NA, RG 238, Interrogatoires préables au procès, 2 juillet 1947.
67. Helfferich, *1932-1946*, pp. 14 sq.
68. Sur l'entrée de Steinbrinck dans le cercle, voir Helfferich, *1932-1946*, p. 17 ; Vogelsang, *Freundeskreis*, p. 32 ; à Nuremberg, Steinbrinck a témoigné de

manière cohérente à plusieurs reprises que l'initiative de son contact avec le cercle était venue de Keppler et de son neveu, Fritz Kranefuss, que Vögler, dont le bureau berlinois se trouvait dans le même immeuble que celui de Flick, lui avait adressés ; ils étaient venus, se souvient-il, à la suggestion de Schacht ; il a répondu positivement, a soutenu Steinbrinck, conformément à la stratégie défensive de la firme Flick qui consistait à établir des contacts avec un éventail aussi large que possible d'hommes politiques : NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, 25 janvier 1947 ; affaire 5, vol. 15a, pp. 4998-5000, 5067, témoignage des 6 et 7 août 1947 ; vol. 16a, pp. 5103 sq., témoignage du 8 août 1947.

69. Voir la correspondance entre Keppler et Krogmann dans les papiers de ce dernier : « Keppler-Kreis », 913, FSGNSH ; également la lettre de Hecker du 22 juillet 1932 à Julius Fromme : IHP, WA 13. Sur le déménagement de Keppler à Berlin, voir sa lettre à Krogmann, 4 sept. 1932 : Cahiers Krogmann.
70. Keppler à Krogmann, 24 août 1932 : Cahiers Krogmann (see n. 69).
71. Kranefuss deviendra plus tard le « spiritus rector » du cercle lorsque celui-ci sera approprié, sous le Troisième Reich, par Heinrich Himmler, qui remplacera Keppler : Vogelsang, *Freundeskreis*, passim.
72. Cela ressort de sa correspondance avec Krogmann : Cahiers Krogmann (voir n. 69).
73. Voir témoignage de Krogmann du 18 août 1947 : NA, RG 238, affaire 5, vol. 17a, p. 5597.
74. Voir lettres de Krogmann à Keppler des 24 juillet et 17 août 1932 : Cahiers Krogmann (voir n. 69).
75. Voir Krogmann à Keppler, 22 août 1932 ; Keppler à Krogmann, 24 août et 29 décembre 1932 : ibid.
76. Keppler à Krogmann, 6 août 1932 : ibid. Sur l'absence de Schacht aux réunions, voir NA, RG 238, NI-5962, interrogatoire de Steinbrinck, 23 janvier 1947 ; il a déclaré que Rosterg n'avait pas non plus participé.
77. Voir le témoignage de Steinbrinck à Nuremberg, 6 août 1947 : NA, RG 238, affaire 5, vol. 15a, p. 4999.
78. Ibid. ; Krogmann à Keppler, 11 septembre 1932 : Helfferich, *1932-1946*, p. 15
79. Témoignage à Nuremberg de Steinbrinck du 6 août 1947 : NA, RG 238, affaire 5, vol. 15a, p. 4999.
80. Cf. Stegmann, « Zum Verhältnis », p. 428. Voir aussi les affirmations à l'emporte-pièce sur le rôle du cercle dans la formulation de la politique économique nationale-socialiste, sans bénéfice de preuve, dans Schweitze, *Big Business*, pp. 34, 102, 359. Contrairement au témoignage unanime des participants, Schweitzer affirme que le cercle a aidé financièrement le NSDAP avant 1933 (cf. n. 84, ci-dessous).
81. Krogmann à Helfferich, 22 août 1932 : Cahiers Krogmann (voir n. 69).
82. GHH, 400101220/13a, Reusch à Herle, 22 septembre 1932 ; Herle à Reusch, 23 septembre 1932.

83. Voir Vogelsang, *Freundeskreis* ; Michael H. Kater, « Heinrich Himmler's Circle of Friends 1931-1945 », *MARAB – A Review* 2 (Hiver 1965-66) ; 74-93, qui se trompe en datant la formation du cercle. Voir aussi l'article peu fiable de Klaus Drobisch, « Der Freundeskreis Himmler », *ZfG* 8 (1960) : 304-28.
84. Tous les membres à qui l'on a demandé plus tard si le cercle avait collecté des fonds pour le NSDAP avant l'arrivée au pouvoir de Hitler ont systématiquement répondu par la négative ; ceux qui ont parlé du début de cette pratique l'ont situé en 1935 ou 1936 : NA, RG 238, NI-246 et NI-247, interrogatoires de Schröder, 1er et 3 décembre 1945 ; PS-3337, déclaration sous serment de Schröder du 5 décembre 1945 ; déclaration de Schröder lors du procès de dénazification du 3 juin 1948, dans les actes du procès, tome 1, p. 202 sq, Spruchkammerverfahren gegen Kurt von Schröder, 1947-1948, 1950, dans SGB, NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Steinbrinck, 25 janvier 1947 ; NI-5962, interrogatoire de Steinbrick, 23 janvier 1947. Voir également Helfferich, *1932-1946*, p. 26. Ces déclarations sont corroborées par l'absence, dans la correspondance contemporaine des membres du cercle cité ci-dessus, de toute mention d'activités de collecte de fonds. Néanmoins, la légende selon laquelle le cercle Keppler aurait collecté des fonds pour le NSDAP avant 1933 persiste sans aucune preuve à l'appui : Schweitzer, *Big Business*, p. 102 ; George W. F. Hallgarten et Joachim Radkau, *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis heute* (Francfort, 1974), p. 207. Dans une publication récente, l'historien est-allemand Joachim Petzold a fait revivre cette légende : « Grossbürgerliche Initiativen für die Berufung Hitlers zum Reichskanzler », *ZfG* 31 (1983) : 42 sq. De la mention de « das Finanz-Gremium » dans une lettre de Keppler à Schröder du 21 octobre 1932, Petzold conclut que Keppler faisait référence à un « Finanzierungskonsortium » spécial établi dans le but de collecter des fonds pour le NSDAP. Cependant, il semble beaucoup plus probable que Keppler faisait simplement référence au comité du cercle chargé d'examiner les plans de la politique financière nationale.
85. Cela devient évident à la lecture de la correspondance entre Eduard Dingeldey, président du DVP, et Wilehlm Kalle, un directeur de Farben qui a été député DVP au Reichstag de 1924 à 1932 : BAK, Dingeldey Papers, 34, notamment Kalle à Dingeldey, 7 mars 1932. Voir également Karl Holdermann, *Im Banne der Chemie. Carl Bosch. Leben und Werk* (Düsseldorf, 1953), p. 268.
86. Hayes, « *Gleichschaltung* of IG Farben », pp. 62-66.
87. Ibid., pp. 52-60 ; voir également Thomas Parke Hughes, « Technological Momentum in History : Hydrogenation in Germany 1898-1933 », *P & P* No. 44 (août 1969) : 106-32. Pour une présentation moins fiable, voir Tammen, « Die I. G. Farbenindustrie », pp. 94-112.
88. Feder, *Programm* (1927), p. 47 sq.
89. « Jüdische Kampfmittel gegen Nationalsozialisten », 5 janvier 1928 (#4).
90. Voir, par exemple, « Volkswirtschaft und Handel : Goldschmidt une Schlitter in den [*sic*] I. G. Farben », *VB*, 7 juin 1930 (#134).

91. L'article en question, « Moloch I. G. », de K. E. Weiss, a été distribué par le service de presse national-socialiste Grossdeutscher Pressedienst de Berlin au début du mois de juin 1931 et est paru dans de nombreuses publications du National-Socialisme ; voir le texte dans NA, RG 242, Microcopie T-253, 57/1513252 sq.
92. NA, RG 238, NI-15257, « Bericht über den Besuch der Leuna-Werke durch Press und Politik (1.-9.10.1931) », par Heinrich Gattineau, 12 octobre 1931 ; RG 242, Microcopie T-81, 116/136985, Konstantin Hierl et Otto Wagener à Fritz Sauckel, 30 septembre 1931. Gattineau a placé par erreur à Nuremberg les visites en 1932 : ibid. RG 238, affaire 6, vol. 34a, p. 12382, témoignage du 22 avril 1948.
93. Gattineau, « Bericht » (voir n. 92).
94. « Interssenten-Interesse am 'Einheitstreibstoff' », *VB*, 10 février 1932 (#41).
95. « Leunabenzin – ein deutscher Treibstoff », 13 avril 1932 (#104).
96. « I. G. Farben und Oppau ! », 11 mars 1932 (#71).
97. Voir, par exemple, « Treibstoffpreisskandal », *Der Führer* (Karlsruhe), 21 janvier 1932.
98. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, interrogatoire de Gattineau du 14 avril 1947 ; affaire 6, vol. 34a, p. 12437, témoignage de Gattineau du 22 avril 1948 ; NI-8788, affidavit de Gattineau du 12 juin 1947.
99. NA, RG 238, Microcopie T-253, 57/1513247-49, Gattineau à Haushofer, 6 juin 1931.
100. NA, RG 238, affaire 6, vol. 25a, pp. 8976-81, témoignage de Bütefish, 10 mars 1948 ; vol. 34a, p. 12437, témoignage de Gattineau, 22 avril 1948. Bütefisch est identifié à tort comme « Direktor » de l'usine d'essence synthétique Leuna à Tammen, « I.G. Farbenindustrie », p. 282.
101. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Gattineau, 21 novembre 1946, et 14 avril 1947 ; NI-4833, affidavit Gattineau, 13 mars 1947 (dans NI-5170 Gattineau a ensuite cherché à désavouer cette déclaration sous serment, mais elle a été corrigée de sa propre main) ; NI-8637, interrogatoire de Bütefisch, 16 avril 1947. Lors de son interrogatoire à Nuremberg, Gattineau a fait preuve d'une incertitude évidente quant à la date de la réunion, la datant de la moitié ou de la fin de 1932 lors de son interrogatoire du 14 avril 1947 (voir ci-dessus). Néanmoins, les interrogateurs ont commencé à situer la réunion à l'automne 1932 ou à la fin de l'année. Aucune preuve n'a cependant jamais été produite pour étayer cette datation. La plus ancienne mention documentée de la réunion cite Bütefisch selon laquelle elle aurait eu lieu en juin ; voir l'histoire officielle de l'entreprise de la principale usine d'essence synthétique écrite en 1940 sur la base d'entretiens avec Bütefisch et d'autres personnes : « 25 Jahre Leuna-Werke », par Walter Greiling, vol. III, p. 155, copie dactylographiée dans NA, RG 238, NI-14304. Greiling a déclaré à Nuremberg que Bütefisch avait vu et corrigé son manuscrit : ibid, NI-14508, déclaration sous serment de Greiling, 14 janvier 1948. Bien qu'imprimée, l'histoire n'a jamais été publiée. Selon

Bütefisch, l'auteur s'était laissé aller à trop de licence littéraire, ce par quoi Bütefisch entendait très probablement qu'il semblait imprudent de publier mot à mot des citations attribuées à l'homme qui était devenu le dictateur tout-puissant de l'Allemagne depuis sa rencontre avec les deux jeunes émissaires de Farben : ibid., affaire 6, vol. 25a, p. 8976-81, témoignage de Bütefisch du 10 mars 1948. Il est significatif que Bütefisch n'ait pas contesté la datation par Greiling de sa visite et de celle de Gattineau à Hitler. Le récit de la rencontre dans Joseph Borkin, *The Crime and Punishment of I.G. Farben* (New York, 1978), pp. 55 sq., s'appuie sur le travail de Greiling mais ignore sa datation.

102. NA, RG 238, affaire 6, vol. 34a, p. 12439, témoignage de Bütefisch du 22 avril 1948 ; NI-8637, interrogation de Bütefisch, 16 avril 1947.
103. Ibid., affaire 6, vol. 24a, p. 8747, témoignage du 8 mars 1948.
104. L'accusation à Nuremberg a cherché à établir un lien entre la rencontre de Gattineau et Bütefisch avec Hitler en 1932 et un accord conclu entre le gouvernement du Reich et Farben en décembre 1933 qui prévoyait un soutien des prix de l'essence synthétique. Cette interprétation a été catégoriquement rejetée par Gattineau et Bütefisch. Elle a également été réfutée par les déclarations sous serment des fonctionnaires du ministère de l'Économie qui avaient négocié et rédigé l'accord de 1933, qui ont tous nié toute influence politique : NA, RG 238, Case 6, Dokumentenbuch Bütefisch IV, déclarations sous serment d'Ernst Fischer, Botho Mulert et Hermann Petri.
105. « I. G. Farben vorläufig behaupter », *National-Zeitung* (Essen), 4 décembre 1932 (#320).
106. Voir la défense éloquente de la politique commerciale libérale par Carl Bosch dans son pamphlet de novembre 1932 : *Handelspolitische Notwendigkeiten* (copie dans KA, IV C 205).
107. « Adolf Hitler : Mein Programm », *VB*, 5 avril 1932 (#96).
108. « Was ist Kapitalismus? » (#1, 15 février 1932), Rednerinformation distributed by Reichspropagandaleitung : NSHSAH, Hann. 310 I A, Nr. 35.
109. Ibid., « Handelspolitik », extrait de Rednerinformation Nr. 2, 1er mars 1932, Reichspropaganda-Abteilung der NSDAP ; « Sozialpolitik », Rednerinformation Nr. 5, 15 avril 1932 ; « Stegerwald lässt die Sozialversicherung zusammenbrechen », Rednerinformation Nr. 6, 1er mai 1932. Sur autarky, voir la déclaration de Hitler avant le ballottage du Reichstag de juillet dans Werner Siebarth (éd.), *Hitlers Wollen*, 8e éd. (Munich, 1940), p. 152.
110. « Nationalsozialistische Steuerakrobatik », *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, 14 juillet 1932 (#28).
111. Böhnke, *NSDAP im Ruhrgebiet*, p. 188.
112. Voir le rapport sur le discours radiophonique de Straßer du 29 juillet 1932, qui a laissé une impression beaucoup plus radicale que son discours plus connu du 10 mai au Reichstag : « Der Wahlkampf im Sender », *Frankfurter Zeitung*, 30 juillet 1932 (#564).

113. *Wirtschaftliches Sofortprogramm der N.S.D.A.P.*, Broschürenreihe der Reichspropaganda-Leitung der NSDAP, Kampfschrift, Heft 16 (Munich, 1932), avec une préface de Straßer et avec la notation : « Verantwortlich Dr. A. von Renteln, Munchen. » Sa publication a été annoncée dans *VB*, 17/18 juillet (#199/200).
114. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Heinrichsbauer, 9 janvier et 6 février 1947. Lors du premier de ces interrogatoires, Heinrichsbauer a déclaré ne pas savoir qui avait invité Göring ; lors du second, il a précisé que le président du club, Ernst Brandi, l'avait invité.
115. GHH, 400101293/2, Franz von Gebsattel à Reusch, 19 avril 1932 ; voir également les remarques sur l'intervention de Josef Pschorr lors de la réunion du Vorstand du Deutscher Industrie- und Handelstag, le 10 mai 1932 : BAK, Cahiers Silverberg, 641.
116. Funk, « Die Lüge von der Wirtschaftsfeindlichkeit des National-sozialismus », *Unser Wille und Weg*, avril 1932, pp. 105-10 ; Wilmowsky à Reusch, 27 juin 1932 : GHH, 400101290/39.
117. C'est ce que révèlent deux rapports sur les interventions des Nationaux-Socialistes Josef Klein et Otto Wagener lors d'une réunion du Gauwirtschaftsrat à Düsseldorf le 23 juillet 1932, à laquelle assistent 700 à 800 personnes, dont des industriels et des banquiers : GHH, dossier Kellermann, 400101308/9, Gilsa à Reusch, 25 juillet 1932, BAK, dossier Jarres, 43, Heinrich Philippi à Karl Jarres, 27 juillet 1932.
118. Maurer et Wengst (éds.), *Politik und Wirtschaft*, II, p. 1363, Wilmowsky à Reusch, 25 mars 1932.
119. Wilmowsky à Reusch, 27 juin 1932 : GHH, 400101290/39.
120. Lammers, *Autarkie, Planwirstschaft und berufsständischer Staat?* (Berlin, 1932).
121. Voir son rapport sur un discours sur les questions économiques prononcé à Sterkrade le 7 juillet 1932 par Paul Hoffmann, président du Gauwirtschaftsrat national-socialiste local : GHH, 400101293/4, Gilsas à Reusch, 8 juillet 1932 ; également son rapport sur la réunion du Gauwirtschaftsrat à Düsseldorf le 25 juillet 1932, au cours de laquelle Josef Klein et Otto Wagener ont pris la parole : ibid, Kellermann Papers, 400101308/9, Gilsa à Reusch, 25 juillet. Un cadre de l'industrie manufacturière qui a assisté à cette dernière réunion a eu une réaction similaire à celle de Gilsa : Heinrich Philippi à Karl Jarres, 27 juillet 1932 : BAK, Documents Jarres, 43.
122. Reusch à Schacht, 27 juillet 1932 : GHH, 400101290/33.
123. Schacht à Gilsa, 12 juillet 1932 : ibid., Cahiers Kellermann, 400101308/9.
124. Gilsa à Reusch, 15 juillet 1932 : ibid.
125. Journal de Hans Schäffer, 15 janvier 1932 : IfZ, ED 93.
126. Reusch à Ludwig von Bomhard du *Fränkischer Kurier*, 7 juillet 1932 : GHH, 4001012007/15.
127. « Die Woche », *Deutsche Bergswerks-Zeitung*, 20 mars 1932 (#68).
128. Funke, « Freiheit stirbt nicht! » *Westfälisches Tageblatt*, 25 juin 1932.

129. Lammers, Autarkie, pp. 42-45.

Chapitre V, section 4 : Primes d'assurance et argent de protection pour les dirigeants potentiels

1. Journal de Schäffer, entrée pour le 11 février 1932 : IfZ, ED 93.
2. Matzerath et Turner, « Die Selbstfinanzierung der NSDAP ».
3. Voir l'annonce, avec photo, dans *VB*, 9 juillet 1932 (#191).
4. La métaphore –*Versicherungsprämien* – a été employée à Nuremberg par Heinrich Gattineau pour expliquer la distribution de l'argent politique d'IG Farben à travers le spectre des partis : NA, RG 238, affaire 6, vol. 34a, p. 12405, témoignage du 22 avril 1948.
5. Voir Gerhard Volkland, « Hintergründe und politische Auswirkungen der Gelsenkirchen-Affäre im Jahre 1932 », *ZfG* 11 (1963) : 289-318 ; Hennig Köler, « Zum Verhältnis Friedrich Flick zur Reichsregierung am Ende der Weimarer Republik », chez Mommsen et al. (eds.), *Industrielles System*, pp. 878-83.
6. Voir l'affidavit de Steinbrinck du 28 janvier 1947 : NA, RG 238, NI-3508. Le cabinet Papen a renvoyé l'affaire à une commission d'enquête spéciale, qui a annoncé le 21 juin qu'il n'existait aucune raison de mettre en doute la légalité de la transaction : « Untersuchung der Gelsenberg-Transaktion », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 2 juillet 1932 (#153). Un mois plus tard, dans un discours radiodiffusé la veille du scrutin au Reichstag, Papen indique que son cabinet désapprouve l'aide gouvernementale aux entreprises privées en péril et s'engage à rendre à la propriété privée toutes les entreprises que le gouvernement se sent obligé de reprendre pour le bien commun : Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 263. Son cabinet ne fait cependant rien pour annuler la transaction de Gelsenkirchen.
7. Turner, *Stresemann*, p. 158.
8. Voir l'interrogatoire de Steinbrinck du 23 janvier 1947 : NA, RG 238, NI-5962 ; également la déclaration sous serment de Steinbrinck du 28 janvier 1947 : ibid., NI-3508 ; également la biographie de Flick par son associé Konrad Kaletsch, datée du 7 février 1947 ; ibid., NI-5212.
9. Flick a affirmé à Nuremberg avoir donné 450 000 marks à la campagne de Hindenburg et a fourni des relevés de retraits bancaires de ce montant en guise de justification : ibid. cas 5, Dokumentenbuch Flick I, doc. 2. Son affirmation a été corroborée par l'un des responsables des fonds Hindenburg : Gereke, *Landrat*, p. 177, 184. Flick a également affirmé avoir versé une autre contribution de 500 000 marks au fonds sur la base de la déclaration d'un ancien fonctionnaire du bureau silésien de sa société : déclaration sous serment de Konrad Gehlofen, 25 juin 1947 : NA, RG 238, affaire 5, Dokumentenbuch Flick I, doc. 3. Cependant, Gereke rapporte dans ses mémoires que Flick a refusé une demande de seconde contribution de 450 000 marks : *Landrat*, p.

184. En revanche, le Ministre des transports de Brüning, Gottfried Treviranus, qui a également participé à la campagne de Hindenburg, a rappelé dans ses mémoires que Flick avait donné un à un million et demi de marks : *Ende von Weimar*, p. 297.

10. NA, RG 238, affaire 5, Dokumentenbuch Flick I, doc. 2.
11. Ibid.
12. NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Flick, 8 janvier 1947 ; affaire 5, vol. 10a, p. 3165 sq., témoignage de Flick du 2 juillet 1947.
13. Flick à Hugenberg, 19 juillet 1932 : ibid., Dokumentenbuch Flick I, doc. 2.
14. Ibid., vol. 10a, p. 3197, témoignage de Flick du 2 juillet 1947 ; interrogatoires préalables au procès, Steinbrinck, 23 janvier 1947. Un subordonné de Flick, Odilo Burkart, a affirmé dans une lettre en 1940 que Göring avait, après avoir consulté les livres de Flick, soumis un rapport à Hitler et obtenu son approbation personnelle pour la transaction : Burkart à Grillitzer, 17 septembre 1940 : ibid., NI-5432. Cette affirmation semble avoir été une question de vantardise pour un avantage tactique, car si Hitler avait effectivement donné son approbation personnelle à la transaction, Flick n'aurait pas ressenti le besoin de tranquilliser, à grands frais, les Nationaux-Socialistes de moindre importance auxquels il a ensuite accordé de l'argent. L'affirmation de George W. F. Hallgarten, dans son ouvrage *Hitler, Reichswehr und Industrie* (1955), p. 107-13, selon laquelle les Nationaux-Socialistes auraient extorqué un soutien financier à Flick et à d'autres cadres de l'industrie sidérurgique en bloquant une enquête parlementaire sur la transaction de Gelsenkirchen s'est avérée intenable ; cf. Volkland, « Hintergründe », p. 311-13. Dans une publication ultérieure, Hallgarten a abandonné des points clés de son argumentation : Hallgarten et Radkau, *Deutsche Industrie*, p. 205-07.
15. Wilhelm Sollmann, ancien Ministre de l'intérieur du Reich, a examiné les livres de Flick pour le SPD : NA, RG 238, affaire 5, vol. 10a, p. 3196 sq., témoignage de Flick du 2 juillet 1947. Voir également NA, RG 238, Interrogatoires préalables au procès, Steinbrinck, 23 janvier 1947. Pour la critique de la transaction par le SPD, voir Volkland, « Hintergründe », pp. 314 sq.
16. L'article, rédigé par A. Reinhold et intitulé « Der Flick-Skandal », est paru dans le numéro de juillet 1932 du périodique national-socialiste *Deutsche Volkswirtschaft* ; pour les extraits cités ici, voir Volkland, « Hintergründe », pp. 310 sq.
17. Steinbrinck a raconté cet épisode à plusieurs reprises à Nuremberg : NA, RG 238, NI-5962, interrogatoire du 23 janvier 1947 ; Interrogatoires préalables au procès, Steinbrinck, 25 janvier 1947 ; voir également son témoignage des 6, 7 et 8 août 1947, dans l'affaire 5, vol. 15a, p. 4998, 5067, vol. 16a, p. 5103 sq. Sur le parcours de Steinbrinck, voir Bodo Herzog, *Kapitänleutnant Otto Steinbrinck* (Krefeld, 1963).

18. NA, RG 238, affaire 5, vol. 15a, p. 5000, témoignage de Steinbrinck du 6 août 1947. Steinbrinck connaissait Walther Funk depuis la fin de 1931 ; voir sa lettre à Funk du 11 décembre 1931 : NA, RG 238, NI-3218.
19. Ibid., NI-5962, interrogatoire de Steinbrinck, 23 janvier 1947 ; interrogatoires préalables au procès, Steinbrinck, 25 janvier 1947 ; affaire 5, vol. 15a, p. 4999, témoignage de Steinbrinck du 6 août 1947.
20. Voir n. 19. Lors de son témoignage à Nuremberg, le 8 août 1947, Steinbrinck a parlé d'un rassemblement dans un petit « Wein-restaurant » : NA, RG 238, affaire 5, vol. 16a, p. 5102.
21. Ibid., interrogatoires préalables au procès, Keppler, 10 janvier 1947.
22. Ibid., affaire 5, vol. 15a, pp. 5087 sq., témoignage de Steinbrinck du 7 août 1947.
23. Ibid., également NI-3508, affidavit de Steinbrinck du 28 janvier 1947.
24. Ibid., NI-5962, interrogatoire de Steinbrinck, 23 janvier 1947.
25. Ibid.
26. Ibid.
27. Ibid. Voir également témoignage de Steinbrinck du 6 août 1947 : ibid., affaire 5, vol. 15a, p. 4981.
28. Steinbrinck établit le premier contact avec Ley et Reischach, par l'intermédiaire du bureau de relations publiques de Flick à Düsseldorf, à la fin de 1931.
29. Ibid., pp. 4981 sq. ; NI-3508, affidavit de Steinbrinck du 28 janvier 1947.
30. Ibid., NI-5962, interrogatoire de Steinbrinck du 23 janvier 1947.
31. Ibid. Voir également interrogatoires préalables au procès, Steinbrinck, 24 janvier 1947 ; NI-3508, affidavit de Steinbrinck du 28 janvier 1947. En 1938, Steinbrinck a placé cet accord en 1931 dans une lettre adressée à un cadre de Flick qui avait été approché par des Nationaux-Socialistes pour une contribution : NI-3454. Steinbrinck à Karl Raabe, 28 décembre 1938. Lors des interrogatoires répétés à Nuremberg, Steinbrinck a cependant insisté sur le fait que l'accord ne pouvait pas avoir été conclu avant 1932. Cela concorde avec les autres preuves, car si l'accord avait été conclu en 1931, Flick n'aurait vraisemblablement pas eu à verser les contributions qu'il a apportées à d'autres Nationaux-Socialistes en 1932.
32. Ibid., NI-5962, interrogatoire de Steinbrinck du 23 janvier 1947.
33. Ibid., affaire 5, vol. 15a, p. 4981, témoignage de Steinbrinck du 6 août 1947.
34. Ibid., vol. 10a, pp. 3171 sq., témoignage de Flick du 2 juillet 1947 ; Dokumentenbuch Flick I, doc. 1, « Zahlungen und Spenden für politische Zwecke », 6 juin 1947. Dans une autre déclaration sous serment, Flick a inscrit le chiffre « 100 000 marks » sous NSDAP dans une liste de ses contributions politiques de 1932, mais il a nuancé ce chiffre par une note de bas de page indiquant qu'une partie de cette somme estimée avait probablement été donnée plus tard, c'est-à-dire après l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes : NI-3122, déclaration sous serment du 29 novembre 1946. Cette qualification est ignorée dans une publication est-allemande qui utilise cette déclaration sous

serment : Klaus Drobisch, « Flick und die Nazis », *ZfG* 14 (1966) : 379. Une distinction similaire entre les contributions faites avant et après l'arrivée au pouvoir des Nationaux-Socialistes dans le document du 6 juin 1947 (cité dans cette note, ci-dessus), est également ignorée par Drobisch (p. 381). Le même type d'oubli caractérise les chiffres relatifs aux contributions de Flick aux Nationaux-Socialistes dans Günter Ogger, *Friedrich Flick der Grosse* (Berne et Munich, 1971), p. 130-33. S'appuyant selon toute vraisemblance sur Drobisch, Ogger fait figurer Flick au discours de Hitler au Club de l'industrie (pp. 130 sq.). Drobisch donne comme seule source de cette information une publication du chef du parti communiste est-allemand Walter Ulbricht (« Flick und die Nazis », p. 379). Flick a nié, lors d'interrogatoires répétés à Nuremberg, avoir été présent au discours de Hitler ou avoir reçu une invitation : NA, RG 238, Pre-Trial Interrogations, Flick Jan. 6 1947 ; Case 5, vol. 10a, p. 3197, témoignage du 2 juillet 1947. De même, aucun des témoins oculaires qui ont fait état de personnes vues lors du discours n'a mentionné Flick (voir ci-dessus, section 1 de ce chapitre).

35. Flick l'a dit dans son explication de la manière dont les paiements ont été effectués : NA, RG 238, dossier 5, vol. 10a, p. 3171, témoignage du 2 juillet 1947.
36. Sur la carrière commerciale de Wolff, voir Paul Ufermann, *Könige der Inflation*, 3e éd. (Berlin, 1924), pp. 35-41 ; Felix Pinner, Deutsche Wirtschaftsführer (Charlottenburg, 1925), pp. 58-65 ; Walther Hermann, « Otto Wolff », *Rheinisch-westfälische Wirtschaftsbiographien*, vol. 8 (Münster, 1962), pp. 123-56 ; Richard Lewinsohn, *Das Geld in der Politik*, pp. 171 sq.
37. Paul Ufermann, *Der deutsche Stahltrust* (Berlin, 1927), pp. 56, 79, 112, 144, 164. Sur le rôle de Wolff dans l'exploitation du cuivre, voir la publication est-allemande tendancieuse : Radandt, *Kriegsverbrecherkonzern*.
38. Voir la correspondance de Wolff avec Oscar Schlitter dans les papiers de ce dernier : DWI, archives de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft, dossier 4751, notamment Schlitter à Wolff, 25 juin 1929, et Wolff à Schlitter, 22 juillet 1929.
39. Wolff, *Die Geschäfte des Herrn Ouvrard* (Francfort-sur-le-Main, 1932) ; idem, *Ouvrard : Speculator of Genius* (Londres, 1962).
40. Le rôle de Wolff dans le financement de l'infortuné journal de Stresemann, *Die Zeit*, est relaté en partie dans une lettre de Carl Diusberg à Wilhelm Kalle du 3 janvier 1923 : BAL, Autographensammlung Duisberg.
41. Brüning, *Memoiren*, p. 508.
42. Deux hommes actifs dans la collecte de fonds pour le Hindenburg s'accordent dans leurs mémoires sur la participation généreuse de Wolff. Günther Gereke a qualifié sa contribution de somme importante : *Landrat*, p. 184 ; Gottfried Treviranus fixe la contribution de Wolff à un million de marks : *Ende von Weimar*, p. 297. Selon Flick, Wolff a contribué à le pousser à contribuer au

fonds Hindenburg : NA, RG 238, affaire 5, vol. 11a, p. 3573 sq., témoignage de Flick du 14 juillet 1947.

43. On ne sait toujours pas comment et quand Wolff s'est lié d'amitié avec Schleicher, mais en mai 1932, le Chancelier Brüning apprend les opinions du général par l'intermédiaire de Wolff : Brüning, *Memoiren*, p. 576.
44. Albert Vögler à Schleicher, 14 novembre 1932 ; Wolff à Vögler, 17 novembre 1932 : BA/MA, Cahiers Schleicher, N 42/22.
45. NA, RG 238, affaire 5, vol. 10a, p. 3165, témoignage de Flick, juillet 2 1947 ; IfZ, ED 93, journal de Hans Schäffer, entrée du 1er décembre 1932.
46. Pour avoir un aperçu révélateur de la situation commerciale de Wolff, il suffit de consulter les documents relatifs à un procès intenté contre sa société par Paul Rohde, qui a été porté devant les tribunaux de 1930 à 1933, dans les papiers de l'avocat de Wolff, Walter Luetgebrune : NA, RG 242, Microcopie T-253, rouleau. 2.
47. Brüning, *Memoiren*, pp. 365, 448.
48. Selon les mémoires de Gottfried Treviranus, Brüning a consolé Wolff avec la perspective d'une aide après la tenue de la conférence de Lausanne sur les réparations, prévue en juin : *Ende von Weimar*, p. 215.
49. Voir, par exemple, « Die Kriegsgewinnler melden sich », *National-Zeitung* (Essen), 15 septembre 1932 (#240). Otto Wagener, chef de la section de politique économique du NSDAP, utilise Wolff comme exemple de la façon dont un homme d'affaires peut nuire à l'économie : Mémorandum de Wagener aux commissaires de son organisation et au Gauwirtschaftsberater, 17 décembre 1931 : NSHSAH, Hann. 310, 1A 35. Certains Nationaux-Socialistes considéraient Wolff comme juif ; voir la lettre, Arno Schickedanz à Rudolf Heß, 22 décembre 1931 : NSDAP HA, B/1533.
50. Voir le mémo de Scholtz pour le commissaire prussien Franz Bracht, 20 octobre 1932 : ZAP, Cahiers Bracht, Bd. 2, Bl. 183.
51. En avril 1932, Hans Schäffer, secrétaire d'État au ministère des Finances du Reich, note dans son journal, après une conversation avec Wolff, l'opposition de ce dernier à l'inclusion de nationaux-socialistes dans le gouvernement : IfZ, ED 93, entrée du 28 avril. À Nuremberg, Jakob Wilhelm Reichert, du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, se souvient de Wolff comme étant très anti-national-socialiste : NA, RG 238, NI-11594, déclaration sous serment du 7 juillet 1947.
52. Journal de Schäffer : IfZ, ED 93, entrée du 13 août 1932.
53. Pünder, *Politik in der Reichskanzlei*, p. 147.
54. Selon l'extrait d'une déclaration financière de Wolff du 20 octobre 1933, imprimé dans une collection de documents de l'Allemagne de l'Est, Wolff a déclaré avoir versé des contributions politiques pour un total de 290 000 marks en 1932, dont 160 800 au NSDAP : Wolfgang Ruge et Wolfgang Schumann (éds.), *Dokumente zur deutschen Geschichte 1929-1933* (Berlin-Est, 1975), p. 89. Les contributions énumérées ne s'élèvent toutefois pas à 290 000 marks, et sa

contribution au fonds de campagne de Hindenburg n'est pas incluse. Un autre écrivain est-allemand a rapporté qu'en 1935, Wolff a informé les autorités fiscales de Cologne qu'il avait donné au moins 180 000 marks au NSDAP en 1932 : Eberhard Czichon, *Wer verhalf Hitler zur Macht ?* (Cologne, 1967), p. 54.

55. Voir le mémo de Scholtz pour le commissaire prussien Franz Bracht, 20 oct. 1932 : ZAP, Cahiers Bracht, Bd. 2, Bl. 183.
56. NA, RG 238, EC-440, déclaration de Funk du 28 juin 1945.
57. Sur le bureau commun de Düsseldorf, voir ibid. affaire 5, vol. 15a, p. 5087, témoignage de Steinbrinck du 7 août 1947.
58. Czichon, *Wer verhalf Hitler ?*, p. 54. Cette histoire ne figure pas dans la version publiée des mémoires de Gereke, *Landrat*.
59. Voir Peter Hayes, « 'A Question Mark with Epaulettes'? Kurt von Schleicher and Weimar Politics », *JMH* 52 (1980): 51-59.
60. Voir les informations autobiographiques composées par Ilgner à Nuremberg et datées du 23 octobre 1945 : NA, RG 238, NI-712. Voir aussi la notice biographique de Walter Bachem, 29 janvier 1947 : NI-5125.
61. Sur les plans du « cercle Wagemann », voir Kroll, *Von der Weltwirtschaftskrise*, pp. 396 sqq ; Wilhelm Grotkopp, *Die grosse Krise* (Düsseldorf, 1954), pp. 24 sq ; Claus-Dieter Krohn, « Autoritärer Kapitalismus », chez Dirk Stegmann et al. (éds.), *Industrielle Gesellschaft*, pp. 123 sq. Pour les souvenirs d'Ilgner sur le cercle, voir son affidavit du 7 décembre 1946 : NA, RG 238, NI-6677.
62. NA, RG 238, NI-6677 (voir n. 61) et NI-6699, affidavit de Ilgner, 25 avril 1947 ; ibid., interrogatoires préalables au procès, Ilgner, 10 avril 1947 ; ibid., affaire 6, vol. 26a, p. 9411, témoignage de Ilgner 16 mars 1948.
63. Ibid., NI-6677.
64. Ibid., affaire 6, Dokumentenbuch Ilgner I, doc. 4, affidavit de Ilgner du 27 février 1948.
65. Ibid., NI-6677.
66. Ibid., affaire 6, Dokumentenbuch Ilgner I, doc. 4, affidavit de Ilgner du 27 février 1948.
67. Ibid. Voir également interrogatoires préalables au procès, Ilgner 10 avril 1947 ; NI-6677 et NI-7082.
68. Ibid. Voir également affidavit Ilgner du 30 juin 1945 : NI-1304.
69. Ibid., NI-4833, affidavit de Gattineau du 13 mars 1947. Voir également son interrogatoire du 17 janvier 1947 : ibid., interrogatoires préalables au procès.
70. Ilgner a raconté cette histoire dans une déclaration qu'il a préparée à Nuremberg, « Papers about various questions », datée du 21 juin 1945 : ibid., NI-1293. Il a répété cette histoire à plusieurs reprises à Nuremberg dans d'autres déclarations et lors d'interrogatoires, sans toujours mentionner Gattineau comme source.
71. Ibid., interrogatoires préalables au procès, Gattineau, 17 janvier 1947 et 5 mars 1947 ; ibid., NI-4833, affidavit de Gattineau du 13 mars 1947.

72. Voir, par exemple, l'affidavit de Georg von Schnitzler, 5 juillet 1945 : ibid., NI-2696.
73. Voir affidavit de Kalle du 8 septembre 1947 : ibid., affaire 6, Dokumentenbuch Schmitz I, doc. 4.
74. Voir sa correspondance avec Eduard Dingeldey, chef du DVP : BAK, Cahiers Dingeldey 34.
75. Voir l'affidavit d'Ernst Pfeiffer, 8 septembre 1947 : NA, RG 238, affaire 6, Dokumentenbuch Schmitz II, doc. 24.
76. Ibid., vol. 17a, pp. 5713 sqq., témoignage de Lammer du 20 janvier 1948.
77. Voir section 3 de ce chapitre.
78. Selon Kalle, le conseiller juridique de la firme, le professeur Julius Flechtheim, comptait parmi les participants occasionnels aux délibérations du cercle : NA, RG 238, Case 6, Dokumentenbuch Schmitz I, doc. 5, déclaration sous serment de Kalle du 4 octobre 1947.
79. Schleicher à Kalle, 25 novembre 1931 : BA/MA Cahiers Schleicher, N 42/26.
80. Voir Bennett, *German Rearmament*, pp. 44-46, 62-69.
81. Kalle à Schleicher, 30 novembre 1931 : BA/MA, Cahiers Schleicher, 42/26.
82. Ibid., N 42/22, Colonel Kurt von Bredow à Schleicher, 21 et 25 octobre 1932. Ces communications révèlent que des subventions avaient été versées à la SA de Berlin à une époque antérieure, puis interrompues.
83. Voir chapitre III, section 4.
84. Voir « Schwerindustrie und Adolf Hitler », *Frankfurter Zeitung*, 19 janvier 1932 (#49).
85. NA, RG 238, interrogatoires préalables au procès, Grauert, 23 août 1946, 5 décembre 1946 et 5 janvier 1947 ; NI-3747, affidavit de Grauert du 14 janvier 1947 ; affaire 10, Dokumentenbuch von Bülow II, doc. 94, extrait du témoignage de Grauert avant le Tribunal Militaire International, 13 mars 1946. Grauert a fait essentiellement le même témoignage lors du procès de dénazification de Fritz Thyssen le 24 août 1948 : HHSA Thyssen trial records, Verhandlungsprotokolle. Dans une lettre du 30 août 1948, adressée au juge présidant le procès de Thyssen, Ernst Poensgen a confirmé le récit de Grauert : ibid, Hauptakte, p. 472. Interrogé à Nuremberg, Jakob Wilhelm Reichert, du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, a rappelé les mêmes événements : ibid. Klageschrift, p. 216 sq.
86. Voir, en complèment des documents cités dans la note précédente, Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 56.
87. En voyant de telles rumeurs dans la presse, Poensgen s'est renseigné auprès de Krupp von Bohlen, qui avait été mentionné comme leur source : KA, IV E 914, Poensgen à Krupp, 13 avril 1932. Krupp a nié toute validité à ces rapports : ibid, Krupp à Poensgen, 15 avril 1932.
88. Témoignage de Grauert du 13 mars 1946 et du 24 août 1948 (voir n. 85).
89. Voir témoignage de Grauert cité dans la note 85, notamment celui du 23 août 1946.

90. Voir section 2 de ce chapitre.
91. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 44.
92. Voir le rapport de Brandi au Vorstand du 28 janvier 1932 : BBA, Verein für die bergbaulichen Interessen, Vorstand 1930-34.
93. Betz, « Tragödie », p. 27.
94. Ibid., p. 29.
95. Cité par Fritz Klein dans une critique de livre dans *ZfG* 21 (1973) : 1523.
96. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 44.
97. Voir section 2 de ce chapitre.
98. Klein dans *ZfG* 21 (1973) : 1524 (voir n. 95).
99. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 44.
100. L'économie de la presse nationale-socialiste avant 1933 doit encore être explorée et analysée en profondeur. Voir, en attendant, sur les tribulations du quotidien de Robert Ley à Cologne, Westdeutscher Beobachter, Schaumburg-Lippe, Pflicht und Schuldigkeit, p. 171 sq., 249 ; également la documentation sur ce même journal dans NSDAP HA, 56/1358a. Voir également les informations sur le Hamburger Tageblatt dans Krebs, Tendenzen, notamment p. 98-100.
101. Voir, par exemple, les numéros suivants de l'édition de Munich de 1932 : 15 juillet (pneus Continenal), 6 août (Daimler-Benz), 10 août (pneus Dunlop et Auto Union), et 14/15 août (Ford), 4/5 septembre (Telefunken), 24 septembre (automobiles Adlerwerke).
102. Voir, par exemple, les numéros suivants de 1929 : 4 février et 1er mars (Daimler-Benz), 3 mars (Telefunken), 5 mars (Opel) ; et 1932 : 12 mars (Opel), 14 mars (Dunlop tires), 20 mars (Adlerwerke automobiles).
103. Schwerin von Krosigk, *Die grosse Zeit*, III, pp. 399 sq. ; « Der Reemtsma-Konzern", chez Deutsches Wirtschaftsinstitut (Berlin-Est), *Berichte* 11, no. 3 (1960) : 2-7.
104. Armin Behrendt, *Wilhelm Külz* (Berlin-Est, 1968), pp. 100, 275, n. 72.
105. NA, RG 238, interrogatoires préalables au procès, Reemtsma, 8 avril 1947.
106. Reemtsma à Carl Duisberg, 9 et 29 mars 1932 : BAL, 76/9.
107. Voir, par exemple, l'attaque contre Reemtsma devant le Reichstag le 21 décembre 1929, par Franz Stöhr du NSDAP : *Verhandlungen*, vol. 426, p. 3791. Voir également Krebs, *Tendenzen*, p. 105.
108. Voir la lettre d'un fabricant de tabac à priser, Emil Weiss, à l'office judiciaire national-socialiste, USCHLA, sept. 30 1932 : NA, RG 242, Microcopie T-81, 91/105164-66.
109. Voir le rapport de la SA-Gruppenführer Hochland, 26 septembre 1932 : ibid., 91/105193. Voir aussi la publicité pour les cigarettes Trommler, Alarm, Sturn, et Neue Front, toutes produites par la Sturm Zigarettenfabrik dans le cadre d'un accord avec la SA : *VB*, 11/12 septembre 1932 (#255/256) ; cf. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 60-63.
110. Krebs, *Tendenzen*, pp. 105 sq.

111. Grimm, pour le Reichsleitung, à Emil Weiss, 27 septembre 1932 : NA, RG 242, Microcopie T-81, 91/105163. Le mois de juillet est indiqué, sans autre documentation, dans « Der Reemtsma-Konzern », Deutsches Wirtschaftsinstitut (Berlin-Est), *Berichte* 11, no. 3 (1960) : 6 sq.
112. *Hitler's Secret Conversations* (1953), entrée du 4 janvier 1942, p. 145.
113. Voir les numéros suivants de l'édition de Munich : 20, 22, 23, 26, 27, 28, 29, 30, 31 juillet et 1/2 , 19, 23, 26, et 30 août.
114. Emil Weiss à USCHLA, 30 septembre 1932 (voir n. 108) ; une plainte antérieure du 12 septembre avait précédé cette lettre, dans laquelle le désespéré Weiss annonçait son intention d'abandonner son rôle actif pour le parti.
115. Grimm à Weiss, 30 septembre 1932 (voir n. 111)
116. Schwerin von Krosigk, *Die grosse Zeit*, III, pp. 399 sq. ; « Der Reemtsma-Konzern », dans Deutsches Wirtschaftsinstitut (Berlin-Est), *Berichte* 11, no. 3 (1960) : 7. Le fait qu'Otto Wagener ait placé avant 1933 une conversation au cours de laquelle Franz Pfeiffer von Salomon lui a parlé de paiements effectués par Reemtsma au rival détesté de Wagener, Hermann Göring, apparaît comme un anachronisme : Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, p. 287.
117. Voir Schulz, *Aufstieg*, p. 636, 875-77 ; également Quietus, « Hitler's Finanzen », *Die Weltbühne*, 19 avril 1932 (Jg. 28, Nr. 16) : 585. L'une de ces rumeurs, enregistrée par un journaliste américain qui a passé une partie de l'année 1932 à Berlin, est devenue la source favorite des auteurs qui cherchent à relier Deterding aux Nationaux-Socialistes avant 1933 : Edgar Ansel Mowrer, *Germany Puts the Clock Back* (New York, 1933), pp. 144 sq. Cf. Glyn Roberts, *The Most Powerful Man in the World* (New York, 1938), p. 322.
118. Voir l'article sur le point de vue de Deterding, « Absatzvergrösserung ist das Ziel der Wirtschaftsführung », *VB*, février 10, 1931 (#41).
119. Schulz, *Aufstieg*, p. 875, n. 240.
120. Voir, par exemple, Küster, *Hintermänner der Nazis*, p. 24 ; Hallgarten, *Hitler, Reichswehr und Industrie*, (1955), p. 127, n. 34 ; Hallgarten et Radkau, *Deutsche Industrie*, p. 203 ; Czichon, *Wer verhalf Hitler*, p. 33 ; Czichon, *Hermann Josef Abs* (Berlin-Est, 1969), p. 46. L'histoire d'un lien entre Deterding et Ernst Röhm présentée à Nuremberg par Erich Fürst Walburg zu Zeil n'a jamais été étayée : Schulz, *Aufstieg*, p. 875, n. 241, et Hermann Lutz, *German-French Unity* (Chicago, 1957), p. 114-17. Pour un exposé de deux versions fabriquées de la prétendue contribution de Deterding à l'ascension de Hitler, voir Lutz, « Fälschungen », p. 391. Deterding figure en bonne place dans les récits fantaisistes de conspirations internationales du chef de la propagande du régime communiste est-allemand, Albert Norden, *Fälscher* (Berlin-Est, 1960), où il est présenté comme ayant fait du National-Socialiste son obligé dès les années 1920 (p. 102). Voir également la note 117.
121. Wolfgang Ruge, *Weimar – Republik auf Zeit* (Berlin-Est, 1969), p. 262.
122. Rudolf Blauert, « Dr. Detering, seine Bedeutung für Mecklenburg und Deutschland », *Mecklenburgische Monatshefte* 15 (1939) : 182-88 ; E. H. Bull,

« Erinnerungsblätter aus der Lebensbeschreibung der gelehrten Familie Detharding (Deiterding, Deterding) und deren kulturelles Wirken in Mecklenburg », ibid., pp. 189-95 ; Emil Georg von Stauss, « Abschied von Sir Henri Deterding », ibid., pp. 196-98.

123. Voir le mémorandum sur les contributions de Deterding au Winterhillfswerk par Emil Georg von Strauss, 17 mars 1937 (photocopie en face de la p. 97 de Norden, *Fälscher*), et la lettre de Strauss du 4 octobre 1937, au Dr Sippell, tous deux dans DWI, dossier A23/5 des archives de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft. Il est révélateur que la correspondance dans ce même dossier entre Stauss et Deterding en 1931 et 1932 ne contient aucune référence à la politique intérieure allemande, et encore moins au national-socialisme.
124. Voir « Trauerfeier für sir Henry Deterding », *VB*, 11 février 1939 (#42).
125. Hitler, *Monologe im Führerhauptquartier*, p. 239, entrée du 27 janvier 1942.
126. « Henry Deterding », *VB*, 10 février 1939 (#41) ; voir également n. 124.
127. L'article « Flüssiges Gold » est paru dans Deutsche Illustrierte, le 8 juillet 1941 ; le gauleiter de Mecklembourg, Friedrich Hildebrandt, a exposé sa défense de Deterding dans une lettre du 7 juillet 1941 au Justizrat Dr : DWI, dossier A 23/5, archives de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft.
128. Amann au NSDAP Bezirk Dresde, 11 février 1932 : BDC, Oberstes Parteigericht.

Chapitre VI, section 1 : Les Nationaux-Socialistes, champions du Parlement et des ouvriers – Les capitalistes trouvent leur Chancelier

1. *SEG*, 73 (1932) : 136.
2. Detlev Junker, *Die Deutsche Zentrumspartei und Hitler 1932/33* (Stuttgart, 1969), pp. 86 sq.
3. Bracher, *Auflösung*, pp. 612-17.
4. Heinrichsbauer à Straßer, 20 septembre 1932 : NA, RG 242, Microcopie T-81, 1/11436-45.
5. Hayes, « 'Question Mark with Epaulettes ?"', pp. 49 sq.
6. Sur Thyssen et Grauert, voir témoignage de ce dernier lors du procès de dénazification de Thyssen HHSA, Verhandlungsprotokoll, 24 août 1948. Sur Brandi, voir les extraits de sa lettre à Fritz Klein, éditeur du *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 6 février 1932, cités dans une critique littéraire de Fritz, fils de Klein, *ZfG* 21 (1973) : 1523.
7. « Hitler in Front », numéro du 12 août 1932 (#62).
8. Wilmowsky à Reusch, 9 août 1932 : GHH, 400101290/39.
9. Kurt von Lesner à Kurt von Schröder, 2 août 1932 : NA, RG 238, NI-200.
10. Reusch à Georg Dörge, 4 août 1932 : GHH, 4001012007/13.
11. Reusch à Kötter, 14 août 1932 : ibid., 4001012007/15.
12. Reusch à Kötter, 8 août 1932 : ibid.

13. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), pp. 294, 300 sq.
14. « Soziale Anträge unserer preussischen Landtagsfraktion", *VB*, 9 septembre 1932 (#253).
15. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 300.
16. Junker, Zentrumspartei, p. 108 ; Rudolf Morsey, *Der Untergang des politischen Katholizismus* (Zurich, 1977), pp. 56 sqq.
17. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 318 ; Silverberg à Reusch, 5 septembre 1932 : GHH, 400101290/35.
18. Reusch à Kötter, 25 septembre 1932 : GHH, 4001012007/15b.
19. Leopold, *Hugenberg*, pp. 121 sqq.
20. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 284 sq.
21. Minutes de la reunion de la Arbeitsausschuss de la Verfassungsausschuss de la Deutscher Industrie- und Handelstag, 17 août 1932 : BAK, R11/377.
22. Voir la communication confidentielle du Reichsverband industriel aux membres de son Präsidium et de son Vorstand, 26 août 1932 : GHH, 400101220/13b.
23. Voir le résumé du discours de Papen à Münster chez Horbenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 296.
24. Voir le télégramme envoyé à Papen le 28 août 1932, par le président de la Reichsverband industrielle, Krupp von Bohlen : NA, RG 238, NI-6723 ; également le télégramme de la direction fédérale du Hansa-Bund, même date, *Jahresbericht 1932* (Berlin, no date), pp. 15 sq. Aussi, Hermann Röchling, « Nur keine voreilige Kritik », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 16 octobre 1932 (#144) ; éditorial dans *Deutsche Führerbriefe*, 2 septembre 1932 (#68) ; communication confidentielle de la Reichsverband aux membres de sa présidence et de son comité directeur, 16 septembre 1932 : GHH, 400101220/13 ; « Das Programm von Münster », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 2 septembre 1932 (Heft 36), pp. 573 sq.
25. Junker, *Zentrumspartei*, p. 98.
26. Horbenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 285.
27. Journal de Schäffer, entrée du 9 septembre 1932 : IfZ, ED 93.
28. Krogmann à Keppler, 11 septembre 1932 ; Keppler à Krogmann, 4 septembre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913.
29. Krogmann à Keppler, 11 septembre 1932 : ibid.
30. Voir les trois rapports, tous intitulés « Nationalsozialismus und Arbeitsbeschaffung », in *VB*, 7 septembre (#251), 8 septembre (#252), et 9 septembre (#253) ; voir également la réponse critique dans « Das Wirtschaftsprogramm des Nationalsozialismus », *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, 22 septembre 1932 (#38).
31. Krogmann à Keppler, 11 septembre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913.
32. Horbenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 317.
33. Bracher, *Auflösung*, pp. 627-29.
34. *Reichskanzler von Papen im Lichte seiner Politik*, Reichspropagandaleitung der NSDAP, München, du 12 septembre 1932.

35. « Dr. Feder über das Wirtschaftsprogramm der NSDAP », *Koblenzer General-Anzeiger*, 28 septembre 1932 (#225).
36. Allen, *Nazi Seizure*, p. 134.
37. Emil Weiss à USCHLA, 20 septembre 1932 : NA, RG 242, Microcopie T-81, 91/105164-66.
38. Springorum à Fritz Winkhaus, 10 septembre 1932 : HAD, B1a 51/2 ; voir aussi Springorum à Papen, 29 août 1932 : ibid., B1a 82/16.
39. Blank à Reusch, 10 septembre 1932 : GHH, 4001012024/10.
40. Gilsa à Reusch, 19 septembre 1932 : ibid., 400101293/4.
41. Leopold, Hugenberg, pp. 123 sq.
42. « Unsere Meinung », numéro du 23 octobre 1932 (#499).
43. « Die woche », numéro du 16 octobre 1932 (#244).
44. Keppler à Emil Helfferich, 29 octobre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913.
45. Voir Joachim Petzold, « Monopole – Mittelstand – NSDAP », *ZfG* 28 (1980) : 867-75.
46. Orlow, *History*, I, p. 275.
47. Hermann Roth, « Die nationalsozialistische Betriebszellenorganisation (NSBO) von der Gründung bis zur Röhm-Affäre (1928 bis 1934) », *JBWG*, 1978, Partie 1, p. 54.
48. Reinhold Muchow, dans *Nationalsozialismus und 'freie' Gewerkschaften*, cité dans ibid., p. 53.
49. Ibid. Voir aussi Gunther Mai, « Die nationalsozialistische Betriebszellen-Organisation », *VfZ* 31 (1983) : 585 sq., 603 ; Klaus Schaap, *Die Endphase der Weimarer Republik im Freistaat Oldenburg* (Düsseldorf, 1978), p. 217.
50. « Die Woche », numéro du 16 octobre 1932 (#244). Cet article informatif comprend de nombreuses citations tirées de la presse nationale-socialiste, notamment des déclarations sur les indemnités de soutien à la grève de la NSBO ainsi que des nouvelles de l'expulsion des briseurs de grève du parti. Voir également Mai, « Betriebszellen-Organisation », p. 586.
51. Winnacker à Bergassessor Goethe du Bergbauverein, 9 septembre 1932 ; Goethe à Winnacker, 12 septembre 1932 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schrifwechsel.
52. Gauleiter Alfred Meyer à Straßer, 17 septembre 1932 ; Straßer à Meyer, 23 septembre 1932 : ibid.
53. Voir le mémorandum sur une longue conférence que Papen a tenue à Neubabelsberg le 16 août avec Brandi, Hans Humann du *Deutsche Allgemeiner Zeitung*, le banquier Jacob Goldschmidt et le dirigeant de la sidérurgie Fritz Springorum : SAE, Cahiers Reismann-Grone, vol. 15, pp. 17-19.
54. Voir la critique de *Technik und Wirtschaft im Dritten Reich* par Franz Lawaczeck, un protégé de Gottfried Feder, dans *Glückauf*, 10 septembre 1932 (#37), pp. 830 sq.

55. Schmidt, « Die 'Rheinisch-Westfälische Zeitung' », pp. 361-63 ; Heinrischbauer, Schwerindustrie, p. 20 ; « Dr. Reismann-Grone zum Abscied », *National-Zeitung*, 29 avril 1937 (#117).
56. Voir Horst Gies, « The NSDAP and Agrarian Organizations in the Final Phase of the Weimar Republic », in H. A. Turner, Jr. (éd.), *National-Socialism and the Third Reich* (New York, 1972), pp. 45-88.
57. Voir, par exemple, la derniere partie du discours de Feder à Koblenz, 27 septembre 1932 (cf. n. 35, ci-dessus).
58. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 335.
59. Keppler à Krogmann, 8 octobre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913.
60. Voir la lettre de Herle à Reusch du 3 août 1932, avec le mémorandum joint, « Mitteilung meines Mitarbeiters, Herrn von Buxhoeveden, an mich betreffend eine Besprechung mit Herrn Dr. Adrian von Renteln, Stellvertreter des Herrn Wagener in der Wirtschaftspolitischen Abteilung des Braunen Hauses » : GHH, 400101220/13.
61. Voir la lettre de Herle à Reusch, 3 août 1932, avec pièce jointe, « Betr. : Besprechung zwischen Herrn von Renteln und den Herren Dr. Herle und Dr. von Buxhoeveden », datée du 1 août 1932 : ibid.
62. Reusch à Herle, 4 août 1932 : ibid.
63. Voir la communication de Herle aux membres du Reichsverband, « Nur zur persönlichen Information ! Nicht zur Weitergabe ! », 8 septembre 1932 : ibid. ; également dans BAK, Cahiers Silverberg 232, avec lettre de Herle à Silverberg du 9 septembre 1932.
64. Voir chapitre V, section 3 ; également « Der Zwiespalt in der nationalsozialistischen Wirtschaftspolitik », *Deutsche Führerbriefe*, 26 août 1932 (#66).
65. Herle à Renteln, 8 septembre 1932, copies dans GHH, 400101220/13, BAK, Cahiers Silverberg, 232. Le texte apparaît dans Stegmann, « Zum Verhältnis », pp. 452-65. Pour un traitement abrégé et tendancieux de la réponse de Herle, voir la publication est-allemande éditée par Wolfgang Schumann, Gerhart Hass, et al. *Deutschland im zweiten Weltkrieg*, 4 vols. (Berlin-Est, 1974-81), I, p. 63.
66. Schacht à Reusch, 12 septembre 1932 : GHH, 400101290/33. Il existe des preuves que Hitler a effectivement ordonné que le *Sofortprogramm* soit retiré de la circulation : Barkai, *Wirtschaftssystem*, p. 39. Le pamphlet était cependant encore vendu lors des rassemblements nationaux-socialistes jusqu'au 27 septembre ; voir « Einnahmebelege der Ortsgruppe Braunschweig-Fallerslebertor von 1.9.1932 bis 31.1.1933 », NSHSAH, Hann. 310, I E 5, Bl. 292.
67. Heinrichsbauer à Pinkerneil, 15 septembre 1932 : Fachgruppe Bergbau beim Reichsverband der Deutschen Industrie, dossier 258 (ces documents, en possession de la Wirtschaftsvereinigung Bergbau, Bad Godesberg, se trouvent aujourd'hui dans les archives du Bergbau, Bochum). Voir aussi « Informationen des Tages », *Deutsche Führerbriefe*, 16 septembre 1932 (#72), p. 4 ; Hugo Kanter,

Syndikus of the Braunschweig Handelskammer, à Hamm de la Deutsche Industrie- und Handelstag, 21 septembre 1932 : BAK, R11/377.

68. Voir la Verfügung de Hitler du 22 septembre 1932 : BDC, Sammlung Schumacher, Ordner 212.
69. Herle à Reusch, 23 septembre 1932 : GHH, 400101220/13.
70. Voir « Bericht über die Sitzung des Reichswirtschaftsrates am 27 avril 1932 vormittags 11 Uhr im Braunen Haus », BAK, NS 22/11.
71. Ibid. ; également « Sonderanweisungen des Leiters der Hauptabteilung IV (Wirtschaft) », signé par Wagener, *VB*, 13 juillet 1932 (#195) ; Karl-Heinz Ludwig, *Technik und Ingenieure im Dritten Reich* (Düsseldorf, 1974), p. 92 ; Tyrell, « Gottfried Feder », pp. 75 sq. ; Barkai, *Wirtschaftssystem*, p. 31.
72. Turner (éd.), *Hitler aus nächster Nähe*, pp. 478-81.
73. Martin Broszat, *Der Staat Hitlers* (Munich, 1969), p. 78. Sur l'aversion bien connue de Funk pour Feder et ses idées, voir la lettre de Hugo Kanter, Syndikus de la Braunschweig Handelskammer, à Eduard Hamm du Deutscher Industrie- und Handelstag, 21 sept. 1932 : BAK, R11/377.
74. Reusch à Herle, 22 septembre 1932 ; Herle à Reusch, 23 septembre 1932 : GHH, 400101220/13.
75. Schacht à Reusch, 12 septembre 1932 : ibid., 400101290/33.
76. Reusch à Schacht, 21 septembre 1932 : ibid.
77. Gilsa à Reusch, 19 septembre 1932 : ibid., 400101293/4.
78. Cité dans « Nationalkapitalismus tut Not », *Deutsche Führerbriefe*, 4 octobre 1932 (#77).
79. Reusch à Gilsa, 21 septembre 1932 : GHH, 400101293/4.
80. Heinrichsbauer à Straßer, 20 septembre 1932 : NA, RG 242, Microcopie T-81, 1/11436-45 ; le texte de cette lettre apparaît dans son intégralité dans Günter Plum, *Gesellschaftsstruktur und politisches Bewusstsein in einer katholischen Region 1928-1933* (Stuttgart, 1972), pp. 301-04. Quelques semaines auparavant, Heinrichsbauer avait fait preuve d'une évaluation beaucoup plus optimiste du NSDAP ; voir Blank à Reusch, 3 septembre 1932 : GHH, 4001012024/10 ; également mémo pour Hugenberg par Otto Schmidt-Hannover, 5 septembre 1932 : BAK, Cahiers Hugenberg, 38.
81. « Das Wirtschaftsprogramm des Nationalsozialismus », 18 et 25 août, 3, 22, 29 septembre et 6 octobre. Les articles ont ensuite été republiés, avec des changements mineurs, sous la forme d'un pamphlet de l'auteur, Karlheinz Rieker, *Das Wirtschaftsprogramm des Nationalsozialismus* (Berlin, 1933).
82. « Das nationalsozialismus Dilemma. I. Planwirtschaft oder Kapitalismus ? » 18 septembre 1932 (#700).
83. « Die Woche », 16 octobre 1932 (#244).
84. *Das Wirtschaftliche Aufbauprogramm der NSDAP. Eine Rede Gregor Straßers gehalten vor 15 000 nationalsozialistischen Betriebszellenmitgliedern am 20, Oktober 1932 im Berliner Sportpalast* (Berlin, 1932). Feder a annoncé le nouveau programme à l'avance : « Die wirtschaftliche Aufbauarbeit des National-sozialismus. Gottfried

Feder verkündet das Aufbauprogram der N.S.D.A.P. », *VB*, 18 octobre 1932 (#292). Dans une forme publiée ultérieurement, la paternité a été attribuée à Funk « in Zusammenarbeit mit Gottfried Feder » : Feder, *Kampf gegen die Hochfinanz* (Munich, 1934), p. 371. À Nuremberg, Funk a revendiqué la paternité de l'ouvrage : *Trial of the Major War Criminals*, XIII, p. 85, témoignage du 4 mai 1946. Pour une analyse du programme, voir Barkai, *Wirtschaftssystem*, pp. 41-43.

85. Mémorandum par Scherer pour Reusch, 24 octobre 1932 : GHH, 400127/3 (Je suis redevable au Dr Reinhard Neebe d'avoir porté ce document à mon attention).
86. Scherer à Reusch, 21 septembre 1932 : ibid., 400101220/13.
87. Heinrichsbauer à Kellermann de la Gutehoffnungshütte, 22 octobre 1932 : ibid., Cahiers Kellermann, 40010137/4. Dans une note adressée à Heinrichsbauer le 24 octobre, Kellermann refuse : ibid.
88. Voir l'invitation adressée à Krupp von Bohlen, non datée : KA, IV E 1129.
89. Krupp à Thyssen, 20 octobre 1932 : ibid. Un observateur de la Ruhr qui a fourni des informations à Franz Bracht, le commissaire prussien installé par Papen, a rapporté que la participation s'était avérée décevante, ce qui a provoqué des relations tendues entre les hommes de United Steel, qui étaient présents, et ceux de Krupp, Hoesch et la Gutehoffnungshütte, qui n'étaient pas présents. À l'exception peut-être de Thyssen, personne n'a versé d'argent à Hitler, ajoute l'observateur : ZAP, Cahiers Bracht, vol. 2, Bl. 178 sq, Scholtz à Ministerialrat Dr. Gritzbach, 24 octobre 1932, et mémo de Scholtz pour Bracht, « Vertraulich ! » avec tampon daté du 29 octobre 1932.
90. Löwenstein à Thyssen, 20 octobre 1932 : BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schriftwechsel.
91. Reusch à Gebsattel, 23 novembre 1932 : GHH, 400101290/15.
92. Voir sa réponse au cours d'un entretien en 1940 par Emery Reves, l'auteur nègre du *I Paid Hitler*, un livre attribué à Thyssen : T/RP, fiche 270. Cf. Turner, « Fritz Thyssen und 'I Paid Hitler' ».
93. « Aufzeichung über eine Besprechung im Klub von Berlin am Mittwoch, den 19. Oktober 1932, nachm. 4 Uhr », pièce jointe de Blank à Reusch, 20 octobre 1932 : GHH, 4001012024/10. Vögler était à l'époque en étroite communication avec Hugenberg et a cherché en vain à organiser une rencontre entre Hitler et Hugenberg : voir Vögler à Hugenberg, 22 septembre 1932, et Hugenberg à Vögler, 19 octobre 1932 : BAK, Cahiers Hugenberg, 39.
94. T/RP, fiche 270 (cf. n. 92, ci-dessus).
95. « Hitler bei Thyssen », *Die Rote Fahne*, 25 octobre 1932 (#194) ; « Geheimkonferenz Hitler-Thyssen-Bracht », *Freiheit* (Düsseldorf), 23 octobre 1932 (coupure de presse avec lettre, Scholtz à Gritzbach, 24 octobre 1932, citée au n. 89, ci-dessus). Le commissaire prussien Bracht n'était pas présent.
96. Bracher, *Auflösung*, p. 644.

97. « Die Soziale Rekonsolidierung des Kapitalismus », *Deutsche Führerbriefe*, 16 septembre 1932 (#72) et 20 septembre 1932 (#73).
98. Voir, Sohn-Rethel, « Die soziale Rekonsolidierung des Kapitalismus (septembre 1932) », *Kursbuch*, septembre 1970 (#21), pp. 23-26, 29-34.
99. Voir, pour quelques exemples, World Committee for the Victims of German Fascism, *The Brown Book of the Hitler Terror* (New York, 1933), pp. 30-33 ; E. Palme Dutt, *Fascism and Social Revolution* (New York, 1935), pp. 170-74 ; Ernst Fischer, *Das Fanal* (Vienne, 1946), pp. 58-61 ; Richard Sasuly, *IG Farben* (New York, 1947), pp. 68 sq. ; Joachim Streisand, *Deutsche Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart. Eine marxistische Einführung* (Cologne, 1972), pp. 348 sq. ; Amos Simpson, *Hjalmar Schacht in Perspective* (La Haye, 1977), pp. 77 sq. ; Jürgen Kuczinski, *Klassen und Klassenkämpfe im imperialistischen Deutschland und in der BRD* (Francfort-sur-le-Main, 1972), p. 473.
100. Un organe de propagande est-allemand publié en Allemagne de l'Ouest est même allé jusqu'à mettre en doute l'affirmation de Sohn-Rethl selon laquelle il était communiste en 1932 et à le dépeindre comme un laquais des capitalistes : E. Berliner, « Das monopolistische Problem der Massenbasis, die 'Deutschen Führerbriefe' und Alfred Sohn-Rethel. Anmerkungen und Dokumentation zu einer unvolkommenen Enthüllung », Blätter für deutsche und internationale Politik 19 (Février 1974) : 154-74. Dans une réponse furieuse, Sohn-Rethel a cherché à réfuter les calomnies proférées à l'encontre de ses références en tant que communiste loyal : « Zum Artikel von E. Berliner : Das monopolkapitalistische Problem der Massenbasis, die 'Deutschen Führerbriefe' und Alfred Sohn-Rethel. Die volkommene Selbtsenthüllung eines Anonymous », ibid. (Décembre 1974) : 1285-1296. Voir également la réplique d'E. Berliner, « Anmerkungen zu Sohn-Rethels Philippika », ibid., pp. 1297-1301. Sohn-Rethel a republié son article de 1932 dans son *Ökonomie und Klassenstruktur des deutschen Faschismus* (Francfort, 1973), pp. 165-72.
101. « Die Woche », 6 novembre 1932 (#262).
102. « Politische Hintergründe », 3 novembre 1932 (#528).

Chapitre VI, section 2 : L'argent politique dans la campagne électorale d'automne – Manœuvres au crépuscule de Weimar

1. Heinrichsbauer, *Schwerindustrie*, p. 48 ; NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow II, doc. 70, affidavit de Heinrichsbauer du 31 janvier 1948 ; interrogatoires préalables au procès, Heinrichsbauer, 9 janvier 1947 ; Grauert, 5 décembre 1946.
2. NA, RG 238, affaire 5, vol. 15a, p. 4981, témoignage du 6 août 1947.
3. Bosch, *Handelspolitische Notwendigkeiten*, als Manuscript gedruckt, novembre 1932 : KA, IV C 205.

4. NA, RG 238, NI-6677, affidavit de Ilgner, 7 décembre 1946 ; NI-7082, même que celui du 1er mai 1947 ; interrogatoires préalables au procès de Ilgner, 10 avril 1947.
5. Voir la correspondance relative à Mann dans le BDC, Parteikanzlei Korrespondenz, notamment Kassenverwaltung, Gauleitung Cologne-Aix-la-Chapelle, à Kassenverwaltung Reichsleitung, 29 mars 1933, au cours de laquelle Mann a fait une demande de réadmission. Sur les actions de la NSBO, voir Kele, *Nazis and Workers*, p. 199.
6. Ce chapitre des finances du National-Socialisme attend encore d'être pleinement exploré. Voir, en attendant, Matzerath et Turner, « Selbstfinanzierung », p. 68 ; Allen, *Nazi Seizure*, pp. 132 sq. ; Noakes, *Lower Saxony*, pp. 235 sq. ; Fischer, *Stormtroopers*, pp. 110-42 ; Bessel, *Political Violence*, p. 94 ; Stimmungsberichte de l'automne 1932 dans NA, RG 242, Microcopie T-81, 91/105058-246.
7. Allen, *Nazi Seizure*, pp. 132 sqq. ; Noakes, *Lower Saxony*, p. 235.
8. Voir le rapport sur la conférence entre le bureau du trésorier du parti et le Reichszeugmeister Richard Büchner, les 24 et 25 octobre 1932, daté du 7 novembre 1932 : BDC, Reichsschatzmeister, Ordner 101 (cette collection se trouve maintenant au BAK).
9. Oren J. Hale, *The Captive Press in the Third Reich* (Princeton, 1964), pp. 59 sq.
10. Selon une rumeur répandue, le parti était endetté à hauteur de douze millions de marks en décembre 1932 : *A-Brief. Vertraulicher Informationsdienst*, 16 décembre 1932 (#315), copie dans IfZ, 102/2 ; « 12 Millionen Schulden », *Kölnische Volkszeitung*, 18 décembre 1932 (#348). La source de cette rumeur semble être une allégation publiée à la mi-décembre par Otto Straßer, qui n'avait rien eu à faire avec le parti depuis plus de deux ans : « Der Konflikt in der NSDAP », *Frankfurter Zeitung*, 17 décembre 1932 (#940/41). Cette rumeur a souvent été reprise dans des publications ultérieures, malgré l'absence de toute base probante. La structure décentralisée des finances du NSDAP rend de toute façon improbable la disponibilité d'un tel chiffre global. En 1942, Hitler a cependant indiqué qu'il avait signé de nombreux billets pour des prêts en 1932 : Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche*, édité par Gerhard Ritter (Bonn, 1951), entrée du 6 mai 1942, p. 280.
11. Noakes, *Lower Saxony*, p. 236.
12. Voir circulaire de Siemen du 24 octobre 1932 : SA, 4/Lf670.
13. Voir les minutes de la réunion préparées par Martin Blank, joint à sa lettre à Reusch, 20 octobre 1932 : GHH, 4001012024/10. Étaient présents, outre les personnes mentionnées ici, Hans Berckemeyer, représentant de l'industrie silésienne, Ernst von Borsig, Konrad Piatscheck de l'industrie du lignite, Rudolf Funke, représentant des brasseurs d'Allemagne, Edmund Pietrkowski, directeur général du Verein zur Wahrung der Interessen der chemischen Industrie ; Hans Vögele, représentant les industriels de Baden ; Max Schlenker du Langnamverein ; Philipp Helfferich, un cadre du textile représentant l'industrie du Palatinat ; Jakob Herle et un Dr. Heinecke du Reichsverband ; et Wolf-

Dietrich von Witzleben, secrétaire de Siemen. Les minutes de Blank ont été publiées : Stegmann, « Zum Verhältnis », pp. 468-75.

14. Minutes de Blank (voir n. 13).
15. Ibid.
16. Ibid.
17. Voir la circulaire de Siemens, 24 octobre 1932 : SA, 4/Lf 670.
18. Sur la mise en œuvre de la campagne de collecte de fonds, voir l'appel aux contributions diffusé par Pietrkowski dans une lettre circulaire du 29 octobre au nom de l'organisation nationale de l'industrie chimique, publié dans Hans Radandt, « 'Freie Wahlen' und Monopolkapital », *ZfG* 9 (1961) : 132 sq. Voir aussi les appels envoyés par le bureau de Siemens renvoyant toutes les demandes de fonds, de la Deutsche Staatspartei et de la Wirtschaftspartei ainsi que de la DVP et de la DNVP, à Martin Blank, qui administrait l'argent au nom du Kuratorium de trois hommes : ibid.
19. NA, RG 238, affaire 5, vol. 10a, p. 3165, témoignage du 2 juillet 1947 ; affaire 10, vol. 15a, p. 5554, témoignage du 2 avril 1948.
20. Ibid., affaire 5, Dokumentenbuch Flick I, doc. 2, Planck à Flick, 7 octobre 1932 ; Flick à Planck, 10 octobre 1932 ; reçu de la Dresden Bank, 10 octobre 1932. Max von der Porten, l'industriel chargé de superviser le stock de Gelsenkirchen contrôlé par le gouvernement, a déclaré à l'ancien secrétaire d'État Hans Schäffer qu'Otto Wolff avait amené Flick, Krupp et Vögler à contribuer à hauteur de 100 000 marks chacun à un fonds électoral pour la campagne d'automne : IfZ, ED 93, journal de Schäffer, entrée du 1er décembre 1932.
21. Voir « Aufruf zum 6. November 1932 » : ZAP, Büro des Reichspräsidenten, 47. George W. F. Hallgarten a supposé à tort que l'appel soutenait le NSDAP : *Hitler, Reichswehr und Industrie* (1955), p. 115 (cf. note 23).
22. Keppler à Krogmann, 26 octobre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913.
23. Krupp au Prince Otto zu Salm-Horstmar, 12 octobre 1932, en réponse à la lettre de Salm-Horstmar du 11 : NA, RG 238, NI-444, et NI-445 ; Reusch à Salm-Horstmar, 13 octobre 1932 : GHH, 400101293/12.
24. Reusch à Kötter, 2 octobre 1932 : GHH, 4001012007/15 ; Reusch à Salm-Horstmar, 13 octobre 1932 : ibid., 400101293/12.
25. Siemens, « Die Wirtschaft verlangt Stetigkeit des Regierungskurses », *Ostpreussische Zeitung*, 28 octobre 1932 ; Frowein, « Wahlpflicht der Wirtschaft », *Kölnische Zeitung*, 3 novembre 1932 (#602).
26. Voir le rapport d'un observateur américain qui s'est entretenu avec des industriels allemands après l'élection : Calvin B. Hoover, *Germany Enters the Third Reich* (New York, 1933), p. 64. Sur le marché boursier, voir « Nach der Wahl », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 11 novembre 1932 (#46) ; « Die Börse auf den Wahlausgang fest und lebhafter », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 8 novembre 1932 (#263).

27. Le 4 novembre, deux jours avant l'élection, par exemple, Reusch a mis en garde Rudolf Kötter, rédacteur en chef du *Fränkischer Kurier*, l'un des journaux contrôlés par sa société, de ne rien imprimer qui puisse entraver les négociations entre les partis après le scrutin : GHH, 4001012007/15.
28. Une introduction de Franz Mariaux à Silverberg, *Reden und Schriften*, est une source d'information utile sur la carrière commerciale de Silverberg.
29. Voir Dirk Stegmann, « Die Silverberg-Kontroverse 1926 », in *Sozialgeschichte Heute*, édité par Hans-Ulrich Wehler (Göttingen, 1974), pp. 594-610 ; Weissbrod, *Schwerindustrie*, pp. 153-68.
30. Silverberg à Reusch, 5 septembre 1932 : GHH, 400101290/35.
31. Neebe, *Grossindustrie*, pp. 153-68.
32. Sur Alvensleben, voir Bracher, *Auflösung*, pp. 722 sq. ; Vogelsang, *Reichswehr*, pp. 392-94. Pour la documentation sur les attitudes de Silverberg, voir n. 35.
33. Ce qui suit est basé sur des lettres de Meynen adressées à cet auteur les 15 avril et 11 juin 1969, ainsi que sur une interview à Baden-Baden le 6 juin 1970. La publication était indirectement subventionnée par des industriels tels que Paul Reusch, qui payait des abonnements multiples au prix annuel de soixante-quinze marks ; cf. Neebe, *Grossindustrie*, p. 154. Voir aussi les informations mises en lumière sur les *Führerbriefe* dans la controverse portant sur les articles qui y ont été insérés en septembre 1932 par le provocateur communiste clandestin Alfred Sohn-Rethel (cf. section 1 de ce chapitre). Les éditoriaux des *Führerbriefe* n'appelaient pas systématiquement à un gouvernement dirigé par les Nationaux-Socialistes, comme le prétend Neebe : cf. l'éditorial du 6 septembre 1932 (# 69), qui proposait la nomination au poste de chancelier non pas de Papen ou de Hitler, mais d'une personne non spécifiée qui n'était pas impliquée dans le conflit entre ces deux-là.
34. Le principal emploi de Reuter était de représenter à Berlin la Pressestelle Kohle und Eisen. Sur ses relations avec Schacht, voir la préface de sa biographie, datée de décembre 1933 : *Schacht* (Berlin, 1934), p. 5.
35. Silverberg à Reusch, 5 septembre 1932 : GHH, 400101290/35. Voir aussi « Dr. Silverberg zu Fragen der Wirtschaftspolitik », *Deutsche Wirtschafts-Zeitung*, 27 octobre 1932 (#43).
36. « Notiz über den Abend vom 31. August 1932 », joint à la lettre de Alvensleben à Schleicher du 2 septembre 1932, BA/MA, Cahiers Schleicher, N 42/22, Bl. 125-27.
37. Alvensleben à Hitler, 15 septembre 1932 : NA, RG 242, Microcopie T-81, 1/11338-39.
38. Alvensleben à Hitler, 21 septembre 1932 : ibid., images 11334-36.
39. Ce récit est basé sur la lettre que Meynen m'a adressée le 15 avril 1969 et sur mon entretien avec lui le 6 juin 1970. Le magazine berlinois *Welt am Montag* a rapporté la rencontre après coup, la situant aux environs du 9 novembre, selon « Hitler und die Schwerindustrie », *Münchner Zeitung*, 21 novembre 1932 (#321). Ce rapport ne donne aucun détail, si ce n'est que Meynen et Reuer en sont

sortis convaincus que Hitler connaissait les limites de son pouvoir. Toutefois, la fiabilité du rapport est mise en doute par l'inclusion de la nouvelle selon laquelle Hitler aurait présenté des excuses à Reusch pour la coopération du NSDAP avec les communistes en soutenant les grèves dans la Ruhr et la grève des travailleurs des transports de Berlin. Reusch a immédiatement qualifié cette allégation improbable de « totalement fabriquée » : Reusch à Gebsattel, 23 novembre 1932 : GHH, 400101290/15. Le rapport sur la rencontre de Meynen et Reuter avec Hitler par un informateur du commissaire prussien Franz Bracht semble également dépourvu du bénéfice de la connaissance : voir Scholtz à Bracht, tamponné de la date du 9 novembre 1932 : ZAP, Cahiers Bracht, Bd. 2. Bl. 177. Scholtz attribue la réunion au « désir ardent » de Silverberg de retrouver le statut de conseiller d'affaires influent dont il avait bénéficié sous Brüning, mais cette interprétation doit être considérée à la lumière de l'emploi de Scholtz par Otto Wolff, l'ennemi juré de Silverberg à Cologne, pour diriger le bureau de relations publiques que Wolff tenait conjointement à Düsseldorf avec Friedrich Flick (voir chapitre V, section 4).

40. Voir Otto Meynen, « Dr. Paul Silverberg », *Der Volkswirt* 5 (1951) : 11. Meynen a parlé des subventions à Straßer dans son interview avec cet écrivain le 6 juin 1970.
41. Schlenker à Bracht, 15 novembre 1932 : DZAP, Cahiers Bracht, Bd. 2, Bl. 129. Ce document est imprimé dans Czichon, *Wer verhalf*, p. 66
42. Thyssen à Schlenker, ZAP, Cahiers Bracht, Bd. 2, Bl. 130-31. Cf. le texte publié dans Czichon, *Wer verhalf*, p. 67.
43. Bracher, *Auflösung*, pp. 656-60.
44. Ibid., pp. 660-69.
45. Voir le compte rendu officiel dans *Mitteilungen des Vereins zur Wahrung der gemeinsamen wirtschaftlichen Interessen in Rheinland und Westfalen* (Jg. 1932, n.F., Heft 21). Voir également le rapport dans *Stahl und Eisen*, 8 décembre 1932 (Jg. 52, Nr. 49), pp. 1226 sqq. La devise de la réunion était « Gesunde Wirtschaft im starken Staat » [« Une économie saine dans un État fort »]. Concernant les efforts infructueux pour que le Ministre de l'intérieur Gayl et le commissaire prussien Bracht s'adressent à la réunion, voir Springorum à Reusch, 10 novembre 1932 : GHH, 400101290/36.
46. Scholtz à Bracht, non daté mais reçu le 26 novembre 1932 : ZAP, Cahiers Bracht, Bd. 2, Bl. 169. Seules les deux premières phrases de ce document provenant des archives est-allemandes ont été publiées ou citées dans les publications est-allemandes ; les phrases suivantes, dans lesquelles Scholtz (journaliste engagé pour rendre compte au commissaire prussien Franz Bracht de l'évolution de la situation dans la Ruhr) nuançait sa déclaration en précisant les motifs des opinions qu'il avait rencontrées, ont été systématiquement omises : Czichon, *Wer verhalf*, p. 73 ; Ruge, *Weimar*, p. 345.
47. « Die Tagesfrage », *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 18 novembre 1932 (#589).

48. Les textes des discours figurent dans le rapport officiel de l'association (cf. n. 45). Schlenker publie la même semaine une version beaucoup plus complète de ses opinions, dans laquelle il s'identifie plus explicitement au cabinet Papen : « Gesunde Wirtschaft im starken Staat », *Stahl und Eisen*, 24 novembre 1932 (Jg. 52, Nr. 47), pp. 1168-71.
49. « Die Woche », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 20 novembre 1932 (#273).
50. Cela ressort clairement de la correspondance du cercle, notamment Keppler à Krogmann et à Helfferich, 29 octobre 1932 ; Krogmann à Keppler, 4 novembre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913. Cf. Turner, « Grossunternehmertum », pp. 58-60.
51. Keppler à Krogmann, 12 novembre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913. Keppler a envoyé une lettre similaire à Helfferich le même jour : Helfferich, *Tatsachen*, p. 17. Également, Keppler à Schröder, 13 novembre 1932 : NA, RG 238, NI-209. La liste des personnes visées a été retrouvée dans un coffre de la banque de Schröder après la guerre et utilisée à Nuremberg en partant du principe que toutes les personnes nommées avaient signé : ibid, 3901-PS. Le nombre limité de signatures réelles n'a été rendu public qu'avec la parution d'une publication est-allemande qui a mal identifié certains des signataires : Albert Schreiner, « Die Eingabe deutscher Finanzmagnaten, Monopolisten und Junker an Hindenburg für die Berufung Hitlers zum Reichskanzler (Novembre 1932) », *ZfG* 4 (1956) : 366-69. Malgré la publication de la documentation essentielle provenant des archives est-allemandes, certains historiens de cet État ont longtemps continué à alléguer le soutien à la pétition par des industriels dont les noms figuraient sur la liste originale mais qui n'ont pas signé ; voir, par exemple, Helmut Eschwege, *Kennzeichen J* (Berlin-Est, 1966), p. 29 sq. ; Institut für Gesellschaftswissenschaften beim ZK der SED, *Imperialismus heute*, 5e éd. (Berlin-Est, 1968), p. 56 ; Klaus Drobisch et al., *Juden unterm Hakenkreuz* (Francfort, 1973), p. 66. Cette erreur est corrigée dans la dernière publication est-allemande sur le sujet, qui n'apporte par ailleurs rien de nouveau : Petzold, « Grossbürgerliche Initiativen », pp. 38-54.
52. Schacht à Hitler, 12 novembre 1932 : NA, RG 238, EC-456 (imprimé dans Czichon, *Wer verhalf*, p. 64).
53. Les exemplaires originaux signés de la pétition se trouvent à ZAP, Büro des Reichspräsidenten, 47.
54. Sur Merck, voir NA, RG 238, NI-246, interrogatoire de Schröder, 1er décembre 1945 ; interrogatoires préalables au procès, Schröder, 10 mars 1947. Le prénom Erwin n'est pas précisé par Schröder, et comme il y avait plusieurs Merck à Hambourg, il est possible que Schröder ait fait référence à un autre. Erwin Merck n'était pas assez important pour figurer parmi les plus de 13 000 hommes d'affaires répertoriés dans Wenzel, *Wirtschaftsführer*. Sur Woermann, qui était dans les affaires indépendamment de la branche importante de sa vieille famille de Hambourg, voir Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 2486 ; Krebs, *Tendenzen*, p. 105 ; Büttner, *Hamburg*, p. 624 ; Klaus Hildebrand, *Vom Reich zum Weltreich*

(Munich, 1969), pp. 157-65. Voir aussi l'article de Woermann, « Die soziale Befreiung », dans *Was wir vom Nationalsozialismus erwarten*, éd. par Albrecht Erich Günther (Heilbronn, 1932), pp. 138-48.

55. Comme aucun prénom n'a été utilisé, il est difficile de savoir si le Beindorffff qui a signé était le père, Fritz, alors âgé de soixante-douze ans, ou son fils, Günther, puisque tous deux étaient sénateurs à Hanovre : Wenzel, *Wirtschaftsführer*, cols. Sur Lübbert, voir ibid. cols. 143 sq. Un Stahlhelmer, Lübbert a longtemps été actif politiquement à droite : Berghahn, *Stahlhelm*, p. 164 ; Lewinsohn, *Das Geld*, p. 138. Sur Ventzki, voir Wenzel, *Wirtschaftsführer*, col. 2333. Sur Eichborn, voir le point 48 du chapitre IV, section 4.
56. Reinhart à Otto Meissner, 21 novembre 1932 : ZAP, Büro des Reichspräsidenten, 47.
57. Écrivant à Schröder le 21 novembre 1932, Vögler rapporte que Reusch et Springorum ont refusé de signer : NA, RG 238, N1-210. Tous deux l'avaient informé, rapporte-t-il, qu'ils partageaient dans l'ensemble (*an und für sich*) l'opinion exprimée dans la pétition et considéraient sa recommandation comme la seule véritable solution à la crise en cours. Cependant, ni l'un ni l'autre n'a voulu signer, car ils voulaient s'abstenir de toute prise de position politique. Ils ne voulaient pas non plus exacerber les divisions qui s'étaient développées au sein du *Revier* en s'exprimant politiquement. En plus d'être beaucoup plus qualifiée pour caractériser les opinions de Reusch et Springorum que celle de Reinhart, la lettre de Vögler ne correspond pas aux attitudes enregistrées de Reusch et Springorum à l'époque. Dans sa lettre du 20 novembre à Vögler refusant de signer (GHH, 400101290/37), Reusch n'exprime aucune approbation et explique sa réponse négative simplement en termes de « circonstances existantes » (*nach Lage der Verhältnisse*), une expression qui pourrait bien faire référence à la situation politique nationale. On ne sait pas non plus si Reusch a préconisé la nomination de Hitler en d'autres occasions. Lorsque la question se pose à nouveau dans sa correspondance, il exprime clairement son opposition à cette idée : Reusch à Kötter, 8 janvier 1933 : GHH, 4001012001/16. Il n'existe aucune autre trace de Springorum favorisant la nomination de Hitler à la Chancellerie. Un doute supplémentaire est jeté sur la version de Vögler par le fait que, loin d'éviter une prise de position politique publique, Springorum avait apposé sa signature sur l'appel électoral du DNVP au nom du cabinet Papen quelques semaines auparavant seulement (voir ci-dessus). Ayant pris cette position publique, il est difficile de comprendre pourquoi il aurait rechigné, en principe, à une communication privée à Hindenburg. Il semble plus probable qu'il se soit opposé à son contenu. À la lumière de ces faits, on peut soupçonner que Vögler cherchait à repousser Schröder en douceur en trouvant des excuses au refus de Reusch et Springorum de signer la pétition que Schröder promouvait. Le plus significatif est peut-être que Vögler, qui avait également signé l'appel au nom du cabinet Papen, n'a pas apposé sa propre signature. Schacht se rappellera plus tard avoir parlé à Vögler

à l'époque et avoir découvert qu'il avait refusé de signer : NA, RG 238, affaire 5, vol. 12a, p. 3992, témoignage du 21 juillet 1947. Un historien est-allemand a affirmé que Vögler avait demandé à brûle-pourpoint (*unverblümt*) la formation d'un cabinet hitlérien dans un discours prononcé devant le Verein Deutscher Eisenhüttenleute le 26 novembre 1932 : Czichon, *Wer verhalf*, p. 49. Cette affirmation n'est cependant confirmée ni par la source citée ni par le texte publié du discours dans *Stahl und Eisen*, 15 décembre 1932 (Jg. 52, Nr. 50), p. 1238. L'affirmation de Keppler selon laquelle Paul Silverberg s'est empressé de signer la pétition malgré son ascendance juive semble fondée sur une information parvenue à Keppler en deuxième ou troisième main et doit être considérée comme une rumeur non corroborée et tout à fait invraisemblable : Keppler à Krogmann, 14 novembre 1932 : FSGNSH, Cahiers Krogmann, 913 (cf. Neebe, *Grossindustrie*, p. 167). Après la guerre, Silverberg a déclaré avoir eu connaissance de la pétition mais a affirmé que son ascendance excluait toute possibilité qu'il la signe : ZARB, 210/201, Silverberg à Wolf-Dietrich von Witzleben, 28 septembre 1953. (Je suis redevable au Dr Reinhard Neebe d'avoir porté ce document à mon attention).

58. Bracher, *Auflösung*, pp. 670-76.

Chapitre VI, section 3 : Les capitalistes s'adaptent à un « général rouge » à la Chancellerie

1. Voir Blank à Reusch, 10 septembre 1932 : GHH, 4001012024/10 ; Hugo Stinnes, Jr., à Fritz Klein, 3 décembre 1932 : KP.
2. *SEG* 73 (1932) : 128-31, discours du 26 juillet 1932.
3. Silverberg à Reusch, 5 septembre 1932 : GHH, 400101290/35 ; Reusch à Kötter, 25 septembre 1932 : ibid., 4001012007/15.
4. Voir ébauche de la lettre de Hamm à Most, 10 décembre 1932 : BAK, R11/10.
5. Cette appellation a été attribuée à Schleicher par Hans Zehrer, rédacteur en chef du magazine *Die Tat*, dans son numéro du 4 décembre 1932 : Ebbo Demant, *Von Schleicher zu Springer. Hans Zehrer als politischer Publizist* (Mayence, 1971), p. 101.
6. « Die Woche », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 4 décembre 1932 (#285).
7. Hayes, « 'A Question Mark with Epaulettes?'", pp. 57 sq.
8. Reusch à Springorum, 12 octobre 1932 : GHH, 400101290/36. Voir aussi Ernst Poensgen à Vögler, 8 octobre 1932 ; Paul Beeck, Chefbüro Otto Wolff, à Schleicher, 3 novembre 1932 : et Wolff à Vögler, 17 novembre 1932 : BA/MA, Cahiers Schleicher, N 42/22. Cf. Turner, « The *Ruhrlade* », p. 222. Sur la relation entre Zehrer et Schleicher, voir Demant, *Von Schleicher zu Springer*.
9. Reusch à Kötter, 3 décembre 1932 : GHH, 4001012007/15 ; Reusch à Dörge, 5 décembre 1932 : ibid., 4001012007/13.
10. Turner, « The *Ruhrlade* », p. 224.

11. Voir le rapport sur la réunion du comité principal de la Journée allemande de l'industrie et du commerce, 7 décembre 1932, dans *Westdeutsche Wirtschafts-Zeitung*, 16 décembre 1932 (#51). Pour la réunion du 14 décembre 1932 de la Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, voir « Vom Tage », *Der Arbeitgeber*, 15 décembre 1932, p. 549. Pour la réunion de la Reichsvrband, voir n. 12.
12. Voir le rapport du Reichsverband sur la réunion de son Hauptausschuss du 14 décembre 1932, dans Rundschreiben 584/VIII, distribué avec une lettre, Herle aux membres du Präsidium et des Fachgruppen, 15 décembre 1932, copie dans GHH, 400101220/13. Le discours de Krupp a été largement diffusé dans la presse économique ; voir, par exemple, « Mehr Gradlinigkeit », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 23 déc. 1932 (#52).
13. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), p. 418
14. Ibid., p. 418 sq.
15. « Rückfall ? », *Ruhr und Rhein Wirtschaftszeitung*, 16 décembre 1932 (#51).
16. Voir les extraits dans *SEG* 73 (1932) : 223-31.
17. Voir l'éditorial « Die Woche », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 18 décembre 1932 (#297) ; voir aussi Rundschreiben P. 310/32 de Deutscher Industrie- und Handelstag, 19 décembre 1932 : GHH, 40010123/25.
18. Voir, par exemple, « Der Taktiker », *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 18 décembre 1932 (#645).
19. Reusch à Eduard Hamm, 22 décembre 1932 : GHH, 40010123/25.
20. Reusch à Hamm, 31 décembre 1932 : ibid.
21. Sur ce point, voir Wolffsohn, *Industrie und Handwerk*, pp. 98-106 ; Dieter Petzina, « Hauptprobleme der deutschen Wirtschaftspolitik 1932/33 », *VfZ* 15 (1967) : 18-55.
22. Kissenkoetter, *Straßer*, pp. 162 sqq. Voir aussi Peter D. Stachura, *Gregor Straßer and the Rise of Nazism* (Londres, 1983), pp. 103 sqq.
23. Richard Breitman, « On German Social Democracy and General Schleicher 1932-33 », *CEH* 9 (1976) : 352-78.
24. Voir les extraits du discours de Herle à Neuss le 2 janvier 1933, inclus avec la lettre à Reusch du 4 janvier 1933 : GHH, 400101220/14. Voir également la réaction d'approbation de Duisberg à ce discours dans sa lettre à Herle de 9 janvier 1933 : BAL, Reichsverband, Allgemeiner Schrifwechsel mit der Geschäftsführung.
25. Voir lettre de Wilmowsky à Schleicher du 1er février 1933 : BA/MA, N 42/92 (Je suis redevable au Dr Reinhard Neebe d'avoir porté ce document à mon attention). Voir aussi, Gereke, *Landrat*, p. 215.
26. Voir le compte rendu d'une de ces réunions par le président du Deutscher Industrie- und Handelstag, Bernhard Grund, à la direction de cette organisation le 18 janvier 1933 : BAK, Cahiers Silverberg, 642.
27. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1933), p. 17.

28. Sitzung des Vorstandes des Deutschen Industrie- und Handelstags am 18. Januar 1933 vorm. 10 Uhr : BAK, Cahiers Silverberg, 642.
29. Voir, par exemple, Carl Friedrich von Siemens, « Die Wirtschaft verlangt Stetigkeit des Regierungskurses », *Ostpreussische Zeitung*, 28 octobre 1932 ; télégramme du Hansa-Bund à Hindenburg, 28 novembre 1932, télégramme de la Hansa-Bund à Hindenburg, 28 novembre 1932, dans le *Jahresbericht 1932* [rapport annuel] de cette organisation (Berlin, sans date), p. 16 ; résolution de la présidence de l'industrial Reichsverband, 25 novembre 1932 : BAL, 62/10.4[e], discours de Bernhard Grund au comité principal de la Deutscher Industrie- und Handelstag, 7 décembre 1932, rapporté dans *Westdeutsche Wirtschafts-Zeitung*, 16 décembre 1932 (#51) ; discours de Carl Köttgen, président de la Vereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände, 14 décembre 1932, rapporté dans « Vom Tage », *Der Arbeitgeber*, 15 décembre 1932 ; résolution de la présidence du Reichsverband industriel, 19 janvier 1933 : Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1933), p. 21.
30. Voir, sur les signes de reprise économique, le compte rendu du discours de Silverberg devant la Vollversammlung de l'Industrie- und Handelskammer de Cologne, le 9 janvier 1933, dans *Westdeutsche Wirtschafts-Zeitung*, 13 janvier 1933 (#2). Sur la crainte de nouvelles élections dans les milieux d'affaires, voir l'éditorial principal du *Täglich Rundschau*, le 18 janvier 1933, et l'éditorial de la *Deutsche Bergwerks-Zeitung* de Düsseldorf, « Die Woche », le 29 janvier 1933 (#25).
31. Voir les lettres de Reusch à Vögler des 10, 18 et 23 janvier 1933 : GHH, 400101290/37 ; voir également lettres de Reusch à Robert Lehr, maire DNVP de Düsseldorf, du 28 novembre 1932 et 10 janvier 1933 : ibid., 400101293/12. Cf. Leopold, *Hugenberg*, pp. 127 sqq.
32. « Der Gordische Knoten », 23 janvier 1933 (#38).
33. Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1932), pp. 378 sq., 411. Selon Kissenkoetter, *Straßer*, p. 171, le score national-socialiste aux élections communales de Thuringe du 4 décembre 1932 représentait une perte de 40 % par rapport au vote national-socialiste de juillet 1932.
34. Cela apparaît clairement à la lecture des rapports et des commentaires de la presse économique : « Unsere Meinung », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 10 décembre 1932 (#579) ; « Straßer legt sämtliche Aemter nieder », *Frankfurter Zeitung*, 9 décembre 1932 (#920) ; « Gregor Straßers Abschiedsbrief », ibid. 10 décembre 1932 (#921/22). Voir également l'éditorial et l'article « Gregor Straßer » dans *Deutsche Führerbriefe*, 9 décembre 1932 (#96). Reusch a évalué Straßer de manière similaire dans deux lettres au rédacteur en chef du *Fränkischer Kurier*, Rudolf Kötter, les 8 et 12 janvier 1933 : GHH, 4001012007/16. Les rapports initiaux indiquaient que Gottfried Feder avait rejoint Straßer en démissionnant : « Der Konflikt in der NSDAP », *Frankfurter Zeitung*, 10 déc. 1932 (#921/22). Feder, cependant, a immédiatement publié un démenti : « Eine Erklärung Feders », ibid., 10 décembre 1932 (#923). Une

semaine plus tard, Hitler a semblé réaffirmer la position de Feder dans les rangs nationaux-socialistes en le nommant, avec Funk, à la tête d'une section économique réorganisée de la Reichsleitung : « Weitere Verfügungen des Führers zur Herstellung einer erhöhten Schlagkraft der Bewegung », *VB*, 17 décembre 1932 (#352). Cf. Tyrell, « Gottfried Feder », p. 78.

35. L'historien est-allemand Kurt Gossweiler est allé un peu trop loin en défendant la bonne réputation de Straßer dans les milieux d'affaires. Gossweiler a identifié Straßer comme un agent de l'IG Farben sur la base de la carrière de Straßer en tant qu'apothicaire avant de rejoindre le NSDAP et de son emploi après avoir quitté le parti dans une entreprise pharmaceutique : « Die Rolle des Monopolkapitals bei der Herbeiführung der Röhm-Affare » (diss., Humboldt Universität, Berlin-Est, 1963), p. 287-89.
36. Sur les tactiques d'épouvante des Nationaux-Socialistes, voir Kele, *Nazis and Workers*, p. 209.
37. « Nationalsozialisten fordern Auflösung der Trusts », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 20 novembre 1932 (#273).
38. « IG Farben vorläufig behauptet », *National-Zeitung* (Essen), 4 décembre 1932 (#320).
39. *SEG* 73 (1932) : 215-20 ; cf. Bracher, *Auflösung*, p. 679. Voir également la réaction de colère du *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, orienté vers les affaires, « Die Woche », 11 décembre 1932 (#291).
40. Voir la lettre envoyée le 7 décembre 1932, par le secrétariat de Löwenstein, sur ses instructions, à Wilhelm Hölling, directeur du groupe spécialisé dans l'industrie minière auprès du Reichsverband der Deutschen Industrie, demandant la correction des déclarations érronées dans l'article, « Vertreter der Belegschaft Zeche Sachsen bei der Reichsregierung », dans le quotidien National-Socialist de Essen, *National-Zeitung*, 2 décembre 1932 (#318) ; BBB, Cahiers Löwenstein, Allgemeiner Schriftwechsel, Bergassessor Hölling.
41. *Berliner Lokal-Anzeiger*, 1er janvier 1933 (#1), tel que cité dans Gossweiler, « Die Rolle », vol. II, B 20 sq., annexe XI.
42. « Der Weg eines Jahres : Hitlers Aufstieg und Niedergang », 1er janvier 1933 (#1).
43. « Ein Jahr deutscher Politik », 1er janvier 1933 (#1/2).

Chapitre VI, section 4 : Les grandes entreprises assistent à la naissance du Troisième Reich

1. Cette hypothèse imprègne non seulement les publications marxistes sur le sujet, mais aussi un grand nombre d'ouvrages non marxistes. Pour de nouveaux exemples, voir Konrad Heiden, *Der Fuerhrer* (Boston, 1944), pp. 520-22 ; Bullock, *Hitler*, p. 221 ; Karl Dietrich Bracher, *The German Dictatorship* (New York, 1970), p. 200 ; Schweitze, *Big Business*, p. 104 ; Fest, *Hitler*, p. 496 ; A. J. Ryder, *Twentieth-Century Germany* (New York, 1973), p. 275. A l'occasion du

cinquantième anniversaire de la nomination de Hitler comme Chancelier, un historien britannique bien connu l'a expliqué en ces termes : *« Pressé par les capitalistes de la Ruhr, von Papen a conclu un marché avec Hitler... »* : A.J.P. Taylor, « January 30, 1933 », *The New York Times*, 30 janvier 1983. La même affirmation, également sans preuve, apparaît dans Axel Kuhn, « Die Unterredung zwischen Hitler und Papen im Hause des Barons von Schröder », *GWU* 24 (1973) : 799-22 ; j'ai critiqué l'étude de Kuhn et discuté d'autres aspects de la réunion dans mon article, « Grossunternehmertum und Nationalsozialismus 1930-1933 », notamment, pp. 20-39.

2. Dans sa lettre du 19 décembre 1932, dans laquelle il informe Hitler de l'entretien de Schröder avec Papen le 16 décembre, Keppler propose la Banker's House comme le meilleur endroit pour une rencontre confidentielle : NA, RG 242, Microcopie T-81, 1/11318-19. Cela s'avéra finalement pratique pour Hitler, qui devait commencer sa série de discours de campagne dans la ville voisine de Lippe-Detmold le soir du 4 janvier, et pour Papen, qui prévoyait à ce moment-là d'être sur le chemin du retour à Berlin après une visite à la résidence familiale dans la Sarre ; cf. Jutta Ciolek-Kümper, *Wahlkampf in Lippe* (Munich, 1976), p. 313 ; Franz von Papen, *Vom Scheitern einer Demokratie*, 1930-1933 (Mayence, 1968), p. 336.
3. Papen, Vom Scheitern, p. 337 ; idem, *Der Wahrheit eine Gasse* (Munich, 1952), p. 255 ; NA, RG 238, interrogatoires préalables au procès, Papen, 10 septembre 1946 ; ibid., NI-246, interrogatoire de Schröder, 1er décembre 1945. Heß, Himmler et Keppler ont accompagné Hitler chez Schröder, mais tous les témoignages s'accordent à dire qu'ils n'étaient pas présents lors de l'entretien entre Hitler et Papen.
4. Sur le parcours de Schröder, voir la section 2 de ce chapitre.
5. Cette connaissance mutuelle était le baron Kurt von Lersner, ancien diplomate et député DVP au Reichstag : NA, RG 238, NI-249, « Translation of Statement Prepared by von Schroeder on his Political Activities » (1945). Lersner et Schröder appartenaient à la même fraternité universitaire ; voir les lettres de Lersner de 1932 à Schröder : ibid, NI-200, NI-202, NI-203. Voir aussi la réponse de Papen du 1er octobre à une lettre de Schröder, qui lui a été transmise par Lersner : ibid, NI-201.
6. Papen, *Gasse*, p. 254 ; idem, *Scheitern*, p. 334 ; Déclaration de Schröder de 1945 dans la NI-249 (cf. n. 5, ci-dessus). Pour une description de la soirée au Herrenklub par l'une des personnes présentes, voir Theodor Eschenburg, « Franz von Papen », *VfZ* 1 (1953) : 163 sq.
7. NA, RG 238, NI-209, Keppler à Schröder, 13 novembre 1932 ; lorsque Keppler écrit à Schröder deux semaines plus tard, le 28 novembre, les espoirs qu'il avait suscités se sont révélés illusoires, et il n'en parle plus : ibid., NI-211.
8. Papen, *Gasse*, p. 254 ; idem, Scheitern, p. 334.
9. « Eine Auslassung des Freiherrn von Schrödere », *Frankfurter Zeitung*, 7 janvier 1933 (#19).

10. Voir, pour quelques exemples, NA, RG 238, NI-246, interrogatoire de Schröder, 1er décembre 1945 ; ibid., 3337-PS, affidavit de Schröder du 5 décembre 1945 ; ibid., NI-7990, affidavit de Schröder du 21 juillet 1947. Les enregistrements des déclarations de Schröder après la guerre à Nuremberg montrent qu'il ne s'est écarté de ce récit qu'une seule fois, lors d'un interrogatoire préalable au procès le 8 juin 1947 (ibid.). Dans la transcription de cet interrogatoire, Schröder se contredit en déclarant d'abord que l'initiative de la rencontre venait de Papen, puis que lui, Schröder, avait demandé à Papen, par l'intermédiaire de Keppler, s'il était prêt à rencontrer Hitler ; apparemment, Schröder ou le sténographe se sont embrouillés à ce moment-là, car Keppler et Papen ne se connaissaient pas à cette époque.
11. C'est le cas de Krupp von Bohlen, Fritz Springorum, Paul Reusch, Paul Silverberg et Albert Vögler, Papen étant, par arrangement préalable, l'invité de Silverberg pour un dîner à Cologne le soir de la rencontre de l'ancien chancelier avec Hitler chez Schröder. Cela a donné lieu, après que la réunion a été connue, à des spéculations dans la presse selon lesquelles Silverberg avait été impliqué d'une manière ou d'une autre. Il a nié à l'époque et a insisté plus tard sur le fait que Papen ne lui avait même pas parlé de sa rencontre avec Hitler ; cf. Neebe, *Grossindustrie*, pp. 171-73, où une tentative peu convaincante est faite pour mettre en doute le démenti de Silverberg.
12. Voir le récit de Thyssen dans les entretiens de 1940 avec le journaliste Emery Reves, qui a servi de nègre pour ses prétendus mémoires, *I Paid Hitler* : T/RP, feuille 271. Voir également le rapport de Hermann Rauschning sur son entretien avec Thyssen au printemps 1934, dans son *Men of Chaos* (New York, 1942), p. 220.
13. NA, RG 238, NI-7990, affidavit du 21 juillet 1947.
14. Voir, par exemple, l'affirmation, sur la base de la déclaration sous serment de Schröder, d'Arthur Schweitzer, dans son *Big Business*, p. 104 : « Se retournant contre le nouveau gouvernement du général von Schleicher, les chefs d'entreprise se consultèrent et arrivèrent à la conclusion qu'ils devaient organiser une réconciliation directe entre von Papen et Hitler. » Voir aussi Stegmann, « Zum Verhältnis », p. 439 ; Hallgarten et Radkau, *Deutsche Industrie*, p. 215 sq., où une version anglaise de l'affidavit est longuement citée, apparemment en retraduction, avec de nombreux écarts par rapport au texte original allemand.
15. NA, RG 238, interrogatoires préalables au procès, Schröder, 18 juin 1947.
16. Le 19 décembre, Keppler confirme, dans une lettre à Schröder, le message téléphonique de ce dernier, la veille, concernant la volonté de Papen de rencontrer Hitler. Il approuvait de tout cœur cette idée, écrivait Keppler, et avait remis une lettre adressée à Hitler recommandant cette solution à Himmler, qui y était également favorable et qui était en route pour Munich : NA, RG 238, NI-212. La lettre de Keppler à Hitler, datée du 19 décembre, se trouve dans NA, RG 242, Microcopie T-81, 1/11318-19. Pour les arrangements ultérieurs, voir NA, RG 238, NI-214 (Papen à Schröder, 26 décembre) ; NI-215 (Keppler à

Schröder, 29 décembre) ; NI-214 (Papen à Schröder, 28 décembre) ; NI-216 (Keppler à Schröder, 2 janvier 1933).

17. Cette affirmation a longtemps été un élément de base des publications marxistes-léninistes ; voir, pour quelques exemples, Isakhar M. Faingar, *Die Entwicklung des deutschen Monopolkapitals* (Berlin-Est, 1959 ; trad. de l'édition russe originale, Moscou, 1958), p. 103 sq. ; Czichon, *Wer verhalf*, p. 51 ; Wolfgang Ruge dans Bartmuss et al., *Deutsche Geschichte*, III, p. 160 ; Streisand, *Deutsche Geschichte*, p. 371. L'histoire d'un « deal » apparaît également dans de nombreux ouvrages non marxistes ; voir, par exemple, A.J.P. Taylor, *The course of German History* (Londres, 1945), p. 210 sq. ; John W. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power* (New York, 1954), p. 273 ; William L. Shirer, *The Rise and Fall of the Third Reich* (New York, 1960), p. 179. Dans certains de ces récits, la réunion du 4 janvier a abouti à la formation d'un « consortium » de grandes entreprises établi expressément dans le but d'aider financièrement les Nationaux-Socialistes : cf. Faingar, *Entwicklung*, p. 103 ; Ruge dans Bartmuss et al, *Deutsche Geschichte*, III, p. 160. Ce récit, pour lequel aucune preuve n'a jamais été apportée, était en circulation, au plus tard, trois ans après l'évènement : Heiden, *Hitler*, p. 314. En 1952, elle s'était enrichie d'une « information » supplémentaire selon laquelle le prétendu « consortium » avait, dès sa création, payé les dettes électorales des Nationaux-Socialistes et récolté un million de marks pour la SS : Hallgarten, « Adolf Hitler and German Heavy Industry », p. 242 sq. (repris dans l'édition 1955 de *Hitler, Reichswehr und Industrie* de Hallgarten, p. 116). Le chiffre d'un million de marks a été repris depuis dans d'innombrables publications marxistes ; voir, par exemple, les citations des volumes de Bartmuss et al. et de Streisand, ci-dessus ; également Ulrike Hörster-Philipps, *Konservative Politik in der Endphase der Weimarer Republik* (Cologne, 1982), p. 367. Selon une version est-allemande, destinée aux étudiants de la Parteihochschule « Karl Marx », pas moins de dix millions de marks sont parvenus au NSDAP en provenance des grandes entreprises à la suite de la rencontre Papen-Hitler : Siegfried Vietzke et Heinz Wohlgemuth, *Deutschland und die deutsche Arbeitrbewegung in der Zeit der Weimarer Republik* (Berlin-Est, 1966), p. 290. Une version imagée et embellie de la légende figure maintenant, depuis plus de vingt ans, non corrigée à travers cinq éditions, dans un manuel scolaire destiné aux étudiants américains : *« À ce moment-là, les entreprises allemandes sont venues à la rescousse. Lors d'une réunion des industriels de la région Rhin-Ruhr tenue le 4 janvier 1933 dans la maison du banquier de Cologne Curt von Schroeder [*sic*], Hitler reçoit la promesse que les dettes électorales du parti et les salaires des Storm Troopers seront payés. En retour, le dirigeant nazi s'engageait implicitement à maintenir une politique de non-intervention à l'égard de l'industrie allemande »* : H. Stuart Hughes, *Contemporary Europe : A History*, 5e édition, (Englewood Cliffs, 1981), p. 237.

18. Hitler a publié son démenti sous la forme d'une déclaration publique le 13 janvier, deux jours avant le scrutin de Lippe-Detmod, dans le but de contrer les rumeurs évoquées ci-dessous : Horkenbach (éd.), *Das Deutsche Reich* (1933), p.

18. Pour le démenti de Papen, voir ses mémoires, Gasse, p. 256 sq. ; pour celui de Schröder, voir NA, RG 238, affaire 5, vol. 13a, p. 4440 sq., témoignage du 28 juillet 1947.
19. « Geheime Verhandlungen Hitler-Papen bei rheinischem Bankfürsten », *Die Rote Fahne*, 6 janvier 1933 (#5).
20. « Bei den 'feinen Leuten' », *Die Rote Fahne*, 6 janvier 1933 (#5). Ces mots ont été attribués à *Der Jungdeutsche*, un organe de la Jungdeutsches Orden.
21. « Hitler beim Herrenklub. In flagranti ertappt », *Vorwärts*, 6 janvier 1933 (#10) ; « Der Agent der Grossindustrie », *Vorwärts*, 7 janvier 1933 (#11). Un rapport similaire, mais moins idéologiquement formulé, est paru dans le *Frankfurter Zeitung* : « Die Lage des Kabinetts Schleicher », 10 janvier 1933 (#26).
22. Voir, par exemple, Carl von Ossietzky, « Der Flaschenteufel », *Die Weltbühne*, 10 janvier 1933 (Jg. 29, Nr. 2), p. 42.
23. L'article sur le National-Socialisme de l'ouvrage de référence est-allemand qui fait autorité en matière d'histoire politique allemande présente la réunion de Cologne, uniquement sur la base du rôle de Schröder, comme un tournant décisif. *« Hitler et le parti nazi étaient désormais devenus les agents politiques* (Exponenten*) d'une majorité de monopolistes allemands »* : Manfred Weissbecker, « Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (NSDAP) 1919-1945 », dans Fricke (éd.), *Die bürgerlichen Parteien*, II, p. 414. Voir également Kurt Gossweiler, « Kurt von Schröder : Das Bankkapital stellt die Weichen », dans Helmut Bock, Wolfgang Ruge, Marianne Thoms (éds.), *Sturz ins Dritte Reich* (Berlin-Est, 1983), notamment p. 70 sq.
24. S. William Halperin, *Germany Tried Democracy* (New York, 1946), p. 524 ; Bullock, *Hitler*, p. 221 ; Dorpalen, *Hindenburg*, pp. 410 sq. ; Carr, *History of Germany*, p. 357 ; Hajo Holborn, *A History of Modern Germany*, 1840-1945 (New York, 1969), p. 705 ; Schulz, *Aufstieg*, p. 747.
25. Dans un passage fréquemment cité à ce sujet, Goebbels note le 5 janvier que les finances du Gau de Berlin se sont quelque peu améliorées. Mais une infusion de fonds capitalistes, même si elle a eu lieu presque immédiatement après la fin de la réunion Papen-Hitler de l'après-midi précédent, n'aurait guère pu affecter les organes locaux du parti aussi rapidement. Quoi qu'il en soit, Goebbels a couplé cette entrée du 5 janvier avec la plainte (non mentionnée par ceux qui n'ont cité que la première partie de l'entrée) qu'il n'y avait pas de ressources financières pour un renouvellement de la lutte politique : *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei* (Munich, 1934), p. 235. Le jour suivant, le 6 janvier, l'entrée montre à nouveau Goebbels se plaignant de la mauvaise situation financière : ibid. p. 236. Le 16 janvier, Goebbels déclare que la situation du parti s'est fondamentalement modifiée du jour au lendemain, mais il fait manifestement référence à son succès électoral à Lippe-Detmold, et non à ses finances : ibid. p. 243. Un jour plus tard, le 17 janvier, il note que les finances de son Gau se sont soudainement améliorées, mais il attribue cela explicitement à des mesures d'économie, et non à de nouvelles sources de revenus : ibid. Le livre de

Goebbels ne peut, en tout cas, être considéré comme un journal intime incontestablement authentique ; voir Helmut Heiber, *Goebbels* (New York, 1972) pp. 91 sq. Un passage dans un volume d'après-guerre du journal de Goebbels impliquant un échange avec des fonctionnaires du fisc a été interprété à tort comme reflétant les finances du parti : Bracher, *Auflösung*, p. 694 ; Fest, *Hitler*, p. 497. Étant donné que le NSDAP, en tant qu'organisation à but non lucratif, n'était pas soumis à l'impôt, cet échange ne concernait manifestement que les finances personnelles de Goebbels.

26. Voir Ciolek-Kümper, *Wahlkampf in Lippe*, pp. 88-91, 139-43, 313-15 ; Arno Schröder *'Hitler geht auf die Dörfer'. Der Auftak zur nationalen Revolution. Ergebnisse und Bilder von der entscheidenden Januarwahl 1933 in Lippe* (Detmold, 1938), pp. 13-18, 46, 64 sq., 70, 86, 104 sq., 113 sq., 184 sq., 209.
27. Ciolek-Kümper, *Wahlkampf in Lippe*, p. 142.
28. Dietrich, *Zwölf Jahre*, p. 187.
29. Sur la base de sources très douteuses, Dirk Stegmann a soutenu dans son « Verhältnis », p. 439, que le 30 janvier Hindenburg a demandé à plusieurs reprises à voir la pétition que le cercle Keppler lui avait soumise le mois de novembre précédent ; cf. ma critique de cette histoire très improbable dans « Grossunternehmertum und Nationalsozialismus », p. 62.
30. NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow I (ce document a été confisqué d'un dossier du KA, Reichsverband, KC-1084, bd. V). La lettre de Kastl est partiellement imprimée, voir Neebe, *Grossindustrie*, p. 152.
31. Sur la position de Schleicher, voir Vogelsang, *Reichswehr*, pp. 372 sq.
32. Kastl fait cette déclaration lors de la réunion du présidium du Reichsverband industriel le 23 mars 1933 : procès-verbal dans KA, IV E 885.
33. La lettre de Kastl et Hamm se trouve dans ZAP, Büro des Reischspräsidenten, 47.
34. Ibid.
35. Ibid.
36. Fritz Thyssen a porté cette accusation lors de la réunion du présidium du Reichsverband le 23 mars 1933 (voir, n. 32, ci-dessus), un développement traité ci-dessous.
37. Sur l'aversion et la méfiance de Krupp envers le National-Socialisme, voir sa lettre à Herr von Brackel, 29 décembre 1932 : NA, RG 238, dossier 10, Dokumentenbuch Bülow III. Voir également l'interview de Thyssen par son nègre, Emery Reves, en France en 1940 : T/RP, feuillet 261.
38. Gereke, *Landrat*, p. 225. Le souvenir de Gereke semble corroboré par la lettre cordiale de Wilmowsky à Schleicher du 1er février 1933, dans laquelle il évoque chaleureusement une soirée qu'ils avaient récemment passée ensemble et regrette la révocation de Schleicher : BA/MA, Papiers Schleicher, N42/92.
39. Le 14 janvier 1933, Hermann Loening, l'un des membres juifs de l'équipe dirigeante du Reichsverband qui allait être licencié, écrit à Krupp pour l'informer qu'un fonctionnaire du ministère de l'Economie l'a appelé pour lui

demander si l'organisation industrielle ne souhaitait pas prendre des mesures contre le projet du Chancelier Schleicher de nommer Hugenberg à la fois Ministre de l'économie et Ministre de l'agriculture. Le fonctionnaire avait reconnu, ajouta Loening, que *« nous mettons un point d'honneur à rester très réticents aux changements de cabinet. »* Krupp, dans sa réponse à Loening du 16 janvier 1933, écrit : *« Comme vous, je ne vois pas comment répondre à cette suggestion. »* KA, IV E 203.

40. L'historien est-allemand Wolfgang Ruge, qui donne la citation archivistique correcte des lettres de Kastl et Hamm, qui se trouvent dans une archive est-allemande, présente ces documents de façon erronée comme une preuve que Kastl et Krupp ont « insisté » sur la nomination immédiate de Hitler comme Chancelier : Ruge, *Hindenburg*, p. 474 sq.
41. Sur Stauss, voir Stauss à Dingeldey, 21 juillet 1932 ; Dingeldey à Stauss, 29 août 1932 : BAK, Cahiers Dingeldey, 25. Stauss s'est aligné à l'automne 1932 sur le cabinet Papen : DWI, archives de la Deutsche Bank und Disconto-Gesellschaft, A23/1, Generalsekretariat v. Stauss, lettre à J. O. Coff, 1er oct. 1932. Avant l'élection du Reichstage de 1933, Stauss a obtenu un soutien financier pour le DVP de la part de Carl Friedrich von Siemens ; voir Wolf-Dietrich von Witzleben à Dingeldey, 2 mars 1933 : SA, 4/Lf670.
42. Voir les copies de leur correspondance faites par la police et utilisées dans le procès du parti de Repuke en 1934, dans les archives de l'Oberstes Parteigericht, BDC. Reinhard Neebe a soutenu que la proposition de Fritz Springorum dans sa lettre à Papen du 24 janvier 1933, que l'ancien chancelier reçoive Heinrichsbauer, révèle une tentative d'amener Papen à collaborer avec Straßer plutôt qu'avec Hitler : *Grossindustrie*, pp. 145 sq., 152. Ce point de vue présuppose toutefois que Springorum (et les industriels avec lesquels il travaillait en janvier 1933, comme Reusch) connaissait parfaitement les machinations du souvent très secret Heinrichsbauer, une présomption qui n'a pas été corroborée.
43. Voir l'interview de Thyssen par son nègre, Emery Reves, en France en 1940 : T/RP, fiche 170.
44. Vogelsang, *Reichswehr*, p. 393 ; Kunrat von Hammerstein, *Spähtrupp* (Stuttgart, 1963), p. 49 ; cf. Gordon A. Craig, *The Politics of the Prussian Army*, *1640-1945* (New York, 1955), pp. 465 sq.
45. Voir la correspondence de Springorum, qui organisa la reunion à la demande de Papen : HAD, Cahiers Springorum, B1a 82/12b, Springorum à Papen, 23 déc. 1932 ; ibid., B1a 82/12, Springorum à Papen, 27 déc. 1932 ; Papen à Springorum, 29 déc. 1932 ; ibid., B1a 75/21, Springorum à Krupp, 28 déc. 1932 ; Krupp à Springorum, 30 déc. 1932 ; GHH, 400101290/36, Springorum à Reusch, 28 déc. 1932, et Reusch à Springorum, 30 déc. 1932. Dans ses lettres aux autres, Springorum exprime l'intention d'inviter également Erich Fickler, directeur général de la Harpener Bergbau AG de Dortmund et membre, comme les autres, de la Ruhrlade, mais on ne sait pas si Fickler y a participé. La réunion de Papen avec les industriels à Dortmund le 7 s'est vite ébruitée grâce à un

rapport du *Dortmunder General-Anzeiger*, cité dans « Papens nachträglicher Kölner Bericht », *Tägliche Rundschau*, 10 janv. 1933 (#8). Voir aussi « Papen in Dortmund », *Vorwärts*, 9 janv. 1933 (#14) Les historiens est-allemands ont inventé une rencontre entre Hitler et un groupe d'industriels, souvent au domicile d'Emil Kirdorf à Mülheim, mais parfois à Cologne, le 5 janvier, dans certaines versions le 7 janvier : Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 8 vol. (Berlin-Est, 1966), IV, p. 382 ; Kuczynski, *Klassen und Klassenkämpfe*, p. 471 ; Wolfgang Ruge, *Hindenburg* (Berlin-Est, 1974), p. 467 ; Karl Nuss, *Militär und Wiederaufrüstung in der Weimarer Republik* (Berlin-Est, 1977), p. 291 ; Pätzold et Weissbecker, *Geschichte der NSDAP*, p. 199.

46. Aucun compte rendu de la réunion ne semble avoir été fait, aussi cette reconstitution de ce qui s'est passé est basée sur la correspondance suivante des participants : GHH, 4001012007/16, Reusch à Rudolf Kötter, 8 janv. 1933 ; ibid., 400101293/12, Reusch à Robert Lehr, 10 janv. 1933, ibid., 400101290/37, Reusch à Vögler, 10, 18 and 23 janv. 1933. HAD, Springorum Papers, B1a 76/50, Springorum à Robert Lehr, 13 janv. 1933 ; ibid., B1a 82/11, Springorum à Papen, 14 janv. 1933 ; ibid., B1a 82/9a, Papen à Springorum, 20 janv. 1933 ; ibid., B1a 82/9, Springorum à Papen, 24 janv. 1933. Dans son deuxième volume de mémoires, Papen a placé par erreur la réunion à Dortmund le 4 janvier et a écrit uniquement sur les plaintes des industriels concernant les politiques du cabinet Schleicher, sans mentionner ce qu'il leur a dit : *Scheitern*, pp. 343 sq.
47. C'est ce qui ressort des lettres de janvier de Springorum et Reusch à Robert Lehr (voir n. 46). Sur le rôle de Lehr dans la faction anti-Hugenberg du DNVP, voir Först, *Robert Lehr*, et Gemein, « Die DNVP in Düsseldorf », notamment, pp. 66-75 et 187-93.
48. Reusch parle de ce projet dans ses lettres à Vögler de janvier (voir n. 46).
49. Voir n. 46.
50. La citation de la lettre de Springorum est donnée dans la n. 46.
51. Voir, sur ce point : Otto Meissner, *Staatssekretär unter Ebert – Hindenburg – Hitler* (Hambourg, 1950), pp. 265 sq. ; Bruno Buchta, *Die Junker und die Weimarer Republik* (Berlin-Est, 1959), pp. 145-60 ; Vogelsang, *Reichswehr*, pp. 358 sq., 375 ; Friedrich Martin Fiederlein, « Der deutsche Osten und die Regierungen Brüning, Papen, Schleicher » (diss. Universität Würzburg, 1966), pp. 434-54. Sur l'infiltration nationale-socialiste du Reichslandbund, voir Gies, « The NSDAP and Agrarian Organizations ».
52. Reinhard Neebe, « Unternehmerverbände und Gewerkschaften in den Jahren der Grossen Krise 1929-33 », *G & G* 9 (1983) : 327.
53. Certaines des preuves essentielles de ces développements sont résumées dans Leopold, *Hugenberg*, pp. 243 sq., n. 155. Alfred Sohn-Rethel a attribué un rôle important dans la chute de Schleicher et la nomination de Hitler à une prétendue acceptation, au début de décembre 1932, par Carl Bosch d'IG

Farben, d'un plan proposé par le Mitteleuropäischer Wirtschaftstag, qui prévoyait un système complexe de cartels agricoles et de quotas d'importation de denrées alimentaires destinés à imposer des conceptions « impérialistes » à l'Europe du Sud-Est : Sohn-Rethel, *Ökonomie und Klassenstruktur*, p. 94. Rien dans la volumineuse documentation industrielle ne vient étayer cette histoire ou l'importance que Sohn-Rethel attribue au Mitteleuropäischer Wirtschaftstag, où il travaillait à l'époque ; cf. la dénonciation par Bosch de « tous les quotas et obstacles au commerce » dans le discours qu'il prononça à Vienne à la mi-décembre : Werksarchiv der Badischen Anilin- und Soda-Fabrik, Sig. W 1, « Carl Bosch – Abschrift eines handschriftlichen Entwurfes zum Wiener Vortrag bei Verleihung der Exner Medaille am 16. Dez. 1932 » (Je suis redevable au professeur Peter Hayes d'avoir porté ce document à mon attention).

54. Voir « Sie wollen Papen wieder », *Vorwärts*, 10 janv. 1933 (#16) ; Carl von Ossietzky, « Kamarilla », *Die Weltbühne*, 31 janv. 1933 (Jg. 29, Nr. 5). Selon l'interprétation standard est-allemande, Hitler a été installé au pouvoir par une camarilla sans scrupules « sur l'ordre direct du capital monopoliste et des Junkers » : Ruge, *Hindenburg*, p. 476. Voir également Jürgen Kuczynski, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*, vol. V (Berlin-Est, 1966), p. 134 ; Vietzke et Wohlgemuth, *Deutschland*, p. 293 ; et Lotte Zumpe, *Wirtschat und Staat in Deutschland 1933 bis 1945* (Berlin-Est, 1980), p. 41. Même une monographie est-allemande qui documente de manière convaincante le rôle crucial des agrariens dans le retournement de Hindenburg contre Schleicher conclut en partageant la responsabilité entre eux et « les parties les plus réactionnaires de la Grossbourgeoisie », bien qu'elle n'ait présenté aucune preuve impliquant ces derniers : Buchta, *Junker*, p. 167. La légende de la collaboration Junker-capitalistes pour abattre Schleicher et installer Hitler à la chancellerie apparaît également dans des ouvrages non marxistes : Dieter Ptzina, « Germany and the Great Depression », *JCH* 4 (1974) : 70 sq. ; Shirer, *Rise and Fall*, pp. 179-80 ; Carr, *History*, p. 357 ; Norman Stone, *Hitler* (Boston, 1980), pp. 27, 35.
55. Dans cette lettre, Krupp demandait au siège du Reichsverband de rappeler au commissaire à la création d'emplois Günther Gereke qu'il n'avait pas répondu à une lettre que Krupp lui avait envoyée : KA, IV E 203.
56. Martin Sogemeier, directeur du Zweckverband Nordwestdeutscher Wirtschaftsvertretungen e.V., Berlin, to Springorum, 25 janv. 1933 : HAD, Cahiers Springorum, F1i5.
57. Reusch à Krupp, 28 janv. 1933 : KA, R216[1].
58. Sur ce point, voir « Jetzt nationale Sammlung ! » *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, 29 janv. 1933 (#53) ; « Unsere Meinung » and « Doppelverhandlungen mit den Nationalsozialisten », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 29 janv. 1933 (#49); « Die Woche », *Deutsche Bergwerks-Zeitung*, 29 janv. 1933 (#25) ; « Hitler oder Papen ? » *Frankfurter Zeitung*, 30 janv. 1933 (#80).

59. Voir le journal du comte Lutz Schwerin von Krosigk, qui a été maintenu dans ses fonctions de Ministre des finances : IfZ, Zs/A-20, bandeau 4, entrées pour le 30 janv. et le 5 fév. 1933.
60. Reusch à Kötter, 3 fév. 1933 : GHH, 4001012007/16.
61. Reusch à Eduard Hamm de la Deutscher Industrie- und Handelstag, 4 fév. 1933 : ibid., 40010123/25.
62. Ceci est basé sur la lettre de Kastl à Krupp du 31 janv. 1933 : KA, IV E 203.
63. « Die Börse in der politischen Krise », 5 fév. 1933 (#96/97).
64. « Regierungswechsel und Börse », 31 janv. 1933 (#83).
65. « Stille Börsen », *Frankfurter Zeitung*, 19 fév. 1933 (#134/135).
66. Anton Betz, « Die Tragödie », p. 34. Betz, l'un des rédacteurs du *MNN*, était présent à la réunion de son conseil consultatif le 11 février 1933, au cours de laquelle Brandi et Karl Haniel (voir n. 67 ci-dessous) ont pris la parole. Voir également la position similaire adoptée par Brandi dans une lettre du 6 février 1933, adressée à Fritz Klein, rédacteur en chef du *Deutsche Allgemeine Zeitung*, citée par le fils de Klein, également Fritz, dans *ZfG* 21 (1973), pp. 1523 sq.
67. Betz, « Die Tragödie », p. 34.
68. NA, RG 238, interrogatoires préalables au procès, Grauert, 5 déc. 1946.
69. Cité dans Bracher, *Dictatorship*, p. 195.
70. Wladimir d'Ormesson, « Une tentative de rapprochement franco-allemand entre les deux guerres », *Revue de Paris* 69 (fév. 1962) : 27. Homme d'esprit libéral, Bücher avait déploré la passivité des syndicats après la déposition du cabinet prussien par Papen en juillet 1932 et proposé une réunion des grands industriels avec les dirigeants syndicaux : journal de Hans Schäffer, IfZ, ED 93, entrée du 22 juillet 1932.
71. Hammerstein, *Spähtrupp*, p. 53 ; Schwerin von Krosigk, *Staatsbankrott*, p. 167.
72. H. R. Berndorff, *General zwischen Ost und West* (Hambourg, [1951]), p. 268.
73. Udo Wengst, « Der Reichsverband der Deutschen Industrie in den ersten Monaten des Dritten Reiches », *VfZ* 28 (1980) : 95.
74. Ibid., pp. 95 sq. ; également, Neebe, *Grossindustrie*, pp. 176 sq. Voir aussi les rapports sur les rencontres avec Hugenberg faits lors de la session du Deutscher Industrie- und Handelstag du 1er mars 1933 : GHH, 40010123/33b.
75. Wengst, « Reichsverband », pp. 96 sq. Ces incidents, qui ont persisté jusqu'au printemps, restent à examiner ; pour un récit de première main de l'un d'entre eux, voir Ludcke, *I Knew Hitler*, pp. 620-22. Voir aussi le discours dans lequel Bernhard Grund, président de l'organisation nationale des chambres d'industrie et de commerce, déplore la fermeture de la bourse de Breslau suite à son invasion par des « personnes non autorisées », joint à une lettre du directeur exécutif de l'organisation, Eduard Hamm, aux membres, mar. 14, 1933 : BAK, dossier Silverberg, 644. Sur d'autres incidents de ce type, voir Timothy W. Mason, *Sozialpolitik im Dritten Reich* (Opladen, 1977), p. 103.
76. « Nationalsozialstischer Kampfruf gegen den Zechenverband », *Frankfurter Zeitung*, 12 fév. 1933 (#117).

77. *SEG* 74 (1933) : 48.
78. NA, RG 238, D-201, télégramme de Göring du 16 fév. 1933, à Krupp.
79. Krupp a résumé les points de vue qu'il avait l'intention d'exprimer dans une série de notes manuscrites, auxquelles la date 22.II.33 (22 fév. 1933) a été ajoutée ultérieurement : KA, IV E 203.
80. NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow II, Aufzeichnung für die Besprechung bei Reichsminister Göring am 20. Februar 1933 (à l'origine dans KA, KC-1084, Bd. V).
81. Le compte rendu suivant de la séance du 20 fév. 1933 est basé sur ces documents contemporains : NA, RG 238, D-203, un compte-rendu contemporain anonyme des discours de Hitler et de Göring, confisqué pour le procès des crimes de guerre de Nuremberg dans les dossiers de la correspondance privée de Gustav Krupp von Bohlen ; GHH, 4001012024/11, un rapport préparé par Martin Blank sur la base des informations d'un participant et daté du 21 fév. 1933 ; ibid. 400101290/36, le récit du témoin oculaire Fritz Springorum dans sa lettre à Reusch du 21 fév. 1933. Les témoignages des participants plus de dix ans plus tard à Nuremberg sont beaucoup moins fiables et informatifs que ces récits contemporains ; cf. NA, RG 238, EC-439, déclaration sous serment de Georg von Schnitzler, 10 nov. 1945 ; NI-3243, déclaration sous serment de Friedrich Flick du 14 janv. 1947 ; NI-9550, déclaration sous serment de Schacht du 12 août 1947. L'informateur de Martin Blank a indiqué que les dix-huit hommes suivants étaient présents : Brandi (presque certainement Ernst, de United Steel et Bergbauverein), Büren (vraisemblablement Karl, directeur général de Braunkohlen- und Brikett-Industrie AG, Berlin), Diehn (vraisemblablement August, du cartel de la potasse), Grauert (Ludwig, de l'association patronale industrielle de Rurh), Heubel (vraisemblablement Günther, de la F.C. Th. Heye Braunkohlenwerke G.m.b.H., Saxe), Krupp von Bohlen, v. Löwenstein (Hans, du Bergbauverein), v. Opel (probablement un membre de la famille qui avait vendu l'usine automobile Opel à la General Motors des États-Unis en 1929), Quandt (probablement Günther, de l'entreprise d'extraction de potasse Wintershall), Reuter (probablement Wolfgang, de l'entreprise de construction de machines Demag, Duisbourg), v. Schnitzler (Georg, de IG Farben), Schulte (Eduard, de Georg von Giesche's Erben, un holding avec des intérêts dans les mines et la banque, Breslau), Springorum (Fritz, de l'acier Hoesch), Hugo Stinnes (le fils du célèbre Stinnes), Tengelmann (on ne sait pas quel membre de cette famille), Vögler (Albert), v. Winterfeld (vraisemblablement Ludwig, directeur de Siemens & Halske), et v. Witzleben (vraisemblablement Wolf-Dietrich, secrétaire particulier de Carl Friedrich von Siemen). En outre, Georg von Schnitzler, dans la déclaration sous serment susmentionnée, se souvient que Paul Stein, directeur général de la société minière Auguste Viktoria de Recklinghausen, et von Loewenfeld, d'une entreprise industrielle d'Essen, étaient présents. Le nombre d'invités présents reste incertain. Reusch décline l'invitation, expliquant qu'il

doit quitter le pays le 20 : télégramme à son secrétaire, Wagner, 17 fév. 1933, GHH, 400101293/12. Robert Bosch a décliné l'invitation, se plaignant qu'il n'aurait pas l'occasion, lors d'un grand rassemblement, de s'entretenir personnellement avec le nouveau chancelier : Heuss, *Bosch*, p. 633.

82. Malgré les allégations selon lesquelles Hitler aurait proclamé son intention de lancer un programme de réarmement massif à cette occasion, ces commentaires elliptiques sur les questions militaires sont les seuls qui lui ont été attribués par des témoins oculaires après la séance ; cf. Stegmann, « Verhältnis », p. 440 ; Bernd Engelmann, *Einig gegen Recht und Freiheit* (Munich, 1975), p. 272.
83. NA, RG 238, D-204, Procès-verbal des remarques de Krupp, daté du 22 fév. 1933.
84. Pour le discours de Göring et le déroulement ultérieur de la réunion, voir les comptes rendus contemporains cités au point 81 ci-dessus.
85. Concernant les archives de la *National Treuhand*, ainsi que Schacht a désigné le fonds résultant, voir les archives bancaires dans NA, RG 238, NI-391 ; voir également BAK, Hugenberg Papers, 38, Scheibe à Hugenberg, 1er mars 1933 ; Hugenberg à Schacht, 2 mars 1933 ; Schacht à Hugenberg, 3 mars 1933 ; Scheibe à Hugenberg, 15 mars 1933.
86. Schacht a d'abord prétendu que seul un cinquième avait été attribué au Kampffront, mais le DNVP l'a contesté avec succès ; voir la correspondance dans les Cahiers Hugenberg citée dans la note précédente.
87. Papen à Springorum, 14 mars 1933 : HAD, Cahiers Springorum, B1a 82/7a ; Springorum à Papen, 25 mars 1933, ibid., B1a 82/7 ; Reusch à Kurt von Lersner, 4 mars 1933 : GHH, 400101293/12.
88. Scheibe à Siemens, 28 fév. 1933 ; Witzleben à Scheibe, 10 mars 1933 : SA, 4/Lf 670 ; NA, RG 238, interrogatoires préalables au procès, Flick, 30 déc. 1946, et 8 janv. 1947 ; Reusch à Major général comte von der Goltz, 4 mars 1933 ; GHH, 400101293/12.
89. Pour le texte du discours, voir Horkenbach (éd.), *Das Deutsch Reich* (1933), pp. 131-36.
90. Minutes de la réunion de la Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, 3 mai 1933 : BAK, R 13 I/1078.
91. Le procès-verbal très révélateur de cette réunion se trouve dans le KA, IV E 885 : « Vertraulich ! Betr.. : Präsidialsitzung am 23. März 1933 », pièce jointe à une lettre de Ludwig Kastl à Krupp, 27 mars 1933.
92. Neebe, « Unternehmerverbände und Gewerkschaften », pp. 327-29, où Carl Friedrich von Siemens et Clemens Lammers sont mentionnés aux côtés de Krupp ; voir également la déclaration sous serment d'August Heinrichsbauer du 31 janvier 1948, dans laquelle il fait état d'une discussion en sa présence avec Ernst Brandi, Fritz Springorum et Albert Vögler au sujet d'une lettre dans laquelle Krupp proposait de relancer la ZAG : NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow I.

93. Soit la mémoire de Krupp lui a fait défaut, soit il a étoffé les faits en prétendant que l'invitation de Thyssen lui était parvenue en sa qualité officielle, car l'invitation ne contenait pas une telle spécification : KA, IV E 1129.
94. Krupp est ici corroboré par une lettre qu'il a envoyée à Jakob Herle du Reichsverband au sujet de la question du drapeau le 13 mars 1933 ; NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow III.
95. Voir Neebe, *Grossindustrie*, pp. 181 sq.
96. Sur ce point et les suivants, voir ibid., pp. 182-88 ; Wengst, « Reichsverband », pp. 101-10.
97. Reusch à Herle, 20 juillet 1933 : GHH, 400101220/14.
98. Joachim Radkau dans Hallgarten et Radkau, *Deutsche Industrie und Politik*, p. 237.
99. Hans Schäffer, secrétaire d'État très respecté au ministère des Finances du Reich sous Brüning, et Carl Melchior, associé de la maison de banque M. M. Warburg de Hambourg, ont obtenu des aides pour la Reichsvetretung der Juden de Carl Bosch, Gustav Krupp von Bohlen, Carl Friedrich von Siemens, Albert Vögler, entre autres : Eckhard Wandel, *Hans Schäffer. Steuermann in wirtschaftlichen und politischen Krisen* (Stuttagart, 1974), p. 244.
100. Selon Fritz Thyssen, Kirdorf lui aurait demandé de remettre personnellement à Hitler une lettre dans laquelle Kirdorf *« protestait contre la persécution des juifs qui avait lieu en Allemagne en 1933 »* : *I Paid Hitler*, p. 99 (ce passage correspond à un des entretiens de Thyssen avec son nègre, Emery Reves, en 1940 : T/RP, fiche 267). Le fait que Kirdorf ait effectivement écrit au moins une lettre de protestation contre l'antisémitisme en 1933 est démontré par sa mention dans une lettre d'Ernst Brandi à Hermann Olfe du 15 décembre 1933 : GBW, Cahiers Kirdorf, 2 00 01/1/10. Dans son ouvrage *Tycoons and Tyrants*, p. 173, Louis P. Lochner donne le texte d'une telle lettre de protestation, qu'il attribue à Kirdorf et qu'il rapporte avoir été publiée dans le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* en 1933 ; mais comme Lochner ne donne aucune date pour sa publication, je n'ai pas été en mesure de trouver une telle lettre dans ce journal. Lochner rapporte également que Kirdorf *« s'est invité chez Silverberg pendant plusieurs jours, démontrant ainsi son désaccord avec l'antisémitisme nazi »* (ibid.) ; dans une lettre à Krupp von Bohlen du 22 juillet 1933, Silverberg parle d'avoir passé le samedi précédent chez les Kirdorf, mais à leur domicile : KA, IV E 894.
101. Holdermann, *Im Banne der Chemie*, p. 272.
102. Hayes, « *Gleichschaltung* of IG Farben », p. 123.
103. Georg Müller-Oerlinghausen à Jakob Herle du Reichsverband, 13 avril 1933, cité dans Neebe, *Grossindustrie*, p. 187.
104. Voir Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier 1941-1942* (Stuttgart, 1963), pp. 169, 203 sqq., 476 sq.
105. Neebe, *Grossindustrie*, p. 196 ; Silverberg à Krupp von Bohlen, 14 fév. 1934, et Krupp à Silverberg, 16 fév. 1934 : KA, IV E 894.
106. Klass, *Die drei Ringe*, pp. 436 sqq.

107. Maschke, *Konzern*, pp. 204 sq. ; NA, RG 238, NI-10773, affidavit par Jakob Wilhelm Reichert, 6 sep. 1947 ; NI-11594, même que celui du 7 juil. 1947.
108. Gerhard Ritter, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung* (Stuttgart, 1955), p. 413 ; *Spiegelbild einer Verschwörung. Die Kaltenbrunner-Berichte an Bormann und Hitler über das Attentat vom 20. Juli 1944*, Herausgegeben vom Archiv Peter für historische und zeitgeschichtliche Dokumentation (Stuttgart, 1961), pp. 348, 546, 552-54 ; Hassell, *Vom andern Deutschland*, pp. 94, 96 sq.
109. Neebe, *Grossindustrie*, pp. 187 sq.
110. Cité dans les mémoires de cette connaissance, Glum, *Zwischen Wissenschaft, Wirtschaft und Politik*, p. 410.
111. Hermann Rauschning, *Makers of Destruction* (Londres, 1942), p. 163. Rauschning a rapporté avoir entendu cela directement de Thyssen au retour de sa rencontre avec Hitler. Sur les prétentions de Thyssen durant la première année du régime, voir Horkenbach (éd.), *Das Deutsch Reich* (1933), p. 293.
112. Turner, « Fritz Thyssen und 'I Paid Hitler' », p. 225 ; le tribunal de dénazification qui a jugé Thyssen en 1948 l'a classé comme faiblement corrompu, lui a infligé une amende, mais l'a autorisé à émigrer en Argentine, où il est mort en 1951 (ibid., p. 228). Sur le rejet par Hitler du corporatisme promu par Thyssen, voir Broszat, *Staat Hitlers*, pp. 225-27.
113. Schweitzer, *Big Business in the Third Reich*, ne couvre pas ce sujet de manière adéquate et ne fournit pas un traitement fiable des points qu'il aborde. La meilleure vue d'ensemble, et de loin, est fournie par David Schoenbaum dans son *Hitler's Social Revolution* (New York, 1966), pp. 119-58 ; voir également Broszat, *Staat Hitlers*, pp. 218-30. Gerhard Schulz, « Die Diktatur in der Wirschaft », dans Bracher et al. *Machtergreifung*, pp. 627-71.

Conclusion, section 1 : Capitalistes, Nationaux-Socialistes et culpabilité

1. *Capitalism, Socialism and Democracy*, 3e éd. (New York, 1950), pp. 55 et 137.

Conclusion, section 2 : Mythes, idées préconçues et utilisation fallacieuse de l'histoire

1. Cité dans l'introduction de Eckart Kehr, *Der Primat der Innenpolitik*, éd. par Hans-Ulrich Wehler (Berlin, 1965), p. 20, n. 47.
2. Voir Eike Hennig, « Materialien zur Diskussion der Monopolgruppentheorie », *NPL* 18 (1973) : 170-93.
3. Voir, par exemple, le livre annoncé de Nicos Poulantzas, *Fascism and Dictatorship* (Londres, 1974) ; cf. la critique de Jane Caplan, « Theories of Fascism : Nicos Poulantzas as Historian », *History Workshop*, no. 3 (printemps 1977) : 83-100.
4. Voir Jost Dülffer, « Bonapartism, Fascism and National-Socialism », *JCH* 11 (1976) : 109-28.
5. Bloch, *Strange Defeat* (New York, 1968), p. 27.

6. « Die Juden und Europa », *Zeitschrift für Sozialforschung* 8 (1939) : 115.

Bibliographie

Achterberg, Erich, et Maximilian Müller-Jabusch. *Lebensbilder deutscher Bankiers aus fünf Jahrhunderten*. 2é éd. Francfort, 1963.

Adolf Hitler und seine Bewegung im Lichte neutraler Beobachter und objektiver Gegner. Munich, 1927.

Albertin, Lothar. *Liberalismus und Demokratie am Anfang der Weimarer Republik*. Düsseldorf, 1972.

Allen, William Sheridan. *The National-Socialist Seizure of Power. The Experience of a Single German Town, 1922-1945*. Éd. rév. New York, 1984.

Angell, James W. *The Recovery of Germany*. New Haven, Conn., 1929.

Aretin, Erwein von. *Krone und Ketten*. Munich, 1955.

Aubin, Hermann, and Wolfgang Zorn, éds. *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*. 2 vols. Stuttgart, 1972-76.

Auerbach, Hellmuth. « Hitlers politische Lehrjahre und die Münchener Gesellschaft 1919-1923 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 25 (1977) : 1-45.

Bach, Jürgen A. *Franz von Papen in der Weimarer Republik*. Düsseldorf, 1977.

Bacmeister, Walter. *Emil Kirdorf*, 2é éd. Essen, 1936.

--------. *Nekrologe aus dem rheinisch-westfälischen Industriegebiet. Jahrgang 1937*. Essen, 1940.

Barkai, Avraham. « Sozialdarwinismus und Antiliberalismus in Hitlers Wirtschaftskonzept », *Geschichte und Gesellschaft* 3 (1977) ; 406-17.

--------. « Die Wirtschaftsauffassung der NSDAP », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament,* 1er mars 1975, pp. 3-39.

--------. « Wirtschaftliche Grundanschauugen und Ziele der NSDAP », *Jahrbuch des Instituts für Deutsche Geschichte* [Tel-Aviv] 7 (1978) : 355-85.

--------. *Das Wirtschaftssystem des Nationalsozialismus*, Cologne, 1977.

Barkin, Kenneth. « Adolf Wagner and German Industrial Development », *Journal of Modern History* 41 (1969) : 144-59.

--------. *The Controversy over German Industrialization*, 1890-1902. Chicago, 1970.

Bartmuss, Hans Joachim, et al. *Deutsche Geschichte in drei Bänden*. 3 vols. Berlin-Est, 1965-68.

Beck, Friedrich Alfred. *Kampf und Sieg. Geschichte der Nationalsozialistichen Deutschen Arbeiterpartei im Gau Westfalen-Süd von den Anfängen bis zur Machtübernahme*. Dortmund, 1938.

Beckenbach, Ralf. *Der Staat im Faschismus. Ökonomie und Politik im Deutschen Reich 1920 bis 1945*. Berlin, 1974.

Behrendt, Armin. *Wilhelm Kültz*, Berlin-Est, 1968.

Bennecke, Heinrich. *Hitler und die SA*. Munich, 1962.

Bennett, Edward W. *German Rearmament and the West, 1932-1933*. Princeton, N.J., 1979.

Benz, Wolfgang, éd *Politik in Bayern, 1919-1933*. Stuttgart, 1971.

Berghahn, Volker. Der Stahlhelm. Bund der Frontsoldaten, 1918-1935. Düsseldorf, 1966.

--------. « Das Volksbegehren gegen den Young-Plan und die Ursprünge des Präsidialregimes, 1928-1930 ». In *Industrielle Gesllschaft und politisches System*, éd. Par Dirk Stegmann, Bernd-Jürgen Wendt, et Peter-Christian Witt. Bonn, 1978, pp. 431-46.

Berndorff, H. R. *General zwischen Ost und West* (Hambourg, [1951]).

Bessel, Richard. *Political Violence and the Rise of National-Socialism*. New Haven et Londres, 1984.

Betz, Anton. « Die Tragödie der 'Münchner Neuesten Nachrichten' 1932/33 ». *Journalismus* 2 (1961) : 22-46.

Blaich, Fritz. « Die bayerische Industrie 1933-1939 », dans *Bayern in der NS-Zeit*, éd. par Martin Broszat et al. 6 vols. Munich, 1977-83, 2, pp. 237-80.

--------. « 'Garantierter Kapitalismus'. Subventionspolitik und Wirtschaftsordnung in Deutschland zwischen 1925 und 1932 ». *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 22 (1977) : 50-70.

--------. *Kartell- und Monopolpolitik im kaiserlichen Deutschland*. Düsseldorf, 1973.

--------. *Staat und Verbände in Deutschland zwischen 1871 und 1945*. Wiesbaden, 1979.

Bock, Helmut, et al., éds. *Sturz ins Dritte Reich*. Leipzig, 1983.

Böhnke, Wilfried. *Die NSDAP im Ruhrgebiet 1920-1933*. Bonn-Bad Godesberg, 1974.

Böhret, Carl. *Aktionen gegen die 'kalte Sozialisierung' 1926-1930*. Berlin, 1966.

Bonikowski, Hugo. « Die öffentliche Bewirtschaftung der Kohle », *Handbuch der Kohlenwirstschaft*, éd. par Karl Borchardt, Berlin, 1926, pp. 369-88.

Bonn, Moritz Julius. *Das Schicksal des deutschen Kapitalismus*. Berlin, 1930.

Borchardt, Knut. *Wachstum, Krisen, Handlungsspielräume der Wirtschaftspolitik*. Göttingen, 1982.

Borkin, Joseph. *The Crime and Punishment of I.G. Farben*. New York, 1978.

Born, Karl Erich. *Die deutsche Bankenkrise 1931*. Munich, 1967.

Bracher, Karl Dietrich. *Die Auflösung der Weimarer Republik*. 2é éd. Stuttgart et Düsseldorf, 1957.

--------. *The German Dictatorship*. New York, 1970.

Bracher, Karl Dietrich, Wolfgang Sauer, et Gerhard Schulz. *Die national-sozialistische Machtergreifung*. Cologne et Opladen, 1960.

Brady, Robert A. *The Rationalization Movement in German Industry*. Berkeley, Calif., 1933.

--------. *The Spirit and Structure of German Fascism*. Londres, 1937.

Brecht, Gustav. *Erinnerungen*. Munich : imprimé à titre privé, 1964.

Brehme, Gerhard. *Die sogenannte Sozialisierungsgesetzgebung der Weimarer Republik*. Berlin-Est, 1960.

Breiting, Rupert. « Das Geld in der deutschen Parteipolitik ». *Politische Vierteljahresschrift* 2 (1961) : 348-63

--------. « Unternehmerische Meinungspolitik in der Weimarer Republik ». Dans *Sprache und Politik. Festgabe für Dolf Sternberger*, éd. par Carl-Joachim Friedrich et Benno Reifenberg. Heidelberg, 1968, pp. 364-99.

Breitman, Richard. *German Socialism and Weimar Democracy*. Chapel Hill, N.C., 1981.

--------. « On German Social Democracy and General Schleicher 1932-33 ». *Central European History* 9 (1976) : 352-78.

Brenner, Hildegard. *Die Kunstpolitik des Nationalsozialismus*. Hambourg, 1963.

Bombach, Gottfried, et al., éds. *Der Keynesianismus*. 2 vols. Berlin et New York, 1976.

Briefs, Götz. *Betriebsführung und Betribsleben in der Industrie*. Stuttgart, 1934.

Broszat, Martin. « Die Anfänge der Berliner NSDAP 1926/27 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 8 (1960) : 85-118.

--------. *Der Staat Hitlers*, Munich, 1969.

Brüning, Heinrich. *Memoiren 1918-1934*. Stuttgart, 1970.

Bry, Gerhard. *Wages in Germany, 1871-1945*. Princeton, N.J., 1960.

Buchner, Franz. *Kamerad ! Halt aus ! Aus der Geschichte des Kreises Starnberg der NSDAP*, Munich, 1938.

Buchner, Hans. *Die goldene Internationale*. Munich, 1928.

--------. *Grundriss einer nationalsozialistichen Volkswirtschftstheorie*. Munich, 1930.

Buchta, Bruno. *Die Junker und die Weimarer Republik*. Berlin-Est, 1959.

Büttner, Ursula. *Hamburg in der Staats- und Wirtschaftskrise 1928-31*. Hambourg, 1982.

Bullock, Alan. *Hitler. A Study in Tyranny*. Londres, 1952.

Bundesverband der Deutschen Industrie. *Der Weg zum industriellen Spitzenverband*. Darmstadt, 1956.

Carr, William. *A History of Germany, 1815-1945*. New York, 1969.

--------. *Hitler. A Study in Personality and Politics*. New York, 1979.

Carroll, Berenice A. *Design for Total War*. La Hayes, 1968.

Cassels, Alan. « Mussolini and German Nationalism ». *Journal of Modern History* 35 (1963) : 137-57.

Cecil, Lamar. *Albert Ballin*. Princeton, N.J., 1967.

Ciolek-Kümper, Jutta. *Wahlkampf in Lippe*. Munich, 1976.

Conze, Werner et Hans Raupach, éds. *Die Staats- und Wirtschaftskrise des Deutschen Reichs 1929/33*. Stuttgart, 1967.

Craig, Gordon A. *The Politics of the Prussian Army, 1640-1945*. New York, 1955.

Czada, Peter. *Die Berliner Elektroindustrie in der Weimarer Zeit*. Berlin, 1969.

Czichon, Eberhard. *Wer verhalf Hitler zur Macht ? Zum Anteil der deutschen Industrie an der Zerstörung der Weimarer Republik*. Cologne, 1967.

--------. « Wer verhalf Hitler zur Macht? Zur politischen Funktion des Keppler-Kreises innerhalb der deutschen Industrie im Jahre 1932 ». *Blätter für deutsche und international Politik* 11 (1966) : 873-908.

Delmer, Sefton. *Trail Sinister*. Londres, 1961.

Demant, Ebbo. *Von Schleicher zu Springer. Hans Zehrer als politischer Publizist*. Mainz, 1971.

Das Deutsche Führerlexikon 1934/1935. Berlin, 1934.

Deutscher Industrie- und Handelstag. *Die Verantwortung des Unternehmers in der Selbstverwaltung*. Frankfurt, 1961.

Dietrich, Otto. *Mit Hitler in die Macht*. 5é éd. Munich, 1934.

--------. *Zwölf Jahre mit Hitler*. Munich, [1955].

Döhn, Lothar. *Politik und Interesse. Die Interessenstruktur der Deutschen Volkspartei*. Meisenheim am Glan, 1970.

Dörr, Manfred. « Die Deutschnationale Volkspartei 1925 bis 1928 ». Diss., Universität, Marbourg, 1964.

Dorpalen, Andreas. *Hindenburg and the Weimar Republic*. Princeton, N.J., 1964.

Douglas, Donald M. « The Parent Cell ». *Central European History* 10 (1977) : 55-72.

Dressler, Adolf. *Das Braune Haus und die Verwaltungsgebäude der Reichsleitung der NSDAP*. 3é éd. Munich, 1939.

Drobisch, Klaus. « Flick und die Nazis ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 14 (1966) : 378-97.

--------. « Der Freundeskreis Himmler ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 8 (1960) : 304-28.

--------. « Hindenburg-, Hitler-, Adenauerspende ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 15 (1967) : 447-58.

--------. et al. *Juden unterm Hakenkreuz*. Francfort, 1973.

Dülffer, Jost. « Bonapartism, Fascism and National Socialism ». *Journal of Contemporary History* 11 (1976) : 109-28.

Dutt, E. Palme. *Fascism and Social Revolution*. New York, 1935.

Eberle, Eugen et Peter Grohmann. *Die schlaflosen Nächte des Eugen E. Erinnerungen eines neuen schwäbischen Jacobiners*. Stuttgart, 1982.

Eckert, Christian. *J. H. Stein. Werden und Wachsen eines Kölner Bankhauses in 150 Jahren.* Berlin, 1941.

Eichborn, Kurt von. *Das Soll und Haben von Eichborn & Co. in 200 Jahren*. Munich et Leipzig, 1928.

Eichholtz, Dietrich. « Problem einer Wirtschaftsgeschichte des Faschismus in Deutschland ». *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* 1963, Partie 3, 97-127.

--------, et Wolfgang Schumann, éds. *Anatomie des Krieges*. Berlin-Est, 1969.

Eksteins, Modris. *The Limits of Reason: The German Democratic Press and the Collapse of the Weimar Republic*. New York, 1975.

Engelbrechten, Julius Karl von. *Eine braune Armee entsteht*. Munich et Berlin, 1937.

--------, et Hans Volz. *Wir wandern durch das nationalsozialistische*. Berlin, Munich, 1937.

Engelmann, Bernd. *Einig gegen Recht und Freiheit*. Munich, 1975.

Erdmann, Gerhard. *Die deutschen Arbeitgeberverbände im sozialgeschichtlichen Wandel der Zeit*. Neuwied et Berlin, 1966.

Eschenburg, Theodor. « Franz von Papen ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 1 (1953) : 153-69.

Eschwege, Helmut. *Kennzeichen J*. Berlin-Est, 1966.

Eyck, Erich. *A History of the Weimar Republik*. 2 vols. New York, 1970.

Faingar, Isakhar M. *Die Entwicklung des deutschen Monopolkapitals*. Berlin-Est, 1959 : traduction de l'édition russe, Moscou, 1958.

Feder, Ernst. *Heute sprach ich mit… Tagebücher eines Berliner Publizisten 1926-1932*. Stuttagart, 1971.

Feder, Gottfried. *Der Deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage*. Munich, 1923.

--------. *Das Programm der N.S.D.A.P. und seine weltanschaulichen Grundgedanken*. Munich, 1927.

--------. *Was will Adolf Hitler ? Das Programm der N.S.D.A.P.* Munich, 1931.

Feldenkirchen, Wilfried. *Die Eisen- und Stahlindustrie des Ruhrgebiets 1879-1914*. Wiesbaden, 1982.

Feldman, Gerald D. « Arbeitskonflikte im Ruhrbergau 1919-1922 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 28 (1980) : 168-223.

--------. *Army, Industry and Labor in Germany, 1914-1918*. Princeton, N.J., 1966.

--------. « Aspekte deutscher Industriepolitik am Ende der Weimarer Republik 1930-1933 ». Dans *Wirtschaftskrise und liberale Demokratie*, éd. par Karl Holl. Göttingen, 1978, pp. 103-25.

--------. « Big Business and the Kapp Putsch ». *Central European History* 4 (1971): 99-130.

--------. « Die Demobilmachung und die Sozialordnung der Zwischenkriegszeit in Europa ». *Geschichte und Gesellschaft* 9 (1983) : 156-77.

--------. « Economic and Social Problems of the German Demobilization, 1918-19 ». *Journal of Modern History* 47 (1975) : 1-47.

--------. « Die Freien Gewerkschaften und die Zentralarbeitsgemeinschaft 1918-1924 ». Dans *Vom Sozialistengesetz zur Mitbestimmung. Zum 100. Geburtstag von Hans Böckler*, éd. par Heinz Oskar Vetter. Cologne, 1975, pp. 229-25.

--------. « German Business between War and Revolution: The Origins of the Stinnes-Legien Agreement ». Dans *Entstehung und Wandel der modernen Gesellschaft.*

Festschrift für Hans Rosenberg zum 65. Geburtstag, éd. par Gerhard A. Ritter. Berlin, 1970, pp. 312-41.

--------. *Iron and Steel in the German Inflation 1916-1923*. Princeton, N.J., 1977.

--------. « The Origins of the Stinnes-Legien Agreement: A Documentation ». *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* 19/20 (1973) : 45-103.

--------. « The Social and Economic Policies of German Big Business, 1918-1929 ». *American Historical Review* 75 (1969) : 47-55.

--------. et al., éds. *The German Inflation Reconsidered*. Berlin et New York, 1982.

Feldman, Gerald D. et Heidrun Homburg. *Industrie und Inflation. Studien und Dokumente zur Politik der deutschen Unternehmer 1916-1923*. Hambourg, 1977.

Feldman, Gerald D. et Ulrich Nocken. « Trade Associations and Economic Power: Interest Group Development in the German Iron and Steel and Machine-Building Industries, 1900-1933 ». *Business History Review* 49 (1975) : 413-45.

Feldman, Gerald D. et Irmgard Steinisch. « Notwendigkeiten und Grenzen sozialstaatlicher Intervention ». *Archiv für Sozialgeschichte* 20 (1980): 57-117.

--------. « Die Weimarer Republik zwischen Sozial- und Wirtschaftzstaat. Die Entscheidung gegen den Achtstundenstag ». *Archiv für Sozialgeschichte* 18 (1978) : 353-439.

Ferber, Walter. « Othmar Spann und der Nationalsozialismus ». *Civitas. Monatsschrift des schweizerischen Studentenvereins* 15 (1960) : 547-50.

Fest, Joachim. *Hitler. Eine Biographie*. Francfort et Berlin, 1973.

Fiederlein, Friedrich Martin. « Der deutschen Osten und die Regierungen Brüning, Papen, Schleicher ». Diss., Universität Würzburg, 1966.

Fischer, Conan. *Stormtroopers*. Londres, 1983.

Fischer, Ernst. *Das Fanal. Der Kampf Dimitroffs gegen die Kriegsbrandstifter*. Vienne, 1946.

Fischer, Fritz. *Krieg der Illusionen*. Düsseldorf, 1969.

Fischer, Wolfram. *Deutsche Wirtschaftspolitik 1918-45*. 3é éd. Opladen, 1968.

Flechtner, Hans-Joachim. *Carl Duisberg: Vom Chemiker zum Wirtschaftsführer*. Düsseldorf, 1959.

Flora, Peter, Jens Alber, et Jürgen Kohl. « Zur Entwicklung der westeuropäischen Wohlfahrsstaaten ». *Politische Vierteljahresschrift* 18 (1977) : 707-72.

Först, Walter. *Robert Lehr als Oberbürgermeister*. Düsseldorf, 1962.

Franz-Willing, Georg. *Die Hitlerbewegung. Der Ursprung 1919-1922*. Hambourg et Berlin, 1962.

--------. *Krisenjahre der Hitlerbewegung*. Preussisch Oldendorf, 1975.

Frick, Wilhelm. *Die Nationalsozialisten im Reichstag 1924-1931*. Munich, 1932.

Fricke, Dieter, éd. *Die bürgerlichen Parteien in Deutschland. Handbuch dere Geschichte der bürgerlichen Parteien und anderer bürgerlichen Interessenorganisationen vom Vormärz bis zum Jahre 1945*. 2 vols. Berlin-Est, 1968.

Frommelt, Reinhard. *Paneuropa oder Mitteleuropa*. Stuttgart, 1977

Funcke, Oskar. *Der Kampf in der Eisenindustrie*. Hagen: imprimé à titre privé, 1934.

Gates, Robert A. « German Socialism and the Crisis of 1929-33 ». *Central European History* 7 (1974) : 332-59.

Gatzke, Hans W. *Germany's Drive to the West*. Baltimore, Md., 1950.

Gemein, Gisbert Jörg. « Die DNVP in Düsseldorf 1918-1933 ». Diss., Universität Köhn, 1969.

Gereke, Günther. *Ich war königlich-preussischer Landrat*. Berlin-Est, 1970.

Gies, Horst. « The NSDAP and Agrarian Organization in the Final Phase of the Weimar Republic ». Dans *National-Socialism and the Third Reich*, éd. par Henry Ashby Turner, Jr. New York, 1972, pp. 45-88.

Ginzberg, Lev Israelevic. « Auf dem Wege zur Hitlerdiktatur ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 17 (1969) : 825-43.

--------. « Die Beziehungen der reaktionären Kreise der USA und Englands zur Hitlerpartei (1930-Januar 1933) ». *Sowjetwissenschaft. Gesellschaftswissenschaftliche Abteilung*, Heft 6 (1955), pp. 834-44.

Glaus, Beat. *Die Nationale Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung*. Zurich, 1969.

Glum, Friedrich, *Zwischen Wissenschaft, Wirtschaft und Politik*. Bonn, 1964.

Goebbels, Joseph. Das Tagebuch von Joseph Goebbels 1925/26, éd. par Helmut Heiber. Stuttgart, [1960].

--------. *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei*, Berlin 1934.

Görgen, Hans-Peter. *Düsseldorf und der Nationalsozialismus*. Düsseldorf, 1969.

Görlitz, Walter. *Geldgeber der Macht*. Düsseldorf, 1976.

Gordon, Harold J., Jr. *Hitler and the Beer Hall Putsch*. Princeton, N.J., 1972.

--------. *The Reichswehr and the German Republic 1919-1926*. Princeton, N.J., 1957.

--------. « Ritter von Epp and Berlin 1919-1923 ». *Wehrwissenschaftliche Rundschau* 9 (1959) : 329-41.

Gossweiler, Kurt. « Fritz Thyssen. Forderung des Monopolkapitals ». Dans *Sturz ins Dritte Reich*, éd. par Helmut Bock et al. Leipzig, 1983, pp. 58-64.

--------. *Grossbanken, Industriemonopole, Staat. Ökonomie und Politik des staatsmonopolistichen Kapitalismus in Deutschland 1914-1932*. Berlin-Est, 1971.

--------. « Hitler und das Kapital ». *Blätter für deutsche und internationale Politik* 23 (1978) : 842-60, 993-1009.

--------. *Kapital, Reichswehr und NSDAP 1919-1924*. Cologne, 1982.

--------. « Kurt von Schröder. *Das Bankkapital stellt die Weichen ». Dans Sturz ins Dritte Reich*, éd. par Helmut Bock et al. Leipzig, 1983, pp. 65-71.

--------. « Die Rolle des Monopolkapitals bei der Herbeiführung der Röhm-Affäre ». Diss., Humboldt Universität, 1963.

--------. « Die Vereinigten Stahlwerke und die Grossbanken ». Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte, 1965, Partie 4, pp. 11-53.

Gottschalch, Wilfried. *Strukturveränderungen der Gesellschaft und politisches Handeln in der Lehre von Rudolf Hilferding*. Berlin, 1962.

Gottwald, Herbert. « Franz von Papen und die 'Germania' ». *Jahrbuch für Geschichte* 6 (1972) : 539-604.

Granier, Gerhard. Magnus von Levetzow. Boppard, 1982.

Grill, Johnpeter Horst. *The Nazi Movement in Baden 1920-1945*. Chapel Hill, N.C.,1983.

Grotkopp, Wilhelm. *Die grosse Krise*. Düsseldorf, 1954.

Grübler, Michael. *Die Spitzenverbände der Wirtschaft und das erste Kabinett Brüning*. Düsseldorf, 1982.

Günter, Albrecht Erich, éd. *Was wir vom Nationalsozialismus erwarten*. Heilbronn, 1932.

Guratzsch, Dankwart. *Macht durch Organisation: Die Grundlegung des Hugenbergschen Pressimperiums*. Düsseldorf, 1974.

Hackett, David A. « The Nazi Party in the Reichstag Election of 1930 ». Diss., University of Wisconsin, 1971.

Hale, Oren J. « Adolf Hitler: Taxpayer ». *American Historical Review* 60 (1955) : 830-42.

--------. *The Captive Press in the Third Reich*. Princeton, N.J., 1964.

--------. « Gottfried Feder Calls Hitler to Order ». *Journal of Modern History* 30 (1958) : 358-62.

Hallgarten, George W. F. « Adolf Hitler and German Heavy Industry, 1931-1933 ». *Journal of Economic History* 12 (1952) : 222-46.

--------. *Hitler, Reichswehr und Industrie*. Francfort, 1955.

Hallgarten, George W. F. et Joachim Radkau. *Deutsche Industrie und Politik von Bismarck bis heute*. Francfort, 1974.

Halperin, S. William. *Germany Tried Democracy*. New York, 1946.

Hamilton, Richard F. *Who Voted for Hitler?* Princeton, N.J., 1982.

Hammerstein, Kunrat von. *Spähtrupp*. Stuttgart, 1963.

Hansfstaengl, Ernst. *Hitler – The Missing Years*. Londres, 1957.

--------. *Zwischen Weissem und Braunem Haus*. Munich, 1970.

Hansen, Ernst W. *Reichswehr und Industrie*. Boppard, 1978.

--------. « Zur Wahrnehmung industrieller Interessen in der Weimarer Republik. Die Geschäftsstelle für industrielle Abrüstung (GEFIA) ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 28 (1980) : 487-501.

Hardach, Karl. *Wirtschaftsgeschichte Deutschland im 20. Jahrundert*. Göttingen, 1976.

Hartmann, Heinz. *Authority and Organization in German Management*. Princeton, N.J., 1959.

Hartwich, Hans-Hermann. *Arbeitsmarkt, Verbände und Staat 1918-1933*. Berlin, 1967.

Hass, Gerhart, et Wolfgang Schumann, éds. *Anatomie der Aggression*. Berlin-Est, 1972.

Hassell, Ulrich von. *Vom anderen Deutschland*. Francfort et Hambourg, 1964.

Hayes, Peter. « The *Gleichschaltung* of IG Farben ». Diss., Université de Yale, 1982.

--------. « A 'Question Mark with Epaulettes'? Kurt von Schleicher and Weimar Politics ». *Journal of Modern History* 52 (1980) : 35-65.

Heiber, Helmut. *Die Republik von Weimar*. Munich, 1966.

Heiden, Konrad. *Adolf Hitler. Das Zeitalter der Verantwortunglosigkeit*. Zurich, 1936.

--------. *Der Fuehrer*, Boston, 1944.

--------. *Geburt des Dritten Reiches*. Zurich, 1934.

--------. *Geschichte des Nationalsozialismus*. Berlin, 1932

Heidenheimer, Arnold J., et Frank C. Langdon. *Business Associations and the Financing of Political Parties*. La Haye, 1968.

Heinrichsbauer, August. *Schwerindustrie und Politik*. Essen, 1948.

Helfferich, Emil. *1932-1946. Tatsachen*. Jever, 1969.

Hennig, Eike. « Industrie und Faschismus ». *Neue Politische Literatur* 15 (1970) : 432-49.

--------. « Materialien zur Diskussion der Monopolgruppentheorie ». *Neue Politische Literatur* 18 (1973) : 170-93.

Hentschel, Volker. *Weimars letzte Monate*. Düsseldorf, 1978.

--------. « Zum Verhältnis von Industriewirtschaft und Politik in der neuesten deutschen Geschichtsschreibung ». *Jahrbuch des Institus für Deutsche Geschichte* [Tel-Aviv] 8 (1976) : 483-513.

Herle, Jacob et Heinrich Gattineau, éds. *Carl Duisberg. Ein deutscher Industrieller*. Berlin, sans date.

Hermman, Walther. « Otto Wolff ». *Rheinisch-westfälische Wirtschaftsbiographien*, vol. 8. Münster, 1962.

Hertz-Eichenrode, Dieter. *Wirtschaftskrise und Arbeitsbeschaffung. Konjunkturpolitik 1925/26 und die Grundlagen der Krisenpolitik Brünings*. Berlin, 1982.

Herwig, Holger H. « From Kaiser to Führer: The Political Road of a German Admiral, 1923-33 ». *Journal of Contemporary History* 9 (1974) : 107-20.

Herzog, Bodo. *Kapitänleutnant Otto Steinbrinck*. Krefeld, 1963.

Heuss, Theodor. *Hitlers Weg*. 2é éd. Tübingen, 1968.

--------. *Robert Bosch*. Stuttgart, 1946.

Heyen, Franz Josef. *Nationalsozialismus im Alltage*. Boppard, 1967.

Heyl, John D. « Hitler's Economic Thought: A Reappraisal ». *Central European History* 6 (1973) : 83-96.

Hildebrand, Klaus. *Vom Reich zum Weltreich*. Munich, 1969.

Hitler, Adolf. *Hitler's Secret Conversations, 1941-1944, with an Introduction Essay on the Mind of Adolf Hitler by H. R. Trevor-Roper*. New York, 1953.

--------. *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier 1941-42*, éd. par Henry Picker. Bonn, 1951.

--------. Hitlers *Tischgespräche im Führerhauptquartier 1941-1942*, éd. par Henry Picker. Stuttgart, 1963.

--------. *Mein Kampf*, 2 vols. Munich, 1933.

--------. *Monologe im Führerhauptquartier 1941-1944*, éd. par Werner Jochmann. Hambourg, 1980.

--------. « Warum musste ein 8. November Kommen ? » *Deutschlands Erneuerung* 8 (1924) : 199-207.

--------. *Hitlers zweites Buch. Ein Dokument aus dem Jahr 1928*, éd. par Gerhard L. Weinberg. Stuttgart, 1961.

Hock, Wolfgang. *Deutscher Antikapitalismus*. Francfort, 1960.

Hoepke, Klaus-Peter. *Die deutsche Rechte und der italienische Faschismus*. Düsseldorf, 1968.

Hörster-Philipps, Ulrike. *Grosskapital und Faschismus 1918-1945. Dokumente*. Cologne, 1981.

--------. « Grosskapital, Weimarer Republik und Faschismus ». Dans *Die Zerstörung der Weimarer Republik*, éd. par Reinhard Kühnl et Gerd Hardach. Cologne, 1977, pp. 38-141.

--------. Konservative Politik in der Endphase der Weimarer Republik. Cologne, 1982.

Hoffmann, Heinrich. Hitler Was My Friend. Londres, 1955.

Holborn, Hajo. A History of Modern Germany, 1840-1945. New York, 1969.

Holdermann, Karl. Im Banne der Chemie. Carl Bosch. Leben und Werk. Düsseldorf, 1953.

Holtfrerich, Carl-Ludwig. Die deutsche Inflation 1914-1923. Berlin et New York, 1980.

Holzbach, Heidrun. Das 'System Hugenberg': Die Organisation bürgerlicher Sammlungspolitik vor dem Aufstieg der NSDAP. Stuttgart, 1981.

Hoover, Calvin B. Germany Enters the Third Reich. New York, 1933.

Horkenbach, Cuno, éd. Das Deutsche Reich von 1918 bis heute. Berlin, 1930, 1931, 1932, 1933.

Horn, Wolfgang. *Führerideologie und Parteiorganisation in der NSDAP (1919-1933)*. Düsseldorf, 1972.

Hubatsch, Walther. *Entstehung und Entwicklung des Reichswirtschaftsministerium*. Berlin, 1978.

Hüttenberger, Peter. *Die Gauleiter*. Stuttgart, 1969.

Hughes, H. Stuart. *Contemporary Europe : A History*. 5^{é} éd. Englewood Cliffs, N.J., 1981.

Hughes, Thomas Parke. « Technological Momentum in History: Hydrogenation in Germany 1898-1933 ». *Past & Present* no. 44 (1969) : 106-32.

Hunt, Richard N. *German Social Democracy, 1918-1933*. New Haven, Conn., 1964.

Institut für Gesellschaftswissenschaften beim ZK der SED. *Imperialismus heute*. 5é éd. Berlin-Est, 1968.

Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der SED. *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*. 8 vols. Berlin-Est, 1966.

International Military Tribunal. *Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal, Nuremberg*, 14 November 1945 – 1 October 1946. 42 vols. Nuremberg, 1947-49.

Jacobsen, Hans-Adolf. *Nationalsozialistische Aussenpolitik 1933-1938*. Francfort et Berlin, 1968.

Jaeger, Hans. *Unternehmer in der deutschen Politik (1890-1918)*. Bonn, 1967.

James, Harold. « State, Industry and Depression in Weimar Germany ». *The Historical Journal* 24 (1981) : 231-41.

Jeschke, Gerhard. « Vom 'Neue Staat' zur 'Volksgemeinschaft'. Unternehmerverbände und Reichspolitik vom Sturz Brünings bis zu den Märzwahlen 1933 ». *Ergbnisse. Hefte für historische Öffentlichkeit* [Hambourg] Heft 8 (oct. 1979) : 11-96.

Jochmann, Werner, éd. *Im Kampf um die Macht. Hitlers Rede vor dem Hamburger Nationalklub von 1919*. Francfort, 1960.

--------. éd. *Nationalsozialismus und Revolution*. (Francfort, 1963).

John, Jürgen. « Die Faschismus-'Kritik' in der Zeitschrift 'Der Arbeitgeber' », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 30 (1982) : 1072-86.

Jonas, Erasmus. *Die Volkskonservativen 1928-1930*. Düsseldorf, 1965.

Jones, Larry Eugene. « 'The Dying Middle': Weimar Germany and the Fragmentation of Bourgeois Politics ». *Central European History* 5 (1972) : 23-54.

--------. « Inflation, Revaluation, and the Crisis of Middle-Class Politics: A Study in the Dissolution of the German Party System, 1923-1928 ». *Central European History* 12 (1979) : 143-68.

--------. « Sammlung oder Zersplitterung ? Die Bestrebungen zur Bildung einer neuen Mittelpartei in der Endphase der Weimarer Republik 1930-1933 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 25 (1977) : 265-304.

Junker, Detlev. *Die Deutsche Zentrumspartei und Hitler 1932/33*. Suttgart, 1969.

Kaelble, Hartmut. *Industrielle Interessenpolitik in der wilhelminischen Gesellschaft. Centralverband Deutscher Industrieller 1895-1914*. Berlin, 1967.

Kanter, Hugo. *Staat und berufsständischer Aufbau*. N.p., 1932.

Kater, Michael H. « Heinrich Himmler's Circle of Friends 1931-1945 ». *MARAB – A Review* 2 (Hiver 1965-66) : 74-93.

Kaun, Heinrich. *Die Geschichte der Zentralarbeitsgemeinschaft der industriellen und gewerblichen Arbeitgeber und Arbeitnehmer Deutschlands*. Iéna, 1938.

Kehr, Eckart. *Der Primat der Aussenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preussichdeutschen Sozialgeschichte im 19. Und 20. Jahrhundert*, éd. par Hans-Ulrich Wehler. Berlin, 1965.

Kele, Max H. *Nazis and Workers*. Chapel Hill, N.C., 1972.

Kirdorf, Emil. « Erinnerungen, 1847-1930 ». Imprimé à titre privé.

Kissenkoetter, Udo. *Gregor Strasser und die NSDAP*. Stuttgart, 1978.

Klass, Gert von. *Albert Vögler*. Tübingen, 1957.

--------. *Dei drei Ringe*. Tübingen, 1953.

Klein, Burton H. *Germany's Economic Preparations for War*. Cambridge, Mass., 1959.

Klein, Fritz. « Neue Dokumente zur Rolle Schachts bei der Vorbereitung der Hitlerdiktatur ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 5 (1957) : 818-22.

--------. « Zur Vorbereitung der faschistischen Diktatur durch die deutsche Grossbourgeoisie (1929-1932) ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 1 (1953) : 872-904.

Kleinewefers, Paul. *Jahrgang 1905. Ein Bericht*. Stuttgart, 1977.

Klemperer, Klemens von. *Germany's New Conservatism*. Princeton, 1977.

Koch, Max. *Die Bergarbeiterbewegung im Ruhrgebiet zur Zeit Wilhelms II., 1889-1914*. Düsseldorf, 1954.

Kocka, Jürgen. *Klassengesellschaft im Kriege 1914-1918*. Göttingen, 1973.

--------. *Unternehmensverwaltung und Angestelltenschaft am Beispiel Siemens 1847-1914*. Stuttgart, 1969.

Koebel-Tusk, Eberhard. *AEG: Energie, Profit, Verbrechen*. Berlin-Est, 1958.

Könnemann, Erwin. « Dokumente zur Haltung der Monopolisten im Kapp-Putsch ». *Beiträge zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung* 9 (1967): 1003-23.

Koszyk, Kurt. *Deutsche Presse 1914-1945*. Berlin, 1972.

--------. « Jakob Stöcker und der Dortmunder 'General-Anzeiger' 1929-1933 ». *Publizistik. Zeitschrift für die Wissenschaft von der Presse* 8 (1963) : 282-95.

--------. « Paul Reusch und die 'Münchner Neuesten Nachrichten' ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 20 (1972) : 75-103.

Krause, Werner. *Wirtschaftstheorie unter dem Hakenkreuz*. Berlin-Est, 1969.

Krebs, Albert. *Tendenzen und Gestalten der NSDAP. Erinnerungen an die Frühzeit der Partei*. Stuttgart, 1959.

Krogmann, Karl Vincent. Es ging um Deutschlands Zukunft, 1932-1939. Leoni am Starnberger See, 1976.

Krohn, Klaus-Dieter. *Stabilisierung und ökonomische Interessen. Die Finanzpolitik des Deutschen Reiches 1923-1927*. Düsseldorf, 1974.

--------. *Wirtschaftstheorien als politische Interessen*. Francfort, 1981.

Kroll, Gerhard. *Von der Weltwirtschaftskrise zur Staatskonjunktur*. Berlin, 1958.

Kruck, Alfred. *Geschichte des Alldeutschen Verbandes, 1890-1939*. Wiesbaden, 1954.

Krumm, Paul. *Der Sozialismus der Hitlerbewegung im Lichte Spenglerscher Geschichtsforschung oder die tiefste Ursache für den Aufstieg des Nationalsozialismus in Deutschland*. Geldern, 1932.

Kuczynski, Jürgen. *Die Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*. Vol. V. Berlin-Est, 1966.

--------. *Klassen und Klassenkämpfe im imperialistischen Deutschland und in der BRD*. Francfort, 1972.

Krüger, Peter. *Deutschland und die Reparationen 1918/19*. Stuttgart, 1973.

--------. « Zu Hitlers 'nationalsozialistischen Wirtschaftserkentnissen' ». *Geschichte und Gesellschaft* VI (1980) : 263-82.

Kühnl, Reinhard. *Die nationalsozialistische Linke 1925-1930*. Meisenheim am Glan, 1966.

--------. « Zur Programmatik der nationalsozialistischen Linken: Das Strasser-Programm von 1925/26 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 14 (1966): 317-33.

Kühnl Reinhard et Gerd Hardach, éds. *Die Zerstörung der Weimarer Republik*. Cologne, 1977.

Küster, Fritz. *Die Hintermänner der Nazis. Von Papen bis Deterding*. Hanovre, 1946.

Kuhlo, Alfred. *Die Organisation der deutschen Industrie*. Berlin, 1928.

Kuhn, Axel. *Hitlers aussenpolitisches Programm*. Stuttgart, 1970.

--------. « Die Unterredung zwischen Hitler und Papen im Hause des Baron von Schröder ». *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 24 (1973) : 709-22.

Lammers, Clemens. *Autarkie, Planwirstschaft und berufsständischer Staat?* Berlin, 1932.

Laursen, Karsten, et Jørgen Pedersen. *The German Inflation 1918-1923*. Amsterdam, 1964.

Layton, Roland V. « *The Völkischer Beobachter*, 1920-1933: The National-Socialist Party Newspaper in the Weimar Era ». *Central European History* 3 (1970) : 353-82.

Lebovics, Herman. *Social Conservatism and the Middle Classes in Germany*. Princeton, N.J., 1969.

Leckebusch, Roswitha. *Entslehung und Wandlungen der Zielsetzungen, der Struktur und der Wirkungen von Arbeitgeberverbänden*. Berlin, 1966.

Leopold, John A. *Alfred Hugenberg*. New Haven, Conn., 1977.

Lewinsohn (Morus), Richard. *Das Geld in der Politik*. Berlin, 1930.

--------. *Die Umschichtung des europäischen Vermögens*. Berlin, 1925.

Ley, Robert. *Deutschland ist schooner geworden*. Munich, 1940.

Liesebach, Ingolf. « Der Wandel der politischen Führungsschicht der deutschen Industrie von 1918 bis 1945 ». Diss., Universität Basel, 1957.

Link, Werner. *Die amerikanische Stabilisierungspolitik in Deutschland 1921-32*. Düsseldorf, 1970.

Lochner, Louis P. *Tycoons and Tyrant. German Industry from Hitler to Adenauer*. Chicago, 1954.

Lorenz, Ottokar. *Die Beseitigung der Arbeitslosigkeit*. Berlin, [1932].

Ludecke, Kurt G. W. *I Knew Hitler*. New York, 1937.

Ludloff, Rudolf. *Kasernen statt Wohnungen. Zur Geschichte der deutschen Zementindustrie im Imperialismus bis 1945*. Berlin-Est, 1963.

Ludwig, Karl-Heinz. *Technik und Ingenieure im Dritten Reich*. Düsseldorf, 1974.

Lührs, Wilhelm, éd. *Bremische Biographien 1912-1962*. Brême, 1969.

Lüke, Rolf E. *Von der Stabilisierung zur Krise*. Zurich, 1958.

Lüthgen, Helmut. *Das Rheinisch-Westfälische Kohlensyndikat in der Vorkriegs-, Kriegs- und Nachkriegzeit und seine Hauptprobleme*. Leipzig et Erlangen, 1926.

Luther, Hans. *Vor dem Abgrund 1930-1933*. Berlin, 1964.

Lutz, Hermann. « Fälschungen zur Auslandsfinanzierung Hitlers ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 2 (1954) : 386-96.

--------. *German-French Unity*. Chicago, 1957.

Mai, Gunther. « Die nationalsozialistische Betriebszellen-Organisation ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 31 (1983) : 573-613.

Maier, Charles S. *Recasting Bourgeois Europe*. Princeton, N.J., 1975.

Manchester, William. *The Arms of Krupp 1587-1968*. Boston, 1968.

Marcon, Helmut. *Arbeitsbeschaffungspolitik der Regierungen Papen und Schleicher*. Francfort, 1974.

Marquard, Alfred. *100 Jahre Franck, 1828-1928*. Sans localisation, [ca. 1928].

Maschke, Erich. *Es entsteht ein Konzern. Paul Reusch und die GHH*. Tübingen, 1969.

--------. *Grundzüge der deutschen Kartellgeschichte bis 1914*. Dortmund, 1964.

Maser, Werner. *Die Frühgeschichte der NSDAP*. Francfort et Bonn, 1965.

Mason, Timothy W. *Sozialpolitik im Dritten Reich*. Opladen, 1977.

Matthias, Erich et Rudolf Morsey, éds. *Das Ende der Parteien 1933*. Düsseldorf, 1960.

Maurer, Ilse. *Reichsfinanzen und grosse Koalition. Zur Geschichte des Reichskabinetts Müller (1928-1930)*. Francfort, 1973.

Maurer, Ilse et Udo Wengst, éds. *Politik und Wirtschaft in der Krise. Quellen zur Ära Brüning*. 2 vols. Düsseldorf, 1980.

Medalen, Charles. « State Monopoly Capitalism in Germany : The Hibernia Affair ». *Past & Present*, no. 78 (fév. 1978) : 82-112.

Meissner, Otto. *Staatssekretär unter Ebert – Hindenburg – Hitler*. Hambourg, 1950.

Meynen, Otto. « Dr. Paul Silverberg ». *Der Volkswirt* 5 (1951) : 9-11.

Michels, Rudolf K. *Cartels, Combines and Trusts in Post-War Germany*. New York, 1928.

Mielke, Siegfried. *Der Hansa-Bund für Gewerbe, Handel und Industrie 1909-1914*. Göttingen, 1976.

Minuth, Karl-Heinz, éd. *Die Kabinette Luther I und II. Akten der Reichskanzlei. Weimarer Republik*. 2 vols. Boppard, 1977.

Möller, Horst. « Parlamentarisierung und Demokratisierung im Preussen der Weimarer Republik ». Dans *Gesellschaft, Parlament und Regierung*, éd. par Gerhard A. Ritter. Düsseldorf, 1974, pp. 367-87.

Mohler, Armin. *Die conservative Revolution in Deutschland*. Stuttgart, 1950.

Mommsen, Hans. « Heinrich Brünings Politik als Reichskanzler: Das Scheitern eines politischen Alleinganges ». Dans *Wirtschaftskrise und liberale Demokratie*, éd. par Karl Holl. Göttingen, 1978, pp. 16-45.

--------. « Der Ruhrbergbau im Spannungsfeld von Politik und Wirtschaft in der Zeit der Weimarer Republik ». *Blätter für deutsche Landesgeschichte* 108 (1972) : 160-75.

Mommsen, Han, Dietmar Petzina et Bernd Weisbrod, éds. *Industrielles System und politische Entwicklung in der Weimarer Republik*. Düsseldorf, 1974.

Mommsen, Wolfgang J. « Domestic Factors in German Foreign Policy Before 1914 ». *Central European History* 6 (1973) : 3-43.

Morsey, Rudolf, éd. *Die Protokolle der Reichstagsfraktion und des Fraktionsvorstands der Deutschen Zentrumspartei 1926-1933*. Mainz, 1969.

--------. *Der Untergang des politischen Katholizismus*. Zurich, 1977.

--------. *Zur Entstehung, Authentizität und Kritik von Brünings 'Memoiren 1918-1934'*. Opladen, 1975.

Mowrer, Edgar Ansel. *Germany Puts the Clock Back*. New York, 1933.

Müller, Johannes. *Die Industrialisierung der deutschen Mittelgebirge* (Iéna, 1938).

Müller, Karl Alexander von. *Im Wandel einer Welt*. Munich, 1966.

Müller, Werner et Jürgen Stockfisch. « Borsig und die Demokratie ». *Beiträge, Dokumente, Informationen des Archivs der Hauptstadt der Deutschen Demokratischen Republik* 4 (1967) : 1-44.

--------. « Die 'Veltenbriefe'. Eine neue Quelle über die Rolle des Monopolkapitals bei der Zerstörung der Weimarer Republik ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 17 (1969) : 1565-89.

Murphy, Robert D. *Diplomat Among Warriors*. New York, 1964.

Muthesius, Volkmar. *Peter Klöckner und sein Werk*. 2é éd. Essen, 1959.

Neebe, Reinhard. *Grossindustrie, Staat und NSDAP 1930-1933*. Göttingen, 1981.

--------. « Unternehmerverbände und Gewerkschaften in den Jahren der Grossen Krise 1929-33 ». *Geschichte und Gesellschaft* 9 (1983) : 302-30.

Neumann, Franz. Behemoth. *The Structure and Practice of National Socialism*. New York, 1942.

Nipperdey, Thomas. « Interessenverbände und Parteien in Deutschland vor dem ersten Weltkrieg ». *Politische Vierteljahresschrift* 2 (1961) : 262-80.

Noakes, Jeremy. *The National-Socialist Party in Lower Saxony, 1921-1933*. Londres, 1971.

Noakes, Jeremy et Geoffrey Pridham, éds. *Documents on National-Socialism*. New York, 1975.

Nocken, Ulrich. « Corporatism and Pluralism in Modern German History ». Dans *Industrielle Gesellschaft und Politisches System*, éd. par Dirk Stegmann, Bernd-Jüngen Wendt et Peter-Christian Witt. Bonn, 1978, pp. 37-56.

--------. « Inter-Industrial Conflicts and Alliances as Exemplified by the AVI-Agreement ». Dans *Industrielles System und politische Entwicklung in der Weimarer Republik*, éd. par Hans Mommsen et al. Düsseldorf, 1974, pp. 693-704.

--------. « Das Internationale Stahlkartell und die deutsch-französischen Beziehungen 1924-1932 ». Dans *Konstellationen internationaler Politik 1924-1932*, éd. par Gustav Schmidt. Bochum, 1983, pp. 165-202.

Nolte, Ernst. « Big Business and German Politics: A Comment ». *American Historical Review*. 75 (1969) : 47-55.

Norden, Albert. *Fälscher*. Berlin-Est, 1959.

--------. *Lehren deutscher Geschichte. Zur politischen Rolle des Finanzkapitals und der Junker*. Berlin-Est, 1947.

Nuss, Karl. *Militär und Wiederaufrüstung in der Weimarer Republik*. Berlin-Est, 1977.

Nussbaum, Manfred. *Wirtschaft und Staat in Deutschland während der Weimarer Republik*. Berlin-Est, 1978.

Oehme, Walter et Kurt Caro. *Kommt 'Das Dritte Reich' ?* Berlin, 1931.

Oestreich, Paul. *Walther Funk. Ein Leben für die Wirtschaft*. Berlin, 1940.

Ogger, Günter. *Friedrich Flick der Grosse*. Bern et Munich, 1971.

Olden, Rudolf. *Hitler the Pawn*. Londres, 1936.

Orlow, Dietrich. *The History of the Nazi Party*. 2 vols. Pittsburgh, 1969-73.

Osthold, Paul. *Die Geschichte des Zechenverbandes 1908-1933*. Berlin, 1934.

Pätzold, Kurt et Manfred Weissbecker. *Geschichte der NSDAP 1920-1945*. Cologne, 1981.

Papen, Franz von. *Vom Scheitern einer Demokratie, 1930-1933*. Mainz, 1968.

--------. *Der Wahrheit eine Gasse*. Munich, 1952.

Patch, William Lewis. « Christian Trade Unions in the Politics of the Weimar Republic, 1918-1933 ». Diss., Université de Yale, 1981.

Petzina, Dietmar. « Elemente der Wirtschaftspolitik in der Spätphase der Weimarer Republik ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 21 (1973) : 127-33.

--------. « Germany and the Great Depression ». *Journal of Contemporary History* 4 (1969) : 59-74.

--------. « Gewerkschaften und Monopolfrage vor und während der Weimarer Republik ». *Archiv für Sozialgeschichte* 20 (1980) : 195-217.

--------. « Hauptprobleme der deutschen Wirtschaftspolitik 1932/33 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 15 (1967) : 18-55.

Petzold, Joachim. *Die Demagogie des Hitlersfaschismus*. Francfort, 1983.

--------. « Grossbürgerliche Initiativen für die Berufung Hitlers zum Reichskanzler ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 31 (1983) : 38-54.

--------. « Monopole – Mittelstand – NSDAP ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 28 (1980) : 862-75.

--------. « Wirtschaftsbesprechungen der NSDAP in den Jahren 1930 un 1931 ». *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1982, Partie 2, pp. 189-223.

Pfaff, Alfred. *Der Wirtschafts-Aufbau im Dritten Reich*. Munich, 1932.

Pierenkemper, Toni. *Die westfälischen Schwerindustriellen 1852-1913*. Göttingen, 1979.

Pinner, Felix. *Deutsche Wirtschaftsführer*. Charlottenbourg, 1925.

Plewnia, Margarete. *Auf dem Weg zu Hitler. Der 'völkische' Publizist Dietrich Eckart*. Brême, 1970.

Plum, Günter. *Gesellschaftsstruktur und politisches Bewusstsein in einer katholischen Region 1928-1933*. Stuttgart, 1972.

Poensgen, Ernst. « Hitler und die Ruhrindustriellen. Ein Rückblick ». (mémoires non publiées, copie dans NA, RG 238, affaire 10, Dokumentenbuch Bülow I).

Pohl, Hans. « Die Konzentration in der deutschen Wirtschaft vom ausgehenden 19. Jahrhundert bis 1945 ». Dans *Die Konzentration in der deutschen Wirtschaft seit dem 19. Jahrhundert*, éd. par Hans Pohl et Wilhelm Treue. Wiesbaden, 1978, pp. 4-44.

Pohl, Karl Heinrich. *Weimars Wirtschaft und die Aussenpolitik der Republik 1924-1926*. Düsseldorf, 1979.

Pohl, Manfred. « Die Finanzierung der Russengeschäfte zwischen den beiden Weltkriegen ». Dans Beiheft 9 de *Tradition. Zeitschrift für Firmengeschichte und Unternehmerbiographie*. Francfort, 1975.

Preller, Ludwig. *Sozialpolitik in der Weimarer Republik*. Stuttgart, 1949.

Pridham, Geoffrey. *Hitler's Rise to Power. The National-Socialist Movement in Bavaria, 1923-1933*. New York, 1973.

Prym, Agnes M. *Staatswirtschaft und Privatunternehmung in der Geschichte des Ruhrkohlenbergbaus*. Essen, 1950.

Pudor, Fritz. *Nekrologe aus dem rheinisch-westfälischen Industriegebiet. Jahrgang 1939-51*. Düsseldorf, 1955.

--------. *Lebensbilder aus dem rheinisch-westfälischen Industriegebiet. Jahrgang 1958-1959*. Düsseldorf, 1962.

Pünder, Hermann. *Politik in der Reichskanzlei. Aufzeichnungen aus den Jahren 1929-1932*, éd. par Thilo Vogelsang. Stuttgart, 1961.

Radandt, Hans. *AEG – Ein typischer Konzern*. Berlin-Est, 1958.

--------. « Die Betriebsarchive bieten wichtige Quellen für die Geschichtsforschung ». *Zeitschrift für Geschichteswissenschaft* 5 (1957) : 842-49.

--------. « 'Freie Wahlen' und Monopolkapital ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 9 (1961) : 1321-22.

--------. « '100 Jahre Deutsche Bank'. Eine typische Konzerngeschichte ». *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1972, Partie 3, pp. 37-62.

--------. *Kriegsverbrecherkonzern Mansfeld* (Berlin-Est, 1958).

--------. et al. *Siemens – Rüstung – Krieg – Profite*. Berlin-Est, sans date.

Rämisch, Raimund. « Der berufsständische Gedanke als Episode in der national-sozialistischen Politik ». *Zeitschrift für Politik*, n. F. 4 (1957) : 263-72.

Rahm, Hans-Georg. « 'Der Angriff' 1927-1930 ». Diss. Universität Berlin. 1938.

Rauschning, Hermann. *Gespräche mit Hitler*. Zurich, 1940.

--------. *Makers of Destruction*. Londres, 1942.

--------. *Men of Chaos*. New York, 1942.

Reupke, Hans. *Der Nationalsozialismus und die Wirtschaft*. Berlin, 1931.

--------. *Das Wirtschaftssystem des Faschismus*. Berlin, 1930.

Ribhegge, Wilhelm. *August Winnig*. Bonn, 1973.

Riedel, Matthias. *Eisen und Kohle für das Dritte Reich. Paul Pleigers Stellung in der NS-Wirtschaft*. Göttingeng, 1973.

Rieker, Karlheinz. *Das Wirtschaftsprogramm des Nationalsozialismus*. Berlin, 1933.

Rittberger, Volker, éd. *1933. Wie die Republik der Diktatur erlag*. Stuttgart, 1983.

Ritter, Gerhard. *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*. Stuttgart, 1955.

Ritter, Gerhard A., éd. *Gesellschaft, Parlament und Regierung*. Düsseldorf, 1974.

Roberts, Glyn. *The Most Powerful Man in the World*. New York, 1938.

Röseler, Klaus. « Die Stellung der deutschen Unternehmer in der Wirtschaftskrise 1929-1933 ». Diss., Technische Hochschule Hannover, 1966.

--------. « Unternehmer in der Weimarer Republik ». *Tradition. Zeitschrift für Firmengeschichte und Unternehmerbiographie* 13 (1968) : 217-40.

Rohe, Karl et Herbert Kühr, éds. *Politik und Gesellschaft im Ruhrgebiet*. Königstein/Ts., 1979.

Roloff, Ernst-August. *Bürgertum und Nationalsozialismus 1930-1933. Braunschweigs Weg ins Dritte Reich*, Hanovre, 1961.

Romeyk, Horst. « Die Deutsche Volkspartei in Rheinland und Westfalen 1918-1933 ». *Rheinsiche Vierteljahrsblätter* 39 (1975) : 189-236

Roselius, Ludwig. *Briefe und Schriften zu Deutschlands Erneuerung*. Oldenbourg, 1933.

Rosenberg, Alfred. *Freimauerische Weltpolitik im Lichte der kritischen Forschung*. Munich, 1929.

--------. *Wesen, Grundsätze und Ziele der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei*. Munich, 1923.

--------. *Das Wesensgefüge des Nationalsozialismus. Grundlagen der deutschen Wiedergeburt*. Munich, 1932.

Roth, Hermann. « Die nationalsozialistische Betriebszellenorganisation (NSBO) von der Gründung bis zur Röhm-Affäre (1926 bis 1934) ». *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 1978, Partie 1, pp. 49-66.

Ruge, Wolfgang. « Die 'Deutsche Allgemeine Zeitung' und die Brüningregierung. Zur Rolle der Grossbourgeoisie bei der Vorbereitung des Faschismus ». *Zeitschrift für Geschichteswissenschaft* 16 (1968) : 19-53.

--------. *Hindenburg*. Berlin-Est, 1974.

--------. *Weimar – Republik auf Zeit*. Berlin-Est, 1969.

--------. « Zur Taktik der deutschen Monopolbourgeoisie im Frühjahr und Sommer 1919 ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 11 (1963) : 1088-1117.

Ruge, Wolfgang et Wolfgang Schumann, éds. *Dokumente zur deutschen Geschichte 1929-1933*. Berlin-Est, 1975.

Rupieper, Hermann. *The Cuno Government and Reparations, 1922-1923*. La Haye, 1979.

Ryder, A. J. *Twentieth-Century Germany*. New York, 1973.

Saage, Richard. « Zum Verhältnis von Nationalsozialsimus und Industrie ». *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung das Parlament,* Mar. 10, 1975, pp. 17-39.

Salin, Edgar. « Paul Reusch ». *Mitteilungen der List-Gesellschaft*, no. 8 (1957) : 194-200.

Sasuly, Richard. *IG Farben*. New York, 1947.

Saul, Klaus. Staat, *Industrie, Arbeiterbewegung im Kaiserreich*. Düsseldorf, 1974.

Schacht, Hjalmar. *Grundsätze deutscher Wirtschaftspolitik*. Oldenbourg, 1932.

--------. *76 Jahre meines Lebens*. Bad Wörishofen, 1953.

Schäfer, Dieter. *Der Deutsche Industrie- und Handelstag als politisches Forum der Weimarer Republik*. Hambourg, 1966.

Schäfer, Wolfgang. NSDAP. *Entwicklung und Struktur der Staatspartei des Dritten Reiches* (Hanovre et Francfort, 1956.)

Schaumburg-Lippe, Friedrich Christian Prinz zu. *Zwischen Krone und Kerker*. Wiesbaden, 1952.

--------. *…Verdammte Pflicht und Schuldigkeit… Weg und Erlebnis, 1914-1933*. Leoni am Starnberger See, 1966.

Schausberger, Norbert. « Österreich und die deutsche Wirtschaftsexpansion nach dem Donauraum. ». *Österreich in Geschichte und Literatur* 16 (1972) : 196-213.

Schieck, Hans. « Der Kampf um die deutsche Wirtschafspolitik nach dem Novemberumsturz 1918 ». Diss., Universität Heidelberg, 1958.

--------. « Die Behandlung der Sozialisierungsfrage in den Monaten nach dem Staatsumsturz ». Dans *Vom Kaiserreich zur Weimarer Republik*, éd. par Eberhard Kolb. Cologne, 1972, pp. 138-64.

Schieder, Theodor. *Hermann Rauschnings 'Gespräche mit Hitler' als Geschichtsquelle*. Opladen, 1972.

Schirach, Baldur von. *Ich glaube an Hitler.* Hambourg, 1967.

Schleunes, Karl A. *The Twisted Road to Auschwitz.* Urbana, III., 1970.

Schmidt, Klaus Werner. « Die 'Rheinisch-Westfälische Zeitung' und ihr Verleger Reismann-Grone ». *Beiträge zur Geschichte Dortmunds und der Grafschaft Mark* 69 (1974) : 241-382.

--------. « Rheinisch-Westfälische Zeitung (1883-1944) ». Dans *Deutsche Zeitungen des 17. bis 20. Jahrhunderts*, éd. par Heinz-Dietrich Fischer. Pullach, 1972, pp. 365-79.

Schmidt, Ernst Wilhelm. *Männer der Deutschen Bank und der Disconto-Gesellschaft.* Düsseldorf, 1957.

Schmidt-Hannover, Otto. *Umdenken oder Anarchie.* Göttingen, 1959.

Schmidt-Pauli, Edgar von. *Die Männer um Hitler.* Berlin, 1932.

Schnabel, Thomas, éd. *Die Machtergreifung in Südwestdeutschland.* Stuttgart, 1982.

Schneider, Michael. *Das Arbeitsbeschaffungsprogramm des ADGB*. Bonn-Bad Godesberg, 1975.

--------. *Auf dem Weg in die Krise.* Wentorf bei Hambourg, 1974.

--------. *Die Christlichen Gewerkschaften, 1884-1933*. Bonn, 1982.

--------. *Unternehmer und Demokratie. Die freien Gewerkschaften in der unternehmerischen Ideologie der Jahre 1918 bis 1933*. Bonn-Bad Godesberg, 1975.

Schneider, Werner. *Die Deutsche Demokratische Partei in der Weimarer Republik 1924-1930.* Munich, 1978.

Schön, Eberhard. *Die Entstehung des Nationalsozialismus in Hessen*. Meisenheim am Glan, 1972.

Schoenbaum, David. *Hitler's Social Revolution*. New York, 1966.

Schorr, Helmut J. *Adam Stegerwald.* Recklinghausen, 1966.

Schreiner, Albert. « Die Eingabe deutscher Finanzmagnaten, Monopolisten und Junker an Hindenburg für die Berufung Hitlers zum Reichskanzler (Novembre 1932) ». *Zeitschrift für Geschichteswissenschaft* 4 (1956) : 366-69.

Schröder, Arno. *'Hitler geht auf die Dörfer', Der Auftakt zur nationalen Revolution Ergebnisse und Bilder von der entscheidenden Januarwahl 1933 in Lippe.* Detmold, 1938.

Schröder, Rudolf. « Die Ausschussprotokolle der IG-Farben als Quelle zur Betriebsgeschichtsforschung über die Zeit des Kapitalismus ». *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*. 1967, Partie 1, pp. 250-69.

Schubert, Günter. *Anfänge nationalsozialistischer Aussenpolitik*. Cologne, 1963.

Schüler, Wilfried. *Der Bayreuther Kreis von seiner Entslehung bis zum Ausgang der wilhelminischen Ära*. Münster, 1971.

Schüren, Ulrich. *Der Volksentscheid zur Fürstenenteignung 1926*. Düsseldorf, 1978.

Schulz, Gerhard. *Aufstieg des Nationalsozialismus*. Francfort et Berlin, 1975.

--------. « Der 'National Klub von 1919' zu Berlin. Zum politischen Zerfall einer Gesellschaft ». *Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschlands* 11 (1965) : 207-37.

--------. « Räte, Wirtschaftsstände und die Transformation des industriellen Verbandswesen am Anfang der Weimarer Republik ». Dans *Gesellschaft, Parlament und Regierung*, éd. par Gerhard A. Ritter. Düsseldorf, 1974, pp. 355-66.

--------. « Reparationen und Krisenproblem nach dem Wahlsieg der NSDAP 1930 ». *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* 67 (1980) : 200-22.

--------. « Über Entstehung und Formen von Interssengruppen in Deutschland seit Beginn der Industrialisierung ». *Politische Vierteljahresschrift* 2 (1961) : 124-34.

Schumacher, Martin. *Mittelstandsfront und Republik, 1919-1933*. Düsseldorf, 1982.

Schuman, Frederick L. *The National-Socialist Dictatorship*. New York, 1935.

Schumann, Hans-Gerd. *Nationalsozialismus und Gewerkschaftsbewegung*. Hanovre et Francfort, 1958.

Schumann, Wolfgang et Gerhard Hass. *Deutschland im zweiten Welkrieg*. 2 vols. Berlin-Est, 1974.75.

Schweitzer, Arthur. *Big Business in the Third Reich*. Bloomington, Ind., 1964.

Schwerin von Krosigk, Lutz Graf. *Die grosse Zeit des Feuers. Der Weg der deutschen Industrie*. 3 vols. Tübingen, 1957-59.

--------. *Staatsbankrott*. Göttingen, 1974.

Serlo, Walter. *Die Preussischen Bergassessoren*. 4é éd. Essen, 1933.

Sheehan, James J. *The Career of Lujo Brentano*. Chicago, 1966.

Shirer, William L. *The Rise and Fall of the Third Reich*. New York, 1966.

Siebarth, Werner, éd. *Hitlers Wollen*. 8é éd. Munich, 1940.

Siegrist, Hannes. « Deutsche Grossunternehmen vom späten 19. Jahrhundert bis zur Weimarer Republik ». *Geschichte und Gesellschaft* 6 (1980) : 60-102.

Siemens, Georg. *Geschichte des Hauses Siemens*. 3 vols. Freibourg et Munich, 1947-51.

Silverberg, Paul. *Reden und Schriften*. Cologne, 1951.

Simpson, Amos. *Hjalmar Schacht in Perspective*. La Haye, 1977.

Sörgel, Werner. *Metallindustrie und Nationalsozialismus*. Francfort, 1965.

Sohn-Rethel, Alfred. *Ökonomie und Klassenstruktur des deutschen Faschismus*. Francfort, 1973.

--------. « Die soziale Rekonsolidierung des Kapitalismus (Sep. 1932) ». Kursbuch (Sep. 1970), no. 21 : 23-26, 29-34.

SPD. *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschland vom I. bis 5. Juni 1966 in Dortmund*. Bonn, 1966.

SPD. *Reichstagswahl 1930. Referentenmaterial*. Berlin, [1930].

SPD Landesausschuss Bayer. *Hitler und Kahr: Die Bayerischen Napoleonsgrössen von 1923*. Munich, 1928.

Speer, Albert. *Spandauer Tagebücher*. Francfort, 1975.

Spencer, Elaine Glovka. « Between Capital and Labor : Supervisory Personnel in Ruhr Heavy Industry before 1914 ». *Journal of Social History* 9 (1975) : 178-92.

Spethmann, Hans. *Zwölf Jahre Ruhrbergbau*. 5 vols. Essen, 1928-1931.

Spiller, Jörg-Otto. « Reformismus nach rechts. Zur Politik des Reichsverbandes der Deutschen Industrie in den Jahren 1927-1930 am Beispiel der Reparationspolitik ». Dans *Industrielles System und politische Entwcklung*, éd. par Hans Mommsen et al. Düsseldorf, 1974, pp. 593-602.

Stachura, Peter D. *Gregor Strasser and the Rise of Nazism*. Londres, 1983.

--------. éd. *The Nazi Machtergreifung*. Londres, 1983.

--------. éd. *The Shaping of the Nazi State*. Londres, 1978.

Stackelberg, Roderick. « Houston Stewart Chamberlain : From Monarchism to National Socialism ». *The Wiener Library Bulletin* 31 (1978) : 118-25.

Stadtler, Eduard. *Als Antibolshewist 1918/19*. Düsseldorf, 1935.

Statistisches Reichsamt. *Deutsche Wirtschaftskunde*. 2é éd. Berlin, 1933.

--------. *Konzerne, Interessengemeinschaften und ähnliche Zusammenschlüsse im Deutschen Reich Ende 1926*. Berlin, 1927.

Stegmann, Dirk. « Antiquierte Personalisierung oder sozialökonomische Faschismus-Analyse ? Eine Antwort auf H. A. Turners Kritik an meinen Thesen zum Verhältnis von Nationalsozialismus und Grossindustrie vor 1933 ». *Archiv für Sozialgeschichte* 17 (1977) : 275-96.

--------. « Kapitalismus und Faschismus in Deutschland 1929-1934 ». *Gesllschaft. Beiträge zur Marxschen Theorie 6*. Francfort, 1976, pp. 19-91.

--------. « Die Silverberg-Kontroverse 1926 ». Dans *Sozialgeschichte Heute*, éd. par Hans-Ulrich Wehler. Göttingen, 1974, pp. 594-610.

--------. « Zum Verhältnis von Grossindustrie und Nationalsozialismus 1930-1933 ». *Archiv für Sozialgeschichte* 13 (1973) : 399-482.

--------. « Zwischen Repression und Manipulation ». *Archiv für Sozialgschichte* 12 (1972) : 351-432.

Stegmann, Dirk, Bernd-Jürgen Wendt et Peter-Christian Witt, éds. *Industrielle Gesellschaft und politisches System*. Bonn, 1978.

Stein, George H. *Hitler*. Englewood Cliffs, N.J., 1968.

Stein, Gustav, éd. *Unternehmer in der Politik*. Düsseldorf, 1954.

Steller, Paul. *Führende Männer des rheinish-westfälischen Wirtschaftslebens*. Berlin, 1930.

Stocking, George et Myron Watkins. *Cartels in Action*. New York, 1947.

Stone, Norman. *Hitler*. Boston, 1980.

Strandmann, Hartmut Pogge von. « Entwicklungsstrukturen der Grossindustrie im Ruhrgebiet ». Dans *Politik und Gesellschaft im Ruhrgebiet*, éd. par Karl Rohe et Herbert Kühr. Königstein/Ts., 1979, pp. 142-61.

--------. « Grossindustrie und Rapallopolitik ». *Historische Zeitschrift* 222 (1976) : 265-341.

Straßer, Otto. *Aufbau des deutschen Sozialismus*. 2é éd. Prague, 1936.

Strauss, Willi. *Die Konzentrationsbewegung im deutschen Bankgewerbe*. Berlin et Leipzig, 1928.

Streisand, Joachim. *Deutsche Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart. Eine marxistische Einführung*. Cologne, 1972.

Stürmer, Michael. *Koalition und Opposition in der Weimarer Republik 1924-1928*. Düsseldorf, 1967.

Tänzler, Fritz. *Die deutschen Arbeitgeberverbände, 1904-1929*. Darmstadt, 1929.

Tammen, Helmuth. « Die I.G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft (1925-1933) ». Diss., Freie Universität Berlin, 1978.

Taylor, A.J.P. *The Course of German History*. Londres, 1945.

Thyssen, Fritz. *I Paid Hitler*. New York, 1941.

Timm, Helga. *Die deutsche Sozialpolitik und der Bruch der grossen Koalition im März 1930*. Düsseldorf, 1952.

Treue, Wilhelm. « Der deutsche Unternehmer in der Weltwirtschaftskrise 1928 bis 1933 ». Dans *Die Staats- und Wirtschaftskrise des deutschen Reichs 1920/33*, éd. par Werner Conze et Hans Raupach. Stuttgart, 1967, pp. 82-125.

--------. « Die Einstellung einiger deutscher Grossindustrieller zu Hitlers Aussenpolitik ». *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 17 (1966) : 491-507.

--------. « Hitlers Denkschrift zum Vierjahresplan 1936 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 3 (1955) : 196-202.

Treue, Wilhelm et Helmut Uebbing. *Die Feuer verlöschen nie. August Thyssen Hütte 1926-1966*. Düsseldorf et Vienne, 1966.

Treviranus, Gottfried. *Das Ende von Weimar*. Düsseldorf, 1968.

Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal, Nuremberg, 14 November 1945-1 October 1946. 42 vols. Nuremberg, 1947-49.

Trials of War Criminals before the Nuernberg Military Tribunals under Control Council Law No. 10. 15 vols. Washington, D.C., 1949-53.

Trumpp, Thomas. « Zur Finanzierung der NSDAP durch die deutsche Grossindustrie. Versuch einer Bilanz ». *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 32 (1981) : 223-41.

Turner, Henry A., Jr. « Big Business and the Rise of Hitler ». *The American Historical Review* 75 (1969) : 56-70.

--------. « Emil Kirdorf and the Nazi Party ». *Central European History* 1 (1968) : 324-44.

--------. *Faschismus und Kapitalismus in Deutschland*. Göttingen, 1972.

--------. « Fascism and Modernization ». *World Politics* 24 (1972) : 547-64.

--------. « Fritz Thyssen und 'I Paid Hitler' ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 19 (1971) : 225-44.

--------. « Grossunternehmertum und Nationalsozialismus, 1930-33 ». *Historische Zeitschrift* 221 (1975) : 18-68.

--------. « Hitlers Einstellung zu sozial-ökonomischen Fragen vor der Machtergreifung ». *Geschichte und Gesellschaft* 2 (1976) : 80-117.

--------. « Hitler's Secret Pamphlet for Industrialists, 1927 ». *The Journal of Modern History* 40 (1968) : 348-72.

--------. « The *Ruhrlade*, Secret Cabinet of Heavy Industry in the Weimar Republic ». *Central European History* 3 (1970) : 195-228.

--------. *Stresemann and the Politics of the Weimar Republic*. Princeton, N.J., 1963.

--------. « Das Verhältnis des Grossunternehmertums zur NSDAP ». Dans *Industrielles System und politische Entwicklung in der Weimarer Republik*, éd. par Hans Mommsen et al. Düsseldorf, 1974, pp. 919-31.

--------. éd., *Hitler aus nächster Nähe. Aufzeichnungen eines Vertrauten 1929-1932*. Berlin, 1978.

--------. éd. *Nazism and the Third Reich*. New York, 1972.

--------. with Horst Matzerath. « Die Selbstfinanzierung der NSDAP 1930-32 ». *Geschichte und Gesellschaft* 3 (1977) : 59-92.

Tyrell, Albrecht, éd. *Führer befiehl…. Selbstzeugnisse aus der 'Kampfzeit' der NSDAP*. Düsseldorf, 1969.

--------. « Führergedanke und Gauleiterwechsel. Die Teilung des Gaues Rheinland der NSDAP 1931 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 23 (1975) : 341-74.

--------. « Gottfried Feder and the NSDAP ». Dans *The Shaping of the Nazi State*, éd. par Peter D. Stachura. Londres, 1978, pp. 48-87.

--------. *Vom 'Trommler' zum 'Führer'*. Munich, 1975.

Ufermann, Paul. *Der deutsche Stahltrust*. Berlin, 1975.

--------. *Könige der Inflation*. 3é éd. Berlin, 1924.

Uhse, Bodo. *Söldner und Soldat*. 2é éd. Berlin-Est, 1956.

Ulbricht, Walter. *Der faschistische deutsche Imperialismus*. Berlin-Est, 1956.

Ullmann, Hans-Peter. *Der Bund der Industriellen*. Göttingen, 1976.

Verein für die bergbaulichen Interessen. *Jahrbuch für den Ruhrkohlenbezirk*. Essen, 1932.

Vietzke, Siegfried et Heinz Wohlgemuth. *Deutschland und die deutsche Arbeiterbewegung in der Zeit der Weimarer Republik*. Berlin-Est, 1966.

Vogelsang, Reinhard. *Der Freundeskreis Himmler*. Göttingen, 1972.

Vogelsang, Thilo. *Reichswehr, Staat und NSDAP*. Stuttgart, 1962.

Vogt, Martin. « Zur Finanzierung der NSDAP zwischen 1924 und 1928 ». *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 21 (1970) : 234-43.

--------. éd. *Das Kabinett Müller II. Akten der Reichskanzlei. Weimarer Republik*. 2 vols. Boppard, 1970.

Vokland, Gerhard. « Hintergründe und politische Auswirkungen der Gelsenkirchen-Affäre im Jahre 1932 ». *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 11 (1963) : 289-318.

Volkmann, Hans-Erich. « Das aussenwirtschaftliche Programm der NSDAP 1930-1933 ». *Archiv für Sozialgeschichte* 17 (1977) : 251-74.

Volz, Hans. *Daten der Geschichte der NSDAP*. 9é éd. Berlin et Leipzig, 1939.

Wagenführ, Horst. *Kartelle in Deutschland*. Nuremberg, 1931.

Wandel, Eckhard. *Hans Schäffer, Steuermann in wirtschaftlichen und politischen Krisen*. Stuttgart, 1974.

Wegner, Konstanze, éd. *Linksliberalismus in der Weimar Republik*. Düsseldorf, 1980.

Wehler, Hans-Ulrich, éd. *Sozialgeschichte Heute. Festschrift für Hans Rosenberg zum 70. Geburtstag*. Göttingen, 1974.

Weicher, Wilhelm. « Wie ich Adolf Hitler kennenlernte ». *Der Türmer* 36 (1934) : 90-91.

Weinberg, Gerhard L. « National Socialist Organization and Foreign Policy Aims in 1927 ». *Journal of Modern History* 36 (1964) : 428-33.

Weisbrod, Bernd. « The Crisis of German Unemployment Insurance in 1928/1929 and Its Political Repercussions ». Dans *The Emergence of the Welfare State in Britain and Germany* éd. par Wolfgang J. Mommsen. Londres, 1981.

--------. « Economic power and political stability reconsidered : heavy industry in Weimar Germany ». *Social History* 4 (1979) : 241-63.

--------. *Schwerindustrie in der Weimar Republik*. Wuppertal, 1978.

Welter, Erich. *Der Weg der deutschen Industrie*. Francfort, 1943.

Wengst, Udo. « Der Reichsverband der Deutschen Industrie in den ersten Monaten des Dritten Reiches ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 28 (1980) : 94-110.

--------. « Schlange-Schöningen, Ostsiedlung und die Demission der Regierung Brüning ». *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 30 (1979) : 538-51.

--------. « Unternehmerverbände und Gwerkschaften in Deutschland im Jahre 1930 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 25 (1977) : 99-119.

Wenzel, Georg. *Deutscher Wirtschaftsführer. Lebengänge deutscher Wirtschafspersönlichkeiten*. Hambourg, 1929.

Wernecke, Klaus. *Der Wille zur Weltgeltung*. Düsseldorf, 1970.

Wernecke, Klaus et Peter Heller. *Der vergessene Führer. Alfred Hugenberg*. Hambourg, 1982.

Werner, Lothar. *Der Alldeutscher Verband 1890-1918*. Berlin, 1935.

Wheeler-Bennett, John W. *The Nemesis of Power*. New York, 1954.

Wickel, Helmut. *I. G. Deutschland*. Berlin, 1932.

Widmaier, Hans-Peter et Karl B. Netzband. *Währungs- und Finanzpolitik der Ära Luther 1923-1925*. Basel et Tübingen, 1964.

Wiedenfeld Kurt, éd. *Die deutsche Wirtschaft und ihre Führer*. Gotha, 1925.

Wiel, Paul. *Wirtschaftsgeschichte des Ruhrgebietes. Tatsachen und Zahlen*. Essen, 1970.

Wiesemann, Falk. *Die Vorgeschichte der nationalsozialistischen Machtübernahme in Bayern 1932/1933*. Berlin, 1975.

Wilamowitz-Moellendorf, Fanny Gräfin von. *Carin Göring*. Berlin, 1934.

Williams, Robert C. *Culture in Exile: Russian Emigrés in Germany, 1881-1941*. Ithaca, N.Y., 1972.

Williamson, John G. *Karl Helfferich, 1872-1924*. Princeton, N.J., 1971.

Winkler, Hans-Joachim. *Preussen als Unternehmer 1923-1932*. Berlin, 1965.

Winkler, Heinrich August. *Mittelstand, Demokratie und Nationalsozialismus*. Cologne, 1972.

--------. « Unternehmer und Gwerkschaften in der Weimarer Republik ». *Archiv für Sozialgeschichte* 16 (1976) : 574-80.

--------. « Unternehmer verbände und Wirtschaftsdemokratie in der Weimarer Republik ». *Politische Vierteljahresschrift* 11 (1970) : 308-22, Sonderheft 2.

--------. « Unternehmerverbände zwischen Ständeideologie und Nationalsozialismus ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 17 (1969) : 341-71.

--------. éd. *Organisierter Kapitalismus*. Göttingen, 1974.

Winnig, August. *Vom Proletariat zum Arbeitertum*. Hambourg, 1933.

Winschuh, Josef. *Der Verein mit dem langen Namen*. Berlin, 1932.

Wolff, Otto. *Die Geschäfte des Herrn Ouvrard*. Francfort, 1932.

Wolffsohn, Michael. « Grossunternehmer und Politik in Deutschland: Der Nutzen der Arbeitsbeschaffung der Jahre 1932/33 für die Schwer- und Chemieindustrie ». *Zeitschrift für Unternehmungsgschichte* 22 (1977) : 109-33.

--------. *Industrie und Handwerk im Konflikt mit staatlicher Wirtschaftspolitik? Studien zur Politik der Arbeitsbeschaffung in Deutschland, 1930-1934*. Berlin, 1977.

World Committee for the Victims of German Fascism. *The Brown Book of the Hitler Terror*. New York, 1933.

Wulf, Peter. « Die Auseinandersetzung um die Sozialisierung der Kohle in Deutschland 1920/1921 ». *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 25 (1977) : 46-98.

--------. Hugo Stinnes. *Wirtschaft und Politik, 1918-1924*. Stuttgart, 1979.

Zumpe, Lotte. *Wirtschaft und Staat in Deutschland 1933 bis 1945*. Berlin-Est, 1980.

Zunkel, Friedrich. *Industrie und Staatssozialismus. Der Kampf um die Wirtschaftsordnung in Deutschland 1914-18*. Düsseldorf, 1974.

--------. *Der rheinisch-westfälische Unternehmer 1834-1879*. Cologne et Opladen, 1962.

INDEX

Accords de Stinnes-Legien, 39
Accords Stinnes-Legien, 38, 39
AEG *Voir* Allegemeine Elektricitäts-Gesellschaft
Alldeutscher Verband, 446, 582
Allgemeine Elektricitäts-Gesellschaft, 28
Allianz und Stuttgarter Verein Versicherungs-AG, 196
Alvensleben, Werner von, 362, 363, 364, 535
Amann, Max, 332
Angriff, Der, 101, 106, 160, 171, 233, 350, 452, 466, 469, 574
Antisémitisme, 96, 108, 122, 130, 131, 133, 136, 174, 179, 185, 241, 250, 311, 403, 404, 410, 416, 554
Arbeitgeber, Der, 245, 464, 493, 540, 541, 567
Armement contrats, 15
Arnold (Hüttendirektor), 127, 458
Article 48 (Weimar constitution), 46, 145, 146, 147, 149, 150, 152, 153, 169, 170, 178, 399, 435, 462
Auer, Ignaz, 103
Aust, Hermann, 83
Auto-Union, 328
AVI, Accords, 68, 253, 442, 495, 572
Bayerische Volkspartei *Voir* Parti populaire bavarois catholique
Bebel, August, 103
Bechstein, Edwin, 91, 92, 450
Bechstein, fabrication de pianos, 91
Bechstein, Helene, 91, 92, 386, 450
Becker, Heinrich, 449
Beindorff, Fritz, 367, 538
Beindorff, Günther, 367, 538
Berckemeyer, Hans, 533
Bergbauverein, 184, 186, 193, 195, 212, 218, 222, 223, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 234, 268, 279, 280, 289, 326, 334, 342, 352, 356, 359, 366, 393, 465, 471, 483, 484, 487, 488, 489, 490, 491, 503, 528, 552
Bingel, Rudolf, 300
Bismarck, comte Gottfried, 300
Bismarck, prince Otto von, 33, 70, 110, 129, 264
Blank, Martin, 186, 240, 241, 341, 356, 438, 459, 463, 464, 469, 471, 472, 473, 474, 479, 480, 484, 485, 486, 487, 491, 504, 528, 530, 531, 533, 534, 539, 552
Bloch, Marc, 427
Blohm, Rudolf, 470, 484
Blomberg, Werner von, 378, 394
Boch, Robert, 435
Bolchevisme, 15, 17, 44, 83, 173, 174, 265, 283, 331, 354
Bonapartiste, théories, 421, 422
Borbet, Ernst, 325
Borsig entreprise de construction de locomotives, 32
Borsig, Ernst von, 32, 84, 85, 86, 87, 89, 136, 137, 248, 359, 438, 446, 460, 494, 533, 571
Bosch, Carl, 306, 307, 308, 354, 381, 403, 513, 549, 554
Bosch, Robert, 44, 136, 443, 505, 553
Bracht, Franz, 364
Brandi, Ernst, 47, 195, 212, 218, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 268, 279, 280, 281, 289, 292, 326, 327, 334, 343, 359, 393, 471, 480, 488, 489, 490, 503, 505, 516, 524, 526, 528, 551, 552, 553, 554
Braun, Otto, 227, 278, 282, 287, 502, 504
Brecht, Gustav, 268
Breitscheid, Rudolf, 223, 225, 226
Bruck, Friedrich Carl vom, 458
Bruckmann, Elsa, 91, 93, 94, 129, 130, 450
Bruckmann, Hugo, 91, 92, 93, 131, 200, 450, 451
Brüning, Heinrich, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 155, 168, 169, 170, 176, 177, 178, 190, 191, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 220, 221, 229, 248, 253, 254, 259, 264, 274, 275, 276, 277, 279, 280, 283, 284, 285, 286, 287, 288,305,

306, 307, 308, 311, 314, 315, 319, 320, 321, 337, 338, 368, 390, 400, 408, 425, 439, 440, 463, 468, 469, 479, 480, 481, 482, 486, 493, 494, 502, 504, 518, 520, 521, 536, 549, 554, 559, 562, 564, 570, 581
Bücher, Hermann, 187, 356, 393, 443, 458
Buchner, Hanz, 105, 121, 179
Bund zur Erneuerung des Reichs, 444
Büren, Karl, 552
Burhenne, Karl, 85, 86, 446
Bütefisch, Heinrich, 307, 308, 323, 514, 515
Cartel international de l'acier, 67
Cartels, 13, 15, 17, 30, 33, 34, 35, 61, 67, 69, 127, 210, 219, 249, 252, 253, 259, 376, 411, 433, 550
Chamberlain, Houston Stewart, 93, 450, 578
Chambre de l'industrie et du commerce *Voir* Deutscher Industrie- und Handelstag
Charlottenhütte, 316
Club de l'industrie Dortmund, 124, 259, 262, 263, 264, 266, 267, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 294, 326, 396, 397, 400, 418, 496, 499, 520
Cohen-Reuss, Max, 262
Commerz- und Privatbank, 28, 300
Constitution *Voir* Weimar Constitution
Constitution Weimar, 48, 81, 141, 145, 339, 357, 368
Constitution, Weimar, 181, 232, 336
Corporatisme, 78, 94, 105, 182, 229, 254, 272, 400, 406, 477, 499, 506, 555
Credit Anstalt (Vienne), 213
Cuno, Wilhelm, 112, 173, 174, 176, 177, 217, 440, 449, 454, 470, 474, 482, 566, 575
Curtius, Julius, 62
Dahren, Ralf, 34
Daimler-Benz AG, 32, 328, 524
Daitz, Werner, 256, 339
Darmstädter und Nationalbank, 28
Darwinisme, 109, 113, 114, 118, 264
Dawes, plan, 12, 57, 65
DDP, 52, 54, 56, 103, 153, *Voir* Parti démocrate allemand (Deutsche Demokratische Partei)
Deterding, Henri sir, 331
Deutsche Allgemeine Zeitung (DAZ), 59, 171, 179, 216, 277, 327, 341, 375, 391, 452, 462, 470, 475, 481, 482, 483, 486, 487, 503, 526, 541, 550, 551, 575
Deutsche Arbeitgeber-Zeitung, 245, 493
Deutsche Bergwerks-Zeitung, 171, 274, 301, 312, 341, 342, 350, 353, 369, 391, 500, 502, 504, 509, 510, 517, 527, 534, 537, 539, 540, 541, 542, 550
Deutsche Erdöl-AG, 218
Deutsche Führerbriefe, 188, 334, 353, 362, 473, 474, 491, 498, 527, 529, 530, 532, 541
Deutsche Wirtschafts-Zeitung, 349, 468, 515, 527, 535
Deutscher Industrie- und Handelstag, 68, 442, 468, 516, 527, 530, 540, 541, 551, 560
Die Tat, 370, 539
Die Weltbühne, 154, 464, 525, 546, 550
Diehn, August, 197, 476, 552
Dietrich, Otto, 193, 202, 221, 222, 270, 383, 487
Dingeldey, Eduard, 289, 290
DNVP, 54, 56, 58, 61, 70, 85, 88, 101, 129, 135, 138, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 167, 170, 175, 176, 178, 180, 191, 211, 223, 225, 226, 228, 243, 246, 263, 276, 277, 279, 280, 281, 282, 283, 287, 288, 289, 290, 292, 300, 315, 320, 327, 329, 333, 334, 336, 340, 341, 343, 348, 352, 357, 359, 360, 375, 377, 378, 384, 388, 389, 392, 398, 415, 437, 463, 467, 484, 485, 502, 503, 534, 538, 541, 549, 553, 563, *Voir* Parti national populaire allemand (Deutschnational Volkspartei
Dresdner Bank, 28, 300
Duesterberg, Theodor, 276
Dunlop compagnie de penu, 328
Dürener Bank, 251
DVP, 52, 54, 56, 58, 61, 62, 75, 78, 85, 101, 103, 142, 143, 147, 153, 168, 188, 189, 194, 213, 216, 220, 245, 246, 251,

256, 276, 279, 280, 281, 282, 289, 290, 314, 320, 324, 327, 340, 358, 360, 375, 386, 436, 461, 462, 472, 475, 484, 485, 502, 503, 510, 513, 523, 534, 543, 548, *Voir* Parti populaire allemand
Dyckerhoff, Walther, 256
Eckart, Dietrich, 89, 446
Eckart, Kehr, 419
Eckart, Simon, 449
Escherich, Georg, 474
Essener Steinkohlenbergwerke, 476
Farben *Voir* IG Farben
Fascisme, 126, 182, 183, 184, 230, 312, 386, 420, 425, 427, 428, 472
Feder, Gottfried, 13, 97, 98, 99, 101, 105, 106, 117, 121, 123, 134, 155, 156, 160, 168, 178, 179, 185, 190, 192, 234, 236, 237, 238, 240, 250, 251, 297, 303, 306, 339, 340, 341, 342, 343, 347, 348, 349, 350, 399, 451, 452, 453, 456, 458, 460, 464, 471, 474, 475, 490, 494, 513, 528, 529, 530, 531, 541, 542, 561, 564, 580
Fickler, Erich, 438, 548
Fikentscher, Friedrich, 493
Finck, August von, 196
Fischer, Otto Christian, 348
Flechtheim, Julius, 322, 523
Flick, Friedrich, 277, 288, 293, 303, 314, 324, 330, 354, 359, 482
Florian, Karl, 254, 437
Ford Motor Company, 328
Ford, Henry, 90
Franck, Richard, 449
Francs-maçons, 83
Frankfurter Zeitung, 60, 61, 79, 121, 173, 181, 290, 350, 377, 391, 392, 445, 456, 464, 469, 470, 472, 477, 482, 483, 492, 510, 515, 523, 533, 541, 543, 546, 550, 551
Fränkischer Kurier, 60, 295, 501, 516, 535, 541
Freikorps, 40, 41, 44, 74, 85, 322
Frick, Wilhelm, 180, 194, 325, 452, 562
Front de Harzburg, 207, 217, 220, 243, 326, 479
Front vert, 344, 389
Frowein, Abraham, 356, 360, 495, 534
Funcke, Friedrich, 359
Funcke, Oskar, 312
Funk Walther, 200
Funk, Walther, 16, 192, 195, 228, 231, 234, 293, 317, 320, 321, 322, 325, 328, 345, 348, 354, 395, 476, 572
Ganßer, Emil, 83, 85, 86, 445, 449
Gattineau, Heinrich, 307, 308, 323, 324, 463, 478, 514, 515, 517, 522, 565
Gayl, baron Wilhelm von, 287, 336, 369, 511, 536
Geisow, Hans, 496
Gelsenkirchen, affaire, transaction, 288, 289, 293, 314, 315, 317, 320, 326, 502, 503, 509, 517, 518, 534, 581
General-Anzeiger de Dortmund, 223, 227
Gereke, Günter, 321, 369, 371, 372, 385, 501, 517, 520, 522, 540, 547, 550, 563
Germania, 286, 505, 564
Gilsa, Erich von, 168, 219, 220, 221, 239, 240, 242, 281, 311, 341, 348, 360, 460, 461, 462, 468, 480, 481, 484, 486, 491, 492, 502, 506, 516, 528, 530
Goebbels, Joseph, 101, 105, 106, 118, 155, 156, 160, 170, 171, 172, 187, 192, 233, 309, 350, 383, 456, 458, 459, 466, 469, 511, 546, 547, 563
Goerdeler, Carl, 288, 405, 502, 555, 574
Gok, Gottfried, 484
Goldschmidt, Jacob, 528
Göring, Carin, 475
Göring, Hermann, 176, 177, 178, 188, 189, 190, 191, 194, 195, 199, 204, 222, 236, 251, 252, 255, 263, 266, 272, 310, 312, 315, 325, 331, 335, 336, 339, 341, 378, 395, 396, 397, 398, 475, 487, 499, 516, 518, 525, 552, 553, 582
Gottstein, Hans, 483
Grandel, Gottfried, 449
Grauert, Ludwig, 193, 194, 204, 231, 269, 272, 325, 326, 334, 354, 393, 458, 462, 463, 477, 483, 491, 498, 499, 502, 523, 526, 532, 551, 552
Groener, Wilhelm, 145, 283
Guillaume II, 129
Gutehoffnungshütte, 28, 29, 57, 62, 268, 429, 438, 484, 492, 505, 531
Hallgarten, George W. F., 419, 431, 513, 518, 525, 534, 544, 545, 554, 564

Hamm, Eduard, 369, 374, 385, 401, 530, 539, 540, 547, 548, 551
Hammerstein-Equord, general Kurt von, 387
Hanfstaengl, Ernst Franz Sedgwick ("Putzi"), 445
Hanfstaengl, Ernst Franz Sedgwick (« Putzi »), 89, 92, 202, 262, 448, 450, 478, 497
Haniel, Karl, 266, 268, 393, 438, 468, 497, 498, 499, 551
Hansa-Bund, 168, 240, 249, 433, 468, 491, 494, 510, 527, 541, 571
Hasslacher, Jakob, 498
Haupt, Joachim, 491
Haushofer, Karl, 307
Hearst journal, 478
Hecker, Ewald, 300, 301, 367, 510, 512
Heiden, Konrad, 267, 448, 542
Heinrichsbauer, August, 186, 192, 194, 195, 204, 222, 231, 326, 327, 334, 348, 349, 354, 386, 440, 459, 472, 473, 474, 476, 477, 479, 484, 485, 487, 489, 516, 523, 524, 526, 529, 530, 531, 532, 548, 553, 565
Helfferich, Emil, 300, 301, 302, 508
Helfferich, Karl, 300
Helfferich, Philipp, 533
Helldorf, comte Wolf Heinrich von, 317, 324
Henrichshütte, 127
Herle, Jakob, 345, 346, 347, 374, 472, 504, 509, 512, 529, 530, 533, 540, 554, 565
Herrenklub, 84, 234, 236, 286, 310, 362, 380, 543, 546
Heß, Rudolf, 128, 134, 135, 195, 197, 200, 202, 203, 245, 295, 307, 325, 342, 456, 457, 458, 459, 460, 466, 507, 508, 521, 543
Heubel, Günter, 552
Hierl, Konstantin, 186, 473, 514
Hilferding, Rudolf, 69, 144
Himmler, Heinrich, 305, 318, 367, 508, 512, 513, 543, 544, 560, 567, 581
Hindenburg, Paul von, 37, 45, 46, 145, 150, 153, 174, 188, 196, 216, 217, 229, 243, 256, 276, 277, 278, 280, 283, 284, 285, 286, 289, 294, 295, 296, 309, 315, 319, 321, 329, 333, 334, 335, 339, 341, 349, 359, 360, 365, 366, 367, 368, 375, 376, 378, 379, 380, 383, 384, 385, 386, 390, 391, 393, 394, 399, 400, 401, 402, 408, 413, 414, 418, 423, 424, 435, 462, 482, 492, 496, 499, 501, 502, 504, 517, 518, 520, 521, 522, 537, 538, 541, 546, 547, 548, 549, 550, 560, 570, 575, 576
Hintzmann, Ernst, 503
Hirsch-Duncker syndicats, 439
Hoeppe, Carl, 359
Hoesch acier, 28, 195, 237, 268, 359, 429, 438, 458, 476, 485, 531, 552
Hoffmann, Paul, 451, 460, 516, 566
Holten, Georg von, 176
Horkheimer, Max, 427
Hueck, Adolf, 281, 359
Hugenberg, Alfred, 53, 56, 57, 59, 60, 61, 76, 135, 144, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 155, 157, 170, 176, 178, 180, 191, 211, 217, 218, 219, 223, 227, 228, 277, 279, 281, 283, 288, 289, 292, 296, 315, 327, 348, 349, 352, 357, 358, 360, 375, 378, 382, 384, 388, 392, 394, 398, 402, 415, 438, 440, 443, 462, 469, 475, 483, 484, 485, 486, 488, 492, 501, 502, 503, 518, 527, 528, 530, 531, 541, 548, 549, 551, 553, 566, 569, 582
Humann, Hans, 505, 528
Hummel, Hermann, 444
IG Farben, 24, 27, 28, 44, 47, 54, 60, 62, 67, 79, 136, 151, 212, 216, 254, 268, 277, 280, 284, 288, 292, 305, 311, 321, 322, 323, 354, 374, 377, 381, 404, 432, 433, 437, 444, 452, 460, 463, 478, 496, 503, 513, 517, 532, 542, 550, 552, 554, 565, 575
Ilgner, Max, 322
Ilseder, Hütte, 300
Intérêts agraires, 57, 212, 286, 305, 343, 344, 373, 412
Janssen, Friedrich, 270, 499
Juifs, 13, 15, 17, 24, 40, 41, 42, 82, 83, 86, 96, 98, 122, 130, 131, 136, 174, 189, 250, 306, 312, 322, 328, 402, 403, 404, 423, 547, 554, 595
Kalle, Wilhelm, 323, 324, 440
Kalle-Kreis (Kränzchen) *Voir* IG Farben

Karrenbrock, Paul, 254
Kastl, Ludwig, 76, 169, 212, 213, 215, 285, 338, 357, 358, 384, 385, 386, 392, 393, 400, 401, 402, 435, 443, 471, 481, 504, 505, 547, 548, 551, 553
Kauert, Herbert, 195, 231
Kehrl, Hans, 255
Keppler, Wilhelm, 244, 245, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 309, 316, 317, 318, 338, 339, 341, 344, 360, 367, 368, 380, 381, 461, 492, 508, 509, 511, 512, 513, 519, 527, 528, 529, 534, 537, 539, 543, 544, 545, 547, 560
Killinger, Manfred von, 317
Kirdorf, Emil, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 154, 176, 191, 195, 223, 231, 238, 263, 352, 377, 403, 418, 442, 443, 459, 460, 464, 471, 480, 485, 549, 554, 557, 568, 580
Klein, Fritz, 327, 439, 462, 470, 480, 482, 486, 503
Klein, Josef, 254, 516
Klöckner, Peter, 28, 437, 438, 476, 481, 571
Klotzbach, Arthur, 270
Knepper, Gustav, 359, 476, 491
Koch, Erich, 184, 488, 568
Konservative Volkspartei, 150
Konservative Volkspartei (KVP), 150, 151, 463
Krämer, Carl, 299, 508
Kranefuss, Fritz, 303, 316, 318, 508, 512
Kreth, Hermann, 484
Krogmann, Karl Vincent, 300, 301, 304, 338, 339, 367, 509, 510, 512, 527, 528, 529, 534, 537, 539, 568
Krupp, von Bohlen, 24, 28, 29, 52, 53, 56, 99, 213, 222, 268, 270, 277, 279, 285, 294, 299, 310, 319, 326, 334, 352, 356, 360, 371, 374, 384, 385, 386, 387, 390, 391, 392, 395, 396, 400, 401, 402, 405, 429, 438, 441, 463, 479, 480, 481, 482, 487, 496, 497, 498, 499, 500, 505, 508, 509, 523, 527, 531, 534, 540, 544, 547, 548, 550, 551, 552, 553, 554, 570
Lammers, Clément, 311, 312, 324, 445, 446, 516, 517, 553, 569
Legien, Carl, 38
Lehr, Robert, 541
Levetzow, amiral Magnus von, 174, 176, 177, 178, 469, 470, 471, 474, 507, 564
Ley, Robert, 136, 306, 317, 320, 456, 460, 466, 519, 524, 569
Ligue anti-bolchevique, 85
Ligue des industriels bavarois, 83
Locarno traité de, 441
Löwenstein, Hans von und zu, 193, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 289, 352, 356, 359, 377, 473, 480, 483, 484, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 502, 505, 528, 531, 542, 552
Löwenstein, prince Karl zu, 129
Lübbert, Erich, 367, 538
Ludecke, Kurt, 90
Ludendorff, Erich, 37, 88, 89
Luther, Hans, 144, 215, 217, 373, 435, 441, 444, 462, 481, 570, 571, 582
Mann, Wilhelm Rudolf, 292, 355
Mannesmann AG, 28, 32, 99
Mein Kampf, 108, 110, 111, 112, 114, 116, 117, 118, 120, 123, 124, 126, 160, 174, 200, 201, 240, 447, 454, 455, 456, 566
Meissner, Otto, 385, 401, 538, 549, 570
Melchior, Carl, 338, 554
Mercedes-Benz, 200, 328, 554
Merck, Erwin, 367, 537
Merck, Finck and Co., 196
Meydenbauer, Hans, 483
Meyer, Emil, 300
Meynen, Otto, 362
Middendorf, Ernst, 218
Minoux, Friedrich, 447
Moellendorf, Wirchard von, 322
Moldenhauer, Paul, 62, 144, 440, 452, 461
Möllers, Gustav, 484
Müller, Georg von, 144
Müller, Hermann, 141
Münchner Neueste Nachrichten, 60, 295
Mussolini, Benito, 90, 105, 106, 118, 126, 182, 183, 229, 420, 449, 559
Mutschmann, Martin, 244, 245, 492
NSDAP, 11, 12, 81, 82, 83, 85, 86, sqq.
Oldenburg-Januschau, Elard von, 390
Organisation des Cellules d'Usine National-Socialiste (NSBO) *Voir* NSDAP

organisations syndicales chrétiennes et libérales, 38
Osthilfe, 390
Papen, Franz von, 227, 276, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 306, 308, 309, 314, 315, 319, 320, 321, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 344, 348, 349, 350, 351, 352, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374,375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 386, 387, 388, 389, 391, 393, 394, 395, 397, 398, 408, 412, 413, 415, 418, 425, 468, 487, 505, 511, 517, 527, 528, 531, 535, 537, 538, 543, 544, 545, 546, 548, 549, 550, 551, 553, 557, 561, 562, 564, 569, 570, 572
Parti bourgeois, 54, 55, 288, 392
Parti bourgeois (bürgerlich), 51, 242, 281
Parti communiste, 11, 154, 353, 460, 520
Parti démocratique allemand *Voir* DDP
Parti du centre, 52, 282, 357, 360
Parti national chrétien des agriculteurs et des ruraux, 151
Parti national populaire allemand, 52
Parti national socialiste des travailleurs allemands
Nationalsozialistiche Deutsche Arbeitpartei *Voir* NSDAP
Parti populaire allemand (Deutsche Volkspartei) *Voir* DVP
Parti populaire bavarois catholique, 58
Parti populaire conservateur *Voir* Konservative Volkspartei (KVP)
Pattberg, Heinrich, 498
Peill, famille, 252, 494
Piatscheck, Konrad, 359, 533
Pietrkowski, Edmund, 390, 533, 534
Pietzsch, Albert, 244, 245, 493, 496
Plan Young, 76, 138, 148, 155, 172, 190
Planck, Erwin, 357, 358, 384, 385, 534
Pleiger, Paul, 255, 256, 495
Poensgen, Ernst, 176, 194, 266, 268, 272, 289, 325, 438, 463, 470, 471, 479, 481, 484, 485, 486, 497, 499, 500, 523, 539, 573
Poensgen, Hellmuth, 485, 486
Pologne, 595
Putsch de Kapp, 50, 73
Putsch de la brasserie Munich, 40
Quandt, Günther, 197, 552
Rademacher, Walter, 180, 472
Rathenau, Walther, 322
Raumer, Hans von, 147, 180
Ravené, Louis, 483, 484
Réarmement, 214, 215, 553
Reemtsma, Philipp, 329, 330, 331, 332, 524, 525
Regendanz, Wilhelm, 483
Reichert, Jakob Wilhelm, 169, 188, 236, 237, 399, 463, 471, 481, 490, 491, 499, 521, 523, 555
Reichswehr noire, 85
Reinecker, Johannes, 483
Reinhardt, Fritz, 339
Reinhart, Friedrich, 300, 301, 303, 367, 510, 511, 538
Reischach, comte Hans, 317, 519
Reismann-Grone, Theodor, 193, 343, 476, 477, 528, 529, 576
Renteln, Adrian von, 339, 345, 346, 347, 516, 529
Reupke, Hans, 182, 183, 184, 229, 386, 472, 473, 489, 493, 574
Reusch, Paul, 45, 57, 60, 86, 127, 134, 138, 147, 157, 168, 174, 180, 181, 182, 184, 185, 186, 187, 213, 215, 219, 220, 221, 222, 230, 239, 240, 241, 243, 268, 277, 279, 281, 285, 288, 289, 294, 295, 296, 297, 299, 300, 301, 304, 310, 311, 312, 319, 334, 335, 336, 337, 341, 345, 347, 348, 351, 352, 356, 360, 367, 368, 370, 372, 373, 375, 387, 388, 391, 392, 393, 398, 401, 402, 405, 429, 432, 435, 438, 439, 441, 443, 446, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 468, 471, 472, 473, 474, 479, 480, 481, 482, 484, 485, 486, 487, 491, 492, 498, 500, 501, 502, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 516, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 533, 534, 535, 536, 538, 539, 540, 541, 544, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 568, 570, 575
Reuter, Franz, 362
Reuter, Wolfgang, 498

Rheinisch-Westfälische Zeitung, 60, 122, 128, 193, 343, 366, 391, 457, 459, 477, 529, 536, 540, 550, 554, 576
Rohde, Paul, 483, 521
Röhm, Ernst, 203, 272, 490, 525, 528, 542, 564, 575
Roselius, Ludwig, 87, 257, 446, 447, 574
Rosenberg, Alfred, 96, 97, 98, 105, 106, 121, 349, 451, 453, 475, 493, 562, 575, 581, 595
Rosenthal, Philipp, 497
Rosterg, August, 197, 298, 300, 301, 367, 476, 509, 510, 512
Rotary Club, 470
Rote Fahne, Die, 154, 273, 353, 382, 500, 504, 531, 546
Royal Dutch Shell Oil Company, 331
Ruhrlade, 57, 60, 151, 152, 157, 170, 185, 186, 187, 195, 224, 226, 230, 237, 266, 267, 270, 277, 279, 280, 282, 286, 288, 290, 294, 297, 300, 326, 361, 370, 389, 393, 398, 437, 438, 439, 463, 473, 477, 479, 485, 488, 489, 492, 501, 502, 503, 505, 507, 539, 548, 580
Salomon, Franz Pfeffer von, 525
Sauckel, Fritz, 245
Schacht, Hjalmar, 14, 15, 16, 119, 145, 190, 191, 192, 217, 218, 219, 220, 221, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 311, 316, 318, 332, 347, 348, 362, 367, 384, 397, 398, 475, 482, 486, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 516, 529, 530, 532, 535, 537, 538, 552, 553, 575, 577
Schäffer, Fritz, 505
Schäffer, Hans, 311, 313, 338, 497
Schaub, Julius, 201
Schaumburg-Lippe, prince Friedrich Christian von, 93, 230, 450, 466, 478, 484, 489, 524, 575
Schinckel, Maximilian von, 459
Schirach, Baldur von, 93, 201, 202, 450, 478, 576
Schleicher, general Kurt von, 145, 276, 283, 286, 289, 290, 315, 319, 320, 321, 324, 325, 334, 363, 365, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 394, 408, 413, 415, 425, 463, 468, 501, 505, 506, 521, 522, 523,535, 539, 540, 544, 546, 547, 548, 549, 550, 559, 560, 562, 565, 570
Schlenker, Max, 215, 241, 242, 364, 366, 471, 472, 481, 483, 491, 497, 502, 504, 505, 533, 536, 537
Schlitter, Oscar, 501, 502, 505, 513, 520
Schmitt, Kurt, 196
Schmitz, Hermann, 216, 322, 460, 504, 523
Schnitzler, Georg von, 523, 552
Schoeller, famille, 251, 252, 494
Scholz, Ernst, 188
Schröder, Kurt von, 298, 300, 301, 302, 303, 367, 379, 380, 381, 382, 383, 397, 418, 432, 464, 508, 509, 510, 511, 513, 526, 537, 538, 543, 544, 545, 546, 547, 563, 569, 576, 577
Schüll, famille, 251, 252
Schulte, Eduard, 552
Schulz, Paul, 195, 476
Schumpeter, Joseph, 417
Schwarz, Franz Xaver, 163, 165, 195, 200, 398, 467, 478
Schwerin, von Krosigk, comte Lutz, 371
SDP, 142
section de politique économique *Voir* NSDAP, *Voir* NSDAP
Sedlitz, Gertrud von, 448
Sefton, Delmer, 202
Severing, Carl, 443, 504
Siemens, Carl Friedrich, 28, 53, 83, 85, 241, 280, 282, 288, 300, 301, 356, 357, 358, 359, 360, 401, 402, 430, 437, 438, 445, 446, 492, 502, 510, 534, 541, 548, 552, 553, 554, 568, 574, 577
Silverberg, Paul, 41, 186, 216, 268, 277, 356, 361, 362, 363, 364, 405, 435, 438, 441, 458, 479, 482, 498, 501, 516, 527, 529, 535, 536, 539, 540, 541, 544, 551, 554, 570, 577, 578
Sogemeier, Martin, 550
Sohn-Rethel, Alfred, 353
Sollmann, Wilhelm, 518
Solmssen, Georg, 360
Sorge, Kurt, 52, 458
Sozialdemokratischen Partei Deutschlands *Voir* SDP

Sozialpolitik, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 78, 141, 143, 182, 187, 208, 209, 210, 211, 228, 275, 287, 309, 338, 353, 407, 442, 443, 444, 457, 461, 462, 464, 468, 489, 505, 515, 551, 570, 573, 579
Spann, Othmar, 94, 272
Speer, Albert, 119, 130, 256, 459, 578
Springorum, Fritz, 195, 237, 268, 279, 289, 340, 356, 358, 359, 366, 367, 368, 387, 388, 389, 391, 398, 406, 438, 441, 464, 476, 480, 481, 485, 486, 489, 491, 492, 498, 501, 502, 505, 507, 508, 528, 536, 538, 539, 544, 548, 549, 550, 552, 553
Stadtler, Eduard, 85, 434, 446, 578
Stahlhelm, 85, 128, 138, 160, 219, 230, 240, 272, 276, 277, 278, 398, 415, 470, 483, 484, 485, 492, 538, 558
Stauss, Emil Georg von, 188, 189, 190, 192, 194, 204, 386, 446, 474, 475, 526, 548
Stegerwald, Adam, 284
Stein, Paul, 552
Steinbrinck, Otto, 293, 294, 303, 314, 316, 317, 318, 354, 482, 507, 509, 511, 512, 513, 517, 518, 519, 522, 565
Stennes, Walter, 187, 239, 474
Stinnes, Hugo, 38, 39, 45, 50, 52, 59, 60, 84, 88, 112, 130, 147, 401, 434, 435, 436, 447, 505, 539, 552, 561, 562, 583
Storkebaum, Karl, 490
Straßer, Gregor, 11, 100, 101, 104, 106, 155, 156, 186, 192, 194, 195, 196, 204, 228, 231, 232, 234, 236, 237, 238, 240, 262, 297, 309, 311, 320, 321, 325, 334, 341, 343, 345, 348, 349, 351, 364, 369, 370, 373, 376, 386, 412, 452, 455, 458, 476, 477, 491, 515, 516, 526, 528, 530, 533, 536, 540, 541, 542, 548, 579
Stresemann, Gustav, 60, 61, 62, 66, 78, 129, 188, 314, 315, 324, 440, 441, 510, 517, 520, 580
Sutton, Antony, 11, 12
Tägliche Rundschau, 370, 549
Talbot, Gerog, 498
Taylor, Frederick W., 66
Tengelmann, Ernst, 195
Tengelmann, Walter, 506
Tengelmann, Wilhelm, 191, 471
Terboven, Joseph, 203, 204, 231, 456, 457, 477
Thälmann, Ernst, 276
Théorie de l'agent, 420
Thyssen, Amélie, 475
Thyssen, Fritz, 12, 78, 88, 89, 99, 191, 192, 194, 195, 199, 200, 212, 262, 263, 266, 267, 268, 272, 273, 277, 289, 291, 313, 319, 325, 326, 334, 352, 356, 364, 367, 368, 380, 386, 399, 400, 401, 402, 406, 410, 418, 419, 430, 438, 443, 447, 463, 472, 475, 477, 478, 485,488, 495, 496, 497, 499, 500, 501, 506, 508, 523, 526, 531, 536, 544, 547, 548, 554, 555, 563, 579, 580
Tischbein, Willy, 358
Traité de Versailles, 13, 16, 73, 82, 85, 91, 470
Traupel, Wilhelm, 496
Treviranus, Gottfried, 463
Trotski, Léon, 15, 265
Ventzki, Rudolf, 367, 538
Vögele, Hans, 533
Vögler, Albert, 52, 76, 127, 134, 182, 195, 216, 266, 268, 272, 273, 279, 281, 289, 290, 300, 312, 313, 316, 352, 356, 357, 360, 368, 375, 385, 387, 388, 391, 438, 443, 444, 457, 459, 462, 468, 469, 472, 476, 480, 481, 485, 501, 505, 506, 508, 509, 512, 521, 531, 534, 538, 539, 541, 544, 549, 552, 553, 554, 568
Völkischer Beobachter, 90, 92, 96, 105, 128, 160, 171, 172, 178, 179, 183, 201, 203, 232, 273, 274, 295, 306, 307, 328, 329, 330, 331, 332, 350, 430, 448, 449, 457, 478, 498, 509, 569
Vorwärts, 236, 250, 328, 377, 382, 474, 482, 487, 490, 494, 546, 549, 550
Vossische Zeitung, 354, 493, 497
Wagemann, cercle, 322, 323, 522
Wagemann, professeur Ernst, 322
Wagener, Otto, 118, 119, 120, 121, 184, 185, 186, 187, 189, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 203, 204, 231, 234, 235, 236, 237, 238, 245, 251, 257, 297, 298, 307, 325, 345, 347, 351, 395, 402, 403,

455, 456, 460, 473, 475, 477, 478, 490, 514, 516, 521, 525, 529, 530
Wagner, Adolf, 342
Wagner, Richard, 91
Warmbold, Hermann, 216, 284, 369, 371, 376, 377, 482, 504
Wassermann, Oskar, 360
Wehrsport, 324
Wessel, Wilhelm, 460
Westarp, comte Kuno von, 41, 57, 70, 430, 442, 491
Westdeutscher Beobachter, 317, 500, 524
Wied, prince Viktor zu, 222
Wilmowsky, baron Tilo von, 270, 294, 310, 334, 374, 385, 405, 499, 500, 501, 502, 507, 516, 526, 540, 547
Winkhaus, Fritz, 438, 480, 481, 528
Winkhaus, Hermann, 492
Winnacker, Erich, 292, 343, 484, 506, 528
Winnig, August, 204, 479, 574, 582
Winterfeld, Ludwig, 552
Wirtschaftsverband der Hannoverschen Industrie, 502, 503
Wiskott, Eugen, 490
Witthoeft, Franz Heinrich, 300, 301, 367
Witzleben, Wolf-Dietrich von, 534
Woermann, Kurt, 367, 537, 538
Wolff, Otto, 290, 318, 319, 320, 321, 330, 359, 370, 394, 520, 521, 522, 534, 536, 539, 565, 582
ZAG, 38, 50, 51, 53, 85, 147, 553
Zehrer, Hans, 370, 539, 560
Zeil, prince Erich Waldburg zu, 525

Autres livres traduits et ou publiés
par Valérie Devon/Didi18edition

Alfred Rosenberg – Le mythe du XX^e siècle
Arthur Butz – La mystification du XX^e siècle
Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*
Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*
Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe*
John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations*
Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*
Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*
Arnold Leese :

– *Les guerres de survie juives*
– *Meurtres rituels juifs*
– *Sottise du Gentil : les Rothschild*
– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire anti juif*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable*
Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)
Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*
Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*
Carlos W. Porter – *Made in Russia the Holocaust* (livret d'accompagnement de la video MIRTH)
Carlos W. Porter – *Made in Russia the Holocaust – Condensé du livre de C. Porter*
Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois, 3 volumes.*
Jacqueline Berger :

– *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*
– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
– *Le christianisme, invention du judaïsme*
– *Les mystères dévoilés*

Eustace Mullins :

– *La véritable histoire des relations entre les Goyim et les juifs*
– *Le viol de la justice*

Pour commander ces livres : didi18edition.com